RÉPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI











PROJET DE LOI DE FINANCES 2020

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

SEPTEMBRE 2019

SOMMAIRE

I. NOTE DE PRESENTATION DU BUDGET D'ETAT2020 1-33

II. TEXTE DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2020 34-111

III. BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020 112-254

IV. DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGETAIRE ET ECONOMIQUE PLURIANNUELLE 2020-2022 255-315

V. AUTRES ANNEXES BUDGETAIRES 316-890

- Etat A : Stratégie d'Endettement Public du Mali à Moyen Terme 2020-2022 317-337
- Etat B : Plafond des Effectifs par Programme 338-346
- Etat C : Répartition des Crédits du Budget Général par Dotation et Programme 347-355
- Etat D : Répartition des Crédits des Budgets Annexes par Programme 356-357
- Etat E : Répartition des Crédits des Comptes Spéciaux du Trésor par Programme 358-359
- Etat F : Concours Financiers de l'Etat aux Etablissements Publics et aux Collectivités Territoriales 360-468
- Etat G : Tableau de Classifications Fonctionnelle et Economique des Dépenses 469-478
- Etat H : Tableau de Classifications Administrative et Fonctionnelle des Dépenses 479-492
- Etat I : Tableau de Classifications Administrative et Economique des Dépenses 493-504
- Etat J : Tableau Récapitulatif des Programmes par Ministère et Institution 505-514
- Etat K : Programme Triennal d'Investissement 515-651
- Etat L : Restes à Payer 652-656
- Etat M : Plan de Trésorerie Prévisionnel Mensualisé 657-659
- Etat N : Echéances courantes de la dette 660-672
- Etat O : Estimation des Subventions à la Consommation sur les Produits Pétroliers 673-681
- Etat P : Statistiques sur les Emplois créés 682-693
- Etat Q : Subvention à l'Energie du Mali (EDM-SA) 694-698
- Etat R : Liste des Taxes Parafiscales et leur Evaluation 699-700
- Etat S : Annexe sur les Dépenses Fiscales 701-751
- Etat T : Restes à Recouvrer 752-755
- Etat U : Annexe Fiscale 756-761
- Etat V : Annexe sur le Genre 762-885
- Etat W : Annexe sur les risques budgétaires 886-887
- Etat X : Annexe sur le plan de mesure d'urgence budgétaire 888-890

VI. SITUATION D'EXECUTION AU 30 JUIN 2019 891-982

- Mobilisation des ressources de l'Etat 896-923
- Exécution des charges de l'Etat 924-939
- Annexes 940-982

NOTE DE PRESENTATION

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

NOTE DE PRESENTATION DU BUDGET D'ETAT 2020

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE

A. Environnement économique international[1]

La préparation du projet de loi de finances 2020 s'effectue dans un contexte marqué, au niveau international, par l'essoufflement progressif de la croissance économique mondiale depuis le deuxième semestre de 2018, après une accélération généralisée de la croissance cyclique durant deux ans. Ainsi, de 3,8% en 2017, le taux de croissance a fléchi à 3,6% en 2018 et devrait encore ralentir en 2019 à 3,2% avant de remonter légèrement en 2020 à 3,5%. Cette diminution s'explique en partie par : (i) l'escalade des tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis, (ii) l'incertitude persistante liée au Brexit, (iii) la montée des tensions géopolitiques, (iv) l'accumulation de facteurs de vulnérabilités financières. Le rebond attendu en 2020 est empreint d'incertitudes, dans la mesure où il repose sur une stabilisation dans les pays émergents et les pays en développement en difficulté et sur des progrès dans le règlement des différends commerciaux.

Dans les pays avancés, la croissance devrait ralentir passant de 2,2% en 2018, à 1,9% en 2019 puis à 1,7% en 2020. Ce repli est en partie imputable aux effets négatifs attendus des hausses des droits de douanes en 2018 et à l'amoindrissement des effets de la relance budgétaire d'envergure aux Etats-Unis. Les prix à la consommation devraient augmenter de 0,4 point de pourcentage en 2020 par rapport à 2019, passant de 1,6% à 2,0%.

Dans les pays émergents et en développement, l'activité économique devrait ralentir en 2019 (4,1% contre 4,5% en 2018) avant de remonter en 2020 à 4,7%. Cette baisse ne se fera pas ressentir en Afrique subsaharienne où l'expansion se poursuivra à un rythme progressif, avec des taux de croissance estimés à 3,0% en 2018, 3,5% en 2019 et 3,7% en 2020. L'affermissement de l'activité attendu en 2020 dans les pays d'Afrique subsaharienne est sous-tendu par la croissance robuste attendue dans les pays pauvres en ressources naturelles, qui devrait partiellement compenser les résultats peu satisfaisants enregistrés dans les plus grandes économies de la région.

[1] Source : FMI, « Perspectives de l'économie mondiale, juillet 2019 » et « Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne, avril 2019 ».

Quant à la variation des prix à la consommation dans les pays émergents et en développement, elle devrait s'établir à 4,8% en 2019 puis à 4,7% en 2020.

Au niveau de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), l'activité économique devrait enregistrer une légère baisse, passant de 6,6% en 2019 à 6,5% en 2020. Les prix à la consommation devraient, quant à eux, varier légèrement à la hausse, passant de 1,8% en 2019 à 1,9% en 2020.

En matière de finances publiques, la politique budgétaire devrait concilier des objectifs multiples, notamment : (i) lisser la demande si nécessaire, protéger les groupes vulnérables, rehausser le potentiel de croissance grâce à des dépenses qui favorisent les réformes structurelles et assurer la viabilité des finances publiques à moyen terme. Pour ce faire, la mobilisation des ressources intérieures demeure un défi majeur pour la plupart des pays d'Afrique subsaharienne.

Tableau 1 : Croissance et inflation par région.

Zones	Croissance réelle du PIB (%)			Inflation en %		
	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Monde	3,6	3,2	3,5			
Pays avancés	2,2	1,9	1,7	2,0	1,6	2,0
Pays émergents et en développement	4,5	4,1	4,7	4,8	4,8	4,7
Afrique subsaharienne	3,0	3,5	3,7	8,5	8,1	7,4
UEMOA	6,3	6,6	6,5	1,0	1,8	1,9

***Source** : Autorités et FMI, perspectives économiques d'avril et de juillet 2019.*

B. Environnement économique national

Concernant le Mali, les perspectives macroéconomiques affichent : (i) un taux de croissance qui demeure constant par rapport à la prévision de 2019 (5,0%) et (ii) une variation annuelle moyenne des prix à la consommation en hausse de 1,5 point de pourcentage (1,9% en 2020 contre 0,4% en 2019). Le solde courant de la balance des paiements se dégraderait en 2020, passant de (-5,6%) en 2019 à (-6,4%) en 2020, après une nette amélioration attendue en 2019.

II. CADRAGE ET ORIENTATIONS DU BUDGET 2020

Les orientations de la politique budgétaire en 2020 tiennent compte de ce cadrage macroéconomique et des engagements pris par l'Etat aux plans interne et externe. Ainsi, les grandes masses du budget sont projetées sur la base des principaux agrégats macroéconomiques.

Par ailleurs, l'année 2020 marque la troisième année de préparation et d'exécution du budget d'Etat en mode programmes. A l'instar du budget d'Etat de 2019, celui de 2020 met l'accent sur les questions d'efficacité et d'efficience des allocations budgétaires, leurs liens avec les objectifs de politiques publiques et la consolidation des acquis des années antérieures.

A. Hypothèses de prévision du budget 2020

Les prévisions budgétaires de 2020 sont établies sur la base d'une prévision de croissance économique de 5,0%. L'inflation, mesurée par la moyenne annuelle de l'indice des prix à la consommation, est projetée à 1,9% en 2020 contre 0,4% en 2019.

Tableau 2 : Hypothèses macroéconomiques du cadrage budgétaire 2018-2021

	2019	2020	2021	2022	Moyenne 2020-2022
PIB nominal (Mds FCFA)	10 199	10 905	11 663	12 486	11 313
Taux croissance PIB réel	5,0%	5,0%	4,9%	4,9%	4,9%
Déflateur du PIB	1,8%	1,8%	2,0%	2,1%	1,9%
IPC (moyenne annuelle)	0,4%	1,9%	2,0%	2,1%	1,6%

Source : Autorités et FMI, juin 2019.

Tableau 3 : Hypothèses d'évolution du taux de croissance du PIB par secteur 2019-2022.

Secteurs	2019	2020	2021	2022	Moyenne 2020-2022
Secteur primaire	5,5%	5,0%	4,9%	4,9%	5,0%
Secteur secondaire	5,2%	5,0%	4,9%	4,9%	5,0%
Secteur tertiaire	5,1%	5,1%	4,9%	4,9%	5,0%

Source : Autorités et FMI, juin 2019.

Les hypothèses macroéconomiques indiquées dans les tableaux 2 et 3 ont été utilisées pour déterminer les objectifs de la politique budgétaire en 2020.

B. Orientations de la politique budgétaire

En 2020, la politique budgétaire restera prudente. Elle visera la consolidation des efforts d'assainissement des finances publiques à travers : (i) l'amélioration de l'efficacité de la politique et de l'administration fiscale et douanière, (ii) la maîtrise du solde budgétaire global, (iii) la protection des dépenses prioritaires, (iv) l'amélioration de l'efficacité et de l'efficience des dépenses publiques, (v) la conduite d'une politique d'endettement soutenable, (vi) le renforcement de la situation financière de la compagnie Energie du Mali et (vii) la promotion de la bonne gouvernance.

Pour ce faire, l'accent sera mis sur :

- la mobilisation des ressources internes afin d'accélérer l'atteinte de la cible de taux de pression fiscale fixé à 20% du PIB par l'UEMOA ;
- la rationalisation des dépenses récurrentes, en vue de créer un espace budgétaire pour financer les investissements et les dépenses sociales.

Tableau 4 : Projection de quelques agrégats budgétaires pour 2020.

Agrégat	2020
Recettes totales (% PIB)	17,9
Dons (% PIB)	2,0
Dépenses totales et prêts nets (% PIB)	22,9
Solde global dons inclus (% PIB)	-3,0
Solde budgétaire de base (% PIB)	-1,2

***Source** : Autorités et FMI, juin 2019.*

Ces efforts de consolidation et de réallocation de ressources contribueront à : stimuler la croissance potentielle, diversifier les structures de production, améliorer l'inclusion et se rapprocher des objectifs de développement durable.

Dans cette optique et dans le but de garantir leur efficacité, les mesures de réforme de la gestion des finances publiques seront poursuivies. Il s'agira, notamment, de remédier aux faiblesses mises en lumière par l'évaluation PEFA 2016, et les missions d'assistance technique du FMI (PIMA, risques budgétaires, mise en œuvre des AE-CP).

En matière de dépenses, les allocations budgétaires cibleront les priorités du gouvernement retenues dans le Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) 2019-2023 et qui visent principalement à trouver une réponse pertinente et proactive aux problématiques de développement. Il s'agira particulièrement : (i) de combler le déficit de gouvernance, (ii) d'assurer la paix et la sécurité et de restaurer le bon climat du vivre ensemble qui a toujours caractérisé la société malienne, (iii) de créer les conditions d'une transformation structurelle de l'économie et d'une croissance forte et inclusive, (iv) de mieux protéger l'environnement et de renforcer la résilience au changement climatique, (v) de mieux valoriser le capital humain et ainsi capter le dividende démographique.

Ces orientations de la politique budgétaire sont conformes avec les engagements pris dans le cadre du nouveau programme économique et financier avec le Fonds Monétaire International (FMI) et les organisations régionales d'intégration économique (UEMOA et CEDEAO).

Tableau 5 : Position du Mali face aux critères de convergence de l'UEMOA

Critères de convergence	Norme UEMOA	2018 Réalisation	2019 Prévision Initiale	2019 Prévision Révisée	2020 Prévision
Critères de premier rang					
Ratio du solde budgétaire global, dons inclus en %PIB	≥ -3%	-4,7%	**-3,0%**	**-2,5%**	**-3,0%**
Taux d'inflation	≤ 3%	**1,7%**	**2,0%**	**0,4%**	**1,9%**
Encours de la dette publique rapporté au PIB	≤ 70%	**37,3%**	**37,5%**	**37,4%**	**38,2%**
Critères de second rang					
Masse salariale sur recettes fiscales	≤ 35%	41,8%	37,3%	38,9%	36,9%
Taux de pression fiscale	≥ 20%	11,8%	15,6%	15,0%	15,8%
Nombre de critères respectés		**2**	**3**	**3**	**3**

***Source** : MEF, FMI, juin 2019.*

La lecture du tableau 5 nous permet d'affirmer que parmi les critères de convergence de l'UEMOA, le Mali respectera trois (03) sur cinq (05) en 2020 à savoir les trois (03) critères de premier rang : (i) le ratio du solde budgétaire global, dons inclus en pourcentage du PIB, (ii) le taux d'inflation et (iii) l'encours de la dette publique rapporté au PIB.

Tableau 6 : Position du Mali face aux critères de convergence de la CEDEAO

Critères de convergence	Norme CEDEAO	2018 Réalisation	2019 Prévision Initiale	2019 Prévision Révisée	2020 Prévision
Critères de premier rang					
Ratio du déficit budgétaire global hors dons sur le PIB nominal	≤ 3%	5,9%	5,0%	4,8%	5,1%
Taux d'inflation en fin de période	≤ 5%	**1,0%**	**2,1%**	**1,8%**	**1,9%**
Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale des recettes fiscales de l'année antérieure*	≤10%				
Réserves de change en mois d'importations*	≥ 6				
Critères de second rang					
Non accumulation des arriérés intérieurs et élimination de tous les anciens arriérés	0	**0,0**	**0,0**	**0,0**	**0,0**
Ratio recettes fiscales /PIB	≥20%	11,8%	15,6%	15,0%	15,8%
Masse salariale/recettes fiscales ≤ 35%	≤ 35%	41,8%	37,3%	38,9%	36,9%
Ratio investissements publics financés sur les ressources intérieures/Recettes fiscales	≥ 20%	**41,6%**	**36,3%**	**37,8%**	**34,4%**
Stabilité du taux de change réel *					
Taux d'intérêt réel positif *					
Nombre de critères respectés		**3**	**3**	**3**	**3**

Source* : *MEF, FMI, juin 2019.

*** Non applicable aux pays de l'UEMOA.**

Du tableau 6, nous retiendrons que, concernant la surveillance multilatérale de la CEDEAO, le Mali respectera en 2020, trois (03) critères de convergence sur six (06) applicables aux pays de l'UEMOA dont :

- un (01) critère de premier rang : le taux d'inflation en fin de période ;
- deux (02) critères de second rang : (i) la non accumulation des arriérés intérieurs et l'élimination de tous les anciens arriérés, et (ii) les investissements publics financés sur les ressources intérieures rapportés aux recettes fiscales.

Il convient de noter que le non-respect du critère relatif à la masse salariale rapportée aux recettes fiscales au niveau de l'UEMOA et de la CEDEAO s'explique globalement par l'augmentation de l'âge de départ à la retraite et les avantages salariaux accordés à l'issue des négociations avec les partenaires sociaux.

III. DONNEES CHIFFREES DU BUDGET DE L'ETAT

A. Ressources de l'Etat

Les ressources de l'Etat sont composées des recettes budgétaires et des ressources de trésorerie.

A.1. Recettes budgétaires

Les prévisions de recettes budgétaires pour l'exercice 2020 s'élèveront à 2 181,828 milliards de FCFA contre 2 054,674 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié 2019, soit une augmentation de 127,154 milliards de FCFA correspondant à un taux d'accroissement de 6,19%, imputable à l'accroissement des recettes du budget général et des comptes spéciaux du trésor.

Le détail des prévisions des recettes budgétaires pour 2020 est donné dans le tableau 7.

Tableau 7 : Détail des prévisions des recettes budgétaires de l'Etat pour 2020.

(Montant en milliards de FCFA)

LIBELLES	Budget rectifié 2019 (1)	PLF 2020 (2)	Variation	
			Montant (3) = (2) - (1)	%
Budget général	**1 928,087**	**2 049,608**	**121,521**	**6,30**
Dons projets et legs	146,845	155,600	8,755	5,96
Recettes fiscales nettes	1 537,495	1 730,700	193,205	12,57
Recettes non fiscales	89,001	15,449	-73,552	-82,64
Dons programmes et legs	87,151	79,378	-7,773	-8,92
dont ABS	*10,704*	*8,836*	*-1,868*	*-17,45*
dont ABG	*76,447*	*70,542*	*-5,905*	*-7,72*
Recettes exceptionnelles	17,839	8,981	-8,858	-49,66
Produits financiers	49,756	59,500	9,744	19,58
Budgets annexes	**7,858**	**7,810**	**-0,048**	**-0,61**
Recettes non fiscales	7,858	7,810	-0,048	-0,61
Comptes spéciaux du Trésor	**118,729**	**124,410**	**5,681**	**4,78**
Recettes fiscales	88,639	93,848	5,209	5,88
Recettes non fiscales	2,940	3,565	0,625	21,26
Transferts reçus d'autres budgets	27,150	26,996	-0,153	-0,57
Total recettes budgétaires	**2 054,674**	**2 181,828**	**127,154**	**6,19**

Source : DGB, 2019.

1. Présentation des recettes par type de budget

1.1. Budget général

Les recettes du budget général s'élèveront à 2 049,608 milliards de FCFA en 2020 contre un montant rectifié de 1 928,087 milliards de FCFA en 2019, soit une variation à la hausse de 121,521 milliards de FCFA ou un taux de 6,30%, imputable à l'augmentation des recettes fiscales, des dons projets et des produits financiers.

1.2. Budgets annexes

Les budgets annexes comprennent : les Entrepôts Maliens au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Togo, en Guinée, au Ghana, en Mauritanie et au Bénin.

Les recettes des budgets annexes sont estimées à 7,810 milliards de FCFA en 2020 contre 7,858 milliards de FCFA en 2019, soit une diminution de 0,048 milliard de FCFA ou un taux de régression de 0,61 %. Ce taux de régression s'explique par la diminution des prévisions des recettes des Entrepôts Maliens en Côte d'Ivoire et en Mauritanie.

1.3. Comptes spéciaux du Trésor

Les recettes des Comptes spéciaux du Trésor sont estimées à 124,410 milliards de FCFA en 2020 contre 118,729 milliards de FCFA en 2019, soit une augmentation de 5,681 milliards de FCFA ou un taux de progression de 4,78%, due principalement à la hausse des prévisions au titre du fonds pour le remboursement des crédits de TVA.

Les Comptes spéciaux du Trésor sont constitués du :

- Fonds pour l'Aménagement et la Protection des Forêts ;
- Fonds pour l'Aménagement et la Protection de la Faune ;
- Fonds National d'Appui à l'Agriculture ;
- Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique ;
- Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant ;
- Fonds de Remboursement des Crédits de TVA ;
- Fonds National de Développement de la Statistique ;
- Fonds pour le Développement Durable ;
- Programme de Développement des Ressources Minérales ;
- Fonds d'Appui pour la Promotion de la Recherche Pétrolière ;
- Fonds de Financement de la Recherche, de la Formation et de la Promotion des Activités minières.

2. Présentation des recettes budgétaires par nature

2.1. Recettes du budget général :

Ventilées par nature, les recettes du budget général sont constituées des recettes fiscales, des recettes non fiscales, des dons programmes/projets et legs, des recettes exceptionnelles et des produits financiers.

2.1.1. Recettes fiscales nettes[2]

Les recettes fiscales nettes, constituées d'impôts directs et indirects, s'élèveront à 1 730,700 milliards de FCFA en 2020 contre 1 537,495 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié 2019, soit un accroissement de 193,205 milliards de FCFA, ou un taux d'augmentation de 12,57%. Cette prévision de 2020, qui représente 15,8% du PIB, vise à rattraper le niveau de la pression fiscale de 2019 initialement prévu à 15,6% du PIB et révisé à 15,0% du PIB, à la suite de la contre-performance en matière de mobilisation des recettes enregistrée en 2018, soit 11,8% du PIB.

2.1.2. Recettes non fiscales

Elles s'élèveront à 15,449 milliards de FCFA pour 2020 contre 89,001 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié 2019, soit une baisse de 73,552 milliards de FCFA ou un taux de diminution de 82,64%, imputable au fait que les ressources issues de la vente de licence téléphonique et de 4G en 2019, ne sont pas reconduites en 2020.

2.1.3. Dons projets et dons programmes et legs

Ces dons proviennent des institutions internationales et des gouvernements étrangers et s'élèveront en 2020 à 234,978 milliards de FCFA contre 233,996 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié 2019, soit une hausse de 0,982 milliard de FCFA ou un taux d'augmentation de 0,42%. Ils se décomposent en dons projets qui sont estimés à 155,600 milliards de FCFA en 2020 contre un montant révisé de 146,845 milliards de FCFA en 2019 ; et en dons programmes qui sont estimés à 79,378 milliards de FCFA en 2020 contre un montant révisé de 87,151 milliards de FCFA en 2019.

Les dons programmes sont constitués de l'Appui budgétaire sectoriel (ABS) et de l'Appui budgétaire général (ABG) en dons.

S'agissant de l'ABS, il passe de 10,704 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectificatif de 2019 à 8,836 milliards de FCFA dans le budget pour 2020, soit une diminution de 1,868 milliard de FCFA ou un taux de baisse de 17,45%. Cette diminution se justifie par la baisse de l'annonce de la Coopération suisse et le fait que le niveau de 2019 a enregistré le report des ressources décaissées et non consommées des exercices budgétaires 2016, 2017 et 2018.

Les prévisions d'ABS par partenaire technique et financier pour l'exercice 2020 sont données dans le tableau 8.

[2] Elles correspondent aux recettes brutes desquelles sont déduits les crédits de TVA qui sont inscrits au niveau des Comptes spéciaux du Trésor.

Tableau 8 : Evolution de l'Appui budgétaire sectoriel.

(Montant en milliards de FCFA)

Partenaires techniques et financiers	Budget rectifié 2019 (1)	PLF 2020 (2)	Variation	
			Montant (3) = (2) - (1)	%
Suisse	5,363	3,186	-2,177	-40,59
Canada (Santé)	3,433	4,214	0,781	22,75
Canada (Education)	0,000	0,000	0	-
France (AFD/ PAAMEFIP)	0,966	1,436	0,47	48,65
Report ABS Suisse	0,408	0,000	-0,408	-100,00
Report ABS Education Canada	0,000	0,000	0	-
Report ABS Santé Canada	0,534	0,000	-0,534	-100,00
Total	**10,704**	**8,836**	**-1,868**	**-17,45**

Source : DGB, 2019.

En ce qui concerne l'ABG inscrit dans les recettes budgétaires, il est constitué de dons exclusivement, les prêts ayant été déclassés des recettes budgétaires vers les ressources de trésorerie.

Pour l'exercice budgétaire 2020, les dons au titre de l'ABG sont estimés à 70,542 milliards de FCFA contre 76,447 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié 2019, soit une diminution de 5,905 milliards de FCFA ou un taux de régression de 7,72%. Cette diminution s'explique par la baisse de l'annonce de la Banque mondiale et le fait que l'appui budgétaire de la France n'est pas reconduit en 2020.

La répartition de l'ABG par partenaire technique et financier est donnée dans le tableau 9.

Tableau 9 : Evolution de l'Appui budgétaire général en dons.

(Montant en milliards de FCFA)

Partenaires techniques et financiers	Budget rectifié 2019 (1)	PLF 2020 (2)	Variation	
			Montant (3) = (2) - (1)	%
Union Européenne	39,887	46,900[3]	7,013	17,58
Banque Africaine de Développement (BAD)	7,000	7,000	0,000	0,00
Banque Mondiale	23,000	16,642	-6,358	-27,64
Agence Française pour le Développement (AFD)	6,560	0,000	-6,560	-100,00
TOTAL ABG en dons	**76,447**	**70,542**	**-5,905**	**-7,72**

Source : DGB, 2019.

[3] Dont 37,389 milliards de FCFA dans le cadre du SBC III et 9,511 milliards de FCFA dans le cadre du SANAD.

2.1.4. Recettes exceptionnelles

En 2020, elles seront constituées uniquement des annulations de dettes et s'élèveront à 8,981 milliards de FCFA contre 17,839 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié 2019, soit une baisse de 8,858 milliards de FCFA ou un taux de régression de 49,66%.

2.1.5. Produits financiers

En 2020, ils s'élèveront à 59,500 milliards de FCFA contre 49,756 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié 2019, soit une augmentation de 9,744 milliards de FCFA. Cette augmentation s'explique par la hausse des dividendes payés par les sociétés minières et non minières à participation publique, consécutive à la formalisation de la prise de participation de l'Etat dans le capital social de certaines sociétés minières (SOMIFI) et celles dont la convention d'établissement est en cours de négociation (SOMILO).

2.2. Recettes des budgets annexes

Les prévisions de recettes des budgets annexes diminuent de 0,61 % par rapport à 2019, et vont s'établir à 7,810 milliards de FCFA en 2020 contre 7,858 milliards de FCFA en 2019. Cette diminution est imputable à la baisse des prévisions des recettes des Entrepôts Maliens en Côte d'Ivoire et en Mauritanie.

2.3. Recettes des Comptes spéciaux du Trésor

Concernant les prévisions de recettes des Comptes spéciaux du Trésor, elles enregistreront une augmentation de 4,78% en 2020, passant de 118,729 milliards de FCFA en 2019 à 124,410 milliards de FCFA en 2020. Cette augmentation est liée à celle des prévisions des ressources du Fonds de remboursement des crédits de TVA, du Fonds d'aménagement et de protection des forêts et des faunes et du Fonds d'appui à l'autonomisation de la femme et l'épanouissement de l'enfant.

A.2. Ressources de Trésorerie

Pour 2020, les ressources de trésorerie de l'Etat sont évaluées à 263,229 milliards de FCFA contre 359,663 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié 2019, soit une diminution de 96,434 milliards de FCFA correspondant à un taux de régression de 26,81%. La baisse découle principalement de la diminution de la prévision des dépôts sur les comptes des correspondants et des produits des emprunts programmes.

La répartition prévisionnelle des ressources de trésorerie est donnée dans le tableau 10.

Tableau 10 : Evolution des ressources de trésorerie.

(Montant en milliards de FCFA)

LIBELLES	Budget rectifié 2019 (1)	PLF 2020 (2)	Variation	
			Montant (3) = (2) - (1)	%
Produits provenant de la cession des actifs	64,435	18,385	-46,050	-71,47
Aliénations de meubles	*0,385*	*0,385*	*0,000*	*0,00*
Aliénations d'immeubles	*14,050*	*18,000*	*3,950*	*28,11*
Recettes de Privatisation	*50,000*	*0,000*	*-50,000*	*-100,00*
Produits des emprunts à court, moyen et long termes	191,267	223,092	31,825	16,64
Produits des emprunts projets	*89,267*	*194,400*	*105,133*	*117,77*
Produits des emprunts programmes	*102,000*	*28,692*	*-73,308*	*-71,87*
Dépôts sur les comptes des correspondants	94,369	15,792	-78,577	-83,27
Remboursement des prêts et avances	9,592	5,960	-3,632	-37,86
Total ressources de trésorerie	**359,663**	**263,229**	**-96,434**	**-26,81**

***Source** : DGB, sur la base des données fournies par la DND, la DGABE, la DGDP et la DNTCP, 2019.*

1. Produits provenant de la cession d'actifs

Les produits provenant de la cession d'actifs sont évalués à 18,385 milliards de FCFA en 2020 contre 64,435 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié 2019, soit une diminution de 46,050 milliards de FCFA correspondant à un taux de réduction de 71,47%. Cette baisse est due au fait que les ressources provenant de la vente d'une partie des actions de l'Etat dans la SOTELMA ne sont pas reconduites en 2020.

2. Produits des emprunts à court, moyen et long termes

Prévus pour 223,092 milliards de FCFA en 2020 contre 191,267 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié 2019, les produits des emprunts à court, moyen et long termes connaîtront une hausse de 31,825 milliards de FCFA en 2020, correspondant à un taux de progression de 16,64%.

Lesdits produits sont constitués des tirages sur les prêts accordés au Gouvernement dans le cadre (i) du financement de projets inscrits au budget spécial d'investissement, financement extérieur et (ii) de l'appui budgétaire général.

Le détail des prêts ABG par partenaire technique et financier est indiqué dans le tableau 11.

Tableau 11 : Appuis budgétaires généraux (Prêts).

(Montant en milliards de FCFA)

Partenaires Techniques et Financiers	Budget rectifié 2019 (1)	PLF 2020 (2)	Variation	
			Montant (3) = (2) - (1)	%
Banque Africaine de Développement (BAD)	10,000	12,050	2,050	20,50
Banque Mondiale	92,000	16,642	-75,358	-81,91
Fonds Monétaire International (FMI)	0,000	0,000	0,000	-
TOTAL ABG (Prêts)	**102,000**	**28,692**	**-73,308**	**-71,87**

***Source** : DGB, 2019.*

3. Dépôts sur les comptes des correspondants

Les correspondants du Trésor sont constitués des organismes et des particuliers disposant d'un compte dans les écritures du Trésor. Pour 2020, leurs dépôts sont prévus pour 15,792 milliards de FCFA contre 94,369 milliards de FCFA en 2019, soit une diminution de 78,577 milliards de FCFA. Cette diminution est liée à l'exclusion des Autorités administratives indépendantes du champ du Compte unique du Trésor.

4. Remboursement des prêts et avances

En 2020, les remboursements de prêts et avances sont évalués à 5,960 milliards de FCFA contre 9,592 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié 2019, soit une diminution de 3,632 milliards de FCFA, conformément à l'échéancier de remboursement de la dette rétrocédée.

A.3. Présentation des ressources de l'Etat par service d'assiette et de recouvrement

En 2020, les prévisions de ressources par les services d'assiette et de recouvrement s'élèveront à 1 915,686 milliards de FCFA dont 1 875,549 milliards de FCFA de recettes budgétaires et 40,137 milliards de FCFA de ressources de trésorerie.

Les prévisions de ressources par service d'assiette et de recouvrement, au titre de l'exercice budgétaire 2020, et leur évolution entre 2019 et 2020 sont données dans le tableau 12.

Tableau 12 : Répartition des ressources par structure.

(Montant en milliards de FCFA)

Services	Recettes budgétaires			Ressources de trésorerie			Total des recouvrements	
	LFR 2019 (1)	PLF 2020 (2)	Ecart (3) = (2) - (1)	LFR 2019 (4)	PLF 2020 (5)	Ecart (6) = (5) - (4)	LFR 2019 (1) + (4)	PLF 2020 (2) + (5)
Direction Générale de la Douane	620,977	713,580	92,603	0,000	0,000	0,000	**620,977**	**713,580**
Direction Générale des Impôts	910,700	1 005,725	95,025	0,000	0,000	0,000	**910,700**	**1 005,725**
Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique	35,900	39,653	3,753	94,369	15,792	-78,577	**130,269**	**55,445**
Direction Nationale des Domaines	173,365	116,591	-56,774	14,435	18,385	3,950	**187,800**	**134,976**
Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat	0,000	0,000	0,000	50,000	0,000	-50,000	**50,000**	**0,000**
Direction Générale de la Dette Publique	0,000	0,000	0,000	9,592	5,960	-3,632	**9,592**	**5,960**
TOTAL	**1 740,942**	**1 875,549**	**134,607**	**168,396**	**40,137**	**-128,259**	**1 909,338**	**1 915,686**

***Source** : DGB, sur la base des données fournies par les services d'assiette et de recouvrement, 2019.*

L'évolution des prévisions de recouvrement des ressources, en brutes et nettes, entre 2019 et 2020, est projetée dans le tableau 13.

Tableau 13 : Evolution des ressources par service en brutes et nettes.

(Montants en milliards de FCFA)

SERVICES	Ressources 2019		Ressources 2020		Evolution entre 2019 et 2020	
	Brutes	Nettes (1)	Brutes	Nettes (2)	Ecart (2-1)	Taux
Direction Générale des Douanes	620,977	591,251	713,580	681,770	90,519	15,31%
Direction Générale des Impôts	910,700	868,036	1005,725	959,935	91,899	10,59%
Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique	130,269	130,269	55,445	55,445	-74,824	-57,44%
Direction Nationale des Domaines	187,800	187,800	134,976	134,976	-52,824	-28,13%
Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat	50,000	50,000	0,000	0,000	-50,000	-100,00%
Direction Générale de la Dette Publique	9,592	9,592	5,960	5,960	-3,632	-37,86%
TOTAL	**1 909,338**	**1 836,947**	**1 915,686**	**1 838,086**	**1,139**	**0,06%**
Montant du Crédit de TVA	**64,691**		**69,900**		**5,209**	**8,05%**
Exonérations fiscales	**7,700**		**7,700**		**0,000**	**0,00%**

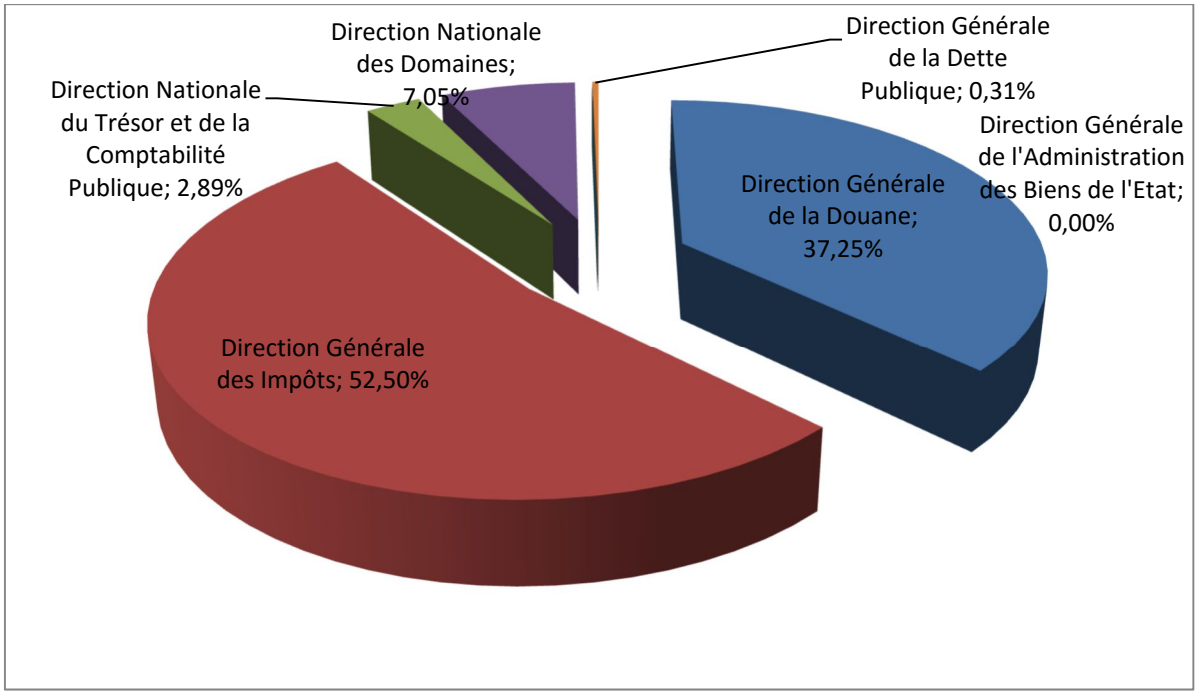
***Source** : DGB, sur la base des données fournies par les services d'assiette et de recouvrement, 2019.*

La comparaison des prévisions de ressources pour l'exercice 2020 par service d'assiette et de recouvrement à celles du budget d'Etat rectificatif 2019, sans crédits de TVA et exonérations fiscales, fait ressortir une augmentation de 1,139 milliard de FCFA ou un taux de progression de 0,06%.

Quant aux crédits de TVA, ils passeront de 64,691 milliards de FCFA dans le budget de 2019 à 69,900 milliards de FCFA dans celui de 2020, soit une hausse de 8,05%.

La part relative de chaque service dans les prévisions de recouvrement des ressources est donnée pour 2020 dans le graphique 1.

Graphique 1 : Part relative des services d'assiette et de recouvrement dans les prévisions de recouvrement des ressources pour 2020.



***Source** : DGB, sur la base des données fournies par les services d'assiette et de recouvrement, 2019.*

L'amélioration des recettes des services d'assiette et de recouvrement pour l'exercice budgétaire 2020 sera sous-tendue par les mesures ci-après :

Au titre de la Direction Générale des Impôts

Pour l'atteinte des objectifs de recettes 2020, la DGI entend mettre en œuvre les mesures suivantes :

- l'optimisation des déclarations mensuelles par un meilleur suivi des indicateurs de gestion ;
- le contrôle ponctuel d'au moins 30% des déclarations créditrices ou néant ;
- le suivi de l'exploitation de l'annexe 1.1 de TVA déductible ;
- le contrôle ponctuel d'au moins 30% des déclarations forfaitaires en matière d'ITS et de taxes sur salaire. ;

- le contrôle ciblé des sociétés de placement du personnel ;
- l'application rigoureuse de la retenue IRF ;
- la création des unités de poursuite au niveau de toutes les structures de recettes ;
- la mise en place d'une unité spéciale chargée du recouvrement des restes à recouvrer compliqués ;
- la mise en œuvre de toutes les méthodes de recouvrement avec l'appui des huissiers, notamment la saisie vente et l'établissement des échéanciers assortis de garantie ;
- l'intensification des poursuites pour le recouvrement des arriérés,
- le meilleur suivi des contribuables qui sont à la fois débiteurs et créanciers de l'Etat ;
- la mise en œuvre de programmes de contrôle qui intègrent les renseignements issus des travaux du Comité Mixte de Renseignements et d'Investigations Economiques et Financières (CMRIEF) et les marchés publics ;
- la recherche accrue des renseignements sur les contribuables ;
- le suivi plus rapproché des opérations de contrôle pour accroitre leur efficacité et l'attention particulière au suivi des contrôles ponctuels de TVA et d'ITS ;
- l'intensification de la campagne de communication.

Par ailleurs, la résolution du litige entre l'Etat et le groupe RANDGOLD relatif aux différents redressements opérés par l'administration fiscale, pourrait être de nature à contribuer à la réalisation de l'objectif de recettes. Enfin, la mise en œuvre des reformes ainsi que des activités de communication et de renforcement des contrôles internes issues du plan stratégique de la DGI et des différents rapports d'assistance technique seront de nature à contribuer à la réalisation des objectifs de recettes.

La présente stratégie est liée :

- à la réalisation des objectifs de croissance projetée ;
- à une stabilité, voire une remontée du prix de vente de l'or ;
- au maintien des exonérations exceptionnelles à un niveau soutenable et une gestion efficiente des exonérations en cours.

Quant aux mesures d'accompagnement, il s'agira de :

- maintenir la stabilité du système informatique ;
- accompagner la Direction Générale des Impôts pour la réussite de la mise en œuvre de ses réformes ;
- accompagner constamment les structures de recouvrement notamment, sur les dossiers des sociétés comme EDM, CMDT, des structures à budget etc…

Au titre de la Direction Générale des Douanes (DGD)

Les mesures indiquées pour l'atteinte des objectifs portent sur :

- le renforcement du contrôle hiérarchique pour une bonne exécution du service ;
- la transmission en temps réel des données d'expédition des cargaisons à partir des représentations de Dakar et d'Abidjan ;
- le renforcement du suivi de la prise en charge des marchandises aux frontières à travers :
  - l'exploitation des données transmises par les représentations d'Abidjan et de Dakar,
  - la remise documentaire douanes – douanes ;
- le renforcement du suivi du transit des marchandises ;
- le suivi rigoureux de la validation des T1 et de l'apurement des manifestes ;
- le renforcement du scanning des marchandises et de l'exploitation des résultats des scanners ;
- le renforcement de la maitrise de la base taxable ;
- le renforcement du contrôle des certificats d'origine (CO) ;
- le recouvrement des impayés sur les exercices antérieurs ;
- le renforcement du contrôle de la gestion des entrepôts ;
- le renforcement du contrôle de la destination privilégiée des marchandises exonérées ;
- la poursuite du déploiement des bases de lutte contre la fraude ;
- le renforcement des moyens d'intervention des Brigades Mobiles d'Intervention (BMI) dans le cadre de la lutte contre la fraude et la criminalité organisée.

Au titre de la Direction Nationale des Domaines

Les mesures indiquées pour l'atteinte des objectifs portent sur :

- la maitrise des transactions foncières ;
- la constitution et l'immatriculation des réserves foncières ;
- la mise en place d'un système d'archivage physique dans les Bureaux des Domaines et du Cadastre de Bamako et celui de Kati ;
- la mise en place du Système d'Information des Titres Fonciers et Immobiliers (SITFI) ;
- le renforcement des capacités matérielles et financières des structures de recouvrement ;
- la communication et la sensibilisation ;
- l'organisation des missions de contrôle et de vérification ;
- les appuis dans le cadre du recouvrement.

Au titre de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP)

Les mesures indiquées pour l'atteinte des objectifs portent sur :

- la vulgarisation et le meilleur suivi du « loto sportif » par la Société PMU Mali ;
- le renforcement du contrôle des différentes régies et le suivi des postes comptables à l'étranger.

B. Charges de l'Etat

Les charges de l'Etat sont composées des dépenses budgétaires et des charges de trésorerie.

B.1. Dépenses budgétaires

Les prévisions de dépenses budgétaires au titre de l'exercice 2020 s'élèveront à 2 604,568 milliards de FCFA contre 2 387,742 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié 2019, soit une augmentation de 216,826 milliards de FCFA, correspondant à un taux d'accroissement de 9,08%.

B.1.1. Répartition par budget et par nature économique

La répartition des prévisions de dépenses budgétaires par budget et par nature économique est présentée dans le tableau 14.

Tableau 14 : Répartition des dépenses par budget et par nature économique.

(Montant en milliards de FCFA)

Natures Economiques	Budget rectifié 2019		PLF 2020		Ecart		Variation en %	
	AE (1)	CP (2)	AE (3)	CP (4)	AE (3) - (1)	CP (4) - (2)	AE	CP
Budget Général (1)	**801,184**	**2 261,155**	**834,873**	**2 472,348**	**33,689**	**211,193**	**4,20**	**9,34**
Dépenses ordinaires		**1 415,362**		**1 500,849**		**85,487**	-	**6,04**
Personnel		595,600		636,254		40,654	-	**6,83**
dont fonctionnaires des Collectivités Territoriales		*158,570*		*178,570*		*20,000*	-	12,61
Acquisitions de biens et services, dont		358,347		409,557		51,210	-	**14,29**
Matériel et Fonctionnement		*121,762*		*141,223*		*19,461*	-	15,98
Communication et Energie		*47,319*		*50,656*		*3,337*	-	7,05
Autres Dépenses		*96,137*		*110,266*		*14,129*	-	14,70
Elections		*20,750*		*30,750*		*10,000*	-	48,19
Charges financières		101,056		120,423		19,367	-	**19,16**
Transferts et subventions, dont		352,651		326,907		-25,744	-	**-7,30**
Bourses		*17,796*		*17,796*		*0,000*	-	0,00
Subvention Intrants		*43,000*		*43,000*		*0,000*	-	0,00
Subvention EDM-SA		*75,000*		*30,000*		*-45,000*	-	-60,00
Filet social		*17,000*		*4,000*		*-13,000*	-	-76,47
Dépenses en atténuation des recettes		7,709		7,709		0,000	-	**0,00**
Dépenses en capital	**801,184**	**845,793**	**834,873**	**971,499**	**33,689**	**125,706**	**4,20**	**14,86**
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat	801,184	845,793	834,873	971,499	33,689	125,706	4,20	**14,86**
dont filet social	*10,000*	*10,000*	*10,000*	*10,000*	*0,000*	*0,000*	0,00	0,00
Dépenses de transferts en capital	0	0	0	0	0	0,000	-	**-**
Budgets annexes (2)	**2,560**	**7,858**	**2,081**	**7,810**	**-0,479**	**-0,048**	**-18,70**	**-0,61**
Comptes spéciaux du Trésor (3)	**51,593**	**118,729**	**52,218**	**124,410**	**0,625**	**5,681**	**1,21**	**4,78**
TOTAL GENERAL (1+2+3)	**855,337**	**2 387,742**	**889,172**	**2 604,568**	**33,835**	**216,826**	**3,96**	**9,08**

Source : DGB, 2019.

1. Présentation des dépenses par type de budget et par nature

1.1 Budget général

Les dépenses du budget général pour 2020 sont évaluées à 2 472,348 milliards de FCFA dont 1 500,849 milliards de FCFA au titre des dépenses ordinaires et 971,499 milliards de FCFA au titre des dépenses en capital. Elles sont en progression de 9,34% par rapport à celles rectifiées de 2019.

A titre de rappel, dans le budget d'Etat, les dépenses ordinaires sont inscrites en Crédits de Paiement (CP) tandis que, les dépenses en capital le sont en Autorisations d'Engagement (AE) et en Crédits de Paiement (CP). Les AE constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la Loi de Finances. Les CP constituent quant à eux, la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées au cours de l'exercice.

1.1.1. Dépenses ordinaires

Les crédits de paiement des dépenses ordinaires pour 2020 sont évalués à 1 500,849 milliards de FCFA contre 1 415,362 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié 2019, soit une augmentation de 85,487 milliards de FCFA ou un taux de progression de 6,04%. Les dépenses ordinaires se déclinent en dépenses de personnel, d'acquisitions de biens et services, de charges financières, de transferts et subventions et des dépenses en atténuation des recettes.

- **Personnel :**

Les crédits de paiement des charges salariales du personnel civil et militaire de l'Etat et des fonctionnaires des Collectivités Territoriales sont évalués en 2020 à 636,254 milliards de FCFA contre 595,600 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié 2019, soit une augmentation de 6,83%. Cette augmentation s'explique par l'augmentation de l'âge de départ à la retraite, l'octroi des avantages salariaux, les recrutements, et les avancements statutaires du personnel civil et militaire.

- **Acquisitions de biens et services :**

Les crédits de paiement des dépenses de la rubrique « Acquisitions de biens et services » passent de 358,347 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié 2019 à 409,557 milliards de FCFA dans le budget d'Etat 2020, soit une augmentation de 14,29%. Cet accroissement est imputable essentiellement à l'opérationnalisation des deux nouvelles régions administratives restantes et des services publics, au renforcement de l'inscription budgétaire affectée à l'alimentation des cantines scolaires, à la prise en charge de la loi de programmation de la justice en cours de préparation et au renforcement des crédits budgétaires affectés au Dispositif National de Sécurité Alimentaire, notamment la reconstitution du stock national de sécurité.

- **Charges financières :**

Les crédits de paiement des charges financières pour l'exercice 2020 s'élèveront à 120,423 milliards de FCFA contre 101,056 milliards de FCFA dans le budget d'Etat 2019, soit une augmentation de 19,16%. Ils servent au paiement des intérêts sur la dette intérieure (82,200 milliards de FCFA) et extérieure (38,223 milliards de FCFA).

- **Transferts et subventions :**

Les crédits de paiement des dépenses de transferts et subventions sont évalués à 326,907 milliards de FCFA en 2020 contre 352,651 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié 2019, soit une diminution de 7,30%. Cette diminution est imputable à la non-reconduction des augmentations exceptionnelles de 58,000 milliards de FCFA, effectuées dans le budget d'Etat rectifié 2019 en faveur notamment de l'EDM-SA.

- **Dépenses en atténuation des recettes :**

Les crédits de paiement des dépenses en atténuation des recettes s'élèvent à 7,709 milliards de FCFA dans le budget d'Etat 2020 et correspondent au même montant qu'en 2019.

1.1.2. Dépenses en capital

Les dépenses en capital sont constituées de dépenses d'investissements exécutés par l'Etat et de dépenses de transferts en capital. Les dépenses d'investissements exécutés par l'Etat comprennent les dépenses en équipement des administrations publiques, celles liées aux études et recherches, le Budget Spécial d'Investissement (BSI), financement intérieur et extérieur et l'Appui Budgétaire Sectoriel (ABS).

En 2020, les autorisations d'engagement pour les dépenses en capital sont évaluées à 834,873 milliards de FCFA contre 801,184 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié 2019, soit une augmentation de 4,20%. Quant à leurs crédits de paiement, ils sont évalués à 971,499 milliards de FCFA dans le budget 2020 contre 845,793 milliards de FCFA dans celui rectifié de 2019, soit une hausse de 14,86%. Dans le détail, ces dépenses se présentent ainsi qu'il suit.

- **Equipement - investissement :**

Les autorisations d'engagement pour les dépenses de la rubrique « Equipement-investissement » se chiffreront à 292,645 milliards de FCFA dans le budget 2020 contre 305,782 milliards de FCFA en 2019, soit une baisse de 13,137 milliards de FCFA. En ce qui concerne les crédits de paiement pour les dépenses de la même rubrique, ils s'élèveront à 327,267 milliards de FCFA dans le budget 2020 contre 321,381 milliards de FCFA dans le budget d'Etat de 2019, soit une augmentation de 5,886 milliards de FCFA.

L'augmentation découle essentiellement de la prise en charge de la loi de programmation de la justice en cours de préparation, la construction des nouvelles cantines scolaires et l'aménagement d'espaces pour la culture fourragère.

- **Budget Spécial d'Investissement (financement intérieur) :**

Les autorisations d'engagement pour les dépenses du BSI financement intérieur se chiffreront à 533,392 milliards de FCFA dans le budget 2020 contre 403,672 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié 2019, soit une augmentation de 129,720 milliards de FCFA. S'agissant des crédits de paiement pour les dépenses de la même rubrique, ils augmenteront de 7,800 milliards de FCFA en passant de 285,304 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié 2019 à 293,104 milliards de FCFA dans le budget 2020.

Ces inscriptions sont destinées, essentiellement, à la prise en charge des infrastructures dans les domaines routiers, du développement rural et des services sociaux de base.

Ci-dessous sont présentés, à titre d'illustration, quelques projets phares du budget d'Etat financés sur ressources intérieures en 2020 :

Projets saillants dans le BSI intérieur :

Projets sur BSI financement intérieur	Montant en milliards de FCFA
Réhabilitation de la route Kati-Kayes-Kidira	15,000
Construction et Equipement hôpitaux	11,000
Construction de la route Kayes-Kénièba	10,000
Construction du 2ème pont Kayes	9,000
Aménagement en 2x2 voies du 3ème pont à la route nationale n°6, construction d'échangeur et réhabilitation de la Section Tour d'Afrique	8,500
Construction de la section Yanfolila-Kalana-frontière Guinée	8,500
Construction et bitumage de la bretelle Katelé-Kadiolo-Zegoua et Aménagement de 10 Km de voiries	8,000
Projet de Construction d'un Centre national de Conduite et Dédoublement de la Capacité en Energie	5,000
Programme de construction de 50 000 logements sociaux	5,000
Amélioration du plateau technique des hôpitaux	4,800
Contrat Plan Etat Office du Niger	4,750
Construction 4ème pont de Bamako	3,000
Construction Section Kangaba-Dialofoundo-frontière Guinée	3,000
Fonds d'étude et de préparation des projets	3,000
Construction des centrales solaires	2,250
Construction et équipement des lycées et IFM	2,000
Réhabilitation route Sévaré-Gao (phase 1)	1,000

- **Budget Spécial d'Investissement (financement extérieur) :**

En 2020, aucune autorisation d'engagement n'est prévue au titre des dépenses du BSI financement extérieur, en raison du fait que l'exécution des crédits de paiement y afférents, s'effectue par les procédures des bailleurs et non par les procédures budgétaires et comptables nationales.

Les crédits de paiement pour les dépenses de la même rubrique « BSI financement extérieur », se chiffreront à 350,000 milliards de FCFA dans le budget 2020 contre 236,112 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié 2019, soit une augmentation de 113,888 milliards de FCFA. Cette augmentation est liée au volume des projets d'investissement, notamment dans les domaines des infrastructures hydrauliques, énergétiques, routières et du développement rural.

Ci-dessous sont présentés, à titre d'illustration, quelques projets phares du budget d'Etat financés sur ressources extérieures en 2020 :

Projets saillants dans le BSI extérieur :

Projets sur BSI financement extérieur	Montant en milliards de FCFA
Projet AEP Ville de Bamako par Kabala	37,032
Construction de la route Goumbou-Nara-frontière mauritanienne	17,885
Construction et réhabilitation de la route transsaharienne (RTS) 1	14,080
Projet Système hybride et électrification rurale	13,000
Aménagement de la traversée de la ville de Sikasso	12,000
Projet de reconstruction et de relance Economique /IDA	12,000
AEP et Accompagnement des centres semi urbains et ruraux	10,863
Financement inclusif des filières agricoles au Mali	10,793
Construction et Bitumage de la route de Kolondieba-Zantiebougou -frontière RCI	10,428
Projet Filets Sociaux JIGISEMEJIRI/IDA	9,000
Programme de Développement de l'Irrigation	8,640
Construction échangeur et viaduc et aménagement de 10km de voiries à Sikasso	8,000

- **Appui Budgétaire Sectoriel (ABS) :**

Les autorisations d'engagement pour les dépenses d'ABS se chiffreront à 8,836 milliards de FCFA dans le budget 2020 contre 10,704 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié 2019, soit une diminution de 1,868 milliard de FCFA. Concernant les crédits de paiement au titre de l'ABS, ils sont égaux aux AE pour les exercices 2019 et 2020. La diminution du montant prévisionnel se justifie par la baisse des dépenses qui est consécutive à la baisse des annonces au titre de l'ABS.

Ci-dessous est présentée dans le tableau 15, la répartition de l'ABS des trois (03) dernières années et les prévisions pour 2020 par programme d'intervention du partenaire :

Tableau 15 : Répartition des Appuis Budgétaires Sectoriels.

(Montants en FCFA)

PROGRAMMES	BAILLEURS	2017 rectifiée	2018	2019 initiale	2019 rectifiée	2020
PISE	Canada	3 630 000 000	868 940 000	0	0	
	S/Total	**3 630 000 000**	**868 940 000**	**0**	**0**	**0**
ADER, PAFA, PACUM, PDSU, PPG, PENF, PSEL-Delta et PASEM	Suisse	7011276000	4 946 025 000	4 707 200 000	5 362 850 000	3 186 000 000
	S/Total	**7 011 276 000**	**4 946 025 000**	**4 707 200 000**	**5 362 850 000**	**3 186 000 000**
PRODESS	Canada	6 525 000 000	1 576 400 000		0	
	S/Total	**6 525 000 000**	**1 576 400 000**	**0**	**0**	**0**
SSR	Canada			3 432 720 000	3 432 720 000	4 214 438 000
	S/Total			**3 432 720 000**	**3 432 720 000**	**4 214 438 000**
PAAMEFIP	France				966 000 000	1 436 000 000
	S/Total			**0**	**966 000 000**	**1 436 000 000**
Reports		4 241 391 000	0		942 481 000	
	S/Total	**4 241 391 000**	**0**	**0**	**942 481 000**	**0**
TOTAL GENERAL		**21 407 667 000**	**7 391 365 000**	**8 139 920 000**	**10 704 051 000**	**8 836 438 000**

***Source** : DGB, 2019.*

- **Dépenses de transferts en capital :**

Aucun montant n'est prévu au titre des dépenses de transferts en capital.

1.2 Budgets annexes

Les autorisations d'engagement des budgets annexes se chiffrent à 2,081 milliards de FCFA dans le budget 2020 contre 2,560 milliards de FCFA dans celui de 2019, soit une diminution de 0,479 milliard de FCFA. Quant aux crédits de paiement, ils se chiffrent à 7,810 milliards de FCFA en 2020 contre 7,858 milliards de FCFA en 2019, soit une diminution de 0,048 milliard de FCFA. La baisse est consécutive à la diminution des prévisions des recettes au niveau de certains entrepôts, au regard du principe de l'équilibre des dépenses et des recettes des budgets annexes.

1.3 Comptes spéciaux du Trésor

Les autorisations d'engagement pour les Comptes spéciaux du Trésor se chiffrent à 52,218 milliards de FCFA dans le budget 2020 contre 51,593 milliards de FCFA dans celui de 2019, soit une augmentation de 0,625 milliard de FCFA. Quant aux crédits de paiement, ils sont fixés à 124,410 milliards de FCFA contre 118,729 milliards de FCFA en 2019, soit une augmentation de 5,681 milliards de FCFA. L'augmentation est consécutive à la hausse des prévisions des recettes de certains comptes d'affectation, au regard du principe de l'équilibre des dépenses et des recettes des CST.

2. Analyse des points saillants du budget

2.1 Amélioration des conditions de vie des travailleurs

Le budget d'Etat 2020 permettra de consolider et poursuivre l'amélioration des conditions de vie des travailleurs, entamée notamment dans le budget d'Etat 2019, à travers l'octroi des avantages de 18,246 milliards de FCFA dont :

- 9,352 milliards de FCFA liés à l'augmentation de l'âge de départ à la retraite ;
- 8,894 milliards de FCFA pour la majoration de l'indemnité de responsabilité des enseignants ;

2.2 Opérationnalisation des nouveaux services publics

La loi de Finances 2020 prend en compte l'opérationnalisation des nouveaux services publics pour une incidence globale de 5,036 milliards de FCFA, à savoir :

- deux (02) nouvelles Régions administratives (Bandiagara et Douentza) pour 2,530 milliards de FCFA ;
- de nouvelles cantines scolaires pour 1,000 milliard de FCFA ;
- Institut de Pédagogie Universitaire (IPU) pour 0,736 milliard de FCFA ;
- Centre de médecine du sport pour 0,100 milliard de FCFA ;
- Pôles judiciaires de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée (pool antiterroriste) de Ségou, Mopti, Gao et Tombouctou, pour 0,080 milliard de FCFA ;
- Centre d'Etudes et de Renforcement des Capacités d'Analyse et de Plaidoyer, pour 0,200 milliard de FCFA ;
- Représentations de la Direction générale du Contentieux de l'Etat à Mopti et Kayes, pour 0,040 milliard de FCFA ;
- Agence malienne de la Mutualité sociale, pour 0,100 milliard de FCFA ;
- Observatoire national du Dividende démographique, pour 0,100 milliard de FCFA ;
- Direction nationale des PME/PMI, pour 0,150 milliard de FCFA.

2.3 Renforcement de la défense et de la sécurité

La première génération de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) 2015-2019 a enregistré une inscription totale de 1 332,549 milliards de FCFA sur la période 2015-2019 contre une programmation suivant la Loi n°2015-008 du 06 mars 2015 portant Loi d'Orientation et Programmation Militaire de 1 230,564 milliards de FCFA, soit un effort budgétaire supplémentaire de 101,985 milliards de FCFA.

En prélude à la mise en place de la deuxième génération de ladite loi pour la période 2020-2024, les inscriptions budgétaires en faveur du Ministère de la Défense et des Anciens Combattants, pour 2020, s'élèvent à 290,923 milliards de FCFA contre 278,704 milliards de FCFA en 2019, soit une augmentation de 12,219 milliards de FCFA, correspondant à un taux d'accroissement de 4,4%.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi n°2017-029 du 14 juillet 2017 portant Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI) pour les années 2017 à 2021, les crédits budgétaires alloués au Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile passeront de 90,276 milliards de FCFA en 2019 à 98,278 milliards de FCFA en 2020, soit une augmentation de l'ordre de 8,002 milliards de FCFA et un taux d'accroissement de 8,9%. Toutefois, le budget total en 2020 pour le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile s'élève à 100,848 milliards de FCFA dû au financement extérieur de 2,570 milliards de FCFA au titre du projet HYDROMET.

2.4 Renforcement du système judiciaire

En vue d'améliorer l'appareil judicaire, le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme a initié une loi de programmation pour le secteur de la justice et qui va couvrir la période 2020-2024. Dans ce cadre, l'allocation budgétaire en faveur du Ministère en charge de la Justice pour 2020 est fixée à 30,000 milliards de FCFA contre 25,362 milliards de FCFA, soit une augmentation de 4,638, correspondant à un taux d'accroissement de 18,29%.

2.5 Contribution budgétaire à la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger

Les inscriptions budgétaires au titre de la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger s'élèveront en 2020 à 123,559 milliards de FCFA contre 109,841 milliards de FCFA en 2019, soit une augmentation de 12,49%. Ces inscriptions budgétaires comprennent :

- le Fonds pour le Développement Durable pour 40,000 milliards de FCFA ;
- la provision pour les dépenses électorales pour 30,750 milliards de FCFA ;
- le Programme d'Urgence pour la Relance du Développement des Régions du Nord pour 3,990 milliards de FCFA ;
- les inscriptions pour les Agences de Développement Régional pour 1,801 milliard de FCFA ;
- l'opérationnalisation des nouvelles régions pour 18,192 milliards de FCFA ;
- les contrat-plans Etat/Région pour 4,100 milliards de FCFA ;
- les inscriptions pour le Ministère en charge de la réconciliation pour 3,306 milliards de FCFA.

A ces montants, s'ajoute une provision de 21,420 milliards de FCFA constituée pour faire face à diverses dépenses, dont la réalisation du projet TAOUSSA pour 2,000 milliards de FCFA.

2.6 Amélioration de la déconcentration et de la décentralisation budgétaire

Dans le cadre de la déconcentration budgétaire, les crédits inscrits dans les budgets des Régions s'élèveront à 388,227 milliards de FCFA en 2020 contre 345,068 milliards de FCFA dans celui rectifié de 2019, soit une augmentation de 43,159 milliards de FCFA ou un taux d'accroissement de 12,51%. Cette augmentation découle essentiellement de l'opérationnalisation des deux (02) nouvelles Régions administratives restantes (Bandiagara et Douentza).

Toutefois, en incluant les allocations budgétaires des organismes personnalisés intervenant dans les Régions et les provisions budgétaires destinées à la prise en charge des gaps sur les crédits de personnel dans les régions, les crédits déconcentrés s'élèveront à 422,245 milliards de FCFA.

Au titre de la décentralisation budgétaire, les crédits transférés aux Collectivités Territoriales s'élèveront à 400,104 milliards de FCFA dans le budget d'Etat de 2020 contre 348,603 milliards de FCFA dans celui rectifié de 2019, correspondant à 23,01% des recettes budgétaires contre 21,35% en 2019.

Aussi, avec l'hypothèse du transfert des services déconcentrés de l'Etat aux Collectivités Territoriales, le ratio « Crédits décentralisés/ Recettes budgétaires », s'élèverait à 28,82% en 2020.

2.7 Maintien des efforts budgétaires en faveur de l'agriculture et de l'investissement

La réalisation d'investissements dans les secteurs sociaux, de l'Agriculture et des infrastructures demeure une priorité pour le Gouvernement dans le cadre de la consolidation des acquis du CREDD afin de stimuler la croissance. Le ratio de 15% des dépenses budgétaires allouées au secteur de l'Agriculture a été maintenu.

Le niveau des investissements augmente globalement, passant de 907,654 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié 2019 à 1 033,507 milliards de FCFA dans le budget d'Etat 2020, soit une augmentation de 125,852 milliards de FCFA. Le ratio « Dépenses d'investissement/ dépenses récurrentes » passe de 38,01% dans le budget d'Etat rectifié 2019 à 39,68% dans le budget d'Etat pour 2020.

2.8 Dépenses prioritaires

Dans le budget d'Etat, les dépenses prioritaires sont constituées de 90% des inscriptions en faveur des secteurs sociaux, notamment l'éducation et la santé, hors financement extérieur et dépenses de sécurité sociale.

Pour 2020, les crédits affectés aux dépenses prioritaires s'élèvent à 561,000 milliards de FCFA contre 505,800 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié 2019, soit une augmentation de 55,200 milliards de FCFA. Le Gouvernement s'engage à maintenir ces crédits affectés afin d'assurer la fourniture régulière des services dans lesdits secteurs.

2.9 Constitution d'une Réserve

Dans le cadre de la gestion budgétaire, la constitution de la réserve de gestion introduite en 2017 sera poursuivie au cours de l'exercice budgétaire 2020. Il s'agira de conserver un certain pourcentage des crédits budgétaires permettant d'atténuer les effets d'une éventuelle dégradation des hypothèses macroéconomiques, ayant servi de base à la prévision des recettes.

Sur la base d'une simulation de rétention de 5% sur les crédits de paiement des dépenses d'acquisition de biens et services, de transferts courants et d'investissements, le montant de cette réserve se chiffrera en 2020 à 16,637 milliards de FCFA contre un montant de 10,070 milliards FCFA en 2019.

B.1.2. Répartition par type de programmes

La cartographie des programmes entre 2019 et 2020 a été modifiée. Dans le budget d'Etat 2020, cette modification comprend la création de quatre (04) nouveaux programmes, la suppression d'un (01) et la migration de onze (11) programmes vers d'autres sections budgétaires, conformément à la répartition des services entre la Primature et les départements ministériels suivant le Décret n° 2019-0332/PM-RM du 13 mai 2019, modifié, portant répartition des services publics entre la Primature et les départements ministériels ; il s'agit :

Au titre de la création

- des programmes d'administration générale pour le Ministère de l'Intégration Africaine, le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, le Ministère de l'Economie Numérique et de la Prospective et le Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et du Logement Social ;

Au titre de la suppression

- du programme d'administration générale de l'ex-Ministère de l'Innovation et de la Recherche Scientifique ;

Au titre de la migration

- d'un (01) programme opérationnel de l'ex-Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine vers le Ministère de l'Intégration Africaine ;

- de deux (02) programmes opérationnels de l'ex-Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Construction Citoyenne vers le Ministère de la Jeunesse et des Sports ;
- de deux (02) programmes opérationnels de l'ex-Ministère de l'Innovation et de la Recherche Scientifique vers le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ;
- d'un (01) programme opérationnel du Ministère de l'Education Nationale vers le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ;
- de deux (02) programmes opérationnels de l'ex-Ministère de la Solidarité et de l'Action Humanitaire vers le Ministère de la Santé et des Affaires Sociales ;
- d'un (01) programme opérationnel de l'ex-Ministère de l'Economie Numérique et de la Communication vers le Ministère de l'Economie Numérique et de la Prospective ;
- d'un (01) programme opérationnel de l'ex-Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme vers le Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et du Logement Social ;
- d'un (01) programme opérationnel de l'ex-Ministère du Développement industriel et de la Promotion de Investissements vers le Ministère de l'Industrie et du Commerce.

A l'issue de cette modification, le budget d'Etat de 2020 s'articulera autour de :

- 148 programmes dont 39 programmes de pilotage, 97 programmes opérationnels, 1 programme des budgets annexes et 11 programmes de Comptes spéciaux du Trésor (CST) ;
- 337 actions dont 136 dans les programmes de pilotage, 183 dans les programmes opérationnels, 7 dans le programme des budgets annexes et 11 dans les programmes des Comptes spéciaux du Trésor ;
- 468 objectifs dont 135 dans les programmes de pilotage, 311 dans les programmes opérationnels, 2 dans le programme des budgets annexes et 20 dans les programmes des Comptes spéciaux du Trésor ;
- 1 144 indicateurs dont 301 dans les programmes de pilotage, 782 dans les programmes opérationnels, 14 dans le programme des budgets annexes et 47 dans les programmes des Comptes spéciaux du Trésor.

La répartition des dépenses budgétaires par type de programme est consignée dans le tableau 16.

Tableau 16 : Répartition des dépenses par type de programme.

(Montant en milliards de FCFA)

LIBELLES	Budget rectifié 2019		PLF 2020						Ecart	
	AE (1)	CP (2)	Nombre				AE (3)	CP (4)	AE (3) - (1)	CP (4) - (2)
			Prog	Actions	Objectifs	Indicateurs				
Programmes de Pilotage (1)	**154,595**	**632,623**	**39**	**136**	**135**	**301**	**117,923**	**601,130**	**-36,672**	**-31,493**
Personnel		171,292						183,628		12,336
Biens et services		142,196						147,799		5,603
Transferts et subventions		123,096						91,691		-31,405
Investissement	154,595	196,039					117,923	178,012	-36,672	-18,027
Programmes opérationnels (2)	**418,696**	**1 093,466**	**97**	**183**	**311**	**782**	**502,810**	**1 274,773**	**84,114**	**181,307**
Personnel		303,281						326,138		22,857
Biens et services		107,761						130,111		22,350
Transferts et subventions		161,045						175,073		14,028
Investissement	418,696	521,379					502,810	643,451	84,114	122,072
Programmes des Budgets annexes (3)	**2,560**	**7,858**	**1**	**7**	**2**	**14**	**2,081**	**7,810**	**-0,479**	**-0,048**
Personnel		2,004						2,215		0,211
Biens et services		2,471						2,854		0,383
Transferts et subventions		0,823						0,660		-0,163
Investissement	2,560	2,560					2,081	2,081	-0,479	-0,479
Programmes des CST (4)	**51,593**	**118,729**	**11**	**11**	**20**	**47**	**52,218**	**124,410**	**0,625**	**5,681**
Personnel		0,430						0,290		-0,140
Biens et services		66,098						71,212		5,114
Transferts et subventions		0,608						0,690		0,082
Investissement	51,593	51,593					52,218	52,218	0,625	0,625
Dotations (5)	**227,893**	**535,066**	**0**	**0**	**0**	**0**	**214,140**	**596,446**	**-13,753**	**61,380**
Personnel		121,027						126,487		5,460
Biens et services		209,445						252,071		42,626
Transferts et subventions		68,510						60,143		-8,367
Investissement	227,893	136,084					214,140	157,745	-13,753	21,661
TOTAL (1) + (2) + (3) + (4) + (5)	**855,337**	**2 387,742**	**148**	**337**	**468**	**1 144**	**889,172**	**2 604,568**	**33,835**	**216,826**

***Source* : DGB, 2019.**

- **Programmes de pilotage**

Les programmes de pilotage (ou administration générale) sont des programmes qui permettent d'assurer la coordination des actions menées par les programmes opérationnels et la gestion des ressources humaines, matérielles et financières mises à leur disposition.

En 2020, les Autorisations d'Engagement de dépenses pour les programmes de pilotage s'élèveront à 117,923 milliards de FCFA contre 154,595 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié 2019, soit une diminution de 36,672 milliards de FCFA. Quant à leurs crédits de paiement, ils sont évalués à 601,130 milliards de FCFA en 2020 contre 632,623 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié 2019, soit une diminution de 31,493 milliards de FCFA.

- **Programmes opérationnels**

Les programmes opérationnels sont des programmes regroupant des actions et des activités dont la mise en œuvre concourt directement à l'atteinte des objectifs des Départements ministériels et des Institutions et assimilées.

En 2020, les Autorisations d'Engagement de dépenses pour les programmes opérationnels s'élèveront à 502,810 milliards de FCFA contre 418,696 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié 2019, correspondant à une augmentation de 84,114 milliards de FCFA. Quant à leurs crédits de paiement, ils sont évalués à 1 274,773 milliards de FCFA contre 1 093,466 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié 2019, soit une augmentation de 181,307 milliards de FCFA.

- **Programme des budgets annexes**

En 2020, les Autorisations d'Engagement de dépenses pour le programme des budgets annexes s'élèveront à 2,081 milliards de FCFA contre 2,560 milliards de FCFA en 2019, soit une diminution de 0,479 milliard de FCFA. Quant aux crédits de paiement, ils sont évalués à 7,810 milliards de FCFA en 2020 contre 7,858 milliards de FCFA en 2019, soit une diminution de 0,048 milliard de FCFA.

- **Programmes des Comptes spéciaux du Trésor**

En 2020, les Autorisations d'Engagement de dépenses pour les programmes des comptes spéciaux du trésor s'élèveront à 52,218 milliards de FCFA contre 51,593 milliards de FCFA en 2019, soit une augmentation de 0,625 milliard de FCFA. Quant aux crédits de paiement, ils sont évalués à 124,410 milliards de FCFA en 2020 contre 118,729 milliards de FCFA en 2019, soit une augmentation de 5,681 milliards de FCFA.

- **Dotations**

En 2020, les Autorisations d'Engagement de dépenses pour les dotations s'élèveront à 214,140 milliards de FCFA contre 227,893 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié 2019, soit une diminution de 13,753 milliards de FCFA.

Quant aux crédits de paiement, ils sont évalués à 596,446 milliards de FCFA en 2020 contre 535,066 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié 2019, soit une hausse de 61,380 milliards de FCFA.

A titre de rappel, les crédits budgétaires non repartis en programmes sont ventilés en dotation. Chaque dotation regroupe un ensemble de crédits globalisés destinés à couvrir les dépenses spécifiques auxquelles ne peuvent être directement associés des objectifs de politiques publiques ou des critères de performance. Il convient de souligner qu'il y a trois (03) sections budgétaires qui sont érigées en dotations, à savoir : l'Assemblée Nationale, les Charges communes et la Direction Générale de la Sécurité d'Etat.

3. Présentation des dépenses par fonction

Pour 2020, les allocations budgétaires par secteurs d'intervention de l'Etat (ou fonctions) sont présentées dans le tableau 17.

Tableau 17 : Classification fonctionnelle des dépenses.

(Montant en milliers de FCFA)

FONCTION	Budget rectifié 2019		PLF 2020	
	En Montant	Poids en %	En Montant	Poids en %
Services généraux des administrations publiques	592 479 596	24,81	679 900 930	26,10
Défense	277 896 817	11,64	291 749 713	11,20
Ordre et sécurité publics	145 037 170	6,07	160 390 278	6,16
Affaires économiques	596 032 446	24,96	668 450 196	25,66
dont Agriculture	*304 287 554*	*12,74*	*391 052 235*	*15,01*
Protection de l'environnement	49 887 163	2,09	46 940 356	1,80
Logement et équipements collectifs	80 766 500	3,38	87 924 115	3,38
Santé	123 422 149	5,17	135 406 425	5,20
Loisirs, culture et culte	20 760 094	0,87	19 771 724	0,76
Enseignement	375 072 034	15,71	398 003 922	15,28
Protection sociale	126 387 799	5,29	116 029 899	4,45
TOTAL	**2 387 741 768**	**100,00**	**2 604 567 558**	**100,00**

Source : DGB, 2019.

B.2. Charges de trésorerie

Pour l'exercice 2020, les charges de trésorerie de l'Etat sont évaluées à 396,808 milliards de FCFA contre 348,798 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié 2019, soit une augmentation de 48,010 milliards de FCFA.

La répartition des prévisions de charges de trésorerie est donnée dans le tableau 18.

Tableau 18 : Evolution des charges de trésorerie.

(Montant en milliards de FCFA)

LIBELLES	Budget rectifié 2019 (1)	PLF 2020 (2)	Variation	
			Montant (3) = (2) - (1)	%
Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes	254,429	381,016	126,587	49,75
Principal dette intérieure	*142,3721*	*251,540*	*109,168*	*76,68*
Principal dette extérieure	*112,057*	*129,476*	*17,419*	*15,54*
Retraits sur les comptes des correspondants	94,369	15,792	-78,577	-83,27
prêts et avances	0,000	0,000	0,000	-
TOTAL CHARGES DE TRESORERIE	**348,798**	**396,808**	**48,010**	**13,76**

***Source** : DGB, sur la base des données fournies par la DGDP et la DNTCP, 2019.*

B.2.1. Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes

En 2020, les charges au titre du remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes sont prévues pour 381,016 milliards de FCFA contre 254,429 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié 2019, soit une hausse de 126,587 milliards de FCFA ou un taux de progression de 49,75%.

Lesdites charges concernent le remboursement du principal de la dette intérieure pour 251,540 milliards de FCFA et de celui de la dette extérieure pour 129,476 milliards de FCFA.

B.2.2. Retraits sur les comptes des correspondants

En 2020, les retraits sur les comptes des correspondants sont prévus pour 15,792 milliards de FCFA contre 94,369 milliards de FCFA en 2019, soit une diminution de 78,577 milliards de FCFA. Cette diminution importante de 83,27% est liée à la baisse de la prévision des dépôts sur lesdits comptes.

B.2.3. Prêts et avances

Aucun montant n'est prévu au titre des prêts et avances en 2020.

C. Déficit budgétaire et moyen de son financement

Arrêté en recettes à la somme de 2 181,828 milliards de FCFA et en dépenses à 2 604,568 milliards de FCFA, le projet de budget d'Etat 2020 présente un déficit budgétaire global de 422,740 milliards de FCFA contre 333,068 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié 2019, soit une augmentation de 26,92%. Ce déficit sera financé par les ressources provenant des aides budgétaires extérieures et la mobilisation de l'épargne à travers les titres d'emprunts émis par le Trésor.

Les ressources et les charges de trésorerie qui concourent à la réalisation de l'équilibre budgétaire et financier sont indiquées dans le tableau 19.

Tableau 19 : Financement du déficit

(Montant en FCFA)

LIBELLES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2019	INITIALES 2020
Besoins de financement	**681 865 828 798**	**819 547 669 100**
Amortissement de la dette à court, moyen et long termes	254 429 050 000	381 016 000 000
dont principal dette intérieure	*142 372 050 000*	*251 540 000 000*
dont principal dette extérieure	*112 057 000 000*	*129 476 000 000*
Déficit budgétaire à financer	333 067 619 000	422 739 692 000
Prêts et avances	0	0
Retraits sur les comptes des correspondants	94 369 159 798	15 791 977 100
Ressources de financement	**681 865 828 798**	**819 547 669 100**
Tirages sur des emprunts projets	89 267 000 000	194 400 000 000
Emission de dette à court, moyen et long termes	322 202 669 000	556 318 692 000
Tirages sur des emprunts programmes	102 000 000 000	28 692 000 000
Produits provenant de la cession des actifs	64 435 000 000	18 385 000 000
Remboursements de prêts et avances	9 592 000 000	5 960 000 000
Dépôts sur les comptes des correspondants	94 369 159 798	15 791 977 100

Source : DGB, sur la base des données fournies par la DNTCP, 2019.

Bamako, le 13 septembre 2019
Le Ministre délégué, chargé du Budget

Madame BARRY Aoua SYLLA
Chevalier de l'Ordre National

TEXTE DU PROJET DE LOI DE FINANCES

ASSEMBLEE NATIONALE

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

LOI N°2019_____/ AN-RM

PORTANT LOI DE FINANCES POUR L'EXERCICE 2020

L'Assemblée Nationale

Vu la Constitution,

a délibéré et adopté la loi dont la teneur suit :

PREMIERE PARTIE :

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ET FINANCIER

TITRE 1ER :

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

CHAPITRE 1ER :

AUTORISATION DE PERCEPTION DES IMPOTS ET PRODUITS

Article 1er : La perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat, aux Collectivités Territoriales et aux Etablissements Publics est effectuée pendant l'année 2020 conformément aux lois et règlements en vigueur et aux dispositions de la présente loi de Finances.

Article 2 : Les affectations, résultant des budgets annexes créés et des comptes spéciaux du Trésor ouverts à la date de dépôt de la présente loi de Finances, sont confirmées pour l'année 2020.

CHAPITRE II :

DESCRIPTION DES RESSOURCES

Article 3 : Les ressources de l'Etat sont constituées des recettes budgétaires et des ressources de trésorerie.

SECTION 1ERE :

EVALUATION DES RECETTES BUDGETAIRES

Article 4 : Pour 2020, les recettes budgétaires de l'Etat sont évaluées à **2 181 827 866 000 FCFA** et réparties comme suit :

(Montant en FCFA)

NATURE DES RECETTES BUDGETAIRES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2019	INITIALES 2020
Budget général	**1 928 087 459 000**	**2 049 608 438 000**
Dons projets et legs	146 845 289 000	155 600 000 000
Recettes fiscales nettes	1 537 494 753 000	1 730 700 000 000
Recettes non fiscales	89 001 247 000	15 449 000 000
Dons programmes et legs	87 151 170 000	79 378 438 000
Recettes exceptionnelles	17 839 000 000	8 981 000 000
Produits financiers	49 756 000 000	59 500 000 000
Budgets annexes	**7 857 978 000**	**7 809 828 000**
Recettes non fiscales	7 857 978 000	7 809 828 000
Comptes spéciaux du Trésor	**118 728 712 000**	**124 409 600 000**
Recettes fiscales	88 639 144 000	93 848 452 000
Recettes non fiscales	2 940 000 000	3 565 000 000
Transferts reçus d'autres budgets	27 149 568 000	26 996 148 000
TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES	**2 054 674 149 000**	**2 181 827 866 000**

Le détail des recettes budgétaires par budget, article et paragraphe se présente comme suit :

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2020

Récapitulation par article et paragraphe

Edition du 20/09/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget Article/ Paragraphe	Intitulés	Collectif 2019	Prévisions 2020
1	**BUDGET GENERAL**		
12	**DONS PROJETS ET LEGS**	**146 845 289**	**155 600 000**
12.1	Dons projets des institutions internationales	146 845 289	155 600 000
71	**RECETTES FISCALES**	**1 537 494 753**	**1 730 700 000**
71.1	Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital	324 595 564	357 015 000
71.2	Impôts sur les salaires versés et autres rémunerations	114 602 375	153 927 000
71.3	Impôts sur le Patrimoine	7 864 672	6 932 000
71.4	Autres impôts directs	131 909 820	148 949 000
71.5	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	695 700 712	778 413 000
71.6	Droits de timbre et d'enregistrement	34 511 308	57 935 000
71.7	Droits et taxes à l'importation	185 161 930	208 942 000
71.9	Autres recettes fiscales	43 148 372	18 587 000
72	**RECETTES NON FISCALES**	**89 001 247**	**15 449 000**
72.1	Revenus de l'entreprise et du domaine	77 120 000	1 306 000
72.2	Droits et frais administratifs	37 076	40 000
72.3	Amendes et condamnations pécuniaires	1 036 991	1 277 000
72.9	Autres recettes non fiscales	10 807 180	12 826 000
74	**DONS PROGRAMMES ET LEGS**	**87 151 170**	**79 378 438**
74.1	Dons des institutions internationales	69 887 549	70 542 000
74.2	Dons des gouvernements étrangers	17 263 621	8 836 438
75	**RECETTES EXCEPTIONNELLES**	**17 839 000**	**8 981 000**
75.1	Remises et annulations de dette	17 839 000	8 981 000
77	**PRODUITS FINANCIERS**	**49 756 000**	**59 500 000**
77.4	Revenus des titres de placements	49 756 000	59 500 000
TOTAL BUDGET GENERAL		**1 928 087 459**	**2 049 608 438**

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2020

Récapitulation par article et paragraphe

Edition du 20/09/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Article/ Paragraphe	Intitulés	Collectif 2019	Prévisions 2020
2 BUDGETS ANNEXES			
72 RECETTES NON FISCALES		**7 857 978**	**7 809 828**
72.1	Revenus de l'entreprise et du domaine	1 194 342	977 017
72.2	Droits et frais administratifs	5 094 100	5 490 775
72.9	Autres recettes non fiscales	1 569 536	1 342 036
TOTAL BUDGETS ANNEXES		**7 857 978**	**7 809 828**

BUDGET D'ETAT : RECETTES 2020

Récapitulation par article et paragraphe

Edition du 20/09/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Article/ Paragraphe	Intitulés	Collectif 2019	Prévisions 2020
3	**COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**		
71	**RECETTES FISCALES**	**88 639 144**	**93 848 452**
71.1	Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital	20 859 372	20 859 372
71.5	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	65 457 819	70 667 127
71.7	Droits et taxes à l'importation	676 000	676 000
71.8	Droit et taxes à l'exportation	1 645 953	1 645 953
72	**RECETTES NON FISCALES**	**2 940 000**	**3 565 000**
72.2	Droits et frais administratifs	2 676 667	3 321 667
72.3	Amendes et condamnations pécuniaires	223 333	223 333
72.9	Autres recettes non fiscales	40 000	20 000
73	**TRANSFERTS RECUS D'AUTRES BUDGETS**	**27 149 568**	**26 996 148**
73.1	Transferts reçus du budget général	27 149 568	26 996 148
TOTAL COMPTES SPECIAUX DU TRESOR		**118 728 712**	**124 409 600**
TOTAL ENSEMBLE DES RECETTES		**2 054 674 149**	**2 181 827 866**

Article 5 : Pour 2020, les recettes des budgets annexes, évaluées à **7 809 828 000 FCFA**, sont réparties comme suit :

(Montant en FCFA)

BUDGETS ANNEXES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2019	INITIALES 2020
Entrepôts Maliens au Sénégal	3 009 417 000	3 363 517 000
Entrepôts Maliens en Côte d'Ivoire	1 859 000 000	1 551 000 000
Entrepôts Maliens au Togo	622 838 000	642 838 000
Entrepôts Maliens en Guinée	648 900 000	700 150 000
Entrepôts Maliens en Mauritanie	810 323 000	600 323 000
Entrepôts Maliens au Ghana	652 500 000	643 500 000
Entrepôts Maliens au Bénin	255 000 000	308 500 000
TOTAL DES RECETTES DES BUDGETS ANNEXES	**7 857 978 000**	**7 809 828 000**

Article 6 : Pour 2020, les recettes des Comptes spéciaux du Trésor, évaluées à **124 409 600 000 FCFA**, sont réparties comme suit :

(Montant en FCFA)

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2019	INITIALES 2020
Fonds de Remboursement des crédits de TVA	64 690 692 000	69 900 000 000
Fonds National d'Appui à l'Agriculture	5 000 000 000	5 000 000 000
Fonds pour l'Aménagement et la Protection des Forêts	1 021 250 000	1 800 000 000
Fonds pour l'Aménagement et la Protection de la Faune	278 750 000	500 000 000
Fonds de financement de la Recherche, de la Formation et de la Promotion des activités minières	350 000 000	350 000 000
Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	500 000 000	600 000 000
Fonds pour le Développement Durable	40 000 000 000	40 000 000 000
Fonds National de Développement de la Statistique	2 981 400 000	2 981 400 000
Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique	2 616 620 000	2 363 200 000
Programme de Développement des Ressources Minérales	605 000 000	230 000 000
Fonds d'Appui pour la promotion de la Recherche pétrolière	685 000 000	685 000 000
TOTAL DES RECETTES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	**118 728 712 000**	**124 409 600 000**

SECTION II :

EVALUATION DES RESSOURCES DE TRESORERIE

Article 7 : Pour 2020, les ressources de trésorerie de l'Etat sont évaluées à **263 228 977 100 FCFA** et réparties comme suit :

(Montant en FCFA)

RESSOURCES DE TRESORERIE	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2019	INITIALES 2020
Produits provenant de la cession des actifs	**64 435 000 000**	**18 385 000 000**
Aliénations de meubles	*385 000 000*	*385 000 000*
Aliénations d'immeubles	*14 050 000 000*	*18 000 000 000*
Recettes de Privatisation	*50 000 000 000*	*0*
Produits des emprunts à court, moyen et long termes	**191 267 000 000**	**223 092 000 000**
Produits des emprunts projets	*89 267 000 000*	*194 400 000 000*
Produits des emprunts programmes	*102 000 000 000*	*28 692 000 000*
Dépôts sur les comptes des correspondants	**94 369 159 798**	**15 791 977 100**
Remboursements de prêts et avances	**9 592 000 000**	**5 960 000 000**
TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE	**359 663 159 798**	**263 228 977 100**

TITRE 2 :

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

CHAPITRE 1ER :

DESCRIPTION DES CHARGES

Article 8 : Les charges de l'Etat sont constituées des dépenses budgétaires et des charges de trésorerie.

SECTION 1ERE :

EVALUATION DES DEPENSES BUDGETAIRES

Article 9 : Pour 2020, le plafond des dépenses budgétaires de l'Etat est de **2 604 567 558 000 FCFA** et réparti par nature de dépenses comme suit :

(Montant en FCFA)

NATURES DES DEPENSES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2019	INITIALES 2020
Dépenses ordinaires	**1 487 796 767 000**	**1 578 770 181 000**
Dépenses de personnel	598 034 000 000	638 758 011 000
Charges financières de la dette	101 056 000 000	120 423 000 000
Dépenses d'acquisitions de biens et services	426 915 363 000	483 622 954 000
Dépenses de transfert courant	354 082 096 000	328 256 908 000
Dépenses en atténuation de recettes	7 709 308 000	7 709 308 000
Dépenses en capital	**899 945 001 000**	**1 025 797 377 000**
Dépenses d'investissements exécutés par l'Etat	899 945 001 000	1 025 797 377 000
Dépenses de transferts en capital	0	0
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES	**2 387 741 768 000**	**2 604 567 558 000**

Article 10 : Pour 2020, le plafond des dépenses du budget général est fixé à **2 472 348 130 000 FCFA** et réparti comme suit :

(Montant en FCFA)

NATURES DES DEPENSES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2019	INITIALES 2020
Personnel	595 600 000 000	636 253 511 000
Biens et services	459 402 631 000	529 979 981 000
Transferts et subventions	352 650 846 000	326 906 908 000
Investissement	853 501 601 000	979 207 730 000
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	**2 261 155 078 000**	**2 472 348 130 000**

Article 11 : Pour 2020, le plafond des dépenses des budgets annexes est fixé à **7 809 828 000 FCFA** et réparti comme suit :

(Montant en FCFA)

NATURES DES DEPENSES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2019	INITIALES 2020
Personnel	2 004 000 000	2 214 500 000
Biens et services	2 471 040 000	2 853 973 000
Transferts et subventions	823 000 000	660 000 000
Investissement	2 559 938 000	2 081 355 000
TOTAL DES DEPENSES DES BUDGETS ANNEXES	**7 857 978 000**	**7 809 828 000**

Article 12 : Pour 2020, le plafond des dépenses des comptes spéciaux du Trésor (CST) est fixé à **124 409 600 000 FCFA** et réparti comme suit :

(Montant en FCFA)

NATURES DES DEPENSES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2019	INITIALES 2020
Personnel	430 000 000	290 000 000
Biens et services	66 097 692 000	71 212 000 000
Transferts et subventions	608 250 000	690 000 000
Investissement	51 592 770 000	52 217 600 000
TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	**118 728 712 000**	**124 409 600 000**

Article 13 : Pour 2020, le plafond d'autorisation des emplois rémunérés par l'Etat est fixé au nombre de **113 299 agents**.

SECTION II :

EVALUATION DES CHARGES DE TRESORERIE

Article 14 : Pour 2020, les charges de trésorerie de l'Etat sont évaluées à **396 807 977 100 FCFA** et réparties comme suit :

(Montant en FCFA)

CHARGES DE TRESORERIE	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2019	INITIALES 2020
Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes	**254 429 050 000**	**381 016 000 000**
dont principal dette intérieure	*142 372 050 000*	*251 540 000 000*
dont principal dette extérieure	*112 057 000 000*	*129 476 000 000*
Retraits sur les comptes des correspondants	94 369 159 798	**15 791 977 100**
Prêts et avances	0	**0**
TOTAL DES CHARGES DE TRESORERIE	**348 798 209 798**	**396 807 977 100**

TITRE 3 :

DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ET FINANCIER

Article 15 : Pour 2020, les recettes budgétaires évaluées, les plafonds des dépenses et l'équilibre budgétaire et financier qui en résulte, sont arrêtés comme suit :

(Montant en milliers de FCFA)

Libellé	Prévisions des recettes		Libellé	Prévisions des dépenses		Solde prévisionnel	
	Rectifiées 2019	Initiales 2020		Rectifiées 2019	Initiales 2020	Rectifié 2019	Initial 2020
Budget général							
Dons projets et legs	146 845 289	155 600 000	Personnel	595 600 000	636 253 511		
Recettes fiscales nettes	1 537 494 753	1 730 700 000	Biens et services	459 402 631	529 979 981		
Recettes non fiscales	89 001 247	15 449 000	Transferts et subventions	352 650 846	326 906 908		
Dons programmes et legs	87 151 170	79 378 438	Investissement	853 501 601	979 207 730		
Recettes exceptionnelles	17 839 000	8 981 000					
Produits financiers	49 756 000	59 500 000					
Total recettes du budget général	**1 928 087 459**	**2 049 608 438**	**Total dépenses du budget général**	**2 261 155 078**	**2 472 348 130**	**-333 067 619**	**-422 739 692**
Budgets annexes							
Recettes non fiscales	7 857 978	7 809 828	Personnel	2 004 000	2 214 500		
			Biens et services	2 471 040	2 853 973		
			Transferts et subventions	823 000	660 000		
			Investissement	2 559 938	2 081 355		
Total recettes des budgets annexes	**7 857 978**	**7 809 828**	**Total dépenses des budgets annexes**	**7 857 978**	**7 809 828**	**0**	**0**
Comptes spéciaux du trésor (CST)							
Recettes fiscales	88 639 144	93 848 452	Personnel	430 000	290 000		
Recettes non fiscales	2 940 000	3 565 000	Biens et services	66 097 692	71 212 000		
Transferts reçus d'autres budgets	27 149 568	26 996 148	Transferts et subventions	608 250	690 000		
			Investissement	51 592 770	52 217 600		
Total recettes des CST	**118 728 712**	**124 409 600**	**Total dépenses des CST**	**118 728 712**	**124 409 600**	**0**	**0**
TOTAL DES RECETTES	**2 054 674 149**	**2 181 827 866**	**TOTAL DES DEPENSES**	**2 387 741 768**	**2 604 567 558**	**-333 067 619**	**-422 739 692**
Solde budgétaire global						**-333 067 619**	**-422 739 692**
Solde budgétaire de base						**-168 203 825**	**-130 860 000**

Article 16 : Les recettes et les dépenses budgétaires, pour 2020, étant respectivement arrêtées à **2 181 827 866 000 FCFA** et **2 604 567 558 000 FCFA**, il en résulte un solde budgétaire global négatif de **422 739 692 000 FCFA** et un solde budgétaire de base négatif de **130 860 000 000 FCFA.**

Article 17 : Pour 2020, le tableau de financement du déficit est approuvé comme suit :

(Montant en FCFA)

LIBELLES	PREVISIONS	
	RECTIFIEES 2019	INITIALES 2020
Besoins de financement	**681 865 828 798**	**819 547 669 100**
Amortissement de la dette à court, moyen et long termes	254 429 050 000	381 016 000 000
dont principal dette intérieure	*142 372 050 000*	*251 540 000 000*
dont principal dette extérieure	*112 057 000 000*	*129 476 000 000*
Déficit budgétaire à financer	333 067 619 000	422 739 692 000
Prêts et avances	0	0
Retraits sur les comptes des correspondants	94 369 159 798	15 791 977 100
Ressources de financement	**681 865 828 798**	**819 547 669 100**
Tirages sur des emprunts projets	89 267 000 000	194 400 000 000
Emission de dette à court, moyen et long termes	322 202 669 000	556 318 692 000
Tirages sur des emprunts programmes	102 000 000 000	28 692 000 000
Produits provenant de la cession des actifs	64 435 000 000	18 385 000 000
Remboursements de prêts et avances	9 592 000 000	5 960 000 000
Dépôts sur les comptes des correspondants	94 369 159 798	15 791 977 100

Article 18 : Au cours de l'exercice 2020, le Ministre chargé des Finances est autorisé à recourir à des emprunts à court, moyen et long termes pour couvrir l'ensemble des charges de trésorerie.

Pour 2020, la variation nette de l'encours des emprunts à moyen et long termes qui peuvent être émis est plafonnée à **398 394 692 000 FCFA**.

Article 19 : Les emprunts et conventions de prêts sont mobilisés conformément à la stratégie d'endettement public 2020-2022. Le Ministre chargé des Finances est toutefois autorisé à procéder aux ajustements conjoncturels nécessaires, tout en respectant les limites des ratios d'endettement arrêtées dans cette stratégie.

Le Ministre chargé des Finances est autorisé à négocier et seul habilité à conclure au cours de l'exercice 2020 et à signer au nom et pour le compte de l'Etat les emprunts et conventions de prêts, à des conditions sauvegardant les intérêts financiers de l'Etat, dans le cadre du financement des programmes/ projets de développement.

Le document de stratégie d'endettement public du Mali à moyen terme 2020-2022, figure à **l'état A** annexé à la présente loi.

Article 20 : Tout appel de fonds extérieurs dans le cadre du financement des projets s'effectue suivant des modalités particulières définies par le Ministre en charge des Finances.

Article 21 : Des garanties et des avals peuvent être accordés par l'Etat conformément aux dispositions de l'article 42 de la Loi n° 2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances.

Pour 2020, la variation nette de l'encours des prêts garantis et avalisés par l'Etat est plafonnée à **16 500 000 000 FCFA.**

SECONDE PARTIE :

MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES

TITRE 1ER :

AUTORISATIONS BUDGETAIRES

Article 22 : Dans la limite du plafond fixé à l'article 9 ci-dessus, les crédits sont inscrits, en autorisations d'engagement et crédits de paiement, par budget, section, programme, dotation et nature de dépenses comme suit :

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
110 ASSEMBLEE NATIONALE			
0.001 Assemblée Nationale	**1 507 529**	**15 808 465**	**15 818 466**
Personnel	0	2 448 000	2 448 000
66 Charges de personnel	0	2 448 000	2 448 000
Biens et services	0	10 355 946	10 355 947
60 Achats de biens	0	3 385 035	3 385 035
61 Acquisitions de services	0	6 270 911	6 270 911
62 Autres services	0	700 000	700 001
Transferts et subventions	0	1 496 990	1 506 990
64 Transferts	0	1 496 990	1 506 990
Investissement	1 507 529	1 507 529	1 507 529
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	517 201	517 201	517 201
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	859 000	859 000	859 000
26 Prises de participations et cautionnements	131 328	131 328	131 328
Total	**1 507 529**	**15 808 465**	**15 818 466**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE			
1.001 Formulation et coordination de l'action présidentielle	**650 000**	**6 706 281**	**6 928 781**
Personnel	0	1 083 776	1 083 776
66 Charges de personnel	0	1 083 776	1 083 776
Biens et services	0	4 877 005	4 877 005
60 Achats de biens	0	2 046 438	1 918 662
61 Acquisitions de services	0	2 830 567	2 958 343
Transferts et subventions	0	318 000	318 000
63 Subventions	0	90 000	90 000
64 Transferts	0	228 000	228 000
Investissement	650 000	427 500	650 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	650 000	427 500	650 000
1.002 Administration générale	**0**	**6 735 983**	**6 074 267**
Personnel	0	440 285	440 285
66 Charges de personnel	0	440 285	440 285
Biens et services	0	5 604 958	5 403 982
60 Achats de biens	0	2 814 429	2 613 453
61 Acquisitions de services	0	1 970 758	1 970 758
62 Autres services	0	819 771	819 771
Transferts et subventions	0	490 600	230 000
64 Transferts	0	490 600	230 000
Investissement	0	200 140	0
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	0	200 140	0
2.001 Sécurité et défense	**5 127**	**655 746**	**1 127 463**
Biens et services	0	465 746	1 062 336
60 Achats de biens	0	350 553	572 811
61 Acquisitions de services	0	77 193	451 524
62 Autres services	0	38 000	38 001
Transferts et subventions	0		60 000
64 Transferts	0		60 000
Investissement	5 127	190 000	5 127
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	5 127	190 000	5 127
Total	**655 127**	**14 098 010**	**14 130 511**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
130 PRIMATURE			
1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale	**0**	**6 026 321**	**5 931 321**
Personnel	0	1 010 994	1 010 994
66 Charges de personnel	0	1 010 994	1 010 994
Biens et services	0	3 681 292	3 681 292
60 Achats de biens	0	2 068 753	2 068 753
61 Acquisitions de services	0	841 215	841 215
62 Autres services	0	771 324	771 324
Transferts et subventions	0	1 239 035	1 239 035
64 Transferts	0	1 239 035	1 239 035
Investissement	0	95 000	0
21 Immobilisations incorporelles	0	47 500	0
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	0	47 500	0
1.004 Administration générale et contrôle	**846 875**	**3 542 547**	**5 457 383**
Personnel	0	325 655	624 700
66 Charges de personnel	0	325 655	624 700
Biens et services	0	1 834 683	2 184 494
60 Achats de biens	0	500 846	611 190
61 Acquisitions de services	0	1 314 837	1 458 717
62 Autres services	0	19 000	114 587
Transferts et subventions	0	907 209	1 801 314
64 Transferts	0	907 209	1 801 314
Investissement	846 875	475 000	846 875
21 Immobilisations incorporelles	11 875		11 875
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	835 000	475 000	835 000
2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés	**100 000**	**495 750**	**455 750**
Personnel	0	119 000	119 000
66 Charges de personnel	0	119 000	119 000
Biens et services	0	176 750	206 750
60 Achats de biens	0	57 000	77 000
61 Acquisitions de services	0	99 750	109 750
62 Autres services	0	20 000	20 000
Transferts et subventions	0	10 000	30 000
64 Transferts	0	10 000	30 000
Investissement	100 000	190 000	100 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	100 000	190 000	100 000
Total	**946 875**	**10 064 618**	**11 844 454**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS			
2.003 Participation à la gestion des élections	**14 363**	**503 062**	**534 263**
Personnel	0	66 816	80 816
66 Charges de personnel	0	66 816	80 816
Biens et services	0	421 883	439 084
60 Achats de biens	0	94 000	94 000
61 Acquisitions de services	0	71 383	88 583
62 Autres services	0	256 500	256 501
Investissement	14 363	14 363	14 363
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	14 363	14 363	14 363
Total	**14 363**	**503 062**	**534 263**
140 COUR CONSTITUTIONNELLE			
2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle	**30 000**	**842 350**	**942 350**
Personnel	0	230 149	230 149
66 Charges de personnel	0	230 149	230 149
Biens et services	0	500 746	632 748
60 Achats de biens	0	245 182	306 853
61 Acquisitions de services	0	212 088	204 176
62 Autres services	0	43 476	121 719
Transferts et subventions	0	33 212	49 453
64 Transferts	0	33 212	49 453
Investissement	30 000	78 243	30 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	30 000	78 243	30 000
Total	**30 000**	**842 350**	**942 350**
150 COUR SUPREME			
2.005 Cour Suprême	**19 500**	**2 211 097**	**2 483 474**
Personnel	0	878 481	1 331 786
66 Charges de personnel	0	878 481	1 331 786
Biens et services	0	858 616	1 032 188
60 Achats de biens	0	364 611	449 726
61 Acquisitions de services	0	114 305	140 462
62 Autres services	0	379 700	442 000
Transferts et subventions	0	80 000	100 000
64 Transferts	0	80 000	100 000
Investissement	19 500	394 000	19 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	15 000	389 500	15 000
26 Prises de participations et cautionnements	4 500	4 500	4 500
Total	**19 500**	**2 211 097**	**2 483 474**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
155 HAUTE COUR DE JUSTICE			
2.056 Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices	**0**	**897 670**	**905 167**
Personnel	0	235 000	242 497
66 Charges de personnel	0	235 000	242 497
Biens et services	0	108 250	108 250
60 Achats de biens	0	31 250	31 250
61 Acquisitions de services	0	77 000	77 000
Transferts et subventions	0	554 420	554 420
64 Transferts	0	554 420	554 420
Total	**0**	**897 670**	**905 167**
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL			
2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques publiques	**155 763**	**1 155 263**	**1 194 895**
Personnel	0	311 383	311 383
66 Charges de personnel	0	311 383	311 383
Biens et services	0	681 828	695 948
60 Achats de biens	0	268 745	271 931
61 Acquisitions de services	0	403 583	414 516
62 Autres services	0	9 500	9 501
Transferts et subventions	0	30 875	31 801
64 Transferts	0	30 875	31 801
Investissement	155 763	131 177	155 763
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	149 140	126 177	149 140
26 Prises de participations et cautionnements	6 623	5 000	6 623
Total	**155 763**	**1 155 263**	**1 194 895**
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
2.007 Représentation et Promotion des Collectivités	**77 899**	**1 932 313**	**1 613 568**
Personnel	0	757 101	757 101
66 Charges de personnel	0	757 101	757 101
Biens et services	0	783 337	698 413
60 Achats de biens	0	306 954	261 070
61 Acquisitions de services	0	428 883	393 168
62 Autres services	0	47 500	44 175
Transferts et subventions	0	106 875	80 155
64 Transferts	0	106 875	80 155
Investissement	77 899	285 000	77 899
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	77 899	285 000	77 899
Total	**77 899**	**1 932 313**	**1 613 568**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE			
1.006 Administration Générale	**10 852 300**	**39 086 433**	**42 109 086**
Personnel	0	13 595 100	13 595 100
66 Charges de personnel	0	13 595 100	13 595 100
Biens et services	0	13 833 181	14 968 626
60 Achats de biens	0	3 574 394	3 818 598
61 Acquisitions de services	0	9 527 802	10 198 310
62 Autres services	0	730 985	951 718
Transferts et subventions	0	4 507 952	4 593 060
64 Transferts	0	4 507 952	4 593 060
Investissement	10 852 300	7 150 200	8 952 300
21 Immobilisations incorporelles	1 505 200	1 440 200	1 505 200
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	5 000 000	1 710 000	3 100 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	347 100		347 100
26 Prises de participations et cautionnements	4 000 000	4 000 000	4 000 000
2.008 Politique Exterieure et Coopération Internationale	**0**	**1 854 048**	**1 889 151**
Personnel	0	1 694 943	1 694 943
66 Charges de personnel	0	1 694 943	1 694 943
Biens et services	0	106 855	131 508
60 Achats de biens	0	82 330	102 157
61 Acquisitions de services	0	24 525	29 351
Transferts et subventions	0	52 250	62 700
64 Transferts	0	52 250	62 700
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	**0**	**105 721**	**114 657**
Personnel	0	64 277	64 277
66 Charges de personnel	0	64 277	64 277
Biens et services	0	17 694	21 880
60 Achats de biens	0	13 528	16 806
61 Acquisitions de services	0	4 166	5 074
Transferts et subventions	0	23 750	28 500
64 Transferts	0	23 750	28 500
Total	**10 852 300**	**41 046 202**	**44 112 894**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR			
1.007 Administration Générale	**50 000**	**854 624**	**919 001**
Personnel	0	161 382	161 382
66 Charges de personnel	0	161 382	161 382
Biens et services	0	640 042	687 619
60 Achats de biens	0	165 412	242 578
61 Acquisitions de services	0	404 130	370 041
62 Autres services	0	70 500	75 000
Transferts et subventions	0	15 200	20 000
64 Transferts	0	15 200	20 000
Investissement	50 000	38 000	50 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	50 000	38 000	50 000
2.010 Intégration Africaine		**374 575**	
Personnel		91 007	
66 Charges de personnel		91 007	
Biens et services		135 301	
60 Achats de biens		95 597	
61 Acquisitions de services		1 704	
62 Autres services		38 000	
Transferts et subventions		148 267	
64 Transferts		148 267	
2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur	**370 000**	**728 886**	**859 279**
Personnel	0	75 490	105 490
66 Charges de personnel	0	75 490	105 490
Biens et services	0	153 925	228 393
60 Achats de biens	0	111 720	135 000
61 Acquisitions de services	0	17 205	43 393
62 Autres services	0	25 000	50 000
Transferts et subventions	0	97 971	105 396
64 Transferts	0	97 971	105 396
Investissement	370 000	401 500	420 000
21 Immobilisations incorporelles	170 000	211 500	220 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	200 000	190 000	200 000
Total	**420 000**	**1 958 085**	**1 778 280**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
186 MINISTERE DE L'INTEGRATION AFRICAINE			
1.045 Administration Générale	**40 000**		**310 000**
Personnel	0		30 000
66 Charges de personnel	0		30 000
Biens et services	0		240 000
60 Achats de biens	0		160 000
61 Acquisitions de services	0		80 000
Investissement	40 000		40 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	40 000		40 000
2.010 Intégration Africaine	**0**		**408 008**
Personnel	0		91 007
66 Charges de personnel	0		91 007
Biens et services	0		156 734
60 Achats de biens	0		113 711
61 Acquisitions de services	0		3 023
62 Autres services	0		40 000
Transferts et subventions	0		160 267
64 Transferts	0		160 267
Total	**40 000**		**718 008**
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL			
2.012 Bureau du Vérificateur Général	**170 000**	**3 447 841**	**3 776 843**
Personnel	0	2 382 000	2 611 288
66 Charges de personnel	0	2 382 000	2 611 288
Biens et services	0	893 341	945 555
60 Achats de biens	0	355 180	376 461
61 Acquisitions de services	0	434 697	465 629
62 Autres services	0	103 464	103 465
Transferts et subventions	0	30 000	50 000
64 Transferts	0	30 000	50 000
Investissement	170 000	142 500	170 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	50 000	142 500	50 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	120 000		120 000
Total	**170 000**	**3 447 841**	**3 776 843**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

20/09/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE			
2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	**28 500**	**1 004 978**	**1 048 868**
Personnel	0	390 378	409 799
66 Charges de personnel	0	390 378	409 799
Biens et services	0	100 107	104 576
60 Achats de biens	0	63 357	65 989
61 Acquisitions de services	0	36 750	38 587
Transferts et subventions	0	485 993	505 993
64 Transferts	0	485 993	505 993
Investissement	28 500	28 500	28 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	28 500	28 500	28 500
Total	**28 500**	**1 004 978**	**1 048 868**
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT			
2.014 Egal accès aux medias d'Etat	**15 000**	**143 660**	**143 657**
Personnel	0	12 980	12 980
66 Charges de personnel	0	12 980	12 980
Biens et services	0	115 680	115 677
60 Achats de biens	0	49 492	50 559
61 Acquisitions de services	0	60 558	49 488
62 Autres services	0	5 630	15 630
Investissement	15 000	15 000	15 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	15 000	15 000	15 000
Total	**15 000**	**143 660**	**143 657**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS			
1.008 Administration Générale	**56 647 743**	**240 053 791**	**252 272 647**
Personnel	0	103 708 334	114 508 006
66 Charges de personnel	0	103 708 334	114 508 006
Biens et services	0	58 908 529	60 317 713
60 Achats de biens	0	41 971 052	43 373 230
61 Acquisitions de services	0	14 698 118	14 705 118
62 Autres services	0	2 239 359	2 239 365
Transferts et subventions	0	799 185	799 185
64 Transferts	0	799 185	799 185
Investissement	56 647 743	76 637 743	76 647 743
21 Immobilisations incorporelles	71 271	71 271	71 271
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	8 621 202	8 611 202	8 621 202
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	203 783	203 783	203 783
25 Équipements militaires	47 691 156	67 691 156	67 691 156
26 Prises de participations et cautionnements	60 331	60 331	60 331
2.015 Gestion des Opérations Militaires	**25 072 332**	**37 189 218**	**37 189 229**
Biens et services	0	8 035 089	8 029 100
60 Achats de biens	0	6 010 754	6 004 754
61 Acquisitions de services	0	1 885 643	1 885 643
62 Autres services	0	138 692	138 703
Transferts et subventions	0	87 797	87 797
64 Transferts	0	87 797	87 797
Investissement	25 072 332	29 066 332	29 072 332
21 Immobilisations incorporelles	101 474	101 474	101 474
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	241 247	235 247	241 247
25 Équipements militaires	24 691 209	28 691 209	28 691 209
26 Prises de participations et cautionnements	38 402	38 402	38 402
2.016 Inspection des Armées	**21 000**	**324 406**	**324 407**
Biens et services	0	309 406	303 407
60 Achats de biens	0	114 778	114 778
61 Acquisitions de services	0	194 628	188 628
62 Autres services	0		1
Investissement	21 000	15 000	21 000
21 Immobilisations incorporelles	15 000	15 000	15 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	6 000		6 000

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS			
2.017 Formation	**45 350**	**770 673**	**770 677**
Biens et services	0	725 323	725 327
60 Achats de biens	0	447 586	447 586
61 Acquisitions de services	0	226 470	226 470
62 Autres services	0	51 267	51 271
Investissement	45 350	45 350	45 350
21 Immobilisations incorporelles	13 489	13 489	13 489
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	31 861	31 861	31 861
2.018 Gestion des Transmissions	**80 402**	**366 267**	**366 276**
Biens et services	0	317 865	285 874
60 Achats de biens	0	223 915	189 915
61 Acquisitions de services	0	93 950	95 950
62 Autres services	0		9
Investissement	80 402	48 402	80 402
21 Immobilisations incorporelles	10 000	10 000	10 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	50 402	38 402	50 402
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	20 000		20 000
Total	**81 866 827**	**278 704 355**	**290 923 236**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

20/09/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME			
1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle	**1 159 540**	**6 312 205**	**6 976 638**
Personnel	0	2 273 135	3 207 652
66 Charges de personnel	0	2 273 135	3 207 652
Biens et services	0	1 790 549	2 127 225
60 Achats de biens	0	1 171 192	1 427 866
61 Acquisitions de services	0	501 627	521 627
62 Autres services	0	117 730	177 732
Transferts et subventions	0	392 221	482 221
64 Transferts	0	392 221	482 221
Investissement	1 159 540	1 856 300	1 159 540
21 Immobilisations incorporelles	227 500	118 750	227 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	932 040	1 737 550	932 040
2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	**4 544 481**	**9 468 135**	**15 200 654**
Personnel	0	6 578 617	7 778 617
66 Charges de personnel	0	6 578 617	7 778 617
Biens et services	0	1 413 656	2 327 455
60 Achats de biens	0	728 008	1 056 038
61 Acquisitions de services	0	65 868	121 554
62 Autres services	0	619 780	1 149 863
Transferts et subventions	0	550 101	550 101
64 Transferts	0	550 101	550 101
Investissement	4 544 481	925 761	4 544 481
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	4 544 481	925 761	4 544 481
2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	**330 476**	**9 582 090**	**7 822 708**
Personnel	0	1 249 091	2 049 091
66 Charges de personnel	0	1 249 091	2 049 091
Biens et services	0	1 654 483	3 443 141
60 Achats de biens	0	1 635 034	3 403 882
61 Acquisitions de services	0	19 449	36 209
62 Autres services	0		3 050
Investissement	330 476	6 678 516	2 330 476
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	330 476	6 678 516	2 330 476
Total	**6 034 497**	**25 362 430**	**30 000 000**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

20/09/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE			
2.094 Lutte contre l'Enrichissement Illicite	**200 000**	**1 601 682**	**1 901 682**
Personnel	0	864 300	1 064 300
66 Charges de personnel	0	864 300	1 064 300
Biens et services	0	547 382	637 382
60 Achats de biens	0	340 382	500 382
61 Acquisitions de services	0	189 000	119 000
62 Autres services	0	18 000	18 000
Investissement	200 000	190 000	200 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	200 000	190 000	200 000
Total	**200 000**	**1 601 682**	**1 901 682**
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME			
2.097 Protection et Promotion des Droits de l'Homme	**47 500**	**617 150**	**721 550**
Personnel	0	250 000	250 000
66 Charges de personnel	0	250 000	250 000
Biens et services	0	319 650	424 050
60 Achats de biens	0	193 200	263 200
61 Acquisitions de services	0	78 950	113 350
62 Autres services	0	47 500	47 500
Investissement	47 500	47 500	47 500
21 Immobilisations incorporelles	47 500	47 500	47 500
Total	**47 500**	**617 150**	**721 550**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE			
1.010 Administration Générale	**6 332 592**	**14 421 897**	**15 068 437**
Personnel	0	302 121	300 711
66 Charges de personnel	0	302 121	300 711
Biens et services	0	6 713 534	7 302 361
60 Achats de biens	0	3 533 808	3 868 255
61 Acquisitions de services	0	1 179 726	1 334 103
62 Autres services	0	2 000 000	2 100 003
Transferts et subventions	0	1 021 500	1 132 773
64 Transferts	0	1 021 500	1 132 773
Investissement	6 332 592	6 384 742	6 332 592
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 234 134	2 308 992	2 234 134
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	4 098 458	4 075 750	4 098 458
2.021 Ordre et Sécurité	**8 327 296**	**61 818 691**	**66 532 195**
Personnel	0	38 196 984	41 736 257
66 Charges de personnel	0	38 196 984	41 736 257
Biens et services	0	5 282 589	5 544 740
60 Achats de biens	0	3 604 385	3 955 003
61 Acquisitions de services	0	1 656 812	1 551 514
62 Autres services	0	21 392	38 223
Transferts et subventions	0	259 371	301 902
64 Transferts	0	259 371	301 902
Investissement	8 327 296	18 079 747	18 949 296
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	8 213 280	17 978 519	18 835 280
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	114 016	101 228	114 016
2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	**5 770 877**	**14 035 412**	**19 247 651**
Personnel	0	6 798 116	9 191 321
66 Charges de personnel	0	6 798 116	9 191 321
Biens et services	0	1 426 359	1 642 369
60 Achats de biens	0	1 169 200	1 330 113
61 Acquisitions de services	0	257 159	310 647
62 Autres services	0		1 609
Transferts et subventions	0	21 000	73 084
64 Transferts	0	21 000	73 084
Investissement	5 770 877	5 789 937	8 340 877
21 Immobilisations incorporelles	57 068	200 000	57 068
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	5 695 809	5 572 452	8 265 809
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	18 000	17 485	18 000
Total	**20 430 765**	**90 276 000**	**100 848 283**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
235 SECURITE D'ETAT			
0.002 Securite d'Etat	**0**	**9 686 737**	**10 686 737**
Biens et services	0	8 186 737	8 186 737
60 Achats de biens	0	7 817 740	7 817 740
61 Acquisitions de services	0	368 997	368 997
Investissement	0	1 500 000	2 500 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	0	1 500 000	2 500 000
Total	**0**	**9 686 737**	**10 686 737**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
1.011 Administration Générale	**21 461 500**	**37 365 644**	**44 237 937**
Personnel	0	903 980	913 980
66 Charges de personnel	0	903 980	913 980
Biens et services	0	4 617 709	4 815 709
60 Achats de biens	0	2 591 292	2 744 292
61 Acquisitions de services	0	1 712 075	1 757 075
62 Autres services	0	314 342	314 342
Transferts et subventions	0	4 198 955	4 407 492
63 Subventions	0	95 000	95 000
64 Transferts	0	4 103 955	4 312 492
Investissement	21 461 500	27 645 000	34 100 756
21 Immobilisations incorporelles	1 679 000	1 741 500	1 679 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	19 572 500	25 713 500	32 211 756
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	210 000	190 000	210 000
2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	**4 678 054**	**10 237 867**	**10 247 877**
Personnel	0	1 594 112	1 624 112
66 Charges de personnel	0	1 594 112	1 624 112
Biens et services	0	2 716 522	2 863 532
60 Achats de biens	0	1 552 344	1 627 344
61 Acquisitions de services	0	849 745	933 745
62 Autres services	0	314 433	302 443
Transferts et subventions	0	982 179	1 082 179
64 Transferts	0	982 179	1 082 179
Investissement	4 678 054	4 945 054	4 678 054
21 Immobilisations incorporelles	775 000	855 000	775 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 760 554	3 947 554	3 760 554
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	142 500	142 500	142 500
2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales	**3 479 115**	**14 144 625**	**15 224 645**
Personnel	0	8 552 671	8 552 671
66 Charges de personnel	0	8 552 671	8 552 671
Biens et services	0	1 114 169	1 181 609
60 Achats de biens	0	790 008	790 008
61 Acquisitions de services	0	214 161	274 161
62 Autres services	0	110 000	117 440
Transferts et subventions	0	2 096 250	2 011 250
64 Transferts	0	2 096 250	2 011 250
Investissement	3 479 115	2 381 535	3 479 115
21 Immobilisations incorporelles	485 000	282 000	485 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 994 115	2 099 535	2 994 115

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	**795 725**	**6 604 370**	**6 838 391**
Personnel	0	2 820 459	2 840 459
66 Charges de personnel	0	2 820 459	2 840 459
Biens et services	0	2 326 386	2 541 457
60 Achats de biens	0	1 154 875	1 244 875
61 Acquisitions de services	0	995 091	1 089 091
62 Autres services	0	176 420	207 491
Transferts et subventions	0	609 750	660 750
64 Transferts	0	609 750	660 750
Investissement	795 725	847 775	795 725
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	795 725	847 775	795 725
2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	**687 842**	**4 984 383**	**6 553 393**
Personnel	0	2 469 005	2 479 005
66 Charges de personnel	0	2 469 005	2 479 005
Biens et services	0	857 086	977 696
60 Achats de biens	0	539 347	572 970
61 Acquisitions de services	0	289 739	358 116
62 Autres services	0	28 000	46 610
Transferts et subventions	0	458 850	408 850
64 Transferts	0	458 850	408 850
Investissement	687 842	1 199 442	2 687 842
21 Immobilisations incorporelles	226 000	0	226 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	461 842	1 199 442	2 461 842
2.027 Gestion de la Dette Publique	**435 000**	**785 974**	**895 474**
Personnel	0	139 890	139 890
66 Charges de personnel	0	139 890	139 890
Biens et services	0	101 744	108 744
60 Achats de biens	0	65 172	69 172
61 Acquisitions de services	0	36 572	39 572
Transferts et subventions	0	211 840	211 840
64 Transferts	0	211 840	211 840
Investissement	435 000	332 500	435 000
21 Immobilisations incorporelles	245 000	142 500	245 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	190 000	190 000	190 000

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	**4 656 899**	**6 891 679**	**6 209 189**
Personnel	0	734 342	734 342
66 Charges de personnel	0	734 342	734 342
Biens et services	0	328 362	331 412
60 Achats de biens	0	194 204	194 204
61 Acquisitions de services	0	134 158	134 158
62 Autres services	0		3 050
Transferts et subventions	0	476 536	486 536
64 Transferts	0	476 536	486 536
Investissement	4 656 899	5 352 439	4 656 899
21 Immobilisations incorporelles	3 937 500	4 389 000	3 937 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	719 399	963 439	719 399
2.029 Gestion des Biens de l'Etat	**4 120 000**	**4 359 110**	**4 489 110**
Personnel	0	141 527	141 527
66 Charges de personnel	0	141 527	141 527
Biens et services	0	110 083	110 083
60 Achats de biens	0	59 392	59 392
61 Acquisitions de services	0	40 138	40 138
62 Autres services	0	10 553	10 553
Transferts et subventions	0	117 500	117 500
64 Transferts	0	117 500	117 500
Investissement	4 120 000	3 990 000	4 120 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 270 000	1 140 000	1 270 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	2 850 000	2 850 000	2 850 000
Total	**40 314 135**	**85 373 652**	**94 696 016**
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES			
2.044 Assistance au traitement à la gestion de l'information financière	**100 000**	**936 925**	**1 186 925**
Personnel	0	250 000	400 000
66 Charges de personnel	0	250 000	400 000
Biens et services	0	10 620	10 620
61 Acquisitions de services	0	10 620	10 620
Transferts et subventions	0	676 305	676 305
64 Transferts	0	676 305	676 305
Investissement	100 000		100 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	100 000		100 000
Total	**100 000**	**936 925**	**1 186 925**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)			
2.068 Régulation de la commande publique	**0**	**443 390**	**377 875**
Biens et services	0	24 000	24 000
61 Acquisitions de services	0	24 000	24 000
Transferts et subventions	0	419 390	353 875
64 Transferts	0	419 390	353 875
Total	**0**	**443 390**	**377 875**
320 MINISTERE DU DIALOGUE SOCIAL, DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE			
1.012 Administration Générale	**1 061 334**	**2 324 620**	**2 470 909**
Personnel	0	354 571	354 571
66 Charges de personnel	0	354 571	354 571
Biens et services	0	999 049	1 021 754
60 Achats de biens	0	403 486	382 402
61 Acquisitions de services	0	372 443	422 443
62 Autres services	0	223 120	216 909
Transferts et subventions	0	33 250	33 250
64 Transferts	0	33 250	33 250
Investissement	1 061 334	937 750	1 061 334
21 Immobilisations incorporelles	640 000	610 000	640 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	421 334	327 750	421 334
2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	**186 200**	**921 564**	**799 064**
Personnel	0	198 675	198 675
66 Charges de personnel	0	198 675	198 675
Biens et services	0	394 189	414 189
60 Achats de biens	0	175 887	185 887
61 Acquisitions de services	0	55 385	55 385
62 Autres services	0	162 917	172 917
Investissement	186 200	328 700	186 200
21 Immobilisations incorporelles	186 200	186 200	186 200
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	0	142 500	0
2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail	**26 307**	**701 840**	**746 851**
Personnel	0	491 381	491 381
66 Charges de personnel	0	491 381	491 381
Biens et services	0	159 452	186 363
60 Achats de biens	0	122 884	122 884
61 Acquisitions de services	0	36 568	36 568
62 Autres services	0		26 911
Transferts et subventions	0	22 800	42 800
64 Transferts	0	22 800	42 800
Investissement	26 307	28 207	26 307
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	26 307	28 207	26 307
Total	**1 273 841**	**3 948 024**	**4 016 824**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
323 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			
1.013 Administration Générale	**1 021 881**	**2 089 215**	**2 319 505**
Personnel	0	376 574	376 574
66 Charges de personnel	0	376 574	376 574
Biens et services	0	1 208 997	1 072 758
60 Achats de biens	0	569 165	584 165
61 Acquisitions de services	0	434 395	434 395
62 Autres services	0	205 437	54 198
Transferts et subventions	0	381 763	498 292
64 Transferts	0	381 763	498 292
Investissement	1 021 881	121 881	371 881
21 Immobilisations incorporelles	47 310	47 310	47 310
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	927 071	27 071	277 071
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	47 500	47 500	47 500
2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	**436 199**	**8 022 722**	**15 245 839**
Personnel	0	130 238	130 238
66 Charges de personnel	0	130 238	130 238
Biens et services	0	212 436	215 967
60 Achats de biens	0	179 400	179 400
61 Acquisitions de services	0	33 036	35 036
62 Autres services	0		1 531
Transferts et subventions	0	585 079	3 135 079
64 Transferts	0	585 079	3 135 079
Investissement	436 199	7 094 969	11 764 555
21 Immobilisations incorporelles	206 000	218 500	206 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	230 199	6 876 469	11 558 555
2.034 Formation Professionnelle	**957 575**	**3 704 088**	**5 688 601**
Personnel	0	113 182	239 713
66 Charges de personnel	0	113 182	239 713
Biens et services	0	60 898	60 899
60 Achats de biens	0	37 783	37 783
61 Acquisitions de services	0	3 115	3 115
62 Autres services	0	20 000	20 001
Transferts et subventions	0	959 863	2 832 294
64 Transferts	0	959 863	2 832 294
Investissement	957 575	2 570 145	2 555 695
21 Immobilisations incorporelles	14 250	14 250	14 250
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	943 325	2 555 895	2 541 445

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
323 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			
2.035 Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes		**2 616 045**	
Personnel		818 577	
66 Charges de personnel		818 577	
Biens et services		308 661	
60 Achats de biens		125 886	
61 Acquisitions de services		75 049	
62 Autres services		107 726	
Transferts et subventions		18 240	
64 Transferts		18 240	
Investissement		1 470 567	
21 Immobilisations incorporelles		47 500	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		1 423 067	
2.067 Civisme, Volontariat et Citoyenneté		**2 047 476**	
Personnel		452 088	
66 Charges de personnel		452 088	
Biens et services		1 266 684	
60 Achats de biens		1 202 684	
61 Acquisitions de services		64 000	
Transferts et subventions		212 204	
64 Transferts		212 204	
Investissement		116 500	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		116 500	
Total	**2 415 655**	**18 479 546**	**23 253 945**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

20/09/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
328 MINISTERE DES REFORMES INSTITUTIONNELLES & DES RELATIONS AVEC LA SOCIETE CIVILE			
1.044 Administration Générale et Contrôle	**7 000**	**1 242 005**	**554 450**
Personnel	0	381 545	82 500
66 Charges de personnel	0	381 545	82 500
Biens et services	0	656 674	464 950
60 Achats de biens	0	426 544	324 200
61 Acquisitions de services	0	177 880	116 000
62 Autres services	0	52 250	24 750
Transferts et subventions		150 000	
64 Transferts		150 000	
Investissement	7 000	53 786	7 000
21 Immobilisations incorporelles	7 000	5 700	7 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		48 086	
2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles	**285 000**	**530 729**	**565 729**
Personnel	0	117 740	117 740
66 Charges de personnel	0	117 740	117 740
Biens et services	0	102 989	112 989
60 Achats de biens	0	80 750	74 125
61 Acquisitions de services	0	22 239	22 239
62 Autres services	0		16 625
Transferts et subventions	0	25 000	50 000
64 Transferts	0	25 000	50 000
Investissement	285 000	285 000	285 000
21 Immobilisations incorporelles	45 000	47 500	45 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	240 000	237 500	240 000
Total	**292 000**	**1 772 734**	**1 120 179**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION			
1.014 Administration Générale et Contrôle	**75 000**	**3 830 792**	**3 966 792**
Personnel	0	570 304	570 304
66 Charges de personnel	0	570 304	570 304
Biens et services	0	2 311 042	2 461 042
60 Achats de biens	0	1 119 433	1 269 433
61 Acquisitions de services	0	966 021	966 021
62 Autres services	0	225 588	225 588
Transferts et subventions	0	835 446	860 446
64 Transferts	0	835 446	860 446
Investissement	75 000	114 000	75 000
21 Immobilisations incorporelles	75 000	114 000	75 000
2.036 Administration du Territoire	**23 776 631**	**43 259 557**	**47 137 349**
Personnel	0	4 923 522	4 963 522
66 Charges de personnel	0	4 923 522	4 963 522
Biens et services	0	20 291 702	22 312 144
60 Achats de biens	0	10 476 823	11 923 464
61 Acquisitions de services	0	9 139 354	9 509 005
62 Autres services	0	675 525	879 675
Transferts et subventions	0	1 753 348	1 800 052
64 Transferts	0	1 753 348	1 800 052
Investissement	23 776 631	16 290 985	18 061 631
21 Immobilisations incorporelles	30 000	47 500	30 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	23 746 631	16 243 485	18 031 631
2.037 Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	**300 000**	**526 067**	**523 567**
Personnel	0	26 967	26 967
66 Charges de personnel	0	26 967	26 967
Biens et services	0	114 947	144 947
60 Achats de biens	0	99 269	129 269
61 Acquisitions de services	0	10 678	10 678
62 Autres services	0	5 000	5 000
Transferts et subventions	0	51 653	51 653
64 Transferts	0	51 653	51 653
Investissement	300 000	332 500	300 000
21 Immobilisations incorporelles	95 000	95 000	95 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	205 000	237 500	205 000

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

20/09/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION			
2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	**18 691 284**	**31 893 953**	**31 006 267**
Personnel	0	189 408	189 408
66 Charges de personnel	0	189 408	189 408
Biens et services	0	513 846	543 846
60 Achats de biens	0	453 208	483 208
61 Acquisitions de services	0	44 457	44 457
62 Autres services	0	16 181	16 181
Transferts et subventions	0	2 741 007	8 153 722
64 Transferts	0	2 741 007	8 153 722
Investissement	18 691 284	28 449 692	22 119 291
21 Immobilisations incorporelles	168 000	508 250	168 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	18 124 284	27 210 840	21 552 291
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	399 000	730 602	399 000
2.064 Développement Régional et Local	**191 000**	**1 801 000**	**1 801 000**
Transferts et subventions	0	1 610 000	1 610 000
64 Transferts	0	1 610 000	1 610 000
Investissement	191 000	191 000	191 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	191 000	191 000	191 000
Total	**43 033 915**	**81 311 369**	**84 434 975**
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL			
2.095 Protection des Données à Caractère personnel	**252 505**	**873 797**	**1 008 139**
Personnel	0	177 393	193 342
66 Charges de personnel	0	177 393	193 342
Biens et services	0	380 524	480 486
60 Achats de biens	0	116 151	139 122
61 Acquisitions de services	0	264 373	341 363
62 Autres services	0		1
Transferts et subventions	0	104 500	81 806
64 Transferts	0	104 500	81 806
Investissement	252 505	211 380	252 505
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	252 505	211 380	252 505
Total	**252 505**	**873 797**	**1 008 139**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE			
1.015 Administration Générale	**48 108**	**859 658**	**959 659**
Personnel	0	118 323	118 323
66 Charges de personnel	0	118 323	118 323
Biens et services	0	395 474	445 475
60 Achats de biens	0	219 315	269 315
61 Acquisitions de services	0	161 909	161 909
62 Autres services	0	14 250	14 251
Transferts et subventions	0	297 753	347 753
64 Transferts	0	297 753	347 753
Investissement	48 108	48 108	48 108
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	48 108	48 108	48 108
2.039 Religion et Culte	**47 500**	**160 239**	**160 239**
Personnel	0	5 000	5 000
66 Charges de personnel	0	5 000	5 000
Biens et services	0	86 450	86 450
60 Achats de biens	0	71 250	71 250
61 Acquisitions de services	0	15 200	15 200
Transferts et subventions	0	21 289	21 289
64 Transferts	0	21 289	21 289
Investissement	47 500	47 500	47 500
21 Immobilisations incorporelles	30 500	47 500	30 500
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	17 000		17 000
Total	**95 608**	**1 019 897**	**1 119 898**
341 MINISTERE DE LA COHESION SOCIALE, DE LA PAIX ET DE LA RECONCILIATION NATIONALE			
1.016 Administration Générale	**0**	**927 263**	**1 054 363**
Personnel	0	117 351	117 351
66 Charges de personnel	0	117 351	117 351
Biens et services	0	651 488	779 706
60 Achats de biens	0	373 834	485 049
61 Acquisitions de services	0	228 142	243 660
62 Autres services	0	49 512	50 997
Transferts et subventions	0	152 724	157 306
64 Transferts	0	152 724	157 306
Investissement		5 700	
21 Immobilisations incorporelles		5 700	
2.040 Renforcement du Processus de Dialogue et de Réconciliation Nationale	**0**	**2 193 018**	**2 258 809**
Transferts et subventions	0	2 193 018	2 258 809
64 Transferts	0	2 193 018	2 258 809
Total	**0**	**3 120 281**	**3 313 172**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

20/09/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE			
1.032 Administration Générale	**178 000**	**1 220 424**	**1 529 536**
Personnel	0	338 079	409 024
66 Charges de personnel	0	338 079	409 024
Biens et services	0	801 751	899 918
60 Achats de biens	0	330 659	339 297
61 Acquisitions de services	0	298 285	387 814
62 Autres services	0	172 807	172 807
Transferts et subventions	0	42 594	42 594
64 Transferts	0	42 594	42 594
Investissement	178 000	38 000	178 000
21 Immobilisations incorporelles	140 000		140 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	38 000	38 000	38 000
2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	**1 846 024**	**5 846 147**	**5 741 821**
Personnel	0	679 727	679 727
66 Charges de personnel	0	679 727	679 727
Biens et services	0	347 598	349 128
60 Achats de biens	0	276 238	276 238
61 Acquisitions de services	0	71 360	71 360
62 Autres services	0		1 530
Transferts et subventions	0	261 278	366 942
64 Transferts	0	261 278	366 942
Investissement	1 846 024	4 557 544	4 346 024
21 Immobilisations incorporelles	583 750	517 750	583 750
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 262 274	4 039 794	3 762 274
2.084 Développement du secteur industriel	**938 301**		**3 037 001**
Personnel	0		734 645
66 Charges de personnel	0		734 645
Biens et services	0		224 845
60 Achats de biens	0		161 546
61 Acquisitions de services	0		61 769
62 Autres services	0		1 530
Transferts et subventions	0		1 139 210
64 Transferts	0		1 139 210
Investissement	938 301		938 301
21 Immobilisations incorporelles	136 077		136 077
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	802 224		802 224
Total	**2 962 325**	**7 066 571**	**10 308 358**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
400 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
1.005 Administration Générale	**0**	**7 237 938**	**0**
Personnel	0	2 627 443	0
66 Charges de personnel	0	2 627 443	0
Biens et services	0	1 684 571	0
60 Achats de biens	0	554 371	0
61 Acquisitions de services	0	730 477	0
62 Autres services	0	399 723	0
Transferts et subventions	0	309 304	0
64 Transferts	0	309 304	0
Investissement	0	2 616 620	0
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	0	2 616 620	0
2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique		**13 542 867**	
Biens et services		23 750	
62 Autres services		23 750	
Transferts et subventions		10 633 199	
64 Transferts		10 633 199	
Investissement		2 885 918	
21 Immobilisations incorporelles		516 418	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		2 369 500	
Total	**0**	**20 780 805**	**0**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
1.017 Administration Générale	**1 173 575**	**37 292 703**	**37 682 997**
Personnel	0	23 680 619	23 690 619
66 Charges de personnel	0	23 680 619	23 690 619
Biens et services	0	9 732 891	9 577 574
60 Achats de biens	0	4 202 820	2 875 745
61 Acquisitions de services	0	1 579 720	1 613 977
62 Autres services	0	3 950 351	5 087 852
Transferts et subventions	0	2 490 239	3 241 229
63 Subventions	0	1 943 263	2 583 471
64 Transferts	0	546 976	657 758
Investissement	1 173 575	1 388 954	1 173 575
21 Immobilisations incorporelles	75 000	95 000	75 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 078 575	1 293 954	1 078 575
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	20 000		20 000
2.041 Développement de l'Education de Base	**3 801 966**	**176 830 894**	**185 430 084**
Personnel	0	148 948 793	158 345 863
66 Charges de personnel	0	148 948 793	158 345 863
Biens et services	0	18 674 441	21 732 527
60 Achats de biens	0	13 222 730	14 871 864
61 Acquisitions de services	0	688 312	1 158 152
62 Autres services	0	4 763 399	5 702 511
Transferts et subventions	0	422 169	1 549 728
64 Transferts	0	422 169	1 549 728
Investissement	3 801 966	8 785 491	3 801 966
21 Immobilisations incorporelles	1 776 996	4 523 642	1 776 996
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 693 683	2 946 483	1 693 683
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	331 287	1 315 366	331 287
2.042 Développement de l'Enseignement Secondaire Général	**10 960 806**	**19 402 393**	**29 243 603**
Personnel	0	7 981 000	10 135 756
66 Charges de personnel	0	7 981 000	10 135 756
Biens et services	0	4 436 519	8 147 041
60 Achats de biens	0	3 649 799	7 304 827
61 Acquisitions de services	0	227 963	229 753
62 Autres services	0	558 757	612 461
Investissement	10 960 806	6 984 874	10 960 806
21 Immobilisations incorporelles	8 257 340	3 043 356	8 257 340
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 002 850	2 092 850	2 002 850
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	700 616	1 848 668	700 616

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
2.043 Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	**24 245 668**	**53 736 625**	**57 959 234**
Personnel	0	15 665 163	17 152 362
66 Charges de personnel	0	15 665 163	17 152 362
Biens et services	0	8 946 125	9 694 244
60 Achats de biens	0	8 341 634	9 083 342
61 Acquisitions de services	0	167 917	169 770
62 Autres services	0	436 574	441 132
Transferts et subventions	0	6 857 446	6 866 960
64 Transferts	0	6 857 446	6 866 960
Investissement	24 245 668	22 267 891	24 245 668
21 Immobilisations incorporelles	24 024 233	21 690 747	24 024 233
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 420	3 420	3 420
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	218 015	573 724	218 015
2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur		**65 471 752**	
Personnel		4 228 033	
66 Charges de personnel		4 228 033	
Biens et services		670 029	
60 Achats de biens		563 652	
61 Acquisitions de services		68 221	
62 Autres services		38 156	
Transferts et subventions		55 393 408	
64 Transferts		55 393 408	
Investissement		5 180 282	
21 Immobilisations incorporelles		262 750	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		4 917 532	
Total	**40 182 015**	**352 734 367**	**310 315 918**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
1.018 Administration Générale	**30 000**	**0**	**7 585 999**
Personnel	0	0	3 069 024
66 Charges de personnel	0	0	3 069 024
Biens et services	0	0	1 684 571
60 Achats de biens	0	0	554 371
61 Acquisitions de services	0	0	730 477
62 Autres services	0	0	399 723
Transferts et subventions	0	0	2 802 404
64 Transferts	0	0	2 802 404
Investissement	30 000		30 000
21 Immobilisations incorporelles	30 000		30 000
2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur	**2 835 752**	**0**	**66 463 979**
Personnel	0	0	4 228 033
66 Charges de personnel	0	0	4 228 033
Biens et services	0	0	670 029
60 Achats de biens	0	0	563 652
61 Acquisitions de services	0	0	68 221
62 Autres services	0	0	38 156
Transferts et subventions	0	0	57 480 165
64 Transferts	0	0	57 480 165
Investissement	2 835 752	0	4 085 752
21 Immobilisations incorporelles	485 000	0	485 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 350 752	0	3 600 752
2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	**190 000**	**0**	**760 824**
Biens et services	0	0	23 750
62 Autres services	0	0	23 750
Transferts et subventions	0	0	547 074
64 Transferts	0	0	547 074
Investissement	190 000	0	190 000
21 Immobilisations incorporelles	60 000	0	60 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	130 000	0	130 000
Total	**3 055 752**	**0**	**74 810 802**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

20/09/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
510 MINISTERE DE LA CULTURE			
1.019 Administration Générale	**84 500**	**2 241 514**	**2 721 514**
Personnel	0	604 507	604 507
66 Charges de personnel	0	604 507	604 507
Biens et services	0	1 445 107	1 745 107
60 Achats de biens	0	625 914	825 914
61 Acquisitions de services	0	372 029	372 029
62 Autres services	0	447 164	547 164
Transferts et subventions	0	87 400	287 400
64 Transferts	0	87 400	287 400
Investissement	84 500	104 500	84 500
21 Immobilisations incorporelles	75 000	95 000	75 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	9 500	9 500	9 500
2.047 Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	**315 200**	**1 342 799**	**1 033 160**
Personnel	0	169 494	169 494
66 Charges de personnel	0	169 494	169 494
Biens et services	0	111 047	111 050
60 Achats de biens	0	94 283	94 283
61 Acquisitions de services	0	16 764	16 764
62 Autres services	0		3
Transferts et subventions	0	429 558	437 416
64 Transferts	0	429 558	437 416
Investissement	315 200	632 700	315 200
21 Immobilisations incorporelles	9 500	9 500	9 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	305 700	623 200	305 700
2.048 Promotion de l'Industrie Cinématographique	**50 000**	**1 206 787**	**560 688**
Transferts et subventions	0	446 787	510 688
64 Transferts	0	446 787	510 688
Investissement	50 000	760 000	50 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	50 000	760 000	50 000
2.049 Promotion de la Création Artistique et Littéraire	**1 468 812**	**3 937 838**	**3 931 639**
Personnel	0	465 379	465 379
66 Charges de personnel	0	465 379	465 379
Biens et services	0	234 259	236 549
60 Achats de biens	0	156 599	156 599
61 Acquisitions de services	0	40 498	40 498
62 Autres services	0	37 162	39 452
Transferts et subventions	0	1 699 608	1 760 899
64 Transferts	0	1 699 608	1 760 899
Investissement	1 468 812	1 538 592	1 468 812
21 Immobilisations incorporelles	19 000	19 000	19 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 449 812	1 519 592	1 449 812

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

20/09/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
510 MINISTERE DE LA CULTURE			
Total	**1 918 512**	**8 728 938**	**8 247 001**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS			
1.020 Administration Générale	**9 987**	**4 522 685**	**4 169 068**
Personnel	0	320 535	320 535
66 Charges de personnel	0	320 535	320 535
Biens et services	0	2 734 617	2 903 961
60 Achats de biens	0	795 522	815 522
61 Acquisitions de services	0	707 341	881 362
62 Autres services	0	706 544	581 867
65 Charges exceptionnelles	0	525 210	625 210
Transferts et subventions	0	127 546	134 585
64 Transferts	0	127 546	134 585
Investissement	9 987	1 339 987	809 987
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	9 987	1 339 987	809 987
2.035 Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	**43 287**		**2 191 061**
Personnel	0		818 577
66 Charges de personnel	0		818 577
Biens et services	0		310 957
60 Achats de biens	0		125 886
61 Acquisitions de services	0		75 049
62 Autres services	0		110 022
Transferts et subventions	0		18 240
64 Transferts	0		18 240
Investissement	43 287		1 043 287
21 Immobilisations incorporelles	0		40 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	43 287		1 003 287
2.052 Développement et Promotion des activités physiques et sportives	**912 583**	**2 057 540**	**2 214 450**
Personnel	0	327 797	327 797
66 Charges de personnel	0	327 797	327 797
Biens et services	0	97 660	117 673
60 Achats de biens	0	32 149	52 149
61 Acquisitions de services	0	46 511	46 511
62 Autres services	0	19 000	19 013
Transferts et subventions	0	617 500	856 397
64 Transferts	0	617 500	856 397
Investissement	912 583	1 014 583	912 583
21 Immobilisations incorporelles	13 000		13 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	899 583	1 014 583	899 583

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS			
2.053 Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	**12 307**	**665 391**	**1 304 054**
Personnel	0	238 995	238 995
66 Charges de personnel	0	238 995	238 995
Biens et services	0	368 209	428 210
60 Achats de biens	0	255 852	315 852
61 Acquisitions de services	0	2 293	112 357
62 Autres services	0	110 064	1
Transferts et subventions	0	45 880	624 542
64 Transferts	0	45 880	624 542
Investissement	12 307	12 307	12 307
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	12 307	12 307	12 307
2.067 Civisme, Volontariat et Citoyenneté	**116 000**		**2 046 977**
Personnel	0		452 088
66 Charges de personnel	0		452 088
Biens et services	0		1 266 685
60 Achats de biens	0		1 202 684
61 Acquisitions de services	0		64 000
62 Autres services	0		1
Transferts et subventions	0		212 204
64 Transferts	0		212 204
Investissement	116 000		116 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	116 000		116 000
Total	**1 094 164**	**7 245 616**	**11 925 610**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES			
1.021 Administration, Coordination et Décentralisation	**5 042 829**	**23 177 782**	**23 553 264**
Personnel	0	11 480 764	11 647 566
66 Charges de personnel	0	11 480 764	11 647 566
Biens et services	0	4 396 942	4 553 722
60 Achats de biens	0	3 195 475	3 250 908
61 Acquisitions de services	0	785 429	886 770
62 Autres services	0	416 038	416 044
Transferts et subventions	0	2 309 482	2 309 147
63 Subventions	0	45 171	45 171
64 Transferts	0	2 264 311	2 263 976
Investissement	5 042 829	4 990 594	5 042 829
21 Immobilisations incorporelles	192 250	192 250	192 250
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	4 850 579	4 798 344	4 850 579
2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	**4 453 081**	**34 741 675**	**32 160 174**
Personnel	0	18 048 272	18 551 289
66 Charges de personnel	0	18 048 272	18 551 289
Biens et services	0	6 861 996	3 560 321
60 Achats de biens	0	4 658 204	1 367 557
61 Acquisitions de services	0	1 410 363	1 397 749
62 Autres services	0		1 586
65 Charges exceptionnelles	0	793 429	793 429
Transferts et subventions	0	5 622 289	5 595 483
64 Transferts	0	5 622 289	5 595 483
Investissement	4 453 081	4 209 118	4 453 081
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	4 453 081	4 209 118	4 453 081
2.055 Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommableset Accessibilité financière aux soins de santé	**6 412**	**3 530 752**	**7 823 605**
Personnel	0		40 139
66 Charges de personnel	0		40 139
Biens et services	0	3 524 340	7 777 054
60 Achats de biens	0	3 509 245	7 760 258
61 Acquisitions de services	0	15 095	16 795
62 Autres services	0		1
Investissement	6 412	6 412	6 412
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	6 412	6 412	6 412

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES			
2.057 Soins Hospitaliers et Recherche	**20 089 088**	**41 802 627**	**47 071 276**
Personnel	0	262 391	262 391
66 Charges de personnel	0	262 391	262 391
Biens et services	0	55 675	55 679
60 Achats de biens	0	50 842	50 842
61 Acquisitions de services	0	4 833	4 833
62 Autres services	0		4
Transferts et subventions	0	21 092 973	23 364 118
64 Transferts	0	21 092 973	23 364 118
Investissement	20 089 088	20 391 588	23 389 088
21 Immobilisations incorporelles	554 559	494 559	554 559
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	19 534 529	19 897 029	22 834 529
2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	**76 000**		**2 274 726**
Personnel	0		300 706
66 Charges de personnel	0		300 706
Biens et services	0		98 955
60 Achats de biens	0		53 224
61 Acquisitions de services	0		45 731
Transferts et subventions	0		1 799 065
64 Transferts	0		1 799 065
Investissement	76 000		76 000
21 Immobilisations incorporelles	63 650		63 650
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	12 350		12 350
2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	**308 773**		**12 691 081**
Personnel	0		1 537 808
66 Charges de personnel	0		1 537 808
Biens et services	0		242 123
60 Achats de biens	0		155 936
61 Acquisitions de services	0		83 897
62 Autres services	0		2 290
Transferts et subventions	0		10 602 377
64 Transferts	0		10 602 377
Investissement	308 773		308 773
21 Immobilisations incorporelles	20 000		20 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	288 773		288 773
Total	**29 976 183**	**103 252 836**	**125 574 126**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA			
2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	**0**	**2 437 364**	**2 437 364**
Personnel	0	108 595	108 595
66 Charges de personnel	0	108 595	108 595
Biens et services	0	88 560	88 560
61 Acquisitions de services	0	88 560	88 560
Transferts et subventions	0	2 240 209	2 240 209
64 Transferts	0	2 240 209	2 240 209
Total	**0**	**2 437 364**	**2 437 364**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

20/09/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE			
1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	**49 282**	**2 092 320**	**2 262 325**
Personnel	0	700 575	700 575
66 Charges de personnel	0	700 575	700 575
Biens et services	0	810 807	845 812
60 Achats de biens	0	513 673	518 673
61 Acquisitions de services	0	277 707	307 707
62 Autres services	0	19 427	19 432
Transferts et subventions	0	46 656	666 656
64 Transferts	0	46 656	666 656
Investissement	49 282	534 282	49 282
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	49 282	534 282	49 282
2.059 Promotion de la Femme	**1 323 714**	**1 908 668**	**2 322 692**
Personnel	0	541 783	541 783
66 Charges de personnel	0	541 783	541 783
Biens et services	0	235 891	235 736
60 Achats de biens	0	147 577	138 118
61 Acquisitions de services	0	88 314	95 314
62 Autres services	0		2 304
Transferts et subventions	0		21 459
64 Transferts	0		21 459
Investissement	1 323 714	1 130 994	1 523 714
21 Immobilisations incorporelles	180 000	190 000	180 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 143 714	940 994	1 343 714
2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille	**528 358**	**1 284 333**	**1 269 334**
Personnel	0	156 966	156 966
66 Charges de personnel	0	156 966	156 966
Biens et services	0	292 496	327 497
60 Achats de biens	0	193 230	203 230
61 Acquisitions de services	0	19 266	24 266
62 Autres services	0	80 000	100 001
Transferts et subventions	0	236 513	256 513
64 Transferts	0	236 513	256 513
Investissement	528 358	598 358	528 358
21 Immobilisations incorporelles	83 500	104 500	83 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	444 858	493 858	444 858
Total	**1 901 354**	**5 285 321**	**5 854 351**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE			
1.023 Administration Générale	**84 368**	**4 168 010**	**4 480 232**
Personnel	0	1 193 918	1 068 556
66 Charges de personnel	0	1 193 918	1 068 556
Biens et services	0	1 154 381	1 328 156
60 Achats de biens	0	452 655	647 985
61 Acquisitions de services	0	500 921	479 365
62 Autres services	0	27 264	27 265
65 Charges exceptionnelles	0	173 541	173 541
Transferts et subventions	0	1 622 843	1 999 152
64 Transferts	0	1 622 843	1 999 152
Investissement	84 368	196 868	84 368
21 Immobilisations incorporelles	30 000	47 500	30 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	54 368	149 368	54 368
2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion		**2 466 582**	
Personnel		300 706	
66 Charges de personnel		300 706	
Biens et services		83 955	
60 Achats de biens		43 224	
61 Acquisitions de services		40 731	
Transferts et subventions		1 675 321	
64 Transferts		1 675 321	
Investissement		406 600	
21 Immobilisations incorporelles		14 250	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		392 350	
2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire		**11 954 510**	
Personnel		1 537 808	
66 Charges de personnel		1 537 808	
Biens et services		239 833	
60 Achats de biens		155 936	
61 Acquisitions de services		83 897	
Transferts et subventions		9 945 806	
64 Transferts		9 945 806	
Investissement		231 063	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		231 063	
2.063 Lutte Contre la Pauvreté	**562 750**	**1 141 028**	**4 434 528**
Transferts et subventions	0	528 278	896 778
64 Transferts	0	528 278	896 778
Investissement	562 750	612 750	3 537 750
21 Immobilisations incorporelles	342 750	308 750	342 750
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	220 000	304 000	3 195 000
Total	**647 118**	**19 730 130**	**8 914 760**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
700 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT			
1.024 Administration Générale	**670 500**	**2 258 627**	**2 210 162**
Personnel	0	441 507	441 507
66 Charges de personnel	0	441 507	441 507
Biens et services	0	869 402	939 402
60 Achats de biens	0	452 292	482 292
61 Acquisitions de services	0	359 560	399 560
62 Autres services	0	57 550	57 550
Transferts et subventions	0	149 718	158 753
64 Transferts	0	149 718	158 753
Investissement	670 500	798 000	670 500
21 Immobilisations incorporelles	75 000	142 500	75 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	595 500	655 500	595 500
2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	**226 049 046**	**111 977 402**	**149 683 597**
Personnel	0	740 607	740 607
66 Charges de personnel	0	740 607	740 607
Biens et services	0	231 636	243 166
60 Achats de biens	0	151 818	161 818
61 Acquisitions de services	0	79 818	79 818
62 Autres services	0		1 530
Transferts et subventions	0	465 213	575 721
64 Transferts	0	465 213	575 721
Investissement	226 049 046	110 539 946	148 124 103
21 Immobilisations incorporelles	38 000	0	38 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	225 784 746	110 320 046	147 859 803
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	150 000	190 000	150 000
26 Prises de participations et cautionnements	76 300	29 900	76 300
Total	**226 719 546**	**114 236 029**	**151 893 759**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
1.025 Administration Générale	**270 000**	**1 453 573**	**1 476 573**
Personnel	0	354 967	354 967
66 Charges de personnel	0	354 967	354 967
Biens et services	0	851 606	821 606
60 Achats de biens	0	312 241	282 241
61 Acquisitions de services	0	428 550	428 550
62 Autres services	0	110 815	110 815
Transferts et subventions	0	0	30 000
64 Transferts	0	0	30 000
Investissement	270 000	247 000	270 000
21 Immobilisations incorporelles	70 000	95 000	70 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	200 000	152 000	200 000
2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations	**4 382 587**	**5 255 231**	**4 233 741**
Personnel	0	675 666	675 666
66 Charges de personnel	0	675 666	675 666
Biens et services	0	383 836	387 646
60 Achats de biens	0	238 338	238 338
61 Acquisitions de services	0	125 448	125 448
62 Autres services	0	20 050	23 860
Transferts et subventions	0	387 842	387 842
64 Transferts	0	387 842	387 842
Investissement	4 382 587	3 807 887	2 782 587
21 Immobilisations incorporelles	450 000	541 500	450 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 932 587	3 266 387	2 332 587
2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	**2 700 000**	**3 740 402**	**4 759 902**
Transferts et subventions	0	273 902	273 902
64 Transferts	0	273 902	273 902
Investissement	2 700 000	3 466 500	4 486 000
21 Immobilisations incorporelles	345 000	332 500	345 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 355 000	3 134 000	4 141 000

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
2.071 Protection et Conservation de la Nature	**2 240 632**	**8 134 608**	**12 227 368**
Personnel	0	2 132 964	2 132 964
66 Charges de personnel	0	2 132 964	2 132 964
Biens et services	0	562 587	565 637
60 Achats de biens	0	325 390	325 390
61 Acquisitions de services	0	136 386	136 386
62 Autres services	0	100 811	103 861
Transferts et subventions	0	55 135	55 135
64 Transferts	0	55 135	55 135
Investissement	2 240 632	5 383 922	9 473 632
21 Immobilisations incorporelles	895 000	783 750	895 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 345 632	4 600 172	8 578 632
2.072 Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	**810 000**	**3 102 488**	**1 200 611**
Transferts et subventions	0	390 611	390 611
64 Transferts	0	390 611	390 611
Investissement	810 000	2 711 877	810 000
21 Immobilisations incorporelles	410 000	603 250	410 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	400 000	2 108 627	400 000
Total	**10 403 219**	**21 686 302**	**23 898 195**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
1.026 Administration Générale	**250 000**	**76 391 018**	**31 368 518**
Personnel	0	318 851	318 851
66 Charges de personnel	0	318 851	318 851
Biens et services	0	728 267	788 267
60 Achats de biens	0	311 126	341 126
61 Acquisitions de services	0	291 404	321 404
62 Autres services	0	125 737	125 737
Transferts et subventions	0	75 011 400	30 011 400
63 Subventions	0	75 000 000	30 000 000
64 Transferts	0	11 400	11 400
Investissement	250 000	332 500	250 000
21 Immobilisations incorporelles	250 000	332 500	250 000
2.073 Développement des Ressources Energétiques	**26 822 023**	**32 519 499**	**50 132 561**
Personnel	0	299 829	299 829
66 Charges de personnel	0	299 829	299 829
Biens et services	0	195 384	248 708
60 Achats de biens	0	143 843	183 843
61 Acquisitions de services	0	51 541	62 575
62 Autres services	0	0	2 290
Transferts et subventions	0	5 986 983	6 011 983
64 Transferts	0	5 986 983	6 011 983
Investissement	26 822 023	26 037 303	43 572 041
21 Immobilisations incorporelles	1 118 609	897 109	1 118 609
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	25 703 414	25 140 194	42 453 432
2.074 Développement des Ressources en Eau	**4 398 580**	**78 786 292**	**78 433 326**
Personnel	0	828 303	828 303
66 Charges de personnel	0	828 303	828 303
Biens et services	0	355 851	382 381
60 Achats de biens	0	157 563	177 563
61 Acquisitions de services	0	167 238	172 238
62 Autres services	0	31 050	32 580
Transferts et subventions	0	478 038	500 189
64 Transferts	0	478 038	500 189
Investissement	4 398 580	77 124 100	76 722 453
21 Immobilisations incorporelles	1 030 000	2 071 000	2 355 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	3 368 580	75 053 100	74 367 453
Total	**31 470 603**	**187 696 809**	**159 934 405**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE			
1.027 Administration Générale	**88 000**	**1 651 619**	**1 750 316**
Personnel	0	274 631	274 631
66 Charges de personnel	0	274 631	274 631
Biens et services	0	835 991	898 275
60 Achats de biens	0	525 390	583 012
61 Acquisitions de services	0	214 797	219 459
62 Autres services	0	95 804	95 804
Transferts et subventions	0	435 510	489 410
64 Transferts	0	435 510	489 410
Investissement	88 000	105 487	88 000
21 Immobilisations incorporelles	75 000	95 000	75 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	13 000	10 487	13 000
2.075 Développement des ressources minérales	**2 402 700**	**2 600 303**	**4 129 329**
Personnel	0	550 510	550 510
66 Charges de personnel	0	550 510	550 510
Biens et services	0	164 998	176 119
60 Achats de biens	0	92 276	99 633
61 Acquisitions de services	0	72 722	74 961
62 Autres services	0		1 525
Investissement	2 402 700	1 884 795	3 402 700
21 Immobilisations incorporelles	500 925	190 000	500 925
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 901 775	1 694 795	2 901 775
Total	**2 490 700**	**4 251 922**	**5 879 645**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION			
1.028 Administration Générale	**7 500**	**1 072 467**	**948 950**
Personnel	0	199 682	199 682
66 Charges de personnel	0	199 682	199 682
Biens et services	0	631 538	664 674
60 Achats de biens	0	360 312	305 569
61 Acquisitions de services	0	220 232	301 615
62 Autres services	0	50 994	57 490
Transferts et subventions	0	226 522	77 094
63 Subventions	0	95 000	71 250
64 Transferts	0	131 522	5 844
Investissement	7 500	14 725	7 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	7 500	14 725	7 500
2.076 Medias et Communication Publics	**2 683 500**	**7 620 275**	**7 698 367**
Transferts et subventions	0	5 644 275	5 464 867
64 Transferts	0	5 644 275	5 464 867
Investissement	2 683 500	1 976 000	2 233 500
21 Immobilisations incorporelles	125 000	171 000	125 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 558 500	1 805 000	2 108 500
2.077 Poste et Nouvelles Technologies		**2 355 724**	
Personnel		30 000	
66 Charges de personnel		30 000	
Biens et services		70 000	
60 Achats de biens		50 000	
61 Acquisitions de services		20 000	
Transferts et subventions		1 752 224	
64 Transferts		1 752 224	
Investissement		503 500	
21 Immobilisations incorporelles		28 500	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		475 000	
Total	**2 691 000**	**11 048 466**	**8 647 317**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
731 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA PROSPECTIVE			
1.046 Administration Générale	**40 000**		**280 000**
Personnel	0		30 000
66 Charges de personnel	0		30 000
Biens et services	0		210 000
60 Achats de biens	0		160 000
61 Acquisitions de services	0		50 000
Investissement	40 000		40 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	40 000		40 000
2.077 Poste et Nouvelles Technologies	**230 000**		**2 416 027**
Personnel	0		30 000
66 Charges de personnel	0		30 000
Biens et services	0		90 000
60 Achats de biens	0		70 000
61 Acquisitions de services	0		20 000
Transferts et subventions	0		2 066 027
64 Transferts	0		2 066 027
Investissement	230 000		230 000
21 Immobilisations incorporelles	30 000		30 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	200 000		200 000
Total	**270 000**		**2 696 027**
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION			
2.096 Régulation de la Communication	**250 000**	**1 546 106**	**1 546 106**
Personnel	0	694 710	694 710
66 Charges de personnel	0	694 710	694 710
Biens et services	0	0	24 000
61 Acquisitions de services	0	0	24 000
Transferts et subventions	0	376 396	577 396
64 Transferts	0	376 396	577 396
Investissement	250 000	475 000	250 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	250 000	475 000	250 000
Total	**250 000**	**1 546 106**	**1 546 106**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
740 MINISTERE DES DOMAINES ET DES AFFAIRES FONCIERES			
1.029 Administration Générale	**2 527 300**	**4 198 970**	**4 435 954**
Personnel	0	773 254	773 254
66 Charges de personnel	0	773 254	773 254
Biens et services	0	1 050 967	1 072 761
60 Achats de biens	0	520 298	441 683
61 Acquisitions de services	0	481 839	482 247
62 Autres services	0	48 830	148 831
Transferts et subventions	0	204 949	62 639
64 Transferts	0	204 949	62 639
Investissement	2 527 300	2 169 800	2 527 300
21 Immobilisations incorporelles	457 000	356 250	457 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 070 300	1 813 550	2 070 300
2.078 Gestion Cadastrale et Foncière	**1 026 000**	**3 222 346**	**3 953 346**
Personnel	0	1 259 121	1 259 121
66 Charges de personnel	0	1 259 121	1 259 121
Biens et services	0	447 350	489 725
60 Achats de biens	0	316 374	316 374
61 Acquisitions de services	0	90 601	90 601
62 Autres services	0	40 375	82 750
Transferts et subventions	0	278 500	378 500
64 Transferts	0	278 500	378 500
Investissement	1 026 000	1 237 375	1 826 000
21 Immobilisations incorporelles	26 000		26 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 000 000	1 237 375	1 800 000
2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires		**8 582 525**	
Personnel		1 030 534	
66 Charges de personnel		1 030 534	
Biens et services		322 532	
60 Achats de biens		250 237	
61 Acquisitions de services		72 295	
Investissement		7 229 459	
21 Immobilisations incorporelles		755 000	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		6 474 459	
Total	**3 553 300**	**16 003 841**	**8 389 300**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
745 MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT SOCIAL			
1.030 Administration Générale	**40 000**		**510 517**
Personnel	0		30 000
66 Charges de personnel	0		30 000
Biens et services	0		238 207
60 Achats de biens	0		173 615
61 Acquisitions de services	0		64 592
Transferts et subventions	0		202 310
64 Transferts	0		202 310
Investissement	40 000		40 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	40 000		40 000
2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	**5 642 939**		**7 017 535**
Personnel	0		1 030 534
66 Charges de personnel	0		1 030 534
Biens et services	0		344 062
60 Achats de biens	0		250 237
61 Acquisitions de services	0		72 295
62 Autres services	0		21 530
Investissement	5 642 939		5 642 939
21 Immobilisations incorporelles	620 000		620 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	5 022 939		5 022 939
Total	**5 682 939**		**7 528 052**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

20/09/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION			
1.031 Administration Générale et Contrôle	**80 000**	**3 799 371**	**3 744 900**
Personnel	0	108 748	108 748
66 Charges de personnel	0	108 748	108 748
Biens et services	0	613 936	564 752
60 Achats de biens	0	231 371	169 949
61 Acquisitions de services	0	266 065	278 303
62 Autres services	0	116 500	116 500
Transferts et subventions	0	24 037	2 991 400
64 Transferts	0	24 037	2 991 400
Investissement	80 000	3 052 650	80 000
21 Immobilisations incorporelles	20 000	3 005 150	20 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	60 000	47 500	60 000
2.080 Population	**325 000**	**5 499 785**	**2 632 545**
Personnel	0	111 945	111 945
66 Charges de personnel	0	111 945	111 945
Biens et services	0	55 340	56 600
60 Achats de biens	0	15 200	15 200
61 Acquisitions de services	0	20 140	21 400
62 Autres services	0	20 000	20 000
Transferts et subventions	0		100 000
64 Transferts	0		100 000
Investissement	325 000	5 332 500	2 364 000
21 Immobilisations incorporelles	87 500	190 000	87 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	237 500	5 142 500	2 276 500
2.081 Aménagement du Territoire	**420 000**	**553 548**	**555 921**
Personnel	0	91 921	91 921
66 Charges de personnel	0	91 921	91 921
Biens et services	0	34 127	44 000
60 Achats de biens	0	11 400	15 000
61 Acquisitions de services	0	13 727	20 000
62 Autres services	0	9 000	9 000
Investissement	420 000	427 500	420 000
21 Immobilisations incorporelles	325 000	332 500	325 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	95 000	95 000	95 000
2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	**2 765 071**	**3 502 560**	**4 505 302**
Transferts et subventions	0	605 060	635 302
64 Transferts	0	605 060	635 302
Investissement	2 765 071	2 897 500	3 870 000
21 Immobilisations incorporelles	1 015 000	902 500	1 015 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 750 071	1 995 000	2 855 000
Total	**3 590 071**	**13 355 264**	**11 438 668**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
770 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE			
1.042 Administration Générale	**0**	**511 760**	**567 976**
Personnel	0	82 500	82 500
66 Charges de personnel	0	82 500	82 500
Biens et services	0	429 260	458 476
60 Achats de biens	0	320 760	360 152
61 Acquisitions de services	0	108 500	98 324
Transferts et subventions	0		27 000
64 Transferts	0		27 000
2.066 Développement et sécurisation des transports	**2 338 616**	**4 886 480**	**4 900 351**
Personnel	0	838 359	838 359
66 Charges de personnel	0	838 359	838 359
Biens et services	0	238 838	252 688
60 Achats de biens	0	183 335	198 569
61 Acquisitions de services	0	55 503	51 828
62 Autres services	0		2 291
Transferts et subventions	0	823 524	770 688
64 Transferts	0	823 524	770 688
Investissement	2 338 616	2 985 759	3 038 616
21 Immobilisations incorporelles	450 000	475 000	450 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 860 529	2 455 309	2 560 529
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	22 787	38 000	22 787
26 Prises de participations et cautionnements	5 300	17 450	5 300
Total	**2 338 616**	**5 398 240**	**5 468 327**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

20/09/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
812 MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENT PRIVE, PME & ENTREPRENARIAT NATIONAL			
1.033 Administration Générale	**0**	**1 348 500**	**959 828**
Personnel	0	280 916	209 971
66 Charges de personnel	0	280 916	209 971
Biens et services	0	912 924	749 857
60 Achats de biens	0	302 593	229 555
61 Acquisitions de services	0	314 306	321 777
62 Autres services	0	296 025	198 525
Transferts et subventions	0	12 160	0
64 Transferts	0	12 160	0
Investissement		142 500	
21 Immobilisations incorporelles		142 500	
2.084 Développement du secteur industriel		**1 830 426**	
Personnel		768 474	
66 Charges de personnel		768 474	
Biens et services		210 608	
60 Achats de biens		140 479	
61 Acquisitions de services		70 129	
Transferts et subventions		306 523	
64 Transferts		306 523	
Investissement		544 821	
21 Immobilisations incorporelles		144 827	
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		399 994	
2.085 Appui au développement du secteur privé	**450 000**	**1 554 796**	**960 066**
Personnel	0		30 000
66 Charges de personnel	0		30 000
Biens et services	0	161 046	283 546
60 Achats de biens	0	21 343	213 516
61 Acquisitions de services	0	2 530	22 530
62 Autres services	0	137 173	47 500
Transferts et subventions	0	835 625	196 520
64 Transferts	0	835 625	196 520
Investissement	450 000	558 125	450 000
21 Immobilisations incorporelles	400 000	225 625	400 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	0	332 500	0
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	50 000		50 000

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
812 MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENT PRIVE, PME & ENTREPRENARIAT NATIONAL			
2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance	**52 500**	**176 659**	**181 659**
Personnel	0	38 406	38 406
66 Charges de personnel	0	38 406	38 406
Biens et services	0	90 753	90 753
60 Achats de biens	0	15 788	15 788
61 Acquisitions de services	0	7 931	7 931
62 Autres services	0	67 034	67 034
Investissement	52 500	47 500	52 500
21 Immobilisations incorporelles	52 500	47 500	52 500
Total	**502 500**	**4 910 381**	**2 101 553**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
1.034 Administration Générale	**6 243 742**	**36 373 419**	**43 717 766**
Personnel	0	1 481 326	1 491 326
66 Charges de personnel	0	1 481 326	1 491 326
Biens et services	0	2 459 100	2 568 100
60 Achats de biens	0	1 234 782	1 359 782
61 Acquisitions de services	0	681 194	726 194
62 Autres services	0	543 124	482 124
Transferts et subventions	0	20 922 993	25 922 993
64 Transferts	0	20 922 993	25 922 993
Investissement	6 243 742	11 510 000	13 735 347
21 Immobilisations incorporelles	550 000	665 000	550 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	5 198 742	10 370 000	12 690 347
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	495 000	475 000	495 000
2.087 Appui au Monde Rural	**7 433 716**	**24 832 682**	**33 024 830**
Personnel	0	3 627 749	3 627 749
66 Charges de personnel	0	3 627 749	3 627 749
Biens et services	0	426 418	436 951
60 Achats de biens	0	352 213	352 213
61 Acquisitions de services	0	74 205	83 205
62 Autres services	0		1 533
Transferts et subventions	0	1 448 729	1 466 362
64 Transferts	0	1 448 729	1 466 362
Investissement	7 433 716	19 329 786	27 493 768
21 Immobilisations incorporelles	519 500	608 000	519 500
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	6 079 216	18 385 786	26 139 268
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	835 000	336 000	835 000
2.088 Aménagement et Equipement Rural	**14 143 394**	**43 452 719**	**60 508 966**
Personnel	0	613 372	613 372
66 Charges de personnel	0	613 372	613 372
Biens et services	0	195 273	196 804
60 Achats de biens	0	137 746	137 746
61 Acquisitions de services	0	57 527	57 527
62 Autres services	0		1 531
Transferts et subventions	0	2 954 160	2 865 865
64 Transferts	0	2 954 160	2 865 865
Investissement	14 143 394	39 689 914	56 832 925
21 Immobilisations incorporelles	4 254 750	4 142 000	4 872 296
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	475 000	475 000	475 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	9 413 644	35 072 914	51 485 629

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
2.089 Recherche et Formation	**743 500**	**4 538 697**	**11 647 152**
Personnel	0	6 431	6 431
66 Charges de personnel	0	6 431	6 431
Biens et services	0	30 874	30 874
60 Achats de biens	0	25 460	25 460
61 Acquisitions de services	0	5 414	5 414
Transferts et subventions	0	46 892	3 946 492
64 Transferts	0	46 892	3 946 492
Investissement	743 500	4 454 500	7 663 355
21 Immobilisations incorporelles	165 000	4 264 500	5 191 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	578 500	190 000	2 472 355
Total	**28 564 352**	**109 197 517**	**148 898 714**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

20/09/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
1.037 Administration Générale	**750 000**	**12 800 936**	**26 773 536**
Personnel	0	152 048	152 048
66 Charges de personnel	0	152 048	152 048
Biens et services	0	822 112	883 112
60 Achats de biens	0	413 779	413 779
61 Acquisitions de services	0	261 955	261 955
62 Autres services	0	146 378	207 378
Transferts et subventions	0	3 280 776	3 280 776
64 Transferts	0	3 280 776	3 280 776
Investissement	750 000	8 546 000	22 457 600
21 Immobilisations incorporelles	325 000	71 250	325 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	425 000	8 474 750	22 132 600
2.090 Développement des Productions et Industries Animales	**4 463 075**	**5 722 299**	**6 962 327**
Personnel	0	1 062 472	1 062 472
66 Charges de personnel	0	1 062 472	1 062 472
Biens et services	0	259 629	261 159
60 Achats de biens	0	158 600	158 600
61 Acquisitions de services	0	75 238	75 238
62 Autres services	0	25 791	27 321
Transferts et subventions	0	119 853	121 621
64 Transferts	0	119 853	121 621
Investissement	4 463 075	4 280 345	5 517 075
21 Immobilisations incorporelles	235 000	299 250	275 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	1 000 000		1 000 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	2 265 575	2 128 595	3 279 575
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	962 500	1 852 500	962 500
2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	**1 387 749**	**4 216 393**	**3 574 403**
Personnel	0	707 421	707 421
66 Charges de personnel	0	707 421	707 421
Biens et services	0	213 203	214 733
60 Achats de biens	0	127 053	127 053
61 Acquisitions de services	0	71 768	71 768
62 Autres services	0	14 382	15 912
Transferts et subventions	0	218 500	218 500
64 Transferts	0	218 500	218 500
Investissement	1 387 749	3 077 269	2 433 749
21 Immobilisations incorporelles	110 000	95 000	110 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	665 000	665 000	665 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	612 749	2 317 269	1 658 749

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
2.092 Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire	**797 929**	**2 314 064**	**3 286 484**
Personnel	0	1 390 343	1 390 343
66 Charges de personnel	0	1 390 343	1 390 343
Biens et services	0	337 688	339 219
60 Achats de biens	0	233 872	233 872
61 Acquisitions de services	0	91 930	91 930
62 Autres services	0	11 886	13 417
Transferts et subventions	0	86 584	758 993
64 Transferts	0	86 584	758 993
Investissement	797 929	499 449	797 929
21 Immobilisations incorporelles	100 000	0	100 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	222 929	24 449	222 929
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	475 000	475 000	475 000
Total	**7 398 753**	**25 053 692**	**40 596 750**
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE			
2.093 Sécurité Alimentaire	**1 600 011**	**7 752 828**	**10 797 726**
Personnel	0	221 798	221 798
66 Charges de personnel	0	221 798	221 798
Biens et services	0	145 942	6 230 943
60 Achats de biens	0	63 606	5 063 606
61 Acquisitions de services	0	73 847	573 847
62 Autres services	0	8 489	593 490
Transferts et subventions	0	22 078	741 546
64 Transferts	0	22 078	741 546
Investissement	1 600 011	7 363 010	3 603 439
21 Immobilisations incorporelles	180 000	726 750	180 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	20 011	5 236 260	2 023 439
26 Prises de participations et cautionnements	1 400 000	1 400 000	1 400 000
Total	**1 600 011**	**7 752 828**	**10 797 726**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

20/09/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME			
1.040 Administration Générale	**50 000**	**760 793**	**788 088**
Personnel	0	153 849	153 849
66 Charges de personnel	0	153 849	153 849
Biens et services	0	505 796	550 939
60 Achats de biens	0	320 571	320 714
61 Acquisitions de services	0	165 725	210 725
62 Autres services	0	19 500	19 500
Transferts et subventions	0	51 148	33 300
63 Subventions		37 848	
64 Transferts	0	13 300	33 300
Investissement	50 000	50 000	50 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	50 000	50 000	50 000
2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat	**1 622 146**	**2 323 122**	**2 405 980**
Personnel	0	288 626	288 626
66 Charges de personnel	0	288 626	288 626
Biens et services	0	120 409	122 819
60 Achats de biens	0	66 441	66 441
61 Acquisitions de services	0	53 968	53 968
62 Autres services	0		2 410
Transferts et subventions	0	274 541	372 389
63 Subventions	0		57 848
64 Transferts	0	274 541	314 541
Investissement	1 622 146	1 639 546	1 622 146
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 622 146	1 639 546	1 622 146
2.051 Promotion du Secteur du Tourisme	**15 736**	**459 506**	**455 394**
Personnel	0	18 488	18 488
66 Charges de personnel	0	18 488	18 488
Biens et services	0	180 674	248 953
60 Achats de biens	0	85 865	160 522
61 Acquisitions de services	0	94 809	86 143
62 Autres services	0		2 288
Transferts et subventions	0	147 228	172 217
64 Transferts	0	147 228	172 217
Investissement	15 736	113 116	15 736
21 Immobilisations incorporelles	0	14 250	0
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	15 736	98 866	15 736
Total	**1 687 882**	**3 543 421**	**3 649 462**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
990 CHARGES COMMUNES			
0.003 Provisions pour imprévus	**212 632 395**	**408 514 729**	**449 517 700**
Personnel	0	118 578 610	124 039 500
66 Charges de personnel	0	118 578 610	124 039 500
Biens et services	0	89 846 786	113 104 920
60 Achats de biens	0	33 077 910	46 269 820
61 Acquisitions de services	0	13 062 419	13 976 164
62 Autres services	0	1 160 509	312 988
65 Charges exceptionnelles	0	41 310 000	51 310 000
67 Intérêts et frais financiers	0	1 235 948	1 235 948
Transferts et subventions	0	67 012 665	58 636 256
64 Transferts	0	67 012 665	58 636 256
Investissement	212 632 395	133 076 668	153 737 024
21 Immobilisations incorporelles	7 000 000	3 200 000	7 000 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	4 500 000	4 500 000	4 500 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	155 723 087	79 967 360	96 827 716
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	20 409 308	20 409 308	20 409 308
26 Prises de participations et cautionnements	25 000 000	25 000 000	25 000 000
0.004 Dette	**0**	**101 056 000**	**120 423 000**
Biens et services	0	101 056 000	120 423 000
67 Intérêts et frais financiers	0	101 056 000	120 423 000
Total	**212 632 395**	**509 570 729**	**569 940 700**
Total BUDGET GENERAL	**834 873 414**	**2 261 155 078**	**2 472 348 130**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 — Détail des dépenses par section, programme/dotation et article — (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
2 BUDGETS ANNEXES			
770 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE			
4.001 Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports	**2 081 355**	**7 857 978**	**7 809 828**
Personnel	0	2 004 000	2 214 500
66 Charges de personnel	0	2 004 000	2 214 500
Biens et services	0	2 471 040	2 853 973
60 Achats de biens	0	931 867	1 194 950
61 Acquisitions de services	0	1 223 250	1 167 100
62 Autres services	0	290 000	468 000
67 Intérêts et frais financiers	0	25 923	23 923
Transferts et subventions	0	823 000	660 000
64 Transferts	0	823 000	660 000
Investissement	2 081 355	2 559 938	2 081 355
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	1 273 517	1 513 500	1 273 517
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	297 838	456 438	297 838
26 Prises de participations et cautionnements	510 000	590 000	510 000
Total	**2 081 355**	**7 857 978**	**7 809 828**
Total BUDGETS ANNEXES	**2 081 355**	**7 857 978**	**7 809 828**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Détail des dépenses par section, programme/dotation et article

20/09/2019

(en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2020	2019	2020
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
3.001 Remboursement des Crédits TVA	**0**	**64 690 692**	**69 900 000**
Biens et services	0	64 690 692	69 900 000
65 Charges exceptionnelles	0	64 690 692	69 900 000
3.009 Fonds pour le Développement Durable	**40 000 000**	**40 000 000**	**40 000 000**
Investissement	40 000 000	40 000 000	40 000 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	40 000 000	40 000 000	40 000 000
Total	**40 000 000**	**104 690 692**	**109 900 000**
400 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
3.002 Financement de la Recherche et de l'innovation technologique		**2 616 620**	
Investissement		2 616 620	
21 Immobilisations incorporelles		2 616 620	
Total		**2 616 620**	
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
3.002 Financement de la Recherche et de l'innovation technologique	**2 363 200**	**0**	**2 363 200**
Investissement	2 363 200	0	2 363 200
21 Immobilisations incorporelles	2 363 200	0	2 363 200
Total	**2 363 200**	**0**	**2 363 200**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE			
3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	**0**	**500 000**	**600 000**
Transferts et subventions	0	500 000	600 000
64 Transferts	0	500 000	600 000
Total	**0**	**500 000**	**600 000**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
3.004 Appui à l'aménagement et à la protection de la faune	**475 000**	**278 750**	**500 000**
Biens et services	0	108 750	25 000
60 Achats de biens	0	108 750	25 000
Investissement	475 000	170 000	475 000
21 Immobilisations incorporelles	50 000	83 750	50 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	425 000	86 250	425 000
3.005 Appui à l'aménagement et à la protection des forêts	**1 260 000**	**1 021 250**	**1 800 000**
Biens et services	0	236 250	450 000
60 Achats de biens	0	236 250	450 000
Transferts et subventions	0	108 250	90 000
64 Transferts	0	108 250	90 000
Investissement	1 260 000	676 750	1 260 000
21 Immobilisations incorporelles	90 000	108 250	90 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	720 000	236 250	720 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	450 000	332 250	450 000
Total	**1 735 000**	**1 300 000**	**2 300 000**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

20/09/2019 Détail des dépenses par section, programme/dotation et article (en milliers de francs CFA)

Type budget / Section Programme ou Dotation Nature / Article	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE			
3.007 Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières	**0**	**350 000**	**350 000**
Biens et services	0	350 000	350 000
60 Achats de biens	0	350 000	350 000
3.010 Programme de développement des ressources minérales (PDRM)	**5 000**	**605 000**	**230 000**
Personnel	0	310 000	170 000
66 Charges de personnel	0	310 000	170 000
Biens et services	0	280 000	55 000
60 Achats de biens	0	170 000	20 000
61 Acquisitions de services	0	100 000	35 000
62 Autres services	0	10 000	0
Investissement	5 000	15 000	5 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	5 000	15 000	5 000
3.011 Fonds d'appui pour la promotion de la recherche pétrolière (FAPRP)	**133 000**	**685 000**	**685 000**
Personnel	0	120 000	120 000
66 Charges de personnel	0	120 000	120 000
Biens et services	0	432 000	432 000
60 Achats de biens	0	184 500	184 500
61 Acquisitions de services	0	172 500	172 500
62 Autres services	0	75 000	75 000
Investissement	133 000	133 000	133 000
21 Immobilisations incorporelles	90 000	90 000	90 000
24 Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier	43 000	43 000	43 000
Total	**138 000**	**1 640 000**	**1 265 000**
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION			
3.008 Appui au développement de la statistique	**2 981 400**	**2 981 400**	**2 981 400**
Investissement	2 981 400	2 981 400	2 981 400
21 Immobilisations incorporelles	2 981 400	2 981 400	2 981 400
Total	**2 981 400**	**2 981 400**	**2 981 400**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
3.006 Appui au financement de l'Agriculture	**5 000 000**	**5 000 000**	**5 000 000**
Investissement	5 000 000	5 000 000	5 000 000
22 Acquisitions et aménagements des sols et sous-sols	5 000 000		5 000 000
23 Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles	0	5 000 000	0
Total	**5 000 000**	**5 000 000**	**5 000 000**
Total COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	**52 217 600**	**118 728 712**	**124 409 600**
TOTAL GENERAL	**889 172 369**	**2 387 741 768**	**2 604 567 558**

Article 23 : Pour 2020, la répartition du plafond des autorisations d'emploi de l'Etat, exprimé en effectif et en montant, figure à **l'état B**, annexé à la présente loi.

Article 24 : Pour 2020, la répartition des crédits du budget général par dotation et par programme figure à **l'état C**, annexé à la présente loi.

Article 25 : Pour 2020, la répartition des crédits des budgets annexes par programme figure à **l'état D**, annexé à la présente loi.

Article 26 : Pour 2020, la répartition des crédits des comptes spéciaux du trésor par programme figure à **l'état E**, annexé à la présente loi.

Article 27 : Pour 2020, la répartition des concours financiers de l'Etat aux autres administrations publiques, à savoir les établissements publics et les collectivités territoriales, figure à **l'état F** annexé à la présente loi.

TITRE 2 :
DISPOSITIONS SPECIALES

Article 28 : Sous réserve des présentes, les dispositions relatives aux charges de l'Etat continuent d'être exécutées conformément aux textes en vigueur.

Les ordonnateurs peuvent déléguer tout ou partie de leur pouvoir à des agents publics, conformément aux dispositions de l'article 64 de la Loi n° 2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances.

Article 29 : Le Ministre chargé des Finances est responsable de l'exécution de la présente loi de finances et du respect des équilibres budgétaire et financier définis par celle-ci. A ce titre, il dispose d'un pouvoir de régulation budgétaire qui lui permet, au cours de l'exécution du budget 2020 :

- d'annuler un crédit devenu sans objet;
- d'annuler un crédit pour prévenir une détérioration des équilibres budgétaire et financier.

En outre, le Ministre chargé des Finances peut geler ou mettre en réserve les crédits pour subordonner leur utilisation par les ordonnateurs aux disponibilités de trésorerie de l'Etat.

Article 30 : En cours d'exécution de la présente loi de finances, le Ministre chargé des Finances peut procéder à des reports des crédits sur le budget d'Etat 2020, conformément aux dispositions de l'article 23 de la Loi n° 2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances.

Article 31 : Toute personne appartenant au cabinet d'un membre du Gouvernement ou tout fonctionnaire ou agent d'un organisme public, qui engage les dépenses en dépassement des crédits ouverts, qui exécute une dépense sans engagement préalable visé par le Contrôleur Financier, ou qui est auteur des fautes de gestion définies à l'article 79 de la Loi n° 2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances, est personnellement et pécuniairement responsable de son acte sans préjudice des sanctions administratives et judiciaires, conformément aux dispositions des articles 80, 81, 82 et 83 de la Loi n° 2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances.

Article 32 : L'Etat n'est pas redevable du paiement des dépenses exécutées avant engagement préalable, visé par le Contrôleur Financier ou l'ordonnateur des dépenses dans le cadre du contrôle sélectif des dépenses.

Les dépenses exclues par le contrôle sélectif sont déterminées par un Arrêté du Ministre chargé des Finances.

TITRE 3 :
AUTRES DISPOSITIONS

Article 33 : Pour 2020, le tableau de classifications fonctionnelle et économique des dépenses figure à **l'état G,** annexé à la présente loi.

Article 34 : Pour 2020, le tableau de classifications administrative et fonctionnelle des dépenses figure à **l'état H,** annexé à la présente loi.

Article 35: Pour 2020, le tableau de classifications administrative et économique des dépenses figure à **l'état I,** annexé à la présente loi.

Article 36 : Pour 2020, le tableau récapitulatif des programmes par ministère et institution figure à **l'état J,** annexé à la présente loi.

Article 37 : Pour 2020, le détail du Programme Triennal d'Investissement 2020-2022 figure à **l'état K** annexé à la présente loi.

Article 38 : Un état développé, **état L**, des restes à payer de l'Etat est joint à la présente loi de finances.

Article 39 : Pour 2020, le Plan de Trésorerie Prévisionnel Mensualisé est établi conformément à **l'état M** annexé à la présente loi,

Article 40 : Pour 2020, le tableau retraçant les échéances courantes de la dette du Mali est joint en annexe, à **l'état N.**

Article 41 : Pour 2020, l'Estimation des Subventions à la consommation sur les Produits Pétroliers figure à **l'état O** annexé à la présente loi.

Article 42 : Pour 2020, les statistiques sur les emplois créés figurent à **l'état P**, annexé à la présente loi.

Article 43 : Pour 2020, la situation des subventions à l'Energie du Mali figure à **l'état Q** annexé à la présente loi.

Article 44 : Pour 2020, la Liste des Taxes Parafiscales et leur Evaluation figure à **l'état R**, annexé à la présente loi.

Article 45 : Pour 2020, l'annexe relative aux Dépenses Fiscales figure à **l'état S**, annexé à la présente loi.

Article 46 : Un état des restes à recouvrer des recettes budgétaires figure à **l'état T**, annexé à la présente loi**.**

Article 47 : Pour 2020, l'annexe Fiscale figure à **l'état U,** annexé à la présente loi.

Article 48 : Pour 2020, l'annexe relative au genre figure à **l'état V**, annexé à la présente loi.

Article 49 : Pour 2020, l'annexe relative aux risques budgétaires figure à **l'état W**, annexé à la présente loi.

Article 50 : Pour 2020, l'annexe relative au plan de mesure d'urgence budgétaire figure à **l'état X**, annexé à la présente loi.

Fait et délibéré en séance publique
Bamako, le ……
Le Président de l'Assemblée Nationale

Issiaka SIDIBE

Le Secrétaire de séance

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT (BSI) 2020





Août 2019

INTRODUCTION

Le Budget Spécial d'Investissement (BSI) 2020 constitue la première tranche annuelle du Programme Triennal d'Investissement (PTI) 2020-2022 et observe par conséquent les mêmes procédures d'élaboration que celui-ci. Il regroupe tous les projets en exécution en 2019 et se poursuivant en 2020 ainsi que les nouveaux projets devant démarrer au cours de l'année 2020.

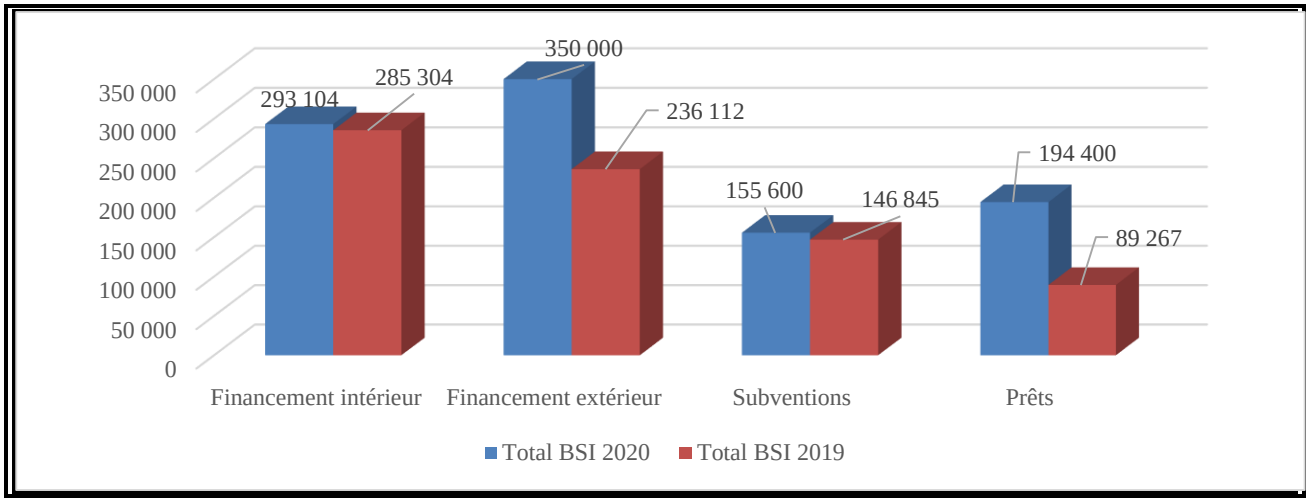
I. PRESENTATION GENERALE

1. Ventilation du BSI par source de financement

Le BSI 2020 s'équilibre en ressources et en emplois à la somme de **643,104 milliards** de FCFA contre **521,417 milliards** de FCFA en 2019, soit une augmentation de **121,688 milliards** de FCFA correspondant ainsi à **23,34%.**

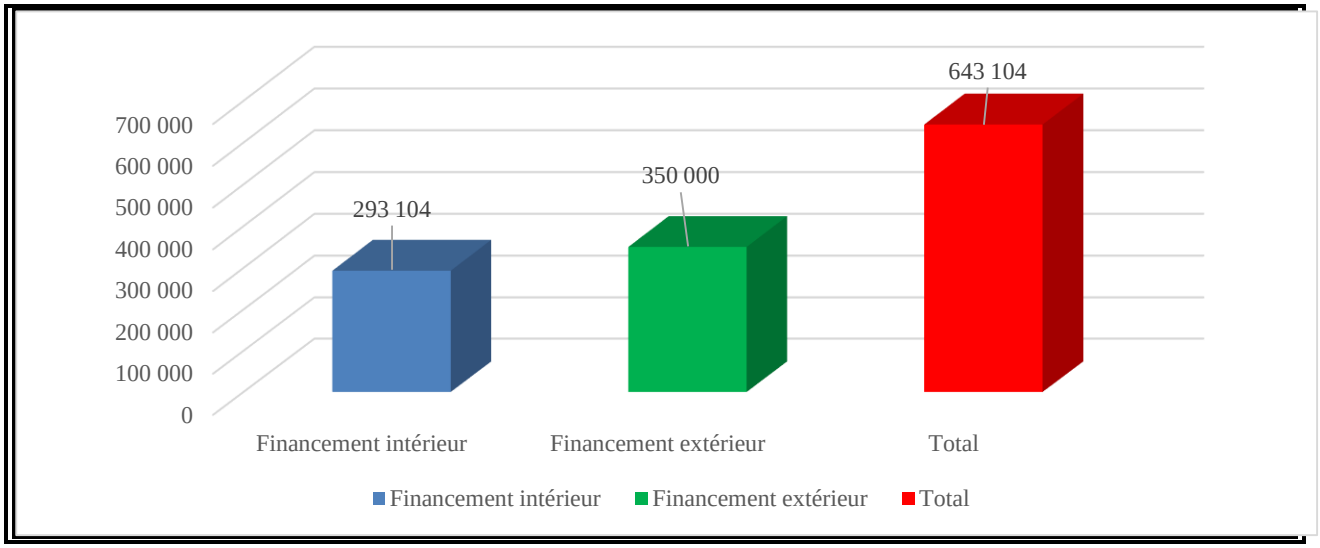
Les ressources financières prévues pour couvrir les dépenses du BSI 2020 proviennent respectivement du financement intérieur pour **293,104 milliards** de FCFA, soit **45,58%** et du financement extérieur pour **350 milliards** de FCFA, soit **54,42%.**

Graphique 1 : Evolution du BSI de 2019 à 2020 (en milliards de FCFA)



Ce graphique montre que le financement extérieur a augmenté de façon significative à hauteur de **48,23%** contrairement aux ressources intérieures qui ont enregistré une très légère augmentation de **2,73%**.

Graphique 2 : Ventilation du BSI 2020 par source de financement (en milliards de FCFA)



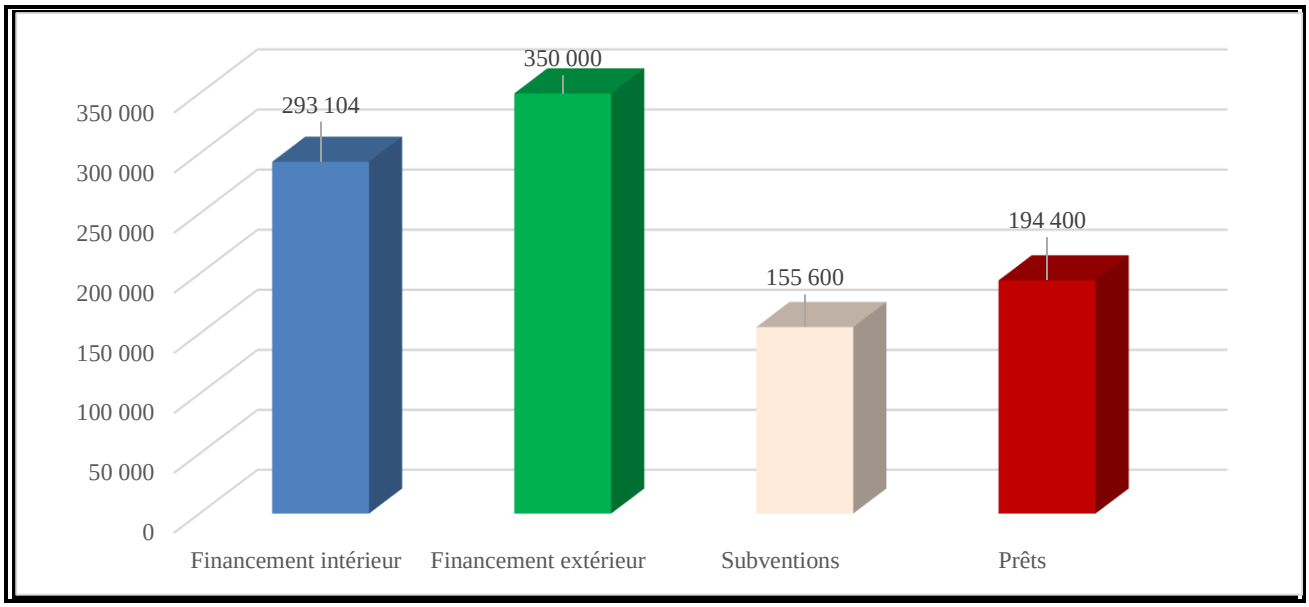
La part du financement intérieur a augmenté par rapport à 2019 passant de **285,304 milliards** de FCFA à **293,104 milliards** de FCFA, soit un taux de progression de **2,73%**. Aussi, celle du financement extérieur est passée de **236,112 milliards** de FCFA à **350 milliards** de FCFA, soit **48,23%** de progression.

2. Ventilation du BSI 2020 par nature de financement

Le financement intérieur est entièrement assuré par le Budget National. Quant au financement extérieur, il se décompose en **Prêts** pour un montant de **194,400 milliards** de FCFA, soit **55,54%** et en **Subventions** pour un montant de **155,600 milliards** de FCFA**,** soit **44,46%.**

La part des prêts dépasse celle des subventions de **38,800 milliards** de FCFA. Cette situation se traduit par l'importance des prêts dans le financement de trois (03) secteurs de planification, à savoir : **Economie rurale (35,47%), Secondaire (31,19%) et Infrastructures (20,91%).**

Graphique 3 : Ventilation du BSI 2020 par nature de financement (en milliards de FCFA)



Le graphique 3 montre que les prêts représentent une part importante dans le financement extérieur.

Tableau 1 : Ventilation du BSI 2020 par source et nature de financement (millions de FCFA)

Sources de Financement	Montant (Millions FCFA)	% Source	% Total
Financement Intérieur (F.I.)	**293 104**	**100**	
- Budget de l'Etat dont:	293 104	100	
- Equipement- Investissement :	293 104	100	**45,58**
- Autofinancement	0	0	
- Divers Autres	0	0	
Financement Extérieur (F.E.)	**350 000**	**100**	
- Subventions	155 600	44,46	**54,42**
- Prêts	194 400	55,54	
TOTAL GENERAL (FI+FE)	**643 104**	**100**	**100**

A la lumière de ce tableau, il ressort que le BSI 2020 s'élève à **643,104 milliards** de F CFA**.** Son financement est assuré à hauteur de **54,42%** par les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et **45,58%** par le Gouvernement de la République du Mali.

II. PRESENTATION SECTORIELLE

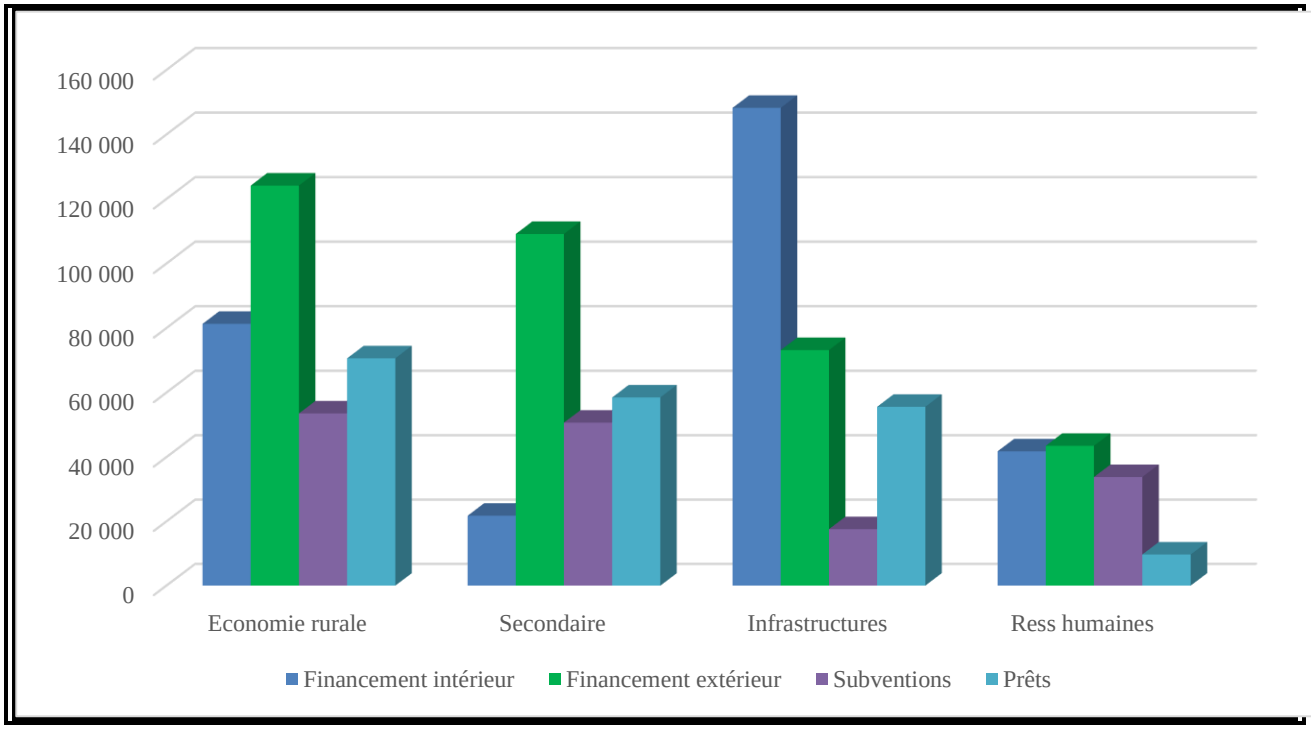
1. Ventilation du BSI 2020 par sources, natures de financement et secteurs de planification

Le BSI 2020 est dominé globalement par le secteur **Infrastructures** avec **34,43%** du montant total contre **34,22%** au titre du BSI 2019. Il est suivi du secteur **Economie rurale** avec **31,95%** contre **28,48%** en **2019**. Ensuite viennent les secteurs **Secondaire** avec **20,36%** contre **21,40%** en 2019 et **Ressources humaines** avec **13,26%** contre **15,89%** en 2019.

Par rapport au financement extérieur, le secteur **Economie Rurale** vient en première position des secteurs de planification avec **35,47%** contre **30,03%** en 2019. Il est suivi respectivement des secteurs **Secondaire** avec **31,19%** contre **39,41**% en 2019 ; **Infrastructures** avec **20,91% contre 16,41% e**n 2019 et **Ressources humaines** avec **12,43%** contre **14,15%** en 2019 (cf. graphique 4).

Concernant le financement intérieur, le secteur **Infrastructures** domine largement les autres secteurs de planification avec **50,58%.** Il est suivi respectivement des secteurs **Economie rurale** avec **27,74%** ; **Ressources humaines** avec **14,26%** et **Secondaire** avec **7,42%** (cf. graphique 4)**.**

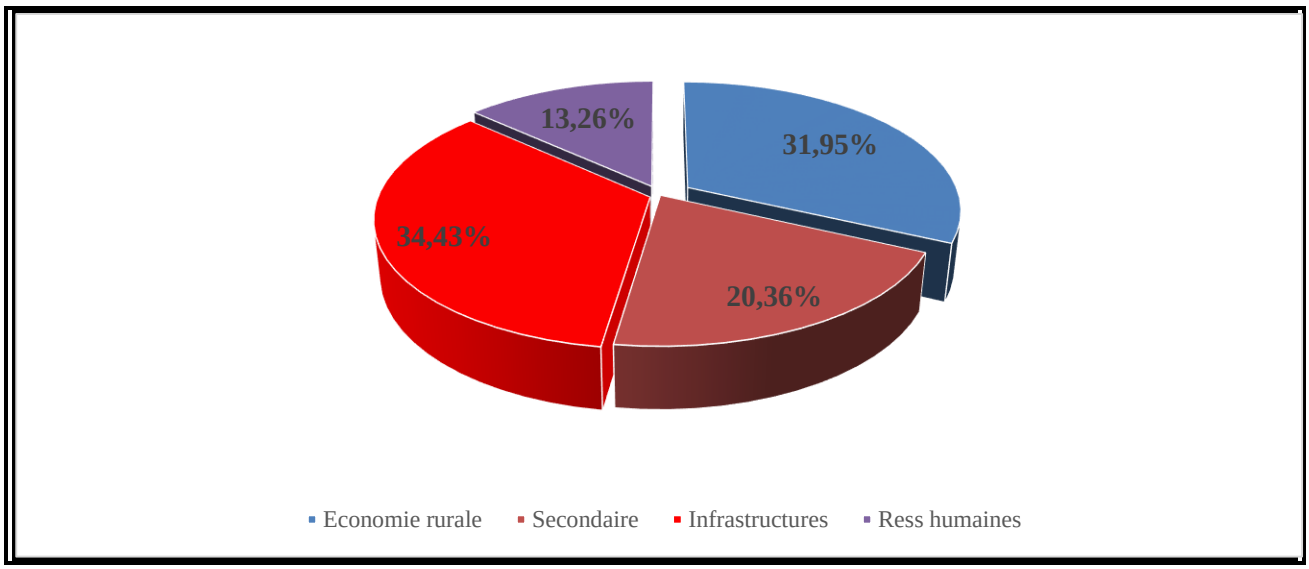
Graphique 4 : Ventilation du BSI par sources et natures de financements (millions de FCFA)



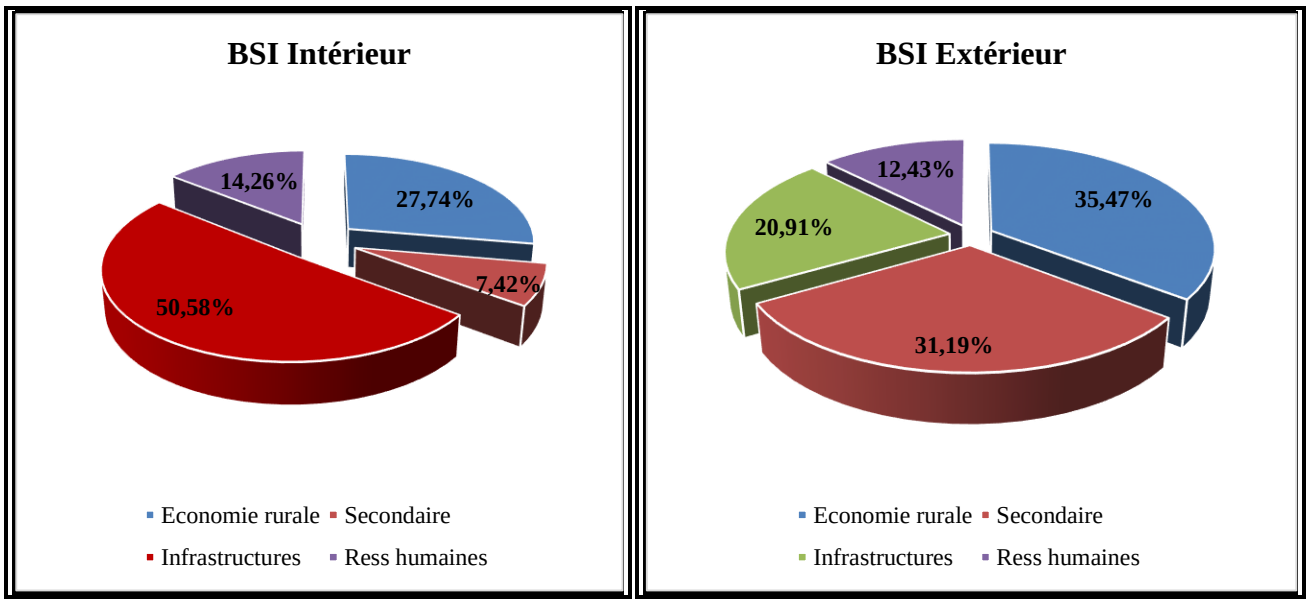
2. Ventilation du BSI par secteurs de planification

La répartition du BSI 2020 entre les différents secteurs est largement dominée par celui des **Infrastructures**, soit **34,43%** contre **34,22%** en 2019. Il est suivi des secteurs **Economie rurale**, **Secondaire** et **Ressources Humaines** avec respectivement **31,95%** ; **20,36%** et **13,26%** (cf. graphique 5)**.**

Graphique 5 : Répartition du BSI 2020 par secteurs de planification



Graphique 6 : Répartition des financements intérieur et extérieur par secteurs de planification



Les deux (2) figures ci-dessus montrent que le financement par secteur évolue selon la source. Ainsi, les secteurs **Economie rurale** et **Secondaire** représentent **66,66%** du financement extérieur dont **(35,47%** pour **l'Economie rurale** et **31,19%** pour le **Secondaire**). Quant au financement intérieur, les secteurs **Infrastructures** et **Economie rurale** représentent **78,32%**, avec respectivement **50,58% et 27,74%.**

3. Ventilation du BSI 2020 par sous-secteurs

3.1. Secteur et sous-secteurs des Infrastructures

Le secteur **Infrastructures** occupe la première place avec un financement de **221,420 milliards** de FCFA, dont **148,245 milliards** de FCFA au titre du financement intérieur. Ce montant représente **34,43%** du montant total du BSI intérieur 2020.

Le sous-secteur **Moyens routiers** avec **66,70%** du secteur regroupe d'importants projets relatifs au désenclavement extérieur et intérieur du pays, à savoir :

- la construction du 4ème Pont de Bamako ;

- la Réhabilitation de la route Sévaré-Gao (Phase I) ;
- la construction d'un échangeur, d'un viaduc et aménagement de 10 km de voiries dans la ville de Sikasso ;
- la construction et le bitumage de la route Kayes-Aourou-Frontière Mauritanie ;
- la construction/réhabilitation de la Route Transsaharienne (RTS)-Phase I ;
- la construction de la route Goumbou-Nara-Frontière Mauritanie ;
- les travaux de réhabilitation de la route Bamako-Kati-Kolokani-Didiéni-Diéma-Sandare-Kayes-Diboli ;
- les travaux de construction du 2ème pont de Kayes ;
- les travaux d'entretien des pistes de la CMDT ;
- les travaux d'aménagement de la traversée de la ville de Sikasso ;
- les travaux de construction de la voie ceinture Ouest Koulikoro (13,8 km) ;
- les travaux de construction de la bretelle Katélé-Kadiolo-Zégoua et aménagement de 10 km voirie localité de Kadiolo ;
- les travaux de construction/bitumage de la route Zantiebougou-Kolondieba-Frontière RCI ;
- les travaux de construction/bitumage de la route Kayes-Kéniéba (250 km) ;
- les travaux d'aménagement en 2X2 voies de la voie reliant le 3ème pont de Bamako à la RN6 (3,26 km) y compris la construction d'un échangeur au croisement avec la RN6 et réhabilitation de la section de la Tour de l'Afrique ;
- les travaux de construction/bitumage de la route Banconi-Dialakorodji-Safo-Dabani-Nonsombougou ;
- les travaux de construction de la section Yanfolila-Kalana-Frontière Guinée (52 km).

Pour le sous-secteur **Bâtiments et Equipements** qui occupe la seconde place avec **28,92%** du secteur et entièrement financé par les ressources intérieures, les principaux projets/programmes sont entre autres :

- les Programmes de construction de 50 000 logements sociaux et d'acquisition/construction résidences/logements diplomates ;
- les travaux de construction et d'équipement des infrastructures de l'Administration, notamment les sièges de certains services centraux (DNDC, DGCC, ANTIM, Hôtel des Finances, la Direction Générale des Douanes, siège INSTAT, DGSE, Hôtel des Sports, la DFM/DRH du Ministère de l'Agriculture, l'ABFN, l'ONEF, la DNACPN, l'Institut du Sahel, le Bureau des Domaines de Kati) ;
- les travaux de construction de la grande prison de Bamako, de la nouvelle ENSUP et d'extension de l'Hôpital du Mali ;
- le Programme d'Urgence pour la Relance du Développement des régions du Nord (PURD), les travaux de réhabilitation/équipement des anciennes régions et opérationnalisation des nouvelles régions.

Le sous-secteur **Urbanisme et Habitat** avec **2,66%** du secteur, entièrement financé sur les ressources intérieures, est dominé par les travaux de construction de la décharge compactée de Noumoubougou, la mise en œuvre de la réforme foncière sécurisée, les projets d'assainissement et la prise en charge des infrastructures de l'ANGESEM.

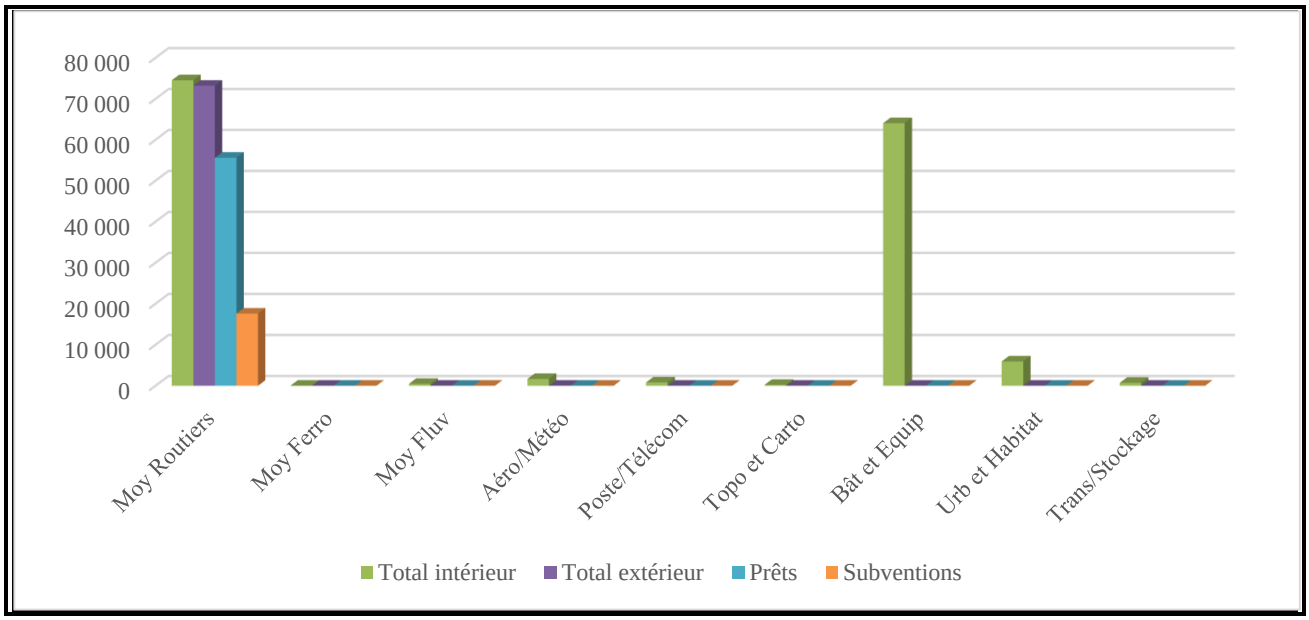
Les autres sous-secteurs occupent au total **1,72%** du secteur.

<u>Tableau 2</u> : Financement par sous-secteur du Secteur Infrastructures (millions de FCFA)

SOUS-SECTEURS	FIN TOTAL		FIN INTERIEUR	FIN EXTERIEUR		
	TOTAL	%	BN	TOTAL	PRETS	SUBVENTIONS
Moyens Routiers	**147 690**	**66,70%**	74 515	73 175	55 595	17 580
Moyens Ferroviaires	**0**	**0,00%**	0	0	0	0
Moyens Fluviaux	**450**	**0,20%**	450	0	0	0
Aéronautique/Météo	**1 650**	**0,75%**	1 650	0	0	0
Poste/Télécom.	**800**	**0,36%**	800	0	0	0
Topo et Cartographie	**200**	**0,09%**	200	0	0	0
Bâtiments et Equipement	**64 030**	**28,92%**	64 030	0	0	0
Urbanisme et Habitat	**5 900**	**2,66%**	5 900	0	0	0
Transport/Stockage	**700**	**0,32%**	700	0	0	0
TOTAL	**221 420**	**100%**	**148 245**	**73 175**	**55 595**	**17 580**

La part du financement extérieur qui représente **33,05%** est entièrement consacrée au sous-secteur Moyens routiers**.**

Graphique 7 : Ventilation du financement (intérieur et extérieur) du Secteur Infrastructures en sous-secteurs (millions de FCFA)



Cette ventilation montre que le volume du financement intérieur est très important dans le secteur des Infrastructures, soit **66,95%** du BSI intérieur 2020**.** Il est orienté essentiellement sur les sous-secteurs **Moyens routiers** et **Bâtiments/équipement** qui représentent respectivement **50,26%** et **43,19%** du volume du financement total intérieur du secteur.

La part du financement extérieur est entièrement orientée vers le sous-secteur **Moyens routiers** et répartie comme suit : les prêts **75,98%** contre **24,02%** pour les subventions.

3.2. Secteur et sous-secteurs Economie Rurale

Dans la répartition sectorielle du BSI 2020, l**e Secteur Economie rurale** occupe la seconde place avec un financement de **205,462 milliards** de FCFA, dont **81,302 milliards** de FCFA au titre du financement intérieur, soit **39,57%** du financement.

Le sous-secteur **Agriculture** avec **80,40%** du secteur regroupe d'importants projets dans le domaine des aménagements hydro agricoles avec un financement intérieur considérable de l'ordre de **75,792 milliards** de FCFA, soit **93,22%** des ressources internes. La part des ressources extérieures dans le financement du sous-secteur de l'**Agriculture** est également très importante avec **89,398 milliards** de FCFA, soit **72,00%** des ressources extérieures.

Il s'agit, entre autres de :

- la mise en œuvre des contrats plans Etat-Offices de développement rural (Office du Niger, Office Riz Mopti, Office de Développement Rural de Sélingué (ODRS), Office du Périmètre Irrigué de Baguinéda (OPIB), Office Riz Ségou, Office du Moyen Bani (OMB), la mise en œuvre des projets et programmes de développement rural (le Programme de Développement de l'Irrigation au Mali (PDI-BS), le Projet de Développement Rural Intégré du District de Kita et de ses environs, phase 2 (PDRIK II), le Projet d'Amélioration de la Productivité agricole des petits Exploitants pour l'Afrique subsaharienne (SAPEP), le Projet d'Appui au Développement Rural de Soke 1 (PADER-S1), le Projet d'Appui Régional à l'Initiative pour l'Irrigation au Sahel pour le Mali (PARIIS), l'Irrigation de Proximité dans le Delta Intérieur/IPRODI, IPRO dans les zones de Ménaka et Gao, le Projet d'Appui à la Compétitivité Agro-industrielle au Mali (PACAM), le Projet de Renforcement de la Résilience au Sahel (P2RS), le Programme de Renforcement de la Résilience à la Sécurité Alimentaire (PRIA), le Projet de Renforcement de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle dans la Région de Koulikoro (PRESAN-KL), les Projets de Renforcement de la Sécurité Alimentaire par le Développement des Cultures Irriguées (PRESA/DCI), de développement de la Filière Anacarde au Mali (PAFAM) et de Développement de l'Agriculture dans les zones Arides du Mali (PDAZAM) ;
- le Projet de Financement Inclusif des Filières Agricoles (INCLUSIF), le Projet N'Debougou (Phase IV), le Projet d'Appui au Développement de l'Office du Niger (PADON) Phase II, le Projet d'extension des aménagements de la plaine de San ouest de 510 ha/Développement rural et Sécurité alimentaire (MLI 021), le Projet de Développement Intégré et de Résilience climatique dans les Plaines du delta 2 (PDIR-PD2), le Projet productivité de l'Eau à l'Office du Niger (PRODEAU), les Travaux d'aménagement de 250 ha de la plaine de Togobéré et les Programmes de Développement Durable (Région de Kidal et de Gao) ;
- la mise en œuvre des programmes d'infrastructures économiques dans le District de Bamako et dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou.

Par rapport au sous-secteur **Elevage** qui occupe la seconde place avec **12,87%**, il est largement dominé par les ressources extérieures, **soit 90,43%** du financement total du sous-secteur contre **9,57%** pour les ressources intérieures.

Les principaux Projets/Programmes portent, entre autres, sur :

- le Développement Intégré des Ressources Animales et Aquacoles au Mali (PDIRAAM), l'Appui au Développement de l'Elevage au Mali (PADEL-M), au Pastoralisme au Sahel (PRAPS-Mali) et le Développement Durable des Exploitations Pastorales au Sahel Mali (PDDEPS - Mali);
- l'appui au Centre National d'Insémination Artificielle et Appui au Renforcement de l'Elevage et de l'économie Pastorale dans la région de Koulikoro (AREPK).

Le sous-secteur **Forêts** avec **5,95%** du secteur est dominé essentiellement par la mise en œuvre des actions de gestion des ressources naturelles à travers les Projets/Programmes (parc de Tienfala, le Programme de Développement Durable dans le Delta Intérieur du Niger/ PDD-DIN II, le Programme de Gestion et de Décentralisation des Forêts (GEDEFOR 3)/Promotion des chaines de valeurs agricoles) ; de changements climatiques, des travaux d'aménagement, de conservation des massifs parcs nationaux (Projet de renforcement de la résilience climatique au Mali (Hydromet) ainsi qu'à la reconstruction des écosystèmes forestiers.

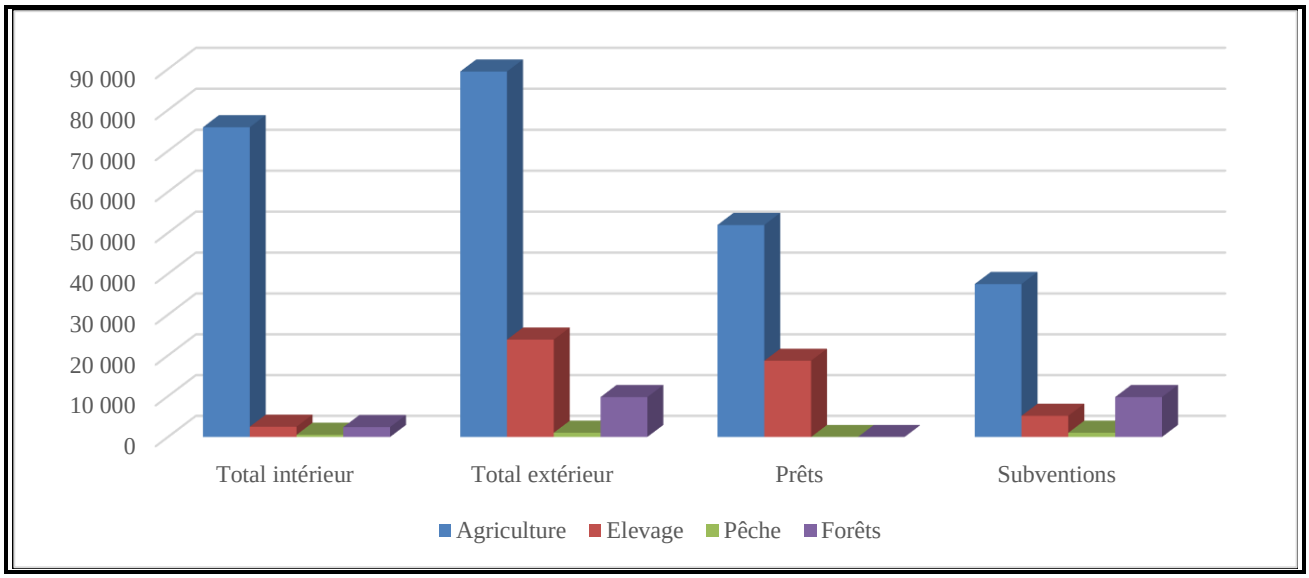
Quant au sous-secteur **Pêche** avec **0,78%** du secteur, il se caractérise par la mise en œuvre du Projet d'Appui au Développement de la filière Halieutique (PAfHA), du Programme Quinquennal d'Aménagement Aquacole (PQAA), de l'appui à l'Agence de Gestion du Marché Central à Poissons de Bamako et le projet d'appui à l'Office de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture dans le Delta Intérieur Niger (ODPADIN).

Tableau 3 : Financement par sous-secteur du Secteur Economie Rurale (millions de FCFA)

SOUS-SECTEUR	FINANCEMENT		FIN. INTERIEUR	FIN. EXTERIEUR		
	TOTAL	%	BN	TOTAL	PRETS	SUBVENTIONS
Agriculture	**165 190**	**80,40%**	75 792	89 398	51 911	37 487
Elevage	**26 442**	**12,87%**	2 530	23 912	18 708	5 204
Pêche	**1 597**	**0,78%**	550	1 047	0	1 047
Forêts	**12 233**	**5,95%**	2 430	9 803	0	9 803
TOTAL	**205 462**	**100,00%**	**81 302**	**124 160**	**70 619**	**53 541**

La part du financement extérieur qui représente **60,43%** du financement total du secteur est largement dominée par les Prêts, soit **56,88%** du montant total du financement extérieur contre **43,12%** pour les subventions.

Graphique 8 : Ventilation du financement (intérieur et extérieur) par sous-secteur de planification (millions de FCFA)



Le graphique 8 montre que la part du financement extérieur dans ce secteur est importante au niveau des deux (02) sous-secteurs Agriculture et Elevage et dépasse celle de l'intérieur au niveau de tous les sous-secteurs.

3.3. Secteur et sous-secteurs Secondaire

Dans la répartition sectorielle du BSI 2020, le Secteur **Secondaire** vient en troisième position avec un financement de **130,920 milliards** de FCFA dont **109,160 milliards** de FCFA au titre du financement extérieur, soit **83,38%** du montant total du financement du secteur.

Le sous-secteur **Eaux** qui vient en tête avec **52,37%** du secteur est largement financé par les ressources extérieures, soit **91,57%** du financement total du sous-secteur. On note, entre autres, les projets et programmes suivants :

- les Programmes d'Alimentation en Eau Potable (AEP) et de mobilisation des ressources en eau en milieu rural et dans la ville de Bamako et des projets d'assainissement ;

- le Programme Intégré de Développement et d'Adaptation aux Changements Climatiques dans le Bassin du Niger (PIDACC/BN) ;
- les travaux de protection des berges du fleuve Niger (le Projet de Réhabilitation Economique et Environnementale du Fleuve Niger/ PREFEN et Diafarabé).

Le sous-secteur **Energie** avec **42,52%** du secteur est financé par les ressources extérieures à hauteur de **51,205 milliards** de FCFA, soit **80,08%.** Il est réparti entre les prêts pour **56,17**% contre **43,83%** pour les subventions. Les principales actions financées sont, entre autres :

- la mise en œuvre du projet d'aménagement de Taoussa ;
- la mise en œuvre du Programme d'Urgences Sociales d'Accès à l'Energie/Construction Centrales Solaires ;
- l'appui au secteur de l'énergie et les travaux de construction du centre national de conduite de dédoublement des capacités énergétiques de Sotuba, la mise en œuvre des projets d'électrification rurale et villageoise.

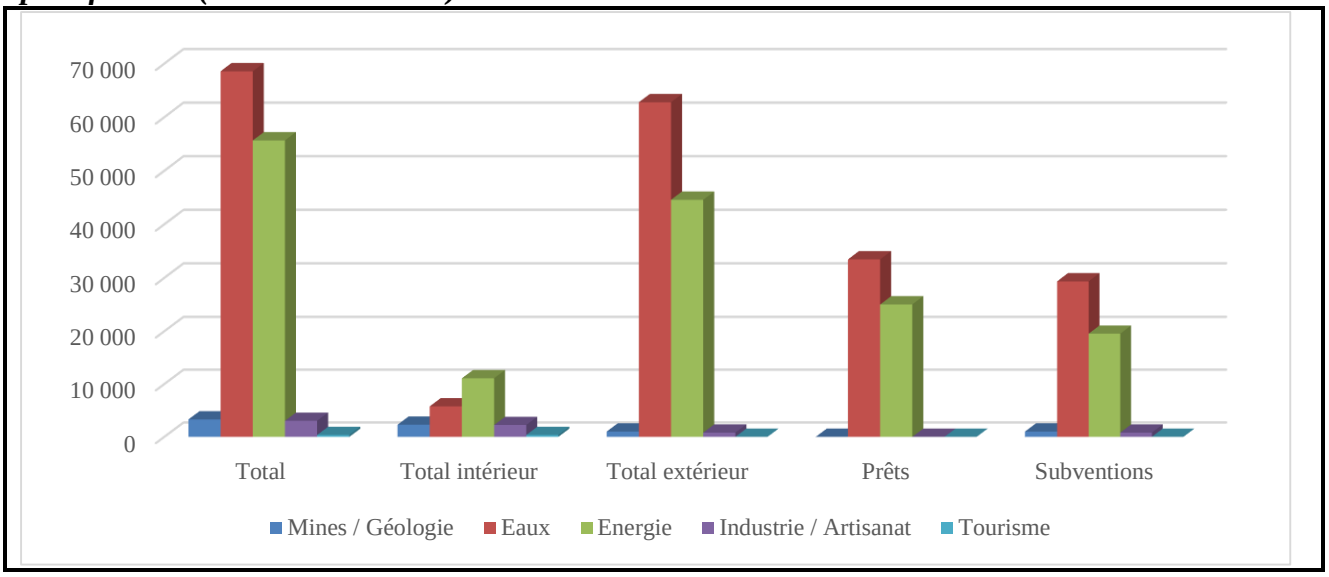
Les autres sous-secteurs, à savoir (**Mines/Géologie, Industries/Artisanat et Tourisme**) occupent au total **5,11%** du secteur. Les investissements au niveau de ces sous-secteurs portent sur la mise en œuvre du Projet de gouvernance du secteur des mines, la promotion de nouvelles zones minières et pétrolières, la cartographie géologique, la promotion des investissements et du commerce intérieur et extérieur et le renforcement des capacités des acteurs du commerce.

Tableau 4 : Financement par sous-secteurs du Secteur Secondaire (millions de FCFA)

SOUS-SECTEURS	FIN. TOTAL		FIN. INTERIEUR	FIN. EXTERIEUR		
	TOTAL	%	BN	TOTAL	PRETS	SUBVENTIONS
Mines / Géologie	**3 300**	**2,52%**	2 300	1 000	0	1 000
Eaux	**68 568**	**52,37%**	5 780	62 788	33 447	29 341
Energie	**55 662**	**42,52%**	11 090	44 572	25 036	19 536
Industrie / Artisanat	**3 390**	**2,59%**	2 590	800	0	800
Tourisme	**0**	**0%**	0	0	0	0
TOTAL GENERAL	**130 920**	**100,00%**	**21 760**	**109 160**	**58 483**	**50 677**

Le financement du secteur est largement dominé par les ressources extérieures qui représentent **83,38%**. Elles sont réparties entre les prêts pour **53,58%** contre **46,42%** pour les subventions.

Graphique 9 : Ventilation du financement (intérieur et extérieur) par sous-secteur de planification (millions de FCFA)



Ce graphique montre que le financement extérieur dans ce secteur est important au niveau des deux (02) sous-secteurs (Eaux et Energie) et dépasse même le financement intérieur. Les prêts sont légèrement en tête dans le financement desdits sous-secteurs.

3.4. Secteur et sous-secteurs Ressources humaines

Dans la répartition sectorielle du BSI 2020, le Secteur **Ressources humaines** vient en quatrième et dernière position avec un financement de **85,302 milliards** de FCFA dont **41,797 milliards** de FCFA au titre du financement intérieur, soit **49,00%** du montant total du financement du secteur.

Le sous-secteur **Administration/Plan/Finances** représente **46,80%** (**39,925 milliards** de FCFA dont **14,360** milliards de FCFA pour les ressources intérieures) du financement total du secteur. Il regroupe d'importants projets parmi lesquels :

- les projets/programmes de renforcement de capacités des structures (CDI, DGI, appui à l'ODHD, l'interconnexion des bases de données du MEF et l'INSTAT) ;
- la mise en œuvre du Programme filets sociaux, du fonds d'études et de préparation des projets d'investissements, des contrats plans Etat-Régions, le renforcement des capacités nationales à travers les programmes de formation et la bonne Gouvernance.

Le sous-secteur **Santé** et **affaires sociales** avec **23,47%** du secteur est largement financé par les ressources intérieures, soit **89,82% (17,985 milliards** de FCFA). Il couvre les travaux de rénovation/extension des Centres Hospitaliers Universitaires et des Hôpitaux régionaux à travers les actions de renforcement et l'amélioration du plateau technique des structures sanitaires, de promotion et d'autonomisation des femmes.

Quant au sous-secteur **Emploi/travail** avec **17,36%** du secteur, son financement est dominé par les ressources extérieures, soit **96,58%** dont **53,58%** de prêts et **46,42%** de subvention. Lesdites ressources financent les projets de formation, d'apprentissage et d'insertion des jeunes, notamment le développement des compétences et emploi des jeunes (PROCEJ) et l'Appui à la Formation Professionnelle et l'Insertion à l'Entreprenariat des Jeunes Ruraux (FIER).

Concernant le sous-secteur **Education et Formation** avec **9,21%** du secteur, il est largement financé par les ressources intérieures et assure la mise en œuvre des projets/programmes de construction et d'équipement d'infrastructures scolaires (Lycées, IFM) et universitaires (Universités, Facultés).

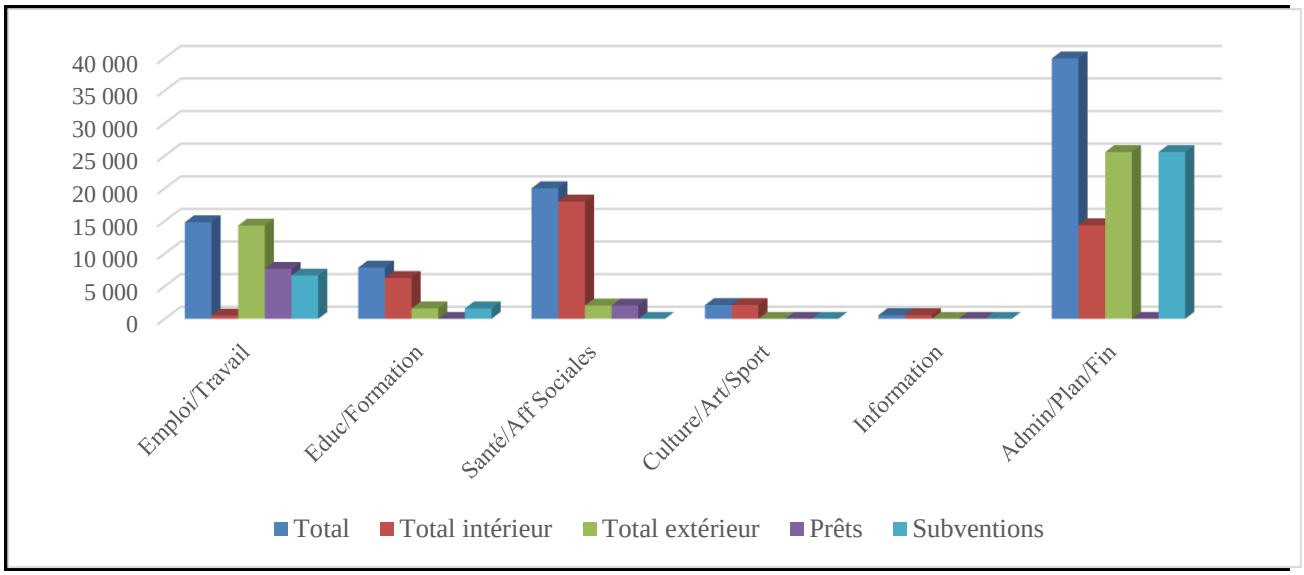
Les autres sous-secteurs **Culture/arts/sport** et **Information** représentent au total **3,15%** du financement du secteur et sont entièrement financés par les ressources intérieures. Les investissements au niveau de ces sous-secteurs portent sur des actions de promotion et des travaux de réhabilitation et de renforcement des infrastructures culturelles, sportives, de la jeunesse et de la communication, notamment (le renforcement des infrastructures de l'ORTM, de l'ANCD et le programme national de la promotion de la jeunesse).

Tableau 5 : Financement par sous-secteur du Secteur Ressources humaines (millions de FCFA)

SOUS-SECTEUR	FIN. TOTAL		FIN. INT.	FIN. EXTERIEUR		
	TOTAL	%	BN	TOTAL	PRETS	SUBVENTIONS
Emploi/ Travail	**14 809**	**17,36%**	506	14 303	7 664	6 639
Education / Formation	**7 854**	**9,21%**	6 256	1 598	0	1 598
Santé / Affaires Sociales	**20 024**	**23,47%**	17 985	2 039	2 039	0
Culture / Art / Sport	**2 120**	**2,49%**	2 120	0	0	0
Information	**570**	**0,67%**	570	0	0	0
Administration/Plan/Finances	**39 925**	**46,80%**	14 360	25 565	0	25 565
TOTAL GENERAL	**85 302**	**100,00%**	**41 797**	**43 505**	**9 703**	**33 802**

Le tableau 5 indique que les ressources extérieures contribuent au financement de quatre (04) sous-secteurs (Emploi/Travail, Santé/Affaires Sociales, Education/Formation et Administration/Plan/Finances).

Graphique 10 : Ventilation du financement (intérieur et extérieur) par sous-secteur de planification (millions de FCFA)



Ce graphique indique que le financement extérieur dans ce secteur est considérable au niveau de deux (02) principaux sous-secteurs (Administration/Plan/Finances et Emploi/Travail) avec une part importante des subventions.

CONCLUSION

Au Mali, des financements importants sont consentis chaque année par l'Etat et les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) à travers le Budget Spécial d'Investissement (BSI) pour la mise en œuvre des politiques publiques de développement par le biais des Projets/Programmes en vue de stimuler la croissance économique et d'améliorer les conditions de vie des populations.

Le BSI 2020 s'inscrira dans la mise en œuvre du nouveau document du Cadre Stratégique pour la relance Economique et le Développement Durable (CREDD) 2019-2023 ainsi que de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali.

Cependant, malgré les efforts consentis par l'Etat et les PTF, le BSI 2020 a été élaboré avec un certain nombre de contraintes :

- le niveau limité des ressources financières de l'Etat ;
- le niveau élevé des engagements souscrits par l'Etat au moment des négociations des accords de financement ;
- le nombre élevé d'avenants, dus le plus souvent, aux insuffisances constatées dans la préparation des projets (retard dans la finalisation des travaux, coûts supplémentaires non prévus et non anticipés dans le BSI) ;
- le caractère récurrent de certains Projets/Programmes.

Pour une meilleure efficacité des dépenses d'investissement en vue de stimuler la croissance économique et d'améliorer les conditions de vie des populations, il est nécessaire d'améliorer la qualité des Projets/Programmes à l'entrée et de veiller à leur soutenabilité budgétaire.

ANNEXES

Annexe 1 : Structure sectorielle et sous-sectorielle des dépenses et leur financement selon la nature

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES ET LEUR FINANCEMENT SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

S E C T E U R S	Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020		
SOUS-SECTEURS	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.
Economie rurale	124 684	64 315	-1	393 781	205 462	200 436	5 026	81 302	81 302	0	0	124 160	70 619	53 541
Agriculture	105 153	46 989	-1	300 798	165 190	160 164	5 026	75 792	75 792	0	0	89 398	51 911	37 487
Elevage	10 692	10 502	-0	61 880	26 442	26 442	0	2 530	2 530	0	0	23 912	18 708	5 204
Pêche	2 389	2 056	-0	1 884	1 597	1 597	0	550	550	0	0	1 047	0	1 047
Forêts	6 450	4 768	-0	29 219	12 233	12 233	0	2 430	2 430	0	0	9 803	0	9 803
Secondaire	111 417	71 855	-1	353 935	130 920	130 820	100	21 760	21 760	0	0	109 160	58 483	50 677
Mines et Géologie	1 805	1 615	-0	13 700	3 300	3 300	0	2 300	2 300	0	0	1 000	0	1 000
Eaux	74 693	48 538	-0	127 343	68 568	68 568	0	5 780	5 780	0	0	62 788	33 447	29 341
Energie	31 548	19 092	-0	205 222	55 662	55 662	0	11 090	11 090	0	0	44 572	25 036	19 536
Industrie / Artisanat	3 371	2 610	-0	7 670	3 390	3 290	100	2 590	2 590	0	0	800	0	800
Tourisme	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Infrastructures	148 602	111 417	-2	772 350	221 420	221 420	0	148 245	148 245	0	0	73 175	55 595	17 580
Moyens routiers	84 641	60 230	-0	575 793	147 990	147 990	0	74 815	74 815	0	0	73 175	55 595	17 580
Moyens ferroviaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Moyens fluviaux	190	0	-1	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0
Aéronautique / Météo	1 663	1 425	-0	4 650	1 650	1 650	0	1 650	1 650	0	0	0	0	0
Poste / Télécommunication	285	285	0	2 400	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0
Topo et Cartographie	190	190	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0
Bâtiments et Equipement	55 057	43 396	-0	169 998	64 030	64 030	0	64 030	64 030	0	0	0	0	0
Urbanisme et Habitat	5 911	5 226	-0	16 650	5 900	5 900	0	5 900	5 900	0	0	0	0	0
Transport / Stockage	665	665	0	1 709	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0
Ressources Humaines	74 981	64 003	-1	181 715	85 302	81 493	3 809	41 797	41 797	0	0	43 505	9 703	33 802
Emploi / Travail	7 254	6 116	-0	15 189	14 809	14 809	0	506	506	0	0	14 303	7 664	6 639
Education / Formation	8 479	5 341	-0	17 717	7 854	7 854	0	6 256	6 256	0	0	1 598	0	1 598

Santé / Affaires sociales	21 438	19 583	-0	60 184	20 024	20 024	0	17 985	17 985	0	0	2 039	2 039	0
Culture / Art / Sport	2 375	1 520	-0	5 220	2 120	2 120	0	2 120	2 120	0	0	0	0	0
Information	618	618	0	1 710	570	570	0	570	570	0	0	0	0	0
Administration / Plan et Finances	34 817	30 825	-0	81 695	39 925	36 116	3 809	14 360	14 360	0	0	25 565	0	25 565
Total	459 684	311 590	-5	1 701 781	643 104	634 169	8 935	293 104	293 104	0	0	350 000	194 400	155 600

Annexe 2 :

Etat récapitulatif des dépenses et leur financement selon le secteur et le sous-secteur

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
STRUCTURE SECTORIELLE ET SOUS-SECTORIELLE DES DEPENSES ET DE LEUR FINANCEMENT
(Les montants sont en millions de CFA)

S E C T E U R S	Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE 2020 - 2022			DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020			FINANCEMENT EXTERIEUR 2020		
SOUS-SECTEURS	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	Montant	% Sect.	% Tot.	Montant	% Sect.	% Tot.	Montant	% Sect.	% Tot.	Montant	% Sect.	% Tot.
Economie rurale	124 684	100	-48,42	393 781	100,00	23,14	205 462	100,00	31,95	81 302	100,00	27,74	124 160	100,00	35,47
Agriculture	105 153	46 989	-0,55	300 798	76,39	17,68	165 190	80,40	25,69	75 792	93,22	25,86	89 398	72,00	25,54
Elevage	10 692	10 502	-0,02	61 880	15,88	3,64	26 442	13,13	4,14	2 530	3,28	0,88	23 912	19,26	6,83
Pêche	2 389	2 056	-0,14	1 884	0,48	0,11	1 597	0,79	0,25	550	0,71	0,19	1 047	0,84	0,30
Forêts	6 450	4 768	-0,26	29 219	7,50	1,72	12 233	6,08	1,91	2 430	3,15	0,84	9 803	7,90	2,80
Secondaire	111 417	100	-35,51	353 935	100,00	20,85	130 920	100,00	20,49	21 760	100,00	7,53	109 160	100,00	31,19
Mines et Géologie	1 805	1 615	-0,11	13 700	3,87	0,81	3 300	2,52	0,52	2 300	10,57	0,80	1 000	0,92	0,29
Eaux	74 693	48 538	-0,35	127 343	35,98	7,50	68 568	52,37	10,73	5 780	26,56	2,00	62 788	57,52	17,94
Energie	31 548	19 092	-0,39	205 222	57,98	12,09	55 662	42,52	8,71	11 090	50,97	3,84	44 572	40,83	12,73
Industrie / Artisanat	3 371	2 610	-0,23	7 670	2,17	0,45	3 390	2,59	0,53	2 590	11,90	0,90	800	0,73	0,23
Tourisme	0	0	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
Infrastructures	148 602	100	-25,02	772 350	100,00	45,49	221 420	100,00	34,65	148 245	100,00	51,30	73 175	100,00	20,91
Moyens routiers	84 641	60 230	-0,29	575 793	74,55	33,92	147 990	66,84	23,16	74 815	50,47	25,89	73 175	100,00	20,91
Moyens ferroviaires	0	0	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00	0	0,00	0,00
Moyens fluviaux	190	0	-1,00	550	0,07	0,03	150	0,07	0,02	150	0,10	0,05	0	0,00	0,00
Aéronautique / Météo	1 663	1 425	-0,14	4 650	0,60	0,27	1 650	0,75	0,26	1 650	1,11	0,57	0	0,00	0,00
Poste / Télécommunication	285	285	0,00	2 400	0,31	0,14	800	0,36	0,13	800	0,54	0,28	0	0,00	0,00
Topo et Cartographie	190	190	0,00	600	0,08	0,04	200	0,09	0,03	200	0,13	0,07	0	0,00	0,00
Bâtiments et Equipement	55 057	43 396	-0,21	169 998	22,01	10,01	64 030	28,92	10,02	64 030	43,19	22,16	0	0,00	0,00
Urbanisme et Habitat	5 911	5 226	-0,12	16 650	2,16	0,98	5 900	2,66	0,92	5 900	3,98	2,04	0	0,00	0,00
Transport / Stockage	665	665	0,00	1 709	0,22	0,10	700	0,32	0,11	700	0,47	0,24	0	0,00	0,00
Ressources Humaines	74 981	100	-14,64	181 715	100,00	10,70	85 302	100,00	13,35	41 797	100,00	14,46	43 505	100,00	12,43
Emploi / Travail	7 254	6 116	-0,16	15 189	8,36	0,89	14 809	17,36	2,32	506	1,21	0,18	14 303	32,88	4,09
Education / Formation	8 479	5 341	-0,37	17 717	9,75	1,04	7 854	9,21	1,23	6 256	14,97	2,16	1 598	3,67	0,46

Santé / Affaires sociales	21 438	19 583	-0,09	60 184	33,12	3,55	20 024	23,47	3,13	17 985	43,03	6,22	2 039	4,69	0,58
Culture / Art / Sport	2 375	1 520	-0,36	5 220	2,87	0,31	2 120	2,49	0,33	2 120	5,07	0,73	0	0,00	0,00
Information	618	618	0,00	1 710	0,94	0,10	570	0,67	0,09	570	1,36	0,20	0	0,00	0,00
Administration / Plan et Finances	34 817	30 825	-0,11	81 695	44,96	4,81	39 925	46,80	6,25	14 360	34,36	4,97	25 565	58,76	7,30
Total	**459 684**	**311 590**	**-32,22**	**1 701 781**		**100,00**	**643 104**		**100,00**	**293 104**		**100,00**	**350 000**		**100,00**

Annexe 3 :

Situation du financement national selon le secteur et le sous-secteur

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
SITUATION DU FINANCEMENT NATIONAL SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEURS	BUDGET NAT. 2020							
SOUS-SECTEURS	Total	Budget Equipement	PPTE	COLLECTIVITE	COMMUNAUTE	Autofinancement	Divers Autres	Total
Economie rurale	81 302	81 302	0	0	0	0	0	81 302
Agriculture	75 792	75 792	0	0	0	0	0	75 792
Elevage	2 530	2 530	0	0	0	0	0	2 530
Pêche	550	550	0	0	0	0	0	550
Forêts	2 430	2 430	0	0	0	0	0	2 430
Secondaire	21 760	21 760	0	0	0	0	0	21 760
Mines et Géologie	2 300	2 300	0	0	0	0	0	2 300
Eaux	5 780	5 780	0	0	0	0	0	5 780
Energie	11 090	11 090	0	0	0	0	0	11 090
Industrie / Artisanat	2 590	2 590	0	0	0	0	0	2 590
Tourisme	0	0	0	0	0	0	0	0
Infrastructures	148 245	148 245	0	0	0	0	0	148 245
Moyens routiers	74 815	74 815	0	0	0	0	0	74 815
Moyens ferroviaires	0	0	0	0	0	0	0	0
Moyens fluviaux	150	150	0	0	0	0	0	150
Aéronautique / Météo	1 650	1 650	0	0	0	0	0	1 650
Poste / Télécommunication	800	800	0	0	0	0	0	800
Topo et Cartographie	200	200	0	0	0	0	0	200
Bâtiments et Equipement	64 030	64 030	0	0	0	0	0	64 030
Urbanisme et Habitat	5 900	5 900	0	0	0	0	0	5 900
Transport / Stockage	700	700	0	0	0	0	0	700

SOUS-SECTEURS	Total	Budget Equipement	PPTE	COLLECTIVITE	COMMUNAUTE	Autofinancement	Divers Autres	Total
Ressources Humaines	41 797	41 797	0	0	0	0	0	41 797
Emploi / Travail	506	506	0	0	0	0	0	506
Education / Formation	6 256	6 256	0	0	0	0	0	6 256
Santé / Affaires sociales	17 985	17 985	0	0	0	0	0	17 985
Culture / Art / Sport	2 120	2 120	0	0	0	0	0	2 120
Information	570	570	0	0	0	0	0	570
Administration / Plan et Finances	14 360	14 360	0	0	0	0	0	14 360
Total	**293 104**	**293 104**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**293 104**

Annexe 4 :
Situation du financement extérieur selon la source par secteur et nature

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
REPARTITION DU FINANCEMENT EXTERIEUR SELON LA SOURCE PAR SECTEUR ET NATURE
(Les montants sont en millions de CFA)

	Economie rurale			Secondaire			Infrastructures			Ressources Humaines			ENSEMBLE SECTEURS		
D O N A T E U R S	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total
AECDI	3 000	0	3 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 000	0	3 000
AECID	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
AFD	4 592	0	4 592	0	0	0	6 303	0	6 303	10 232	6 536	16 768	21 127	6 536	27 663
Aga Khan	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
AGRA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.AfriqueDuSud	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Algérie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.ArabieSaoudite	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Belgique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Brésil	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Chine	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Cuba	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Egypte	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Espagne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.France	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Inde	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Iran	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Japon	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Libye	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Luxembourg	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Maroc	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Russie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

	Economie rurale			Secondaire			Infrastructures			Ressources Humaines			ENSEMBLE SECTEURS		
D O N A T E U R S	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total
Amb.Tunisie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.USA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amb.Venezuela	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
B.A.D	3 592	0	3 592	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 592	0	3 592
BAD	597	20 340	20 937	0	12 928	12 928	2 975	0	2 975	3 500	29 600	33 100	7 072	62 868	69 940
BADEA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 500	0	2 500	2 500	0	2 500
Belgique	3 417	0	3 417	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 417	0	3 417
BID	0	22 460	22 460	0	25 185	25 185	0	0	0	0	5 662	5 662	0	53 307	53 307
BIT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
B.M.	3 000	3 000	6 000	0	0	0	0	5 000	5 000	0	1 518	1 518	3 000	9 518	12 518
BM	5 570	14 026	19 596	0	0	0	22 000	2 039	24 039	2 518	8 000	10 518	30 088	24 065	54 153
B.O.A.D	0	0	0	6 000	3 482	9 482	0	0	0	0	0	0	6 000	3 482	9 482
BOAD	0	0	0	0	14 000	14 000	0	0	0	0	5 000	5 000	0	19 000	19 000
Canada	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CTB	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Danemark	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
D.U.E.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FAO	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FED	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FIDA	0	10 793	10 793	0	0	0	0	2 664	2 664	0	0	0	0	13 457	13 457
FMI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FNU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

	Economie rurale			Secondaire			Infrastructures			Ressources Humaines			ENSEMBLE SECTEURS		
D O N A T E U R S	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total
Fonds. Abou. Dabi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds Abou Dabi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 000	1 000	6 000	5 000	1 000	6 000
FSD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 446	0	5 446	5 446	0	5 446
Grande Bretagne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
GTZ	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
IND	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Italie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
JICA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
KFW.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 167	1 167	0	1 167	1 167
KfW	10 834	0	10 834	0	0	0	0	0	0	15 793	0	15 793	26 627	0	26 627
Lux-Dév	7 649	0	7 649	0	0	0	2 474	0	2 474	0	0	0	10 123	0	10 123
MINUSMA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Monaco	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Norvège	1 894	0	1 894	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 894	0	1 894
OCHA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
OHCHR	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
OIM	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
OMS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ONUDI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ONUFEMMES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ONUSIDA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PAM	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

	Economie rurale			Secondaire			Infrastructures			Ressources Humaines			ENSEMBLE SECTEURS		
D O N A T E U R S	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total	Subvent.	Prêts	Total
Pays-Bas	326	0	326	0	0	0	0	0	0	2 438	0	2 438	2 764	0	2 764
PNUD	0	0	0	0	0	0	50	0	50	0	0	0	50	0	50
Suède	3 000	0	3 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 000	0	3 000
Suisse	3 790	0	3 790	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 790	0	3 790

Turquie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
UE	2 280	0	2 280	11 580	0	11 580	0	0	0	3 250	0	3 250	17 110	0	17 110
UEMOA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
UNESCO	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
UNFPA	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
UNHABITAT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
UNHCR	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
UNICEF	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
UNMAS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
UNOPS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
USAID	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ENSEMBLE SECTEURS	53 541	70 619	124 160	17 580	55 595	73 175	33 802	9 703	43 505	50 677	58 483	109 160	155 600	194 400	350 000

Annexe 5 :

Etat détaillé des projets par secteur et par source de financement

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Agriculture*							
			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1977	PROGRAMME COMPETITIVITE DIVERSIFICATION AGRICOLE PCDA	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	475	0	-1	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	380	380	0	1 140	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
2433	PROGRAMME D'APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	143	0	-1	250	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2480	PROGRAMME DEVELOPPEMENT IRRIGATION AU MALI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	6 065	6 065	0	22 120	11 140	11 140	0	2 500	2 500	0	0	8 640	8 640	0	BAD
2684	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE KITA PHASE 2	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	1 909	1 909	0	5 638	3 750	3 750	0	250	250	0	0	3 500	3 500	0	BID
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	380	380	0	1 140	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
2709	ADAPTATION AGRICULTURE ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQUE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	1 097	1 097	0	4 087	2 064	2 064	0	170	170	0	0	1 894	0	1 894	Norvège
2765	PROJET AMELIORATION PRODUCTIVITE AGRICOLES SS EXPOIT AFR SUD SAHARIEN	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / POJ. AMEL. PRODTVITE AGR. SS. EXPOIT. AFR. SUD SAHARIEN	1 756	1 756	0	1 414	1 414	1 414	0	80	80	0	0	1 334	1 334	0	BID

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Agriculture*							
			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2800	PROGRAMME PRODUCTIVITE AGRICOLE AFRIQUE OUEST (WAPP) II	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	238	0	-1	450	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	
2807	PROJ. RENFORC.SECU. ALIMENT. DVPT CULT IRRIG (PRESA-DCI)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	3 190	0	-1	6 900	6 300	6 300	0	300	300	0	0	6 000	6 000	0	BAD
2809	PROJ RENFORC. SECU. ALIMENT. NUTRIT REGION KOULIKORO (PRESAN-KL)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	2 690	0	-1	4 600	4 200	4 200	0	200	200	0	0	4 000	4 000	0	BAD
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	380	380	0	700	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	428	428	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2916	PROGRAMME DE RENFORCEMENT RESILIENCE SECURITE ALIMENTAIRE (PRIA)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	2 077	2 077	0	9 418	5 168	5 168	0	250	250	0	0	4 918	4 918	0	BID
2917	PROJET RENFORCEMENT RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	3 855	855	-1	10 333	5 842	5 842	0	750	750	0	0	5 092	1 500	3 592	B.A.D BAD
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	333	333	0	1 050	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
2966	ETUDE PROJET DEVELOPPEMENT RURAL DU KAARTA/SEFETO	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	190	190	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Agriculture*							
			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	1 900	1 900	0	2 979	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	143	0	-1	2 058	400	400	0	200	200	0	0	200	200	0	BAD
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	333	333	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	285	285	0	855	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
3010	NOUVEAUX PROJETS BSI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	46 226	0	-1	54 232	54 232	54 232	0	54 232	54 232	0	0	0	0	0	
3043	OFFICE RIZ MOPTI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	380	380	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	1 900	1 900	0	5 700	1 900	1 900	0	1 900	1 900	0	0	0	0	0	
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	760	760	0	2 280	760	760	0	760	760	0	0	0	0	0	
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	1 425	1 425	0	4 275	1 425	1 425	0	1 425	1 425	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Agriculture*							
			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	950	950	0	2 850	950	950	0	950	950	0	0	0	0	0	
3112	PROJET D'APPUI REGIONAL A L'INITIATIVE D'IRRIGATION DANS LE SAHEL (PARIS)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	690	690	0	14 000	3 250	3 250	0	250	250	0	0	3 000	3 000	0	BM
3113	PROJET DEVELOPPEMENT FERME RIZICOLE SABE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	285	285	0	1 581	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3118	IPRODI PROGRAMME MALI NORD	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	6 571	6 571	0	10 562	3 431	3 431	0	250	250	0	0	3 181	0	3 181	KfW
3127	PROJET D'APPUI A LA COMPETITIVITE AGRO-INDUSTRIELLLE AU MALI (PACAM)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	4 217	3 837	-0	8 271	5 026	0	5 026	0	0	0	0	5 026	5 026	0	BM
3130	PROJET AMENAGEMENT PROXIMITE RENFORCEMENT RESILIENCE COMMUNAUTES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (PAPR2C3)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	0	0	0	600	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3133	PROJET APPUI IRRIGATÂ° PROXIMITE (IPRO) GAO ET MENAKA	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	3 717	3 717	0	7 434	3 717	3 717	0	0	0	0	0	3 717	0	3 717	KfW
3134	PROJET DVPT AGRICULTURE ZONES ARIDE DU MALI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	2 500	2 500	0	25 000	6 000	6 000	0	0	0	0	0	6 000	3 000	3 000	B.M. BM
3136	PROJET APPUI FILIERES ANACARDE AU MALI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	3 000	3 000	0	3 000	3 000	3 000	0	0	0	0	0	3 000	0	3 000	AECDI

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Agriculture*							
			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3139	LUTTE CONTRE INSECURITE ALIMENTAIRE ET MALNUTRITION	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE / COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	1 193	1 193	0	1 975	1 213	1 213	0	0	0	0	0	1 213	0	1 213	Belgique
3144	PROJET D'EXTENSION DES AMENAGEMENTS DE LA PLAINES DE SAN/ PROG DVPT RURAL ET S.A	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	0	0	0	7 332	5 398	5 398	0	300	300	0	0	5 098	0	5 098	Lux-Dév
3146	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LA REGION DE KIDAL (DDRK IV)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ADMINISTRATION GENERALE	1 679	0	-1	1 584	1 584	1 584	0	0	0	0	0	1 584	0	1 584	Lux-Dév
3147	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LA REGION DE GAO (DDRG IV)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ADMINISTRATION GENERALE	1 413	1 413	0	967	967	967	0	0	0	0	0	967	0	967	Lux-Dév
3166	PROJET FINANCEMENT INCLUSIF DES FILIERES AGRICOLES(INCLUSIF) AU MALI	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	0	0	0	27 767	10 943	10 943	0	150	150	0	0	10 793	10 793	0	FIDA
3167	OFFICE RIZ SEGOU - CONTRAT PLAN	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / OFFICE RIZ SEGOU	0	0	0	1 140	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
3168	CONTRAT PLAN OFFICE DU NIGER	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	0	0	0	12 700	4 750	4 750	0	4 750	4 750	0	0	0	0	0	
3170	TRAVAUX AMENAGEMENT DE 250 HA DE LA PLAINE DE TOGOBERE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	0	0	0	2 800	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3183	Projet N'Debougou Phase IV	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	0	0	0	15 744	3 936	3 936	0	0	0	0	0	3 936	0	3 936	KfW

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Agriculture*							
			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3184	PROJET PRODUCTIVITE DE L'EAU A L'OFFICE DU NIGER (PRODEAU)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	0	0	0	3 014	326	326	0	0	0	0	0	326	0	326	Pays-Bas
3185	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'OFFICE DU NIGER (PADON) PHASE II	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	0	0	0	4 592	4 592	4 592	0	0	0	0	0	4 592	0	4 592	AFD
3186	PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE ET DE RESILIENCE CLIMATIQUE DANS LES PLAINES DU DELTA 2 (PDIR-PD2)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	0	0	0	597	597	597	0	0	0	0	0	597	0	597	BAD
3187	PROGRAMME DE SOUTIEN AU DISPOSITIF NATIONAL DE SECURITE ALIMENTAIRE (PRESA) PHASE I	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE / COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	0	0	0	1 869	790	790	0	0	0	0	0	790	0	790	Suisse
TOTAL SOUS-SECTEUR			105 153	46 989	-9	300 798	165 190	160 164	5 026	75 792	75 792	0	0	89 398	51 911	37 487	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*			*Elevage*							
			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1885	PROGRAMME DVPT INTEGRE ZONE ONDY/ MADINA DIASSA	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	95	0	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2200	CONTRAT PLAN LABORATOIRE CENTRALE VETERINAIRE ETAT	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / C A B I N E T	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2201	ETUDE TRANSFORMATION SOUS PRODUITS D'ABATTAGE	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	95	0	-1	1 400	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2798	PROG. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES AU MALI (PDIRAAM)	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / C A B I N E T	1 719	1 719	0	11 227	6 308	6 308	0	200	200	0	0	6 108	6 108	0	BID
2799	PROJET REGIONAL APPUI PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS)	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	4 880	4 880	0	5 425	3 150	3 150	0	150	150	0	0	3 000	3 000	0	BM
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	380	380	0	1 440	680	680	0	680	680	0	0	0	0	0	
3083	PROJET APPUI AU RENFORCEMENT DE L'ELEVAGE ET DE L'ECONOMIE PASTORALE DANS LA REGION DE KOULIKORO	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	1 575	1 575	0	3 588	2 254	2 254	0	50	50	0	0	2 204	0	2 204	Belgique
3138	PROJET APPUI DVPT ELEVAGE AU MALI (PADEL-M)	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / C A B I N E T	1 948	1 948	0	19 900	6 200	6 200	0	200	200	0	0	6 000	3 000	3 000	B.M. BM

SECTEUR	*Economie rurale*					*SOUS-SECTEUR*	*Elevage*									
			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3164	OFFICE DEVELOPPEMNT PECHE ET AQUACULTURE DELTAT INTERIEUR DU NIGER	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / C A B I N E T	0	0	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3172	PROJET DE DEVELOPPMENT DURABLE DES EXPLOITANTS PASTORALES AU SAHEL MALI (PDDEPS-MALI)	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / C A B I N E T	0	0	0	16 900	6 800	6 800	0	200	200	0	0	6 600	6 600	0	BID
3173	PROJET APPUI CONTROLE SURVEILLANCE EPIZOOTIES	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NATIONALE SERVICES VETERINAIRES	0	0	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3174	ETUDE DEVELOPPMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE AU MALI	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	0	0	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			10 692	10 502	-2	61 880	26 442	26 442	0	2 530	2 530	0	0	23 912	18 708	5 204	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Economie rurale*						*SOUS-SECTEUR*	*Pêche*									
			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2402	CONSTRUCTION MARCHE MODERNE POISSONS DE BAMAKO	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	333	0	-1	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUOCOLES	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	333	333	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3137	PROJET APPUI FILIERE HALIEUTIQUE AU MALI	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE / DIRECTION NATIONALE PECHE	1 723	1 723	0	1 334	1 047	1 047	0	0	0	0	0	1 047	0	1 047	UE
TOTAL SOUS-SECTEUR			2 389	2 056	-1	1 884	1 597	1 597	0	550	550	0	0	1 047	0	1 047	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Economie rurale*	*SOUS-SECTEUR*	*Forêts*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
719	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GESTION MASSIFS FORESTIERS MALI	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	190	190	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
1884	CONSERVATION VALORISATION BIODIVERSITE ELEPHANTS GOURMA	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	95	95	0	200	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2261	PROGRAMME REGIONAL MASSIF FOUTA DJALLON	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	48	48	0	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
2509	APPUI SYSTEME D'INFORMATION FORESTIER SIFOR	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	190	190	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	2 648	2 648	0	3 600	3 300	3 300	0	300	300	0	0	3 000	0	3 000	Suède
2689	ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE/UE	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	589	446	-0	3 506	1 353	1 353	0	120	120	0	0	1 233	0	1 233	UE

2690	EXTENSION/RENFORCEMENT SYSTEME AIRES PROTEGES	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	48	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2771	ADAPTATION CHANGEMENT CLIMATIQUE LOCAL FENU	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	523	57	-1	120	60	60	0	60	60	0	0	0	0	0	0	

SECTEUR	Economie rurale						SOUS-SECTEUR	Forêts								
			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2772	GESTION RESSOURCES NATURELLES CHANGEMENT CLIMATIQUES IDA	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	1 025	0	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	143	143	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3100	PROJET D'APPUI A LA COORDINATION DES INITIATIVES LIEES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE/AEDD	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	238	238	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3119	PROJET AMENAGEMENT PARCS TIENFALA	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	713	713	0	1 350	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	
3148	PROMOTION DES CHAINES DE VALEUR AGRICOLE (GEDEFOR III)	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	0	0	0	5 327	3 260	3 260	0	260	260	0	0	3 000	0	3 000	Suisse
3152	PROG REBOISEMENT INTENSIF RECONSTRUCTION ECOSYSTEMES FOREST MALI	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	0	0	0	420	140	140	0	140	140	0	0	0	0	0	
3189	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE CLIMATIQUE AU MALI (HYDROMET)	MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE / CABINET	0	0	0	12 596	2 570	2 570	0	0	0	0	0	2 570	0	2 570	BM
TOTAL SOUS-SECTEUR			6 450	4 768	-3	29 219	12 233	12 233	0	2 430	2 430	0	0	9 803	0	9 803	
TOTAL SECTEUR			124 684	64 315	-15	393 781	205 462	200 436	5 026	81 302	81 302	0	0	124 160	70 619	53 541	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Secondaire*						*SOUS-SECTEUR*	*Mines et Géologie*								
			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2228	PROMOTION DE NOUVELLES ZONES PETROLIERES	MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE / PROMOTION NOUVELLES ZONES PETROLIERES	190	190	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2496	EQUIPEMENT DU PDRM	MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE / EQUIPEMENT PDRM	190	0	-1	800	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE / DIRECTION NATIONALE GEOLOGIE & MINES	1 425	1 425	0	4 400	1 400	1 400	0	1 400	1 400	0	0	0	0	0	
3188	PROJET DE GOUVERNANCE DU SECTEUR DES MINES	MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE / CABINET	0	0	0	7 000	1 000	1 000	0	0	0	0	0	1 000	0	1 000	BM
TOTAL SOUS-SECTEUR			1 805	1 615	-1	13 700	3 300	3 300	0	2 300	2 300	0	0	1 000	0	1 000	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Secondaire*						*SOUS-SECTEUR*			*Eaux*							
			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1664	ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	143	143	0	300	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	380	380	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2 375	0	-1	7 500	2 500	2 500	0	2 500	2 500	0	0	0	0	0	
2284	DRAGAGE/PROTECTION BERGES DE DIAFARABE	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	760	760	0	1 900	650	650	0	650	650	0	0	0	0	0	
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX	333	333	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	34 343	23 442	-0	67 907	37 532	37 532	0	500	500	0	0	37 032	29 600	7 432	AFD BAD
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	8 883	0	-1	2 880	2 880	2 880	0	150	150	0	0	2 730	0	2 730	KfW
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	285	285	0	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Secondaire*						*SOUS-SECTEUR*			*Eaux*							
			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2921	REHABILITATION ECONOMIQUE ENVIRONNEMENT FLEUVE NIGER	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	2 327	2 184	-0	6 166	3 186	3 186	0	150	150	0	0	3 036	1 518	1 518	B.M. BM
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	3 406	3 216	-0	2 638	2 638	2 638	0	200	200	0	0	2 438	0	2 438	Pays-Bas
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	15 543	15 543	0	24 580	11 063	11 063	0	200	200	0	0	10 863	0	10 863	KfW
2998	PROJET HYDRAULIQUE ASSAINISSEMENT MILIEU RURAL (BID- UEMOA)	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	3 663	0	-1	1 312	1 312	1 312	0	150	150	0	0	1 162	1 162	0	BID
3082	PROG. SAOUDIEN DE FORAGES-PUITS ET DEVELOP. RURAL EN AFRIQUE PHASE 5	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	940	940	0	4 128	2 240	2 240	0	80	80	0	0	2 160	0	2 160	FSD
3132	PROJET APPUI CONNAISSANCE & SUIVI RESSOURCE EN EAU (PACS-RE)	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	1 312	1 312	0	5 482	3 467	3 467	0	100	100	0	0	3 367	1 167	2 200	KFW. KfW
3162	PROGRAMME DAPPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT (3 EME PHASE)	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	0	0	0	150	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	UE
TOTAL SOUS-SECTEUR			74 693	48 538	-3	127 343	68 568	68 568	0	5 780	5 780	0	0	62 788	33 447	29 341	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Secondaire*						*SOUS-SECTEUR*			*Energie*							
			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AUTORITE POUR AMENAG.DE TAOUSSA	5 500	4 100	-0	69 703	8 572	8 572	0	2 000	2 000	0	0	6 572	3 286	3 286	AFD FSD
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION	143	0	-1	140	140	140	0	140	140	0	0	0	0	0	
2499	PROJET ETUDE FAISABILITE LABORATOIRE BIOCARBURANT	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS (ANADEB)	95	0	-1	90	90	90	0	90	90	0	0	0	0	0	
2668	PROJET CONSTRUCTION CENTRE NATIONAL CONDUITE DEDOUBLEMENT. CAPACITE. CENTRALE SOTUBA	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	7 375	2 375	-1	16 000	10 000	10 000	0	5 000	5 000	0	0	5 000	5 000	0	BOAD
2739	APPUI CELLULE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / APPUI CELLULES DE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	143	143	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI	143	0	-1	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2869	PROJET SYSTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURALE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	4 532	0	-1	14 120	13 560	13 560	0	560	560	0	0	13 000	8 000	5 000	BM Fonds Abou Dabi
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	361	361	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Secondaire*						*SOUS-SECTEUR*			*Energie*							
			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2954	FONDS D'ETUDE DES PROJETS SECTEUR ENERGIE EAU	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	333	333	0	900	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2999	PROJET CONSTRUCTION LIAISON DOUBLE TERNE SIKASSO BOUGOUNI BAMAKO	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	2 805	2 805	0	500	500	500	0	0	0	0	0	500	500	0	BID
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	2 643	1 500	-0	7 150	3 650	3 650	0	150	150	0	0	3 500	1 000	2 500	BADEA Fonds Abou Dabi
3109	PROGRAMME D'URGENCES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE/ CONSTRUCTION CENTRALE SOLAIRE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	2 375	2 375	0	12 250	2 250	2 250	0	2 250	2 250	0	0	0	0	0	
3116	PRODUCTION HYBRIDE ET ACCES RURALE A L'ELECTRICITE (PHARE)	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	4 500	4 500	0	13 000	6 500	6 500	0	0	0	0	0	6 500	3 250	3 250	AFD UE
3117	PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPMENT RURAL AU MALI	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	600	600	0	9 155	4 000	4 000	0	0	0	0	0	4 000	4 000	0	BID
3181	PROJET AMELIORATION SECTEUR ELECTRICITE AU MALI	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / CABINET	0	0	0	50 500	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	0	2 000	AFD
3182	PROGRAMME INTEGRE DE DEVELOPPEMENT ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE BASSIN DU NIGER (PIDACC/BN)	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	0	0	0	10 664	3 500	3 500	0	0	0	0	0	3 500	0	3 500	BAD
TOTAL SOUS-SECTEUR			31 548	19 092	-5	205 222	55 662	55 662	0	11 090	11 090	0	0	44 572	25 036	19 536	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Secondaire*						*SOUS-SECTEUR*			*Industrie / Artisanat*							
			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / DIRECTION GENERALE DU COMMERCE DE LA CONSOMMATION ET DE LA CONCURENCE	143	0	-1	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2241	APPUI AU CARDE INTEGRE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	2 135	2 135	0	4 200	2 000	2 000	0	1 200	1 200	0	0	800	0	800	AFD
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CABINET	95	0	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	PRIMATURE / CABINET	285	0	-1	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	MINISTERE DE LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT PRIVE DES PETITES & MOYENNES ENTREPRISES & DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL / SECRET. PERMANENT LOI D'ORIENTATION SECTEUR PRIVE	95	0	-1	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2779	APPUI AGENCE MALIENNE NORMALISATION PROMOTION QUALITE	MINISTERE DE LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT PRIVE DES PETITES & MOYENNES ENTREPRISES & DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL / CABINET	48	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	95	0	-1	270	90	90	0	90	90	0	0	0	0	0	

2957	PROJET D'APPUI FORMALISATION DES ACTEURS DU COMMERCE DE DETAIL	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	475	475	0	1 100	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Secondaire*					*SOUS-SECTEUR*	*Industrie / Artisanat*									
			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3160	PROJET D'APPUI A L'OPERATIONNALISATION DU PROGRAMME POUR LE DEVELOPPEMENT A L'EXPORTATION DE LA VIANDE DU MALI	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CABINET	0	0	0	200	100	0	100	100	100	0	0	0	0	0	UNOPS
3161	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'AMAM	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / AGENCE MALIENNE DE METROLOGIE	0	0	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			3 371	2 610	-6	7 670	3 390	3 290	100	2 590	2 590	0	0	800	0	800	
TOTAL SECTEUR			111 417	71 855	-16	353 935	130 920	130 820	100	21 760	21 760	0	0	109 160	58 483	50 677	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Moyens routiers*							
			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	285	0	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
1833	ENTRETIEN COURANT DES ROUTES	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	285	0	-1	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	950	0	-1	2 950	950	950	0	950	950	0	0	0	0	0	
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	285	0	-1	820	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2749	CONSTRUCTION ROUTE GOUMBOU NARA FRE MAURITANIE	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 185	1 185	0	54 181	17 885	17 885	0	0	0	0	0	17 885	17 885	0	BID
2802	AMENAGEMENT 2X2 VOIES SECTION ROUTE SEGOU SAN 7KM	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	3 482	3 482	3 482	0	0	0	0	0	3 482	3 482	0	B.O.A.D
2812	CONSTRUCTION 4EME PONT DE BAMAKO	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	122 000	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	
2945	CONSTRUCTION 2EME PONT DE KAYES (600ML)	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	9 443	0	-1	20 191	9 000	9 000	0	9 000	9 000	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Moyens routiers*							
			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2948	CONSTRUCTION BTUMAGE MACINA-DIAFARABE-TENENKOU	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 425	1 425	0	6 034	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2980	CONSTR. BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU-KOLONDIEBA FRE RCI	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	8 000	0	-1	16 428	10 428	10 428	0	0	0	0	0	10 428	5 000	5 428	BAD UE
3012	CONST/BITUMAGE DE LA ROUTE KAYES KENIEBA (250KM)	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	9 500	9 500	0	17 557	10 000	10 000	0	10 000	10 000	0	0	0	0	0	
3013	CONST SECTION KANGABA DIALAFOUNDO FRONTIERE GUINEE (50KM)	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 835	0	-1	8 668	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	5 700	5 700	0	7 879	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	
3015	AMENAG VOIE KOULOUBLENI LONGUE DE 5 KM COMMUNE RURALE KALAMBAN KORO	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	2 817	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	2 850	2 850	0	15 114	2 700	2 700	0	2 700	2 700	0	0	0	0	0	
3017	CONST SECTION YANFOLILA KALANA FRONTIERE GUINEE(52KM)	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	7 600	7 600	0	8 500	8 500	8 500	0	8 500	8 500	0	0	0	0	0	
3018	AMENAGEMENT DE LA BRETELE KATELE KADIOLO, 4 KM DE VOIRIES DANS LA LOCALITE DE KADIOLO ET 101 KM DE ROUTE DE TERRE DANS LE CERCLE DE KOUTIALA	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	6 313	6 313	0	14 978	8 000	8 000	0	8 000	8 000	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Moyens routiers*							
			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3019	BITUMAGE DE LA ROUTE BAROUELI TAMANI (30,5KM)	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	207	0	-1	483	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3020	AMENAGEMENT. 2X2 VOIES 3EME PONT. RN6. CONSTRUCT. ECHANG. REHAB. SECT TOUR AFRIQUE-YIRIMADIO- RN6	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	11 400	11 400	0	17 120	8 500	8 500	0	8 500	8 500	0	0	0	0	0	
3067	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NARA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	665	665	0	1 301	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3078	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE BKO KATI KOLOKANI DIDIENI DIEMA SANDARE KAYES DIBOLI	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	9 500	9 500	0	56 177	15 000	15 000	0	15 000	15 000	0	0	0	0	0	
3099	AMENAG. TRAVERSEE VILLE DE SIKASSO	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	4 396	4 092	-0	12 300	12 300	12 300	0	300	300	0	0	12 000	6 000	6 000	B.O.A.D BOAD
3155	CONTRAT/PLAN ETAT COMANAV	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE / CABINET	0	0	0	930	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3176	PROJET CONSTRUCTION VIADUC AMANAGEMENT 10 KM DE VOIERIES URBAINES DANS LA VILLE DE SIKASSO	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT / DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE SIKASSO	0	0	0	21 690	9 000	9 000	0	1 000	1 000	0	0	8 000	8 000	0	BOAD
3180	CONSTRUCTION/REHABILITATION DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE (RTS)-PHASE I	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	70 400	14 080	14 080	0	0	0	0	0	14 080	7 928	6 152	BAD UE
3190	CONSTRUCTION BUTIMAGE DE LA ROUTE KAYES-AOUROU-FR MAURITANIE	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	56 260	7 300	7 300	0	0	0	0	0	7 300	7 300	0	BID

SECTEUR	*Infrastructures*	*SOUS-SECTEUR*	*Moyens routiers*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3201	RECONSTRUCTION DE LA ROUTE SEVARE - GAO	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT / DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	38 100	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			84 641	60 230	-9	575 793	147 990	147 990	0	74 815	74 815	0	0	73 175	55 595	17 580	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Moyens fluviaux*							
			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT / DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	190	0	-1	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			190	0	-1	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*	*SOUS-SECTEUR*	*Aéronautique / Météo*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE / CABINET	1 425	1 425	0	4 200	1 400	1 400	0	1 400	1 400	0	0	0	0	0	
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE / AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE	238	0	-1	450	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			1 663	1 425	-1	4 650	1 650	1 650	0	1 650	1 650	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*	*SOUS-SECTEUR*	*Poste / Télécommunication*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2926	PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DE LA POSTE	MINISTERE DE LA COMMUNICATION / CONTRAT PLAN ETAT / ONP (PROG.D'INVESTISS.)	285	285	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3156	RENFORCEMENT INFRASTRUCRE ORTM/ NUMERISATION DES ARCHIVES DE L'ORTM	MINISTERE DE LA COMMUNICATION / OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI	0	0	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			285	285	0	2 400	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*	*Topo et Cartographie*								
			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT / INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI	190	190	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			190	190	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1949	ENTRETIEN IMMEUBLE HOTEL DU MEF ACI 2000	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	285	285	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE. REGIONALES CADASTRE	MINISTERE DES DOMAINES ET DES AFFAIRES FONCIERES / DIRECTION NATIONALE DES DOMAINES	1 235	1 235	0	3 314	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NATIONALE CONTROLE FINANCIER	285	285	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2131	ETUDE ARCHITECTURALE CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU / DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	380	0	-1	1 675	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2192	PROJET REHABILITATION CENTRE FORMATION TABACORO	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	190	190	0	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	665	665	0	2 166	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT / CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.	190	190	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRACTURES DE L'ENI	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	238	0	-1	450	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE / CITE DES ENFANTS	285	0	-1	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2449	REHABILITATION EQUIPEMENT INFP/BTP	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT / INSTITUT NAT. FORMATION PROFES. BAT. TRANSP. TRAV. PUB.	190	190	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAINE DES FEMMES	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	0	0	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	95	0	-1	120	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	
2565	PROJET CONSTRUCTION ENTREPOT DU MALI AU BENIN	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE / CABINET	0	0	0	685	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2567	PROJET CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION EQUIPEMENT TRANSPORT	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	143	0	-1	350	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	MINISTERE DE LA COMMUNICATION / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	285	0	-1	750	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES / CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	238	0	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	190	190	0	590	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*	*SOUS-SECTEUR*	*Bâtiments et Equipement*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2592	CONSTRUCTION HOTEL DES FINANCES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	3 325	0	-1	13 000	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	
2613	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ISH	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	130	130	130	0	130	130	0	0	0	0	0	
2619	APPUI AU CERFITEX	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	475	475	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	665	0	-1	1 731	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE ONAP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / OFFICE NAT. DES PRODUITS PETROLIERS (ONAP)	475	475	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	950	950	0	1 235	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
2721	REHABILITATION/ EXTENSION DGMP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES MARCHES PUBLICS ET DES DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC	285	285	0	885	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	190	0	-1	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/ RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE / CABINET	1 235	1 235	0	7 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	665	665	0	1 163	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES / HOPITAL DU MALI	2 850	2 850	0	4 650	2 500	2 500	0	2 500	2 500	0	0	0	0	0	
2762	CONSTRUCTION GRANDE PRISON DE BAMAKO	MINISTERE DE LA JUSTICE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	6 650	6 650	0	2 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
2774	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION MOPTI	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	760	0	-1	2 280	760	760	0	760	760	0	0	0	0	0	
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	760	760	0	1 660	760	760	0	760	760	0	0	0	0	0	
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	475	475	0	1 225	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	665	665	0	2 065	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
2816	REHABILITAION MUSE NATIONAL	MINISTERE DE LA CULTURE / MUSEE NATIONAL	285	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2822	REHABILITATION BUREAUX/VILLAS D'HOTES PRESIDENCE	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	333	0	-1	1 250	650	650	0	650	650	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE ADMINIST. BIENS DE L'ETAT	570	0	-1	2 700	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DES DOUANES	950	950	0	4 150	1 900	1 900	0	1 900	1 900	0	0	0	0	0	
2841	EXTENSION/ AMENAGEMENT SIEGE APCMM	MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME / CHAMBRE DES METIERS	0	0	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2845	REHABILITATION CENTRE MALIEN PROPRIETE INTELLECTUELLE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CABINET	190	0	-1	490	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE / INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	1 425	1 425	0	1 750	1 750	1 750	0	1 750	1 750	0	0	0	0	0	
2870	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNT CNCFP	MINISTERE DU DIALOGUE SOCIAL, DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE / DIRECTION NAT. DU TRAVAIL	238	0	-1	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2881	ACQUISITION TERRAIN CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DRB/DRCF DISTRICT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	380	380	0	800	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT ET DU LOGEMENT SOCIAL / CABINET	4 750	4 750	0	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	475	475	0	1 475	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2909	PROGRAMME REFECTION BATIMENT PUBLICS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE ADMINIST. BIENS DE L'ETAT	570	570	0	1 770	570	570	0	570	570	0	0	0	0	0	
2912	ARCHIVAGE NUMERIQUE DFM/ MEF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	190	190	0	360	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	475	475	0	1 475	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	
2920	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE AEDD	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	713	0	-1	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRIORIALLES	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / DIRECTION GENERALE DES COLLECT. TERRITORIALES	475	475	0	1 350	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	
2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (INTERIEURE)	570	570	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2967	REHABILITATION EQUIPEMENT TRESORERIES REGIONALES PERCEPTION	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	570	570	0	1 600	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	665	665	0	1 995	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOUDENIT (PURD)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	665	665	0	1 995	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*	*SOUS-SECTEUR*	*Bâtiments et Equipement*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3025	CONSTR EQUIPEMENT HOTEL DU COMERCE R+5	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	1 900	1 900	0	2 720	1 700	1 700	0	1 700	1 700	0	0	0	0	0	
3029	CONST/EQUIP. SIEGE AUTORITE PROTECTION DONNEES CARACTERE PERSONNEL	PRIMATURE / AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACT. PERSONNEL	67	0	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3030	PROJET CONS/EQUIP DFM DRH ET CPS SECTEUR COOP INTEGRATION	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE / CABINET	475	475	0	1 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	MINISTERE DE LA CULTURE / CENTRE NAT. CINEMATOGRAPHIE DU MALI	760	760	0	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	MINISTERE DE LA CULTURE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	333	333	0	1 000	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	MINISTERE DE LA CULTURE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	380	0	-1	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	MINISTERE DE LA CULTURE / PYRAMIDE DU SOUVENIR	238	0	-1	250	175	175	0	175	175	0	0	0	0	0	
3036	CONST/EQUIP SALLES DE CLASSE A L'ULSHB	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	190	0	-1	750	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	665	665	0	1 950	650	650	0	650	650	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3042	CONST EQUIP REHAB INFRASTRUCTURES INFJ Me DEMBA DIALLO	MINISTERE DE LA JUSTICE / INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE	808	0	-1	600	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	333	333	0	1 000	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE / INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	475	475	0	1 645	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3068	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE SAN	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	665	665	0	1 301	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3069	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NIORO DU SAHEL	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	665	665	0	1 301	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3071	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KITA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	665	665	0	1 301	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3073	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE DIOILA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	665	665	0	1 301	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3074	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE BOUGOUNI	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	665	665	0	1 301	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3079	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KOUTIALA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	665	665	0	1 301	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*	*SOUS-SECTEUR*	*Bâtiments et Equipement*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3080	PROJET CONSTRUCTION ENSUP	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	950	950	0	4 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3081	PROJET APPUI COMMUNES URBAINES DU MALI (PACUM)	MINISTERE DES DOMAINES ET DES AFFAIRES FONCIERES / CABINET	95	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3098	CONST/EQUIP. DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	PRIMATURE / DIRECTION GENERALE DU CONTENTIEUX DE L'ETAT	190	0	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3103	CONST/EQUIP. 6 CENTRES DE PAIEMENT PENSION DISTRICT BKO	MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	190	190	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3106	CONSTRCTION/EQUIP. SIEGE PGT/RGD	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	570	570	0	4 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
3108	CONST/EQUIP.TRANSIT ADM ET BCS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	380	380	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3114	CONSTRUCTION SIEGE DGSE	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE / DIRECTION GENERALE DE LA SECURITE D'ETAT	1 500	1 500	0	10 000	2 500	2 500	0	2 500	2 500	0	0	0	0	0	
3131	REHABILITATION EX HOTEL DES FINANCES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DU BUDGET	760	0	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3149	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE ABFN	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	0	0	0	1 500	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3150	CONSTRUCTION DU SIEGE DE LA DNACPN	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	0	0	0	1 900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3153	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BUREAUX DOMAINES ET CADASTRES KATI	MINISTERE DES DOMAINES ET DES AFFAIRES FONCIERES / DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	0	0	0	1 000	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3154	CONSTRUCTION EQUIPEMENT AGEROUTE	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT / AGENCE D'EXECUTION DES TRAVAUX ROUTIERS (AGEROUTE)	0	0	0	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3157	ACQUISITION DE CHANCELLERIE DU MALI AU CAIRE	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE / CABINET	0	0	0	3 000	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3158	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'ONEF	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / CABINET	0	0	0	900	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3169	CONSTRUCTION SIEGE DE L'INSTITUT DU SAHEL	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CABINET	0	0	0	2 706	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3171	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DFM DRH MINISTERE AGRICULTURE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	1 995	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
3175	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	0	0	0	850	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3179	PROJET DE REHABILITATION DE LA DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES	PRIMATURE / DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	0	0	0	500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Bâtiments et Equipement*							
			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3191	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE KAYES	MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES / HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3192	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE KOULIKORO	MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES / CABINET	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3193	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL SIKASSO	MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES / HOPITAL DE SIKASSO	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3194	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL SEGOU	MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES / HOPITAL NIANANKORO FOMBA DE SEGOU	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3195	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE MOPTI	MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES / HOPITAL SOMINE DOLO DE MOPTI	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3196	PROJET AMENAGEMENT MEMORIAL MODIBO KEITA	MINISTERE DE LA CULTURE / CABINET	0	0	0	600	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3197	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE GAO	MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES / HOPITAL DE GAO	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BANDIAGARA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	0	0	0	1 301	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DOUENTZA	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	0	0	0	1 301	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*	*SOUS-SECTEUR*	*Bâtiments et Equipement*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3202	CONSEIL REGIONAL DE KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ADMINISTRATION GENERALE	0	0	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3203	CONSEIL REGIONAL DE KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ADMINISTRATION GENERALE	0	0	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3204	CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	0	0	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3205	CONSEIL REGIONAL DE SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	0	0	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3206	CONSEIL REGIONAL DE MOPTI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	0	0	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3207	CONSEIL REGIONAL DE TOMBOUCTOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	0	0	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3208	CONSEIL REGIONAL DE GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	0	0	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3209	CONSEIL REGIONAL DE TAOUDENI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	0	0	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	

3210	CONSEIL REGIONAL DE MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ADMINIST. GENERALE REG. DE MENAKA	0	0	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*					*SOUS-SECTEUR*	*Bâtiments et Equipement*									
			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3211	CONSEIL REGIONAL DE KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	0	0	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3212	CONSEIL REGIONAL DISTRICT BAMAKO(CONTRAT PLAN ETAT REGION)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	0	0	0	1 140	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			55 057	43 396	-25	169 998	64 030	64 030	0	64 030	64 030	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*			*Urbanisme et Habitat*							
			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT ET DU LOGEMENT SOCIAL / CABINET	380	0	-1	850	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	285	285	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMOUBOUGOU	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	950	950	0	2 250	750	750	0	750	750	0	0	0	0	0	
2420	ETUDE AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	760	760	0	2 150	750	750	0	750	750	0	0	0	0	0	
2490	EXPLOITAT INSFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	257	0	-1	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	143	143	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	MINISTERE DES DOMAINES ET DES AFFAIRES FONCIERES / CABINET	1 900	1 900	0	6 600	2 200	2 200	0	2 200	2 200	0	0	0	0	0	

2923	ELIMINATION PREVENTION PESTICIDE OBSELETS	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	238	238	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*	*SOUS-SECTEUR*	*Urbanisme et Habitat*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3101	PROJET ASSAINISSEMENT VILLE DE BAMAKO	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	48	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3121	PROGRAMME INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DISTRICT DE BAMAKO	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / CABINET	950	950	0	2 850	950	950	0	950	950	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			5 911	5 226	-3	16 650	5 900	5 900	0	5 900	5 900	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Infrastructures*						*SOUS-SECTEUR*	*Transport / Stockage*									
			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE / ENTREPOTS MALIEN EN COTE D'IVOIRE (E.MA.C.I.)	665	665	0	1 709	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			665	665	0	1 709	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
TOTAL SECTEUR			148 602	111 417	-39	772 350	221 420	221 420	0	148 245	148 245	0	0	73 175	55 595	17 580	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Emploi / Travail*							
			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION NATIONALE DE L'EMPOI	138	0	-1	400	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2843	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET EMPLOIS DES JEUNES (PROCEJ)	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	3 181	2 181	-0	6 220	6 150	6 150	0	150	150	0	0	6 000	5 000	1 000	B.M. BM
2844	APPUI FORMATION PROFESSIONNELLE INSERTION A L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES RURAUX	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	3 745	3 745	0	5 434	5 434	5 434	0	106	106	0	0	5 328	2 664	2 664	AFD FIDA
3039	PROJET APPUI REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES POPULATIONS DU NORD MALI	MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE / CABINET	190	190	0	3 135	3 075	3 075	0	100	100	0	0	2 975	0	2 975	BAD
TOTAL SOUS-SECTEUR			7 254	6 116	-1	15 189	14 809	14 809	0	506	506	0	0	14 303	7 664	6 639	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Education / Formation*							
			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT LYCEES/IFP	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION NAT. ENSEIG. SEC. GL.	2 090	2 090	0	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITARE SEGOU	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	380	380	0	1 300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2650	CONTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	333	333	0	850	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2688	APPUI PROGRAMME VIGOUREUX ALPHABETISATION	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	133	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2769	PROJET D'EQUIPEMENT ENETP	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	190	0	-1	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2770	REHABILITATION ET EQUIPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE CENOU	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	285	0	-1	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	1 425	1 425	0	3 849	1 300	1 300	0	1 300	1 300	0	0	0	0	0	
2860	CONSTR/EQUIP 1RE PHASE EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	333	333	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Education / Formation*							
			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	190	0	-1	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2871	PROJET REHABILITATION ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE / CABINET	143	0	-1	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANCE BESOINS EDUCATIONS	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	143	0	-1	300	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2973	APPUI EDUCATION BILINGUE DE BASE/BID	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	95	95	0	450	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PAFIP)	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / CABINET	1 745	0	-1	2 012	1 748	1 748	0	150	150	0	0	1 598	0	1 598	Lux-Dév
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	309	0	-1	700	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	MINISTERE DE LA CULTURE / CONSERV. ARTS METIERS MULTI. BALLA FASSEKE K.	475	475	0	1 050	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	
3110	PROJET APPUI RENFORCEMENT CAPACT JEUNES POUR MEILLEURE INCLUSION DANS LA PAIX AU MALI (PARC-JEUNESSE-MALI)	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / CABINET	67	67	0	66	66	66	0	66	66	0	0	0	0	0	
3111	FERME ECOLE MOFA	MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE / CABINET	143	143	0	140	140	140	0	140	140	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			8 479	5 341	-8	17 717	7 854	7 854	0	6 256	6 256	0	0	1 598	0	1 598	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Santé / Affaires sociales*							
			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2061	REHABILATION EXTENSION IOTA	MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES / INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)	190	0	-1	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2064	APPUI A LA GEST. DE LA POLITIQUE NATION.POPULATION	MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE / DIRECTION NATIONALE DE LA POPULATION	238	238	0	690	230	230	0	230	230	0	0	0	0	0	
2212	REHABILATION EXTENSION HPG	MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES / HOPITAL DU POINT G.	190	0	-1	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2214	REHABILATION EXTENSION. HGT	MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES / HOPITAL GABRIEL TOURE	190	0	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2215	REHABILATION EXTENSION HOPITAL KATI	MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES / HOPITAL DE KATI	238	0	-1	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2216	REHABILATION EXTENSION INRSP	MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES / CABINET	190	0	-1	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2370	PROGRAMME NATIONAL APPUI FEMMES OPERATRICES ECNOM	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE / CABINET	0	0	0	120	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	
2434	PROJET LUTTE CONTRE ABANDON DES ENFANTS	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE / DIRECTION NAT. PROMOT. ENFANT ET FAMILLE	95	0	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Santé / Affaires sociales*							
			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE / DIRECTION NATIONALE DE LA POPULATION	5 095	5 095	0	2 134	2 134	2 134	0	95	95	0	0	2 039	2 039	0	BM
2978	AMELIORATION PLATEAU/ TECHNIQ/ SANTE MARKALA/ KTLA/ KKORO	MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	2 850	2 850	0	17 300	4 800	4 800	0	4 800	4 800	0	0	0	0	0	
3002	PROJET REHABILITATION CENTRE LUTTE CONTRE L'EXICSION	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE / CABINET	143	0	-1	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	238	0	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3005	REHABILITATION CENTRE D'AUTOPROMOTION DES FEMMES	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	143	0	-1	140	140	140	0	140	140	0	0	0	0	0	
3006	MISE A NIVEAU LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE	MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES / LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE	238	0	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	11 400	11 400	0	35 500	11 000	11 000	0	11 000	11 000	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			21 438	19 583	-10	60 184	20 024	20 024	0	17 985	17 985	0	0	2 039	2 039	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*		*SOUS-SECTEUR*	*Culture / Art / Sport*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / CABINET	1 140	1 140	0	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	MINISTERE DE LA CULTURE / PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA	380	0	-1	380	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
2360	RENOVATION DU STADE MODOBO KEITA	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / STADE MODIBO KEITA	285	0	-1	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2896	SECURISATION DU CHAMP HIPPIQUE DE BAMAKO	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	190	0	-1	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
3054	AMENAGEMENT DES STADES CAN ET ANNEXES	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	380	380	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			2 375	1 520	-3	5 220	2 120	2 120	0	2 120	2 120	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*		*SOUS-SECTEUR*	*Information*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	95	95	0	360	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	MINISTERE DE LA COMMUNICATION / CABINET	333	333	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2866	PROJET CONNEXION COMMUNES/ ECOLES A INTERNET	MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA PROSPECTIVE / AGENCE TECHNOLOGIES INFORMATION & COMMUNICATION	190	190	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			618	618	0	1 710	570	570	0	570	570	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR
(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR	*Ressources Humaines*						*SOUS-SECTEUR*			*Administration / Plan et Finances*							
			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1536	APPUI MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES PH II	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	760	0	-1	2 250	750	750	0	750	750	0	0	0	0	0	
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	MINISTERE DES REFORMES INSTITUTIONNELLES ET DES RELATIONS AVEC LA SOCIETE CIVILE / COMMISSARIAT AU DVPT INSTITUTIONNEL	285	285	0	785	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION	MINISTERE DU DIALOGUE SOCIAL, DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	570	570	0	1 800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	143	143	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ADMINISTRATION GENERALE	114	114	0	235	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	152	152	0	320	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	
2358	APPUI CPS CULTURE ET JEUNESSE	MINISTERE DE LA CULTURE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	95	95	0	225	75	0	75	75	75	0	0	0	0	0	
2359	APPUI CPS SECTEUR JUSTICE	MINISTERE DE LA JUSTICE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	143	143	0	225	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*	*SOUS-SECTEUR*	*Administration / Plan et Finances*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPOTRS COMMUNICATION	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT / APPUI CELLULE PLANIFICATION & STATISTIQUE	95	95	0	225	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE / APPUI CELLULE DE PLANIF. & STATISTIQUE	95	95	0	225	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	95	95	0	225	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	95	95	0	225	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	95	95	0	300	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EMPL PROM INVEST PRI	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE / CABINET	143	143	0	420	140	140	0	140	140	0	0	0	0	0	
2384	PROGRAMME TOKTEN	MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	212	0	-1	220	220	220	0	170	170	0	0	50	0	50	PNUD
2425	RENFORCEMENT DES CAPACITES DU MEA	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE / CABINET	95	0	-1	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	380	380	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*	*SOUS-SECTEUR*	*Administration / Plan et Finances*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE / CABINET	475	475	0	1 425	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE / CABINET	380	380	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2531	PROGRAMME APPUI FINANCEMENT DES PME (PAF/PME)	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	48	48	0	148	48	48	0	48	48	0	0	0	0	0	
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	143	143	0	420	140	140	0	140	140	0	0	0	0	0	
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	MINISTERE DE L'AGRICULTURE / CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	428	428	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	MINISTERE DE LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT PRIVE DES PETITES & MOYENNES ENTREPRISES & DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL / CELLULE TECHN. REFORME CADRE AFFAIRES	166	0	-1	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	190	190	0	570	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CSRP	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	238	238	0	737	237	237	0	237	237	0	0	0	0	0	
2719	PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEJIRI/IDA	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	9 100	9 100	0	22 600	10 800	10 800	0	1 800	1 800	0	0	9 000	0	9 000	BM

SECTEUR	*Ressources Humaines*	*SOUS-SECTEUR*	*Administration / Plan et Finances*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2731	FONDS D'ETUDE PREPARTION DES PROJETS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	3 325	3 325	0	10 500	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	
2732	PROJET DE RECONSTRUCTION ET DE RELANCE ECONOMIQUE/IDA	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	9 143	9 143	0	14 150	12 150	12 150	0	150	150	0	0	12 000	0	12 000	BM
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	MINISTERE DES DOMAINES ET DES AFFAIRES FONCIERES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	143	0	-1	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2824	APPUI CENTRE DE FORMATION EN STATISTIQUE/INSTAT	MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE / INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	48	0	-1	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
2825	APPUI INSTITUTIONNEL AU MPATP	MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE / CABINET	71	0	-1	80	80	80	0	80	80	0	0	0	0	0	
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE / DIRECTION NAT. AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	428	428	0	1 260	420	420	0	420	420	0	0	0	0	0	
2827	APPUI AU PROCESSUS MALI EMERGENT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	143	143	0	200	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	190	190	0	590	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION GENERALE DU BUDGET	190	190	0	380	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*	*SOUS-SECTEUR*	*Administration / Plan et Finances*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	475	475	0	1 425	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	166	166	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE / DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	190	190	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	95	95	0	285	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	950	950	0	2 950	950	950	0	950	950	0	0	0	0	0	
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 5	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	380	380	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	143	143	0	420	140	140	0	140	140	0	0	0	0	0	
3120	PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIQUE MALIENNE (PACEM)	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIE MALIENNE (PACEM)	1 505	1 505	0	7 326	3 734	0	3 734	95	95	0	0	3 639	0	3 639	AFD
3145	PROGRAMME DECENTALISATION ET BONNE GOUVERNANCE (MLI 023)	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION / ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	2 497	0	-1	954	876	876	0	0	0	0	0	876	0	876	Lux-Dév

SECTEUR		*Ressources Humaines*					*SOUS-SECTEUR*			*Administration / Plan et Finances*							
			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3165	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION / PREVIS. MACROECON	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES / CABINET	0	0	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3177	PROGRAMME FORMAT PERFECTIONNEMENT AGENTS MPAT	MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE / CABINET	0	0	0	295	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
3178	APPUI MISE EN OEUVRE CERCAP	MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE / CABINET	0	0	0	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR			34 817	30 825	-8	81 695	39 925	36 116	3 809	14 360	14 360	0	0	25 565	0	25 565	
TOTAL SECTEUR			74 981	64 003	-30	181 715	85 302	81 493	3 809	41 797	41 797	0	0	43 505	9 703	33 802	
TOTAL GENERAL			459 684	311 590	-100	1 701 781	643 104	634 169	8 935	293 104	293 104	0	0	350 000	194 400	155 600	

Annexe 6 :

Etat détaillé des projets par Ministère et par source de financement

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3114	CONSTRUCTION SIEGE DGSE	DIRECTION GENERALE DE LA SECURITE D'ETAT	1 500	1 500	0	10 000	2 500	2 500	0	2 500	2 500	0	0	0	0	0	
2822	REHABILITATION BUREAUX/VILLAS D'HOTES PRESIDENCE	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	333	0	-1	1 250	650	650	0	650	650	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			1 833	1 500	-1	11 250	3 150	3 150	0	3 150	3 150	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*PRIMATURE*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	CABINET	285	0	-1	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3179	PROJET DE REHABILITATION DE LA DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	0	0	0	500	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3098	CONST/EQUIP. DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	DIRECTION GENERALE DU CONTENTIEUX DE L'ETAT	190	0	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3029	CONST/EQUIP. SIEGE AUTORITE PROTECTION DONNEES CARACTERE PERSONNEL	AUTORITE DE PROTECTION DES DONNEES A CARACT. PERSONNEL	67	0	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			542	0	-3	1 450	750	750	0	750	750	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/ RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	CABINET	1 235	1 235	0	7 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
3030	PROJET CONS/EQUIP DFM DRH ET CPS SECTEUR COOP INTEGRATION	CABINET	475	475	0	1 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3157	ACQUISITION DE CHANCELLERIE DU MALI AU CAIRE	CABINET	0	0	0	3 000	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	95	95	0	360	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			1 805	1 805	0	11 360	3 220	3 220	0	3 220	3 220	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2384	PROGRAMME TOKTEN	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	212	0	-1	220	220	220	0	170	170	0	0	50	0	50	PNUD
2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	190	190	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			402	190	-1	820	420	420	0	370	370	0	0	50	0	50	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA JUSTICE*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2762	CONSTRUCTION GRANDE PRISON DE BAMAKO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	6 650	6 650	0	2 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
2359	APPUI CPS SECTEUR JUSTICE	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	143	143	0	225	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	
3042	CONST EQUIP REHAB INFRASTRUCTURES INFJ Me DEMBA DIALLO	INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE	808	0	-1	600	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			7 601	6 793	-1	2 825	2 675	2 675	0	2 675	2 675	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3189	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE CLIMATIQUE AU MALI (HYDROMET)	CABINET	0	0	0	12 596	2 570	2 570	0	0	0	0	0	2 570	0	2 570	BM
TOTAL MINISTERE			0	0	0	12 596	2 570	2 570	0	0	0	0	0	2 570	0	2 570	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CSRP	CABINET	238	238	0	737	237	237	0	237	237	0	0	0	0	0	
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER	CABINET	166	166	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	CABINET	95	95	0	285	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	CABINET	950	950	0	2 950	950	950	0	950	950	0	0	0	0	0	
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 5	CABINET	380	380	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	CABINET	309	0	-1	700	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	CABINET	143	143	0	420	140	140	0	140	140	0	0	0	0	0	
3165	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION / PREVIS. MACROECON	CABINET	0	0	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3175	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	CABINET	0	0	0	850	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE	190	190	0	590	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	DIRECTION GENERALE DU BUDGET	190	190	0	380	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3131	REHABILITATION EX HOTEL DES FINANCES	DIRECTION GENERALE DU BUDGET	760	0	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2721	REHABILITATION/ EXTENSION DGMP	DIRECTION GENERALE DES MARCHES PUBLICS ET DES DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC	285	285	0	885	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	DIRECTION NATIONALE CONTROLE FINANCIER	285	285	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	DIRECTION GENERALE DES DOUANES	950	950	0	4 150	1 900	1 900	0	1 900	1 900	0	0	0	0	0	
2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	DIRECTION GENERALE ADMINIST. BIENS DE L'ETAT	570	0	-1	2 700	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
2909	PROGRAMME REFECTION BATIMENT PUBLICS	DIRECTION GENERALE ADMINIST. BIENS DE L'ETAT	570	570	0	1 770	570	570	0	570	570	0	0	0	0	0	
2967	REHABILITATION EQUIPEMENT TRESORERIES REGIONALES PERCEPTION	DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	570	570	0	1 600	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3106	CONSTRCTION/EQUIP. SIEGE PGT/RGD	DIRECTION NATIONALE DU TRESOR & COMPT. PUBL.	570	570	0	4 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	190	190	0	570	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2731	FONDS D'ETUDE PREPARTION DES PROJETS	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	3 325	3 325	0	10 500	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	
2827	APPUI AU PROCESSUS MALI EMERGENT	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	143	143	0	200	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	475	475	0	1 475	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	DIRECTION NAT. PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT	475	475	0	1 425	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	
1536	APPUI MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES PH II	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	760	0	-1	2 250	750	750	0	750	750	0	0	0	0	0	
1949	ENTRETIEN IMMEUBLE HOTEL DU MEF ACI 2000	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	285	285	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	143	143	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2531	PROGRAMME APPUI FINANCEMENT DES PME (PAF/PME)	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	48	48	0	148	48	48	0	48	48	0	0	0	0	0	
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	143	143	0	420	140	140	0	140	140	0	0	0	0	0	
2592	CONSTRUCTION HOTEL DES FINANCES	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	3 325	0	-1	13 000	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	
2719	PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEJIRI/IDA	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	9 100	9 100	0	22 600	10 800	10 800	0	1 800	1 800	0	0	9 000	0	9 000	BM
2732	PROJET DE RECONSTRUCTION ET DE RELANCE ECONOMIQUE/IDA	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	9 143	9 143	0	14 150	12 150	12 150	0	150	150	0	0	12 000	0	12 000	BM
2881	ACQUISITION TERRAIN CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DRB/DRCF DISTRICT	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	380	380	0	800	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	190	190	0	590	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	95	0	-1	270	90	90	0	90	90	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2912	ARCHIVAGE NUMERIQUE DFM/ MEF	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	190	190	0	360	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	475	475	0	1 475	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	
3108	CONST/EQUIP.TRANSIT ADM ET BCS	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	380	380	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3120	PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIQUE MALIENNE (PACEM)	PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIE MALIENNE (PACEM)	1 505	1 505	0	7 326	3 734	0	3 734	95	95	0	0	3 639	0	3 639	AFD
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE ONAP	OFFICE NAT. DES PRODUITS PETROLIERS (ONAP)	475	475	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			38 466	32 647	-6	105 876	46 344	42 610	3 734	21 705	21 705	0	0	24 639	0	24 639	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DU DIALOGUE SOCIAL, DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2870	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNT CNCFP	DIRECTION NAT. DU TRAVAIL	238	0	-1	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	570	570	0	1 800	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			808	570	-1	2 100	900	900	0	900	900	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE — *MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PAFIP)	CABINET	1 745	0	-1	2 012	1 748	1 748	0	150	150	0	0	1 598	0	1 598	Lux-Dév
3111	FERME ECOLE MOFA	CABINET	143	143	0	140	140	140	0	140	140	0	0	0	0	0	
3158	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'ONEF	CABINET	0	0	0	900	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	DIRECTION NATIONALE DE L'EMPOI	138	0	-1	400	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	DIRECTION NATIONALE FORMATION PROFESSIONNELLE	665	665	0	1 950	650	650	0	650	650	0	0	0	0	0	
2843	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET EMPLOIS DES JEUNES (PROCEJ)	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	3 181	2 181	-0	6 220	6 150	6 150	0	150	150	0	0	6 000	5 000	1 000	B.M. BM
2844	APPUI FORMATION PROFESSIONNELLE INSERTION A L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES RURAUX	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	3 745	3 745	0	5 434	5 434	5 434	0	106	106	0	0	5 328	2 664	2 664	AFD FIDA
TOTAL MINISTERE			9 617	6 734	-2	17 056	14 522	14 522	0	1 596	1 596	0	0	12 926	7 664	5 262	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES REFORMES INSTITUTIONNELLES ET DES RELATIONS AVEC LA SOCIETE CIVILE*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	COMMISSARIAT AU DVPT INSTITUTIONNEL	285	285	0	785	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			285	285	0	785	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	CABINET	760	760	0	1 660	760	760	0	760	760	0	0	0	0	0	
2774	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION MOPTI	CABINET	760	0	-1	2 280	760	760	0	760	760	0	0	0	0	0	
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	CABINET	475	475	0	1 225	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	CABINET	665	665	0	2 065	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	CABINET	665	665	0	1 995	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOUDENIT (PURD)	CABINET	665	665	0	1 995	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	CABINET	333	333	0	1 000	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	CABINET	1 900	1 900	0	5 700	1 900	1 900	0	1 900	1 900	0	0	0	0	0	
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	CABINET	760	760	0	2 280	760	760	0	760	760	0	0	0	0	0	
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	CABINET	1 425	1 425	0	4 275	1 425	1 425	0	1 425	1 425	0	0	0	0	0	

3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	CABINET	950	950	0	2 850	950	950	0	950	950	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3067	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NARA	CABINET	665	665	0	1 301	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3068	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE SAN	CABINET	665	665	0	1 301	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3069	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NIORO DU SAHEL	CABINET	665	665	0	1 301	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3071	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KITA	CABINET	665	665	0	1 301	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3073	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE DIOILA	CABINET	665	665	0	1 301	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3074	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE BOUGOUNI	CABINET	665	665	0	1 301	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3079	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KOUTIALA	CABINET	665	665	0	1 301	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3121	PROGRAMME INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DISTRICT DE BAMAKO	CABINET	950	950	0	2 850	950	950	0	950	950	0	0	0	0	0	
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DOUENTZA	CABINET	0	0	0	1 301	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3204	CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CABINET	0	0	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3205	CONSEIL REGIONAL DE SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	CABINET	0	0	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRIORIALLES	DIRECTION GENERALE DES COLLECT. TERRITORIALES	475	475	0	1 350	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL (INTERIEURE)	570	570	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	ADMINISTRATION GENERALE	114	114	0	235	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	
3203	CONSEIL REGIONAL DE KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ADMINISTRATION GENERALE	0	0	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3202	CONSEIL REGIONAL DE KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ADMINISTRATION GENERALE	0	0	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3146	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LA REGION DE KIDAL (DDRK IV)	ADMINISTRATION GENERALE	1 679	0	-1	1 584	1 584	1 584	0	0	0	0	0	1 584	0	1 584	Lux-Dév
3147	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LA REGION DE GAO (DDRG IV)	ADMINISTRATION GENERALE	1 413	1 413	0	967	967	967	0	0	0	0	0	967	0	967	Lux-Dév
3210	CONSEIL REGIONAL DE MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ADMINIST. GENERALE REG. DE MENAKA	0	0	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3145	PROGRAMME DECENTALISATION ET BONNE GOUVERNANCE (MLI 023)	ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	2 497	0	-1	954	876	876	0	0	0	0	0	876	0	876	Lux-Dév
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BANDIAGARA	ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	0	0	0	1 301	665	665	0	665	665	0	0	0	0	0	
3206	CONSEIL REGIONAL DE MOPTI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	0	0	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3207	CONSEIL REGIONAL DE TOMBOUCTOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	0	0	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3208	CONSEIL REGIONAL DE GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	0	0	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3209	CONSEIL REGIONAL DE TAOUDENI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	0	0	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3211	CONSEIL REGIONAL DE KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	0	0	0	1 116	372	372	0	372	372	0	0	0	0	0	
3212	CONSEIL REGIONAL DISTRICT BAMAKO(CONTRAT PLAN ETAT REGION)	ACENCE DE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES	0	0	0	1 140	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			21 711	16 775	-3	60 774	24 812	24 812	0	21 385	21 385	0	0	3 427	0	3 427	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EMPL PROM INVEST PRI	CABINET	143	143	0	420	140	140	0	140	140	0	0	0	0	0	
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	CABINET	95	0	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2845	REHABILITATION CENTRE MALIEN PROPRIETE INTELLECTUELLE	CABINET	190	0	-1	490	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
3160	PROJET D'APPUI A L'OPERATIONNALISATION DU PROGRAMME POUR LE DEVELOPPEMENT A L'EXPORTATION DE LA VIANDE DU MALI	CABINET	0	0	0	200	100	0	100	100	100	0	0	0	0	0	UNOPS
2619	APPUI AU CERFITEX	DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	475	475	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2957	PROJET D'APPUI FORMALISATION DES ACTEURS DU COMMERCE DE DETAIL	DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	475	475	0	1 100	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3025	CONSTR EQUIPEMENT HOTEL DU COMERCE R+5	DIRECTION NATIONALE CONCURRENCE & COMMERCE	1 900	1 900	0	2 720	1 700	1 700	0	1 700	1 700	0	0	0	0	0	
2241	APPUI AU CARDE INTEGRE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	2 135	2 135	0	4 200	2 000	2 000	0	1 200	1 200	0	0	800	0	800	AFD
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	DIRECTION GENERALE DU COMMERCE DE LA CONSOMMATION ET DE LA CONCURENCE	143	0	-1	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3161	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'AMAM	AGENCE MALIENNE DE METROLOGIE	0	0	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			5 556	5 128	-3	11 080	5 280	5 180	100	4 480	4 480	0	0	800	0	800	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT LYCEES/IFP	DIRECTION NAT. ENSEIG. SEC. GL.	2 090	2 090	0	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	0	0	0	0	0	
2650	CONTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	333	333	0	850	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2688	APPUI PROGRAMME VIGOUREUX ALPHABETISATION	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	133	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	190	0	-1	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANCE BESOINS EDUCATIONS	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	143	0	-1	300	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2973	APPUI EDUCATION BILINGUE DE BASE/BID	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	95	95	0	450	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	95	95	0	225	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			3 079	2 613	-3	7 975	2 875	2 875	0	2 875	2 875	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRACTURES DE L'ENI	CABINET	238	0	-1	450	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITARE SEGOU	CABINET	380	380	0	1 300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2769	PROJET D'EQUIPEMENT ENETP	CABINET	190	0	-1	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2770	REHABILITATION ET EQUIPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE CENOU	CABINET	285	0	-1	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	CABINET	1 425	1 425	0	3 849	1 300	1 300	0	1 300	1 300	0	0	0	0	0	
2860	CONSTR/EQUIP 1RE PHASE EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	CABINET	333	333	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2871	PROJET REHABILITATION ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	CABINET	143	0	-1	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3036	CONST/EQUIP SALLES DE CLASSE A L'ULSHB	CABINET	190	0	-1	750	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3080	PROJET CONSTRUCTION ENSUP	CABINET	950	950	0	4 000	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2613	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ISH	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	130	130	130	0	130	130	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			4 134	3 088	-5	11 329	3 530	3 530	0	3 530	3 530	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA CULTURE*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3196	PROJET AMENAGEMENT MEMORIAL MODIBO KEITA	CABINET	0	0	0	600	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	333	333	0	1 000	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	380	0	-1	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2358	APPUI CPS CULTURE ET JEUNESSE	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	95	95	0	225	75	0	75	75	75	0	0	0	0	0	
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	PYRAMIDE DU SOUVENIR	238	0	-1	250	175	175	0	175	175	0	0	0	0	0	
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	CONSERV. ARTS METIERS MULTI. BALLA FASSEKE K.	475	475	0	1 050	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	
2816	REHABILITAION MUSE NATIONAL	MUSEE NATIONAL	285	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA	380	0	-1	380	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	CENTRE NAT. CINEMATOGRAPHIE DU MALI	760	760	0	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			2 946	1 663	-4	3 855	1 830	1 755	75	1 830	1 830	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	CABINET	1 140	1 140	0	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3110	PROJET APPUI RENFORCEMENT CAPACT JEUNES POUR MEILLEURE INCLUSION DANS LA PAIX AU MALI (PARC-JEUNESSE-MALI)	CABINET	67	67	0	66	66	66	0	66	66	0	0	0	0	0	
2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	950	950	0	1 235	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
2896	SECURISATION DU CHAMP HIPPIQUE DE BAMAKO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	190	0	-1	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
3054	AMENAGEMENT DES STADES CAN ET ANNEXES	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	380	380	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2360	RENOVATION DU STADE MODOBO KEITA	STADE MODIBO KEITA	285	0	-1	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			3 012	2 537	-2	6 141	2 606	2 606	0	2 606	2 606	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2216	REHABILATION EXTENSION INRSP	CABINET	190	0	-1	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3192	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE KOULIKORO	CABINET	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	665	0	-1	1 731	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
2978	AMELIORATION PLATEAU/ TECHNIQ/ SANTE MARKALA/ KTLA/ KKORO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	2 850	2 850	0	17 300	4 800	4 800	0	4 800	4 800	0	0	0	0	0	
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	11 400	11 400	0	35 500	11 000	11 000	0	11 000	11 000	0	0	0	0	0	
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	95	95	0	225	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	
2061	REHABILATION EXTENSION IOTA	INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)	190	0	-1	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3197	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE GAO	HOPITAL DE GAO	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3195	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE MOPTI	HOPITAL SOMINE DOLO DE MOPTI	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3194	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL SEGOU	HOPITAL NIANANKORO FOMBA DE SEGOU	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3193	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL SIKASSO	HOPITAL DE SIKASSO	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2215	REHABILATION EXTENSION HOPITAL KATI	HOPITAL DE KATI	238	0	-1	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3191	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE KAYES	HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2212	REHABILATION EXTENSION HPG	HOPITAL DU POINT G.	190	0	-1	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2214	REHABILATION EXTENSION. HGT	HOPITAL GABRIEL TOURE	190	0	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	CENTRE RECH. LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	238	0	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	HOPITAL DU MALI	2 850	2 850	0	4 650	2 500	2 500	0	2 500	2 500	0	0	0	0	0	
3006	MISE A NIVEAU LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE	LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE	238	0	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			19 334	17 195	-8	67 956	22 025	22 025	0	22 025	22 025	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE — *MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020				FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2370	PROGRAMME NATIONAL APPUI FEMMES OPERATRICES ECNOM	CABINET	0	0	0	120	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	
3002	PROJET REHABILITATION CENTRE LUTTE CONTRE L'EXICSION	CABINET	143	0	-1	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2433	PROGRAMME D'APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	143	0	-1	250	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAINE DES FEMMES	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	0	0	0	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	DIRECTION NAT. PROMOT. DE LA FEMME	95	0	-1	120	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	
2434	PROJET LUTTE CONTRE ABANDON DES ENFANTS	DIRECTION NAT. PROMOT. ENFANT ET FAMILLE	95	0	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	190	0	-1	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	143	0	-1	2 058	400	400	0	200	200	0	0	200	200	0	BAD
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	238	0	-1	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3005	REHABILITATION CENTRE D'AUTOPROMOTION DES FEMMES	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	143	0	-1	140	140	140	0	140	140	0	0	0	0	0	
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	CITE DES ENFANTS	285	0	-1	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			1 475	0	-9	4 388	1 930	1 930	0	1 730	1 730	0	0	200	200	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3039	PROJET APPUI REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES POPULATIONS DU NORD MALI	CABINET	190	190	0	3 135	3 075	3 075	0	100	100	0	0	2 975	0	2 975	BAD
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	380	380	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3103	CONST/EQUIP. 6 CENTRES DE PAIEMENT PENSION DISTRICT BKO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	190	190	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			760	760	0	4 585	3 725	3 725	0	750	750	0	0	2 975	0	2 975	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	285	0	-1	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
1833	ENTRETIEN COURANT DES ROUTES	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	285	0	-1	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	950	0	-1	2 950	950	950	0	950	950	0	0	0	0	0	
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	285	0	-1	820	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2749	CONSTRUCTION ROUTE GOUMBOU NARA FRE MAURITANIE	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 185	1 185	0	54 181	17 885	17 885	0	0	0	0	0	17 885	17 885	0	BID
2802	AMENAGEMENT 2X2 VOIES SECTION ROUTE SEGOU SAN 7KM	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	3 482	3 482	3 482	0	0	0	0	0	3 482	3 482	0	B.O.A.D
2812	CONSTRUCTION 4EME PONT DE BAMAKO	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	122 000	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	
2945	CONSTRUCTION 2EME PONT DE KAYES (600ML)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	9 443	0	-1	20 191	9 000	9 000	0	9 000	9 000	0	0	0	0	0	
2948	CONSTRUCTION BTUMAGE MACINA-DIAFARABE-TENENKOU	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 425	1 425	0	6 034	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2980	CONSTR. BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU-KOLONDIEBA FRE RCI	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	8 000	0	-1	16 428	10 428	10 428	0	0	0	0	0	10 428	5 000	5 428	BAD UE
3012	CONST/BITUMAGE DE LA ROUTE KAYES KENIEBA (250KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	9 500	9 500	0	17 557	10 000	10 000	0	10 000	10 000	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3013	CONST SECTION KANGABA DIALAFOUNDO FRONTIERE GUINEE (50KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	1 835	0	-1	8 668	3 000	3 000	0	3 000	3 000	0	0	0	0	0	
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	5 700	5 700	0	7 879	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	
3015	AMENAG VOIE KOULOUBLENI LONGUE DE 5 KM COMMUNE RURALE KALAMBAN KORO	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	2 817	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	2 850	2 850	0	15 114	2 700	2 700	0	2 700	2 700	0	0	0	0	0	
3017	CONST SECTION YANFOLILA KALANA FRONTIERE GUINEE(52KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	7 600	7 600	0	8 500	8 500	8 500	0	8 500	8 500	0	0	0	0	0	
3018	AMENAGEMENT DE LA BRETELE KATELE KADIOLO, 4 KM DE VOIRIES DANS LA LOCALITE DE KADIOLO ET 101 KM DE ROUTE DE TERRE DANS LE CERCLE DE KOUTIALA	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	6 313	6 313	0	14 978	8 000	8 000	0	8 000	8 000	0	0	0	0	0	
3019	BITUMAGE DE LA ROUTE BAROUELI TAMANI (30,5KM)	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	207	0	-1	483	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3020	AMENAGEMENT. 2X2 VOIES 3EME PONT. RN6. CONSTRUCT. ECHANG. REHAB. SECT TOUR AFRIQUE-YIRIMADIO- RN6	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	11 400	11 400	0	17 120	8 500	8 500	0	8 500	8 500	0	0	0	0	0	
3078	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE BKO KATI KOLOKANI DIDIENI DIEMA SANDARE KAYES DIBOLI	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	9 500	9 500	0	56 177	15 000	15 000	0	15 000	15 000	0	0	0	0	0	
3099	AMENAG. TRAVERSEE VILLE DE SIKASSO	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	4 396	4 092	-0	12 300	12 300	12 300	0	300	300	0	0	12 000	6 000	6 000	B.O.A.D BOAD
3180	CONSTRUCTION/REHABILITATION DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE (RTS)-PHASE I	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	70 400	14 080	14 080	0	0	0	0	0	14 080	7 928	6 152	BAD UE

3190	CONSTRUCTION BUTIMAGE DE LA ROUTE KAYES-AOUROU-FR MAURITANIE	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	56 260	7 300	7 300	0	0	0	0	0	7 300	7 300	0	BID

MINISTERE	*MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3201	RECONSTRUCTION DE LA ROUTE SEVARE - GAO	DIRECTION NATIONALE DES ROUTES	0	0	0	38 100	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	DIRECTION NATIONALE DES TRANSPORTS	190	0	-1	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2567	PROJET CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION EQUIPEMENT TRANSPORT	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	143	0	-1	350	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
3176	PROJET CONSTRUCTION VIADUC AMANAGEMENT 10 KM DE VOIERIES URBAINES DANS LA VILLE DE SIKASSO	DIRECTION REGIONALE DES ROUTES DE SIKASSO	0	0	0	21 690	9 000	9 000	0	1 000	1 000	0	0	8 000	8 000	0	BOAD
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPOTRS COMMUNICATION	APPUI CELLULE PLANIFICATION & STATISTIQUE	95	95	0	225	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL.	190	190	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI	190	190	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3154	CONSTRUCTION EQUIPEMENT AGEROUTE	AGENCE D'EXECUTION DES TRAVAUX ROUTIERS (AGEROUTE)	0	0	0	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2449	REHABILITATION EQUIPEMENT INFP/BTP	INSTITUT NAT. FORMATION PROFES. BAT. TRANSP. TRAV. PUB.	190	190	0	550	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			84 974	60 230	-11	576 837	148 550	148 550	0	75 375	75 375	0	0	73 175	55 595	17 580	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3119	PROJET AMENAGEMENT PARCS TIENFALA	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	713	713	0	1 350	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	CABINET	380	380	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2284	DRAGAGE/PROTECTION BERGES DE DIAFARABE	CABINET	760	760	0	1 900	650	650	0	650	650	0	0	0	0	0	
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	CABINET	152	152	0	320	120	120	0	120	120	0	0	0	0	0	
2420	ETUDE AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	CABINET	760	760	0	2 150	750	750	0	750	750	0	0	0	0	0	
2425	RENFORCEMENT DES CAPACITES DU MEA	CABINET	95	0	-1	150	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2490	EXPLOITAT INSFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	CABINET	257	0	-1	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER	CABINET	2 648	2 648	0	3 600	3 300	3 300	0	300	300	0	0	3 000	0	3 000	Suède
2689	ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE/UE	CABINET	589	446	-0	3 506	1 353	1 353	0	120	120	0	0	1 233	0	1 233	UE
2771	ADAPTATION CHANGEMENT CLIMATIQUE LOCAL FENU	CABINET	523	57	-1	120	60	60	0	60	60	0	0	0	0	0	
2772	GESTION RESSOURCES NATURELLES CHANGEMENT CLIMATIQUES IDA	CABINET	1 025	0	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	CABINET	143	143	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2920	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE AEDD	CABINET	713	0	-1	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2921	REHABILITATION ECONOMIQUE ENVIRONNEMENT FLEUVE NIGER	CABINET	2 327	2 184	-0	6 166	3 186	3 186	0	150	150	0	0	3 036	1 518	1 518	B.M. BM
3100	PROJET D'APPUI A LA COORDINATION DES INITIATIVES LIEES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE/AEDD	CABINET	238	238	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3101	PROJET ASSAINISSEMENT VILLE DE BAMAKO	CABINET	48	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3149	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE ABFN	CABINET	0	0	0	1 500	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3182	PROGRAMME INTEGRE DE DEVELOPPEMENT ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE BASSIN DU NIGER (PIDACC/BN)	CABINET	0	0	0	10 664	3 500	3 500	0	0	0	0	0	3 500	0	3 500	BAD
719	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GESTION MASSIFS FORESTIERS MALI	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	190	190	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
1884	CONSERVATION VALORISATION BIODIVERSITE ELEPHANTS GOURMA	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	95	95	0	200	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2509	APPUI SYSTEME D'INFORMATION FORESTIER SIFOR	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	190	190	0	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2690	EXTENSION/RENFORCEMENT SYSTEME AIRES PROTEGES	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	48	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3148	PROMOTION DES CHAINES DE VALEUR AGRICOLE (GEDEFOR III)	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	0	0	0	5 327	3 260	3 260	0	260	260	0	0	3 000	0	3 000	Suisse

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3152	PROG REBOISEMENT INTENSIF RECONSTRUCTION ECOSYSTEMES FOREST MALI	DIRECTION NATIONALE DES EAUX ET FORETS	0	0	0	420	140	140	0	140	140	0	0	0	0	0	
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	285	285	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMOUBOUGOU	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	950	950	0	2 250	750	750	0	750	750	0	0	0	0	0	
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	143	143	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3150	CONSTRUCTION DU SIEGE DE LA DNACPN	DIR. NAT. ASSAIN. CONTROLE POLUT. NUISANCES	0	0	0	1 900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2192	PROJET REHABILITATION CENTRE FORMATION TABACORO	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	190	190	0	190	190	190	0	190	190	0	0	0	0	0	
2261	PROGRAMME REGIONAL MASSIF FOUTA DJALLON	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	48	48	0	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
2923	ELIMINATION PREVENTION PESTICIDE OBSELETS	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	238	238	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			13 748	10 810	-7	47 363	21 259	21 259	0	7 490	7 490	0	0	13 769	1 518	12 251	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2 375	0	-1	7 500	2 500	2 500	0	2 500	2 500	0	0	0	0	0	
2131	ETUDE ARCHITECTURALE CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	380	0	-1	1 675	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	34 343	23 442	-0	67 907	37 532	37 532	0	500	500	0	0	37 032	29 600	7 432	AFD BAD
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	8 883	0	-1	2 880	2 880	2 880	0	150	150	0	0	2 730	0	2 730	KfW
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	3 406	3 216	-0	2 638	2 638	2 638	0	200	200	0	0	2 438	0	2 438	Pays-Bas
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	15 543	15 543	0	24 580	11 063	11 063	0	200	200	0	0	10 863	0	10 863	KfW
3082	PROG. SAOUDIEN DE FORAGES-PUITS ET DEVELOP. RURAL EN AFRIQUE PHASE 5	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	940	940	0	4 128	2 240	2 240	0	80	80	0	0	2 160	0	2 160	FSD
3132	PROJET APPUI CONNAISSANCE & SUIVI RESSOURCE EN EAU (PACS-RE)	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	1 312	1 312	0	5 482	3 467	3 467	0	100	100	0	0	3 367	1 167	2 200	KFW. KfW
2869	PROJET SYSTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURALE	CABINET	4 532	0	-1	14 120	13 560	13 560	0	560	560	0	0	13 000	8 000	5 000	BM Fonds Abou Dabi
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	CABINET	361	361	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3109	PROGRAMME D'URGENCES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE/ CONSTRUCTION CENTRALE SOLAIRE	CABINET	2 375	2 375	0	12 250	2 250	2 250	0	2 250	2 250	0	0	0	0	0	

MINISTERE		MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU															
			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3116	PRODUCTION HYBRIDE ET ACCES RURALE A L'ELECTRICITE (PHARE)	CABINET	4 500	4 500	0	13 000	6 500	6 500	0	0	0	0	0	6 500	3 250	3 250	AFD UE
3117	PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPMENT RURAL AU MALI	CABINET	600	600	0	9 155	4 000	4 000	0	0	0	0	0	4 000	4 000	0	BID
3181	PROJET AMELIORATION SECTEUR ELECTRICITE AU MALI	CABINET	0	0	0	50 500	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	0	2 000	AFD
2668	PROJET CONSTRUCTION CENTRE NATIONAL CONDUITE DEDOUBLEMENT. CAPACITE. CENTRALE SOTUBA	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	7 375	2 375	-1	16 000	10 000	10 000	0	5 000	5 000	0	0	5 000	5 000	0	BOAD
2999	PROJET CONSTRUCTION LIAISON DOUBLE TERNE SIKASSO BOUGOUNI BAMAKO	DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE	2 805	2 805	0	500	500	500	0	0	0	0	0	500	500	0	BID
1664	ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	143	143	0	300	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	285	285	0	600	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2954	FONDS D'ETUDE DES PROJETS SECTEUR ENERGIE EAU	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	333	333	0	900	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	2 643	1 500	-0	7 150	3 650	3 650	0	150	150	0	0	3 500	1 000	2 500	BADEA Fonds Abou Dabi
2998	PROJET HYDRAULIQUE ASSAINISSEMENT MILIEU RURAL (BID- UEMOA)	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	3 663	0	-1	1 312	1 312	1 312	0	150	150	0	0	1 162	1 162	0	BID
3162	PROGRAMME DAPPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT (3 EME PHASE)	DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	0	0	0	150	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	UE
2739	APPUI CELLULE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	APPUI CELLULES DE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	143	143	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX	333	333	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION	143	0	-1	140	140	140	0	140	140	0	0	0	0	0	
2499	PROJET ETUDE FAISABILITE LABORATOIRE BIOCARBURANT	AGENCE NAT. DEVELOPPEMENT BIOCARBURANTS (ANADEB)	95	0	-1	90	90	90	0	90	90	0	0	0	0	0	
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	AUTORITE POUR AMENAG.DE TAOUSSA	5 500	4 100	-0	69 703	8 572	8 572	0	2 000	2 000	0	0	6 572	3 286	3 286	AFD FSD
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI	143	0	-1	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			103 154	64 306	-10	314 310	116 794	116 794	0	15 970	15 970	0	0	100 824	56 965	43 859	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3188	PROJET DE GOUVERNANCE DU SECTEUR DES MINES	CABINET	0	0	0	7 000	1 000	1 000	0	0	0	0	0	1 000	0	1 000	BM
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	DIRECTION NATIONALE GEOLOGIE & MINES	1 425	1 425	0	4 400	1 400	1 400	0	1 400	1 400	0	0	0	0	0	
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	APPUI CELLULE DE PLANIF. & STATISTIQUE	95	95	0	225	75	75	0	75	75	0	0	0	0	0	
2228	PROMOTION DE NOUVELLES ZONES PETROLIERES	PROMOTION NOUVELLES ZONES PETROLIERES	190	190	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
2496	EQUIPEMENT DU PDRM	EQUIPEMENT PDRM	190	0	-1	800	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			1 900	1 710	-1	13 925	3 375	3 375	0	2 375	2 375	0	0	1 000	0	1 000	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA COMMUNICATION*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	CABINET	333	333	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	285	0	-1	750	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2926	PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DE LA POSTE	CONTRAT PLAN ETAT / ONP (PROG.D'INVESTISS.)	285	285	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3156	RENFORCEMENT INFRASTRUCRE ORTM/ NUMERISATION DES ARCHIVES DE L'ORTM	OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI	0	0	0	1 500	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			903	618	-1	3 900	1 350	1 350	0	1 350	1 350	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA PROSPECTIVE*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2866	PROJET CONNEXION COMMUNES/ ECOLES A INTERNET	AGENCE TECHNOLOGIES INFORMATION & COMMUNICATION	190	190	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			190	190	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES DOMAINES ET DES AFFAIRES FONCIERES*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	CABINET	1 900	1 900	0	6 600	2 200	2 200	0	2 200	2 200	0	0	0	0	0	
3081	PROJET APPUI COMMUNES URBAINES DU MALI (PACUM)	CABINET	95	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	143	0	-1	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3153	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BUREAUX DOMAINES ET CADASTRES KATI	DIRECTION NATIONALE DU CADASTRE	0	0	0	1 000	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE. REGIONALES CADASTRE	DIRECTION NATIONALE DES DOMAINES	1 235	1 235	0	3 314	1 500	1 500	0	1 500	1 500	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			3 373	3 135	-2	11 114	4 200	4 200	0	4 200	4 200	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT ET DU LOGEMENT SOCIAL*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	CABINET	380	0	-1	850	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	CABINET	4 750	4 750	0	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			5 130	4 750	-1	15 850	5 300	5 300	0	5 300	5 300	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	CABINET	475	475	0	1 425	475	475	0	475	475	0	0	0	0	0	
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	CABINET	380	380	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2825	APPUI INSTITUTIONNEL AU MPATP	CABINET	71	0	-1	80	80	80	0	80	80	0	0	0	0	0	
3177	PROGRAMME FORMAT PERFECTIONNEMENT AGENTS MPAT	CABINET	0	0	0	295	95	95	0	95	95	0	0	0	0	0	
3178	APPUI MISE EN OEUVRE CERCAP	CABINET	0	0	0	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	DIRECTION NAT. AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	428	428	0	1 260	420	420	0	420	420	0	0	0	0	0	
2064	APPUI A LA GEST. DE LA POLITIQUE NATION.POPULATION	DIRECTION NATIONALE DE LA POPULATION	238	238	0	690	230	230	0	230	230	0	0	0	0	0	
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	DIRECTION NATIONALE DE LA POPULATION	5 095	5 095	0	2 134	2 134	2 134	0	95	95	0	0	2 039	2 039	0	BM
2824	APPUI CENTRE DE FORMATION EN STATISTIQUE/INSTAT	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	48	0	-1	50	50	50	0	50	50	0	0	0	0	0	
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	1 425	1 425	0	1 750	1 750	1 750	0	1 750	1 750	0	0	0	0	0	
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE	475	475	0	1 645	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			8 635	8 516	-2	10 579	6 684	6 684	0	4 645	4 645	0	0	2 039	2 039	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	CABINET	1 425	1 425	0	4 200	1 400	1 400	0	1 400	1 400	0	0	0	0	0	
2565	PROJET CONSTRUCTION ENTREPOT DU MALI AU BENIN	CABINET	0	0	0	685	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3155	CONTRAT/PLAN ETAT COMANAV	CABINET	0	0	0	930	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	ENTREPOTS MALIEN EN COTE D'IVOIRE (E.MA.C.I.)	665	665	0	1 709	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	AGENCE NATIONALE DE METEOROLOGIE	238	0	-1	450	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			2 328	2 090	-1	7 974	2 950	2 950	0	2 950	2 950	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT PRIVE DES PETITES & MOYENNES ENTREPRISES & DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2779	APPUI AGENCE MALIENNE NORMALISATION PROMOTION QUALITE	CABINET	48	0	-1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	SECRET. PERMANENT LOI D'ORIENTATION SECTEUR PRIVE	95	0	-1	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	CELLULE TECHN. REFORME CADRE AFFAIRES	166	0	-1	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			309	0	-3	800	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'AGRICULTURE*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
1977	PROGRAMME COMPETITIVITE DIVERSIFICATION AGRICOLE PCDA	CABINET	475	0	-1	400	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	CABINET	380	380	0	1 140	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	CABINET	380	380	0	1 140	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
2709	ADAPTATION AGRICULTURE ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQUE	CABINET	1 097	1 097	0	4 087	2 064	2 064	0	170	170	0	0	1 894	0	1 894	Norvège
2800	PROGRAMME PRODUCTIVITE AGRICOLE AFRIQUE OUEST (WAPP) II	CABINET	238	0	-1	450	450	450	0	450	450	0	0	0	0	0	
2807	PROJ. RENFORC.SECU. ALIMENT. DVPT CULT IRRIG (PRESA-DCI)	CABINET	3 190	0	-1	6 900	6 300	6 300	0	300	300	0	0	6 000	6 000	0	BAD
2809	PROJ RENFORC. SECU. ALIMENT. NUTRIT REGION KOULIKORO (PRESAN-KL)	CABINET	2 690	0	-1	4 600	4 200	4 200	0	200	200	0	0	4 000	4 000	0	BAD
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	CABINET	380	380	0	700	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	CABINET	428	428	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	CABINET	333	333	0	1 050	350	350	0	350	350	0	0	0	0	0	
2966	ETUDE PROJET DEVELOPPEMENT RURAL DU KAARTA/SEFETO	CABINET	190	190	0	400	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	CABINET	1 900	1 900	0	2 979	1 000	1 000	0	1 000	1 000	0	0	0	0	0	
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	CABINET	285	285	0	855	285	285	0	285	285	0	0	0	0	0	
3010	NOUVEAUX PROJETS BSI	CABINET	46 226	0	-1	54 232	54 232	54 232	0	54 232	54 232	0	0	0	0	0	
3043	OFFICE RIZ MOPTI	CABINET	380	380	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
3112	PROJET D'APPUI REGIONAL A L'INITIATIVE D'IRRIGATION DANS LE SAHEL (PARIS)	CABINET	690	690	0	14 000	3 250	3 250	0	250	250	0	0	3 000	3 000	0	BM
3118	IPRODI PROGRAMME MALI NORD	CABINET	6 571	6 571	0	10 562	3 431	3 431	0	250	250	0	0	3 181	0	3 181	KfW
3144	PROJET D'EXTENSION DES AMENAGEMENTS DE LA PLAINES DE SAN/ PROG DVPT RURAL ET S.A	CABINET	0	0	0	7 332	5 398	5 398	0	300	300	0	0	5 098	0	5 098	Lux-Dév
3166	PROJET FINANCEMENT INCLUSIF DES FILIERES AGRICOLES(INCLUSIF) AU MALI	CABINET	0	0	0	27 767	10 943	10 943	0	150	150	0	0	10 793	10 793	0	FIDA
3168	CONTRAT PLAN OFFICE DU NIGER	CABINET	0	0	0	12 700	4 750	4 750	0	4 750	4 750	0	0	0	0	0	
3169	CONSTRUCTION SIEGE DE L'INSTITUT DU SAHEL	CABINET	0	0	0	2 706	600	600	0	600	600	0	0	0	0	0	
3170	TRAVAUX AMENAGEMENT DE 250 HA DE LA PLAINE DE TOGOBERE	CABINET	0	0	0	2 800	500	500	0	500	500	0	0	0	0	0	
3186	PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE ET DE RESILIENCE CLIMATIQUE DANS LES PLAINES DU DELTA 2 (PDIR-PD2)	CABINET	0	0	0	597	597	597	0	0	0	0	0	597	0	597	BAD

MINISTERE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2684	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE KITA PHASE 2	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	1 909	1 909	0	5 638	3 750	3 750	0	250	250	0	0	3 500	3 500	0	BID
2916	PROGRAMME DE RENFORCEMENT RESILIENCE SECURITE ALIMENTAIRE (PRIA)	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	2 077	2 077	0	9 418	5 168	5 168	0	250	250	0	0	4 918	4 918	0	BID
2917	PROJET RENFORCEMENT RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	3 855	855	-1	10 333	5 842	5 842	0	750	750	0	0	5 092	1 500	3 592	B.A.D BAD
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	333	333	0	900	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
3113	PROJET DEVELOPPEMENT FERME RIZICOLE SABE	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	285	285	0	1 581	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
3127	PROJET D'APPUI A LA COMPETITIVITE AGRO-INDUSTRIELLLE AU MALI (PACAM)	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	4 217	3 837	-0	8 271	5 026	0	5 026	0	0	0	0	5 026	5 026	0	BM
3134	PROJET DVPT AGRICULTURE ZONES ARIDE DU MALI	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	2 500	2 500	0	25 000	6 000	6 000	0	0	0	0	0	6 000	3 000	3 000	B.M. BM
3136	PROJET APPUI FILIERES ANACARDE AU MALI	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	3 000	3 000	0	3 000	3 000	3 000	0	0	0	0	0	3 000	0	3 000	AECDI
3183	Projet N'Debougou Phase IV	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	0	0	0	15 744	3 936	3 936	0	0	0	0	0	3 936	0	3 936	KfW
3184	PROJET PRODUCTIVITE DE L'EAU A L'OFFICE DU NIGER (PRODEAU)	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	0	0	0	3 014	326	326	0	0	0	0	0	326	0	326	Pays-Bas
3185	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'OFFICE DU NIGER (PADON) PHASE II	DIRECTION NATIONALE DE L'AGRICULTURE	0	0	0	4 592	4 592	4 592	0	0	0	0	0	4 592	0	4 592	AFD
2480	PROGRAMME DEVELOPPEMENT IRRIGATION AU MALI	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	6 065	6 065	0	22 120	11 140	11 140	0	2 500	2 500	0	0	8 640	8 640	0	BAD

MINISTERE	*MINISTERE DE L'AGRICULTURE*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3130	PROJET AMENAGEMENT PROXIMITE RENFORCEMENT RESILIENCE COMMUNAUTES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (PAPR2C3)	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	0	0	0	600	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
3133	PROJET APPUI IRRIGATÂ° PROXIMITE (IPRO) GAO ET MENAKA	DIRECTION NATIONALE DU GENIE RURAL	3 717	3 717	0	7 434	3 717	3 717	0	0	0	0	0	3 717	0	3 717	KfW
3171	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DFM DRH MINISTERE AGRICULTURE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	0	0	0	1 995	800	800	0	800	800	0	0	0	0	0	
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	95	95	0	300	200	200	0	100	100	0	0	0	0	0	
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	CELLULE DE PLANIFICATION & STATISTIQUE	428	428	0	1 200	400	400	0	400	400	0	0	0	0	0	
2765	PROJET AMELIORATION PRODUCTIVITE AGRICOLES SS EXPOIT AFR SUD SAHARIEN	POJ. AMEL. PRODTVITE AGR. SS. EXPOIT. AFR. SUD SAHARIEN	1 756	1 756	0	1 414	1 414	1 414	0	80	80	0	0	1 334	1 334	0	BID
3167	OFFICE RIZ SEGOU - CONTRAT PLAN	OFFICE RIZ SEGOU	0	0	0	1 140	380	380	0	380	380	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			96 070	39 871	-6	283 191	156 951	151 925	5 026	72 307	72 307	0	0	84 644	51 711	32 933	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2200	CONTRAT PLAN LABORATOIRE CENTRALE VETERINAIRE ETAT	C A B I N E T	0	0	0	600	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
2798	PROG. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES AU MALI (PDIRAAM)	C A B I N E T	1 719	1 719	0	11 227	6 308	6 308	0	200	200	0	0	6 108	6 108	0	BID
3138	PROJET APPUI DVPT ELEVAGE AU MALI (PADEL-M)	C A B I N E T	1 948	1 948	0	19 900	6 200	6 200	0	200	200	0	0	6 000	3 000	3 000	B.M. BM
3164	OFFICE DEVELOPPEMNT PECHE ET AQUACULTURE DELTAT INTERIEUR DU NIGER	C A B I N E T	0	0	0	450	150	150	0	150	150	0	0	0	0	0	
3172	PROJET DE DEVELOPPMENT DURABLE DES EXPLOITANTS PASTORALES AU SAHEL MALI (PDDEPS-MALI)	C A B I N E T	0	0	0	16 900	6 800	6 800	0	200	200	0	0	6 600	6 600	0	BID
1885	PROGRAMME DVPT INTEGRE ZONE ONDY/ MADINA DIASSA	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	95	0	-1	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
2201	ETUDE TRANSFORMATION SOUS PRODUITS D'ABATTAGE	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	95	0	-1	1 400	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
2402	CONSTRUCTION MARCHE MODERNE POISSONS DE BAMAKO	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	333	0	-1	300	300	300	0	300	300	0	0	0	0	0	
2799	PROJET REGIONAL APPUI PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS)	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	4 880	4 880	0	5 425	3 150	3 150	0	150	150	0	0	3 000	3 000	0	BM
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	380	380	0	1 440	680	680	0	680	680	0	0	0	0	0	
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUOCOLES	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	333	333	0	250	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3083	PROJET APPUI AU RENFORCEMENT DE L'ELEVAGE ET DE L'ECONOMIE PASTORALE DANS LA REGION DE KOULIKORO	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	1 575	1 575	0	3 588	2 254	2 254	0	50	50	0	0	2 204	0	2 204	Belgique
3174	ETUDE DEVELOPPMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE AU MALI	DIRECTION NAT. PRODUCTIONS & INDUSTRIES ANIMALES	0	0	0	750	250	250	0	250	250	0	0	0	0	0	
3137	PROJET APPUI FILIERE HALIEUTIQUE AU MALI	DIRECTION NATIONALE PECHE	1 723	1 723	0	1 334	1 047	1 047	0	0	0	0	0	1 047	0	1 047	UE
3173	PROJET APPUI CONTROLE SURVEILLANCE EPIZOOTIES	DIRECTION NATIONALE SERVICES VETERINAIRES	0	0	0	100	100	100	0	100	100	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			13 081	12 558	-3	63 764	28 039	28 039	0	3 080	3 080	0	0	24 959	18 708	6 251	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
3139	LUTTE CONTRE INSECURITE ALIMENTAIRE ET MALNUTRITION	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	1 193	1 193	0	1 975	1 213	1 213	0	0	0	0	0	1 213	0	1 213	Belgique
3187	PROGRAMME DE SOUTIEN AU DISPOSITIF NATIONAL DE SECURITE ALIMENTAIRE (PRESA) PHASE I	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	0	0	0	1 869	790	790	0	0	0	0	0	790	0	790	Suisse
TOTAL MINISTERE			1 193	1 193	0	3 844	2 003	2 003	0	0	0	0	0	2 003	0	2 003	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT 2020
PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME*

			Exécution du budget 2019			Autorisation de prog/AP-AE	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR 2020				FINANCEMENT EXTERIEUR 2020			
RNP	INTITULE DU PROJET	ORGANISME DEXECUTION	Prévision budget.	Estimat. d'exécut.	Ecarts (en %)	2020 - 2022	Total	Formation Capital	Autres depenses	Total	Budget Nat.	Auto Financ.	Divers Autres	Total	Prêts	Subvent.	Sources
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	665	665	0	2 166	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	DIRECTION FINANCES ET MATERIEL	665	665	0	1 163	700	700	0	700	700	0	0	0	0	0	
2841	EXTENSION/ AMENAGEMENT SIEGE APCMM	CHAMBRE DES METIERS	0	0	0	200	200	200	0	200	200	0	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE			1 330	1 330	0	3 529	1 600	1 600	0	1 600	1 600	0	0	0	0	0	
ENSEMBLE MINISTERES			459 684	311 590	-100	1 701 781	643 104	634 169	8 935	293 104	293 104	0	0	350 000	194 400	155 600	

DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGETAIRE ET ECONOMIQUE PLURIANNUELLE (DPBEP)

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

==========

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

==========

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple - Un But - Une Foi

==========

DOCUMENT DE PROGRAMMATION BUDGETAIRE ET ECONOMIQUE PLURIANNUELLE

DPBEP 2020-2022

Mai 2019

LISTE DES ABREVIATIONS

AICE	Application Intégrée de la Comptabilité de l'Etat
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BDM	Banque de Développement du Mali
BMS	Banque Malienne de Solidarité
BNDA	Banque Nationale de Développement Agricole
BSI :	Budget Spécial d'Investissement
CANAM	Caisse Nationale d'Assurance Maladie
CDMT :	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CEDEAO :	Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest
CMSS :	Caisse Malienne de Sécurité Sociale
CREDD	Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable au Mali
CSCOM	Centre de Santé Communautaire
CUT	Compte Unique du Trésor
DGABE :	Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat
DGB	Direction Générale du Budget
DGD :	Direction Générale des Douanes
DGDP :	Direction Générale de la Dette Publique
DGE :	Direction des Grandes Entreprises
DGI :	Direction Générale des Impôts
DME	Direction des Moyennes Entreprises
DND :	Direction Nationale des Domaines
DNTCP :	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DPBEP	Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle
EDM _SA	Energie du Mali
EMOP	Enquête Modulaire d'Evaluation de la Pauvreté
EPH	Etablissement Public Hospitalier
FEC	Facilité Elargie de Crédit
FMI	Fonds Monétaire International
INPS	Institut National de Prévoyance Sociale
LOA	Loi d'Orientation Agricole
LOPM	Loi d'Orientation et de Programmation Militaire
LPSI	Loi de Programmation Relative à la Sécurité Intérieure
N.C.A ou n.c.a	Non Classé Ailleurs
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
OCLEI	Office Central de Lutte Contre l'Enrichissement Illicite
ODHD/LCP	Observatoire du Développement Humain Durable/ Lutte Contre la Pauvreté
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
PAG	Programme d'Actions du Gouvernement
PREM	Plan de Réforme de la gestion des finances publiques au Mali

PEFA	Public Expenditure and Financial Accountability/ Dépenses Publiques et Responsabilité Financière
PIB	Produit Intérieur Brut
PMA	Paquet Minimum d'Activités
PNISA	Programme National d'Investissement du Secteur Agricole
PPP	Partenariat Public-Privé
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
PRED	Plan de Relance Durable
SIGTAS	Standard Integrated Government Tax Administration System
SNCI	Stratégie Nationale de Contrôle Interne
SNEC	Syndicat National de l'Education et de la Culture
SNESUP	Syndicat National de l'Enseignement Supérieur
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UNTM	Union Nationale des Travailleurs du Mali
VIH/SIDA	Virus Immunodéficience Humaine/ Syndrome Immunodéficience Acquise

INTRODUCTION

1. L'élaboration du DPBEP a été institutionnalisée par le nouveau cadre harmonisé de la gestion des finances publiques au sein de l'UEMOA. Le DPBEP est un outil budgétaire à partir duquel est élaboré le projet de loi de finances. Son élaboration ou sa mise à jour, sur la base des hypothèses du cadrage macro-économique, constitue une phase indispensable du processus d'élaboration de la loi de finances.
2. L'élaboration du DPBEP revêt un intérêt particulier dans le cadre de la réforme de la gestion des finances publiques au Mali. En effet, elle permet d'apporter une réponse aux problèmes d'articulation entre les stratégies de développement et le budget de l'Etat. Dans ce sens, le DPBEP sert à faire des allocations budgétaires en fonction des priorités définies par le gouvernement dans son plan national de développement ou le Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD). En outre, il permet également de situer la loi de finances dans une perspective pluriannuelle et de préciser la trajectoire des finances publiques.

3. Le présent DPBEP couvrant la période 2020-2022 coïncide avec la formulation du nouveau CREDD 2019-2023. La projection des finances publiques est établie sur la base d'une prévision de croissance réelle du produit intérieur brut (PIB) en moyenne de 4,8% entre 2020 et 2022.
4. L'objectif de la politique budgétaire demeurerait le renforcement de la soutenabilité en cohérence avec les critères de convergence de l'UEMOA et de la CEDEAO ainsi que les engagements pris avec le FMI. Sur la période du cadrage, le solde budgétaire de base hors PPTE en pourcentage du PIB se situerait en moyenne annuelle à -0,8% du PIB et le solde budgétaire global base engagement (dons inclus) autour de -3,0 % du PIB.
5. Les objectifs d'allocations budgétaires s'inscriront dans la mise en œuvre du Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable au Mali (CREDD) 2019-2023 qui constitue le document cadre de référence des politiques et stratégies nationales de développement sur la même période.
6. Les allocations budgétaires sectorielles ont été faites en tenant compte des priorités du gouvernement retenues dans le CREDD 2019-2023 et qui visent principalement à trouver une réponse pertinente et proactive aux problématiques de développement. Il s'agira particulièrement : (i) de combler le déficit de gouvernance, (ii) d'assurer la paix et la sécurité et de restaurer le bon climat de vivre ensemble qui a toujours caractérisé la société malienne, (iii) de créer les conditions d'une transformation structurelle de l'économie et d'une croissance forte et inclusive, (iv) de mieux protéger l'environnement et de renforcer la résilience au changement climatique, (v) de mieux valoriser le capital humain et ainsi capter le dividende démographique.
7. En d'autres termes, les allocations budgétaires visent prioritairement à : (i) financer les investissements structurants et productifs, (ii) poursuivre la mise en œuvre de l'engagement présidentiel d'allocation de 15% du budget d'Etat au secteur du Développement Rural, (iii) poursuivre la mise en œuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) et la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI), (iv) consolider les acquis des secteurs sociaux et (vi) renforcer la décentralisation à travers la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger.
8. Le document comporte quatre (04) parties, à savoir :
   - le contexte macroéconomique ;
   - la gestion des finances publiques ;
   - la mise en œuvre des stratégies nationales et sectorielles ;
   - la situation financière des organismes publics.

I. LE CONTEXTE MACROECONOMIQUE

1.1. Evolution de la situation macroéconomique 2016-2018

1.1.1 Situation macroéconomique internationale 2016-2018

9. Le contexte économique mondial laisse entrevoir une légère reprise de la croissance tirée essentiellement par la chine et les pays émergents et en développement.
10. S'agissant de la Chine, on observe une croissance vigoureuse, passant de 6,7% en 2016 à 6,6 % 2018.Cette robustesse de la croissance est due en partie par la croissance de la demande intérieure.
11. Dans les pays émergents et les pays en développement, la croissance économique passe de 4,4% en 2016 à 4,7% en 2017 et en 2018. Cette évolution de la croissance dans la zone est imputable à la vigueur de l'économie.
12. Quant aux pays avancés, la production a augmenté de l'ordre de 2,3% en 2017 contre 1,7% en 2016. Cette reprise de la croissance économique devrait se poursuivre en 2018 pour atteindre 2,4%.
13. En Afrique subsaharienne, le taux de croissance économique devrait passer de 1,4% en 2016 à 3,1 % en 2018 soit.
14. La hausse des prix reste relativement modérée dans les pays avancés (soit 0,8% en 2016 et 1,7% en 2018). L'inflation se situe à des niveaux plus élevés dans les pays émergents et en développement en passant de 4,2% en 2016 à 5% en 2018. En Afrique subsaharienne, l'inflation a atteint 11% aussi bien en 2016 qu'en 2017 et devrait fléchir en 2018 en s'établissant à 8,6%.

Tableau 1 : Evolution de la situation macroéconomique internationale 2016-2018[1]

	Croissance réelle du PIB(%)			Prix à la consommation en %		
	2016	2017	2018	2016	2017	2018
Monde	3,3	3,7	3,7			
Pays avancés[2]	1,7	2,3	2,4	0,8	1,7	2,0
pays émergents et pays en développement	4,4	4,7	4,7	4,2	4,3	5,0
Chine	6,7	6,9	6,6	2,0	1,6	2,2
Afrique Subsaharienne	1,4	2,7	3,1	11,2	11,0	8,6

Source : FMI (Perspectives Economiques, octobre 2018)

15. La zone UEMOA a été l'une des régions d'Afrique subsaharienne (ASS) dont la croissance a été la plus rapide ces dernières années. Malgré une détérioration des termes de l'échange, des tensions sociales et des défis sécuritaires dans la région, le taux de croissance du PIB réel de l'UEMOA a été supérieur à 6% en 2016 et 2017, avec une inflation qui est restée modeste durant plusieurs années consécutives.

[1] 2018 est une prévision

[2] Etats-Unis, zone EURO, Japon, Royaume-Uni, Canada, etc.

Tableau 2 : Evolution de la situation macroéconomique des pays de l'UEMOA 2016- 2018

	Croissance réelle du PIB (%)			Inflation en %		
	2016	2017	2018	2016	2017	2018
UEMOA	6,6	6,5	6,4	0,3	0,8	1,7
Bénin	4,0	5,6	6,0	-0,8	0,1	1,9
Burkina-Faso	5,9	6,4	6,0	-0,2	0,4	2,0
Côte d'Ivoire	8,3	7,8	7,4	0,7	0,8	1,7
Guinée-Bissau	5,8	5,5	5,0	1,5	1,1	2,0
Mali[3]	5,8	5,3	4,9	-1,8	1,8	1,9
Niger	5,0	5,2	5,2	0,2	2,4	2,5
Sénégal	6,7	6,8	7,0	0,9	1,4	1,5
Togo	5,0	4,8	5,0	0,9	-0,7	-1,6

Source : *Rapport du FMI no 2018/106, mai 2018*

1.1.2 Situation macroéconomique nationale 2016-2018

16. L'économie malienne a connu une croissance régulière estimée à 5,8% en 2016 et 5,3% en 2017. Cette performance est imputable à un rebond de la croissance dans les secteurs primaire et tertiaire en 2016 et beaucoup plus le secteur secondaire pour l'année 2017.
17. En 2016, grâce à une pluviométrie abondante combinée à une politique volontariste de soutien au secteur agricole à travers notamment la subvention des intrants agricoles, la production du secteur primaire a augmenté de 7,5 %. Dans le secteur secondaire, la production a progressé seulement de 0,3% à la suite d'un repli dans le secteur des industries manufacturière et agroalimentaire nonobstant le dynamisme des BTP. Dans le secteur tertiaire, la croissance a été de 6,8% grâce notamment au développement des transports et télécommunications et au sous-secteur financier qui ont enregistré respectivement un rebond de 8,8% et 7,5%.
18. Malgré une légère décélération en 2017, la croissance de l'économie est restée robuste en s'établissant à 5,4% grâce à une reprise dans le secteur secondaire et à la bonne tenue des secteurs primaire et tertiaire en lien respectivement avec l'agriculture industrielle d'exportation et les transports et télécommunications.
19. En 2018, le taux de croissance attendu est projeté à 4,9% soutenu essentiellement par le secteur primaire
20. L'inflation est restée maitrisée sur la période 2016-2018 en raison, principalement, de la bonne tenue des campagnes agricoles et d'une relative stabilité du prix des produits pétroliers. Sur ladite période, la moyenne annuelle du taux d'inflation est estimée à 0,7 % contre la norme de 3 % pour la zone UEMOA.
21. Le solde du compte courant (dons inclus) de la balance des paiements, du fait principalement de l'augmentation des importations et du cours du pétrole, est resté structurellement déficitaire entre 2016 et 2017, soit respectivement -7,3% et -6,1% du PIB. En 2018, il est attendu un solde courant de -6,8% du PIB partiellement financé par des entrées nettes de capitaux, principalement sous forme d'aide extérieure et d'investissements directs étrangers.
22. La masse monétaire a crû de 7,3% en 2016 et 7,9% en 2017. Elle devrait poursuivre cette dynamique en 2018 avec une croissance prévue à 16,2% sous l'impulsion du crédit à l'économie.
23. En matière de finances publiques, la politique budgétaire a été expansionniste du fait du financement des actions prioritaires contenues dans l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali et de la prise en charge de l'incidence financière de la LOPM de la LPSI et des revendications des partenaires syndicaux.

[3] *MEF, FMI (10ème revue FEC, octobre 2018).*

24. Le déficit budgétaire (dons inclus, base caisse) est ressorti en moyenne à 3,2% % sur la période 2016-2017 et son niveau est projeté 3,5% en 2018 contre la norme de 3 % pour la zone UEMOA.
25. En matière de politique d'endettement, le Mali reste un pays dont le risque de surendettement reste modéré. Sur la période 2016-2018, l'encours de la dette publique rapporté au PIB reste en deçà de la norme communautaire de l'UEMOA fixée à 70%. Quant au déficit budgétaire, il demeure au-dessus de la norme communautaire de l'UEMOA fixé à 3% du PIB.

1.2. Aperçu sur les perspectives économiques 2019

1.2.1 Perspectives économiques au niveau international

26. Selon les perspectives de l'économie mondiale du FMI, mises à jour en janvier 2019, la croissance mondiale devrait retomber à 3,5 % en 2019 contre 3,7% en 2018. Cette baisse tient à un ralentissement persistant de la croissance des pays avancés et un ralentissement temporaire de la croissance des pays émergents et des pays en développement en 2019, du fait de contractions en Argentine et en Turquie, ainsi que de l'impact des mesures commerciales sur la Chine et les autres pays asiatiques.
27. Plus précisément, la croissance des pays avancés devrait tomber d'environ 2,3 % en 2018 à 2% en 2019.
28. Dans le groupe des pays émergents et des pays en développement, la croissance devrait diminuer légèrement pour atteindre 4,5 % en 2019 contre 4,6 % en 2018.
29. En Asie, la croissance des pays émergents et des pays en développement tombera de 6,5 % en 2018 à 6,3 % en 2019. Malgré les mesures de relance budgétaire qui compensent en partie l'impact de la hausse des droits de douane américains, l'économie de la Chine ralentira sous l'influence combinée du durcissement nécessaire de la réglementation financière et des tensions commerciales avec les États-Unis.
30. En Afrique subsaharienne, la croissance devrait monter de 2,9 % en 2018 à 3,5 % en 2019. Pour 2019, la révision à la baisse du taux de croissance de 0,3 point par rapport à la prévision d'octobre 2018 tient à la diminution des cours du pétrole qui ont entraîné une baisse de la croissance en Angola et au Nigéria.

1.2.2 Perspectives économiques nationales en 2019

31. L'année 2019 serait marquée par différents évènements notamment (i) l'adoption et la mise en œuvre du CREDD 2019-2023 ; (ii) la mise en œuvre de la réforme institutionnelle ; (iii) la poursuite de la mise en œuvre de l'accord à travers l'accélération du processus de DDR ; tout cela dans un contexte sécuritaire qui reste fragile, nonobstant les multiples efforts déployés par le gouvernement et ses partenaires. Ainsi, les perspectives macroéconomiques 2019 intègrent, entre autres les actions entreprises dans le cadre du rétablissement progressif de la sécurité à la faveur de la mise en œuvre de la LOPM et de la LPSI et des mesures prises par le gouvernement pour soutenir et améliorer la production nationale. Le taux de croissance économique ressortirait à 5,0 % en 2019 contre 4,9 % en 2018.
32. L'inflation moyenne est prévue à 2,0% en 2019 au même titre qu'en 2018, ce qui permet de rester dans la norme communautaire de 3% par an, dans l'hypothèse d'une bonne campagne agricole et d'une évolution favorable des cours du pétrole.
33. Dans la logique de la poursuite de la stabilité du cadre macroéconomique instituée en relation avec le programme économique et financier, la politique budgétaire sera fondée, d'une part, sur l'accroissement de la mobilisation des recettes intérieures et, d'autre part, sur le renforcement de la cohérence des allocations budgétaires avec les objectifs de politiques publiques tels que préconisé par la loi n°2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, portant loi de finances. Il s'agira en particulier, de mettre l'accent sur les dépenses en capital, en vue de stimuler la croissance économique, la création d'emplois et la réduction des inégalités.

34. Le déficit budgétaire de base visé serait de 1,3 % du PIB contre 4,0 % en 2018 et le déficit global dons compris (base engagement) est attendu à 3,0 % contre une estimation de 4,7% en 2018.
35. Le déficit des opérations courantes de la balance des paiements (dons compris) devrait se situer autour de 6,8 % du PIB en 2019 et être essentiellement financé par les investissements directs étrangers et par l'aide extérieure sous forme de prêts.
36. En matière de politique d'endettement, le Mali reste un pays dont le risque de surendettement reste modéré. Sur la période 2016-2018, l'encours de la dette publique rapporté au PIB reste en deçà de la norme communautaire de l'UEMOA fixée à 70%. Durant l'année 2019, l'Etat poursuivra sa stratégie d'endettement basée sur la priorisation du financement concessionnel et la mobilisation de l'épargne intérieure sous forme d'obligations de longue maturité.

1.3. Les projections macroéconomiques 2020-2022

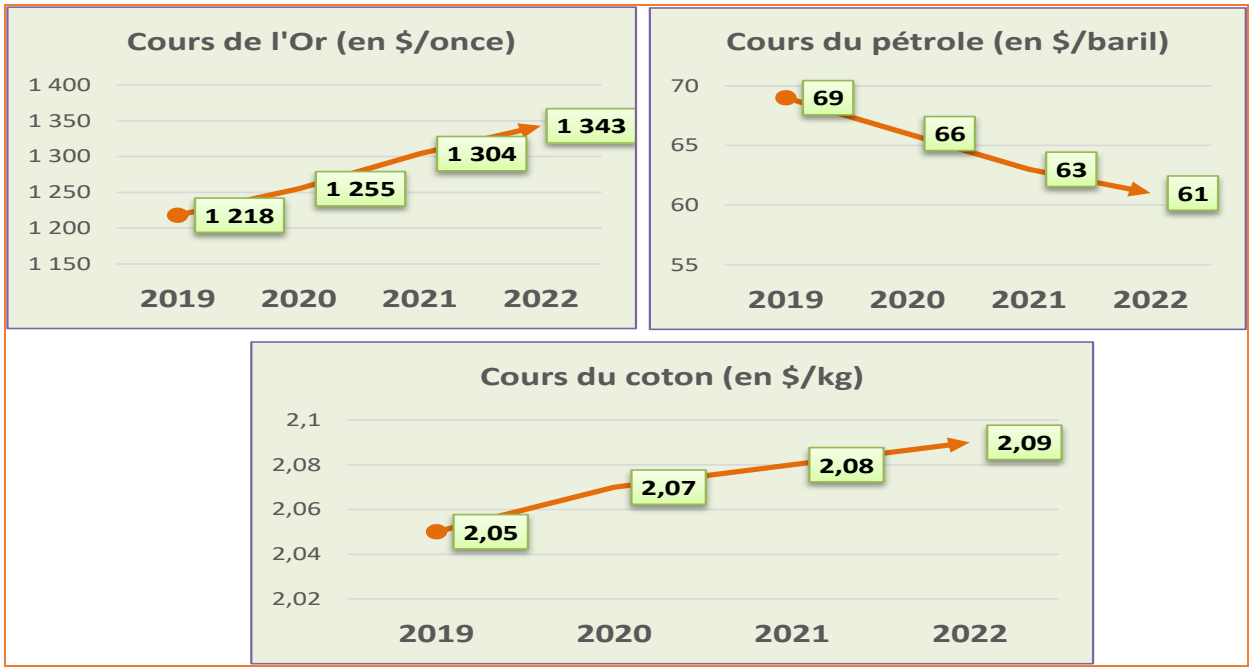
1.3.1. Hypothèses du cadrage macroéconomique

37. Le cadrage macroéconomique sur lequel sont bâties les projections budgétaires 2020-2022 repose sur les hypothèses de l'évolution de l'environnement économique international et national.

a. Hypothèses sur l'environnement économique international

38. Les hypothèses sur l'environnement économique international portent sur l'évolution des cours de l'or, du pétrole et du coton.

Figure 1 : quelques hypothèses macroéconomique sur l'environnement international



Source : *MEF-FMI, 10ème revue FEC ; Banque Mondiale (pink sheet)*

39. Les perspectives indiqueraient une amélioration du cours de l'or et du coton ainsi qu'une légère baisse du cours de pétrole sur la période 2020-2022.
40. En effet, le cours de l'or devrait passer respectivement de 1255 dollars l'once en 2020, à 1304 dollars l'once en 2021 et 1343 dollars l'once en 2022.
41. Pour le pétrole, son cours qui se situe à 69 $/baril en 2019 passerait respectivement à 66 $/baril en 2020, à 63 $/baril en 2021 et à 61 $/baril en 2022.

42. Quant au coton, son cours devrait légèrement s'améliorer sur la période 2020-2022 en passant de 2,07$/kg en 2020 à 2,08 $/kg en 2021 et 2,09 $/kg en 2022.

b. Hypothèses sur l'environnement économique national

43. Les hypothèses spécifiques sur l'environnement économique national tiennent compte, d'une part, des actions du gouvernement et du secteur privé en matière d'investissement, d'amélioration du cadre des affaires à travers les reformes structurelles et, d'autre part, des perspectives d'évolution du contexte sécuritaire tant au plan national, sous régional et qu'international. Il s'agirait notamment :

Au plan politique et institutionnel :

- la mise en œuvre de la réforme institutionnelle à travers la révision de la constitution ;
- la tenue des échéances électorales (législatives et régionales) ;
- la poursuite du dialogue politique pour la stabilité sociopolitique ;
- la sécurisation du pays à travers la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger.

Au plan économique :

- la mise en œuvre du CREDD 2019-2023 ;
- la poursuite des reformes sur l'amélioration du cadre des affaires ;
- la poursuite des réformes du secteur de l'énergie afin d'augmenter l'offre d'énergie ;
- la poursuite de la recherche et de l'exploitation des ressources minérales ;
- l'augmentation de la production minière à travers l'ouverture de nouvelles mines d'or.

Au plan budgétaire et de la gouvernance :

- la poursuite de la mise en œuvre de la réforme du budget-programmes ;
- la poursuite de la politique de soutien au secteur primaire à travers la subvention des intrants agricoles et la mécanisation agricole ;
- le transfert des ressources aux Collectivités Territoriales ;
- la mise en œuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) ;
- la mise en œuvre de la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure ;
- l'élargissement de l'assiette fiscale et la rationalisation des exonérations ;
- la mise en œuvre des mesures du Plan de Réforme pour la Gestion des Finances Publiques au Mali (PREM/GFP 2017-2021).

1.3.2. Les hypothèses du cadrage budgétaire 2020-2022

a. Secteur réel

44. La croissance moyenne du PIB attendue serait de 4,8% sur la période 2020-2022 contre 5% prévue en 2019. Il ressort qu'entre 2020 et 2022, il serait enregistré un fléchissement du rythme de la croissance dans les secteurs primaire et secondaire et une légère hausse de celle-ci au niveau du tertiaire.

45. En effet, le secteur primaire enregistrerait une croissance moyenne de 4,3 % sur la période 2020-2022 contre 4,7% prévue en 2019. La production dans le primaire serait tirée par l'agriculture vivrière et les activités extractives.

46. S'agissant du secteur secondaire, sa croissance s'établirait en moyenne à 4,8% entre 2020-2022 contre 5,9% en 2019. La croissance dans ce secteur serait soutenue par la production de l'électricité-eau, les Industries agroalimentaires, les textiles et la branche construction.

47. Quant au secteur tertiaire, sa croissance se situerait à 5,1 % en moyenne, soit le même niveau qu'en 2019. Les branches motrices de la croissance dans le tertiaire seraient entre autres le commerce, les transports et télécommunications, les activités financières et les activités des administrations publiques.

48. Le déflateur du PIB ressortirait en moyenne à 2,2 % sur la période 2020-2022.

Tableau 3: Hypothèses macroéconomiques du cadrage budgétaire 2019-2022

	2019	2020	2021	2022	Moyenne 2020-2022
PIB nominal (Mds FCFA)	10 227	10 956	11 733	12 570	**11 753**
Taux croissance PIB réel	5,0%	4,9%	4,8%	4,8%	**4,8%**
Déflateur du PIB	1,9%	2,1%	2,2%	2,2%	**2,2%**

Source : *MEF, FMI (10ème revue FEC, octobre 2018)*

Tableau 4 : Evolution du taux de croissance du PIB par secteur 2019-2022

Secteurs	2019	2020	2021	2022	Moyenne 2020-2022
Secteur primaire	4,7%	4,4%	4,2%	4,3%	4,3%
Secteur secondaire	5,9%	5,0%	4,8%	4,6%	4,8%
Secteur tertiaire	5,1%	5,0%	5,0%	5,2%	5,1%

Source : *DNPD-CPM, Cadrage macroéconomique 2019-2023.*

b. Les objectifs de la politique budgétaire

49. Le gouvernement poursuivra une politique budgétaire soutenable et propice à la croissance économique tout en s'inscrivant dans le respect des critères de convergence communautaire de l'UEMOA et de la CEDEAO.

50. La politique budgétaire viserait à maintenir le solde budgétaire global conforme au critère de convergence de l'UEMOA et compatible avec la viabilité de la dette publique au Mali. Sur la période 2020-2022, le déficit budgétaire de base se situerait en moyenne à 0,9 % du PIB contre 1,3 % en 2019. Quant au solde budgétaire global (dons inclus), il resterait stable autour de - 3,0 % du PIB sur la période.

51. Durant la période du cadrage, le gouvernement poursuivra les efforts de mobilisation accrue des recettes intérieures à travers le renforcement des mesures déjà en cours dans le cadre du Programme Economique et Financier avec le FMI.

52. Le niveau de déficit s'expliquerait en partie par la prise en charge de certains engagements du Gouvernement relatifs à l'incidence de (i) la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) et la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI), (ii) la mise en œuvre de l'engagement présidentiel d'allocation de 15 % du budget d'Etat au secteur du Développement Rural (iii) la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord pour la paix et la réconciliation nationale et (iv) la mise en œuvre du programme Présidentiel d'Urgence Sociale et la consolidation des acquis des secteurs sociaux.

Tableau 5: Projection de quelques agrégats budgétaires 2019-2022

	2019	2020	2021	2022	Moyenne 2020-2022
Solde global dons inclus (%PIB)	-3,0%	-3,0%	-3,0%	-3,0%	**-3,0%**
Solde global dons exclus (%PIB)	-5,0%	-5,0%	-5,1%	-5,0%	**-5,0%**
Solde budgétaire de base (%PIB)	-1,3%	-0,9%	-0,9%	-0,8%	**-0,9%**
Solde budgétaire de base hors PPTE (en% PIB)	-1,1%	-0,8%	-0,8%	-0,7%	**-0,8%**
Taux de pression fiscale (en % du PIB)	15,6%	16,2%	16,5%	16,7%	**16,5%**
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	37,3%	36,4%	35,8%	35,2%	**35,8%**

Source : *DGB*

53. Les objectifs budgétaires ci-dessus seront sous-tendus à moyen terme par les activités prévues dans le cadre de la mise en œuvre du Plan de Réforme de la Gestion des Finances Publiques au Mali (PREM/GFP 2017-2021) et l'application du nouveau cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA qui visent à améliorer la préparation et l'exécution budgétaire ainsi que l'efficacité des finances publiques.

54. Il s'agira notamment de poursuivre les réformes dans le cadre de la rationalisation des exonérations et l'amélioration du cadre institutionnel, législatif et réglementaire à la relecture des différents textes (mines, investissements, impôts, douanes, pétrolier, loi sur la promotion immobilière, etc.). Le gouvernement continuera également à améliorer la gestion des finances publiques, en particulier en remédiant aux faiblesses mises en lumière par les évaluations PEFA 2016, et les missions d'assistance technique du FMI (PIMA, risques budgétaires, mise en œuvre des AE-CP).

1.3.3. Les orientations prioritaires de la politique budgétaire

55. Les orientations pour l'allocation budgétaire cibleront les priorités du gouvernement retenues dans le CREDD 2019-2023 et qui visent principalement à trouver une réponse pertinente et proactive aux problématiques de développement. Il s'agira particulièrement : (i) de combler le déficit de gouvernance, (ii) d'assurer la paix et la sécurité et de restaurer le bon climat de vivre ensemble qui a toujours caractérisé la société malienne, (iii) de créer les conditions d'une transformation structurelle de l'économie et d'une croissance forte et inclusive, (iv) de mieux protéger l'environnement et de renforcer la résilience au changement climatique, (v) de mieux valoriser le capital humain et ainsi capter le dividende démographique.

II. GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

2.1 Revue budgétaire 2016-2018

56. Malgré les effets négatifs de la crise sécuritaire qui continuent de fragiliser l'économie, l'orientation générale de la politique budgétaire a été globalement satisfaisante, à l'exception de l'année 2018 qui a été particulièrement difficile pour les finances publiques. L'évolution des soldes budgétaires, tel que le déficit budgétaire (dons inclus), indique une trajectoire légèrement supérieure à la norme communautaire de l'UEMOA, en ressortant en moyenne à 3,8 % du PIB contre une prévision qui se situait en moyenne à 3,7%. Quant au déficit budgétaire global hors dons, il est ressorti en moyenne à 5,3 % du PIB contre une prévision de 5,5% du PIB et une norme de 3,0 % fixée par les critères de convergence de la CEDEAO. Les résultats reflètent, d'une part, une contre-performance des régies financières en 2018, et d'autre part, une sous-exécution des dépenses en capital, principalement sur financement extérieur.

Tableau 6: Evolution des soldes budgétaires 2016-2018

Libellés	2016		2017		2018		Moyenne 2016-2018	
	Prév.	Réal.	Prév.	Réal.	Prév	Réal.	Prév.	Réal.
Solde global dons inclus, base caisse (%PIB)	-4,3	-3,9	-3,5	-2,9	-3,3	-4,7	-3,7	-3,8
Solde global dons exclus, base caisse (%PIB)	-6,3	-5,5	-5,7	-4,5	-4,5	-6,0	-5,5	-5,3
Solde budgétaire de base (%PIB)	-2,3	-2,1	-1,3	-1,1	-1,5	-4,0	-1,7	-2,4
Solde budgétaire de base hors PPTE (% PIB)	-2,0	-1,9	-1,1	-0,9	-1,3	-3,8	-1,5	-2,2

Source : *DGB*

2.1.1. Evolution des ressources budgétaires 2016-2018

57. Globalement, tous les postes de ressources ont connu une régression entre 2016-2018. Cette évolution est principalement liée à la situation financière difficile que le pays a connu en 2018 dont les recouvrements de recettes fiscales ont été pour la plupart inférieurs aux niveaux observés en 2016 et 2017.

58. Ainsi, les recettes budgétaires sont passées de 1 284,7 milliards en 2016 à 1 181,7 milliards en 2018, soit une baisse en moyenne de 4,1% sur la période.

59. Quant aux dons, ils sont évalués à 117,1 milliards en 2018 contre 132,5 milliards en 2016 et 144,1 milliards en 2017, soit une baisse en moyenne de 6,1 % entre 2016 et 2018.

60. De même, si pour les années 2016 et 2017, les objectifs de recouvrement des recettes fiscales ont été atteints (100,7% en 2016 et 100% en 2017), ils ont été largement en deçà des attentes en 2018, soit seulement 75,1%. En termes absolue, les recettes fiscales sont passées de 1 239,4 milliards en 2016 à seulement 1 125,9 milliards de FCFA en 2018 après plus de 1 353 milliards de FCFA en 2017, ce qui correspond en moyenne à une chute de 4,7% sur la période.

61. Il en résulte un taux de pression fiscale qui est ressorti en moyenne à 14,0 %, soit respectivement 0,9 point et 1,2 points de moins qu'en 2016 et 2017.

Tableau 7: Evolution des ressources budgétaires selon la présentation du TOFE (en milliards) 2016-2018

Rubriques	2016			2017			2018			Taux crois. Moy. 16-18
	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Réal.
RECETTES, DONS	**1 562,4**	**1 522,2**	**97,4%**	**1 823,1**	**1 789,6**	**98%**	**1 948,9**	**1 476,4**	**75,8%**	**-1,5%**
Recettes totales	**1 395,3**	**1 389,7**	**99,6%**	**1 620,4**	**1 645,5**	**102%**	**1 834,3**	**1 359,4**	**74,1%**	**-1,1%**
Recettes budgétaires	**1 290,3**	**1 284,7**	**99,6%**	**1 509,0**	**1 480,0**	**98%**	**1 711,1**	**1 181,7**	**69,1%**	**-4,1%**
Recettes fiscales	**1 230,7**	**1 239,4**	**100,7%**	**1 357,6**	**1 353,7**	**100%**	**1 498,8**	**1 125,9**	**75,1%**	**-4,7%**
Impôts directs	390,2	367,7	94,3%	424,6	419,4	99%	459,6	340,0	74,0%	**-3,8%**
Impôts indirects	840,6	871,6	103,7%	933,0	934,3	100%	1 039,2	785,9	75,6%	**-5,0%**
TVA	445,4	467,4	104,9%	508,9	523,5	103%	562,2	415,1	73,8%	**-5,8%**
Taxes sur produits pétroliers	93,1	100,9	108,4%	94,7	84,7	89%	95,2	87,8	92,2%	**-6,8%**
Taxes sur importations	155,1	157,4	101,5%	176,1	180,1	102%	192,3	149,7	77,8%	**-2,5%**
Autres droits et taxes	213,6	218,0	102,1%	235,3	235,2	100%	257,3	198,0	77,0%	**-4,7%**
Recettes non fiscales	**59,6**	**45,3**	**76,0%**	**151,4**	**126,4**	**83%**	**212,3**	**55,8**	**26,3%**	**11,0%**
Recettes fds. spéc. et budg. ann.	**105,0**	**105,0**	**100,0%**	**111,4**	**165,5**	**149%**	**123,2**	**177,7**	**144,2%**	**30,1%**
Dons	**167,1**	**132,5**	**79,3%**	**202,7**	**144,1**	**71%**	**114,6**	**117,1**	**102,2%**	**-6,0%**
Projets	92,0	78,6	85,4%	96,5	81,4	84%	81,0	68,4	84,5%	**-6,7%**
Budgétaires	55,7	45,5	81,7%	84,8	48,6	57%	26,2	42,5	162,4%	**-3,3%**
Appui budgétaire	19,4	8,4	43,3%	21,4	14,2	66%	7,4	6,1	82,4%	**-14,8%**

Source : *DGB*

2.1.2 Evolution des dépenses 2016-2018

62. Sur la base de l'analyse du TOFE, il ressort des données d'exécution budgétaire 2016-2018, que les dépenses budgétaires ont évolué en moyenne de 0,1%. Cet état de fait reflète aussi les tensions de trésorerie observées en 2018 occasionnant le blocage de certaines dépenses. Dans cette situation, les dépenses courantes ont connu une croissance moyenne de 6,1% liée essentiellement à l'accroissement des charges de personnel (+8,4%) et le paiement des intérêts sur la dette (+22,6%).

63. Comparées aux prévisions, les dépenses courantes ont été exécutées à hauteur de 97% en 2016 et 96% en 2017 contre seulement 91,7% en 2018. Ce niveau de réalisation est dû, notamment, au paiement d'intérêt au titre de la dette publique qui a atteint en moyenne près de 108,3% d'exécution du fait de son caractère de dépenses sur crédits évaluatifs.

64. Quant aux dépenses en capital, elles ont plutôt régressé en exécution, passant de 739,9 milliards de F CFA en 2016 à seulement 614,7 milliards de F CFA en 2018. Cela correspond à une baisse d'environ 9% dont 22% au titre des dépenses en capital sur financement extérieur.

65. Comparativement aux dépenses courantes, les dépenses en capital ont connu une sous-exécution sur la période, soit en moyenne 84,6% due essentiellement à la faible mobilisation du financement extérieur qui n'a été exécuté qu'à hauteur de 75,1% en moyenne contre 89,2% pour le financement domestique.

Tableau 8 : Evolution des dépenses en milliards de FCFA 2016-2018 (présentation TOFE)

Rubriques	2016			2017			2018			Taux crois. Moy. 16-18
	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Prév.	Réal	Tx. Réal.	Réal.
Dépenses totales, Prêts nets	**1 919,6**	**1 850,0**	**96,4%**	**2 130,2**	**2 044,9**	**96%**	**2 260,0**	**1 926,4**	**85,2%**	**2,0%**
Dépenses budgétaires	**1 818,7**	**1 752,9**	**96,4%**	**2 028,0**	**1 889,4**	**93%**	**2 147,2**	**1 755,6**	**81,8%**	**0,1%**
Dépenses courantes	**1 045,9**	**1 013,0**	**96,9%**	**1 150,8**	**1 105,0**	**96%**	**1 249,7**	**1 140,8**	**91,3%**	**6,1%**
Personnel	411,1	400,9	97,5%	459,7	432,6	94%	**516,4**	471,1	91,2%	8,4%
Biens et Services	295,1	268,5	91,0%	319,2	297,6	93%	**323,5**	272,4	84,2%	0,7%
Transferts et subventions	283,7	287,5	101,3%	308,3	300,4	97%	**331,5**	313,0	94,4%	4,3%
Intérêts dûs	56,1	56,1	100,0%	63,5	74,4	117%	**78,3**	84,3	107,7%	22,6%
Dette intérieure	30,0	30,0	100,0%	35,9	46,2	129%	**47,3**	55,3	116,9%	35,8%
Dette extérieure	26,1	26,1	100,0%	27,6	28,2	102%	**31,0**	29,0	93,5%	5,4%
Dépenses en capital	**772,8**	**739,9**	**95,7%**	**877,2**	**784,5**	**89%**	**897,5**	**614,7**	**68,5%**	**-8,8%**
Financement extérieur	280,5	240,9	85,9%	306,5	253,1	83%	**257,4**	146,7	57,0%	-22,0%
Financement domestique	492,3	499,0	101,4%	570,7	531,4	93%	**640,1**	468,0	73,1%	-3,2%
Dépenses fonds spéciaux et budgets annexes	**105,0**	**105,0**	**100,0%**	**111,4**	**165,5**	**149%**	**123,2**	**177,7**	**144,2%**	**30,1%**
Prêts nets	**-4,1**	**-7,9**	**192,7%**	**-9,2**	**-10,0**	**109%**	**-10,4**	**-6,9**	**66,3%**	**-6,5%**

Source : *DGB*

2.1.3 Evolution des moyens de financement du déficit

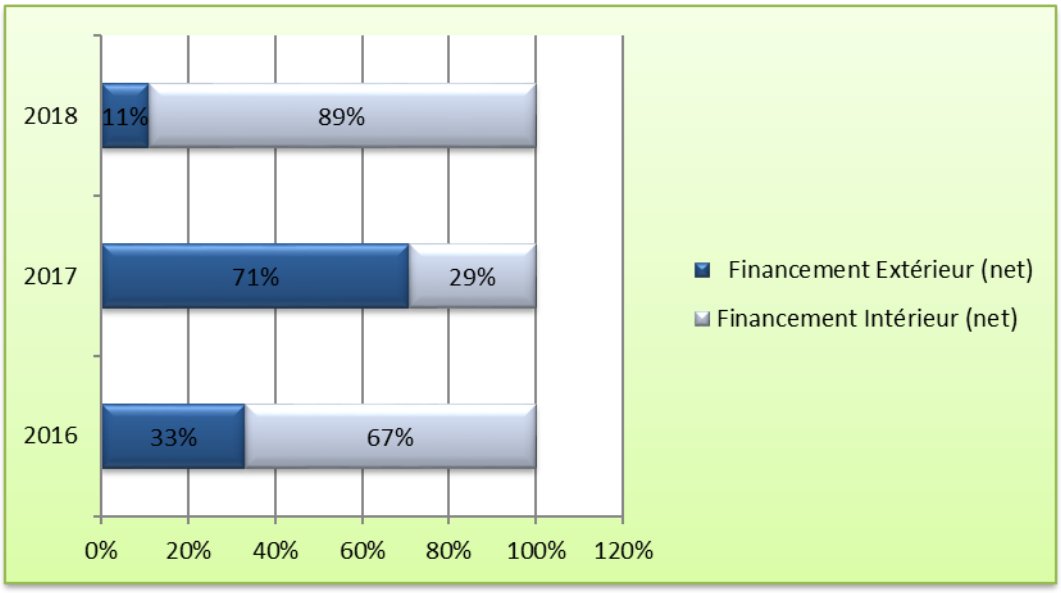
66. La répartition des sources de financement du déficit budgétaire a été très instable durant la période 2016-2018. Le financement extérieur a été de 33% en 2016 contre respectivement 71% et 11% en 2017 et 2018. En moyenne, le déficit a été financé en termes net à hauteur de 62% en moyenne sur ressources intérieures (bons et obligations) contre 38% sur ressources extérieures.

Tableau 9 : financement du déficit (en milliards de FCFA) 2016-2018

Rubriques	2016	2017	2018	Total 2016-2018
FINANCEMENT	**329,4**	**183,7**	**402,5**	**950,3**
Financement extérieur (net)	**109,2**	**119,8**	**44,0**	**308,1**
Emprunts	**149,9**	**171,2**	**97,3**	**453,5**
Projets	149,9	121,4	74,0	380,4
Prêts budgétaires	0,0	49,8	23,3	73,1
Amortissement	-58,4	-69,6	-72,3	-200,3
Annulation de la dette (PPTE)	17,7	18,2	19,0	54,9
Financement intérieur (net)	**220,1**	**63,9**	**358,5**	**642,1**

Source : *DGB*

Figure 2 : Part des sources de financement du déficit budgétaire



2.2 Situation de la dette en fin 2018

67. Le stock de la dette publique du Mali en fin 2017 est estimé à 3 167,7 milliards de FCFA, dont 2 182,2 milliards de FCFA de dette extérieure y compris celle du FMI et 985,5 milliards de FCFA de dette intérieure.

Tableau 10: Encours de la dette publique entre 2015 et 2017 (en milliards de FCFA)

	2015	2016	2017
Total de l'encours	**2 376,0**	**2 986,4**	**3 167,7**
Dette extérieure**	1 754,4	2 073,9	2 182,2
Dette intérieure	621,6	912,5	985,5
Total des tirages	**698,9**	**567,1**	**662,0**
Dette extérieure	204,6	114,3	188,6
Dette intérieure	494,3	452,8	473,4
Total du service de la dette * **	**392,0**	**240,7**	**536,8**
Dette extérieure	69,0	80,4	96,2
Dette intérieure	323,0	160,3	440,6
Total des remboursements de principal	**365,7**	**194,7**	**469,6**
Dette extérieure	47,0	55,0	69,3
Dette intérieure	318,7	139,7	400,3
Total des paiements d'intérêts et de commissions	**26,3**	**46,0**	**67,2**
Dette extérieure	22,0	25,4	26,9
Dette intérieure	4,3	20,6	40,3

*Source : **DGDP***

NB :

** Dette extérieure y comprise celle due au FMI ;

*** Service effectivement payé ou Service payé hors allègements PPTE.

2.3 Analyse des projections budgétaires 2020-2022

68. L'analyse des projections budgétaires est faite sur la base de la présentation du Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE).

2.3.1 Analyse de la projection des ressources 2019-2022

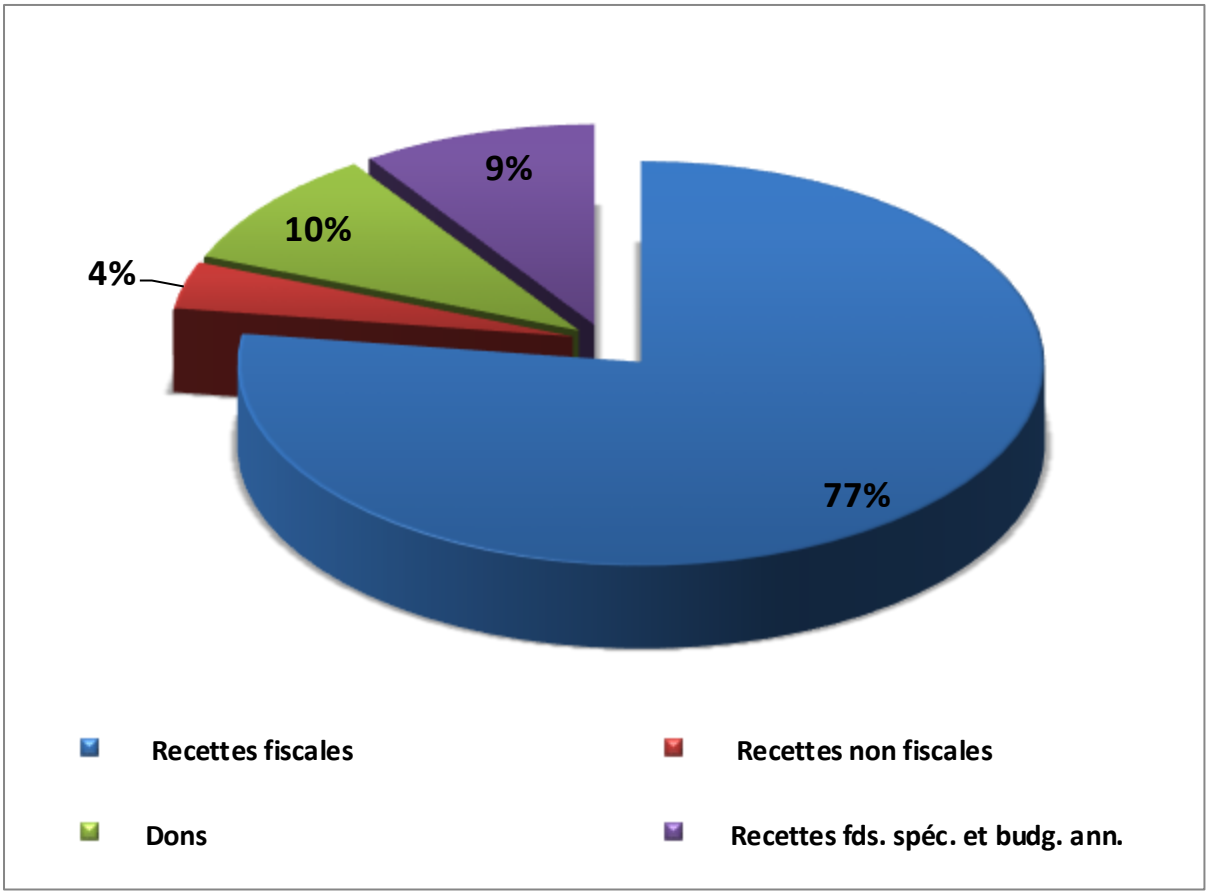
69. Les ressources (recettes et dons) sont projetées à 2713,5 milliards de FCFA en 2022 contre 2012,1 milliards de FCA dans le budget 2019. Elles connaitraient une croissance moyenne de 8,4% sur la période 2020-2022 contre une évolution négative de 1,5 % sur la période 2016-2018.

Tableau 11 : Projection des ressources 2019-2022

Rubriques	*2019*	*2020*	*2021*	*2022*	*Taux crois. moyen 2020-2022*
RECETTES, DONS	**2 012,1**	**2 311,1**	**2 502,5**	**2 713,5**	**8,4%**
Recettes totales	**1 811,3**	**2 092,1**	**2 261,7**	**2 455,8**	**8,3%**
Recettes budgétaires	**1 684,7**	**1 871,0**	**2 025,0**	**2 202,1**	**8,5%**
Recettes fiscales	**1 596,0**	**1 777,7**	**1 933,5**	**2 104,1**	**8,8%**
Impôts directs	**557,3**	**653,1**	**712,3**	**769,2**	**8,5%**
Impôts indirects	**1 038,7**	**1 124,6**	**1 221,2**	**1 334,9**	**8,9%**
TVA	**611,4**	**664,8**	**723,2**	**793,6**	9,3%
Taxes sur produits pétroliers	99,6	107,5	116,6	127,6	8,9%
Taxes sur les importations	201,6	215,8	231,4	248,9	7,4%
Autres droits et taxes	198,5	214,1	233,1	253,8	8,9%
Recettes non fiscales	**88,7**	**93,3**	**91,5**	**98,0**	**2,5%**
Recettes fds. spéc. et budg. ann.	**126,6**	**221,1**	**236,7**	**253,7**	**7,1%**
Dons	**200,8**	**219,0**	**240,8**	**257,7**	**8,5%**
Projets	136,1	145,6	155,8	166,8	7,0%
Budgétaires	56,6	60,6	64,9	69,4	7,0%
Appui budgétaire	8,1	12,8	20,1	21,5	29,6%

Source : *DGB*

Figure 3 : Part moyenne 2020-2022 des catégories de ressources



***Source** : DGB*

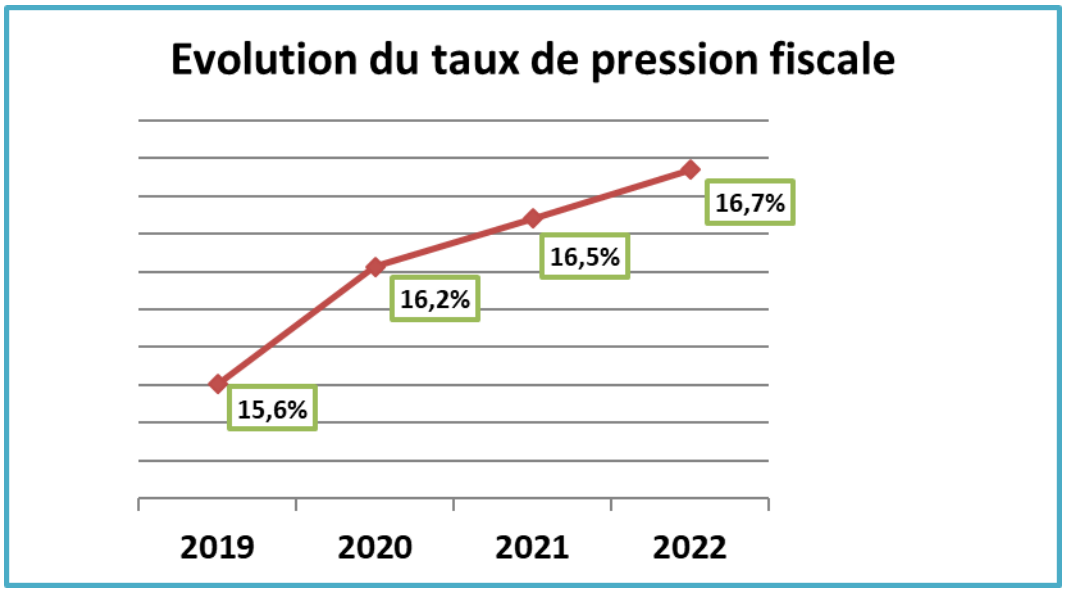
a. Projections par nature de ressources

❖ Les recettes fiscales

70. Les recettes fiscales nettes sont projetées en moyenne à 2012,5 milliards de FCFA sur la période 2020-2022 contre 1596 milliards en 2019. Elles représenteraient une croissance moyenne annuelle de 8,8% sur la même période contre une évolution négative de 4,7 % sur la période 2016-2018.

71. Les objectifs de taux de pression fiscale du cadrage budgétaire 2020-2022 seront respectivement de 16,2 %, 16,5% et 16,7 %.

Figure 4 : Evolution du taux de pression fiscale 2019-2022



Source : *DGB*

❖ **Les recettes non fiscales**

72. Les recettes non fiscales, constituées entre autres des recettes domaniales, des dividendes reçus des sociétés minières et recettes tirées de l'or, sont projetées en moyenne à 94,3 milliards de FCFA entre 2020-2022, soit une progression moyenne de 2,5% contre 11% en moyenne entre 2016-2018.

❖ **Les dons**

73. Les appuis budgétaires sont projetés en moyenne à 239,2 milliards entre 2020-2022 contre 200,8 milliards en 2019. Ils enregistreraient une croissance moyenne annuelle de 8,5% contre une baisse d'environ 6% entre 2016 et 2018.

b. Les mesures pour augmenter les recettes budgétaires

74. En vue d'atteindre les objectifs de mobilisation des recettes budgétaires, le gouvernement mettra en œuvre les mesures et recommandations contenues dans le Mémorandum de Politique Economique et Financière (MPEF) issu des différentes Revues de la FEC avec le FMI et de celles contenues dans le rapport d'étude sur l'évaluation du montant et du processus d'octroi des exonérations fiscales et douanières financé par l'UE ainsi que les mesures inscrites dans le cadre du PREM/GFP 2017-2021.

Il s'agira essentiellement de :

- poursuivre la réduction progressive des exonérations à travers le paiement de tous les marchés publics en toutes taxes incluses et la révision de différents textes, notamment le code minier, le Code des investissements, le Code général des impôts, le Code des douanes, le Code pétrolier, la loi sur la promotion immobilière, la Loi sur les Associations et toute autre législation fiscale ;
- poursuivre les efforts d'amélioration de l'administration fiscale, douanière, et domaniale en vue d'élargir l'assiette fiscale et accroître le rendement des impôts ;
- améliorer de manière durable le fonctionnement et le rendement de la TVA ;
- élargir l'assiette fiscale à travers la mise en œuvre des recommandations des études portant sur l'opérationnalisation de la fiscalisation du secteur agricole et la fiscalisation du secteur informel ;

- maîtriser l'érosion des recettes fiscales sur les produits pétroliers ;
- créer un environnement propice aux affaires et au civisme fiscal par le paiement à bonne date des créances sur l'Etat ;
- assurer une meilleure gestion du portefeuille de l'Etat et une amélioration du recouvrement des recettes domaniales ;

75. En outre, la mise en œuvre du nouveau programme de réforme des finances publiques 2017-2021 contribuera à rehausser le niveau de mobilisation des recettes budgétaires.

2.3.2 Analyse de la projection des charges 2019-2022

76. Les charges sont projetées en moyenne à 2 861,7 milliards de FCFA sur la période 2020-2022 contre 2 323,7 milliards en 2019. Elles progresseront en moyenne de 8,2 % par an contre une estimation de 2,0% sur la période 2016-2018. Le faible taux de progression des dépenses sur la période 2016-2018 s'explique essentiellement par les mesures de régulation budgétaire en 2018 suite à des difficultés de trésorerie. Ces mesures de régulation budgétaire ont concerné quasiment toutes les catégories de dépenses.

77. Le rythme d'évolution des charges de l'Etat est davantage influencé par les dépenses courantes tirées par les transferts et subventions et les paiements d'intérêts de la dette publique. Entre 2020-2022, les charges représenteraient en moyenne 24,3% du PIB contre en moyenne 24,7% dans la zone UEMOA.

78. D'une manière générale, l'évolution des charges s'explique, entre autres, par : (i) l'incidence de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali ; (ii) le financement des investissements structurants dans le cadre l'axe 3 du CREDD relatif à la croissance inclusive et la transformation structurelle de l'économie ; (iii) l'incidence de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) et de la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure ; et (iv) la consolidation des acquis des secteurs sociaux.

Tableau 12 : Projection des charges selon la présentation TOFE 2019-2022 (en milliards FCFA)

Rubriques	*2019*	*2020*	*2021*	*2022*	*Taux crois. Moy 20-22*
Dépenses totales, Prêts nets	**2 323,7**	**2 638,1**	**2 856,6**	**3 090,4**	**8,2%**
Dépenses budgétaires	**2 206,7**	**2 417,0**	**2 619,9**	**2 836,7**	**8,3%**
Dépenses courantes	**1 300,3**	**1 371,2**	**1 482,8**	**1 611,8**	**8,4%**
Personnel	595,6	646,2	691,3	739,9	7,0%
Biens et Services	319,8	320,1	342,5	370,2	7,5%
Transferts et subventions	283,8	304,4	336,4	377,7	11,4%
Intérêts dûs	101,0	100,5	112,6	124,0	11,1%
Dette intérieure	66,9	71,0	80,7	89,6	12,3%
Dette extérieure	34,1	29,5	31,9	34,4	8,0%
Dépenses en capital	**906,5**	**1 045,8**	**1 137,1**	**1 224,9**	**8,2%**
Financement extérieur	327,5	385,2	423,6	469,5	**10,4%**
Financement domestique	579,0	660,6	713,5	755,4	**6,9%**
Dépenses fonds spéciaux et budgets annexes	**126,6**	**221,1**	**236,7**	**253,7**	**7,1%**
Prêts nets	**-9,6**	**0,0**	**0,0**	**0,0**	-

Source : *DGB*

Tableau 13 : Evolution des dépenses en % du PIB des pays de l'UEMOA 2019-2022

	2019	2020	2021	2022	Moyenne 20-22
UEMOA	**24,8**	**24,8**	**24,7**	**24,6**	24,7
Bénin	21,0	20,2	19,5	19,0	19,6
Burkina-Faso	27,0	27,2	27,4	27,5	27,4
Côte d'Ivoire	23,1	23,1	23,2	23,0	23,1
Guinée-Bissau	21,3	21,6	22,0	22,8	22,1
Mali	22,7	24,1	24,3	24,6	24,3
Niger	29,3	28,7	26,4	26,0	27,0
Sénégal	28,7	28,7	28,7	28,7	28,7
Togo	25,1	26,2	26,7	26,5	26,5

Source : *DGB-MEF; Rapport du FMI n° 2018/106, mai 2018.*

a. Les dépenses courantes

79. Les dépenses courantes sont projetées à 1611,8 milliards de FCFA en 2022 contre 1300,3 milliards en 2019, soit une progression moyenne annuelle de 8,4 % sur la période 2020-2022 contre 6,1% pour la période 2016-2018. Par rapport au PIB, leur évolution se situerait en moyenne autour de 12,7% du PIB entre 2020-2022 contre 12,2% entre 2016 et 2018. L'évolution des dépenses courantes est tirée par :

- **les dépenses de personnel**

80. La projection des dépenses de personnel a été faite en tenant compte des paramètres tels que l'incidence des recrutements annuels, des avancements et des partants à la retraite tout en assurant, à terme, la cohérence avec les critères de convergence de l'UEMOA (notamment le pourcentage des dépenses de personnel par rapport aux recettes fiscales ≤ à 35 %). Les dépenses de personnel représenteront en moyenne 35,8 % des recettes fiscales sur la période 2020-2022 contre 35,4% entre 2016-2018.

- La masse salariale dans le budget 2019 s'élève à 595,6 milliards FCFA et se chiffrera en 2022 à 739,9 milliards de F CFA, soit une progression moyenne de 7,0 % par an contre 8,4% sur la période 2016-2018. Il convient cependant, de signaler que ces projections constituent des planchers, car elles pourraient évoluer au rythme des revendications catégorielles.

- **les dépenses de biens et services**

81. Les dépenses de biens et services connaîtraient une croissance moyenne de 7,5% par an entre 2020-2022 contre 0,7% constatée pendant la période 2016-2018. En valeur absolue, ces dépenses passeraient de 319,8 milliards en 2019 à 370,2 milliards en 2022. L'évolution des dépenses de biens et services serait liée à la mise en œuvre de la reforme administrative et institutionnelle qui occasionnera la création de nouvelles institutions et des régions administratives. La politique budgétaire de l'Etat maintiendrait son objectif de maitriser les dépenses de fonctionnement de l'administration tout en renforçant : i) les acquis dans les secteurs sociaux (Santé, Education et Développement social, Hydraulique, etc.) et ii) la mise en œuvre de la LOPM et de la LPSI.

- **les transferts et subventions**

82. Les transferts et subventions s'élèvent à 283,8 milliards en 2019 et s'établiraient en moyenne à 339,5 milliards sur l'horizon 2020-2022, soit en moyenne annuelle une progression de 11,4 % contre 4,3 % entre 2016-2018. Ces dépenses visent essentiellement à améliorer l'offre et la qualité des services

sociaux de base (notamment dans les domaines de l'éducation, la santé, l'eau, l'assainissement, l'énergie, etc.) ainsi que le soutien à l'agriculture à travers la subvention des intrants agricoles.

- **les intérêts de la dette publique**

83. Les intérêts sont prévus à 124 milliards en 2022 contre 101 milliards dans le budget 2019, soit une augmentation moyenne de 11,1 %.

b. les dépenses en capital

84. Les charges en capital sont prévues en moyenne à 1135,9 milliards entre 2020-2022 contre 906,5 milliards de FCFA en 2019. Elles progresseraient en moyenne de 8,2 % par an sur la période du cadrage alors qu'elles ont connu une régression drastique de l'ordre de 9% sur la période 2016-2018 suite notamment aux mesures de régulation budgétaire en 2018. Le pourcentage des dépenses d'investissement financées sur les ressources internes rapportées aux recettes fiscales sera en moyenne de 36,7 % (au-dessus de la norme minimale de 20 % fixée par la CEDEAO).

85. L'augmentation des dépenses en capital est sous-tendue par la volonté du gouvernement de : **(i)** booster la croissance économique grâce aux investissements structurants dans les secteurs stratégiques tels que l'agriculture, l'énergie, les infrastructures routières, la protection de l'environnement, etc. ; **(ii)** soutenir le développement rural à travers l'allocation de 15 % du budget conformément à l'engagement du Président de la République ; et **(iii)** renforcer la mise en œuvre de la LOPM, de la LPSI et de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali.

c. Les mesures d'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques

86. Le gouvernement continuera à améliorer la gestion des finances publiques, en particulier en remédiant aux faiblesses mises en lumière par les évaluations PEFA et les missions d'assistance technique du FMI, à travers la mise en œuvre du Plan de réforme de la gestion des finances publiques du Mali (PREM 2017-2021).

Il s'agira, durant la période 2020-2022, de poursuivre les actions visant à améliorer l'efficacité de la dépense publique en :

- améliorant la gestion des dépenses et la transparence des finances publiques à travers la mise en œuvre du nouveau cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA ;
- améliorant la gestion des investissements publics par : **(i)** la réduction de l'écart d'efficience identifié lors de l'évaluation de la gestion des investissements publics (PIMA) d'août 2017 ; **(ii)** le renforcement de la culture de résultat dans la gestion des investissements par la mise en place progressive des contrats de performance appliqués aux projets d'investissement ; **(iii)** l'amélioration progressive des procédures de budgétisation et de suivi de l'exécution des crédits d'investissement ; **(iv)** l'introduction des évolutions règlementaires liées aux partenariats publics privés (PPP).
- améliorant la gestion de la dette intérieure ;
- accélérant la production et l'audit des comptes annuels de l'Etat ;
- renforçant le suivi des délais de paiement afin d'éviter la constitution d'arriérés ;
- renforçant le contrôle interne et externe des dépenses publiques à travers la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Contrôle Interne (SNCI) et le renforcement des capacités de la Section des Comptes de la Cour Suprême ;

- améliorant la gestion de la trésorerie à travers la poursuite de la mise en œuvre du Compte Unique du Trésor (CUT).

2.3.3 Projections des soldes budgétaires 2019-2022

87. Selon la présentation TOFE, le déficit global dons inclus et le déficit global hors dons ressortiront respectivement en moyenne à 352,7 milliards F CFA et à 591,8 milliards de FCFA sur la période du cadrage contre respectivement 311,1 milliards F CFA et 425,7 milliards F CFA en 2018. Le déficit global dons inclus en pourcentage du PIB serait conforme à la norme de l'UEMOA sur la période tandis que le critère de la CEDEAO relatif au déficit global dons inclus (3,0 % du PIB) ne serait pas respecté.

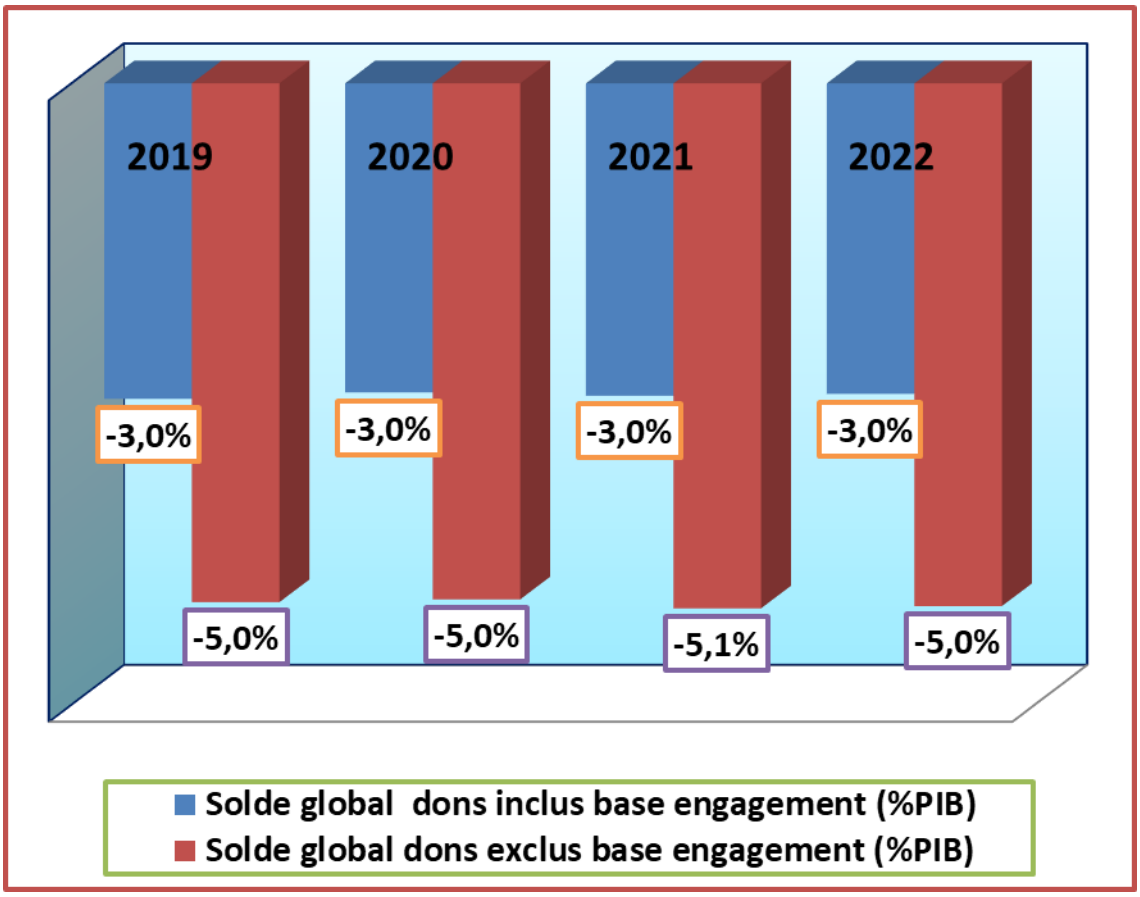
88. La trajectoire du déficit serait liée à une nette amélioration de la mobilisation des recettes budgétaires consécutive à la mise en œuvre des réformes entreprises au niveau des administrations fiscales et non fiscales.

Tableau 14 : Evolution du déficit global 2019-2022

Rubriques	2019	2020	2021	2022	*Moyenne 2020-22*
Solde global dons inclus base engagement (en milliards FCFA)	-311,6	-327,0	-354,1	-376,9	-352,7
Solde global dons exclus base engagement (en milliards FCFA)	-512,4	-546,0	-594,9	-634,6	-591,8
Solde global dons inclus base engagement (%PIB)	-3,0%	-3,0%	-3,0%	-3,0%	-3,0%
Solde global dons exclus base engagement (%PIB)	-5,0%	-5,0%	-5,1%	-5,0%	-5,0%

Source : *DGB, TOFE*

Figure 5: Tendance du solde budgétaire global



Source : *DGB, TOFE*

Tableau 15: Solde budgétaire global dons inclus base engagement (en % du PIB) des pays de l'UEMOA 2019-2022

	2019	2020	2021	2022	Moyenne 20-22
UEMOA	**-2,9**	**-2,7**	**-2,5**	**-2,4**	**-2,5**
Bénin	-1,7	-0,6	0,0	0,9	0,1
Burkina-Faso	-3,0	-3,0	-3,0	-3,0	-3,0
Côte d'Ivoire	-3,0	-2,9	-2,9	-2,8	-2,9
Guinée-Bissau	-2,2	-1,6	-1,5	-1,4	-1,5
Mali	**-3,1**	**-3,0**	**-3,0**	**-3,0**	**-3,0**
Niger	-5,7	-4,1	-2,3	-1,5	-2,6
Sénégal	-3,0	-3,0	-3,0	-3,0	-3,0
Togo	0,2	-0,9	-1,4	-1,2	-1,2

Source : *DGB-MEF; Rapport du FMI n° 2018/106, mai 2018.*

2.3.4 Projection des financements du déficit

89. Le déficit budgétaire ne serait couvert que partiellement par les financements extérieur et intérieur. Il se dégagera un écart de financement[4] correspondant au besoin de financement de :

- 568,6 milliards en 2020 ;
- 403,9 milliards en 2021 ;
- 442,4 milliards en 2022.

90. Le niveau élevé du besoin de financement en 2020 est lié au remboursement des obligations du trésor arrivant à échéance. La tendance du besoin de financement connaitrait un fléchissement à partir de 2020. Ce fléchissement du besoin de financement est en partie lié aux efforts de mobilisation des recettes intérieures et la rationalisation des dépenses courantes. Pour consolider cette tendance et conformément aux conclusions et recommandations de l'analyse de viabilité de la dette publique réalisée par le FMI indiquant un risque d'endettement modéré jusqu'en 2035, la stratégie d'endettement du Mali sur la période 2019-2022 a été bâtie sur un scénario visant la viabilité de la dette à long terme à travers le recours au financement concessionnel et des obligations de maturité longue.

Tableau 16 : Projection des financements (en milliards de CFA) 2019-2022

	2019	*2020*	*2021*	*2022*
FINANCEMENT (net)	**307,4**	**-229,8**	**-58,7**	**-64,7**
Financement extérieur (net)	**129,2**	**142,3**	**150,1**	**177,5**
Emprunts	209,9	255,5	278,4	313,9
Projets	183,3	226,8	247,7	281,2
Prêts budgétaires	26,6	28,7	30,7	32,7
Amortissement	-98,5	-122,2	-137,3	-145,0
Annulation de la dette (PPTE)	17,8	9,0	9,0	8,6
Financement intérieur (net)	**178,2**	**-372,1**	**-208,8**	**-242,1**
Déficit	**-307,4**	**-338,8**	**-345,2**	**-377,7**
ECART de FINANCEMENT = - (Fin. Net +Déficit)	**0,0**	**568,6**	**403,9**	**442,4**

Source : *DGB, TOFE*

[4] L'écart de financement correspond à la différence entre le déficit budgétaire projeté et le financement disponible projeté.

2.4 Situation des critères de convergence de l'UEMOA et de la CEDEAO

91. Au plan des engagements communautaires, les efforts en matière de respect des critères de convergence de l'UEMOA et de la CEDEAO seront maintenus. Les tableaux ci-dessous indiquent la position du Mali sur la période du cadrage.

Tableau 17 : Situation des critères de convergence de l'UEMOA 2019-2022

Critères de convergence	Norme UEMOA	2019	2020	2021	2022
Critères de premier rang					
Ratio du solde budgétaire global, dons inclus en % du PIB	≥-3%	-3,0%	-3,0%	-3,0%	-3,0%
Taux d'inflation	≤3%	2,0%	2,1%	2,2%	2,2%
Encours de la dette publique rapporté au PIB	≤70%	37,5%	38,1%	38,7%	39,3%
Critères de second rang					
Masse salariale sur recettes fiscales	≤35%	37,3%	36,4%	35,8%	35,2%
Taux de pression fiscale	≥20%	15,6%	16,2%	16,5%	16,7%
Nombre de critères respectés		**3/5**	**3/5**	**3/5**	**3/5**

Source : *MEF, FMI (10ème revue FEC, octobre 2018)*

Tableau 18: Situation des critères de convergence de la CEDEAO 2019-2022

Critères de convergence	Norme CEDEAO	*2019*	*2020*	*2021*	*2022*
Critères de premier rang					
Solde global hors dons/PIB	≤ 3%	-5,0%	-5,0%	-5,1%	-5,0%
Taux d'inflation en fin de période	≤ 5%	2,1%	2,1%	2,2%	2,2%
Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale en % des recettes fiscales de l'année antérieure*	≤ 10%				
Réserves Extérieures en mois d'importations*	≥ 3				
Critères de second rang					
Ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB	≤70%	37,5%	38,1%	38,7%	39,3%
Variation du taux de change nominal*	+/-10%				

Source : *MEF, FMI (10ème revue FEC, octobre 2018)*

NB :* le critère n'est pas applicable aux pays de l'UEMOA

III. LA MISE EN ŒUVRE DES STRATEGIES NATIONALES ET SECTORIELLES

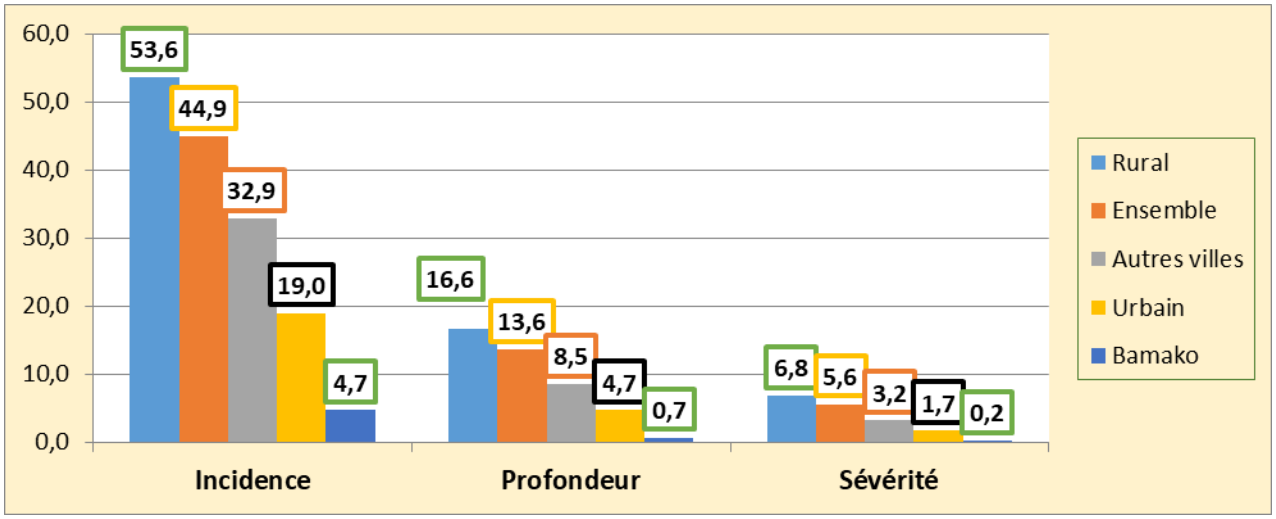
3.1 Réalisations récentes dans la mise en œuvre des stratégies nationales et sectorielles

Lutte contre la Pauvreté et l'Inégalité

92. L'incidence de la pauvreté, selon les dernières données statistiques, a légèrement diminué passant de 44,9 % contre 46,8 % en 2016 à 44,9% en 2017, soit une baisse de 1,9 point de pourcentage. Il convient toutefois, de signaler que cette diminution n'est pas suffisamment significative pour se prononcer définitivement sur le caractère substantiel et durable du niveau de pauvreté. Depuis 2013, ce niveau fluctue autour de 47%. La situation de la pauvreté concerne plus de 8 millions d'individus. Les résultats de l'enquête révèlent une incidence de la pauvreté estimée à 4,7 % à Bamako contre respectivement 53,6% et 32,9% dans le milieu rural et dans les autres villes. L'ampleur de la pauvreté reste la plus élevée à Sikasso, Mopti et Koulikoro en 2017 avec des incidences respectives de 67,8 %, 59,5 % et 52,2 %.

93. On observe la même tendance au niveau de la profondeur aussi bien qu'à celui de la sévérité c'est-à-dire qu'il y a plus d'efforts à fournir en termes de ressources pour réduire la pauvreté dans les autres villes et en milieu rural qu'à Bamako.

Figure 6: Indices de pauvreté selon le milieu de résidence en 2017 (en %)

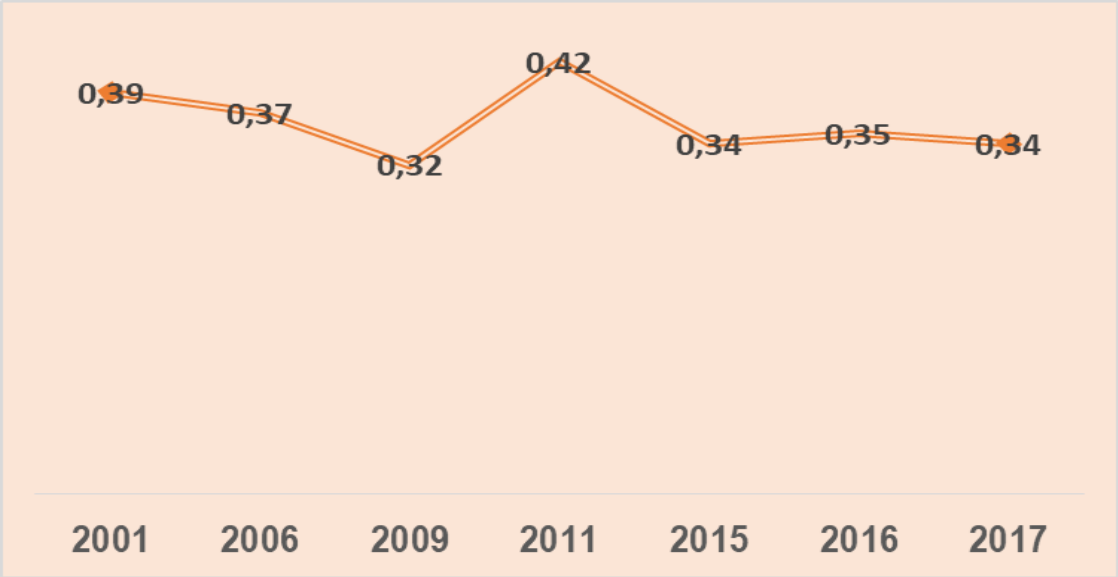


Source : *Rapport 2017 de mise en œuvre du CREDD (2016-2018)*

94. S'agissant de l'inégalité, l'indice de Gini ressort globalement à 0,34 en 2016. L'inégalité la plus faible est observée à Tombouctou (0,23) et à Gao (0,24). Les régions de Sikasso et Ségou observent les indices de Gini les plus élevés (0,30). L'analyse spatiale montre que l'inégalité dans les autres villes est la plus élevée (0,31).

95. L'analyse dynamique de l'inégalité sur la période 2001-2017 est mitigée. Elle est marquée par des hauts et des bas et ne permet point de dégager une tendance. De 2001 à 2009, l'indice de Gini est passé de 0,39 à 0,32 traduisant ainsi une réduction substantielle des disparités. En 2011, l'indice est passé à 0,42 pour rechuter à 0,34 en 2017 marquant la très grande variabilité du phénomène d'une année à une autre.

Figure 7 : Évolution de l'inégalité entre 2001 et 2017 – coefficient de Gini



Source : *Rapport 2017 de mise en œuvre du CREDD (2016-2018).*

Gouvernance, Paix, Sécurité et réconciliation nationale

96. En matière de lutte contre la corruption, l'impunité, la drogue, le terrorisme et la criminalité organisée, le gouvernement a procédé à l'opérationnalisation de l'Office Central de Lutte Contre l'Enrichissement Illicite suivant décret n°2017-0207/P-RM du 10 mars 2017 portant nomination des membres dudit office. Au cours de l'année 2017, les activités réalisées par la Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF) s'articulent autour du traitement des déclarations de soupçons, des réunions statutaires des organismes partenaires, de la mise en œuvre de la coopération nationale et internationale. Ce qui a permis d'atteindre les objectifs assignés à la CENTIF. Ainsi, on note une hausse du flux déclaratif à hauteur de 31,5% des assujettis. Selon le rapport 2017 de Transparency International, le Mali est 122ème avec quatre (04) pays, sur 180 pays classés et occupe le 31ème rang Africain avec ces quatre mêmes pays. En 2016, il occupait le 116ème rang mondial sur 176 pays et le 23ème en Afrique, malgré les efforts consentis.

97. En matière de Justice la mise en œuvre du Programme d'Urgence pour le Renforcement du Système Judiciaire et de mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation (PU-RSJ-MOA), s'est traduite par une série de réalisations à travers ses trois composantes. En matière de consolidation du pouvoir judiciaire et de l'Etat de droit, l'opérationnalisation de la nouvelle Carte judiciaire a été initiée, un état des lieux des Cours d'Appels (CA), des Tribunaux de Grande Instance (TGI) et des trente-cinq (35) Justices de Paix à Compétence Etendue (JPCE), a été fait. Dans le cadre de l'amélioration des services judiciaires et l'accessibilité au droit et à la justice, le programme de réhabilitation et/ou de construction des infrastructures judiciaires a été poursuivi. Le changement le plus important en matière de promotion et de protection des droits humains et du genre est celui de l'opérationnalisation de la nouvelle CNDH, depuis le début de l'année 2017 à travers les nominations, la prestation de serment, l'installation des commissaires et l'établissement/validation de son règlement intérieur.

98. En vue de promouvoir la paix, la réconciliation nationale et la reconstruction du Nord, des résultats appréciables ont été enregistrés dans la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali grâce aux efforts conjugués des parties maliennes (Gouvernement, Coordination, Plateforme), avec l'appui de la médiation internationale. Ainsi, en matière de réformes politiques et institutionnelles, les Autorités Intérimaires et les Collèges transitoires ont été installées dans toutes les régions et des passations de service ont eu lieu avec les présidents des Conseils régionaux sortants. La Commission Nationale de Désarmement-Démobilisation-Réinsertion (CN-DDR) a procédé au lancement du Projet de Réinsertion des Ex-Combattants au Mali (PREC), qui s'inscrit dans le cadre du volet Réinsertion, du Programme National du DDR.

99. En matière de défense et de sécurité, la mise en œuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM 2015-2019) et la Loi de Programmation de la Sécurité Intérieure (LPSI 2017-2021) se poursuivent de même que la mobilisation des ressources pour l'opérationnalisation de la force conjointe du G5 Sahel. Dans le cadre du G5 Sahel, l'année 2017 a été marquée par la présidence du Mali au cours de laquelle des avancées notoires ont été enregistrées. Il s'agit notamment de l'adoption à l'unanimité de la résolution 2359 (2017) par laquelle le conseil de sécurité des nations unies salue le déploiement de la Force conjointe G5 sahel, apportant ainsi la preuve de la détermination de la communauté internationale. Des rencontres de haut niveau se sont tenues pour la mobilisation du financement de la force conjointe du G5 Sahel.

Gestion du cadre macroéconomique

100. L'amélioration de la performance du cadre macro-économique se poursuit à travers la bonne tenue des indicateurs macro-économiques. En 2017, la croissance du PIB réel s'établit à 5,3% contre 5,8% en 2016. Le taux de croissance économique de 2017 se situe en deçà de la prévision du CREDD de 1,2 point de pourcentage. Le ralentissement de la croissance est principalement dû à une décélération de la croissance du secteur agricole, essentiellement expliquée par une pluviométrie moins favorable qu'en 2016 et un ralentissement des activités du secteur tertiaire. L'indice des prix à la consommation des ménages (base 100 en 2008) est passé de 112,2 en 2016 à 114,7 en 2017 soit un taux d'inflation annuel de 1,8% contre -1,8% en 2016, en deçà de la norme communautaire de l'UEMOA (3,0% maximum).

101. Dans le domaine de la gestion des finances publiques, la stratégie gouvernementale en matière de réformes économiques et financières reste la viabilité des opérations financières de l'Etat qui vise l'assainissement des finances publiques par la maîtrise de l'ensemble des dépenses courantes et l'élargissement de la base de l'assiette fiscale. Le Gouvernement du Mali a confirmé sa volonté politique en matière de réforme des finances publiques en adoptant en septembre 2016 le Plan de Réforme de la gestion des finances publiques au Mali (PREM) 2017-2021 dont la mise en œuvre est en cours depuis le 1er janvier 2017.

Secteurs sociaux

102. Le secteur de l'éducation constitue l'une des priorités du Gouvernement dont l'engagement en matière d'allocation des ressources financières reste conforme aux orientations retenues lors du forum national sur l'éducation. Le Taux brut de scolarisation (TBS) au premier cycle de l'enseignement fondamental, est passé de 69,6% en 2016 à 72,1% en 2017. Ce taux n'a pas atteint la valeur cible de 78,9% en 2017 mais indique une progression assez significative par rapport à 2016 grâce aux efforts consentis par le Gouvernement et les PTF dans la scolarisation et le maintien des élèves à l'école. S'agissant du Taux Brut d'Admission au premier cycle (TBA), une avancée considérable est constatée entre 2016 et 2017 passant de 62,7% à 68,7% soit une progression de 6 points, avec un gain de 3,6

points au regard de la valeur cible de 65,1% en 2017. Le Ratio élèves-maître au primaire est resté stationnaire entre 2016 et 2017 avec 39. L'indice de parité fille/garçon en 2017 (0,84) est inférieur à celui de l'année 2016 (0,86) et n'a pas atteint la valeur cible de 2017 (0,87).

103. L'évolution des indicateurs du secteur de la santé apparait très contrastée. Ainsi, le taux d'accouchements assistés par du personnel qualifié est passé de 30,31% en 2016 à 32,08% en 2017 (prévision 58%). Le taux de mortalité maternelle a connu une baisse en 2017 soit 368 pour 100 000 naissances vivantes par rapport aux années antérieures. Le nombre de CSCOM fonctionnels a augmenté, mais cependant le taux de médicalisation des CSCOM est resté stationnaire soit un taux de 32,03% en 2017 pour une prévision de 45%. Le Couple Année de Protection (CAP) est passé de 1 229 871 en 2016 à 1 269 525 en 2017, soit une progression de 3,22% ; la prévalence contraceptive est restée stationnaire entre 2016 et 2017 avec respectivement 21% et 20,01%, l'objectif de 15% prévu à la fin du PRODESS III a été dépassé depuis 2016. Le Taux de couverture en Penta 3 est de 89% en 2017 contre 94% en 2016. Le taux de prévalence du VIH/Sida parmi la population âgée de 15 à 49 ans est établi à 1,1%.

104. . En matière de création d'emplois, les secteurs publics et privés formels ont créé 59 241 emplois en 2017. Ces emplois se répartissent entre 37 031 (soit 60%) emplois privés et 22 210 (soit 40%) emplois publics. Les emplois occupés par les hommes représentent 50 291 (soit 81,5%) de l'ensemble contre 11 395 (soit 18,5%) pour les femmes. Le taux de chômage de la population a baissé de 0,95 point de pourcentage. Quant au nombre de nouveaux emplois créés par les secteurs publics et privés, il est passé de 66 842 en 2016 à 61 686 en 2017, soit une baisse de 7,7%, due probablement à la finition de certains grands chantiers du Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme, plus grand pourvoyeur d'emplois temporaires.

105. L'accès à l'eau et à l'assainissement progresse. Toutefois, l'accès à une infrastructure d'assainissement constitue encore un privilège occasionnant des problèmes importants liés à l'hygiène et à l'insalubrité. L'accès à l'eau potable s'est amélioré de 1,1 point en passant de 66,9% en 2016 à 68% en 2017.

3.2 Les priorités du gouvernement sur la période 2020-2022

106. Les priorités du cadrage budgétaire 2020-2022 sont fondées sur la stratégie du CREDD 2019-2023 qui vise principalement à trouver une réponse pertinente et proactive aux problématiques de développement du pays. Il s'agira particulièrement : (i) de combler le déficit de gouvernance, (ii) d'assurer la paix et la sécurité et de restaurer le bon climat de vivre ensemble, (iii) de créer les conditions d'une transformation structurelle de l'économie et d'une croissance forte et inclusive, (iv) de mieux protéger l'environnement et de renforcer la résilience au changement climatique, (v) de mieux valoriser le capital humain et ainsi capter le dividende démographique.

107. **En termes d'allocations budgétaires, la priorité sera accordée à :**

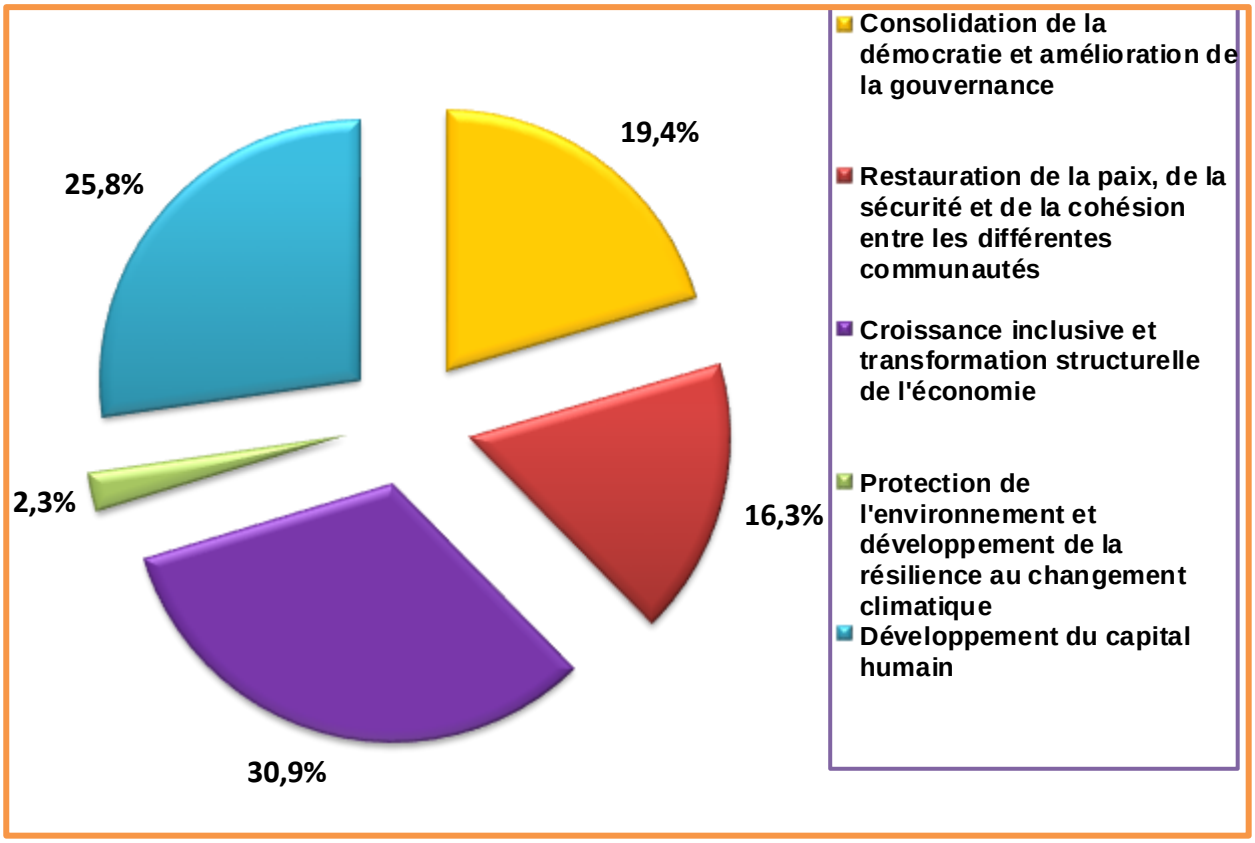
- la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali ;
- la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM deuxième phase) ;
- la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI 2017-2021) ;
- la mise en œuvre de l'engagement présidentiel d'allocation de 15% au secteur « Agriculture » ;
- la consolidation des acquis dans les secteurs sociaux et le renforcement du capital humain ;
- au financement des investissements structurants dans les secteurs productifs ;
- au renforcement des allocations pour la décentralisation budgétaire en vue de l'atteinte de 30% des recettes budgétaires transférées aux collectivités territoriales.

108. Les projections budgétaires sont mises en cohérence avec les priorités d'allocations budgétaires du CREDD 2019-2023 qui est bâti autour de cinq (05) axes. Ainsi, les allocations selon les axes stratégiques se présentent comme suit :

- le premier axe stratégique serait financé en moyenne à 569,7 milliards de F CFA, soit 19,4% des dépenses totales ;
- la part de l'axe stratégique 2 dans le budget serait en moyenne de 479 milliards de F CFA, soit 16,3% des dépenses totales ;
- l'axe stratégique 3 représenterait en moyenne 909,4 milliards de F CFA, soit 30,9 % des dépenses totales ;
- le quatrième axe stratégique serait quant à lui financé en moyenne à hauteur de 67,5 milliards de F CFA, soit 2,3 % des dépenses totales ;
- enfin, l'axe cinq bénéficierai d'un financement en moyenne de 759,4 milliards de F CFA, soit 25,8 % des dépenses totales ;

109. Les paiements au titre de l'intérêt sur la dette publique seront évalués en moyenne à 153,8 milliards de F CFA représentant 5,2% des dépenses totales.

Figure 8: Part moyenne 2020-2022 des axes du CREDD dans les dépenses totales



Source : DGB

3.3 Analyse des allocations budgétaires 2020-2022 par axe du CREDD et par fonction

110. L'analyse des dépenses par axe et par fonction permet de donner la structure des dépenses en fonction des priorités stratégique du gouvernement compte tenu des objectifs socioéconomiques que les administrations publiques s'efforcent d'atteindre. Elle regroupe les dépenses publiques autour de dix (10) grandes fonctions appelées divisions reparties entre les différents axes du CREDD, tels que présentées dans le tableau ci-après.

Tableau 19: Allocations budgétaires par axes du CREDD et par fonctions (en milliards de FCFA) 2019-2022

AXES/FONCTIONS	LFI 2019	2020	2021	2022	Moy. 20-22
Axe 1 : Consolidation de la démocratie et amélioration de la gouvernance	**469,8**	**528,7**	**568,8**	**611,4**	**569,7**
Services généraux des administrations publiques	443,1	499,0	536,7	576,7	537,5
Ordre et sécurité publics	26,7	29,7	32,1	34,7	32,2
Axe 2 : Restauration de la paix, de la sécurité et de la cohésion entre les différentes communautés	**396,2**	**444,5**	**478,0**	**514,5**	**479,0**
Défense	277,9	312,6	336,1	362,9	337,2
Ordre et sécurité publics	118,3	131,8	141,8	151,7	141,8
Axe 3 : Croissance inclusive et transformation structurelle de l'économie	**730,8**	**839,8**	**907,3**	**981,1**	**909,4**
Affaires économiques	633,3	728,7	787,1	849,4	788,4
Logement et équipements collectifs	83,8	96,2	104,2	114,1	104,8
Loisirs, culture et culte	13,7	14,9	16,1	17,5	16,2
Axe 4 : Protection de l'environnement et développement de la résilience au changement climatique	**53,4**	**62,1**	**67,1**	**73,3**	**67,5**
Protection de l'environnement	53,4	62,1	67,1	73,3	67,5
Axe 5 : Développement du capital humain	**618,4**	**698,2**	**758,3**	**821,7**	**759,4**
Santé	122,8	138,4	153,5	168,4	153,4
Loisirs, culture et culte	7,1	7,7	8,3	9,0	8,3
Enseignement	375,1	422,2	457,6	494,6	458,1
Protection sociale	113,4	130,0	138,9	149,7	139,5
Opération concernant la dette publique	**141,8**	**141,9**	**154,0**	**165,4**	**153,8**
Total Général	**2 410,4**	**2 715,1**	**2 933,6**	**3 167,4**	**2 938,7**

Source : DGB

Tableau 20**:** Ratios par rapport aux dépenses totales 2019-2022

AXES/FONCTIONS	LFI 2019	2020	2021	2022	Poids Moy. 20-22
Consolidation de la démocratie et amélioration de la gouvernance	**19,5%**	**19,5%**	**19,4%**	**19,3%**	**19,4%**
Services généraux des administrations publiques	18,4%	18,4%	18,3%	18,2%	18,3%
Ordre et sécurité publics	1,1%	1,1%	1,1%	1,1%	1,1%
Restauration de la paix, de la sécurité et de la cohésion entre les différentes communautés	**16,4%**	**16,4%**	**16,3%**	**16,2%**	**16,3%**
Défense	11,5%	11,5%	11,5%	11,5%	11,5%
Ordre et sécurité publics	4,9%	4,9%	4,8%	4,8%	4,8%
Croissance inclusive et transformation structurelle de l'économie	**30,3%**	**30,9%**	**30,9%**	**31,0%**	**30,9%**
Affaires économiques	26,3%	26,8%	26,8%	26,8%	26,8%
Logement et équipements collectifs	3,5%	3,5%	3,6%	3,6%	3,6%
Loisirs, culture et culte	0,6%	0,5%	0,5%	0,6%	0,5%
Protection de l'environnement et développement de la résilience au changement climatique	**2,2%**	**2,3%**	**2,3%**	**2,3%**	**2,3%**
Protection de l'environnement	2,2%	2,3%	2,3%	2,3%	2,3%
Développement du capital humain	**25,7%**	**25,7%**	**25,9%**	**25,9%**	**25,8%**
Santé	5,1%	5,1%	5,2%	5,3%	5,2%
Loisirs, culture et culte	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
Enseignement	15,6%	15,5%	15,6%	15,6%	15,6%
Protection sociale	4,7%	4,8%	4,7%	4,7%	4,7%
Opération concernant la dette publique	**5,9%**	**5,2%**	**5,2%**	**5,2%**	**5,2%**
Total Général	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**

Source : DGB

3.3.1 Axe 1 : Consolidation de la démocratie et amélioration de la gouvernance

111. C'est l'axe moteur du CREDD 2019-2023. En effet, l'analyse structurelle a montré que les variables les plus motrices relèvent de la gouvernance et que celles qui relèvent des domaines économique, social et environnemental sont plutôt des variables résultats. Cela veut dire que la plupart des politiques socio-économiques et sectorielles requièrent, pour donner les résultats escomptés dans le sens de l'amélioration des conditions de vie des populations, beaucoup de conditions préalables relevant pour la plupart des variables de gouvernance. Cet axe vise à réformer les institutions politiques, adopter de meilleures pratiques démocratiques et améliorer la gouvernance administrative, économique, sociale et sécuritaire.

112. Les objectifs globaux de cet axe stratégique sont les suivants :

- consolider la démocratie malienne ;
- améliorer la gouvernance administrative, économique et financière ;
- renforcer la décentralisation ;
- promouvoir l'état de droit et la justice.

113. L'axe couvre les fonctions suivantes : (i) Services généraux des administrations publiques et (ii) Ordre et sécurité publics, notamment, les sous-fonctions (ou groupes) relatives aux tribunaux et Administration pénitentiaire.

114. Pour l'atteinte des objectifs fixés à cet axe, le cadrage budgétaire 2020-2022 prévoit en moyenne 19,4% des dépenses totales. En valeur absolue, les allocations passent de 528,7 milliards de F CFA en 2020 à 611,4 milliards F CFA en 2022, soit un taux d'accroissement moyen de 7,5%.

- **Services Généraux des Administrations Publiques**

115. Les allocations en faveur des services généraux des administrations publiques (hors remboursement dette publique) sont projetées en 2020 à 499 milliards de FCFA et passeraient à 576,7 milliards F CFA en 2022 contre une inscription de 443,1 milliards dans le budget 2019. Les dotations serviront à poursuivre l'atteinte des objectifs spécifiques suivants :

- reformer les institutions et renforcer la démocratie ;
- renforcer la citoyenneté et le civisme ;
- moderniser l'administration publique ;
- renforcer le système de planification et de gestion du développement ;
- gérer efficacement les finances publiques et lutter contre la corruption et la délinquance financière ;
- assurer une gestion transparente des affaires foncières ;
- renforcer le partenariat pour le développement durable ;
- améliorer la gouvernance locale ;
- assurer la mise en œuvre diligente de la charte de la déconcentration des services de l'Etat et accélérer le transfert des compétences et des ressources ;
- promouvoir les économies régionales et locales.

- **Ordre et sécurité publics**

116. Les sous-fonctions de l'ordre et sécurité qui participent à la mise en œuvre de l'axe 1 concernent les tribunaux et l'administration pénitentiaire. Dans ce cadre, les objectifs spécifiques poursuivis sont les suivants :

- accroître la qualité de la justice et en faire un instrument de garantie de la paix sociale ;
- garantir les droits fondamentaux des citoyens.

117. Les allocations en faveur des tribunaux et administration pénitentiaire sont projetées en moyenne sur la période 2020-2022 à 32,2 milliards de FCFA par an contre une inscription de 26,7 milliards de FCFA dans le budget 2019, soit une croissance moyenne de 8,2% entre 2020-2022.

3.3.2 Axe 2 : Restauration de la paix, de la sécurité et de la cohésion entre les différentes communautés

118. C'est l'axe de stabilisation. Il s'agit de restaurer la société malienne dans ses dimensions de paix et de cohésion sociale dans la diversité culturelle et religieuse. Cette condition est nécessaire pour que l'activité économique puisse se développer partout sur le territoire et se traduise par l'amélioration des conditions de vie des populations. Cet axe accordera une attention particulière à la mise en œuvre consensuelle de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali et aux efforts de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

119. Les objectifs globaux de cet axe stratégique sont les suivants : (i) restaurer la paix et assurer la sécurité des personnes et des biens ; (ii) lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

120. Spécifiquement, il s'agit de :

- appliquer de manière consensuelle l'Accord pour la Paix et la réconciliation au Mali ;
- assurer la protection des citoyens et gérer les conflits intercommunautaires ;
- contribuer à la régénération d'une identité collective et recréer les liens et les solidarités nationales en vue d'améliorer la cohésion nationale ;
- détecter, évaluer et éliminer toutes les conditions propices au développement du terrorisme, de la radicalisation et de l'extrémisme violent ;
- lutter contre l'impunité et poursuivre tous les auteurs et complices de crimes d'extrémisme violent et de terrorisme ;
- apporter des réponses justes, proportionnées et diligentes en cas d'attaque terroriste ou d'actes d'extrémisme violent.

121. L'axe 2 couvre les fonctions suivantes : (i) défense et (ii) Ordre et sécurité publics hors les sous-fonctions (ou groupes) relatives aux tribunaux et l'administration pénitentiaire.

122. Durant la période 2020-2022, les allocations budgétaires en faveur de cet axe seront en moyenne 16,3% des dépenses totales et passeraient de 396,2 milliards de F CFA dans le budget 2019 à 514,5 milliards de F CFA en 2022, soit un taux d'accroissement moyen de 7,6% entre 2020-2022.

- **Défense**

123. Les allocations budgétaires pour la défense sont projetées en moyenne à 337,2 milliards de FCFA sur la période 2020-2022 contre 277,9 milliards de FCFA en 2019, soit un taux de croissance moyen de 7,7% sur la même période. Au cours de la période, le poids moyen des dépenses de défense dans le budget d'Etat serait de 11,5%. Ces évolutions s'expliqueraient essentiellement par le renforcement des capacités opérationnelles des forces de défense nationale en lien avec la poursuite de la mise en œuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM).

- **Ordre et Sécurité (**hors tribunaux et administration pénitentiaire)

124. Dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI) en vue de lutter contre l'insécurité sous toutes ses formes, les dépenses en faveur de l'ordre et la sécurité s'établiraient en moyenne à 141,8 milliards de FCFA sur la période 2020-2022, contre 118,3 milliards de FCFA dans le budget 2019, soit un taux de progression de 7,3% sur la période du cadrage budgétaire. Les augmentations se justifieraient par le renforcement des capacités opérationnelles des forces de la police, de la gendarmerie et de la protection civile.

3.3.3 Axe 3 : Croissance inclusive et transformation structurelle de l'économie

125. Cet axe vise une croissance soutenue à travers une transformation structurelle de l'économie portée par une industrialisation plus forte grâce au développement des chaines de valeur les plus compétitives, le développement et la modernisation des infrastructures, une meilleure productivité globale des facteurs, un système de financement de l'économie plus efficient et une exploitation judicieuse des ressources minières et des technologies de l'information et de la communication.

126. En dépit d'une croissance forte, l'économie malienne a structurellement très peu évolué. Elle est restée caractérisée par la prépondérance des secteurs primaire et tertiaire dans la création de richesse. Aussi, cet axe stratégique vise-t-elle une croissance économique forte et durable, créatrice d'emplois et réductrice de pauvreté, portée par une économie diversifiée et compétitive, le développement de nouvelles chaines de valeur et l'amélioration de l'efficacité des secteurs d'appui à la production.

127. Les objectifs globaux de cet axe stratégique sont :

- créer un environnement favorable à la diversification de l'économie et à une croissance forte et inclusive ;
- promouvoir un secteur agricole durable, moderne et compétitif ;
- développer une industrie intégrée à l'économie, compétitive et créatrice d'emplois ;
- développer et rendre efficace les secteurs d'appui à la production ;
- mettre en place une stratégie de financement du développement.

128. Les objectifs spécifiques de cet axe sont :

- renforcer la stabilité du cadre macroéconomique ;
- promouvoir le secteur privé et améliorer le climat des affaires ;
- promouvoir une croissance réductrice de la pauvreté et des inégalités ;
- promouvoir la productivité et la compétitivité de l'Agriculture ;
- accroitre la contribution de l'élevage à la croissance et à la réduction de la pauvreté ;
- accroître la contribution de la pêche à la croissance et à la réduction de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- Assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- diversifier et intégrer la production minière à l'économie comme un facteur de développement durable ;
- développer des industries basées sur le potentiel des chaînes de valeur ;
- développer les autres secteurs porteurs de croissance ;
- développer et améliorer l'efficacité des infrastructures de transport ;
- répondre aux besoins énergétiques du pays en qualité, en quantité et au moindre coût ;
- promouvoir l'économie numérique ;
- accroître la contribution du secteur financier à la croissance économique à travers une meilleure inclusion financière ;
- renforcer la mobilisation de ressources internes et externes ;
- mettre en œuvre une stratégie efficace d'endettement public.

129. Il couvre les fonctions suivantes : (i) Affaires économiques et (ii) Logement et équipements collectifs (iii) Loisirs, culture et culte.

130. Durant la période du cadrage, les allocations budgétaires en faveur de cet axe se situeraient en moyenne à 30,9% des dépenses totales et passeraient de 839,8 milliards de F CFA en 2020 à 981,1 milliards de F CFA en 2022 contre une inscription de 730,8 milliards de F CFA dans le budget2019, soit une progression moyenne de 8,1% entre 2020-2022.

- **Affaires économiques**

131. Les dépenses des affaires économiques sont projetées en moyenne à 788,4milliards FCFA sur la période 2020-2022 contre 633,3 milliards de FCFA dans le budget 2019. Elles représentent en moyenne 26,8% des dépenses totales, avec un taux de croissance annuel moyen de 8,0% sur la période 2020-2022.Cette hausse est imputable, principalement, à : (i) l'augmentation des dépenses en faveur du secteur agricole ; (ii) la réalisation des infrastructures de soutien à la croissance et (iii) le soutien à la production d'énergie.

132. Les principales actions porteront entre autres sur :

- la réalisation d'actions de développement dans le cadre de la mise en œuvre du Fonds de Développement Durable ;
- l'aménagement du barrage de Taoussa ;
- la mise en œuvre du projet de reconstruction et de relance économique
- le développement de l'irrigation ;

- la mise en œuvre du projet adaptation agricole et élevage au changement climatique ;
- la mise en œuvre du fonds national d'appui à l'agriculture ;
- la mise en œuvre du programme d'accroissement de la production agricole au Mali (PAPAM) ;
- la mise en œuvre du Programme Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (WAP II) ;
- la réalisation des travaux d'extension de 200 ha de la plaine de Saouné ;
- la poursuite du désenclavement intérieur et extérieur du pays à travers :
    - ✓ le bitumage du tronçon Goma Coura-Tombouctou ;
    - ✓ l'aménagement d'infrastructures routières structurantes (PAIRS) ;
    - ✓ la construction du deuxième pont de Kayes ;
    - ✓ la construction et le bitumage de la route Kolondièba-Zantièbougou (frontière RCI);
    - ✓ la construction de la route Kayes–Kenièba ;
    - ✓ la construction et le butimage de la route Banconi-Dialakorodji-Safo-Dabani-Nonsombougou ;
    - ✓ la construction de la section Yanfolila-Kalana-Fr Guinée;
    - ✓ l'aménagement en 2X2 VOIES du 3ème Pont à la RN6, la construction de l'échangeur et la réhabilitation de la section Tour de l'Afrique ;
    - ✓ la réhabilitation de la route Bamako-kati-Kolokani-Didieni-Diema-Sand-Kayes-Kidira.

- **Logement et équipements collectifs**

133. Les dépenses relatives au logement et équipements collectifs qui s'élèvent à 83,8 milliards de FCFA dans le budget 2019, s'établiraient en moyenne à 104,8 milliards de FCFA en 2020-2022 et représenteraient en moyenne 3,6% des dépenses totales contre 3,5% dans le budget 2019. Les actions prioritaires relatives au logement et aux équipements collectifs porteront sur :

- la poursuite de la mise en œuvre du programme de construction de 50.000 logements sociaux ;
- la mise en œuvre de la réforme foncière sécurisée.

- **Loisirs, culture et culte (hors Services récréatifs et sportifs et Culte et autres services communautaires)**

134. Les dépenses relatives aux Loisirs, culture et culte se chiffreraient en moyenne à 16,2 milliards de FCFA sur la période 2020-20223 contre une inscription budgétaire de 13,7 milliards de FCFA en 2019, soit un rythme d'augmentation moyen de 8,6% entre 2020-2022. Ces allocations serviront à promouvoir les secteurs de l'artisanat et du tourisme et soutenir ceux des sports et de la culture.

135. Les principales actions prioritaires porteront sur :

- la redynamisation du cinéma malien ;
- la revalorisation du service national des jeunes ;
- la réalisation et l'aménagement des infrastructures culturelles et sportives.

3.3.4 Axe 4 : Protection de l'environnement et développement de la résilience au changement climatique

136. La détérioration de l'environnement est le résultat d'un ensemble de phénomènes complexes qui sont d'abord d'ordre climatique (sécheresse, variabilité de la pluviométrie ayant fragilisé l'écosystème), ensuite anthropique (forte pression démographique, systèmes de production extensifs et inadaptés, feux de brousse, etc.) et finalement des conditions de vie précaires des populations et l'absence d'implication des populations dans la protection de l'environnement. La problématique de l'environnement est

constatée par une dégradation continue du cadre de vie et des conditions des populations aussi bien urbaines que rurales.

137. Cet axe vise à concevoir le processus de développement avec le souci de préserver l'environnement et de développer la capacité de résilience des populations face aux effets du changement climatique.

138. Pour faire face aux défis liés à l'environnement et au changement climatique, le Gouvernement du Mali a adopté plusieurs politiques et stratégies parmi lesquelles : la Politique Nationale de Protection de l'Environnement, la Politique Nationale Forestière, la Politique Nationale d'Assainissement, la Politique Nationale sur les Changements Climatiques, la Politique Nationale des zones humides, la Stratégie de Sauvegarde et de Gestion Intégrée des Ressources du Fleuve Niger, et le Cadre stratégique d'Investissement pour la Gestion durable des terres. Le Mali a aussi ratifié plusieurs accords et traités internationaux, notamment, les conventions de Rio (Désertification, Biodiversité et Changement Climatique).

139. Pour la mise en œuvre de cet axe, les objectifs globaux sont les suivants : (i) garantir un environnement sain et le développement durable et (ii) développer la résilience au changement climatique.

140. Pour ce faire, plusieurs objectifs spécifiques ont été définis à savoir :

- assurer la gestion décentralisée et participative des ressources naturelles renouvelables ;
- promouvoir les technologies innovantes respectueuses de l'environnement ;
- améliorer le cadre de vie des populations ;
- renforcer les capacités de prévention et de gestion des risques et des catastrophes naturelles ;
- renforcer la capacité d'adaptation des populations et la résilience.

141. L'axe 4 couvre essentiellement la fonction Protection de l'environnement et concentrera durant la période du cadrage, des allocations budgétaires en moyenne de 2,3% des dépenses totales. Ces allocations passeraient de 53,4 milliards de F CFA dans le budget 2019 à 62,1 milliards de F CFA en 2020 puis 73,3 milliards de F CFA, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 8,7% entre 2020-2022.

142. Ces allocations viseront, entre autres, à préserver la diversité biologique et à lutter contre la pollution à travers la réalisation et la réhabilitation des ouvrages d'assainissements collectifs. Les actions prioritaires vont porter sur :

- la mise en œuvre du projet hydraulique et assainissement en milieu rural ;
- la mise en œuvre du projet gestion des ressources naturelles et changement climatique ;
- la réhabilitation économique et environnementale du fleuve Niger ;
- la mise en œuvre du Programme de développement durable du Delta Intérieur du Niger ;
- la mise en œuvre du Programme Commun d'appui à la GIRE.

3.3.5 Axe 5 : Développement du capital humain

143. L'ambition de cet axe est de faire en sorte que les efforts de développement se traduisent pour les populations, notamment les jeunes, les femmes et les personnes en situation de handicap, par une éducation de qualité, une bonne santé, des emplois décents, un accès universel à l'eau potable, un cadre de vie sain et une meilleure protection sociale. Il s'agit de transformer l'important bonus démographique dont dispose le Mali en un réel dividende démographique. Cet axe visera également à faire de l'urbanisation et de la migration des opportunités pour le développement du Mali.

144. La qualité des ressources humaines constitue la première richesse de la Nation. Ce sont les ressources humaines qui, utilisant les moyens disponibles, créent la richesse. L'amélioration des performances économiques et la réduction durable de la pauvreté et des inégalités nécessitent la définition de politiques de développement des ressources humaines. Ces politiques et stratégies devront être mises en œuvre à travers des programmes ambitieux et cohérents prenant en compte les droits humains, la question du genre et le ciblage des plus vulnérables. Il est également indéniable que la réalisation des objectifs de développement durable passe par la disponibilité d'un capital humain de qualité et bien employé, source de croissance économique durable et partagée.

145. Les objectifs globaux de cet axe stratégique sont les suivants :

- contribuer à l'amélioration de l'état de santé et du bien-être de la population malienne en vue d'une accélération de la transition démographique ;
- assurer à toutes les populations une instruction et une formation professionnelle de qualité à travers un système éducatif inclusif, mieux adapté, cohérent et fonctionnel,
- promouvoir l'équité et l'égalité de genre ;
- promouvoir la protection sociale pour prévenir la vulnérabilité et l'exclusion sociale
- gérer au mieux la migration afin qu'elle contribue à la réduction de la pauvreté et au développement durable du pays ;
- encadrer l'urbanisation pour en faire un facteur moteur de la croissance économique et du développement.

146. L'axe couvre les fonctions suivantes : (i) Santé ; (ii) Enseignement ; (iii) Protection Sociale et (iv) Loisirs, Culture et Culte.

147. En vue de l'atteinte des objectifs fixés à cet axe, le cadrage budgétaire prévoit en moyenne 25,8% des dépenses totales sur la période 2020-2022. En valeur absolue, les allocations passent de 618,4 milliards de F CFA dans le budget 2019 à 821,7 milliards F CFA en 2022, soit une dotation moyenne de 759,4 milliards F CFA entre 2020-2022 ou un taux d'accroissement moyen de 8,5%.

- **Santé**

148. Dans le cadre de la mise en œuvre du CREDD, les allocations budgétaires du secteur de la santé sont projetées en moyenne à 153,4 milliards de FCFA sur la période 2020-2022 contre 122,8 milliards de FCFA dans le budget 2019, soit un poids moyen de 5,2% des dépenses totales et un taux de croissance annuel moyen de 10,3%. Les dépenses s'inscriront dans le cadre de l'amélioration de la qualité des services sanitaires et de la lutte contre les maladies à travers notamment :

- la construction et l'équipement des infrastructures de santé (Hôpitaux, Csréf, etc.) ;
- l'amélioration du plateau technique des hôpitaux ;
- l'augmentation de l'offre et l'utilisation de services et produits de santé de qualité fournis par des ressources humaines qualifiées et équitablement réparties sur l'ensemble du territoire ;
- la réduction de la morbidité et de la mortalité liées aux maladies transmissibles et non, aux modes de vie et aux conditions de travail et le renforcement de la lutte contre le VIH-Sida ;
- la réduction de la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile.

- **Enseignement**

149. Les dotations relatives à l'enseignement qui se chiffrent à 375,1 milliards de FCFA en 2019 sont projetées 422,2 milliards de FCFA en 2020 et atteindront 494,6 milliards de FCFA en 2022. Elles représentent en moyenne 15,6% des dépenses totales avec une augmentation annuelle moyenne de 8,2%.Cette augmentation confirme la volonté des plus hautes autorités du pays à rendre performant le

système éducatif et de renforcer la qualité des ordres d'enseignement. Les priorités seront accordées à :

- le recrutement du personnel enseignant, chercheur et d'encadrement en nombre et en qualité ;
- la construction, la réhabilitation et l'équipement des infrastructures d'accueil des étudiants (pédagogiques, sociales et laboratoires) ;
- la maitrise de la gestion de flux des étudiants.
- l'amélioration du rendement interne du système pour une meilleure employabilité des jeunes et l'insertion socioprofessionnelle des sortants ;
- l'achèvement d'un enseignement fondamental de qualité pour tous les enfants, filles et garçons ;
- la promotion des valeurs culturelles favorables à la création de la richesse et au développement durable ;
- le renforcement de la qualité de la gestion du système éducatif et de ses ressources ;
- l'accroissement des conditions d'accès à l'enseignement supérieur et au renforcement de la recherche scientifique et l'innovation.

- **Protection sociale**

150. Les dépenses relatives à la protection sociale se chiffreraient en moyenne à 139,5 milliards de FCFA entre 2020-2022, soit une proportion moyenne de 4,7% des dépenses totales du gouvernement. Elles progresseraient en moyenne de 7,3%.

151. Ces dépenses visent d'une part, à assurer la prise en charge de la retraite vieillesse à travers les différents régimes d'assurance, et d'autre part, à fournir les appuis nécessaires aux populations défavorisées et les groupes vulnérables pour leur garantir une vie décente. Elles permettent également d'appuyer la promotion du genre. Les actions prioritaires permettront de :

- assurer la protection et la sécurisation des migrants et les membres de leurs familles ;
- étendre la protection sociale à tous ;
- assurer la sécurité élémentaire de revenu ;
- renforcer la participation des femmes et des jeunes dans les activités socioéconomiques ;
- faciliter l'accès des femmes aux postes nominatifs et électifs ;
- investir dans le capital humain pour capturer le dividende démographique au Mali.

IV. SITUATION FINANCIÈRE DES ORGANISMES PUBLICS

4.1 Situation financière des Organismes de Sécurité Sociale

152. La sécurité sociale au Mali est gérée par trois organismes à savoir : (i) l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) ; (ii) la Caisse Malienne de Sécurité Sociale (CMSS) et (iii) la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM).

4.1.1 L'Institut National de Prévoyance Sociale

153. L'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) a été créé par la loi n°61-59/AN-RM du 15 mai 1961 reprise et précisée par la loi N° 96-004 du 26 janvier 1996. Il est érigé en Établissement Public à caractère Administratif (EPA). L'INPS a pour mission de gérer les régimes de protection sociale, en faveur des travailleurs salariés définis par le code du travail.

154. Les régimes gérés par l'INPS sont :

- les Prestations familiales (PF) ;
- la prévention et la réparation des Accidents du travail et des Maladies professionnelles (ATMP) ;
- l'Assurance Vieillesse, Invalidité et Décès.

Pour compléter ces régimes, la loi confie à l'Institut la gestion d'une action sanitaire et sociale.

155. Par ailleurs, la loi N° 99-047 du 28 décembre 1999 a institué l'Assurance Volontaire pour permettre l'accès à la couverture sociale des membres des professions libérales, artisanales, commerciales et industrielle, ainsi que les travailleurs indépendants. Sa gestion est confiée à l'INPS.

156. Enfin, l'INPS est un organisme gestionnaire délégué du régime de l'Assurance Maladie Obligatoire (AMO) institué suivant la loi n° 09-015 du 26 juin 2009. A ce titre, l'institut est chargé de l'immatriculation des assurés, l'encaissement des cotisations et du règlement des factures des prestataires conventionnés.

157. Les ressources de l'INPS proviennent des cotisations assises sur l'ensemble des rémunérations pour le régime obligatoire des salariés, les revenus des placements, les prestations récupérées, les cotisations de l'assurance volontaire.

Tableau 21: Evolution des assurés et employeurs affiliés à l'INPS

RUBRIQUES	Réalisions			Prévisions[5]			
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre d'assurés	184 984	194 049	224 320	259 313	299 766	346 530	400 589
Nombre d'employeurs	29 188	31 004	32 864	34 836	36 926	39 141	41 490

Source : *INPS*

[5] *Les chiffres des prévisions ne sont pas actualisés.*

Tableau 22: Evolution des ressources de l'INPS

Rubriques	Réalisations			Prévisions			
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Cotisations (en milliards F CFA)	86,97	91,39	103,45	112,93	121,97	131,72	142,26
Autres recettes (en milliards F CFA)	4,29	5,11	6,57	8,89	9,60	10,37	11,20

Source : *INPS*

- **Situation financière de branches gérées par l'INPS**

158. Depuis plusieurs années les ressources provenant des cotisations de la branche retraite ne couvrent plus les dépenses techniques des prestations de vieillesse (cf. tableau 27). Ce déficit va grandissant d'année en année en dépit des multiples efforts en matière de recouvrement. Le financement du déficit est assuré par les excédents des branches des prestations familiales (cf. tableau 25) et des accidents du travail (cf. tableau 26).

159. Par ailleurs, Cette situation est devenue plus problématique à la suite de l'adoption de la loi sur l'AMO qui a supprimé les ressources dédiées à la protection contre la maladie dont le volet prévention médicale reste entièrement à la charge de l'INPS.

160. Le déséquilibre quasi structurel du régime de la retraite est lié à :

- la forte augmentation du nombre des nouveaux pensionnés et le niveau de plus en plus élevé des rémunérations servant au calcul des droits ;
- des demandes croissantes des pensions anticipées (elles représentent 20% des montants payés en 2015) ;
- des revalorisations périodiques des montants des pensions (dont la dernière date de 2015) ;
- du faible taux de couverture des populations assujetties réduisant la base des cotisants ;
- du transfert des contractuels dans le corps des fonctionnaires ;
- au cumul des arriérés de cotisation dus par les sociétés et entreprises publiques restructurées ou privatisées.

161. En effet, dix ans après la dernière étude actuarielle, la question de l'équilibre des régimes et leur pérennisation restent d'actualité, d'où la nécessité de commanditer une autre étude dont la réalisation est en cours. Cette étude permettra d'avoir une vision synoptique et de prendre des mesures conséquentes pour l'avenir de l'ensemble des régimes.

Tableau 23 : Situation financière de la branche Prestations Familiales

Rubriques	Réalisation			Prévision[6]			
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Cotisations (en milliards F CFA)	35,02	36,91	43,47	44,85	49,34	54,27	59,70
Dépenses (en milliards F CFA)	6,72	8,29	11,14	14,72	19,43	25,64	33,85
Résultats (en milliards F CFA)	28,31	28,62	32,33	30,13	29,91	28,63	25,85

Source : *INPS*

[6] *Les chiffres des prévisions ne sont pas actualisés.*

Tableau 24 : Situation financière de la branche Accident du Travail et Maladies Professionnelles

Rubriques	Réalisation			Prévision[7]			
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Cotisations (en milliards F CFA)	12,27	12,70	15,04	16,37	17,68	19,10	20,62
Dépenses (en milliards F CFA)	1,45	1,04	1,21	1,15	1,21	1,27	1,33
Résultats (en milliards F CFA)	10,82	11,66	13,83	15,22	16,47	17,83	19,29

Source : *INPS*

Tableau 25 : Situation financière de la branche Vieillesse-Invalidité-Décès

Rubriques	Réalisation			Prévision[8]			
	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Cotisations (en milliards F CFA)	39,40	41,52	48,90	50,46	51,97	53,53	55,14
Dépenses (en milliards F CFA)	41,12	46,10	52,67	53,57	54,64	55,74	56,85
Résultats (en milliards F CFA)	-1,72	-4,58	-3,77	-3,11	-2,67	-2,20	-1,71

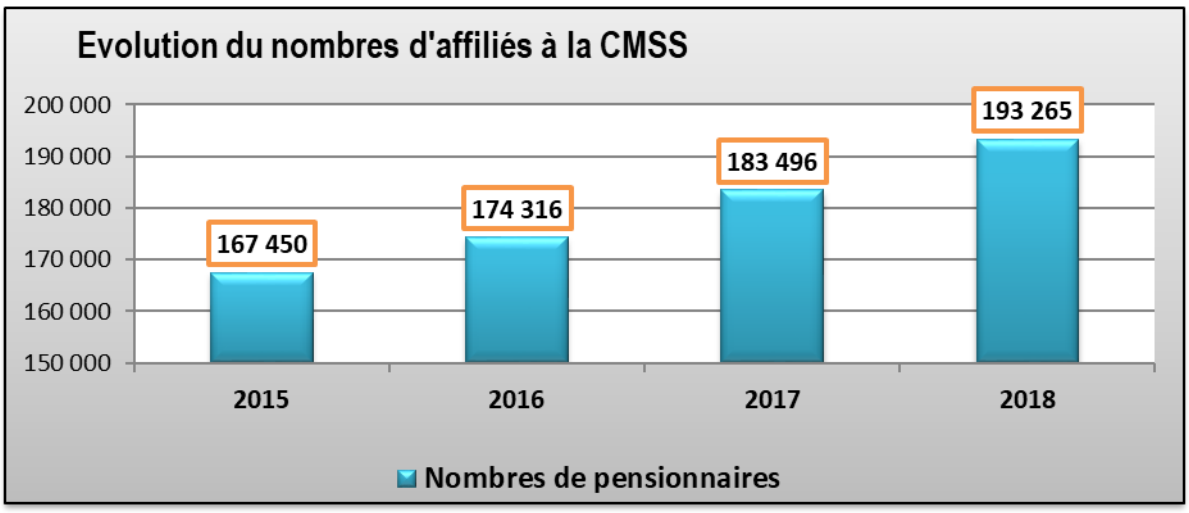
Source : *INPS*

4.1.2 La Caisse Malienne de Sécurité Sociale

162. Au regard de la loi n°10-029 du 29 juillet 2010, la Caisse Malienne de Sécurité Sociale (CMSS) a pour mission la gestion des régimes de pensions des fonctionnaires, des militaires, des députés et de tout autre régime ou branche que l'Etat lui confie.

163. L'effectif des pensionnaires affiliés à la CMSS est passé de 167 450 personnes en 2015 à 193 265 personnes en 2018, soit un accroissement annuel moyen de 4,9%. Cet effectif émane du seul employeur à savoir l'Etat.

Figure 9 : Evolution du nombre d'affiliés à la CMSS



Source : *CMSS*

[7] Idem.
[8] *Les chiffres des prévisions ne sont pas actualisés.*

Tableau 26 : Les affiliés de la CMSS par catégorie d'agents (chiffres en nombre de personnes)

Affiliés CMSS	Réalisations			
	2015	2016	2017	2018
Pensionnés	48 591	51 233	54 012	56 484
Fonctionnaires de l'Etat	48 617	49 522	48 201	47 566
Fonctionnaires des collectivités	40 407	44 082	49 715	53 585
Militaires	29 688	29 332	31 421	35 485
Députés	147	147	147	145
TOTAL	**167 450**	**174 316**	**183 496**	**193 265**

Source : CMSS

164. Les ressources de la CMSS proviennent de la subvention de l'Etat, des cotisations et des intérêts créditeurs, des pénalités et autres produits de gestion courante. Elles sont passées de 80,30 milliards en 2016 à 94,67 milliards en 2018 soit une augmentation d'environ 8,6 % sur la période. Au titre de l'exercice budgétaire 2019, les ressources de la caisse seraient évaluées à 115,36 milliards. En termes de prévision, il serait attendu une mobilisation de ressources à hauteur de 126,89 milliards en 2020, 139,58 milliards en 2021 et 153,54 milliards en 2022 soit en moyenne 10 % d'augmentation par an entre 2020 et 2022.

165. La subvention accordée par l'Etat représente en moyenne 52,9 % entre 2016 et 2018. Cette proportion va fléchir à 6,9 % en 2019 et 2022 compte tenu de la réduction de la subvention subséquemment à la l'augmentation du taux de cotisation de la part patronale de l'Etat qui constitue une ressource propre pour la CMSS.

166. Les cotisations étaient en nette recul passant de 44,23 milliards F CFA en 2016 à 30,42 milliards F CFA en 2017. Sur la période 2016-2018, les cotisations ont représenté en moyenne 45,1 % des ressources de la CMSS. En perspective pour 2019 et 2022, les cotisations devraient contribuer à hauteur de 90,8 % dans les ressources de la CMSS.

167. Les autres catégories de ressources de la CMSS (intérêts, pénalités et autres produits de gestion courante) ont été de l'ordre de 0,7 % en moyenne entre 2016 et 2018. Cette proportion devrait légèrement augmenter sur la période 2019-2022 en s'établissant à 0,8% du total des ressources de la CMSS.

Tableau 27: Evolution des ressources de la CMSS (en milliards F CFA)

Nature des ressources	Réalisations			Prévisions			
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Cotisation	44,23	41,98	30,42	104,70	115,17	126,69	139,36
Poids (sur le total)	**55,1%**	**48,0%**	**32,1%**	**90,8%**	**90,8%**	**90,8%**	**90,8%**
Subvention (Etat)	34,23	44,32	61,95	7,95	8,75	9,62	10,58
Poids	**42,6%**	**50,7%**	**65,4%**	**6,9%**	**6,9%**	**6,9%**	**6,9%**
Pénalités	1,29	0,74	0,60	0,67	0,74	0,81	0,89
Poids	**1,6%**	**0,8%**	**0,6%**	**0,6%**	**0,6%**	**0,6%**	**0,6%**
Intérêts créditeurs	0,14	0,08	0,08	0,10	0,11	0,12	0,13
Poids	**0,2%**	**0,1%**	**0,1%**	**0,1%**	**0,1%**	**0,1%**	**0,1%**
Autres produits de gestion courante (indument perçus, frais DAO)	0,41	0,36	1,61	1,93	2,12	2,34	2,57
Poids	**0,5%**	**0,4%**	**1,7%**	**1,7%**	**1,7%**	**1,7%**	**1,7%**
Total	**80,30**	**87,49**	**94,67**	**115,36**	**126,89**	**139,58**	**153,54**

Source : *CMSS, nos calculs*

168. La situation financière de la CMSS sur la période récente (2016-2018) n'a cessé de se dégradée avec notamment des résultats nets de plus en plus déficitaires. La situation déficitaire de la caisse devrait se creuser davantage sur la période à venir, c'est-à-dire entre 2019-2022, malgré la reforme relative au code des pensions qui a porté entre autres sur :

- l'augmentation du taux des cotisations patronales qui passe de 8 % à 13% pour les fonctionnaires et militaires
- l'augmentation du taux de cotisations salariales des parlementaires de 8% à 12% ;
- l'élargissement de l'assiette des cotisations des fonctionnaires et des militaires à l'ensemble de la rémunération y compris les primes et indemnités.

Tableau 28 : Evolution des produits, charges et résultat net de la CMSS (en milliers FCFA)

Rubriques	Réalisations			Prévisions[9]			
	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Produits	91 358 214	102 958 036	116 033 707	130 769 987	147 377 776	166 094 753	187 188 787
Charges	93 607 365	105 615 825	119 155 774	134 431 544	151 665 668	171 109 207	193 045 407
Résultat	**-2 249 151**	**- 2 657 789**	**- 3 122 067**	**- 3 661 557**	**- 4 287 892**	**- 5 014 453**	**-5 856 620**

Source : *CMSS*

4.1.3 La Caisse Nationale d'Assurance Maladie

169. La Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM) a été créée par la loi n°09- 010 du 26 juin 2009. Elle est érigée en Établissement Public à caractère Administratif (EPA). La CANAM a pour mission la gestion du régime d'Assurance Maladie Obligatoire.

[9] *Les chiffres des prévisions ne sont pas actualisés.*

A ce titre, elle est chargée de :

- l'encaissement des cotisations du régime Maladie Obligatoire ;
- l'immatriculation des employeurs et des assurés et la mise en jour des droits des bénéficiaires ;
- l'allocation aux organismes gestionnaires délégués des dotations de gestion couvrant leurs dépenses techniques et de gestion courante ;
- la passation des conventions avec les formations de soins et le suivi de leur déroulement ;
- l'appui aux organismes gestionnaires délégués et le contrôle de leurs activités ;
- le contrôle de la validité des prestations soumises à la prise en charge de l'Assurance Maladie Obligatoire ;
- l'établissement des statistiques de l'Assurance Maladie Obligatoire ;
- la consolidation des comptes des organismes gestionnaires délégués.

170. L'effectif des pensionnaires affiliés à la CANAM est passé de 810 075 personnes en 2015 à 1 241 122 personnes en 2017, soit un accroissement annuel moyen de 24 %. Sur la même période, le nombre d'employeurs affiliés à la CANAM a augmenté en moyenne de 14 % passant de 6 790 employeurs en 2015 à 8 766 en 2017.

Tableau 29 : Evolution des assurés et employeurs affiliés à la CANAM

Rubriques	Réalisations			Prévisions			
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Nombre d'assurés	810 075	1 058 122	1 241 622	1 441 622	1 641 622	1 841 622	2 041 622
Nombre d'employeurs	6 790	7 766	8 766	9 766	10 766	11 766	12 766

Source : CANAM

171. La constante augmentation du nombre d'assurés et d'employeurs est due aux différentes campagnes de sensibilisation, d'information et d'audiovisuelles qui ont été réalisées. La poursuite de ces différentes actions permettra en perspective de garder le même rythme d'augmentation des affiliés de la CANAM tant du côté des employeurs que celui des assurés (employés).

Tableau 30 : Evolution des ressources de la CANAM (en millions FCFA)

Nature de ressources	Réalisations			Prévisions[10]			
	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Cotisations	32 381	38 963	47 957	55 000	65 450	77 885	92 684
Subventions (Etat)	137	39	0	0	0	0	0
Autres ressources[11]	1 262	1 353	1 843	2 011	2 394	2 848	3 390
Total	**33 780**	**40 355**	**49 800**	**57 011**	**67 844**	**80 733**	**96 074**

Source : CANAM

172. Les ressources de la CANAM sont constituées d'une part des cotisations AMO recouvrées par les organismes gestionnaires délégués que sont l'INPS et la CMSS et d'autre part de recettes diverses (autres produits techniques, recettes de production, subvention d'exploitation, intérêt et dividendes reçues). Elles ont progressé en moyenne par an de 21% entre 2015 et 2017. Les prévisions de ressources progresseraient en moyenne annuelle de 19% entre 2019-2021.

[10] *Les chiffres des prévisions ne sont pas actualisés.*

11 Recettes de production, intérêts et dividendes reçus, produits exceptionnels.

Tableau 31 : Evolution des produits, charges et résultat net de la CANAM sur 2015-2017 (en millions FCFA)

Rubriques	Réalisations		
	2015	2016	2017
Produits	33 780	40 356	49 800
Charges	27 787	36 076	47 913
Résultat	**5 993**	**4 280**	**1 887**

Source : *CANAM*

173. Les charges de la CANAM regroupent :

- les dépenses techniques relatives au paiement des prestations de soins de l'assurance maladie au bénéfice des assurés et à toute autre dépense relative à l'objet de la mission de la CANAM ;
- les dépenses d'investissement et d'équipement indispensable à la mise en œuvre du programme d'activités de la CANAM ;
- les dépenses courantes essentiellement constituées de frais de personnel.

174. L'analyse de la situation financière de la CANAM indique un résultat excédentaire sur la période 2015-2017. Ce qui dénote de la stabilité du régime de l'assurance maladie obligatoire.

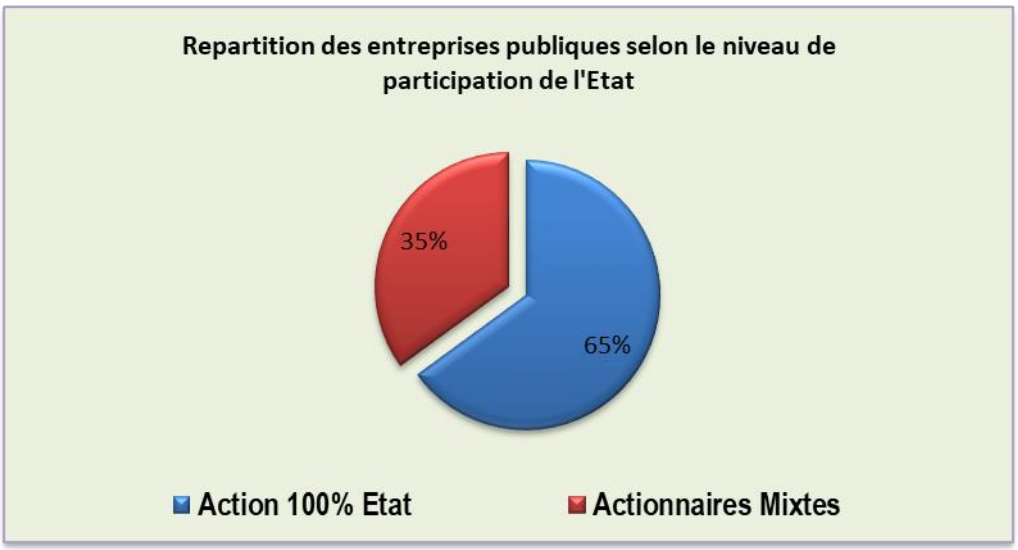
4.2 Eléments d'informations sur les Entreprises Publiques

175. Selon les données de la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat, à la date du 31 décembre 2018, l'Etat du Mali détient des participations financières dans quarante-sept (47) entreprises de divers domaines d'intervention. Son portefeuille est évalué à 136,735 milliards de F CFA en 2018 contre 123,48 milliards de F CFA en 2017.

176. Parmi les 47 entreprises où l'Etat détient une participation financière, on note vingt (20) établissements ou entreprises dont les actions sont soit détenues exclusivement par l'Etat (sociétés ou entreprises étatiques), soit au moins à 50% détenues par l''Etat ; ce qui leur confère le statut d'entreprises publiques.

177. Ainsi, 65 % des établissements publics répertoriés sont entièrement détenus par l'Etat. Il partage les actions avec d'autres acteurs dans 35 % des établissements publics tout en restant l'actionnaire majoritaire.

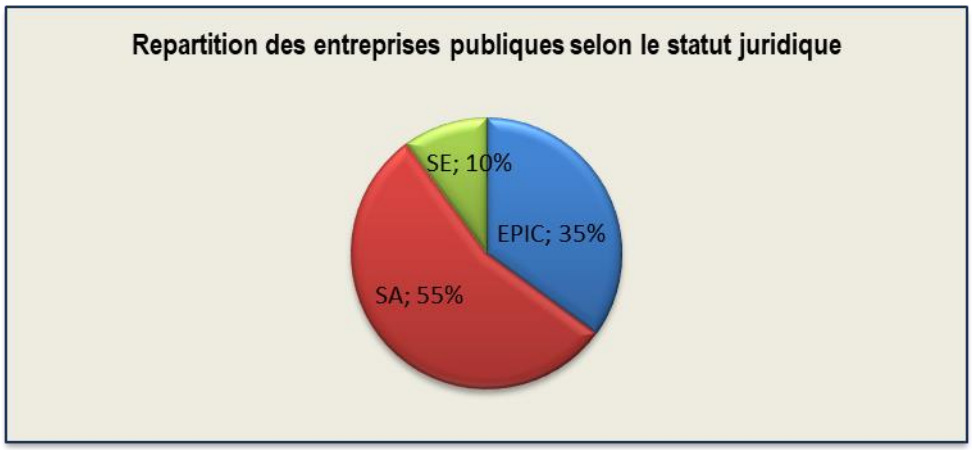
Figure 10: Actionnariat de l'Etat dans les entreprises publiques



Source : *DGABE, nos calculs*

178. L'analyse selon le statut juridique des entreprises publiques indique que plus de la moitié (soit 11 entreprises ou 55 %) sont des Sociétés Anonymes (SA). Les Etablissements Publiques à Caractère Industriel et Commercial (EPIC) représentent 35% (7 entreprises) tandis que les Société d'Etat (SE) sont au nombre de deux (02) entreprises (soit 10%) du total des entreprises publiques au Mali. (Voir figure ci-dessous).

Figure 11: Répartition des entreprises publiques selon le statut juridique



Source : *DGABE, nos calculs*

179. Les entreprises publiques sont présentes dans les trois (03) principaux secteurs d'activités suivants : (i) industrie et secteur rural ; (ii) mines, eau et énergies et (iii) services, télécom et banque. Cependant, elles sont plus nombreuses dans le domaine des services, télécom et banque ou l'on retrouve 13 entreprises, soit 65% du total des entreprises publiques. Cinq (05) autres entreprises publiques, soit 25%, opèrent dans le domaine de l'industrie et du monde rural (voir tableau 32).

Tableau 32: Répartition des entreprises publiques par secteurs d'activités

Secteur d'activités	Nombre	Pourcentage
Industrie et Secteur Rural	5	25%
Mines, Eau et Energie	2	10%
Services et Télécom	13	65%
Total général	**20**	**100%**

Source : *DGABE, nos calculs*

180. L'analyse des relations financières entre l'Etat et les trois (03) établissements bancaires à participation majoritaire Etatique indique que l'Etat reste débiteur net vis-à-vis de ces banques. En effet, selon les données communiquées par les différentes banques à savoir la BNDA, la BDM-SA et la BMS-SA, leur engagement envers l'Etat, c'est-à-dire les dépôts et liquidités de l'Etat auprès d'elles, est estimé en 2016 à 67,242 milliards de F CFA contre respectivement 74,67 milliards F CFA et 60,169 milliards F CFA en 2017 et 2018. Ce niveau d'engagement connaitra une baisse en 2019 et 2020 car se situerait respectivement à 39,021 milliards F CFA et 40,809 milliards F CFA.

Tableau 33: Relation financière entre l'Etat et certaines banques (BNDA, BDM et BMS), chiffres en millions F CFA

Rubriques	Réalisions			Prévisions	
	2016	2017	2018	2019	2020
Engagement vis-à-vis de l'Etat (total dettes de l'Etat)	**67 242**	**74 670**	**60 169**	**39 021**	**40 809**
dont Dépôts du trésor public auprès de la banque	32 894	37 358	39 622	4 460	4 906
dont encours de la dette garantie par l'Etat	22 316	25 067	12 819	26 447	27 383
Autres engagements envers l'Etat (à préciser)	12 032	12 245	7 728	8 114	8 520
Créances sur l'Etat (total)	**258 675**	**304 235**	**369 771**	**357 075**	**369 840**
dont bons et obligations du trésor	252 550	302 910	348 446	355 617	368 237
Autres créances sur l'Etat (à préciser)	6 125	1 325	21 325	1 458	1 603

Sources : DGB à partir des données collectées auprès de la BMS-SA, BNDA et BDM-SA.

181. Ces trois banques totalisent une créance sur l'Etat, principalement Sous forme de bons et obligations du trésor, estimée à 258,675 milliards F CFA en 2016, 304,235 milliards F CFA en 2017 et 369,711 milliards F CFA en 2018. Sur la période 2019-2020, ces créances devraient s'accroitre davantage pour s'établir à 357,075 milliards F CFA en 2019 et 369,840 milliards F CFA en 2020.

ANNEXES :

ANNEXE 1 : TOFE PREVISIONNEL 2019 -2022

	2019	2020	2021	2022
RECETTES, DONS	2 012,1	2 311,1	2 502,5	2 713,5
Recettes totales	**1 811,3**	**2 092,1**	**2 261,7**	**2 455,8**
Recettes budgétaires	**1 684,7**	**1 871,0**	**2 025,0**	**2 202,1**
Recettes fiscales	**1 596,0**	**1 777,7**	**1 933,5**	**2 104,1**
impôts directs	557,3	653,1	712,3	769,2
impôts indirects	1 038,7	1 124,6	1 221,2	1 334,9
TVA	611,4	664,8	723,2	793,6
TVA intérieur	223,4	263,1	286,2	314,1
TVA sur importation	388,0	401,7	437,0	479,5
Taxes intérieures sur produits pétroliers	99,6	107,5	116,6	127,6
Taxes sur les importations (DD et taxes)	201,6	215,8	231,4	248,9
Autres droits et taxes	198,5	214,1	233,1	253,8
Remboursement exonérations	-7,7	-7,7	-7,7	-7,7
Remboursement crédit TVA	-64,7	-69,9	-75,4	-81,3
Recettes non fiscales	**88,7**	**93,3**	**91,5**	**98,0**
Recettes fds. spéc. et budg. ann.	**126,6**	**221,1**	**236,7**	**253,7**
Dons	**200,8**	**219,0**	**240,8**	**257,7**
Projets	136,1	145,6	155,8	166,8
Budgétaires	56,6	60,6	64,9	69,4
Appui budgétaire	8,1	12,8	20,1	21,5
Dépenses Totales, Prêts Nets	**2 323,7**	**2 638,1**	**2 856,6**	**3 090,4**
Dépenses budgétaires	**2 206,7**	**2 417,0**	**2 619,9**	**2 836,7**
Dépenses courantes	**1 300,3**	**1 371,2**	**1 482,8**	**1 611,8**
Personnel	**595,6**	**646,2**	**691,3**	**739,9**
Fonctionnaires Etat	437,0	464,8	497,3	532,2
Fonctionnaires Collectivités	158,6	181,4	194,0	207,7
Biens et Services	**319,8**	**320,1**	**342,5**	**370,2**
Matériel	121,8	121,5	125,2	128,9
Communication - énergie	47,3	50,6	54,2	58,0
Déplacements et transports	63,2	56,3	58,0	59,7
Elections	20,8	16,6	17,7	19,2
Autres dépenses sur biens et services	66,8	75,1	87,4	104,4
Transferts et subventions	**283,8**	**304,4**	**336,4**	**377,7**
Bourses	17,8	19,1	21,1	23,7
Filet social	4,0	10,0	10,0	10,0
Subventions eau - électricité	30,0	32,2	35,6	36,6
Intrants agricoles	43,0	25,0	25,0	25,0
Subventions CRM (Caisse de Retraite)	0,0	0,0	0,0	0,0
Plans sociaux (PASEP)	2,0	2,0	2,0	2,0
Autres transferts et subventions	187,0	216,1	242,7	280,5
Intérêts dus	**101,0**	**100,5**	**112,6**	**124,0**
Dette intérieure	66,9	71,0	80,7	89,6
Dette extérieure	34,1	29,5	31,9	34,4
Dépenses en capital	**906,5**	**1 045,8**	**1 137,1**	**1 224,9**
Financement extérieur	327,5	385,2	423,6	469,5
Financement domestique	579,0	660,6	713,5	755,4
Dépenses fonds spéciaux et budgets annexes	**126,6**	**221,1**	**236,7**	**253,7**
Prêts Nets	**-9,6**	**0,0**	**0,0**	

Source : *DGB*

ANNEXE 1 : TOFE PREVISIONNEL 2019 -2022 (suite)

	2019	2020	2021	2022
Déficit (base ordonnancement)				
Dons exclus	-512,4	-546,0	-594,9	-634,6
Dons inclus	-311,6	-327,0	-354,1	-376,9
Déficit (base Caisse)				
Dons exclus	-508,2	-557,8	-586,0	-635,4
Dons inclus	-307,4	-338,8	-345,2	-377,7
Solde budgétaire de base	**-128,3**	**-100,2**	**-106,4**	**-95,7**
Solde budgétaire de base hors PPTE	**-110,5**	**-91,2**	**-97,4**	**-87,1**
FINANCEMENT	**307,4**	**-229,8**	**-58,7**	**-64,7**
Financement extérieur (net)	**129,2**	**142,3**	**150,1**	**177,5**
Emprunts	209,9	255,5	278,4	313,9
Projets	183,3	226,8	247,7	281,2
Prêts budgétaires	26,6	28,7	30,7	32,7
Amortissement	-98,5	-122,2	-137,3	-145,0
Annulation de la dette (PPTE)	17,8	9,0	9,0	8,6
Financement intérieur (net)	**178,2**	**-372,1**	**-208,8**	**-242,1**
Gap de financement Etat (+ = déficit)	**0,0**	**568,6**	**403,9**	**442,4**

Source : *DGB*

ANNEXE 2 : INDICATEURS BUDGETAIRES

	2019	2020	2021	2022
P.I.B. (importé de MME_XLS)	**10 227,0**	**10 956**	**11 733**	**12 570**
Recettes budgétaires (% PIB)	16,5%	17,1%	17,3%	17,5%
Recettes totales (% PIB)	17,7%	19,1%	19,3%	19,5%
Recettes fiscales (% PIB)	15,6%	16,2%	16,5%	16,7%
Recettes non fiscales (% PIB)	0,9%	0,9%	0,8%	0,8%
Dons / (% PIB)	2,0%	2,0%	2,1%	2,1%
Dépenses totales et prêts nets (% PIB)	22,7%	24,1%	24,3%	24,6%
Dépenses budgétaires (% PIB)	21,6%	22,1%	22,3%	22,6%
Dépenses courantes (% PIB)	12,7%	12,5%	12,6%	12,8%
Dépenses en capital (% PIB)	8,9%	9,5%	9,7%	9,7%
Dépenses PPTE (% PIB)	1,6%	1,7%	1,7%	1,7%
Solde global (base engagement) dons inclus (%PIB) 1/	-3,0%	-3,0%	-3,0%	-3,0%
Solde global (base engagement) dons exclus (%PIB)	-5,0%	-5,0%	-5,1%	-5,0%
Solde global (base caisse) dons inclus (%PIB) 1/	-3,0%	-3,1%	-2,9%	-3,0%
Solde global (base caisse) dons exclus (%PIB)	-5,0%	-5,1%	-5,0%	-5,1%
Solde budgétaire de base (%PIB)	-1,3%	-0,9%	-0,9%	-0,8%
Solde budgétaire de base hors PPTE (en%PIB)	-1,1%	-0,8%	-0,8%	-0,7%
Solde budgétaire de base hors PPTE et hors intérêts (%PIB)	0,7%	1,9%	2,4%	9,2%
Solde primaire , dons inclus (%PIB) 3/	-4,0%	-4,1%	-4,1%	-4,1%
Solde primaire de base (%PIB) 4/	-0,8%	-0,6%	-0,5%	-0,3%
Epargne publique (propre) (%PIB) 5/	3,8%	4,6%	4,6%	4,7%
Epargne publique nationale (%PIB) 6/	5,4%	6,3%	6,4%	6,5%
Assistance budgétaire (%PIB)	1,0%	0,9%	0,9%	0,9%
Masse salariale /Recettes fiscales	37,3%	36,4%	35,8%	35,2%
Equipement-Investissement (financem. intér.)/ Recettes fiscales	36,3%	37,2%	36,9%	35,9%
Dépenses Courantes hors PPTE/PIB	11,2%	10,5%	10,1%	8,4%
Masse salariale hors PPTE /Recettes fiscales	27,4%	26,1%	25,7%	25,3%
Equipement-Investissement hors PPTE/Recettes fiscales	36,3%	37,2%	36,9%	35,9%
Masse salariale / (% PIB)	5,8%	5,9%	5,9%	5,9%
Intérêts / (% PIB)	1,0%	0,9%	1,0%	1,0%
Solde primaire, hors dons (% PIB)	-4,0%	-4,1%	-4,1%	-4,1%
Ratio dépenses courantes/Dépenses budgétaires	58,9%	56,7%	56,6%	56,8%
Ratio dépenses en capital/Dépenses budgétaires	41,1%	43,3%	43,4%	43,2%

Source : *DGB*

ANNEXE 3 : Allocations budgétaires par axe, par fonction et par groupe (en milliards de FCFA), 2019-2022

AXES/FONCTIONS/GROUPES	2019	2020	2021	2022	Taux de crois. annuel moyen 2020-2022
Consolidation de la démocratie et amélioration de la gouvernance	**469,8**	**528,7**	**568,8**	**611,4**	**7,5%**
Services généraux des administrations publiques	**443,1**	**499,0**	**536,7**	**576,7**	**7,5%**
Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	196,5	247,9	265,6	285,6	7,3%
Services généraux	43,8	48,3	51,5	55,0	6,7%
Recherche fondamentale	0,4	0,4	0,5	0,6	14,1%
Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	2,3	2,6	2,8	2,9	7,2%
Services généraux des administrations publiques n.c.a.	181,2	181,1	195,9	211,3	8,0%
Transferts de caractère général entre administrations publiques	18,9	18,7	20,4	21,3	6,7%
Ordre et sécurité publics	**26,7**	**29,7**	**32,1**	**34,7**	**8,2%**
Tribunaux	17,3	19,1	20,7	22,6	8,8%
Administration pénitentiaire	9,4	10,6	11,4	12,1	7,0%
Restauration de la paix, de la sécurité et de la cohésion entre les différentes communautés	**396,2**	**444,5**	**478,0**	**514,5**	**7,6%**
Défense	**277,9**	**312,6**	**336,1**	**362,9**	**7,7%**
Défense militaire	76,9	88,1	95,0	103,2	8,3%
Défense civile	1,5	1,6	1,7	1,8	7,5%
Recherche-développement concernant la défense	0,1	0,1	0,1	0,2	7,4%
Défense n.c.a.	199,4	222,9	239,4	257,7	7,5%
Ordre et sécurité publics	**118,3**	**131,8**	**141,8**	**151,7**	**7,3%**
Services de police	51,8	57,6	61,7	66,0	7,1%
Services de protection civile	27,2	30,9	33,3	35,5	7,1%
Ordre et sécurité publics n.c.a.	39,3	43,4	46,7	50,2	7,6%
Croissance inclusive et transformation structurelle de l'économie	**730,8**	**839,8**	**907,3**	**981,1**	**8,1%**
Affaires économiques	**633,3**	**728,7**	**787,1**	**849,4**	**8,0%**
Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	24,5	27,2	29,5	32,3	9,0%
Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	308,4	357,7	386,0	418,2	8,1%

AXES/FONCTIONS/GROUPES	2019	2020	2021	2022	Taux de crois. annuel moyen 2020-2022
Combustibles et énergie	28,8	33,6	36,7	40,7	10,0%
Industries extractives et manufacturières, construction	16,8	19,6	21,2	23,2	8,8%
Transports	174,5	200,1	216,4	232,8	7,9%
Communications	12,4	13,8	15,3	17,1	11,0%
Autres branches d'activité	9,9	15,9	17,0	18,3	7,3%
Recherche-développement concernant les affaires économiques	2,5	2,9	3,2	3,7	12,7%
Affaires économiques n.c.a.	55,4	57,9	61,7	63,2	4,5%
Logement et équipements collectifs	**83,8**	**96,2**	**104,2**	**114,1**	**8,9%**
Logement	5,0	5,7	6,1	6,5	7,2%
Équipements collectifs	7,5	8,2	8,9	9,5	7,2%
Alimentation en eau	59,7	69,4	75,2	83,2	9,5%
Logement et équipements collectifs n.c.a ;	11,5	12,9	13,9	14,9	7,6%
Loisirs, culture et culte	**13,7**	**14,9**	**16,1**	**17,5**	**8,6%**
Services culturels	5,5	6,2	6,8	7,5	10,0%
Loisirs, culture et culte n.c.a.	8,1	8,7	9,3	10,0	7,5%
Protection de l'environnement et développement de la résilience au changement climatique	**53,4**	**62,1**	**67,1**	**73,3**	**8,7%**
Protection de l'environnement	**53,4**	**62,1**	**67,1**	**73,3**	**8,7%**
Gestion des déchets	5,5	6,2	6,7	7,1	6,7%
Gestion des eaux usées	1,8	2,0	2,2	2,4	8,4%
Lutte contre la pollution	0,3	0,4	0,4	0,4	7,0%
Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	35,5	41,6	45,0	49,3	8,8%
Protection de l'environnement n.c.a.	10,3	11,8	12,8	14,0	9,1%
Développement du capital humain	**618,4**	**698,2**	**758,3**	**821,7**	**8,5%**
Santé	**122,8**	**138,4**	**153,5**	**168,4**	**10,3%**
Produits, appareils et matériaux médicaux	1,1	1,3	1,4	1,6	13,9%
Services ambulatoires	0,1	0,1	0,1	0,1	7,1%
Services hospitaliers	36,4	42,2	46,6	51,8	10,7%

AXES/FONCTIONS/GROUPES	2019	2020	2021	2022	Taux de crois. annuel moyen 2020-2022
Services de santé publique	16,1	19,3	23,6	25,7	15,6%
Recherche-développement dans le domaine de la santé	4,7	5,5	6,2	7,1	13,1%
Santé n.c.a.	64,5	70,0	75,6	82,1	8,3%
Loisirs, culture et culte	**7,1**	**7,7**	**8,3**	**9,0**	**8,3%**
Services récréatifs et sportifs	6,9	7,4	8,0	8,7	8,1%
Culte et autres services communautaires	0,2	0,3	0,3	0,3	14,7%
Enseignement	**375,1**	**422,2**	**457,6**	**494,6**	**8,2%**
Enseignement préélémentaire et primaire	145,1	159,6	172,2	184,4	7,5%
Enseignement secondaire	98,2	111,3	120,5	129,0	7,6%
Enseignement supérieur	66,6	76,4	84,0	94,3	11,1%
Enseignement non défini par niveau	1,7	1,9	2,1	2,4	10,7%
Services annexes à l'enseignement	5,1	5,8	6,2	6,6	6,8%
Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	7,6	10,3	11,0	11,8	7,2%
Enseignement n.c.a.	50,9	56,9	61,5	66,2	7,9%
Protection sociale	**113,4**	**130,0**	**138,9**	**149,7**	**7,3%**
Maladie et invalidité	2,6	3,0	3,4	3,9	14,7%
Vieillesse	62,8	68,5	73,8	79,9	8,0%
Famille et enfants	9,3	10,8	11,7	12,8	8,7%
Exclusion sociale n.c.a.	0,2	0,2	0,3	0,3	14,5%
Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	0,9	1,0	1,1	1,2	10,1%
Protection sociale n.c.a.	37,7	46,5	48,7	51,5	5,3%
Opération concernant la dette publique	**141,8**	**141,9**	**154,0**	**165,4**	**8,0%**
Total Général	**2 410,4**	**2 715,1**	**2 933,6**	**3 167,4**	**8,0%**

Source : *DGB*

ANNEXE 4 : Ratios globaux par axe, par fonction et par groupe (en pourcentage des dépenses totales), 2019-2022

AXES/FONCTIONS/GROUPES	2019	2020	2021	2022	Poids Moyen 2020-2022
Consolidation de la démocratie et amélioration de la gouvernance	**19,5%**	**19,5%**	**19,4%**	**19,3%**	**19,4%**
Services généraux des administrations publiques	**18,4%**	**18,4%**	**18,3%**	**18,2%**	**18,3%**
Fonctionnent organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	8,2%	9,1%	9,1%	9,0%	9,1%
Services généraux	1,8%	1,8%	1,8%	1,7%	1,8%
Recherche fondamentale	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Services généraux des administrations publiques n.c.a.	7,5%	6,7%	6,7%	6,7%	6,7%
Transferts de caractère général entre administrations publiques	0,8%	0,7%	0,7%	0,7%	0,7%
Ordre et sécurité publics	**1,1%**	**1,1%**	**1,1%**	**1,1%**	**1,1%**
Tribunaux	0,7%	0,7%	0,7%	0,7%	0,7%
Administration pénitentiaire	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%
Restauration de la paix, de la sécurité et de la cohésion entre les différentes communautés	**16,4%**	**16,4%**	**16,3%**	**16,2%**	**16,3%**
Défense	**11,5%**	**11,5%**	**11,5%**	**11,5%**	**11,5%**
Défense militaire	3,2%	3,2%	3,2%	3,3%	3,2%
Défense civile	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Recherche-développement concernant la défense	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Défense n.c.a.	8,3%	8,2%	8,2%	8,1%	8,2%
Ordre et sécurité publics	**4,9%**	**4,9%**	**4,8%**	**4,8%**	**4,8%**
Services de police	2,1%	2,1%	2,1%	2,1%	2,1%
Services de protection civile	1,1%	1,1%	1,1%	1,1%	1,1%
Ordre et sécurité publics n.c.a.	1,6%	1,6%	1,6%	1,6%	1,6%
Croissance inclusive et transformation structurelle de l'économie	**30,3%**	**30,9%**	**30,9%**	**31,0%**	**30,9%**
Affaires économiques	**26,3%**	**26,8%**	**26,8%**	**26,8%**	**26,8%**
Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%
Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	12,8%	13,2%	13,2%	13,2%	13,2%
Combustibles et énergie	1,2%	1,2%	1,3%	1,3%	1,3%

AXES/FONCTIONS/GROUPES	2019	2020	2021	2022	Poids Moyen 2020-2022
Industries extractives et manufacturières, construction	0,7%	0,7%	0,7%	0,7%	0,7%
Transports	7,2%	7,4%	7,4%	7,3%	7,4%
Communications	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Autres branches d'activité	0,4%	0,6%	0,6%	0,6%	0,6%
Recherche-développement concernant les affaires économiques	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Affaires économiques n.c.a.	2,3%	2,1%	2,1%	2,0%	2,1%
Logement et équipements collectifs	**3,5%**	**3,5%**	**3,6%**	**3,6%**	**3,6%**
Logement	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Équipements collectifs	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
Alimentation en eau	2,5%	2,6%	2,6%	2,6%	2,6%
Logement et équipements collectifs n.c.a ;	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%	0,5%
Loisirs, culture et culte	**0,6%**	**0,5%**	**0,5%**	**0,6%**	**0,5%**
Services culturels	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Loisirs, culture et culte n.c.a.	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
Protection de l'environnement et développement de la résilience au changement climatique	**2,2%**	**2,3%**	**2,3%**	**2,3%**	**2,3%**
Protection de l'environnement	**2,2%**	**2,3%**	**2,3%**	**2,3%**	**2,3%**
Gestion des déchets	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Gestion des eaux usées	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Lutte contre la pollution	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	1,5%	1,5%	1,5%	1,6%	1,5%
Protection de l'environnement n.c.a.	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%
Développement du capital humain	**25,7%**	**25,7%**	**25,9%**	**25,9%**	**25,8%**
Santé	**5,1%**	**5,1%**	**5,2%**	**5,3%**	**5,2%**
Produits, appareils et matériaux médicaux	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%
Services ambulatoires	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Services hospitaliers	1,5%	1,6%	1,6%	1,6%	1,6%
Services de santé publique	0,7%	0,7%	0,8%	0,8%	0,8%

AXES/FONCTIONS/GROUPES	2019	2020	2021	2022	Poids Moyen 2020-2022
Recherche-développement dans le domaine de la santé	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Santé n.c.a.	2,7%	2,6%	2,6%	2,6%	2,6%
Loisirs, culture et culte	**0,3%**	**0,3%**	**0,3%**	**0,3%**	**0,3%**
Services récréatifs et sportifs	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%	0,3%
Culte et autres services communautaires	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Enseignement	**15,6%**	**15,5%**	**15,6%**	**15,6%**	**15,6%**
Enseignement préélémentaire et primaire	6,0%	5,9%	5,9%	5,8%	5,9%
Enseignement secondaire	4,1%	4,1%	4,1%	4,1%	4,1%
Enseignement supérieur	2,8%	2,8%	2,9%	3,0%	2,9%
Enseignement non défini par niveau	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Services annexes à l'enseignement	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%
Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	0,3%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%
Enseignement n.c.a.	2,1%	2,1%	2,1%	2,1%	2,1%
Protection sociale	**4,7%**	**4,8%**	**4,7%**	**4,7%**	**4,7%**
Maladie et invalidité	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Vieillesse	2,6%	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%
Famille et enfants	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%	0,4%
Exclusion sociale n.c.a.	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Protection sociale n.c.a.	1,6%	1,7%	1,7%	1,6%	1,7%
Opération concernant la dette publique	**5,9%**	**5,2%**	**5,2%**	**5,2%**	**5,2%**
Total Général	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**

Source : *DGB*

ANNEXE 5 : **Liste des Entreprises Publiques (capital entièrement ou majoritairement détenu par l'Etat du Mali)**

N°	Sociétés	Statut	Domaines d'intervention	Activité principale	Capital	Part de l'Etat	%	Statut/Part
1	Aéroports du Mali	EPIC	Services, Télécom, Banque	Transport	1 652 926 815	1 652 926 815	100	Etatique
2	Agence d'Aménagement des Terres et Fourniture de l'Eau d'Irrigation	EPIC	Industrie et Secteur Rural	Aménagement des terres agricoles			100	Etatique
3	Agence de Cessions Immobilières	SA	Services, Télécom, Banque	Immobilier	400 000 000	200 000 000	50	Mixte
4	Agence pour l'Aménagement et la Gestion des Zones Industrielles	SA	Services, Télécom, Banque	Immobilier	10 000 000	5 990 000	59,9	Mixte
5	Assistance Aéroportuaire du Mali	SA	Services, Télécom, Banque	Transport	1 000 000 000	510 000 000	51	Mixte
6	Ateliers Militaires Centraux	EPIC	Industrie et Secteur Rural	Construction métallique	257 127 367	257 127 367	100	Etatique
7	Compagnie Malienne de Développement Textile	SA	Industrie et Secteur Rural	Industrie cotonnière	7 982 340 000	7 941 630 066	99,49	Mixte
8	Compagnie Malienne de Navigation	SE	Services, Télécom, Banque	Transport fluvial	1 500 000 000	1 500 000 000	100	Etatique
9	Energie du Mali	SA	Mines, Eau et Energie	Production d'électricité	32 000 000 000	32 000 000 000	100	Mixte
10	La Poste	EPIC	Services, Télécom, Banque	Communication	2 249 850 743	2 249 850 743	100	Etatique
11	Office des Produits Agricoles du Mali	EPIC	Services, Télécom, Banque	Agro/Commerce	18 165 259 081	18 165 259 081	100	Etatique
12	Office du Niger	EPIC	Industrie et Secteur Rural	Agriculture	240 866 446	240 866 446	100	Etatique
13	Pharmacie Populaire du Mali	EPIC	Services, Télécom, Banque	Commerce de médicaments	400 000 000	400 000 000	100	Etatique
14	Société d'Assemblage de Tracteurs	SA	Services, Télécom, Banque	Commerce/Tracteurs	1 000 000 000	490 000 000	49	Mixte
15	Société de Patrimoine Ferroviaire du Mali	SA	Services, Télécom, Banque	Infrastructures ferroviaires	100 000 000	100 000 000	100	Etatique
16	Société du Pari Mutuel Urbain	SA	Services, Télécom, Banque	Loterie	300 000 000	225 000 000	75	Mixte
17	Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable	SA	Services, Télécom, Banque	Commerce de l'eau	2 000 000 000	2 000 000 000	100	Etatique
18	Société Malienne du Patrimoine de l'Eau Potable	SA	Mines, Eau et Energie	Gestion des infrastructures d'eau	5 000 000 000	5 000 000 000	100	Etatique

N°	Sociétés	Statut	Domaines d'intervention	Activité principale	Capital	Part de l'Etat	%	Statut/Part
19	Société Malienne Transmission et de Diffusion	SA	Services, Télécom, Banque	Télécommunication	10 000 000 000	10 000 000 000	100	Etatique
20	Usine Malienne des Produits Pharmaceutiques	SE	Industrie et Secteur Rural	Production pharmaceutique	2 551 129 438	2 551 129 438	100	Etatique

Source : DGABE

AUTRES ANNEXES BUDGETAIRES

ETAT A

STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC DU MALI A MOYEN TERME

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
-=-=-=-=-=-=-=-=-
DIRECTION GENERALE
DE LA DETTE PUBLIQUE
-=-=-=-=-=-=-=-=-
COMITE NATIONAL DE
LA DETTE PUBLIQUE
-=-=-=-=-=-=-=-=-

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi
-=-=-=-=-=-=-

STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC DU MALI A MOYEN TERME 2020-2022

Août 2019



INTRODUCTION

La gestion de la dette a pour objectif majeur de pourvoir aux besoins de financement de l'Etat et de ses obligations futures de paiement au moindre coût possible, à court, moyen et long termes, en maintenant les risques à un niveau satisfaisant, tout en réalisant les autres objectifs des autorités, tels que le développement durable, la réduction de la pauvreté, le développement des marchés financiers, etc.

Dans le but d'atteindre cet objectif et d'encadrer le processus de ré-endettement des pays post-PPTE en vue de leur permettre de mobiliser des ressources dont ils ont besoin dans les limites de leurs capacités de remboursement, les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ont adopté le 04 juillet 2007, le Règlement N°09/2007/CM/UEMOA portant cadre de référence de la politique d'endettement public et de gestion de la dette publique dans les Etats membres de l'Union.

Ce dispositif permet à chaque pays membre d'avoir, entre autres, un guide concernant les décisions d'emprunts, de manière à couvrir son besoin de financement tout en tenant compte des moyens dont il dispose pour assurer le service de sa dette actuelle et future, ainsi que les chocs auxquels il peut être exposé.

Conformément aux prescriptions du Règlement susmentionné, chaque Etat doit se doter d'un document de stratégie d'endettement, à annexer annuellement à la Loi des Finances.

L'élaboration d'une stratégie d'endettement concourt à la rationalisation et à l'efficacité des ressources d'emprunt, étant entendu qu'elles sont indispensables au regard de l'insuffisance des ressources internes pour couvrir les besoins de financement des projets de développement.

En effet, l'endettement doit s'inscrire dans le cadre d'une politique dynamique pour être compatible avec les objectifs macroéconomiques à court, moyen et long termes permettant d'assurer une croissance économique soutenue et durable, afin de faire face convenablement au service de la dette.

C'est en raison de cette exigence communautaire, des contraintes budgétaires d'ordre interne et de la rareté des ressources financières à moindre coût (concessionnelles) sur le marché international, assorties de risques acceptables, que le Mali a jugé nécessaire et utile, depuis quelques années, de se doter d'un document de stratégie d'endettement à moyen terme glissant annuellement.

Ce document a pour objectif d'encadrer le processus d'endettement du Mali dans un souci d'assurer convenablement les besoins de financement de l'économie nationale sans porter atteinte à la viabilité de la dette et à la soutenabilité des finances publiques.

L'élaboration de la stratégie d'endettement à moyen terme 2020-2022 intervient dans un contexte caractérisé par les multiples efforts continus de l'Etat pour faire face aux effets de la crise multiforme et multidimensionnelle sans précédent, que le pays a connue au cours de l'année 2012.

Pour sortir de cette crise, l'Etat du Mali a multiplié des actions et initiatives allant dans le sens de rétablir la paix et de maintenir la cohésion sociale, telles que la signature, le 15 mai 2015, de

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale

l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger qui a été parachevé le 20 juin 2015, l'organisation de la Conférence d'Entente Nationale, etc.

La mise en œuvre des multiples engagements et actions issus de cet accord et autres initiatives nécessite d'importants efforts de l'Etat en termes de mobilisation de ressources financières sur le plan national et international.

Dans un souci de rétablissement de la paix et de la sécurité sur toute l'étendue du territoire national, d'assurer l'autosuffisance alimentaire et mettre toutes les régions du pays au même niveau de développement socio-économique, la gestion budgétaire de 2019 est marquée par la poursuite de :

- la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement du pays (CREDD 2019-2023) ;
- la mise en œuvre de la Loi d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) 2015-2019 ;
- la mise en œuvre de la Loi de Programmation de la Sécurité Intérieure (LPSI) 2017-2021 ;
- la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du processus d'Alger ;
- la promotion de la politique agricole (avec une affectation budgétaire annuelle de 15% depuis 2015) ;
- la mise en œuvre de la politique de régionalisation du pays ;
- la mise en œuvre du programme présidentiel d'urgences sociales ;
- la consolidation des acquis dans les secteurs sociaux ;
- le financement des investissements structurants dans les secteurs productifs ;
- le renforcement des allocations pour la décentralisation budgétaire en vue de l'atteinte de 30% des recettes budgétaires transférées aux collectivités territoriales.

Au regard de l'importance et du caractère d'urgence à satisfaire ces besoins de financements, la mobilisation d'importantes ressources constitue un défi énorme pour notre pays. La nécessité de définir une stratégie d'endettement demeure un impératif. Cette stratégie est partie intégrante des fonctions principales de gestion de la dette et vise à assurer le financement des besoins de développement national tout en ayant pour préoccupation la viabilité de la dette et la soutenabilité des finances publiques.

Le présent document répond au besoin de disposer, notamment pour le Comité National de la Dette Publique (CNDP), d'un référentiel pour la supervision des actes d'endettement et une gestion rationnelle de la dette publique. Il s'articule autour des deux principaux points suivants :

- l'analyse du portefeuille de la dette publique au 31 décembre 2019 ;
- la stratégie d'endettement public à moyen terme 2020-2022.



A. ANALYSE DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE PUBLIQUE AU 31 DÉCEMBRE 2019

Pour l'analyse du portefeuille de la dette publique du Mali, les indicateurs de suivi ci-après ont été retenus :

- risque de refinancement :
  - (i) vie moyenne de la dette;
  - (ii) refinancement sur 1 an.
- risque de taux d'intérêt :
  - (i) période moyenne de révision;
  - (ii) dette révisable dans 1 an;
  - (iii) concessionnalité moyenne du portefeuille.
- qualité du portefeuille :
  - (i) risque de change : Ratio dette extérieure/dette Totale;
  - (ii) répartition du portefeuille de la dette par devises.
- soutenabilité de la dette :
  - (i) indicateurs de viabilité de la dette extérieure ;
  - (ii) Valeur Actualisée (VA)/exportation de biens et services (%);
  - (iii) Valeur Actualisée (VA)/PIB (%);
  - (iv) Valeur Actualisée (VA)/recettes budgétaires (%);
  - (v) indicateurs de viabilité de la dette publique et publiquement garantie.

Ces indicateurs sont tirés de la dernière analyse de viabilité de la dette publique du Mali effectuée par le FMI et la Banque mondiale en juin 2018.

I. Revue du portefeuille de la dette publique

L'évolution de la dette publique extérieure du Mali a été marquée par plusieurs opérations de restructuration dont le pays a bénéficié avant l'initiative PPTE (Pays Pauvres Très Endettés) et dans le cadre de l'initiative PPTE ainsi que de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM) en 2006. Ces allègements ont eu un impact positif et significatif sur la viabilité de la dette extérieure du Mali permettant une diminution de l'encours de la dette totale de 103% du PIB en 2000 à 19% en 2006. Cet encours a repris son envol depuis quelques années et ressortait déjà à 27,1% du PIB en 2013, puis a progressé pour atteindre 30,6% en 2015 avant de franchir les 35% du PIB à partir de 2016. Au 31 décembre 2019, il devrait ressortir à 36,9% du PIB.

Par le passé, le pays a essentiellement mobilisé des financements extérieurs. Cependant, à partir de juin 2003, le Mali a entrepris la diversification de ses sources de financement en recourant au marché de titres publics par l'émission de Bons du Trésor (depuis 2003) et d'Obligations du Trésor à partir de 2008.

Il ressort de la revue du portefeuille projeté de la dette publique au 31 décembre 2019 les analyses ci-après :

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale
Direction Générale de la Dette Publique

1.1. Dette publique

1.1.1. Composition par type de dettes

Tableau 1 : Composition par type de dettes

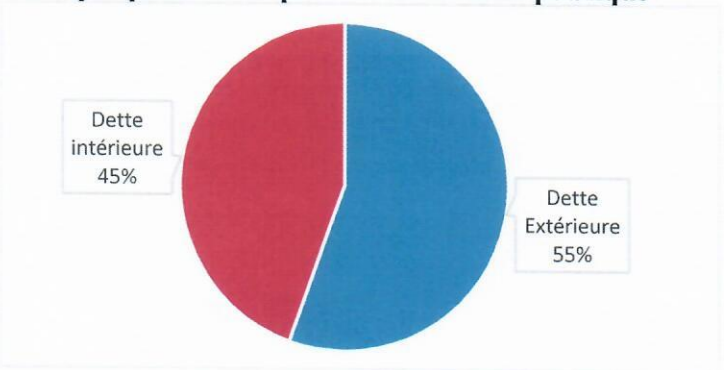
	Montants en millions de FCFA	%
Dette publique	3 768 528,69	100
Dette intérieure	1 679 852,18	45
Dette extérieure	2 088 676,51	55

Source : DGDP, DNTCP 2019

NB :

- La dette intérieure est constituée des prêts libellés en monnaie locale y compris les prêts FMI et BOAD ;
- la dette extérieure est constituée des prêts libellés en devises.

Graphique 1 : Composition de la dette publique



Source : DGDP 2019

Il ressort de l'analyse du portefeuille de la dette publique que l'encours total s'élèverait au 31 décembre 2019 à 3 768,53 milliards de FCFA constitué de 2 088,68 milliards de FCFA de dette extérieure soit 55% et 1 679,85 milliards de FCFA de dette intérieure soit 45%.

1.1.2. Composition par type de taux d'intérêts

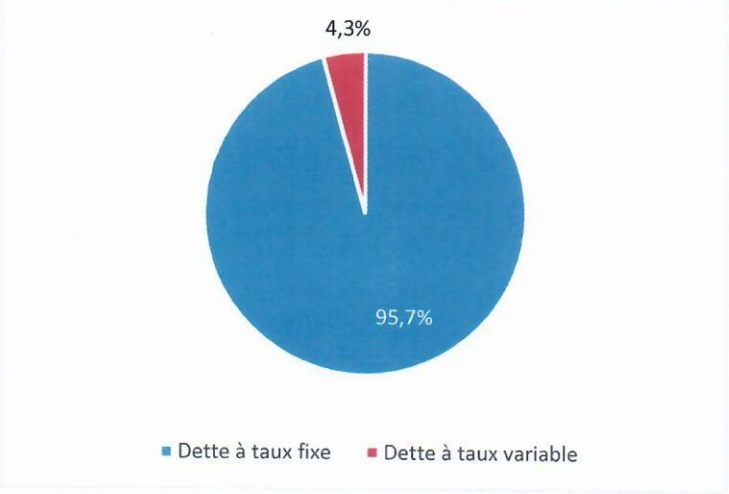
Tableau 2 : Composition par type de taux d'intérêts

	Montants en millions de FCFA	%
Dette publique	**3 768 528,69**	**100,0**
Dette à taux fixe	3 606 897,89	95,7
Dette à taux variable	161 630,80	4,3

Source : DGDP 2019

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale
Direction Générale de la Dette Publique

Graphique 2 : Dette publique par type de taux d'intérêts

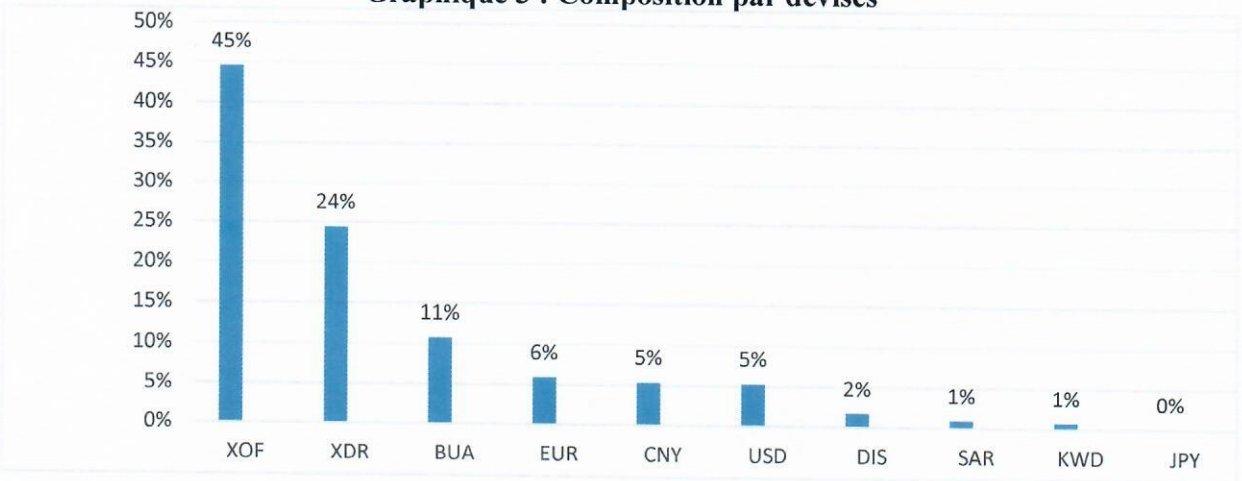


Source : DGDP 2019

Le portefeuille est essentiellement constitué de dettes à taux d'intérêt fixe représentant 95,7% de la dette totale. Par conséquent, il est faiblement exposé au risque de taux d'intérêt.

1.1.3. Composition par devises

Graphique 3 : Composition par devises



Source : DGDP 2019

Note : XOF = Franc CFA ; **XDR** = Droits de tirage spéciaux ; **BUA** = Unité de compte BAD ; **CNY** = Yuan chinois ; **USD** = Dollar américain ; **EUR** = Euro ; **DIS** = Dinar Islamique ; **KWD** = Dinar Koweitien ; **JPY** = Yen japonais ; **SAR** = Riyal saoudien.

La dette publique, au 31 décembre 2019, serait constituée de 55% de devises étrangères et de 45% de monnaie locale (XOF). Il en résulte que le portefeuille pourrait être exposé à un risque de change. Cependant, ce risque serait quelque peu atténué par la proportion de dette libellée en Euro (6%) ayant une parité fixe avec le franc CFA.

1.2. Dette intérieure par type d'instruments

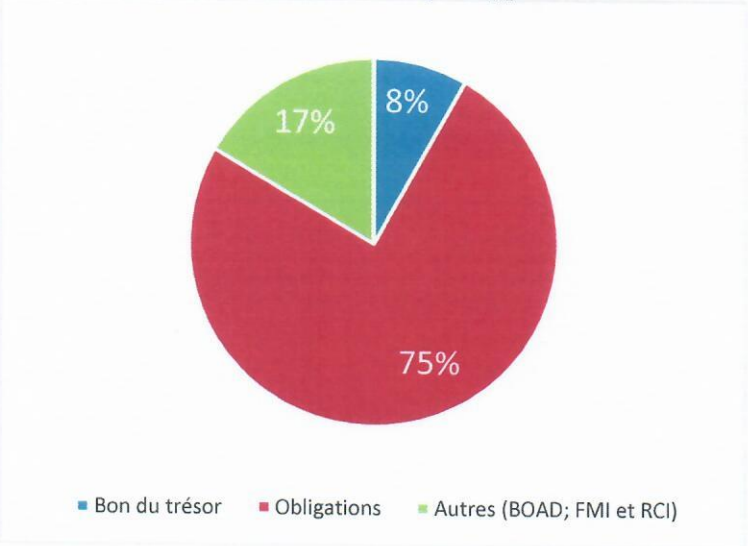
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale
Direction Générale de la Dette Publique

Tableau 3 : Dette intérieure par type d'instruments

	Montants en millions de FCFA	%
Total Dette intérieure	1 679 852	100,0
Bons du trésor	138 500	8,2
Obligations	1 262 659	75,2
Autres (BOAD ; FMI et RCI)	278 693	16,6

Sources : DNTCP ; DGDP 2019

Graphique 4 : Dette intérieure par type d'instruments



Source : DNTCP ; DGDP 2019

La dette intérieure est composée principalement de titres publics à court et moyen termes dont 75% d'Obligations et 8% de Bons du Trésor. Les autres instruments (17%) sont constitués des prêts de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), de la Côte d'Ivoire et du FMI.

En ce qui concerne les obligations, le tableau ci-après donne les différentes caractéristiques par maturité :

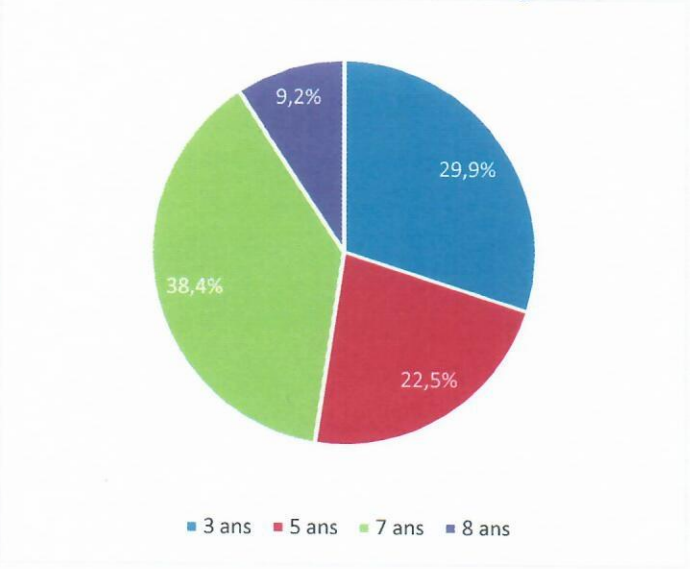
Tableau 4 : Maturités des Obligations

Maturités des Obligations	Montants en Million de FCFA	%
3 ans	377 450	29,9
5 ans	284 273	22,5
7 ans	484 515	38,4
8 ans	116 421	9,2
Total	**1 262 659**	**100,0**

Source : DGDP ; DNTCP 2019

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale
Direction Générale de la Dette Publique

Graphique 5 : Maturités des Obligations



A la lecture du tableau, il ressort qu'environ 22,5% des obligations ont une maturité de 5 ans, 38,4% pour 7 ans et 29,9% pour 3 ans. Il est à noter qu'en 2019, le portefeuille contient des obligations de 8 ans pour une proportion de 9,2%.

1.3. Dette extérieure par catégorie de créanciers

Tableau 5 : Dette extérieure par catégorie de créanciers

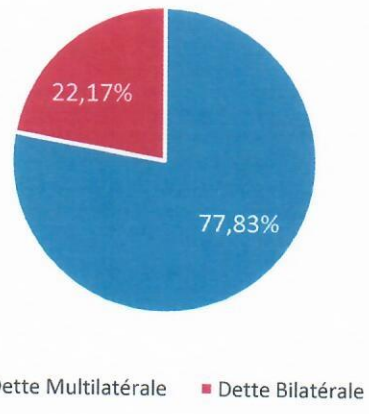
	Montant (millions de FCFA)	%
Dette Extérieure	**2 088 677**	**100**
Dette Multilatérale	1 625 653	77,8
Dette Bilatérale	463 024	22,2

Source : DGDP 2019

En fin 2019, l'encours de la dette extérieure se décomposerait comme suit:

- 1 625,653 milliards de FCFA de dette multilatérale, soit 77,8% ;
- 463,024 milliards de FCFA de dette bilatérale, soit 22,2%.

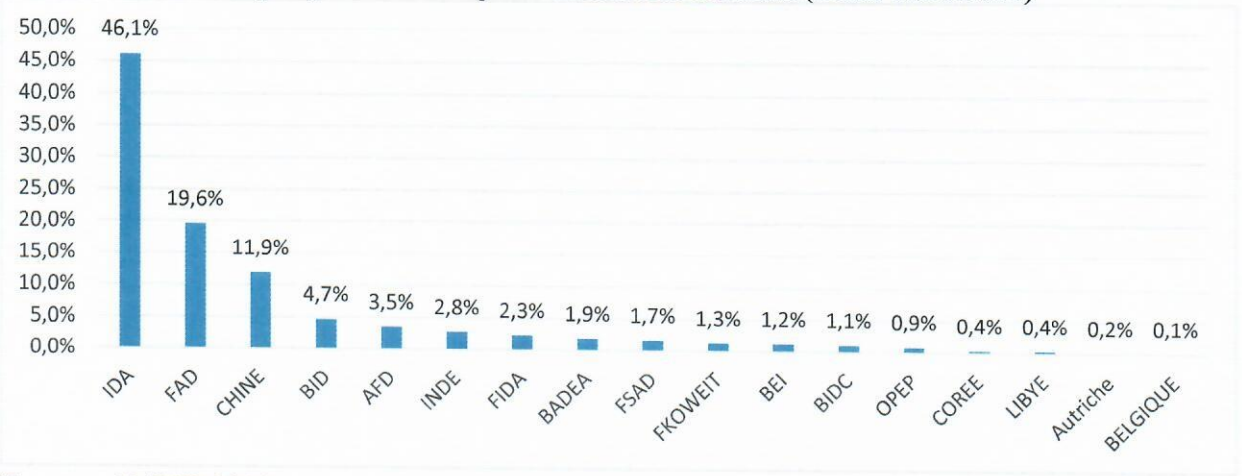
Graphique 6 : Dette Extérieure par catégorie de créanciers en fin 2019



Source : DGDP 2019

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale
Direction Générale de la Dette Publique

Graphique 7 : Principaux créanciers du Mali (Dette extérieure)



Source : DGDP 2019

Les principaux créanciers du Mali en fin 2019 sont : la Banque Mondiale (IDA) (46,1%), le FAD (19,6%) et la Chine (11,9%). Ces partenaires représentent 77,6% du portefeuille de la dette extérieure dont 65,7 % hautement concessionnels (IDA et FAD).

1.4. Coût par type de dette

Tableau 6 : Coût par type de dette

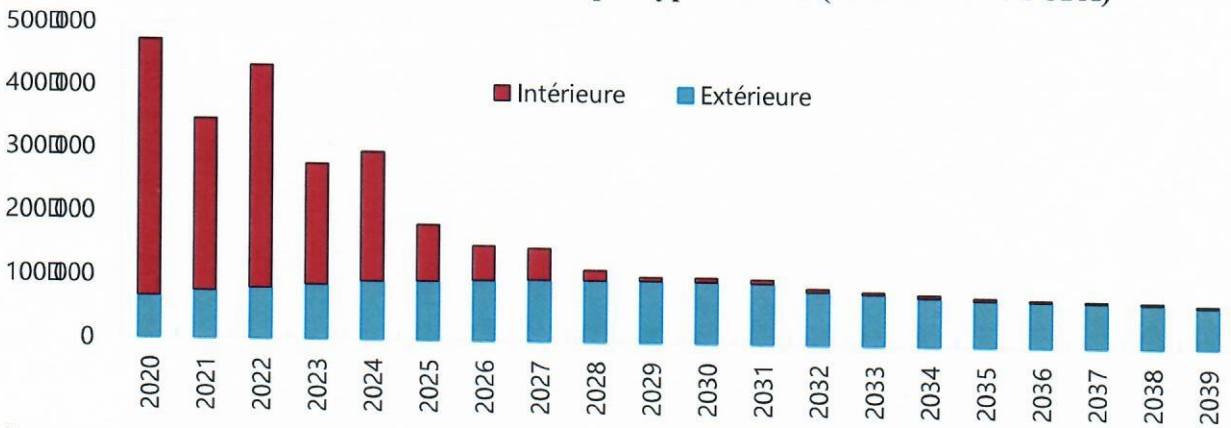
Coût de la Dette	%
Taux d'intérêt moyen sur la dette totale	2,6
Taux d'intérêt moyen sur la dette intérieure	4,8
Taux d'intérêt moyen sur la dette extérieure	0,8

Source : DGDP 2019

L'analyse du portefeuille montre que la dette intérieure coûte environ six (06) fois plus chère que la dette extérieure. Par ailleurs, le coût moyen de la dette est relativement faible (2,6%) dû à la concessionnalité de la dette extérieure (0,8%).

1.5. Profil des échéances par type de dette

Graphique 8 : Profil des échéances par type de dette (en millions de FCFA)



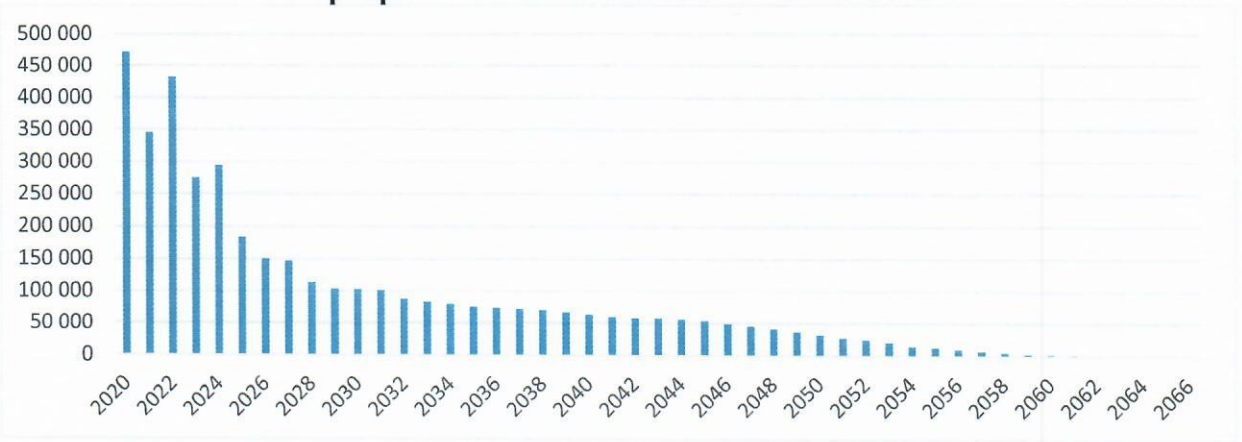
Source: DGDP 2019

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale
Direction Générale de la Dette Publique

Plus de la moitié de la dette intérieure (61%) arrive à échéance dans les trois (03) prochaines années. Quant à la dette extérieure, le profil de remboursement est échelonné sur une période relativement longue, prouvant encore une fois de plus son caractère concessionnel.

1.6. Profil des échéances de la Dette totale

Graphique 9 : Profil des échéances de la Dette totale



Source: DGDP 2019

Au regard de ce profil de remboursement de la dette totale, on constate qu'une forte proportion (53%) de la dette totale arrive à échéance dans les six prochaines années, due à la dette intérieure. Ce profil montre une tendance à la baisse en termes de remboursement sur la période.

II. Récapitulatif des indicateurs

Tableau 7 : Indicateurs de coûts et risques

Indicateurs de coûts et risque		Dette extérieure	Dette intérieure	Dette totale
Dette nominale (millions de FCFA)		2 088 676,5	1 679 852,2	3 768 528,7
Dette nominale (millions de USD)		3 540,5	2 847,5	6 388,0
Dette nominale (% du PIB)		20,5	16,5	36,9
Valeur actualisée nette (% du PIB)		12,4	19,0	31,3
Coût de la dette	Paiement d'intérêt (% PIB)	0,2	0,8	1,0
	Taux d´intérêt moyen pondéré (%)	0,8	4,8	2,6
Risque de refinancement	Durée moyenne d´échéance (ans) ATM	14,7	3,0	9,8
	Dette amortissable durant l´année prochaine (% du total)	2,9	24,1	11,7
	Dette amortissable durant l´année prochaine (% du PIB)	0,7	4,0	4,6
Risque de taux d´intérêt	Durée moyenne à refixer (ans) (ATR)	14,7	3,0	9,8
	Dette refixée durant l'année prochaine (% du total)	3,7	24,1	12,2
	Dette à taux d´intérêt fixe incluant les bons (% du total)	99,0	91,8	96,0
Risque de change	Dette en devises (% du total)			55,4
	Amortissements en devise durant l´année prochaine (% du stock de réserves en devises)			1,1

Source : DGDP 2019

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale

En fin 2019, la dette nominale rapportée au PIB représenterait 36,9% ; ce qui respecte le critère de convergence de l'UEMOA « Encours de la dette publique rapporté au PIB ≤70% ».

Pour la même période, la valeur actualisée de la dette rapportée au PIB, représenterait 31,3%, inférieure à 40% exigé par le FMI pour les pays ayant une capacité moyenne de gestion de la dette, dont le CPIA[1]est compris entre 3,25 et 3,75 (pour le Mali le CPIA est de 3,37 de 2014 à 2016).

On constate que la dette intérieure coûte environ six (06) fois plus chère que la dette extérieure. Par ailleurs, le coût moyen de la dette est relativement faible (2,6%) dû à la dette extérieure qui est fortement concessionnelle (0,8%).

Les indicateurs faisant référence à la maturité moyenne (3 ans) et la proportion de dette intérieure qui arrive à échéance dans un an (24,1%) montrent l'existence d'un risque de refinancement.

Toutefois, ce risque est atténué lorsqu'on rapporte l'analyse à la dette totale du fait de la concessionnalité de la dette extérieure.

La proportion de la dette intérieure révisable dans un (1) an est de 24,1%, ce qui expose davantage le portefeuille à un risque de taux d'intérêts.

Il importe de faire également mention du risque de change dû à la forte proportion de dette libellée en devises dans le portefeuille, soit 55,4%.

III. Sources de financement (extérieures et intérieures), plafond d'endettement public pour la période 2020-2022

Dans cette section, les points suivants seront abordés :

- la justification de l'emprunt ;
- les orientations de la politique d'endettement public pour la période 2020-2022.

3.1. Justification de l'emprunt public

En dépit des bonnes performances enregistrées par l'économie nationale au cours des cinq dernières années avec notamment une croissance réelle moyenne de 5,8% du PIB, le budget de l'Etat est resté structurellement déficitaire. Cette situation résulte de la faiblesse des ressources propres (taux de pression fiscale bas) et une augmentation des besoins de financement.

Pour l'année 2020, les orientations économiques et financières visent l'atteinte d'un taux de pression fiscale de 15,8%. En cohérence avec les perspectives macroéconomiques, le besoin de financement de l'Etat ressort en 2020 à 781,6 milliards de FCFA, soit 7,2% du PIB nominal. Ce besoin comprend : le solde primaire, l'amortissement de la dette et les intérêts.

[1] CPIA : Country Policy and Institutional Assessment (Evaluation des Politiques et des Institutions du Pays)

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale
Direction Générale de la Dette Publique

3.1.1. Besoins de financement (Milliards de FCFA)

Tableau 8 : Besoins de financement

	2020	2021	2022
Recettes Publiques (y compris dons)	2 169,4	2 318,0	2 540,0
Dépenses totales hors intérêts	2 381,5	2 542,2	2 772,8
Solde Primaire	212,1	224,2	232,8
Intérêts	97,6	78,6	60,9
Amortissement	471,0	345,0	432,2
Besoins de Financement	**781,6**	**648,8**	**725,9**
PIB	10 905,1	11 663,0	12 486,0
Besoins de Financement (%PIB)	7,2	5,6	5,8

Sources: DGB - INSTAT- DGDP 2019

Les besoins de financement pour les trois (3) prochaines années se présentent comme suit :

- 781,6 milliards de FCFA pour 2020 ;
- 648,8 milliards de FCFA pour 2021 ;
- 725,9 milliards de FCFA pour 2022.

De 2020 à 2022, on note une diminution des besoins de financement de 781,6 milliards de F CFA à 725,9 milliards de F CFA. Cette baisse est plus accentuée en 2021 avec 648,8 milliards de F CFA ; ce qui se justifie par la baisse sensible des amortissements, une hausse des recettes et une maîtrise des dépenses.

3.1.2. Termes et conditions indicatifs des nouveaux emprunts en 2020

Les termes et conditions des nouveaux emprunts intérieurs et extérieurs sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 9 : Termes et conditions indicatifs des nouveaux emprunts en 2020

Type / Nom Instrument	Fixe / Variable	Concessionnel /condition du marché	Maturité (ans)	Délai de Grace (ans)	Taux d'intérêt (%)
Multilatéral (IDA, FAD, FIDA)	Fixe	Concessionnel	38-40	6-10	0,75
Multilatéral (BEI, BIDC, OPEP)	Fixe	Concessionnel	20-25	5-7	1-3
Bilatéral Europe (AFD, Belgique)	Fixe	Concessionnel	20-30	5-7	1-1,4
Bilatéral Arabe (FSAD, FKOW, FDAD)	Fixe	Concessionnel	24-30	4-7	1-2,5
Multilatéral (BID, BADEA)	Fixe	Concessionnel	25-32	3-10	1-3
Multilatéral(BID)	Variable	Concessionnel	15-23	3-7	2,25
Bilatéral Asie (Chine +Inde + Corée du Sud)	Fixe	Concessionnel	20-25	5-6	1-2
BOAD-FMI	Fixe	Concessionnel	10-29	5-6	0,25-7,6
Bons du Trésor (1an)	Variable	Marché	1	0	5,75
Bons du Trésor (3ans)	Fixe	Marché	3	2	6,10
Obligations de 5 ans	Fixe	Marché	5	3-4	6,25
Obligations de 7 ans	Fixe	Marché	7	3-4	6,50
Obligations de 10 ans	Fixe	Marché	10	3-4	6,75
Obligations de 12 ans	Fixe	Marché	12	3-4	7,10
Prêts commerciaux	Fixe	Marché	12	3-4	7,25

Source : DGDP, DNTCP 2019

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale

3.2. Orientations de la politique d'endettement pour la période 2020-2022

Les orientations globales en matière d'emprunts publics extérieurs et intérieurs et de gestion de la dette pour les années 2020, 2021 et 2022 portent respectivement sur des plafonds d'endettement qui se chiffrent à 781,6 milliards de FCFA, 648,8 milliards de FCFA et 725,9 milliards de FCFA.
Le Gouvernement prévoit de recourir aux Bons et Obligations du Trésor sur le marché financier régional et sur le marché international suivant un calendrier indicatif annuel qui sera publié en début de chaque année par la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique. Parallèlement, des efforts seront poursuivis en vue de mobiliser une part importante des ressources extérieures. Les proportions de ces différents instruments dans les nouveaux besoins de financement seront déterminées par la stratégie adoptée.

B. STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC POUR LA PERIODE 2020-2022

Cette section présente la stratégie d'endettement public du Mali retenue pour la période 2020-2022. Quatre (4) stratégies sont testées. Elles sont basées sur les tendances actuelles de la politique de mobilisation des ressources extérieures et intérieures et des actions menées par le Gouvernement pour diversifier les sources de financement des projets de développement. A cet effet, une brève présentation des quatre (4) stratégies est faite en premier lieu, suivie de la validation des hypothèses pour procéder enfin à leur analyse.

I. Présentation des stratégies

Les stratégies testées au nombre de quatre (S1, S2, S3 et S4) sont présentées dans cette section.

1.1. Stratégie S1 : Stratégie de base

La première stratégie (S1) ou **stratégie de base** consiste à maintenir la tendance actuelle de la politique de mobilisation de nouveaux financements. A cet effet, le Mali continuera à faire recours aux financements hautement concessionnels de type IDA, FAD et FIDA. En ce qui concerne le financement intérieur, l'accent serait mis sur les Bons et Obligations du Trésor avec une maturité proche de l'existant.

Par ailleurs, pour cette stratégie, la proportion de la dette intérieure dans les nouveaux besoins de financement est maintenue à 70% durant la période 2020-2022.

1.2. Stratégie S2 : Changement de la structure de la dette intérieure en accordant la primauté aux dettes à maturité plus longue

Dans la stratégie S2, il s'agit de rallonger la maturité de la dette intérieure. A cet effet, il sera question de changer la structure de la dette intérieure en introduisant les Obligations à long terme (10 ans) tout en réduisant les instruments à court et moyen terme (Bons du Trésor, Obligations de 3 ans). En outre, le financement domestique représenterait en moyenne 55% des nouveaux besoins de financement durant la période 2020-2022.

Parallèlement, l'Etat envisage de mobiliser davantage de ressources hautement concessionnelles en moyenne de 31,5% contre 20,4% dans la stratégie S1 sur la période.



1.3. Stratégie S3 : Maximisation des prêts extérieurs (augmentation des prêts semi-concessionnels au fil des années)

Dans cette stratégie, il s'agit de diminuer la part de la dette intérieure au profit de celle de la dette extérieure. En effet, le financement extérieur serait porté en moyenne à 50% contre 30% dans la stratégie de base pour couvrir les nouveaux besoins de financement durant la période 2020-2022.

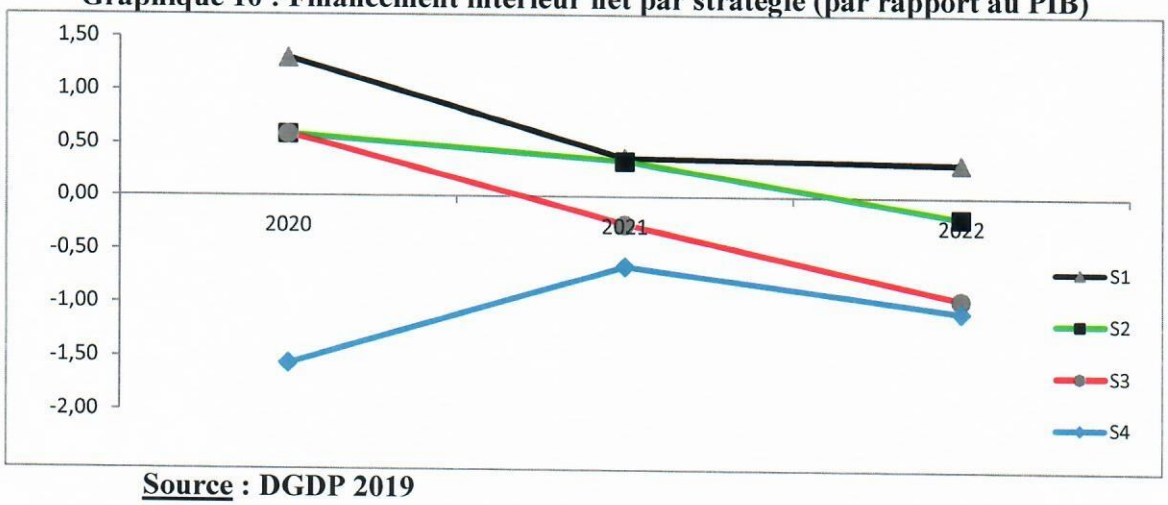
Par ailleurs, les prêts hautement concessionnels passeraient en moyenne de 20,4% (stratégie de base) à 19,3% et les prêts semi-concessionnels évolueraient en moyenne de 9,6% (stratégie de base) à 31,6%; ce qui se traduirait par une diminution des prêts hautement concessionnels.

1.4. Stratégie S4 : Recours aux emprunts commerciaux extérieurs

La quatrième stratégie (S4) consiste à recourir aux emprunts commerciaux extérieurs (EUROBONDS) et aux prêts semi-concessionnels, ce qui entrainerait la réduction des prêts hautement concessionnels. Ainsi, le financement extérieur serait porté à 70% pour couvrir les nouveaux besoins de financement durant la période 2020-2022.

II. Validation des hypothèses

Graphique 10 : Financement intérieur net par stratégie (par rapport au PIB)



Source : DGDP 2019

Le graphique ci-dessus représente l'évolution du ratio financement intérieur net rapporté au PIB à travers les différentes stratégies examinées.

Dans la stratégie S4, le ratio reste négatif sur toute la période, ce qui signifie que les remboursements prévus en termes de financement domestique de 2020 à 2022 dépassent les nouvelles mobilisations domestiques de la même période.

Quant à la stratégie S3, le ratio est positif pour l'année 2020, ce qui s'explique par des mobilisations de ressources supérieures aux remboursements. Toutefois, le ratio amorce une baisse et devient négatif sur le reste de la période ; ce qui signifie que les nouveaux remboursements seront supérieurs aux nouvelles mobilisations.

Concernant la stratégie S2, en dépit d'une tendance baissière, le ratio reste positif pour les années 2020 et 2021. Cela s'explique par des financements domestiques supérieurs aux remboursements

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FI
La Direction Générale

prévus au titre de la dette intérieure. Toutefois, le ratio devient négatif pour l'année 2022 ; ce qui signifie que les nouveaux remboursements seront supérieurs aux nouvelles mobilisations.

S'agissant de la stratégie S1, malgré une tendance baissière observée sur toute la période, le ratio demeure positif. Cela signifie que les nouvelles mobilisations seront supérieures aux remboursements prévus.

III. Analyse des résultats

Les résultats des simulations des quatre (04) stratégies ci-dessus énumérées à l'aide de l'outil SDMT sont présentés dans cette section.

3.1. Profils d'amortissement et indicateurs de coûts et de risques

Graphique 11 : Profils d'amortissement de la dette extérieure et intérieure après la mise en œuvre de chaque stratégie



Source : DGDP 2019

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale
Direction Générale de la Dette Publique

Tableau 10 : Indicateurs de coûts et risques

Indicateurs de coûts et risque		Référence	Stratégies			
			S1	S2	S3	S4
Dette nominale (% du PIB)		36,9	36,3	37,7	37,2	38,4
Valeur actualisée (% du PIB)		31,3	30,4	30,8	30,0	30,2
Paiement d'intérêt (% du PIB)		1,0	0,9	0,9	0,9	0,8
Taux d'intérêt moyen pondéré (%)		2,6	2,9	2,7	2,6	2,2
Risque de refinancement	Durée moyenne d'échéance (ans) ATM pour la dette extérieure	14,7	15,4	16,2	14,9	13,7
	Durée moyenne d'échéance (ans) ATM pour la dette domestique	3,0	2,6	3,4	2,8	3,3
	Durée moyenne d'échéance (ans) ATM pour la dette totale	9,8	10,2	11,7	10,9	11,0
Risque de taux d'intérêt	Durée moyenne à refixer (ans) (ATR)	9,8	10,2	11,6	10,7	10,6
	Dette refixée durant l'année prochaine (% du total)	12,2	13,7	9,4	12,1	10,3
	Dette à taux d'intérêt fixe (% du total)	96,0	96,7	98,7	96,7	95,9
Risque de change	Dette libellée en devises (% du total)	55,4	58,0	62,7	65,7	72,9
	Amortissement en devise durant l'année prochaine (% du stock de réserves en devises)	1,1	1,4	1,4	1,4	1,4

Source: DGDP 2019

Stratégie S1 :

L'analyse du profil d'amortissement montre en 2023 une situation défavorable due en partie à la forte proportion réservée au financement domestique dans les nouveaux besoins de financement.

S'agissant de la durée moyenne d'échéance du portefeuille de la dette extérieure, elle évolue légèrement en passant de 14,7 à 15,4 ans. Malgré l'amélioration de cette durée moyenne, on constate que le coût de la dette publique augmente faiblement en passant de 2,6% dans l'année de référence à 2,9% au niveau de S1.

Le risque de refinancement au niveau de la dette intérieure s'est légèrement accentué dans cette stratégie (la Durée Moyenne de Maturité est passée de 3 à 2,6 ans).

Le niveau du risque de change demeure toujours élevé puisque le pourcentage de la dette en devise s'est accru en passant de 55,4% dans l'année de référence à 58 % dans S1.

Stratégie S2 :

Il est à noter une légère amélioration au niveau du profil de remboursement de cette stratégie dans les premières années au regard de celui de la stratégie S1. Cela est dû, d'une part, à

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FIN
La Direction Générale
Direction Générale de la Dette Publi

l'augmentation sensible de la part réservée au financement extérieur dans les nouveaux besoins de financement et, d'autre part, à la primauté accordée aux obligations à long terme dans le financement domestique. La durée moyenne du portefeuille a connu une légère amélioration au regard de celle de la stratégie S1.

On constate également que le coût de la dette reste toujours faible en passant de 2,9% dans S1 à 2,7% au niveau de S2, soit une diminution de 0,2 point de pourcentage.

Le risque de refinancement au niveau de la dette intérieure existe toujours, bien que l'ATM domestique ait connu une légère progression dans cette stratégie de 2,6 dans S1 à 3,4.

Le niveau du risque de change reste élevé. En effet, le pourcentage de la dette en devise a légèrement augmenté (de 58,0% à 62,7%).

Stratégie S3 :

La tendance observée par rapport au profil d'amortissement dans cette stratégie est quasiment similaire à celle observée dans la stratégie S2.

Le coût de la dette a légèrement baissé par rapport aux stratégies S1, S2 mais reste identique à celui de la situation de référence.

Le risque de refinancement demeure au niveau de la dette intérieure.

Cette stratégie S3 expose le portefeuille à un risque de change élevé comparativement aux stratégies S1 et S2.

Stratégie S4 :

Dans cette stratégie, la proportion réservée au financement domestique dans les nouveaux besoins de financement représente 30%. Une partie du financement extérieur sera constituée d'emprunts sur le marché financier international.

Dans la stratégie S4 le profil de remboursement apparait plus lisse par rapport aux trois précédentes.

Comparativement à la stratégie S3, la durée moyenne du portefeuille a légèrement augmenté, ce qui entraine une légère diminution du risque de refinancement du portefeuille global. Par ailleurs, l'augmentation du financement extérieur a engendré une hausse du risque de change comparativement aux autres stratégies.

Le risque du taux d'intérêt a légèrement augmenté par rapport à la stratégie S2 et a baissé par rapport à S3. En effet, la proportion de la dette à réviser dans un an est de 10,3% pour la S4 contre respectivement 9,4% et 12,1% pour les stratégies S2 et S3.

3.2. Analyse de la sensibilité aux chocs et perspectives de viabilité de la dette

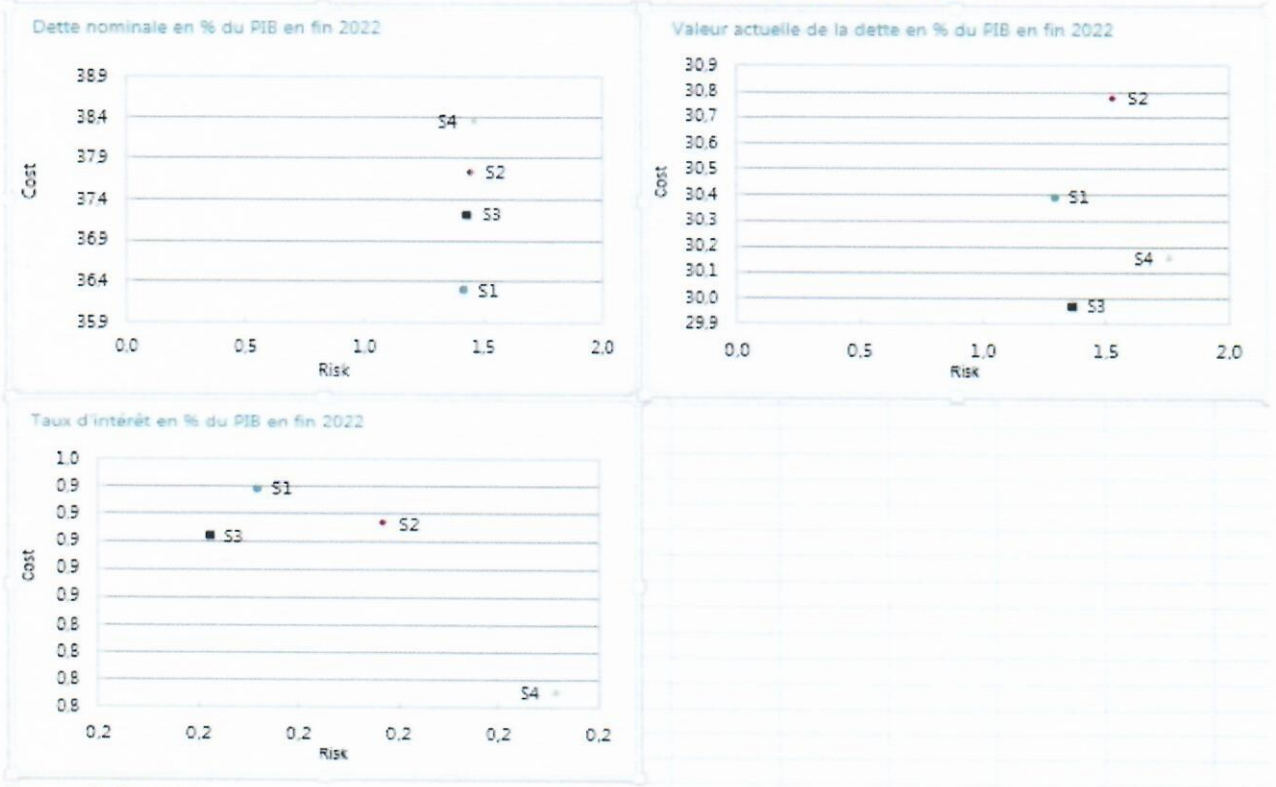
3.2.1. Analyse de la sensibilité aux chocs

Cette section se propose de faire l'analyse de la vulnérabilité du portefeuille de la dette du Mali. Pour ce faire, on procédera à des tests de simulation de différents chocs qui consistent en une

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale

appréciation du taux de change du dollar US de l'ordre de 30% par rapport au franc CFA et en une augmentation des taux d'intérêt réels domestiques de 15% ou à une combinaison de ces deux chocs.

Graphique 12 : Résultats des tests de sensibilité aux chocs



Source: DGDP 2019

Les tests de sensibilité montrent que la stratégie S4 exerce plus de pression sur le ratio «encours de la dette /PIB (%)» en terme de risque et de coût.

En ce qui concerne le ratio «valeur actuelle/PIB (%)» la stratégie S4 est plus risquée par rapport aux autres stratégies tandis que S2 est plus coûteuse.

S'agissant du ratio «taux d'intérêt/PIB (%)», S4 exerce plus de pression en termes de risque par rapport aux autres stratégies tandis qu'en termes de coût c'est S1.

Il ressort que la stratégie S3 est globalement moins coûteuse et à moindre risque comparativement aux autres stratégies. A titre de rappel, la stratégie S3 vise à mobiliser davantage de ressources semi-concessionnelles compte tenu de la rareté des ressources hautement concessionnelles avec un financement extérieur de l'ordre de 60% en fin de période.

3.2.2. Perspectives de viabilité de la dette publique

En 2006, les Institutions de Breton Woods (IBW) ont défini un Cadre de Viabilité de la Dette (CVD). Ainsi, la dette extérieure est viable lorsque sa Valeur Actuelle (VA) est inférieure à 150% des exportations de biens et services, à 40% du PIB et à 250% des recettes budgétaires.

Pour le Mali, les projections du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale (BM) indiquent qu'en 2019 les ratios sont respectivement de 70,8% pour les exportations de biens

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FI
La Direction Générale

et services, de 14,9% du PIB et de 80,0% des recettes budgétaires. Le Mali est dans la catégorie des pays à risque de surendettement modéré.

Ces ratios resteront inférieurs aux seuils pertinents jusqu'en 2038 si les tendances de l'économie se maintiennent et si l'endettement futur est conforme à la présente stratégie. La mise en œuvre effective des orientations stratégiques à long terme et la poursuite d'une stratégie financière privilégiant la mobilisation des dons et des emprunts extérieurs concessionnels et/ou semi-concessionnels devraient consolider la viabilité de la dette.

C. RECOMMANDATIONS

L'analyse des différentes stratégies a permis de montrer que la stratégie S3 est la meilleure en termes de rapport coûts/risques. A cet effet, les recommandations ci-dessous sont formulées sur la base de cette stratégie. Ainsi, la stratégie d'endettement du Mali doit être basée sur les éléments suivants :

1. **Mobiliser davantage de ressources concessionnelles et semi-concessionnelles ;**
2. **Privilégier les emprunts intérieurs de plus longues maturités et l'équilibrage des échéances**, en émettant des obligations du Trésor de maturités d'au moins 5 ans en gardant les échéances des services annuels équilibrées, pour éviter d'avoir des années de pic ;
3. **Mettre en œuvre une politique plus active en matière de choix des devises d'emprunt, même si la marge de manœuvre n'est pas très grande**, en favorisant la dette extérieure en Euros pour les nouveaux emprunts, dans la mesure du possible ;
4. **Maintenir une politique prudente de mobilisation d'emprunts à taux fixe.** La quasi-totalité de la dette publique contractée à des taux fixes limite le risque de taux d'intérêts ;
5. **Renforcer les actions et les mesures d'optimisation des interventions de l'Etat sur le marché**, en établissant un calendrier d'émission de la dette intérieure (Bons et Obligations du Trésor) et en veillant à la présence régulière de l'Etat malien sur le marché régional ;
6. **Améliorer davantage le taux de décaissements des projets et programmes financés sur ressources extérieures ;**
7. **Renforcer la coordination entre les structures de gestion de la dette et le Trésor :** concertation préalable sur les décisions de gestion de la trésorerie qui impactent la gestion de la dette ;
8. **Renforcer les capacités de l'équipe d'élaboration de la stratégie d'endettement.**



CONCLUSION

La présente stratégie repose sur une vision globale et cohérente de la politique d'endettement et doit être rigoureusement respectée. Aussi, les mesures suivantes sont nécessaires :

- **Au plan budgétaire**, poursuivre les efforts dans le sens d'une maîtrise des engagements, des dépenses courantes et d'une mobilisation plus efficace des ressources propres (élargissement de l'assiette et simplification des procédures) afin de réduire le déficit budgétaire;

- **Au plan de la productivité et de la compétitivité**, la diversification de l'économie devra être la priorité du Gouvernement. Le choix des projets à haute rentabilité économique devrait être dès lors un des critères de sélection des projets à inscrire dans le Programme Triennal d'Investissement (PTI);

- **Au plan de la politique de mobilisation de nouveaux financements**, poursuivre la mobilisation de dons et d'emprunts concessionnels et semi-concessionnels ainsi que l'amélioration de l'efficacité de l'aide ;

- **Au plan de la politique d'endettement public et de gestion de la dette publique**, suivre régulièrement les données relatives aux transactions sur la dette ; poursuivre le renforcement des capacités du Comité National de la Dette Publique ainsi que de la Direction Générale de la Dette publique.

Toutes ces mesures devraient être accompagnées d'une bonne gouvernance politique et économique, dans une perspective d'amélioration de la qualité de nos politiques et institutions, afin de relever le niveau de la norme de viabilité de la dette extérieure du Mali.



ETAT B

PLAFOND DES EFFECTIFS PAR PROGRAMME

20/09/2019

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires				Convention
		A	B	C	TOTAL	
1 BUDGET GENERAL						
110 ASSEMBLEE NATIONALE						
0.001 Assemblée Nationale	2 448 000	24	5	0	29	341
TOTAL	2 448 000	24	5	0	**29**	**341**
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE						
1.001 Formulation et coordination de l'action présidentielle	1 083 776	21	8	2	31	119
1.002 Administration générale	440 285	19	17	3	39	186
TOTAL	1 524 061	40	25	5	**70**	**305**
130 PRIMATURE						
1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale	1 245 662	58	55	8	121	198
1.004 Administration générale et contrôle	1 008 649	49	40	2	91	59
2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés	119 000	12	2	3	17	7
TOTAL	2 373 311	119	97	13	**229**	**264**
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS						
2.003 Participation à la gestion des élections	80 816	7	1	5	13	7
TOTAL	80 816	7	1	5	**13**	**7**
140 COUR CONSTITUTIONNELLE						
2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle	230 149	7	6	4	17	31
TOTAL	230 149	7	6	4	**17**	**31**
150 COUR SUPREME						
2.005 Cour Suprême	1 331 786	13	32	1	46	79
TOTAL	1 331 786	13	32	1	**46**	**79**
155 HAUTE COUR DE JUSTICE						
2.056 Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices	242 497	1	0	0	1	39
TOTAL	242 497	1	0	0	**1**	**39**
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL						
2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques publiques	311 383	11	3	1	15	103
TOTAL	311 383	11	3	1	**15**	**103**
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES						
2.007 Représentation et Promotion des Collectivités	757 101	9	8	3	20	87
TOTAL	757 101	9	8	3	**20**	**87**

20/09/2019

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires				Convention
		A	B	C	TOTAL	
1 BUDGET GENERAL						
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE						
1.006 Administration Générale	16 655 782	322	109	16	447	1201
2.008 Politique Exterieure et Coopération Internationale	1 694 943	43	11	4	58	16
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	64 277	7	5	2	14	2
TOTAL	18 415 002	372	125	22	**519**	**1219**
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR						
1.007 Administration Générale	161 382	16	20	2	38	23
2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur	75 490	16	5	2	23	7
TOTAL	236 872	32	25	4	**61**	**30**
186 MINISTERE DE L'INTEGRATION AFRICAINE						
1.045 Administration Générale	30 000	16	12	4	32	9
2.010 Intégration Africaine	91 007	5	7	2	14	4
TOTAL	121 007	21	19	6	**46**	**13**
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE						
2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	237 582	25	3	1	29	8
TOTAL	237 582	25	3	1	**29**	**8**
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT						
2.014 Egal accès aux medias d'Etat	12 980	1	0	1	2	4
TOTAL	12 980	1	0	1	**2**	**4**
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME						
1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle	1 968 975	66	53	29	148	77
2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	6 659 037	581	530	271	1 382	305
2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	1 249 091	64	102	262	428	33
TOTAL	9 877 103	711	685	562	**1 958**	**415**
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE						
1.010 Administration Générale	50 711	3	0	1	4	7
2.021 Ordre et Sécurité	35 000 000	388	403	0	791	1
2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	8 000 000	105	227	1620	1 952	3
TOTAL	43 050 711	496	630	1621	**2 747**	**11**

20/09/2019

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires				Convention
		A	B	C	TOTAL	
1 BUDGET GENERAL						
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES						
1.011 Administration Générale	1 213 929	120	97	16	233	80
2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	1 489 112	134	130	45	309	83
2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales	8 402 671	928	1068	274	2 270	386
2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	2 742 781	295	192	41	528	69
2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	2 434 005	257	334	100	691	79
2.027 Gestion de la Dette Publique	139 890	25	13	0	38	10
2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	734 342	67	88	37	192	49
2.029 Gestion des Biens de l'Etat	141 527	6	7	2	15	12
TOTAL	17 298 257	1832	1929	515	**4 276**	**768**
320 MINISTERE DU DIALOGUE SOCIAL, DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE						
1.012 Administration Générale	354 571	16	25	4	45	49
2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	198 675	25	35	3	63	29
2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail	491 381	64	52	9	125	117
TOTAL	1 044 627	105	112	16	**233**	**195**
323 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE						
1.013 Administration Générale	405 129	52	44	6	102	124
2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	130 238	15	6	0	21	56
2.034 Formation Professionnelle	161 821	15	4	1	20	58
TOTAL	697 188	82	54	7	**143**	**238**
328 MINISTERE DES REFORMES INSTITUTIONNELLES & DES RELATIONS AVEC LA SOCIETE CIVILE						
1.044 Administration Générale et Contrôle	82 500	5	6	1	12	4
2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles	117 740	12	5	2	19	10
TOTAL	200 240	17	11	3	**31**	**14**
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION						
1.014 Administration Générale et Contrôle	570 304	58	46	17	121	153
2.036 Administration du Territoire	4 742 680	364	325	178	867	966
2.037 Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	26 967	4	2	5	11	8
2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	214 526	15	5	5	25	22
TOTAL	5 554 477	441	378	205	**1 024**	**1149**
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL						
2.095 Protection des Données à Caractère personnel	50 594	4	1	0	5	1
TOTAL	50 594	4	1	0	**5**	**1**

20/09/2019

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires				Convention
		A	B	C	TOTAL	
1 BUDGET GENERAL						
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE						
1.015 Administration Générale	105 998	6	12	0	18	14
2.039 Religion et Culte	5 000	1	0	1	2	0
TOTAL	110 998	7	12	1	**20**	**14**
341 MINISTERE DE LA COHESION SOCIALE, DE LA PAIX ET DE LA RECONCILIATION NATIONALE						
1.016 Administration Générale	117 351	6	4	2	12	14
TOTAL	117 351	6	4	2	**12**	**14**
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE						
1.032 Administration Générale	409 024	30	34	8	72	56
2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marché	789 481	81	124	75	280	103
2.084 Développement du secteur industriel	808 281	37	38	6	81	42
TOTAL	2 006 786	148	196	89	**433**	**201**
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE						
1.017 Administration Générale	8 221 619	157	119	29	305	210
2.041 Développement de l'Education de Base	156 579 971	2473	53816	1705	57 994	2113
2.042 Développement de l'Enseignement Secondaire Général	9 352 102	2816	3190	14	6 020	43
2.043 Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	15 764 944	2876	418	17	3 311	35
TOTAL	189 918 636	8322	57543	1765	**67 630**	**2401**
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE						
2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur	18 689 632	1871	357	114	2 342	148
2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	335 722	27	16	3	46	10
TOTAL	19 025 354	1898	373	117	**2 388**	**158**
510 MINISTERE DE LA CULTURE						
1.019 Administration Générale	604 507	56	48	15	119	114
2.047 Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	383 167	43	23	2	68	18
2.048 Promotion de l'Industrie Cinématographique	69 003	6	7	1	14	6
2.049 Promotion de la Création Artistique et Littéraire	831 568	81	90	7	178	58
TOTAL	1 888 245	186	168	25	**379**	**196**
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS						
1.020 Administration Générale	320 535	21	25	7	53	43
2.035 Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	813 387	79	86	13	178	74
2.052 Développement et Promotion des activités physiques et sportives	327 797	21	27	19	67	31
2.053 Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	304 390	38	13	3	54	13
TOTAL	1 766 109	159	151	42	**352**	**161**

20/09/2019

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires				Convention
		A	B	C	TOTAL	
1 BUDGET GENERAL						
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES						
1.021 Administration, Coordination et Décentralisation	4 044 415	166	120	23	309	166
2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	18 162 698	1722	5149	106	6 977	692
2.055 Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommableset Accessibilité financière aux soins de sar	40 139	5	1	0	6	2
2.057 Soins Hospitaliers et Recherche	11 494 307	1224	874	55	2 153	316
2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	602 317	67	30	7	104	58
2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	1 537 808	208	137	9	354	139
TOTAL	35 881 684	3392	6311	200	**9 903**	**1373**
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA						
2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	106 271	12	9	0	21	18
TOTAL	106 271	12	9	0	**21**	**18**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE						
1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	700 575	31	36	7	74	42
2.059 Promotion de la Femme	541 783	69	55	10	134	37
2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille	265 219	31	22	4	57	25
TOTAL	1 507 577	131	113	21	**265**	**104**
660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE						
1.023 Administration Générale	1 253 870	50	37	10	97	65
2.063 Lutte Contre la Pauvreté	4 979	1	0	0	1	0
TOTAL	1 258 849	51	37	10	**98**	**65**
700 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT						
1.024 Administration Générale	473 659	38	59	19	116	71
2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	1 118 341	93	146	23	262	145
TOTAL	1 592 000	131	205	42	**378**	**216**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE						
1.025 Administration Générale	354 967	33	22	5	60	53
2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations	801 327	94	70	48	212	93
2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	120 055	17	5	2	24	8
2.071 Protection et Conservation de la Nature	2 092 274	170	287	295	752	181
2.072 Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	99 629	15	6	0	21	6
TOTAL	3 468 252	329	390	350	**1 069**	**341**

20/09/2019

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires				Convention
		A	B	C	TOTAL	
1 BUDGET GENERAL						
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU						
1.026 Administration Générale	318 851	21	23	6	50	40
2.073 Développement des Ressources Energétiques	620 974	67	56	26	149	49
2.074 Développement des Ressources en Eau	978 523	96	123	18	237	199
TOTAL	1 918 348	184	202	50	**436**	**288**
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE						
1.027 Administration Générale	274 631	31	18	3	52	39
2.075 Développement des ressources minérales	532 510	75	68	18	161	31
TOTAL	807 141	106	86	21	**213**	**70**
730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION						
1.028 Administration Générale	199 682	18	17	6	41	32
2.076 Medias et Communication Publics	1 122 551	115	140	21	276	33
TOTAL	1 322 233	133	157	27	**317**	**65**
731 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA PROSPECTIVE						
2.077 Poste et Nouvelles Technologies	583 871	31	10	2	43	39
TOTAL	583 871	31	10	2	**43**	**39**
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION						
2.096 Régulation de la Communication	694 710	1	0	0	1	13
TOTAL	694 710	1	0	0	**1**	**13**
740 MINISTERE DES DOMAINES ET DES AFFAIRES FONCIERES						
1.029 Administration Générale	773 254	45	53	16	114	108
2.078 Gestion Cadastrale et Foncière	1 059 121	120	141	55	316	169
TOTAL	1 832 375	165	194	71	**430**	**277**
745 MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT SOCIAL						
2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	1 021 440	49	195	81	325	146
TOTAL	1 021 440	49	195	81	**325**	**146**
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION						
1.031 Administration Générale et Contrôle	108 748	12	16	1	29	14
2.080 Population	111 945	12	6	5	23	7
2.081 Aménagement du Territoire	91 921	16	14	5	35	11
2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	239 683	17	11	1	29	0
TOTAL	552 297	57	47	12	**116**	**32**

20/09/2019

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires				Convention
		A	B	C	TOTAL	
1 BUDGET GENERAL						
770 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE						
1.042 Administration Générale	82 500	1	3	0	4	8
2.066 Développement et sécurisation des transports	838 359	41	107	57	205	96
TOTAL	920 859	42	110	57	**209**	**104**
812 MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENT PRIVE, PME & ENTREPRENARIAT NATIONAL						
1.033 Administration Générale	209 971	14	11	3	28	15
2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance	38 406	5	1	1	7	8
TOTAL	248 377	19	12	4	**35**	**23**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE						
1.034 Administration Générale	1 481 326	121	68	99	288	301
2.087 Appui au Monde Rural	3 999 253	291	508	483	1 282	239
2.088 Aménagement et Equipement Rural	2 013 945	208	228	218	654	235
2.089 Recherche et Formation	3 214 531	115	58	59	232	86
TOTAL	10 709 055	735	862	859	**2 456**	**861**
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE						
1.037 Administration Générale	94 162	6	3	5	14	10
2.090 Développement des Productions et Industries Animales	1 042 874	83	108	133	324	70
2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	707 421	52	79	127	258	63
2.092 Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire	1 917 847	134	182	160	476	68
TOTAL	3 762 304	275	372	425	**1 072**	**211**
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE						
2.093 Sécurité Alimentaire	221 798	12	7	2	21	25
TOTAL	221 798	12	7	2	**21**	**25**
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME						
1.040 Administration Générale	153 849	13	7	2	22	16
2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat	296 306	25	10	4	39	116
2.051 Promotion du Secteur du Tourisme	128 327	17	12	1	30	12
TOTAL	578 482	55	29	7	**91**	**144**
TOTAL	389 917 146	21 006	71 944	7 277	100 227	12 881
2 BUDGETS ANNEXES						
770 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE						
4.001 Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports	1 914 000	35	34	5	74	117
TOTAL	1 914 000	35	34	5	**74**	**117**

20/09/2019

PLAFOND D'EMPLOI PAR SECTION ET PROGRAMME

Type Budget / Section Type et N° Programme	Crédits de paiement	Fonctionnaires				Convention
		A	B	C	TOTAL	
2 BUDGETS ANNEXES						
TOTAL	1 914 000	35	34	5	74	117
TOTAL GENERAL	391 831 146	21 041	71 978	7 282	100 301	12 998

ETAT C

REPARTITION DES CREDITS DU BUDGET GENERAL PAR DOTATION ET PROGRAMME

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme ou Dotation	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
110 ASSEMBLEE NATIONALE			
0.001 Assemblée Nationale	1 507 529	15 808 465	15 818 466
TOTAL	**1 507 529**	**15 808 465**	**15 818 466**
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE			
1.001 Formulation et coordination de l'action présidentielle	650 000	6 706 281	6 928 781
1.002 Administration générale	0	6 735 983	6 074 267
2.001 Sécurité et défense	5 127	655 746	1 127 463
TOTAL	**655 127**	**14 098 010**	**14 130 511**
130 PRIMATURE			
1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale	0	6 026 321	5 931 321
1.004 Administration générale et contrôle	846 875	3 542 547	5 457 383
2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés	100 000	495 750	455 750
TOTAL	**946 875**	**10 064 618**	**11 844 454**
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS			
2.003 Participation à la gestion des élections	14 363	503 062	534 263
TOTAL	**14 363**	**503 062**	**534 263**
140 COUR CONSTITUTIONNELLE			
2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle	30 000	842 350	942 350
TOTAL	**30 000**	**842 350**	**942 350**
150 COUR SUPREME			
2.005 Cour Suprême	19 500	2 211 097	2 483 474
TOTAL	**19 500**	**2 211 097**	**2 483 474**
155 HAUTE COUR DE JUSTICE			
2.056 Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices	0	897 670	905 167
TOTAL	**0**	**897 670**	**905 167**
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL			
2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques publiques	155 763	1 155 263	1 194 895
TOTAL	**155 763**	**1 155 263**	**1 194 895**
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
2.007 Représentation et Promotion des Collectivités	77 899	1 932 313	1 613 568
TOTAL	**77 899**	**1 932 313**	**1 613 568**
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE			
1.006 Administration Générale	10 852 300	39 086 433	42 109 086
2.008 Politique Exterieure et Coopération Internationale	0	1 854 048	1 889 151
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	0	105 721	114 657
TOTAL	**10 852 300**	**41 046 202**	**44 112 894**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme ou Dotation		Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
185	**MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR**			
1.007	Administration Générale	50 000	854 624	919 001
2.010	Intégration Africaine		374 575	
2.011	Gestion des Maliens de l'Extérieur	370 000	728 886	859 279
TOTAL		**420 000**	**1 958 085**	**1 778 280**
186	**MINISTERE DE L'INTEGRATION AFRICAINE**			
1.045	Administration Générale	40 000		310 000
2.010	Intégration Africaine	0		408 008
TOTAL		**40 000**		**718 008**
190	**BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL**			
2.012	Bureau du Vérificateur Général	170 000	3 447 841	3 776 843
TOTAL		**170 000**	**3 447 841**	**3 776 843**
192	**MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE**			
2.013	Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	28 500	1 004 978	1 048 868
TOTAL		**28 500**	**1 004 978**	**1 048 868**
195	**COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT**			
2.014	Egal accès aux medias d'Etat	15 000	143 660	143 657
TOTAL		**15 000**	**143 660**	**143 657**
210	**MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS**			
1.008	Administration Générale	56 647 743	240 053 791	252 272 647
2.015	Gestion des Opérations Militaires	25 072 332	37 189 218	37 189 229
2.016	Inspection des Armées	21 000	324 406	324 407
2.017	Formation	45 350	770 673	770 677
2.018	Gestion des Transmissions	80 402	366 267	366 276
TOTAL		**81 866 827**	**278 704 355**	**290 923 236**
220	**MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME**			
1.009	Administration Générale, Coordination et Contrôle	1 159 540	6 312 205	6 976 638
2.019	Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	4 544 481	9 468 135	15 200 654
2.020	Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	330 476	9 582 090	7 822 708
TOTAL		**6 034 497**	**25 362 430**	**30 000 000**
223	**OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE**			
2.094	Lutte contre l'Enrichissement Illicite	200 000	1 601 682	1 901 682
TOTAL		**200 000**	**1 601 682**	**1 901 682**
226	**COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME**			
2.097	Protection et Promotion des Droits de l'Homme	47 500	617 150	721 550
TOTAL		**47 500**	**617 150**	**721 550**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme ou Dotation	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE			
1.010 Administration Générale	6 332 592	14 421 897	15 068 437
2.021 Ordre et Sécurité	8 327 296	61 818 691	66 532 195
2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	5 770 877	14 035 412	19 247 651
TOTAL	**20 430 765**	**90 276 000**	**100 848 283**
235 SECURITE D'ETAT			
0.002 Securite d'Etat	0	9 686 737	10 686 737
TOTAL	**0**	**9 686 737**	**10 686 737**
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
1.011 Administration Générale	21 461 500	37 365 644	44 237 937
2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	4 678 054	10 237 867	10 247 877
2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales	3 479 115	14 144 625	15 224 645
2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	795 725	6 604 370	6 838 391
2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	687 842	4 984 383	6 553 393
2.027 Gestion de la Dette Publique	435 000	785 974	895 474
2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	4 656 899	6 891 679	6 209 189
2.029 Gestion des Biens de l'Etat	4 120 000	4 359 110	4 489 110
TOTAL	**40 314 135**	**85 373 652**	**94 696 016**
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES			
2.044 Assistance au traitement à la gestion de l'information financière	100 000	936 925	1 186 925
TOTAL	**100 000**	**936 925**	**1 186 925**
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)			
2.068 Régulation de la commande publique	0	443 390	377 875
TOTAL	**0**	**443 390**	**377 875**
320 MINISTERE DU DIALOGUE SOCIAL, DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE			
1.012 Administration Générale	1 061 334	2 324 620	2 470 909
2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	186 200	921 564	799 064
2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail	26 307	701 840	746 851
TOTAL	**1 273 841**	**3 948 024**	**4 016 824**
323 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			
1.013 Administration Générale	1 021 881	2 089 215	2 319 505
2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	436 199	8 022 722	15 245 839
2.034 Formation Professionnelle	957 575	3 704 088	5 688 601
2.035 Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes		2 616 045	
2.067 Civisme, Volontariat et Citoyenneté		2 047 476	
TOTAL	**2 415 655**	**18 479 546**	**23 253 945**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme ou Dotation		Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
328	**MINISTERE DES REFORMES INSTITUTIONNELLES & DES RELATIONS AVEC LA SOCIETE CIVILE**			
1.044	Administration Générale et Contrôle	7 000	1 242 005	554 450
2.032	Reformes Administratives et Institutionnelles	285 000	530 729	565 729
TOTAL		**292 000**	**1 772 734**	**1 120 179**
330	**MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION**			
1.014	Administration Générale et Contrôle	75 000	3 830 792	3 966 792
2.036	Administration du Territoire	23 776 631	43 259 557	47 137 349
2.037	Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	300 000	526 067	523 567
2.038	Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	18 691 284	31 893 953	31 006 267
2.064	Développement Régional et Local	191 000	1 801 000	1 801 000
TOTAL		**43 033 915**	**81 311 369**	**84 434 975**
334	**AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**			
2.095	Protection des Données à Caractère personnel	252 505	873 797	1 008 139
TOTAL		**252 505**	**873 797**	**1 008 139**
340	**MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE**			
1.015	Administration Générale	48 108	859 658	959 659
2.039	Religion et Culte	47 500	160 239	160 239
TOTAL		**95 608**	**1 019 897**	**1 119 898**
341	**MINISTERE DE LA COHESION SOCIALE, DE LA PAIX ET DE LA RECONCILIATION NATIONALE**			
1.016	Administration Générale	0	927 263	1 054 363
2.040	Renforcement du Processus de Dialogue et de Réconciliation Nationale	0	2 193 018	2 258 809
TOTAL		**0**	**3 120 281**	**3 313 172**
380	**MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE**			
1.032	Administration Générale	178 000	1 220 424	1 529 536
2.083	Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	1 846 024	5 846 147	5 741 821
2.084	Développement du secteur industriel	938 301		3 037 001
TOTAL		**2 962 325**	**7 066 571**	**10 308 358**
400	**MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**			
1.005	Administration Générale	0	7 237 938	0
2.046	Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique		13 542 867	
TOTAL		**0**	**20 780 805**	**0**
410	**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**			
1.017	Administration Générale	1 173 575	37 292 703	37 682 997
2.041	Développement de l'Education de Base	3 801 966	176 830 894	185 430 084
2.042	Développement de l'Enseignement Secondaire Général	10 960 806	19 402 393	29 243 603
2.043	Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	24 245 668	53 736 625	57 959 234
2.045	Développement de l'Enseignement Supérieur		65 471 752	
TOTAL		**40 182 015**	**352 734 367**	**310 315 918**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme ou Dotation		Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
412	**MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**			
1.018	Administration Générale	30 000	0	7 585 999
2.045	Développement de l'Enseignement Supérieur	2 835 752	0	66 463 979
2.046	Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	190 000	0	760 824
TOTAL		**3 055 752**	**0**	**74 810 802**
510	**MINISTERE DE LA CULTURE**			
1.019	Administration Générale	84 500	2 241 514	2 721 514
2.047	Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	315 200	1 342 799	1 033 160
2.048	Promotion de l'Industrie Cinématographique	50 000	1 206 787	560 688
2.049	Promotion de la Création Artistique et Littéraire	1 468 812	3 937 838	3 931 639
TOTAL		**1 918 512**	**8 728 938**	**8 247 001**
520	**MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**			
1.020	Administration Générale	9 987	4 522 685	4 169 068
2.035	Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	43 287		2 191 061
2.052	Développement et Promotion des activités physiques et sportives	912 583	2 057 540	2 214 450
2.053	Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	12 307	665 391	1 304 054
2.067	Civisme, Volontariat et Citoyenneté	116 000		2 046 977
TOTAL		**1 094 164**	**7 245 616**	**11 925 610**
610	**MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES**			
1.021	Administration, Coordination et Décentralisation	5 042 829	23 177 782	23 553 264
2.054	Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	4 453 081	34 741 675	32 160 174
2.055	Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommableset Accessibilité financière aux soins de santé	6 412	3 530 752	7 823 605
2.057	Soins Hospitaliers et Recherche	20 089 088	41 802 627	47 071 276
2.061	Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	76 000		2 274 726
2.062	Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	308 773		12 691 081
TOTAL		**29 976 183**	**103 252 836**	**125 574 126**
614	**HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA**			
2.058	Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	0	2 437 364	2 437 364
TOTAL		**0**	**2 437 364**	**2 437 364**
640	**MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE**			
1.022	Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	49 282	2 092 320	2 262 325
2.059	Promotion de la Femme	1 323 714	1 908 668	2 322 692
2.060	Promotion de l'Enfant et de la Famille	528 358	1 284 333	1 269 334
TOTAL		**1 901 354**	**5 285 321**	**5 854 351**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme ou Dotation		Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
660	**MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE**			
1.023	Administration Générale	84 368	4 168 010	4 480 232
2.061	Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion		2 466 582	
2.062	Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire		11 954 510	
2.063	Lutte Contre la Pauvreté	562 750	1 141 028	4 434 528
TOTAL		**647 118**	**19 730 130**	**8 914 760**
700	**MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT**			
1.024	Administration Générale	670 500	2 258 627	2 210 162
2.065	Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	226 049 046	111 977 402	149 683 597
TOTAL		**226 719 546**	**114 236 029**	**151 893 759**
714	**MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**			
1.025	Administration Générale	270 000	1 453 573	1 476 573
2.069	Amélioration du Cadre de Vie des Populations	4 382 587	5 255 231	4 233 741
2.070	Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	2 700 000	3 740 402	4 759 902
2.071	Protection et Conservation de la Nature	2 240 632	8 134 608	12 227 368
2.072	Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	810 000	3 102 488	1 200 611
TOTAL		**10 403 219**	**21 686 302**	**23 898 195**
720	**MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU**			
1.026	Administration Générale	250 000	76 391 018	31 368 518
2.073	Développement des Ressources Energétiques	26 822 023	32 519 499	50 132 561
2.074	Développement des Ressources en Eau	4 398 580	78 786 292	78 433 326
TOTAL		**31 470 603**	**187 696 809**	**159 934 405**
726	**MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE**			
1.027	Administration Générale	88 000	1 651 619	1 750 316
2.075	Développement des ressources minérales	2 402 700	2 600 303	4 129 329
TOTAL		**2 490 700**	**4 251 922**	**5 879 645**
730	**MINISTERE DE LA COMMUNICATION**			
1.028	Administration Générale	7 500	1 072 467	948 950
2.076	Medias et Communication Publics	2 683 500	7 620 275	7 698 367
2.077	Poste et Nouvelles Technologies		2 355 724	
TOTAL		**2 691 000**	**11 048 466**	**8 647 317**
731	**MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA PROSPECTIVE**			
1.046	Administration Générale	40 000		280 000
2.077	Poste et Nouvelles Technologies	230 000		2 416 027
TOTAL		**270 000**		**2 696 027**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme ou Dotation		Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
732	**HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION**			
2.096	Régulation de la Communication	250 000	1 546 106	1 546 106
TOTAL		**250 000**	**1 546 106**	**1 546 106**
740	**MINISTERE DES DOMAINES ET DES AFFAIRES FONCIERES**			
1.029	Administration Générale	2 527 300	4 198 970	4 435 954
2.078	Gestion Cadastrale et Foncière	1 026 000	3 222 346	3 953 346
2.079	Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires		8 582 525	
TOTAL		**3 553 300**	**16 003 841**	**8 389 300**
745	**MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT SOCIAL**			
1.030	Administration Générale	40 000		510 517
2.079	Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	5 642 939		7 017 535
TOTAL		**5 682 939**		**7 528 052**
750	**MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION**			
1.031	Administration Générale et Contrôle	80 000	3 799 371	3 744 900
2.080	Population	325 000	5 499 785	2 632 545
2.081	Aménagement du Territoire	420 000	553 548	555 921
2.082	Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	2 765 071	3 502 560	4 505 302
TOTAL		**3 590 071**	**13 355 264**	**11 438 668**
770	**MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE**			
1.042	Administration Générale	0	511 760	567 976
2.066	Développement et sécurisation des transports	2 338 616	4 886 480	4 900 351
TOTAL		**2 338 616**	**5 398 240**	**5 468 327**
812	**MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENT PRIVE, PME & ENTREPRENARIAT NATIONAL**			
1.033	Administration Générale	0	1 348 500	959 828
2.084	Développement du secteur industriel		1 830 426	
2.085	Appui au développement du secteur privé	450 000	1 554 796	960 066
2.086	Promotion et Développement de la Micro-finance	52 500	176 659	181 659
TOTAL		**502 500**	**4 910 381**	**2 101 553**
820	**MINISTERE DE L'AGRICULTURE**			
1.034	Administration Générale	6 243 742	36 373 419	43 717 766
2.087	Appui au Monde Rural	7 433 716	24 832 682	33 024 830
2.088	Aménagement et Equipement Rural	14 143 394	43 452 719	60 508 966
2.089	Recherche et Formation	743 500	4 538 697	11 647 152
TOTAL		**28 564 352**	**109 197 517**	**148 898 714**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Repartition des crédits du budget général par dotation et programme

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme ou Dotation		Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
822	**MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE**			
1.037	Administration Générale	750 000	12 800 936	26 773 536
2.090	Développement des Productions et Industries Animales	4 463 075	5 722 299	6 962 327
2.091	Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	1 387 749	4 216 393	3 574 403
2.092	Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire	797 929	2 314 064	3 286 484
TOTAL		**7 398 753**	**25 053 692**	**40 596 750**
850	**COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE**			
2.093	Sécurité Alimentaire	1 600 011	7 752 828	10 797 726
TOTAL		**1 600 011**	**7 752 828**	**10 797 726**
860	**MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME**			
1.040	Administration Générale	50 000	760 793	788 088
2.050	Promotion du Secteur de l'Artisanat	1 622 146	2 323 122	2 405 980
2.051	Promotion du Secteur du Tourisme	15 736	459 506	455 394
TOTAL		**1 687 882**	**3 543 421**	**3 649 462**
990	**CHARGES COMMUNES**			
0.003	Provisions pour imprévus	212 632 395	408 514 729	449 517 700
0.004	Dette	0	101 056 000	120 423 000
TOTAL		**212 632 395**	**509 570 729**	**569 940 700**
TOTAL DU BUDGET GENERAL		**834 873 414**	**2 261 155 078**	**2 472 348 130**

ETAT D

REPARTITION DES CREDITS DES BUDGETS ANNEXES PAR PROGRAMME

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Repartition des crédits des budgets annexes par programme

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme Chapitre / Nature		Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
770	**MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE**			
4.001	**Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports**			
40-2-2013-0021-001-002686	**ENTREPOTS MALIEN AU SENEGAL (E. MA. SE.)**			
	Personnel	0	455 000	560 000
	Biens et services	0	616 417	1 021 000
	Transferts et subventions	0	728 000	555 000
	Investissement	1 227 517	1 210 000	1 227 517
Total		**1 227 517**	**3 009 417**	**3 363 517**
40-2-2013-0021-002-002384	**ENTREPOTS MALIEN EN COTE D'IVOIRE (E.MA.C.I.)**			
	Personnel	0	432 000	427 000
	Biens et services	0	767 000	574 000
	Transferts et subventions	0	95 000	105 000
	Investissement	445 000	565 000	445 000
Total		**445 000**	**1 859 000**	**1 551 000**
40-2-2013-0021-003-002288	**ENTREPOTS MALIENS AU GHANA (EMAGHA)**			
	Personnel	0	251 000	284 000
	Biens et services	0	274 500	272 500
	Investissement	87 000	127 000	87 000
Total		**87 000**	**652 500**	**643 500**
40-2-2013-0021-004-002768	**ENTREPOTS MALIENS AU TOGO (EMATO)**			
	Personnel	0	271 000	315 500
	Biens et services	0	251 900	256 500
	Investissement	70 838	99 938	70 838
Total		**70 838**	**622 838**	**642 838**
40-2-2013-0021-005-002324	**ENTREPOTS MALIENS EN GUINEE (EMAGUI)**			
	Personnel	0	260 000	265 000
	Biens et services	0	243 900	350 150
	Investissement	85 000	145 000	85 000
Total		**85 000**	**648 900**	**700 150**
40-2-2013-0021-006-002478	**ENTREPOTS MALIENS EN MAURITANIE (EMAMAU)**			
	Personnel	0	233 000	238 000
	Biens et services	0	237 323	257 323
	Investissement	105 000	340 000	105 000
Total		**105 000**	**810 323**	**600 323**
40-2-2013-0021-008-002204	**ENTREPOTS MALIENS AU BENIN (E.MA.BE)**			
	Personnel	0	102 000	125 000
	Biens et services	0	80 000	122 500
	Transferts et subventions	0	0	0
	Investissement	61 000	73 000	61 000
Total		**61 000**	**255 000**	**308 500**
Total		**2 081 355**	**7 857 978**	**7 809 828**
Total		**2 081 355**	**7 857 978**	**7 809 828**
TOTAL DES BUDGETS ANNEXES		**2 081 355**	**7 857 978**	**7 809 828**

ETAT E

REPARTITION DES CREDITS DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR PAR PROGRAMME

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020
Repartition des crédits des comptes spéciaux du trésor par programme

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Section / Programme	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
3.001 Remboursement des Crédits TVA	0	64 690 692	69 900 000
3.009 Fonds pour le Développement Durable	40 000 000	40 000 000	40 000 000
3.012 Garanties		0	
Total	**40 000 000**	**104 690 692**	**109 900 000**
400 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
3.002 Financement de la Recherche et de l'innovation technologique		2 616 620	
Total		**2 616 620**	
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
3.002 Financement de la Recherche et de l'innovation technologique	2 363 200	0	2 363 200
Total	**2 363 200**	**0**	**2 363 200**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE			
3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	0	500 000	600 000
Total	**0**	**500 000**	**600 000**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
3.004 Appui à l'aménagement et à la protection de la faune	475 000	278 750	500 000
3.005 Appui à l'aménagement et à la protection des forêts	1 260 000	1 021 250	1 800 000
Total	**1 735 000**	**1 300 000**	**2 300 000**
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE			
3.007 Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières	0	350 000	350 000
3.010 Programme de développement des ressources minérales (PDRM)	5 000	605 000	230 000
3.011 Fonds d'appui pour la promotion de la recherche pétrolière (FAPRP)	133 000	685 000	685 000
Total	**138 000**	**1 640 000**	**1 265 000**
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION			
3.008 Appui au développement de la statistique	2 981 400	2 981 400	2 981 400
Total	**2 981 400**	**2 981 400**	**2 981 400**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
3.006 Appui au financement de l'Agriculture	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Total	**5 000 000**	**5 000 000**	**5 000 000**
TOTAL DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	**52 217 600**	**118 728 712**	**124 409 600**

ETAT F

CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT AUX ETABLISSEMENTS PUBLICS ET AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES

Ressources des Etablissements Publics et Ressources Transférées aux Collectivités Territoriales

I. RESSOURCES DES ETABLISSEMENTS PUBLICS

Section comptable	DESIGNATION	(En FCFA) 2019	2020
133	AGENCE DE DEVELOPPEMENT DU NORD MALI (ADN)		
	Budget d'Etat	723 917 000	699 035 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**723 917 000**	**699 035 000**
222	INSTITUT NATIONAL DE FORMATION JUDICIAIRE (INFJ)		
	Budget d'Etat	1 409 011 000	1 150 101 000
	Ressources Propres	16 000 000	5 000 000
	Appui Autres Partenaires		0
	Total	**1 425 011 000**	**1 155 101 000**
313	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE KAYES		
	Budget d'Etat	194 000 000	189 000 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**194 000 000**	**189 000 000**
314	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE KOULIKORO		
	Budget d'Etat	194 000 000	189 000 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**194 000 000**	**189 000 000**
315	OFFICE NATIONAL DES PRODUITS PETROLIERS (ONAP)		
	Budget d'Etat	1 471 673 000	1 241 505 000
	Ressources Propres	907 410 561	999 715 397
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**2 379 083 561**	**2 241 220 397**
316	INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE (INSTAT)		
	Budget d'Etat	**2 840 130 000**	**2 964 754 000**
	Ressources Propres	7 500 000	7 300 000
	Appui Autres Partenaires	0	6 225 000 000
	Total	**2 847 630 000**	**9 197 054 000**
317	CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)		
	Budget d'Etat	902 150 000	850 292 000
	Ressources Propres	747 500 000	750 500 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**1 649 650 000**	**1 600 792 000**
318	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE SIKASSO		
	Budget d'Etat	194 000 000	189 000 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**194 000 000**	**189 000 000**
319	AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE SEGOU		
	Budget d'Etat	194 000 000	189 000 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**194 000 000**	**189 000 000**

321	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE TAOUDENIT**		
	Budget d'Etat	50 000 000	50 000 000
	Ressources Propres	**0**	**0**
	Appui Autres Partenaires	**0**	**0**
	Total	**50 000 000**	**50 000 000**
322	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE MENAKA**		
	Budget d'Etat	50 000 000	50 000 000
	Ressources Propres	**0**	**0**
	Appui Autres Partenaires	**0**	**0**
	Total	**50 000 000**	**50 000 000**
324	**FONDS D'APPUI FORMATION PROFESS ET APPRENTIS (FAFPA)**		
	Budget d'Etat	85 201 000	2 072 000 000
	Ressources Propres	6 292 350 000	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**6 377 551 000**	**2 072 000 000**
325	**AGENCE PROMOT. EMPLOI DES JEUNES (APEJ)**		
	Budget d'Etat	597 082 000	3 135 079 000
	Ressources Propres	6 422 700 000	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**7 019 782 000**	**3 135 079 000**
326	**INSTITUT NATIONAL D'INGENIERIE FORMAT PROFESS**		
	Budget d'Etat	216 253 000	208 584 000
	Ressources Propres	235 450 000	171 828 936
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**451 703 000**	**380 412 936**
327	**OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION**		
	Budget d'Etat	161 535 000	508 055 000
	Ressources Propres	150 000 000	150 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**311 535 000**	**658 055 000**
329	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE MOPTI**		
	Budget d'Etat	194 000 000	189 000 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**194 000 000**	**189 000 000**
331	**AGENCE NAT D'INVEST COLLECT TERRITORIALES (ANICT)**		
	Budget d'Etat	20 000 827 000	1 442 561 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**20 000 827 000**	**1 442 561 000**
332	**MAISON DU HADJ (MH)**		
	Budget d'Etat	22 410 000	21 289 000
	Ressources Propres	242 272 000	414 853 885
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total :	**264 682 000**	**436 142 885**
333	**CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (CFCT)**		
	Budget d'Etat	314 135 000	445 722 000
	Ressources Propres	0	63 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**314 135 000**	**508 722 000**

336	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE TOMBOUCTOU**		
	Budget d'Etat	194 000 000	189 000 000
	Ressources Propres	8 000 000	8 500 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**202 000 000**	**197 500 000**
337	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE GAO**		
	Budget d'Etat	194 000 000	189 000 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**194 000 000**	**189 000 000**
338	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DE KIDAL**		
	Budget d'Etat	194 000 000	189 000 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**194 000 000**	**189 000 000**
339	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT REGIONAL DU DISTRICT DE BAMAKO**		
	Budget d'Etat	194 000 000	189 000 000
	Ressources Propres	22 000 000	23 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**216 000 000**	**212 000 000**
342	**OBSERVATOIRE NATIONAL DU DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE**		
	Budget d'Etat		**100 000 000**
	Ressources Propres		**0**
	Appui Autres Partenaires		**0**
	Total		**100 000 000**
385	**AGENCE MALIENNE DE METROLOGIE**		
	Budget d'Etat	151 328 000	378 328 000
	Ressources Propres	197 200 000	316 620 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**348 528 000**	**694 948 000**
411	**ECOLE NORMALE SUPERIEURE (ENSUP)**		
	Budget d'Etat	1 802 309 000	1 858 741 000
	Ressources Propres	213 726 564	328 296 759
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**2 016 035 564**	**2 187 037 759**
413	**ECOLE NATIONALE D'INGENIEURS (ENI-ABT)**		
	Budget d'Etat	2 042 248 000	2 054 098 000
	Ressources Propres	332 624 000	310 300 000
	Appui Autres Partenaires	400 000 000	400 000 000
	Total	**2 774 872 000**	**2 764 398 000**
414	**INSTITUT POLYTECH. RURAL. FORM. RECH. APPL.KATIBOUGOU**		
	Budget d'Etat	2 438 295 000	2 413 378 000
	Ressources Propres	132 000 000	202 500 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**2 570 295 000**	**2 615 878 000**
415	**INSTITUT ZAYED DES SCIENCES ECONOMIQUES & JURIDIQUES DE BKO**		
	Budget d'Etat	202 000 000	222 000 000
	Ressources Propres	**0**	**0**
	Appui Autres Partenaires	**0**	**0**
	Total	**202 000 000**	**222 000 000**

416	CENTRE DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES (CENOU)		
	Budget d'Etat	22 606 840 000	21 608 381 000
	Ressources Propres	1 037 800 612	870 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**23 644 640 612**	**22 478 381 000**
417	CENTRE NAT DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECH (CNRST)		
	Budget d'Etat	253 735 000	248 438 000
	Ressources Propres	6 700 000	20 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**260 435 000**	**268 438 000**
418	ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION (ENA)		
	Budget d'Etat	690 270 000	675 991 000
	Ressources Propres		2 060 000
	Appui Autres Partenaires		0
	Total	**690 270 000**	**678 051 000**
419	AGENCE D'ASSURANCE QUALITE POUR L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR		
	Budget d'Etat	142 000 000	159 900 000
	Ressources Propres	**0**	**0**
	Appui Autres Partenaires	**0**	**0**
	Total	**142 000 000**	**159 900 000**
420	ECOLE NORMALE D'ENSEIG TECHN PROFESS (ENETP)		
	Budget d'Etat	899 518 000	1 152 004 000
	Ressources Propres	85 695 000	65 273 418
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**985 213 000**	**1 217 277 418**
422	UNIVERSITE DE SEGOU (US)		
	Budget d'Etat	3 058 469 000	2 991 235 000
	Ressources Propres	182 000 000	202 568 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**3 240 469 000**	**3 193 803 000**
424	UNIVERSITE DES LETTRES ET DES SCIENCES HUMAINES (ULSH)		
	Budget d'Etat	4 229 524 000	4 223 710 000
	Ressources Propres	296 730 255	302 699 890
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**4 526 254 255**	**4 526 409 890**
425	INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES (ISH)		
	Budget d'Etat	348 262 000	512 386 000
	Ressources Propres	60 000 000	50 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**408 262 000**	**562 386 000**
426	UNIVERSITE DES SCIENCES, DES TECHNIQUES ET DES TECHNOLOGIES		
	Budget d'Etat	7 768 156 000	7 710 296 000
	Ressources Propres	963 109 273	1 023 665 213
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**8 731 265 273**	**8 733 961 213**
428	CENTRE NAT RESS EDUC NON FORMELLE (CNR-ENF)		
	Budget d'Etat	229 939 000	961 333 000
	Ressources Propres	39 500 000	25 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**269 439 000**	**986 333 000**

429	**UNIVERSITE DES SCIENCES SOCIALES ET DE GESTION (USSG)**		
	Budget d'Etat	5 581 626 000	5 437 978 000
	Ressources Propres	995 000 000	964 319 200
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**6 576 626 000**	**6 402 297 200**
430	**INST. HAUTES ETUDES RECH. ISLAM. AHAMED BABA (IHER-IAB)**		
	Budget d'Etat	415 567 000	440 428 000
	Ressources Propres	4 246 443	4 625 829
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**419 813 443**	**445 053 829**
431	**UNIVERSITE DES SCIENCES JURIDIQUES ET POLITIQUES DE BAMAKO**		
	Budget d'Etat	6 338 725 000	6 013 367 000
	Ressources Propres	258 189 583	187 085 178
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**6 596 914 583**	**6 200 452 178**
432	**ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES**		
	Budget d'Etat	500 633 000	614 896 000
	Ressources Propres	20 865 500	21 500 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**521 498 500**	**636 396 000**
433	**ECOLE SUP. JOURNALISME & SCIENCES COM.**		
	Budget d'Etat	491 600 000	401 925 000
	Ressources Propres	27 000 000	39 610 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**518 600 000**	**441 535 000**
434	**CENTRE FORMATION ET PERFECTIONNEMENT STATISTIQUE**		
	Budget d'Etat	726 312 000	1 245 548 000
	Ressources Propres	21 950 000	56 736 000
	Appui Autres Partenaires	0	158 840 000
	Total	**748 262 000**	**1 461 124 000**
435	**INSTITUT DE PEDAGOGIE UNIVERSITAIRE**		
	Budget d'Etat		736 000 000
	Ressources Propres		**0**
	Appui Autres Partenaires		**0**
	Total		**736 000 000**
436	**CENTRE D'ETUDES & RENFORCEMENT CAPACITES ANALYSE & PLAIDOYER**		
	Budget d'Etat		200 000 000
	Ressources Propres		**0**
	Appui Autres Partenaires		**0**
	Total		**200 000 000**
511	**CENTRE INTERNATIONAL DE CONFERENCE DE BAMAKO (CICB)**		
	Budget d'Etat	339 295 000	306 295 000
	Ressources Propres	949 000 000	1 091 350 000
	Appui Autres Partenaires		0
	Total	**1 288 295 000**	**1 397 645 000**
512	**MUSEE NATIONAL (MNM)**		
	Budget d'Etat	632 570 000	328 078 000
	Ressources Propres	48 515 500	40 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**681 085 500**	**368 078 000**

513	**FONDS D'APPUI A L'INDUSTRIE CINEMATOGRAPHIQUE**		
	Budget d'Etat	150 000 000	200 500 000
	Ressources Propres	**0**	**0**
	Appui Autres Partenaires	**0**	**0**
	Total	**150 000 000**	**200 500 000**
514	**PALAIS DE LA CULTURE AMADOU HAMPATE BA**		
	Budget d'Etat	716 319 000	692 639 000
	Ressources Propres	177 530 000	166 230 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**893 849 000**	**858 869 000**
516	**BUREAU MALIEN DU DROIT D'AUTEUR (BUMDA)**		
	Budget d'Etat	138 751 000	134 910 000
	Ressources Propres	500 000 000	550 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**638 751 000**	**684 910 000**
517	**CENTRE NAT. CINEMATOGRAPHIE DU MALI (CNCM)**		
	Budget d'Etat	1 102 730 000	360 188 000
	Ressources Propres	0	85 545 600
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**1 102 730 000**	**445 733 600**
518	**CONSERV.ARTS METIERS MULTI.BALLA FASSEKE K. (CAMMBK)**		
	Budget d'Etat	1 090 105 000	1 094 504 000
	Ressources Propres	41 000 000	54 070 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**1 131 105 000**	**1 148 574 000**
519	**MAISON AFRICAINE DE LA PHOTOGRAPHIE (MAP)**		
	Budget d'Etat	83 284 000	88 692 000
	Ressources Propres	5 000 000	5 500 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**88 284 000**	**94 192 000**
522	**CENTRE NATIONAL DE LA PROMOTION DU VOLONTARIAT (CNPVM)**		
	Budget d'Etat	282 560 000	212 204 000
	Ressources Propres	0	40 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**282 560 000**	
523	**INSTITUT NATIONAL JEUNESSE ET SPORTS (INJS)**		
	Budget d'Etat	582 075 000	578 662 000
	Ressources Propres	8 150 000	12 477 500
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**590 225 000**	**591 139 500**
524	**SERVICE NATIONAL DES JEUNES (SNJ)**		
	Budget d'Etat		1 768 773 000
	Ressources Propres		**5 000 000**
	Appui Autres Partenaires		**0**
	Total		**1 773 773 000**
611	**CENTRE DE MEDECINE DU SPORT**		
	Budget d'Etat		100 000 000
	Ressources Propres		**0**
	Appui Autres Partenaires		**0**
	Total		**100 000 000**

613	**AGENCE NAT. SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS (ANSSA)**		
	Budget d'Etat	463 078 000	452 521 000
	Ressources Propres	35 000 000	106 450 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**498 078 000**	**558 971 000**
615	**HOPITAL GABRIEL TOURE**		
	Budget d'Etat	3 324 946 000	3 151 119 000
	Ressources Propres		
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**3 324 946 000**	**3 151 119 000**
616	**HOPITAL DU MALI**		
	Budget d'Etat	4 767 298 000	4 332 181 000
	Ressources Propres	1 393 592 938	1 292 700 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**6 160 890 938**	**5 624 881 000**
617	**HOPITAL DU POINT G**		
	Budget d'Etat	4 916 930 000	5 107 086 000
	Ressources Propres	989 319 598	1 028 119 598
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**5 906 249 598**	**6 135 205 598**
618	**AGENCE NATIONALE TELESANTE INFORM. MEDICALE (ANTIM)**		
	Budget d'Etat	1 234 041 000	1 318 622 000
	Ressources Propres	75 000 000	85 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**1 309 041 000**	**1 403 622 000**
619	**HOPITAL DE KATI**		
	Budget d'Etat	1 393 301 000	1 345 482 000
	Ressources Propres	0	594 002 466
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**1 393 301 000**	**1 939 484 466**
620	**CENTRE RECHERCH. LUTTE CONTRE DR NOCYTOSE (CRLD)**		
	Budget d'Etat	837 309 000	1 056 063 000
	Ressources Propres	82 750 000	133 426 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**920 059 000**	**1 189 489 000**
621	**INSTITUT NATIONAL DE RECH. EN SANTE PUBLIQUE (INRSP)**		
	Budget d'Etat	1 573 393 000	1 621 377 000
	Ressources Propres	196 053 000	626 351 964
	Appui Autres Partenaires	228 000 000	0
	Total	**1 997 446 000**	**2 247 728 964**
622	**CENTRE RECH. ETUDES ET DOCUMENTAT POUR SURVIE ENFANT (CREDOS)**		
	Budget d'Etat	405 258 000	474 406 000
	Ressources Propres	3 000 000	3 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**408 258 000**	**477 406 000**
623	**CENTRE D'ODONTO STOMATOLOGIE (CNOS)**		
	Budget d'Etat	1 137 131 000	1 044 227 000
	Ressources Propres	303 000 000	390 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**1 440 131 000**	**1 434 227 000**

625	**LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE (LNS)**		
	Budget d'Etat	818 967 000	782 675 000
	Ressources Propres		125 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**818 967 000**	**907 675 000**
627	**CENTRE NAT. DE TRANSFUSION SANGUINE (CNTS)**		
	Budget d'Etat	786 724 000	834 407 000
	Ressources Propres	46 823 251	63 651 747
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**833 547 251**	**898 058 747**
629	**CENTRE NAT. APPUI LUTTE CONTRE MALADIE (CNAM)**		
	Budget d'Etat	1 174 711 000	1 333 057 000
	Ressources Propres	200 000 000	177 000 000
	Appui Autres Partenaires		0
	Total	**1 374 711 000**	**1 510 057 000**
630	**AGENCE NATIONALE D'EVALUATION DES HOPITAUX (ANEH)**		
	Budget d'Etat	299 460 000	298 105 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	6 000 000	0
	Total	**305 460 000**	**298 105 000**
631	**INSTITUT NAT. FORMAT° SCIENCE DE LA SANTE (INFSS)**		
	Budget d'Etat	1 685 223 000	1 691 095 000
	Ressources Propres	288 000 000	380 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**1 973 223 000**	**2 071 095 000**
632	**INST. OPHTALMOLOG. TROPICALE D'AFRIQUE (IOTA)**		
	Budget d'Etat	1 094 970 000	1 026 092 000
	Ressources Propres	550 707 400	747 573 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**1 645 677 400**	**1 773 665 000**
633	**HOPITAL FOUSSEYNI DAOU DE KAYES**		
	Budget d'Etat	740 452 000	1 170 596 000
	Ressources Propres	691 250 000	691 109 653
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**1 431 702 000**	**1 861 705 653**
634	**HOPITAL DE SIKASSO**		
	Budget d'Etat	1 135 019 000	1 494 862 000
	Ressources Propres	497 136 000	615 637 000
	Appui Autres Partenaires		
	Total	**1 632 155 000**	**2 110 499 000**
635	**HOPITAL NIANANKORO FOMBA DE SEGOU**		
	Budget d'Etat	935 138 000	1 305 349 000
	Ressources Propres	832 000 000	1 090 014 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**1 767 138 000**	**2 395 363 000**
636	**HOPITAL SOMINE DOLO DE MOPTI**		
	Budget d'Etat	993 783 000	1 316 145 000
	Ressources Propres		593 909 900
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**993 783 000**	**1 910 054 900**

637	**HOPITAL DE TOMBOUCTOU**		
	Budget d'Etat	414 538 000	429 931 000
	Ressources Propres	114 623 000	227 127 468
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**529 161 000**	**657 058 468**
638	**HOPITAL DE GAO**		
	Budget d'Etat	504 926 000	788 374 000
	Ressources Propres	435 662 327	508 196 769
	Appui Autres Partenaires		0
	Total	**940 588 327**	**1 296 570 769**
645	**CITE DES ENFANTS (CE)**		
	Budget d'Etat	560 571 000	525 513 000
	Ressources Propres	60 000 000	62 244 483
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**620 571 000**	**587 757 483**
661	**Agence Malienne de la Mutualité Sociale**		
	Budget d'Etat		1 062 115 000
	Ressources Propres		**0**
	Appui Autres Partenaires		**0**
	Total		**1 062 115 000**
665	**OFFICE NATIONAL DES PUPILLES EN REPUBLIQUE DU MALI**		
	Budget d'Etat	475 000 000	507 000 000
	Ressources Propres	**0**	**0**
	Appui Autres Partenaires	**0**	**0**
	Total	**475 000 000**	**507 000 000**
666	**INSTITUT D'ETUDE & RECHERCHE EN GERONTO-GEREATRIE**		
	Budget d'Etat	344 369 000	336 662 000
	Ressources Propres	60 000 000	80 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**404 369 000**	**416 662 000**
667	**CENTRE NATIONAL D'APPUI PROMOTION ECONOMIE SOCIALE & SOLIDAIRE**		
	Budget d'Etat	125 903 000	141 840 000
	Ressources Propres	**0**	**10 000 000**
	Appui Autres Partenaires	**0**	**0**
	Total	**125 903 000**	**151 840 000**
668	**CAISSE MALIENNE DE SECURITE SOCIALE (CMSS)**		
	Budget d'Etat	63 315 243 000	8 011 422 000
	Ressources Propres	40 428 799 695	40 500 799 695
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**103 744 042 695**	**48 512 221 695**
670	**OBSERVATOIRE DU DEVELOPPEMENT HUMAIN & DURABLE (ODHD)**		
	Budget d'Etat	496 467 000	522 564 000
	Ressources Propres	2 000 000	2 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**498 467 000**	**524 564 000**
674	**INSTITUT NAT.FORMATION TRAVAILLEURS SOCIAUX (INFTS)**		
	Budget d'Etat	700 291 000	721 509 000
	Ressources Propres	50 000 000	186 337 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**750 291 000**	**907 846 000**

676	**FONDS DE SOLIDARITE NATIONALE**		
	Budget d'Etat	683 938 000	3 553 464 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**683 938 000**	**3 553 464 000**
677	**FONDATION POUR LA SOLIDARITE**		
	Budget d'Etat	325 000 000	358 500 000
	Ressources Propres	**0**	**0**
	Appui Autres Partenaires	**0**	**0**
	Total	**325 000 000**	**358 500 000**
678	**CENTRE NATIONAL D'APPAREILLAGE & D'ORTHOPEDIE**		
	Budget d'Etat	431 234 000	542 715 000
	Ressources Propres	85 600 000	85 600 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**516 834 000**	**628 315 000**
681	**AGENCE NATIONALE D'ASSISTANCE MEDICALE (ANAM)**		
	Budget d'Etat	1 445 429 000	1 193 400 000
	Ressources Propres	0	912 578 240
	Appui Autres Partenaires	0	198 469 940
	Total	**1 445 429 000**	**2 304 448 180**
703	**INSTITUT NAT FORMAT PROFESS EN BAT TRANSP TRAV PU (INFP-BTP)**		
	Budget d'Etat	323 805 000	269 645 000
	Ressources Propres	863 500 000	408 500 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**1 187 305 000**	**678 145 000**
706	**INSTITUT GEOGRAPHIQUE DU MALI (IGM)**		
	Budget d'Etat	681 102 000	681 213 000
	Ressources Propres	537 020 000	242 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**1 218 122 000**	**923 213 000**
708	**CENTRE NAT. RECH. EXPERIM. BAT. TRAV. PUBL./BTP**		
	Budget d'Etat	394 020 000	388 408 000
	Ressources Propres	750 000 000	800 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**1 144 020 000**	**1 188 408 000**
710	**AUTORITE ROUTIERE**		
	Budget d'Etat	300 000 000	250 000 000
	Ressources Propres	36 360 000 000	34 020 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**36 660 000 000**	**34 270 000 000**
712	**AGENCE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE (ANAC)**		
	Budget d'Etat	265 600 000	236 550 000
	Ressources Propres	6 427 930 890	6 877 997 631
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**6 693 530 890**	**7 114 547 631**
713	**AGENCE NATIONALE DE LA METEOROLOGIE (ANM)**		
	Budget d'Etat	1 968 250 000	1 827 857 000
	Ressources Propres	3 681 535 245	3 791 981 302
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**5 649 785 245**	**5 619 838 302**

715	**AGENCE MALIENNE DE RADIOPROTECTION (AMARAP)**		
	Budget d'Etat	314 747 000	316 768 000
	Ressources Propres	29 544 000	83 466 000
	Appui Autres Partenaires		0
	Total	**344 291 000**	**400 234 000**
716	**AGENCE DU BASSIN DU FLEUVE NIGER (ABFN)**		
	Budget d'Etat	4 314 379 000	4 759 902 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**4 314 379 000**	**4 759 902 000**
717	**AGENCE NATIONALE GESTION STATIONS EPURATION DU MALI (ANGESEM)**		
	Budget d'Etat	1 567 184 000	1 334 875 000
	Ressources Propres	40 000 000	30 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**1 607 184 000**	**1 364 875 000**
718	**AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE (AEDD)**		
	Budget d'Etat	3 183 579 000	1 200 611 000
	Ressources Propres	5 700 000	7 100 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**3 189 279 000**	**1 207 711 000**
722	**AGENCE MALIENNE DVPT ENERGIE DOM. ELEC. RURALE (AMADER)**		
	Budget d'Etat	13 212 750 000	33 196 312 000
	Ressources Propres	15 000 000	16 500 000
	Appui Autres Partenaires	19 984 825 528	29 000 000
	Total	**33 212 575 528**	**33 241 812 000**
723	**LABORATOIRE NATIONAL DES EAUX (LNE)**		
	Budget d'Etat	593 121 000	445 630 000
	Ressources Propres	217 056 029	189 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**810 177 029**	**634 630 000**
724	**AUTORITE POUR L'AMENAGEMENT DE TAOUSSA (AAT)**		
	Budget d'Etat	17 217 942 000	8 784 062 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**17 217 942 000**	**8 784 062 000**
725	**AGENCE DES ENERGIES RENOUVELABLES DU MALI**		
	Budget d'Etat	573 685 000	525 660 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**573 685 000**	**525 660 000**
735	**OFFICE RADIO TELEVISION DU MALI (ORTM)**		
	Budget d'Etat	6 530 875 000	6 193 310 000
	Ressources Propres	6 950 000 000	7 700 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**13 480 875 000**	**13 893 310 000**
737	**AGENCE MALIENNE DE PRESSE ET PUBLICITE (AMAP)**		
	Budget d'Etat	803 621 000	768 295 000
	Ressources Propres	2 947 538 000	3 062 261 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**3 751 159 000**	**3 830 556 000**

738	**AGENCE NATIONALE DE COM. DEVELOPPEMENT (ANCD)**		
	Budget d'Etat	528 864 000	436 762 000
	Ressources Propres	280 000 000	320 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**808 864 000**	**756 762 000**
739	**AGENCE TECHNOLOGIES INFORMAT° & COMMUNICATION (AGETIC)**		
	Budget d'Etat	1 998 577 000	1 971 527 000
	Ressources Propres	900 000 000	900 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**2 898 577 000**	**2 871 527 000**
805	**OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'INDUSTRIE**		
	Budget d'Etat		129 250 000
	Ressources Propres		**0**
	Appui Autres Partenaires		**0**
	Total		**129 250 000**
813	**CENTRE POUR LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGROALIMENTAIRE**		
	Budget d'Etat		96 722 000
	Ressources Propres		**0**
	Appui Autres Partenaires		**0**
	Total		**96 722 000**
814	**CENTRE RECH.FORMAT.INDUST. TEXTILE (CERFITEX)**		
	Budget d'Etat	1 130 890 000	1 035 520 000
	Ressources Propres	120 000 000	130 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**1 250 890 000**	**1 165 520 000**
816	**AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS (API)**		
	Budget d'Etat	989 924 000	1 005 980 000
	Ressources Propres	80 000 000	407 379 422
	Appui Autres Partenaires	0	500 000 000
	Total	**1 069 924 000**	**1 913 359 422**
817	**AGENCE POUR LA PROMOTION DES EXPORTATIONS MALI (APEX-MALI)**		
	Budget d'Etat	144 275 000	202 976 000
	Ressources Propres	20 000 000	92 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**164 275 000**	**294 976 000**
819	**AGENCE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT DES BIOCARBURANTS (ANADEB)**		
	Budget d'Etat	720 102 000	571 852 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**720 102 000**	**571 852 000**
823	**AGENCE DE GESTION DU MARCHE CENTRAL A POISSON DE BAMAKO**		
	Budget d'Etat	420 000 000	366 500 000
	Ressources Propres	174 477 000	351 895 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**594 477 000**	**718 395 000**
824	**AGENCE AMENAG TERRE FOURNITURE EAU IRRIGATION**		
	Budget d'Etat	**2 881 041 000**	9 898 001 000
	Ressources Propres	**3 000 000**	**200 000**
	Appui Autres Partenaires	**0**	**0**
	Total	**2 884 041 000**	**9 898 201 000**

825	**OFFICE DE LA HAUTE VALLEE DU NIGER (O.H.V.N)**		
	Budget d'Etat	1 093 587 000	1 025 619 000
	Ressources Propres	0	10 513 069 681
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**1 093 587 000**	**11 538 688 681**
826	**AGENCE DE DEVELOPPEMENT RURAL DE LA VALLEE DU FLEUVE SENEGAL (ADRVFS)**		
	Budget d'Etat	5 147 182 000	4 936 999 000
	Ressources Propres	120 700 000	164 541 800
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**5 267 882 000**	**5 101 540 800**
827	**OFFICE RIZ MOPTI (ORM)**		
	Budget d'Etat	705 127 000	1 183 366 000
	Ressources Propres	283 550 000	422 103 989
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**988 677 000**	**1 605 469 989**
829	**OFFICE DE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE (ODRS)**		
	Budget d'Etat	935 399 000	886 492 000
	Ressources Propres	138 118 000	109 972 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**1 073 517 000**	**996 464 000**
831	**INSTITUT D'ECONOMIE RURALE**		
	Budget d'Etat	5 312 100 000	6 046 955 000
	Ressources Propres	120 000 000	140 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**5 432 100 000**	**6 186 955 000**
833	**LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE (LCV)**		
	Budget d'Etat	672 927 000	870 850 000
	Ressources Propres	1 186 900 000	1 236 900 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**1 859 827 000**	**2 107 750 000**
834	**LABORATOIRE VETERINAIRE DE GAO**		
	Budget d'Etat	69 822 000	60 783 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**69 822 000**	**60 783 000**
835	**OFFICE RIZ SEGOU (ORS)**		
	Budget d'Etat	2 969 976 000	2 466 151 000
	Ressources Propres	477 776 726	570 867 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**3 447 752 726**	**3 037 018 000**
836	**OFFICE DU MOYEN BANI**		
	Budget d'Etat	546 150 000	5 903 454 000
	Ressources Propres	56 756 000	57 256 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**602 906 000**	**5 960 710 000**
837	**OFFICE DU PERIMETRE IRRIGUE DE BAGUINEDA (OPIB)**		
	Budget d'Etat	848 709 000	681 063 000
	Ressources Propres	0	104 384 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**848 709 000**	**785 447 000**

839	**OFFICE PROTECTION DES VEGETAUX (OPV)**		
	Budget d'Etat	653 524 000	637 003 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	70 124 076
	Total	**653 524 000**	**707 127 076**
840	**OFFICE DEVELOP. PECHE ET AQUACULTURE DELTA INTERIEUR NIGER**		
	Budget d'Etat		302 000 000
	Ressources Propres		30 000 000
	Appui Autres Partenaires		**0**
	Total		**332 000 000**
841	**OFFICE POUR MISE EN VALEUR SYSTEME FAGUIBINE (OMVSF)**		
	Budget d'Etat	508 795 000	485 676 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**508 795 000**	**485 676 000**
842	**CENTRE NAT. INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE**		
	Budget d'Etat	1 691 254 000	1 016 863 000
	Ressources Propres	0	0
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**1 691 254 000**	**1 016 863 000**
866	**BUREAU RESTRUCTURAT MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES IND**		
	Budget d'Etat	253 805 000	278 077 000
	Ressources Propres	41 250 000	36 175 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**295 055 000**	**314 252 000**
867	**AGENCE MALIENNE NORMALISAT PROMOT DE LA QUALITE**		
	Budget d'Etat	205 248 000	182 558 000
	Ressources Propres	90 000 000	70 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	233 463 894
	Total	**295 248 000**	**486 021 894**
868	**CENTRE DE DEVELOPPEMENT DE L'ARTISANAT TEXTILE**		
	Budget d'Etat	790 020 000	807 028 000
	Ressources Propres	10 000 000	20 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**800 020 000**	**827 028 000**
869	**AGENCE NATIONALE DE PROMOTION TOURISTIQUE DU MALI**		
	Budget d'Etat	147 958 000	172 217 000
	Ressources Propres	1 613 340 000	1 640 000 000
	Appui Autres Partenaires	0	0
	Total	**1 761 298 000**	**1 812 217 000**

II. CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES (TRANSFERTS SECTORIELS ET SUBVENTIONS)

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

REPARTITION PAR NATURE ECONOMIQUE DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement	Crédits de Paiement	
	2020	**2019**	**2020**
PERSONNEL	0	25 318 904	38 833 421
MATÉRIEL & FONCTIONNEMENT	0	17 781 584	35 406 033
DÉPLACEMENT & MISSION	0	1 026 518	1 545 888
COMMUNICATION & ENERGIE	0	53 500	57 000
AUTRES DÉPENSES	0	1 594 737	2 108 837
BOURSES	0	487 168	666 435
EQUIPEMENT ET INVESTISSEMENT	53 344 703	51 746 540	53 344 703
TRANSFERT ET SUBVENTION	0	13 718 337	21 452 217
COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR	40 000 000	40 000 000	40 000 000
BSI FINANCEMENT INTÉRIEUR	11 140 000	8 502 500	11 140 000
BSI FINANCEMENT EXTÉRIEUR	0	24 140 000	13 793 000
APPUI BUDGÉTAIRE	3 186 000	5 771 331	3 186 000
PERSONNEL (COLLECTIVITÉ)	0	158 461 775	178 570 049
Total :	**107 670 703**	**348 602 894**	**400 103 583**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Repartition fonctionnelle des ressources transférées par titre

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Fonction Titre	Autorisations d'Engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
Services généraux des administrations publiques			
Personnel	0		6 140 971
Transferts et subventions	0	4 455 730	9 808 445
Investissement	19 417 784	21 215 830	19 417 784
TOTAL	**19 417 784**	**25 671 560**	**35 367 200**
Affaires économiques			
Personnel	0	12 500	139 031
Biens et services	0	304 984	309 535
Transferts et subventions	0	1 130 707	1 048 517
Investissement	42 613 325	42 684 780	42 613 325
TOTAL	**42 613 325**	**44 132 971**	**44 110 408**
Protection de l'environnement			
Biens et services	0	93 940	93 940
Investissement	4 950 000	13 667 500	7 680 000
TOTAL	**4 950 000**	**13 761 440**	**7 773 940**
Logement et équipements collectifs			
Investissement	2 700 000	20 577 500	13 563 000
TOTAL	**2 700 000**	**20 577 500**	**13 563 000**
Santé			
Personnel	0	20 510 389	27 344 833
Biens et services	0	867 452	867 798
Transferts et subventions	0	1 257 759	1 271 462
Investissement	151 519	151 519	151 519
TOTAL	**151 519**	**22 787 119**	**29 635 612**
Loisirs, culture et culte			
Personnel	0	20 650	43 288
Biens et services	0	158 392	170 091
Transferts et subventions	0	30 146	30 146
TOTAL	**0**	**209 188**	**243 525**
Enseignement			
Personnel	0	163 237 140	183 735 347
Biens et services	0	18 973 492	37 618 315
Transferts et subventions	0	6 869 048	9 960 082
Investissement	37 498 075	30 248 242	37 498 075
TOTAL	**37 498 075**	**219 327 922**	**268 811 819**
Protection sociale			
Biens et services	0	58 079	58 079
Transferts et subventions	0	462 115	0
Investissement	340 000	1 615 000	540 000
TOTAL	**340 000**	**2 135 194**	**598 079**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

Repartition fonctionnelle des ressources transférées par titre

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Fonction Titre	Autorisations d'Engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
TOTAL GENERAL	**107 670 703**	**348 602 894**	**400 103 583**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2020	Crédits de Paiement 2019	Crédits de Paiement 2020
central			
MINISTERE DES REFORMES INSTITUTIONNELLES & DES RELATIONS AVEC LA SOCIETE CIVILE			
Portion centrale	7 000	5 700	7 000
Total :	**7 000**	**5 700**	**7 000**
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION			
Portion centrale	35 000	14 250	35 000
Total :	**35 000**	**14 250**	**35 000**
AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITORIALES			
Portion centrale	0		712 143
Total :	**0**		**712 143**
MINISTERE DE LA COHESION SOCIALE, DE LA PAIX ET DE LA RECONCILIATION NATIONALE			
Portion centrale		5 700	
Total :		**5 700**	
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
Portion centrale	6 126 772		20 784 548
Multi-régionaux	2 300 000		2 300 000
Total :	**8 426 772**		**23 084 548**
Total	**8 468 772**	**25 650**	**23 838 691**
Conseil Régional			
AGENCE DE DEVELOPPEMENT DU NORD DU MALI			
Portion centrale	0	699 035	699 035
Total :	**0**	**699 035**	**699 035**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KAYES			
Region de Kayes	19 000	189 000	189 000
Total :	**19 000**	**189 000**	**189 000**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KOULIKORO			
Region de Koulikoro	19 000	189 000	189 000
Total :	**19 000**	**189 000**	**189 000**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SIKASSO			
Region de Sikasso	19 000	189 000	189 000
Total :	**19 000**	**189 000**	**189 000**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. SEGOU			
Region de Segou	19 000	189 000	189 000
Total :	**19 000**	**189 000**	**189 000**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2020	Crédits de Paiement 2019	Crédits de Paiement 2020
Conseil Régional			
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TAOUDENIT			
Region de Taoudénit	10 000	50 000	50 000
Total :	**10 000**	**50 000**	**50 000**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MENAKA			
Region de Menaka	10 000	50 000	50 000
Total :	**10 000**	**50 000**	**50 000**
MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			
Portion centrale		68 400	
Total :		**68 400**	
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. MOPTI			
Region de Mopti	19 000	189 000	189 000
Total :	**19 000**	**189 000**	**189 000**
AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITORIALES			
Portion centrale	0	19 000 784	113 544
Total :	**0**	**19 000 784**	**113 544**
CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
Portion centrale	47 500	303 722	393 722
Total :	**47 500**	**303 722**	**393 722**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. TOMB.			
Region de Tombouctou	19 000	189 000	189 000
Total :	**19 000**	**189 000**	**189 000**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. GAO			
Region de Gao	19 000	189 000	189 000
Total :	**19 000**	**189 000**	**189 000**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. KIDAL			
Region de Kidal	19 000	189 000	189 000
Total :	**19 000**	**189 000**	**189 000**
AGENCE DE DEVELOPPEMENT REG. DISTRICT			
District de Bamako	19 000	189 000	189 000
Total :	**19 000**	**189 000**	**189 000**
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS			
Portion centrale	0		68 400
Total :	**0**		**68 400**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2020	Crédits de Paiement 2019	Crédits de Paiement 2020
Conseil Régional			
MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE			
Portion centrale	340 000	285 000	540 000
Multi-régionaux	150 000	142 500	150 000
Total :	**490 000**	**427 500**	**690 000**
MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE			
Portion centrale		462 115	
Total :		**462 115**	
MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT			
Multi-régionaux	1 100 000	1 140 000	1 100 000
Total :	**1 100 000**	**1 140 000**	**1 100 000**
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
District de Bamako	300 000	285 000	300 000
Total :	**300 000**	**285 000**	**300 000**
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
Portion centrale	200 000	15 542 500	11 063 000
Multi-régionaux	2 650 000	11 257 500	5 380 000
Total :	**2 850 000**	**26 800 000**	**16 443 000**
OFFICE DEVELOP. PECHE ET AQUACULTURE DELTA INTERIEUR NIGER			
Region de Mopti	0	152 000	152 000
Total :	**0**	**152 000**	**152 000**
DISTRICT DE BAMAKO			
District de Bamako	380 000	4 917 414	5 466 153
Total :	**380 000**	**4 917 414**	**5 466 153**
REGION DE KAYES			
Region de Kayes	2 053 579	4 085 047	4 561 387
Total :	**2 053 579**	**4 085 047**	**4 561 387**
REGION DE KOULIKORO			
Region de Koulikoro	372 000	48 226	420 226
Total :	**372 000**	**48 226**	**420 226**
REGION DE SIKASSO			
Region de Sikasso	5 246 746	14 063 925	14 123 109
Total :	**5 246 746**	**14 063 925**	**14 123 109**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2020	Crédits de Paiement 2019	Crédits de Paiement 2020
Conseil Régional			
REGION DE SEGOU			
Region de Segou	2 320 038	5 629 290	6 175 035
Cercle de Barouéli	0		21 482
Cercle de Niono	0		21 482
Total :	**2 320 038**	**5 629 290**	**6 217 999**
REGION DE MOPTI			
Region de Mopti	1 538 732	5 691 429	4 483 567
Cercle de Bandiagara	0		18 394
Cercle de Djénné	0		17 558
Total :	**1 538 732**	**5 691 429**	**4 519 519**
REGION DE TOMBOUCTOU			
Region de Tombouctou	878 676	2 823 270	1 670 877
Total :	**878 676**	**2 823 270**	**1 670 877**
REGION DE GAO			
Region de Gao	608 400	1 668 958	1 606 718
Total :	**608 400**	**1 668 958**	**1 606 718**
REGION DE KIDAL			
Region de Kidal	372 000	798 545	516 290
Total :	**372 000**	**798 545**	**516 290**
REGION DE TAOUDENIT			
Region de Taoudénit	372 000	712 639	418 024
Total :	**372 000**	**712 639**	**418 024**
REGION DE MENAKA			
Region de Menaka	372 000	829 964	549 585
Total :	**372 000**	**829 964**	**549 585**
CHARGES COMMUNES			
Portion centrale	4 500 000	4 500 000	4 500 000
Total :	**4 500 000**	**4 500 000**	**4 500 000**
Total	**23 992 671**	**96 908 263**	**66 330 589**
Conseil de Cercle			
MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
Portion centrale	0	7 220	7 220
Total :	**0**	**7 220**	**7 220**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2020	Crédits de Paiement 2019	Crédits de Paiement 2020
Conseil de Cercle			
DISTRICT DE BAMAKO			
District de Bamako	10 843 137	21 172 401	21 682 208
Total :	**10 843 137**	**21 172 401**	**21 682 208**
REGION DE KAYES			
Cercle de Kayes	323 712	1 110 346	1 150 790
Cercle de Bafoulabé	137 176	417 416	428 608
Cercle de Diéma	30 123	242 317	255 270
Cercle de Kéniéba	30 123	294 468	311 672
Cercle de Kita	197 355	837 508	871 920
Cercle de Nioro du Sahel	30 073	443 352	474 631
Cercle de Yélimané	32 382	523 678	553 296
Total :	**780 944**	**3 869 085**	**4 046 187**
REGION DE KOULIKORO			
Cercle de Koulikoro	3 392 581	5 705 472	5 778 330
Cercle de Banamba	15 747	225 711	242 334
Cercle de Dioïla	187 987	441 753	477 594
Cercle de Kangaba	19 527	164 484	172 055
Cercle de Kati	2 539 774	4 616 474	4 720 197
Cercle de Kolokani	4 407	210 227	226 209
Cercle de Nara	18 183	166 197	174 685
Total :	**6 178 206**	**11 530 318**	**11 791 404**
REGION DE SIKASSO			
Cercle de Dioïla		19 000	
Cercle de Kati	0	10 054	10 054
Cercle de Sikasso	603 756	1 612 243	1 674 389
Cercle de Bougouni	80 381	398 867	419 548
Cercle de Kadiolo	60 493	301 734	318 062
Cercle de Kolondiéba	19 309	154 574	163 604
Cercle de Koutiala	433 613	1 015 422	1 055 222
Cercle de Yanfolila	21 812	255 301	268 128
Cercle de Yorosso	43 685	244 296	256 643
Cercle de Ségou		950	
Total :	**1 263 049**	**4 012 441**	**4 165 650**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2020	Crédits de Paiement 2019	Crédits de Paiement 2020
	Conseil de Cercle		
REGION DE SEGOU			
Cercle de Ségou	4 885	533 582	576 986
Cercle de Barouéli	2 441	149 713	156 868
Cercle de Bla	2 441	129 909	139 703
Cercle de Macina	2 441	97 134	103 651
Cercle de Niono	2 441	121 658	126 207
Cercle de San	2 441	269 938	293 150
Cercle de Tominian	2 441	231 929	245 265
Total :	**19 531**	**1 533 863**	**1 641 829**
REGION DE MOPTI			
Cercle de Mopti	299 103	826 585	860 734
Cercle de Bandiagara	44 828	242 815	257 150
Cercle de Bankass	26 048	191 113	200 960
Cercle de Djénné	25 248	113 327	117 718
Cercle de Douentza	3 408	150 309	161 429
Cercle de Koro	96 688	298 716	310 138
Cercle de Tenenkou	2 208	77 022	81 434
Cercle de Youwarou	2 208	72 282	76 211
Total :	**499 739**	**1 972 169**	**2 065 774**
REGION DE TOMBOUCTOU			
Cercle de Tombouctou	103 482	889 158	958 439
Cercle de Diré	3 482	127 496	136 777
Cercle de Goundam	3 482	131 388	140 669
Cercle de Gourma-Rharous	3 482	127 376	136 657
Cercle de Niafunké	3 482	130 046	139 327
Total :	**117 410**	**1 405 464**	**1 511 867**
REGION DE GAO			
Cercle de Gao	230 615	666 259	695 317
Cercle d'Ansongo	0	133 980	147 364
Cercle de Bourem	0	69 755	75 261
Total :	**230 615**	**869 994**	**917 942**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2020	Crédits de Paiement 2019	Crédits de Paiement 2020
Conseil de Cercle			
REGION DE KIDAL			
Cercle de Kidal	3 246	738 585	803 101
Cercle d'Abeïbara	1 437	16 865	16 866
Cercle de Tessalit	1 437	17 795	17 796
Cercle de Tin-Essako	1 437	18 765	18 766
Total :	**7 557**	**792 010**	**856 529**
REGION DE MENAKA			
Region de Menaka	0	16 263	16 263
Total :	**0**	**16 263**	**16 263**
Total	**19 940 188**	**47 181 228**	**48 702 872**
Commune			
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS			
COMMUNE DE KALABANCORO	12 307	12 307	12 308
Total :	**12 307**	**12 307**	**12 308**
DISTRICT DE BAMAKO			
District de Bamako	0		24 604
Commune I	39 719	2 239 204	2 426 462
Commune II	27 093	1 983 362	2 250 726
Commune III	17 340	2 615 412	2 918 437
Commune IV	41 637	2 438 087	2 633 487
Commune V	75 587	2 714 624	3 590 263
Commune VI	79 269	2 345 728	3 443 838
Total :	**280 645**	**14 336 417**	**17 287 817**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2020	Crédits de Paiement 2019	Crédits de Paiement 2020
	Commune		
REGION DE KAYES			
Region de Kayes	0		109 161
COMMUNE DE BANGASSI	0	172 304	185 524
COMMUNE DE COLIMBINE	0	143 733	155 656
COMMUNE DE DIAMOU	0	193 007	214 326
COMMUNE DE DJELEBOU	0	238 348	254 522
COMMUNE DE FALEME	0	187 387	202 341
COMMUNE GORY-GOPELA	0	71 588	74 331
COMMUNE GUIDIMAKAN KERI KAFO	0	139 729	150 980
COMMUNE DE HAWA DEMBAYA	0	171 992	194 746
COMMUNE DE KARAKORO	0	92 764	91 378
COMMUNE DE KEMENE TAMBA	5 992	286 780	308 467
COMMUNE DE KHOULOUM	0	310 175	336 900
COMMUNE DE KOUSSANE	0	164 982	169 324
COMMUNE DE LIBERTE DEMBAYA	0	194 953	213 921
COMMUNE DE LOGO	0	1 858 242	2 047 717
COMMUNE DE MARENA-DIOMBOUGOU	0	164 985	177 251
COMMUNE DE TAFARCIRGA	0	157 938	170 806
COMMUNE DE MARINTOUMANIA	0	78 588	82 467
COMMUNE DE SADIOLA	0	320 588	347 902
COMMUNE DE SAHEL	0	101 185	101 074
COMMUNE DE SAME-DIOMGOMA	0	193 503	215 839
COMMUNE DE SEGALA	0	204 202	220 083
COMMUNE DE SERO-DIAMANOU	0	156 440	161 871
COMMUNE DE SONY	0	122 909	133 003
COMMUNE URBAINE DE KOUNIAKARY	0	77 012	80 372
COMMUNE URBAINE DE SOMANKIDY	0	53 596	56 712
COMMUNE URBAINE DE GOUMERA	0	51 964	55 034
COMMUNE URBAINE DE FEGUI	0	68 085	72 758
COMMUNE URBAINE DE KAYES	31 636	3 194 254	3 405 206
COMMUNE DE BAFOULABE	13 260	723 150	762 668
COMMUNE BAMAFELE	0	340 794	374 095
COMMUNE DE DIAKON	0	227 221	248 802
COMMUNE DE DIALLAN	0	93 296	101 917

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2020	Crédits de Paiement 2019	Crédits de Paiement 2020
	Commune		
REGION DE KAYES			
COMMUNE DE DIOHELI	0	131 345	143 760
COMMUNE DE KOUNDIAN	0	235 652	258 484
COMMUNE DE MAHINA	0	468 748	516 585
COMMUNE DE NIAMBIA	0	67 251	73 430
COMMUNE DE OUALIA	0	258 324	283 447
COMMUNE DE TOMORA	4 746	318 915	349 174
COMMUNE DE GOUNFAN	0	62 135	67 918
COMMUNE DE KOUTELA	0	135 743	148 552
COMMUNE DE SIDIBELA	0	86 416	94 556
COMMUNE DE BEMA	0	80 326	93 511
COMMUNE DE DIANGOUNTE-CAMARA	0	208 652	233 009
COMMUNE DE DIANGUIRDE	0	89 742	98 225
COMMUNE DE DIEMA	7 993	478 325	516 771
COMMUNE DE DIEOURA	0	97 197	106 483
COMMUNE DE DIOUMARA-KOUSSATA	0	136 978	142 669
COMMUNE DE GUEDIBINE	0	32 803	35 666
COMMUNE DE FASSOUDEBE	0	36 865	38 703
COMMUNE DE GOMITRADOUGOU	0	90 162	96 843
COMMUNE DE GROUMERA	0	26 560	30 831
COMMUNE DE LAKAMANE	0	121 427	133 020
COMMUNE DE LAMBIDOU	0	110 855	121 491
COMMUNE DE MADIGA-SACKO	0	101 647	111 307
COMMUNE DE SANSANKIDE	0	50 503	55 191
COMMUNE URBAINE DE FATAO	0	112 717	123 600
COMMUNE DE BAYE	0	103 808	116 480
COMMUNE DE DABIA	0	163 953	186 953
COMMUNE DE DIALAFARA	0	208 220	231 610
COMMUNE DE DOMBIA	0	52 174	57 587
COMMUNE DE FALEA	0	85 545	94 927
COMMUNE DE FARABA	0	79 930	85 526
COMMUNE DE GUENEGORE	0	127 236	142 375
COMMUNE DE KASSAMA	0	230 041	250 290
COMMUNE DE KENIEBA	10 193	681 587	737 761

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2020	Crédits de Paiement 2019	Crédits de Paiement 2020
	Commune		
REGION DE KAYES			
COMMUNE DE KOUROUKOTO	0	57 440	60 887
COMMUNE DE SAGALO	0	150 641	167 975
COMMUNE DE SITAKILLY	0	300 453	328 146
COMMUNE DE BENDOUGOU	0	157 924	173 081
COMMUNE DE BENKADI FOUNIA	0	106 820	117 058
COMMUNE DE BOUGARIBAYA	0	123 093	134 981
COMMUNE DE DJIDIAN	0	239 205	262 403
COMMUNE DE GADOUGOU I	0	204 483	224 114
COMMUNE DE GADOUGOU II	0	63 422	69 154
COMMUNE DE KASSARO	0	248 349	272 136
COMMUNE DE KITA NORD	0	96 904	106 243
COMMUNE DE BOUDOFO	0	87 332	95 712
COMMUNE DE KITA OUEST	0	211 956	232 455
COMMUNE DE BADIA	0	136 094	149 180
COMMUNE DE KOBRI	0	94 026	102 856
COMMUNE DE KOULOU	0	77 785	85 070
COMMUNE DE MADINA	0	227 818	249 847
COMMUNE DE KOTOUBA	0	63 438	69 364
COMMUNE DE MAKANO	0	121 033	132 646
COMMUNE DE NAMALA GUIMBA	0	89 197	97 638
COMMUNE DE NIANTANSO	0	39 734	43 473
COMMUNE DE SABOULA	0	88 539	96 986
COMMUNE DE SOURANSAN-TOMOTO	0	97 912	107 291
COMMUNE DE SEBEKORO	6 502	593 654	637 382
COMMUNE DE GUEMOUKOURABA	0	102 375	112 112
COMMUNE DE DJOUGOUN	0	95 974	105 188
COMMUNE DE DINDANKO	0	91 578	100 446
COMMUNE DE SEFETO NORD	0	119 462	130 985
COMMUNE DE SEFETO OUEST	0	170 699	187 175
COMMUNE DE SENKO	0	80 710	88 427
COMMUNE DE SIRAKORO	0	116 323	127 353
COMMUNE DE TAMBAGA	0	106 418	116 643
COMMUNE DE TOUKOTO	4 638	157 543	168 286

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2020	Crédits de Paiement 2019	Crédits de Paiement 2020
	Commune		
REGION DE KAYES			
COMMUNE DE KOKOFATA	0	141 341	154 633
COMMUNE URBAINE DE KITA	17 979	1 546 748	1 662 574
COMMUNE DE KOUROUNIKOTO	0	44 008	48 112
COMMUNE DE BANIERE-KORE	0	51 287	54 778
COMMUNE DE DIABIGUE	0	54 652	58 384
COMMUNE DE DIARRA	0	76 082	81 683
COMMUNE DE DIAYE-COURA	0	79 890	87 011
COMMUNE DE GAVINANE	0	94 350	100 200
COMMUNE DE GOGUI	0	152 034	162 314
COMMUNE DE GUETEMA	0	64 037	69 423
COMMUNE DE GADIABA-KADIEL	0	97 348	106 339
COMMUNE DE KORERA-KORE	0	89 356	96 537
COMMUNE DE NIORO TOOGOUBE RANGABE	0	108 571	124 019
COMMUNE DE SANDARE	0	283 948	310 342
COMMUNE DE SIMBI	0	74 429	77 047
COMMUNE DE YERERE	0	135 212	142 152
COMMUNE URBAINE DE TROUNGOUMBE	0	111 421	131 996
COMMUNE URBAINE YOURI	0	72 078	73 153
COMMUNE URBAINE DE NIORO	8 557	827 070	892 176
Cercle de Yélimané	0		3 827
COMMUNE DE DIAFOUNOU GORY	0	320 196	349 617
COMMUNE DE DIAFOUNOU-DIONGAGA	0	92 847	100 982
COMMUNE DE FANGA	0	58 166	61 781
COMMUNE DE GORY	0	113 386	121 802
COMMUNE DE GUIDIME	0	381 500	423 802
COMMUNE DE KREMIS	0	71 156	75 984
COMMUNE DE KIRANE KANIAGA	0	300 574	333 045
COMMUNE DE KONSIGA	0	86 533	92 996
COMMUNE DE MAREKAFFO	0	42 400	44 441
COMMUNE DE SOUMPOU	0	33 561	36 503
COMMUNE DE TRINGA	0	84 517	94 229
COMMUNE URBAINE DE TOYA	0	51 718	56 248
Total :	**111 496**	**26 286 226**	**28 634 706**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2020	Crédits de Paiement 2019	Crédits de Paiement 2020
	Commune		
REGION DE KOULIKORO			
Region de Koulikoro	2 375		137 713
COMMUNE DE DINANDOUGOU	0	147 942	167 542
COMMUNE DE KOULA	0	160 195	179 862
COMMUNE DE DOUMBA	0	127 960	140 304
COMMUNE DE MEGUETAN	0	436 285	492 731
COMMUNE DE NYAMINA	0	241 682	267 815
COMMUNE DE SIRAKOROLA	0	263 588	288 665
COMMUNE DE TIENFALA	0	162 759	181 614
COMMUNE DE TOUGOUNI	0	110 685	125 961
COMMUNE URBAINE DE KOULIKORO	15 560	1 989 322	2 471 123
COMMUNE DE BANAMBA	10 323	692 748	762 801
COMMUNE DE BEN KADI	0	110 049	120 565
COMMUNE DE BORON	0	243 604	260 076
COMMUNE DE SEBETE	0	50 275	49 811
COMMUNE DE DUGUWOLOWULA	0	237 003	259 257
COMMUNE DE KIBAN	0	82 866	90 606
COMMUNE DE MADINA-SACKO	0	196 702	201 678
COMMUNE DE TOUBACORO	0	139 443	151 330
COMMUNE DE TOUBAKOROBA	0	85 349	98 130
COMMUNE DE BANCO	0	180 233	228 513
COMMUNE DE BENKADI	0	65 650	75 676
COMMUNE DE BINKO	0	157 416	186 183
COMMUNE DE DEGNEKORO	0	100 450	109 914
COMMUNE DE DIEDOUGOU	4 457	336 686	367 060
COMMUNE DE DIOUMAN	0	94 844	103 681
COMMUNE DE DOLENDOUGOU	0	79 130	86 462
COMMUNE DE GUEGNEKA	10 522	714 492	798 488
COMMUNE DE KALADOUGOU	13 617	968 743	1 035 572
COMMUNE DE KEMEKAFO	0	158 653	191 624
COMMUNE DE KERELA	0	111 876	122 442
COMMUNE DE MASSIGUI	0	283 165	327 341
COMMUNE DE NANGOLA	0	142 514	163 016
COMMUNE DE NIANTJILA	0	79 600	93 674

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2020	Crédits de Paiement 2019	Crédits de Paiement 2020
	Commune		
REGION DE KOULIKORO			
COMMUNE DE N'DOLONDOUGOU	0	122 174	133 640
COMMUNE DE DIEBE	0	53 551	58 364
COMMUNE DE N'GARADOUGOU	0	64 655	70 399
COMMUNE DE N'GOLOBOUGOU	0	104 693	114 411
COMMUNE DE TENINDOUGOU	0	101 552	111 103
COMMUNE DE WACORO	0	108 291	118 518
COMMUNE DE ZAN COULIBALY	0	202 647	242 166
COMMUNE DE JEKAFO	0	67 192	73 395
COMMUNE DE KILIDOUGOU	0	105 335	115 141
COMMUNE DE BENKADI	0	142 432	159 449
COMMUNE DE SELEFOUGOU	0	64 332	70 356
COMMUNE DE MINIDIAN	7 408	684 086	752 789
COMMUNE DE NARENA	0	244 001	267 758
COMMUNE DE BALAN-BAKAMA	0	116 744	127 997
COMMUNE DE NOUGA	0	114 188	125 021
COMMUNE DE KANIOGO	0	232 825	255 297
COMMUNE DE KARAN	0	97 160	116 124
COMMUNE DE MARAMANDOUGOU	0	138 516	151 649
COMMUNE DE BAGUINEDA-CAMP	16 203	1 081 582	1 182 081
COMMUNE DE BANCOUMANA	0	264 558	290 057
COMMUNE DE BOSSOFLA	0	136 960	150 044
COMMUNE DE BOUGOULA	0	117 626	128 904
COMMUNE DE DABAN	0	132 207	144 927
COMMUNE DE DIALAKOROBA	0	289 767	317 944
COMMUNE DE DIALAKORODJI	0	208 256	238 303
COMMUNE DE DIEDOUGOU	0	82 142	89 669
COMMUNE DE DIO GARE	0	198 356	217 645
COMMUNE DE DOGODOUMAN	0	195 868	214 963
COMMUNE DE DOMBILA	0	96 978	110 618
COMMUNE DE FARABA	0	73 864	80 821
COMMUNE DE TIAKADOUGOU-DIALAKORO	0	52 293	57 108
COMMUNE DE KALABANCORO	39 773	2 254 431	2 446 237
COMMUNE DE KALIFABOUGOU	0	108 082	118 409

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2020	Crédits de Paiement 2019	Crédits de Paiement 2020
	Commune		
REGION DE KOULIKORO			
COMMUNE DE KAMBILA	0	252 071	290 528
COMMUNE DE KOUROUBA	0	88 285	96 738
COMMUNE DE MANDE	0	712 487	779 550
COMMUNE DE MORIBABOUGOU	0	232 866	270 458
COMMUNE DE N'GABACORO-DROIT	0	146 974	161 068
COMMUNE DE NIAGADINA	0	79 474	86 933
COMMUNE DE MOUNTOUGOULA	0	385 506	500 127
COMMUNE DE N'GOURABA	0	172 456	230 281
COMMUNE DE N'TJIBA	0	121 648	133 090
COMMUNE DE OUELESSEBOUGOU	7 522	634 053	985 758
COMMUNE DE SAFO	0	197 647	225 267
COMMUNE DE SANANKORO-DJITOUMOU	0	107 450	117 642
COMMUNE DE SANANKOROBA	0	481 132	580 420
COMMUNE DE SIBY	0	279 685	306 625
COMMUNE DE NIOUMA-MAKAMA	0	82 893	94 565
COMMUNE DE DOUBABOUGOU	0	145 064	159 162
COMMUNE DE DIAGO	0	106 271	136 066
COMMUNE DE TIELE	0	138 406	180 623
COMMUNE DE YELEKEBOUGOU	0	103 237	112 991
COMMUNE DE SANGAREBOUGOU	18 327	538 251	572 606
COMMUNE DE KATI	22 229	2 032 946	2 178 069
COMMUNE DE SOBRA	0	64 118	77 645
COMMUNE DE DIDIENI	0	222 182	250 289
COMMUNE DE GUIHOYO	0	172 533	189 040
COMMUNE DE KOLOKANI	40 466	948 216	1 006 781
COMMUNE DE MANSATONLA	0	247 061	254 130
COMMUNE DE NONKON	0	151 173	182 444
COMMUNE DE NOSSOMBOUGOU	3 186	389 005	416 604
COMMUNE DE OUOLODO	0	120 915	132 426
COMMUNE DE SAGABALA	0	142 919	162 329
COMMUNE DE SEBECORO I	0	177 869	194 882
COMMUNE DE TIORIBOUGOU	0	156 684	171 829
COMMUNE DE ALLAHINA	0	64 456	63 136

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2020	Crédits de Paiement 2019	Crédits de Paiement 2020
	Commune		
REGION DE KOULIKORO			
COMMUNE DE DABO	0	60 583	61 843
COMMUNE DE DILLY	0	130 475	133 168
COMMUNE DE DOGOFRY	0	231 002	234 042
COMMUNE DE FALLOU	0	201 104	206 880
COMMUNE DE GUENEIBE	0	38 338	41 194
COMMUNE DE GUIRE	0	72 402	85 053
COMMUNE DE KORONGA	0	42 219	43 063
COMMUNE DE NARA	8 957	656 668	702 879
COMMUNE DE NIAMANA	0	194 123	204 303
COMMUNE DE OUAGADOU	0	157 294	162 376
Total :	**220 925**	**28 689 394**	**32 363 439**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2020	Crédits de Paiement 2019	Crédits de Paiement 2020
	Commune		
REGION DE SIKASSO			
COMMUNE DE GUEGNEKA		19 000	
Region de Sikasso	0		7 875
COMMUNE DE WATENI	0	82 660	90 413
COMMUNE DE ZANIENA	0	85 926	94 059
COMMUNE DE MINIKO	0	50 109	54 735
COMMUNE DE N'TJIKOUNA	0	39 022	42 517
COMMUNE DE NIENA	10 870	561 307	599 441
COMMUNE DE KAPOLONDOUGOU	6 149	170 525	188 191
COMMUNE DE ZANFEREBOUGOU	0	53 867	58 840
COMMUNE DE FARAKALA	0	123 541	135 375
COMMUNE DE KOFAN	0	129 418	141 833
COMMUNE DE FINKOLO-GANADOUGOU	0	127 981	139 992
COMMUNE DE LOBOUGOULA	0	168 650	187 602
COMMUNE DE KOLOKOBA	0	64 500	70 476
COMMUNE DE SANZANA	0	81 144	91 246
COMMUNE DE DOUMANABA	0	119 745	133 278
COMMUNE DE KOUROUMA	0	96 996	105 965
COMMUNE DE KIGNAN	6 813	188 159	207 394
COMMUNE DE TELLA	0	46 242	50 287
COMMUNE DE KOUMANKOU	0	56 364	68 259
COMMUNE DE DIALAKORO	0	34 921	37 984
COMMUNE DE NONGO-SOUALA	0	61 462	67 137
COMMUNE DE DANDERESSO	0	157 154	171 754
COMMUNE DE KLELA	6 400	167 961	188 540
COMMUNE DE FAMA	0	72 153	78 852
COMMUNE DE GONGASSO	0	114 821	125 797
COMMUNE DE KOUORO	0	74 854	81 768
COMMUNE DE KABARASSO	0	41 422	45 085
COMMUNE DE DOGONI	0	70 501	77 020
COMMUNE DE BLENDIO	0	100 168	109 554
COMMUNE DE BENKADI	0	89 690	97 986
COMMUNE DE DEMBELA	0	86 619	94 710
COMMUNE DE TIANKADI	0	38 448	41 874

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2020	Crédits de Paiement 2019	Crédits de Paiement 2020
	Commune		
REGION DE SIKASSO			
COMMUNE DE PIMPERNA	0	39 426	55 725
COMMUNE DE NATIEN	0	43 901	47 864
COMMUNE DE MISSIRIKORO	0	43 218	47 211
COMMUNE SOKOURANI-MISSIRIKORO	0	30 115	32 814
COMMUNE DE KAPALA	0	58 482	67 295
COMMUNE DE FINKOLO	0	98 783	108 048
COMMUNE DE KAFOZIELA	0	30 714	33 367
COMMUNE DE ZANGARADOUGOU	0	30 894	33 536
COMMUNE DE DIOMATENE	0	43 566	47 538
COMMUNE DE KABOILA	0	145 843	159 283
COMMUNE URBAINE DE SIKASSO	49 891	3 494 745	5 060 866
COMMUNE DE MIRIA	0	83 922	91 688
COMMUNE DE ZANTIEBOUGOU	0	145 293	186 796
COMMUNE DE KOUMANTOU	15 084	643 450	684 168
COMMUNE DE GARALO	8 142	168 603	208 199
COMMUNE DE DEFINA	0	46 079	50 182
COMMUNE DE BLADIE-TIEMALA	0	26 905	32 282
COMMUNE DE SANSO	0	133 453	146 126
COMMUNE DE DOMBA	0	99 694	109 021
COMMUNE DE WOLA	0	84 738	100 315
COMMUNE DE DEBELIN	0	58 177	66 382
COMMUNE DE MERIDIELA	0	64 451	72 016
COMMUNE DE DOGO	0	209 211	233 774
COMMUNE DE KELEYA	0	126 300	138 089
COMMUNE DE SYEN TOULA	0	63 817	75 751
COMMUNE DE OUROUN	0	35 771	40 030
COMMUNE DE FARAGOUARAN	0	50 513	54 989
COMMUNE DE SIDO	0	99 939	110 074
COMMUNE DE KOKELE	0	43 718	50 217
COMMUNE DE KOLA	0	38 604	41 975
COMMUNE DE FARADIELE	0	40 748	44 557
COMMUNE URBAINE DE BOUGOUNI	30 001	943 930	1 583 411
COMMUNE DE DANON	0	88 623	96 809

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2020	Crédits de Paiement 2019	Crédits de Paiement 2020
	Commune		
REGION DE SIKASSO			
COMMUNE DE KOUROULAMINI	0	54 031	59 089
COMMUNE DE TIEMALA BANIMONOTIE	0	74 688	81 383
COMMUNE DE SIBIRILA	0	114 897	125 423
COMMUNE DE YININDOUGOU	0	54 401	63 393
COMMUNE DE YIRIDOUGOU	0	51 053	55 640
COMMUNE DE DIOUMATENE	0	56 847	62 065
COMMUNE DE DIOU	0	23 246	25 150
COMMUNE DE ZEGOUA	0	110 176	123 223
COMMUNE DE KADIOLO	15 008	685 689	742 656
COMMUNE DE KAI	0	35 065	38 030
COMMUNE DE NIMBOUGOU	0	48 956	56 609
COMMUNE DE LOULOUNI	0	193 547	218 276
COMMUNE DE MISSENI	0	78 449	91 131
COMMUNE DE FOUROU	0	272 419	304 533
COMMUNE DE KOLONDIEBA	15 647	533 539	570 881
COMMUNE DE N'GOLODIANA	0	50 120	54 702
COMMUNE DE BOUGOULA	0	44 526	48 616
COMMUNE DE FAKOLA 1	0	83 969	91 585
COMMUNE DE FARAKO	0	69 281	75 564
COMMUNE DE KADIANA	0	89 434	108 689
COMMUNE DE NANGALASSO	0	76 532	83 614
COMMUNE DE TIONGUI	0	54 767	59 781
COMMUNE DE TOUSSEGUELA	0	41 472	45 177
COMMUNE DE KOLOSSO	0	41 004	44 636
COMMUNE DE KEBILA	0	186 400	213 483
COMMUNE DE MENA	0	85 773	93 769
COMMUNE DE M'PESSOBA	7 275	486 332	629 413
COMMUNE DE MIENA	0	74 028	80 994
COMMUNE DE KAFO FABOLI	0	59 899	70 374
COMMUNE DE N'TOSSONI	0	55 133	60 301
COMMUNE DE KARAGOUANA MALLE	0	72 763	79 661
COMMUNE DE FAKOLO	0	112 086	122 860
COMMUNE DE NIANTAGA	0	61 243	67 017

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2020	Crédits de Paiement 2019	Crédits de Paiement 2020
	Commune		
REGION DE SIKASSO			
COMMUNE DE KOUNIANA	0	16 717	18 078
COMMUNE DE SOROBASSO	0	26 168	28 458
COMMUNE DE N'GOLONIANASSO	0	91 944	101 846
COMMUNE DE SINCINA	0	161 201	178 041
COMMUNE DE ZEBALA	0	69 163	78 005
COMMUNE DE N'GOUTJINA	0	82 215	89 984
COMMUNE DE KAPALA	0	46 385	50 593
COMMUNE DE KONSEGUELA	0	162 102	177 771
COMMUNE DE KONINA	0	44 818	52 129
COMMUNE DE ZANGASSO	6 369	125 249	164 632
COMMUNE DE SINKOLO	0	34 925	43 921
COMMUNE URBAINE DE KOUTIALA	35 148	1 685 384	2 621 461
COMMUNE DE DIOURADOUGOU KAFO	0	11 608	14 428
COMMUNE DE GOUADJI KAO	0	43 140	47 911
COMMUNE DE GOUDIE SOUGOUNA	0	52 437	57 248
COMMUNE DE KOLONIGUE	0	121 409	157 669
COMMUNE DE KONINGUE	0	83 912	91 758
COMMUNE DE KOROMO	0	51 405	56 188
COMMUNE DE LOGOUANA	0	29 178	31 723
COMMUNE DE NAFANGA	0	40 820	44 543
COMMUNE DE SONGO DOUBAKORE	0	42 628	50 415
COMMUNE DE SONGOUA	0	35 964	39 216
COMMUNE DE YOGNOGO	0	27 737	30 123
COMMUNE DE ZANFIGUE	0	47 419	51 710
COMMUNE DE DIEDOUGOU	0	35 641	44 518
COMMUNE DE FAGUI	0	49 842	71 784
COMMUNE DE NAMPE	0	35 043	38 270
COMMUNE DE TAO	0	53 342	58 342
COMMUNE DE ZANINA	0	42 467	50 771
COMMUNE DE WASSOULOU-BALLE	19 328	631 754	677 951
COMMUNE DE YALLANKORO-SOLOBA	0	65 553	74 213
COMMUNE DE DJIGUIYA DE KOLONI	0	34 048	36 909
COMMUNE DE BAYA	0	135 001	147 482

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2020	Crédits de Paiement 2019	Crédits de Paiement 2020
	Commune		
REGION DE SIKASSO			
COMMUNE DE BOLO - FOUTA	0	47 870	51 084
COMMUNE DE DJALLON FOULA	0	59 288	64 615
COMMUNE DE GOUANAN	0	157 287	171 728
COMMUNE DE GOUANDIAKA	0	144 725	158 070
COMMUNE DE KOUSSAN	0	82 571	95 326
COMMUNE DE SANKARANI	0	50 334	53 627
COMMUNE DE SERE MOUSA ANI SAMOU DE SIEREKOLE	0	96 115	104 798
COMMUNE DE TAGANDOUGOU	0	69 930	76 084
COMMUNE DE KARANGANA	0	126 879	153 956
COMMUNE DE YOROSSO	7 918	637 577	670 432
COMMUNE DE KIFFOSSO	0	95 277	124 043
COMMUNE DE MENAMBA I	0	46 910	72 415
COMMUNE DE BOURA	0	115 747	160 982
COMMUNE DE KOUMBIA	0	64 611	83 677
COMMUNE DE KOURY	0	277 899	315 845
COMMUNE DE OURIKELA	0	103 389	138 212
COMMUNE DE MAHOU	0	51 712	81 654
Total :	**240 043**	**21 307 461**	**26 298 585**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2020	Crédits de Paiement 2019	Crédits de Paiement 2020
	Commune		
REGION DE SEGOU			
COMMUNE DE DIGANIBOUGOU	0	58 642	64 081
COMMUNE DE DJEDOUGOU	0	27 035	29 275
COMMUNE DE DIORO	1 045	235 641	306 996
COMMUNE DE FARAKOU MASSA	3 757	67 966	80 908
COMMUNE DE SEBOUGOU	0	281 765	309 182
COMMUNE DE PELENGANA	0	612 180	671 850
COMMUNE DE N'GARA	0	121 000	133 597
COMMUNE DE MASSALA	0	132 242	151 786
COMMUNE DE KONODIMINI	0	121 905	133 534
COMMUNE DE SOIGNEBOUGOU	0	40 968	44 787
COMMUNE DE SAKOIBA	0	134 910	147 900
COMMUNE DE SANSANDING	0	112 061	117 626
COMMUNE DE SIBILA	0	40 859	44 564
COMMUNE DE DIOUNA	0	36 723	43 771
COMMUNE DE FATINE	0	63 043	68 696
COMMUNE DE KAMIANDOUGOU	0	26 615	28 811
COMMUNE DE BAGUIDABOUGOU	0	39 426	47 335
COMMUNE DE N'KOUMANDOUGOU	0	41 676	45 726
COMMUNE DE BELLEN	0	29 118	32 640
COMMUNE DE BOUSSIN	0	70 054	76 629
COMMUNE DE MARKALA	12 051	891 474	950 671
COMMUNE DE SAMA-FOULALA	0	53 676	62 477
COMMUNE DE SOUBA	0	117 767	129 836
COMMUNE DE CINZANA	0	145 961	160 675
COMMUNE DE FARAKO	0	108 101	118 506
COMMUNE DE SAMINE	0	44 960	49 115
COMMUNE DE KATIENA	0	73 512	80 125
COMMUNE DE DOUGABOUGOU	0	174 267	191 802
COMMUNE DE TOGOU	0	57 088	62 296
COMMUNE URBAINE DE SEGOU	43 226	3 249 883	5 414 249
COMMUNE DE BAROUELI	11 744	427 111	467 829
COMMUNE DE KONONBOUGOU	0	275 150	306 993
COMMUNE DE KALAKE	0	86 270	101 938

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2020	Crédits de Paiement 2019	Crédits de Paiement 2020
	Commune		
REGION DE SEGOU			
COMMUNE DE N'GASSOLA	0	44 950	52 149
COMMUNE DE BOIDIE	0	114 236	124 996
COMMUNE DE TAMANI	0	108 384	124 506
COMMUNE DE SANANDO	0	130 438	142 458
COMMUNE DE GOUENDO	0	58 565	63 926
COMMUNE DE SOMO	0	58 289	68 485
COMMUNE DE DOUGOUFIE	0	53 092	57 536
COMMUNE DE TESSERLA	0	44 559	51 926
COMMUNE DE TIEMENA	0	47 853	51 646
COMMUNE DE NIALA	0	76 162	83 419
COMMUNE DE DIARAMANA	0	170 818	211 392
COMMUNE DE KEMENI	0	88 116	96 471
COMMUNE DE SOMASSO	0	103 921	113 880
COMMUNE DE DOUGOUOLO	0	66 427	72 569
COMMUNE DE BLA	10 784	712 108	757 311
COMMUNE DE FALO	0	109 904	126 704
COMMUNE DE YANGASSO	4 705	233 857	272 575
COMMUNE DE BEGUENE	0	54 107	69 871
COMMUNE DE KORODOUGOU	0	69 486	81 327
COMMUNE DE KAZANGASSO	0	56 389	61 605
COMMUNE DE FANI	0	78 879	90 726
COMMUNE DE KOULANDOUGOU	0	11 861	10 207
COMMUNE DE TOUNA	0	135 851	152 829
COMMUNE DE DIENA	0	48 548	51 826
COMMUNE DE SAMABOGO	0	65 168	71 199
COMMUNE DE MACINA	8 698	649 551	698 934
COMMUNE DE KOLONGO	0	229 605	266 089
COMMUNE DE KOKRY CENTRE	0	147 938	179 495
COMMUNE DE BOKY WERE	0	78 534	85 919
COMMUNE DE TONGUE	0	63 163	76 426
COMMUNE DE SALOBA	6 107	218 303	243 911
COMMUNE DE FOLOMANA	0	55 721	60 899
COMMUNE DE MONIMPEBOUGOU	0	110 180	124 616

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2020	Crédits de Paiement 2019	Crédits de Paiement 2020
	Commune		
REGION DE SEGOU			
COMMUNE DE SANA	0	171 966	188 042
COMMUNE DE SOULEYE	0	66 837	77 648
COMMUNE DE MATOMO	0	91 391	99 741
COMMUNE DE YEREDON SANIONA	0	89 831	98 288
COMMUNE DE DOGOFRY	0	92 191	122 330
COMMUNE DE NIONO	18 617	904 741	1 036 012
COMMUNE DE MARIKO	0	100 422	117 945
COMMUNE DE KALA SIGUIDA	0	113 368	145 315
COMMUNE DE SIRIFLA BOUNDY	0	123 512	139 281
COMMUNE DE SOKOLO	0	93 563	115 083
COMMUNE DE TORIDAGA-KO	0	62 648	68 248
COMMUNE DE SIRIBALA	0	156 442	171 232
COMMUNE DE NAMPALARI	0	11 822	15 319
COMMUNE DE POGO	0	59 820	65 258
COMMUNE DE DIABALY	0	136 208	184 420
COMMUNE DE DIAKOUROUNA	0	59 526	65 060
COMMUNE DE N' TOROSSO	0	70 839	77 479
COMMUNE DE DIELI	0	85 483	93 434
COMMUNE DE NIASSO	0	76 262	83 440
COMMUNE DE N'GOA	0	53 769	58 767
COMMUNE DE TENENI	0	69 208	83 333
COMMUNE DE SIADOUGOU	0	57 219	69 924
COMMUNE DE SY	0	38 090	41 515
COMMUNE DE FION	0	32 952	35 937
COMMUNE DE OUOLON	0	46 740	50 960
COMMUNE DE BARAMANDOUGOU	0	58 663	64 211
COMMUNE DE TENE	0	71 555	78 100
COMMUNE DE DAH	0	66 119	72 314
COMMUNE DE SOUROUNTOUNA	0	86 059	94 254
COMMUNE DE KARABA	0	52 120	56 868
COMMUNE DE WAKI	0	58 244	75 602
COMMUNE DE NIAMANA	0	35 726	38 937
COMMUNE DE KANIEGUE	0	73 471	80 430

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2020	Crédits de Paiement 2019	Crédits de Paiement 2020
	Commune		
REGION DE SEGOU			
COMMUNE DE KAVA	5 537	243 430	266 409
COMMUNE DE MORIBILA	0	72 498	79 267
COMMUNE DE KASSOROLA	0	89 645	104 542
COMMUNE DE SOMO	0	28 544	31 141
COMMUNE DE TOURAKOLOMBA	0	34 818	37 999
COMMUNE DE DJEGUENA	0	52 404	68 720
COMMUNE URBAINE DE SAN	25 520	1 432 832	1 859 570
COMMUNE DE BEBENA	0	183 111	215 592
COMMUNE DE OUAN	0	71 456	91 174
COMMUNE DE DIORA	0	87 097	92 614
COMMUNE DE LANFIALA	0	36 003	44 515
COMMUNE DE KOULA	0	103 073	111 795
COMMUNE DE FANGASSO	0	126 941	148 109
COMMUNE DE SANEKUY	0	113 506	133 460
COMMUNE DE YASSO	0	125 027	136 266
COMMUNE DE MAFOUNE	0	148 063	169 232
COMMUNE DE TIMISSA	0	98 771	111 890
COMMUNE DE MANDIAKUY	0	143 126	168 504
COMMUNE DE TOMINIAN	14 439	521 624	553 497
Total :	**166 230**	**19 372 788**	**23 763 048**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2020	Crédits de Paiement 2019	Crédits de Paiement 2020
	Commune		
REGION DE MOPTI			
COMMUNE DE SOCOURA	2 677	240 145	317 261
COMMUNE DE DIALLOUBE	0	78 197	96 475
COMMUNE DE FATOMA	0	135 574	162 548
COMMUNE DE KONNA	0	185 915	254 181
COMMUNE DE KOROMBANA	0	97 953	135 335
COMMUNE DE KOUNARI	0	46 530	69 020
COMMUNE DE OURO-MODI	0	32 399	41 193
COMMUNE DE OUROUBE-DOUDDE	0	57 677	76 107
COMMUNE DE SIO	0	167 618	199 653
COMMUNE DE SOYE	0	29 701	42 159
COMMUNE DE BORONDOUGOU	0	71 962	90 256
COMMUNE DE SASALBE	0	17 509	25 940
COMMUNE DE KOUBAYE	0	28 609	30 951
COMMUNE URBAINE DE MOPTI	30 462	1 818 777	2 733 208
COMMUNE DE BASSIROW	0	37 786	50 381
COMMUNE DE DOUCOUMBO	0	154 839	159 291
COMMUNE DE DOUROU	0	127 375	127 646
COMMUNE DE DOGANI BERE	0	18 980	17 474
COMMUNE DE KENDE	0	29 788	41 733
COMMUNE DE LOWOL-GUEOU	0	26 405	26 607
COMMUNE DE METOUMOU	0	54 745	61 290
COMMUNE DE PELOU	0	44 625	41 822
COMMUNE DE PIGNARI-BANA	0	100 322	110 372
COMMUNE DE PIGNARI	0	63 003	66 356
COMMUNE DE SANGHA	4 790	237 058	254 271
COMMUNE DE SOROLY	0	43 944	39 025
COMMUNE DE WADOUBA	0	176 830	185 215
COMMUNE DE DANDOLI	0	47 517	53 226
COMMUNE DE BORKO	0	26 220	21 251
COMMUNE DE DIAMNATI	0	45 773	53 101
COMMUNE DE SEGUE-IRE	0	42 220	64 487
COMMUNE DE TIMIRI	0	58 141	56 328
COMMUNE DE BARA-SARA	0	56 856	57 532

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2020	Crédits de Paiement 2019	Crédits de Paiement 2020
	Commune		
REGION DE MOPTI			
COMMUNE DE KENDIE	0	80 819	69 520
COMMUNE URBAINE DE BANDIAGARA	9 276	701 343	778 714
COMMUNE DE ONDOUGOU	0	32 828	34 082
COMMUNE DE BAYE	0	203 361	241 808
COMMUNE DE DIALLASSAGOU	0	83 298	89 350
COMMUNE DE DIMBAL-HABE	0	114 015	123 035
COMMUNE DE KANI-BOZON	0	93 662	101 109
COMMUNE DE KOULOGON-HABE	0	54 506	71 067
COMMUNE DE LESSAGOU-HABE	0	52 368	70 291
COMMUNE DE OUONKORO	0	81 049	91 037
COMMUNE DE SEGUE	0	100 588	125 041
COMMUNE DE SOKOURA	0	165 467	193 251
COMMUNE DE SOUBALA	0	47 149	59 546
COMMUNE DE TORI	0	86 167	112 485
COMMUNE DE BANKASS	7 306	446 799	475 101
COMMUNE DE DANDOUGOU FAKALA	0	63 927	85 959
COMMUNE DE DERRARY	0	60 180	76 249
COMMUNE DE KEWA	0	71 023	87 837
COMMUNE DE NEMA-BADENYAKAFO	0	118 722	146 972
COMMUNE DE OURO ALI	0	48 717	63 051
COMMUNE DE PONDORI	0	42 761	59 344
COMMUNE DE TOGUE MOURARI	0	57 774	69 799
COMMUNE DE MADIAMA	0	83 811	95 333
COMMUNE DE NIANSANARIE	0	51 864	62 193
COMMUNE URBAINE DE DJENNE	4 497	474 924	573 563
COMMUNE DE FAKALA	3 606	182 744	210 346
COMMUNE DE FEMAYE	0	68 767	90 220
COMMUNE DE DALLAH	0	33 593	38 465
COMMUNE DE DANGOL-BORE	0	99 717	126 953
COMMUNE DE DEBERE	0	48 701	52 737
COMMUNE DE DIANWELY	0	36 562	35 767
COMMUNE DE DJAPTODJI	0	84 437	96 663
COMMUNE DE GANDAMIA	0	49 932	58 714

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2020	Crédits de Paiement 2019	Crédits de Paiement 2020
	Commune		
REGION DE MOPTI			
COMMUNE DE HAIRE	0	61 053	84 491
COMMUNE DE KORAROU	0	15 052	15 847
COMMUNE DE KOUBEWEL-KOUNDIA	0	64 245	70 002
COMMUNE DE MONDORO	0	72 765	83 498
COMMUNE DE TEDIE	0	42 399	45 018
COMMUNE DE HOMBORI	0	79 623	112 758
COMMUNE DE PETAKA	0	44 645	48 770
COMMUNE DE KERENA	0	9 094	9 914
COMMUNE URBAINE DE DOUENTZA	15 415	634 927	1 248 279
COMMUNE DE BAMBA	0	89 479	88 336
COMMUNE DE BARAPIRELI	0	129 369	150 697
COMMUNE DE BONDO	0	91 704	96 241
COMMUNE DE DIANKABOU	0	58 805	61 519
COMMUNE DE DINANGOUROU	0	71 705	69 042
COMMUNE DE DIOUNGANI	2 336	115 573	118 026
COMMUNE DE DOUGOUTENE II (ANDIAGANA	0	78 745	85 494
COMMUNE DE KASSA	0	67 307	65 387
COMMUNE DE KOPORO - NA	0	2 792	143 114
COMMUNE DE KOPORO - PEN	0	84 573	97 822
COMMUNE DE MADOUGOU	4 056	168 362	182 303
COMMUNE DE PEL-MAOUDE	0	55 249	58 420
COMMUNE DE DOUGOUTENE I	0	96 415	102 444
COMMUNE DE YORO	0	46 616	44 452
COMMUNE DE YOUDIOU	0	84 330	85 787
COMMUNE DE KORO	9 628	1 013 165	1 081 944
COMMUNE DE DIAFARABE	0	116 949	162 060
COMMUNE DE DIONDORI	0	89 995	112 719
COMMUNE DE KARERI	0	109 341	122 164
COMMUNE DE OURO-ARDO	0	43 548	78 164
COMMUNE DE OURO-GUIRE	0	26 964	29 251
COMMUNE DE SOUGOULBE	0	24 744	29 917
COMMUNE DE TOGORO KOTIA	0	35 658	42 896
COMMUNE DE TOGUERE-COUMBE	0	77 035	108 113

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2020	Crédits de Paiement 2019	Crédits de Paiement 2020
	Commune		
REGION DE MOPTI			
COMMUNE DE DIAKA	0	91 194	105 939
COMMUNE URBAINE DE TENENKOU	4 461	311 036	334 387
COMMUNE DE BIMBERE-TAMA	0	35 234	40 234
COMMUNE DE DEBOYE	0	60 918	67 234
COMMUNE DE DIRMA	0	47 728	59 255
COMMUNE DE DONGO	0	71 872	82 322
COMMUNE DE FARIMAKE	0	70 025	72 676
COMMUNE DE N'DODJIGA	0	59 289	68 493
COMMUNE DE YOUWAROU	3 373	345 759	392 742
Total :	**101 883**	**13 317 849**	**16 585 466**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2020	Crédits de Paiement 2019	Crédits de Paiement 2020
	Commune		
REGION DE TOMBOUCTOU			
COMMUNE DE BER	0	100 713	115 656
COMMUNE DE BOUREM-INALY	0	56 888	54 498
COMMUNE DE LAFIA	0	51 715	54 265
COMMUNE DE ALAFIA	0	142 279	147 271
COMMUNE DE SALAM	0	57 619	53 799
COMMUNE URBAINE DE TOMBOUCTOU	16 208	3 463 364	4 649 642
COMMUNE DE BINGA	0	24 723	24 430
COMMUNE ARHAM	0	40 182	42 003
COMMUNE BOUREM-SIDI AMAR	0	58 485	62 934
COMMUNE DE DANGHA	0	41 052	38 769
COMMUNE DE GARBAKOIRA	0	49 158	54 891
COMMUNE DE HAIBONGO	0	47 958	50 075
COMMUNE DE KIRCHAMBA	0	24 276	23 925
COMMUNE DE KONDI	0	16 404	16 231
COMMUNE DE SARE-YAMOU	0	46 263	49 019
COMMUNE DE TIENKOUR	0	24 677	24 224
COMMUNE DE TINDIRMA	0	22 820	22 939
COMMUNE DE TINGUEREGUIF	0	15 953	15 012
COMMUNE URBAINE DE DIRE	6 136	344 465	441 082
COMMUNE DE ALZOUNOUB	0	12 969	14 398
COMMUNE DE BINTAGOUNGOU	0	31 271	40 411
COMMUNE DE DOUEKIRE	0	53 266	55 867
COMMUNE DE ADARMALANE	0	13 587	13 822
COMMUNE DE GARGANDO	0	35 097	42 127
COMMUNE DE ISSA-BERY	0	26 734	33 000
COMMUNE DE KANEYE	0	20 287	21 058
COMMUNE DE DOUKOURIA	0	20 239	20 127
COMMUNE DE M' BOUNA	0	34 431	36 765
COMMUNE DE TILEMSI	0	23 123	25 969
COMMUNE DE TELE	0	27 724	26 146
COMMUNE DE ESSAKANE	0	39 603	48 657
COMMUNE DE RAZ-EL-MA	0	24 739	29 127
COMMUNE DE TIN AICHA	0	22 477	29 850

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2020	Crédits de Paiement 2019	Crédits de Paiement 2020
	Commune		
REGION DE TOMBOUCTOU			
COMMUNE DE TONKA	0	144 614	163 075
COMMUNE URBAINE DE GOUNDAM	6 767	301 034	311 927
COMMUNE DE BAMBARA MAOUDE	0	42 093	46 457
COMMUNE DE BANICANE	0	87 702	94 416
COMMUNE DE GOSSI	0	90 088	116 266
COMMUNE DE HARIBOMO	0	25 021	25 123
COMMUNE DE INADIATAFANE	0	20 983	20 906
COMMUNE DE RHAROUS	5 032	303 120	318 183
COMMUNE DE HANZAKONA	0	21 960	24 774
COMMUNE DE SERERE	0	54 426	51 949
COMMUNE DE OUINERDENE	0	13 150	14 610
COMMUNE DE BANIKANE NARHAWA	4 912	228 193	227 173
COMMUNE DE KOUMAIRA	0	47 006	45 032
COMMUNE DE LERE	3 251	70 667	73 426
COMMUNE DE N' GOURKOU	0	57 625	53 327
COMMUNE DE SOBOUNDOU	0	180 188	199 708
COMMUNE DE SOUMPI	0	50 168	44 601
COMMUNE DE DIANKE	0	26 065	24 260
COMMUNE DE FITTOUGA	0	77 892	74 061
Total :	**42 306**	**6 856 536**	**8 307 262**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2020	Crédits de Paiement 2019	Crédits de Paiement 2020
	Commune		
REGION DE GAO			
COMMUNE DE ANCHAWADI	0	269 732	287 389
COMMUNE DE GABERO	0	310 999	359 565
COMMUNE DE GOUNZOUREYE	2 669	514 717	579 465
COMMUNE DE N'TILLIT	0	266 696	310 640
COMMUNE DE SONY-ALIBER	0	626 379	704 747
COMMUNE DE TILEMSI	0	164 315	170 046
COMMUNE URBAINE DE GAO	21 408	1 919 106	2 700 927
COMMUNE DE BARA	0	199 158	242 934
COMMUNE DE BOURRA	0	249 587	306 081
COMMUNE DE OUATTAGOUNA	0	250 280	329 553
COMMUNE DE TALATAYE	0	54 138	62 076
COMMUNE DE TESSIT	0	78 141	100 716
COMMUNE DE TIM HAMA	0	78 071	95 773
COMMUNE DE ANSONGO	10 532	762 790	883 648
COMMUNE DE BAMBA	0	279 251	340 372
COMMUNE DE TABOYE	0	341 155	389 352
COMMUNE DE TARKINT	0	159 892	175 207
COMMUNE DE TEMERA	0	136 052	156 901
COMMUNE URBAINE DE BOUREM	9 800	717 630	801 040
Total :	**44 409**	**7 378 089**	**8 996 431**
REGION DE KIDAL			
COMMUNE D'ANEFIF	0	69 522	74 231
COMMUNE D'ESSOUK	0	64 409	69 173
COMMUNE URBAINE DE KIDAL	2 001	580 512	904 054
COMMUNE DE ABEIBARA	2 001	74 040	81 727
COMMUNE DE TINZAWATENE	0	20 646	21 787
COMMUNE DE BOGHASSA	0	41 286	44 524
COMMUNE DE TESSALIT	2 001	249 941	269 926
COMMUNE D'ADJELHOC	0	134 063	138 569
COMMUNE DE TIMTAGHENE	0	22 586	23 403
COMMUNE DE TIN-ESSAKO	2 001	96 630	112 311
COMMUNE D'INTADJEDITE	0	22 213	24 018
Total :	**8 004**	**1 375 848**	**1 763 722**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2020	Crédits de Paiement 2019	Crédits de Paiement 2020
Commune			
REGION DE TAOUDENIT			
Region de Taoudénit	0		4 000
COMMUNE DE ALMATLA	0		2 103
COMMUNE DE TOUWAL	0		1 455
COMMUNE DE ZIRBA	0		3 083
COMMUNE DE NIBKIT-EL ELK	0		3 328
COMMUNE DE ARAOUANE	0		12 591
COMMUNE DE ACHAMOUR	0		2 737
COMMUNE DE TIN-AGHZDJE	0		1 369
COMMUNE DE BOUJBEHA	0		922
COMMUNE DE AGOUNI	0		7 650
COMMUNE DE LIMGASSIM	0		2 550
Total :	**0**		**41 788**
REGION DE MENAKA			
Region de Menaka	13 440	0	224 024
Total :	**13 440**	**0**	**224 024**
Total	**1 241 688**	**138 932 915**	**164 278 597**
Déconcentré			
REGION DE TAOUDENIT			
Region de Taoudénit	3 800	23 180	23 180
Total :	**3 800**	**23 180**	**23 180**
REGION DE MENAKA			
Region de Menaka	22 800	1 197 821	1 315 289
Total :	**22 800**	**1 197 821**	**1 315 289**
Total	**26 600**	**1 221 001**	**1 338 469**
Crédits Globaux			
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
Portion centrale	40 000 000	40 000 000	40 000 000
Total :	**40 000 000**	**40 000 000**	**40 000 000**
AGENCE NAT. D'INVEST. COLLECT. TERRITORIALES			
Portion centrale	0		616 874
Total :	**0**		**616 874**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2020	Crédits de Paiement 2019	Crédits de Paiement 2020
	Crédits Globaux		
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
Portion centrale	700 000	9 669 409	8 384 022
Total :	**700 000**	**9 669 409**	**8 384 022**
MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES			
Portion centrale	0	1 600 000	1 600 000
Total :	**0**	**1 600 000**	**1 600 000**
DISTRICT DE BAMAKO			
District de Bamako	243 134		381 399
Total :	**243 134**		**381 399**
REGION DE KAYES			
Region de Kayes	2 233 258		3 205 684
Total :	**2 233 258**		**3 205 684**
REGION DE KOULIKORO			
Region de Koulikoro	1 581 506		2 440 037
Total :	**1 581 506**		**2 440 037**
REGION DE SIKASSO			
Region de Sikasso	2 233 501		3 345 148
Total :	**2 233 501**		**3 345 148**
REGION DE SEGOU			
Region de Segou	1 896 767		2 832 432
Total :	**1 896 767**		**2 832 432**
REGION DE MOPTI			
Region de Mopti	1 749 537		2 617 781
Total :	**1 749 537**		**2 617 781**
REGION DE TOMBOUCTOU			
Region de Tombouctou	977 241		1 394 206
Total :	**977 241**		**1 394 206**
REGION DE GAO			
Region de Gao	626 457		832 885
Total :	**626 457**		**832 885**
REGION DE KIDAL			
Region de Kidal	532 868		699 190
Total :	**532 868**		**699 190**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020

REPARTITION PAR SECTION ET NIVEAUX DE COLLECTIVITES TERRITORIALES DES RESSOURCES TRANSFEREES

(en milliers de francs CFA)

LIBELLE	Autorisations d'Engagement 2020	Crédits de Paiement 2019	Crédits de Paiement 2020
	Crédits Globaux		
REGION DE TAOUDENIT			
Region de Taoudénit	663 523		992 699
Total :	**663 523**		**992 699**
REGION DE MENAKA			
Region de Menaka	562 992		816 762
Total :	**562 992**		**816 762**
CHARGES COMMUNES			
Portion centrale	0	13 064 428	25 455 247
Total :	**0**	**13 064 428**	**25 455 247**
Total	**54 000 784**	**64 333 837**	**95 614 366**
Total Général	**107 670 703**	**348 602 894**	**400 103 583**

II. 2. Répartition détaillée des transferts aux Collectivités Territoriales sur la subvention de l'Etat au titre du Fonds National d'Appui aux Collectivités Territoriales (en FCFA)

i. DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT) 2020		
CODE	**COLLECTIVITE**	**DAFCT 2020**
REGION DE KAYES		
01000	COLL. REGION DE KAYES	51 724 000
01100	COLL. CERCLE DE BAFOULABE	10 942 000
01101	Bafoulabé	5 904 000
01102	Bamafélé	5 904 000
01103	Diakon	7 380 000
01104	Diallan	5 904 000
01105	Diokéli	5 904 000
01106	Gounfan	5 904 000
01107	Kontéla	5 904 000
01108	Koundian	5 904 000
01109	Mahina	7 380 000
01110	Niambia	5 904 000
01111	Oualia	5 904 000
01112	Sidibéla	5 904 000
01113	Tomora	7 380 000
01200	COLL. CERCLE DE DIEMA	10 942 000
01201	Béma	7 380 000
01202	Diangounté Camara	7 380 000
01203	Dianguirdé	5 904 000
01204	Diéma	7 380 000
01205	Diéoura	5 904 000
01206	Dioumara K	5 904 000
01207	Fassoudébé	5 904 000
01208	Fatao	5 904 000
01209	Gomitradougou	5 904 000
01210	Grouméra	5 904 000
01211	Guédébiné	5 904 000
01212	Lakamané	5 904 000
01213	Lambidou	5 904 000
01214	Madiga Sacko	5 904 000
01215	Sansankidé	5 904 000
01300	COLL. CERCLE DE KAYES	12 766 000
01301	Bangassi	5 904 000
01302	Colimbiné	5 904 000
01303	Diamou	5 904 000
01304	Diélébou	7 380 000
01305	Falémé	5 904 000
01306	Fégui	5 904 000
01307	Gory Gopela	5 904 000
01308	Gouméra	5 904 000
01309	Guidimaka K K	5 904 000
01310	Hawadembaya	5 904 000

i. DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT) 2020		
CODE	**COLLECTIVITE**	**DAFCT 2020**
01311	Karakoro	5 904 000
01312	Kayes	10 332 000
01313	Kemené Tambo	5 904 000
01314	Kholoum	5 904 000
01315	Koniakari	5 904 000
01316	Koussane	7 380 000
01317	Liberté Dembaya	5 904 000
01318	Logo	5 904 000
01319	Maréna Diombgou	5 904 000
01320	Marentoumania	5 904 000
01321	Sadiola	8 856 000
01322	Sahel	5 904 000
01323	Samé Diongoma	5 904 000
01324	Segala	7 380 000
01325	Sero Diamanou	7 380 000
01326	Somankidi	5 904 000
01327	Sony	5 904 000
01328	Tafacirga	5 904 000
01400	COLL. CERCLE DE KENIEBA	9 119 000
01401	Baye	5 904 000
01402	Dabia	5 904 000
01403	Dialafara	5 904 000
01404	Dombia	5 904 000
01405	Faléa	5 904 000
01406	Faraba	5 904 000
01407	Guénégoré	5 904 000
01408	Kassama	5 904 000
01409	Keniéba	7 380 000
01410	Kouroukoto	5 904 000
01411	Sagalo	5 904 000
01412	Sitakily	7 380 000
01500	COLL.CERCLE DE KITA	12 766 000
01501	Badia	5 904 000
01502	Bendougouba	5 904 000
01503	Benkadi Founia	5 904 000
01504	Boudofo	5 904 000
01505	Bougarybaya	5 904 000
01506	Didenko	5 904 000
01507	Djidian	5 904 000
01508	Djougoun	5 904 000
01509	Gadougou 1	5 904 000
01510	Gadougou 2	5 904 000
01511	Guémoukouraba	5 904 000
01512	Kassaro	5 904 000
01513	Kita	8 856 000

i. DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT) 2020		
CODE	**COLLECTIVITE**	**DAFCT 2020**
01514	Kita Nord	5 904 000
01515	Kita Ouest	5 904 000
01516	Kobri	5 904 000
01517	Kokofata	5 904 000
01518	Kotouba	5 904 000
01519	Koulou	5 904 000
01520	Kourininkoto	5 904 000
01521	Madina	5 904 000
01522	Makano	5 904 000
01523	Namalaguimba	5 904 000
01524	Niantasso	5 904 000
01525	Saboula	5 904 000
01526	Sébékoro	7 380 000
01527	Séféto Nord	5 904 000
01528	Séféto Ouest	5 904 000
01529	Senko	5 904 000
01530	Sirakoro	5 904 000
01531	Souransan Tomoto	5 904 000
01532	Tambaga	5 904 000
01533	Toukoto	5 904 000
01600	COLL. CERCLE DE NIORO	10 942 000
01601	Bagnéré Koré	5 904 000
01602	Diabigué	5 904 000
01603	Diarra	5 904 000
01604	Diaye Coura	5 904 000
01605	Gavinané	5 904 000
01606	Gogui	5 904 000
01607	Guetema	5 904 000
01608	Kadiaba Kadiel	5 904 000
01609	Korera Koré	5 904 000
01610	Nioro	7 380 000
01611	Nioro Tougounéranga	5 904 000
01612	Sandaré	7 380 000
01613	Simbi	5 904 000
01614	Troungoumbé	5 904 000
01615	Yereré	5 904 000
01616	Youri	5 904 000
01700	COLL.CERCLE DE YELIMANE	9 119 000
01701	Diafounou Dion.	5 904 000
01702	Diafounou Gory	7 380 000
01703	Fanga	5 904 000
01704	Gory	5 904 000
01705	Guidimé	7 380 000
01706	Kirané Kagnaga	7 380 000
01707	Konsiga	5 904 000

i. DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT) 2020		
CODE	**COLLECTIVITE**	**DAFCT 2020**
01708	Kremis	5 904 000
01709	Marekaffo	5 904 000
01710	Soumpou	5 904 000
01711	Toya	5 904 000
01712	Tringa	5 904 000
TOTAL REGION DE KAYES		**926 836 000**

REGION DE KOULIKORO		
02000	COLL. REGION DE KOULIKORO	51 724 000
02100	COLL. CERCLE DE BANAMBA	9 119 000
02101	Banamba	7 380 000
02102	Benkadi	5 904 000
02103	Boron	7 380 000
02104	Dougouwolowula	8 856 000
02105	Kiban	5 904 000
02106	Madina Sacko	7 380 000
02107	Sebeté	5 904 000
02108	Toubacoro	5 904 000
02109	Toukoroba	5 904 000
02200	COLL. CERCLE DE DIOILA	12 766 000
02201	Banco	7 380 000
02202	Benkadi	5 904 000
02203	Binko	5 904 000
02204	Degnékoro	5 904 000
02205	Diebé	5 904 000
02206	Diedougou	7 380 000
02207	Diouma	5 904 000
02208	Dolendougou	5 904 000
02209	Guegnéka	7 380 000
02210	Djekafo	5 904 000
02211	Kaladougou	7 380 000
02212	Kemekafo	7 380 000
02213	Kerela	5 904 000
02214	Kilidougou	5 904 000
02215	Massigui	8 856 000
02216	Nangola	5 904 000
02217	N'Dolondougou	5 904 000
02218	N'Garadougou	5 904 000
02219	N'Golobougou	5 904 000
02220	Niantjila	5 904 000
02221	Tenendougou	5 904 000
02222	Wacoro	5 904 000
02223	Zan Coulibaly	5 904 000
02300	COLL. CERCLE DE KANGABA	9 119 000
02301	Balan Bakama	5 904 000

i. DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT) 2020		
CODE	**COLLECTIVITE**	**DAFCT 2020**
02302	Benkadi	5 904 000
02303	Kaniogo	5 904 000
02304	Karan	5 904 000
02305	Maramandougou	5 904 000
02306	Minidian	5 904 000
02307	Naréna	5 904 000
02308	Nouga	5 904 000
02309	Selefougou	5 904 000
02400	COLL. CERCLE DE KATI	12 766 000
02401	Baguinéda camp	7 380 000
02402	Bancoumana	5 904 000
02403	Bossofala	5 904 000
02404	Bougoula	5 904 000
02405	Daban	5 904 000
02406	Diago	5 904 000
02407	Dialakoroba	5 904 000
02408	Dialakorodji	8 856 000
02409	Diédougou	5 904 000
02410	Dio gare	5 904 000
02411	Dogodouma	5 904 000
02412	Dombila	5 904 000
02413	Doubabougou	5 904 000
02414	Faraba	5 904 000
02415	Kalabancoro	10 332 000
02416	Kalifabougou	5 904 000
02417	Kambila	5 904 000
02418	Kati	8 856 000
02419	Kourouba	5 904 000
02420	Mandé	8 856 000
02421	Moribabougou	7 380 000
02422	Mountougoula	5 904 000
02423	N'Gabacoro droit	7 380 000
02424	N'Gouraba	5 904 000
02425	Niagadina	5 904 000
02426	Niouma Makana	5 904 000
02427	Ntjiba	5 904 000
02428	Ouéléssébougou	8 856 000
02429	Safo	5 904 000
02430	Sanankoro Djitoum	5 904 000
02431	Sanankoroba	7 380 000
02432	Sangarébougou	8 856 000
02433	Siby	7 380 000
02434	Sobra	5 904 000
02435	Tiakadougou Dial.	5 904 000
02436	Tièlé	5 904 000

i. DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT) 2020		
CODE	**COLLECTIVITE**	**DAFCT 2020**
02437	Yelékebougou	5 904 000
02500	COLL. CERCLE DE KOLOKANI	9 119 000
02501	Didiéni	7 380 000
02502	Guihoyo	5 904 000
02503	Kolokani	7 380 000
02504	Massantola	7 380 000
02505	Nonkon	5 904 000
02506	Nossombougou	5 904 000
02507	Ouolodo	5 904 000
02508	Sagabala	7 380 000
02509	Sébécoro 1	5 904 000
02510	Tioribougou	5 904 000
02600	COLL. CERCLE DE KOULIKORO	9 119 000
02601	Dinandougou	5 904 000
02602	Doumba	5 904 000
02603	Koula	7 380 000
02604	Koulikoro	7 380 000
02605	Meguetan	7 380 000
02606	Nyamina	7 380 000
02607	Sirakorola	7 380 000
02608	Tienfala	5 904 000
02609	Tougouni	5 904 000
02700	COLL. CERCLE DE NARA	9 119 000
02701	Allahina	5 904 000
02702	Dabo	5 904 000
02703	Dilly	7 380 000
02704	Dogofry	7 380 000
02705	Fallou	7 380 000
02706	Gueneibé	5 904 000
02707	Guiré	5 904 000
02708	Koronga	5 904 000
02709	Nara	7 380 000
02710	Niamana	7 380 000
02711	Ouagadou	5 904 000
TOTAL REGION DE KOULIKORO		**825 427 000**

REGION DE SIKASSO		
03000	COLL. REGION DE SIKASSO	51 724 000
03100	COLL. CERCLE DE BOUGOUNI	12 766 000
03101	Bladié-Tiemala	5 904 000
03102	Bougouni	8 856 000
03103	Cyen Toula	5 904 000
03104	Danou	5 904 000
03105	Debelin	5 904 000
03106	Defina	5 904 000

i. DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT) 2020		
CODE	**COLLECTIVITE**	**DAFCT 2020**
03107	Dogo	7 380 000
03108	Domba	5 904 000
03109	Faradiele	5 904 000
03110	Faraguouaran	5 904 000
03111	Garalo	7 380 000
03112	Keleya	7 380 000
03113	Kokelen	5 904 000
03114	Kola	5 904 000
03115	Koumantou	8 856 000
03116	Kouroulamini	5 904 000
03117	Meridiela	5 904 000
03118	Ouroun	5 904 000
03119	Sanso	7 380 000
03120	Sibirila	7 380 000
03121	sido	5 904 000
03122	Tiemala-Banimonotie	5 904 000
03123	Wola	5 904 000
03124	Yinindougou	5 904 000
03125	Yiridougou	5 904 000
03126	Zantiebougou	7 380 000
03200	COLL. CERCLE DE KADIOLO	9 119 000
03201	Diou	5 904 000
03202	Dioumatene	5 904 000
03203	Fourou	7 380 000
03204	Kadiolo	8 856 000
03205	Kai	5 904 000
03206	Loulouni	8 856 000
03207	Misseni	7 380 000
03208	Ninbougou	5 904 000
03209	Zegoua	7 380 000
03300	COLL. CERCLE DE KOLONDIEBA	9 119 000
03301	Bougoula	5 904 000
03302	Fakola	7 380 000
03303	Farako	5 904 000
03304	Kadiana	7 380 000
03305	Kebila	7 380 000
03306	Kolondieba	8 856 000
03307	Kolosso	5 904 000
03308	Mena	5 904 000
03309	Nangalasso	5 904 000
03310	Ngolodiana	5 904 000
03311	Tiongui	5 904 000
03312	Tousseguela	5 904 000
03400	COLL. CERCLE DE KOUTIALA	12 766 000
03401	Diedougou	5 904 000

i. DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT) 2020		
CODE	**COLLECTIVITE**	**DAFCT 2020**
03402	Diouradougou Kafo	5 904 000
03403	Fagui	5 904 000
03404	Fakolo	5 904 000
03405	Guadji Kao	5 904 000
03406	Guoudie Sougouna	5 904 000
03407	Kafo Faboli	5 904 000
03408	Kapala	5 904 000
03409	Karaguana Mallé	5 904 000
03410	Kolonigue	7 380 000
03411	Konina	5 904 000
03412	Kouningue	5 904 000
03413	Konseguela	7 380 000
03414	Koromo	5 904 000
03415	Kougnana	5 904 000
03416	Koutiala	10 332 000
03417	Logouana	5 904 000
03418	Miena	5 904 000
03419	Mpessoba	7 380 000
03420	Nafanga	5 904 000
03421	Nampé	5 904 000
03422	Ngolognanasso	5 904 000
03423	Ngoutjina	5 904 000
03424	Niantaga	5 904 000
03425	Ntossoni	5 904 000
03426	Sincina	5 904 000
03427	Sinkolo	5 904 000
03428	Songo Douba kore	5 904 000
03429	Songoua	5 904 000
03430	Sorobasso	5 904 000
03431	Tao	5 904 000
03432	Yognogo	5 904 000
03433	Zanfigué	5 904 000
03434	Zangasso	5 904 000
03435	Zanina	5 904 000
03436	Zebala	5 904 000
03500	COLL. CERCLE DE SIKASSO	12 766 000
03501	Benkadi	5 904 000
03502	Blindio	5 904 000
03503	Danderesso	7 380 000
03504	Dembela	5 904 000
03505	Dialakoro	5 904 000
03506	Dioumatene	5 904 000
03507	Dogoni	5 904 000
03508	Doumanaba	5 904 000
03509	Fama	5 904 000

i. DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT) 2020		
CODE	**COLLECTIVITE**	**DAFCT 2020**
03510	Farakala	5 904 000
03511	Finkolo	5 904 000
03512	Finkolo Ganadougou	5 904 000
03513	Gongasso	5 904 000
03514	Kabarasso	5 904 000
03515	Kaboila	7 380 000
03516	Kafouziela	5 904 000
03517	Kapala	5 904 000
03518	Kapolon dougou	5 904 000
03519	Kignan	7 380 000
03520	Klela	7 380 000
03521	Kofan	5 904 000
03522	Kolokoba	5 904 000
03523	Koumankou	5 904 000
03524	Kouoro	5 904 000
03525	Kourouma	5 904 000
03526	Lobougoula	7 380 000
03527	Miniko	5 904 000
03528	Miria	5 904 000
03529	Missirikoro	5 904 000
03530	Natien	5 904 000
03531	Niéna	7 380 000
03532	Nongon-souala	5 904 000
03533	Ntjikouna	5 904 000
03534	Pimperna	5 904 000
03535	Sanzana	5 904 000
03536	Sikasso	10 332 000
03537	Sokourani missirikoro	5 904 000
03538	Tella	5 904 000
03539	Tiankadi	5 904 000
03540	Wateni	5 904 000
03541	Zanferebougou	5 904 000
03542	Zangaradougou	5 904 000
03543	Zangniena	5 904 000
03600	COLL. CERCLE DE YANFOLILA	9 119 000
03601	Baya	7 380 000
03602	Bolofouta	5 904 000
03603	Diallonfoula	5 904 000
03604	Djiguiya de Koloni	5 904 000
03605	Guanan	7 380 000
03606	Guandiaka	7 380 000
03607	Koussan	5 904 000
03608	Sankarani	5 904 000
03609	Seremoussa ani Samou	5 904 000
03610	Tagandougou	5 904 000

i. DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT) 2020		
CODE	**COLLECTIVITE**	**DAFCT 2020**
03611	Wassoulou Ballé	8 856 000
03612	Yalankoro Soloba	5 904 000
03700	COLL. CERCLE DE YOROSSO	9 119 000
03701	Boura	7 380 000
03702	Karangana	5 904 000
03703	Kifosso 1	5 904 000
03704	Koumbia	7 380 000
03705	Kouri	8 856 000
03706	Mahou	5 904 000
03707	Menimba 1	5 904 000
03708	Ourikela	7 380 000
03709	Yorosso	7 380 000
TOTAL REGION DE SIKASSO		**1 065 234 000**

REGION DE SEGOU		
04000	COLL. REGION DE SEGOU	51 724 000
04100	COLL. CERCLE DE BARAOUELI	9 119 000
04101	Baroueli	8 856 000
04102	Bouadié	7 380 000
04103	Dougoufié	5 904 000
04104	Gouendo	5 904 000
04105	Kalaké	5 904 000
04106	Konobougou	7 380 000
04107	Ngassola	5 904 000
04108	Sanando	7 380 000
04109	Somo	5 904 000
04110	Tamani	5 904 000
04111	Tesserla	5 904 000
04200	COLL. CERCLE DE BLA	12 766 000
04201	Begueni	5 904 000
04202	Bla	8 856 000
04203	Diaramana	7 380 000
04204	Diéna	5 904 000
04205	Dougouolo	5 904 000
04206	Falo	8 856 000
04207	Fani	5 904 000
04208	Kazangasso	5 904 000
04209	Kemeni	5 904 000
04210	Korodougou	5 904 000
04211	Koulandougou	5 904 000
04212	Niala	5 904 000
04213	Samabogo	5 904 000
04214	Somaso	5 904 000
04215	Tiémena	5 904 000
04216	Touna	7 380 000

i. DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT) 2020		
CODE	**COLLECTIVITE**	**DAFCT 2020**
04217	Yangasso	7 380 000
04300	COLL. CERCLE DE MACINA	9 119 000
04301	Boky Wéré	5 904 000
04302	Folomana	5 904 000
04303	Kokry Centre	5 904 000
04304	Kolongo	7 380 000
04305	Macina	7 380 000
04306	Matomo	5 904 000
04307	Monimpé bougou	7 380 000
04308	Saloba	7 380 000
04309	Sana	5 904 000
04310	Souleye	5 904 000
04311	Tongué	5 904 000
04400	COLL. CERCLE DE NIONO	10 942 000
04401	Diabali	7 380 000
04402	Dogofry	7 380 000
04403	Kalasiguila	7 380 000
04404	Mariko	7 380 000
04405	Nampalari	5 904 000
04406	Niono	8 856 000
04407	Pogo	5 904 000
04408	Siribala	7 380 000
04409	Sirifila Bondy	7 380 000
04410	Sokolo	7 380 000
04411	Toridaga Ko	7 380 000
04412	Yeredon Sagnona	5 904 000
04500	COLL. CERCLE DE SAN	12 766 000
04501	Baramandougou	5 904 000
04502	Dah	5 904 000
04503	Diakourouna	5 904 000
04504	Dieli	5 904 000
04505	Djeguéna	5 904 000
04506	Fion	5 904 000
04507	Kaniégué	5 904 000
04508	Karaba	5 904 000
04509	Kassorola	5 904 000
04510	Kava	5 904 000
04511	Moribila	5 904 000
04512	Niamana	5 904 000
04513	Niasso	5 904 000
04514	Ngoa	5 904 000
04515	Ntorosso	5 904 000
04516	Ouolon	5 904 000
04517	San	8 856 000
04518	Siadougou	5 904 000

i. DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT) 2020		
CODE	**COLLECTIVITE**	**DAFCT 2020**
04519	Somo	5 904 000
04520	Sourountouna	5 904 000
04521	Sy	5 904 000
04522	Ténen	7 380 000
04523	Téneni	5 904 000
04524	Tourakolomba	5 904 000
04525	Waki	5 904 000
04600	COLL. CERCLE DE SEGOU	12 766 000
04601	Baguindadougou	5 904 000
04602	Bellin	5 904 000
04603	Boussin	5 904 000
04604	Sinzana	7 380 000
04605	Diédougou	5 904 000
04606	Diganibougou	5 904 000
04607	Dioro	8 856 000
04608	Diouna	5 904 000
04609	Dougabougou	7 380 000
04610	Farako	5 904 000
04611	Farakou Massa	5 904 000
04612	Fatiné	7 380 000
04613	Kamiandougou	5 904 000
04614	Katiéna	7 380 000
04615	Konodimini	5 904 000
04616	Markala	8 856 000
04617	Massala	5 904 000
04618	Ngara	5 904 000
04619	Nkoumandougou	5 904 000
04620	Pelingana	8 856 000
04621	Sakoiba	5 904 000
04622	Sama Foulala	5 904 000
04623	Saminé	5 904 000
04624	Sansanding	7 380 000
04625	Sebougou	5 904 000
04626	Segou	10 332 000
04627	Sibila	5 904 000
04628	Soignébougou	5 904 000
04629	Souba	5 904 000
04630	Togou	5 904 000
04700	COLL. CERCLE DE TOMINIAN	9 119 000
04701	Benena	5 904 000
04702	Diora	5 904 000
04703	Fangasso	7 380 000
04704	Koula	5 904 000
04705	Lanfiala	5 904 000
04706	Mafouné	5 904 000

i. DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT) 2020		
CODE	COLLECTIVITE	DAFCT 2020
04707	Mandiakuy	5 904 000
04708	Ouan	5 904 000
04709	Sanekuy	5 904 000
04710	Timissa	7 380 000
04711	Tominian	7 380 000
04712	Yasso	5 904 000
TOTAL REGION DE SEGOU		**892 889 000**

REGION DE MOPTI		
05000	COLL. REGION DE MOPTI	51 724 000
05100	COLL. CERCLE DE BANDIAGARA	12 766 000
05101	Bandiagara	5 904 000
05102	Bara Sara	5 904 000
05103	Borko	5 904 000
05104	Dandoli	5 904 000
05105	Diamnati	5 904 000
05106	Dogani Bere	5 904 000
05107	Doucoumbo	7 380 000
05108	Dourou	5 904 000
05109	Kendé	5 904 000
05110	Kendié	7 380 000
05111	Lowol Guéou	5 904 000
05112	Metoumou	5 904 000
05113	Ondougou	5 904 000
05114	Pelou	5 904 000
05115	Pignari	5 904 000
05116	Pignari Bana	7 380 000
05117	Sangha	7 380 000
05118	Segué Iré	5 904 000
05119	Soroly	5 904 000
05120	Timiniri	5 904 000
05121	Wadouba	7 380 000
05200	COLL. CERCLE DE BANKASS	10 942 000
05201	Bankass	7 380 000
05202	Baye	7 380 000
05203	Diallassagou	7 380 000
05204	Dimbal Habé	5 904 000
05205	Kani Bozoni	5 904 000
05206	Koulogon Habé	5 904 000
05207	Léssagou Habé	5 904 000
05208	Ouonkoro	7 380 000
05209	Ségué	7 380 000
05210	Sokoura	7 380 000
05211	Soubala	5 904 000
05212	Tori daga	5 904 000

i. DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT) 2020		
CODE	**COLLECTIVITE**	**DAFCT 2020**
05300	COLL. CERCLE DE DJENNE	9 119 000
05301	Dandougou Fakala	5 904 000
05302	Derary	5 904 000
05303	Djenné	7 380 000
05304	Fakala	7 380 000
05305	Femaye	5 904 000
05306	Kewa	7 380 000
05307	Madiama	5 904 000
05308	Nemabadenyakafo	8 856 000
05309	Niassanarie	5 904 000
05310	Ouro Ali	5 904 000
05311	Pondori	5 904 000
05312	Togué Morari	5 904 000
05400	COLL. CERCLE DE DOUENTZA	10 942 000
05401	Dallah	5 904 000
05402	Dangol Boré	7 380 000
05403	Deberé	5 904 000
05404	Dianwéli	5 904 000
05405	Djaptodji	7 380 000
05406	Douentza	7 380 000
05407	Gandamia	5 904 000
05408	Hairé	7 380 000
05409	Hombori	5 904 000
05410	Kerena	5 904 000
05411	Korarou	5 904 000
05412	Koubewel Koundia	5 904 000
05413	Mondoro	7 380 000
05414	Petaka	5 904 000
05415	Tedié	5 904 000
05500	COLL. CERCLE DE KORO	12 766 000
05501	Bamba	5 904 000
05502	Bara Pireli	5 904 000
05503	Bondo	7 380 000
05504	Diankabou	5 904 000
05505	Dinangourou	7 380 000
05506	Dioungani	7 380 000
05507	Dougou Tene 1	7 380 000
05508	Dougou Tene 2	5 904 000
05509	Kassa	5 904 000
05510	Koporo Pen	5 904 000
05511	Koporokendie Na	5 904 000
05512	Koro	8 856 000
05513	Madougou	7 380 000
05514	Pel Maoudé	5 904 000
05515	Yoro	5 904 000

i. DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT) 2020		
CODE	**COLLECTIVITE**	**DAFCT 2020**
05516	Youdiou	5 904 000
05600	COLL. CERCLE DE MOPTI	10 942 000
05601	Bassiro	5 904 000
05602	Borondougou	5 904 000
05603	Dialoubé	7 380 000
05604	Fatoma	5 904 000
05605	Konna	8 856 000
05606	Korombana	7 380 000
05607	Koubaye	5 904 000
05608	Kounari	5 904 000
05609	Mopti	10 332 000
05610	Ouro Modi	5 904 000
05611	Ouroubé Doudé	5 904 000
05612	Salsalbé	5 904 000
05613	Sio	7 380 000
05614	Sokoura	8 856 000
05615	Soye	5 904 000
05700	COLL. CERCLE DE TENENKOU	9 119 000
05701	Diafarabé	5 904 000
05702	Diaka	7 380 000
05703	Diondiori	5 904 000
05704	Kareri	7 380 000
05705	Ouro Ardo	5 904 000
05706	Ouro Guiré	5 904 000
05707	Souboulbé	5 904 000
05708	Tenenkou	5 904 000
05709	Togoro Kotia	5 904 000
05710	Toguéré Koumbé	7 380 000
05800	COLL. CERCLE DE YOUWAROU	7 295 000
05801	Bimbere Tama	5 904 000
05802	Deboye	5 904 000
05803	Dirma	5 904 000
05804	Dongo	5 904 000
05805	Farimaké	5 904 000
05806	Ndodjiga	5 904 000
05807	Youwarou	7 380 000
TOTAL REGION DE MOPTI		**835 239 000**

REGION DE TOMBOUCTOU		
06000	COLL. REGION DE TOMBOUCTOU	41 379 000
06100	COLL. CERCLE DE DIRE	9 119 000
06101	Arham	5 904 000
06102	Binga	5 904 000
06103	Bourem Sidi Amar	5 904 000
06104	Dangha	5 904 000

i. DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT) 2020		
CODE	**COLLECTIVITE**	**DAFCT 2020**
06105	Diré	7 380 000
06106	Garbakoira	5 904 000
06107	Haibongo	5 904 000
06108	Kirchamba	5 904 000
06109	Kondi	5 904 000
06110	Saréyamou	5 904 000
06111	Tienkour	5 904 000
06112	Tindirma	5 904 000
06113	Tinguereguif	5 904 000
06200	COLL. CERCLE DE GOUNDAM	10 942 000
06201	Adarmalane	5 904 000
06202	Aljounoub	5 904 000
06203	Bintagoungou	5 904 000
06204	Douekiré	5 904 000
06205	Doukouria	5 904 000
06206	Essakane	5 904 000
06207	Gargando	5 904 000
06208	Goundam	5 904 000
06209	Issa Bery	5 904 000
06210	Kaneye	5 904 000
06211	Mbouna	5 904 000
06212	Raz El Ma	5 904 000
06213	Télé	5 904 000
06214	Tilemsi	5 904 000
06215	Tin Aicha	5 904 000
06216	Tonka	7 380 000
06300	COLL. CERCLE DE G. RHAROUS	9 119 000
06301	Bambara Maoudé	5 904 000
06302	Banikane	5 904 000
06303	Gossi	7 380 000
06304	Hanzakoma	5 904 000
06305	Haribomo	5 904 000
06306	Inadjatafane	5 904 000
06307	Ouinerden	5 904 000
06308	Rharous	7 380 000
06309	Sereré	5 904 000
06400	COLL. CERCLE DE NIAFUNKE	7 295 000
06401	Banikane Narhawa	5 904 000
06402	Dianké	5 904 000
06403	Fittouga	7 380 000
06404	Koumeira	5 904 000
06405	Léré	7 380 000
06406	Ngorkou	5 904 000
06407	Soboundou	7 380 000
06408	Soumpi	5 904 000

i. DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT) 2020		
CODE	**COLLECTIVITE**	**DAFCT 2020**
06500	COLL. CERCLE DE TOMBOUCTOU	7 295 000
06501	Alafia	5 904 000
06502	Ber	7 380 000
06503	Bourem In Ali	5 904 000
06504	Lafia	5 904 000
06506	Tombouctou	8 856 000
TOTAL REGION DE TOMBOUCTOU		**401 013 000**

REGION DE GAO		
07000	COLL. REGION DE GAO	41 379 000
07100	COLL. CERCLE ANSONGO	7 295 000
07101	Ansongo	7 380 000
07102	Bara	5 904 000
07103	Bourra	5 904 000
07104	Ouattagouna	7 380 000
07105	Talataye	7 380 000
07106	Tessit	5 904 000
07107	Tin Hama	5 904 000
07200	COLL. CERCLE DE BOUREM	7 295 000
07201	Bamba	7 380 000
07202	Bourem	7 380 000
07203	Taboye	7 380 000
07204	Tarkint	7 380 000
07205	Temera	5 904 000
07300	COLL. CERCLE DE GAO	9 119 000
07301	Anchawadj	7 380 000
07302	Gabéro	7 380 000
07303	Gao	8 856 000
07304	Gounzoureye	7 380 000
07305	In Tililt	5 904 000
07306	Soni Ali Ber	8 856 000
07307	Tilemsi	5 904 000
TOTAL REGION DE GAO		**197 928 000**

REGION DE KIDAL		
08000	COLL. REGION DE KIDAL	41 379 000
08100	COLL. CERCLE DE ABEIBARA	7 295 000
08101	Abeibara	5 904 000
08102	Boghassa	5 904 000
08103	Tinzawatene	5 904 000
08200	COLL. CERCLE DE KIDAL	7 295 000
08201	Anefif	5 904 000
08202	Essouk	5 904 000
08203	Kidal	7 380 000
08300	COLL. CERCLE DE TESSALIT	7 295 000

i. DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT) 2020		
CODE	**COLLECTIVITE**	**DAFCT 2020**
08301	Adjelhoc	5 904 000
08302	Tessalit	5 904 000
08303	Timtaghene	5 904 000
08400	COLL. CERCLE DE TINESSAKO	7 295 000
08401	In Tedjedit	5 904 000
08402	Tinessako	5 904 000
08500	COLL CERCLE D'ACHIBOGHO	10 942 000
08501	Achibogho	5 904 000
08502	Imbulal	5 904 000
TOTAL REGION DE KIDAL		**159 729 000**

DISTRICT DE BAMAKO		
09000	COLL. DU DISTRICT DE BAMAKO	72 457 000
09100	COMMUNE 1 DE BAMAKO	10 332 000
09200	COMMUNE 2 DE BAMAKO	10 332 000
09300	COMMUNE 3 DE BAMAKO	10 332 000
09400	COMMUNE 4 DE BAMAKO	10 332 000
09500	COMMUNE 5 DE BAMAKO	10 332 000
09600	COMMUNE 6 DE BAMAKO	10 332 000
TOTAL DISTRICT DE BAMAKO		**134 449 000**

REGION DE TAOUDENIT		
10000	COLL. REGION DE TAOUDENIT	72 414 000
10100	COLL. CERCLE DE ACHOURATT	10 942 000
10101	Achouratt	5 904 000
10102	Alfacrouma	5 904 000
10103	Algatara	5 904 000
10104	Almatala	5 904 000
10105	Lirako	5 904 000
10200	COLL. CERCLE DE AL-OURCHE	10 942 000
10201	Al-Ourche	5 904 000
10202	Djaba	5 904 000
10203	Nibkt-Elk	5 904 000
10204	Oum-Laadam	5 904 000
10205	Tamagounite	5 904 000
10206	Touwal	5 904 000
10207	Ziriba	5 904 000
10300	COLL. CERCLE DE ARAOUANE	10 942 000
10301	Achamour	5 904 000
10302	Araouane	5 904 000
10303	M'back-Sema	5 904 000
10304	Tin Aglahadje	5 904 000
10305	Wade Lahjare	5 904 000
10400	COLL. CERCLE DE BOU-DJEBEHA	10 942 000
10401	Agouni	5 904 000

i. DOTATION D'APPUI AU FONCTIONNEMENT DES CT (DAFCT) 2020		
CODE	**COLLECTIVITE**	**DAFCT 2020**
10402	Bou-Djebeha	5 904 000
10403	Eregkhal	5 904 000
10404	Limgassim	5 904 000
10405	Tictlifit	5 904 000
10500	COLL. CERCLE DE FOUM-ELBA	10 942 000
10501	Bongouyaira	5 904 000
10502	Foum-Elba	5 904 000
10503	Lamhaimide	5 904 000
10600	COLL. CERCLE DE TAOUDENIT	10 942 000
10601	Alhank	5 904 000
10602	Alougla	5 904 000
10603	Taoudenit	7 380 000
10604	Teghaza	5 904 000
10605	Zoueya	5 904 000
TOTAL REGION DE TAOUDENIT		**316 662 000**

REGION DE MENAKA		
11000	COLL. REGION DE MENAKA	72 414 000
11100	COLL. CERCLE DE ANDERAMBOUKANE	10 942 000
11101	Anderamboukane	7 380 000
11102	Azawak	5 904 000
11103	Anouzagrene	5 904 000
11104	Tamalet	5 904 000
11200	COLL. CERCLE DE INEKAR	10 942 000
11201	Ilamawane	5 904 000
11202	Inekar	5 904 000
11203	Tadriante	5 904 000
11204	Tissouakh	5 904 000
11300	COLL. CERCLE DE MENAKA	10 942 000
11301	Infourkaraïtane	5 904 000
11302	Menaka	8 856 000
11303	Inazole	5 904 000
11304	Tabankort	5 904 000
11305	Tin abaw	5 904 000
11306	Assakaraye	5 904 000
11307	Izguirète	5 904 000
11400	COLL. CERCLE DE TIDERMENE	10 942 000
11401	Alata	5 904 000
11402	Chiman	5 904 000
11403	Inhinita	5 904 000
11404	Intadeyne	5 904 000
11405	Téguerert	5 904 000
11406	Tidermene	5 904 000
TOTAL REGION DE MENAKA		**244 594 000**
TOTAL GENERAL DAFCT		**6 000 000 000**

II. 2. Répartition détaillée des transferts aux Collectivités Territoriales sur la subvention de l'Etat au titre du Fonds National d'Appui aux Collectivités Territoriales (en FCFA)

ii. DOTATION D'APPUI TECHNIQUE (DAT) 2020		
CODE	**COLLECTIVITE**	**DAT 2020**
REGION DE KAYES		
01000	COLL. REGION DE KAYES	1 458 000
01100	COLL. CERCLE DE BAFOULABE	1 028 000
01101	Bafoulabé	264 000
01102	Bamafélé	336 000
01103	Diakon	348 000
01104	Diallan	336 000
01105	Diokéli	336 000
01106	Gounfan	336 000
01107	Kontéla	336 000
01108	Koundian	336 000
01109	Mahina	348 000
01110	Niambia	336 000
01111	Oualia	336 000
01112	Sidibéla	336 000
01113	Tomora	348 000
01200	COLL. CERCLE DE DIEMA	1 028 000
01201	Béma	228 000
01202	Diangounté Camara	324 000
01203	Dianguirdé	240 000
01204	Diéma	228 000
01205	Diéoura	336 000
01206	Dioumara K	312 000
01207	Fassoudébé	336 000
01208	Fatao	264 000
01209	Gomitradougou	312 000
01210	Grouméra	264 000
01211	Guédébiné	312 000
01212	Lakamané	312 000
01213	Lambidou	336 000
01214	Madiga Sacko	336 000
01215	Sansankidé	264 000
01300	COLL. CERCLE DE KAYES	857 000
01301	Bangassi	336 000
01302	Colimbiné	336 000
01303	Diamou	336 000
01304	Diélébou	348 000
01305	Falémé	336 000
01306	Fégui	240 000
01307	Gory Gopela	336 000
01308	Gouméra	144 000
01309	Guidimaka K K	288 000
01310	Hawadembaya	336 000

ii. DOTATION D'APPUI TECHNIQUE (DAT) 2020		
CODE	**COLLECTIVITE**	**DAT 2020**
01311	Karakoro	336 000
01312	Kayes	324 000
01313	Kemené Tambo	264 000
01314	Kholoum	336 000
01315	Koniakari	264 000
01316	Koussane	276 000
01317	Liberté Dembaya	336 000
01318	Logo	336 000
01319	Maréna Diombgou	336 000
01320	Marentoumania	336 000
01321	Sadiola	288 000
01322	Sahel	312 000
01323	Samé Diongoma	288 000
01324	Segala	300 000
01325	Sero Diamanou	348 000
01326	Somankidi	312 000
01327	Sony	336 000
01328	Tafacirga	264 000
01400	COLL. CERCLE DE KENIEBA	994 000
01401	Baye	336 000
01402	Dabia	336 000
01403	Dialafara	336 000
01404	Dombia	264 000
01405	Faléa	336 000
01406	Faraba	336 000
01407	Guénégoré	336 000
01408	Kassama	336 000
01409	Keniéba	348 000
01410	Kouroukoto	264 000
01411	Sagalo	336 000
01412	Sitakily	348 000
01500	COLL.CERCLE DE KITA	857 000
01501	Badia	216 000
01502	Bendougouba	192 000
01503	Benkadi Founia	216 000
01504	Boudofo	216 000
01505	Bougarybaya	216 000
01506	Didenko	240 000
01507	Djidian	312 000
01508	Djougoun	288 000
01509	Gadougou 1	240 000
01510	Gadougou 2	312 000
01511	Guémoukouraba	264 000
01512	Kassaro	144 000
01513	Kita	264 000

ii. DOTATION D'APPUI TECHNIQUE (DAT) 2020		
CODE	**COLLECTIVITE**	**DAT 2020**
01514	Kita Nord	240 000
01515	Kita Ouest	240 000
01516	Kobri	312 000
01517	Kokofata	288 000
01518	Kotouba	312 000
01519	Koulou	312 000
01520	Kourininkoto	312 000
01521	Madina	240 000
01522	Makano	240 000
01523	Namalaguimba	312 000
01524	Niantasso	216 000
01525	Saboula	312 000
01526	Sébékoro	252 000
01527	Séféto Nord	240 000
01528	Séféto Ouest	312 000
01529	Senko	240 000
01530	Sirakoro	264 000
01531	Souransan Tomoto	312 000
01532	Tambaga	240 000
01533	Toukoto	312 000
01600	COLL. CERCLE DE NIORO	1 028 000
01601	Bagnéré Koré	216 000
01602	Diabigué	288 000
01603	Diarra	216 000
01604	Diaye Coura	264 000
01605	Gavinané	264 000
01606	Gogui	264 000
01607	Guetema	288 000
01608	Kadiaba Kadiel	264 000
01609	Korera Koré	216 000
01610	Nioro	252 000
01611	Nioro Tougounéranga	264 000
01612	Sandaré	348 000
01613	Simbi	288 000
01614	Troungoumbé	288 000
01615	Yereré	312 000
01616	Youri	312 000
01700	COLL.CERCLE DE YELIMANE	720 000
01701	Diafounou Dion.	264 000
01702	Diafounou Gory	348 000
01703	Fanga	264 000
01704	Gory	264 000
01705	Guidimé	300 000
01706	Kirané Kagnaga	276 000
01707	Konsiga	264 000

ii. DOTATION D'APPUI TECHNIQUE (DAT) 2020		
CODE	**COLLECTIVITE**	**DAT 2020**
01708	Kremis	336 000
01709	Marekaffo	264 000
01710	Soumpou	264 000
01711	Toya	264 000
01712	Tringa	264 000
TOTAL REGION DE KAYES		**45 590 000**

REGION DE KOULIKORO		
02000	COLL. REGION DE KOULIKORO	841 000
02100	COLL. CERCLE DE BANAMBA	445 000
02101	Banamba	324 000
02102	Benkadi	336 000
02103	Boron	252 000
02104	Dougouwolowula	360 000
02105	Kiban	336 000
02106	Madina Sacko	276 000
02107	Sebeté	336 000
02108	Toubacoro	264 000
02109	Toukoroba	312 000
02200	COLL. CERCLE DE DIOILA	514 000
02201	Banco	156 000
02202	Benkadi	144 000
02203	Binko	144 000
02204	Degnékoro	144 000
02205	Diebé	144 000
02206	Diedougou	156 000
02207	Diouma	144 000
02208	Dolendougou	144 000
02209	Guegnéka	156 000
02210	Djekafo	144 000
02211	Kaladougou	156 000
02212	Kemekafo	156 000
02213	Kerela	144 000
02214	Kilidougou	144 000
02215	Massigui	168 000
02216	Nangola	144 000
02217	N'Dolondougou	144 000
02218	N'Garadougou	144 000
02219	N'Golobougou	144 000
02220	Niantjila	144 000
02221	Tenendougou	144 000
02222	Wacoro	144 000
02223	Zan Coulibaly	144 000
02300	COLL. CERCLE DE KANGABA	445 000
02301	Balan Bakama	336 000

ii. DOTATION D'APPUI TECHNIQUE (DAT) 2020		
CODE	**COLLECTIVITE**	**DAT 2020**
02302	Benkadi	336 000
02303	Kaniogo	264 000
02304	Karan	264 000
02305	Maramandougou	336 000
02306	Minidian	336 000
02307	Naréna	336 000
02308	Nouga	312 000
02309	Selefougou	264 000
02400	COLL. CERCLE DE KATI	582 000
02401	Baguinéda camp	348 000
02402	Bancoumana	336 000
02403	Bossofala	336 000
02404	Bougoula	264 000
02405	Daban	336 000
02406	Diago	336 000
02407	Dialakoroba	264 000
02408	Dialakorodji	216 000
02409	Diédougou	240 000
02410	Dio gare	336 000
02411	Dogodouma	336 000
02412	Dombila	240 000
02413	Doubabougou	240 000
02414	Faraba	336 000
02415	Kalabancoro	300 000
02416	Kalifabougou	264 000
02417	Kambila	264 000
02418	Kati	264 000
02419	Kourouba	336 000
02420	Mandé	360 000
02421	Moribabougou	276 000
02422	Mountougoula	336 000
02423	N'Gabacoro droit	348 000
02424	N'Gouraba	336 000
02425	Niagadina	336 000
02426	Niouma Makana	240 000
02427	Ntjiba	336 000
02428	Ouélésségougou	192 000
02429	Safo	336 000
02430	Sanankoro Djitoum	288 000
02431	Sanankoroba	348 000
02432	Sangarébougou	360 000
02433	Siby	276 000
02434	Sobra	336 000
02435	Tiakadougou Dial.	336 000
02436	Tièlé	264 000

ii. DOTATION D'APPUI TECHNIQUE (DAT) 2020		
CODE	**COLLECTIVITE**	**DAT 2020**
02437	Yelékebougou	264 000
02500	COLL. CERCLE DE KOLOKANI	445 000
02501	Didiéni	348 000
02502	Guihoyo	336 000
02503	Kolokani	348 000
02504	Massantola	348 000
02505	Nonkon	336 000
02506	Nossombougou	336 000
02507	Ouolodo	336 000
02508	Sagabala	348 000
02509	Sébécoro 1	336 000
02510	Tioribougou	336 000
02600	COLL. CERCLE DE KOULIKORO	720 000
02601	Dinandougou	240 000
02602	Doumba	216 000
02603	Koula	300 000
02604	Koulikoro	276 000
02605	Meguetan	300 000
02606	Nyamina	348 000
02607	Sirakorola	276 000
02608	Tienfala	264 000
02609	Tougouni	240 000
02700	COLL. CERCLE DE NARA	720 000
02701	Allahina	168 000
02702	Dabo	168 000
02703	Dilly	204 000
02704	Dogofry	228 000
02705	Fallou	180 000
02706	Gueneibé	264 000
02707	Guiré	216 000
02708	Koronga	264 000
02709	Nara	228 000
02710	Niamana	204 000
02711	Ouagadou	264 000
TOTAL REGION DE KOULIKORO		**33 104 000**

REGION DE SIKASSO		
03000	COLL. REGION DE SIKASSO	841 000
03100	COLL. CERCLE DE BOUGOUNI	514 000
03101	Bladié-Tiemala	336 000
03102	Bougouni	360 000
03103	Cyen Toula	336 000
03104	Danou	336 000
03105	Debelin	312 000
03106	Defina	336 000

ii. DOTATION D'APPUI TECHNIQUE (DAT) 2020		
CODE	**COLLECTIVITE**	**DAT 2020**
03107	Dogo	276 000
03108	Domba	312 000
03109	Faradiele	288 000
03110	Faraguouaran	312 000
03111	Garalo	348 000
03112	Keleya	348 000
03113	Kokelen	336 000
03114	Kola	312 000
03115	Koumantou	264 000
03116	Kouroulamini	336 000
03117	Meridiela	336 000
03118	Ouroun	336 000
03119	Sanso	300 000
03120	Sibirila	348 000
03121	sido	264 000
03122	Tiemala-Banimonotie	336 000
03123	Wola	264 000
03124	Yinindougou	336 000
03125	Yiridougou	336 000
03126	Zantiebougou	348 000
03200	COLL. CERCLE DE KADIOLO	445 000
03201	Diou	336 000
03202	Dioumatene	336 000
03203	Fourou	276 000
03204	Kadiolo	312 000
03205	Kai	336 000
03206	Loulouni	360 000
03207	Misseni	324 000
03208	Ninbougou	288 000
03209	Zegoua	324 000
03300	COLL. CERCLE DE KOLONDIEBA	445 000
03301	Bougoula	216 000
03302	Fakola	204 000
03303	Farako	264 000
03304	Kadiana	252 000
03305	Kebila	204 000
03306	Kolondieba	264 000
03307	Kolosso	168 000
03308	Mena	240 000
03309	Nangalasso	192 000
03310	Ngolodiana	264 000
03311	Tiongui	240 000
03312	Tousseguela	168 000
03400	COLL. CERCLE DE KOUTIALA	514 000
03401	Diedougou	312 000

ii. DOTATION D'APPUI TECHNIQUE (DAT) 2020		
CODE	**COLLECTIVITE**	**DAT 2020**
03402	Diouradougou Kafo	336 000
03403	Fagui	336 000
03404	Fakolo	336 000
03405	Guadji Kao	336 000
03406	Guoudie Sougouna	336 000
03407	Kafo Faboli	264 000
03408	Kapala	336 000
03409	Karaguana Mallé	264 000
03410	Kolonigue	348 000
03411	Konina	240 000
03412	Kouningue	336 000
03413	Konseguela	348 000
03414	Koromo	336 000
03415	Kougnana	312 000
03416	Koutiala	276 000
03417	Logouana	336 000
03418	Miena	336 000
03419	Mpessoba	348 000
03420	Nafanga	264 000
03421	Nampé	336 000
03422	Ngolognanasso	336 000
03423	Ngoutjina	240 000
03424	Niantaga	336 000
03425	Ntossoni	264 000
03426	Sincina	336 000
03427	Sinkolo	336 000
03428	Songo Douba kore	312 000
03429	Songoua	336 000
03430	Sorobasso	336 000
03431	Tao	240 000
03432	Yognogo	336 000
03433	Zanfigué	240 000
03434	Zangasso	336 000
03435	Zanina	216 000
03436	Zebala	336 000
03500	COLL. CERCLE DE SIKASSO	308 000
03501	Benkadi	264 000
03502	Blindio	192 000
03503	Danderesso	252 000
03504	Dembela	264 000
03505	Dialakoro	264 000
03506	Dioumatene	264 000
03507	Dogoni	264 000
03508	Doumanaba	264 000
03509	Fama	264 000

ii. DOTATION D'APPUI TECHNIQUE (DAT) 2020		
CODE	**COLLECTIVITE**	**DAT 2020**
03510	Farakala	240 000
03511	Finkolo	264 000
03512	Finkolo Ganadougou	264 000
03513	Gongasso	264 000
03514	Kabarasso	264 000
03515	Kaboila	276 000
03516	Kafouziela	264 000
03517	Kapala	264 000
03518	Kapolon dougou	264 000
03519	Kignan	276 000
03520	Klela	276 000
03521	Kofan	264 000
03522	Kolokoba	192 000
03523	Koumankou	192 000
03524	Kouoro	264 000
03525	Kourouma	264 000
03526	Lobougoula	276 000
03527	Miniko	264 000
03528	Miria	264 000
03529	Missirikoro	240 000
03530	Natien	264 000
03531	Niéna	276 000
03532	Nongon-souala	264 000
03533	Ntjikouna	264 000
03534	Pimperna	192 000
03535	Sanzana	264 000
03536	Sikasso	300 000
03537	Sokourani missirikoro	264 000
03538	Tella	264 000
03539	Tiankadi	264 000
03540	Wateni	264 000
03541	Zanferebougou	264 000
03542	Zangaradougou	264 000
03543	Zangniena	264 000
03600	COLL. CERCLE DE YANFOLILA	445 000
03601	Baya	276 000
03602	Bolofouta	144 000
03603	Diallonfoula	336 000
03604	Djiguiya de Koloni	264 000
03605	Guanan	276 000
03606	Guandiaka	276 000
03607	Koussan	264 000
03608	Sankarani	264 000
03609	Seremoussa ani Samou	336 000
03610	Tagandougou	264 000

ii. DOTATION D'APPUI TECHNIQUE (DAT) 2020		
CODE	**COLLECTIVITE**	**DAT 2020**
03611	Wassoulou Ballé	312 000
03612	Yalankoro Soloba	288 000
03700	COLL. CERCLE DE YOROSSO	445 000
03701	Boura	276 000
03702	Karangana	336 000
03703	Kifosso 1	264 000
03704	Koumbia	348 000
03705	Kouri	360 000
03706	Mahou	312 000
03707	Menimba 1	336 000
03708	Ourikela	348 000
03709	Yorosso	348 000
TOTAL REGION DE SIKASSO		**46 413 000**

REGION DE SEGOU		
04000	COLL. REGION DE SEGOU	841 000
04100	COLL. CERCLE DE BARAOUELI	720 000
04101	Baroueli	312 000
04102	Bouadié	348 000
04103	Dougoufié	240 000
04104	Gouendo	312 000
04105	Kalaké	336 000
04106	Konobougou	276 000
04107	Ngassola	336 000
04108	Sanando	348 000
04109	Somo	264 000
04110	Tamani	336 000
04111	Tesserla	336 000
04200	COLL. CERCLE DE BLA	720 000
04201	Begueni	336 000
04202	Bla	360 000
04203	Diaramana	348 000
04204	Diéna	336 000
04205	Dougouolo	336 000
04206	Falo	360 000
04207	Fani	240 000
04208	Kazangasso	336 000
04209	Kemeni	312 000
04210	Korodougou	336 000
04211	Koulandougou	336 000
04212	Niala	312 000
04213	Samabogo	312 000
04214	Somaso	240 000
04215	Tiémena	336 000
04216	Touna	348 000

ii. DOTATION D'APPUI TECHNIQUE (DAT) 2020		
CODE	**COLLECTIVITE**	**DAT 2020**
04217	Yangasso	252 000
04300	COLL. CERCLE DE MACINA	651 000
04301	Boky Wéré	240 000
04302	Folomana	240 000
04303	Kokry Centre	240 000
04304	Kolongo	252 000
04305	Macina	252 000
04306	Matomo	240 000
04307	Monimpé bougou	252 000
04308	Saloba	252 000
04309	Sana	240 000
04310	Souleye	240 000
04311	Tongué	240 000
04400	COLL. CERCLE DE NIONO	1 028 000
04401	Diabali	348 000
04402	Dogofry	348 000
04403	Kalasiguila	348 000
04404	Mariko	348 000
04405	Nampalari	240 000
04406	Niono	360 000
04407	Pogo	264 000
04408	Siribala	300 000
04409	Sirifila Bondy	348 000
04410	Sokolo	348 000
04411	Toridaga Ko	348 000
04412	Yeredon Sagnona	336 000
04500	COLL. CERCLE DE SAN	720 000
04501	Baramandougou	336 000
04502	Dah	336 000
04503	Diakourouna	336 000
04504	Dieli	240 000
04505	Djeguéna	336 000
04506	Fion	336 000
04507	Kaniégué	312 000
04508	Karaba	336 000
04509	Kassorola	336 000
04510	Kava	336 000
04511	Moribila	336 000
04512	Niamana	312 000
04513	Niasso	264 000
04514	Ngoa	336 000
04515	Ntorosso	312 000
04516	Ouolon	336 000
04517	San	360 000
04518	Siadougou	336 000

ii. DOTATION D'APPUI TECHNIQUE (DAT) 2020		
CODE	**COLLECTIVITE**	**DAT 2020**
04519	Somo	336 000
04520	Sourountouna	336 000
04521	Sy	336 000
04522	Ténen	348 000
04523	Téneni	336 000
04524	Tourakolomba	336 000
04525	Waki	336 000
04600	COLL. CERCLE DE SEGOU	788 000
04601	Baguindadougou	336 000
04602	Bellin	336 000
04603	Boussin	336 000
04604	Sinzana	348 000
04605	Diédougou	336 000
04606	Diganibougou	336 000
04607	Dioro	360 000
04608	Diouna	336 000
04609	Dougabougou	348 000
04610	Farako	288 000
04611	Farakou Massa	336 000
04612	Fatiné	300 000
04613	Kamiandougou	263 000
04614	Katiéna	348 000
04615	Konodimini	216 000
04616	Markala	360 000
04617	Massala	336 000
04618	Ngara	264 000
04619	Nkoumandougou	336 000
04620	Pelingana	360 000
04621	Sakoiba	240 000
04622	Sama Foulala	336 000
04623	Saminé	336 000
04624	Sansanding	348 000
04625	Sebougou	264 000
04626	Segou	372 000
04627	Sibila	336 000
04628	Soignébougou	336 000
04629	Souba	288 000
04630	Togou	336 000
04700	COLL. CERCLE DE TOMINIAN	445 000
04701	Benena	336 000
04702	Diora	240 000
04703	Fangasso	252 000
04704	Koula	264 000
04705	Lanfiala	336 000
04706	Mafouné	312 000

ii. DOTATION D'APPUI TECHNIQUE (DAT) 2020		
CODE	**COLLECTIVITE**	**DAT 2020**
04707	Mandiakuy	312 000
04708	Ouan	336 000
04709	Sanekuy	264 000
04710	Timissa	300 000
04711	Tominian	276 000
04712	Yasso	264 000
TOTAL REGION DE SEGOU		**42 776 000**

REGION DE MOPTI		
05000	COLL. REGION DE MOPTI	841 000
05100	COLL. CERCLE DE BANDIAGARA	514 000
05101	Bandiagara	336 000
05102	Bara Sara	336 000
05103	Borko	336 000
05104	Dandoli	312 000
05105	Diamnati	336 000
05106	Dogani Bere	264 000
05107	Doucoumbo	300 000
05108	Dourou	336 000
05109	Kendé	336 000
05110	Kendié	252 000
05111	Lowol Guéou	336 000
05112	Metoumou	264 000
05113	Ondougou	336 000
05114	Pelou	336 000
05115	Pignari	312 000
05116	Pignari Bana	348 000
05117	Sangha	348 000
05118	Segué Iré	336 000
05119	Soroly	312 000
05120	Timiniri	240 000
05121	Wadouba	252 000
05200	COLL. CERCLE DE BANKASS	754 000
05201	Bankass	324 000
05202	Baye	348 000
05203	Diallassagou	348 000
05204	Dimbal Habé	336 000
05205	Kani Bozoni	336 000
05206	Koulogon Habé	288 000
05207	Léssagou Habé	312 000
05208	Ouonkoro	348 000
05209	Ségué	348 000
05210	Sokoura	348 000
05211	Soubala	336 000
05212	Tori daga	336 000

ii. DOTATION D'APPUI TECHNIQUE (DAT) 2020		
CODE	**COLLECTIVITE**	**DAT 2020**
05300	COLL. CERCLE DE DJENNE	445 000
05301	Dandougou Fakala	312 000
05302	Derary	312 000
05303	Djenné	348 000
05304	Fakala	348 000
05305	Femaye	216 000
05306	Kewa	324 000
05307	Madiama	312 000
05308	Nemabadenyakafo	336 000
05309	Niassanarie	216 000
05310	Ouro Ali	216 000
05311	Pondori	312 000
05312	Togué Morari	264 000
05400	COLL. CERCLE DE DOUENTZA	548 000
05401	Dallah	240 000
05402	Dangol Boré	252 000
05403	Deberé	144 000
05404	Dianwéli	240 000
05405	Djaptodji	252 000
05406	Douentza	180 000
05407	Gandamia	240 000
05408	Hairé	252 000
05409	Hombori	144 000
05410	Kerena	168 000
05411	Korarou	240 000
05412	Koubewel Koundia	240 000
05413	Mondoro	252 000
05414	Petaka	168 000
05415	Tedié	240 000
05500	COLL. CERCLE DE KORO	514 000
05501	Bamba	312 000
05502	Bara Pireli	240 000
05503	Bondo	252 000
05504	Diankabou	240 000
05505	Dinangourou	180 000
05506	Dioungani	276 000
05507	Dougou Tene 1	252 000
05508	Dougou Tene 2	240 000
05509	Kassa	264 000
05510	Koporo Pen	168 000
05511	Koporokendie Na	288 000
05512	Koro	264 000
05513	Madougou	252 000
05514	Pel Maoudé	240 000
05515	Yoro	240 000

ii. DOTATION D'APPUI TECHNIQUE (DAT) 2020		
CODE	**COLLECTIVITE**	**DAT 2020**
05516	Youdiou	312 000
05600	COLL. CERCLE DE MOPTI	480 000
05601	Bassiro	240 000
05602	Borondougou	240 000
05603	Dialoubé	180 000
05604	Fatoma	240 000
05605	Konna	264 000
05606	Korombana	228 000
05607	Koubaye	240 000
05608	Kounari	240 000
05609	Mopti	204 000
05610	Ouro Modi	240 000
05611	Ouroubé Doudé	168 000
05612	Salsalbé	240 000
05613	Sio	252 000
05614	Sokoura	264 000
05615	Soye	216 000
05700	COLL. CERCLE DE TENENKOU	445 000
05701	Diafarabé	192 000
05702	Diaka	180 000
05703	Diondiori	240 000
05704	Kareri	180 000
05705	Ouro Ardo	168 000
05706	Ouro Guiré	144 000
05707	Souboulbé	168 000
05708	Tenenkou	168 000
05709	Togoro Kotia	240 000
05710	Toguéré Koumbé	180 000
05800	COLL. CERCLE DE YOUWAROU	480 000
05801	Bimbere Tama	168 000
05802	Deboye	192 000
05803	Dirma	168 000
05804	Dongo	168 000
05805	Farimaké	240 000
05806	Ndodjiga	168 000
05807	Youwarou	204 000
TOTAL REGION DE MOPTI		**33 005 000**

REGION DE TOMBOUCTOU		
06000	COLL. REGION DE TOMBOUCTOU	776 000
06100	COLL. CERCLE DE DIRE	445 000
06101	Arham	312 000
06102	Binga	288 000
06103	Bourem Sidi Amar	240 000
06104	Dangha	312 000

ii. DOTATION D'APPUI TECHNIQUE (DAT) 2020		
CODE	**COLLECTIVITE**	**DAT 2020**
06105	Diré	324 000
06106	Garbakoira	240 000
06107	Haibongo	240 000
06108	Kirchamba	312 000
06109	Kondi	264 000
06110	Saréyamou	240 000
06111	Tienkour	312 000
06112	Tindirma	312 000
06113	Tinguereguif	312 000
06200	COLL. CERCLE DE GOUNDAM	480 000
06201	Adarmalane	240 000
06202	Aljounoub	240 000
06203	Bintagoungou	240 000
06204	Douekiré	240 000
06205	Doukouria	264 000
06206	Essakane	216 000
06207	Gargando	240 000
06208	Goundam	312 000
06209	Issa Bery	312 000
06210	Kaneye	240 000
06211	Mbouna	312 000
06212	Raz El Ma	216 000
06213	Télé	312 000
06214	Tilemsi	288 000
06215	Tin Aicha	240 000
06216	Tonka	348 000
06300	COLL. CERCLE DE G. RHAROUS	445 000
06301	Bambara Maoudé	216 000
06302	Banikane	240 000
06303	Gossi	252 000
06304	Hanzakoma	192 000
06305	Haribomo	192 000
06306	Inadjatafane	192 000
06307	Ouinerden	216 000
06308	Rharous	252 000
06309	Sereré	216 000
06400	COLL. CERCLE DE NIAFUNKE	411 000
06401	Banikane Narhawa	216 000
06402	Dianké	216 000
06403	Fittouga	228 000
06404	Koumeira	144 000
06405	Léré	228 000
06406	Ngorkou	216 000
06407	Soboundou	228 000
06408	Soumpi	216 000

ii. DOTATION D'APPUI TECHNIQUE (DAT) 2020		
CODE	**COLLECTIVITE**	**DAT 2020**
06500	COLL. CERCLE DE TOMBOUCTOU	411 000
06501	Alafia	240 000
06502	Ber	252 000
06503	Bourem In Ali	216 000
06504	Lafia	312 000
06506	Tombouctou	336 000
TOTAL REGION DE TOMBOUCTOU		**15 952 000**

REGION DE GAO		
07000	COLL. REGION DE GAO	776 000
07100	COLL. CERCLE ANSONGO	685 000
07101	Ansongo	252 000
07102	Bara	288 000
07103	Bourra	216 000
07104	Ouattagouna	252 000
07105	Talataye	276 000
07106	Tessit	312 000
07107	Tin Hama	288 000
07200	COLL. CERCLE DE BOUREM	959 000
07201	Bamba	348 000
07202	Bourem	348 000
07203	Taboye	348 000
07204	Tarkint	348 000
07205	Temera	336 000
07300	COLL. CERCLE DE GAO	788 000
07301	Anchawadj	240 000
07302	Gabéro	240 000
07303	Gao	288 000
07304	Gounzoureye	240 000
07305	In Tililt	192 000
07306	Soni Ali Ber	288 000
07307	Tilemsi	192 000
TOTAL REGION DE GAO		**8 500 000**

REGION DE KIDAL		
08000	COLL. REGION DE KIDAL	1 035 000
08100	COLL. CERCLE DE ABEIBARA	548 000
08101	Abeibara	192 000
08102	Boghassa	192 000
08103	Tinzawatene	192 000
08200	COLL. CERCLE DE KIDAL	548 000
08201	Anefif	192 000
08202	Essouk	192 000
08203	Kidal	240 000
08300	COLL. CERCLE DE TESSALIT	548 000

ii. DOTATION D'APPUI TECHNIQUE (DAT) 2020		
CODE	**COLLECTIVITE**	**DAT 2020**
08301	Adjelhoc	192 000
08302	Tessalit	192 000
08303	Timtaghene	192 000
08400	COLL. CERCLE DE TINESSAKO	548 000
08401	In Tedjedit	192 000
08402	Tinessako	192 000
08500	COLL CERCLE D'ACHIBOGHO	822 000
08501	Achibogho	192 000
08502	Imbulal	192 000
TOTAL REGION DE KIDAL		**6 593 000**

DISTRICT DE BAMAKO		
09000	COLL. DU DISTRICT DE BAMAKO	1 800 000
09100	COMMUNE 1 DE BAMAKO	336 000
09200	COMMUNE 2 DE BAMAKO	336 000
09300	COMMUNE 3 DE BAMAKO	336 000
09400	COMMUNE 4 DE BAMAKO	336 000
09500	COMMUNE 5 DE BAMAKO	336 000
09600	COMMUNE 6 DE BAMAKO	336 000
TOTAL DISTRICT DE BAMAKO		**3 816 000**

REGION DE TAOUDENIT		
10000	COLL. REGION DE TAOUDENIT	1 800 000
10100	COLL. CERCLE DE ACHOURATT	822 000
10101	Achouratt	192 000
10102	Alfacrouma	192 000
10103	Algatara	192 000
10104	Almatala	192 000
10105	Lirako	192 000
10200	COLL. CERCLE DE AL-OURCHE	822 000
10201	Al-Ourche	192 000
10202	Djaba	192 000
10203	Nibkt-Elk	192 000
10204	Oum-Laadam	192 000
10205	Tamagounite	192 000
10206	Touwal	192 000
10207	Ziriba	192 000
10300	COLL. CERCLE DE ARAOUANE	822 000
10301	Achamour	192 000
10302	Araouane	192 000
10303	M'back-Sema	192 000
10304	Tin Aglahadje	192 000
10305	Wade Lahjare	192 000
10400	COLL. CERCLE DE BOU-DJEBEHA	822 000
10401	Agouni	192 000

ii. DOTATION D'APPUI TECHNIQUE (DAT) 2020		
CODE	**COLLECTIVITE**	**DAT 2020**
10402	Bou-Djebeha	192 000
10403	Eregkhal	192 000
10404	Limgassim	192 000
10405	Tictlifit	192 000
10500	COLL. CERCLE DE FOUM-ELBA	818 000
10501	Bongouyaira	192 000
10502	Foum-Elba	192 000
10503	Lamhaimide	192 000
10600	COLL. CERCLE DE TAOUDENIT	800 000
10601	Alhank	192 000
10602	Alougla	192 000
10603	Taoudenit	240 000
10604	Teghaza	192 000
10605	Zoueya	192 000
TOTAL REGION DE TAOUDENIT		**12 514 000**

REGION DE MENAKA		
11000	COLL. REGION DE MENAKA	1 800 000
11100	COLL. CERCLE DE ANDERAMBOUKANE	800 000
11101	Anderamboukane	240 000
11102	Azawak	192 000
11103	Anouzagrene	192 000
11104	Tamalet	192 000
11200	COLL. CERCLE DE INEKAR	800 000
11201	Ilamawane	192 000
11202	Inekar	192 000
11203	Tadriante	192 000
11204	Tissouakh	192 000
11300	COLL. CERCLE DE MENAKA	800 000
11301	Infourkaraïtane	192 000
11302	Menaka	288 000
11303	Inazole	192 000
11304	Tabankort	192 000
11305	Tin abaw	192 000
11306	Assakaraye	192 000
11307	Izguirète	192 000
11400	COLL. CERCLE DE TIDERMENE	800 000
11401	Alata	192 000
11402	Chiman	192 000
11403	Inhinita	192 000
11404	Intadeyne	192 000
11405	Téguerert	192 000
11406	Tidermene	192 000
TOTAL REGION DE MENAKA		**9 176 000**
TOTAL GENERAL DAT DANS LES REGIONS		**257 439 000**

II. 2. Répartition détaillée des transferts aux Collectivités Territoriales sur la subvention de l'Etat au titre du Fonds National d'Appui aux Collectivités Territoriales (en FCFA)

iii. DOTATION D'INVESTISSEMENT (DIN) 2020

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	TOTAL
	REGION DE KAYES			
01000	COLL. REGION DE KAYES	118 275 000	136 995 000	255 270 000
01100	COLL. CERCLE DE BAFOULABE		25 984 000	25 984 000
01101	Bafoulabe		13 908 000	13 908 000
01102	Bamafélé		15 104 000	15 104 000
01103	Diakon		16 455 000	16 455 000
01104	Diallan		16 305 000	16 305 000
01105	Diokéli		13 778 000	13 778 000
01106	Gounfan		15 033 000	15 033 000
01107	Kontéla		16 096 000	16 096 000
01108	Koundian		14 602 000	14 602 000
01109	Mahina		14 584 000	14 584 000
01110	Niambia		14 566 000	14 566 000
01111	Oualia		16 134 000	16 134 000
01112	Sidibéla		15 435 000	15 435 000
01113	Tomora		16 791 000	16 791 000
01200	COLL. CERCLE DE DIEMA		27 391 000	27 391 000
01201	Béma		13 521 000	13 521 000
01202	Diangounté Camara		15 560 000	15 560 000
01203	Dianguirdé		12 368 000	12 368 000
01204	Diéma		12 867 000	12 867 000
01205	Diéoura		15 682 000	15 682 000
01206	Dioumara K		15 967 000	15 967 000
01207	Fassoudébé		15 552 000	15 552 000
01208	Fatao		14 282 000	14 282 000
01209	Gomitradougou		14 848 000	14 848 000
01210	Grouméra		13 244 000	13 244 000
01211	Guédébiné		13 639 000	13 639 000
01212	Lakamané		15 753 000	15 753 000
01213	Lambidou		17 423 000	17 423 000
01214	Madiga Sacko		16 070 000	16 070 000
01215	Sansankidé		12 594 000	12 594 000
01300	COLL. CERCLE DE KAYES		21 720 000	21 720 000
01301	Bangassi		13 384 000	13 384 000
01302	Colimbiné		15 302 000	15 302 000
01303	Diamou		14 831 000	14 831 000
01304	Diélébou		16 746 000	16 746 000
01305	Falémé		14 739 000	14 739 000
01306	Fégui		12 175 000	12 175 000
01307	Gory Gopela		14 099 000	14 099 000
01308	Gouméra		8 342 000	8 342 000
01309	Guidimaka K K		14 739 000	14 739 000
01310	Hawadembaya		13 455 000	13 455 000

iii. DOTATION D'INVESTISSEMENT (DIN) 2020

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	TOTAL
01311	Karakoro		17 440 000	17 440 000
01312	Kayes		14 475 000	14 475 000
01313	Kemené Tambo		13 351 000	13 351 000
01314	Kholoum		14 520 000	14 520 000
01315	Koniakari		12 399 000	12 399 000
01316	Koussane		14 524 000	14 524 000
01317	Liberté Dembaya		14 593 000	14 593 000
01318	Logo		13 386 000	13 386 000
01319	Maréna Diombgou		15 460 000	15 460 000
01320	Marentoumania		14 333 000	14 333 000
01321	Sadiola		14 116 000	14 116 000
01322	Sahel		14 853 000	14 853 000
01323	Samé Diongoma		12 231 000	12 231 000
01324	Segala		14 245 000	14 245 000
01325	Sero Diamanou		15 714 000	15 714 000
01326	Somankidi		14 249 000	14 249 000
01327	Sony		14 591 000	14 591 000
01328	Tafacirga		13 617 000	13 617 000
01400	COLL. CERCLE DE KENIEBA		27 093 000	27 093 000
01401	Baye		15 889 000	15 889 000
01402	Dabia		16 047 000	16 047 000
01403	Dialafara		16 631 000	16 631 000
01404	Dombia		12 762 000	12 762 000
01405	Faléa		16 705 000	16 705 000
01406	Faraba		15 056 000	15 056 000
01407	Guénégoré		13 448 000	13 448 000
01408	Kassama		15 813 000	15 813 000
01409	Keniéba		15 215 000	15 215 000
01410	Kouroukoto		13 049 000	13 049 000
01411	Sagalo		17 243 000	17 243 000
01412	Sitakily		15 859 000	15 859 000
01500	COLL.CERCLE DE KITA		22 902 000	22 902 000
01501	Badia		10 863 000	10 863 000
01502	Bendougouba		9 558 000	9 558 000
01503	Benkadi Founia		11 545 000	11 545 000
01504	Boudofo		10 789 000	10 789 000
01505	Bougarybaya		10 569 000	10 569 000
01506	Didenko		12 773 000	12 773 000
01507	Djidian		13 999 000	13 999 000
01508	Djougoun		14 169 000	14 169 000
01509	Gadougou 1		13 305 000	13 305 000
01510	Gadougou 2		13 810 000	13 810 000
01511	Guémoukouraba		14 214 000	14 214 000
01512	Kassaro		10 521 000	10 521 000
01513	Kita		12 033 000	12 033 000

iii. DOTATION D'INVESTISSEMENT (DIN) 2020

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	TOTAL
01514	Kita Nord		11 436 000	11 436 000
01515	Kita Ouest		13 343 000	13 343 000
01516	Kobri		14 877 000	14 877 000
01517	Kokofata		14 395 000	14 395 000
01518	Kotouba		14 462 000	14 462 000
01519	Koulou		14 484 000	14 484 000
01520	Kourininkoto		14 429 000	14 429 000
01521	Madina		13 082 000	13 082 000
01522	Makano		11 871 000	11 871 000
01523	Namalaguimba		14 092 000	14 092 000
01524	Niantasso		11 287 000	11 287 000
01525	Saboula		13 455 000	13 455 000
01526	Sébékoro		13 616 000	13 616 000
01527	Séféto Nord		13 538 000	13 538 000
01528	Séféto Ouest		15 952 000	15 952 000
01529	Senko		11 652 000	11 652 000
01530	Sirakoro		12 441 000	12 441 000
01531	Souransan Tomoto		13 446 000	13 446 000
01532	Tambaga		11 749 000	11 749 000
01533	Toukoto		14 261 000	14 261 000
01600	COLL. CERCLE DE NIORO		27 026 000	27 026 000
01601	Bagnéré Koré		12 320 000	12 320 000
01602	Diabigué		13 408 000	13 408 000
01603	Diarra		12 265 000	12 265 000
01604	Diaye Coura		12 816 000	12 816 000
01605	Gavinané		14 006 000	14 006 000
01606	Gogui		14 025 000	14 025 000
01607	Guetema		13 261 000	13 261 000
01608	Kadiaba Kadiel		13 901 000	13 901 000
01609	Korera Koré		13 729 000	13 729 000
01610	Nioro		12 645 000	12 645 000
01611	Nioro Tougounéranga		12 068 000	12 068 000
01612	Sandaré		17 222 000	17 222 000
01613	Simbi		15 782 000	15 782 000
01614	Troungoumbé		14 696 000	14 696 000
01615	Yereré		14 011 000	14 011 000
01616	Youri		13 323 000	13 323 000
01700	COLL.CERCLE DE YELIMANE		22 517 000	22 517 000
01701	Diafounou Dion.		12 621 000	12 621 000
01702	Diafounou Gory		15 745 000	15 745 000
01703	Fanga		12 476 000	12 476 000
01704	Gory		13 181 000	13 181 000
01705	Guidimé		13 695 000	13 695 000
01706	Kirané Kagnaga		14 271 000	14 271 000
01707	Konsiga		12 006 000	12 006 000

iii. DOTATION D'INVESTISSEMENT (DIN) 2020

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	TOTAL
01708	Kremis		14 762 000	14 762 000
01709	Marekaffo		12 618 000	12 618 000
01710	Soumpou		13 084 000	13 084 000
01711	Toya		13 180 000	13 180 000
01712	Tringa		12 435 000	12 435 000
TOTAL REGION DE KAYES		**118 275 000**	**2 114 983 000**	**2 233 258 000**

REGION DE KOULIKORO				
02000	COLL. REGION DE KOULIKORO	118 275 000	79 990 000	198 265 000
02100	COLL. CERCLE DE BANAMBA		15 414 000	15 414 000
02101	Banamba		13 800 000	13 800 000
02102	Benkadi		12 633 000	12 633 000
02103	Boron		11 570 000	11 570 000
02104	Dougouwolowula		13 111 000	13 111 000
02105	Kiban		11 985 000	11 985 000
02106	Madina Sacko		13 009 000	13 009 000
02107	Sebeté		13 606 000	13 606 000
02108	Toubacoro		12 654 000	12 654 000
02109	Toukoroba		12 359 000	12 359 000
02200	COLL. CERCLE DE DIOILA		15 087 000	15 087 000
02201	Banco		10 730 000	10 730 000
02202	Benkadi		7 857 000	7 857 000
02203	Binko		8 318 000	8 318 000
02204	Degnékoro		8 263 000	8 263 000
02205	Diebé		8 999 000	8 999 000
02206	Diedougou		9 954 000	9 954 000
02207	Diouma		8 863 000	8 863 000
02208	Dolendougou		10 372 000	10 372 000
02209	Guegnéka		7 228 000	7 228 000
02210	Djekafo		8 180 000	8 180 000
02211	Kaladougou		7 280 000	7 280 000
02212	Kemekafo		9 567 000	9 567 000
02213	Kerela		7 333 000	7 333 000
02214	Kilidougou		10 286 000	10 286 000
02215	Massigui		9 582 000	9 582 000
02216	Nangola		10 183 000	10 183 000
02217	N'Dolondougou		10 510 000	10 510 000
02218	N'Garadougou		7 976 000	7 976 000
02219	N'Golobougou		10 346 000	10 346 000
02220	Niantjila		11 095 000	11 095 000
02221	Tenendougou		8 290 000	8 290 000
02222	Wacoro		9 362 000	9 362 000
02223	Zan Coulibaly		7 606 000	7 606 000
02300	COLL. CERCLE DE KANGABA		15 428 000	15 428 000
02301	Balan Bakama		14 305 000	14 305 000

iii. DOTATION D'INVESTISSEMENT (DIN) 2020

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	TOTAL
02302	Benkadi		14 754 000	14 754 000
02303	Kaniogo		13 724 000	13 724 000
02304	Karan		12 028 000	12 028 000
02305	Maramandougou		14 426 000	14 426 000
02306	Minidian		13 177 000	13 177 000
02307	Naréna		13 454 000	13 454 000
02308	Nouga		14 775 000	14 775 000
02309	Selefougou		12 803 000	12 803 000
02400	COLL. CERCLE DE KATI		14 982 000	14 982 000
02401	Baguinéda camp		12 157 000	12 157 000
02402	Bancoumana		13 191 000	13 191 000
02403	Bossofala		14 982 000	14 982 000
02404	Bougoula		11 310 000	11 310 000
02405	Daban		13 130 000	13 130 000
02406	Diago		11 819 000	11 819 000
02407	Dialakoroba		12 098 000	12 098 000
02408	Dialakorodji		9 686 000	9 686 000
02409	Diédougou		10 239 000	10 239 000
02410	Dio gare		11 376 000	11 376 000
02411	Dogodouma		11 184 000	11 184 000
02412	Dombila		9 531 000	9 531 000
02413	Doubabougou		9 329 000	9 329 000
02414	Faraba		14 798 000	14 798 000
02415	Kalabancoro		11 121 000	11 121 000
02416	Kalifabougou		10 709 000	10 709 000
02417	Kambila		9 830 000	9 830 000
02418	Kati		10 376 000	10 376 000
02419	Kourouba		14 777 000	14 777 000
02420	Mandé		12 485 000	12 485 000
02421	Moribabougou		10 261 000	10 261 000
02422	Mountougoula		12 903 000	12 903 000
02423	N'Gabacoro droit		12 144 000	12 144 000
02424	N'Gouraba		13 617 000	13 617 000
02425	Niagadina		13 251 000	13 251 000
02426	Niouma Makana		10 873 000	10 873 000
02427	Ntjiba		14 339 000	14 339 000
02428	Ouélésséboungou		10 675 000	10 675 000
02429	Safo		14 708 000	14 708 000
02430	Sanankoro Djitoum		11 736 000	11 736 000
02431	Sanankoroba		13 158 000	13 158 000
02432	Sangarébougou		14 095 000	14 095 000
02433	Siby		12 423 000	12 423 000
02434	Sobra		13 749 000	13 749 000
02435	Tiakadougou Dial.		13 893 000	13 893 000
02436	Tièlé		11 280 000	11 280 000

iii. DOTATION D'INVESTISSEMENT (DIN) 2020

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	TOTAL
02437	Yelékebougou		10 860 000	10 860 000
02500	COLL. CERCLE DE KOLOKANI		16 884 000	16 884 000
02501	Didiéni		15 944 000	15 944 000
02502	Guihoyo		14 322 000	14 322 000
02503	Kolokani		15 327 000	15 327 000
02504	Massantola		14 603 000	14 603 000
02505	Nonkon		13 218 000	13 218 000
02506	Nossombougou		13 831 000	13 831 000
02507	Ouolodo		12 581 000	12 581 000
02508	Sagabala		16 352 000	16 352 000
02509	Sébécoro 1		14 100 000	14 100 000
02510	Tioribougou		12 055 000	12 055 000
02600	COLL. CERCLE DE KOULIKORO		15 974 000	15 974 000
02601	Dinandougou		9 717 000	9 717 000
02602	Doumba		8 312 000	8 312 000
02603	Koula		11 530 000	11 530 000
02604	Koulikoro		9 716 000	9 716 000
02605	Meguetan		11 638 000	11 638 000
02606	Nyamina		13 532 000	13 532 000
02607	Sirakorola		12 455 000	12 455 000
02608	Tienfala		10 730 000	10 730 000
02609	Tougouni		8 689 000	8 689 000
02700	COLL. CERCLE DE NARA		22 217 000	22 217 000
02701	Allahina		11 211 000	11 211 000
02702	Dabo		11 269 000	11 269 000
02703	Dilly		12 114 000	12 114 000
02704	Dogofry		14 328 000	14 328 000
02705	Fallou		10 857 000	10 857 000
02706	Gueneibé		13 225 000	13 225 000
02707	Guiré		12 240 000	12 240 000
02708	Koronga		12 730 000	12 730 000
02709	Nara		11 616 000	11 616 000
02710	Niamana		11 140 000	11 140 000
02711	Ouagadou		13 427 000	13 427 000
TOTAL REGION DE KOULIKORO		**118 275 000**	**1 463 231 000**	**1 581 506 000**

REGION DE SIKASSO				
03000	COLL. REGION DE SIKASSO	118 275 000	91 592 000	209 867 000
03100	COLL. CERCLE DE BOUGOUNI		16 992 000	16 992 000
03101	Bladié-Tiemala		14 110 000	14 110 000
03102	Bougouni		13 496 000	13 496 000
03103	Cyen Toula		14 845 000	14 845 000
03104	Danou		15 587 000	15 587 000
03105	Debelin		13 448 000	13 448 000
03106	Defina		13 948 000	13 948 000

iii. DOTATION D'INVESTISSEMENT (DIN) 2020

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	TOTAL
03107	Dogo		14 098 000	14 098 000
03108	Domba		14 064 000	14 064 000
03109	Faradiele		12 513 000	12 513 000
03110	Faraguouaran		13 381 000	13 381 000
03111	Garalo		16 617 000	16 617 000
03112	Keleya		15 170 000	15 170 000
03113	Kokelen		13 549 000	13 549 000
03114	Kola		12 228 000	12 228 000
03115	Koumantou		12 923 000	12 923 000
03116	Kouroulamini		14 568 000	14 568 000
03117	Meridiela		14 117 000	14 117 000
03118	Ouroun		14 094 000	14 094 000
03119	Sanso		14 073 000	14 073 000
03120	Sibirila		16 859 000	16 859 000
03121	sido		13 005 000	13 005 000
03122	Tiemala-Banimonotie		15 690 000	15 690 000
03123	Wola		11 604 000	11 604 000
03124	Yinindougou		16 124 000	16 124 000
03125	Yiridougou		15 386 000	15 386 000
03126	Zantiebougou		14 769 000	14 769 000
03200	COLL. CERCLE DE KADIOLO		19 452 000	19 452 000
03201	Diou		14 430 000	14 430 000
03202	Dioumatene		15 093 000	15 093 000
03203	Fourou		14 384 000	14 384 000
03204	Kadiolo		14 360 000	14 360 000
03205	Kai		14 798 000	14 798 000
03206	Loulouni		15 531 000	15 531 000
03207	Misseni		16 138 000	16 138 000
03208	Ninbougou		13 758 000	13 758 000
03209	Zegoua		15 057 000	15 057 000
03300	COLL. CERCLE DE KOLONDIEBA		16 778 000	16 778 000
03301	Bougoula		10 702 000	10 702 000
03302	Fakola		10 484 000	10 484 000
03303	Farako		13 133 000	13 133 000
03304	Kadiana		12 613 000	12 613 000
03305	Kebila		10 307 000	10 307 000
03306	Kolondieba		12 101 000	12 101 000
03307	Kolosso		8 973 000	8 973 000
03308	Mena		11 429 000	11 429 000
03309	Nangalasso		9 324 000	9 324 000
03310	Ngolodiana		11 835 000	11 835 000
03311	Tiongui		11 373 000	11 373 000
03312	Tousseguela		9 658 000	9 658 000
03400	COLL. CERCLE DE KOUTIALA		14 791 000	14 791 000
03401	Diedougou		13 452 000	13 452 000

iii. DOTATION D'INVESTISSEMENT (DIN) 2020

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	TOTAL
03402	Diouradougou Kafo		12 947 000	12 947 000
03403	Fagui		13 985 000	13 985 000
03404	Fakolo		13 648 000	13 648 000
03405	Guadji Kao		13 434 000	13 434 000
03406	Guoudie Sougouna		14 326 000	14 326 000
03407	Kafo Faboli		12 422 000	12 422 000
03408	Kapala		13 453 000	13 453 000
03409	Karaguana Mallé		11 659 000	11 659 000
03410	Kolonigue		16 129 000	16 129 000
03411	Konina		11 012 000	11 012 000
03412	Kouningue		15 696 000	15 696 000
03413	Konseguela		13 432 000	13 432 000
03414	Koromo		13 475 000	13 475 000
03415	Kougnana		13 465 000	13 465 000
03416	Koutiala		11 525 000	11 525 000
03417	Logouana		13 130 000	13 130 000
03418	Miena		12 994 000	12 994 000
03419	Mpessoba		14 331 000	14 331 000
03420	Nafanga		10 541 000	10 541 000
03421	Nampé		13 057 000	13 057 000
03422	Ngolognanasso		14 016 000	14 016 000
03423	Ngoutjina		10 894 000	10 894 000
03424	Niantaga		13 431 000	13 431 000
03425	Ntossoni		11 624 000	11 624 000
03426	Sincina		13 457 000	13 457 000
03427	Sinkolo		13 414 000	13 414 000
03428	Songo Douba kore		13 816 000	13 816 000
03429	Songoua		12 941 000	12 941 000
03430	Sorobasso		13 217 000	13 217 000
03431	Tao		10 558 000	10 558 000
03432	Yognogo		12 437 000	12 437 000
03433	Zanfigué		13 019 000	13 019 000
03434	Zangasso		15 267 000	15 267 000
03435	Zanina		10 611 000	10 611 000
03436	Zebala		13 872 000	13 872 000
03500	COLL. CERCLE DE SIKASSO		12 793 000	12 793 000
03501	Benkadi		11 553 000	11 553 000
03502	Blindio		10 214 000	10 214 000
03503	Danderesso		11 963 000	11 963 000
03504	Dembela		12 774 000	12 774 000
03505	Dialakoro		12 254 000	12 254 000
03506	Dioumatene		11 079 000	11 079 000
03507	Dogoni		12 962 000	12 962 000
03508	Doumanaba		12 525 000	12 525 000
03509	Fama		11 147 000	11 147 000

iii. DOTATION D'INVESTISSEMENT (DIN) 2020

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	TOTAL
03510	Farakala		11 851 000	11 851 000
03511	Finkolo		11 914 000	11 914 000
03512	Finkolo Ganadougou		12 748 000	12 748 000
03513	Gongasso		11 766 000	11 766 000
03514	Kabarasso		12 222 000	12 222 000
03515	Kaboila		11 162 000	11 162 000
03516	Kafouziela		11 116 000	11 116 000
03517	Kapala		10 066 000	10 066 000
03518	Kapolon dougou		12 579 000	12 579 000
03519	Kignan		13 312 000	13 312 000
03520	Klela		13 217 000	13 217 000
03521	Kofan		10 677 000	10 677 000
03522	Kolokoba		8 994 000	8 994 000
03523	Koumankou		10 379 000	10 379 000
03524	Kouoro		13 501 000	13 501 000
03525	Kourouma		12 721 000	12 721 000
03526	Lobougoula		12 775 000	12 775 000
03527	Miniko		11 622 000	11 622 000
03528	Miria		10 736 000	10 736 000
03529	Missirikoro		9 780 000	9 780 000
03530	Natien		11 710 000	11 710 000
03531	Niéna		14 680 000	14 680 000
03532	Nongon-souala		11 472 000	11 472 000
03533	Ntjikouna		12 239 000	12 239 000
03534	Pimperna		8 516 000	8 516 000
03535	Sanzana		12 589 000	12 589 000
03536	Sikasso		12 838 000	12 838 000
03537	Sokourani missirikoro		11 155 000	11 155 000
03538	Tella		12 091 000	12 091 000
03539	Tiankadi		11 951 000	11 951 000
03540	Wateni		12 261 000	12 261 000
03541	Zanferebougou		11 302 000	11 302 000
03542	Zangaradougou		10 475 000	10 475 000
03543	Zangniena		11 660 000	11 660 000
03600	COLL. CERCLE DE YANFOLILA		18 291 000	18 291 000
03601	Baya		13 748 000	13 748 000
03602	Bolofouta		8 470 000	8 470 000
03603	Diallonfoula		14 943 000	14 943 000
03604	Djiguiya de Koloni		12 400 000	12 400 000
03605	Guanan		13 270 000	13 270 000
03606	Guandiaka		14 878 000	14 878 000
03607	Koussan		13 174 000	13 174 000
03608	Sankarani		11 985 000	11 985 000
03609	Seremoussa ani Samou		15 709 000	15 709 000
03610	Tagandougou		13 824 000	13 824 000

iii. DOTATION D'INVESTISSEMENT (DIN) 2020

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	TOTAL
03611	Wassoulou Ballé		13 653 000	13 653 000
03612	Yalankoro Soloba		12 861 000	12 861 000
03700	COLL. CERCLE DE YOROSSO		17 957 000	17 957 000
03701	Boura		13 901 000	13 901 000
03702	Karangana		16 466 000	16 466 000
03703	Kifosso 1		13 520 000	13 520 000
03704	Koumbia		16 360 000	16 360 000
03705	Kouri		15 356 000	15 356 000
03706	Mahou		14 992 000	14 992 000
03707	Menimba 1		14 921 000	14 921 000
03708	Ourikela		15 820 000	15 820 000
03709	Yorosso		15 347 000	15 347 000
TOTAL REGION DE SIKASSO		**118 275 000**	**2 115 226 000**	**2 233 501 000**

REGION DE SEGOU				
04000	COLL. REGION DE SEGOU	118 275 000	80 350 000	198 625 000
04100	COLL. CERCLE DE BARAOUELI		18 118 000	18 118 000
04101	Baroueli		12 916 000	12 916 000
04102	Bouadié		13 079 000	13 079 000
04103	Dougoufié		10 017 000	10 017 000
04104	Gouendo		12 277 000	12 277 000
04105	Kalaké		12 973 000	12 973 000
04106	Konobougou		11 134 000	11 134 000
04107	Ngassola		12 247 000	12 247 000
04108	Sanando		13 314 000	13 314 000
04109	Somo		11 287 000	11 287 000
04110	Tamani		11 938 000	11 938 000
04111	Tesserla		13 521 000	13 521 000
04200	COLL. CERCLE DE BLA		19 220 000	19 220 000
04201	Begueni		12 943 000	12 943 000
04202	Bla		13 587 000	13 587 000
04203	Diaramana		16 320 000	16 320 000
04204	Diéna		13 436 000	13 436 000
04205	Dougouolo		13 314 000	13 314 000
04206	Falo		14 727 000	14 727 000
04207	Fani		11 840 000	11 840 000
04208	Kazangasso		13 305 000	13 305 000
04209	Kemeni		12 707 000	12 707 000
04210	Korodougou		14 070 000	14 070 000
04211	Koulandougou		13 839 000	13 839 000
04212	Niala		12 271 000	12 271 000
04213	Samabogo		13 467 000	13 467 000
04214	Somaso		11 379 000	11 379 000
04215	Tiémena		13 492 000	13 492 000
04216	Touna		14 217 000	14 217 000

iii. DOTATION D'INVESTISSEMENT (DIN) 2020

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	TOTAL
04217	Yangasso		13 124 000	13 124 000
04300	COLL. CERCLE DE MACINA		19 417 000	19 417 000
04301	Boky Wéré		11 753 000	11 753 000
04302	Folomana		10 879 000	10 879 000
04303	Kokry Centre		11 748 000	11 748 000
04304	Kolongo		11 584 000	11 584 000
04305	Macina		11 178 000	11 178 000
04306	Matomo		12 492 000	12 492 000
04307	Monimpé bougou		11 968 000	11 968 000
04308	Saloba		11 352 000	11 352 000
04309	Sana		12 431 000	12 431 000
04310	Souleye		10 726 000	10 726 000
04311	Tongué		11 323 000	11 323 000
04400	COLL. CERCLE DE NIONO		23 141 000	23 141 000
04401	Diabali		14 888 000	14 888 000
04402	Dogofry		13 463 000	13 463 000
04403	Kalasiguila		13 437 000	13 437 000
04404	Mariko		13 726 000	13 726 000
04405	Nampalari		11 930 000	11 930 000
04406	Niono		13 443 000	13 443 000
04407	Pogo		12 701 000	12 701 000
04408	Siribala		12 006 000	12 006 000
04409	Sirifila Bondy		14 285 000	14 285 000
04410	Sokolo		14 947 000	14 947 000
04411	Toridaga Ko		14 416 000	14 416 000
04412	Yeredon Sagnona		13 591 000	13 591 000
04500	COLL. CERCLE DE SAN		19 933 000	19 933 000
04501	Baramandougou		15 417 000	15 417 000
04502	Dah		14 066 000	14 066 000
04503	Diakourouna		14 081 000	14 081 000
04504	Dieli		10 797 000	10 797 000
04505	Djeguéna		13 900 000	13 900 000
04506	Fion		14 417 000	14 417 000
04507	Kaniégué		12 272 000	12 272 000
04508	Karaba		14 318 000	14 318 000
04509	Kassorola		15 626 000	15 626 000
04510	Kava		14 981 000	14 981 000
04511	Moribila		13 750 000	13 750 000
04512	Niamana		12 635 000	12 635 000
04513	Niasso		11 416 000	11 416 000
04514	Ngoa		13 230 000	13 230 000
04515	Ntorosso		12 711 000	12 711 000
04516	Ouolon		14 244 000	14 244 000
04517	San		14 020 000	14 020 000
04518	Siadougou		15 267 000	15 267 000

iii. DOTATION D'INVESTISSEMENT (DIN) 2020

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	TOTAL
04519	Somo		14 905 000	14 905 000
04520	Sourountouna		14 172 000	14 172 000
04521	Sy		13 563 000	13 563 000
04522	Ténen		17 216 000	17 216 000
04523	Téneni		14 208 000	14 208 000
04524	Tourakolomba		14 958 000	14 958 000
04525	Waki		13 848 000	13 848 000
04600	COLL. CERCLE DE SEGOU		18 116 000	18 116 000
04601	Baguindadougou		12 662 000	12 662 000
04602	Bellin		12 991 000	12 991 000
04603	Boussin		12 309 000	12 309 000
04604	Sinzana		14 129 000	14 129 000
04605	Diédougou		15 522 000	15 522 000
04606	Diganibougou		12 395 000	12 395 000
04607	Dioro		13 925 000	13 925 000
04608	Diouna		13 132 000	13 132 000
04609	Dougabougou		13 038 000	13 038 000
04610	Farako		11 750 000	11 750 000
04611	Farakou Massa		14 469 000	14 469 000
04612	Fatiné		14 075 000	14 075 000
04613	Kamiandougou		12 614 000	12 614 000
04614	Katiéna		14 103 000	14 103 000
04615	Konodimini		10 525 000	10 525 000
04616	Markala		14 786 000	14 786 000
04617	Massala		11 219 000	11 219 000
04618	Ngara		9 945 000	9 945 000
04619	Nkoumandougou		13 238 000	13 238 000
04620	Pelingana		13 231 000	13 231 000
04621	Sakoiba		11 137 000	11 137 000
04622	Sama Foulala		12 479 000	12 479 000
04623	Saminé		12 770 000	12 770 000
04624	Sansanding		14 338 000	14 338 000
04625	Sebougou		10 419 000	10 419 000
04626	Segou		12 915 000	12 915 000
04627	Sibila		14 606 000	14 606 000
04628	Soignébougou		13 114 000	13 114 000
04629	Souba		11 930 000	11 930 000
04630	Togou		12 279 000	12 279 000
04700	COLL. CERCLE DE TOMINIAN		18 526 000	18 526 000
04701	Benena		15 560 000	15 560 000
04702	Diora		12 124 000	12 124 000
04703	Fangasso		13 593 000	13 593 000
04704	Koula		14 448 000	14 448 000
04705	Lanfiala		15 396 000	15 396 000
04706	Mafouné		16 423 000	16 423 000

iii. DOTATION D'INVESTISSEMENT (DIN) 2020

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	TOTAL
04707	Mandiakuy		15 446 000	15 446 000
04708	Ouan		15 083 000	15 083 000
04709	Sanekuy		14 554 000	14 554 000
04710	Timissa		14 901 000	14 901 000
04711	Tominian		13 164 000	13 164 000
04712	Yasso		11 908 000	11 908 000
TOTAL REGION DE SEGOU		**118 275 000**	**1 778 492 000**	**1 896 767 000**

REGION DE MOPTI				
05000	COLL. REGION DE MOPTI	118 275 000	89 304 000	207 579 000
05100	COLL. CERCLE DE BANDIAGARA		18 779 000	18 779 000
05101	Bandiagara		14 583 000	14 583 000
05102	Bara Sara		15 854 000	15 854 000
05103	Borko		16 267 000	16 267 000
05104	Dandoli		14 731 000	14 731 000
05105	Diamnati		15 573 000	15 573 000
05106	Dogani Bere		13 569 000	13 569 000
05107	Doucoumbo		15 188 000	15 188 000
05108	Dourou		16 192 000	16 192 000
05109	Kendé		16 496 000	16 496 000
05110	Kendié		14 429 000	14 429 000
05111	Lowol Guéou		14 244 000	14 244 000
05112	Metoumou		13 769 000	13 769 000
05113	Ondougou		16 130 000	16 130 000
05114	Pelou		14 910 000	14 910 000
05115	Pignari		15 673 000	15 673 000
05116	Pignari Bana		15 702 000	15 702 000
05117	Sangha		15 856 000	15 856 000
05118	Segué Iré		16 702 000	16 702 000
05119	Soroly		14 866 000	14 866 000
05120	Timiniri		13 341 000	13 341 000
05121	Wadouba		14 497 000	14 497 000
05200	COLL. CERCLE DE BANKASS		24 171 000	24 171 000
05201	Bankass		14 701 000	14 701 000
05202	Baye		16 613 000	16 613 000
05203	Diallassagou		16 170 000	16 170 000
05204	Dimbal Habé		16 523 000	16 523 000
05205	Kani Bozoni		15 862 000	15 862 000
05206	Koulogon Habé		15 695 000	15 695 000
05207	Léssagou Habé		16 071 000	16 071 000
05208	Ouonkoro		16 404 000	16 404 000
05209	Ségué		16 584 000	16 584 000
05210	Sokoura		16 936 000	16 936 000
05211	Soubala		14 936 000	14 936 000
05212	Tori daga		16 858 000	16 858 000

iii. DOTATION D'INVESTISSEMENT (DIN) 2020

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	TOTAL
05300	COLL. CERCLE DE DJENNE		15 726 000	15 726 000
05301	Dandougou Fakala		12 965 000	12 965 000
05302	Derary		12 726 000	12 726 000
05303	Djenné		13 931 000	13 931 000
05304	Fakala		14 257 000	14 257 000
05305	Femaye		10 282 000	10 282 000
05306	Kewa		13 463 000	13 463 000
05307	Madiama		12 906 000	12 906 000
05308	Nemabadenyakafo		13 436 000	13 436 000
05309	Niassanarie		9 731 000	9 731 000
05310	Ouro Ali		9 523 000	9 523 000
05311	Pondori		12 077 000	12 077 000
05312	Togué Morari		10 367 000	10 367 000
05400	COLL. CERCLE DE DOUENTZA		20 623 000	20 623 000
05401	Dallah		12 567 000	12 567 000
05402	Dangol Boré		13 654 000	13 654 000
05403	Deberé		10 090 000	10 090 000
05404	Dianwéli		11 960 000	11 960 000
05405	Djaptodji		13 772 000	13 772 000
05406	Douentza		11 279 000	11 279 000
05407	Gandamia		13 588 000	13 588 000
05408	Hairé		14 616 000	14 616 000
05409	Hombori		12 582 000	12 582 000
05410	Kerena		10 533 000	10 533 000
05411	Korarou		12 122 000	12 122 000
05412	Koubewel Koundia		13 136 000	13 136 000
05413	Mondoro		15 024 000	15 024 000
05414	Petaka		10 215 000	10 215 000
05415	Tedié		13 000 000	13 000 000
05500	COLL. CERCLE DE KORO		18 843 000	18 843 000
05501	Bamba		13 831 000	13 831 000
05502	Bara Pireli		13 570 000	13 570 000
05503	Bondo		12 888 000	12 888 000
05504	Diankabou		12 538 000	12 538 000
05505	Dinangourou		12 593 000	12 593 000
05506	Dioungani		14 103 000	14 103 000
05507	Dougou Tene 1		13 963 000	13 963 000
05508	Dougou Tene 2		13 858 000	13 858 000
05509	Kassa		13 360 000	13 360 000
05510	Koporo Pen		11 365 000	11 365 000
05511	Koporokendie Na		14 450 000	14 450 000
05512	Koro		13 357 000	13 357 000
05513	Madougou		13 617 000	13 617 000
05514	Pel Maoudé		13 875 000	13 875 000
05515	Yoro		14 638 000	14 638 000

iii. DOTATION D'INVESTISSEMENT (DIN) 2020

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	TOTAL
05516	Youdiou		15 303 000	15 303 000
05600	COLL. CERCLE DE MOPTI		15 514 000	15 514 000
05601	Bassiro		10 597 000	10 597 000
05602	Borondougou		11 509 000	11 509 000
05603	Dialoubé		10 364 000	10 364 000
05604	Fatoma		12 346 000	12 346 000
05605	Konna		13 077 000	13 077 000
05606	Korombana		13 319 000	13 319 000
05607	Koubaye		9 605 000	9 605 000
05608	Kounari		12 383 000	12 383 000
05609	Mopti		10 068 000	10 068 000
05610	Ouro Modi		9 747 000	9 747 000
05611	Ouroubé Doudé		10 391 000	10 391 000
05612	Salsalbé		9 693 000	9 693 000
05613	Sio		11 573 000	11 573 000
05614	Sokoura		12 213 000	12 213 000
05615	Soye		10 316 000	10 316 000
05700	COLL. CERCLE DE TENENKOU		15 628 000	15 628 000
05701	Diafarabé		9 673 000	9 673 000
05702	Diaka		8 920 000	8 920 000
05703	Diondiori		11 606 000	11 606 000
05704	Kareri		10 121 000	10 121 000
05705	Ouro Ardo		8 352 000	8 352 000
05706	Ouro Guiré		7 003 000	7 003 000
05707	Souboulbé		8 334 000	8 334 000
05708	Tenenkou		7 609 000	7 609 000
05709	Togoro Kotia		9 705 000	9 705 000
05710	Toguéré Koumbé		10 193 000	10 193 000
05800	COLL. CERCLE DE YOUWAROU		18 122 000	18 122 000
05801	Bimbere Tama		9 736 000	9 736 000
05802	Deboye		11 228 000	11 228 000
05803	Dirma		9 420 000	9 420 000
05804	Dongo		9 087 000	9 087 000
05805	Farimaké		11 276 000	11 276 000
05806	Ndodjiga		11 030 000	11 030 000
05807	Youwarou		11 022 000	11 022 000
TOTAL REGION DE MOPTI		**118 275 000**	**1 631 262 000**	**1 749 537 000**

REGION DE TOMBOUCTOU				
06000	COLL. REGION DE TOMBOUCTOU	118 275 000	110 736 000	229 011 000
06100	COLL. CERCLE DE DIRE		17 171 000	17 171 000
06101	Arham		13 682 000	13 682 000
06102	Binga		12 505 000	12 505 000
06103	Bourem Sidi Amar		11 157 000	11 157 000
06104	Dangha		13 215 000	13 215 000

iii. DOTATION D'INVESTISSEMENT (DIN) 2020

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	TOTAL
06105	Diré		14 237 000	14 237 000
06106	Garbakoira		11 933 000	11 933 000
06107	Haibongo		12 475 000	12 475 000
06108	Kirchamba		13 100 000	13 100 000
06109	Kondi		11 794 000	11 794 000
06110	Saréyamou		13 194 000	13 194 000
06111	Tienkour		13 029 000	13 029 000
06112	Tindirma		13 785 000	13 785 000
06113	Tinguereguif		13 718 000	13 718 000
06200	COLL. CERCLE DE GOUNDAM		19 267 000	19 267 000
06201	Adarmalane		12 148 000	12 148 000
06202	Aljounoub		12 759 000	12 759 000
06203	Bintagoungou		12 064 000	12 064 000
06204	Douekiré		12 566 000	12 566 000
06205	Doukouria		12 377 000	12 377 000
06206	Essakane		11 459 000	11 459 000
06207	Gargando		12 167 000	12 167 000
06208	Goundam		13 615 000	13 615 000
06209	Issa Bery		13 964 000	13 964 000
06210	Kaneye		11 125 000	11 125 000
06211	Mbouna		14 046 000	14 046 000
06212	Raz El Ma		11 859 000	11 859 000
06213	Télé		14 567 000	14 567 000
06214	Tilemsi		14 317 000	14 317 000
06215	Tin Aicha		11 642 000	11 642 000
06216	Tonka		16 334 000	16 334 000
06300	COLL. CERCLE DE G. RHAROUS		20 386 000	20 386 000
06301	Bambara Maoudé		13 628 000	13 628 000
06302	Banikane		13 398 000	13 398 000
06303	Gossi		15 687 000	15 687 000
06304	Hanzakoma		11 447 000	11 447 000
06305	Haribomo		11 617 000	11 617 000
06306	Inadjatafane		12 279 000	12 279 000
06307	Ouinerden		13 707 000	13 707 000
06308	Rharous		14 296 000	14 296 000
06309	Sereré		12 123 000	12 123 000
06400	COLL. CERCLE DE NIAFUNKE		18 199 000	18 199 000
06401	Banikane Narhawa		12 617 000	12 617 000
06402	Dianké		11 567 000	11 567 000
06403	Fittouga		12 561 000	12 561 000
06404	Koumeira		10 575 000	10 575 000
06405	Léré		13 045 000	13 045 000
06406	Ngorkou		12 636 000	12 636 000
06407	Soboundou		12 334 000	12 334 000
06408	Soumpi		12 887 000	12 887 000

iii. DOTATION D'INVESTISSEMENT (DIN) 2020

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	TOTAL
06500	COLL. CERCLE DE TOMBOUCTOU		17 158 000	17 158 000
06501	Alafia		11 801 000	11 801 000
06502	Ber		13 889 000	13 889 000
06503	Bourem In Ali		10 717 000	10 717 000
06504	Lafia		14 176 000	14 176 000
06506	Tombouctou		14 229 000	14 229 000
TOTAL REGION DE TOMBOUCTOU		**118 275 000**	**858 966 000**	**977 241 000**

REGION DE GAO				
07000	COLL. REGION DE GAO	118 275 000	124 357 000	242 632 000
07100	COLL. CERCLE ANSONGO		26 952 000	26 952 000
07101	Ansongo		14 497 000	14 497 000
07102	Bara		16 955 000	16 955 000
07103	Bourra		14 966 000	14 966 000
07104	Ouattagouna		16 521 000	16 521 000
07105	Talataye		16 791 000	16 791 000
07106	Tessit		16 070 000	16 070 000
07107	Tin Hama		15 860 000	15 860 000
07200	COLL. CERCLE DE BOUREM		31 602 000	31 602 000
07201	Bamba		19 104 000	19 104 000
07202	Bourem		18 589 000	18 589 000
07203	Taboye		18 204 000	18 204 000
07204	Tarkint		19 607 000	19 607 000
07205	Temera		18 825 000	18 825 000
07300	COLL. CERCLE DE GAO		25 761 000	25 761 000
07301	Anchawadj		14 435 000	14 435 000
07302	Gabéro		13 608 000	13 608 000
07303	Gao		11 875 000	11 875 000
07304	Gounzoureye		12 586 000	12 586 000
07305	In Tililt		13 849 000	13 849 000
07306	Soni Ali Ber		14 181 000	14 181 000
07307	Tilemsi		12 987 000	12 987 000
TOTAL REGION DE GAO		**118 275 000**	**508 182 000**	**626 457 000**

REGION DE KIDAL				
08000	COLL. REGION DE KIDAL	118 275 000	127 603 000	245 878 000
08100	COLL. CERCLE DE ABEIBARA		22 238 000	22 238 000
08101	Abeibara		13 526 000	13 526 000
08102	Boghassa		15 116 000	15 116 000
08103	Tinzawatene		15 866 000	15 866 000
08200	COLL. CERCLE DE KIDAL		22 167 000	22 167 000
08201	Anefif		13 459 000	13 459 000
08202	Essouk		13 391 000	13 391 000
08203	Kidal		14 115 000	14 115 000
08300	COLL. CERCLE DE TESSALIT		25 145 000	25 145 000

iii. DOTATION D'INVESTISSEMENT (DIN) 2020

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	TOTAL
08301	Adjelhoc		13 687 000	13 687 000
08302	Tessalit		14 030 000	14 030 000
08303	Timtaghene		14 343 000	14 343 000
08400	COLL. CERCLE DE TINESSAKO		22 292 000	22 292 000
08401	In Tedjedit		14 531 000	14 531 000
08402	Tinessako		13 558 000	13 558 000
08500	COLL CERCLE D'ACHIBOGHO		21 826 000	21 826 000
08501	Achibogho		8 850 000	8 850 000
08502	Imbulal		8 850 000	8 850 000
TOTAL REGION DE KIDAL		**118 275 000**	**414 593 000**	**532 868 000**

DISTRICT DE BAMAKO				
09000	COLL. DU DISTRICT DE BAMAKO	118 275 000	65 895 000	184 170 000
09100	COMMUNE 1 DE BAMAKO		9 475 000	9 475 000
09200	COMMUNE 2 DE BAMAKO		9 470 000	9 470 000
09300	COMMUNE 3 DE BAMAKO		9 491 000	9 491 000
09400	COMMUNE 4 DE BAMAKO		11 448 000	11 448 000
09500	COMMUNE 5 DE BAMAKO		9 514 000	9 514 000
09600	COMMUNE 6 DE BAMAKO		9 566 000	9 566 000
TOTAL DISTRICT DE BAMAKO		**118 275 000**	**124 859 000**	**243 134 000**

REGION DE TAOUDENIT				
10000	COLL. REGION DE TAOUDENIT	118 275 000	146 579 000	264 854 000
10100	COLL. CERCLE DE ACHOURATT		21 826 000	21 826 000
10101	Achouratt		8 850 000	8 850 000
10102	Alfacrouma		8 850 000	8 850 000
10103	Algatara		8 850 000	8 850 000
10104	Almatala		8 850 000	8 850 000
10105	Lirako		8 850 000	8 850 000
10200	COLL. CERCLE DE AL-OURCHE		21 826 000	21 826 000
10201	Al-Ourche		8 850 000	8 850 000
10202	Djaba		8 850 000	8 850 000
10203	Nibkt-Elk		8 850 000	8 850 000
10204	Oum-Laadam		8 850 000	8 850 000
10205	Tamagounite		8 850 000	8 850 000
10206	Touwal		8 850 000	8 850 000
10207	Ziriba		8 850 000	8 850 000
10300	COLL. CERCLE DE ARAOUANE		21 826 000	21 826 000
10301	Achamour		8 850 000	8 850 000
10302	Araouane		8 850 000	8 850 000
10303	M'back-Sema		8 850 000	8 850 000
10304	Tin Aglahadje		8 850 000	8 850 000
10305	Wade Lahjare		8 850 000	8 850 000
10400	COLL. CERCLE DE BOU-DJEBEHA		21 826 000	21 826 000
10401	Agouni		8 850 000	8 850 000

iii. DOTATION D'INVESTISSEMENT (DIN) 2020

CODE	COLLECTIVITE	DINDER	DIN&DIC	TOTAL
10402	Bou-Djebeha		8 850 000	8 850 000
10403	Eregkhal		8 850 000	8 850 000
10404	Limgassim		8 850 000	8 850 000
10405	Tictlifit		8 850 000	8 850 000
10500	COLL. CERCLE DE FOUM-ELBA		21 826 000	21 826 000
10501	Bongouyaira		8 850 000	8 850 000
10502	Foum-Elba		8 850 000	8 850 000
10503	Lamhaimide		8 850 000	8 850 000
10600	COLL. CERCLE DE TAOUDENIT		21 826 000	21 826 000
10601	Alhank		8 850 000	8 850 000
10602	Alougla		8 850 000	8 850 000
10603	Taoudenit		11 063 000	11 063 000
10604	Teghaza		8 850 000	8 850 000
10605	Zoueya		8 850 000	8 850 000
TOTAL REGION DE TAOUDENIT		**118 275 000**	**545 248 000**	**663 523 000**

REGION DE MENAKA				
11000	COLL. REGION DE MENAKA	118 275 000	146 579 000	264 854 000
11100	COLL. CERCLE DE ANDERAMBOUKANE		21 826 000	21 826 000
11101	Anderamboukane		15 585 000	15 585 000
11102	Azawak		8 850 000	8 850 000
11103	Anouzagrene		8 850 000	8 850 000
11104	Tamalet		8 850 000	8 850 000
11200	COLL. CERCLE DE INEKAR		21 826 000	21 826 000
11201	Ilamawane		8 850 000	8 850 000
11202	Inekar		14 659 000	14 659 000
11203	Tadriante		8 850 000	8 850 000
11204	Tissouakh		8 850 000	8 850 000
11300	COLL. CERCLE DE MENAKA		21 826 000	21 826 000
11301	Infourkaraïtane		8 850 000	8 850 000
11302	Menaka		14 577 000	14 577 000
11303	Inazole		8 850 000	8 850 000
11304	Tabankort		8 850 000	8 850 000
11305	Tin abaw		8 850 000	8 850 000
11306	Assakaraye		8 850 000	8 850 000
11307	Izguirète		8 850 000	8 850 000
11400	COLL. CERCLE DE TIDERMENE		21 826 000	21 826 000
11401	Alata		15 563 000	15 563 000
11402	Chiman		8 850 000	8 850 000
11403	Inhinita		8 850 000	8 850 000
11404	Intadeyne		8 850 000	8 850 000
11405	Téguerert		8 850 000	8 850 000
11406	Tidermene		8 850 000	8 850 000
TOTAL REGION DE MENAKA		**118 275 000**	**444 717 000**	**562 992 000**
TOTAL GENERAL DIN&DIC 2020		**1 301 025 000**	**11 999 759 000**	**13 300 784 000**

ETAT G

TABLEAU DE CLASSIFICATIONS FONCTIONNELLE ET ECONOMIQUE DES DEPENSES

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
01.1	**Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères**			
	Personnel	0	39 278 480	39 758 480
	Biens et services	0	112 933 738	120 977 545
	Transferts et subventions	0	14 416 776	14 783 393
	Investissement	45 359 027	30 733 005	37 098 283
Total		**45 359 027**	**197 361 999**	**212 617 701**
01.3	**Services généraux**			
	Personnel	0	22 101 158	22 101 158
	Biens et services	0	1 742 409	1 695 065
	Transferts et subventions	0	2 235 631	5 220 154
	Investissement	24 870 318	17 701 489	26 620 318
Total		**24 870 318**	**43 780 687**	**55 636 695**
01.4	**Recherche fondamentale**			
	Transferts et subventions	0	352 386	352 386
	Investissement	160 000	28 500	160 000
Total		**160 000**	**380 886**	**512 386**
01.5	**Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques**			
	Personnel	0	117 740	117 740
	Biens et services	0	322 989	286 364
	Transferts et subventions	0	25 000	50 000
	Investissement	1 952 500	1 852 500	1 952 500
Total		**1 952 500**	**2 318 229**	**2 406 604**
01.6	**Services généraux des administrations publiques n.c.a.**			
	Personnel	0	38 691 952	38 186 282
	Biens et services	0	87 088 078	102 811 791
	Transferts et subventions	0	19 474 817	20 668 332
	Investissement	57 282 801	42 684 617	54 995 808
Total		**57 282 801**	**187 939 464**	**216 662 213**
01.7	**Opérations concernant la dette publique**			
	Biens et services	0	131 056 000	160 423 000
	Transferts et subventions	0	10 265 091	10 265 091
	Investissement	490 000	490 000	490 000
Total		**490 000**	**141 811 091**	**171 178 091**
01.8	**Transferts de caractère général entre administrations publiques**			
	Transferts et subventions	0	2 233 741	7 586 456
	Investissement	13 300 784	16 653 499	13 300 784
Total		**13 300 784**	**18 887 240**	**20 887 240**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
02.1	**Défense militaire**			
	Biens et services	0	30 440 444	30 386 457
	Transferts et subventions	0	204 304	204 304
	Investissement	46 218 273	46 212 273	46 218 273
Total		**46 218 273**	**76 857 021**	**76 809 034**
02.2	**Défense civile**			
	Biens et services	0	1 538 000	1 538 000
Total		**0**	**1 538 000**	**1 538 000**
02.4	**Recherche-développement concernant la défense**			
	Biens et services	0	78 815	78 816
	Investissement	50 419	50 419	50 419
Total		**50 419**	**129 234**	**129 235**
02.5	**Défense n.c.a.**			
	Personnel	0	103 708 334	114 508 006
	Biens et services	0	36 973 607	38 961 690
	Transferts et subventions	0	0	60 000
	Investissement	33 243 748	58 690 621	59 743 748
Total		**33 243 748**	**199 372 562**	**213 273 444**
03.1	**Services de police**			
	Personnel	0	38 196 984	41 736 257
	Biens et services	0	2 839 974	3 015 707
	Transferts et subventions	0	83 121	111 434
	Investissement	3 095 939	10 701 243	11 095 939
Total		**3 095 939**	**51 821 322**	**55 959 337**
03.2	**Services de protection civile**			
	Personnel	0	6 798 116	9 191 321
	Biens et services	0	1 426 359	1 642 369
	Transferts et subventions	0	21 000	73 084
	Investissement	18 971 248	18 913 635	21 541 248
Total		**18 971 248**	**27 159 110**	**32 448 022**
03.3	**Tribunaux**			
	Personnel	0	8 273 727	9 953 950
	Biens et services	0	2 492 999	3 698 280
	Transferts et subventions	0	3 486 800	3 672 591
	Investissement	5 259 521	3 014 561	5 259 521
Total		**5 259 521**	**17 268 087**	**22 584 342**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
03.4	**Administration pénitentiaire**			
	Personnel	0	1 249 091	2 049 091
	Biens et services	0	1 521 483	3 249 152
	Investissement	330 476	6 678 516	2 330 476
Total		**330 476**	**9 449 090**	**7 628 719**
03.6	**Ordre et sécurité publics n.c.a.**			
	Personnel	0	2 585 505	3 518 612
	Biens et services	0	19 998 582	20 796 751
	Transferts et subventions	0	1 236 602	1 382 093
	Investissement	13 450 402	15 518 872	16 072 402
Total		**13 450 402**	**39 339 561**	**41 769 858**
04.1	**Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi**			
	Personnel	0	2 682 946	2 809 477
	Biens et services	0	4 909 610	5 023 244
	Transferts et subventions	0	3 427 638	8 187 759
	Investissement	4 527 055	14 874 131	19 503 531
Total		**4 527 055**	**25 894 325**	**35 524 011**
04.2	**Agriculture, sylviculture, pêche et chasse**			
	Personnel	0	9 596 789	9 572 960
	Biens et services	0	4 927 780	11 166 544
	Transferts et subventions	0	55 059 933	64 040 735
	Investissement	124 239 919	184 815 889	259 331 640
Total		**124 239 919**	**254 400 391**	**344 111 879**
04.3	**Combustibles et énergie**			
	Personnel	0	400 584	400 584
	Biens et services	0	593 685	609 729
	Transferts et subventions	0	6 702 388	6 727 388
	Investissement	27 942 523	17 925 303	21 192 541
Total		**27 942 523**	**25 621 960**	**28 930 242**
04.4	**Industries extractives et manufacturières, construction**			
	Personnel	0	2 662 687	2 552 687
	Biens et services	0	1 452 913	1 452 993
	Transferts et subventions	0	343 651	404 512
	Investissement	2 681 113	6 512 235	40 843 113
Total		**2 681 113**	**10 971 486**	**45 253 305**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
04.5	**Transports**			
	Personnel	0	1 571 487	1 571 487
	Biens et services	0	871 762	927 202
	Transferts et subventions	0	630 264	625 131
	Investissement	298 740 449	150 812 578	131 010 485
Total		**298 740 449**	**153 886 091**	**134 134 305**
04.6	**Communications**			
	Personnel	0	1 120 197	1 166 146
	Biens et services	0	1 693 036	2 081 156
	Transferts et subventions	0	6 441 693	6 415 663
	Investissement	3 448 505	3 167 105	2 998 505
Total		**3 448 505**	**12 422 031**	**12 661 470**
04.7	**Autres branches d'activité**			
	Personnel	0	1 944 733	2 159 233
	Biens et services	0	2 610 963	3 017 038
	Transferts et subventions	0	1 090 635	933 948
	Investissement	3 137 918	4 233 881	3 837 918
Total		**3 137 918**	**9 880 212**	**9 948 137**
04.8	**Recherche-développement concernant les affaires économiques**			
	Transferts et subventions	0	1 893 086	2 082 435
	Investissement	577 500	646 000	577 500
Total		**577 500**	**2 539 086**	**2 659 935**
04.9	**Affaires économiques n.c.a.**			
	Personnel	0	1 378 176	1 378 176
	Biens et services	0	2 710 771	2 776 319
	Transferts et subventions	0	75 349 417	30 356 417
	Investissement	20 716 000	20 978 500	20 716 000
Total		**20 716 000**	**100 416 864**	**55 226 912**
05.1	**Gestion des déchets**			
	Investissement	5 250 000	5 450 000	5 250 000
Total		**5 250 000**	**5 450 000**	**5 250 000**
05.2	**Gestion des eaux usées**			
	Transferts et subventions	0	334 875	334 875
	Investissement	1 300 000	1 444 000	1 300 000
Total		**1 300 000**	**1 778 875**	**1 634 875**
05.3	**Lutte contre la pollution**			
	Personnel	0	3 864	3 864
	Biens et services	0	22 206	22 207
	Investissement	205 700	290 700	205 700
Total		**205 700**	**316 770**	**231 771**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
05.4	**Préservation de la diversité biologique et protection de la nature**			
	Personnel	0	2 262 494	2 262 494
	Biens et services	0	947 484	1 087 494
	Transferts et subventions	0	780 363	762 113
	Investissement	10 836 582	31 001 549	26 185 882
Total		**10 836 582**	**34 991 890**	**30 297 983**
05.6	**Protection de l'environnement n.c.a.**			
	Personnel	0	897 239	897 239
	Biens et services	0	1 175 200	1 152 049
	Transferts et subventions	0	100 502	130 502
	Investissement	2 445 937	5 176 687	7 345 937
Total		**2 445 937**	**7 349 628**	**9 525 727**
06.1	**Logement**			
	Biens et services	0	0	1 520
	Transferts et subventions	0	142 310	162 310
	Investissement	5 000 000	4 845 000	5 000 000
Total		**5 000 000**	**4 987 310**	**5 163 830**
06.2	**Équipements collectifs**			
	Personnel	0	91 921	91 921
	Biens et services	0	2 922 181	2 824 061
	Investissement	4 786 400	4 527 500	4 786 400
Total		**4 786 400**	**7 541 602**	**7 702 382**
06.3	**Alimentation en eau**			
	Personnel	0	828 303	828 303
	Biens et services	0	353 990	369 000
	Transferts et subventions	0	265 976	288 127
	Investissement	3 448 580	55 245 100	60 870 153
Total		**3 448 580**	**56 693 369**	**62 355 583**
06.5	**Recherche-développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs**			
	Transferts et subventions	0	0	40 000
Total		**0**	**0**	**40 000**
06.6	**Logement et équipements collectifs n.c.a ;**			
	Personnel	0	2 032 375	2 062 375
	Biens et services	0	1 498 317	1 820 693
	Transferts et subventions	0	806 352	875 952
	Investissement	7 103 300	7 207 175	7 903 300
Total		**7 103 300**	**11 544 219**	**12 662 320**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
07.1	**Produits, appareils et matériaux médicaux**			
	Biens et services	0	74 450	67 450
	Transferts et subventions	0	989 509	989 509
Total		**0**	**1 063 959**	**1 056 959**
07.2	**Services ambulatoires**			
	Transferts et subventions	0	0	87 000
	Investissement	89 000	76 000	89 000
Total		**89 000**	**76 000**	**176 000**
07.3	**Services hospitaliers**			
	Personnel	0	262 391	262 391
	Biens et services	0	85 108	85 112
	Transferts et subventions	0	17 333 527	18 031 677
	Investissement	18 638 129	18 745 629	21 138 129
Total		**18 638 129**	**36 426 655**	**39 517 309**
07.4	**Services de santé publique**			
	Personnel	0	4 523 200	4 971 506
	Biens et services	0	4 248 845	4 650 895
	Transferts et subventions	0	3 613 558	3 713 240
	Investissement	4 478 057	4 230 339	4 478 057
Total		**4 478 057**	**16 615 942**	**17 813 698**
07.5	**Recherche-développement dans le domaine de la santé**			
	Transferts et subventions	0	3 624 614	3 894 334
	Investissement	1 230 750	1 045 750	1 230 750
Total		**1 230 750**	**4 670 364**	**5 125 084**
07.6	**Santé n.c.a.**			
	Personnel	0	38 203 436	44 589 574
	Biens et services	0	11 525 194	12 150 800
	Transferts et subventions	0	9 012 580	8 965 502
	Investissement	5 211 499	5 828 019	6 011 499
Total		**5 211 499**	**64 569 229**	**71 717 375**
08.1	**Services récréatifs et sportifs**			
	Personnel	0	648 332	648 332
	Biens et services	0	2 831 801	3 006 655
	Transferts et subventions	0	745 046	903 982
	Investissement	1 159 570	2 639 570	1 959 570
Total		**1 159 570**	**6 864 749**	**6 518 539**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
08.2	**Services culturels**			
	Personnel	0	752 876	752 876
	Biens et services	0	692 627	792 650
	Transferts et subventions	0	2 080 589	2 213 348
	Investissement	1 673 408	2 003 088	1 673 408
Total		**1 673 408**	**5 529 180**	**5 432 282**
08.4	**Culte et autres services communautaires**			
	Transferts et subventions	0	223 658	223 658
Total		**0**	**223 658**	**223 658**
08.6	**Loisirs, culture et culte n.c.a.**			
	Personnel	0	2 137 535	2 137 535
	Biens et services	0	3 743 485	3 991 003
	Transferts et subventions	0	252 172	562 172
	Investissement	906 535	2 009 315	906 535
Total		**906 535**	**8 142 507**	**7 597 245**
09.1	**Enseignement préélémentaire et primaire**			
	Personnel	0	129 604 704	140 319 050
	Biens et services	0	12 555 553	15 164 421
	Transferts et subventions	0	67 000	177 000
	Investissement	1 926 652	2 828 431	1 926 652
Total		**1 926 652**	**145 055 688**	**157 587 123**
09.2	**Enseignement secondaire**			
	Personnel	0	43 089 348	45 414 027
	Biens et services	0	17 394 187	18 524 549
	Transferts et subventions	0	7 399 557	7 429 071
	Investissement	35 055 363	30 361 407	35 055 363
Total		**35 055 363**	**98 244 499**	**106 423 010**
09.4	**Enseignement supérieur**			
	Personnel	0	4 138 733	4 138 733
	Biens et services	0	433 298	433 298
	Transferts et subventions	0	59 387 913	60 053 014
	Investissement	4 259 853	2 659 532	3 114 782
Total		**4 259 853**	**66 619 476**	**67 739 827**
09.5	**Enseignement non défini par niveau**			
	Personnel	0	28 512	28 512
	Biens et services	0	83 470	83 471
	Transferts et subventions	0	764 626	844 626
	Investissement	518 661	782 911	518 661
Total		**518 661**	**1 659 519**	**1 475 270**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
09.6	**Services annexes à l'enseignement**			
	Personnel	0	240 352	240 352
	Biens et services	0	2 402 667	5 881 686
	Investissement	918 631	2 422 392	918 631
Total		**918 631**	**5 065 411**	**7 040 669**
09.7	**Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement**			
	Transferts et subventions	0	194 688	794 688
	Investissement	3 630 920	7 373 370	5 430 920
Total		**3 630 920**	**7 568 058**	**6 225 608**
09.8	**Enseignement n.c.a.**			
	Personnel	0	26 545 930	26 993 511
	Biens et services	0	11 882 887	12 110 172
	Transferts et subventions	0	5 060 174	9 060 339
	Investissement	3 348 393	7 370 392	3 348 393
Total		**3 348 393**	**50 859 383**	**51 512 415**
10.1	**Maladie et invalidité**			
	Transferts et subventions	0	2 636 829	2 193 400
Total		**0**	**2 636 829**	**2 193 400**
10.2	**Vieillesse**			
	Personnel	0	55 000 000	55 000 000
	Transferts et subventions	0	7 761 422	7 761 422
Total		**0**	**62 761 422**	**62 761 422**
10.4	**Famille et enfants**			
	Personnel	0	1 157 149	1 157 149
	Biens et services	0	918 794	973 641
	Transferts et subventions	0	783 169	904 628
	Investissement	1 564 605	6 409 385	3 803 605
Total		**1 564 605**	**9 268 497**	**6 839 023**
10.7	**Exclusion sociale n.c.a.**			
	Biens et services	0	6 444	6 444
	Transferts et subventions	0	190 000	200 000
Total		**0**	**196 444**	**206 444**
10.8	**Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale**			
	Personnel	0	39 515	39 515
	Biens et services	0	4 688	9 689
	Transferts et subventions	0	337 076	347 076
	Investissement	519 063	479 063	519 063
Total		**519 063**	**860 342**	**915 343**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020
Recapitulation par groupe de fonction et titre de dépense

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
10.9	**Protection sociale n.c.a.**			
	Personnel	0	3 187 105	3 187 105
	Biens et services	0	1 944 490	2 221 782
	Transferts et subventions	0	24 220 037	12 110 037
	Investissement	13 620 343	21 312 633	25 595 343
Total		**13 620 343**	**50 664 265**	**43 114 267**
TOTAL GENERAL		**889 172 369**	**2 387 741 768**	**2 604 567 558**

ETAT H

TABLEAU DE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE ET FONCTIONNELLE DES DEPENSES

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020
Recapitulation par section et groupe de fonction

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
110 ASSEMBLEE NATIONALE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	1 507 529	15 808 465	**15 818 466**
Total	**1 507 529**	**15 808 465**	**15 818 466**
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	650 000	7 318 820	**7 446 320**
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	5 926 083	**5 264 367**
02.5 Défense n.c.a.	5 127	253 187	**879 204**
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	307 559	**248 259**
04.6 Communications	0	206 046	**206 046**
07.4 Services de santé publique	0	815	**815**
08.2 Services culturels	0	85 500	**85 500**
Total	**655 127**	**14 098 010**	**14 130 511**
130 PRIMATURE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	4 847 488	**4 640 574**
01.3 Services généraux	300 000	160 834	**460 834**
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	285 000	3 589 389	**4 340 159**
03.3 Tribunaux	0	19 000	**19 000**
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	361 777	**381 777**
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	261 875	200 590	**1 206 570**
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	100 000	190 000	**100 000**
04.6 Communications	0	18 607	**18 607**
07.4 Services de santé publique	0	942	**942**
09.4 Enseignement supérieur	0	675 991	**675 991**
Total	**946 875**	**10 064 618**	**11 844 454**
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	14 363	503 062	**534 263**
Total	**14 363**	**503 062**	**534 263**
140 COUR CONSTITUTIONNELLE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	30 000	842 350	**942 350**
Total	**30 000**	**842 350**	**942 350**
150 COUR SUPREME			
03.3 Tribunaux	19 500	2 211 097	**2 483 474**
Total	**19 500**	**2 211 097**	**2 483 474**
155 HAUTE COUR DE JUSTICE			
03.3 Tribunaux	0	897 670	**905 167**
Total	**0**	**897 670**	**905 167**
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	155 763	1 155 263	**1 194 895**
Total	**155 763**	**1 155 263**	**1 194 895**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020
Recapitulation par section et groupe de fonction

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	77 899	1 932 313	**1 613 568**
Total	**77 899**	**1 932 313**	**1 613 568**
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	9 510 600	38 714 867	**41 754 812**
01.3 Services généraux	120 000	108 696	**134 266**
04.6 Communications	0	11 430	**12 607**
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	989 509	**989 509**
09.8 Enseignement n.c.a.	1 221 700	1 221 700	**1 221 700**
Total	**10 852 300**	**41 046 202**	**44 112 894**
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	675 557	**471 530**
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	50 000	880 474	**886 196**
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	200 000	190 000	**200 000**
07.4 Services de santé publique	0	554	**554**
09.4 Enseignement supérieur	170 000	211 500	**220 000**
Total	**420 000**	**1 958 085**	**1 778 280**
186 MINISTERE DE L'INTEGRATION AFRICAINE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	40 000	0	**718 008**
Total	**40 000**	**0**	**718 008**
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	170 000	3 447 841	**3 776 843**
Total	**170 000**	**3 447 841**	**3 776 843**
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE			
03.3 Tribunaux	28 500	1 004 978	**1 048 868**
Total	**28 500**	**1 004 978**	**1 048 868**
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT			
04.6 Communications	15 000	143 660	**143 657**
Total	**15 000**	**143 660**	**143 657**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020
Recapitulation par section et groupe de fonction

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS			
02.1 Défense militaire	46 218 273	76 857 021	**76 801 034**
02.4 Recherche-développement concernant la défense	50 419	129 234	**129 235**
02.5 Défense n.c.a.	33 238 621	197 619 375	**209 894 240**
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	2 304 000	2 304 000	**2 304 000**
07.3 Services hospitaliers	0	641 794	**641 794**
07.4 Services de santé publique	0	11 860	**11 860**
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	10 250	10 250	**10 250**
07.6 Santé n.c.a.	0	683 191	**683 191**
09.2 Enseignement secondaire	12 562	238 763	**238 765**
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	10 250	10 250	**10 250**
10.9 Protection sociale n.c.a.	22 452	198 617	**198 617**
Total	**81 866 827**	**278 704 355**	**290 923 236**
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	0	**150 000**
02.2 Défense civile	0	38 000	**38 000**
03.3 Tribunaux	5 211 521	10 942 324	**15 869 024**
03.4 Administration pénitentiaire	330 476	9 449 090	**7 628 719**
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	492 500	4 181 924	**5 553 165**
07.4 Services de santé publique	0	10 991	**10 991**
09.4 Enseignement supérieur	0	550 101	**550 101**
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	0	190 000	**200 000**
Total	**6 034 497**	**25 362 430**	**30 000 000**
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	200 000	1 601 682	**1 901 682**
Total	**200 000**	**1 601 682**	**1 901 682**
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	47 500	617 150	**721 550**
Total	**47 500**	**617 150**	**721 550**
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE			
02.1 Défense militaire	0	0	**8 000**
03.1 Services de police	3 095 939	51 821 322	**55 959 337**
03.2 Services de protection civile	6 680 924	14 868 786	**20 157 698**
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	10 653 902	23 540 114	**24 677 470**
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	45 778	**45 778**
Total	**20 430 765**	**90 276 000**	**100 848 283**
235 SECURITE D'ETAT			
02.5 Défense n.c.a.	0	1 500 000	**2 500 000**
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	8 186 737	**8 186 737**
Total	**0**	**9 686 737**	**10 686 737**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020
Recapitulation par section et groupe de fonction

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	28 034 736	51 968 080	**57 792 224**
01.3 Services généraux	4 714 399	7 144 046	**6 658 516**
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	1 067 500	1 217 500	**1 257 500**
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	200 000	895 383	**335 383**
01.7 Opérations concernant la dette publique	190 000	190 000	**190 000**
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	150 000	9 142 500	**12 150 000**
04.3 Combustibles et énergie	537 500	1 416 505	**1 241 505**
06.2 Équipements collectifs	570 000	570 000	**570 000**
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	2 850 000	2 850 000	**2 850 000**
07.4 Services de santé publique	0	596	**596**
09.5 Enseignement non défini par niveau	200 000	879 042	**850 292**
10.9 Protection sociale n.c.a.	1 800 000	9 100 000	**10 800 000**
Total	**40 314 135**	**85 373 652**	**94 696 016**
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	100 000	936 925	**1 186 925**
Total	**100 000**	**936 925**	**1 186 925**
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	443 390	**377 875**
Total	**0**	**443 390**	**377 875**
320 MINISTERE DU DIALOGUE SOCIAL, DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE			
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	600 000	570 000	**600 000**
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	300 000	237 500	**300 000**
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	369 091	3 092 396	**3 048 695**
07.4 Services de santé publique	0	340	**340**
10.9 Protection sociale n.c.a.	4 750	47 788	**67 789**
Total	**1 273 841**	**3 948 024**	**4 016 824**
323 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	2 401 405	14 763 469	**22 948 484**
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	394	**394**
07.4 Services de santé publique	0	623	**623**
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	0	3 410 616	**0**
09.2 Enseignement secondaire	0	95 860	**95 860**
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	194 334	**194 334**
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	14 250	14 250	**14 250**
Total	**2 415 655**	**18 479 546**	**23 253 945**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020
Recapitulation par section et groupe de fonction

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
328 MINISTERE DES REFORMES INSTITUTIONNELLES & DES RELATIONS AVEC LA SOCIETE CIVILE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	0	**125 625**
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	285 000	530 729	**549 104**
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	7 000	784 555	**7 000**
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	457 450	**418 450**
09.8 Enseignement n.c.a.	0	0	**20 000**
Total	**292 000**	**1 772 734**	**1 120 179**
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	0	**41 420**
01.3 Services généraux	1 216 000	2 960 000	**2 826 000**
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	23 529 631	50 731 794	**55 087 980**
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publiques	13 300 784	18 887 240	**20 887 240**
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	209 000	**209 000**
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	4 180 000	**0**
04.6 Communications	0	42 617	**42 617**
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	950 000	0	**950 000**
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	2 660 000	2 660 000	**2 660 000**
07.4 Services de santé publique	0	552	**552**
09.8 Enseignement n.c.a.	47 500	303 722	**393 722**
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	0	6 444	**6 444**
10.9 Protection sociale n.c.a.	1 330 000	1 330 000	**1 330 000**
Total	**43 033 915**	**81 311 369**	**84 434 975**
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL			
04.6 Communications	252 505	873 797	**1 008 139**
Total	**252 505**	**873 797**	**1 008 139**
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	47 500	138 950	**138 950**
08.4 Culte et autres services communautaires	0	223 658	**223 658**
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	48 108	657 289	**757 290**
Total	**95 608**	**1 019 897**	**1 119 898**
341 MINISTERE DE LA COHESION SOCIALE, DE LA PAIX ET DE LA RECONCILIATION NATIONALE			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	926 214	**1 053 283**
03.3 Tribunaux	0	2 193 018	**2 258 809**
07.4 Services de santé publique	0	1 049	**1 080**
Total	**0**	**3 120 281**	**3 313 172**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020
Recapitulation par section et groupe de fonction

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	0	**110 320**
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	874 024	4 564 040	**5 056 630**
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 300 000	2 135 000	**2 166 722**
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	187 474	0	**1 211 394**
04.7 Autres branches d'activité	30 827	0	**152 558**
04.9 Affaires économiques n.c.a.	140 000	367 178	**574 861**
07.4 Services de santé publique	0	353	**353**
09.4 Enseignement supérieur	430 000	0	**1 035 520**
Total	**2 962 325**	**7 066 571**	**10 308 358**
400 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
01.4 Recherche fondamentale		380 886	
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	200 523	**0**
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse		5 940 450	
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques		378 362	
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé		1 618 312	
09.4 Enseignement supérieur		3 977 405	
09.5 Enseignement non défini par niveau		142 500	
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement		318 188	
09.8 Enseignement n.c.a.	0	7 487 517	**0**
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale		336 662	
Total	**0**	**20 780 805**	**0**
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	406 000	504 000	**406 000**
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 045	38 531	**38 532**
07.4 Services de santé publique	0	51 193	**51 193**
07.6 Santé n.c.a.	0	65 964	**61 842**
09.1 Enseignement préélémentaire et primaire	1 926 652	145 055 688	**157 587 123**
09.2 Enseignement secondaire	34 830 494	96 771 248	**104 669 756**
09.4 Enseignement supérieur		59 302 690	
09.5 Enseignement non défini par niveau	150 000	167 979	**184 979**
09.6 Services annexes à l'enseignement	918 631	5 065 411	**7 040 669**
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement		4 108 750	
09.8 Enseignement n.c.a.	1 949 193	41 602 913	**40 275 824**
Total	**40 182 015**	**352 734 367**	**310 315 918**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020
Recapitulation par section et groupe de fonction

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
01.4 Recherche fondamentale	160 000	0	**512 386**
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	0	**200 523**
09.2 Enseignement secondaire	200 000	0	**200 000**
09.4 Enseignement supérieur	1 422 532	0	**61 518 347**
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	1 243 220	0	**3 237 908**
09.8 Enseignement n.c.a.	30 000	0	**9 141 638**
Total	**3 055 752**	**0**	**74 810 802**
510 MINISTERE DE LA CULTURE			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	13 500	**13 500**
01.3 Services généraux	0	14 888	**14 888**
07.4 Services de santé publique	0	1 888	**1 888**
08.2 Services culturels	911 262	4 030 558	**3 861 050**
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	514 500	3 095 654	**2 767 934**
09.2 Enseignement secondaire	0	473 237	**493 237**
09.4 Enseignement supérieur	492 750	1 099 213	**1 094 504**
Total	**1 918 512**	**8 728 938**	**8 247 001**
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS			
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	15 360	0	**1 264 148**
07.2 Services ambulatoires	13 000	0	**100 000**
07.4 Services de santé publique	0	476	**476**
08.1 Services récréatifs et sportifs	909 570	6 579 749	**6 268 539**
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	143 927	0	**2 988 393**
09.2 Enseignement secondaire	12 307	665 391	**725 392**
09.4 Enseignement supérieur	0	0	**558 662**
09.8 Enseignement n.c.a.	0	0	**20 000**
Total	**1 094 164**	**7 245 616**	**11 925 610**
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES			
07.2 Services ambulatoires	76 000	76 000	**76 000**
07.3 Services hospitaliers	18 638 129	35 367 128	**38 875 515**
07.4 Services de santé publique	4 475 207	16 496 691	**17 694 263**
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	1 220 500	3 041 802	**5 114 834**
07.6 Santé n.c.a.	5 208 174	48 271 215	**49 163 634**
10.1 Maladie et invalidité	0	0	**1 193 400**
10.2 Vieillesse	0	0	**7 761 422**
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	49 400	0	**336 662**
10.9 Protection sociale n.c.a.	308 773	0	**5 358 396**
Total	**29 976 183**	**103 252 836**	**125 574 126**
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA			
07.6 Santé n.c.a.	0	2 437 364	**2 437 364**
Total	**0**	**2 437 364**	**2 437 364**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020
Recapitulation par section et groupe de fonction

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	0	**40 000**
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	150 000	142 500	**150 000**
07.4 Services de santé publique	2 850	30 970	**30 971**
07.6 Santé n.c.a.	3 325	47 067	**57 068**
08.1 Services récréatifs et sportifs	250 000	285 000	**250 000**
09.5 Enseignement non défini par niveau	18 661	39 886	**49 887**
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	0	500 000	**600 000**
10.4 Famille et enfants	1 469 605	3 673 497	**4 105 023**
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	6 913	51 116	**56 117**
10.9 Protection sociale n.c.a.	0	515 285	**515 285**
Total	**1 901 354**	**5 285 321**	**5 854 351**
660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE			
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	142 500	**0**
07.3 Services hospitaliers		417 733	
07.4 Services de santé publique	0	2 897	**2 897**
09.4 Enseignement supérieur	30 000	0	**721 509**
10.1 Maladie et invalidité	0	2 636 829	**1 000 000**
10.2 Vieillesse		7 761 422	
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	462 750	472 564	**522 564**
10.9 Protection sociale n.c.a.	154 368	8 296 185	**6 667 790**
Total	**647 118**	**19 730 130**	**8 914 760**
700 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	950 000	950 000	**950 000**
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	400 000	4 503 691	**37 669 691**
04.5 Transports	224 205 146	105 892 131	**110 027 918**
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	247 500	0	**388 408**
04.9 Affaires économiques n.c.a.	501 000	1 936 189	**1 905 689**
06.2 Équipements collectifs	46 400	0	**46 400**
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	200 000	655 213	**634 813**
07.4 Services de santé publique	0	1 195	**1 195**
09.4 Enseignement supérieur	19 500	107 610	**119 645**
09.5 Enseignement non défini par niveau	150 000	190 000	**150 000**
Total	**226 719 546**	**114 236 029**	**151 893 759**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
05.1 Gestion des déchets	750 000	950 000	**750 000**
05.2 Gestion des eaux usées	1 300 000	1 778 875	**1 634 875**
05.3 Lutte contre la pollution	205 700	316 770	**231 771**
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	5 951 582	16 028 529	**18 505 822**
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	2 195 937	2 612 128	**2 775 727**
Total	**10 403 219**	**21 686 302**	**23 898 195**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020
Recapitulation par section et groupe de fonction

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	10 312 062	**25 784 062**
04.3 Combustibles et énergie	26 822 023	23 377 955	**26 553 737**
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	0	0	**3 800**
04.5 Transports	150 000	142 500	**150 000**
04.7 Autres branches d'activité	0	52 944	**87 944**
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	250 000	332 500	**250 000**
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	76 046 871	**31 106 871**
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	800 000	16 238 361	**7 142 161**
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	0	4 500 000	**6 500 000**
06.3 Alimentation en eau	3 448 580	56 693 369	**62 355 583**
07.4 Services de santé publique	0	247	**247**
Total	**31 470 603**	**187 696 809**	**159 934 405**
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE			
04.3 Combustibles et énergie	450 000	142 500	**450 000**
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	1 915 700	2 702 747	**4 032 778**
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	50 000	47 500	**50 000**
04.9 Affaires économiques n.c.a.	75 000	1 359 175	**1 346 867**
Total	**2 490 700**	**4 251 922**	**5 879 645**
730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION			
04.6 Communications	2 691 000	9 267 263	**8 646 686**
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques		1 780 724	
07.4 Services de santé publique	0	479	**631**
Total	**2 691 000**	**11 048 466**	**8 647 317**
731 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA PROSPECTIVE			
04.6 Communications	240 000	0	**724 500**
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	30 000	0	**1 971 527**
Total	**270 000**	**0**	**2 696 027**
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION			
04.6 Communications	250 000	1 546 106	**1 546 106**
Total	**250 000**	**1 546 106**	**1 546 106**
740 MINISTERE DES DOMAINES ET DES AFFAIRES FONCIERES			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.		1 980 000	
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction		1 377 525	
06.1 Logement		4 987 310	
06.2 Équipements collectifs	2 200 000	2 280 000	**2 200 000**
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	1 353 300	5 379 006	**6 189 300**
Total	**3 553 300**	**16 003 841**	**8 389 300**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020
Recapitulation par section et groupe de fonction

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
745 MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT SOCIAL			
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	320 000	0	**320 000**
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	22 939	0	**1 376 015**
06.1 Logement	5 000 000	0	**5 163 830**
06.2 Équipements collectifs	300 000	0	**300 000**
06.5 Recherche-développement dans le domaine du logement et des équipements collectifs	0	0	**40 000**
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	40 000	0	**328 207**
Total	**5 682 939**	**0**	**7 528 052**
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION			
01.3 Services généraux	1 280 000	7 010 823	**7 302 272**
06.2 Équipements collectifs	420 000	553 548	**555 921**
07.4 Services de santé publique	0	927	**927**
09.4 Enseignement supérieur	1 695 071	694 966	**1 245 548**
09.8 Enseignement n.c.a.	100 000	0	**200 000**
10.4 Famille et enfants	95 000	5 095 000	**2 134 000**
Total	**3 590 071**	**13 355 264**	**11 438 668**
770 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE			
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	5 300	210 710	**177 857**
04.5 Transports	383 316	2 636 137	**2 597 421**
04.7 Autres branches d'activité	300 000	855 000	**1 000 000**
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	33 893	**43 049**
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	1 400 000	1 425 000	**1 400 000**
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	250 000	237 500	**250 000**
Total	**2 338 616**	**5 398 240**	**5 468 327**
812 MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENT PRIVE, PME & ENTREPRENARIAT NATIONAL			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	52 500	176 659	**181 659**
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	400 000	2 664 120	**1 412 627**
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse		161 722	
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	50 000	1 242 523	**279 627**
04.7 Autres branches d'activité		151 234	
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	513 819	**227 336**
07.4 Services de santé publique	0	304	**304**
Total	**502 500**	**4 910 381**	**2 101 553**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	28 564 352	109 197 517	**148 898 714**
Total	**28 564 352**	**109 197 517**	**148 898 714**
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	7 398 753	25 053 692	**40 596 750**
Total	**7 398 753**	**25 053 692**	**40 596 750**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020
Recapitulation par section et groupe de fonction

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
1 BUDGET GENERAL			
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 600 011	7 752 828	**10 797 726**
Total	**1 600 011**	**7 752 828**	**10 797 726**
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME			
04.7 Autres branches d'activité	725 736	1 134 506	**1 058 257**
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	16 845	**21 845**
08.2 Services culturels	762 146	1 413 122	**1 485 732**
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	200 000	978 948	**1 083 628**
Total	**1 687 882**	**3 543 421**	**3 649 462**
990 CHARGES COMMUNES			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	5 000 000	6 235 948	**6 235 948**
01.3 Services généraux	14 258 519	23 400 000	**35 258 519**
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	31 905 807	116 576 546	**143 249 716**
01.7 Opérations concernant la dette publique	300 000	141 621 091	**170 988 091**
02.2 Défense civile	0	1 500 000	**1 500 000**
03.2 Services de protection civile	12 290 324	12 290 324	**12 290 324**
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	39 125 758	34 393 589	**57 579 373**
04.5 Transports	74 001 987	45 215 323	**21 358 966**
04.6 Communications	0	312 505	**312 505**
04.9 Affaires économiques n.c.a.	20 000 000	20 000 000	**20 000 000**
05.1 Gestion des déchets	4 500 000	4 500 000	**4 500 000**
06.2 Équipements collectifs	1 250 000	4 138 054	**4 030 061**
07.6 Santé n.c.a.	0	13 064 428	**19 314 276**
09.8 Enseignement n.c.a.	0	146 531	**146 531**
10.2 Vieillesse	0	55 000 000	**55 000 000**
10.9 Protection sociale n.c.a.	10 000 000	31 176 390	**18 176 390**
Total	**212 632 395**	**509 570 729**	**569 940 700**
TOTAL	**834 873 414**	**2 261 155 078**	**2 472 348 130**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020
Recapitulation par section et groupe de fonction

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
2 BUDGETS ANNEXES			
770 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE			
04.7 Autres branches d'activité	2 081 355	7 686 528	**7 649 378**
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	74 450	**67 450**
09.8 Enseignement n.c.a.	0	97 000	**93 000**
Total	**2 081 355**	**7 857 978**	**7 809 828**
TOTAL	**2 081 355**	**7 857 978**	**7 809 828**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020
Recapitulation par section et groupe de fonction

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement 2020	Crédits de paiement 2019	Crédits de paiement 2020
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangères	0	64 690 692	**69 900 000**
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	40 000 000	40 000 000	**40 000 000**
Total	**40 000 000**	**104 690 692**	**109 900 000**
400 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement		2 616 620	
Total		**2 616 620**	
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	2 363 200	0	**2 363 200**
Total	**2 363 200**	**0**	**2 363 200**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE			
10.4 Famille et enfants	0	500 000	**600 000**
Total	**0**	**500 000**	**600 000**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	1 735 000	1 300 000	**2 300 000**
Total	**1 735 000**	**1 300 000**	**2 300 000**
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE			
04.3 Combustibles et énergie	133 000	685 000	**685 000**
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	5 000	955 000	**580 000**
Total	**138 000**	**1 640 000**	**1 265 000**
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION			
01.3 Services généraux	2 981 400	2 981 400	**2 981 400**
Total	**2 981 400**	**2 981 400**	**2 981 400**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	5 000 000	5 000 000	**5 000 000**
Total	**5 000 000**	**5 000 000**	**5 000 000**
TOTAL	**52 217 600**	**118 728 712**	**124 409 600**
TOTAL GENERAL	**889 172 369**	**2 387 741 768**	**2 604 567 558**

ETAT I

TABLEAU DE CLASSIFICATIONS ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE DES DEPENSES

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020
Classification Administrative et Economique

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2020	2019	2020
1 BUDGET GENERAL			
110 ASSEMBLEE NATIONALE			
Personnel	0	2 448 000	2 448 000
Biens et services	0	10 355 946	10 355 947
Transferts et subventions	0	1 496 990	1 506 990
Investissement	1 507 529	1 507 529	1 507 529
Total	**1 507 529**	**15 808 465**	**15 818 466**
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE			
Personnel	0	1 524 061	1 524 061
Biens et services	0	10 947 709	11 343 323
Transferts et subventions	0	808 600	608 000
Investissement	655 127	817 640	655 127
Total	**655 127**	**14 098 010**	**14 130 511**
130 PRIMATURE			
Personnel	0	1 455 649	1 754 694
Biens et services	0	5 692 725	6 072 536
Transferts et subventions	0	2 156 244	3 070 349
Investissement	946 875	760 000	946 875
Total	**946 875**	**10 064 618**	**11 844 454**
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS			
Personnel	0	66 816	80 816
Biens et services	0	421 883	439 084
Investissement	14 363	14 363	14 363
Total	**14 363**	**503 062**	**534 263**
140 COUR CONSTITUTIONNELLE			
Personnel	0	230 149	230 149
Biens et services	0	500 746	632 748
Transferts et subventions	0	33 212	49 453
Investissement	30 000	78 243	30 000
Total	**30 000**	**842 350**	**942 350**
150 COUR SUPREME			
Personnel	0	878 481	1 331 786
Biens et services	0	858 616	1 032 188
Transferts et subventions	0	80 000	100 000
Investissement	19 500	394 000	19 500
Total	**19 500**	**2 211 097**	**2 483 474**
155 HAUTE COUR DE JUSTICE			
Personnel	0	235 000	242 497
Biens et services	0	108 250	108 250
Transferts et subventions	0	554 420	554 420
Total	**0**	**897 670**	**905 167**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020
Classification Administrative et Economique

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2020	2019	2020
1 BUDGET GENERAL			
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL			
Personnel	0	311 383	311 383
Biens et services	0	681 828	695 948
Transferts et subventions	0	30 875	31 801
Investissement	155 763	131 177	155 763
Total	**155 763**	**1 155 263**	**1 194 895**
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
Personnel	0	757 101	757 101
Biens et services	0	783 337	698 413
Transferts et subventions	0	106 875	80 155
Investissement	77 899	285 000	77 899
Total	**77 899**	**1 932 313**	**1 613 568**
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE			
Personnel	0	15 354 320	15 354 320
Biens et services	0	13 957 730	15 122 014
Transferts et subventions	0	4 583 952	4 684 260
Investissement	10 852 300	7 150 200	8 952 300
Total	**10 852 300**	**41 046 202**	**44 112 894**
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR			
Personnel	0	327 879	266 872
Biens et services	0	929 268	916 012
Transferts et subventions	0	261 438	125 396
Investissement	420 000	439 500	470 000
Total	**420 000**	**1 958 085**	**1 778 280**
186 MINISTERE DE L'INTEGRATION AFRICAINE			
Personnel	0		121 007
Biens et services	0		396 734
Transferts et subventions	0		160 267
Investissement	40 000		40 000
Total	**40 000**		**718 008**
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL			
Personnel	0	2 382 000	2 611 288
Biens et services	0	893 341	945 555
Transferts et subventions	0	30 000	50 000
Investissement	170 000	142 500	170 000
Total	**170 000**	**3 447 841**	**3 776 843**
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE			
Personnel	0	390 378	409 799
Biens et services	0	100 107	104 576
Transferts et subventions	0	485 993	505 993
Investissement	28 500	28 500	28 500
Total	**28 500**	**1 004 978**	**1 048 868**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020
Classification Administrative et Economique

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2020	2019	2020
1 BUDGET GENERAL			
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT			
Personnel	0	12 980	12 980
Biens et services	0	115 680	115 677
Investissement	15 000	15 000	15 000
Total	**15 000**	**143 660**	**143 657**
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS			
Personnel	0	103 708 334	114 508 006
Biens et services	0	68 296 212	69 661 421
Transferts et subventions	0	886 982	886 982
Investissement	81 866 827	105 812 827	105 866 827
Total	**81 866 827**	**278 704 355**	**290 923 236**
220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME			
Personnel	0	10 100 843	13 035 360
Biens et services	0	4 858 688	7 897 821
Transferts et subventions	0	942 322	1 032 322
Investissement	6 034 497	9 460 577	8 034 497
Total	**6 034 497**	**25 362 430**	**30 000 000**
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE			
Personnel	0	864 300	1 064 300
Biens et services	0	547 382	637 382
Investissement	200 000	190 000	200 000
Total	**200 000**	**1 601 682**	**1 901 682**
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME			
Personnel	0	250 000	250 000
Biens et services	0	319 650	424 050
Investissement	47 500	47 500	47 500
Total	**47 500**	**617 150**	**721 550**
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE			
Personnel	0	45 297 221	51 228 289
Biens et services	0	13 422 482	14 489 470
Transferts et subventions	0	1 301 871	1 507 759
Investissement	20 430 765	30 254 426	33 622 765
Total	**20 430 765**	**90 276 000**	**100 848 283**
235 SECURITE D'ETAT			
Biens et services	0	8 186 737	8 186 737
Investissement	0	1 500 000	2 500 000
Total	**0**	**9 686 737**	**10 686 737**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020
Classification Administrative et Economique

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2020	2019	2020
1 BUDGET GENERAL			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
Personnel	0	17 355 986	17 425 986
Biens et services	0	12 172 061	12 930 242
Transferts et subventions	0	9 151 860	9 386 397
Investissement	40 314 135	46 693 745	54 953 391
Total	**40 314 135**	**85 373 652**	**94 696 016**
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES			
Personnel	0	250 000	400 000
Biens et services	0	10 620	10 620
Transferts et subventions	0	676 305	676 305
Investissement	100 000	0	100 000
Total	**100 000**	**936 925**	**1 186 925**
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)			
Biens et services	0	24 000	24 000
Transferts et subventions	0	419 390	353 875
Total	**0**	**443 390**	**377 875**
320 MINISTERE DU DIALOGUE SOCIAL, DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE			
Personnel	0	1 044 627	1 044 627
Biens et services	0	1 552 690	1 622 306
Transferts et subventions	0	56 050	76 050
Investissement	1 273 841	1 294 657	1 273 841
Total	**1 273 841**	**3 948 024**	**4 016 824**
323 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE			
Personnel	0	1 890 659	746 525
Biens et services	0	3 057 676	1 349 624
Transferts et subventions	0	2 157 149	6 465 665
Investissement	2 415 655	11 374 062	14 692 131
Total	**2 415 655**	**18 479 546**	**23 253 945**
328 MINISTERE DES REFORMES INSTITUTIONNELLES & DES RELATIONS AVEC LA SOCIETE CIVILE			
Personnel	0	499 285	200 240
Biens et services	0	759 663	577 939
Transferts et subventions	0	175 000	50 000
Investissement	292 000	338 786	292 000
Total	**292 000**	**1 772 734**	**1 120 179**
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION			
Personnel	0	5 710 201	5 750 201
Biens et services	0	23 231 537	25 461 979
Transferts et subventions	0	6 991 454	12 475 873
Investissement	43 033 915	45 378 177	40 746 922
Total	**43 033 915**	**81 311 369**	**84 434 975**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020
Classification Administrative et Economique

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2020	2019	2020
1 BUDGET GENERAL			
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL			
Personnel	0	177 393	193 342
Biens et services	0	380 524	480 486
Transferts et subventions	0	104 500	81 806
Investissement	252 505	211 380	252 505
Total	**252 505**	**873 797**	**1 008 139**
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE			
Personnel	0	123 323	123 323
Biens et services	0	481 924	531 925
Transferts et subventions	0	319 042	369 042
Investissement	95 608	95 608	95 608
Total	**95 608**	**1 019 897**	**1 119 898**
341 MINISTERE DE LA COHESION SOCIALE, DE LA PAIX ET DE LA RECONCILIATION NATIONALE			
Personnel	0	117 351	117 351
Biens et services	0	651 488	779 706
Transferts et subventions	0	2 345 742	2 416 115
Investissement		5 700	
Total	**0**	**3 120 281**	**3 313 172**
380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE			
Personnel	0	1 017 806	1 823 396
Biens et services	0	1 149 349	1 473 891
Transferts et subventions	0	303 872	1 548 746
Investissement	2 962 325	4 595 544	5 462 325
Total	**2 962 325**	**7 066 571**	**10 308 358**
400 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
Personnel	0	2 627 443	0
Biens et services	0	1 708 321	0
Transferts et subventions	0	10 942 503	0
Investissement	0	5 502 538	0
Total	**0**	**20 780 805**	**0**
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE			
Personnel	0	200 503 608	209 324 600
Biens et services	0	42 460 005	49 151 386
Transferts et subventions	0	65 163 262	11 657 917
Investissement	40 182 015	44 607 492	40 182 015
Total	**40 182 015**	**352 734 367**	**310 315 918**
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
Personnel	0	0	7 297 057
Biens et services	0	0	2 378 350
Transferts et subventions	0	0	60 829 643
Investissement	3 055 752	0	4 305 752
Total	**3 055 752**	**0**	**74 810 802**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020
Classification Administrative et Economique

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2020	2019	2020
1 BUDGET GENERAL			
510 MINISTERE DE LA CULTURE			
Personnel	0	1 239 380	1 239 380
Biens et services	0	1 790 413	2 092 706
Transferts et subventions	0	2 663 353	2 996 403
Investissement	1 918 512	3 035 792	1 918 512
Total	**1 918 512**	**8 728 938**	**8 247 001**
520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS			
Personnel	0	887 327	2 157 992
Biens et services	0	3 200 486	5 027 486
Transferts et subventions	0	790 926	1 845 968
Investissement	1 094 164	2 366 877	2 894 164
Total	**1 094 164**	**7 245 616**	**11 925 610**
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES			
Personnel	0	29 791 427	32 339 899
Biens et services	0	14 838 953	16 287 854
Transferts et subventions	0	29 024 744	43 670 190
Investissement	29 976 183	29 597 712	33 276 183
Total	**29 976 183**	**103 252 836**	**125 574 126**
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA			
Personnel	0	108 595	108 595
Biens et services	0	88 560	88 560
Transferts et subventions	0	2 240 209	2 240 209
Total	**0**	**2 437 364**	**2 437 364**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE			
Personnel	0	1 399 324	1 399 324
Biens et services	0	1 339 194	1 409 045
Transferts et subventions	0	283 169	944 628
Investissement	1 901 354	2 263 634	2 101 354
Total	**1 901 354**	**5 285 321**	**5 854 351**
660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE			
Personnel	0	3 032 432	1 068 556
Biens et services	0	1 478 169	1 328 156
Transferts et subventions	0	13 772 248	2 895 930
Investissement	647 118	1 447 281	3 622 118
Total	**647 118**	**19 730 130**	**8 914 760**
700 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT			
Personnel	0	1 182 114	1 182 114
Biens et services	0	1 101 038	1 182 568
Transferts et subventions	0	614 931	734 474
Investissement	226 719 546	111 337 946	148 794 603
Total	**226 719 546**	**114 236 029**	**151 893 759**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020
Classification Administrative et Economique

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2020	2019	2020
1 BUDGET GENERAL			
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
Personnel	0	3 163 597	3 163 597
Biens et services	0	1 798 029	1 774 889
Transferts et subventions	0	1 107 490	1 137 490
Investissement	10 403 219	15 617 186	17 822 219
Total	**10 403 219**	**21 686 302**	**23 898 195**
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU			
Personnel	0	1 446 983	1 446 983
Biens et services	0	1 279 502	1 419 356
Transferts et subventions	0	81 476 421	36 523 572
Investissement	31 470 603	103 493 903	120 544 494
Total	**31 470 603**	**187 696 809**	**159 934 405**
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE			
Personnel	0	825 141	825 141
Biens et services	0	1 000 989	1 074 394
Transferts et subventions	0	435 510	489 410
Investissement	2 490 700	1 990 282	3 490 700
Total	**2 490 700**	**4 251 922**	**5 879 645**
730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION			
Personnel	0	229 682	199 682
Biens et services	0	701 538	664 674
Transferts et subventions	0	7 623 021	5 541 961
Investissement	2 691 000	2 494 225	2 241 000
Total	**2 691 000**	**11 048 466**	**8 647 317**
731 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA PROSPECTIVE			
Personnel	0		60 000
Biens et services	0		300 000
Transferts et subventions	0		2 066 027
Investissement	270 000		270 000
Total	**270 000**		**2 696 027**
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION			
Personnel	0	694 710	694 710
Biens et services	0	0	24 000
Transferts et subventions	0	376 396	577 396
Investissement	250 000	475 000	250 000
Total	**250 000**	**1 546 106**	**1 546 106**
740 MINISTERE DES DOMAINES ET DES AFFAIRES FONCIERES			
Personnel	0	3 062 909	2 032 375
Biens et services	0	1 820 849	1 562 486
Transferts et subventions	0	483 449	441 139
Investissement	3 553 300	10 636 634	4 353 300
Total	**3 553 300**	**16 003 841**	**8 389 300**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020
Classification Administrative et Economique

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2020	2019	2020
1 BUDGET GENERAL			
745 MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT SOCIAL			
Personnel	0		1 060 534
Biens et services	0		582 269
Transferts et subventions	0		202 310
Investissement	5 682 939		5 682 939
Total	**5 682 939**		**7 528 052**
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION			
Personnel	0	312 614	312 614
Biens et services	0	703 403	665 352
Transferts et subventions	0	629 097	3 726 702
Investissement	3 590 071	11 710 150	6 734 000
Total	**3 590 071**	**13 355 264**	**11 438 668**
770 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE			
Personnel	0	920 859	920 859
Biens et services	0	668 098	711 164
Transferts et subventions	0	823 524	797 688
Investissement	2 338 616	2 985 759	3 038 616
Total	**2 338 616**	**5 398 240**	**5 468 327**
812 MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENT PRIVE, PME & ENTREPRENARIAT NATIONAL			
Personnel	0	1 087 796	278 377
Biens et services	0	1 375 331	1 124 156
Transferts et subventions	0	1 154 308	196 520
Investissement	502 500	1 292 946	502 500
Total	**502 500**	**4 910 381**	**2 101 553**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
Personnel	0	5 728 878	5 738 878
Biens et services	0	3 111 665	3 232 729
Transferts et subventions	0	25 372 774	34 201 712
Investissement	28 564 352	74 984 200	105 725 395
Total	**28 564 352**	**109 197 517**	**148 898 714**
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE			
Personnel	0	3 312 284	3 312 284
Biens et services	0	1 632 632	1 698 223
Transferts et subventions	0	3 705 713	4 379 890
Investissement	7 398 753	16 403 063	31 206 353
Total	**7 398 753**	**25 053 692**	**40 596 750**
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE			
Personnel	0	221 798	221 798
Biens et services	0	145 942	6 230 943
Transferts et subventions	0	22 078	741 546
Investissement	1 600 011	7 363 010	3 603 439
Total	**1 600 011**	**7 752 828**	**10 797 726**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020
Classification Administrative et Economique

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2020	2019	2020
1 BUDGET GENERAL			
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME			
Personnel	0	460 963	460 963
Biens et services	0	806 879	922 711
Transferts et subventions	0	472 917	577 906
Investissement	1 687 882	1 802 662	1 687 882
Total	**1 687 882**	**3 543 421**	**3 649 462**
990 CHARGES COMMUNES			
Personnel	0	118 578 610	124 039 500
Biens et services	0	190 902 786	233 527 920
Transferts et subventions	0	67 012 665	58 636 256
Investissement	212 632 395	133 076 668	153 737 024
Total	**212 632 395**	**509 570 729**	**569 940 700**
TOTAL	834 873 414	2 261 155 078	2 472 348 130

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020
Classification Administrative et Economique

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2020	2019	2020
2 BUDGETS ANNEXES			
770 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE			
Personnel	0	2 004 000	2 214 500
Biens et services	0	2 471 040	2 853 973
Transferts et subventions	0	823 000	660 000
Investissement	2 081 355	2 559 938	2 081 355
Total	**2 081 355**	**7 857 978**	**7 809 828**
TOTAL	2 081 355	7 857 978	7 809 828

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2020
Classification Administrative et Economique

20/09/2019 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	
	2020	2019	2020
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR			
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES			
Biens et services	0	64 690 692	69 900 000
Investissement	40 000 000	40 000 000	40 000 000
Total	**40 000 000**	**104 690 692**	**109 900 000**
400 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
Investissement		2 616 620	
Total		**2 616 620**	
412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
Investissement	2 363 200	0	2 363 200
Total	**2 363 200**	**0**	**2 363 200**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE			
Transferts et subventions	0	500 000	600 000
Total	**0**	**500 000**	**600 000**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE			
Biens et services	0	345 000	475 000
Transferts et subventions	0	108 250	90 000
Investissement	1 735 000	846 750	1 735 000
Total	**1 735 000**	**1 300 000**	**2 300 000**
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE			
Personnel	0	430 000	290 000
Biens et services	0	1 062 000	837 000
Investissement	138 000	148 000	138 000
Total	**138 000**	**1 640 000**	**1 265 000**
750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION			
Investissement	2 981 400	2 981 400	2 981 400
Total	**2 981 400**	**2 981 400**	**2 981 400**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE			
Investissement	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Total	**5 000 000**	**5 000 000**	**5 000 000**
TOTAL	52 217 600	118 728 712	124 409 600
TOTAL GENERAL	889 172 369	2 387 741 768	2 604 567 558

ETAT J

TABLEAU RECAPITULATIF DES PROGRAMMES PAR MINISTERE ET INSTITUTION

20/09/2019

Liste des programmes par département

Section
Programme

110 ASSEMBLEE NATIONALE

0.001 Assemblée Nationale

120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

1.001 Formulation et coordination de l'action présidentielle
1.002 Administration générale
2.001 Sécurité et défense

130 PRIMATURE

1.003 Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale
1.004 Administration générale et contrôle
2.002 Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés

131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS

2.003 Participation à la gestion des élections

140 COUR CONSTITUTIONNELLE

2.004 Compétences réunies de la Cour constitutionnelle

150 COUR SUPREME

2.005 Cour Suprême

155 HAUTE COUR DE JUSTICE

2.056 Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices

160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL

2.006 Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques publiques

20/09/2019

Liste des programmes par département

Section
Programme

170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

2.007 Représentation et Promotion des Collectivités

180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

1.006 Administration Générale
2.008 Politique Exterieure et Coopération Internationale
2.009 Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux

185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR

1.007 Administration Générale
2.011 Gestion des Maliens de l'Extérieur

186 MINISTERE DE L'INTEGRATION AFRICAINE

1.045 Administration Générale
2.010 Intégration Africaine

190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL

2.012 Bureau du Vérificateur Général

192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE

2.013 Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration

195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT

2.014 Egal accès aux medias d'Etat

210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS

1.008 Administration Générale
2.015 Gestion des Opérations Militaires
2.016 Inspection des Armées
2.017 Formation
2.018 Gestion des Transmissions

20/09/2019

Liste des programmes par département

Section
Programme

220 MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME

1.009 Administration Générale, Coordination et Contrôle
2.019 Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation
2.020 Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée

223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE

2.094 Lutte contre l'Enrichissement Illicite

226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

2.097 Protection et Promotion des Droits de l'Homme

230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE

1.010 Administration Générale
2.021 Ordre et Sécurité
2.022 Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours

235 SECURITE D'ETAT

0.002 Securite d'Etat

310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1.011 Administration Générale
2.023 Conception et Coordination de la Politique Budgétaire
2.024 Recouvrement des Recettes Fiscales
2.025 Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics
2.026 Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier
2.027 Gestion de la Dette Publique
2.028 Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels
2.029 Gestion des Biens de l'Etat
3.001 Remboursement des Crédits TVA
3.009 Fonds pour le Développement Durable

20/09/2019

Liste des programmes par département

Section
Programme

311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES

2.044 Assistance au traitement à la gestion de l'information financière

312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)

2.068 Régulation de la commande publique

320 MINISTERE DU DIALOGUE SOCIAL, DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1.012 Administration Générale
2.030 Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat
2.031 Amélioration du Cadre législatif du Travail

323 MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

1.013 Administration Générale
2.033 Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi
2.034 Formation Professionnelle

328 MINISTERE DES REFORMES INSTITUTIONNELLES & DES RELATIONS AVEC LA SOCIETE CIVILE

1.044 Administration Générale et Contrôle
2.032 Reformes Administratives et Institutionnelles

330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

1.014 Administration Générale et Contrôle
2.036 Administration du Territoire
2.037 Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière
2.038 Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales
2.064 Développement Régional et Local

334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

2.095 Protection des Données à Caractère personnel

20/09/2019

Liste des programmes par département

Section
Programme

340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE

1.015 Administration Générale
2.039 Religion et Culte

341 MINISTERE DE LA COHESION SOCIALE, DE LA PAIX ET DE LA RECONCILIATION NATIONALE

1.016 Administration Générale
2.040 Renforcement du Processus de Dialogue et de Réconciliation Nationale

380 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

1.032 Administration Générale
2.083 Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés
2.084 Développement du secteur industriel

410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

1.017 Administration Générale
2.041 Développement de l'Education de Base
2.042 Développement de l'Enseignement Secondaire Général
2.043 Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel

412 MINISTERE ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

1.018 Administration Générale
2.045 Développement de l'Enseignement Supérieur
2.046 Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique
3.002 Financement de la Recherche et de l'innovation technologique

510 MINISTERE DE LA CULTURE

1.019 Administration Générale
2.047 Protection et Promotion de l'Héritage Culturel
2.048 Promotion de l'Industrie Cinématographique
2.049 Promotion de la Création Artistique et Littéraire

20/09/2019

Liste des programmes par département

Section
Programme

520 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

1.020 Administration Générale
2.035 Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes
2.052 Développement et Promotion des activités physiques et sportives
2.053 Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents
2.067 Civisme, Volontariat et Citoyenneté

610 MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES

1.021 Administration, Coordination et Décentralisation
2.054 Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies
2.055 Disponibilité des Médicaments, Vaccins et Consommableset Accessibilité financière aux soins de santé
2.057 Soins Hospitaliers et Recherche
2.061 Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion
2.062 Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire

614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA

2.058 Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA

640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE

1.022 Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles
2.059 Promotion de la Femme
2.060 Promotion de l'Enfant et de la Famille
3.003 Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant

660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

1.023 Administration Générale
2.063 Lutte Contre la Pauvreté

700 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT

1.024 Administration Générale
2.065 Construction et entretien des routes, Développement de la

20/09/2019

Liste des programmes par département

Section
Programme

700 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT

cartographie et de la topographie

714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

1.025 Administration Générale
2.069 Amélioration du Cadre de Vie des Populations
2.070 Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger
2.071 Protection et Conservation de la Nature
2.072 Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement
3.004 Appui à l'aménagement et à la protection de la faune
3.005 Appui à l'aménagement et à la protection des forêts

720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

1.026 Administration Générale
2.073 Développement des Ressources Energétiques
2.074 Développement des Ressources en Eau

726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE

1.027 Administration Générale
2.075 Développement des ressources minérales
3.007 Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières
3.010 Programme de développement des ressources minérales (PDRM)
3.011 Fonds d'appui pour la promotion de la recherche pétrolière (FAPRP)

730 MINISTERE DE LA COMMUNICATION

1.028 Administration Générale
2.076 Medias et Communication Publics

731 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA PROSPECTIVE

1.046 Administration Générale
2.077 Poste et Nouvelles Technologies

20/09/2019

Liste des programmes par département

Section
Programme

732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION

2.096 Régulation de la Communication

740 MINISTERE DES DOMAINES ET DES AFFAIRES FONCIERES

1.029 Administration Générale
2.078 Gestion Cadastrale et Foncière

745 MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT SOCIAL

1.030 Administration Générale
2.079 Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires

750 MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION

1.031 Administration Générale et Contrôle
2.080 Population
2.081 Aménagement du Territoire
2.082 Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National
3.008 Appui au développement de la statistique

770 MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE

1.042 Administration Générale
2.066 Développement et sécurisation des transports
4.001 Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports

812 MINISTERE PROMOTION INVESTISSEMENT PRIVE, PME & ENTREPRENARIAT NATIONAL

1.033 Administration Générale
2.085 Appui au développement du secteur privé
2.086 Promotion et Développement de la Micro-finance

820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE

20/09/2019

Liste des programmes par département

Section
Programme

820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE

1.034 Administration Générale
2.087 Appui au Monde Rural
2.088 Aménagement et Equipement Rural
2.089 Recherche et Formation
3.006 Appui au financement de l'Agriculture

822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

1.037 Administration Générale
2.090 Développement des Productions et Industries Animales
2.091 Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles
2.092 Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire

850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE

2.093 Sécurité Alimentaire

860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME

1.040 Administration Générale
2.050 Promotion du Secteur de l'Artisanat
2.051 Promotion du Secteur du Tourisme

990 CHARGES COMMUNES

0.003 Provisions pour imprévus
0.004 Dette

ETAT K

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT (PTI) 2020-2022





Août 2019

NOTE DE PRESENTATION DU PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT (PTI) 2020 – 2022

INTRODUCTION

Le Programme Triennal d'Investissement (PTI) 2020-2022 est le 33ème exercice de programmation depuis l'adoption et l'application à partir de 1988 du mécanisme de programmation triennale glissante des investissements au Mali.

En 1989, le Budget Spécial d'Investissement (BSI) qui est la première tranche annuelle du PTI a été intégré au Budget d'État et devait obéir de ce fait aux règles et procédures d'exécution de celui-ci. Pour élargir ces règles au financement extérieur du BSI, des procédures spécifiques ont été instituées à travers l'Instruction N° 03/ MP-MFC du 03 septembre 1990 relative au suivi de l'exécution trimestriel du BSI.

L'intégration du BSI au Budget d'Etat émane du souci du Gouvernement de rationaliser les dépenses publiques liées aux investissements dans le cadre des mesures d'ajustement structurel conclues avec les Institutions de Bretton Woods. C'est pourquoi, à partir de 1992, le Gouvernement a convenu avec la Banque Mondiale de l'application de critères économiques et financiers dans la sélection des projets à inscrire au PTI et au BSI. Ces critères ont été réaffirmés et renforcés par une grille d'évaluation avec l'adoption en juillet 2003 du Manuel de Procédures de Programmation et de Suivi - évaluation des investissements publics au Mali.

Il s'agit, entre autres de :

- l'exigence d'un dossier de faisabilité pour tous les projets, notamment ceux dont le coût d'investissement est supérieur ou égal à un (1) milliard de FCFA et la disponibilité d'un dossier de formulation, le cas échéant ;
- l'exigence d'un taux de rentabilité économique suffisant pour les projets productifs ;
- l'impact des projets, notamment sur le service de la dette, les coûts récurrents et les fonds de contrepartie.

L'application de ces critères doit permettre de rationaliser le processus global d'investissement et d'améliorer ainsi la gestion des ressources publiques.

A partir de 1997, le document du PTI a été ajouté aux documents budgétaires dans le but d'informer les autorités, au-delà de l'exercice budgétaire annuel, sur les perspectives globales d'investissement sur trois ans.

I. PRESENTATION DU PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT (PTI) 2020-2022

Le Programme Triennal d'Investissement 2020-2022 s'inscrit dans le cadre macro-économique de mise en œuvre du nouveau document du Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) 2019-2023 et la nouvelle vision à long terme du Mali à l'horizon 2040 (Etude Nationale Prospective Mali 2040) en cours d'élaboration. Ces nouvelles stratégies doivent être placées dans la perspective de l'Agenda 2030 du développement durable et de l'Agenda 2063 des chefs d'Etat de l'Union Africaine dont elles constituent le meilleur cadre d'opérationnalisation.

Le PTI 2020 -2022 prend en compte l'évaluation des politiques économiques et financières mises en œuvre par le Mali avec l'appui des Institutions de Bretton Woods et des autres partenaires au développement. Il traduit également les orientations et objectifs qualitatifs sur la base d'une vision de croissance économique soutenue et réductrice de pauvreté.

1. Les stratégies et objectifs macro-économiques et macro-financiers pour la période 2020 - 2022

La Stratégie de Développement 2020 – 2022 vise la consolidation de la stabilisation macro-économique, notamment le renforcement et l'approfondissement des réformes structurelles et sectorielles.

L'objectif principal est d'atteindre une croissance économique durable et soutenue en vue de réduire la pauvreté et le chômage et d'assurer la viabilité financière intérieure et extérieure à moyen terme.

La stratégie de développement sera mise en œuvre dans le contexte de la décentralisation et du renforcement de l'intégration régionale, notamment au sein de l'UEMOA et de la CEDEAO et du CREDD 2019-2023, cadre unique de référence des politiques et stratégies de développement du Mali.

La finalité de cette stratégie de développement est de créer d'une part, un environnement macro – économique et institutionnel structurant, favorable à la croissance et à l'accroissement de la compétitivité de l'économie et, d'autre part les conditions de participation effective des populations à la réalisation et au bénéfice des fruits de cette croissance tout en mettant l'accent sur l'amélioration de leurs revenus et leur accès aux services sociaux de base.

2. Politiques macro-économiques, structurelles et sectorielles

Les politiques macro-économiques viseront à :

- améliorer de façon durable la situation financière par une augmentation continue des recettes et le maintien de la maîtrise des dépenses publiques, l'objectif étant d'assurer à terme la viabilité des finances de l'État afin d'augmenter l'épargne intérieure et de réduire la dépendance du Mali à l'égard de l'aide budgétaire ;
- maintenir une politique monétaire et de crédits prudent et compatible avec les objectifs de croissance économique et de la stabilité des prix ;
- renforcer l'efficacité des investissements publics pour éliminer les entraves à un plus grand dynamisme du secteur privé et à la prestation des services sociaux de base.

Les politiques structurelles viseront à :

- développer et promouvoir le secteur privé, notamment par la mise en place d'un cadre juridique simple, incitatif et du cadre réglementaire, le renforcement des institutions de soutien au secteur privé, la consolidation et l'élargissement du secteur financier et la mise en place des infrastructures économiques de soutien adéquates ;
- poursuivre les réformes en matière de réhabilitation de la justice par la mise en œuvre du Programme d'Urgence pour le Renforcement du Système Judiciaire (PURSJ) ;
- poursuivre la réforme des entreprises publiques.

Les politiques sectorielles viseront à :

- renforcer la compétitivité et la productivité du secteur de l'agriculture par l'amélioration de la performance des filières riz, maïs, blé, coton, gomme arabique, anacarde, karité et le développement de l'agriculture irriguée et non irriguée pour l'atteinte des objectifs du secteur ;
- promouvoir la diversification agricole avec une plus grande participation du secteur privé par le renforcement du cadre incitatif et réglementaire, l'encadrement des organisations des producteurs et des exportateurs ;
- valoriser les ressources humaines et les services sociaux de base par le développement de l'éducation, de la santé, l'accès à l'eau potable et la promotion de la femme ;
- assurer la protection de l'environnement par une gestion rationnelle des ressources naturelles ;
- développer et promouvoir les infrastructures économiques (mines, énergie, transports et télécommunications, urbanisme et habitat).

3. Implications du PTI 2020-2022 sur le CREDD 2019-2023

L'enveloppe des dépenses prévisionnelles inscrites au Programme Triennal d'Investissement **2020-2022** correspond aux projets/programmes d'investissement public en cours d'exécution et ceux devant démarrer en 2020. Elle est estimée à **1 701, 781 milliards** de FCFA contre **1 471,446 milliards** de FCFA sur la période **2019-2021**, soit une augmentation de **15,65%** (**230,335 milliards** de FCFA)**.** Cette augmentation s'expliquerait en grande partie par le niveau élevé des dépenses prévisionnelles des secteurs **Infrastructures et Economie rurale** qui représentent **68,52%**.

Le présent Programme Triennal d'Investissement Public accorde la priorité au secteur des **Infrastructures**, notamment les sous-secteurs **Moyens routiers** et **Bâtiments/équipement** et les secteurs **Economie Rurale** et **Secondaire** à travers, respectivement, les sous-secteurs **Agriculture** et **Energie**.

Le Programme met l'accent sur des actions de développement permettant une croissance économique durable à travers les investissements tels que l'amélioration des infrastructures routières, le développement rural (agriculture, élevage, pêche), le renforcement des infrastructures énergétiques, les travaux de construction et d'équipement des bâtiments publics, le renforcement des services sociaux de base (éducation, santé, eau potable, assainissement), l'appui à la décentralisation et au secteur privé.

Ainsi, le PTI se présente par secteur comme suit :

Secteur ***Economie rurale,*** on note, entre autres :

- le Programme de Développement de l'Irrigation au Mali (PDI-BS), le Projet d'Appui Régional à I'Initiative pour l'Irrigation au Sahel pour le Mali (PARIIS), les Irrigations de Proximité dans le Delta Intérieur (IPRODI) et IPRO-Gao et Ménaka, le Projet d'Appui au Développement Rural de Soke 1 (PADER-S1), les travaux d'aménagement de 250 ha de la plaine de Togobéré, le Projet d'extension des aménagements de la plaine de San-ouest de 510 ha, le Projet d'Appui au Développement de l'Office du Niger (PADON) Phase II, le Projet productivité de l'Eau à l'Office du Niger (PRODEAU) ;
- la mise en œuvre des Contrats-Plans Etat Offices de développement rural (Office du Niger, Office du Périmètre Irrigué de Baguinéda (OPIB), Office Riz Ségou (ORS), Office Riz Mopti (ORM), Agence de Développement Rural de la vallée du fleuve Sénégal (ADRS), Office de Développement Rural de Sélingué (ODRS), Office du Moyen Bani (OMB)) ;
- le Projet de Renforcement de la Sécurité Alimentaire par le Développement des Cultures Irriguées (PRESA/DCI), le Projet de Renforcement de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle dans la Région de Koulikoro (PRESAN-KL), le Projet de Renforcement de la Résilience au Sahel (P2RS), le Programme de Renforcement de la Résilience à l'Insécurité Alimentaire (PRIA), le Projet de Développement Intégré et de Résilience climatique dans les Plaines du delta 2 (PDIR-PD2);
- le Programme de Développement Intégré des Ressources Animales et Aquacoles au Mali (PDIRAAM), le Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS), le Projet d'Appui au Développement de l'Elevage au Mali (PADEL-M), le Projet d'Appui au Renforcement de l'Elevage et de l'Economie Pastorale dans la région de Koulikoro (AREPK), le Programme de Développement Durable des Exploitations Pastorales au Sahel Mali (PDDEPS - Mali) ;
- les Programmes d'infrastructures économiques dans le District de Bamako et dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou, le Projet de Financement Inclusif des Filières Agricoles (INCLUSIF), le Projet N'Debougou (Phase IV), et les Programmes de Développement Durable (Région de Kidal et de Gao) ;
- le Projet d'Appui au Développement de la filière Halieutique (PAfHA), du Programme Quinquennal d'Aménagement Aquacole (PQAA), l'appui à l'Agence de Gestion du Marché Central à Poissons de Bamako, le Projet d'appui à l'Office de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture dans le Delta Intérieur Niger (ODPADIN) ;
- le Programme de Développement Durable Delta Intérieur Du Niger (PDD-DIN), le Programme de Gestion et de Décentralisation des Forêts (GEDEFOR 3)/Promotion des chaines de valeurs agricoles, le Projet de renforcement de la résilience climatique au Mali (Hydromet) et la reconstruction des écosystèmes forestiers.

Secteur ***Secondaire,*** on retient :

- le Projet de gouvernance du secteur des mines, les Projets de promotion de nouvelles zones minières et pétrolières et de la cartographie géologique ;
- les Projets d'appui à la promotion des investissements et du commerce intérieur et extérieur ;
- le Projet d'aménagement du barrage de Taoussa, le Projet de construction du centre national de conduite et dédoublement des capacités énergétiques de Sotuba, les programmes d'urgence sociale d'accès à l'eau, à l'énergie/construction de centrales solaires et la production hybride et accès rural à l'électricité ;

- le Projet d'appui aux connaissances et au suivi des ressources en eau, le Projet Adduction d'Eau Potable (AEP) Bamako-Kabala, le Programme National de mobilisation des ressources en Eau /Assainissement AEP des centres semi urbains en 1ère ,2ème, 5ème, et 6ème régions, le projet AEP et mesures d'accompagnement dans les centres semi-urbains et ruraux ; le Programme Intégré de Développement et d'Adaptation aux Changements Climatiques dans le Bassin du Niger (PIDACC/BN) et le Projet de Réhabilitation Economique et Environnementale du Fleuve Niger (PREFEN).

Secteur ***Infrastructures,*** on note :

- la poursuite et la consolidation d'importants projets relatifs au désenclavement extérieur et intérieur du pays. Il s'agit entre autres : (i) de neuf Projets prioritaires, (ii) du Projet de réhabilitation de la route Bamako-Kati-Kolokani-Didieni-Diéma-Sandaré-Kayes-Diboli, (iii) les travaux d'aménagement de la traversée de la ville de Sikasso, (iv) la construction/bitumage de la route Zantiébougou- Kolondiéba -Frontière RCI, (v) la construction et le bitumage de la route Macina -Diafarabé-Ténenkou ;

  Le démarrage d'importants Projets/Programmes dont, la construction du 4ème Pont de Bamako, la réhabilitation de la route Sévaré-Gao (Phase I), la construction d'un échangeur, d'un viaduc et aménagement de 10 km de voiries dans la ville de Sikasso, la construction et le bitumage de la route Kayes-Aourou-Frontière Mauritanie, la construction/réhabilitation de la Route Transsaharienne (RTS)-Phase I et la construction de la route Goumbou-Nara-Frontière Mauritanie ;

- la poursuite du Programme de construction de 50 000 logements sociaux, du Programme de mise en œuvre de la réforme foncière, des travaux de construction et d'équipement des bâtiments publics (DNDC, DGCC, ANTIM, Hôtel des Finances, INSTAT, grande prison de Bamako), le Programme d'Urgence pour la Relance du Développement des régions du Nord (PURD).

  Le démarrage des travaux de construction des sièges de la DFM/DRH du Ministère de l'Agriculture, de l'ABFN, de l'ONEF, de la DNACPN, de l'Institut du Sahel et du Bureau des Domaines de Kati, la réhabilitation/équipement des anciennes régions et l'opérationnalisation des nouvelles régions, le programme d'acquisition/construction de résidences et logements des diplomates, le renforcement des équipements aéronautiques et météorologiques ;

- le Projet de construction de la décharge compactée de Noumoubougou, les Projets d'assainissement et de construction des infrastructures de l'Agence Nationale de Gestion des Stations d'Epuration du Mali (ANGESEM).

Secteur des ***Ressources Humaines,*** il s'agit de :

- la poursuite des Projets/Programmes de gouvernance et de renforcement de capacités (CDI, DGI, ODHD, ORTM, ANCD, CAISFF et l'INSTAT), le Projet d'Appui à la Compétitivité de l'Economie Malienne (PACEM) et le fonds d'études et de préparation des projets d'investissements ;

- le Projet de développement des Compétences et emploi des Jeunes (PROCEJ), du Projet d'Appui à la Formation Professionnelle et l'Insertion à l'Entreprenariat des Jeunes Ruraux (FIER), le Programme de Reconstruction et de Relance Economique (PRRE) et le Projet Filets Sociaux «Jigisemejiri » ;

- les Projets Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique (SWEED) et de promotion des femmes ;

- les Projets de construction et d'équipement des infrastructures scolaires et universitaires (Lycées, IFM, Universités/Facultés) ;

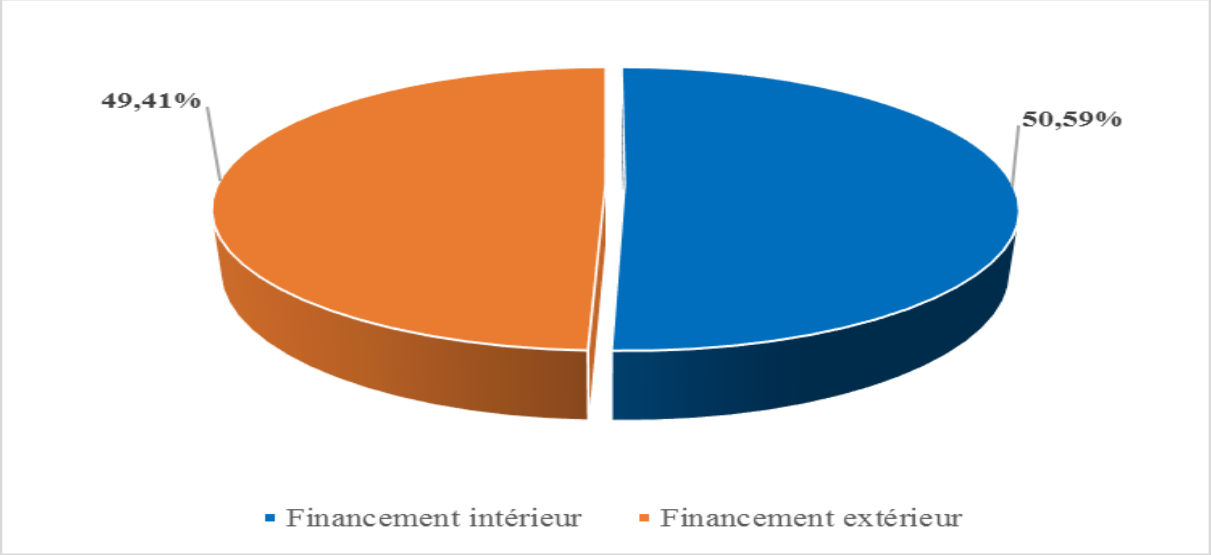
- la construction/équipement et l'amélioration des plateaux techniques des hôpitaux, les travaux de rénovation/extension des Hôpitaux ;
- les travaux de réhabilitation et d'équipement d'infrastructures sportives et culturelles et de la jeunesse ;
- les Contrats plans État - Régions ou District.

4. Enveloppe globale du PTI 2020-2022

L'enveloppe du PTI 2020-2022 se chiffre à **1 701,781 milliards** de F CFA. Les ressources financières prévues pour couvrir ces dépenses proviennent respectivement du financement intérieur pour **860,971 milliards** de FCFA, soit **50,59%** et du financement extérieur pour **840,810 milliards** de FCFA, soit **49,41%.** Les répartitions des ressources sont illustrées par les différents graphiques et tableaux.

On constate la volonté manifeste des autorités du pays à financer de plus en plus les investissements sur les ressources intérieures, notamment pour le secteur Infrastructure dont la part représente **63,20%**. Quant au financement extérieur, on constate que c'est le secteur Secondaire qui domine avec **34,54%.**

Graphique 1 : Ventilation de l'enveloppe du PTI par source de financement



5. Ventilation Sectorielle de l'Enveloppe du PTI 2020-2022

5.1. Ventilation du PTI par source de financement

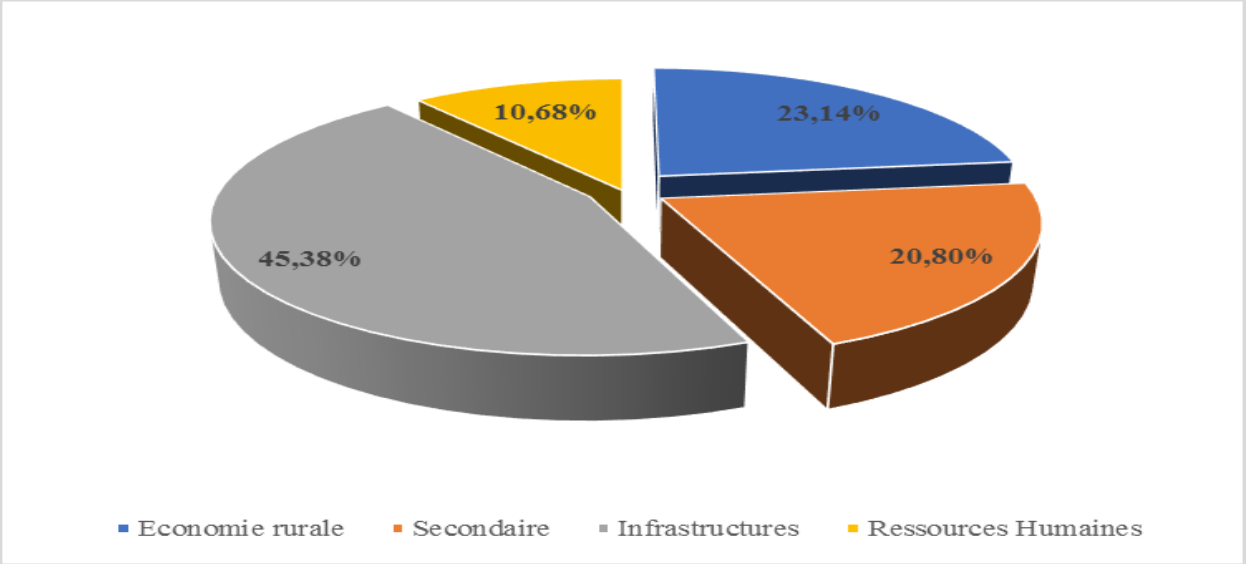
La ventilation sectorielle du PTI se présente comme suit :

Tableau 1 : Financement total par secteur de planification

(En millions F CFA et en %)

Secteurs	Montant total	% par secteur
Economie rurale	393 781	23,14
Secondaire	353 935	20,80
Infrastructures	772 350	45,38
Ressources Humaines	181 715	10,68
Total	**1 701 781**	**100,00**

Graphique 2 : Ventilation de l'enveloppe du PTI par secteurs de planification



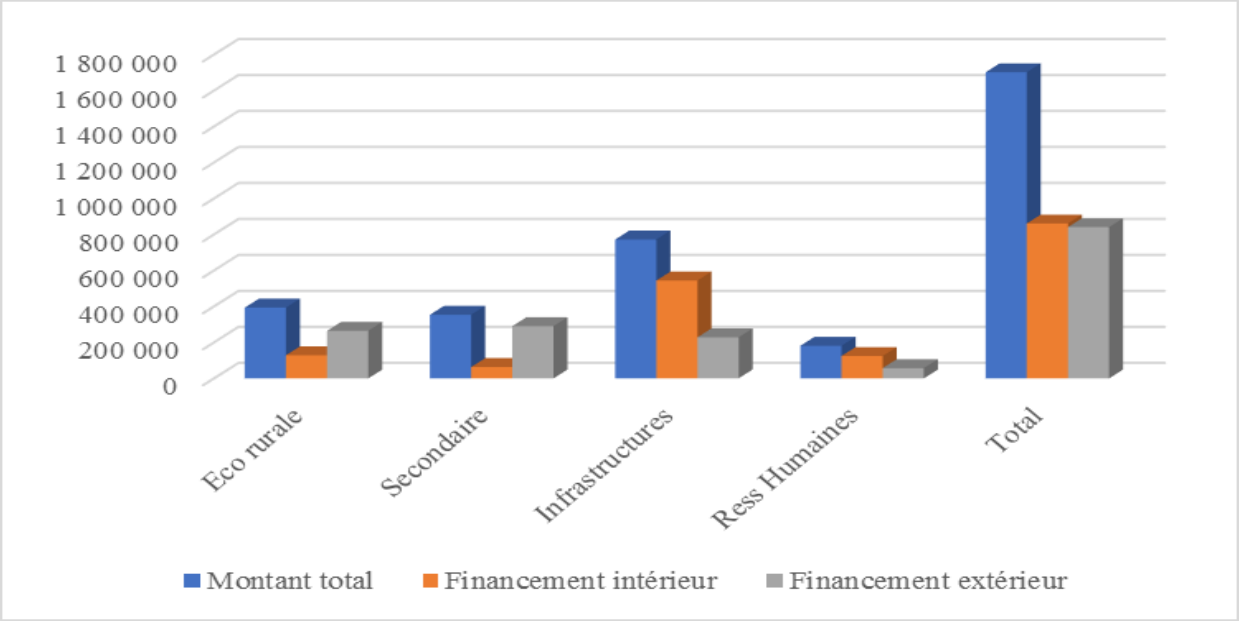
La ventilation sectorielle du **PTI 2020-2022** par sources de financement se présente comme suit (en milliards F CFA) :

Tableau 2 : Secteurs de planification par sources de financement

(En millions F CFA)

Secteurs	**Financement intérieur**	**Financement extérieur**
Economie rurale	128 736	265 045
Secondaire	63 510	290 425
Infrastructures	544 099	228 251
Ressources Humaines	124 626	57 089
Total	**860 971**	**840 810**

Graphique 3 : ventilation de l'enveloppe du PTI par secteur de planification et par source de financement



Cette ventilation montre que le financement intérieur est très important au niveau du secteur des **Infrastructures.** Par contre le financement du secteur **Secondaire** et celui de l'**Economie rurale** sont dominés par les ressources extérieures.

Au niveau du secteur **Infrastructures**, l'importance du financement intérieur s'explique par la volonté des autorités à assurer le désenclavement intérieur et extérieur du pays. Par contre, pour les secteurs **Secondaire** et **Economie rurale**, la prédominance du financement extérieur est due à l'intervention de divers PTF et aux infrastructures énergétiques, hydrauliques et agricoles qui nécessitent des moyens financiers très importants.

5.2. Ventilation par secteur de planification, sous-secteurs et par sources de financement

5.2.1. Secteur et sous-secteurs des Infrastructures

Le profil sectoriel de l'enveloppe du PTI se caractérise par l'importance du Secteur des **Infrastructures** avec **772,350 Milliards** de FCFA, soit **45,38%** de l'enveloppe globale. Ce secteur est marqué par la poursuite/et ou le démarrage des Projets/Programmes de désenclavement intérieur et extérieur, de construction des bâtiments publics (sièges des structures, opérationnalisation des nouvelles régions, acquisition/construction de résidences et logements des diplomates) et la mise en œuvre des actions dans les secteurs sociaux de base.

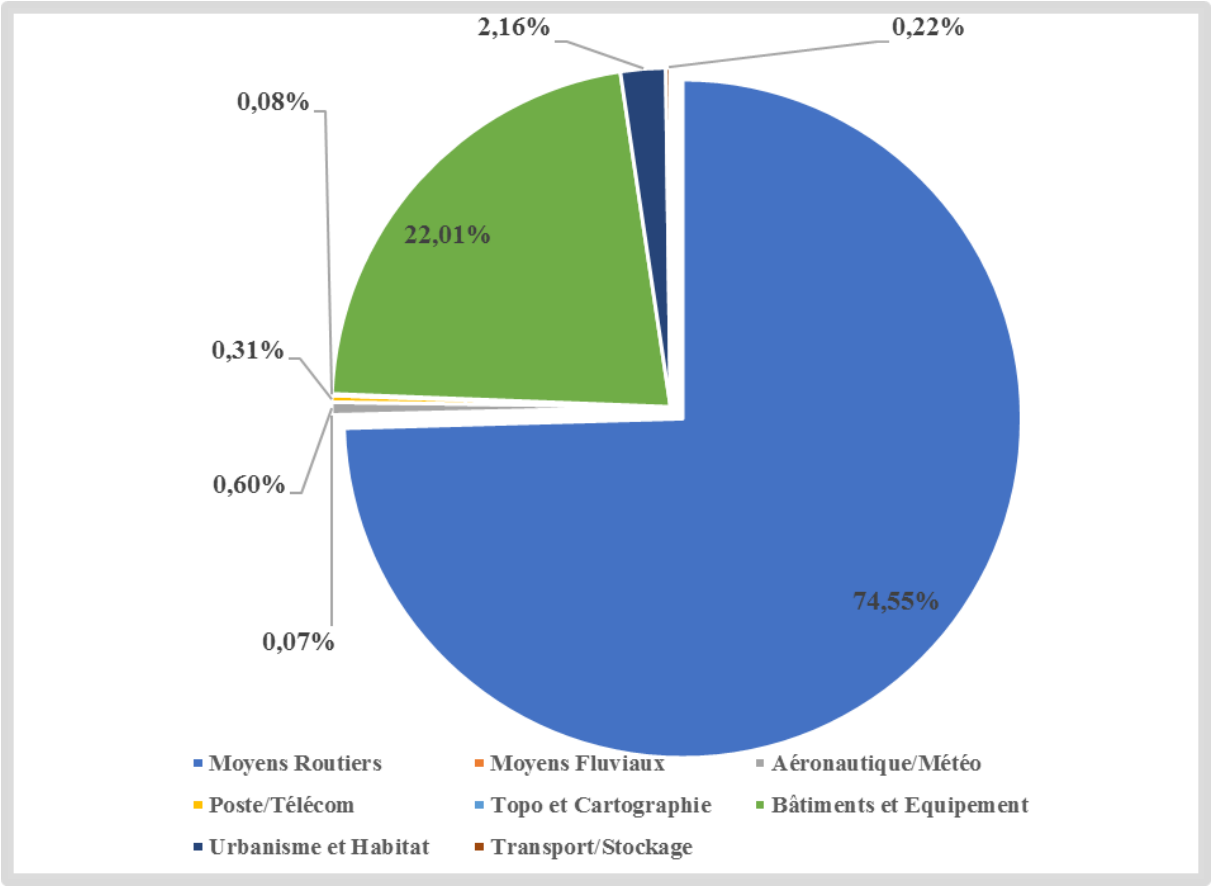
Au niveau de ce secteur, les ressources intérieures représentent **544,099 milliards** de FCFA**,** soit **63,20%** et sont surtout concentrées sur les sous-secteurs **Moyens routiers** avec un montant de **347,542 milliards** de FCFA, soit **63,87%** et des **Bâtiments et Equipement** avec un financement de **169,998 milliards** de FCFA, soit **31,24%**. Les autres sous-secteurs (**Moyens Ferroviaires, Moyens fluviaux, Poste/Télécom, Topo et Cartographie** et **Transport/Stockage**) représentent seulement **4,88% du secteur.** Les ressources extérieures sont entièrement orientées vers le sous-secteur **Moyens routiers.**

Tableau 3 : Financement par sous-secteur (secteur Infrastructures)

(En millions F CFA et en %)

Sous-Secteurs	**Financement**	**Pourcentage**
Moyens Routiers	575 793	74,55
Moyens Ferroviaires	0	0,00
Moyens Fluviaux	550	0,07
Aéronautique/Météo	4 650	0,60
Poste/Télécom	2 400	0,31
Topo et Cartographie	600	0,08
Bâtiments et Equipement	169 998	22,01
Urbanisme et Habitat	16 650	2,16
Transport/Stockage	1 709	0,22
TOTAL	**772 350**	**100**

Graphique 4 : Ventilation de l'enveloppe du Secteur Infrastructures en sous-secteurs



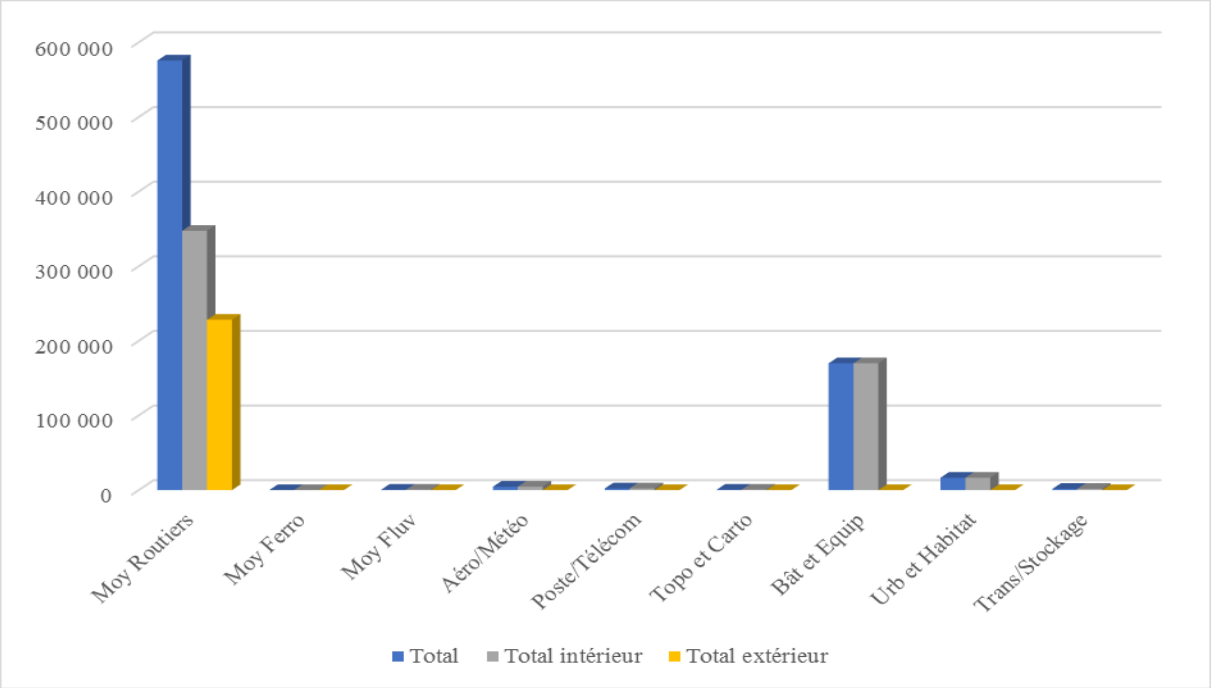
La répartition de l'enveloppe totale du **Secteur des Infrastructures** entre ses différents sous-secteurs par source de financement se présente comme suit :

Tableau 4 : Sous-secteurs du Secteur Infrastructures par source de financement

(En millions F CFA)

Sous-Secteurs	**Financement intérieur**	**Financement extérieur**
Moyens Routiers	347 542	228 251
Moyens Ferroviaires	0	0
Moyens Fluviaux	550	0
Aéronautique/Météo	4 650	0
Poste/Télécom	2 400	0
Topo et Cartographie	600	0
Bâtiments et Equipement	169 998	0
Urbanisme et Habitat	16 650	0
Transport/Stockage	1 709	0
TOTAL	**544 099**	**228 251**

Graphique 5 : ventilation de l'enveloppe du Secteur (Infrastructures) par sous-secteurs et par source de financement



Cette ventilation montre que le financement extérieur n'intervient qu'au niveau du seul sous-secteur **Moyens routiers.** Quant au financement intérieur, il ressort que les deux (02) sous-secteurs **Moyens routiers** et **Bâtiments et Equipement** représentent **95,12%** du montant total des ressources**.**

5.2.2. Secteur Secondaire et sous-secteurs

Le **Secteur Secondaire** avec **353,935 milliards** de FCFA, soit **20,80%** de l'enveloppe du **PTI 2020-2022**, est essentiellement marqué par la poursuite de la mise en œuvre des Projets/Programmes de développement au niveau des sous-secteurs **Energie et Eaux** (infrastructures énergétiques et d'ouvrages hydrauliques) représentant **93,96%** du montant du secteur.

Le financement du secteur est dominé par les ressources extérieures avec **290,425 milliards** de FCFA, soit **82,06%** et sont orientées vers les investissements en matière d'accès à l'énergie et à l'eau potable.

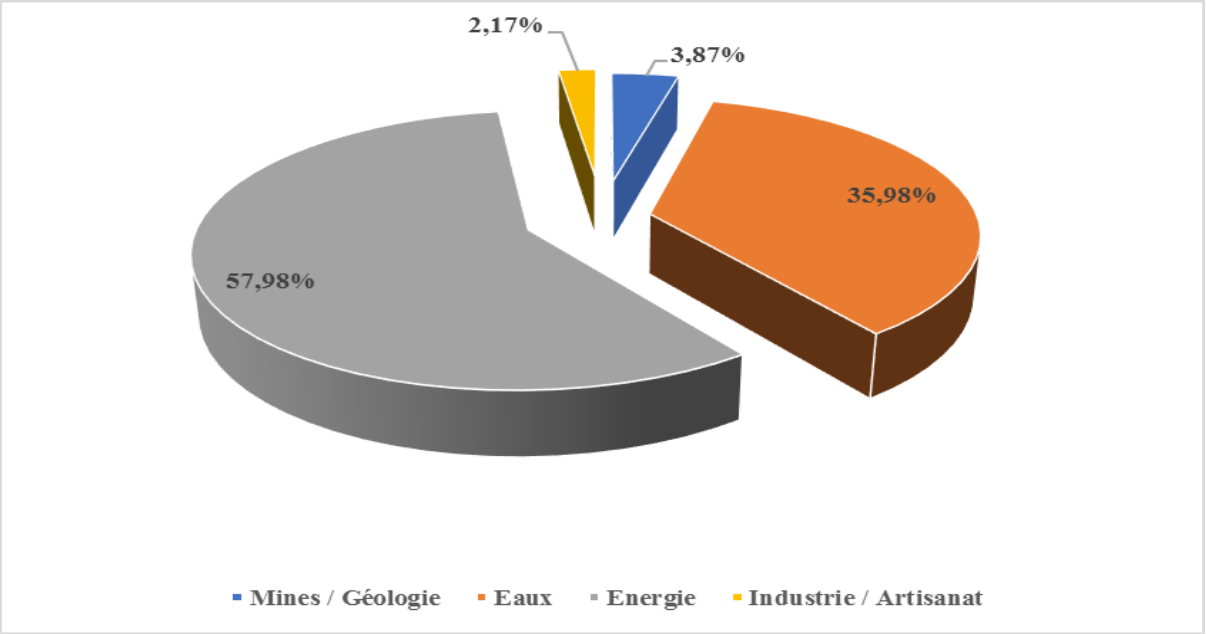
Quant aux ressources intérieures, elles s'élèvent à **63,510 milliards** de FCFA, soit **17,94%** et sont consacrées au développement et au renforcement des infrastructures de l'énergie et d'approvisionnement en eau potable.

Tableau 5 : Financement par sous-secteur du Secteur Secondaire

(En millions F CFA et en %)

Sous-Secteurs	Financement	Pourcentage
Mines / Géologie	13 700	3,87
Eaux	127 343	35,98
Energie	205 222	57,98
Industrie / Artisanat	7 670	2,17
Tourisme	0	0,00
TOTAL	**353 935**	**100,00**

Graphique 6 : Ventilation de l'enveloppe du Secteur Secondaire de planification



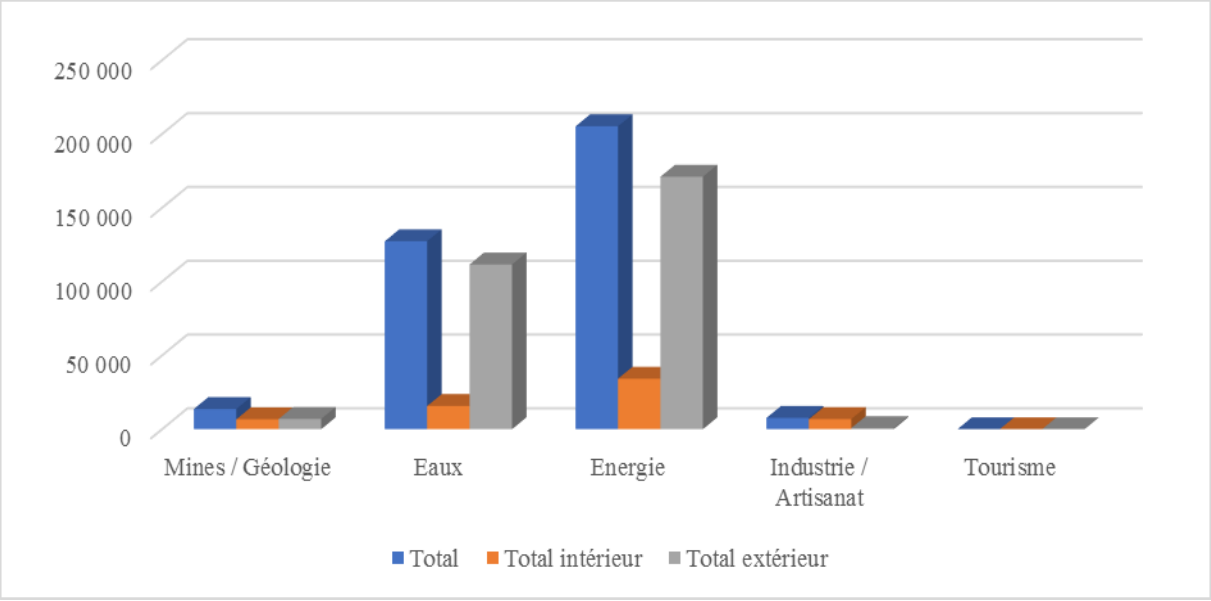
La répartition des ressources par sources de financement entre les différents sous-secteurs du **Secteur Secondaire** se présente comme suit :

Tableau 6 : Sous-secteurs du Secteur Secondaire par sources de financement

(En millions F CFA)

Sous-Secteurs	**Financement intérieur**	**Financement extérieur**
Mines / Géologie	6 700	7 000
Eaux	15 740	111 603
Energie	34 200	171 022
Industrie / Artisanat	6 870	800
Tourisme	0	0
TOTAL	**63 510**	**290 425**

Graphique 7 : Ventilation de l'enveloppe du Secteur Secondaire par sous-secteurs et par sources de financement



Cette ventilation montre que les sous-secteurs **Industrie/Artisanat et Mines/Géologie** sont faiblement financés contrairement aux deux (2) autres sous-secteurs (**Energie** et **Eaux**).

5.2.3. Secteur Economie Rurale et sous-secteurs

Le Secteur **Economie rurale** avec **393,781 milliards de FCFA**, **soit 23,14%** de l'enveloppe du **PTI 2020-2022**, est essentiellement marqué par la poursuite et/ou le démarrage des Projets/Programmes d'aménagement hydro-agricole, de résilience des populations contre l'insécurité alimentaire et de développement de l'élevage.

Le financement du secteur est dominé par les ressources extérieures avec **265,045 milliards de FCFA**, soit **67,31%** et sont orientées essentiellement vers les investissements en matière de développement des sous-secteurs de l'**agriculture** et de l'**élevage** avec **90,74%** des ressources extérieures.

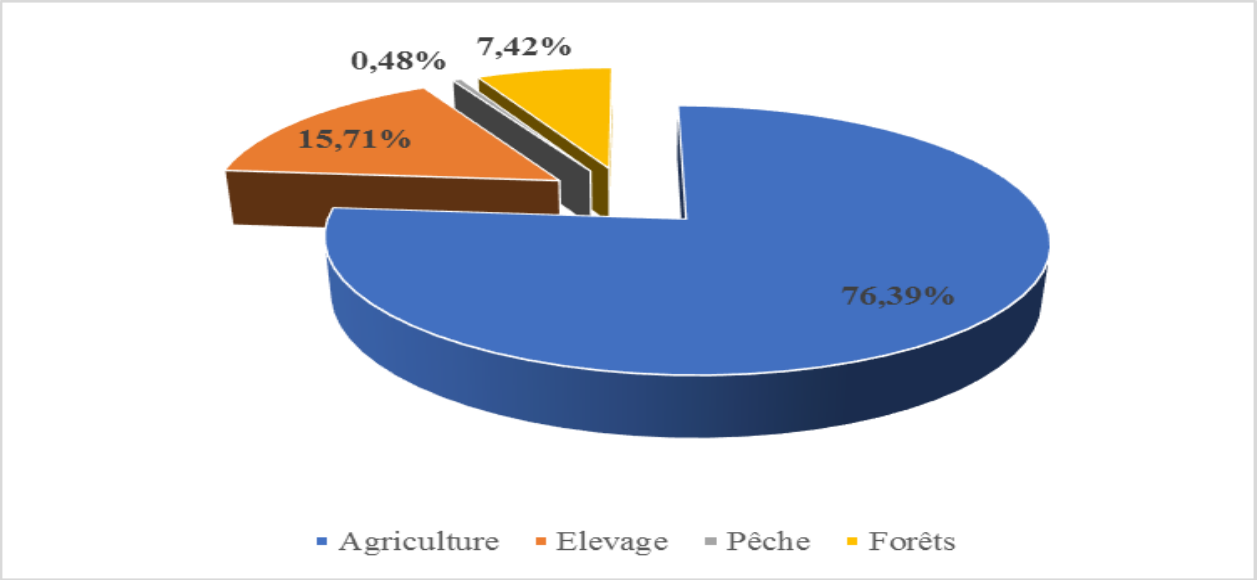
Quant aux ressources intérieures, elles s'élèvent à **128,736 milliards de FCFA**, soit **32,69%** et sont majoritairement consacrées au sous-secteur de l'**agriculture** avec **89,03%.**

Tableau 7 : Financement par sous-secteur du Secteur Economie rurale

(En millions F CFA et en %)

Sous-Secteurs	Financement	Pourcentage
Agriculture	300 798	76,39
Elevage	61 882	15,71
Pêche	1 884	0,48
Forêts	29 219	7,42
Total	**398 781**	**100,00**

Graphique 8 : ventilation de l'enveloppe du Secteur Economie rurale en sous-secteurs



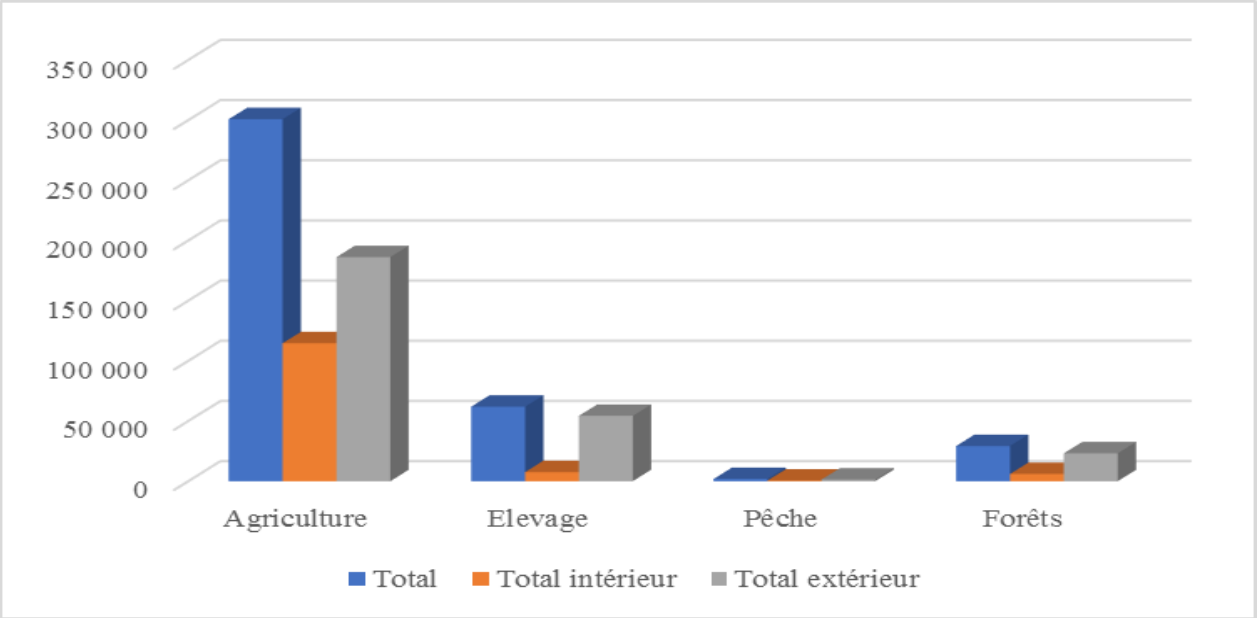
La répartition des ressources par source de financement entre les différents sous-secteurs du **Secteur Économie Rurale** se présente comme suit :

Tableau 8 : Sous-secteurs du Secteur Economie rurale par source de financement

(En millions F CFA)

Sous-Secteur	Financement intérieur	Financement extérieur
Agriculture	114 611	186 187
Elevage	7 567	54 315
Pêche	550	1 334
Forêts	6 010	23 209
Total	**128 736**	**265 045**

Graphique 9 : ventilation de l'enveloppe du Secteur Economie rurale par sous-secteur et par source de financement



Le graphique montre que le financement du sous-secteur **Agriculture** est dominé par les ressources extérieures. Les deux (02) sous-secteurs **Forêts** et **Pêche** sont faiblement financés.

5.2.4. Secteur et sous-secteurs des Ressources Humaines

Le Secteur **Ressources humaines** avec **181,715 milliards** de FCFA, soit **10,68%** de l'enveloppe du **PTI 2020-2022**, est essentiellement marqué par la poursuite et/ou le démarrage des Projets/Programmes de modernisation de l'administration, de création d'emploi, d'autonomisation des femmes et de renforcement des capacités des structures sanitaires.

Le financement du secteur est dominé par les ressources intérieures avec **124,626 milliards** de FCFA, soit **68,58%** et sont orientées essentiellement vers les investissements en matière de développement des sous-secteurs **Administration/Plan/Finances** et **Santé/affaires sociales** avec **80,89%** du montant total.

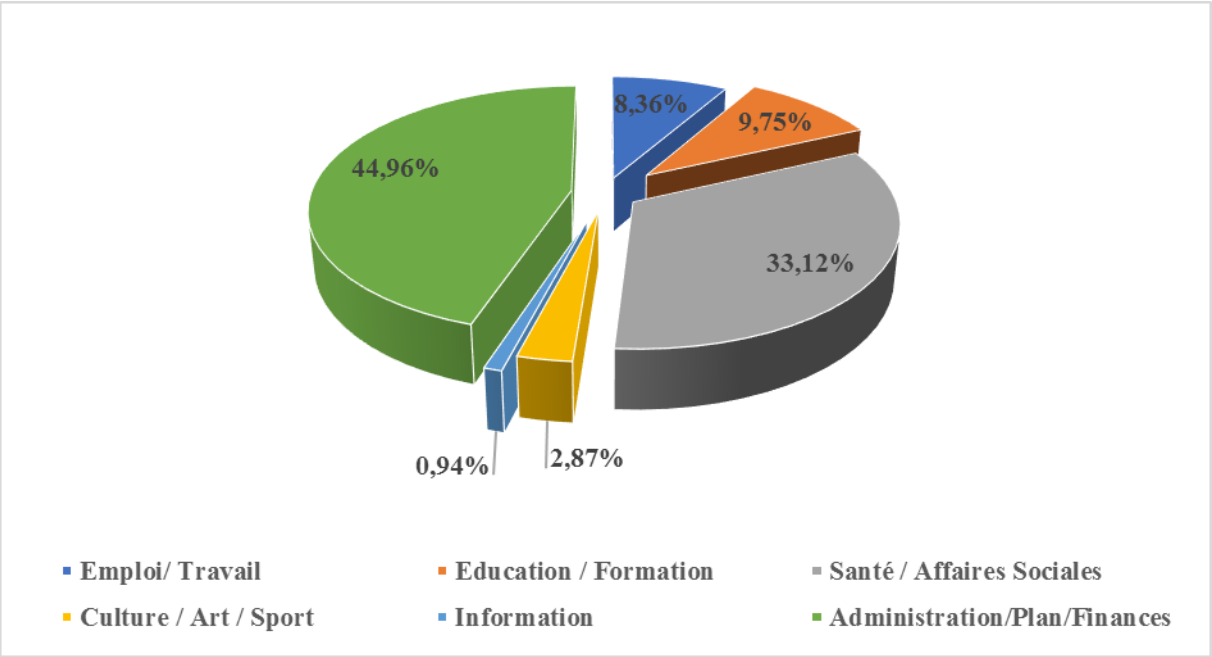
Quant aux ressources extérieures, elles s'élèvent à **57,089 milliards** de FCFA, soit **31,42%** et sont entièrement consacrées aux sous-secteurs **Administration/Plan/Finances**, **Emploi/Travail, Education /Formation** et **Santé/affaires sociales.**

Tableau 9 : Financement par sous-secteurs du Secteur Ressources humaines

(En millions F CFA)

Sous-Secteurs	Financement	Pourcentage
Emploi/ Travail	15 189	8,36
Education / Formation	17 717	9,75
Santé / Affaires Sociales	60 184	33,12
Culture / Art / Sport	5 220	2,87
Information	1 710	0,94
Administration/Plan/Finances	81 695	44,96
Total	**181 715**	**100,00**

Graphique 10 : ventilation de l'enveloppe du Secteur Ressources humaines en sous-secteurs



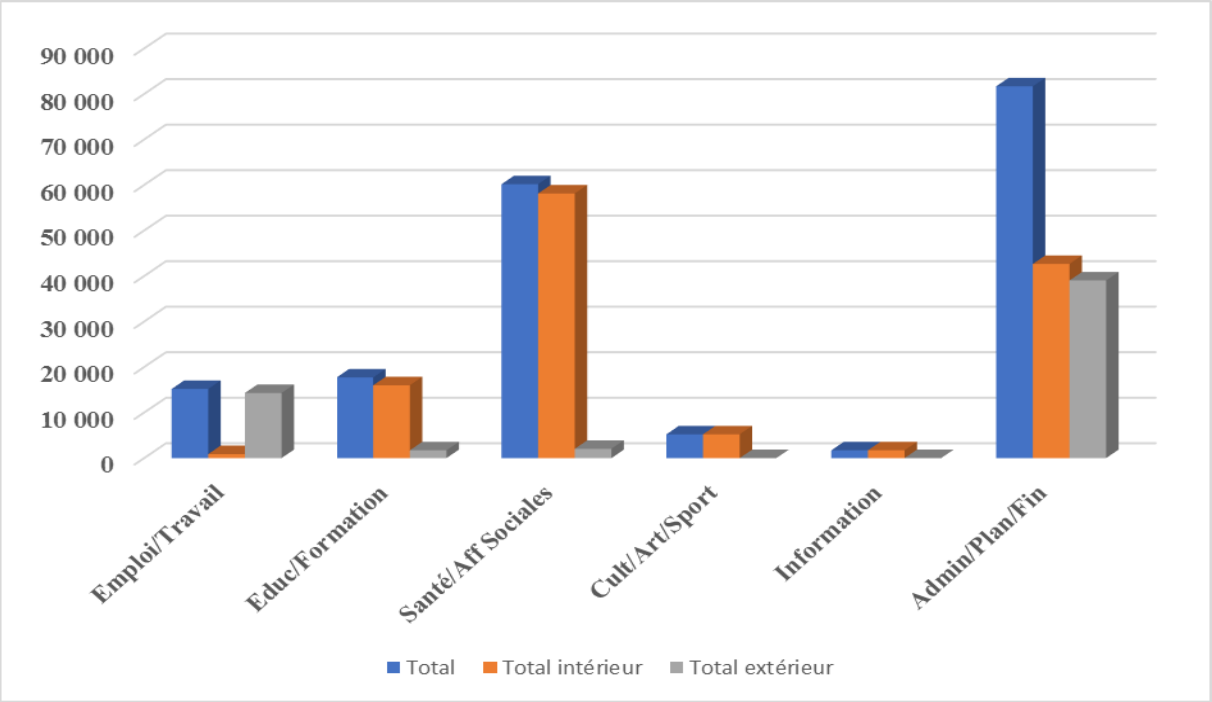
La répartition des ressources par source de financement entre les différents sous-secteurs du Secteur **Ressources Humaines** se présente comme suit :

Tableau 10 : Sous-secteurs du Secteur Ressources humaines par source de financement

(En millions F CFA)

Sous-Secteurs	Financement intérieur	Financement extérieur
Emploi/ Travail	886	14 303
Education / Formation	16 005	1 712
Santé / Affaires Sociales	58 145	2 039
Culture / Art / Sport	5 220	0
Information	1 710	0
Administration/Plan/Finances	42 660	39 035
Total	**124 626**	**57 089**

Graphique 11 : Ventilation de l'enveloppe du Secteur Ressources humaines par sous-secteur et par source de financement



Cette ventilation montre que le financement extérieur est faible par rapport au financement intérieur et couvre quatre (04) sous-secteurs, à savoir : **Administration/Plan/Finances, Emploi/Travail, Education / Formation** et **Santé/affaires sociales.**

CONCLUSION

Le Programme Triennal d'Investissement (PTI) et le Budget Spécial d'Investissement (BSI) constituent des instruments privilégiés de mise en œuvre de la politique d'investissements publics. Ils devront permettre de mieux rationaliser la gestion des ressources publiques afin qu'elles contribuent réellement au développement économique et social du pays.

Cependant, le cadre de programmation actuel du PTI ne répond pas encore à toutes les attentes en termes d'exhaustivité des projets structurants et de prévisibilité des besoins d'investissement au cours des prochaines années à cause de certaines contraintes qui affectent négativement la qualité de ladite programmation, notamment le vieillissement du portefeuille des Projets/Programmes et la faible capacité de certains acteurs à conduire le processus.

En perspective, la mise en œuvre du Schéma Directeur National des Infrastructures (SDNI) contribuera à améliorer la programmation (formulation des nouveaux programmes structurants par les départements sectoriels prenant en compte les nouvelles orientations) et d'accélérer la transformation structurelle de l'économie nationale.

A N N E X E S

Annexes 1

Présentation détaillée des Projets par Secteurs / Sous-Secteurs et par Source de Financement

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Agriculture*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
1977	PROGRAMME COMPETITIVITE DIVERSIFICATION AGRICOLE PCDA	2006	2020	26 892	400	400	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	2014	2022	3 056	1 140	1 160	380	1 140	380	380	0	380	380	380	1 140	0	0	0	0	
2433	PROGRAMME D'APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	2009	2021	2 093	250	1 992	150	250	150	150	0	150	100	0	250	0	0	0	0	
2480	PROGRAMME DEVELOPPEMENT IRRIGATION AU MALI	2010	2022	122 467	5 000	46 695	2 500	22 120	11 140	11 140	0	2 500	1 700	800	5 000	8 640	5 930	2 550	17 120	BAD
2684	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE KITA PHASE 2	2013	2021	14 455	440	535	250	5 638	3 750	3 750	0	250	190	0	440	3 500	1 698	0	5 198	BID
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	2017	2022	2 182	1 140	1 422	380	1 140	380	380	0	380	380	380	1 140	0	0	0	0	
2709	ADAPTATION AGRICULTURE ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQUE	2018	2022	4 536	470	313	170	4 087	2 064	2 064	0	170	150	150	470	1 894	894	829	3 617	Norvège
2765	PROJET AMELIORATION PRODUCTIVITE AGRICOLES SS EXPOIT AFR SUD SAHARIEN	2013	2020	7 870	80	256	80	1 414	1 414	1 414	0	80	0	0	80	1 334	0	0	1 334	BID
2800	PROGRAMME PRODUCTIVITE AGRICOLE AFRIQUE OUEST (WAPP) II	2014	2020	33 500	450	450	450	450	450	450	0	450	0	0	450	0	0	0	0	

SECTEUR	*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Agriculture*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2807	PROJ. RENFORC.SECU. ALIMENT. DVPT CULT IRRIG (PRESA-DCI)	2015	2021	29 575	900	300	300	6 900	6 300	6 300	0	300	600	0	900	6 000	0	0	6 000	BAD
2809	PROJ RENFORC. SECU. ALIMENT. NUTRIT REGION KOULIKORO (PRESAN-KL)	2015	2021	27 612	600	200	200	4 600	4 200	4 200	0	200	400	0	600	4 000	0	0	4 000	BAD
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	2015	2021	10 500	700	1 550	350	700	350	350	0	350	350	0	700	0	0	0	0	
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	2015	2022	3 605	900	1 388	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2916	PROGRAMME DE RENFORCEMENT RESILIENCE SECURITE ALIMENTAIRE (PRIA)	2014	2021	24 945	600	1 238	250	9 418	5 168	5 168	0	250	350	0	600	4 918	3 900	0	8 818	BID
2917	PROJET RENFORCEMENT RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)	2015	2021	31 294	1 650	3 005	750	10 333	5 842	5 842	0	750	900	0	1 650	5 092	3 591	0	8 683	B.A.D BAD
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	2015	2022	1 900	1 050	965	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2966	ETUDE PROJET DEVELOPPEMENT RURAL DU KAARTA/SEFETO	2016	2021	943	400	743	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	2016	2021	15 759	0	6 000	1 000	2 979	1 000	1 000	0	1 000	1 979	0	2 979	0	0	0	0	

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Agriculture*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	2017	2022	4 900	358	200	200	2 058	400	400	0	200	100	58	358	200	1 500	0	1 700	BAD
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	2017	2022	1 715	900	1 115	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	2004	2022	7 436	855	1 620	285	855	285	285	0	285	285	285	855	0	0	0	0	
3010	NOUVEAUX PROJETS BSI	2019	2020	130 173	113 555	113 555	54 232	54 232	54 232	54 232	0	54 232	0	0	54 232	0	0	0	0	
3043	OFFICE RIZ MOPTI	2003	2021	2 452	1 200	1 400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	2019	2022	7 600	5 700	3 800	1 900	5 700	1 900	1 900	0	1 900	1 900	1 900	5 700	0	0	0	0	
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	2019	2022	3 040	2 280	1 520	760	2 280	760	760	0	760	760	760	2 280	0	0	0	0	
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	2019	2022	5 700	4 275	2 850	1 425	4 275	1 425	1 425	0	1 425	1 425	1 425	4 275	0	0	0	0	
3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	2019	2022	5 000	2 850	1 900	950	2 850	950	950	0	950	950	950	2 850	0	0	0	0	

SECTEUR	*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Agriculture*								
	Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
3112	PROJET D'APPUI REGIONAL A L'INITIATIVE D'IRRIGATION DANS LE SAHEL (PARIS)	2018	2024	17 858	800	2 940	250	14 000	3 250	3 250	0	250	250	300	800	3 000	5 000	5 200	13 200	BM
3113	PROJET DEVELOPPEMENT FERME RIZICOLE SABE	2018	2022	1 992	2 962	1 866	200	1 581	200	200	0	200	600	781	1 581	0	0	0	0	
3118	IPRODI PROGRAMME MALI NORD	2018	2022	17 207	994	6 895	250	10 562	3 431	3 431	0	250	372	372	994	3 181	3 387	3 000	9 568	KfW
3127	PROJET D'APPUI A LA COMPETITIVITE AGRO-INDUSTRIELLLE AU MALI (PACAM)	2017	2022	17 500	0	0	0	8 271	5 026	0	5 026	0	0	0	0	5 026	2 994	251	8 271	BM
3130	PROJET AMENAGEMENT PROXIMITE RENFORCEMENT RESILIENCE COMMUNAUTES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (PAPR2C3)	2019	2023	44 551	600	100	100	600	100	100	0	100	250	250	600	0	0	0	0	
3133	PROJET APPUI IRRIGATÂ° PROXIMITE (IPRO) GAO ET MENAKA	2019	2021	11 151	0	11 151	0	7 434	3 717	3 717	0	0	0	0	0	3 717	3 717	0	7 434	KfW
3134	PROJET DVPT AGRICULTURE ZONES ARIDE DU MALI	2018	2023	33 667	0	16 332	0	25 000	6 000	6 000	0	0	0	0	0	6 000	9 000	10 000	25 000	B.M. BM
3136	PROJET APPUI FILIERES ANACARDE AU MALI	2016	2020	9 348	0	0	0	3 000	3 000	3 000	0	0	0	0	0	3 000	0	0	3 000	AECDI
3139	LUTTE CONTRE INSECURITE ALIMENTAIRE ET MALNUTRITION	2017	2021	4 264	0	4 264	0	1 975	1 213	1 213	0	0	0	0	0	1 213	762	0	1 975	Belgique

SECTEUR	*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Agriculture*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
3144	PROJET D'EXTENSION DES AMENAGEMENTS DE LA PLAINES DE SAN/ PROG DVPT RURAL ET S.A	2019	2022	11 221	1 800	1 800	300	7 332	5 398	5 398	0	300	697	500	1 497	5 098	737	0	5 835	Lux-Dév
3146	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LA REGION DE KIDAL (DDRK IV)	2019	2020	3 263	0	0	0	1 584	1 584	1 584	0	0	0	0	0	1 584	0	0	1 584	Lux-Dév
3147	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LA REGION DE GAO (DDRG IV)	2019	2020	2 383	0	1 413	0	967	967	967	0	0	0	0	0	967	0	0	967	Lux-Dév
3166	PROJET FINANCEMENT INCLUSIF DES FILIERES AGRICOLES(INCLUSIF) AU MALI	2019	2022	58 025	700	150	150	27 767	10 943	10 943	0	150	250	300	700	10 793	10 793	5 481	27 067	FIDA
3167	OFFICE RIZ SEGOU - CONTRAT PLAN	2020	2022	1 140	1 140	380	380	1 140	380	380	0	380	380	380	1 140	0	0	0	0	
3168	CONTRAT PLAN OFFICE DU NIGER	2019	2023	21 798	12 700	4 750	4 750	12 700	4 750	4 750	0	4 750	4 145	3 805	12 700	0	0	0	0	
3170	TRAVAUX AMENAGEMENT DE 250 HA DE LA PLAINE DE TOGOBERE	2020	2022	2 800	2 800	2 800	500	2 800	500	500	0	500	1 000	1 300	2 800	0	0	0	0	
3183	Projet N'Debougou Phase IV	2019	2023	26 238	0	0	0	15 744	3 936	3 936	0	0	0	0	0	3 936	5 248	6 560	15 744	KfW
3184	PROJET PRODUCTIVITE DE L'EAU A L'OFFICE DU NIGER (PRODEAU)	2020	2022	3 280	0	0	0	3 014	326	326	0	0	0	0	0	326	1 499	1 189	3 014	Pays-Bas

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Agriculture*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
3185	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'OFFICE DU NIGER (PADON) PHASE II	2020	2022	4 592	0	0	0	4 592	4 592	4 592	0	0	0	0	0	4 592	0	0	4 592	AFD
3186	PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE ET DE RESILIENCE CLIMATIQUE DANS LES PLAINES DU DELTA 2 (PDIR-PD2)	2018	2020	1 396	0	0	0	597	597	597	0	0	0	0	0	597	0	0	597	BAD
3187	PROGRAMME DE SOUTIEN AU DISPOSITIF NATIONAL DE SECURITE ALIMENTAIRE (PRESA) PHASE I	2018	2022	2 805	0	0	0	1 869	790	790	0	0	0	0	0	790	793	286	1 869	Suisse
TOTAL SOUS-SECTEUR				827 679	172 639	251 413	75 792	300 798	165 190	160 164	5 026	75 792	22 393	16 426	114 611	89 398	61 443	35 346	186 187	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Economie rurale				SOUS-SECTEUR						Elevage								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
1885	PROGRAMME DVPT INTEGRE ZONE ONDY/ MADINA DIASSA	2003	2020	1 698	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2200	CONTRAT PLAN LABORATOIRE CENTRALE VETERINAIRE ETAT	2011	2022	1 459	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2201	ETUDE TRANSFORMATION SOUS PRODUITS D'ABATTAGE	2007	2022	4 248	1 400	1 400	250	1 400	250	250	0	250	500	650	1 400	0	0	0	0	
2798	PROG. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES AU MALI (PDIRAAM)	2016	2021	13 722	350	543	200	11 227	6 308	6 308	0	200	200	0	400	6 108	4 719	0	10 827	BID
2799	PROJET REGIONAL APPUI PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS)	2016	2021	24 105	425	8 393	150	5 425	3 150	3 150	0	150	275	0	425	3 000	2 000	0	5 000	BM
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	2017	2022	2 370	1 440	1 610	680	1 440	680	680	0	680	380	380	1 440	0	0	0	0	
3083	PROJET APPUI AU RENFORCEMENT DE L'ELEVAGE ET DE L'ECONOMIE PASTORALE DANS LA REGION DE KOULIKORO	2019	2021	5 163	100	4 967	50	3 588	2 254	2 254	0	50	50	0	100	2 204	1 284	0	3 488	Belgique
3138	PROJET APPUI DVPT ELEVAGE AU MALI (PADEL-M)	2019	2024	34 800	900	2 148	200	19 900	6 200	6 200	0	200	300	400	900	6 000	7 000	6 000	19 000	B.M. BM
3164	OFFICE DEVELOPPEMNT PECHE ET AQUACULTURE DELTAT INTERIEUR DU NIGER	2020	2022	450	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Elevage*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
3172	PROJET DE DEVELOPPMENT DURABLE DES EXPLOITANTS PASTORALES AU SAHEL MALI (PDDEPS-MALI)	2019	2023	20 897	900	200	200	16 900	6 800	6 800	0	200	300	400	900	6 600	4 700	4 700	16 000	BID
3173	PROJET APPUI CONTROLE SURVEILLANCE EPIZOOTIES	2020	2022	100	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3174	ETUDE DEVELOPPMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE AU MALI	2020	2024	9 000	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				118 012	7 515	20 061	2 530	61 880	26 442	26 442	0	2 530	2 605	2 430	7 565	23 912	19 703	10 700	54 315	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Pêche*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2402	CONSTRUCTION MARCHE MODERNE POISSONS DE BAMAKO	2009	2020	2 805	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUOCOLES	2008	2021	14 000	250	2 183	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
3137	PROJET APPUI FILIERE HALIEUTIQUE AU MALI	2016	2021	5 248	0	0	0	1 334	1 047	1 047	0	0	0	0	0	1 047	287	0	1 334	UE
TOTAL SOUS-SECTEUR				22 053	550	2 483	550	1 884	1 597	1 597	0	550	0	0	550	1 047	287	0	1 334	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Forêts*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
719	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GESTION MASSIFS FORESTIERS MALI	2002	2020	3 100	450	440	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
1884	CONSERVATION VALORISATION BIODIVERSITE ELEPHANTS GOURMA	2005	2020	6 390	200	345	100	200	100	100	0	100	100	0	200	0	0	0	0	
2261	PROGRAMME REGIONAL MASSIF FOUTA DJALLON	2007	2020	3 000	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
2509	APPUI SYSTEME D'INFORMATION FORESTIER SIFOR	2010	2020	1 567	300	500	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER	2010	2021	7 200	600	5 073	300	3 600	3 300	3 300	0	300	300	0	600	3 000	0	0	3 000	Suède
2689	ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE/UE	2013	2021	6 229	360	3 076	120	3 506	1 353	1 353	0	120	120	120	360	1 233	1 476	437	3 146	UE
2690	EXTENSION/RENFORCEMENT SYSTEME AIRES PROTEGES	2013	2019	300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2771	ADAPTATION CHANGEMENT CLIMATIQUE LOCAL FENU	2015	2021	900	120	387	60	120	60	60	0	60	60	0	120	0	0	0	0	
2772	GESTION RESSOURCES NATURELLES CHANGEMENT CLIMATIQUES IDA	2014	2020	10 700	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	

SECTEUR	*Economie rurale*				*SOUS-SECTEUR*						*Forêts*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	2015	2021	1 300	600	643	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3100	PROJET D'APPUI A LA COORDINATION DES INITIATIVES LIEES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE/AEDD	2018	2021	1 200	600	438	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3119	PROJET AMENAGEMENT PARCS TIENFALA	2018	2021	3 500	900	2 043	450	1 350	450	450	0	450	450	450	1 350	0	0	0	0	
3148	PROMOTION DES CHAINES DE VALEUR AGRICOLE (GEDEFOR III)	2020	2022	11 983	860	260	260	5 327	3 260	3 260	0	260	300	300	860	3 000	1 467	0	4 467	Suisse
3152	PROG REBOISEMENT INTENSIF RECONSTRUCTION ECOSYSTEMES FOREST MALI	2020	2022	420	420	140	140	420	140	140	0	140	140	140	420	0	0	0	0	
3189	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE CLIMATIQUE AU MALI (HYDROMET)	2019	2023	15 500	0	0	0	12 596	2 570	2 570	0	0	0	0	0	2 570	3 213	6 813	12 596	BM
TOTAL SOUS-SECTEUR				73 289	5 560	13 495	2 430	29 219	12 233	12 233	0	2 430	2 020	1 560	6 010	9 803	6 156	7 250	23 209	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Mines et Géologie*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2228	PROMOTION DE NOUVELLES ZONES PETROLIERES	2007	2022	3 383	1 500	1 590	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2496	EQUIPEMENT DU PDRM	2010	2021	3 315	800	2 915	400	800	400	400	0	400	400	0	800	0	0	0	0	
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	2015	2022	6 384	4 400	3 384	1 400	4 400	1 400	1 400	0	1 400	1 500	1 500	4 400	0	0	0	0	
3188	PROJET DE GOUVERNANCE DU SECTEUR DES MINES	2019	2022	20 000	0	0	0	7 000	1 000	1 000	0	0	0	0	0	1 000	2 500	3 500	7 000	BM
TOTAL SOUS-SECTEUR				33 082	6 700	7 889	2 300	13 700	3 300	3 300	0	2 300	2 400	2 000	6 700	1 000	2 500	3 500	7 000	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Eaux*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
1664	ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER	2002	2021	3 885	300	468	150	300	150	150	0	150	150	0	300	0	0	0	0	
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	2005	2020	2 350	1 200	1 330	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	2017	2020	15 624	7 500	2 500	2 500	7 500	2 500	2 500	0	2 500	2 500	2 500	7 500	0	0	0	0	
2284	DRAGAGE/PROTECTION BERGES DE DIAFARABE	2007	2021	18 200	1 900	9 910	650	1 900	650	650	0	650	650	600	1 900	0	0	0	0	
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	2016	2020	3 140	600	1 533	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	2012	2021	195 754	0	475	500	67 907	37 532	37 532	0	500	500	0	1 000	37 032	29 875	0	66 907	AFD BAD
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	2011	2020	18 695	150	150	150	2 880	2 880	2 880	0	150	0	0	150	2 730	0	0	2 730	KfW
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	2014	2020	30 114	600	585	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	
2921	REHABILITATION ECONOMIQUE ENVIRONNEMENT FLEUVE NIGER	2016	2020	36 000	550	8 450	150	6 166	3 186	3 186	0	150	200	200	550	3 036	2 580	0	5 616	B.M. BM

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Eaux*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	2016	2020	7 800	200	200	200	2 638	2 638	2 638	0	200	0	0	200	2 438	0	0	2 438	Pays-Bas
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	2016	2021	47 952	900	483	200	24 580	11 063	11 063	0	200	300	400	900	10 863	10 417	2 400	23 680	KfW
2998	PROJET HYDRAULIQUE ASSAINISSEMENT MILIEU RURAL (BID-UEMOA)	2016	2019	6 855	150	150	150	1 312	1 312	1 312	0	150	0	0	150	1 162	0	0	1 162	BID
3082	PROG. SAOUDIEN DE FORAGES-PUITS ET DEVELOP. RURAL EN AFRIQUE PHASE 5	2018	2021	5 145	240	4 908	80	4 128	2 240	2 240	0	80	80	80	240	2 160	1 728	0	3 888	FSD
3132	PROJET APPUI CONNAISSANCE & SUIVI RESSOURCE EN EAU (PACS-RE)	2018	2022	6 794	300	6 564	100	5 482	3 467	3 467	0	100	100	100	300	3 367	1 245	570	5 182	KFW. KfW
3162	PROGRAMME DAPPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT (3 EME PHASE)	2020	2026	7 860	150	50	50	150	50	50	0	50	50	50	150	0	0	0	0	UE
TOTAL SOUS-SECTEUR				406 168	14 740	37 756	5 780	127 343	68 568	68 568	0	5 780	5 430	4 530	15 740	62 788	45 845	2 970	111 603	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Secondaire				SOUS-SECTEUR						Energie								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	2010	2021	144 557	0	35 900	2 000	69 703	8 572	8 572	0	2 000	2 500	3 000	7 500	6 572	24 475	31 156	62 203	AFD FSD
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	2011	2019	1 980	140	140	140	140	140	140	0	140	0	0	140	0	0	0	0	
2499	PROJET ETUDE FAISABILITE LABORATOIRE BIOCARBURANT	2010	2020	950	90	90	90	90	90	90	0	90	0	0	90	0	0	0	0	
2668	PROJET CONSTRUCTION CENTRE NATIONAL CONDUITE DEDOUBLEMENT. CAPACITE. CENTRALE SOTUBA	2016	2021	35 869	0	17 375	5 000	16 000	10 000	10 000	0	5 000	6 000	0	11 000	5 000	0	0	5 000	BOAD
2739	APPUI CELLULE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	2014	2021	1 734	600	343	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	2015	2020	1 500	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2869	PROJET SYSTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURALE	2015	2020	25 000	1 120	560	560	14 120	13 560	13 560	0	560	560	0	1 120	13 000	0	0	13 000	BM Fonds Abou Dabi
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	2016	2020	7 800	250	2 011	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
2954	FONDS D'ETUDE DES PROJETS SECTEUR ENERGIE EAU	2015	2021	2 176	900	1 353	250	900	250	250	0	250	300	350	900	0	0	0	0	

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Energie*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2999	PROJET CONSTRUCTION LIAISON DOUBLE TERNE SIKASSO BOUGOUNI BAMAKO	2016	2021	80 700	0	0	0	500	500	500	0	0	0	0	0	500	0	0	500	BID
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	2017	2020	11 800	150	150	150	7 150	3 650	3 650	0	150	0	0	150	3 500	3 500	0	7 000	BADEA Fonds Abou Dabi
3109	PROGRAMME D'URGENCES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE/ CONSTRUCTION CENTRALE SOLAIRE	2018	2020	29 202	25 000	25 000	2 250	12 250	2 250	2 250	0	2 250	5 000	5 000	12 250	0	0	0	0	
3116	PRODUCTION HYBRIDE ET ACCES RURALE A L'ELECTRICITE (PHARE)	2018	2020	26 889	0	1 375	0	13 000	6 500	6 500	0	0	0	0	0	6 500	6 500	0	13 000	AFD UE
3117	PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPMENT RURAL AU MALI	2018	2020	13 800	0	0	0	9 155	4 000	4 000	0	0	0	0	0	4 000	5 155	0	9 155	BID
3181	PROJET AMELIORATION SECTEUR ELECTRICITE AU MALI	2019	2023	75 000	0	0	0	50 500	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	34 500	14 000	50 500	AFD
3182	PROGRAMME INTEGRE DE DEVELOPPEMENT ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE BASSIN DU NIGER (PIDACC/BN)	2020	2022	13 222	0	0	0	10 664	3 500	3 500	0	0	0	0	0	3 500	3 335	3 829	10 664	BAD
TOTAL SOUS-SECTEUR				472 179	28 450	84 497	11 090	205 222	55 662	55 662	0	11 090	14 560	8 550	34 200	44 572	77 465	48 985	171 022	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Industrie / Artisanat*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	2006	2022	1 692	450	1 390	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2241	APPUI AU CARDE INTEGRE	2005	2022	22 822	3 400	14 829	1 200	4 200	2 000	2 000	0	1 200	1 100	1 100	3 400	800	0	0	800	AFD
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	2012	2020	584	100	584	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	2014	2022	1 500	750	1 000	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	2014	2022	882	400	682	200	400	200	200	0	200	100	100	400	0	0	0	0	
2779	APPUI AGENCE MALIENNE NORMALISATION PROMOTION QUALITE	2014	2019	150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	2016	2022	622	270	90	90	270	90	90	0	90	90	90	270	0	0	0	0	
2957	PROJET D'APPUI FORMALISATION DES ACTEURS DU COMMERCE DE DETAIL	2016	2022	2 204	1 100	1 404	300	1 100	300	300	0	300	400	400	1 100	0	0	0	0	
3160	PROJET D'APPUI A L'OPERATIONNALISATION DU PROGRAMME POUR LE DEVELOPPEMENT A L'EXPORTATION DE LA VIANDE DU MALI	2019	2021	1 559	200	100	100	200	100	0	100	100	100	0	200	0	0	0	0	UNOPS

SECTEUR		*Secondaire*				*SOUS-SECTEUR*						*Industrie / Artisanat*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
3161	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'AMAM	2020	2020	200	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				32 215	6 870	20 279	2 590	7 670	3 390	3 290	100	2 590	2 190	2 090	6 870	800	0	0	800	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Moyens routiers*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	2002	2020	3 546	1 500	500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
1833	ENTRETIEN COURANT DES ROUTES	2002	2020	3 546	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	2005	2020	10 000	2 950	950	950	2 950	950	950	0	950	1 000	1 000	2 950	0	0	0	0	
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	2010	2020	1 500	820	250	250	820	250	250	0	250	285	285	820	0	0	0	0	
2749	CONSTRUCTION ROUTE GOUMBOU NARA FRE MAURITANIE	2016	2021	72 200	0	2 785	0	54 181	17 885	17 885	0	0	0	0	0	17 885	29 037	7 259	54 181	BID
2802	AMENAGEMENT 2X2 VOIES SECTION ROUTE SEGOU SAN 7KM	2014	2018	40 000	0	0	0	3 482	3 482	3 482	0	0	0	0	0	3 482	0	0	3 482	B.O.A.D
2812	CONSTRUCTION 4EME PONT DE BAMAKO	2017	2020	170 000	170 000	170 000	3 000	122 000	3 000	3 000	0	3 000	51 000	68 000	122 000	0	0	0	0	
2945	CONSTRUCTION 2EME PONT DE KAYES (600ML)	2016	2020	75 000	0	0	9 000	20 191	9 000	9 000	0	9 000	11 191	0	20 191	0	0	0	0	
2948	CONSTRUCTION BTUMAGE MACINA-DIAFARABE-TENENKOU	2016	2021	35 000	0	19 454	200	6 034	200	200	0	200	4 000	1 834	6 034	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Moyens routiers*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2980	CONSTR. BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU-KOLONDIEBA FRE RCI	2016	2020	60 000	0	0	0	16 428	10 428	10 428	0	0	0	0	0	10 428	4 000	2 000	16 428	BAD UE
3012	CONST/BITUMAGE DE LA ROUTE KAYES KENIEBA (250KM)	2017	2020	44 193	0	50 000	10 000	17 557	10 000	10 000	0	10 000	7 557	0	17 557	0	0	0	0	
3013	CONST SECTION KANGABA DIALAFOUNDO FRONTIERE GUINEE (50KM)	2017	2020	19 788	0	0	3 000	8 668	3 000	3 000	0	3 000	5 668	0	8 668	0	0	0	0	
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	2017	2020	26 500	0	19 860	1 500	7 879	1 500	1 500	0	1 500	6 379	0	7 879	0	0	0	0	
3015	AMENAG VOIE KOULOUBLENI LONGUE DE 5 KM COMMUNE RURALE KALAMBAN KORO	2017	2019	6 600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	2017	2020	28 187	0	40 092	2 700	15 114	2 700	2 700	0	2 700	12 414	0	15 114	0	0	0	0	
3017	CONST SECTION YANFOLILA KALANA FRONTIERE GUINEE(52KM)	2017	2020	19 379	0	28 437	8 500	8 500	8 500	8 500	0	8 500	0	0	8 500	0	0	0	0	
3018	AMENAGEMENT DE LA BRETELE KATELE KADIOLO, 4 KM DE VOIRIES DANS LA LOCALITE DE KADIOLO ET 101 KM DE ROUTE DE TERRE DANS LE CERCLE DE KOUTIALA	2017	2020	88 434	0	12 577	8 000	14 978	8 000	8 000	0	8 000	6 978	0	14 978	0	0	0	0	
3019	BITUMAGE DE LA ROUTE BAROUELI TAMANI (30,5KM)	2017	2018	8 000	0	0	200	483	200	200	0	200	283	0	483	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Moyens routiers*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
3020	AMENAGEMENT. 2X2 VOIES 3EME PONT. RN6. CONSTRUCT. ECHANG. REHAB. SECT TOUR AFRIQUE-YIRIMADIO- RN6	2017	2020	28 600	0	0	8 500	17 120	8 500	8 500	0	8 500	8 620	0	17 120	0	0	0	0	
3067	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NARA	2019	2022	1 965	1 300	1 965	665	1 301	665	665	0	665	318	318	1 301	0	0	0	0	
3078	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE BKO KATI KOLOKANI DIDIENI DIEMA SANDARE KAYES DIBOLI	2019	2021	78 000	0	78 000	15 000	56 177	15 000	15 000	0	15 000	20 000	21 177	56 177	0	0	0	0	
3099	AMENAG. TRAVERSEE VILLE DE SIKASSO	2018	2020	20 520	0	2 092	300	12 300	12 300	12 300	0	300	0	0	300	12 000	0	0	12 000	B.O.A.D BOAD
3155	CONTRAT/PLAN ETAT COMANAV	2015	2020	2 179	930	300	300	930	300	300	0	300	300	330	930	0	0	0	0	
3176	PROJET CONSTRUCTION VIADUC AMANAGEMENT 10 KM DE VOIERIES URBAINES DANS LA VILLE DE SIKASSO	2019	2020	23 691	0	0	1 000	21 690	9 000	9 000	0	1 000	3 297	1 893	6 190	8 000	5 000	2 500	15 500	BOAD
3180	CONSTRUCTION/REHABILITATION DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE (RTS)-PHASE I	2020	2022	70 400	0	0	0	70 400	14 080	14 080	0	0	0	0	0	14 080	35 200	21 120	70 400	BAD UE
3190	CONSTRUCTION BUTIMAGE DE LA ROUTE KAYES-AOUROU-FR MAURITANIE	2020	2022	76 500	0	0	0	56 260	7 300	7 300	0	0	0	0	0	7 300	30 600	18 360	56 260	BID
3201	RECONSTRUCTION DE LA ROUTE SEVARE - GAO	2019	2022	232 328	53 000	53 000	1 000	38 100	1 000	1 000	0	1 000	15 900	21 200	38 100	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				1 246 056	231 250	480 512	74 815	575 793	147 990	147 990	0	74 815	155 940	116 787	347 542	73 175	103 837	51 239	228 251	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Moyens fluviaux*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	2003	2019	4 918	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				4 918	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Aéronautique / Météo*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	2016	2022	28 609	4 200	8 825	1 400	4 200	1 400	1 400	0	1 400	1 400	1 400	4 200	0	0	0	0	
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	2017	2022	830	450	250	250	450	250	250	0	250	200	0	450	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				29 439	4 650	9 075	1 650	4 650	1 650	1 650	0	1 650	1 600	1 400	4 650	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Poste / Télécommunication*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2926	PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DE LA POSTE	2015	2022	2 675	900	2 000	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3156	RENFORCEMENT INFRASTRUCRE ORTM/ NUMERISATION DES ARCHIVES DE L'ORTM	2020	2022	1 500	1 500	500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				4 175	2 400	2 500	800	2 400	800	800	0	800	800	800	2 400	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Topo et Cartographie*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	2016	2021	3 810	600	1 420	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				3 810	600	1 420	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
1949	ENTRETIEN IMMEUBLE HOTEL DU MEF ACI 2000	2003	2022	7 954	600	685	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE. REGIONALES CADASTRE	2017	2022	7 400	0	4 500	1 500	3 314	1 500	1 500	0	1 500	1 007	807	3 314	0	0	0	0	
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	2016	2021	2 974	750	855	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
2131	ETUDE ARCHITECTURALE CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2010	2020	2 150	1 675	300	300	1 675	300	300	0	300	620	755	1 675	0	0	0	0	
2192	PROJET REHABILITATION CENTRE FORMATION TABACORO	2006	2020	838	190	380	190	190	190	190	0	190	0	0	190	0	0	0	0	
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	2017	2022	8 457	1 200	2 700	700	2 166	700	700	0	700	733	733	2 166	0	0	0	0	
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	2007	2022	1 960	600	1 290	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRACTURES DE L'ENI	2009	2021	2 328	450	250	250	450	250	250	0	250	200	0	450	0	0	0	0	
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	2009	2020	2 405	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2449	REHABILITATION EQUIPEMENT INFP/BTP	2009	2021	1 627	550	1 040	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAINE DES FEMMES	2010	2020	1 047	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	2013	2020	1 084	120	120	120	120	120	120	0	120	0	0	120	0	0	0	0	
2565	PROJET CONSTRUCTION ENTREPOT DU MALI AU BENIN	2011	2021	2 267	685	1 605	300	685	300	300	0	300	385	0	685	0	0	0	0	
2567	PROJET CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION EQUIPEMENT TRANSPORT	2011	2020	850	350	350	350	350	350	350	0	350	0	0	350	0	0	0	0	
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	2011	2021	4 038	750	750	300	750	300	300	0	300	450	0	750	0	0	0	0	
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	2011	2022	2 335	1 500	500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	2016	2022	1 266	590	530	190	590	190	190	0	190	200	200	590	0	0	0	0	
2592	CONSTRUCTION HOTEL DES FINANCES	2012	2022	19 230	15 000	15 000	3 000	13 000	3 000	3 000	0	3 000	5 000	5 000	13 000	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2613	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ISH	2011	2020	954	130	130	130	130	130	130	0	130	0	0	130	0	0	0	0	
2619	APPUI AU CERFITEX	2015	2022	3 381	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	2016	2022	3 815	0	0	800	1 731	800	800	0	800	670	261	1 731	0	0	0	0	
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE ONAP	2012	2022	2 766	900	775	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	2013	2021	2 400	0	3 842	800	1 235	800	800	0	800	435	0	1 235	0	0	0	0	
2721	REHABILITATION/ EXTENSION DGMP	2013	2022	2 450	885	870	285	885	285	285	0	285	300	300	885	0	0	0	0	
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	2014	2020	1 892	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	2014	2022	10 620	7 000	5 620	2 000	7 000	2 000	2 000	0	2 000	2 500	2 500	7 000	0	0	0	0	
2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	2014	2022	2 205	1 163	1 365	700	1 163	700	700	0	700	250	213	1 163	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	2014	2022	8 650	0	1 000	2 500	4 650	2 500	2 500	0	2 500	1 150	1 000	4 650	0	0	0	0	
2762	CONSTRUCTION GRANDE PRISON DE BAMAKO	2014	2020	13 106	0	11 106	2 000	2 000	2 000	2 000	0	2 000	0	0	2 000	0	0	0	0	
2774	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION MOPTI	2013	2022	8 000	2 280	760	760	2 280	760	760	0	760	760	760	2 280	0	0	0	0	
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	2013	2022	14 235	1 660	5 520	760	1 660	760	760	0	760	500	400	1 660	0	0	0	0	
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	2013	2022	13 303	1 225	1 950	475	1 225	475	475	0	475	400	350	1 225	0	0	0	0	
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	2013	2022	7 700	2 065	6 530	665	2 065	665	665	0	665	700	700	2 065	0	0	0	0	
2816	REHABILITAION MUSE NATIONAL	2017	2019	1 550	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2822	REHABILITATION BUREAUX/VILLAS D'HOTES PRESIDENCE	2015	2022	3 500	1 250	2 452	650	1 250	650	650	0	650	300	300	1 250	0	0	0	0	
2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	2017	2022	4 270	2 700	700	700	2 700	700	700	0	700	1 000	1 000	2 700	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	2015	2022	7 646	4 150	2 900	1 900	4 150	1 900	1 900	0	1 900	1 250	1 000	4 150	0	0	0	0	
2841	EXTENSION/ AMENAGEMENT SIEGE APCMM	2015	2020	978	200	978	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2845	REHABILITATION CENTRE MALIEN PROPRIETE INTELLECTUELLE	2016	2022	975	490	674	190	490	190	190	0	190	150	150	490	0	0	0	0	
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	2015	2020	6 300	0	3 159	1 750	1 750	1 750	1 750	0	1 750	0	0	1 750	0	0	0	0	
2870	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNT CNCFP	2015	2020	1 440	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2881	ACQUISITION TERRAIN CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DRB/DRCF DISTRICT	2015	2021	1 504	800	724	400	800	400	400	0	400	200	200	800	0	0	0	0	
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	2015	2022	32 000	15 000	24 750	5 000	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	5 000	15 000	0	0	0	0	
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	2016	2022	2 601	1 475	1 350	475	1 475	475	475	0	475	500	500	1 475	0	0	0	0	
2909	PROGRAMME REFECTION BATIMENT PUBLICS	2016	2021	2 547	1 770	2 340	570	1 770	570	570	0	570	600	600	1 770	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2912	ARCHIVAGE NUMERIQUE DFM/ MEF	2016	2022	842	360	310	120	360	120	120	0	120	120	120	360	0	0	0	0	
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	2016	2021	3 370	1 475	950	475	1 475	475	475	0	475	500	500	1 475	0	0	0	0	
2920	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE AEDD	2016	2020	1 800	400	400	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRIORIALLES	2016	2022	2 647	1 350	3 225	450	1 350	450	450	0	450	450	450	1 350	0	0	0	0	
2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	2016	2022	3 455	1 500	3 070	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2967	REHABILITATION EQUIPEMENT TRESORERIES REGIONALES PERCEPTION	2016	2022	3 127	1 600	1 570	400	1 600	400	400	0	400	600	600	1 600	0	0	0	0	
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	2016	2022	4 964	1 995	6 730	665	1 995	665	665	0	665	665	665	1 995	0	0	0	0	
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOUDENIT (PURD)	2017	2022	4 660	1 995	3 330	665	1 995	665	665	0	665	665	665	1 995	0	0	0	0	
3025	CONSTR EQUIPEMENT HOTEL DU COMERCE R+5	2016	2022	5 600	0	5 000	1 700	2 720	1 700	1 700	0	1 700	720	300	2 720	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
	Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
3029	CONST/EQUIP. SIEGE AUTORITE PROTECTION DONNEES CARACTERE PERSONNEL	2017	2020	1 100	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3030	PROJET CONS/EQUIP DFM DRH ET CPS SECTEUR COOP INTEGRATION	2017	2021	2 500	0	1 387	500	1 000	500	500	0	500	500	0	1 000	0	0	0	0	
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	2017	2020	2 000	50	810	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	2017	2022	1 775	1 000	1 708	300	1 000	300	300	0	300	350	350	1 000	0	0	0	0	
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	2017	2020	1 100	300	900	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	2017	2021	768	250	693	175	250	175	175	0	175	75	0	250	0	0	0	0	
3036	CONST/EQUIP SALLES DE CLASSE A L'ULSHB	2017	2021	863	750	750	200	750	200	200	0	200	550	0	750	0	0	0	0	
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	2017	2022	2 891	1 950	2 172	650	1 950	650	650	0	650	650	650	1 950	0	0	0	0	
3042	CONST EQUIP REHAB INFRASTRUCTURES INFJ Me DEMBA DIALLO	2017	2020	2 095	600	2 095	600	600	600	600	0	600	0	0	600	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*			*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
	Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	2017	2022	1 555	1 000	1 233	300	1 000	300	300	0	300	350	350	1 000	0	0	0	0	
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	2017	2021	3 000	1 645	4 823	1 000	1 645	1 000	1 000	0	1 000	645	0	1 645	0	0	0	0	
3068	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE SAN	2019	2022	1 965	1 300	1 965	665	1 301	665	665	0	665	318	318	1 301	0	0	0	0	
3069	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NIORO DU SAHEL	2019	2022	1 965	1 300	1 965	665	1 301	665	665	0	665	318	318	1 301	0	0	0	0	
3071	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KITA	2019	2022	1 965	1 300	1 965	665	1 301	665	665	0	665	318	318	1 301	0	0	0	0	
3073	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE DIOILA	2019	2022	1 965	1 300	1 965	665	1 301	665	665	0	665	318	318	1 301	0	0	0	0	
3074	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE BOUGOUNI	2019	2022	1 965	1 300	1 965	665	1 301	665	665	0	665	318	318	1 301	0	0	0	0	
3079	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KOUTIALA	2019	2022	1 965	1 300	1 965	665	1 301	665	665	0	665	318	318	1 301	0	0	0	0	
3080	PROJET CONSTRUCTION ENSUP	2019	2022	4 950	0	5 000	500	4 000	500	500	0	500	2 000	1 500	4 000	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
3081	PROJET APPUI COMMUNES URBAINES DU MALI (PACUM)	2012	2019	42 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3098	CONST/EQUIP. DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	2018	2020	450	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3103	CONST/EQUIP. 6 CENTRES DE PAIEMENT PENSION DISTRICT BKO	2018	2020	600	250	566	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
3106	CONSTRCTION/EQUIP . SIEGE PGT/RGD	2018	2021	4 100	0	66	2 000	4 000	2 000	2 000	0	2 000	1 300	700	4 000	0	0	0	0	
3108	CONST/EQUIP.TRANSIT ADM ET BCS	2018	2022	1 644	1 200	444	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3114	CONSTRUCTION SIEGE DGSE	2019	2021	11 500	7 500	11 500	2 500	10 000	2 500	2 500	0	2 500	5 000	2 500	10 000	0	0	0	0	
3131	REHABILITATION EX HOTEL DES FINANCES	2019	2022	1 360	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3149	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE ABFN	2020	2022	1 500	1 500	1 500	250	1 500	250	250	0	250	700	550	1 500	0	0	0	0	
3150	CONSTRUCTION DU SIEGE DE LA DNACPN	2020	2022	1 956	1 900	1 900	300	1 900	300	300	0	300	900	700	1 900	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
3153	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BUREAUX DOMAINES ET CADASTRES KATI	2020	2022	1 000	1 000	1 000	300	1 000	300	300	0	300	400	300	1 000	0	0	0	0	
3154	CONSTRUCTION EQUIPEMENT AGEROUTE	2020	2023	400	400	400	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
3157	ACQUISITION DE CHANCELLERIE DU MALI AU CAIRE	2020	2022	3 000	3 000	3 000	600	3 000	600	600	0	600	1 400	1 000	3 000	0	0	0	0	
3158	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'ONEF	2020	2022	900	900	900	250	900	250	250	0	250	350	300	900	0	0	0	0	
3169	CONSTRUCTION SIEGE DE L'INSTITUT DU SAHEL	2020	2022	2 706	2 706	2 706	600	2 706	600	600	0	600	1 100	1 006	2 706	0	0	0	0	
3171	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DFM DRH MINISTERE AGRICULTURE	2020	2022	1 995	1 995	1 995	800	1 995	800	800	0	800	800	395	1 995	0	0	0	0	
3175	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	2020	2022	850	850	250	250	850	250	250	0	250	300	300	850	0	0	0	0	
3179	PROJET DE REHABILITATION DE LA DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES	2020	2021	500	500	300	300	500	300	300	0	300	200	0	500	0	0	0	0	
3191	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE KAYES	2020	2022	600	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
3192	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE KOULIKORO	2020	2022	600	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3193	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL SIKASSO	2020	2022	600	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3194	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL SEGOU	2020	2022	600	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3195	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE MOPTI	2020	2022	600	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3196	PROJET AMENAGEMENT MEMORIAL MODIBO KEITA	2020	2022	600	600	100	100	600	100	100	0	100	200	300	600	0	0	0	0	
3197	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE GAO	2020	2022	600	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BANDIAGARA	2020	2022	1 300	1 300	1 300	665	1 301	665	665	0	665	318	318	1 301	0	0	0	0	
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DOUENTZA	2020	2022	1 300	1 300	1 300	665	1 301	665	665	0	665	318	318	1 301	0	0	0	0	
3202	CONSEIL REGIONAL DE KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2022	1 116	1 116	372	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	

SECTEUR	*Infrastructures*	*SOUS-SECTEUR*	*Bâtiments et Equipement*

		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
3203	CONSEIL REGIONAL DE KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2022	1 116	1 116	372	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3204	CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2022	1 116	1 116	372	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3205	CONSEIL REGIONAL DE SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2022	1 116	1 116	372	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3206	CONSEIL REGIONAL DE MOPTI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2022	1 116	1 116	372	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3207	CONSEIL REGIONAL DE TOMBOUCTOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2022	1 116	1 116	372	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3208	CONSEIL REGIONAL DE GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2022	1 116	1 116	372	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3209	CONSEIL REGIONAL DE TAOUDENI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2022	1 116	1 116	372	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3210	CONSEIL REGIONAL DE MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2022	1 116	1 116	372	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3211	CONSEIL REGIONAL DE KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2022	1 116	1 116	372	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Bâtiments et Equipement*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
3212	CONSEIL REGIONAL DISTRICT BAMAKO(CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2022	1 140	1 140	380	380	1 140	380	380	0	380	380	380	1 140	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				393 411	142 124	204 473	64 030	169 998	64 030	64 030	0	64 030	57 894	48 074	169 998	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Urbanisme et Habitat*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	1999	2022	5 707	850	300	300	850	300	300	0	300	300	250	850	0	0	0	0	
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	2012	2021	2 116	900	1 185	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMOUBOUGOU	2016	2021	19 000	2 250	12 200	750	2 250	750	750	0	750	750	750	2 250	0	0	0	0	
2420	ETUDE AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	2009	2021	4 500	2 150	3 010	750	2 150	750	750	0	750	700	700	2 150	0	0	0	0	
2490	EXPLOITAT INSFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	2010	2020	1 657	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	2014	2021	1 200	600	643	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	2016	2022	11 832	6 600	7 432	2 200	6 600	2 200	2 200	0	2 200	2 200	2 200	6 600	0	0	0	0	
2923	ELIMINATION PREVENTION PESTICIDE OBSELETS	2015	2020	9 600	200	1 388	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3101	PROJET ASSAINISSEMENT VILLE DE BAMAKO	2018	2020	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Urbanisme et Habitat*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
3121	PROGRAMME INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DISTRICT DE BAMAKO	2018	2022	3 800	2 850	1 900	950	2 850	950	950	0	950	950	950	2 850	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				59 512	16 650	28 308	5 900	16 650	5 900	5 900	0	5 900	5 400	5 350	16 650	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Infrastructures*				*SOUS-SECTEUR*						*Transport / Stockage*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	2013	2021	4 511	0	2 900	700	1 709	700	700	0	700	1 009	0	1 709	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				4 511	0	2 900	700	1 709	700	700	0	700	1 009	0	1 709	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Emploi / Travail*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	2003	2022	3 549	400	150	150	400	150	150	0	150	150	100	400	0	0	0	0	
2843	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET EMPLOIS DES JEUNES (PROCEJ)	2015	2021	32 555	220	901	150	6 220	6 150	6 150	0	150	70	0	220	6 000	0	0	6 000	B.M. BM
2844	APPUI FORMATION PROFESSIONNELLE INSERTION A L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES RURAUX	2015	2020	26 205	106	426	106	5 434	5 434	5 434	0	106	0	0	106	5 328	0	0	5 328	AFD FIDA
3039	PROJET APPUI REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES POPULATIONS DU NORD MALI	2017	2021	8 555	160	297	100	3 135	3 075	3 075	0	100	60	0	160	2 975	0	0	2 975	BAD
TOTAL SOUS-SECTEUR				70 864	886	1 774	506	15 189	14 809	14 809	0	506	280	100	886	14 303	0	0	14 303	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Education / Formation*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT LYCEES/IFP	2009	2022	17 731	6 000	8 090	2 000	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	2 000	6 000	0	0	0	0	
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITARE SEGOU	2009	2021	5 315	1 300	2 030	300	1 300	300	300	0	300	500	500	1 300	0	0	0	0	
2650	CONTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	2012	2022	2 025	850	1 133	300	850	300	300	0	300	250	300	850	0	0	0	0	
2688	APPUI PROGRAMME VIGOUREUX ALPHABETISATION	2013	2019	6 395	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2769	PROJET D'EQUIPEMENT ENETP	2016	2020	3 550	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2770	REHABILITATION ET EQUIPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE CENOU	2014	2020	2 051	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	2015	2022	5 825	0	650	1 300	3 849	1 300	1 300	0	1 300	2 075	474	3 849	0	0	0	0	
2860	CONSTR/EQUIP 1RE PHASE EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	2015	2020	2 436	200	533	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	2015	2020	958	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Education / Formation*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2871	PROJET REHABILITATION ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	2015	2020	482	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANCE BESOINS EDUCATIONS	2016	2021	772	300	150	150	300	150	150	0	150	150	0	300	0	0	0	0	
2973	APPUI EDUCATION BILINGUE DE BASE/BID	2016	2022	13 450	450	495	200	450	200	200	0	200	150	100	450	0	0	0	0	
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PAFIP)	2017	2021	6 545	300	150	150	2 012	1 748	1 748	0	150	150	0	300	1 598	114	0	1 712	Lux-Dév
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	2005	2020	1 781	700	200	200	700	200	200	0	200	250	250	700	0	0	0	0	
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	2012	2022	2 515	1 050	1 200	450	1 050	450	450	0	450	300	300	1 050	0	0	0	0	
3110	PROJET APPUI RENFORCEMENT CAPACT JEUNES POUR MEILLEURE INCLUSION DANS LA PAIX AU MALI (PARC-JEUNESSE-MALI)	2018	2020	328	0	262	66	66	66	66	0	66	0	0	66	0	0	0	0	
3111	FERME ECOLE MOFA	2018	2020	2 424	140	283	140	140	140	140	0	140	0	0	140	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				74 583	12 090	15 976	6 256	17 717	7 854	7 854	0	6 256	5 825	3 924	16 005	1 598	114	0	1 712	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Santé / Affaires sociales								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2061	REHABILATION EXTENSION IOTA	2007	2022	2 717	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2064	APPUI A LA GEST. DE LA POLITIQUE NATION.POPULATION	2004	2022	2 745	690	718	230	690	230	230	0	230	230	230	690	0	0	0	0	
2212	REHABILATION EXTENSION HPG	2006	2022	3 993	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2214	REHABILATION EXTENSION. HGT	2004	2022	3 776	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2215	REHABILATION EXTENSION HOPITAL KATI	2005	2022	3 126	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2216	REHABILATION EXTENSION INRSP	2007	2022	2 167	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2370	PROGRAMME NATIONAL APPUI FEMMES OPERATRICES ECNOM	2008	2020	1 393	120	120	120	120	120	120	0	120	0	0	120	0	0	0	0	
2434	PROJET LUTTE CONTRE ABANDON DES ENFANTS	2009	2020	974	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	2015	2020	23 428	95	7 190	95	2 134	2 134	2 134	0	95	0	0	95	2 039	0	0	2 039	BM

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Santé / Affaires sociales*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2978	AMELIORATION PLATEAU/ TECHNIQ/ SANTE MARKALA/ KTLA/ KKORO	2017	2022	28 653	17 300	7 650	4 800	17 300	4 800	4 800	0	4 800	6 000	6 500	17 300	0	0	0	0	
3002	PROJET REHABILITATION CENTRE LUTTE CONTRE L'EXICSION	2017	2020	1 000	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	2017	2022	1 291	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3005	REHABILITATION CENTRE D'AUTOPROMOTION DES FEMMES	2017	2020	538	140	140	140	140	140	140	0	140	0	0	140	0	0	0	0	
3006	MISE A NIVEAU LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE	2017	2022	1 149	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	2017	2022	47 439	35 500	22 400	11 000	35 500	11 000	11 000	0	11 000	12 000	12 500	35 500	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				124 389	58 145	39 818	17 985	60 184	20 024	20 024	0	17 985	19 580	20 580	58 145	2 039	0	0	2 039	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Culture / Art / Sport*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	2007	2022	7 800	0	3 725	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	2008	2020	3 160	380	380	380	380	380	380	0	380	0	0	380	0	0	0	0	
2360	RENOVATION DU STADE MODOBO KEITA	2008	2022	3 360	750	2 860	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
2896	SECURISATION DU CHAMP HIPPIQUE DE BAMAKO	2017	2020	543	190	543	190	190	190	190	0	190	0	0	190	0	0	0	0	
3054	AMENAGEMENT DES STADES CAN ET ANNEXES	2017	2022	1 758	900	1 158	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				16 621	2 220	8 666	2 120	5 220	2 120	2 120	0	2 120	1 550	1 550	5 220	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		Ressources Humaines				SOUS-SECTEUR						Information								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	2008	2022	1 178	360	938	120	360	120	120	0	120	120	120	360	0	0	0	0	
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	2016	2022	1 966	750	1 333	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
2866	PROJET CONNEXION COMMUNES/ ECOLES A INTERNET	2016	2022	1 336	7 600	7 936	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				4 480	8 710	10 207	570	1 710	570	570	0	570	570	570	1 710	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE SECTEUR ET LE SOUS SECTEUR

(Les montants sont en millions de CFA)

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Administration / Plan et Finances*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
1536	APPUI MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES PH II	2010	2019	5 884	2 250	750	750	2 250	750	750	0	750	750	750	2 250	0	0	0	0	
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	2017	2022	1 373	785	808	285	785	285	285	0	285	250	250	785	0	0	0	0	
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION	2003	2022	7 728	1 800	6 528	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0	
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	2006	2021	1 173	450	413	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	2008	2022	941	235	699	75	235	75	75	0	75	80	80	235	0	0	0	0	
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	2008	2021	670	320	432	120	320	120	120	0	120	100	100	320	0	0	0	0	
2358	APPUI CPS CULTURE ET JEUNESSE	2008	2022	1 664	225	570	75	225	75	0	75	75	75	75	225	0	0	0	0	
2359	APPUI CPS SECTEUR JUSTICE	2008	2022	1 140	225	989	75	225	75	75	0	75	75	75	225	0	0	0	0	
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPOTRS COMMUNICATION	2008	2021	950	225	420	75	225	75	75	0	75	75	75	225	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Administration / Plan et Finances*								
	Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	2009	2022	1 257	225	1 107	75	225	75	75	0	75	75	75	225	0	0	0	0	
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	2009	2022	1 000	225	335	75	225	75	75	0	75	75	75	225	0	0	0	0	
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	2009	2022	993	225	570	75	225	75	75	0	75	75	75	225	0	0	0	0	
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	2009	2022	1 384	300	445	100	300	100	100	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EMPL PROM INVEST PRI	2009	2022	1 462	420	1 181	140	420	140	140	0	140	140	140	420	0	0	0	0	
2384	PROGRAMME TOKTEN	2017	2020	1 715	170	170	170	220	220	220	0	170	0	0	170	50	0	0	50	PNUD
2425	RENFORCEMENT DES CAPACITES DU MEA	2009	2020	995	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	2009	2022	4 637	1 200	2 118	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	2012	2022	4 261	1 425	1 150	475	1 425	475	475	0	475	475	475	1 425	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Administration / Plan et Finances*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	2010	2022	4 400	1 200	1 230	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2531	PROGRAMME APPUI FINANCEMENT DES PME (PAF/PME)	2009	2022	603	148	162	48	148	48	48	0	48	50	50	148	0	0	0	0	
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE	2016	2022	1 200	420	483	140	420	140	140	0	140	140	140	420	0	0	0	0	
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	2011	2022	3 614	1 200	1 528	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	2011	2022	2 170	400	1 370	200	400	200	200	0	200	100	100	400	0	0	0	0	
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	2012	2022	1 636	570	580	190	570	190	190	0	190	190	190	570	0	0	0	0	
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CSRP	2016	2022	1 724	737	725	237	737	237	237	0	237	250	250	737	0	0	0	0	
2719	PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEJIRI/IDA	2013	2022	51 119	22 600	21 400	1 800	22 600	10 800	10 800	0	1 800	1 900	1 900	5 600	9 000	8 000	0	17 000	BM
2731	FONDS D'ETUDE PREPARTION DES PROJETS	2014	2022	15 537	10 500	4 712	3 000	10 500	3 000	3 000	0	3 000	3 500	4 000	10 500	0	0	0	0	

SECTEUR	*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Administration / Plan et Finances*								
	Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2732	PROJET DE RECONSTRUCTION ET DE RELANCE ECONOMIQUE/IDA	2014	2021	50 683	150	443	150	14 150	12 150	12 150	0	150	0	0	150	12 000	2 000	0	14 000	BM
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	2015	2020	790	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2824	APPUI CENTRE DE FORMATION EN STATISTIQUE/INSTAT	2015	2020	371	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
2825	APPUI INSTITUTIONNEL AU MPATP	2015	2020	796	80	80	80	80	80	80	0	80	0	0	80	0	0	0	0	
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	2016	2022	3 230	1 260	1 248	420	1 260	420	420	0	420	420	420	1 260	0	0	0	0	
2827	APPUI AU PROCESSUS MALI EMERGENT	2015	2021	633	200	393	100	200	100	100	0	100	100	0	200	0	0	0	0	
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	2015	2022	1 299	590	580	190	590	190	190	0	190	200	200	590	0	0	0	0	
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	2015	2020	1 189	380	580	190	380	190	190	0	190	190	0	380	0	0	0	0	
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	2016	2022	2 728	1 425	1 310	475	1 425	475	475	0	475	475	475	1 425	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Administration / Plan et Finances*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER	2016	2022	859	450	486	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	2016	2022	1 185	600	640	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	2016	2022	577	285	190	95	285	95	95	0	95	95	95	285	0	0	0	0	
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	2016	2022	5 549	2 950	3 400	950	2 950	950	950	0	950	1 000	1 000	2 950	0	0	0	0	
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 5	2016	2022	1 525	900	880	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	2017	2021	664	420	383	140	420	140	140	0	140	140	140	420	0	0	0	0	
3120	PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIQUE MALIENNE (PACEM)	2018	2022	8 849	7 326	3 829	95	7 326	3 734	0	3 734	95	100	100	295	3 639	2 529	863	7 031	AFD
3145	PROGRAMME DECENTALISATION ET BONNE GOUVERNANCE (MLI 023)	2019	2021	4 930	0	0	0	954	876	876	0	0	0	0	0	876	78	0	954	Lux-Dév
3165	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION / PREVIS. MACROECON	2020	2022	450	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	

SECTEUR		*Ressources Humaines*				*SOUS-SECTEUR*						*Administration / Plan et Finances*								
		Période		Cout	Estimat	AUTO.	CONSO.	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	ENG (AE)	ENG (AE)	PROG (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
3177	PROGRAMME FORMAT PERFECTIONNEMENT AGENTS MPAT	2020	2022	295	295	95	95	295	95	95	0	95	100	100	295	0	0	0	0	
3178	APPUI MISE EN OEUVRE CERCAP	2020	2020	50	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
TOTAL SOUS-SECTEUR				207 882	66 691	66 012	14 360	81 695	39 925	36 116	3 809	14 360	14 045	14 255	42 660	25 565	12 607	863	39 035	
TOTAL GENERAL				4 229 328	789 990	1 309 664	293 104	1 701 781	643 104	634 169	8 935	293 104	316 491	251 376	860 971	350 000	329 957	160 853	840 810	

Annexe 2

Présentation détaillée des Projets par Ministère / Institution et par Source de Financement

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
3114	CONSTRUCTION SIEGE DGSE	2019	2021	11 500	7 500	0	2 500	10 000	2 500	2 500	0	2 500	5 000	2 500	10 000	0	0	0	0	
2822	REHABILITATION BUREAUX/VILLAS D'HOTES PRESIDENCE	2015	2022	3 500	1 250	650	650	1 250	650	650	0	650	300	300	1 250	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				15 000	8 750	650	3 150	11 250	3 150	3 150	0	3 150	5 300	2 800	11 250	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*PRIMATURE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
3027	MODERNISATION SGG	2017	2019	400	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2683	APPUI AGENCE PROMOTION DES INVESTISSEMENT	2014	2022	1 500	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
2823	EXTENSION DAF PRIMATURE	2015	2019	1 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3179	PROJET DE REHABILITATION DE LA DIRECTION NATIONALE DES ARCHIVES	2020	2021	500	500	300	300	500	300	300	0	300	200	0	500	0	0	0	0	
3098	CONST/EQUIP. DIRECTION GENERALE CONTENTIEUX ETAT	2018	2020	450	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
3029	CONST/EQUIP. SIEGE AUTORITE PROTECTION DONNEES CARACTERE PERSONNEL	2017	2020	1 100	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				5 450	1 450	750	750	1 450	750	750	0	750	450	250	1 450	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2744	PROG.ACQUISIT/CONSTR/RESIDENCE/LOGE DIPLOMATE	2014	2022	10 620	7 000	2 000	2 000	7 000	2 000	2 000	0	2 000	2 500	2 500	7 000	0	0	0	0	
3030	PROJET CONS/EQUIP DFM DRH ET CPS SECTEUR COOP INTEGRATION	2017	2021	2 500	0	0	500	1 000	500	500	0	500	500	0	1 000	0	0	0	0	
3157	ACQUISITION DE CHANCELLERIE DU MALI AU CAIRE	2020	2022	3 000	3 000	3 000	600	3 000	600	600	0	600	1 400	1 000	3 000	0	0	0	0	
2326	APPUI CPS SECTEUR COOPERATION INTEGRATION	2008	2022	1 178	360	120	120	360	120	120	0	120	120	120	360	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				17 298	10 360	5 120	3 220	11 360	3 220	3 220	0	3 220	4 520	3 620	11 360	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2384	PROGRAMME TOKTEN	2017	2020	1 715	170	170	170	220	220	220	0	170	0	0	170	50	0	0	50	PNUD
2925	APPUI INSERTION ET REINSERTION MIGRANTS MALIENS DE RETOUR VOLONTAIRE ET INVOLONTAIRE	2016	2022	1 185	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				2 900	770	370	370	820	420	420	0	370	200	200	770	50	0	0	50	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA JUSTICE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2762	CONSTRUCTION GRANDE PRISON DE BAMAKO	2014	2020	13 106	0	0	2 000	2 000	2 000	2 000	0	2 000	0	0	2 000	0	0	0	0	
2359	APPUI CPS SECTEUR JUSTICE	2008	2022	1 140	225	75	75	225	75	75	0	75	75	75	225	0	0	0	0	
3042	CONST EQUIP REHAB INFRASTRUCTURES INFJ Me DEMBA DIALLO	2017	2020	2 095	600	600	600	600	600	600	0	600	0	0	600	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				16 341	825	675	2 675	2 825	2 675	2 675	0	2 675	75	75	2 825	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
3189	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE CLIMATIQUE AU MALI (HYDROMET)	2019	2023	15 500	0	0	0	12 596	2 570	2 570	0	0	0	0	0	2 570	3 213	6 813	12 596	BM
TOTAL MINISTERE				15 500	0	0	0	12 596	2 570	2 570	0	0	0	0	0	2 570	3 213	6 813	12 596	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2673	APPUI MISE EN OEUVRE CSRP	2016	2022	1 724	737	237	237	737	237	237	0	237	250	250	737	0	0	0	0	
2911	APPUI CELLULE DEVELOPPEMENT SECTEUR FINANCIER	2016	2022	859	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
2941	APPUI CELLULE SUIVI DES PROJETS	2016	2022	577	285	95	95	285	95	95	0	95	95	95	285	0	0	0	0	
2969	INTERCONNEXION DES BASES DE DONNEES DU MEF	2016	2022	5 549	2 950	950	950	2 950	950	950	0	950	1 000	1 000	2 950	0	0	0	0	
2970	APPUI A LA MIGRATION PRED 5	2016	2022	1 525	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3052	PROJET CENTRE DE FORMATION POUR LE DEVELOPPEMENT (CFD)	2005	2020	1 781	700	200	200	700	200	200	0	200	250	250	700	0	0	0	0	
3057	APPUI CELLULE SUIVI REFORMES UEMOA	2017	2021	664	420	140	140	420	140	140	0	140	140	140	420	0	0	0	0	
3165	RENFORCEMENT CAPACITE MODELISATION / PREVIS. MACROECON	2020	2022	450	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
3175	CONSTRUCTION/ EQUIPEMENT DIRECTIONS REGIONALES DOUANES	2020	2022	850	850	250	250	850	250	250	0	250	300	300	850	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2591	REHABILITATION IMMEUBLE DIRECTION GENERALE DETTE PUBLIQUE	2016	2022	1 266	590	190	190	590	190	190	0	190	200	200	590	0	0	0	0	
2886	ELABORATION LOGICIEL GESTION SOLDES	2015	2020	1 189	380	190	190	380	190	190	0	190	190	0	380	0	0	0	0	
3131	REHABILITATION EX HOTEL DES FINANCES	2019	2022	1 360	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2721	REHABILITATION/ EXTENSION DGMP	2013	2022	2 450	885	285	285	885	285	285	0	285	300	300	885	0	0	0	0	
2101	AMENAGEMENT EQUIPEMENT DRCF/DELEGATIONS	2016	2021	2 974	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
2830	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE DIRECTION GENERALE DOUANE	2015	2022	7 646	4 150	1 900	1 900	4 150	1 900	1 900	0	1 900	1 250	1 000	4 150	0	0	0	0	
2828	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DGABE	2017	2022	4 270	2 700	700	700	2 700	700	700	0	700	1 000	1 000	2 700	0	0	0	0	
2909	PROGRAMME REFECTION BATIMENT PUBLICS	2016	2021	2 547	1 770	570	570	1 770	570	570	0	570	600	600	1 770	0	0	0	0	
2967	REHABILITATION EQUIPEMENT TRESORERIES REGIONALES PERCEPTION	2016	2022	3 127	1 600	400	400	1 600	400	400	0	400	600	600	1 600	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
3106	CONSTRCTION/EQUIP . SIEGE PGT/RGD	2018	2021	4 100	0	0	2 000	4 000	2 000	2 000	0	2 000	1 300	700	4 000	0	0	0	0	
2659	PROGRAMME PROMOTION PLANIFICATION GESTION DEVELOPPEMENT	2012	2022	1 636	570	190	190	570	190	190	0	190	190	190	570	0	0	0	0	
2731	FONDS D'ETUDE PREPARTION DES PROJETS	2014	2022	15 537	10 500	3 000	3 000	10 500	3 000	3 000	0	3 000	3 500	4 000	10 500	0	0	0	0	
2827	APPUI AU PROCESSUS MALI EMERGENT	2015	2021	633	200	100	100	200	100	100	0	100	100	0	200	0	0	0	0	
2904	REHABILITATION EXTENSION EQUIPEMENT DRPSIAP	2016	2022	2 601	1 475	475	475	1 475	475	475	0	475	500	500	1 475	0	0	0	0	
2905	APPUI PROGRAMMATION SUIVI EVALUATION INVESTISSEMENT	2016	2022	2 728	1 425	475	475	1 425	475	475	0	475	475	475	1 425	0	0	0	0	
1536	APPUI MOBILISATION DES RECETTES INTERIEURES PH II	2010	2019	5 884	2 250	750	750	2 250	750	750	0	750	750	750	2 250	0	0	0	0	
1949	ENTRETIEN IMMEUBLE HOTEL DU MEF ACI 2000	2003	2022	7 954	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2104	APPUI A LA VIABILITE DE LA DETTE	2006	2021	1 173	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2531	PROGRAMME APPUI FINANCEMENT DES PME (PAF/PME)	2009	2022	603	148	48	48	148	48	48	0	48	50	50	148	0	0	0	0	
2544	APPUI MISE EN OUVRE PLAN HARMONISATION AIDE	2016	2022	1 200	420	140	140	420	140	140	0	140	140	140	420	0	0	0	0	
2592	CONSTRUCTION HOTEL DES FINANCES	2012	2022	19 230	15 000	15 000	3 000	13 000	3 000	3 000	0	3 000	5 000	5 000	13 000	0	0	0	0	
2719	PROJET FILETS SOCIAUX JIGISEJIRI/IDA	2013	2022	51 119	22 600	10 800	1 800	22 600	10 800	10 800	0	1 800	1 900	1 900	5 600	9 000	8 000	0	17 000	BM
2732	PROJET DE RECONSTRUCTION ET DE RELANCE ECONOMIQUE/IDA	2014	2021	50 683	150	150	150	14 150	12 150	12 150	0	150	0	0	150	12 000	2 000	0	14 000	BM
2881	ACQUISITION TERRAIN CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DRB/DRCF DISTRICT	2015	2021	1 504	800	400	400	800	400	400	0	400	200	200	800	0	0	0	0	
2883	PROGRAMME PERFECTIONNEMENT AGENTS MEF	2015	2022	1 299	590	190	190	590	190	190	0	190	200	200	590	0	0	0	0	
2906	APPUI FONDS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	2016	2022	622	270	90	90	270	90	90	0	90	90	90	270	0	0	0	0	
2912	ARCHIVAGE NUMERIQUE DFM/ MEF	2016	2022	842	360	120	120	360	120	120	0	120	120	120	360	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2913	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURE EQUIPEMENT CAISFF	2016	2021	3 370	1 475	475	475	1 475	475	475	0	475	500	500	1 475	0	0	0	0	
3108	CONST/EQUIP.TRANSIT ADM ET BCS	2018	2022	1 644	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3120	PROJET APPUI COMPETITIVITE ECONOMIQUE MALIENNE (PACEM)	2018	2022	8 849	7 326	3 734	95	7 326	3 734	0	3 734	95	100	100	295	3 639	2 529	863	7 031	AFD
2656	CONSTRUCTION STOCK NATIONAL DE SECURITE ONAP	2012	2022	2 766	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				226 785	89 876	44 344	21 705	105 876	46 344	42 610	3 734	21 705	23 390	22 750	67 845	24 639	12 529	863	38 031	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DU DIALOGUE SOCIAL, DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2870	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DNT CNCFP	2015	2020	1 440	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
1960	PROGRAMME RENFORCEMENT CAPACITES NATIONALES PAR LA FORMATION	2003	2022	7 728	1 800	600	600	1 800	600	600	0	600	600	600	1 800	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				9 168	2 100	900	900	2 100	900	900	0	900	600	600	2 100	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
3037	PROGR D'APPUI A LA FORMATION ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE (PAFIP)	2017	2021	6 545	300	150	150	2 012	1 748	1 748	0	150	150	0	300	1 598	114	0	1 712	Lux-Dév
3111	FERME ECOLE MOFA	2018	2020	2 424	140	140	140	140	140	140	0	140	0	0	140	0	0	0	0	
3158	CONSTRUCTION DU SIEGE DE L'ONEF	2020	2022	900	900	900	250	900	250	250	0	250	350	300	900	0	0	0	0	
1927	PROGRAMME NAT.ACTION EMPLOI REDUCT.PAUVRETE	2003	2022	3 549	400	150	150	400	150	150	0	150	150	100	400	0	0	0	0	
3038	CONST/EQUIP CENTRE FORMATION PROFESSIONNELLE AUMALI	2017	2022	2 891	1 950	650	650	1 950	650	650	0	650	650	650	1 950	0	0	0	0	
2843	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET EMPLOIS DES JEUNES (PROCEJ)	2015	2021	32 555	220	150	150	6 220	6 150	6 150	0	150	70	0	220	6 000	0	0	6 000	B.M. BM
2844	APPUI FORMATION PROFESSIONNELLE INSERTION A L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES RURAUX	2015	2020	26 205	106	106	106	5 434	5 434	5 434	0	106	0	0	106	5 328	0	0	5 328	AFD FIDA
TOTAL MINISTERE				75 069	4 016	2 246	1 596	17 056	14 522	14 522	0	1 596	1 370	1 050	4 016	12 926	114	0	13 040	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES REFORMES INSTITUTIONNELLES ET DES RELATIONS AVEC LA SOCIETE CIVILE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
1935	PROJET DEVELOPPEMENT INSTITUTION DU CDI	2017	2022	1 373	785	285	285	785	285	285	0	285	250	250	785	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				1 373	785	285	285	785	285	285	0	285	250	250	785	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2775	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TOMBOUCTOU	2013	2022	14 235	1 660	760	760	1 660	760	760	0	760	500	400	1 660	0	0	0	0	
2774	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION MOPTI	2013	2022	8 000	2 280	760	760	2 280	760	760	0	760	760	760	2 280	0	0	0	0	
2776	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION GAO	2013	2022	13 303	1 225	475	475	1 225	475	475	0	475	400	350	1 225	0	0	0	0	
2777	REHABILITATION/EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION KIDAL	2013	2022	7 700	2 065	665	665	2 065	665	665	0	665	700	700	2 065	0	0	0	0	
3022	REHABILITATION EQUIPEMENT REGION MENAKA	2016	2022	4 964	1 995	665	665	1 995	665	665	0	665	665	665	1 995	0	0	0	0	
3023	REHABILITATION EQUIPEMENT INFRASTRUCTURES REGION TAOUDENIT (PURD)	2017	2022	4 660	1 995	665	665	1 995	665	665	0	665	665	665	1 995	0	0	0	0	
3046	PROG BORNAGE ET DEVELOPMT DES ZONES FRONTALIERES	2017	2022	1 555	1 000	300	300	1 000	300	300	0	300	350	350	1 000	0	0	0	0	
3061	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SIKASSO	2019	2022	7 600	5 700	1 900	1 900	5 700	1 900	1 900	0	1 900	1 900	1 900	5 700	0	0	0	0	
3063	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE SEGOU	2019	2022	3 040	2 280	760	760	2 280	760	760	0	760	760	760	2 280	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
3064	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KOULIKORO	2019	2022	5 700	4 275	1 425	1 425	4 275	1 425	1 425	0	1 425	1 425	1 425	4 275	0	0	0	0	
3066	PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES REGION DE KAYES	2019	2022	5 000	2 850	950	950	2 850	950	950	0	950	950	950	2 850	0	0	0	0	
3067	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NARA	2019	2022	1 965	1 300	1 300	665	1 301	665	665	0	665	318	318	1 301	0	0	0	0	
3068	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE SAN	2019	2022	1 965	1 300	1 300	665	1 301	665	665	0	665	318	318	1 301	0	0	0	0	
3069	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE NIORO DU SAHEL	2019	2022	1 965	1 300	1 300	665	1 301	665	665	0	665	318	318	1 301	0	0	0	0	
3071	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KITA	2019	2022	1 965	1 300	1 300	665	1 301	665	665	0	665	318	318	1 301	0	0	0	0	
3073	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE DIOILA	2019	2022	1 965	1 300	1 300	665	1 301	665	665	0	665	318	318	1 301	0	0	0	0	
3074	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE BOUGOUNI	2019	2022	1 965	1 300	1 300	665	1 301	665	665	0	665	318	318	1 301	0	0	0	0	
3079	PROJET AMENAGEMENT EQUIPEMENT INSTALLATION REGION DE KOUTIALA	2019	2022	1 965	1 300	1 300	665	1 301	665	665	0	665	318	318	1 301	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
3121	PROGRAMME INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DISTRICT DE BAMAKO	2018	2022	3 800	2 850	950	950	2 850	950	950	0	950	950	950	2 850	0	0	0	0	
3199	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE DOUENTZA	2020	2022	1 300	1 300	1 300	665	1 301	665	665	0	665	318	318	1 301	0	0	0	0	
3204	CONSEIL REGIONAL DE SIKASSO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2022	1 116	1 116	372	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3205	CONSEIL REGIONAL DE SEGOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2022	1 116	1 116	372	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
2929	REHABILITATION INFRASTRUCTURES TUTELLE COLLECTIVITES TERRIORIALLES	2016	2022	2 647	1 350	450	450	1 350	450	450	0	450	450	450	1 350	0	0	0	0	
2964	PROGRAMME REHABILITATION/EQUIPEMENT PIEDS A TERRE	2016	2022	3 455	1 500	500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2329	APPUI CPS SECTEUR ADM TRAV FONC PUBL SECURITE INT	2008	2022	941	235	75	75	235	75	75	0	75	80	80	235	0	0	0	0	
3203	CONSEIL REGIONAL DE KOULIKORO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2022	1 116	1 116	372	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3202	CONSEIL REGIONAL DE KAYES (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2022	1 116	1 116	372	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
3146	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LA REGION DE KIDAL (DDRK IV)	2019	2020	3 263	0	0	0	1 584	1 584	1 584	0	0	0	0	0	1 584	0	0	1 584	Lux-Dév
3147	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LA REGION DE GAO (DDRG IV)	2019	2020	2 383	0	0	0	967	967	967	0	0	0	0	0	967	0	0	967	Lux-Dév
3210	CONSEIL REGIONAL DE MENAKA (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2022	1 116	1 116	372	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3145	PROGRAMME DECENTALISATION ET BONNE GOUVERNANCE (MLI 023)	2019	2021	4 930	0	0	0	954	876	876	0	0	0	0	0	876	78	0	954	Lux-Dév
3198	PROJET AMENAGEMENT INSTALLATION EQUIPEMENT REGION DE BANDIAGARA	2020	2022	1 300	1 300	1 300	665	1 301	665	665	0	665	318	318	1 301	0	0	0	0	
3206	CONSEIL REGIONAL DE MOPTI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2022	1 116	1 116	372	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3207	CONSEIL REGIONAL DE TOMBOUCTOU (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2022	1 116	1 116	372	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3208	CONSEIL REGIONAL DE GAO (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2022	1 116	1 116	372	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3209	CONSEIL REGIONAL DE TAOUDENI (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2022	1 116	1 116	372	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
3211	CONSEIL REGIONAL DE KIDAL (CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2022	1 116	1 116	372	372	1 116	372	372	0	372	372	372	1 116	0	0	0	0	
3212	CONSEIL REGIONAL DISTRICT BAMAKO(CONTRAT PLAN ETAT REGION)	2020	2022	1 140	1 140	380	380	1 140	380	380	0	380	380	380	1 140	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				125 831	57 260	27 100	21 385	60 774	24 812	24 812	0	21 385	18 017	17 867	57 269	3 427	78	0	3 505	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2381	APPUI CPS SECT IND COMM ART EMPL PROM INVEST PRI	2009	2022	1 462	420	140	140	420	140	140	0	140	140	140	420	0	0	0	0	
2639	PROJET OPERATION STRATEGIE DEVELOPPEMENT SECTEUR AGRO ALIMENTAIRE	2012	2020	584	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2845	REHABILITATION CENTRE MALIEN PROPRIETE INTELLECTUELLE	2016	2022	975	490	190	190	490	190	190	0	190	150	150	490	0	0	0	0	
3160	PROJET D'APPUI A L'OPERATIONNALISATION DU PROGRAMME POUR LE DEVELOPPEMENT A L'EXPORTATION DE LA VIANDE DU MALI	2019	2021	1 559	200	100	100	200	100	0	100	100	100	0	200	0	0	0	0	UNOPS
2619	APPUI AU CERFITEX	2015	2022	3 381	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2957	PROJET D'APPUI FORMALISATION DES ACTEURS DU COMMERCE DE DETAIL	2016	2022	2 204	1 100	300	300	1 100	300	300	0	300	400	400	1 100	0	0	0	0	
3025	CONSTR EQUIPEMENT HOTEL DU COMERCE R+5	2016	2022	5 600	0	0	1 700	2 720	1 700	1 700	0	1 700	720	300	2 720	0	0	0	0	
2241	APPUI AU CARDE INTEGRE	2005	2022	22 822	3 400	1 200	1 200	4 200	2 000	2 000	0	1 200	1 100	1 100	3 400	800	0	0	800	AFD
2108	RESTRUCTURATION MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES	2006	2022	1 692	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
3161	RENFORCEMENT DES CAPACITES DE L'AMAM	2020	2020	200	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				40 479	7 560	2 780	4 480	11 080	5 280	5 180	100	4 480	3 160	2 640	10 280	800	0	0	800	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2395	CONSTRUCTION EQUIPEMENT LYCEES/IFP	2009	2022	17 731	6 000	2 000	2 000	6 000	2 000	2 000	0	2 000	2 000	2 000	6 000	0	0	0	0	
2650	CONTRUCTION EQUIPEMENT IFM AU MALI	2012	2022	2 025	850	300	300	850	300	300	0	300	250	300	850	0	0	0	0	
2688	APPUI PROGRAMME VIGOUREUX ALPHABETISATION	2013	2019	6 395	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2861	PROGRAMME MULTI ACTEURS APPUI PETITES ENFANTS	2015	2020	958	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2935	PROGRAMME PILOTE APPUI ENFANCE BESOINS EDUCATIONS	2016	2021	772	300	150	150	300	150	150	0	150	150	0	300	0	0	0	0	
2973	APPUI EDUCATION BILINGUE DE BASE/BID	2016	2022	13 450	450	200	200	450	200	200	0	200	150	100	450	0	0	0	0	
2378	APPUI CPS SECTEUR EDUCATION	2009	2022	1 000	225	75	75	225	75	75	0	75	75	75	225	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				42 331	7 975	2 875	2 875	7 975	2 875	2 875	0	2 875	2 625	2 475	7 975	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2373	PROJET D'EXTENSION DES INFRACTURES DE L'ENI	2009	2021	2 328	450	250	250	450	250	250	0	250	200	0	450	0	0	0	0	
2444	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POLE UNIVERSITARE SEGOU	2009	2021	5 315	1 300	300	300	1 300	300	300	0	300	500	500	1 300	0	0	0	0	
2769	PROJET D'EQUIPEMENT ENETP	2016	2020	3 550	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2770	REHABILITATION ET EQUIPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE CENOU	2014	2020	2 051	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2859	CONSTRUCTION EQUIPEMENT FACULTE PHARMACIE	2015	2022	5 825	0	0	1 300	3 849	1 300	1 300	0	1 300	2 075	474	3 849	0	0	0	0	
2860	CONSTR/EQUIP 1RE PHASE EXTENS CAMPUS UNIVERST BKO	2015	2020	2 436	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
2871	PROJET REHABILITATION ACADEMIE MALIENNE DES LANGUES	2015	2020	482	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
3036	CONST/EQUIP SALLES DE CLASSE A L'ULSHB	2017	2021	863	750	750	200	750	200	200	0	200	550	0	750	0	0	0	0	
3080	PROJET CONSTRUCTION ENSUP	2019	2022	4 950	0	0	500	4 000	500	500	0	500	2 000	1 500	4 000	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2613	CONSTRUCTION EQUIPEMENT ISH	2011	2020	954	130	130	130	130	130	130	0	130	0	0	130	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				28 754	3 480	2 280	3 530	11 329	3 530	3 530	0	3 530	5 325	2 474	11 329	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA CULTURE*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
3196	PROJET AMENAGEMENT MEMORIAL MODIBO KEITA	2020	2022	600	600	100	100	600	100	100	0	100	200	300	600	0	0	0	0	
3032	PROG CONST/REHAB PARCS PUBLICS ET MONUMENTS AU MALI	2017	2022	1 775	1 000	300	300	1 000	300	300	0	300	350	350	1 000	0	0	0	0	
3033	RENOVATION AMENAG DE LA TOUR DE L'AFRIQUE	2017	2020	1 100	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2358	APPUI CPS CULTURE ET JEUNESSE	2008	2022	1 664	225	75	75	225	75	0	75	75	75	75	225	0	0	0	0	
3034	AMENAGEMENT PYRAMIDE DE SOUVENIR	2017	2021	768	250	175	175	250	175	175	0	175	75	0	250	0	0	0	0	
3053	EQUIPEMENT DU CONSERVATION DES ARTS ET METIERS	2012	2022	2 515	1 050	450	450	1 050	450	450	0	450	300	300	1 050	0	0	0	0	
2816	REHABILITAION MUSE NATIONAL	2017	2019	1 550	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2357	REHABILITATION PALAIS DE LA CULTURE	2008	2020	3 160	380	380	380	380	380	380	0	380	0	0	380	0	0	0	0	
3031	PROJET EQUIPEMENT DU CNCM	2017	2020	2 000	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				15 132	3 855	1 830	1 830	3 855	1 830	1 755	75	1 830	1 000	1 025	3 855	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2278	PROGRAMME NATIONAL PROMOTION JEUNESSE	2007	2022	7 800	0	0	1 000	3 000	1 000	1 000	0	1 000	1 000	1 000	3 000	0	0	0	0	
3110	PROJET APPUI RENFORCEMENT CAPACT JEUNES POUR MEILLEURE INCLUSION DANS LA PAIX AU MALI (PARC-JEUNESSE-MALI)	2018	2020	328	0	0	66	66	66	66	0	66	0	0	66	0	0	0	0	
2699	CONSTRUCTION HOTEL DES SPORT	2013	2021	2 400	0	0	800	1 235	800	800	0	800	435	0	1 235	0	0	0	0	
2896	SECURISATION DU CHAMP HIPPIQUE DE BAMAKO	2017	2020	543	190	190	190	190	190	190	0	190	0	0	190	0	0	0	0	
3054	AMENAGEMENT DES STADES CAN ET ANNEXES	2017	2022	1 758	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2360	RENOVATION DU STADE MODOBO KEITA	2008	2022	3 360	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				16 189	1 840	740	2 606	6 141	2 606	2 606	0	2 606	1 985	1 550	6 141	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2216	REHABILATION EXTENSION INRSP	2007	2022	2 167	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
3192	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE KOULIKORO	2020	2022	600	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2638	CONSTRUCTION CENTRE TELESANTE ET INFOR.MEDICALE	2016	2022	3 815	0	0	800	1 731	800	800	0	800	670	261	1 731	0	0	0	0	
2978	AMELIORATION PLATEAU/ TECHNIQ/ SANTE MARKALA/ KTLA/ KKORO	2017	2022	28 653	17 300	4 800	4 800	17 300	4 800	4 800	0	4 800	6 000	6 500	17 300	0	0	0	0	
3007	CONSTRUCTION EQUIPEMENTS DES HOPITAUX	2017	2022	47 439	35 500	11 000	11 000	35 500	11 000	11 000	0	11 000	12 000	12 500	35 500	0	0	0	0	
2379	APPUI CPS SECT SANTE DEVEL SOCIAL PROMOT FEMME	2009	2022	993	225	75	75	225	75	75	0	75	75	75	225	0	0	0	0	
2061	REHABILATION EXTENSION IOTA	2007	2022	2 717	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
3197	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE GAO	2020	2022	600	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3195	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE MOPTI	2020	2022	600	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
3194	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL SEGOU	2020	2022	600	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3193	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL SIKASSO	2020	2022	600	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2215	REHABILATION EXTENSION HOPITAL KATI	2005	2022	3 126	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
3191	RENOVATION EXTENSION HOPITAL REGIONAL DE KAYES	2020	2022	600	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2212	REHABILATION EXTENSION HPG	2006	2022	3 993	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2214	REHABILATION EXTENSION. HGT	2004	2022	3 776	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2582	AMENAGEMENT/EQUIPEMENT CENTRE LUTTE CONTRE DREPANOCYTOSE	2011	2022	2 335	1 500	500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2759	EXTENSION EQUIPEMENT HOPITAL DU MALI	2014	2022	8 650	0	0	2 500	4 650	2 500	2 500	0	2 500	1 150	1 000	4 650	0	0	0	0	
3006	MISE A NIVEAU LABORATOIRE NATIONAL DE LA SANTE	2017	2022	1 149	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				112 413	61 575	18 725	22 025	67 956	22 025	22 025	0	22 025	22 745	23 186	67 956	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2370	PROGRAMME NATIONAL APPUI FEMMES OPERATRICES ECNOM	2008	2020	1 393	120	120	120	120	120	120	0	120	0	0	120	0	0	0	0	
3002	PROJET REHABILITATION CENTRE LUTTE CONTRE L'EXICSION	2017	2020	1 000	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2433	PROGRAMME D'APPUI DIVERSIFICATION VALORISATION FILIERE PORTEUSE	2009	2021	2 093	250	150	150	250	150	150	0	150	100	0	250	0	0	0	0	
2516	APPUI ORGANISATION PANAFRICAINE DES FEMMES	2010	2020	1 047	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2524	EQUIPEMENT MAISON DE LA FEMME ET ENFANT	2013	2020	1 084	120	120	120	120	120	120	0	120	0	0	120	0	0	0	0	
2434	PROJET LUTTE CONTRE ABANDON DES ENFANTS	2009	2020	974	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2733	CONSTRUCTION EQUIPEMENT POUPONNIERE BAMAKO	2014	2020	1 892	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
3003	APPUI AUTONOMISATION DES FEMMES DANS LES FILIERES AGRO SILVO PASTORAL ET LE KARITE	2017	2022	4 900	358	200	200	2 058	400	400	0	200	100	58	358	200	1 500	0	1 700	BAD
3004	PROJET D'APPUI A LA PROMOTION DES FEMMES RURALES	2017	2022	1 291	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
3005	REHABILITATION CENTRE D'AUTOPROMOTION DES FEMMES	2017	2020	538	140	140	140	140	140	140	0	140	0	0	140	0	0	0	0	
2436	AMENAGEMENT DE LA CITE DES ENFANTS	2009	2020	2 405	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				18 617	2 688	1 730	1 730	4 388	1 930	1 930	0	1 730	550	408	2 688	200	1 500	0	1 700	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
3039	PROJET APPUI REINSERTION SOCIO ECONOMIQUE DES POPULATIONS DU NORD MALI	2017	2021	8 555	160	100	100	3 135	3 075	3 075	0	100	60	0	160	2 975	0	0	2 975	BAD
2429	APPUI PROGRAMME OBSERVATOIRE DEV HUMAIN DURABLE	2009	2022	4 637	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3103	CONST/EQUIP. 6 CENTRES DE PAIEMENT PENSION DISTRICT BKO	2018	2020	600	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				13 792	1 610	750	750	4 585	3 725	3 725	0	750	460	400	1 610	2 975	0	0	2 975	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
1554	PROGRAMME D'URGENCE ROUTIER	2002	2020	3 546	1 500	500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
1833	ENTRETIEN COURANT DES ROUTES	2002	2020	3 546	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
2036	ENTRETIEN DES PISTES CMDT	2005	2020	10 000	2 950	950	950	2 950	950	950	0	950	1 000	1 000	2 950	0	0	0	0	
2482	ACQUISITION REPARATION D'ENGINS LOURDS	2010	2020	1 500	820	250	250	820	250	250	0	250	285	285	820	0	0	0	0	
2749	CONSTRUCTION ROUTE GOUMBOU NARA FRE MAURITANIE	2016	2021	72 200	0	0	0	54 181	17 885	17 885	0	0	0	0	0	17 885	29 037	7 259	54 181	BID
2802	AMENAGEMENT 2X2 VOIES SECTION ROUTE SEGOU SAN 7KM	2014	2018	40 000	0	0	0	3 482	3 482	3 482	0	0	0	0	0	3 482	0	0	3 482	B.O.A.D
2812	CONSTRUCTION 4EME PONT DE BAMAKO	2017	2020	170 000	170 000	170 000	3 000	122 000	3 000	3 000	0	3 000	51 000	68 000	122 000	0	0	0	0	
2945	CONSTRUCTION 2EME PONT DE KAYES (600ML)	2016	2020	75 000	0	0	9 000	20 191	9 000	9 000	0	9 000	11 191	0	20 191	0	0	0	0	
2948	CONSTRUCTION BTUMAGE MACINA-DIAFARABE-TENENKOU	2016	2021	35 000	0	0	200	6 034	200	200	0	200	4 000	1 834	6 034	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2980	CONSTR. BITUMAGE ROUTE ZANTIEBOUGOU-KOLONDIEBA FRE RCI	2016	2020	60 000	0	0	0	16 428	10 428	10 428	0	0	0	0	0	10 428	4 000	2 000	16 428	BAD UE
3012	CONST/BITUMAGE DE LA ROUTE KAYES KENIEBA (250KM)	2017	2020	44 193	0	0	10 000	17 557	10 000	10 000	0	10 000	7 557	0	17 557	0	0	0	0	
3013	CONST SECTION KANGABA DIALAFOUNDO FRONTIERE GUINEE (50KM)	2017	2020	19 788	0	0	3 000	8 668	3 000	3 000	0	3 000	5 668	0	8 668	0	0	0	0	
3014	CONSTRUCTION VOIE CEINTURE OUEST KOULIKORO (13,6 KM)	2017	2020	26 500	0	0	1 500	7 879	1 500	1 500	0	1 500	6 379	0	7 879	0	0	0	0	
3015	AMENAG VOIE KOULOUBLENI LONGUE DE 5 KM COMMUNE RURALE KALAMBAN KORO	2017	2019	6 600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3016	CONST/BITUMAGE ROUTE BANCONI DIALOKORODJI SAFO DABANI NOMSOMBOUGOU	2017	2020	28 187	0	0	2 700	15 114	2 700	2 700	0	2 700	12 414	0	15 114	0	0	0	0	
3017	CONST SECTION YANFOLILA KALANA FRONTIERE GUINEE(52KM)	2017	2020	19 379	0	0	8 500	8 500	8 500	8 500	0	8 500	0	0	8 500	0	0	0	0	
3018	AMENAGEMENT DE LA BRETELE KATELE KADIOLO, 4 KM DE VOIRIES DANS LA LOCALITE DE KADIOLO ET 101 KM DE ROUTE DE TERRE DANS LE CERCLE DE KOUTIALA	2017	2020	88 434	0	0	8 000	14 978	8 000	8 000	0	8 000	6 978	0	14 978	0	0	0	0	
3019	BITUMAGE DE LA ROUTE BAROUELI TAMANI (30,5KM)	2017	2018	8 000	0	0	200	483	200	200	0	200	283	0	483	0	0	0	0	

MINISTERE	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
3020	AMENAGEMENT. 2X2 VOIES 3EME PONT. RN6. CONSTRUCT. ECHANG. REHAB. SECT TOUR AFRIQUE-YIRIMADIO-RN6	2017	2020	28 600	0	0	8 500	17 120	8 500	8 500	0	8 500	8 620	0	17 120	0	0	0	0	
3078	TRAVAUX DE REHABILITATION DE LA ROUTE BKO KATI KOLOKANI DIDIENI DIEMA SANDARE KAYES DIBOLI	2019	2021	78 000	0	0	15 000	56 177	15 000	15 000	0	15 000	20 000	21 177	56 177	0	0	0	0	
3099	AMENAG. TRAVERSEE VILLE DE SIKASSO	2018	2020	20 520	0	0	300	12 300	12 300	12 300	0	300	0	0	300	12 000	0	0	12 000	B.O.A.D BOAD
3180	CONSTRUCTION/REHABILITATION DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE (RTS)-PHASE I	2020	2022	70 400	0	0	0	70 400	14 080	14 080	0	0	0	0	0	14 080	35 200	21 120	70 400	BAD UE
3190	CONSTRUCTION BUTIMAGE DE LA ROUTE KAYES-AOUROU-FR MAURITANIE	2020	2022	76 500	0	0	0	56 260	7 300	7 300	0	0	0	0	0	7 300	30 600	18 360	56 260	BID
3201	RECONSTRUCTION DE LA ROUTE SEVARE - GAO	2019	2022	232 328	53 000	53 000	1 000	38 100	1 000	1 000	0	1 000	15 900	21 200	38 100	0	0	0	0	
1900	REPARATION ACQUISITION BACS	2003	2019	4 918	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
2567	PROJET CONSTRUCTION/EQUIPEMENT INSPECTION EQUIPEMENT TRANSPORT	2011	2020	850	350	350	350	350	350	350	0	350	0	0	350	0	0	0	0	
3176	PROJET CONSTRUCTION VIADUC AMANAGEMENT 10 KM DE VOIERIES URBAINES DANS LA VILLE DE SIKASSO	2019	2020	23 691	0	0	1 000	21 690	9 000	9 000	0	1 000	3 297	1 893	6 190	8 000	5 000	2 500	15 500	BOAD

MINISTERE	*MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2376	APPUI CPS SECT EQUIPEMENT TRANSPOTRS COMMUNICATION	2008	2021	950	225	75	75	225	75	75	0	75	75	75	225	0	0	0	0	
2252	CONTRAT PLAN ETAT CNREX BTP	2007	2022	1 960	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3056	CONTRAT PLAN ETAT - IGM	2016	2021	3 810	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3154	CONSTRUCTION EQUIPEMENT AGEROUTE	2020	2023	400	400	400	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
2449	REHABILITATION EQUIPEMENT INFP/BTP	2009	2021	1 627	550	150	150	550	150	150	0	150	200	200	550	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				1 256 427	232 295	226 475	75 375	576 837	148 550	148 550	0	75 375	156 197	117 014	348 586	73 175	103 837	51 239	228 251	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
3119	PROJET AMENAGEMENT PARCS TIENFALA	2018	2021	3 500	900	450	450	1 350	450	450	0	450	450	450	1 350	0	0	0	0	
2048	AMENAGEMENT/PROTECTION DES BERGES DU FLEUVE NIGER	2005	2020	2 350	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2284	DRAGAGE/PROTECTION BERGES DE DIAFARABE	2007	2021	18 200	1 900	650	650	1 900	650	650	0	650	650	600	1 900	0	0	0	0	
2348	APPUI CPS SECTEUR EAU/ENV/URBANISME DOMAINES ETAT	2008	2021	670	320	120	120	320	120	120	0	120	100	100	320	0	0	0	0	
2420	ETUDE AMENAG/EQUIP STATION EPURATION OUVRAG CONNEX	2009	2021	4 500	2 150	750	750	2 150	750	750	0	750	700	700	2 150	0	0	0	0	
2425	RENFORCEMENT DES CAPACITES DU MEA	2009	2020	995	150	150	150	150	150	150	0	150	0	0	150	0	0	0	0	
2490	EXPLOITAT INSFRASTRUCTURES ASSAINISSEMENT SOTUBA	2010	2020	1 657	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
2535	PROGRAMME DE DEVELOP DURABLE DELTA INTERIEUR NIGER	2010	2021	7 200	600	300	300	3 600	3 300	3 300	0	300	300	0	600	3 000	0	0	3 000	Suède
2689	ALLIANCE GLOBALE CHANGEMENT CLIMATIQUE/UE	2013	2021	6 229	360	120	120	3 506	1 353	1 353	0	120	120	120	360	1 233	1 476	437	3 146	UE

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2771	ADAPTATION CHANGEMENT CLIMATIQUE LOCAL FENU	2015	2021	900	120	60	60	120	60	60	0	60	60	0	120	0	0	0	0	
2772	GESTION RESSOURCES NATURELLES CHANGEMENT CLIMATIQUES IDA	2014	2020	10 700	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2853	PROJET GRANDE MURAILLE VERTE DU MALI	2015	2021	1 300	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2920	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE AEDD	2016	2020	1 800	400	400	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
2921	REHABILITATION ECONOMIQUE ENVIRONNEMENT FLEUVE NIGER	2016	2020	36 000	550	150	150	6 166	3 186	3 186	0	150	200	200	550	3 036	2 580	0	5 616	B.M. BM
3100	PROJET D'APPUI A LA COORDINATION DES INITIATIVES LIEES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE/AEDD	2018	2021	1 200	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
3101	PROJET ASSAINISSEMENT VILLE DE BAMAKO	2018	2020	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3149	CONSTRUCTION EQUIPEMENT SIEGE ABFN	2020	2022	1 500	1 500	1 500	250	1 500	250	250	0	250	700	550	1 500	0	0	0	0	
3182	PROGRAMME INTEGRE DE DEVELOPPEMENT ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LE BASSIN DU NIGER (PIDACC/BN)	2020	2022	13 222	0	0	0	10 664	3 500	3 500	0	0	0	0	0	3 500	3 335	3 829	10 664	BAD

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
719	ELABORATION PLANS AMENAGEMENT GESTION MASSIFS FORESTIERS MALI	2002	2020	3 100	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
1884	CONSERVATION VALORISATION BIODIVERSITE ELEPHANTS GOURMA	2005	2020	6 390	200	100	100	200	100	100	0	100	100	0	200	0	0	0	0	
2509	APPUI SYSTEME D'INFORMATION FORESTIER SIFOR	2010	2020	1 567	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2690	EXTENSION/RENFORCEMENT SYSTEME AIRES PROTEGES	2013	2019	300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
3148	PROMOTION DES CHAINES DE VALEUR AGRICOLE (GEDEFOR III)	2020	2022	11 983	860	260	260	5 327	3 260	3 260	0	260	300	300	860	3 000	1 467	0	4 467	Suisse
3152	PROG REBOISEMENT INTENSIF RECONSTRUCTION ECOSYSTEMES FOREST MALI	2020	2022	420	420	140	140	420	140	140	0	140	140	140	420	0	0	0	0	
1801	PROJET CURAGE CANIVEAUX ASSAIN.DISTRICT BKO	2012	2021	2 116	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
2054	PROJ. CONSTRUCTION DECHARGE COMPACTEE NOUMOUBOUGOU	2016	2021	19 000	2 250	750	750	2 250	750	750	0	750	750	750	2 250	0	0	0	0	
2737	PROGRAMME URGENCE ASSAINISSEMENT	2014	2021	1 200	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
3150	CONSTRUCTION DU SIEGE DE LA DNACPN	2020	2022	1 956	1 900	1 900	300	1 900	300	300	0	300	900	700	1 900	0	0	0	0	
2192	PROJET REHABILITATION CENTRE FORMATION TABACORO	2006	2020	838	190	190	190	190	190	190	0	190	0	0	190	0	0	0	0	
2261	PROGRAMME REGIONAL MASSIF FOUTA DJALLON	2007	2020	3 000	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
2923	ELIMINATION PREVENTION PESTICIDE OBSELETS	2015	2020	9 600	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				173 493	20 020	10 340	7 490	47 363	21 259	21 259	0	7 490	6 920	6 060	20 470	13 769	8 858	4 266	26 893	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2130	PROGRAMME D'URGENCE AEP MILIEU RURAL	2017	2020	15 624	7 500	2 500	2 500	7 500	2 500	2 500	0	2 500	2 500	2 500	7 500	0	0	0	0	
2131	ETUDE ARCHITECTURALE CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE HYDRAULIQUE	2010	2020	2 150	1 675	300	300	1 675	300	300	0	300	620	755	1 675	0	0	0	0	
2575	PROJET AEP BAMAKO A KABALA	2012	2021	195 754	0	0	500	67 907	37 532	37 532	0	500	500	0	1 000	37 032	29 875	0	66 907	AFD BAD
2577	PROGRAMME NL MOBILISATION RESSOURCE EN EAU 1 2 5 6 REGIONS	2011	2020	18 695	150	150	150	2 880	2 880	2 880	0	150	0	0	150	2 730	0	0	2 730	KfW
2931	PROGRAMME COMMUN D'APPUI A LA GIRE	2016	2020	7 800	200	200	200	2 638	2 638	2 638	0	200	0	0	200	2 438	0	0	2 438	Pays-Bas
2996	PROJET AEP ET ACCOMPAGNEMENT CENTRES SEMI URBAINS ET RURAUX	2016	2021	47 952	900	200	200	24 580	11 063	11 063	0	200	300	400	900	10 863	10 417	2 400	23 680	KfW
3082	PROG. SAOUDIEN DE FORAGES-PUITS ET DEVELOP. RURAL EN AFRIQUE PHASE 5	2018	2021	5 145	240	80	80	4 128	2 240	2 240	0	80	80	80	240	2 160	1 728	0	3 888	FSD
3132	PROJET APPUI CONNAISSANCE & SUIVI RESSOURCE EN EAU (PACS-RE)	2018	2022	6 794	300	100	100	5 482	3 467	3 467	0	100	100	100	300	3 367	1 245	570	5 182	KFW. KfW
2869	PROJET SYSTEME HYBRIDE ELECTRIFICATION RURALE	2015	2020	25 000	1 120	560	560	14 120	13 560	13 560	0	560	560	0	1 120	13 000	0	0	13 000	BM Fonds Abou Dabi

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2953	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ENERGIE BIOCARBURANT	2016	2020	7 800	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
3109	PROGRAMME D'URGENCES SOCIALES ACCES A L'ENERGIE/ CONSTRUCTION CENTRALE SOLAIRE	2018	2020	29 202	25 000	25 000	2 250	12 250	2 250	2 250	0	2 250	5 000	5 000	12 250	0	0	0	0	
3116	PRODUCTION HYBRIDE ET ACCES RURALE A L'ELECTRICITE (PHARE)	2018	2020	26 889	0	0	0	13 000	6 500	6 500	0	0	0	0	0	6 500	6 500	0	13 000	AFD UE
3117	PROJET ENERGIE SOLAIRE POUR LE DEVELOPPMENT RURAL AU MALI	2018	2020	13 800	0	0	0	9 155	4 000	4 000	0	0	0	0	0	4 000	5 155	0	9 155	BID
3181	PROJET AMELIORATION SECTEUR ELECTRICITE AU MALI	2019	2023	75 000	0	0	0	50 500	2 000	2 000	0	0	0	0	0	2 000	34 500	14 000	50 500	AFD
2668	PROJET CONSTRUCTION CENTRE NATIONAL CONDUITE DEDOUBLEMENT. CAPACITE. CENTRALE SOTUBA	2016	2021	35 869	0	0	5 000	16 000	10 000	10 000	0	5 000	6 000	0	11 000	5 000	0	0	5 000	BOAD
2999	PROJET CONSTRUCTION LIAISON DOUBLE TERNE SIKASSO BOUGOUNI BAMAKO	2016	2021	80 700	0	0	0	500	500	500	0	0	0	0	0	500	0	0	500	BID
1664	ENTRETIEN CHENAL NAVIGABLE FLEUVE NIGER	2002	2021	3 885	300	150	150	300	150	150	0	150	150	0	300	0	0	0	0	
2838	PROJET GESTION INTEGREE RESSOURCES EN EAU. DEVELOPPEMENT USAGES MULTIPLES. BASSIN FLEUVE SENEGAL PHASE II	2014	2020	30 114	600	300	300	600	300	300	0	300	300	0	600	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2954	FONDS D'ETUDE DES PROJETS SECTEUR ENERGIE EAU	2015	2021	2 176	900	250	250	900	250	250	0	250	300	350	900	0	0	0	0	
3048	PROJET ELECT. 32 LOCALITES RURALES PAR SYSTEME HYBRIDE	2017	2020	11 800	150	150	150	7 150	3 650	3 650	0	150	0	0	150	3 500	3 500	0	7 000	BADEA Fonds Abou Dabi
2998	PROJET HYDRAULIQUE ASSAINISSEMENT MILIEU RURAL (BID-UEMOA)	2016	2019	6 855	150	150	150	1 312	1 312	1 312	0	150	0	0	150	1 162	0	0	1 162	BID
3162	PROGRAMME DAPPUI AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT (3 EME PHASE)	2020	2026	7 860	150	50	50	150	50	50	0	50	50	50	150	0	0	0	0	UE
2739	APPUI CELLULE SUIVI DES INTERCONNEXIONS	2014	2021	1 734	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2529	CONTRAT PLAN ETAT LNE	2016	2020	3 140	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2010	RENFORCEMENT INFRASTRUCTURES NATIONALES DE RADIOPROTECTION	2011	2019	1 980	140	140	140	140	140	140	0	140	0	0	140	0	0	0	0	
2499	PROJET ETUDE FAISABILITE LABORATOIRE BIOCARBURANT	2010	2020	950	90	90	90	90	90	90	0	90	0	0	90	0	0	0	0	
1730	ETUDES AMENAGEMENT BARRAGE DE TAOUSSA	2010	2021	144 557	0	0	2 000	69 703	8 572	8 572	0	2 000	2 500	3 000	7 500	6 572	24 475	31 156	62 203	AFD FSD

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2789	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES	2015	2020	1 500	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				810 725	41 215	31 220	15 970	314 310	116 794	116 794	0	15 970	19 360	12 635	47 965	100 824	117 395	48 126	266 345	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
3188	PROJET DE GOUVERNANCE DU SECTEUR DES MINES	2019	2022	20 000	0	0	0	7 000	1 000	1 000	0	0	0	0	0	1 000	2 500	3 500	7 000	BM
2840	CARTOGRAPHIE AU 1/50000 IEME	2015	2022	6 384	4 400	1 400	1 400	4 400	1 400	1 400	0	1 400	1 500	1 500	4 400	0	0	0	0	
2377	APPUI CPS SECTEUR MINES ET ENERGIE	2009	2022	1 257	225	75	75	225	75	75	0	75	75	75	225	0	0	0	0	
2228	PROMOTION DE NOUVELLES ZONES PETROLIERES	2007	2022	3 383	1 500	500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
2496	EQUIPEMENT DU PDRM	2010	2021	3 315	800	400	400	800	400	400	0	400	400	0	800	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				34 339	6 925	2 375	2 375	13 925	3 375	3 375	0	2 375	2 475	2 075	6 925	1 000	2 500	3 500	7 000	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE LA COMMUNICATION*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2740	CONTRAT PLAN ETAT ANCD	2016	2022	1 966	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
2573	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT BUREAUX REGIONAUX AMAP	2011	2021	4 038	750	750	300	750	300	300	0	300	450	0	750	0	0	0	0	
2926	PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DE LA POSTE	2015	2022	2 675	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	
3156	RENFORCEMENT INFRASTRUCRE ORTM/ NUMERISATION DES ARCHIVES DE L'ORTM	2020	2022	1 500	1 500	500	500	1 500	500	500	0	500	500	500	1 500	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				10 179	3 900	1 800	1 350	3 900	1 350	1 350	0	1 350	1 500	1 050	3 900	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA PROSPECTIVE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2866	PROJET CONNEXION COMMUNES/ ECOLES A INTERNET	2016	2022	1 336	7 600	7 200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				1 336	7 600	7 200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES DOMAINES ET DES AFFAIRES FONCIERES*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2907	MISE EN OEUVRE REFORME FONCIERE SECURISE	2016	2022	11 832	6 600	2 200	2 200	6 600	2 200	2 200	0	2 200	2 200	2 200	6 600	0	0	0	0	
3081	PROJET APPUI COMMUNES URBAINES DU MALI (PACUM)	2012	2019	42 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2768	RENFORCEMENT CAPACITES DOMAINES AFFAIRES FONCIERES URBANISME	2015	2020	790	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
3153	CONSTRUCTION EQUIPEMENT BUREAUX DOMAINES ET CADASTRES KATI	2020	2022	1 000	1 000	1 000	300	1 000	300	300	0	300	400	300	1 000	0	0	0	0	
1995	CONSTRUCTION DIRECTION NATIONALE. REGIONALES CADASTRE	2017	2022	7 400	0	0	1 500	3 314	1 500	1 500	0	1 500	1 007	807	3 314	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				63 022	7 800	3 400	4 200	11 114	4 200	4 200	0	4 200	3 607	3 307	11 114	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		*MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT ET DU LOGEMENT SOCIAL*																	
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
1582	ELABORATION/REV. SCHEMA D'AMENGE. VILLE	1999	2022	5 707	850	300	300	850	300	300	0	300	300	250	850	0	0	0	0	
2882	PROGRAMME CONSTRUCTION 50000 LOGEMENTS SOCIAUX	2015	2022	32 000	15 000	5 000	5 000	15 000	5 000	5 000	0	5 000	5 000	5 000	15 000	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				37 707	15 850	5 300	5 300	15 850	5 300	5 300	0	5 300	5 300	5 250	15 850	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2460	APPUI MISE EN OEUVRE SCHEMA DIRECTEUR STATISTIQUE	2012	2022	4 261	1 425	475	475	1 425	475	475	0	475	475	475	1 425	0	0	0	0	
2477	PROJET D'APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE L'INSTAT	2010	2022	4 400	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2825	APPUI INSTITUTIONNEL AU MPATP	2015	2020	796	80	80	80	80	80	80	0	80	0	0	80	0	0	0	0	
3177	PROGRAMME FORMAT PERFECTIONNEMENT AGENTS MPAT	2020	2022	295	295	95	95	295	95	95	0	95	100	100	295	0	0	0	0	
3178	APPUI MISE EN OEUVRE CERCAP	2020	2020	50	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	
2826	APPUI RENFORCEMENT MISE EN OEUVRE DISPOSITF INSTITUTIONNEL JURIDIQUE	2016	2022	3 230	1 260	420	420	1 260	420	420	0	420	420	420	1 260	0	0	0	0	
2064	APPUI A LA GEST. DE LA POLITIQUE NATION.POPULATION	2004	2022	2 745	690	230	230	690	230	230	0	230	230	230	690	0	0	0	0	
2938	PROGRAMME AUTONOMISATION DES FEMMES DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE	2015	2020	23 428	95	95	95	2 134	2 134	2 134	0	95	0	0	95	2 039	0	0	2 039	BM
2824	APPUI CENTRE DE FORMATION EN STATISTIQUE/INSTAT	2015	2020	371	50	50	50	50	50	50	0	50	0	0	50	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2863	CONSTRUCTION/EQUIPEMENT SIEGE INSTAT	2015	2020	6 300	0	0	1 750	1 750	1 750	1 750	0	1 750	0	0	1 750	0	0	0	0	
3047	CONSTRUCTION EQUIPEMENT CENTRE PERFECT INSTAT	2017	2021	3 000	1 645	1 645	1 000	1 645	1 000	1 000	0	1 000	645	0	1 645	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				48 876	6 790	3 540	4 645	10 579	6 684	6 684	0	4 645	2 270	1 625	8 540	2 039	0	0	2 039	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2290	PROGRAMME NATIONAL DE PLUIES PROVOQUEES	2016	2022	28 609	4 200	1 400	1 400	4 200	1 400	1 400	0	1 400	1 400	1 400	4 200	0	0	0	0	
2565	PROJET CONSTRUCTION ENTREPOT DU MALI AU BENIN	2011	2021	2 267	685	300	300	685	300	300	0	300	385	0	685	0	0	0	0	
3155	CONTRAT/PLAN ETAT COMANAV	2015	2020	2 179	930	300	300	930	300	300	0	300	300	330	930	0	0	0	0	
2310	CONSTRUCTION ENTREPOTS DU MALI EN COTE D'IVOIRE	2013	2021	4 511	0	0	700	1 709	700	700	0	700	1 009	0	1 709	0	0	0	0	
3011	REHABILITATION RESEAU D'OBSERVATION METEOROLOGIQUE DU MALI	2017	2022	830	450	250	250	450	250	250	0	250	200	0	450	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				38 396	6 265	2 250	2 950	7 974	2 950	2 950	0	2 950	3 294	1 730	7 974	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE
(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE		*MINISTERE DE LA PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT PRIVE DES PETITES & MOYENNES ENTREPRISES & DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2779	APPUI AGENCE MALIENNE NORMALISATION PROMOTION QUALITE	2014	2019	150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2755	APPUI A LA LOI ORIENTATION SECTEUR PRIVE	2014	2022	882	400	200	200	400	200	200	0	200	100	100	400	0	0	0	0	
2603	APPUI MISE PLACE REFORMES ETAT SECTEUR PRIVE	2011	2022	2 170	400	200	200	400	200	200	0	200	100	100	400	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				3 202	800	400	400	800	400	400	0	400	200	200	800	0	0	0	0	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*MINISTERE DE L'AGRICULTURE*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
1977	PROGRAMME COMPETITIVITE DIVERSIFICATION AGRICOLE PCDA	2006	2020	26 892	400	400	400	400	400	400	0	400	0	0	400	0	0	0	0	
2250	CONTRAT PLAN ETAT/OHVN	2014	2022	3 056	1 140	380	380	1 140	380	380	0	380	380	380	1 140	0	0	0	0	
2687	CONTRAT PLAN ETAT /OFFICE DEVELOPPEMENT RURAL SELINGUE	2017	2022	2 182	1 140	380	380	1 140	380	380	0	380	380	380	1 140	0	0	0	0	
2709	ADAPTATION AGRICULTURE ELEVAGE CHANGEMENT CLIMATIQUE	2018	2022	4 536	470	170	170	4 087	2 064	2 064	0	170	150	150	470	1 894	894	829	3 617	Norvège
2800	PROGRAMME PRODUCTIVITE AGRICOLE AFRIQUE OUEST (WAPP) II	2014	2020	33 500	450	450	450	450	450	450	0	450	0	0	450	0	0	0	0	
2807	PROJ. RENFORC.SECU. ALIMENT. DVPT CULT IRRIG (PRESA-DCI)	2015	2021	29 575	900	300	300	6 900	6 300	6 300	0	300	600	0	900	6 000	0	0	6 000	BAD
2809	PROJ RENFORC. SECU. ALIMENT. NUTRIT REGION KOULIKORO (PRESAN-KL)	2015	2021	27 612	600	200	200	4 600	4 200	4 200	0	200	400	0	600	4 000	0	0	4 000	BAD
2849	RECENSEMENT GENERAL AGRICOLE ELEVAGE & PECHE	2015	2021	10 500	700	350	350	700	350	350	0	350	350	0	700	0	0	0	0	
2856	CONTRAT PLAN ETAT /OPIB	2015	2022	3 605	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'AGRICULTURE*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2918	CONTRAT PLAN ETAT ADRS	2015	2022	1 900	1 050	350	350	1 050	350	350	0	350	350	350	1 050	0	0	0	0	
2966	ETUDE PROJET DEVELOPPEMENT RURAL DU KAARTA/SEFETO	2016	2021	943	400	200	200	400	200	200	0	200	200	0	400	0	0	0	0	
3001	PROJET DEVELOPPEMENT RURAL SOKE1 (PADER-S1)	2016	2021	15 759	0	0	1 000	2 979	1 000	1 000	0	1 000	1 979	0	2 979	0	0	0	0	
3009	PROJET MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE	2004	2022	7 436	855	285	285	855	285	285	0	285	285	285	855	0	0	0	0	
3010	NOUVEAUX PROJETS BSI	2019	2020	130 173	113 555	113 555	54 232	54 232	54 232	54 232	0	54 232	0	0	54 232	0	0	0	0	
3043	OFFICE RIZ MOPTI	2003	2021	2 452	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
3112	PROJET D'APPUI REGIONAL A L'INITIATIVE D'IRRIGATION DANS LE SAHEL (PARIS)	2018	2024	17 858	800	250	250	14 000	3 250	3 250	0	250	250	300	800	3 000	5 000	5 200	13 200	BM
3118	IPRODI PROGRAMME MALI NORD	2018	2022	17 207	994	250	250	10 562	3 431	3 431	0	250	372	372	994	3 181	3 387	3 000	9 568	KfW
3144	PROJET D'EXTENSION DES AMENAGEMENTS DE LA PLAINES DE SAN/ PROG DVPT RURAL ET S.A	2019	2022	11 221	1 800	1 800	300	7 332	5 398	5 398	0	300	697	500	1 497	5 098	737	0	5 835	Lux-Dév

MINISTERE	MINISTERE DE L'AGRICULTURE

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
3166	PROJET FINANCEMENT INCLUSIF DES FILIERES AGRICOLES(INCLUSIF) AU MALI	2019	2022	58 025	700	150	150	27 767	10 943	10 943	0	150	250	300	700	10 793	10 793	5 481	27 067	FIDA
3168	CONTRAT PLAN OFFICE DU NIGER	2019	2023	21 798	12 700	4 750	4 750	12 700	4 750	4 750	0	4 750	4 145	3 805	12 700	0	0	0	0	
3169	CONSTRUCTION SIEGE DE L'INSTITUT DU SAHEL	2020	2022	2 706	2 706	2 706	600	2 706	600	600	0	600	1 100	1 006	2 706	0	0	0	0	
3170	TRAVAUX AMENAGEMENT DE 250 HA DE LA PLAINE DE TOGOBERE	2020	2022	2 800	2 800	2 800	500	2 800	500	500	0	500	1 000	1 300	2 800	0	0	0	0	
3186	PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE ET DE RESILIENCE CLIMATIQUE DANS LES PLAINES DU DELTA 2 (PDIR-PD2)	2018	2020	1 396	0	0	0	597	597	597	0	0	0	0	0	597	0	0	597	BAD
2684	PROJET DEVELOPPEMENT INTEGRE KITA PHASE 2	2013	2021	14 455	440	250	250	5 638	3 750	3 750	0	250	190	0	440	3 500	1 698	0	5 198	BID
2916	PROGRAMME DE RENFORCEMENT RESILIENCE SECURITE ALIMENTAIRE (PRIA)	2014	2021	24 945	600	250	250	9 418	5 168	5 168	0	250	350	0	600	4 918	3 900	0	8 818	BID
2917	PROJET RENFORCEMENT RESILIENCE AU SAHEL (P2RS)	2015	2021	31 294	1 650	750	750	10 333	5 842	5 842	0	750	900	0	1 650	5 092	3 591	0	8 683	B.A.D BAD
3008	OFFICE DU MOYEN BANI	2017	2022	1 715	900	300	300	900	300	300	0	300	300	300	900	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'AGRICULTURE*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
3113	PROJET DEVELOPPEMENT FERME RIZICOLE SABE	2018	2022	1 992	2 962	1 581	200	1 581	200	200	0	200	600	781	1 581	0	0	0	0	
3127	PROJET D'APPUI A LA COMPETITIVITE AGRO-INDUSTRIELLLE AU MALI (PACAM)	2017	2022	17 500	0	0	0	8 271	5 026	0	5 026	0	0	0	0	5 026	2 994	251	8 271	BM
3134	PROJET DVPT AGRICULTURE ZONES ARIDE DU MALI	2018	2023	33 667	0	0	0	25 000	6 000	6 000	0	0	0	0	0	6 000	9 000	10 000	25 000	B.M. BM
3136	PROJET APPUI FILIERES ANACARDE AU MALI	2016	2020	9 348	0	0	0	3 000	3 000	3 000	0	0	0	0	0	3 000	0	0	3 000	AECDI
3183	Projet N'Debougou Phase IV	2019	2023	26 238	0	0	0	15 744	3 936	3 936	0	0	0	0	0	3 936	5 248	6 560	15 744	KfW
3184	PROJET PRODUCTIVITE DE L'EAU A L'OFFICE DU NIGER (PRODEAU)	2020	2022	3 280	0	0	0	3 014	326	326	0	0	0	0	0	326	1 499	1 189	3 014	Pays-Bas
3185	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'OFFICE DU NIGER (PADON) PHASE II	2020	2022	4 592	0	0	0	4 592	4 592	4 592	0	0	0	0	0	4 592	0	0	4 592	AFD
2480	PROGRAMME DEVELOPPEMENT IRRIGATION AU MALI	2010	2022	122 467	5 000	2 500	2 500	22 120	11 140	11 140	0	2 500	1 700	800	5 000	8 640	5 930	2 550	17 120	BAD
3130	PROJET AMENAGEMENT PROXIMITE RENFORCEMENT RESILIENCE COMMUNAUTES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (PAPR2C3)	2019	2023	44 551	600	100	100	600	100	100	0	100	250	250	600	0	0	0	0	

MINISTERE	*MINISTERE DE L'AGRICULTURE*																			
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
3133	PROJET APPUI IRRIGATÂ° PROXIMITE (IPRO) GAO ET MENAKA	2019	2021	11 151	0	0	0	7 434	3 717	3 717	0	0	0	0	0	3 717	3 717	0	7 434	KfW
3171	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DFM DRH MINISTERE AGRICULTURE	2020	2022	1 995	1 995	1 995	800	1 995	800	800	0	800	800	395	1 995	0	0	0	0	
2380	APPUI CPS SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL	2009	2022	1 384	300	100	100	300	200	200	0	100	100	100	300	0	0	0	0	
2571	PROJET APPUI MISE EN OEUVRE ENQUETE AGRICOLE CONJONCTURE (EAC)	2011	2022	3 614	1 200	400	400	1 200	400	400	0	400	400	400	1 200	0	0	0	0	
2765	PROJET AMELIORATION PRODUCTIVITE AGRICOLES SS EXPOIT AFR SUD SAHARIEN	2013	2020	7 870	80	80	80	1 414	1 414	1 414	0	80	0	0	80	1 334	0	0	1 334	BID
3167	OFFICE RIZ SEGOU - CONTRAT PLAN	2020	2022	1 140	1 140	380	380	1 140	380	380	0	380	380	380	1 140	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				796 330	163 127	139 112	72 307	283 191	156 951	151 925	5 026	72 307	19 558	13 234	105 099	84 644	58 388	35 060	178 092	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2200	CONTRAT PLAN LABORATOIRE CENTRALE VETERINAIRE ETAT	2011	2022	1 459	600	200	200	600	200	200	0	200	200	200	600	0	0	0	0	
2798	PROG. DVPT INT RESS. ANIM. ET AQUACOLES AU MALI (PDIRAAM)	2016	2021	13 722	350	200	200	11 227	6 308	6 308	0	200	200	0	400	6 108	4 719	0	10 827	BID
3138	PROJET APPUI DVPT ELEVAGE AU MALI (PADEL-M)	2019	2024	34 800	900	200	200	19 900	6 200	6 200	0	200	300	400	900	6 000	7 000	6 000	19 000	B.M. BM
3164	OFFICE DEVELOPPEMNT PECHE ET AQUACULTURE DELTAT INTERIEUR DU NIGER	2020	2022	450	450	150	150	450	150	150	0	150	150	150	450	0	0	0	0	
3172	PROJET DE DEVELOPPMENT DURABLE DES EXPLOITANTS PASTORALES AU SAHEL MALI (PDDEPS-MALI)	2019	2023	20 897	900	200	200	16 900	6 800	6 800	0	200	300	400	900	6 600	4 700	4 700	16 000	BID
1885	PROGRAMME DVPT INTEGRE ZONE ONDY/ MADINA DIASSA	2003	2020	1 698	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
2201	ETUDE TRANSFORMATION SOUS PRODUITS D'ABATTAGE	2007	2022	4 248	1 400	1 400	250	1 400	250	250	0	250	500	650	1 400	0	0	0	0	
2402	CONSTRUCTION MARCHE MODERNE POISSONS DE BAMAKO	2009	2020	2 805	300	300	300	300	300	300	0	300	0	0	300	0	0	0	0	
2799	PROJET REGIONAL APPUI PASTORALISME AU SAHEL (PRAPS)	2016	2021	24 105	425	150	150	5 425	3 150	3 150	0	150	275	0	425	3 000	2 000	0	5 000	BM

MINISTERE	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
3000	APPUI CENTRE NATIONAL INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE	2017	2022	2 370	1 440	680	680	1 440	680	680	0	680	380	380	1 440	0	0	0	0	
3055	PROGRAMME QUINQUENNAL AMENAGEMENT AQUOCOLES	2008	2021	14 000	250	250	250	250	250	250	0	250	0	0	250	0	0	0	0	
3083	PROJET APPUI AU RENFORCEMENT DE L'ELEVAGE ET DE L'ECONOMIE PASTORALE DANS LA REGION DE KOULIKORO	2019	2021	5 163	100	50	50	3 588	2 254	2 254	0	50	50	0	100	2 204	1 284	0	3 488	Belgique
3174	ETUDE DEVELOPPMENT VALORISATION PRODUCTION LAITIERE AU MALI	2020	2024	9 000	750	250	250	750	250	250	0	250	250	250	750	0	0	0	0	
3137	PROJET APPUI FILIERE HALIEUTIQUE AU MALI	2016	2021	5 248	0	0	0	1 334	1 047	1 047	0	0	0	0	0	1 047	287	0	1 334	UE
3173	PROJET APPUI CONTROLE SURVEILLANCE EPIZOOTIES	2020	2022	100	100	100	100	100	100	100	0	100	0	0	100	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				140 065	8 065	4 230	3 080	63 764	28 039	28 039	0	3 080	2 605	2 430	8 115	24 959	19 990	10 700	55 649	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE	*COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE*																		
		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
3139	LUTTE CONTRE INSECURITE ALIMENTAIRE ET MALNUTRITION	2017	2021	4 264	0	0	0	1 975	1 213	1 213	0	0	0	0	0	1 213	762	0	1 975	Belgique
3187	PROGRAMME DE SOUTIEN AU DISPOSITIF NATIONAL DE SECURITE ALIMENTAIRE (PRESA) PHASE I	2018	2022	2 805	0	0	0	1 869	790	790	0	0	0	0	0	790	793	286	1 869	Suisse
TOTAL MINISTERE				7 069	0	0	0	3 844	2 003	2 003	0	0	0	0	0	2 003	1 555	286	3 844	

PROGRAMME TRIENNAL D'INVESTISSEMENT 2020 - 2022

PRESENTATION DETAILLEE DES PROJETS SELON LE MINISTERE

(Les montants sont en millions de CFA)

MINISTERE *MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME*

		Période		Cout	Estimat	Eng.(AE).	Eng.(AE)	AUTO.	DEPENSES 2020			FINANCEMENT INTERIEUR				FINANCEMENT EXTERIEUR				
RNP	INTITULE DU PROJET	Déb	Fin	Total	2020	2020	Conso.	Prog (AP)	Total	Formation Capital	Autres depenses	2020	2021	2022	Total	2020	2021	2022	Total	Sources
2242	CONSTRUCTION EQUIPEMENT VILLAGES ARTISANAUX	2017	2022	8 457	1 200	700	700	2 166	700	700	0	700	733	733	2 166	0	0	0	0	
2757	REHABILITATION EQUIPEMENT CENTRE DEVELOPPEMENT ARTISANAT TEXTILE	2014	2022	2 205	1 163	700	700	1 163	700	700	0	700	250	213	1 163	0	0	0	0	
2841	EXTENSION/ AMENAGEMENT SIEGE APCMM	2015	2020	978	200	200	200	200	200	200	0	200	0	0	200	0	0	0	0	
TOTAL MINISTERE				11 640	2 563	1 600	1 600	3 529	1 600	1 600	0	1 600	983	946	3 529	0	0	0	0	
ENSEMBLE MINISTERES				4 229 328	789 990	553 392	293 104	1 701 781	643 104	634 169	8 935	293 104	316 491	251 376	860 971	350 000	329 957	160 853	840 810	

ETAT L

RESTES A PAYER

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION NATIONALE DE LA
PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

NOTE TECHNIQUE SUR L'ETAT DEVELOPPE DES RESTES A PAYER DE L'ETAT AU TITRE DES PROJETS/PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT PUBLIC ETABLI A LA DATE DU 31 AOUT 2019

Août 2019

I. Introduction

Le Conseil des Ministres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a adopté en 2009 six (06) nouvelles directives communautaires pour améliorer et moderniser les instruments de gestion des finances publiques en vigueur dans les pays membres.

Dans ce cadre, la budgétisation des Autorisations d'Engagements (AE) et des Crédits de Paiements (CP) se rapportant aux dépenses d'investissements publics a été introduite dans la Loi de Finances en 2013 à travers l'élaboration d'une annexe budgétaire (R) conformément à la Directive n° 06/2009/CM/UEMOA.

Cette Directive a été transposée au Mali par la Loi organique N° 2013-028 du 11 Juillet 2013 portant Lois de Finances modifiant les méthodes de présentation, de préparation, d'exécution et de suivi des Lois de Finances en introduisant les innovations suivantes :

- la budgétisation par programme et la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) ;
- la pluri annualité budgétaire ;
- le renforcement des contrôles sur les budgets ;
- une meilleure information du Parlement.

Cette approche a entrainé des modifications dans la préparation de la Loi de Finances à partir de 2018 (la première année de mise en œuvre de la réforme), notamment sur les discussions budgétaires et la budgétisation des dépenses d'investissement.

L'un des outils de la mise en œuvre de la pluri annualité budgétaire consiste à la programmation des investissements en mode AE-CP pour l'amélioration et la modernisation de la gestion des Finances Publiques.

Les AE constituent désormais un véritable enjeu pour le pilotage de l'exécution budgétaire. Elles correspondent à l'Engagement juridique de la dépense, phase où l'ordonnateur engage l'Etat et crée une dette à son endroit.

En outre, la Directive opère une distinction entre les dépenses qui, par essence, s'exécutent annuellement (personnel, fonctionnement, transferts) et celles qui peuvent avoir une exécution sur plusieurs années.

L'enjeu de la procédure budgétaire annuelle est de déterminer le niveau maximal des engagements et leur couverture. Ainsi, comme principe général de budgétisation, l'enveloppe des AE doit couvrir au plus près l'estimation des engagements fermes que l'on compte passer durant l'année (pour les dépenses d'investissement) et l'enveloppe de Crédits de Paiement (CP) est évaluée à hauteur des besoins de trésorerie de l'exercice concerné, compte tenu du rythme de réalisation des engagements juridiques.

II. Présentation des restes à payer de l'Etat à la date du 31 août 2019

1. Méthodologie de calcul des restes à payer de l'Etat à la date du 31 août 2019

Les restes à payer ont été calculés sur les projets/programmes d'investissement public en cours d'exécution ayant fait l'objet de marchés (devant se poursuivre au-delà de 2019) à partir de l'annexe AE-CP 2020-2022, comme suit :

Reste à payer = Coût total de l'investissement/Marché - Montant cumulé des paiements antérieurs (31/12/2018) - CP 2019.

2. Présentation du contenu des restes à payer de l'Etat à la date du 31 août 2019

Le montant total des restes à payer sur les engagements de l'Etat dans le cadre des marchés en cours d'exécution sur la période triennale 2020-2022 des Projets/Programmes d'investissement public des départements sectoriels et Institutions répertoriés dans le BSI est estimé globalement à **360,423 milliards** de FCFA (cf. tableau ci-dessous).

Ce montant est pris en charge dans la programmation des Crédits de Paiement sur la période 2020-2022, évalué à **339,062 milliards** de FCFA et réparti comme suit :

- CP 2020 : **125,300 milliards** ;
- CP 2021 : **137,333 milliards** ;
- CP 2022 : **76,629 milliards**.

Les investissements de l'Etat sont orientés essentiellement à la prise en charge de la réalisation d'infrastructures routières qui représentent **44,53%** du montant total des Restes à payer.

Le tableau ci-dessous présente le détail des restes à payer par Ministères/Institutions :

(Montants en F CFA)

Ministères	Source de financement	Reste à payer 2020	2020	2021	2022
			CP	CP	CP
Ministère des Infrastructures et de l'Equipement	Etat	160 507 550 351	60 750 000 000	76 905 000 000	25 445 685 275
Ministère de l'Environnement, l'Assainissement et du Développement du Durable	Etat	10 300 000 000	3 450 000 000	3 450 000 000	3 400 000 000
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale	Etat	7 000 000 000	1 330 000 000	2 000 000 000	2 500 000 000
Ministère de l'Education Nationale	Etat	6 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000	2 000 000 000
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	Etat	1 870 000 000	750 000 000	500 000 000	500 000 000
Ministère de l'Industrie et du Commerce	Etat	8 020 000 000	1 600 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
Ministère de la Justice	Etat	2 600 000 000	2 600 000 000	0	0
Ministère de la Sante et des Affaires Sociales	Etat	59 181 000 000	19 100 000 000	19 820 000 000	20 261 000 000
Ministère de l'Economie et des Finances	Etat	1 920 000 000	720 000 000	600 000 000	600 000 000
Ministère des Domaines et des Affaires Foncières	Etat	3 314 000 000	1 500 000 000	1 007 000 000	807 000 000
Ministère de l'Energie et de l'Eau	Etat	42 527 500 000	9 120 000 000	11 010 000 000	9 485 000 000
Ministère de l'Artisanat et du Tourisme	Etat	3 993 000 000	1 400 000 000	982 500 000	945 500 000
Ministère de la Culture	Etat	605 000 000	455 000 000	75 000 000	75 000 000
Ministère de la Jeunesse et des Sports	Etat	1 235 000 000	800 000 000	435 000 000	0
Ministère des Transports et de la Mobilité Urbaine	Etat	1 709 000 000	700 000 000	1 009 000 000	0
Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Population	Etat	3 498 000 000	2 750 000 000	645 071 100	0
Ministère de l'Agriculture	Etat	40 488 000 000	14 055 000 000	13 839 000 000	7 680 000 000
Ministère de l'Elevage et de la Pêche	Etat	5 654 500 000	2 030 000 000	1 555 000 000	1 230 000 000
Total		**360 422 550 351**	**125 300 000 000**	**137 332 571 100**	**76 429 185 275**

III. Conclusion

En vue d'améliorer les procédures de budgétisation et de suivi de l'exécution des crédits d'investissement, le Gouvernement de la République du Mali a mis en œuvre la procédure des AE/CP dans la préparation, la présentation et l'exécution du budget d'Etat à partir de la loi de finances 2018.

Dans le souci de permettre à l'Etat d'honorer l'ensemble de ses engagements juridiques, notamment dans le cadre des marchés en cours d'exécution, sans risque d'accumuler des restes à payer, cette réforme doit impérativement inciter les administrations publiques à développer dans une logique pluriannuelle, une meilleure anticipation de même qu'une bonne estimation de leurs dépenses d'investissement et surtout un suivi rigoureux du respect des échéanciers de paiements des marchés en cours d'exécution.

Cependant, il y a lieu de souligner quelques insuffisances dans la qualité des données, compte tenu de la faible capacité de certains acteurs chargés de la gestion des investissements publics dans le pilotage, la programmation, le suivi et l'analyse des dépenses d'investissement selon la méthodologie des AE/CP.

A cet effet, il s'avère indispensable de renforcer davantage les capacités desdits acteurs pour une meilleure mise en œuvre de la gestion des investissements en mode AE/CP.

ETAT M

PLAN DE TRESORERIE PREVISIONNEL MENSUALISE

Tableau : Budget de trésorerie prévisionnel 2020

(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	Montant	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
Total des ressources	2 201 995	122 754	144 442	179 700	195 904	170 443	187 519	156 015	145 583	201 091	153 740	219 132	325 670
1 - Recettes budgétaires	1 875 549	118 673	139 177	168 307	175 371	164 720	161 790	150 494	137 864	144 549	145 265	149 865	219 472
DGI	1 005 725	54 798	71 948	100 876	99 650	92 944	88 992	82 278	70 273	75 401	76 741	79 848	111 975
- Impôts directs	623 717	26 380	41 557	66 412	72 128	63 841	54 024	50 714	41 375	46 599	45 948	47 988	66 750
- Impôts indirects	336 652	22 062	25 539	29 923	24 055	25 402	30 920	26 785	26 130	26 317	28 089	29 159	42 271
-dont CTVA	41 940	2 772	2 998	4 764	3 074	3 232	3 808	3 393	3 273	3 422	3 545	3 012	4 647
- Enregistrement et timbre	45 356	6 355	4 852	4 541	3 467	3 701	4 048	4 779	2 769	2 484	2 704	2 701	2 954
DGD	713 580	57 023	58 211	58 716	60 741	61 005	61 286	59 154	57 958	60 269	59 542	60 270	59 405
- Produits pétroliers	198 000	15 840	15 840	15 840	16 830	17 226	17 226	16 830	16 830	17 226	16 236	16 236	15 840
- Produits solides	515 580	41 183	42 371	42 876	43 911	43 779	44 060	42 324	41 128	43 043	43 306	44 034	43 565
- dont CTVA	27 960	2 247	2 247	2 247	2 345	2 345	2 345	2 377	2 377	2 377	2 352	2 352	2 352
DND	116 591	3 519	6 020	5 443	11 689	7 778	8 093	5 659	6 482	5 659	5 341	6 164	44 745
-Recettes fiscales	55 685	2 879	4 752	4 868	4 749	4 749	4 749	4 749	4 749	4 749	4 749	4 749	5 192
- Recettes non fiscales	60 906	640	1 268	575	6 939	3 029	3 343	909	1 732	909	592	1 415	39 553
DNTCP	39 653	3 334	2 998	3 272	3 291	2 993	3 419	3 403	3 151	3 221	3 641	3 582	3 348
-Recettes fiscales	25 610	2 221	1 992	2 179	1 839	2 112	2 051	2 207	2 282	2 150	2 241	2 209	2 127
- Recettes non fiscales	14 043	1 113	1 006	1 093	1 452	880	1 368	1 196	869	1 071	1 400	1 373	1 221
Total recettes fiscales brutes	1 800 600	116 920	136 903	166 638	166 979	160 811	157 079	148 388	135 262	142 569	143 273	147 077	178 698
Total recettes fiscales nettes	1 730 700	111 902	131 657	159 627	161 560	155 235	150 927	142 619	129 613	136 770	137 377	141 713	171 700
Compte spéciaux du Trésor	54 510	3 451	3 760	6 338	3 895	4 113	4 894	4 337	4 174	4 402	4 548	4 073	6 525
Total recettes non fiscales	74 949	1 753	2 274	1 668	8 392	3 909	4 712	2 105	2 602	1 980	1 992	2 788	40 774
2 - Appuis budgétaires	88 359	-	-	350	3 962	-	9 509	-	1 731	24 178	-	17 994	30 636
-Général dons	70 542	-	-	-	3 962	-	3 761	-	-	21 290	-	16 520	25 009
- Sectoriel	8 836	-	-	-	-	-	2 209	-	-	2 209	-	-	4 418
-Autres PPTE	8 981	-	-	350	-	-	3 539	-	1 731	678	-	1 474	1 208
- Fonds de concours armée		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3 - Ressources de trésorerie	183 577	630	1 505	4 705	12 677	1 609	11 326	1 184	1 814	27 961	3 926	47 201	69 038
- Encaisse en debut de période		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Général emprunt programme	155 600	-	-	-	10 505	-	9 972	-	-	24 999	-	43 806	66 317
- Remboursements des prêts et avances	9 592	144	784	2 051	1 130	569	313	144	773	1 921	1 102	566	95
- Recettes en capital DND	18 000	486	721	2 655	1 041	1 041	1 041	1 041	1 041	1 041	2 699	2 699	2 496
- Recettes en capital DGABE	385	-	-	-	-	-	-	-	-	-	125	130	130
- Recettes de privatisation	-												-
- Autres comptes à recevoir	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Tableau : Budget de trésorerie prévisionnel 2020

(en millions de francs CFA)

RUBRIQUES	Montant	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
II) Emplois													
Total des Emplois	2 557 874	114 408	191 733	196 228	254 976	223 957	215 591	214 735	181 394	176 738	192 689	219 486	375 937
1) Dépenses budgétaires	2 122 348	105 437	152 219	166 147	174 259	169 691	175 689	174 956	163 657	156 423	158 581	178 170	347 118
Dépenses obligatoires	783 308	54 881	66 089	63 079	78 524	73 907	67 346	67 240	60 269	60 334	62 354	64 980	64 306
- Personnel Budget Général	457 683	38 140	38 140	38 140	38 140	38 140	38 140	38 140	38 140	38 140	38 140	38 140	38 140
- Personnel collectivité (PPTE)	178 570	14 881	14 881	14 881	14 881	14 881	14 881	14 881	14 881	14 881	14 881	14 880	14 880
- Personnel EPA		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Pensions de Retraite		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Bourses scolaires	17 796	220	1 653	2 670	684	4 708	1 481	2 801	3 099	286	1	20	173
- Charges de la Dette Extér.	38 223	1 538	2 513	3 470	2 670	1 977	7 528	1 538	2 647	3 576	3 071	2 166	5 529
- Charges de la Dette Intér.	82 200	101	8 902	3 918	22 149	14 201	3 107	9 879	1 502	1 241	6 261	9 774	1 165
- Equipements ABS	8 836	-	-	-	-	-	2 209	-	-	2 209	-	-	4 418
- Dépenses PPTE (Transferts)		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Marges après Dépenses Obligatoires	1 364 177	64 423	74 593	110 283	113 486	92 423	115 279	84 438	81 140	136 355	86 838	150 080	254 840
Dépenses prioritaires	343 761	10 208	19 451	28 927	24 460	27 947	29 372	34 068	31 784	28 523	29 809	34 065	45 146
- Communication énergie	50 656	2 450	4 551	4 470	3 299	3 034	4 211	2 928	3 844	3 167	5 355	4 651	8 696
- Financements intér. BSI	293 104	7 758	14 900	24 458	21 161	24 913	25 160	31 140	27 940	25 357	24 454	29 414	36 450
Marges après Dépenses prioritaires	1 020 416	54 215	55 142	81 356	89 026	64 476	85 908	50 370	49 356	107 832	57 029	116 015	209 694
Dépenses à Arbitrer	1 376 295	*45 869*	*102 432*	*97 884*	*148 098*	*117 990*	*113 979*	*109 090*	*85 166*	*83 479*	*95 978*	*116 369*	*259 961*
Dépenses budgétaires à arbitrer	995 279	40 349	66 678	74 140	71 276	67 838	78 971	73 648	71 604	67 567	66 418	79 125	237 666
- Biens et services (materiel)	141 223	5 058	9 928	10 154	7 205	10 754	10 883	9 603	10 724	12 033	6 646	12 840	35 395
- Deplacements et missions	67 440	4 217	4 107	5 605	4 079	4 817	7 027	4 690	5 242	5 260	5 085	5 914	11 396
- Autres dépenses (apurement pass	150 266	5 788	3 779	4 775	14 883	13 600	7 764	15 008	10 160	7 208	10 436	9 557	47 309
- Transf & Sub (hors sal EPA)	309 083	16 624	32 227	26 297	21 481	10 851	25 205	9 579	14 281	14 753	16 947	17 972	102 866
- Equipements Investissements	327 267	8 662	16 637	27 308	23 627	27 816	28 093	34 769	31 197	28 312	27 305	32 842	40 699
2) Dépenses trésorerie	381 016	5 520	35 754	23 744	76 822	50 153	35 008	35 442	13 563	15 913	29 559	37 244	22 295
- Dépenses avant ordonnancement		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Services de la Dette Extér.	129 476	5 211	8 512	11 754	9 043	6 697	25 500	5 211	8 966	12 114	10 401	7 335	18 730
- Services de la Dette Intér.	251 540	309	27 242	11 990	67 779	43 455	9 508	30 230	4 596	3 799	19 158	29 908	3 565
- Remboursement dettes garanties		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Prêts et avances													
3) Dépenses comptes spéciaux du Trésor	54 510	3 451	3 760	6 338	3 895	4 113	4 894	4 337	4 174	4 402	4 548	4 073	6 525
Situation fin de mois (III)=I-II	- 355 879	8 346	- 47 290	- 16 528	- 59 072	- 53 514	- 28 072	- 58 720	- 35 811	24 352	- 38 949	- 354	- 50 267
Soldes mensuels cumulés	- 355 879	8 346	- 38 945	- 55 473	- 114 545	- 168 059	- 196 131	- 254 851	- 290 661	- 266 309	- 305 258	- 305 612	- 355 879

ETAT N

ECHEANCES COURANTES DE LA DETTE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE INTERIEURE : PROJECTION DU SERVICE 2020-2024.

(montants en millions de FCFA)

CREANCIERS	2020		2021		2022		2023		2024	
	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int
OBLIGATIONS TRESOR	251540	82200	275724	65290	351023	48158	154321	26301	159374	16486
TOTAL	**251540**	**82200**	**275724**	**65290**	**351023**	**48158**	**154321**	**26301**	**159374**	**16486**
Cumul (Princ.+Int)	**333 740**		**341 014**		**399 181**		**180 622**		**175 860**	

Bamako, le 10 juillet 2019

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale
Direction Générale de la Dette Publique

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE INTERIEURE : SERVICE PREVISIONNEL TRIMESTRIALISE 2020.
(montants en millions de FCFA)

CREANCIERS	Janvier		Février		QI (31/03/20)		Avril		Mai		QII (30/06/20)		Juillet		Août		QIII (30/09/20)		Octobre		Novembre		QIV (31/12/20)		Total 2020	
	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int
OBLIGATIONS TRESOR	0	905	0	7584	43308	12953	138810	28631	155477	34172	155477	37626	170535	47735	193030	57617	210730	64694	210730	74442	246540	79511	251540	82200	251540	82200
TOTAL	**0**	**905**	**0**	**7584**	**43308**	**12953**	**138810**	**28631**	**155477**	**34172**	**155477**	**37626**	**170535**	**47735**	**193030**	**57617**	**210730**	**64694**	**210730**	**74442**	**246540**	**79511**	**251540**	**82200**	**251540**	**82200**
Cumul (Princ.+Int)	**905**		**7 584**		**56 261**		**167 441**		**189 649**		**193 103**		**218 270**		**250 647**		**275 424**		**285 172**		**326 051**		**333 740**		**333 740**	

Bamako, le 10 juillet 2019

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES • La Direction Générale • Direction Générale de la Dette Publique •

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE INTERIEURE : SERVICE PREVISIONNEL 2020.
(montants en millions de FCFA)

CREANCIERS	Janvier		Février		Mars		Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Totaux Généraux	
	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int
OBLIGATIONS TRESOR	0	905	0	6679	43308	5369	95502	15678	16667	5541	0	3454	15058	10109	22495	9882	17700	7077	0	9748	35810	5069	5000	2689	251540	82200
TOTAL	**0**	**905**	**0**	**6679**	**43308**	**5369**	**95502**	**15678**	**16667**	**5541**	**0**	**3454**	**15058**	**10109**	**22495**	**9882**	**17700**	**7077**	**0**	**9748**	**35810**	**5069**	**5000**	**2689**	**251540**	**82200**
Cumul (Princ.+Int)	**905**		**6 679**		**48 677**		**111 180**		**22 208**		**3 454**		**25 167**		**32 377**		**24 777**		**9 748**		**40 879**		**7 689**		**333 740**	

Bamako, le 10 juillet 2019

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES • Direction Générale de la Dette Publique •

La Direction Générale

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

République du Mali
Un Peuple Un But Une Foi

DETTE EXTERIEURE : PROJECTION DU SERVICE 2020-2024

(Montants en millions F CFA)

CREANCIER	2020		2021		2022		2023		2024	
	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT
I - Club de Paris	**9227**	**2427**	**10428**	**2335**	**10772**	**2207**	**14865**	**2062**	**15293**	**1876**
AFD	4521	1544	5395	1519	5395	1462	9099	1394	9099	1290
Coface D.Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Trésor Fr. C. Oper.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ECGD D. Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	276	-	276	-	276	-	276	-	276	-
Japon	1269	73	1269	60	1269	48	1269	35	1269	22
Russie	3132	802	3457	748	3797	690	4183	627	4607	559
NCM D. Consoild.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sace D. Consolid.	29	8	31	8	35	7	38	6	42	5
Fortis Bank	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II - Autres Créanciers Bilatéraux	**39777**	**11585**	**43330**	**10716**	**46657**	**9827**	**54782**	**8801**	**52268**	**7678**
Fonds Abu Dhabi	727	168	1100	160	1100	149	1100	137	1100	126
Fonds Koweitien	3684	908	3515	844	3515	785	3438	727	3148	672
Fonds Saoudien	4944	901	4944	831	4421	767	4373	707	4373	636
Côte d'Ivoire	93	18	106	12	121	6	-	-	-	-
Libye	3432	981	3432	772	3432	566	3432	360	3432	154
Chine	13305	6658	16641	6359	20476	6027	28847	5556	28847	4985
Inde	11106	1806	11106	1616	11106	1426	11106	1235	11106	1045
Corée du Sud	-	34	-	36	-	39	-	41	-	41
Autriche	262	28	262	25	262	23	262	21	262	19
Irak	2224	83	2224	61	2224	39	2224	17	-	-
Total Créanciers Bilatéraux(I+II)	**49004**	**14012**	**53758**	**13051**	**57429**	**12034**	**69647**	**10863**	**67561**	**9554**
III - Créanciers Multilatéraux	**71997**	**23672**	**82352**	**23622**	**87595**	**23069**	**88401**	**22291**	**93807**	**21218**
AFRITAC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BADEA	1830	628	2138	611	2428	597	2729	566	2753	535
BEI	2003	50	2010	44	2017	37	2023	30	2030	24
BID	25467	2717	26310	2535	25662	2299	24256	2117	24491	1907
BIDC	1536	1462	1769	1413	3355	1353	3445	1272	3536	1190
BOAD	16653	4779	18931	4683	19593	4563	20256	4275	20256	3709
FAD	4921	3775	5636	3844	5957	3853	6353	3811	7863	3772
FONDS CEDEAO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FED	614	28	548	23	510	18	514	14	293	10
FIDA	2629	624	3207	604	3207	578	3207	552	3503	526
IDA	13115	7347	18363	7528	21214	7372	22654	7216	26255	7054
IDA-CEE	146	11	146	10	146	9	146	7	146	6
FONDS OPEP	3083	451	3294	427	3506	390	2818	331	2681	285
INTERETS/TIRAGES FUTURS	-	1800	-	1900	-	2000	-	2100	-	2200
TOTAL (I+II+III)	**121001**	**37684**	**136110**	**36673**	**145024**	**35103**	**158048**	**33154**	**161368**	**30772**
IV - FMI	**7275**	**225**	**8178**	**154**	**7281**	**90**	**6387**	**40**	**4612**	**25**
V - BOAD (TRANSRAIL)	**1200**	**314**	**1170**	**314**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Total Gén(I+II+III+IV+V):	**129476**	**38223**	**145458**	**37141**	**152305**	**35193**	**164435**	**33194**	**165980**	**30797**
CUMUL (PR + INT)	**167699**		**182599**		**187498**		**197629**		**196777**	

Bamako, le 10 juillet 2019

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale
Direction Générale de la Dette Publique

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE EXTERIEURE : SERVICE TRIMESTRIALISE 2020

(MONTANT EN MILLIONS DE FCFA)

CREANCIERS	JANVIER		FEVRIER		QI (31/03/20)		AVRIL		MAI		QII(30/06/20)		JUILLET		AOÛT		QIII(30/09/20)		OCTOBRE		NOVEMBRE		QIV(31/12/20)		TOTAL(2020)	
	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT	PR	INT
DETTE EXTERIEURE	4050	2568	12092	4691	26456	9418	36722	14656	42256	17354	58154	18940	63630	21125	71672	23237	87102	27991	98379	33421	105046	36070	121001	37684	121001	37684
FMI	153	1	1270	1	1270	1	1270	1	1270	1	3711	121	3864	121	4834	121	4834	121	4834	121	4834	121	7275	225	7275	225
BOAD (TRANSRAIL)	0	0	0	0	0	0	0	0	600	157	600	157	600	157	600	157	600	157	600	157	1200	314	1200	314	1200	314
TOTAL	**4203**	**2569**	**13362**	**4692**	**27726**	**9419**	**37992**	**14657**	**44126**	**17512**	**62465**	**19218**	**68094**	**21403**	**77106**	**23515**	**92536**	**28269**	**103813**	**33699**	**111080**	**36505**	**129476**	**38223**	**129476**	**38223**
CUMUL (PR + INT)	**6 772**		**18 054**		**37 145**		**52 649**		**61 638**		**81 683**		**89 497**		**100 621**		**120 805**		**137 512**		**147 585**		**167 699**		**167 699**	

Bamako, le 10 juillet 2019

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale
Direction Générale de la Dette Publique

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DE
LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE EXTERIEURE : SERVICE PREVISIONNEL 2020.

(montants en millions de fcfa)

CREANCIERS	Janvier		Février		Mars		Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre		Totaux Généraux	
	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int	Princ.	Int
I - CLUB DE PARIS	**681**	**77**	**-**	**-**	**-**	**127**	**1449**	**460**	**1542**	**493**	**766**	**67**	**681**	**75**	**-**	**-**	**-**	**124**	**1449**	**443**	**1619**	**489**	**1040**	**72**	**9227**	**2427**
AFD	681	77	-	-	-	127	1449	460	-	84	131	29	681	75	-	-	-	124	1449	443	-	88	130	37	4521	1544
Coface D.Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Trésor Fr. C. Oper.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ECGD D. Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	276	-	276	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	635	38	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	634	35	1269	73
Russie	-	-	-	-	-	-	-	-	1528	405	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1604	397	-	-	3132	802
NCM D. Consoild.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sace D. Consolid.	-	-	-	-	-	-	-	-	14	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15	4	-	-	29	8
Fortis Bank	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II - AUTRES BILATERAUX	**193**	**932**	**4718**	**940**	**9725**	**2814**	**1867**	**522**	**658**	**347**	**2430**	**554**	**193**	**476**	**4718**	**889**	**9728**	**2758**	**1890**	**489**	**1226**	**358**	**2431**	**506**	**39777**	**11585**
Fonds Abu Dhabi	-	-	-	-	-	-	-	-	177	84	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	550	84	-	-	727	168
Fonds Koweitien	193	39	938	197	-	-	121	65	481	160	-	-	193	34	938	191	-	-	144	65	676	157	-	-	3684	908
Fonds Saoudien	-	-	726	90	-	-	1746	370	-	-	-	-	-	-	726	81	-	-	1746	360	-	-	-	-	4944	901
Côte d'Ivoire	-	-	-	-	45	10	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	48	8	-	-	-	-	-	-	93	18
Libye	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1716	514	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1716	467	3432	981
Chine	-	893	-	-	6357	2645	-	-	-	-	295	40	-	442	-	-	6357	2599	-	-	-	-	296	39	13305	6658
Inde	-	-	1942	609	3192	128	-	87	-	103	419	-	-	-	1942	578	3192	120	-	64	-	117	419	-	11106	1806
Corée du Sud	-	-	-	-	-	17	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	17	-	-	-	-	-	-	-	34
Autriche	-	-	-	-	131	14	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	131	14	-	-	-	-	-	-	262	28
Irak	-	-	1112	44	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1112	39	-	-	-	-	-	-	-	-	2224	83
TOTAL BILATERAUX (I+II)	**874**	**1009**	**4718**	**940**	**9725**	**2941**	**3316**	**982**	**2200**	**840**	**3196**	**621**	**874**	**551**	**4718**	**889**	**9728**	**2882**	**3339**	**932**	**2845**	**847**	**3471**	**578**	**49004**	**14012**
III - MULTILATERAUX	**3176**	**1559**	**3324**	**1183**	**4639**	**1786**	**6950**	**4256**	**3334**	**1858**	**12702**	**965**	**4602**	**1634**	**3324**	**1223**	**5702**	**1872**	**7938**	**4498**	**3822**	**1802**	**12484**	**1036**	**71997**	**23672**
AFRITAC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BADEA	41	27	175	43	283	82	83	84	76	9	187	70	179	28	175	43	283	80	73	84	64	8	211	70	1830	628
BEI	181	26	-	-	-	-	-	-	-	-	820	-	182	24	-	-	-	-	-	-	-	-	820	-	2003	50
BID	1638	785	-	-	-	-	-	-	-	-	11213	534	1639	850	-	-	-	-	-	-	-	-	10977	548	25467	2717
BIDC	-	-	29	26	68	52	495	394	171	265	-	-	-	-	29	25	69	51	506	423	169	226	-	-	1536	1462
BOAD	794	344	-	-	1429	135	4431	1321	673	456	-	123	2080	302	-	-	1429	151	4966	1499	851	321	-	127	16653	4779
FAD	339	245	240	134	335	261	936	862	410	316	198	65	339	241	240	132	335	273	1038	869	321	314	190	63	4921	3775
FONDS CEDEAO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FED	15	1	16	1	-	-	41	1	71	3	163	9	15	1	16	1	-	-	41	1	71	2	165	8	614	28
FIDA	-	-	-	-	308	67	-	28	886	194	121	24	-	-	-	-	308	66	-	26	885	199	121	20	2629	624
IDA	-	-	2416	818	2028	1063	598	1388	603	397	-	-	-	-	2416	803	3090	1067	948	1355	1016	456	-	-	13115	7347
IDA-CEE	-	-	-	-	-	-	-	-	73	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	73	5	-	-	146	11
FONDS OPEP	168	31	448	61	188	6	366	58	371	72	-	-	168	28	448	59	188	4	366	61	372	71	-	-	3083	451
INT/TIRAGES FUTURS	-	100	-	100	-	120	-	120	-	140	-	140	-	160	-	160	-	180	-	180	-	200	-	200	-	1800
S/Total I (DGDP)	**4050**	**2568**	**8042**	**2123**	**14364**	**4727**	**10266**	**5238**	**5534**	**2698**	**15898**	**1586**	**5476**	**2185**	**8042**	**2112**	**15430**	**4754**	**11277**	**5430**	**6667**	**2649**	**15955**	**1614**	**121001**	**37684**
IV - FMI	**153**	**1**	**1117**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**2441**	**120**	**153**	**-**	**970**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**2441**	**104**	**7275**	**225**
V - BOAD (TRANSRAIL)	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**600**	**157**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**600**	**157**	**-**	**-**	**1200**	**314**
S/Total II	**153**	**1**	**1117**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**600**	**157**	**2441**	**120**	**153**	**-**	**970**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**600**	**157**	**2441**	**104**	**8475**	**539**
Total (I+II)	**4203**	**2569**	**9159**	**2123**	**14364**	**4727**	**10266**	**5238**	**6134**	**2855**	**18339**	**1706**	**5629**	**2185**	**9012**	**2112**	**15430**	**4754**	**11277**	**5430**	**7267**	**2806**	**18396**	**1718**	**129476**	**38223**
Cumul (Princ.+Int)	**6 772**		**11 282**		**19 091**		**15 504**		**8 989**		**20 045**		**7 814**		**11 124**		**20 184**		**16 707**		**10 073**		**20 114**		**167 699**	

Bamako, le 10 juillet 2019

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale
Dette Publique

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DIRECTION GENERALE DE
LA DETTE PUBLIQUE

DETTE EXTEREIEURE : PREVISION D'ALLEGEMENT PPTE 2020.
(montants en millions CFA)

CREANCIERS	PR	INT	TOTAL
I - CLUB DE PARIS	**4 430**	**883**	**5 313**
COFACE	-	-	-
TRESOR Français	-	-	-
ECGD	-	-	-
JAPON	*1 269*	*73*	*1 342*
RUSSIE	*3 132*	*802*	*3 934*
NCM	-	-	-
SACE	*29*	*8*	*37*
II - AUTRES BILATERAUX	**1 565**	**190**	**1 755**
FONDS SAOUDIEN	1 565	190	1 755
TOTAL BILATERAUX (I+II)	**5 995**	**1 073**	**7 068**
III - MULTILATERAUX	**1 874**	**39**	**1 913**
BID	1 114	-	1 114
FED	614	28	642
IDA/CEE	146	11	157
TOTAL (I+II+III)	**7 869**	**1 112**	**8 981**

Bamako, le 10 juillet 2019

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale
Direction Générale de la Dette Publique

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE
LA DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE EXTEREIEURE : PREV. D'ALLEGEMENT PPTE TRIMESTRIALISE 2020.
(montants en millions CFA)

CREANCIERS	QI 31/03/2020	QII 30/06/2020	QIII 30/09/2020	QIV 31/12/2020
I - CLUB DE PARIS	**-**	**2 624**	**2 624**	**5 313**
COFACE	*0*	*0*	*0*	*0*
TRESOR Français	*0*	*0*	*0*	*0*
ECGD	*0*	*0*	*0*	*0*
JAPON	*0*	*673*	*673*	*1342*
RUSSIE	*0*	*1933*	*1933*	*3934*
NCM	*0*	*0*	*0*	*0*
SACE	*0*	*18*	*18*	*37*
II - AUTRES BILATERAUX	**816**	**882**	**1 689**	**1 755**
FONDS SAOUDIEN	816	882	1689	1755
TOTAL BILATERAUX (I+II)	**816**	**3 506**	**4 313**	**7 068**
III - MULTILATERAUX	**32**	**1 047**	**1 079**	**1 913**
BID	0	647	647	1114
FED	32	321	353	642
IDA/CEE	0	79	79	157
TOTAL (I+II+III)	**848**	**4 553**	**5 392**	**8 981**

Bamako, le 10 juillet 2019
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale
Direction Générale de la Dette Publique

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

DIRECTION GENERALE DE LA
DETTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE UN BUT UNE FOI

DETTE EXTERIEURE : PROJECTION D'ALLEGEMENT PPTE 2020-2024.
(montants en millions CFA)

CREANCIERS	2020		2021		2022		2023		2024	
	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.	PRINC.	INT.
I - CLUB DE PARIS	**4430**	**883**	**4757**	**816**	**5101**	**745**	**5490**	**668**	**5918**	**586**
COFACE	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
TRESOR Français	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
ECGD	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
RUSSIE	*3132*	*802*	*3457*	*748*	*3797*	*690*	*4183*	*627*	*4607*	*559*
JAPON	*1269*	*73*	*1269*	*60*	*1269*	*48*	*1269*	*35*	*1269*	*22*
NCM	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
SACE	*29*	*8*	*31*	*8*	*35*	*7*	*38*	*6*	*42*	*5*
II - AUTRES CREANCIERS BILATERAUX	**1565**	**190**	**1565**	**159**	**1043**	**131**	**1043**	**111**	**1043**	**92**
FONDS SAOUDIEN	1565	190	1565	159	1043	131	1043	111	1043	92
III - TOTAL CREANCIERS BILATERAUX	**5995**	**1073**	**6322**	**975**	**6144**	**876**	**6533**	**779**	**6961**	**678**
IV - CREANCIERS MULTILATERAUX	**1874**	**39**	**1628**	**33**	**1557**	**27**	**1178**	**21**	**723**	**16**
BID	1114	0	934	0	901	0	518	0	284	0
FED	614	28	548	23	510	18	514	14	293	10
IDA/CEE	146	11	146	10	146	9	146	7	146	6
TOTAUX GENERAUX	**7869**	**1112**	**7950**	**1008**	**7701**	**903**	**7711**	**800**	**7684**	**694**
Cumul pr+int	**8 981**		**8 958**		**8 604**		**8 511**		**8 378**	

Bamako, le 10 juillet 2019
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale
Direction Générale de la Dette Publique

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
****
DIRECTION GENERALE
DE LA DETTE PUBLIQUE
****

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE-UN BUT-UNE FOI
****

RETROCESSION : PROJECTION DE RECOUVREMENT 2020-2024

(montants en millions de FCFA)

Désignation	2020	2021	2022	2023	2024	Observations
BNDA	842	836	830	824	95	
EDM-SA	605	605	605	605	605	
BDM (Lingne de crédit BADEA)	140	126	92	48	27	
SOGEM	4 083	3 648	3 541	3 434	3 327	
SOTELMA	6	0	0	0	0	
N-SUKALA	0	0	0	0	0	
BMS-SA	284	273	263	252	242	
TOTAL	**5 960**	**5 488**	**5 331**	**5 163**	**4 296**	

Bamako, le 10 juillet 2019

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale
Direction Générale de la Dette Publique

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
****
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE
****

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI
****

RETROCESSION : PREVISION DE RECOUVREMENT TRIMESTRIEL 2020

(montants en millions de FCFA)

	1er Trimestre			2è Trimestre			3è Trimestre			4è Trimestre			
ORGANISMES	**janv**	**février**	**mars**	**avril**	**mai**	**juin**	**juillet**	**août**	**sept**	**oct**	**nov**	**déc**	**TOTAL GENERAL**
BNDA			8		402	12			8		400	12	**842**
EDM-SA	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	55	**605**
SOGEM	207	1069		889			207	1052		659			**4 083**
BDM-SA				70						70			**140**
SOTELMA				6						0			**6**
BMS-SA				143						141			**284**
Total mensuel	**257**	**1119**	**58**	**1 158**	**452**	**62**	**257**	**1102**	**58**	**920**	**450**	**67**	**5 960**
Total trimestriel	**1434**			**1 672**			**1 417**			**1 437**			

Bamako le 10 juillet 2019

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale
Direction Générale de la Dette Publique

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
****
DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE
****

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI
****

RETROCESSION : PREVISION DE RECOUVREMENT MENSUEL 2020

(montants en millions de FCFA)

ORGANISMES	janv	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept	oct	nov	déc	TOTAL GENERAL
BNDA			8		402	12			8		400	12	842
EDM-SA	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	55	605
SOGEM	207	1069		889			207	1052		659			4 083
BDM-SA				70						70			140
SOTELMA				6						0			6
BMS-SA				143						141			284
TOTAL	**257**	**1119**	**58**	**1 158**	**452**	**62**	**257**	**1102**	**58**	**920**	**450**	**67**	**5 960**

Bamako le 10 juillet 2019

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
La Direction Générale
Direction Générale de la Dette Publique

ETAT O

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PETROLIERS

Ministère de l'Economie
et des Finances
---oOo---
OFFICE NATIONAL DES PRODUITS PETROLIERS
---oOo---

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi
---oOo---

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PETROLIERS

Axe : Dakar

Périodes	janv-19	févr-19	mars-19	avr-19	mai-19	CUMUL
Libellés						
Subventions unitaires (F CFA/litre)						
Supercarburant	-19,95	-11,13	-61,20	-87,12	-150,76	
Pétrole lampant	207,41	215,40	168,17	143,80	82,93	
Gasoil	-83,19	-73,78	-122,09	-120,86	-151,11	
Volumes TTC (Litres)	**63 806 229**	**43 011 383**	**52 455 665**	**40 880 442**	**44 312 758**	**244 466 477**
Supercarburant	6 773 500	5 904 025	7 974 006	3 450 000	12 826 501	36 928 032
Pétrole lampant			53 247	-	53 247	106 494
Gasoil	57 032 729	37 107 358	44 428 412	37 430 442	31 433 010	207 431 951
Subventions totales (F CFA)	**-4 879 684 051**	**-2 803 492 671**	**-5 903 319 440**	**-4 824 407 220**	**-6 679 149 658**	**-25 090 053 041**
Supercarburant	-135 131 325	-65 711 798	-488 009 167	-300 564 000	- 1 933 723 291	-2 923 139 581
Pétrole lampant	-	-	8 954 548	-	4 415 774	13 370 322
Gasoil	-4 744 552 726	-2 737 780 873	-5 424 264 821	-4 523 843 220	-4 749 842 141	-22 180 283 781

Source : DGD - ONAP

Ministère de l'Economie
et des Finances
----oOo----
OFFICE NATIONAL DES
PRODUITS PETROLIERS
----oOo----

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi
----oOo----

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PETROLIERS

Axe : Abidjan

Périodes	janv-19	févr-19	mars-19	avr-19	mai-19	CUMUL
Libellés						
Subventions unitaires (F CFA/litre)						
Supercarburant	-21,05	-12,20	-61,76	-87,72	-150,85	
Pétrole lampant	207,78	215,80	167,80	143,37	83,01	
Gasoil	-83,17	-73,14	-122,11	-120,93	-151,74	
Volumes TTC (Litres)	**11 790 655**	**19 865 098**	**7 658 566**	**16 675 611**	**13 218 500**	**69 208 430**
Supercarburant	9 292 250	18 396 248	6 589 501	14 136 500	10 745 500	59 159 999
Pétrole lampant	165 065	374 349	194 065	239 610	-	973 089
Gasoil	2 333 340	1 094 501	875 000	2 299 501	2 473 000	9 075 342
Subventions totales (F CFA)	**-355 368 545**	**-223 701 515**	**-481 249 725**	**-1 483 779 550**	**-1 996 211 695**	**- 4 540 311 029**
Supercarburant	-195 601 863	-224 434 226	-406 967 582	-1 240 053 780	-1 620 958 675	-3 688 016 125
Pétrole lampant	34 297 206	80 784 514	32 564 107	34 352 886	0	181 998 713
Gasoil	-194 063 888	-80 051 803	-106 846 250	-278 078 656	-375 253 020	-1 034 293 617

Source : DGD - ONAP

Ministère de l'Economie
et des Finances
----oOo----
OFFICE NATIONAL DES
PRODUITS PETROLIERS
----oOo----

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi
----oOo----

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PETROLIERS

Axe : Cotonou

Périodes	janv-19	févr-19	mars-19	avr-19	mai-19	CUMUL
Libellés						
Subventions unitaires (F CFA/litre)						
Supercarburant	-43,86	-35,01	-84,57	-110,53	-174,25	
Pétrole lampant	185,24	193,25	146,10	121,68	60,72	
Gasoil	-108,54	-99,10	-143,51	-143,51	-174,72	
Volumes TTC (Litres)	**6 233 939**	**4 767 500**	**6 904 000**	**5 956 000**	**2 736 500**	**26 597 939**
Supercarburant	3 902 721	4 657 500	4 944 000	5 420 000	2 626 500	21 550 721
Pétrole lampant						-
Gasoil	2 331 218	110 000	1 960 000	536 000	110 000	5 047 218
Subventions totales (F CFA)	**-424 203 745**	**-173 960 075**	**-699 393 680**	**-675 993 960**	**-476 886 825**	**-2 450 438 285**
Supercarburant	-171 173 343	-163 059 075	-418 114 080	-599 072 600	-457 667 625	-1 809 086 723
Pétrole lampant	0	-	-	0	-	0
Gasoil	-253 030 402	-10 901 000	-281 279 600	-76 921 360	-19 219 200	-641 351 562

Source : DGD - ONAP

Ministère de l'Economie
et des Finances
----oOo----
OFFICE NATIONAL DES PRODUITS PETROLIERS
----oOo----

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi
----oOo----

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PETROLIERS

Axe : Tema

Périodes	janv-19	févr-19	mars-19	avr-19	mai-19	CUMUL
Libellés						
Subventions unitaires (F CFA/litre)						
Supercarburant	-44,06	-35,21	-83,00	-108,96	-172,68	
Gasoil	-93,79	-93,20	-141,43	-140,84	-171,57	
Volumes TTC (Litres)	**-**	**-**	**1 156 500**	**665 000**	**-**	**1 821 500**
Supercarburant			1 156 500	665 000		1 821 500
Gasoil						-
Subventions totales (F CFA)	**0**	**0**	**-95 989 500**	**-72 458 400**	**0**	**-168 447 900**
Supercarburant	0	0	-95 989 500	-72 458 400	0	-168 447 900
Pétrole lampant	-	-	0	-	-	0
Gasoil	0	0	0	0	0	0

Source : DGD - ONAP

Ministère de l'Economie
et des Finances

----oOo----

OFFICE NATIONAL DES
PRODUITS PETROLIERS

----oOo----

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi
---oOo---

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION
SUR LES PRODUITS PETROLIERS

Axe : Banjul

Périodes	janv-19	févr-19	mars-19	avr-19	mai-19	CUMUL
Libellés						
Subventions unitaires (F CFA/litre)						
Supercarburant	-40,29	-42,65	-85,83			
Gasoil	-88,95	-90,13	-145,75			
Volumes TTC (Litres)	**-**	**-**	**1 345 000**	**-**	**-**	**1 345 000**
Supercarburant			745 000			745 000
Gasoil			600 000			600 000
Subventions totales (F CFA)	**0**	**-**	**-151 393 350**	**0**	**0**	**-151 393 350**
Supercarburant	-	-	-63 943 350	-	-	-63 943 350
Gasoil	0	0	-87 450 000	0	0	-87 450 000

Source : DGD - ONAP

Ministère de l'Economie
et des Finances
----oOo----
OFFICE NATIONAL DES
PRODUITS PETROLIERS
----oOo----

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi
----oOo----

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PETROLIERS

Axe : Zinder

Périodes	janv-19	févr-19	mars-19	avr-19	mai-19	CUMUL
Libellés						
Subventions unitaires (F CFA/litre)						
Supercarburant	-34,73	-27,65	-70,72	-92,54	-142,69	
Gasoil	-123,14	-116,06	-154,41	-153,82	-175,53	
Volumes TTC (Litres)	**4 059 588**	**3 481 001**	**7 219 904**	**11 392 673**	**14 846 001**	**40 999 167**
Supercarburant	3 585 553	2 600 500	6 176 904	7 329 500	11 536 500	31 228 957
Gasoil	474 035	880 501	1 043 000	4 063 173	3 309 501	9 770 210
Subventions totales (F CFA)	**-182 898 926**	**-174 094 771**	**-597 880 281**	**-1 303 269 201**	**-2 227 059 896**	**-4 485 203 074**
Supercarburant	-124 526 256	-71 903 825	-436 830 651	-678 271 930	- 1 646 143 185	-2 957 675 847
Pétrole lampant	-	-	-	-	-	0
Gasoil	-58 372 670	-102 190 946	-161 049 630	-624 997 271	-580 916 711	-1 527 527 227

Source : DGD - ONAP

Ministère de l'Economie
et des Finances
----oOo----
OFFICE NATIONAL DES PRODUITS PETROLIERS
----oOo----

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi
----oOo----

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PETROLIERS

TABLEAU RECAPITULATIF

Période : de janvier à mai 2019

PAR PRODUIT

PRODUIT	VOLUMES (Litres)	MONTANT SUBVENTIONS (F CFA)
SUPERCARBURANT	151 434 209	-11 610 309 526
GASOIL	231 924 721	-25 470 906 187
PETROLE LAMPANT	1 079 583	195 369 034
CUMUL	**384 438 513**	**-36 885 846 678**
MOYENNE/mois	**96 109 628**	**-9 221 461 670**
Prévisions 2019	**1 153 315 539**	**-110 657 540 035**

Source : DGD - ONAP

Ministère de l'Economie et des Finances

----oOo----

OFFICE NATIONAL DES PRODUITS PETROLIERS

----oOo----

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

----oOo----

ESTIMATION DES SUBVENTIONS A LA CONSOMMATION SUR LES PRODUITS PETROLIERS

TABLEAU RECAPITULATIF

Période : de janvier à mai 2019

PAR AXE

AXES	VOLUMES (Litres)	MONTANT SUBVENTIONS (F CFA)
Dakar	244 466 477	-25 090 053 041
Abidjan	69 208 430	-4 540 311 029
Cotonou	26 597 939	-2 450 438 285
Tema	1 821 500	-168 447 900
Zinder	40 999 167	-4 485 203 074
Banjul	1 345 000	-151 393 350
CUMUL	**384 438 513**	**-36 885 846 678**
MOYENNE/mois	**96 109 628**	**-9 221 461 670**
Prévisions 2019	**1 153 315 539**	**-110 657 540 035**

Source : DGD - ONAP

ETAT P

STATISTIQUES SUR LES EMPLOIS CREES

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

****

OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION

REPUBLIQUE DU MALI

UN PEUPLE – UN BUT – UNE FOI

Statistiques sur les créations d'emplois 2018 et 2019 et les perspectives pour 2020

Juillet 2019

1. Statistiques des emplois créés en 2018 et 2019

1.1. Statistiques des emplois créés en 2018

1.1.1. Les emplois créés par le secteur privé en 2018

En 2018, 30 746 emplois ont été créés par le secteur privé. La branche d'activités « Activités de Services de Soutien et de Bureau » vient en première position avec 6 626 emplois créés, soit 21,6% des emplois créés par le secteur privé. Plus de 62,2% de ces emplois sont à durée déterminée. Seulement 20,1% des emplois créés sont occupés par des femmes (**Tableau 1**).

Tableau 1 : Répartition des emplois créés en 2018 par le secteur privé, enregistrés par branche d'activités, type de contrat et par sexe

	Type de Contrat						
	CDD			CDI			Total
Branches d'activités	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Agriculture, Sylviculture, Pêche	343	48	391	140	26	166	557
Activités Extractives	2 492	218	2 710	839	55	894	3 604
Activités de Fabrication	780	42	822	307	51	358	1 180
Production et Distribution D'électricité et de Gaz	110	14	124	110	20	130	254
Production et Distribution d'Eau, Assainissement, Traitement des Déchets et Dépollution	455	60	515	127	23	150	665
Construction	864	64	928	244	33	277	1 205
Commerce	604	150	754	931	210	1 141	1 895
Transports et Entreposage	153	31	184	384	39	423	607
Hébergement et Restauration	302	61	363	215	53	268	631
Information et Communication	263	42	305	309	84	393	698
Activités Financières et d'Assurance	384	218	602	314	73	387	989
Activités Immobilières	10	3	13	15	3	18	31
Activités Spécialisées, Scientifiques et Techniques	304	139	443	217	33	250	693
Activités de Services de Soutien et de Bureau	3 061	862	3 923	2 353	350	2 703	6 626
Activités d'Administration Publique	468	133	601	536	181	717	1 318
Enseignement	521	187	708	910	287	1 197	1 905
Activités pour la Santé Humaine et l'Action Sociale	2 087	1 075	3 162	808	548	1 356	4 518
Activités Artistiques, Sportives et Récréatives	17	3	20	13	1	14	34
Autres Activités de Services N.C.A.	1 307	360	1 667	289	102	391	2 058
Activités Spéciales des Ménages	8	4	12	19	7	26	38
Activités des Organisations Extraterritoriales	673	214	887	275	78	353	1 240
Total	**15 206**	**3 928**	**19 134**	**9 355**	**2 257**	**11 612**	**30 746**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Selon la région (Tableau 2), le District de Bamako vient en tête avec 17 109 emplois créés, soit 55,6% des créations d'emplois faites par le secteur privé en 2018. La région de Kayes vient en deuxième position avec 3 371 emplois, soit 11,0% des créations d'emplois. Malgré la crise, il y'a une timide reprise des activités économiques dans la région de Kidal, qui a enregistré 186 emplois créés en 2018 contre 177 en 2017.

Tableau 2 : Répartition du nombre d'emplois créés en 2018 par le secteur privé, enregistrés par Région, type de contrat et par sexe

Région	CDD			CDI			Total
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	
Kayes	2 416	189	2 605	626	140	766	3 371
Koulikoro	619	115	734	570	159	729	1 463
Sikasso	1 504	201	1 705	1 153	158	1 311	3 016
Ségou	869	175	1 044	367	100	467	1 511
Mopti	896	214	1 110	421	202	623	1 733
Tombouctou	909	222	1 131	134	21	155	1 286
Gao	499	110	609	422	40	462	1 071
Kidal	116	22	138	41	7	48	186
Bamako	7 378	2 680	10 058	5 621	1 430	7 051	17 109
Total	**15 206**	**3 928**	**19 134**	**9 355**	**2 257**	**11 612**	**30 746**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Les emplois créés par le secteur privé ont connu un pic au premier trimestre 2018 (10 241 emplois créés). Le nombre d'emplois créés a progressivement diminué après ce pic avant d'augmenter légèrement au quatrième trimestre 2018 (Tableau 3).

Tableau 3 : Répartition du nombre d'emplois créés en 2018 par le secteur privé par trimestre, par type de contrat et par sexe

Trimestre	CDD			CDI			
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Total
Trimestre 1	5 333	1 207	6 540	2 995	706	3 701	10 241
Trimestre 2	4 042	886	4 928	2 498	672	3 170	8 098
Trimestre 3	3 075	781	3 856	1 706	368	2 074	5 930
Trimestre 4	2 756	1 054	3 810	2 156	511	2 667	6 477
Total	**15 206**	**3 928**	**19 134**	**9 355**	**2 257**	**11 612**	**30 746**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

1.1.2. Les emplois créés par le secteur public en 2018

Les Projets et Programmes logés au Ministère de l'Energie et de l'Eau, au Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et au Ministère de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille ont permis de générer 11 897 auto-emplois de janvier à décembre 2018. Le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile a recruté 1100 élèves fonctionnaires de la protection civile et de la police dont 306 femmes et 777 enseignants ont été recruté par le Ministère des Collectivités Territoriales (Tableau 4).

Tableau 4 : Répartition des emplois créés en 2018 par Ministère/Institution selon le sexe

Ministres/Projet, Programmes, Agence	Sexe		Total
	Homme	Femme	
Ministère de l'Energie et de l'Eau	**4 259**	**3 574**	**7 833**
Projet d'Accès aux Services d'Energie Renouvelable (PASER-K)	48	2	50
Programme de développement des biocarburants	4 211	3 572	7783
Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	**2 042**	**1 358**	**3 400**
Agence Pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (APEJ)	619	382	1001
Projet « Formation Professionnelle, Insertion et Appui à l'Entrepreneuriat des Jeunes Ruraux (FIER)	1423	976	2399
Ministère de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille	**0**	**664**	**664**
Fond d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'épanouissement de l'Enfant	0	664	664
Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	**794**	**306**	**1100**
Recrutement d'élèves fonctionnaires de la Protection civile du corps des Techniciens	28	8	36
Recrutement d'élèves fonctionnaires de la Protection civile du corps des Agents Techniques	16	17	33
Recrutement d'élèves fonctionnaires de la Protection civile du corps des Sapeurs-Pompiers	200	81	281
Recrutement de la Police N° 2018-0328/DRH-MSPC	550	200	750
Ministère des collectivités territoriales	**655**	**122**	**777**
Concours d'entrée des Enseignants à la fonction publique des Collectivités Territoriales	655	122	777
Total	**7 750**	**6 024**	**13 774**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données fournies par les points focaux des Départements Ministériels, 2018

1.2. Statistiques des emplois créés de janvier à juin 2019

1.2.1. Les emplois créés par le secteur privé au premier semestre 2019

Au premier semestre 2019, le secteur privé a créé 10 172 emplois. C'est la branche « Activités de Services de Soutien et de Bureau » comme toujours qui vient en première position avec 2 802 emplois créés, soit 27,5% des emplois créés par le secteur privé. La branche « Activités pour la santé humaine et l'action sociale » occupe la deuxième position avec 1 324 emplois créés (Tableau 6).

Tableau 6 : Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par branche d'activité, type de contrat et par sexe au premier semestre 2019

Branche d'activités	**CDD**			**CDI**			
	Homme	**Femme**	**Total**	**Homme**	**Femme**	**Total**	**Total**
Agriculture, sylviculture, pêche	61	6	67	13	5	18	85
Activités extractives	786	66	852	372	9	381	1 233
Activités de fabrication	138	11	149	214	15	229	378
Production et distribution d'électricité et de gaz	3	1	4	34	6	40	44
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	185	40	225	133	17	150	375
Construction	163	16	179	92	6	98	277
Commerce	266	98	364	204	64	268	632
Transports et entreposage	46	7	53	34	1	35	88
Hébergement et restauration	91	14	105	49	11	60	165
Information et Communication	58	18	76	65	18	83	159
Activités financières et d'assurance	117	36	153	99	39	138	291
Activités immobilières	4	3	7	14	2	16	23
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	140	43	183	78	23	101	284
Activités de services de soutien et de bureau	1 443	336	1 779	891	132	1 023	2 802
Activités d'administration publique	125	34	159	106	56	162	321
Enseignement	176	64	240	258	81	339	579
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	661	247	908	263	153	416	1 324
Activités artistiques, sportives et récréatives	5	3	8	1	0	1	9
Autres activités de services N.C.A.	275	75	350	40	6	46	396
Activités spéciales des ménages	21	2	23	1	3	4	27
Activités des organisations extraterritoriales	463	132	595	55	30	85	680
Total	**5 227**	**1 252**	**6 479**	**3 016**	**677**	**3 693**	**10 172**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Le district de Bamako et la région de Kayes ont enregistré plus de créations d'emplois comparativement aux autres régions, avec respectivement, 6 060 et 1 247 emplois créés au premier semestre 2019. Les créations d'emplois dans ces deux localités sont le fruit de l'importance de l'activité économique. Les grandes entreprises du secteur formel sont basées à Bamako. Les activités aurifères sont plus importantes dans la région de Kayes. Près de 63,7% des emplois créés sont à durée déterminée. Les hommes occupent 76,9% des emplois créés au premier semestre de l'année 2019 (tableau 5).

Tableau 5 : Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé, enregistrés par Région, type de contrat et par sexe au premier semestre 2019

Région	CDD			CDI			Total		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Kayes	630	67	697	500	50	550	1 130	117	1 247
Koulikoro	81	26	107	160	31	191	241	57	298
Sikasso	319	39	358	145	34	179	464	73	537
Ségou	244	72	316	176	63	239	420	135	555
Mopti	342	96	438	84	15	99	426	111	537
Tombouctou	315	56	371	58	9	67	373	65	438
Gao	365	53	418	50	11	61	415	64	479
Kidal	9	1	10	6	1	7	15	2	17
Bamako	2 922	842	3 764	1 837	463	2 300	4 759	1 305	6 064
Total	**5 227**	**1 252**	**6 479**	**3 016**	**677**	**3 693**	**8 243**	**1 929**	**10 172**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Le nombre d'emplois créés a connu une augmentation de près de 50% entre le premier trimestre et le deuxième trimestre 2019, passant de 4 077 à 6 095 emplois créés **(Tableau 7)**.

Tableau 7 : Répartition du nombre d'emplois créés par le secteur privé par trimestre, type de contrat et par sexe au premier semestre 2019

Trimestres	CDD			CDI			
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Total
Trimestre 1	2 143	572	2 715	1 026	336	1 362	4 077
Trimestre 2	3 084	680	3 764	1 990	341	2 331	6 095
Total	**5 227**	**1 252**	**6 479**	**3 016**	**677**	**3 693**	**10 172**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT) au premier semestre 2019

1.2.2. Les emplois créés par le secteur public au premier semestre 2019

Les Agences et Projets-Programmes logés au Ministère des Infrastructures et de l'Equipement et au Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ont permis de générer au total 5 870 emplois dont 1 147 auto-emplois. Seulement 12,1% de ces emplois sont occupés par les femmes (T**ableau 8)**.

Tableau 8 : répartition du nombre d'emplois créés par trimestre, type de contrat et par sexe au premier semestre 2019

Ministres/Agences, Projet-Programmes	**Homme**	**Femme**	**Total**
Ministère des Infrastructures et de l'Equipement	**4 418**	**305**	**4 723**
Agence d'exécution des travaux d'entretien public routier (AGEROUTE)	1 798	95	1 893
Agence d'exécution des travaux d'intérêt public pour l'emploi (AGETIPE)	2 620	210	2 830
Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	**742**	**405**	**1 147**
Agence Pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (APEJ)	78	25	103
Projet « Formation Professionnelle, Insertion et Appui à l'Entrepreneuriat des Jeunes Ruraux (FIER)	228	161	389
Programme Formation Insertion-Professionnelle (MLI022)	231	35	266
Projet Développement des Compétences et Emploi Jeunes (PROCEJ)	136	42	178
Projet d'Employabilité des Jeunes Maliens (PEJM)	69	142	211
Total	**5 160**	**710**	**5 870**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données fournies par les points focaux des Départements Ministériels, 2019

1.3. Récapitulatif des emplois créés par les secteurs privé et public du 1er janvier 2018 au 30 juin 2019

Au cours des six derniers trimestres, le secteur privé a créé **55 370** emplois. Près des 2/3 (65%) de ces emplois sont à durée déterminée. Les hommes occupent 80,2% des emplois créés. Le pic a été atteint au premier trimestre 2018 (**Tableau 9).**

Tableau 9 : Récapitulatif des emplois créés par trimestre par le secteur privé du 1er janvier 2018 au 30 juin 2019

Trimestre	CDD			CDI			
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Total
Trimestre 1_2018	5 333	1 207	6 540	2 995	706	3 701	10 241
Trimestre 2_2018	4 042	886	4 928	2 498	672	3 170	8 098
Trimestre 3_2018	3 075	781	3 856	1 706	368	2 074	5 930
Trimestre 4_2018	2 756	1 054	3 810	2 156	511	2 667	6 477
Trimestre 1_2019	2 143	572	2 715	1 026	336	1 362	4 077
Trimestre 2_2019	3 084	680	3 764	1 990	341	2 331	6 095
Total	**20 433**	**5 180**	**25 613**	**12 371**	**2 934**	**15 305**	**40 918**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

Contrairement au secteur privé, le secteur public a créé moins d'emplois au cours des six derniers trimestres. Au total, 17 701 emplois créés par le secteur public ont été enregistrés. Sur le total des emplois créés au cours des six derniers trimestres, le Ministère de l'Energie et de l'Eau vient en première position avec 7 833, soit 44,03% des créations d'emplois enregistrées (Tableau 10).

Tableau 10 : Récapitulatif des emplois créés par le secteur public du 1er janvier 2018 au 30 juin 2019

Ministres/Projet, Programmes, Agence	Sexe		Total
	Homme	Femme	
Ministère des Infrastructures et de l'Equipement	**4 418**	**305**	**4 723**
Agence d'exécution des travaux d'entretien public routier (AGEROUTE)	1 798	95	1 893
Agence d'exécution des travaux d'intérêt public pour l'emploi (AGETIPE)	2 620	210	2 830
Ministère de l'Energie et de l'Eau	**4 259**	**3 574**	**7 833**
Projet d'Accès aux Services d'Energie Renouvelable (PASER-K)	48	2	50
Programme de développement des biocarburants	4 211	3 572	7783
Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	2 784	1 763	4 547
Agence Pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (APEJ)	697	407	1104
Projet « Formation Professionnelle, Insertion et Appui à l'Entrepreneuriat des Jeunes Ruraux (FIER)	1651	1137	2788
Programme Formation Insertion-Professionnelle (MLI022)	231	35	266
Projet Développement des Compétences et Emploi Jeunes (PROCEJ)	136	42	178
Projet d'Employabilité des Jeunes Maliens (PEJM)	69	142	211
Ministère de la Promotion de la Femme de L'enfant et de la Famille	**0**	**970**	**970**
Fond d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'épanouissement de l'Enfant	0	664	664
Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	**794**	**306**	**1 100**
Recrutement d'élèves fonctionnaires de la Protection civile du corps des Techniciens	28	8	36
Recrutement d'élèves fonctionnaires de la Protection civile du corps des Agents Techniques	16	17	33
Recrutement d'élèves fonctionnaires de la Protection civile du corps des Sapeurs-Pompiers	200	81	281
Recrutement de la Police N° 2018-0328/DRH-MSPC	550	200	750
Ministère des collectivités territoriales	**655**	**122**	**777**
Concours d'entrée des Enseignants à la fonction publique des Collectivités Territoriales	655	122	777
Total	**12 910**	**7 040**	**19 950**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données fournies par les points focaux des Départements Ministériels

2. Les perspectives pour l'exercice 2020

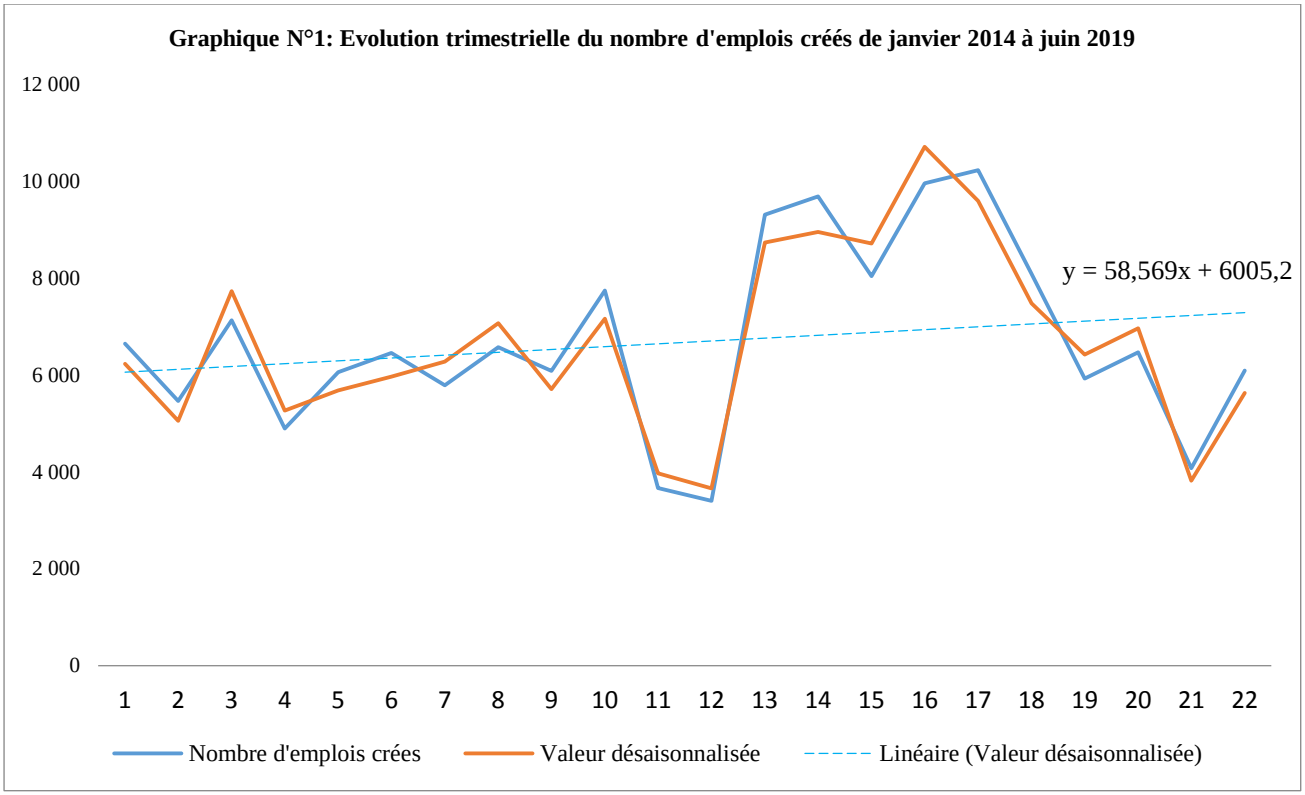
2.1. Les perspectives de création d'emplois par le secteur privé

Nous disposons d'une série de données collectées par trimestre de janvier 2014 à juin 2019 sur les créations d'emplois faites par le secteur privé. L'évolution de cette série se présente comme suit :

Tableau 11 : évolution du nombre d'emplois créés par le secteur privé de janvier 2014 à juin 2018

Période	Rand de la série	Nombre d'emplois crées
Trimestre 1_2014	1	6 650
Trimestre 2_2014	2	5 471
Trimestre 3_2014	3	7 136
Trimestre 4_2014	4	4 899
Trimestre 1_2015	5	6 066
Trimestre 2_2015	6	6 458
Trimestre 3_2015	7	5 795
Trimestre 4_2015	8	6 577
Trimestre 1_2016	9	6 091
Trimestre 2_2016	10	7 753
Trimestre 3_2016	11	3 668
Trimestre 4_2016	12	3 405
Trimestre 1_2017	13	9 319
Trimestre 2_2017	14	9 698
Trimestre 3_2017	15	8 046
Trimestre 4_2017	16	9 968
Trimestre 1_2018	17	10 241
Trimestre 2_2018	18	8 098
Trimestre 3_2018	19	5 930
Trimestre 4_2018	20	6 477
Trimestre 1_2019	21	4 077
Trimestre 2_2019	22	6 095
Total		**147 918**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)



Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

A partir de cette évolution, les résultats de l'estimation d'un modèle économétrique simple, nous permettent de prévoir le nombre de création d'emplois par le secteur privé comme suit :

Tableau 12 : Evolution prévisionnelle par trimestre du nombre d'emplois créés par le secteur privé du 3ème trimestre 2019 au 4ème trimestre 2020

Période	Prévision
Trimestre 3_2019	6 828
Trimestre 4_2019	6 935
Trimestre 1_2020	8 017
Trimestre 2_2020	8 199
Trimestre 3_2020	7 046
Trimestre 4_2020	7 155
Total	**44 180**

Source : Calcul de l'ONEF à partir des données collectées auprès de la Direction Nationale du Travail (DNT)

2.2. Les perspectives de création d'emplois par le secteur public

Contrairement aux statistiques sur les créations d'emplois du secteur privé, nous ne disposons pas pour l'instant de longue série sur les créations d'emplois du secteur public. Ces statistiques sont généralement disponibles en fin de trimestre ou d'année. La non disponibilité de longue série rend difficile l'utilisation d'outils statistiques appropriés pour faire des prévisions jusqu'en 2020 en termes de création d'emplois.

Selon le rapport de la Banque Africaine de Développement sur les perspectives économiques du Mali[1], la croissance du PIB réel devrait ralentir en 2019 pour s'établir à 4,7 % et s'y maintenir en 2020. L'inflation devrait être de l'ordre de 1,7% en 2019 et 1,8% en 2020. Grâce à l'assainissement, le déficit budgétaire devrait se réduire progressivement, passant d'environ 2,4% du PIB en 2019 à 1,5% en 2020. Le déficit de la balance courante devrait rester supérieur à 6% jusqu'en 2020. En outre, le gouvernement a mis en place un cadre de consultation pour faciliter la mise en œuvre de l'accord de paix de 2015.

Ainsi, avec ces bonnes perspectives macro-économiques et le maintien de la tendance des créations d'emplois du secteur public, ***nous pourrions envisager au moins 7 000 emplois pour les deux derniers trimestres de 2019 et 21 000 emplois pour l'année 2020.*** Ces emplois pourraient être créés à travers les recrutements prévus au niveau de la fonction publique d'Etat et celle des collectivités. En outre, les investissements publics qui seront réalisés par l'Etat suite à la mobilisation des recettes et à la rationalisation des exonérations fiscales, pourront générer des emplois.

En somme, nous estimons au moins le nombre total d'emplois créés par les secteurs public et privé comme suit :

Tableau 13 : Prévision du nombre total d'emplois créés par secteur pour le dernier semestre 2019 et pour l'année 2020

Secteur	**Année**		**Total**
	2 019*	**2 020****	
Emplois créés par le secteur public	7 000	21 000	28 000
Emplois créés par le secteur privé	13 763	30 417	44 180
Total	**20 763**	**51 417**	**72 180**

* Cette prévision concerne le dernier semestre 2019

** La prévision concerne toute l'année 2020

[1] https://www.afdb.org/fr/countries/west-africa/mali/mali-economic-outlook

ETAT Q

SUBVENTIONS A L'ENERGIE DU MALI (EDM SA)

Annexe à la LFI 2020 portant sur les subventions à Energie du Mali (EDM-SA)

1. Données historiques

Période	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Production (GWh)	631	721	805	866	943	1 004	1 097	1 213	1 301	1 276	1 402	1 574	1 712	1 905	2 081	2 219
SUBVENTIONS (Millions de FCFA)	7 200				3 000	3 400		14 281	10 906	30 000	59 249	57 108	42 000	33 656	34 000	42 000
Résultat avant subventions (Millions de FCFA)	- 7 206	- 7 211	- 3 074	-1 092	- 9 778	- 9 070	- 17 814	- 14 245	- 28 895	- 42 291	- 38 690	-56 632	-55 071			
Résultat apres subventions (Millions de FCFA)	- 6	- 7 211	- 3 074	-1 092	- 6 778	- 5 670	- 396	- 36	- 15 315	- 12 291	17 545	476	-13 071			
Coût moyen de production (FCFA/KWH)			95,96	93,7	106,8	108,4	94,5	99,6	101,2	104,3	109,8	113,6	114,8			
Prix moyen de vente (FCFA/KWH)	95,20	88,77	79,37	85,64	86,47	87,35	88,82	91,09	91,64	91,33	92,53	96,90	96,45	96,30	95,14	96,08

2. Distribution estimée des subventions à EDM au sein de la population en fonction des niveaux de consommation de la clientèle

En 2018 le rapport entre le chiffre d'affaires sans subvention et la quantité annuelle d'électricité facturée a été de 96,08 FCFA/kWh ; avec subvention, ce rapport a été est de 120,35FCFA/kWh. Ainsi, le montant de la subvention/kWh a été de 24,26 FCFA.

Les 42 milliards de FCFA de subvention se répartissent, selon les tranches tarifaires de EDM-SA et en fonction des quantités consommées par type de client, comme suit :

2.1 Répartition uniforme de la subvention selon le niveau de consommation

Tableau 1 :

Cathégorie de clients	Part subvention 2018
TARIF SOCIAL (*)	**46%**
TARIF NORMAL (**)	**24%**
MOYENNE TENSION (***)	30%

(*) Catégorie de clients facturés sur *quatre tranches tarifaires (de 59 FCFA/kWh à 130 FCFA/kWh) ;*

(**)* Catégorie de clients facturés sur *deux tranches tarifaires. (109 FCFA/kWh à 130 FCFA/kWh) ;

(***) Les industriels et assimilés.

2.2 Répartition différenciée de la subvention en tenant compte des tarifs appliqués aux différents clients

Le système tarifaire en vigueur (voir tableau ci-dessous) engendre des subventions croisées entre différents groupes tarifaires. Nous procédons ici à une analyse de ce phénomène afin de donner un éclairage complet sur la subvention par catégorie de client.

On remarquera tout d'abord que tous les clients industriels ont bénéficié de la subvention, tous les prix de vente étant inférieurs à 120,35 FCFA/kWh, niveau de revenu par kilowattheure ayant permis l'équilibre en 2018. Cependant, les clients, selon leurs groupes tarifaires et les quantités d'électricité consommées, ont bénéficié différemment de la subvention.

Les clients du tarif social ont bénéficié de subvention sur les 200 premiers kWh d'électricité consommée, ceux-ci étant facturés entre 59 FCFA et 109 FCFA par KWh.

Les clients du tarif normal ont bénéficié de subvention sur les 200 premiers kWh d'électricité consommée, ceux-ci étant facturés à 109 FCFA par kWh.

Sur les tranches de consommation excédant les 200 KWh et facturés au prix unitaire de 130 FCFA le KWh, ces clients (aussi bien du tarif social que du tarif normal) apportent une subvention croisée pour l'équilibre.

Il a été procédé à une segmentation des ventes par type tarifaire et par quantité facturé selon les tranches définies dans les tableaux des Grilles Tarifaires ci-dessous.

Les quantités par tranche tarifaire ont été multipliées par les écarts obtenus entre les prix unitaires des tranches et le prix de 120,35 FCFA. Le tableau suivant illustre les résultats obtenus :

Tableau 2

SYNTHESE	BT Tarif social	BT Tarif Normal	Total BT	MT	TOTAL
Consommation en GWh	537,89	508,49	1 046,38	608,20	1 654,57
Subvention en milliard FCFA	19,456	9,944	29,40	12,60	42,00
Nombre de clients	368 506	198 427	566 933	2 391	569 324
Part de la consommation	32,51%	30,73%	63,24%	36,76%	100,00%
Part de la subvention	46,32%	23,68%	70,00%	30,00%	100,00%
Part Nombre Client	64,73%	34,85%	99,58%	0,42%	100,00%

Rappel système tarifaire appliqué par EDM-SA

Grille tarifaire de la Basse tension

	Consommation mensuelle en kWh comprise entre		Prix unitaire FCFA/kWh
tranche 1	0	50	**59**
tranche 2	51	100	**94**
tranche 3	101	200	**109**
tranche 4	201	plus de 201	**130**

	Consommation mensuelle en kWh comprise entre		Prix unitaire FCFA/kWh
tranche 1	0	200	**109**
tranche 2	201	plus de 201	**130**

Grille tarifaire de la Moyenne tension

	Tranche d'heures dans laquelle la consommation en kWh est effectuée		Prix unitaire FCFA/kWh
Heures de pointe	18h00	23h59	**110**
Heures pleines	06h00	18h00	**75**
Heures creuses	00h00	06h00	**55**

La clientèle BT (tarif social) représente 64,73% des clients, avec une consommation globale de 32,51 % bénéficie de 46,32 % de la subvention soit **19,46 milliards FCFA**. La part de la subvention est supérieure à celle de la consommation. Les consommateurs de ce tarif avec les prix unitaires les plus bas sont les plus subventionnés.

Les clients BT du tarif normal 34,85 % des clients (soit 198 427 clients) présentent une part de subvention plus faible 23,68 % (**9,94 milliards de FCFA),** ils font 30, 73 % de la consommation globale.

Globalement, les **566 933 clients de la basse tension (99,58% des clients en nombre)**, en majorité des clients domestiques, ont bénéficié de **29,40 milliards de FCFA** de subvention, soit 70% de la subvention totale.

Les 2391 clients Moyenne Tension (industriels en majorité, et PME) ne représentant que 0,42% de la clientèle, ont bénéficié de **12,60 milliards FCFA** de subvention, une part à hauteur de 30%, en dessous de la part de l'énergie consommée 36,76%.

2.3 Conclusions

L'hypothèse de la répartition uniforme de la subvention attribue moins au tarif social de la Basse Tension. La répartition uniforme affecte plus les clients du tarif normal Basse tension et clients de la Moyenne Tension.

	Tarif Social	Tarif Normal	Tarif Moyenne Tension
Répartition uniforme selon les quantités d'électricité consommée	13,65	12,91	15,44
Répartition différenciée selon les tarifs par client	19,46	9,94	12,60
Ecart entre les deux répartitions de subvention	5,80	-2,96	-2,84

L'écart entre les deux modes de répartition met en exergue la notion des subventions croisées entre les clients facturés à des tarifs différents. Si les clients BT du tarif social bénéficient 5,80 milliards FCFA de subvention croisée, celle-ci est apportée par les clients du tarif normal et de la moyenne tension.

3. Indicateurs de performance

	Indicateurs	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
1	Puissance totale installée (MW)	333,3	394,7	425,1	467,2	528,1	533,2	590,2	529,5	628,19
2	Puissance totale disponible des centrales énergies renouvelables (MW)		0,2	0,2	0,2	1,4	1,4	1,4	1,4	1,368
3	Puissance disponible									
4	Energie totale produite (GWh)	1 212,90	1 300,70	1 276,40	1 402,00	1 573,90	1 712,00	1 905,30	2 081,10	2 219,66
5	Energie brute totale produite renouvelable (GWh) solaire	0	0	0	0	1,2	1,5	1,9	2,8	2,4
6	Energie importée (GWh)	2,8	3,4	17,1	216,4	295,7	246,5	281	445,4	436,7
7	Pertes distribution (%)	18,60%	15,60%	17,00%	15,70%	17,40%	17,76%	17,76%		
8	Taux énergie non distribuée (%)	0,40%	0,40%	2,30%	1,30%	0,90%	0,20%	0,20%	0,30%	
9	Taux recouvrement global (%) à M+12	98,00%	98,10%	97,70%	97,70%	98,71%	98,73%	98,52%	98,81%	98,52%
10	Taux recouvrement instances officielle (%)									
11	Taux recouvrement clients paraétatiques (%)									
12	Arriérés auprès fournisseurs privés	24 084,00	35 691,00	43 767,00	35 779,00	48 699,00	87 810,90	113 684,00	127 922,70	145 209,00
13	Arriérés fiscaux auprès Etat	12 291,00	7 192,00	15 314,00	9 634,00	9 992,00	16 029,50	13 384,00	14 424,10	42 269,00
14	Energie facturée (GWh)	950,9	1 044,30	1 012,40	1 104,70	1 225,80	1 332,30	1 488,90	1 650,90	1 730,90
15	Nombre total clients	233 354,00	261 008,00	290 042,00	313 621,00	346 978	400 690	462 761	515 827	569 324
16	Nombre clients résidentiels (BT)	231 864,00	259 438,00	288 382,00	311 952,00	345 141	398 760	460 696	513 601	566 933
17	Nombre employés	1 340,00	1 344,00	1 304,00	1 314,00	1 561,00	2 018,00	2 141,00	2 270,00	2 267,00
18	Ratio clients/employé	174,1	194,2	222,4	238,7	222,3	198,6	216,1	227,2	251,1
19	Tarif Moyen (FCFA/kWh) (avec pénalité majoration minoration en MT)	90,8	90,3	91,5	95,9	97,4	97,8	99,1	97,8	98,8
20	Tarif Moyen résidentiels (FCFA/kWh)	100,3	99,4	100	105,2	105,6	104,7	106,5	105,5	105,3
21	Revenus recouvrés par kWh produit (FCFA/kWh)	93,9	100,2	78,3	82,4	90,3	98,5	93,4	94,5	93,3
22	Revenus recouvrés par kWh facturé (FCFA/kWh)	119,7	124,6	98,8	104,6	115,9	126,6	119,5	119,2	119,6
23	Ventes totales (FCFA millions)	85 886,90	93 886,40	91 403,40	104 077,10	118 191,30	137 340,90	152 169,70	166 944,50	182 311,00
24	Revenus totaux recouvrés (FCFA millions) (Encaissements)	113 853,50	130 142,50	99 995,60	115 531,50	142 121,20	168 630,40	177 975,60	196 722,10	207 088,97
25	Salaire/charges de personnel (FCFA millions)	12 938,50	10 951,00	11 774,60	12 338,00	13 461,40	17 952,60	16 394,90	16 908,10	23 148,00
26	Dépenses effectives entretien production (FCFA millions)	2 836,30	2 682,50	1 480,90	3 179,70	1 477,20	2 203,80	1 407,10	1 389,50	5 083,17
27	Dépenses effectives T&D (FCFA millions)	3 986,80	2 365,30	3 106,90	1 813,50	2 950,80	1 198,40	3 152,90	2 196,50	1 178,15
28	Clients résidentiels avec compteurs avec prépaiement (%)	2,49%	9,68%	19,04%	25,33%	36,10%	45,35%	53,32%	58,34%	62,66%
29	TOTAL ABONNES	233 354	261 008	290 042	313 621	346 978	400 690	462 761	515 827	566 933
30	*BT POST-PAYE*	*226 048*	*234 178*	*233 148*	*232 501*	*219 874*	*217 029*	*213 958*	*212 680*	*211 707*
31	*ISAGO*	*5 816*	*25 260*	*55 234*	*79 451*	*125 267*	*181 731*	*246 738*	*300 921*	*355 226*
32	*MT*	*1 490*	*1 570*	*1 660*	*1 669*	*1 837*	*1 930*	*2 065*	*2 226*	*2 391*
33	Résultats d'exploitation (± FCFA millions)	-24 416,40	-15 321,40	-7 696,30	23 833,40	10 535,40	813,5	-11 275,90	-9 878,40	-32 641,00
34	Résultats Nets avec Subventions (± FCFA millions)	-35,7	-15 314,80	-12 291,30	17 544,90	474,8	-13 071,30	-26 364,30	-22 100,20	-51 194,00
35	Mouvements sorties du personnel	106	64	36	43	42	62	60	56	68
36	Subventions	4 804,00	10 906,00	30 000,00	59 248,61	57 107,60	42 000,00	33 655,81	34 000,00	42 000,00
37	Exonérations fiscales (*)								28 208,90	41 487,78
38	Produits pétroliers								19 925,80	34 051,42
39	Investissements								8 283,10	7 436,36
40	Stock des prêts rétrocédés								58 358,22	59 666,07
41	Positions nette EDM SA vis à vis de l'Etat								-3 742,00	-31 094,67
	Impayés administration (Budget national et régional)								4 279,00	7 462,98
	Autres impayés (reliquat subvention)								500,00	15 500,00
	Dettes fiscales nettes								7 521,00	34 109,16
	Autres dettes de l'Etat sur EDM (avance trésor)								-	19 948,49

Exonérations fiscales (*) : les exonérations fiscales sont des estimations que nous avons effectuées sur la base des volumes comptabilisés.

ETAT R

LISTE DES TAXES PARAFISCALES ET LEUR EVALUATION

MINISTERE DE L'ECONOMIE DES FINANCES
****
DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS
Cellule Planification et Suivi

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi

PREVISIONS DE RECOUVREMENT 2020 DES TAXES PARAFISCALES

(Unité en millions de F CFA)

Code	Désignation	Budget	Prévisions 2019	Prévisions 2020
	Taxe-Logement-**TL** (1% x Base CF)	OMH	3 344	**4 956**
	Taxe Touristique	OMATHO	1 620	**1 754**
	Contribution de solidarité sur les billets d'avion	Projet SIDA	333	**360**
	Redevance Régulation	ARMDS	1 041	**1 127**

NB: ⇨ *Les prévisions TL sont établies sur la base des réalisations estimées pour 2019 en tenant compte du taux d'accroissement des recettes de la DGI et des entreprises non passible de CF (conventionnées avec stabilité fiscale).*

⇨ *Les prévisions de Taxe Touristique, de Contribution de solidarité sur les billets d'avion, et de la Redevace de Régulation sont établies sur la base des réalisations estimées de l'exercice précédent (2019) auxquelles sont appliqués les taux de croissance des impôts indirects en 2020 (accroissement des impôts indirects 8,29%)*

Bamako, le 7 août 2019
LE DIRECTEUR GENERAL

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
Le Directeur Général des Impôts
BAMAKO

Mathias KONATE
Inspecteur des Impôts

ETAT S

ANNEXE SUR LES DEPENSES FISCALES

MINISTERE DE L'ECONOMIE

ET DES FINANCES

Direction Générale des Impôts

Cellule de Politiques Fiscales

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple - Un But - Une Foi

LES DEPENSES FISCALES
ANNEE 2018
RAPPORT DEFINITIF

Mars 2019

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

CEDEAO : COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

CGI : CODE GENERAL DES IMPÔTS

CREDAF : CENTRE DE RENCONTRES ET D'ÉTUDES DES DIRIGEANTS DES ADMINISTRATIONS FISCALES

DE : DROITS D'ENREGISTREMENT

DD : DROIT DE DOUANE

DF : DEPENSE FISCALE

DGD : DIRECTION GENERALE DES DOUANES

DGI : DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS

IBIC : IMPÔT SUR LES BENEFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

IS : IMPÔT SUR LES SOCIETES

RS : REDEVANCE STATISTIQUE

SFR : SYSTEME FISCAL DE REFERENCE

TEC : TARIF EXTERIEUR COMMUN

TVA : TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

UEMOA : UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE

I NTRODUCTION

La fiscalité malienne se caractérise par une multitude d'exceptions et de régimes particuliers, dérogeant aux règles de droit commun. Ces dispositions de la loi fiscale qui comprennent des exonérations et divers mécanismes affectant le calcul de l'impôt, concernent aussi bien la fiscalité des ménages que celle des entreprises.

Ces dispositions dérogatoires sont qualifiées par les spécialistes de « dépenses fiscales ».

Le concept de dépenses fiscales, qui « apparaît à la fois comme le symétrique de l'expression dépenses budgétaires et comme le négatif de l'expression recettes fiscales », permet de souligner que ces dispositions fiscales dérogatoires représentent un manque à gagner pour le budget de l'Etat, même si ce coût est, moins visible et moins connu que celui des autres dépenses publiques.

L'expression « dépense fiscale » ne doit cependant pas conduire à considérer que l'ensemble des flux économiques (revenus, épargne, valeur ajoutée, etc.) constituent par nature une matière taxable et que toute dérogation peut être présentée comme une moindre recette pour l'Etat.

Toutefois, les dispositions fiscales dérogatoires pourraient conduire à des «démembrements de la fiscalité» et aller à l'encontre de l'esprit de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, dont l'article 13 prévoit que l'indispensable contribution commune « doit être également répartie entre les citoyens, en raison de leurs facultés ».

A ces différentes facettes de la fiscalité dérogatoire correspondent deux enjeux essentiels :

- celui de la maîtrise budgétaire de ces dispositifs dans un contexte marqué par la diminution des ressources externes et la non-atteinte du taux de pression fiscale fixé à 20% à l'horizon 2020 par la CEDEAO ;
- et celui de l'efficacité de ces dispositifs ou encore celui de la simplification de la fiscalité.

Dans une telle situation, il est impératif pour nos pouvoirs publics de rationaliser les dérogations fiscales accordées aux contribuables et d'évaluer leur coût, mais aussi les impacts qu'elles induisent tant sur le plan économique que social.

La loi n°2017-022 du 12 juin 2017 déterminant le cadre général du régime des exonérations fiscales et douanières pourrait être un des moyens de rationalisation de l'octroi

des dérogations, dans la mesure où elle prévoit la suppression des exonérations qui n'ont aucune base légale.

Les dérogations ou allègements fiscaux sont des sources de pertes de recettes fiscales pour le Trésor public. Ce manque à gagner affecte de manière significative l'efficacité de l'effort de mobilisation des recettes fiscales des services d'assiette, la transparence dans la gestion des finances publiques et l'équité du système fiscal.

Ainsi, depuis 2011, chaque année le rapport sur les dépenses fiscales est produit par la DGI et est annexé au projet de loi de finances.

Le coût des dépenses fiscales relatif à l'année 2018 s'élève à 241,52 milliards de francs CFA. Il est constitué par les mesures de dérogations fiscales liées à six (6) impôts. Il s'agit précisément de trois impôts pour la fiscalité intérieure (TVA de l'intérieur, Impôt sur les Sociétés /Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et Droits d'Enregistrement) et de trois impôts pour la fiscalité de porte (TVA de porte, Droit de Douane et Redevance Statistique).

Dans cette étude, le montant des dépenses fiscales est analysé par type d'impôt et par source légale d'exonération.

Cependant, le nombre de mesures d'exonérations évaluées par impôt et par source légale ne figure pas dans le rapport. Cela est dû au fait que toutes les données collectées ne sont pas détaillées comme elles sont définies par les différentes lois.

La présente évaluation est axée sur les chiffres relatifs aux exonérations accordées par la Direction Générale des Impôts et la Direction Générale des Douanes.

Elle s'articule autour de quatre axes :

- I Présentation des dérogations fiscales ;
- II Cadre conceptuel ;
- III Cadre Méthodologique ;
- IV Analyse des Dépenses Fiscales.

I. PRESENTATION DES DEROGATIONS FISCALES

Les exonérations fiscales font partie des outils de politiques fiscales des gouvernements. Elles sont utilisées en lieu et place des dépenses directes pour dynamiser, encourager ou soutenir des secteurs d'activité et/ou une catégorie de contribuables. Ce sont des formes de dépenses de droit permettant au contribuable qualifié de prétendre au bénéfice de l'argent public. Elles proviennent de sources différentes et peuvent prendre diverses formes.

1) Par source d'exonération

Les mesures d'exonérations fiscales découlent aussi bien du régime de droit commun (Code Général des Impôts, Code des Douanes), des régimes dérogatoires permettant à certains contribuables de bénéficier d'allègement fiscal (Code des Investissements, Code Minier, Code Pétrolier, loi sur la promotion immobilière, loi sur les micros finances, etc.), des conventions internationales et bilatérales, que des mesures exceptionnelles décidées par le Gouvernement pour la gestion de problèmes socio-économiques conjoncturels (Loi, Ordonnance, Décret, Arrêté…).

2) Par nature d'exonération

Les dérogations fiscales portent, soit sur l'assiette imposable, soit sur les taux d'imposition, soit sur la trésorerie de l'entreprise :

- Au niveau de **l'assiette imposable**, les mesures dérogatoires concernent les exonérations totales ou partielles, temporaires ou définitives, les déductions, les décotes, les abattements et les provisions en franchise d'impôts ;
- Au niveau **des taux d'imposition**, l'écart entre les taux préférentiels accordés à certaines activités et les taux normaux est considéré comme une dépense fiscale (taux réduit de la Taxe sur la Valeur Ajoutée par exemple) ;
- Les amortissements dégressifs constituent des **facilités de trésorerie**.

Par ailleurs, les dérogations fiscales peuvent prendre différentes formes :

- **exonérations :** montants exclus de la base d'imposition ;
- **abattement ou déductions** : montants déduits du revenu de référence pour obtenir la base d'imposition ;
- **décote** : montant calculé sur la base d'un plafond et déduit de l'impôt calculé ;
- **réduction de taux** : taux d'imposition réduit appliqué à une catégorie de contribuables ou de transactions imposables ;
- **report d'impôt** : délai de paiement de l'impôt *(Exemple: dépréciation accélérée*);

- **Crédits d'impôt** : montants déduits de l'impôt dû mais remboursables.

  Pour évaluer le coût engendré par les dépenses fiscales, un inventaire de 743 dispositions dérogatoires a été effectué en 2014 et validé en 2016. (Voir Annexe 1)

II. CADRE CONCEPTUEL :

La décision N° 08/2015/CM/UEMOA instituant les modalités d'évaluation des dépenses fiscales dans les Etats membres de l'UEMOA, a dégagé certaines *idées prioritaires* **quant à la définition de la dépense fiscale, de *la norme et du système de référence (régime fiscal de base), de la délimitation du périmètre d'évaluation aux impôts nationaux et de la méthodologie à adopter.***

1) Définition de la dépense fiscale

Selon cette décision, **«** *une dépense fiscale est un transfert de ressources publiques résultant d'une réduction des obligations fiscales relativement à un système fiscal de référence, plutôt qu'une dépense directe. Elle résulte d'une mesure dérogatoire de nature fiscale prise par une autorité habilitée, en vue d'alléger la charge fiscale d'un contribuable ou d'un secteur d'activités et qui entraine un manque à gagner pour le trésor public.* ».

La dépense fiscale est donc une perte de recettes pour l'État et pour le contribuable un allègement de charges fiscales par rapport à ce qui serait résulté de l'application de la norme, c'est-à-dire des principes généraux du droit fiscal.

Néanmoins, toutes les exonérations ne sont pas des dépenses fiscales, et d'autres mesures que des exonérations peuvent donner lieu à des dépenses fiscales.

En particulier, les exonérations de TVA de porte sur les biens importés par des entreprises au régime du Code des Investissements ou au Code minier ne peuvent pas être considérées comme des dépenses fiscales car elles n'entraînent pas de pertes de recettes. La TVA qui aurait été collectée sur les importations de ces entreprises est par nature déductible, donc ne constitue pas une perte de recettes.

Les pertes de recette dues aux réductions de taux et à l'allocation d'un crédit d'impôt en cas d'investissement ne sont pas des exonérations mais constituent des dépenses fiscales.

Les caractéristiques qui peuvent aider à la qualification d'une mesure de dérogation fiscale en « dépense fiscale » sont :

- la dérogation par rapport à un système de référence (qualifier une mesure de "dépense fiscale" suppose de se référer à une législation de base à laquelle elle dérogerait) ;
- la motivation à but incitatif ;
- la possibilité de remplacement par une subvention directe.

L'identification des dépenses fiscales est un exercice de **classification** qui revient à établir une distinction, dans les dispositions fiscales en vigueur, **entre celles qui relèvent d'un système fiscal de référence (**découlant de la norme**) et une série de dispositions qui dérogent à ce système**. Elle requiert donc **une définition claire du système de référence**.

La définition d'un système de référence est donc l'étape essentielle du processus d'évaluation de la dépense fiscale.

2) Définition du système fiscal de référence

Il n'y a pas une définition standard du système de référence qui serait une norme communément admise au niveau international.

Il implique pour chaque pays, des choix de politiques économiques sociales et fiscales. En outre, elle est susceptible d'évoluer en fonction de la législation nationale ou communautaire. A ce titre, deux options sont envisageables :

- la première est faite sur la base de la législation existante ;
- la deuxième concerne le système optimal visé à terme (meilleures pratiques connues pour chaque taxe à l'interne et /ou à l'externe).

La première option plus pragmatique est le plus souvent choisie par les pays.

Ceci signifie que les éléments du cadre de référence (la norme) doivent **être de nature législative** et **revêtir un caractère général**.

Trois critères définissent le système de référence :

- l'ancienneté de la mesure ;
- le caractère général de la mesure ;
- la doctrine fiscale.

Cependant, le critère d'ancienneté n'a pas été retenu par la commission de l'UEMOA pour assimiler une dépense fiscale à une composante d'un système fiscal de référence.

Certains organismes internationaux estiment que le système fiscal de référence doit comprendre : « La structure des taux, les conventions comptables, la déductibilité des paiements obligatoires, les dispositions visant à faciliter l'administration des impôts et des dispositions concernant les obligations fiscales internationales. »

Les aspects structurels de la législation, comme les abattements personnels ou les taux progressifs, sont aussi jugés comme faisant partie du système fiscal de référence et ne sont donc pas des dépenses fiscales.

En outre, certaines dispositions d'atténuation du taux ou de la base imposable visant à éliminer la double imposition ou à se conformer à des pratiques normalisées au plan international ou sous régional ne sont pas non plus considérées comme des dépenses fiscales.

Une dépense fiscale n'existe donc que par rapport à un système fiscal de référence. Pour chaque type d'impôt, le choix du système de référence consiste à définir le champ d'application, la base imposable et le ou les taux ou tarifs.

Par souci de simplification, beaucoup de pays retiennent tout simplement le Code Général des Impôts, le Code des douanes, et le TEC (Tarif Extérieur Commun) comme système de référence.

La décision sus-citée a défini le Système Fiscal de Référence en son article 5, ainsi qu'il suit :

« Les États membres définissent un système fiscal de référence basé sur le droit commun de la législation fiscale intérieure et douanière.

Ce système de référence est le régime fiscal le plus neutre possible s'appliquant à tous les contribuables ou à toutes les opérations économiques avec le moins de discrimination possible. Il indique, pour chaque impôt, droit ou taxe, l'assiette et le taux.

Toute mesure dérogatoire au système de référence est considérée comme une dépense fiscale et entre dans le périmètre de l'évaluation.

Les dispositions fiscales dérogatoires contenues dans les conventions et accords internationaux régulièrement ratifiés font partie du système fiscal de référence.

En matière de législation fiscale intérieure, le système fiscal de référence est défini en fonction de la réglementation communautaire relative à l'harmonisation de la fiscalité interne des États de l'Union.

En matière de législation douanière, le système fiscal de référence est la réglementation communautaire relative au Tarif Extérieur Commun ».

Le système fiscal de référence est défini pour les impôts et taxes qui rentrent dans **le périmètre d'évaluation de cette étude sont :**

- **Taxe sur la Valeur Ajoutée**

L'application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée est encadrée par la directive C/DIR1/05/09 du 27 mai 2009 portant harmonisation des législations des états membres de la CEDEAO en matière de Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA). Les pays membres ont la latitude de pouvoir choisir leur taux applicable dans une fourchette de

5% à 20%. Ils ont, en outre, la possibilité de fixer aussi un taux réduit de TVA en plus du taux normal choisi (art 30 de la directive).

Dès lors que l'application du taux réduit de TVA ou l'exemption ne résulte pas d'une obligation communautaire, c'est le caractère incitatif, général ou sectoriel de cette application qui détermine si la mesure est considérée ou non comme une dépense fiscale.

Ainsi, sont considérées comme des dépenses fiscales les exonérations ou réductions de taux qui ont pour objet de soutenir un secteur particulier (énergies renouvelables et nouvelles technologies de l'information et de la communication).

Les taux réduits ou les exonérations qui s'appliquent à des produits de base avec un objectif de redistribution entre les ménages sont, en revanche, considérés comme conformes aux principes généraux de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (par exemple les médicaments, les céréales, le pain etc.)

Ainsi, peuvent faire partie intégrante de la norme de référence, les produits et services expressément exonérés par la directive susmentionnée (art 8) et transposés dans le Code Général des Impôts.

Le taux retenu par le Mali est **18%.**

- **Impôt sur les Sociétés/Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux**

Les éléments structurels du système d'imposition en matière d'Impôt sur les Sociétés comprennent :

- Le taux d'imposition linéaire (taux de droit commun) ;
- la déduction des pertes antérieures ;
- l'amortissement admis par les règles comptables ;
- les dispositions visant à éviter la double imposition.

Les taux retenus par le Mali sont de **30%** du bénéfice imposable et **1%** du montant du chiffre d'affaires hors taxe pour les contribuables relevant du régime normal d'imposition ayant déclaré un déficit.

Cependant, ce montant ne peut être inférieur à la fraction de l'Impôt sur les Sociétés/Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux contenue dans le montant maximum des cotisations (impôt synthétique).

- **Droits d'Enregistrements, de mutations et de successions**

Les droits d'enregistrement sont **fixes, proportionnels, ou progressifs** suivant la nature des actes ou mutations qui y sont assujettis.

La perception des droits est réglée d'après la forme extérieure des actes ou la substance de leurs dispositions, sans égard à leur validité, ni aux causes quelconques de résolution ou d'annulation ultérieure.

La norme de taxation consiste à se référer aux divers taux et conditions d'application du Code Général des Impôts(CGI) suivant la nature des actes ou mutations qui y sont assujettis.

- **Droit de Douane et Redevance Statistique** sont des droits de porte prévus dans le texte sur le Tarif Extérieur Commun (TEC)

3) Périmètre d'évaluation des dépenses fiscales

Le périmètre d'évaluation est défini sur la base de deux critères :

- l'importance de la mesure (coût) ;
- la disponibilité des données.

La délimitation consiste à choisir les impôts et taxes à comprendre dans le champ de l'évaluation (impôts d'État seulement) et la période couverte par cette évaluation. Les évolutions de la norme peuvent aussi entrainer des changements de périmètre d'évaluation (impôts et taxes à évaluer, taux à introduire ou à exclure etc.).

L'UEMOA a préconisé, qu'en l'état actuel des systèmes fiscaux des pays membres, le périmètre d'évaluation des dépense fiscale soit limité aux impôts et taxes nationaux et principalement à la Taxe sur la Valeur Ajoutée et au Droit de Douane.

Les impôts et taxes retenus par cette étude concernent : la Taxe sur la Valeur Ajoutée, l'Impôt sur les Sociétés/l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux, les droits d'enregistrement, le Droit de Douane et la Redevance Statistique.

III. LE CADRE METHODOLOGIQUE

En règle générale, l'approche méthodologique retenue en matière d'évaluation des dépenses fiscales repose sur l'évaluation des régimes dérogatoires par rapport au régime d'imposition de base (norme de référence) et l'architecture propre à chaque impôt et taxe en termes de taux et de base imposable.

Les dérogations fiscales recensées au nombre de 743 peuvent être classées, selon plusieurs critères : le régime et le type d'impôt.

Tableau n° 1 : Répartition des mesures de dérogations fiscales par régime d'imposition

SOURCE D'EXONERATIONS	NOMBRE D'EXONERATIONS FISCALES	POIDS DE LA SOURCE DANS LE TOTAL DES EXONERATIONS	NOMBRE DE SYSTÈME FISCAL DE REFERENCE	POIDS DE LA SOURCE DANS LE TOTAL SYSTÈME FISCAL DE REFERENCE	NOMBRE DE DEPENSES FISCALES	POIDS DE LA SOURCE DANS LE TOTAL DES DEPENSES FISCALES
CODE GENERAL DES IMPÔTS	278	37,42%	202	92,24%	76	14,50%
CODE DES INVESTISSEMENTS 2012	235	31,63%	0	0,00%	235	44,85%
CODE DES INVESTISSEMENTS 1991	80	10,77%	0	0,00%	80	15,27%
CODE DES INVESTISSEMENTS 1991 MODIFIE EN 2005	43	5,79%	0	0,00%	43	8,21%
CODE MINIER 2012	45	6,06%	4	1,83%	41	7,82%
CODE MINIER 1999	23	3,10%	0	0,00%	23	4,39%
CODE MINIER 1991	14	1,88%	4	1,83%	10	1,91%
MICROFINANCE	7	0,94%	0	0,00%	7	1,34%
CONVENTIONS INTERNATIONALES	7	0,94%	7	3,20%	0	0,00%
PROMOTION IMMOBILIERE	7	0,94%	0	0,00%	7	1,34%
CODE PETROLIER	4	0,54%	2	0,91%	2	0,38%
TOTAL	**743**	**100,00%**	**219**	**100,00%**	**524**	**100,00%**

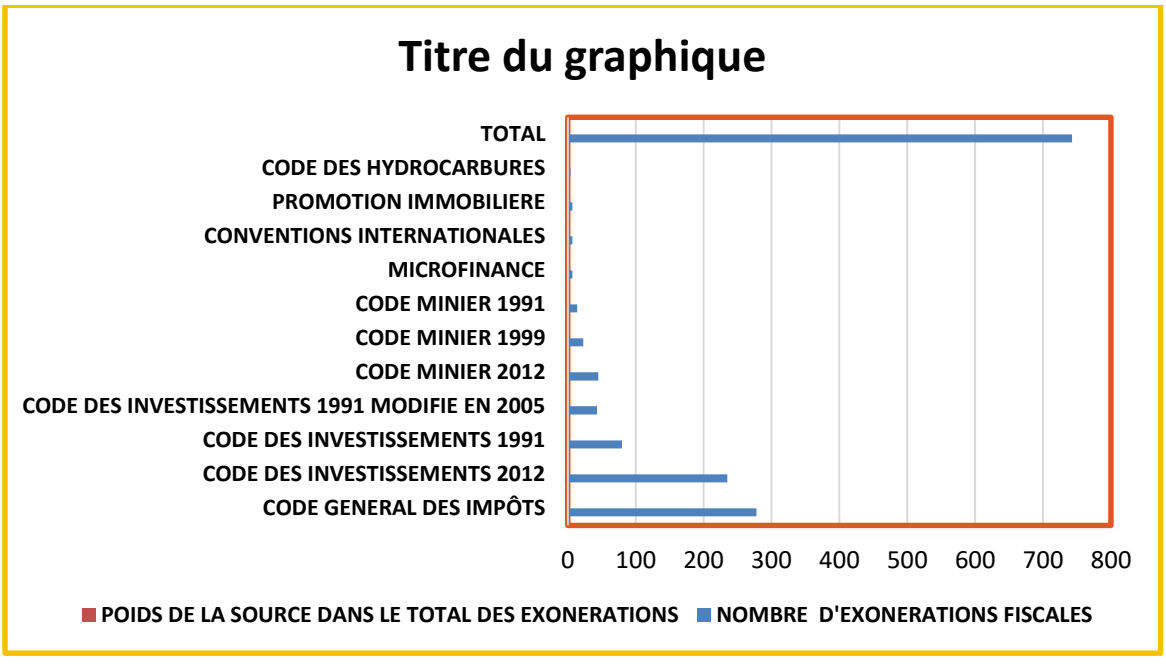
Source : Cellule de Politiques fiscales

➢ Le classement par régime fait apparaître :

- 278 mesures d'exonération au Code Général des Impôts (CGI) qui sont reparties en 202 mesures de système de référence et 76 mesures de dépense fiscale. Les mesures de dépense fiscale pèsent 14,50%.
- 358 mesures de dérogations fiscales aux 3 codes des investissements (CI 1991, CI 1991 modifié en 2005 et le CI de 2012). Toutes ces mesures dérogatoires sont classées en dépense fiscale et indiquent un poids de 68,32%.
- 82 mesures de dérogation fiscales aux 3 codes miniers (CM 90, CM 99 et CM 2012) dont 8 sont classées en système de référence et le reste en dépense fiscale. Les 74 mesures de niche fiscale donnent un poids de 14,12% ;
- 7 mesures d'exonérations fiscales aux Missions diplomatiques, postes consulaires et aux organismes internationaux. Ces mesures sont toutes classées en système de référence ;
- 7 mesures d'exonération à la loi sur la micro finance qui sont toutes classées en dépense fiscale et représentent un poids de 1,34% ;
- 7 mesures d'exonération à la loi sur la promotion immobilière. Elles constituent toutes des dépenses fiscales et affichent un poids de 1,34% ;
- 4 mesures au code pétrolier dont 2 classées en dépense fiscale et indiquent un pourcentage de 0,38%.

Le tableau n°1 résume ce classement.

Graphique n° 1 : Répartition des mesures de dérogations fiscales par source d'exonération



Source : Cellule de Politiques Fiscale

Tableau n° 2 : Répartition des mesures de dérogations fiscales par impôt, droit et taxe

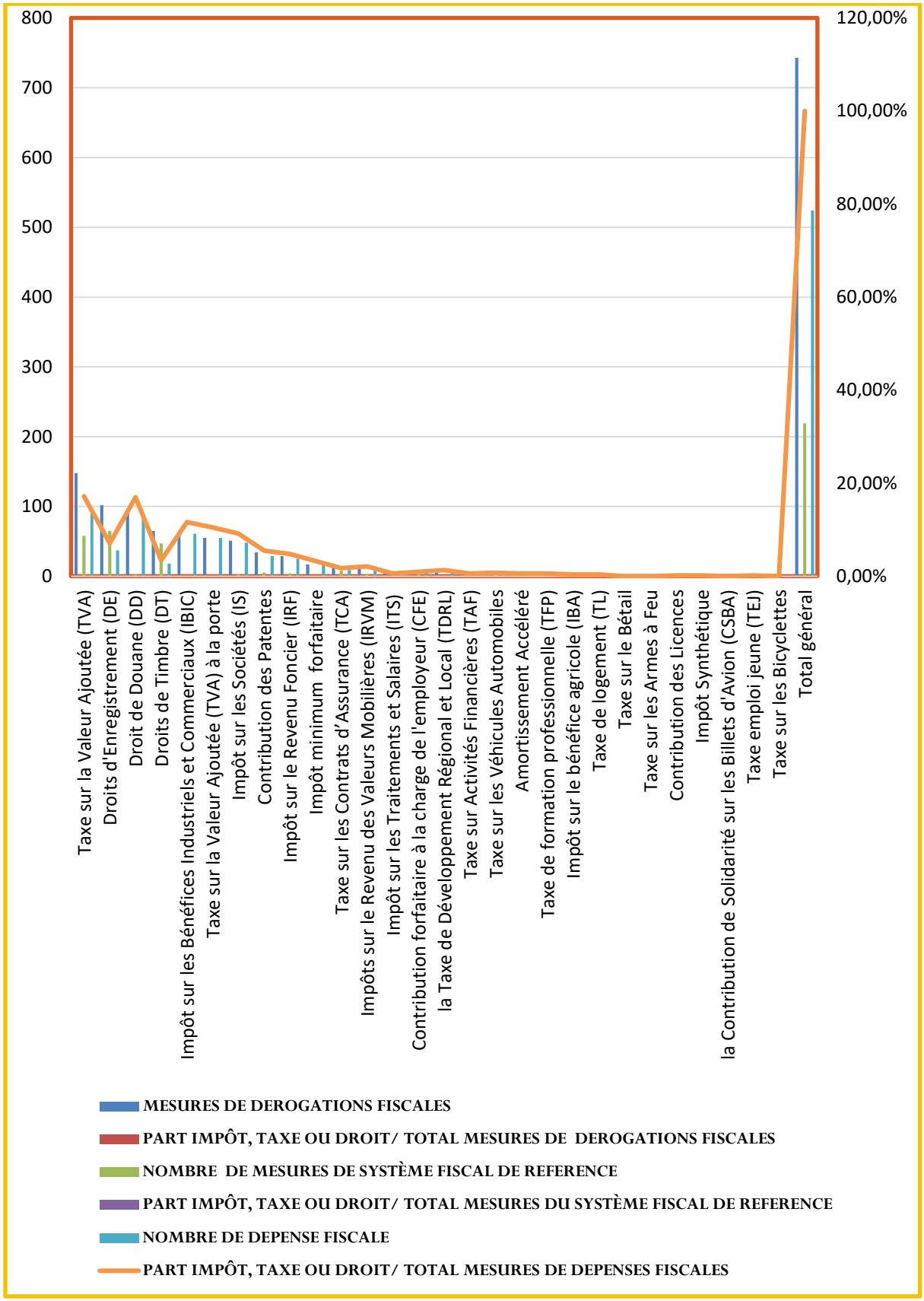
Impôt, taxes ou droits	Mesures de dérogations fiscales	Part impôt, taxe ou droit/ total mesures de dérogations fiscales	Nombre de mesures de système fiscal de référence	Part impôt, taxe ou droit/ total mesures du système fiscal de référence	Nombre de dépense fiscale	Part impôt, taxe ou droit/ total mesures de dépenses fiscales
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	148	19,92%	58	26,48%	90	17,18%
Droits d'Enregistrement (DE)	102	13,73%	65	29,68%	37	7,06%
Droit de Douane (DD)	92	12,38%	3	1,37%	89	16,98%
Droits de Timbre (DT)	65	8,75%	47	21,46%	18	3,44%
Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux (IBIC)	61	8,21%	0	0,00%	61	11,64%
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) à la porte	55	7,40%	0	0,00%	55	10,50%
Impôt sur les Sociétés (IS)	51	6,86%	3	1,37%	48	9,16%
Contribution des Patentes	34	4,58%	5	2,28%	29	5,53%
Impôt sur le Revenu Foncier (IRF)	29	3,90%	4	1,83%	25	4,77%
Impôt minimum forfaitaire	17	2,29%	0	0,00%	17	3,24%
Taxe sur les Contrats d'Assurance (TCA)	17	2,29%	8	3,65%	9	1,72%
Impôts sur le Revenu des Valeurs Mobilières (IRVM)	14	1,88%	3	1,37%	11	2,10%
Impôt sur les Traitements et Salaires (ITS)	10	1,35%	7	3,20%	3	0,57%
Contribution forfaitaire à la charge de l'employeur (CFE)	8	1,08%	3	1,37%	5	0,95%
la Taxe de Développement Régional et Local (TDRL)	8	1,08%	1	0,46%	7	1,34%
Taxe sur Activités Financières (TAF)	7	0,94%	4	1,83%	3	0,57%
Taxe sur les Véhicules Automobiles	6	0,81%	2	0,91%	4	0,76%
Amortissement Accéléré	3	0,40%	0	0,00%	3	0,57%
Taxe de formation professionnelle (TFP)	3	0,40%	0	0,00%	3	0,57%
Impôt sur le bénéfice agricole (IBA)	2	0,27%	0	0,00%	2	0,38%
Taxe de logement (TL)	2	0,27%	0	0,00%	2	0,38%
Taxe sur le Bétail	2	0,27%	2	0,91%	0	0,00%
Taxe sur les Armes à Feu	2	0,27%	2	0,91%	0	0,00%
Contribution des Licences	1	0,13%	0	0,00%	1	0,19%
Impôt Synthétique	1	0,13%	0	0,00%	1	0,19%
la Contribution de Solidarité sur les Billets d'Avion (CSBA)	1	0,13%	1	0,46%	0	0,00%
Taxe emploi jeune (TEJ)	1	0,13%	0	0,00%	1	0,19%
Taxe sur les Bicyclettes	1	0,13%	1	0,46%	0	0,00%
Total général	743	100,00%	219	100,00%	524	100,00%

Source : Cellule de Politiques Fiscales

- Le classement par type d'impôt fait apparaître ce qui suit :

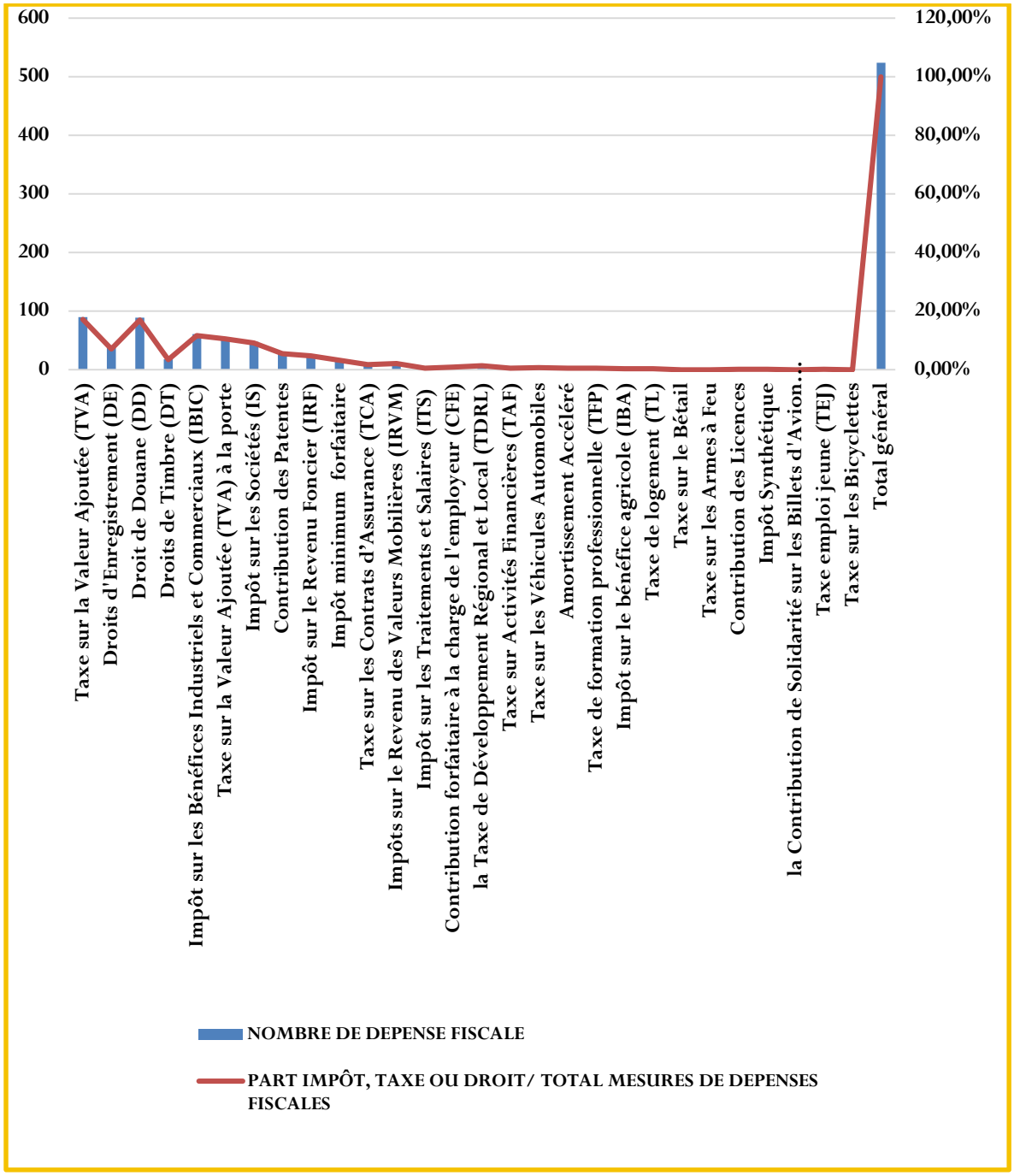
- les mesures d'exonérations de TVA sont les plus importantes. Elles sont au nombre de 203 et représentent un poids de 27,32% dans le total des exonérations recensées. Elles sont reparties en 58 mesures de système fiscal de référence et 145 mesures de dépense fiscale. Le rapport des mesures de dépense fiscale provenant de la TVA sur le total des mesures de la dépense fiscale donne un taux de 27,67% soit plus du quart. La fiscalité intérieure dénombre 148 mesures d'exonérations et celle de porte 55 avec des taux de participation respectifs de 19,92% et de 7,40%.
  Le nombre de dépenses fiscales y relatif a été évalué à 145 soit 90 mesures pour la TVA intérieure et 55 pour la TVA de porte pour des taux de participation respectifs de 17,18% et de 10,50%.
- Les allégements fiscaux de droits d'enregistrement se placent en deuxième position avec 102 mesures représentant 13,73 % du total des mesures d'exonérations fiscales. Le nombre de dépense fiscale lié à ces allègements se chiffre à 37 mesures pour un taux de participation de 7,06 %.
- Les mesures de dérogations provenant du Droit de Douane sont les plus importantes en matière de fiscalité de porte. Elles sont au nombre de 92 reparties en 3 mesures de système de référence et 89 mesures de dépense fiscale. Elles se placent en troisième position dans le classement général et en première position dans la fiscalité douanière. La dépense fiscale liée au Droit de Douane affiche un pourcentage de 16, 98 %.
- Les dérogations liées aux droits de timbre se chiffrent à 65 mesures dont 18 sont classées en dépense fiscale représentant un poids de 3,44%.
- Ensuite viennent les mesures d'exonérations issues de l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux pour 61 mesures d'exception. Toutes ces mesures sont classées en dépense fiscale et affichent un taux de participation de 11,64%.
- Enfin, les mesures d'exonération provenant de l'Impôt sur les Sociétés sont évaluées à 51 dont 48 font l'objet de dépense fiscale avec un taux de participation de 9,16%.
  Se référer au tableau N°2

<u>Graphique n° 2</u> : Répartition des mesures de dérogations fiscales par impôt, droit ou taxe



Source : Cellule de Politiques Fiscales

<u>Graphique n° 3</u> : Répartition des mesures de dépenses fiscales par impôt, droit ou taxe



Source : Politiques fiscales

1) Le périmètre méthodologique

Le périmètre de l'étude actuelle porte sur certains impôts et taxes affectés au budget de l'État et dont les données sont disponibles.

La fiscalité locale, les prélèvements sociaux au profit des institutions de retraite, les crédits d'impôts et autres décotes, n'ont pas été inclus dans ce chiffrage.

Par ailleurs, les pertes engendrées par la réduction du taux des impôts et taxes sur certains produits et services n'ont pas fait l'objet d'évaluation par manque de données et/ou de difficultés de collecte de renseignements.

2) La période de référence

En règle générale, l'évaluation de la dépense fiscale est annuelle et accompagne la Loi de Finances. Présentement, pour le cas du Mali, le rapport annuel de la dépense fiscale de l'année N est rattaché au projet de la loi de finances pour l'exercice N+2.

La présente évaluation concerne les dépenses fiscales de l'année 2018.

3) Méthode de calcul

Il existe trois méthodes pour évaluer les dépenses fiscales :

- **La méthode de la perte en recettes** (*revenue forgone*). Il s'agit d'un chiffrage, ex-post, de la réduction de la recette fiscale qu'a entraînée l'adoption d'une dépense fiscale, en présumant que cette adoption n'a aucun effet sur les comportements des contribuables. Ainsi, s'il s'agit d'un taux réduit de TVA, on partira des ventes bénéficiant de ce taux réduit et on calculera le coût de la dépense fiscale en multipliant le montant des ventes par l'écart entre le taux normal et le taux réduit de TVA. Ceci revient à supposer que toutes les transactions auraient eu lieu même si la mesure n'avait pas été adoptée : c'est ce que nous entendons par « l'absence d'effet sur le comportement des contribuables ».
- **Le gain final de recettes** (*revenue gain*) : on mesure le gain de recettes fiscales qu'entraînerait la suppression d'une dépense fiscale en tenant compte du changement de comportement des contribuables.
- **L'équivalent en dépense** (*Outlay équivalent)* : il s'agit du montant de la dépense directe qui serait nécessaire pour donner un avantage équivalent pour le contribuable à celui de la dépense fiscale.

La méthode de calcul des « pertes en recettes, toutes choses égales par ailleurs », la plus usitée en règle générale, a été retenue par le Mali pour autant qu'elle est la plus facile à exploiter.

IV. ANALYSE DES DEPENSES FISCALES

1) Méthode de collecte

Elle a consisté à recueillir, au niveau de chacune des structures d'assiette de la Direction Générale des Impôts et au niveau de la Direction Générale des Douanes les montants de toutes les exonérations fiscales accordées du 1er janvier au 31 décembre 2018.

Par la suite, il a été procédé à la compilation des données en tenant compte du périmètre d'évaluation et du système de référence pour l'évaluation effective de la dépense fiscale.

Ces données ont été analysées par source légale (Dispositions du Code Général des Impôts, des Codes Miniers, des Codes des Investissements et autres) et par type d'impôt, de droit et de taxe.

2) Analyse des dépenses fiscales

L'analyse est faite sur le coût total, annuel des dépenses fiscales mais aussi de façon détaillée par direction de recettes (Direction générale des impôts, Direction générale des douanes)

- **Analyse du coût annuel (DGI-DGD)**

➢ **Analyse du coût des dépenses fiscales par rapport au PIB et aux recettes fiscales**

Tableau 3 : coût des dépenses fiscales par rapport au PIB et aux recettes fiscales

	ANNEE 2017		ANNEE 2018	
RUBRIQUE	MONTANT EN MILLIARD DE FRANCS CFA	RATIOS (DF/RUBRIQUE)	MONTANT EN MILLIARD DE FRANCS CFA	RATIOS (DF/RUBRIQUE)
DEPENSES FISCALES	238,36		241,52	
PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB)	8928,02	2,67%	9444,6	2,56%
RECETTES FISCALES DGI-DGD	1556,49	15,31%	1132,62	21,32%

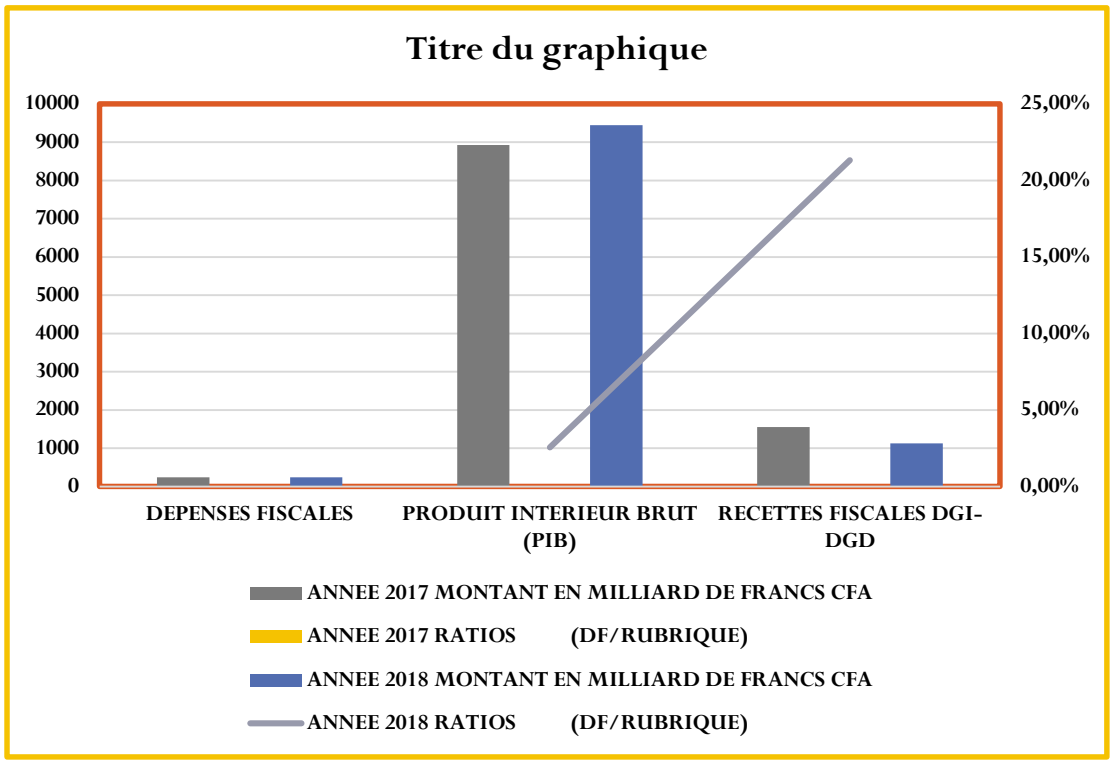
Source : Cellule de Politiques Fiscales

Le montant des dépenses fiscales évalué, au titre **de l'année 2018 (DGI-DGD), s'élève à 241,52 milliards de francs CFA contre 238,36 en 2017.** Comparées aux dépenses fiscales de l'année 2017, celles de 2018 ont connu une augmentation de 3,16 milliards de francs CFA soit une variation de 1,33%. Cependant, les recettes fiscales ont diminué de 28,89%.

Le coût des dépenses fiscales rapporté à certains agrégats (Produit Intérieur Brut, Recettes fiscales) se présente comme suit :

- **2,56 %** du Produit Intérieur Brut dont le montant s'élève à 9444,60 milliards de francs CFA.
- **21,32 %** de l'ensemble des Recettes fiscales de la DGI et de la DGD qui se chiffrent à 1132,62 milliards de francs CFA. Le montant des dépenses fiscales au titre de l'année 2018 représente plus du quart des recettes fiscales réalisées. (Voir tableau n°3)

Graphique 4 : coût des dépenses fiscales par rapport au PIB et aux recettes fiscales



Source : Politiques fiscales

➢ Répartition des dépenses fiscales par impôt, droit et taxe

La ventilation des dépenses fiscales par type d'impôt permet de préciser la part des dépenses fiscales afférentes à chacun d'eux.

Tableau n° 4 : Répartition des dépenses fiscales par impôt droit et taxe (DGI-DGD)

IMPÔT, TAXE OU DROIT	ANNEE 2017		ANNEE 2018		ECART EN MILLIARD DE FRANCS CFA ENTRE ANNEES 2017 ET 2018
	MONTANT DE LA DEPENSE FISCALE EN MILLIARD DE FRANCS CFA	PART (IMPÔT, TAXE ET DROIT) /TOTAL DEPENSE FISCALE	MONTANT DE LA DEPENSE FISCALE EN MILLIARD DE FRANCS CFA	PART (IMPÔT, TAXE ET DROIT) /TOTAL DEPENSE FISCALE	
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE	143,8	60,33%	147,00	60,87%	3,20
DROIT DE DOUANE	57,74	24,22%	61,43	25,43%	3,69
IMPÔTS SUR LES BENEFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX-IMPÔTS SUR LES SOCIETES	27,87	11,69%	27,38	11,34%	-0,49
DROITS D'ENREGISTREMENT	6,35	2,66%	3,88	1,61%	-2,47
REDEVANCE STATISTIQUE	2,60	1,09%	1,83	0,76%	-0,77
TOTAL	238,36	100,00%	241,52	100,00%	3,16

Source : Cellule de Politiques Fiscales

La part de la TVA dans les dépenses fiscales totales de l'année 2018 est de 147,00 milliards de francs CFA contre 143,80 milliards de francs CFA en 2017. Elle représente un poids de 60,87%.

Les dépenses fiscales de la TVA restent toujours les plus élevées comparées à celles des autres impôts. Elles représentent le cumul des dépenses fiscales de la TVA à l'intérieur et de la TVA de porte.

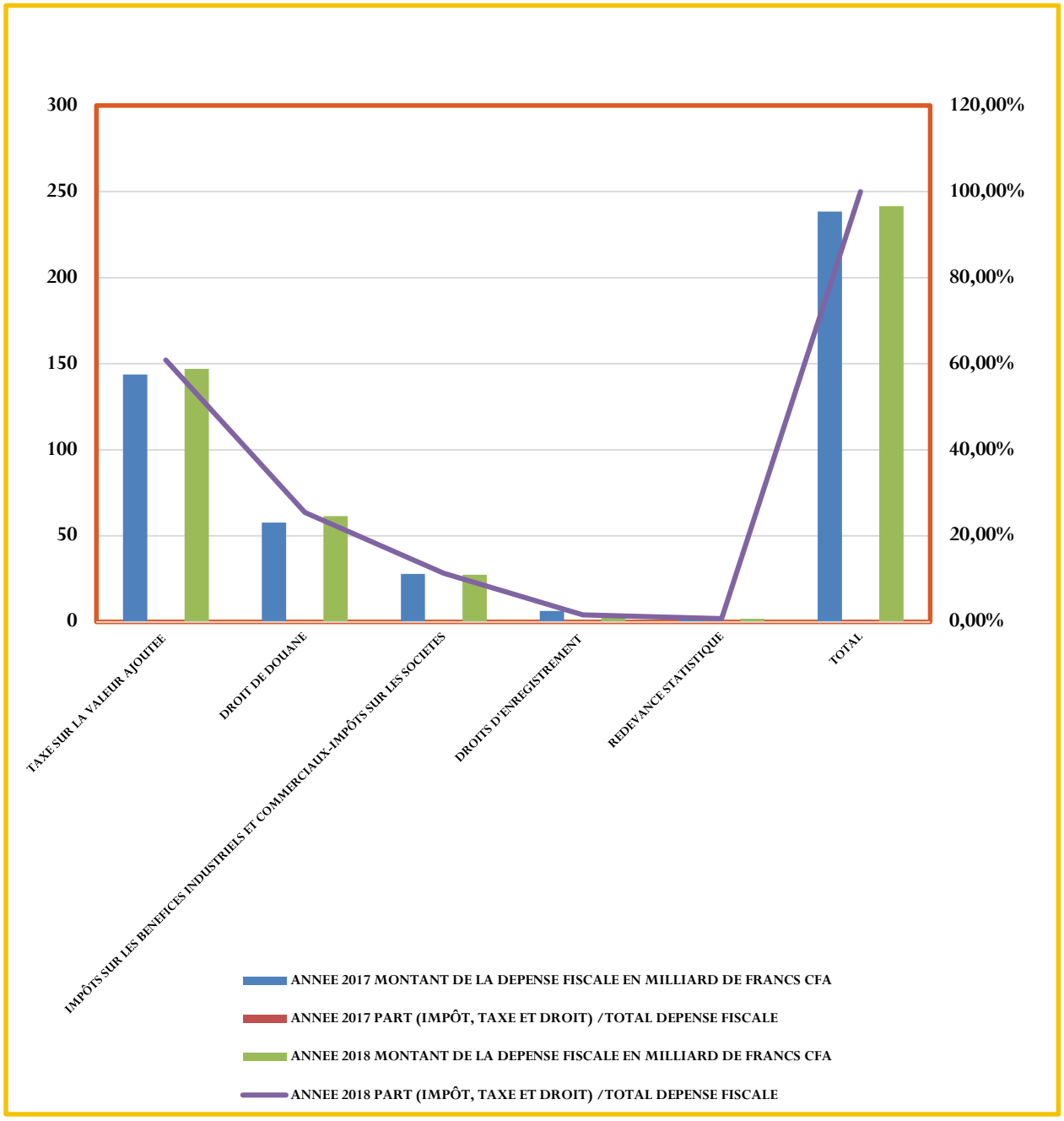
Le Droit de Douane a augmenté de 3,69 milliards de francs FCA. En termes de coût, il se place en deuxième position après les allègements de TVA, avec un poids de 25,43%.

Les pertes de recettes liées aux impôts (IS-IBIC) sont restées stables. Elles se chiffrent à 27,38 milliards de francs CFA contre 27,87 milliards de francs CFA en 2017. Son poids dans les dépenses fiscales totales est de 11,34%.

Les allègements des Droits d'Enregistrement affichent une diminution de 2,47 milliards de francs CFA. Ils représentent un poids de 1,61% du poids total des dépenses fiscales au titre de l'année 2018.

Les dépenses fiscales liées à la Redevance Statistique se placent en dernière position avec le plus faible montant (1,83 milliards de francs CFA) des dépenses fiscales totales de l'année 2018.Ce coût a diminué de 0,77 milliards de francs CFA comparé à celui de 2017.

Graphique 5 : Répartition des dépenses fiscales par impôt, droit et taxe (DGI-DGD)



Source : Cellule de Politiques fiscales

➢ Répartition des dépenses fiscales par source (DGI-DGD)

L'analyse des dépenses fiscales découlant des principales sources légales d'exonérations se présente comme suit :

Tableau 5: Répartition des dépenses fiscales par impôt droit et taxe (DGI-DGD)

SOURCE D'EXONERATION	ANNEE 2017		ANNEE 2018		ECART EN MILLIARD DE FRANCS CFA ENTRE ANNEES 2017 ET 2018	VARIATION
	MONTANT DE LA DEPENSE FISCALE EN MILLIARD DE FRANCS CFA	PART SOURCE D'EXONERATION/TOTAL DEPENSE FISCALE	MONTANT DE LA DEPENSE FISCALE EN MILLIARD DE FRANCS CFA	PART SOURCE D'EXONERATION/TOTAL DEPENSE FISCALE		
AUTRES DEPENSES FISCALES	82,7	34,70%	84,40	34,95%	1,70	2,06%
FINANCEMENTS EXTERIEURS	49,14	20,62%	49,03	20,30%	-0,11	-0,23%
CODES MINIERS ET PETROLIERS	34,89	14,64%	41,58	17,21%	6,69	19,16%
CONVENTIONS D'ETABLISSEMENT	23,57	9,89%	12,35	5,12%	-11,22	-47,59%
CODE DES INVESTISSEMENTS	18,63	7,82%	24,70	10,23%	6,07	32,61%
TITRE D'ETAT AU NIVEAU DES BANQUES	16,78	7,04%	18,61	7,71%	1,83	10,92%
CODE GENERAL DES IMPÔTS	7,68	3,22%	6,92	2,86%	-0,76	-9,92%
RETENUE CODES MINIERS ET PETROLIERS	3,55	1,49%	2,46	1,02%	-1,09	-30,83%
PROMOTION IMMOBILIERE	0,84	0,35%	0,75	0,31%	-0,09	-11,00%
MICROFINANCE	0,58	0,24%	0,72	0,30%	0,14	24,70%
TOTAL DEPENSE FISCALE	238,36	100,00%	241,52	100,00%	3,16	1,33%

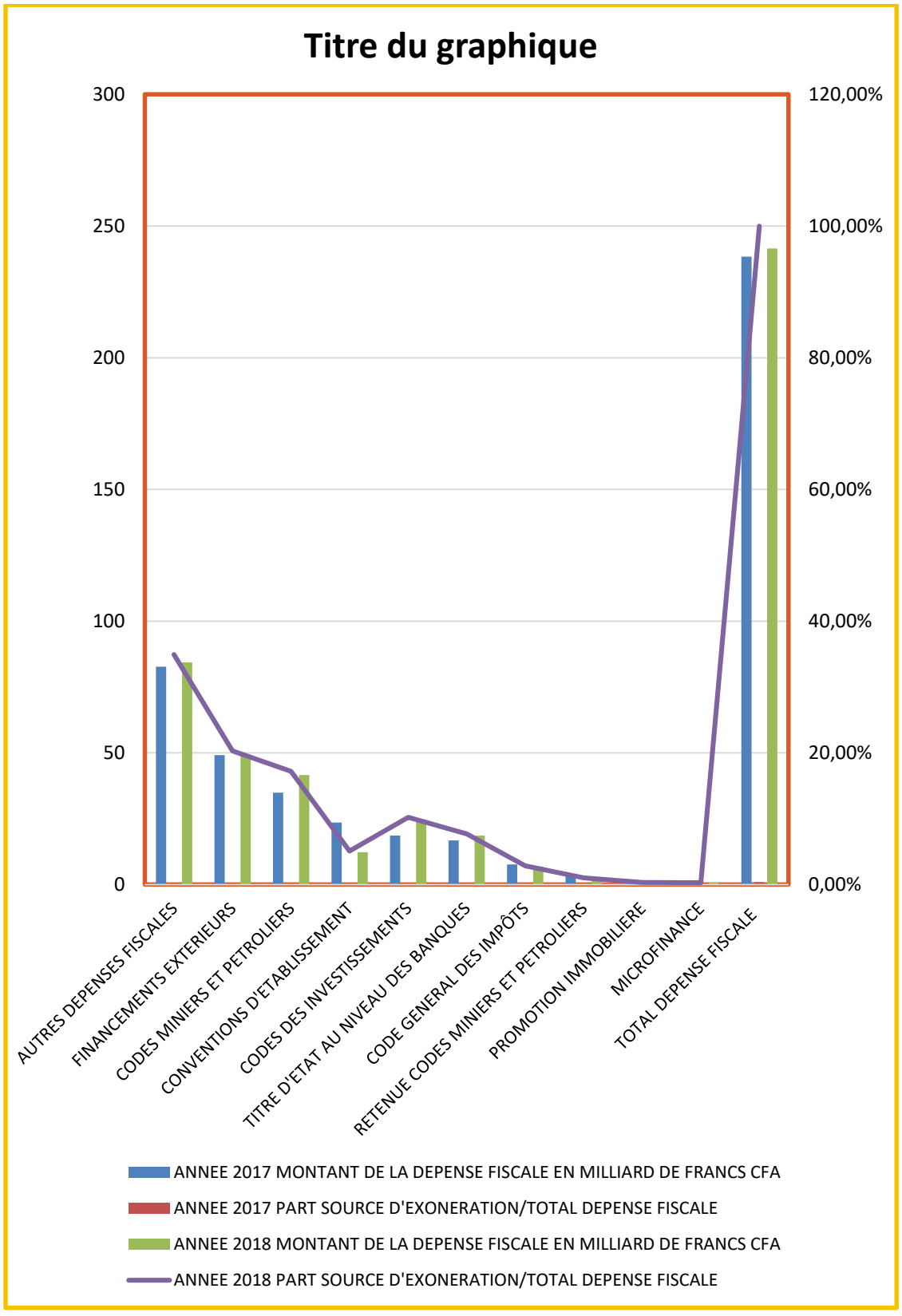
Source : Cellule de Politiques Fiscales

De l'analyse du tableau, il ressort que la part des « Autres dépenses fiscales » est la plus élevée dans le montant total des dépenses fiscales. Elle se chiffre à 84,40 milliards de francs CFA pour un poids de 34,95%.Le montant provenant de cette source de dépenses fiscales a augmenté par rapport à celui de l'année précédente de 1,7 milliards de francs CFA. La rubrique « Autres dépenses fiscales » est composée :

- Des exonérations exceptionnelles de la Direction Générale des Douanes. Ces allègements fiscaux contribuent à plus de 78,13% dans le coût de cette source « Autres dépenses fiscales ».
- De certaines exonérations de la Direction Générale des Impôts qui n'ont pas pu encore être détaillées en fonction de leur source à cause du mode de la collecte et le remplissage de la déclaration par les contribuables. Elles représentent 21,87% du poids total de la source « Autres dépenses fiscales ».

Les dépenses fiscales liées aux marchés publics (49,03 milliards de francs CFA) représentent plus du cinquième du poids total des dépenses fiscales au titre de l'année 2018. Elle est restée stable comparée à celle de l'année 2017 (49,14 milliards de francs CFA).
Le montant des allègements provenant des codes minier et pétrolier se chiffre à 41,58 milliards de francs CFA. Il est en hausse comparé à celui de l'année 2017(34,89 milliards de francs CFA). Leur poids dans les dépenses fiscales de 2018 est de 17,21%. Cette nature des dépenses fiscales se classe en troisième position en termes de coût.
Les pertes de recettes liées aux exonérations du Code des Investissements se chiffrent à 24,70 milliards de francs CFA contre 18,63 milliards de francs CFA en 2017.
Contrairement à l'évolution des allègements liés aux codes des investissements, ceux liés aux Conventions d'établissement (12,35 milliards de francs CFA), ont connu une baisse de 11,22 milliards de francs CFA.
En comparant les deux sources de dépenses fiscales (Code des Investissements et Conventions d'Etablissement), on constate, que d'une année à l'autre, le montant de l'une diminue au profit de l'augmentation de l'autre et vice versa. Cette situation peut être expliquée par la mauvaise imputation des sources d'exonération.
En ce qui concerne les exonérations provenant des Titres d'Etat détenues par les banques, le coût de ces dépenses fiscales s'élève à 18,61 milliards de francs CFA contre 16,78 milliards de francs CFA en 2017. Son poids dans les dépenses fiscales totales est 7,71%. Cette nature de dépense est composée uniquement des dépenses fiscales d'Impôt sur les sociétés.

Graphique 6 : Répartition des Dépenses fiscales par source d'exonération



Source : Politiques fiscales

Analyse du coût des dépenses fiscales par structure de recettes

- **Analyse des dépenses fiscales de la DGI**

➢ **Analyse du coût des dépenses fiscales par rapport au PIB et aux recettes fiscales de la DGI**

Tableau 6: coût des dépenses fiscales par rapport au PIB et aux recettes fiscales de la DGI

RUBRIQUES	ANNEE 2017		ANNEE 2018	
	MONTANTS (EN MILLIARDS)	PART DEPENSE FISCALE/AGREGATS	MONTANTS (EN MILLIARDS)	PART DEPENSE FISCALE/AGREGATS
DEPENSES FISCALES	127,06		121,82	
RECETTES FISCALES DE LA DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	792,73	16,03%	632,72	19,25%
PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB)	8928,02	1,42%	9444,6	1,29%

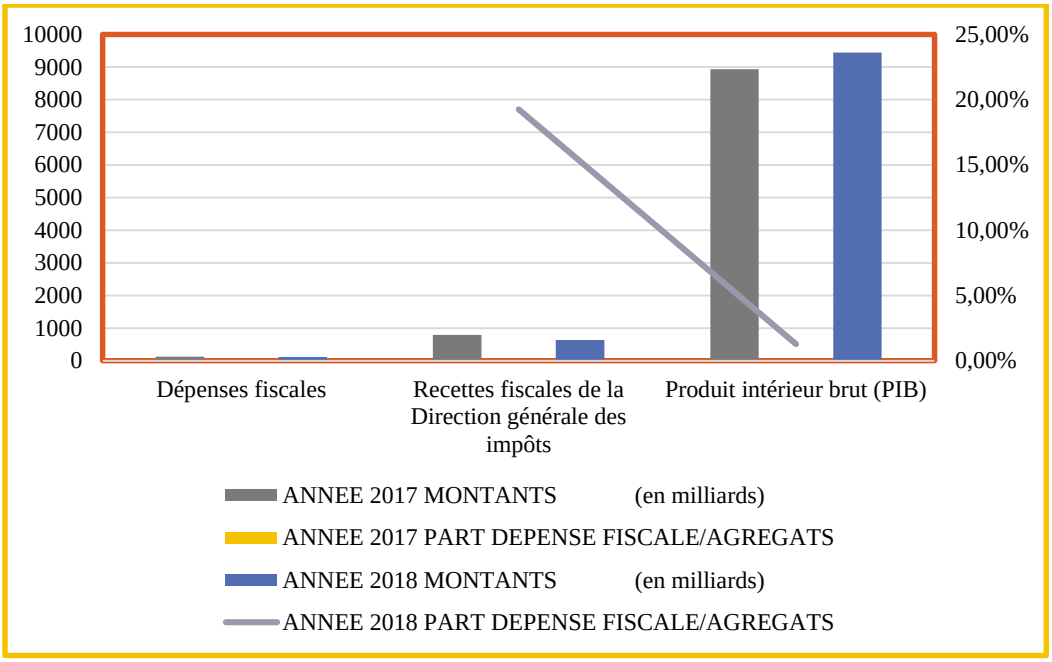
Source : Cellule de Politiques Fiscales

Le montant des dépenses fiscales de la Direction générale des impôts de l'année 2018 est évalué à **121,82 milliards de francs CFA**. Comparé à celui de 2017 qui est de **127,06 milliards**, le coût des dépenses fiscales a connu une diminution d'environ **5,24 milliards de francs CFA qui se traduit par un taux de décroissance de 4,12%**.

Ce coût rapporté aux recettes fiscales et au Produit Intérieur Brut se présente comme suit **:**

- **19,25% des recettes réalisées par la Direction générale des impôts** qui s'élèvent à **632,72 milliards** de francs CFA au titre de l'année 2018 ;
- **1,29% du Produit intérieur brut (PIB)** du même exercice **estimé à 9444,6** milliards de francs CFA) **; (Voir tableau 6)**

Graphique 7: coût des dépenses fiscales par rapport au PIB et aux recettes fiscales



Source : Politiques fiscales

➢ Répartition des dépenses fiscales de la DGI par impôt, droit et taxe

L'analyse par impôt se présente comme suit : (voir tableau 7)

Tableau 7: Répartition des dépenses fiscales de la DGI par impôt, droit et taxe

IMPÔT OU TAXE	ANNEE 2017		ANNEE 2018		ECART EN MILLIARD DE FRANCS CFA ENTRE 2017 ET 2018
	MONTANT DE LA DEPENSE FISCALE (EN MILLIARDS)	PART IMPOT OU TAXE /MONTANT DEPENSE FISCALE	MONTANT DE LA DEPENSE FISCALE (EN MILLIARDS)	PART IMPOT OU TAXE /MONTANT DEPENSE FISCALE	
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE	92,84	73,07%	90,56	74,34%	-2,28
IMPOT SUR LES SOCIETES-IMPOT SUR LES BENEFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX	27,87	21,93%	27,38	22,47%	-0,49
DROITS D'ENREGISTREMENT	6,35	5,00%	3,88	3,19%	-2,47
TOTAL	127,06	100,00%	121,82	100,00%	-5,24

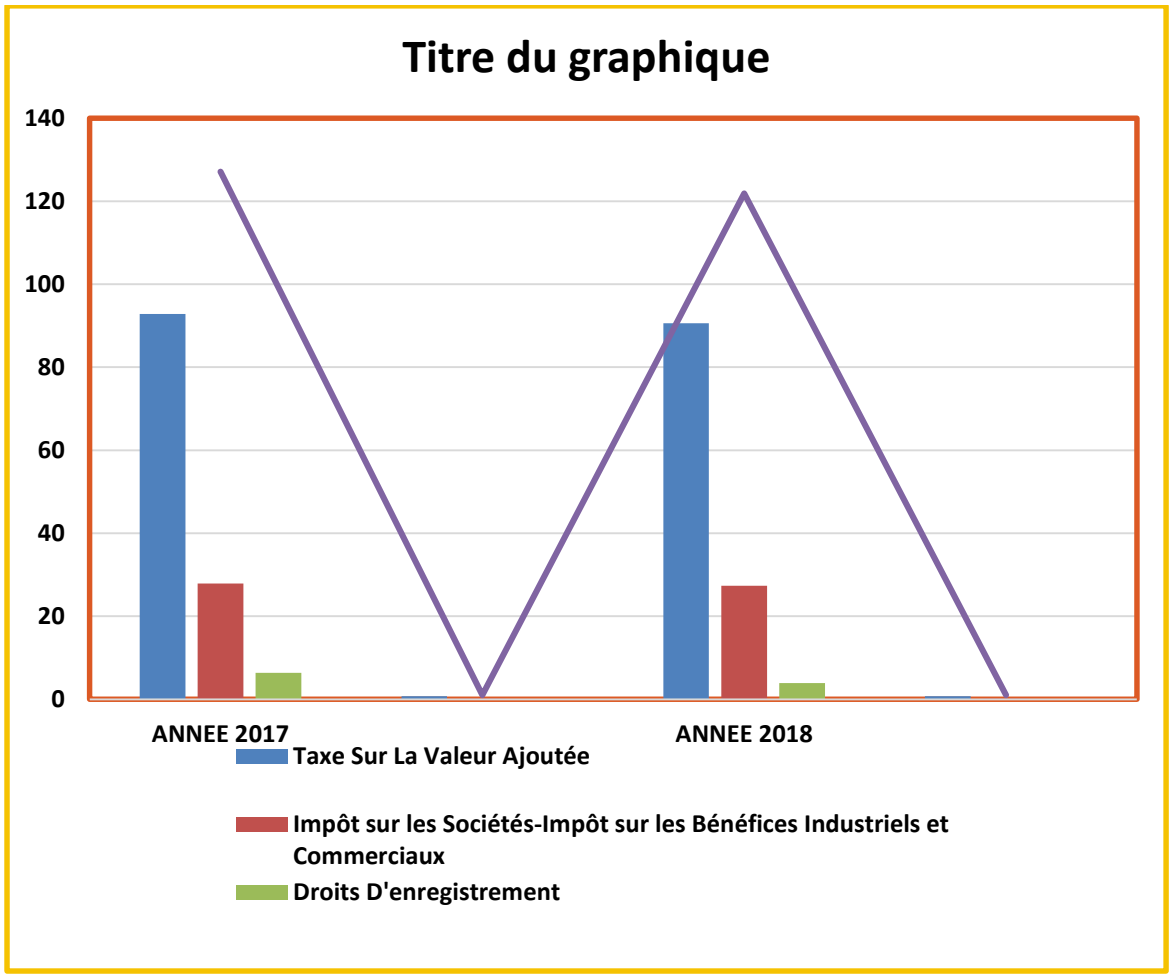
Source : Cellule de Politiques Fiscales

La répartition des dépenses fiscales de la Direction générale des impôts de l'année 2018 par type d'impôt indique que le coût de la dépense la plus élevée est celui lié à la ***Taxe sur la Valeur Ajoutée*** (TVA) avec un poids de 74,34%. Son coût s'élève à 90,56 milliards de francs CFA contre 92,84 milliards de francs CFA en 2017, soit une baisse de 2,28 milliards de francs CFA.

Les allègements fiscaux provenant de l'impôt sur les sociétés et impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux (IS-IBIC) ont légèrement baissé. Ainsi, les dépenses fiscales relatives à l'IS-IBIC passent de 27,87 milliards de francs CFA en 2017 à 27,38 milliards de francs CFA en 2018.

Les dépenses fiscales liées aux droits d'enregistrement indiquent une diminution. Elles passent de 8,35 milliards de francs CFA en 2017 à 3,8 milliards de francs CFA en 2018.

Graphique 9: Répartition des dépenses fiscales de la DGI par impôt, droit et taxe



Source : Cellule de Politiques fiscales

- **Analyse des dépenses fiscales de la DGD**
- **Analyse du coût des dépenses fiscales par rapport au PIB et aux recettes fiscales de la DGD**

Tableau 8 : coût des dépenses fiscales par rapport au PIB et aux recettes fiscales de la DGD

RUBRIQUES	2017		2018	
	MONTANTS (EN MILLIARDS)	RATIOS (DF/RUBRIQUE)	MONTANTS (EN MILLIARDS)	RATIOS (DF/RUBRIQUE)
DEPENSES FISCALES	111,3		119,7	
RECETTES FISCALES DE LA DIRECTION GENERALE DES DOUANES	585	19,03%	499,9	23,94%
PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB)	8868,84	1,25%	9444,6	1,27%

Source : Cellule de Politiques Fiscales

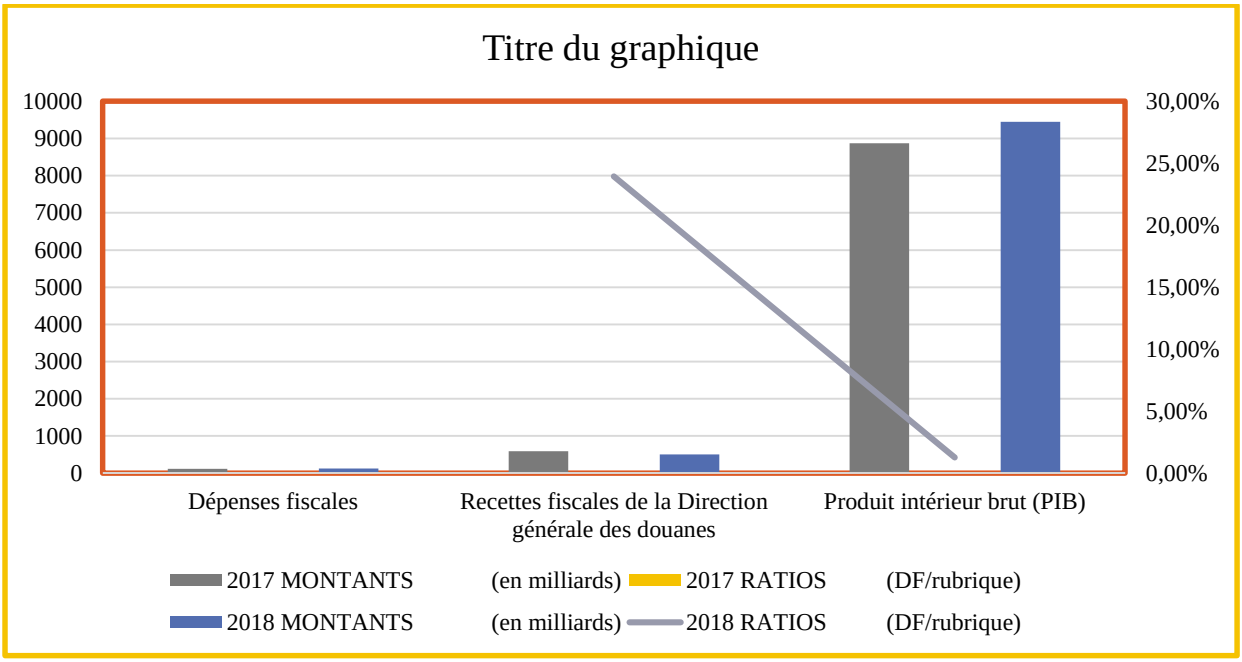
Le montant des dépenses fiscales de la Direction générale des douanes de l'année 2018 se chiffre à 119,7 **milliards de francs CFA** contre 111,30 **milliards de francs CFA en 2017.**

Le coût des dépenses fiscales rapporté aux recettes douanières et au Produit Intérieur Brut se présente comme suit **:**

- 23,94 % des recettes fiscales réalisées par la Direction générale des Douanes qui s'élèvent à 499.9 milliards de francs CFA au titre de l'année 2018. Le coût des allègements fiscaux de la DGD représente presque le quart des recettes douanières.
- 1,27 % du Produit Intérieur Brut (PIB) du même exercice estimé à 9444,6 milliards de francs CFA) ;

  (Voir tableau 8)

Graphique 8: coût des dépenses fiscales par rapport au PIB et aux recettes fiscales de la DGD



Source : Cellule de Politiques fiscales

➢ Répartition des dépenses fiscales de la DGD par impôt, droit et taxe

La ventilation des dépenses fiscales par type d'impôt permet de préciser la part des dépenses fiscales afférentes à chacun d'eux.

Tableau 9 : Répartition des dépenses fiscales de la DGD par impôt, droit et taxe

IMPÔT, TAXE OU DROIT	ANNEE 2017		ANNEE 2018		ECART EN MILLIARDS DE FRANCS CFA ENTRE ANNEES 2017 ET 2018	VARIATION
	MONTANT DE LA DEPENSE FISCALE (EN MILLIARDS)	PART IMPOT OU TAXE /MONTANT DEPENSE FISCALE	MONTANT DE LA DEPENSE FISCALE (EN MILLIARDS)	PART IMPOT OU TAXE /MONTANT DEPENSE FISCALE		
DROIT DE DOUANE	57,74	51,88%	61,43	51,32%	3,69	6,39%
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE	50,96	45,79%	56,45	47,16%	5,48	10,76%
REDEVANCE STATISTIQUE	2,60	2,33%	1,83	1,53%	-0,77	-29,69%
TOTAL	111,30	100,00%	119,70	100,00%	8,40	7,55%

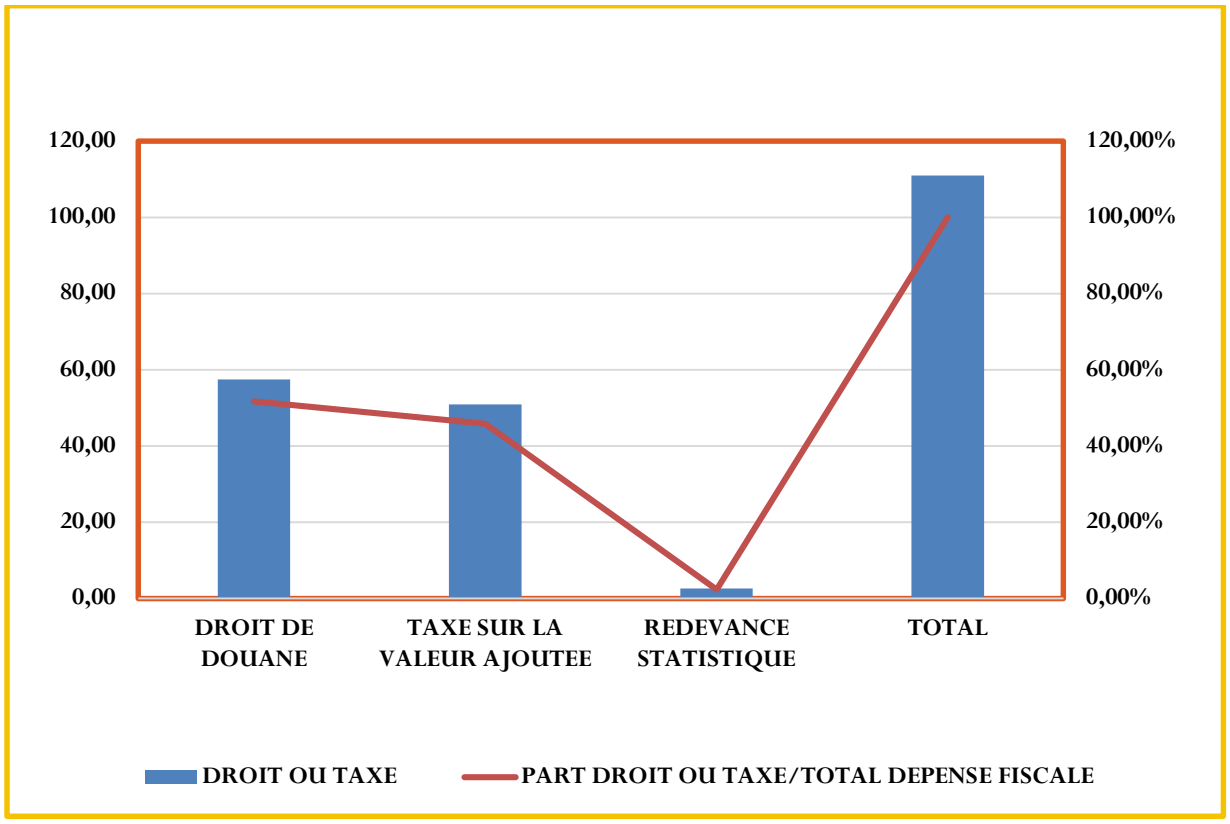
Source : Cellule de Politiques Fiscales

Il ressort de l'analyse de ce tableau que le Droit de Douane occupe la première position avec un taux de participation de 51,32%. Le montant des dépenses fiscales provenant du Droit de Douane s'élève à 61,43 milliards de francs CFA contre 57,74 milliards francs CFA en 2017.

Les dépenses fiscales provenant de la TVA se chiffrent à 56,45 milliards de francs CFA en 2018 contre 50,96 milliards de francs CFA en 2017 et se placent en 2ème position avec un poids de 47,16%. Cette augmentation se traduit par une variation de 10,76%.

Le coût des dépenses fiscales provenant de la Redevance Statistique est le plus bas et s'élève à 1,83 milliards de francs CFA. La redevance statistique affiche un taux de décroissance de 29,69% comparé à celle de l'année 2017.

Graphique 10 : Répartition par impôt DGD



Source : Cellule de Politiques fiscales

CONCLUSION

Il serait intéressant de pouvoir effectuer une analyse approfondie de l'efficacité économique des exonérations fiscales tant sur le plan des objectifs et des résultats attendus que sur le plan de l'incitation à l'investissement. Cette analyse nécessite une meilleure organisation et des moyens financiers. Néanmoins, il peut être signalé que :

Plusieurs études ont démontré que la décision d'investir n'est pas forcément conditionnée à l'octroi d'avantages fiscaux. En effet, la fiscalité vient loin derrière les principales préoccupations de l'investisseur qui sont, la stabilité politique, la sécurité juridique, l'exercice libre de son activité, la propriété du sol et la garantie offerte pour rapatrier les bénéfices après impôts ;

La Taxe sur la Valeur Ajoutée, impôt sur la consommation, représente à elle seule plus de 60,87% des dépenses fiscales. Ce constat doit nécessairement nourrir des réflexions en ce qui concerne l'efficacité économique et/ou sociale de telles mesures d'allégement fiscal compte tenu de l'objectif visé à la mise en place de cette taxe.

Par ailleurs, afin de maintenir un climat social serein, les mesures exceptionnelles décidées par le Gouvernement pour la gestion de problèmes socio-économiques conjoncturels peuvent parfois s'avérer nécessaires car permettant de maitriser les prix de certains produits de première nécessité pendant une période déterminée ou d'aplanir certains problèmes du moment liés au climat social.

L'évaluation des dépenses fiscales est une tâche importante dont les retombées peuvent être significatives en termes de transparence budgétaire et d'explicitation de la politique fiscale. C'est également un travail délicat qui demande trois préalables importants :

- **Le regroupement des dispositions fiscales dans un document unique.**

La multiplicité des textes, leur nature et origine (Codes des investissements, minier, douanier, impôt…) rend le recensement des régimes dérogatoires difficile. Il est essentiel de regrouper l'ensemble des dispositions fiscales dérogatoires dans un document unique : idéalement le Code Général des Impôts. Ce rassemblement est d'ailleurs l'une des recommandations fortes du CREDAF et de l'UEMOA en matière d'évaluation des

dépenses Fiscales. Afin d'éviter que se renouvelle la dispersion des textes, il importe de conditionner l'adoption d'un texte de cette nature à l'avis conforme préalable du Ministère en charge de l'économie et des finances et son inscription dans la Loi de finances.

- **La mise au point d'une procédure de collecte obligatoire de l'information**

La caractéristique de base d'une dépense fiscale est d'être dérogatoire par rapport aux principes généraux d'un impôt donné. Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, la dérogation peut prendre la forme d'une déduction sur le revenu imposable, d'une réduction d'impôt, d'un taux d'imposition particulier ou même d'une exemption de revenus. L'évaluation des dépenses fiscales demande donc de disposer des données sur les opérations qui sont concernées. Il est important, et même fondamental, de mettre en place une procédure de collecte des données régulière.

Concrètement, l'attention doit être portée vers les trois principes suivants :

- ✓ Le maintien des obligations déclaratives
- ✓ La prise en compte de toutes les informations relatives aux exonérations dans les déclarations
- ✓ La mise en place d'un fichier informatisé dans lequel sont saisis les montants exonérés, les sources et les natures des montants exonérés, la nature des services et des produits exonérés. Le fichier doit être installé au niveau de toutes les structures opérationnelles de la DGI et renseigné par les gestionnaires ou par un point focal désigné à cet effet.

- **La mise en place d'une structure pluridisciplinaire dédiée à l'évaluation des dépenses fiscales**

A l'instar des autres pays, la structure chargée de l'évaluation des dépenses fiscales doit être composée de cadres des impôts, des douanes, de tous les ministères sectoriels et d'autres cadres dont l'apport pourrait être nécessaire. Cette structure aura pour mission d'assurer un suivi stratégique et un rôle de veille. Elle recense les dépenses fiscales et met en place la méthodologie de suivi des avantages fiscaux (gestion de l'information, consolidation des données, analyse des données et rédaction du rapport

sur les dépenses fiscales). Cette structure sera l'Interlocutrice des services du Ministère de l'Economie et des Finances sur le sujet des dépenses fiscales.

Un plan de formation spécifique devra être mis en place à l'intention des agents de cette structure.

Documents joints :

- Annexe 1 : Tableau provisoire des dépenses fiscales au titre de l'année 2018

- Annexe 2 : Système fiscal de référence du Mali

Bamako, le 28 mars 2018

Le Chef de la Cellule de Politiques Fiscales /PI

Mme KOUATE Cissé SYLLA

Ingénieur de la Statistique

ANNEXE 1

LES DEPENSES FISCALES AU TITRE DE L'ANNEE 2018 (DIRECTIONS GENERALES DES IMPÔTS ET DES DOUANES) PAR SOURCE ET PAR IMPÔT

	DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS				DIRECTION GENERALE DES DOUANES				TOTAL DEPENSE FISCALE DIRECTIONS GENERALES DES IMPÔTS ET DES DOUANES
SOURCES D'EXONERATION	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE	IMPÔTS SUR LES BENEFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX-IMPÔTS SUR LES SOCIETES	DROITS D'ENREGISTREMENT	TOTAL DEPENSE FISCALE DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS	DROITS DE DOUANE	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE	REDEVANCE STATISTIQUE	TOTAL DEPENSE FISCALE DIRECTION GENERALE DES DOUANES	
CODE GENERAL DES IMPÔTS	6 918 208 719			6 918 208 719				0	6 918 208 719
CODES DES INVESTISSEMENTS	12 247 580 596	1 525 758 505	29 917 875	13 803 256 976	10 873 554 896		27 624 991	10 901 179 888	24 704 436 864
CODES MINIERS ET PETROLIERS	21 539 013 167	1 088 561 300		22 627 574 467	17 858 087 375		1 089 432 352	18 947 519 727	41 575 094 194
RETENUE CODES MINIERS		2 455 558 908		2 455 558 908				0	2 455 558 908
CONVENTIONS D'ETABLISSEMENT	8 689 373 296	3 195 088 931		11 884 462 227	469 366 930			469 366 930	12 353 829 157
TITRE D'ETAT AU NIVEAU DES BANQUES		18 611 750 160		18 611 750 160				0	18 611 750 160
MARCHES PUBLICS	21 296 235 763	437 534 545	3 853 574 698	25 587 345 006	9 346 257 484	13 581 571 175	511 902 106	23 439 730 766	49 027 075 771
TVA PROMOTION IMMOBILIERE	683 973 342	63 645 815		747 619 157				0	747 619 157
MICROFINANCE	723 246 603			723 246 603				0	723 246 603
AUTRES DÉPENSES FISCALES	18 460 027 389			18 460 027 389	22 881 079 362	42 864 381 965	196 799 132	65 942 260 460	84 402 287 849
TOTAL DEPENSE FISCALE	90 557 658 875	27 377 898 164	3 883 492 573	121 819 049 612	61 428 346 046	56 445 953 141	1 825 758 582	119 700 057 769	241 519 107 381

Source: Cellule de Politiques Fiscales

A

ANNEXE 2

SYSTEME DE REFERENCE DE LA NORME

A. FISCALITE INTERIEURE

I. Impôts directs

1. **impôt sur les traitements et salaires :**

a) *Unité d'imposition*

Salarié

b) Base imposable de référence

Montant total net des traitements, salaires, pécules, indemnités, émoluments, primes, gratifications et de leurs suppléments, tous autres avantages en argent ou en nature accordés aux intéressés, les pensions et rentes viagères, les rémunérations;

Les franchises admises :

-Déduction des retenues de pensions ou de retraites dans la limite de 4 % des salaires bruts;

-allocations et indemnités spéciales destinées à couvrir les frais inhérents à la fonction ou à l'emploi. Le maximum déductible est fixé par un Arrêté du Ministre chargé des Finances;

-Exonération du personnel diplomatique ;

-Réduction pour charge de famille ;

-Indemnité de dépaysement ;

-Réduction de 50% des avantages en nature.)

-les allocations familiales et d'assistance à la famille versées par l'Etat et les organismes de prévoyance sociale;

-les majorations de soldes, d'indemnités ou de pensions attribuées pour charges de famille à condition que tous les salariés de l'entreprise en bénéficient de façon identique ;

-les indemnités spéciales destinées à couvrir les frais de mission ou déplacement, les indemnités de risque ou toute autre indemnité dont l'exonération est prévue par un texte réglementaire;

-les retraites des combattants ; les pensions servies aux victimes civiles et militaires de la guerre ou à leurs ayants droit;

-les rentes viagères et indemnités temporaires attribuées aux victimes d'accidents de travail ;

-les indemnités de licenciement ou de départ à la retraite, dans la limite des montants fixés par le code du travail.

c) *Taux de référence*

- Barème de l'I.TS.

tranche de revenu	taux
0 à 330 000	0%
330 001 à 1 200 000	2,00%
1 200 001 à 1 800 000	10,00%
1 800 001 à 2 600 000	26,00%
2 600 001 à 3 500 000	33,00%
3 500 001 à 4 100 000	36,00%
4100001 et plus	40,00%

2. **Impôt sur les revenus fonciers :**

Sont imposés dans la catégorie des revenus fonciers, lorsqu'ils ne sont pas inclus dans les bénéfices d'une société passible de l'Impôt sur les Sociétés, les revenus des immeubles bâtis, tels que maisons, fabriques, manufactures, usines et en général, tous les immeubles construits en maçonnerie, fer ou bois, fixés au sol à demeure, à l'exception de ceux qui sont expressément exonérés par les dispositions du présent Code.

a) *Unité d'imposition :*

Revenus des immeubles bâtis

b) *Base imposable de référence*

-revenu brut disponible afférent à la période d'imposition c'est-à-dire montant brut des loyers, des gains accessoires à la propriété foncière perçus au cours de l'année quelle que soit la période à laquelle ils se rapportent, augmenté des dépenses et charges incombant normalement au propriétaire mais supportées par le locataire et diminué des dépenses et charges incombant normalement au locataire mais supportées par le propriétaire.

Les franchises admises :

-Exonération : immeubles non loués occupés par le propriétaire et /ou par les personnes qui sont à sa charge

-Exonération : immeubles occupés par les employés (gardien ou agents de sécurité) du propriétaire

-Exonération : immeubles inscrits à l'actif du bilan d'une société passible de l'I S ;

-Exonération : voies ferrées publiques ;

c) Taux de référence

12% pour les immeubles en dur et semi dur ;

8% pour les immeubles en banco.

3. Impôt sur les revenus de valeurs mobilières:

a) Unité d'imposition :

Revenus de valeurs mobilières.

b) Base imposable de référence :

Le revenu est déterminé :

-pour les actions, par le dividende fixé d'après les délibérations des assemblées d'actionnaires ou des conseils d'administration, les comptes rendus ou tous autres documents analogues ;

-pour les obligations ou emprunts, par l'intérêt ou le revenu distribué dans l'année ;

-pour les parts d'intérêts, soit par les délibérations des assemblées générales des associés ou des conseils d'administration, soit à défaut de délibération, au moyen d'une déclaration à souscrire dans les trois mois de la clôture de l'exercice, faisant connaître les bénéfices ou produits effectivement distribués ;

-pour les lots, par le montant même du lot en francs ;

-pour les primes de remboursement, par la différence entre la somme remboursée et le taux d'émission des emprunts ;

-pour les rémunérations de l'administration des sociétés, par les délibérations des assemblées générales d'actionnaires ou des conseils d'administration, les comptes rendus ou tous autres documents analogues.

Les franchises admises

-amortissements qui seraient faits par une réalisation d'actif et au moyen de prélèvement sur les éléments autres que le compte de résultats, les réserves ou provisions diverses du bilan.

-actions remboursées par un des moyens non expressément exclus par le présent article et à la liquidation de la société, la répartition de l'actif entre les porteurs d'actions

de jouissance et jusqu'à concurrence du pair des actions originaires est considérée comme un remboursement de capital non imposable.

-sociétés concessionnaires de l'État, des régions, des communes qui établissent que l'amortissement par remboursement de tout ou partie de leur capital social et parts d'intérêts est justifié par la caducité de tout ou partie de leur actif social, notamment par dépérissement progressif ou par obligation de remise en fin de concession à l'autorité concédant.

-intérêts des sommes inscrites sur les livrets des comptes d'épargne.

-intérêts, arrérages et tous autres produits des comptes courants figurant dans les recettes provenant de l'exercice d'une profession industrielle, commerciale ou agricole ou d'une exploitation minière, sous la double condition que :

✓ les contractants aient l'un et l'autre l'une des qualités d'industriel, de commerçant ou d'exploitant agricole ou minier ;

✓ les opérations inscrites à un compte courant se rattachent exclusivement à l'industrie, au commerce ou à l'exploitation des deux parties.

-revenus des obligations émises par l'État, les régions ou les communes, lorsque la durée des obligations est supérieure à dix ans;

-revenus distribués par les Organismes de Placement Collectif de Valeurs Mobilières N°2013- 021(OPCVM article 33 (nouveau) L'ordonnance /P-RM Du 3 Décembre 2013;

-Les plus-values résultant de l'attribution gratuite d'actions, de parts bénéficiaires, de parts sociales ou d'obligations à la suite des fusions de sociétés anonymes ou à responsabilité limitée sont exonérées de l'impôt sur les revenus des valeurs mobilières.

(*Toutefois, si dans les dix ans précédant la fusion, le capital de la société absorbée ou des sociétés anciennes a fait l'objet d'une réduction non motivée par des pertes sociales, les plus-values ne peuvent bénéficier de l'exonération prévue à l'alinéa précédent qu'à concurrence de la fraction qui excède le montant de la réduction.*

Si dans les dix ans suivant la fusion il est procédé à une réduction de capital non motivée par des pertes sociales ou à un remboursement total ou partiel des obligations attribuées gratuitement, les plus-values sont déchues, à concurrence de la portion du capital remboursé aux actions, parts ou obligations attribuées gratuitement, de l'exemption dont elles avaient bénéficié, et les droits exigibles doivent être acquittés par la société absorbante ou nouvelle dans les vingt premiers jours du trimestre qui suit celui au cours duquel

a été fait le remboursement, à peine des sanctions édictées par l'article 53 du Livre de Procédures Fiscales).

c) *Taux de référence*

10 % pour les dividendes distribués ;

6%revenus des obligations ;

13% pour les intérêts, arrérages et autres produits des obligations représentées par des titres négociables en représentation d'emprunts contractés par des sociétés ayant leur siège au Mali ou qui exerçant une activité au Mali sont constituées sous une forme qui les rendraient imposables si elles avaient leur siège au Mali ;

9% pour les intérêts, arrérages et autres produits des dépôts à vue ou à échéance fixe et des comptes courants ;

15% pour les lots payés aux créanciers et porteurs d'obligations;

18% pour les autres revenus.

4. **d'Impôt sur les bénéfices et Impôt sur les Sociétés :**

Il existe deux régimes d'imposition à l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux :

1) **le régime du bénéfice réel**

a) Unité d'imposition :

-Contribuables réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur ou égal à 50.000.000 FCFA hors taxe ;

-Conseils fiscaux et aux comptables agréés et experts comptables agréés quel que soit leur chiffre d'affaires

-et à toute personne relevant normalement de l'impôt synthétique mais ayant exercé l'option pour le régime réel d'imposition.

b) Base imposable de référence :

Le bénéfice imposable est le bénéfice net déterminé d'après les résultats d'ensemble des opérations de toute nature effectuées par l'entreprise, y compris, notamment, les cessions d'éléments quelconques de l'actif, soit en cours, soit en fin d'exploitation.

Les charges admises en déduction

-Les frais généraux de toute nature, les dépenses de personnel, de main d'œuvre, les indemnités de fonction allouées aux mandataires sociaux, le loyer des biens meubles et immeubles dont l'entreprise est locataire, le loyer versé par le crédit preneur pour la partie représentant les charges d'intérêt;

-Les redevances de cession ou de concession de licences d'exploitation, de brevets d'invention, les contrats de marques, procédés ou formules de fabrication, autres droits analogues et les frais d'assistance technique;

-Les impôts à la charge de l'entreprise mis en recouvrement au cours de l'exercice, à l'exception de l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux et de l'impôt minimum forfaitaire;

-Amortissement linéaire normal ;

-Report déficitaire ;

-Provisions de droit commun ;

-revenus des valeurs et capitaux mobiliers figurant à l'actif de l'entreprise atteints par l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières **;**

-revenus bruts des immeubles portés à l'actif du bilan qui ont supporté l'impôt sur les revenus fonciers**;**

Les franchises admises :

-les sociétés coopératives de consommation qui se bornent à grouper des commandes de leurs adhérents et à distribuer dans leurs magasins de dépôt les denrées, produits ou marchandises qui ont fait l'objet de ces commandes ;

-les offices publics d'habitation économique ;

-Les caisses de crédit agricole mutuel ;

-les sociétés de prévoyance, de production rurale, de développement rural et tous organismes coopératifs ne fonctionnant pas en sociétés et ne distribuant pas de réserves à des particuliers ;

-les sociétés de secours mutuels ;

-l'institut d'émission ;

-les banques primaires nationales, en ce qui concerne les produits de leurs placements auprès de la Banque de l'Habitat.

c) ***Taux de référence :***

30% du bénéfice imposable ;

1% du montant du chiffre d'affaires hors taxe pour les contribuables relevant du

régime normal d'imposition ayant déclaré un déficit;

L'impôt calculé doit être supérieur ou égal à sept cent soixante-trois mille cinq cents (763500) qui est la fraction de l'ISBIC dans l'impôt synthétique.

2) Le régime de l'Impôt Synthétique

a. Unité d'imposition

Entreprise réalisant moins de 50 millions de chiffre d'affaires annuel.

En sont exclue :

-Les conseils fiscaux et les comptables agréés et experts comptables agréés quel que soit leur chiffre d'affaires.

-Et toute personne relevant normalement de l'impôt synthétique mais ayant exercé l'option pour le régime réel d'imposition.

Les franchises admises :

En sont exonérées, pour la première année civile d'activité, les entreprises se trouvant dans son champ d'application.

b. Base imposable de référence

Le chiffre d'affaire annuel

c. Taux de référence

3% du montant du chiffre d'affaires hors taxe

5. d'Impôt sur les Bénéfices Agricoles (non mis en application par manque de décret d'application de la loi sur l'imposition des bénéfices agricoles).

a) ***Unité d'imposition :*** bénéfices agricoles provenant d'exploitations agricoles situées au Mali :

b) *Base imposable de référence*

Bénéfices réalisés dans l'exploitation ne relevant pas du cadre de l'agriculture traditionnelle ;

Vente dans un magasin des produits de l'exploitation agricole dans la proportion des trois quarts au moins du montant total des ventes effectués par un contribuable.

Les franchises admises :

-les exploitations pilotes investissant dans la recherche agronomique plus de 50% de leurs bénéfices ;

-les caisses de crédit agricole mutuel ;

-les sociétés de prévoyance et les sociétés coopératives agricoles.

c) *Taux de référence*:

Impôt proportionnel;

10% régime réel d'imposition.

6. taxe sur les plus-values de cession réalisées par les particuliers

a) Unité d'imposition :

Personne physique fiscalement domiciliée au Mali ou pas et qui réalise une plus-value lors de la cession à titre onéreux de biens ou de droits.

b) Base imposable de référence :

Montant net de la plus-value réalisée (article 124 du CGI). Ce montant correspond à la différence entre :

- ✓ le prix de cession net et le prix d'acquisition par le cédant ;
- ✓ le prix de cession net et la valeur vénale ;
- ✓ l'indemnité d'éviction et le coût d'acquisition du bien en cas d'une expropriation pour cause d'utilité publique ;
- ✓ l'abattement de 5% à partir de la 2ème année d'acquisition du bien, plafonné à 50% pratiqué sur les plus-values à long terme ;
- ✓ la déduction du montant net de la plus-value réalisée des charges supportées pour la conservation du bien et des frais encourus lors de la cession.
- ✓ l'exonération de la plus-value réalisée lors de la cession d'une résidence habituelle principale dans la limite d'une résidence par contribuable ;
- ✓ l'exonération des plus-values tirées de la cession à titre onéreux des valeurs mobilières ou des droits sociaux conformément aux dispositions de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine ;
- ✓ l'exonération des plus-values réalisées lors de la cession des meubles meublants et des habillements personnels

c) Taux de référence:

-15% pour les plus-values à court terme autres que celles afférentes à la cession de valeurs mobilières ;

-7% pour les plus-values de cession d'actions et de parts sociales ;

-5% pour les plus-values à long terme autres que celles afférentes à la cession de valeurs mobilières ;

-5% pour les plus-values de cessions d'obligations.

7. contribution des patentes et licences:

a) ***Unité d'imposition :***

Personne malienne ou étrangère qui exerce au Mali un commerce, une industrie, une profession.

Admis en franchises :

-l'Etat, les collectivités territoriales et les organismes publics pour les services publics d'intérêt général ;

-les personnes morales bénéficiant de l'exonération de l'Impôt sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux en vertu de l'article 47 du présent Code ;

-les assujettis à l'impôt synthétique ;

-les associés des sociétés en nom collectif, à responsabilité limitée, en commandite ou anonymes ès qualité, l'associé unique de la société à responsabilité limitée ;

-les exportateurs de bétail au titre de cette seule activité ;

-vente en gros ou en détail des boissons alcooliques ou fermentées ;

-Les nouvelles entreprises au titre de la première année civile d'activité (article 131 du CGI) (SDLFC).

b) Base imposable de référence :

Conformément aux tableaux A, B, C et D du CGI;

c) ***Taux de référence***:

- ✓ droits fixes de patente et les taxes variables sont fixés par le tarif des patentes ;
- ✓ droits fixes de licence fixés par le tarif des licences tableau D ;
- ✓ droit proportionnel à 10% de la valeur locative ou quart du droit fixe ;
- ✓ exonération de droit fixe pour un magasin de vente en gros pour les importateurs et les exportateurs.

II. IMPÔTS INDIRECTS

1. Taxe sur la Valeur Ajoutée:

a) ***Unité d'imposition :***

Livraisons de biens et prestations de services effectuées au Mali, à titre onéreux, par un assujetti.

b) ***Base imposable de référence*** *:*

Chiffre Affaires supérieur ou égal à 50.000 000 FCFA

Franchises admises

Les exonérations de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (article 195CGI)

c) **Taux de référence**:

18% taux normal

2. L'Impôt spécial sur certains produits:

a) Unité d'imposition

Importation et livraison à la consommation

b) Base imposable :

-à l'importation, par la valeur en douane majorée des droits et taxes dus à l'entrée, à l'exception de la Taxe sur la Valeur Ajoutée ;

-en régime intérieur c'est-à-dire le cas des produits fabriqués localement, par le prix de vente sortie-usine, à l'exception de la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

-Pour la production locale, c'est le prix de vente sortie-usine, à l'exception de la Taxe sur la Valeur Ajoutée;

c) **Taux de référence :** (art 240 CGI)

Certains taux ont été modifiés par le décret de mars 2015

- 20% pour la noix de cola ;
- 10% pour les boissons gazeuses ; ***12% en mars 2015****;*
- 45% pour les boissons alcoolisées ; ***50% en mars 2015*** *;*
- pour les tabacs :

-25% pour les cigarettes de la gamme 1 et autres tabacs;

-20% pour les cigarettes de la gamme 2;

-15% pour les cigarettes de la gamme 3;

-***32% en mars 2015 pour l'ensemble des 3 gammes***;

- 40% pour les armes, ***50% en mars 2015 ;***
- 40% pour les munitions, ***50% en mars 2015 ;***
- 5% pour les matières plastiques, ***50% en mars 2015 ;***
- 5% produits miniers,
- 5% pour les véhicules de tourisme dont la puissance est supérieure ou égale à 13 chevaux.

3. Taxe sur les activités financières:

a) Unité d'imposition :

Activités bancaires ou financières.

b) Base imposable de référence :

-montant hors TAF des recettes ;

-Exonérations (art 248 CGI):

-les sommes versées par le Trésor à la Banque Centrale chargée du privilège de l'émission ainsi que les produits des opérations de cette banque, génératrice de l'émission des billets ;

-les agios afférents à la mobilisation par voie de réescompte ou de pension d'effets publics ou privés figurant dans le portefeuille des banques, des établissements financiers ou des organismes publics ou semi publics ;

- les agios afférents à la première négociation des effets destinés à mobiliser les prêts consentis par les mêmes organismes ;

-les opérations relatives aux entreprises d'assurances soumises à un droit d'enregistrement en vertu des dispositions particulières prévues à cet effet ;

-les intérêts et commissions relatifs aux opérations réalisées sur le marché monétaire.

c) ***Taux de référence*** **:** 15 % et 17%.

4. La taxe intérieure sur les produits pétroliers :

a) Unité d'imposition

Essences spéciales, autres
Essence d'aviation
Essence auto super
Essence auto ordinaire
Huiles légères, autres
Carburéacteur
Pétrole lampant
Huiles moyennes, autres
Gas oil
Fuel oil domestique
Fuel oil léger
Fuel oil lourd I
Fuel oil lourd II
Gaz butane liquéfié

b) Base imposable de référence :

- le volume à 15°C ou le poids.

c) Taux de référence :

- Fixé par arrêté ministériel

5. Taxe sur les Contrats d'Assurance:

Unité d'imposition :

- convention d'assurance ou de rente viagère ;

Base imposable de référence :

- le montant des sommes stipulées au profit de l'assureur et de tous accessoires ;

Taux de référence :

- 4 % contrats d'assurance contre les risques de toute nature de navigation maritime, fluviale, aérienne ou terrestre ;
- 20 % autres contrats d'assurance

III. de droits d'Enregistrements, de mutations et de successions:

a) Base imposable de référence :

Nature des actes ou mutations qui y sont assujettis.

b) ***Taux de référence:***

Les droits fixes :

- **minimum de perception 1.250 Francs CFA**
- mutations à titre onéreux d'immeubles 15% ;
- mutation des immeubles à titre onéreux et à usage d'habitation ne faisant pas l'objet de TF : 7% ;
- mutation d'immeubles acquis par une entreprise dans le cadre d'un contrat de crédit-bail et aux fins d'exploitation : 7% ;
- procédure d'adjudication faite par les établissements bancaires ou financiers et qui est demeurée infructueuse : 7%;
- adjudications à la folle enchère de biens : 20% ;
- actes translatifs de propriété dans des pays étrangers: 1%;
- mutations à titre onéreux de Fonds de commerce 20% ;
- abandonnements pour faits d'assurance ou grosse aventure : 3% ;
- ordonnances de référé, les jugements, les sentences arbitrales et les arrêts sont passibles d'un droit de 3%;
- actes constatant les adjudications au rabais et marchés : 3%;
- partages des biens meubles et immeubles entre copropriétaires, cohéritiers et coassociés : 1%;
- transports, cessions et autres mutations de créances à terme sont assujettis à un droit de 2 %;

- contrats de mariage : 1%;
- tous actes ou écrits qui constatent la valeur des biens appartenant à chacun des époux lors de la célébration du mariage sont enregistrés au taux de 1 %;
- échanges de biens immeubles sont assujettis à un droit de 8 %.
- enregistrement des marchés et/ou contrats publics à 3%,
- mutations à titre onéreux de meubles 10% ;
- droits de mutation à titre gratuit sont fixés, pour la part nette recueillie par chaque ayant droit, suivant les tableaux ci-dessous :

-**Mutation en ligne directe et entre époux :**

Indication du nombre d'enfants du donateur ou laissés par le défunt	***Tarif applicable à la fraction de part nette***				
	Jusqu'à 250.000	***De 250.000 à 1.000.000***	***De 1.000.000 à 5.000.000***	***Au-delà de 5.000.000***	***Maxi-mum***
	%	***%***	***%***	***%***	***%***
5 enfants ou plus vivants ou représentés	3	8	12	18	15
2, 3, 4 enfants vivants ou représentés	4	10	15	22	18
1 enfant ou pas d'enfant vivant ou représenté	7	15	20	25	20

- **Mutation en ligne collatérale :**

Degré de parenté	***Tarif applicable à la fraction de part nette***

	Jusqu'à 250.000	*De 250.000 à 1.000.000*	*De 1.000.000 à 5.000.000*	*Au-delà de 5.000.000*	*Maximum*
	%	*%*	*%*	*%*	*%*
Entre frères et sœurs	20	27	33	40	35
Entre oncles ou tantes et neveux et nièces	28	32	38	45	40
Entre autres personnes	35	40	45	50	45

Location d'immeubles et de fonds de commerce, mutation de jouissance 3%.

B. **LA FISCALITE DE PORTE** *:*

En matière de législation douanière, le système fiscal de référence est la réglementation communautaire relative au TEC. »

Dans le cadre de la mise en place de l'Union Douanière de la CEDEAO, le Tarif Extérieur Commun de l'UEMOA a été amendé et étendu à l'ensemble des Etats membres de la CEDEAO.

Il comporte dans son architecture, le Droit de Douane (DD), la Redevance Statistique (RS) et le Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS).

1. **Droit de Douane**

Dans sa structure actuelle, le Droit de Douane comprend cinq catégories de marchandises:

-Catégorie 0 : biens sociaux essentiels, au taux de 0%, répartis sur 85;

-Catégorie I : biens de première nécessité, matières premières de base, biens d'équipement, intrants spécifiques, au taux de 5%,

-Catégorie II : intrants et produits intermédiaires, au taux de 10%, répartis ;

-Catégorie III : biens de consommation finale, au taux de 20%,

-Catégorie IV : biens spécifiques pour le développement économique, au taux de 35%.

2. Taxe sur la Valeur Ajoutée :

Le taux de référence est de 18%

3. Redevance Statistique

Le taux de référence est de 1%

4°) LE PÉRIMÈTRE D'EVALUATION DES DÉPENSES FISCALES :

La délimitation du périmètre consiste à choisir les impôts et taxes à comprendre dans le champ de l'évaluation (impôts d'Etat seulement ou impôts d'Etat et impôts locaux).

Le périmètre d'évaluation est défini sur la base de deux critères : l'importance de la mesure (coût) et la disponibilité des données.

L'UEMOA a préconisé qu'en l'état actuel des systèmes fiscaux, il est préférable de limiter le périmètre de l'évaluation de la dépense fiscale aux impôts nationaux.

Le périmètre d'évaluation de cette étude s'est donc limité aux impôts et taxes dont le produit est attribué à l'Etat.

Par ailleurs, les pertes engendrées par la réduction du taux des impôts et taxes sur certains produits et la non-imposition du secteur agricole ne feront pas non plus l'objet d'évaluation.

A ce niveau, des difficultés de collecte de renseignements permettant une évaluation correcte de la dépense fiscale se posent.

ETAT T

RESTES A RECOUVRER

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
****
DIRECTION GENERALE DES DOUANES
****

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI
****

SITUATION DES RESTES A RECOUVRER AU CORDON DOUANIER AU TITRE DE L'EXERCICE 2018 AU COMPTE DU BUDGET D'ETAT ALA DATE DU 30/06/2019				
en millions de F CFA				
TYPES DE BUDGETS	**DROITS ET TAXES**			**MONTANTS**
	Nomenclature budgétaire	**Sigles**	**Désignations**	**F CFA**
BUDGET D'ETAT	71711001	DD	**Droits de Douane**	**405,0**
	71712001	RS	**Redevance Statistique**	**161,9**
	71513001	TVA	**Taxe sur la Valeur Ajoutée**	**1 294,4**
	71530001	TIPP	**Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers**	**857,0**
SOUS TOTAL BUDGET D'ETAT				**2 718,3**

Bamako, le 03 septembre 2019
Le Directeur des Recettes de la Planification
et des Programmes de Vérification

Amadou KONATE
Inspecteur des Douanes

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES
DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi

EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES 2018

CODE BUGETAIRE	IMPÔTS BUDGET NATIONAL	PREVISIONS 2018	EMISSIONS		REALISATIONS 2018	DECREVEMENTS	RAR
			RAR Exercices antérieurs	Emissions 2018			
711 730	BIC SECTEUR PRIVE-IMPÔTS	12 361 506 759		7 472 346 532	4 107 313 574		3 365 032 958
711 200	IMPÔTS SUR LES SOCIETES (IS privé)	275 094 948 918		229 180 247 755	197 498 707 283		31 681 540 472
711 210	IMPÔTS SUR LES SOCIETES (IS Etat)	1 957 345 763		156 505 797	156 505 797		0
711 300	TAXE SYNTHETIQUE	5 724 110 830		1 468 508 276	1 468 508 276		0
711 400	TAXE SUR LES TRANSPORTEURS ROUTIERS	7 284 842 173		4 211 657 534	4 211 657 534		0
711 500	IMPÔTS SUR LES REVENUS FONCIERS IMPÔTS	5 938 497 004		4 475 335 539	3 105 335 042		1 370 000 497
711 700	IMPÔTS SUR LES REVENUS DES VAL.MOB.	26 680 359 281		27 525 849 619	19 646 198 215		7 879 651 404
711 960	RECETTES SUR LIQUIDATION (IMPÔTS DIRECTS)	11 429 998 836	74 462 945 843		3 596 600 427	5 202 125 831	65 664 219 585
712 100	CONTRIBUTION FORFAITAIRE	13 949 036 373		13 670 937 220	11 937 854 918		1 733 082 302
712 200	I.T.S / SECTEUR PRIVE	79 691 628 381		95 539 628 214	74 394 813 539		21 144 814 675
712 250	I.T.S /SECTEUR PUBLIC	10 266 953 845		12 003 508 861	12 003 508 861		0
715 100	TAXES SUR LES VEHICULES AUTOMOBILES	4 429 218 343		3 388 955 321	3 388 955 321		0
712 300	PENALITES SUR IMPÔTS DIRECTS (IMPÔTS)	3 456 977 046		13 992 527 529	2 983 453 785		11 009 073 744
715 110	T.V.A / ETAT	6 608 453 795		1 676 505 974	1 676 505 974		0
715 120	T.V.A / PRIVE	202 047 177 203		181 013 497 427	151 472 482 378		29 541 015 049
715 130	TVA DANS VIGNETTE SYNTHETIQUE			3 078 374 057	3 078 374 057		0
715 120	TARTOP	22 688 488 732		21 877 021 342	19 822 274 571		2 054 746 771
715 200	IMPÔT SPECIAL SUR LES BOISSONS ALCOOLISEES (IMPÔTS)	3 793 563 339		4 750 055 386	4 750 055 386		0
715 213	IMPÔT SPECIAL SUR LES BOISSONS GAZEUSES (IMPÔTS)	6 674 913 509		2 427 566 998	2 427 566 998		0
715 500	ISCP SUR AUTRE PRODUIT (IMPÔTS)	6 901 090 922		2 288 887 371	2 288 887 371		0
715 710	TAXES SUR LES CONTRATS D'ASSURANCES	6 084 279 601		4 065 577 652	4 065 577 652		0
715 730	TAXE / ACTIVITES FINANCIERES	40 669 057 097		32 992 769 990	32 992 769 990		0
715 740	ISCP SUR L'OR	41 837 461 742		33 981 867 614	33 886 531 009		95 336 605
715 920	PENALITES SUR IMPÔTS INDIRECTS	5 652 291 462		16 736 307 809	1 799 877 188		14 936 430 621
715 920	RECETTES SUR LIQUIDATION (IMPÔTS INDIRECTS)	18 988 183 379	60 168 109 856	46 770 127 294	1 205 244 790	4 101 094 462	101 631 897 898
715 935	PRELEVEMENT HONORAIRE GREFFIER (DGI)	196 163 349		1 168 452	1 168 452		0
716 120	DROITS D'ENREGISTREMENT	8 967 773 634		16 754 086 556	16 754 086 556		0
716 300	DROITS DE TIMBRE	15 136 735 774		17 701 775 304	17 701 775 304		0
716 400	RECETTES SUR LIQUIDATION (Droits D'Enreg. Et Timbre)	6 431 585	1 135 042 929	0	175 170 102		959 872 827
716 521	PENALITES SUR DROITS D'ENREG ET TIMBRE (IMPÔTS)	1 084 794 037		228 353 925	12 087 130		216 266 795
TOTAL		**845 602 282 713**	**135 766 098 628**	**799 429 951 348**	**632 609 847 480**	**9 303 220 293**	**293 282 982 203**

Bamako le,
Le Directeur Général

Mathias KONATE
Inspecteur des Impôts

MINISTERE DES DOMAINES
ET DES AFFAIRES FONCIERES
==========
DIRECTION NATIONALE DES
DOMAINES
==========
N° ----------/ MDAF-DND
0243

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi
==========

Bamako, le 23 AOUT 2019

Le Directeur National des Domaines

/-)

Monsieur le Directeur Général du Budget
Bamako

Objet : Situation des restes à recouvrer des recettes au titre de l'exercice 2018

En exécution de la recommandation de la réunion, tenue le mercredi 21 Août 2019 au Ministère de l'Economie et des Finances, dont l'ordre du jour portait sur l'examen du projet de Loi de Finances 2020, j'ai l'honneur de vous communiquer la situation des restes à recouvrer des recettes de la Direction Nationale des Domaines (DND), qui correspond au reliquat des produits issus de la vente des bâtiments administratifs à reverser par l'Agence de Cessions Immobilières (ACI) au Trésor Public pour le compte de la DND , et dont le montant s'élève à huit milliards sept cent soixante-seize millions sept cent cinquante un mille quatre cent soixante -six (**8 776 751 466**) F CFA correspondant à la différence entre le montant total dû à l'Etat (19 486 282 009 F CFA) et le montant total reversé (10 705 530 543 F CFA) à ce jour.

Veuillez agréer, l'assurance de ma considération distinguée.

Ampliation
MDAF.....1P/Cr

LE DIRECTEUR

Ibrahim SIMPARA
Inspecteur des Impôts

MINISTERE DES DOMAINES ET DES AFFAIRES FONCIERES
DIRECTION NATIONALE DES DOMAINES
REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI
DIRECTEUR NATIONAL

ETAT U

ANNEXE FISCALE

ETAT U : ANNEXE FISCALE A LA LOI N°2019-_____/ DU …..……..……

PORTANT LOI DE FINANCES POUR L'EXERCICE 2020

PREMIERE PARTIE : MODIFICATION DU CODE GENERAL DES IMPOTS

ARTICLE UNIQUE

Réaménagement de l'article 46 du Code général des impôts relatif aux personnes imposables en matière d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et d'impôt sur les sociétés.

A. Exposé des motifs

Les organisations non gouvernementales et les organismes dits à but non lucratif sont en principe des entités autonomes qui ne réalisent pas d'activité moyennant rémunération. Ils sont généralement constitués sous forme d'association. Ils ne visent pas la réalisation de bénéfice ; les éventuels excédents étant utilisés pour la poursuite de leurs objectifs. A ce titre, ils sont exemptés de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et de l'impôt sur les sociétés.

Nonobstant leur caractère non lucratif, certaines associations constituées sous forme d'organisations non gouvernementales et d'organismes à but non lucratif accomplissent des actes de commerce, exercent des activités économiques moyennant rémunération telles que les prestations de services, la maîtrise d'ouvrage délégué. En cela, leur mode d'intervention est semblable à celui des entreprises commerciales légalement établies.

Or, les profits qu'elles réalisent à travers ce mode d'intervention échappent à toute forme d'imposition à cause de l'absence, dans la législation fiscale malienne, de dispositif permettant de capter ce genre de revenu.

En même temps qu'il crée une concurrence déloyale, ce mode d'intervention est porteur de pertes fiscales à cause de l'évasion fiscale qu'il induit.

Aussi, pour ne pas fausser le principe de l'égalité des citoyens devant l'impôt, ces revenus doivent être imposés conformément au régime de droit commun consacré par le Code général des impôts.

En conséquence, il est proposé la modification de l'article 46 du Code général des impôts aux fins **de soumettre à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, les associations et les organismes dont le mode d'intervention est décrit ci-dessus.**

B. Texte

L'article 46 (nouveau) du Code général des Impôts est modifié et nouvellement rédigé comme suit :

Article 46 (nouveau) : Sont également passibles dudit impôt :

1. les sociétés coopératives de consommation lorsqu'elles possèdent des établissements, boutiques ou magasins pour la vente ou la livraison des denrées, produits ou marchandises mais uniquement sur la fraction des bénéfices à répartir entre adhérents ;
2. les sociétés coopératives ouvrières de production ;
3. les sociétés coopératives et unions de coopératives d'artisans ;
4. les personnes ou sociétés se livrant à des opérations d'intermédiaires pour l'achat ou la vente des immeubles ou fonds de commerce ou qui habituellement achètent en leur nom les mêmes biens en vue de les revendre, et les sociétés de crédit foncier ;
5. les personnes et sociétés qui procèdent au lotissement et à la vente de terrains leur appartenant ;
6. les personnes et sociétés qui donnent en location un établissement commercial ou industriel muni du mobilier ou du matériel nécessaire à son exploitation, que la location comprenne ou non tout ou partie des éléments incorporels du fonds de commerce ou d'industrie ;
7. les adjudicataires, concessionnaires et fermiers de droits communaux ;
8. les établissements publics, les organismes de l'Etat et des collectivités secondaires, à condition qu'ils jouissent de l'autonomie financière et se livrent à une activité de caractère industriel ou commercial ou à des opérations de caractère lucratif ;
9. les personnes morales constituées sous forme d'association, d'organisation non gouvernementale ou sous toute autre forme, lorsqu'elles réalisent des actes de commerce, exécutent des prestations de services à travers notamment la maîtrise d'ouvrage délégué ou réalisent des travaux immobiliers moyennant rétribution ou rémunération.

DEUXIEME PARTIE : MODIFICATION DU LIVRE DE PROCEDURES FISCALES

ARTICLE PREMIER

Réaménagement de l'article 468 du Livre de procédures fiscales

A. Exposé des motifs

Les impôts, droits et taxes non acquittés à la date de leur exigibilité sont soumis aux procédures forcées de recouvrement. Celles-ci comportent différents degrés ou étapes qui sont le commandement, la notification de fermeture, la fermeture, la saisie et la vente.

Les agents de recouvrement font actuellement face à de multiples contraintes, à savoir : les menaces, les injures, les bris de scellés, les rebellions. En outre, ils sont souvent soumis à de multiples interventions extérieures qui retardent ou bloquent les actes de poursuites qu'ils posent en violation des dispositions pertinentes de la loi. Or, le comptable public est responsable du recouvrement des émissions d'impôts qu'il prend en charge.

Aussi, il a paru nécessaire de protéger les agents de recouvrement à travers l'encadrement des interventions dont ils peuvent faire l'objet. A ce titre, il est proposé le réaménagement de l'article 468 du Livre de Procédures Fiscales.

B. Texte

L'article 468 du Livre de procédures fiscales est modifié et nouvellement rédigé comme suit :

Article 468 (nouveau) : Lorsque dans les trois jours francs qui suivent la signification du commandement, le contribuable n'a pas acquitté les sommes dont le paiement lui a été ordonné, le comptable public peut faire procéder par agent de poursuites ou par voie d'huissier à la fermeture pour non-paiement d'impôts, de l'immeuble à usage commercial ou professionnel.

Cette fermeture sera précédée d'une notification de fermeture pour non-paiement d'impôts adressée au contribuable.

La réouverture de l'immeuble à usage commercial ou professionnel ne peut intervenir que dans les cas suivants :

- **lorsque le contribuable a acquitté la totalité du montant des droits en cause ;**
- **lorsque le paiement a été fractionné et échelonné en application des dispositions de l'article 250 du Livre de Procédures Fiscales.**

En dehors de ces cas limitativement énumérés, aucune autorité publique ne peut, pour quelque cause que ce soit, ordonner la réouverture de l'immeuble à usage commercial ou professionnel sans en devenir personnellement responsable.

Toutefois, le ministre chargé des Finances peut, lorsque la fermeture de l'immeuble est susceptible de mettre en péril la vie de l'entreprise, ordonner sa réouverture. Dans ce cas, réquisition est faite au comptable public qui a fait procéder à la fermeture.

Le ministre peut, par décision, déléguer son pouvoir au Directeur Général des Impôts.

Si dans les trois jours francs qui suivent la notification de la fermeture pour non-paiement d'impôts, le contribuable n'a pas acquitté les sommes dont le paiement lui a été ordonné, le comptable public peut faire pratiquer par agent de poursuites ou par voie d'huissier la saisie des biens appartenant au contribuable.

Le bris des scellés ou des affiches apposés lors de la fermeture des locaux pour non-paiement d'impôts est sanctionné par une amende fiscale de 100.000 FCFA.

En cas de récidive, la sanction encourue est celle prévue au Code pénal.

ARTICLE 2

Réaménagement de l'article 579 du Livre de Procédures Fiscales

A. Exposé des motifs

La vérification ponctuelle ou partielle est une procédure de contrôle ciblé, moins exhaustive, plus rapide et de moindre amplitude que la procédure de vérification de comptabilité. Elle est limitée à des opérations bien déterminées et porte sur des impôts précis.

Ce contrôle ponctuel vise, d'une part, à inciter les entreprises à souscrire des déclarations régulières et sincères et, d'autre part, à les dissuader par des rappels de droits lorsque les déclarations sont minorées.

Il est exercé prioritairement sur les dossiers des entreprises présentant le plus grand risque de fraude. Il s'agit notamment des entreprises qui produisent périodiquement des déclarations de crédits de taxe sur la valeur ajoutée ou des déclarations de taxe sur la valeur ajoutée portant la mention « néant » ou encore des déclarations de montants forfaitaires d'impôts ou taxes.

Au regard de son caractère ciblé, la vérification ponctuelle ne peut, conformément aux dispositions de l'article 566 A du Livre de Procédures Fiscales, s'étendre sur une durée supérieure à trente jours ouvrables sous peine de nullité de la procédure, sauf prorogation prévue aux alinéas 2 et 3 du même article.

Il faut rappeler que la vérification de comptabilité ne peut, conformément aux dispositions de l'article 563 du même livre, dépasser une durée supérieure à six mois pour les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur ou égal à cent cinquante millions et à douze mois pour les autres.

Cependant, en cas de rappel de droits, le caractère ciblé du contrôle ponctuel n'est pas pris en compte dans la procédure contradictoire qui permet à l'entreprise de formuler, en vertu de l'article 579 du LPF, ses observations ou de faire connaître son acceptation, dans un délai de vingt (20) jours à compter de la date de réception de la notification des redressements. Si ce délai est raisonnable dans la procédure de vérification de comptabilité, il est très long dans celle de la vérification ponctuelle qui ne porte généralement que sur un ou des impôts précis.

Compte tenu des objectifs visés par la vérification ponctuelle et la durée très courte pour sa mise en œuvre, il est proposé, en conséquence, de réduire le délai de réponse du contribuable à la notification des redressements de vingt à dix jours.

Pour ce faire, il est proposé la modification des dispositions de l'article 579 du Livre de Procédures Fiscales.

B. TEXTE

L'article 579 du Livre de Procédures Fiscales est modifié et nouvellement rédigé comme suit :

Article 579 (nouveau) : Lorsque les redressements sont envisagés à l'issue d'une vérification, l'inspecteur vérificateur doit indiquer dans sa notification écrite au contribuable les conséquences de son acceptation de l'ensemble des droits et taxes dont il est ou pourrait devenir débiteur.

Le contribuable dispose d'un délai de vingt jours pour faire connaître ses observations à l'administration. **Ce délai est réduit à dix jours en cas de vérification ponctuelle**. L'administration est alors tenue de donner suite aux observations présentées par le contribuable et de lui faire connaître ses conclusions définitives.

ETAT V

ANNEXE SUR LE GENRE

SIGLES ET ABREVIATIONS

ASACO **:** Association de Santé Communautaire

CSCOM **:** Centre de Santé Communautaire

CPN **:** Consultation Prénatale

CAFO : Coalition des Associations Féminines et Organisations

CAG : Comité Aviseur Genre

CEDEF : Convention sur l'Elimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Egard des Femmes

CFPF : Centre de Formation Pratique

CGA : Centres de Gestion Agrées

CGS : Comité de Gestion Scolaire

CNDIFE : Centre National de Documentation et d'Information sur la Femme et l'Enfant

CREDD : Cadre de Relance Economique pour un Développement Durable

CSG : Conseil Supérieur Genre

DESC : Droits Economiques Sociaux et Culturels

DNFPP : Direction Nationale de la Fonction Publique et du Personnel

DUDH : Déclaration Universelle des Droits de l'Homme

EPT : Education Pour Tous

FAFE : Fonds d'Appui à l'Autonomisation et à l'Epanouissement de la Femme et de l'Enfant

FNAA : Fonds National d'Appui à l'Agriculture

GEDEFOR : Projet Gestion Décentralisée des Forêts

GRFF : Gestion des Ressources Forestières et Fauniques

PACR : Projet d'Appui aux Communautés Rurales

PACUM : Projet d'Appui aux Communes Urbaines du Mali

PADEC : Projet d'Appui au Développement Economique Communautaire

PAJM : Programme d'Appui à la Justice au Mali.

PAPAM : Programme d'Accroissement de la Productivité Agricole au Mali

PBSG : Planification et Budgétisation Sensible au Genre

PDD-DIN : Programme de Développement Durable du Delta Intérieur du Niger

PDDSS : Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social

PDH : Promotion des Droits de l'Homme

PDI : Programme de Développement Institutionnel

PEFA : Dépenses Publiques et Responsabilité Financière/Public Expenditure Financial Accountability

PGRN-CC : Projet de Gestion des Ressources Naturelles, Changement-Climatique

PNG : Politique Nationale Genre

PROCEJ : Projet de Développement des Compétences et de l'Emploi des Jeunes

PROSEA : Programme Sectoriel Eau Assainissement

PRPRM : Projet de Réduction de la Pauvreté dans la Région de Mopti

PTF : Partenaires Techniques et Financiers

RAMED : Régime d'Assistance Médicale

SAPEP : Projet d'Accroissement de la Productivité Agricole des Petits Exploitants

TA : Taux d'Achèvement

TBA : Taux Brut d'Admission

TBS : Taux Brut de Scolarisation

INTRODUCTION

L'introduction de la Budgétisation Sensible au Genre (BSG) dans la gestion budgétaire constitue une avancée notoire en matière de réforme des finances publiques. Elle focalise la gestion budgétaire sur la problématique de l'efficacité des dépenses publiques et de son impact sur la réduction de la pauvreté et par ricochet des inégalités. C'est pourquoi, de plus en plus, l'impact de la politique budgétaire sur la réduction de la pauvreté et des inégalités est devenu une préoccupation, tant au niveau du Gouvernement que du Parlement. Cela nécessite l'amélioration de l'efficacité et de l'efficience des dépenses.

Une des stratégies pour améliorer l'impact de la politique budgétaire sur la réduction de la pauvreté et des inégalités passe par la budgétisation sensible au genre qui constitue également l'un des axes d'orientation de la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre (PNG).

La Budgétisation Sensible au Genre est un outil pratique qui permet de prendre en compte les besoins et intérêts des femmes et des hommes dans les politiques et programmes de développement grâce à l'intégration de l'approche genre dans toutes les étapes du processus budgétaire. Elle s'est concrétisée au Mali par l'élaboration d'une annexe budgétaire relative au genre dénommée « rapport-genre ».

L'annexe budgétaire relative au genre est un document fondé sur l'obligation de rendre compte, basée sur la prise en charge des besoins sexo-spécifiques contenus dans le plan d'action genre et intégrés dans les budgets- programmes. Elle intègre ainsi les éléments des cadres de performance (Programmes, objectifs et indicateurs) du budget-programmes des ministères qui contribuent à la mise en œuvre du plan d'actions de la Politique Nationale Genre.

Dans la poursuite de cette dynamique de nouveaux ministères ont été alignés sur le principe de la démarche PBSG. Il s'agit notamment du :

- Ministère de la Culture ;
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ;
- Ministère de l'Artisanat et du Tourisme ;
- Ministère de l'Agriculture ;
- Ministère de l'Elevage et de la Pêche.
- Aussi, il est à noter que dans le souci d'amélioration des documents de suivi des efforts doivent être fournis par certains départements ministériels en matière d'élaboration des indicateurs de performance afférents à leurs programmes opérationnels.

I. DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE DE L'ÉLABORATION DU RAPPORT GENRE

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre, la démarche de la Planification et de la Budgétisation Sensible au Genre (PBSG) a été introduite dans le processus budgétaire et son pilotage confié au Ministère de l'Economie et des Finances.

Le processus PBSG cible les départements ministériels prioritaires identifiés dans le document de politique genre comme ayant un potentiel pour la réduction des inégalités entre les femmes et les hommes. Il s'agit des départements considérés comme des secteurs prioritaires dans lesquels les engagements de l'Etat sont clairement spécifiés et qui représentent *« des vecteurs de changements majeurs dans la reconnaissance et l'exercice des droits égaux fondamentaux, dans la construction de l'identité sociale des femmes et des hommes, dans la lutte contre les stéréotypes sexistes, dans la protection de l'intégrité et de la dignité des femmes, dans le développement du capital humain et dans l'allocation des ressources en faveur d'un développement économique juste et équitable* ».

Ainsi, il est requis à chaque département ministériel d'intégrer le plan d'action de la Politique Nationale Genre dans son budget-programmes. Les interventions programmées ainsi que les mesures spécifiques prises au niveau de chaque secteur constituent sa contribution pour la réalisation des objectifs à atteindre dans le cadre de l'égalité homme-femme au Mali. Ces actions et mesures spécifiques sectorielles en faveur de l'égalité genre, qui sont répertoriées dans une annexe à la loi de finances, font l'objet d'un suivi et d'une évaluation.

L'annexe budgétaire relative au genre est un document élaboré sur la base de la prise en compte des besoins sexo-spécifiques contenus dans le plan d'action genre et intégrés dans les budget-programmes. Elle recense les éléments des cadres de performance (Programmes, objectifs et indicateurs) du budget-programmes des ministères qui contribuent à la mise en œuvre du plan d'action de la Politique Nationale Genre, en vue de faciliter le suivi de leur exécution.

Les ministères sont regroupés par domaine d'interventions de la Politique Nationale Genre et le rapport-genre de chaque ministère est structuré en trois parties :

- les enjeux genre et gaps à combler ;
- les mesures ou stratégies spécifiques qui ciblent les questions de genre ;
- la planification et la budgétisation des actions genre.

II. PRINCIPAUX DÉFIS EN MATIERE DE GENRE

Sur le plan juridique, social, économique et politique, la Politique Nationale Genre fait l'état des lieux des inégalités entre les femmes et les hommes.

2.1. Sur le plan juridique :

Plusieurs instruments internationaux et régionaux ont été ratifiés par le Mali, reconnaissant aux femmes et aux hommes l'égalité en droits et devoirs et interdisant toute discrimination à l'égard des Femmes.

Parmi ces instruments, on retiendra la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH), la Convention sur l'Elimination de toutes les formes de Discrimination à l'Egard des femmes (CEDEF) et ses protocoles, la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, et son Protocole relatif aux Droits des Femmes en Afrique (Protocole de Maputo) etc.

Ainsi, la Constitution du Mali du (25 février 1992) garantit les mêmes droits aux citoyens des deux sexes sans discrimination. Des avancées sont également constatées sur le plan de la législation interne et se caractérisent par la dotation du pays de différents codes visant à régir la vie sociale, économique et politique.

Cependant, des problèmes perdurent en ce qui concerne l'élimination de pratiques comme les mutilations génitales féminines telles que l'excision. La ténacité des attitudes et des perceptions négatives de la société envers l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes.

Les limites du cadre juridique pour l'équité de genre concernent la faible harmonisation de la législation nationale avec les instruments internationaux, certains vides juridiques dans le droit positif (Violences faites aux femmes), et des discriminations à l'égard des femmes. De plus, le droit coutumier, souvent défavorable aux femmes, est appliqué au détriment de la loi, surtout en milieu rural, notamment en ce qui concerne la succession sur le foncier rural.

Aussi, il est à signaler que le Mali a adopté un certain nombre de textes et de stratégies visant à réduire les inégalités liées au genre que sont :

- la loi n°2015-052/PRM du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives ;
- le décret d'application de la Loi n°2015-052/PRM du 18 décembre 2015, Décret n°2016-0909/P-RM du 06 décembre 2016 déterminant les fonctions nominatives et électives;
- la stratégie nationale de participation et représentativité accrues des femmes aux élections générales ;

- le décret sur les compétences à transférer aux collectivités territoriales en matière de promotion de la femme, de l'enfant et de la famille ;
- la feuille de route biennale pour l'abandon des mariages des enfants ;
- le Plan d'action national 2015-2017 sur la mise en œuvre de la résolution (2000)1325 des Nations Unies.

2.2. <u>Sur le plan social</u>

Malgré la volonté politique de lutter contre les inégalités entre hommes et femmes matérialisée à travers l'existence d'un ministère en charge de la promotion de la femme, on constate que la persistance de certaines inégalités entre les sexes au niveau du taux brut de scolarisation au primaire qui est de 79,8% en 2018 dont 85,8% pour les garçons et 73,8% pour les filles.

Le taux brut d'achèvement au fondamental1 est de 52% pour les garçons contre 47% pour les filles.

Les défis se situent au niveau des taux d'achèvement au 2ème cycle. En 2018 ce taux est de 37% pour les garçons contre 32% pour les filles. Cette disparité est plus importante chez les filles que les garçons à cause de l'éloignement du second cycle, des mariages et grossesses précoces.

Au niveau familial, les inégalités entre l'homme et la femme existent depuis fort longtemps dans la culture malienne. Cela se traduit par des relations de domination de l'homme et de subordination de la femme assujettissant les choix de la femme en matière d'investissement et de financement, à l'accord préalable de l'homme.

A ce niveau, la sensibilisation des leaders religieux et des chefs coutumiers sur les questions relatives aux inégalités hommes/femmes constituent des défis majeurs.

2.3. <u>Sur le plan économique</u>

Les résultats des enquêtes montrent que la rémunération des femmes (dans les secteurs structurés et non structurés) est généralement inférieure de moitié à celle des hommes. Cette situation est due aux contraintes comme l'accès relativement limité des femmes aux facteurs de production, notamment à la terre, à la technologie et au crédit. En 2018, le taux de chômage était de 10,6% pour les femmes contre 8,3% pour les hommes.

Dans le secteur structuré (Par exemple, la fonction publique), hormis dans certains cas, les femmes occupent également les postes les moins rémunérés, comme les emplois administratifs et de secrétariat. Les fonctionnaires hommes représentaient 68,73%, contre 31,27% pour les fonctionnaires femmes. Cette disparité est très importante au niveau de la catégorie A où les hommes représentaient 81,96% contre 18,04% en 2017.

Dans le secteur de l'agriculture, les femmes sont présentes tout au long de la chaîne agricole, mais elles ne disposent pas des moyens nécessaires pour accroître leur production et leur productivité (manque d'accès, de contrôle et de propriété de la terre, des moyens de production, etc.). Elles s'occupent généralement du petit élevage et de toutes les activités de transformation du poisson (séchage et fumage), la fabrication du bouillon de poisson et la commercialisation.

En 2017, les femmes propriétaires de parcelles riz étaient de 14,71% dans la zone Office riz Mopti et 8% dans la zone Office Riz Ségou.

Par ailleurs, si l'engagement du principe visant à éliminer la pauvreté des femmes par l'intégration de la dimension genre dans le CSCRP tend à augmenter, les réalisations concrètes dans ce domaine sont toujours attendues.

2.4. <u>Sur le plan politique</u>

Le taux de représentativité des femmes dans les instances de prise de décision (postes électifs et nominatifs) reste faible. Cette faiblesse est habituellement due à la non effectivité de l'application des textes tenant compte de la spécificité des sexes au sein des partis politiques. En 2015, les femmes représentaient 16,2% aux instances nominatives des services publics dans les institutions de la république.

En effet, avec l'application de la loi n°2015-052/P-RM du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives, a permis d'avoir plus de candidatures féminines dans les élections communales du 25 novembre 2016 (26 080 candidates) comparées à celles de 2009 ou elles n'étaient que 13537 candidates. Ces élections ont donné respectivement les résultats suivants : 2830 femmes élues sur 11055 conseillers soit 25,60%, alors qu'en 2009, les femmes élues ne représentaient que 9% des conseillers.

La faible visibilité des femmes à l'échelon de la gouvernance locale, de l'appareil judiciaire, et aussi à la tête d'organisations de la société civile est un phénomène visible au Mali.

MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE

Le Gouvernement du Mali, conscient de la persistance des inégalités entre les femmes et les hommes, a pris des engagements internationaux forts pour parvenir à l'égalité entre les femmes et les hommes et à l'autonomisation des femmes. Cette égalité n'est possible que grâce à l'institutionnalisation du genre, à l'intégration de la planification et la budgétisation sensible au genre dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques, programmes et budgets.

L'institutionnalisation du genre est l'intégration systématique des conditions, priorités et besoins propres aux femmes et aux hommes dans toutes les politiques en vue de promouvoir activement l'égalité entre les femmes et les hommes.

La planification et la budgétisation sensible au genre répond de manière équitable aux besoins pratiques et stratégiques des femmes et des hommes, des filles et des garçons issus des différentes couches socioéconomiques et de tous les milieux, afin de réduire les inégalités socioéconomiques existantes entre ces couches sociales et à concrétiser les principes de l'équité et de l'égalité.

Le rapport genre circonscrit les effets de la répartition des recettes et des dépenses relatives à la prise en charge de l'égalité entre les hommes et les femmes non seulement à court terme, mais également à moyen et long terme.

I. LES ENJEUX GENRE ET GAPS A COMBLER :

Le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille fait face à d'importants enjeux et constats qui jalonnent encore les péripéties de la mise en œuvre de la PNG. Il s'agit entre autres de :

- l'institutionnalisation systématique du genre ;
- l'autonomisation économique des femmes / participation politique des femmes ;
- la lutte contre les violences basées sur le genre (mariage précoce d'enfants et forcé, l'excision) ;
- l'implication et la participation des femmes à l'instauration de la paix et de la sécurité.

II. LES MESURES OU STRATEGIES SPECIFIQUES DE REDUCTION DES INEGALITES LIEES AU GENRE

En vue de renforcer le cadre institutionnel et législatif de lutte contre les violences basées sur le genre (VBG), les mesures suivantes ont été mises en place :

- l'adoption de textes de création et d'organisation du Programme National pour l'abandon des violences basées sur le genre (PNVBG). Ce programme vise la prévention, la coordination, le suivi et l'évaluation de toutes les actions. A cet effet, les actions à mettre en œuvre sont entre autres, la mise en place d'une banque de données sur les VBG, la conception de programme de lutte contre les VBG ;
- l'élaboration et le dépôt du projet de loi sur les VBG qui vise à prévenir les violences, à réprimer les auteurs et leurs complices et à assurer la prise en charge holistique des victimes et survivants. Cette loi permettra de renforcer les réponses nationales en matière de réduction des pratiques de violences basées sur le genre, notamment la stratégie nationale holistique pour mettre fin aux violences basées sur le genre assortie de sa stratégie de communication ;
- dans le cadre de l'autonomisation économique des femmes, le gouvernement met en œuvre des projets et programmes et s'est aussi engagé dans des initiatives sous régionales et internationales ;
- le Programme de Développement des plateformes Multifonctionnelles vise 5000 villages d'ici 2023 dont l'objectif est de favoriser l'accès des femmes à l'énergie de proximité et à la création de petites unités de transformation de produits locaux permettant aux femmes de développer des capacités de résilience ;
- le Programme d'Appui à l'autonomisation des Femmes dans la Chaine de Valeur Karité pour l'amélioration des revenus de plus de 400 organisations féminines dans la filière karité ;
- le projet sous régional « 50 millions de femmes ont la parole » dont l'objectif est d'améliorer la capacité des femmes à accéder à l'information financière et non financière, à créer des opportunités d'affaires et d'établir des relations de partenariat avec des personnes et structures capables de les aider à développer et à soutenir leurs entreprises.
- le projet d'Autonomisation des femmes et dividendes démographiques au Sahel (SWEDD).

Cet important programme sera mis en œuvre à travers les volets ci-après (i) l'amélioration des compétences de vie et connaissance de la santé reproductive à travers le renforcement de la capacité des filles à mener une vie saine et productive; (ii) l'amélioration du

niveau d'autonomisation économique des femmes et des filles non scolarisées à travers l'accessibilité aux opportunités économiques disponibles pour les filles ; (iii) l'amélioration du niveau d'accès des filles à l'enseignement secondaire.

- le Programme Spotlight Initiative au Mali qui vise à contribuer à l'élimination de la violence basée sur le genre, des pratiques néfastes et des obstacles à l'accès aux droits à la santé reproductive. Il s'attachera à consolider les acquis en mettant en place un dispositif plus efficace de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles et à promouvoir des droits à la santé reproductive à travers des approches innovantes permettant le renforcement d'un cadre juridique et politique favorable, des institutions efficaces et coordonnées, une mobilisation et responsabilisation des communautés, un accès accru et équitable aux services de prise en charge holistique et intégrée, un accès et usage de données statistiques de qualité et des organisations de défense des droits de la femme renforcées et dynamiques ;
- le programme **« Initiative pour la Promotion et l'Appui à l'Entreprenariat Féminin »** (IPAFE). Ce programme propose une approche holistique intégrant la création d'une synergie d'actions des acteurs clés qui soutiennent la promotion du secteur privé pour renforcer l'autonomisation économique des femmes. Il vise à renforcer l'autonomisation économique de 10 000 femmes sur 5 ans.

III. EVALUATION DES ACTIVITÉS GENRE 2018

Les réalisations majeures de 2018 se sont faites au tour des volets suivants :

3.1. Appui institutionnel :

- l'élaboration du programme décennal pour l'autonomisation de la femme, de l'enfant et de la famille 2020 -2029 ;
- l'élaboration des textes de création du Programme National pour l'abandon des violences basées sur le genre (PNVBG) ;
- l'élaboration des textes de création de la Maison de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ;
- le lancement officiel de l'Unité Technique de gestion (participation de 68 personnes dont 50 femmes et 18 hommes ;

La tenue du cadre de concertation sur Femmes, Paix et Sécurité « Communauté de Pratique » (29 participants : 21 femmes et 8 hommes).

3.2. <u>Autonomisation socioéconomique des femmes et des filles</u> :

- le FAFE a financé 386 projets au profit de 24 438 femmes bénéficiaires ;
- construction et réhabilitation des centres d'autopromotion (Les centres de Keniéba, Koutiala, Yorosso, San et Ténékou ont été partiellement réhabilités) ; Maraichage, transformation, pisciculture, aviculture, production (Dotation de **(06)** six bac hors sol pour les six communes de Bko, **(01)** forage équipé en panneau solaire au quartier Banconi) ;
- doter les femmes en matériels et équipements pour leur autonomisation économique (plus de 80 associations/groupements de femmes ont été dotés en matériels et équipements) ;
- 168 Organisations féminines équipées en matériels et infrastructure de production
- formation de 350 Femmes Rurales et de 25 agents du MPFEF sur l'acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés coopératives ;
- formation de 30 femmes sur la labélisation, la certification et la saponification: 20 femmes de Bamako et 10 femmes rurales ;
- formation/Sensibilisation de 120 femmes sur la protection des ressources forestières notamment les parcs à Karité et le travail des enfants dans les zones de Kéméni, Tériabougou, Loulouni, Bougouni et Banamba ;
- 500 femmes en âge de procréer, de la tranche d'âge 15 à 25 ans à Mopti et Sévaré ont eu leurs capacités renforcées sur la planification familiale et la contraception pour améliorer le taux d'utilisation des méthodes modernes de contraception (appui ABS Canada) ;
- 200 ménagères et gargotières ont eu leurs capacités renforcées sur les bonnes pratiques d'hygiène des aliments et de l'eau ; cent (100) femmes leaders ont reçu des informations sur les avantages de la consommation de sel iodé au niveau ménage et communautaire ;
- équipement des maisons d'autopromotion de Bla, San et Tominian en système d'adduction d'eau solaire ;
- aménagement des périmètres maraîchers dans 3 centres d'autopromotion des femmes ;
- 10 groupements féminins, financés et équipés pour des activités agroalimentaires et l'ouverture d'une boutique de vente avec l'appui de l'ONG AGIR ;
- 50 personnes influentes dans leurs milieux (femmes et hommes) ont eu leurs capacités renforcées sur le dépistage du VIH et le traitement des infections sexuellement transmissibles ;
- appui à l'autonomisation de 500 femmes victimes de VBG à Tombouctou, Diré et Goundam ;
- formation de 24 personnes dont 20 femmes sur le Genre, le rapportage sensible au genre, le plaidoyer sur la 1325 des points focaux de 12 ministères n 3 organes de mise en œuvre

de l'Accord (DDR, CVJ, CNRRS), des réseaux d'organisation de la Société (Conseil National de la Société Civile), CNDH, la plateforme des femmes du G5 Sahel , CNDIFE, commission nationale de lutte contre les armes légères.

3.3. <u>Prise en charge des femmes et filles victimes de VBG</u> :

- 2515 cas de violences basées sur le genre ont été identifiés (869 cas de violences physiques, 42 cas de viol, 176 cas d'agressions sexuelles, 1060 cas de violences psychologiques/émotionnelles, 141 cas de mariage des enfants et 228 cas de déni de ressources/opportunités ;
- Prise en charge de 120 survivantes de VBG ;
- 8 Comités communaux d'Action et d'Abandon des Pratiques Néfastes sont mises en place (CCAPN) ;
- 150 comédiens sont aptes à produire le spectacle dans les villages ;
- Les populations de 148 villages des communes des 3 cercles connaissent les méfaits des VBG/E ;
- 3330 victimes de violences basées sur le genre ont été prises en charge dont 3 230 femmes et 1 451 hommes ;
- Accompagnement psychosociale et médicale de 16 femmes victimes de violences.

3.4. <u>Protection des enfants en situation difficile</u> :

Prise en charge de 137 enfants en mobilité

Adoption protection/filiation de 87 enfants

19 Projets financés en faveur de l'épanouissement des enfants

78 Enfants réinsérés (Filles)

78 Enfants réinsérés (Garçons)

120 Enfants encadrés (Filles)

120 Enfants encadrés (garçons)

60 enfants sont retirés des sites d'orpaillages et inscrits dans les SSAP (Stratégie de Scolarisation Accélérée /Passerelle).

<u>Réalisation d'études et de recherches</u> :

- Réalisation d'une étude de rentabilité économique et financière sur la filière karité et Installation de trois Plateformes ;
- Réalisation d'une étude Genre et Valorisation de travail domestique non rémunéré ;
- Réalisation d'une étude Emploi informel et genre au Mali ;
- Réalisation d'études sur la filière karité : Etude sur la rentabilité économique et financière sur la filière karité.

Information, sensibilisation et plaidoyer :

200 adolescents filles et garçons sont informés sur les violences basées sur le genre ;

07 émissions ont été organisées à Kayes Nioro Bafoulabé Kéniéba et Yélimané ;

La dissémination, sensibilisation sur la Résolution 1325 et du PANR1325, l'accord de paix, la loi 052 à Bamako, Ségou, Sikasso, Mopti, Tombouctou, Gao, Ménaka, Kidal, Taoudenit (2 210 participants dont 1 770 femmes et 440 hommes).

Participation des femmes à la vie publique et à la prise de décisions :

En 2018, le gouvernement comptait 11 femmes sur un total de 32 ministres, soit 34% ;

31 femmes sous-préfets sur un total de 285, soit 11% ;

En 2018 on comptait 63 conseillers nationaux dont 6 femmes, soit 9%.

IV. PLANIFICATION ET BUDGETISATION DES ACTIONS GENRE :

Le document de Politique Nationale Genre constitue le référentiel du MPFEF en matière de planification. Compte tenu des attributions du département, l'ensemble de ses programmes sont sensibles et tiennent compte de la matrice du plan d'actions de la PNG.

PROGRAMME 2.059 : PROMOTION DE LA FEMME

Objectif	Indicateurs	Activités 2018	Cible			Activités 2020
			2019	2020	2021	
OBJECTIF 1 : Développer la communication, l'identification et la prise en charge des cas de complication liées aux MGF/VBG.	**Indicateur N°1.1 :** Pourcentage de cas de VBG pris en charge	61	31	54	77	1.1.3 Organisation de la campagne des 16 jours d'activismes. 1.1.4 Assurer la prise en charge holistique des victimes de VBG.
	Indicateur N° 1.2. Proportion de villages ayant abandonné l'excision	09	51	100	100	1.2.1 Organisation de la journée internationale tolérance zéro aux MGF/E (06 février)
	Indicateur N°1.3. Proportion d'activités de communication holistique sur les VBG réalisées.	0	100	100	100	1.3.1 Organisation des missions trimestrielles conjointes de suivis des activités sur les MGF, le Genre et les VBG au niveau régional et local
OBJECTIF 2 : Assurer une représentation équitable des femmes et de leurs associations dans les	**Indicateur N° 2.1.** Taux de représentativité des femmes dans les	N : 23,53	30	30	35	2.1.3 Réalisation d'activités d'IEC et de CCC, de plaidoyer et de communication en faveur des droits et pour la promotion de la femme.

Objectif	Indicateurs	Activités 2018	Cible			Activités 2020
			2019	2020	2021	
instances de décision y compris celles chargées de prévenir, réguler et résoudre les conflits.	postes nominatifs et électifs					2.1.4 Célébration de la journée du 31 juillet 2.1.5 Aménagement de l'espace du bosquet
	Indicateur N° 2.2. Taux de représentativité des femmes dans les postes électifs	E : 25,6	30	30	35	2.2.1 Vulgarisation/dissémination des textes : la loi n° 2015-052 du 18 décembre 2015, APR, R1325, 2030,2063, CDEF, protocole de Maputo, OHADA, PRODAFE etc. 2.2.2 Célébration de la journée du 08 mars
	Indicateur N° 2.3. Taux de représentativité des femmes dans les organes de prévention et de résolution des conflits	8	15	25	30	Vulgarisation/dissémination des textes : la loi n° 2015-052 du 18 décembre 2015, APR, R1325, 2030,2063, CDEF, protocole de Maputo, OHADA, PRODAFE etc.

PROGRAMME 3.003 : PROGRAMME D'APPUI À L'AUTONOMISATION DE LA FEMME ET ÉPANOUISSEMENT DE L'ENFANT (PAAFE).

Objectifs	Indicateurs	Référence 2018	Cibles			Activités 2020
			2019	2020	2021	
OBJECTIF 1 : Accroître le potentiel économique des femmes	**Indicateur N°1.1**. Pourcentage d'organisations féminines équipées en matériels et infrastructures de production	35	80	75	80	1.1.1 Dotation des organisations féminines en matériels et équipements de production 1.2.1 Organisation des appels à propositions de projets 1.2.2 Dépouillement des projets soumis 1.2.3 Validation des projets éligibles
	Indicateur N°1.2.: Pourcentage de projets d'AGR/PME financés pour les femmes	100	100	100	100	1.2.4 Financement des projets retenus 1.2.5 Mobilisation des ressources additionnelles auprès des PTF 1.2.6 Participation à la mise en œuvre des activités avec les partenaires 1.3.1 Suivi des activités commerciales et promotionnelles
OBJECTIF N°2 : Contribuer au développement du leadership des femmes dans la vie publique et politique	**Indicateur N°2.1** : Pourcentage de Femmes formées sur le leadership	30	95	100	100	2.1.1 Identification des besoins de formations et des modules pour les bénéficiaires des projets financés et d'autres groupements de femmes et formation des personnes identifiées 2.1.2 Identification de besoins de formations et des modules pour la CT-FAFE et formations des personnes identifiées

<u>Objectif 3</u> : Contribuer à l'épanouissement de l'enfant	**Indicateur N° 3.1 : Pourcentage de projets financés en faveur de l'épanouissement des enfants**	100	100	100	100	3.1.1. Financement des projets retenus en faveur de l'épanouissement de l'enfant.
	<u>Indicateur N°3.2</u> : Pourcentage d'enfants réinsérées Filles	30	45	45	50	3.2.1 Appui à la réinsertion des enfants en situation difficile.

MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

Au Mali, les secteurs de l'Energie et de l'Eau ont deux (02) défis principaux à relever en lien avec les Objectifs de développement durable (ODD) n° 6 (eau propre et assainissement) et n° 7 (énergie propre et d'un coût abordable), parmi les dix-sept (17) également nommés Objectifs mondiaux, qui traduisent un appel mondial à œuvrer pour éradiquer la pauvreté, protéger la Planète et faire en sorte que tous les êtres humains vivent dans la paix et la prospérité.

L'horizon pour l'atteinte des cibles fixées par les ODD est 2030 et nécessitera que les gouvernements, le secteur privé, la société civile et les citoyens agissent de concert tout en intégrant une approche et une dimension genre à tous les niveaux de conception, de gouvernance et d'exécution.

Le Ministère de l'Energie et de l'Eau, à travers l'ensemble de ses structures techniques et opérationnelles, conformément aux axes prioritaires du Cadre pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD), intègre parfaitement ces enjeux mondiaux et nationaux dans toute sa logique de gouvernance et d'action afin de permettre un développement équitable et durable des secteurs de l'accès à l'énergie propre et à l'eau potable. C'est pourquoi, tous les efforts à déployer doivent contribuer à un accès universel des hommes et des femmes aux sources d'énergie propres et abordables et à l'eau potable pour les usages domestiques et économiques. Ces avancées devront contribuer significativement non seulement au bien-être familial par l'allègement de la charge de travail des femmes et l'amélioration des revenus par l'auto emploi mais aussi au développement économique, social et national par l'implication de tous les genres aux activités productives.

Cet accès universel à l'électricité et à l'adduction d'eau potable pourra se traduire pour les femmes, les hommes et les jeunes vivant en milieu rural et péri-urbain par :

- l'accès à l'eau potable par le plus grand nombre des populations avec le démarrage de la station de Kabala et les projets de branchements sociaux qui seront effectifs en 2019.
- l'amélioration des conditions d'hygiène et de santé des populations par l'accès à l'eau potable ;
- l'allègement des tâches domestiques (cuisine, décorticage et mouture des céréales, broyage de karité, exhaure de l'eau, jardinage, etc..) ;
- la modernisation/développement d'activités génératrices de revenu ;
- la facilité d'accès aux soins modernes de santé, aux technologies de communication & d'information et à l'éducation.

Le Ministère de l'Energie et de l'Eau compte atteindre tous ces objectifs à travers essentiellement la mise en œuvre du Programme d'urgence Sociale volets Energie et Eau du Président de la République et des projets d'électrification d'Energie Renouvelable (EnR) des différentes agences dédiées (AMADER, AER, ANADEB) ainsi que par l'extension des domaines concédés de EDM, SOMAPEP et SOMAGEP.

1. Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre

Dans le but d'intégrer la dimension genre dans la mise en œuvre et l'atteinte des objectifs du Ministère en matière d'électrification et d'adduction d'eau potable, les services techniques et les agences d'exécution du département développent des stratégies spécifiques selon leur domaine d'intervention et les missions que la Loi leur assigne.

Les mesures spécifiques

Au niveau du Ministère de l'Energie et de l'Eau, deux directions nationales ont en charge l'effectivité de la mise en œuvre de mesures spécifiques dans le domaine du genre, à savoir : la ***Direction Nationale de l'Energie*** et la ***Direction Nationale de l'Hydraulique***.

Ces mesures spécifiques sont opérationnalisées essentiellement à travers les nombreuses agences par des projets spécifiques intégrant les spécificités genres liées aux secteurs de l'Energie et de l 'Eau.

Dans le cadre de ses missions, l'***Inspection de l'Energie et de l'Eau*** veille à la prise en compte effective de cette dimension genre au niveau de l'ensemble des structures du Département.

A. DIRECTION NATIONALE DE L'ENERGIE (DNE) :

La DNE élabore la Politique Energétique Nationale (PEN) avec les cadres, stratégies et plans d'action y afférant.

Tous ces documents de références donnent une place au genre dans leur mise en œuvre.

La Politique Energétique Nationale (PEN) adoptée en 2006 laisse apparaitre une ambition claire affichée pour l'intégration du genre :

- l'amélioration de l'accès des femmes aux services et technologies modernes de l'énergie ;
- la prise en compte systémique du genre dans tous les programmes et projets énergétiques.

Par ailleurs, le Plan d'Action National de l'Energie Renouvelable du Mali (PANER) validé en 2015, fixe à l'horizon 2030 des objectifs comme:

- ✓ 35% de femmes des populations desservies en électricité par des systèmes d'ER et Hybrides ;
- ✓ 55% de femmes des utilisateurs de foyers améliorés et 32% de femmes des utilisateurs de GPL.

La direction est sensible à la prise en compte des aspects genre dans les activités, projets et programmes exécutés au niveau de la DNE, en veillant à ce qu'il ait une participation active des femmes de l'énergie.

Evaluation des activités genre 2018

Le Point Focal Genre assure de l'opérationnalisation des activités genre de la CEDEAO. Il a participé aux activités suivantes :

- Atelier régional de formation des points focaux genre de la zone CEDEAO sur l'intégration de la dimension de genre dans les projets, produits et services énergétiques du 28 février au 3 mars 2018 à Accra, Ghana :

  L'atelier visait à doter les Unités Focales de Genre (GFU) chargées des questions de genre des connaissances et compétences nécessaires pour mettre en œuvre la « Politique de la CEDEAO en matière d'intégration de la dimension de genre dans l'accès à l'énergie ».

  A l'issu de cet atelier les recommandations suivantes ont été formulées :

  • formaliser la création de l'Unité Focale Genre (UFG) ;
  • finaliser les plans d'actions stratégique genre et énergie ;
  • opérationnaliser la mise en œuvre des plans d'actions stratégique genre et énergie ;
  • mobiliser les ressources pour organiser la réplication de la formation pour les structures membres UFG et l'exécution desdits plans.

- participation du Projet Promotion de la Production d'Electricité Durable dans les Zones Rurales du Mali grâce aux Technologies Hybrides « PPDEZ-RHT » de l'AER-Mali : Le projet consiste à l'hybridation des plateformes multifonctionnelles ;
- le nombre total d'agents est de 64 dont (50 hommes et 14 femmes).

Sur les 14 femmes, en termes de responsabilité 3 sont à des postes responsabilités (Directeur et deux chefs de sections).

Agence Malienne de Développement de l'Electrification Rurale (AMADER) :

- existence de nombreux documents de politique et cadres stratégiques de développement : Politique Energétique du Mali ;
- Politique Nationale Genre (24 Novembre 2010) avec un plan d'actions ;
- Politique de développement du secteur agricole ;
- Cadre Stratégique de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (CSCRP) ;
- l'Agence Malienne pour le Développement de l'Énergie Domestique et l'Électrification Rurale (AMADER) a pour mission principale la maîtrise de la consommation d'énergie domestique et le développement de l'accès à l'électricité en milieu rural et périurbain en vue de réduire la pauvreté et de favoriser la croissance économique du pays.

Evaluation des activités genre 2018

Les activités « aspect genre » sont transversales « Projet Systèmes Hybrides d'Electrification Rurale/SHER » /SREP. Les activités genre réalisées en 2018 ont porté essentiellement sur : i) le développement de l'efficacité énergétique ii) la diffusion d'éclairage hors réseau et lanternes solaires (iii) l'extension et densification des mini réseaux d'électrification pour les ménages à faible revenu.

i) Développement de l'efficacité énergétique

Renforcement des Unités pilotes de Transformation et de Commercialisation des produits locaux (UTC) des localités de N'Tôbougou et Simidji :

- des missions de suivi des UTC, d'information et de sensibilisation des femmes/bénéficiaires ont été faites dans les deux localités.
- un protocole de collaboration a été établi entre le Laboratoire de Technologie Alimentaire (LTA) de l'IER et l'AMADER pour : (i) la formation des femmes en gestion des coopératives, organisation, entreprenariat et comptabilité ; (ii) la formation sur la manipulation des équipements fonctionnant au gaz et la détection des fuites (fours/séchoirs et réchauds), et (iii) formation en techniques améliorées de transformation, de commercialisation et de labellisation des produits locaux
- concernant l'accès des femmes aux marchés porteurs, les transformatrices bénéficiaires des sites pilotes ont été associées à plusieurs évènements pour la promotion de leurs produits agroalimentaires (Journée Internationale de la Femmes (08 mars), Journée Internationale de la Femme Rurale, Festival Didadi de Wassoulou etc.). Les opérateurs, partenaires de l'AMADER, œuvrant dans la vente des produits et équipements économes d'énergie (fourneaux et foyers améliorés/gaz), ont été invités aux festivités du 08 mars par l'AMADER afin de permettre aux femmes d'accéder à des équipements de cuisson moins énergivores et peu polluants.

ii) Diffusion d'éclairage hors réseau et lanternes solaires :

Diffusion de 10 000 lanternes et les matériels pico-PV correspondants dans les écoles (Bibliothèques solaires) et infrastructures sociocommunautaires :

- **7 947** lanternes ont été distribuées dans les écoles (Bibliothèques solaires) et les centres sociocommunautaires des régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Gao, Ménaka, Kidal, Tombouctou et Konna dans la région de Mopti ;
- Réalisation de **deux (02)** bibliothèques (BS) solaires pilotes des localités de Tioriboubou (Région de Koulikoro) et de Djéli (Région de Ségou) : Les deux bibliothèques sont opérationnelles et leur exploitation est suivie par l'AMADER.

Diffusion de 100 mille lanternes certifiées « Lighting Africa » et les matériels pico-PV correspondants :

Quatre (04) conventions de distribution ont été signées pour la distribution de 35 000 lanternes solaires (LS).

- **10 050** Lanternes Solaires ont été diffusées.

Les filles ont été favorisées dans la distribution au niveau des écoles, les femmes ont été aussi prises en compte dans la diffusion des lanternes (Les directeurs d'école et les comités de gestion scolaire ont privilégié les groupes de filles pour les lampes le soir et aussi ont tenus compte des familles pauvres ne pouvant pas se procurer de lampe pour les études de soir à la maison. Le rapport de diffusion est de (**51 à 65% de filles par région**).

Partenariat AMADER / ONG GERES (Groupe Energies Renouvelables, Environnement et Solidarités) :

L'objectif général est de promouvoir l'adoption de masse d'équipements de cuisson performants, de restaurer et préserver les ressources en bois, pour lutter contre le changement climatique et assurer la sécurité énergétique des ménages.

- Accompagner les filières féminines émergentes de production et de diffusion de 25 000 foyers en banco en milieu rural dans les cercles de Koutiala, Yorosso, Baraoueli et San. Les femmes ont été formées dans la confection de foyers en banco.

iii) Extension et densification des mini réseaux d'électrification rurale au bénéfice des ménages pauvres :

La sous composante GPOBA (Partenariat mondial pour l'aide basée sur les résultats) est mis en vue d'appuyer les objectifs du projet SHER à travers le financement partiel du coût des investissements nécessaires à la densification/extension des mini-réseaux, des installations solaires domestiques et des installations intérieures destinés à rendre l'accès à l'énergie abordable pour les ménages vulnérables à faible revenu (genre) vivant dans les zones rurales isolées.

- le raccordement de **9770** nouveaux ménages aux réseaux et l'installation de **2400 Kits solaires PV individuels ;**
- Pour chaque branchement ou installation de kit solaire PV : une installation intérieure avec **3 lampes LBC et une prise**, ce qui équivaut à **36 000 lampes pour 12 000 ménages.**

Les objectifs assignés sont largement atteints voire dépassés. Ainsi sur un objectif de 12 000 branchements assignés, le cumul des réalisations s'établit à **13 689 soit un taux de 112,48%** principalement des ménages à faible revenu (genre).

La subvention GPOBA a permis à cette couche vulnérable de pouvoir accéder aux services de l'électricité moyennant un montant symbolique de **7125 FCFA** à titre de participation.

Perspectives 2019-2020 :

- équipement des centres sociocommunautaires de base notamment les centres de santé communautaire (CSCOM) en matériels économes d'énergie (congélateur solaire, chauffe-eau solaire …) ;
- renforcement des unités pilotes ;

Activités PFG (équipement ces CSCOM et renforcement unités pilotes).	**Quantité**	**Total prévision 2019 en FCFA.**
UTC de Simidji et de N'tobougou		
Réfrigérateurs et Congélateurs	4	9 000 000
Réalisation des Forages au niveau des UTC de N'Tobougou et Simidji.	2	30 000 000
Réhabilitation des 02 forages de ces 02 localités.	2	11 000 000
Renforcement du système solaire pour le bon fonctionnement des équipements des UTC (02Thermos et 02 broyeuses électriques, …).		10 650 000
Formations et assistance post – formation des femmes des UTC de Simidji et N'tobougou.		19 350 000
Equipement des centres sociocommunautaires de base notamment les centres de santé communautaire (CSCOM) en matériels économes d'énergie.		326 557 941
Total		**395 557 941**

- développement de nouvelles activités genre et mobilisation des ressources pour leur financement ;
- électrification de 20 villages par Système Solaires PV individuel avec 05 lampes soit 3900 Kits à installer dans les mêmes conditions que la composante GPOBA.

Agence des Energies Renouvelables (AER) :

Evaluation des activités genre 2018 :

- concernant le Projet d'accès aux services d'Energies Renouvelables dans le cercle de Kita (PASER-K) 2017 – 2019 :
  - fourniture de moulins solaires ont été fournis à la population permettant ainsi les femmes de moudre leurs semences ;
  - fourniture de pompes solaires pour l'irrigation des périmètres maraichers pour les femmes,
  - dotation des maternités en chauffe-eau et frigos solaires ;
  - électrification des écoles par kits solaires bénéficiant ainsi aux écoliers et aux écolières,
  - fourniture de kiosque solaires.

- projet Promotion de la production d'Electricité Durable dans les Zones Rurales du Mali grâce aux Technologies hybrides » (PPDE-ZRHT) (2016- 2020) :
  - installation dans trois (03) villages du manding, de centrales solaires autour de plateformes multifonctionnelles (système hybride fonctionnant avec des groupes qui utilise l'huile de pourghère et les panneaux solaires) pour moudre les grains des semences cultivées et gérées par les femmes.

Perspectives 2019-2020 :

- ✓ Electrification de 14 localités par Systèmes Hybrides ;
- ✓ Projet Promotion de la production d'Electricité Durable dans les Zones Rurales du Mali grâce aux Technologie hybrides » (PPDE-ZRHT) (2016- 2020) ;
- ✓ Projet de réalisation et exploitation d'une centrale photovoltaïque de 33 MWc Ségou ;
- ✓ Projet de réalisation et exploitation d'une centrale photovoltaïque de 50 MWc à Kita ;
- ✓ Projet de réalisation et exploitation d'une centrale photovoltaïque de 29 MWc à Sikasso ;
- ✓ Projet de réalisation et exploitation d'une centrale photovoltaïque de 25 MWc à Koutiala ;
- ✓ Projet de réalisation et exploitation d'une centrale photovoltaïque de 40 MWc à Kati ;
- ✓ Réalisation d'une centrale de 50 MWc à Fana.

Agence Nationale de Développement des Biocarburants (ANADEB):

Au plan institutionnel, il faut noter l'existence d'une Stratégie Nationale de Développement des Biocarburants sensible au genre. En effet, en cohérence avec les autres politiques et stratégies nationales, cette stratégie prévoit spécifiquement dans le domaine du genre :

- la création de revenu monétaire au profit des femmes et de leurs ménages
- la création des opportunités d'emplois productifs et rémunérés pour les femmes et les jeunes ;
- la protection de l'environnement ;
- Au niveau du cadre organique, le personnel féminin représente 21% de l'effectif (4/19) de l'ANADEB.

Par ailleurs, la direction commémore chaque année, la journée du 8 mars par l'octroi de pagnes à tout le personnel.

Evaluation des activités genre 2018 :

- plus de 450 personnes ont été sensibilisées dont 165 femmes, sur les enjeux des filières Bioénergie à travers des assemblées dans les localités de Baraouéli, Tominian, Tiakadougou (Dialakoro et Faraba), Koumbia, Zangasso et Tioribougou ;

- 2957 personnes y compris les responsables des groupements féminins ont été informées à travers des supports de communication (dépliants, affiches, blocs-notes, portes documents, tee-shirt, casquettes, …) ;
- 325 personnes dont 68 femmes/filles, ont été informées (étudiants, investisseurs, jeunes diplômés …) des initiatives dans le cadre de la promotion des bioénergies (les projets bioénergies, les acquis des expériences en matière de bioénergies, les opportunités d'affaire...) ;
- soixante (60) producteurs dont 22 femmes des coopératives ont été renforcées sur les bonnes pratiques de production et de conservation des graines, dans les régions de Koulikoro, Ségou et Sikasso ;
- soixante (60) responsables d'Organisations Paysannes partenaires dont 22 femmes leaders, ont été renforcés sur les principes fondamentaux de la vie coopérative (tenue des réunions, paiement des cotisations, tenue des outils, restitution en assemblée, animation d'Organisation Paysanne, etc.) ;
- plus de quatre (04) tonnes de semences ont été octroyées aux producteurs volontaires y compris les femmes pour la production et la plantation de pieds de Jatropha ;
- quinze (15) coopératives et unions de coopératives ont été dotées en matériels de travail composés de : onze (11) charrettes citernes, 140 brouettes, 250 pelles, 250 piques, 250 arrosoirs, 30 semoirs, 30 tamis, 10 motopompes, 10 pompes à motricité humaine (CIWARA), 60 appareils de traitement phytosanitaire. Ces appuis ont été destinés aux producteurs et productrices à travers leurs coopératives ;
- 896 Bio digesteurs diffusés de 2012-2018, dans le cadre du projet Biogaz familiale (BFM) et le programme PAPAM/ASAP sont utilisés par 2020 femmes pour la cuisson.

L'acquisition de l'accord de financement d'un Projet de Diffusion de 400 Bio digesteurs de type Faso 15 dans autant de ménages auprès du Fonds Climat Mali. Ce projet permettra de soulager les femmes contre les effets liés à l'utilisation du bois pour la cuisson (maladies respiratoires et cutanées)

Perspectives 2019-2020 :

Au niveau du cadre organique, nous prévoyons le recrutement du personnel féminin à des postes stratégiques.

Au niveau des activités, les perspectives sont :

- le renforcement de la participation des femmes à la mise en œuvre des activités de l'Agence, notamment ;

- la réservation de certaines activités au niveau de la ZAE de Ouaramadiana, au profit des femmes (production de glace, l'agroalimentaire, restaurant, …) ;
- la formation du personnel en genre ;
- la désignation d'un point focal genre au sein de la structure ;
- l'octroi d'équipements de savonnerie aux groupements de femmes pour la production de savons à base de sous-produits du Jatropha (sédiment et tourteau) ;
- la réalisation de biodigesteurs au niveau des ménages et fermes.

Agence Malienne de Radio-Protection (AMARAP) :

Créée par l'Ordonnance n°02-060/P-RM du 05 juin 2002, l'AMARAP est l'Organisme chargée de la mise en œuvre de la règlementation en matière de radioprotection (Sureté et Sécurité radiologiques et nucléaires) afin d'assurer la protection des personnes et de l'Environnement contre les effets néfastes des radiations ionisantes. A ce titre, les activités de promotion se rapportant aux ressources énergétiques et aux ressources en eau ne font pas partie de ses missions statutaires.

Toutefois, dans le cadre de certaines de ses activités, notamment celles relatives aux formations du personnel, l'aspect genre est pris en compte par l'AMARAP.

L'AMARAP compte à ce jour 26 agents dont 09 personnels féminins soit 34,61%. Parmi les 09 personnels féminins, 05 sont dans les départements techniques et 04 dans l'administration.

Dans le cadre de la formation initiale en radioprotection, les candidatures féminines sont encouragées et privilégiées au moment de la sélection, en tenant compte du niveau académique exigé. La sélection définitive est faite par l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA).

Evaluation des activités genre 2018

Dans cette optique, sur quatre personnels techniques féminins dont dispose l'AMARAP, trois ont déjà bénéficié d'une formation de 5 mois à l'étranger. La dernière venue courant l'année 2017 est titularisée. Sa candidature a été proposée pour d'autre formation.

Dans les dispositifs organisationnels notamment ceux se rapportant aux contrôles/inspections des structures, renforcement des capacités à travers des formations, l'aspect genre est pris en compte.

Perspectives 2019-2020

Une femme est proposée pour la formation initiale en radioprotection pour une durée de 05 mois en Algérie courant l'année 2018-2019. La formation a pris fin en juillet 2019, les participants maliens ont reçu leur attestation.

Participation du personnel féminin à des formations sur la Sûreté Radiologique et Sécurité Nucléaire. Dans chacun de pays au moins une femme a participé au cours de formation organisé par l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) en collaboration avec les pays hôtes. Il s'agit du Maroc, de la Belgique, de l'Algérie, de la Côte d'Ivoire, du Botswana, de l'Ouganda et de la Tunisie.

D'autres participations féminines sont programmées pour des ateliers et séminaires à l'Etranger au cours de l'année 2019.

L'AMARAP participe au programme de formation des stagiaires APEJ, ainsi dans le cadre dudit programme deux stagiaires féminins ont été accueillies et leur encadrement est en cours.

Par ailleurs, l'AMARAP a entrepris des échanges en vue de la formation/ sensibilisation des médecins ainsi que les sages-femmes pour la protection des travailleurs et des femmes en âge de procréation dans les années à venir.

B. <u>DIRECTION NATIONALE DE L'HYDRAULIQUE</u> (DNH) :

Le secteur de l'eau, l'hygiène et assainissement (AEPHA) du Mali est régi par des politiques et cadres stratégiques qui ont été traduits en plans d'actions spécifiques assortis de dates et horizons de mise en œuvre. En effet, le secteur de l'eau, l'assainissement et d'hygiène au Mali est guidé par la Politique nationale de l'eau (2006) ; le code national de l'eau 2002 ; le programme d'urgences d'accès à l'eau potable 2017-2020, la Politique nationale d'assainissement (2009).

Ces politiques et stratégies prennent en compte les groupes vulnérables vivant dans les zones rurales et urbaines, et dans les localités difficiles d'accès. Ces instruments prônent aussi l'élimination de la défécation en plein air à l'horizon 2030 et l'atteinte de l'accès universel aux services de base en eau et d'assainissement sécurisés à l'horizon 2030.

Les projets et programmes réalisés dans le cadre de l'accès à l'eau visent à :

- rechercher un impact positif sur la charge de travail des femmes et la coopération femmes-hommes ;
- la réalisation de projets d'eau et d'assainissement participatifs et sensibles au genre permet non seulement d'augmenter les chances de succès et de pérennité du projet, mais jette également les bases d'une coopération entre les femmes et les hommes, tout en établissant un cadre pour aborder la question des inégalités.
- promouvoir la participation et valoriser le savoir-faire des locaux, femmes et hommes ;
- les femmes, en tant que principales usagères, doivent être impliquées à tous les niveaux de la gestion de l'eau, y compris dans les associations d'usagers de l'eau (AUE). La

participation des femmes représente une forte valeur ajoutée dans la définition d'un intérêt commun au sein d'une population et dans la mobilisation de l'ensemble de la communauté pour son propre développement.

- les divisions socio-économiques et de genre au sein de la société déterminent qui détient le pouvoir de contrôler l'usage de l'eau (agriculture, eau et assainissement domestique, énergie, préservation de l'écosystème).
- intégrer le genre dans l'analyse de la situation de départ et la définition des enjeux ;

La mise en place d'un système de gestion participatif, avec la nomination de 1 femme/1 homme dans les associations d'usagers et parmi les délégués de chaque borne fontaine, n'est réellement efficace que si cette démarche est précédée d'une analyse sensible au genre de la population, conjuguée à un travail de sensibilisation et de formation auprès des différentes composantes du village.

La faiblesse de la participation des femmes renforce la mainmise des hommes sur ces projets ce qui ne permet pas de réunir toutes les conditions pour une gestion transparente de tels ouvrages. Ceci peut générer un désintérêt des autres villageois tant pour la gestion que pour la consommation d'eau, mettant ainsi en péril tout le fonctionnement du système.

- Apporter des compétences en genre aux partenaires et des décideurs ;

Le fait que les femmes soient impliquées dans les projets ne signifie pas automatiquement que les questions de genre soient prises en compte.

En effet, travailler dans une perspective de genre implique d'aborder la question des inégalités entre les hommes et les femmes, de les reconnaître et de chercher à les faire évoluer tout en répondant à différents besoins.

- En cas d'urgence, ne pas oublier le genre ;

Enfin, il est essentiel de prendre en compte les besoins spécifiques des femmes et des filles dans la gestion des inondations, car elles comptent parmi les plus exposées lors des catastrophes liées à l'eau.

Evaluation des activités genre 2018

Pendant l'année 2018, le Ministère, à travers la DNH, la SOMAPEP et la SOMAGEP, a surtout préparé les éléments opérationnels du **Programme d'Urgences Sociales d'Accès à l'Eau Potable** par la réalisation de forages pour l'adduction d'eau potable à travers les localités du Mali et le District de Bamako.

Le but est d'alléger, voire de circonscrire complètement le calvaire des populations en matière d'accès à l'eau pour les besoins domestiques.

Laboratoire National des Eaux (LNE) :

Le Laboratoire National des Eaux est un Etablissement public à caractère scientifique et technologique, rattaché au Ministère de l'Energie et de l'Eau. Il a pour mission entre autres de déterminer, de gérer et de protéger la qualité des eaux du territoire national.

L'effectif du Laboratoire National des Eaux est de 51 agents dont 18 femmes.

Le Laboratoire National des Eaux est structuré en quatre services et une agence comptable :

- le poste de directeur adjoint est occupé par une femme ;
- sur cinq chefs de service, deux sont occupés par des femmes ;
- sur six chercheurs, cinq sont des femmes.

Evaluation des activités genre 2018

Le Laboratoire National des Eaux dans le cadre de ses missions de suivi et de contrôle des ressources en eaux est en train de mettre en place un réseau de suivi de la qualité de l'eau. Cette stratégie de mise en place d'un réseau National de suivi et de contrôle de la qualité de l'eau prend en compte les femmes, actrices principales impliquées à tous les niveaux dans la gestion des eaux. De ce faite le Laboratoire National des Eaux a procédé à la désignation d'un point focal Genre pour s'assurer du bon fonctionnement de ses activités genre :

- adhésion des femmes du Laboratoire National des Eaux au REMAFPEA (réseau malienne des femmes professionnelles de l'eau et de l'assainissement).
- participation à la quinzaine de l'environnement des activités de reboisements et de fixation des poubelles respectivement en commune I et VI du District de Bamako qui a abrité la journée des plantations d'arbres par le réseau.
- participation au Master-class organisé par l'AAE (Association Africaine de l'eau) sur « Le développement personnel et leadership féminin, Mai 2019 Hôtel Mandé.
- participation au lancement du programme Eau Potable et Assainissement(PEPA) du CNCIEPA/WASH (campagne Internationale pour l'Eau Potable et l'assainissement) et son partenaire GIZ à la remise d'un système WATA (standard) pour la chloration de l'eau aux femmes des communes lauréates.

Société Malienne de Gestion de l'eau Potable (SOMAGEP-SA)

L'effectif de la SOMAGEP-SA en 2018 est de 1085 Hommes soit 79,02% de l'effectif total contre 288 Femmes soit 20,98 % de l'effectif total.

131 femmes dans ces postes commerciaux, **soit 41,06%** de l'effectif féminin de la SOMAGEP SA

Evaluation des activités genre 2018

- démarche de certification au Label Genre « Mali musow » créé par ONU FEMMES et le Conseil National du Patronat du Mali (CNPM)
- participation des femmes à la formation sur le thème « Leadership au féminin » avec le Cabinet Potentiel.
- organisation d'une journée de salubrité avec la municipalité de Djicoroni Para ainsi que les associations riveraines.

C. INSPECTION DE L'ENERGIE ET DE L'EAU (IEE) :

L'Inspection de l'Energie et de l'Eau (IEE) est un service central du Ministère de l'Energie et de l'Eau (MEE). Son rôle principal est de contribuer à améliorer la bonne gouvernance au sein du Département et à renforcer le système de gestion des finances publiques. C'est une structure transversale qui couvre les sous-secteurs Eau et Energie.

En 2018, l'Inspection de l'Energie et de l'Eau compte dix (10) agents dont six (06) personnels féminins composé quatre (04) inspecteurs et de deux dames secrétaires. La parité homme/femme est respectée : 04 inspecteurs dames et 04 inspecteurs hommes.

Stratégie de réduction des inégalités liées au genre

Le personnel féminin prend une part active à l'ensemble des activités de l'Inspection. Il ne saurait en être autrement eu regard au nombre important d'inspecteurs dames. Les missions de l'IEE sont programmées et exécutées d'une manière inclusive et équitable.

Par ailleurs, lors de ses missions d'inspection, l'IEE fait toujours le point sur le nombre du personnel féminin dans les entités inspectées et le note dans ses rapports.

Evaluation des activités genre en 2018

L'IEE examine en profondeur les aspects genres lors de ses missions d'inspection en allant au-delà du décompte (personnel féminin-personnel masculin).

La budgétisation basée sur le genre est un aspect sur lequel l'IEE se penche lors de ses différentes missions. Elle se traduit par des actions telles que :

- le concept genre et son intégration dans les secteurs d'activités ; et
- la budgétisation sensible au genre afin d'assurer le contrôle des budgets alloués aux secteurs de développement.

Le personnel a pris part à plusieurs sessions de formations.

Perspectives 2019-2020

En 2019, l'Inspection de l'Energie et de l'Eau compte 13 agents avec sept (07) personnels féminins dont cinq (05) inspecteurs et deux (02 assistantes), soit plus de la moitié de l'ensemble du personnel.

On observe une prédominance du personnel féminin au sein de l'Inspection.

2. DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

Le taux national d'accès à l'électricité est passé de 42% en 2017 à 48% en 2018 en dépassant l'objectif visé qui était de 45%.

En milieu urbain, le taux d'accès a connu une augmentation de près de 2 points de pourcentage en passant de 86,2% en 2017 à 93% en 2018 contre un objectif dépassé 1 point de pourcentage. En milieu rural, le taux d'accès à l'électricité est en hausse passant à 19,58% en 2018.

La part des énergies renouvelables dans le bilan énergique est en progression en passant de 3,9% en 2017 à 5% en 2018.

La consommation du gaz butane est passée de 25,69% en 2017 à 04,19% en 2018.

N.B : Il faut signaler que certaines baisses sont enregistrées malgré des progrès dans les domaines concernés et, sont dues essentiellement par l'accroissement rapide de la population. Ci-dessous les actions genre du Ministère en matière d'Energie réalisées en 2018.

Programme 2 : Développement des ressources énergétiques

Objectif 1: Satisfaire les besoins énergétiques du pays en qualité, en quantité et à moindre coût						
Indicateurs de résultats	**Unité**	**Réalisations**			**Evaluation**	
		2015	**2016**	**2017**	**Prévision 2018**	**Réalisation**
1.1. Taux d'accès à l'électricité au niveau national, urbain et rural	%					
National		36,11	39	42	45	48
Urbain		98,52	86	94	89	93
Rural		16	19,39	16,36	22	19,58
1.2. Nombre de nouvelles localités rurales électrifiées.		65	20	30	50	0
OBJECTIF 2 : Promouvoir les énergies renouvelables et de substitution						
Indicateurs de résultats	**Unité**	**Réalisations**			**Evaluation**	
		2015	**2016**	**2017**	**Prévision 2018**	**Réalisation**
2.1. Taux de déploiement des énergies renouvelables.	%	3,9	5	3,9	17	5
2.2. Taux d'accroissement de la consommation du gaz butane.	%	-11,43	30	25,69	20	4,19

Il est à signaler que la satisfaction des besoins énergétiques du pays se poursuit. Le taux d'accès à l'électricité en milieu rural n'a pu être réalisé à hauteur de souhait en raison du retard dans les investissements.

La <u>Planification et Budgétisation des actions genre</u>

Les actions en faveur du genre sont mises en œuvre par le programme2 : « Développement des ressources énergétiques ». Il s'agit de :

- satisfaire les besoins énergétiques du pays en qualité et à moindre coût ;
- assurer la promotion des énergies nouvelles et renouvelables par la vulgarisation et la subvention des foyers améliorés, la sensibilisation pour une meilleure utilisation du gaz butane, de l'énergie solaire et du charbon amélioré.

<u>Programme 2</u> : Développement des ressources énergétiques

Objectifs	**Indicateurs**						**Activités 2018**
	Libellé		**Réf 2018**	**CIBLES**			
				2019	**2020**	**2021**	
1. Satisfaire les besoins énergétiques du pays en qualité, en quantité et à moindre coût.	1.1. Taux d'accès à l'électricité au niveau national, urbain et rural.	national	48%	44%	54%	56%	1.1.1. Renforcement et extension du réseau de transport et de distribution (Développement du réseau 225 kV, 33 kV, 90 kV.) d'énergie électrique.
		urbain	93%	89%	95%	99%	1.1.2. Poursuite du renforcement des capacités de production (Centrales hydroélectriques, Centrales Solaires) du réseau Interconnecté et des Centres Isolés.
		rural	24,9%	31,2%	23%	24%	1.1.3. Poursuite du raccordement des Centres Isolés au Réseau Interconnecté.
2. Promouvoir les énergies renouvelables et de substitution.	2.1. Taux de pénétration des énergies renouvelables dans le mix énergétique (puissance électrique installée).		5%	6%	15%	23%	2.1.1. Poursuite de la mise en œuvre de la stratégie de développement des ENR et du plan d'actions y annexé.
							2.1.2. Poursuite du transfert de compétences dans le cadre de la décentralisation en matière de fabrication et d'entretien d'équipements d'ENR.
							2.1.3. Poursuite des installations d'équipements solaires, éoliens et de bio -

Objectifs	Indicateurs					Activités 2018
	Libellé	Réf 2018	CIBLES			
			2019	2020	2021	
						énergie en milieu rural et péri-urbain.
	2.2. Taux d'accroissement de la consommation du gaz butane.	30%	30%	35%	13%	2.2.1. Poursuite de la mise en œuvre du plan d'actions gaz butane.

3. DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES EN EAU

Le taux d'accès à l'eau potable à la date du 31 décembre 2018 est de 68,8% contre 68,0% en 2017au niveau national (Rapports DNH). Selon la cible ODD, le taux d'accès à l'eau potable a été fixé par le Mali à 100% pour l'horizon 2030. L'atteinte de cet objectif demande des efforts importants de la part du Gouvernement du Mali et les partenaires techniques et financiers (PTF) pour l'atteinte des ODD.

En ce qui concerne les disparités, le taux d'accès en milieu urbain est de l'ordre 76,0% en 2018 contre 74,7% en 2017 alors qu'en milieu rural, il est de 65,9% en 2018 contre 65,3% en 2017. S'agissant des couches sociales, 95% des plus riches ont accès à une eau salubre contre seulement 30% des plus pauvres (MICS 2010).

Le Mali s'est engagé à « l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement » d'ici 2030, conformément aux ODD, à la vision Africaine de l'eau et à la déclaration d'E-thikwini en 2008. A cet effet, le Mali a adopté le cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable (CREDD 2016-2018) qui fait du secteur eau et assainissement une priorité.

Les priorités d'ici 2030 du secteur Assainissement et Eau sont les suivantes :

- accélérer le taux d'accès à l'eau potable des populations de 2 points en pourcentage par an, soit approximativement 800 000 personnes par an ;
- accélérer le passage à l'échelle de l'ATPC par l'éradication de la défécation à l'air libre pour 2 millions de personnes.

Pour ce faire, les actions porteront sur le renforcement des capacités des acteurs pour accompagner le processus de décentralisation, l'augmentation et la mobilisation du financement de la part de l'Etat pour les deux sous-secteurs, ainsi que l'amélioration de la coordination du secteur et du système de suivi évaluation.

Ci-dessous les actions genre du Ministère en matière d'Eau réalisées en 2018.

<u>Programme 3</u> : Développement des ressources en Eau

Objectif 1: Améliorer l'accès à l'eau potable de façon équitable et durable.						
Indicateurs de résultats	**Unité**	**Réalisations**			**Evaluation**	
		2015	**2016**	**2017**	**Prévision 2018**	**Réalisation**
1.1. Améliorer l'accès à l'eau potable de façon équitable et durable.	%	11,7	1,6	1,1	2	1,1
1.2. Pourcentage de centres AEP/AES ayant un contrat suivis par le STEFI.	%	11,4	25,62	25,62	32,70	25
1.3. Taux de réduction du nombre de localités sans EPEM.	**%**	2,40	4,03	1,3	4,50	1,3
Objectif 4 : Améliorer la qualité du service public de l'eau de façon efficace et efficiente.						
Indicateurs de résultats	**Unité**	**Réalisations**			**Evaluation**	
		2015	**2016**	**2017**	**Prévision 2018**	**Réalisation**
4.1. Pourcentage EPEM réalisés directement par les Collectivités Territoriales.	%	66	74	50,3	30	86
4.2. Taux national d'accès à l'eau potable.	%	65,30	66,90	68,0	70,0	68,8

Il est à signaler que la satisfaction des besoins en eau potable pour les populations se poursuit. Le taux d'accès en milieu rural et péri-urbain n'a pu être réalisé à hauteur de souhait en 2018faute d'investissements conséquents.

La <u>Planification et Budgétisation des actions genre</u>

Les actions en faveur du genre sont mises en œuvre par le programme 3 : « Développement des ressources en eau». Il s'agit de :

- satisfaire les besoins en eau potable du pays en qualité et à moindre coût ;
- assurer la réalisation des points d'adductions eau potable par la généralisation des forages à grand et moyen diamètres dans toutes les localités du Mali.

Programme 3 : Développement des ressources en Eau

Objectifs	Indicateurs						Activités 2019
	Libellé		Réf 2018	CIBLES 2019	2020	2021	
1. Améliorer l'accès à l'eau potable de façon équitable et durable.	1.1. Taux d'accès à l'eau potable.	National	68,8	69,77	70,75	71,75	1.1.1. Programme d'urgences sociales Accès à l'eau potable (Programme urgence AEP en milieu rural).
		Rural	69,9	73,47	77,21	81,15	1.1.2 Projet AEP ville de Bamako à Kabala.
		Urbain	76,0	78,87	81,84	84,93	1.1.3. Aménagement, équipement Laboratoire Nationale des Eaux (Contrat-Plan).
	1.2.Taux de réduction de localités sans EPEM.		1,3	3	3	3	1.2.1. Projet AEP et mesures d'accompagnement centres semi urbain Ruraux.
							1.2.2. Programme Saoudien des Forages, puits et le développement rural en Afrique phase V.
4. Améliorer la qualité du service public de l'eau de façon efficace et efficiente.	4.1. Pourcentage EPEM réalisés directement par les Collectivités Territoriales.		86	63,0	66,0	70,0	4.1.1. Identification et suivi des réalisations d'EPEM au niveau des communes.
	4.2. Pourcentage de centres AEP/AES sous contrat de suivi technique et financier (STEFI).		42,11%	27	28	30	4.2.1. Opérationnalisation du dispositif de suivi technique et financier au niveau des centres AEP/AES.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

I. LES ENJEUX -GENRE

Les enjeux portent sur les points suivants :

- l'appui à apporter aux femmes opératrices économiques ainsi que l'aide des organisations de femmes opératrices économiques à accéder aux moyens financiers ;
- le renforcement des capacités des femmes au sein des structures par la formation continue ;
- le renforcement des capacités entrepreneuriales des organisations de femmes opératrices économiques à travers la formation, l'information et la sensibilisation ;
- l'accroissement de l'accès des organisations de femmes opératrices économiques aux facteurs de production etc.

II. LES STRATEGIES DE REDUCTION DES INEGALITES LIEES AU GENRE

Cette situation est décelable au niveau des domaines suivants :

Les mesures spécifiques :

Le secteur de l'industrie et du commerce demeure essentiellement marqué par son caractère informel. La frange de la population dans ce domaine est majoritairement féminine.

Des projets qui appuient le secteur sont :

- le projet : « Formalisation des Acteurs du commerce de détail »

  Des actions spécifiques ont été menées :

  - renforcement des capacités des responsables des faîtières dans les rôles et les procédures de mise en place des Centres de Gestion Agréés (CGA);
  - formation des bénéficiaires de prêt en comptabilité simplifiée et GERME (Gérer Mieux son Entreprise) ;
  - formation/sensibilisation des acteurs en cogestion des marchés, hygiène et sécurité sanitaire des aliments dans les marchés.

- le projet : « Appui au Cadre Intégré »

  En vue d'intégrer l'économie du pays dans le système commercial multilatéral par le renforcement des capacités nationales en matière de commerce, le Projet d'appui au cadre intégré intervient dans le secteur de la production et de l'appui à la commercialisation de la mangue, secteur fortement dominé par les femmes qui interviennent tout au long de la chaine de collecte, du transport et de la vente des différents marchés régionaux.

- le Centre Malien de Promotion de la Propriété Industrielle (CEMAPI)

Des actions spécifiques ont été menées :

- dans le cadre des visites de sensibilisation des acteurs économiques sur l'importance de l'enregistrement des titres de Propriété Industrielle, une dizaine de PME féminines dans les régions de Kayes et Sikasso ont été visitées et sensibilisées ;
- la formation des producteurs (femmes et hommes) d'échalote de Bandiagara dans la région de Mopti sur l'application du Cahier de charges, pour la promotion de l'Industrie Géographique-Echalote de Bandiagara ;

A cet effet, des actions spécifiques ont été menées en 2018 au profit des femmes.

III. EVALUATION DES ACTIVITES GENRE 2018

PROGRAMME 2.083 : CONCEPTION ET COORDINATION DE LA POLITIQUE SECTORIELLE DU COMMERCE ET APPUI A LA GESTION DES MARCHES

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE SECTORIELLE DU COMMERCE ET APPUI A LA GESTION DES MARCHES

OBJECTIF 2: Organiser et renforcer les acteurs du commerce intérieur						
Indicateurs	**Unité de mesure**	**Période**			**2018**	
		2015	**2016**	**2017**	**Prévis**	**Réalisations**
2.1. Pourcentage des collectivités territoriales bénéficiaires d'appui-conseil dans le cadre de l'aménagement et de la gestion des marchés	%	-	70	25	100	200
2.2. Pourcentage des groupements et associations de commerçants bénéficiaires d'appui-conseil dans le cadre de l'aménagement et de la gestion des marchés	%	-	-	80	100	166,66
2.3 Pourcentage d'acteurs du commerce de détail suivis dans le cadre de la formalisation	%	-	-	-	8	5,78

UNITE DE MISE EN ŒUVRE DU CADRE INTEGRE (UMOCI) ET DE FORMALISATION DES ACTEURS DU COMMERCE DE DETAIL (PROFAC)
ACTIVITES DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES FEMMES

N°	Activités prévues 2018	Acticités réalisées 2018		Observations
		Nombre de femmes	Montant FCFA (dépenses)	
01	Appui à la réalisation des activités génératrice de revenus : acquisition d'équipement de pisciculture au profit des femmes des Sociétés Coopératives de gomme arabique de Sandaré (Cercle des NIORO).	100	26 000 000	Six (6) étangs piscicoles ont été réalisés à Sandaré
02	Recherche de débouché pour la gomme arabique : accompagnement des acteurs de la filière gomme arabique au Salon International « Food Ingrédients » à Messe Frankfort (Allemagne) du 27 au 29 novembre 2018.	01	2 500 000	Deux (02) Exportatrices et une (01) femme collectrice de gomme arabique ont participé au Salon). L'UMOCI a pris en charge les frais de transport (Coût du billet d'avion A/R Bamako-Paris-Frankfort)
03	Formation des agents de l'Agence Malienne de la Métrologie (AMAM) sur la vérification des compteurs d'eau potable froide	09	8 994 000	Trente (30) agents ont été formés dont neuf (09) femmes
04	Formation de 25 acteurs privés dont 10 femmes sur les effets du commerce.	09	12 181 000	Trente (30) agents ont été formés dont neuf (09) femmes
05	Formation de trente (30) acteurs sur l'élaboration du plan d'affaire	15	10 000 000	Trente (30) agents ont été formés dont quinze (15) femmes
06	Programme de durabilité avec l'Alliance Globale pour la Karité (ICCO/USAID) en vue de renforcer les capacités des acteurs de la filière karité, notamment les femmes dans le cadre d'un partenariat public-privé/ ICCCO/USAID, SOATAF et MIC/UMOCI	9000	41 000 000	Les bénéficiaires potentiels du programme sont 9000 femmes de toutes les zones de karité du Mali
07	Recherche de débouché : participation à la Foire Internationale de Dakar (FIDAK), Edition 2018.	09	20 000 000	Neuf (09) promotrices de PME ont été accompagnées à la Foire.
08	Renforcement des capacités des responsables des faîtières dans la création des Centres de Gestion Agréés (CGA)	84	1 679 500	Quatre cent soixante (460) responsables formés dont quatre–vingt-quatre (84) femmes.
09	Formation des commerçants détaillants adhérents en Comptabilité Simplifiée et GERME (Gérer Mieux son Entreprise)	376	5 003 478	Trois cent soixante-seize femmes formées
10	Financement des activités des commerçants détaillants des Centres de Gestion Agréés (CGA)	98	49 000 000	Trois cent trois (303) activités financées dont quatre-vingt-dix-huit (98) pour les femmes

PROGRAMME 2.084 : DEVELOPPEMENT DU SECTEUR INDUSTRIEL

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE SECTORIELLE DE L'INDUSTRIE

OBJECTIF 3: Assurer la mise en œuvre de la Stratégie du Secteur Agroalimentaire						
Indicateurs	**Unité de mesure**	**Période**			**2018**	
		2015	**2016**	**2017**	**Prévis**	**Réalisations**
3.1 : Proportion des acteurs formés Femmes Hommes	Nbre	-	-	-	45 10	26 8
OBJECTIF N°4 : Assurer la mise en œuvre de la Stratégie Nationale du Développement de la Propriété Intellectuelle						
4.3. Nombre de Centre d'Appui à la Technologie et à l'Innovation (CATI) périphériques créés	Nbre	-	-	29	42	33

MISE EN ŒUVRE DU CENTRE POUR LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE (CDA) ET DU CENTRE MALIEN DE PROMOTION DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE (CEMAPI)

ACTIVITES DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES FEMMES

N°	**Activités prévues 2018**	**Acticités réalisées 2018**		**Observations**
		Nombre de femmes	**Montant FCFA (dépenses)**	
01	Renforcement de capacité de cinquante-cinq (55) acteurs de la transformation agroalimentaire.	26	3 000 000	Trente-quatre (34) agents ont été formés dont vingt-six (26) femmes par le CDA.
02	Renforcement de capacité de Cents (100) producteurs d'échalote de Bandiagara sur l'application de cahier de charge.	40	1 000 000	Cents (100) agents ont été formés dont quarante (40) femmes par le CEMAPI.

IV. LA PLANIFICATION ET BUDGETISATION DES ACTIONS GENRE

Objectif	Indicateurs						Activités de renforcement des capacités prévues pour les femmes 2020
		Réf	Cibles				
	Libellés	2018	2019	2020	2021	2022	
Renforcer les capacités au sein des structures par la formation continue	**Direction des Finances et du Matériel (DFM)**						
	Nombre d'agents formés sur le sens de la responsabilité Femmes…….. Hommes…….	 - -	 - -	 35 10	 40 12	 40 12	1. Atelier de formation de quarante-cinq (45) agents de la DFM dont trente-cinq femmes : - sur le sens de responsabilité et son impact sur la gestion axée sur le résultat ; - sur la conciliation vie professionnelle et familiale. L'atelier sera organisé spécifiquement pour la journée du 8mars.
Renforcer les capacités d'offre des produits nationaux sur les marchés internationaux	**Projet Appui au Cadre Intégré (UMOCI)**						
	Nombre d'acteurs formés sur la Facilitation des échanges Femmes…….. Hommes…….	 - -	 20 10	 20 10	 20 10	 20 10	1. Appui à la recherche d'activités génératrices de revenus : - formation des femmes des Sociétés Coopératives de gomme arabique sur les activités génératrices de revenu (100 femmes) ; - acquisition d'équipement maraîchers, de transformation, de pisciculture et d'irrigation au profit des femmes des Sociétés Coopératives de gomme arabique des zones gommifères (100 femmes) ; 2. Recherche de débouché pour la gomme arabique : - accompagnement des acteurs de la filière gomme arabique au Salon International spécialisé agroalimentaire (France, Allemagne, USA) (03 femmes prévues) ;
	Nombre d'acteurs du secteur privé formés sur les techniques d'élaboration du plan d'affaires Femmes…….. Hommes…….	 15 15	 15 15	 15 15	 15 15	 15 15	

							3. Formation de trente (30) acteurs privés sur l'élaboration du Plan d'Affaires dont 30% de femmes ; 4. Renforcement des capacités des acteurs de la filière karité, notamment les femmes dans le cadre d'un partenariat public-privé/ ICCO/USAID, SOATAF et MIC/UMOCI ;
Objectif	**Indicateurs**						**Activités de renforcement des capacités prévues pour les femmes 2020**
Renforcer les capacités d'offre des produits nationaux sur les marchés internationaux		**Réf**	**Cibles**				
	Libellés	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	
	Formation des femmes sur la notion de base du système de management de la qualité Femmes…….. Hommes…….	 - -	 20 5	 20 5	 20 5	 20 5	5. Recherche de débouché pour les PME de transformation agroalimentaire: - participation à la Foire Internationale de Dakar (FIDAK 2019) (100% de femmes) ; 6. Formation de trente (30) acteurs privés dont 30% de femmes sur les procédures d'exportation de produits nationaux ; 7. Formation modulaire de trente (30) membres dont 30% de femmes de l'Association Malienne des personnes Handicapées (FEMAPH) en marketing et en gestion d'entreprise ; 8. Appuis aux femmes de la filière karité à participer à la Conférence Internationale sur le Karité (100% de femmes) ;
	Formation des femmes sur les référentiels de certification agroalimentaire Femmes…… Hommes…….	 - -	 20 5	 20 5	 20 5	 20 5	
	Formation des femmes productrices de beurre de karité sur les techniques de production de karité Femmes……. Hommes…….	 - -	 50 0	 50 0	 50 0	 50 0	

							9. Formation de cinquante (50) promoteurs de PME de transformation dont 30% de femmes sur la sécurité sanitaire des aliments ;

Objectif	Libellés	Réf	Cibles				2019
		2018	2019	2020	2021	2022	
Renforcer les capacités d'offre des produits nationaux sur les marchés internationaux	**CENTRE POUR LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRO-ALIMENTAIRE (CDA)**						
	Proportion des acteurs formés Femmes……. Hommes……. .	 26 8	 8 5 1 5	 85 15	 85 15	 85 15	10. Renforcement de capacité de Cent-dix (110) acteurs de la transformation agroalimentaire dont Quatre-vingt-cinq (85) femmes.
	CENTRE MALIEN DE PROMOTION DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE (CEMAPI)						
	Proportion des producteurs formés Femmes…… Hommes……	 40 60	 60 40	 75 25	 80 20	 90 10	Renforcement de capacité de Cents producteurs de Sikasso sur les avantages de l'enregistrement des titres de propriété industrielle dont soixante (60) femme.

MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

1 - Les Enjeux genre et gaps à combler

Les grands défis sont relatifs à la recherche de solutions aux causes et aux conséquences du faible niveau de développement humain qui entravent l'épanouissement des personnes (femmes et hommes). Concrètement, il s'agit de la prise en charge de la scolarisation des enfants handicapés par sexe, des personnes démunies (enfants handicapés, femmes démunies seules chargées de famille) et de la promotion de la protection sociale.

Malgré les efforts fournis en matière d'accès des femmes et des filles aux infrastructures-sociaux économiques de base et à la prise en compte du budget des programmes affectés aux financements du genre des défis demeurent.

Il faut noter que des disparités subsistent entre Hommes / femmes et garçons / filles au niveau du département en matière de réinsertion de groupes cibles qu'il conviendrait de corriger en accordant des financements conséquents au secteur.

Tableau 1 : Scolarisation des enfants handicapés par sexe en 2018 DNDS

Unité : nombre

Régions	Enfants handicapés enregistrés	Enfants handicapés scolarisés		
		Masculin	Féminin	Total
Kayes	2 779	1 299	697	1 996
Koulikoro	198	47	51	98
Sikasso	898	330	221	551
Ségou	4 180	1 778	1 251	3 029
Mopti	2 646	818	524	1 342
Tombouctou	714	289	156	445
Gao	214	76	43	119
Kidal	5	0	0	0
Bamako	2 331	886	646	1 532
taoudenit	0	0	0	0
Menaka	3	0	1	1
Total	13 968	5 523	3 590	9 113

Source : Annuaire statistique MSAH 2018

Tableau 2 : Nombre de femmes démunies seules chargées de famille en 2018

Unité : nombre et pourcent

Région	Femmes enregistrées	Femmes assistées /suivies	% des assistées
Kayes	**1 273**	**568**	**44,44**
Koulikoro	**901**	**329**	**36,51**
Sikasso	**3 119**	**1 949**	**62,49**
Ségou	**1 354**	**440**	**32,50**
Mopti	**3 130**	**3 130**	**100**
Tombouctou	**1 431**	**1 030**	**71,98**
Gao	**525**	**400**	**76,19**
Kidal	**343**	**342**	**99,71**
Bamako	**2 262**	**1 170**	**51,72**
Ménaka	**36**	**36**	**100**
Taoudéni	**100**	**75**	**75**
TOTAL	**14 479**	**9 469**	**65,40**

Source : Annuaire statistique MSAH 2018

Tableau 3 : Situation des personnes immatriculées à la CANAM

Statut du personnel immatricule	Hommes	Femmes	TOTAL
Fonctionnaire	**20 164**	**24 517**	**44 681**
militaire	**7 144**	**6 855**	**13 999**
Assurés volontaires	**6 913**	**7 049**	**13 962**
Contractuels /conventionnaires	**59 103**	**62 816**	**121 919**
parlementaires	**0**	**0**	**0**
Assurés volontaires	**0**	**0**	**0**
total	**93 324**	**101 237**	**194 561**

Source : Rapport d'activités CANAM 2018

Tableau 4 : Nombre d'assurés immatriculés au titre du régime d'Assurance Maladie Obligatoire par OGD

CATEGORIE	OGD		TOTAL
	CMSS	INPS	
TOTAL OUVRANT DROIT	15 221	29 116	**44 337**
TOTAL AYANT DROIT	57 185	93 039	**150 224**
Total	**72 406**	**121 155**	**194 561**

Source : Rapport d'activités CANAM 2018

Tableau 5 : Situation des ayants droit par sexe CANAM en 2018

Hommes	Femmes	Total
126 188	**24 036**	**150 224**

Source /données : Rapport CANAM 2018

Tableau 6 : Point sur l'ANAM

	RAMED		
	Hommes	**Femmes**	**Total**
Nombre de personnes immatriculées	142 084	102 256	**244 340**
Nombres de cartes distribuées	142 084	102 256	**244 340**
Nombre d'indigents pris en charge	34 627	32 775	**67 402**

Tableau 7 : Situation des nouveaux assurés au RAMED de l'année 2018

CATEGORIE	BENEFICIAIRES		BENEFICIAIRES (Admis de droit)	BENEFICIAIRES (JIGISEMEJIRI, immatriculés au RAMED)	TOTAL
	Ouvrant droit	Ayant droit			
EFFECTIF	177 200	46 177	16 977	33 986	**244 340**
TOTAL	177 200	46 177	16 977	33 986	**244 340**

Source : ANAM, rapport d'activités 2018

NB : bénéficiaires de droit= Établissements de Bienfaisance et pensionnaires des établissements pénitentiaires

Source : ANAM, Rapport annuel 2018

2- Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre

a. Les mesures spécifiques

Face à ces défis, le Ministère de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté a élaboré et mis en œuvre un certain nombre de politiques, programmes et projets :

- la politique Nationale de l'Economie Sociale et Solidaire et son plan d'actions;
- la politique Nationale de la Protection Sociale et son plan d'actions;
- la révision et l'adoption de la Politique Nationale de Solidarité en 2016 ;
- le Plan d'Actions de la politique nationale de l'action humanitaire ;
- la mise en œuvre du Plan Stratégique pour la Promotion socio-économique des Personnes Handicapées (2015 -2024);
- la mise en œuvre des Activités Génératrices de Revenus pour faciliter la réinsertion des populations déplacées;

- le Projet d'Appui à la Réinsertion Socio-économique des Populations du nord et du centre (PARSEP/NM);
- le Suivi et la consolidation du programme Jigisemejiri et du RAMED en faveur des groupes vulnérables ;
- les reformes en cours pour la mise en place d'un dispositif de Couverture Maladie Universelle ;
- la mise en œuvre du Plan Stratégique de Lutte contre la Mendicité.
- l'Office National des Pupilles en République du Mali.

A cela, il faut ajouter la mise en œuvre de l'Assurance Maladie Obligatoire (AMO) et du Régime d'Assistance Médicale (RAMED).

b. **Situation Genre dans le Secteur 2018** :

Le ministère de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté est issu de la scission en 2000 du Ministère de la Santé et de l'Action Sociale. Il a pour mission fondamentale l'élaboration et la mise en œuvre de la politique du gouvernement dans les domaines de la solidarité et de la lutte contre la pauvreté, du développement humain durable, de l'action sociale, de la protection sociale, de l'économie sociale et solidaire, de la promotion des personnes âgées. Dans tous ces domaines, les programmes et les projets mis en œuvre ciblent de façon particulière les femmes et les filles.

3-La Planification et la budgétisation des actions genre

Programme 4 : Lutte contre la pauvreté

Le premier objectif de ce programme contribue à la mise en œuvre de la PNG et visent à améliorer l'accès des femmes aux micros crédits.

Objectifs Spécifiques :

Réduire la pauvreté des groupes vulnérables dans les communautés rurales et urbaines.

INDICATEURS	Réf.	CIBLE			Activités 2020
	2018	2020	2021	2022	
1.1. Pourcentage d'infrastructures socio collectives et productives réalisées ;	30	20	15	15	1.1.1 Prise en charge des dépenses relatives à la Lutte Contre la Pauvreté
2.1. Nombre d'études sur le DHD et la pauvreté réalisées	3	3	3	3	2.1.1 Réalisation d'études thématiques sur la pauvreté et le développement humain durable (ODHD).

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

L'une des priorités du Mali porte sur le développement du secteur Agricole qui occupe plus de **80%** de la population et contribue pour **35%** au PIB du pays.

Le Mali possède de grandes potentialités Agricoles dont la valorisation contribuera à faire du pays une puissance agricole à court et moyen termes.

Dans l'optique d'arriver à cet objectif majeur, le Gouvernement de la République du Mali, en collaboration avec les Partenaires Techniques et Financiers (PTF), a développé plusieurs approches et stratégies dont le Plan de Passage à l'Approche Sectorielle du Secteur Développement Rural (PASSDR). Ceci est en conformité avec les principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et les Objectifs de Développement Durable (ODD 2015-2030).

Ainsi, des efforts ont été fournis dans l'amélioration de la gouvernance du secteur Agricole, la mise en œuvre et le suivi des politiques et stratégies Agricoles y afférentes, notamment la Loi d'Orientation Agricole (LOA), la Politique de Développement Agricole (PDA) et les instruments de sa mise en œuvre (PNISA, SNDR, PoLNSAN, SNDI, AIC, etc.).

La vision sectorielle à long terme de la Politique de Développement Agricole (PDA) est de fédérer les politiques et stratégies du Secteur rural qui visent à faire du Mali « une puissance Agropastorale, sous régionale où le secteur Agricole est le moteur de la croissance de l'économie nationale, assurant la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations urbaines et rurales et générant des emplois et des revenus significatifs dans une logique de développement durable reposant prioritairement sur les Exploitations Agricoles Familiales (EAF) et les Entreprises Agricoles (EA) modernes et compétitives ».

La situation du genre, les défis et enjeux liés aux objectifs du secteur sont articulés autour des points suivants.

I. Les enjeux ou gap à combler :

Moderniser les systèmes de productions dans le respect de l'environnement socioéconomique et culturel des acteurs concernés tout en tenant compte des principes d'équité en genre et en intégrant les principes d'éducation nutritionnelle, d'alphabétisation fonctionnelle et de lutte contre les maladies endémiques et celles d'origine hydrique dans le contexte de l'amélioration de l'alimentation et de la nutrition.

II. Les mesures ou stratégies spécifiques qui ciblent les questions genre :

Le secteur Développement Rural est régi par un certain nombre de textes prenant en compte le genre.

- **Niveau de prise en compte du genre dans le développement Agricole :**

1. Selon la LOA :

La politique de développement Agricole vise à assurer la promotion des femmes et des hommes qui vivent du secteur Agricole dans le respect de l'équité, notamment entre les milieux ruraux et urbains. Elle consacre le droit à la sécurité alimentaire pour tous dans le contexte recherché de souveraineté alimentaire.

Elle recommande à L'Etat aux collectivités territoriales et aux chambres d'Agriculture de :

1. Privilégier l'installation des jeunes, des femmes et des groupes vulnérables comme exploitants Agricoles, notamment en favorisant leur accès aux facteurs de production et par des mécanismes d'appuis techniques ou financiers particuliers.
2. Favoriser l'équité entre les femmes et les hommes en milieu rural, en particulier dans l'exploitation Agricole.
3. Insérer les jeunes dans toutes les activités liées aux métiers Agricoles constitue une priorité de l'Etat et des collectivités locales.
4. Veiller à assurer un accès équitable aux ressources foncières Agricoles aux différentes catégories d'exploitants Agricoles et promoteurs d'exploitations Agricoles. Toutefois, des préférences sont accordées aux femmes, aux jeunes et aux groupes déclarés vulnérables dans l'attribution des parcelles au niveau des zones aménagées sur des fonds publics.
5. Des subventions spécifiques peuvent être accordées par l'Etat ou les Collectivités territoriales dans le cadre des programmes d'installation des femmes et des jeunes, et des groupes vulnérables, dans le secteur Agricole.
6. La politique de mécanisation Agricole vise l'amélioration de la production et de la productivité Agricoles. L'Etat facilite l'accès du plus grand nombre d'exploitants Agricoles, notamment les jeunes et les femmes, à la traction animale et à la motorisation.
7. Les Chambres d'Agriculture appuient l'émergence d'organisations professionnelles Agricoles, d'organisations de femmes rurales et/ou de jeunes ruraux ainsi que la création d'organisations interprofessionnelles.

2. La PFA du Mali vise à :

- assurer l'accès équitable de tous les producteurs maliens (hommes et femmes) et des autres utilisateurs aux terres Agricoles bien gérées et sécurisées dans un environnement de bonne gouvernance foncière afin de favoriser des investissements publics, communautaires, individuels et privés maîtrisés susceptibles de rendre les différentes formes d'exploitation plus performantes et viables dans une perspective de souveraineté alimentaire durable.

- identifier et reconnaître les droits fonciers des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables *:*

Il s'agit de façon concrète de recenser les terres légitimement détenues par les femmes, les jeunes et les personnes handicapées et de matérialiser ces droits par des documents juridiques appropriés notamment les certificats fonciers collectifs ou les certificats fonciers individuels dans les zones aménagées. Conformément aux dispositions de la LOA, il s'agit de mettre en place, de suivre et d'évaluer périodiquement de façon concrète le dispositif pour octroyer au minimum **10%** des terres aménagées aux groupes vulnérables que sont les femmes, les jeunes et les personnes handicapées.

III. La Politique de Développement Agricole vise :

i) ***la promotion économique et sociale des femmes, des jeunes et des hommes en milieu rural et périurbain*** ; ii) la souveraineté et la sécurité alimentaire du pays ; iii) la réduction de la pauvreté rurale ; iv) la modernisation de l'agriculture familiale et le développement de l'agro-industrie ; v) la protection de l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles ; vi) l'augmentation de la contribution du secteur rural à la croissance économique ; vii)l'aménagement Agricole équilibré et cohérent du territoire.

La politique de Développement Agricole met entièrement en œuvre la vision de la PNG qui est intégralement reproduite dans la PDA en ces termes :

La Politique Nationale Genre du Mali (PNG/Mali) a pour vision l'émergence d'"*une société démocratique qui garantit l'épanouissement de toutes les femmes et de tous les hommes grâce au plein exercice de leurs droits égaux fondamentaux, à une citoyenneté active et participative et à l'accès équitable aux ressources".*

Les stratégies et mesures opérationnelles concernent l'amélioration de la rentabilité du travail des femmes rurales actives dans les domaines Agricoles et péri Agricoles et portent sur les points suivants :

1. le renforcement des efforts de l'État en matière d'accès équitable des hommes et des femmes à la terre, notamment au niveau des périmètres aménagés ;
2. le soutien aux initiatives féminines en matière de récupération des terres dégradées ;
3. le renforcement de la capacité des femmes dans l'embouche et le petit élevage ;
4. le développement dans les zones rurales des organisations et fédérations professionnalisées de femmes dans des secteurs spécifiques pour défendre leurs intérêts économiques ;
5. le développement et la disponibilité des techniques modernes de conservation et de transformation agroalimentaires ;

6. la facilitation de l'installation des Maliens de la diaspora dans les activités Agricoles.

Le PNISA Basé sur les orientations stratégiques de la PDA et les stratégies sous-sectorielles, intègre une projection des besoins permettant d'atteindre les niveaux de productions nécessaires à l'obtention des taux de croissance visés. Son champ d'application est de portée globale, regroupant les domaines d'intervention des départements ministériels en charge du Développement Rural ; de la Sécurité Alimentaire ; de l'Environnement et de l'Assainissement. Le PNISA prend en compte les domaines transversaux comme le renforcement institutionnel, la formation, la recherche et la vulgarisation agricole. Il intègre les **dimensions genre**, environnementales et sociales pour assurer la durabilité des réalisations.
L'approche stratégique du PNISA est sous tendue par : i) l'inclusion et la responsabilisation de tous les acteurs publics et privés impliqués dans le développement, à savoir : producteurs et/ou fournisseurs d'intrants, transformateurs, transporteurs, distributeurs, institutions de recherche et de vulgarisation, institutions de financement, etc. ; ii) la valorisation des avantages comparatifs de chaque région à travers la mise en œuvre des Plans Régionaux et locaux d'Investissement Agricole ; iii) la création et l'opérationnalisation d'Agropoles dans des zones ciblées, en vue de promouvoir les différentes filières à travers des appuis en matière de collecte des produits Agricoles dans des zones bien circonscrites en vue de leur transformation et commercialisation, tout en offrant des facilités pour la mobilisation des investissements privés, la création de synergies intersectorielles, l'encadrement et le financement des acteurs impliqués ainsi que pour la recherche-action) ; iv) **la prise en compte systématique des aspects du genre et de la bonne gouvernance à travers toutes les interventions envisagées**. Il a un sous-programme **Genre et développement** dans sa composante I qui vise à améliorer la responsabilisation et l'autonomisation socio-économiques des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables.

Les principales activités s'articulent autour : i) de la promotion de la participation des femmes rurales et des groupes vulnérables aux instances de prise de décision ; ii) du renforcement de l'accès des femmes aux ressources productives ; iii) de la formation des femmes rurales en leadership, lobbying et négociation ; iv) de l'appui des femmes rurales en infrastructures de production et équipements de services et de transformation ; v) de l'élaboration d'un programme d'appui à l'entrepreneuriat des femmes et autres groupes vulnérables. L'évaluation du PNISA s'appuiera sur la prise en compte de l'approche genre et les besoins des groupes vulnérables, en particulier des femmes et des jeunes, en vue de renforcer leur implication dans le processus de décision et dans la mise en œuvre des activités de développement de l'Agriculture.

IV. Situation du genre dans le secteur développement rural et cas de quelques Offices

Les tableaux suivants donnent des repères dans la prise en compte du genre dans le secteur développement rural au Mali.

Tableau 1 : Population agricole par région selon le genre en 2016

Unité : Nombre, %

Genre / Régions	Masculin		Féminin		Total Effectif
	Effectif	%	Effectif	%	
Kayes	962 397	51	912 228	49	**1 874 625**
Koulikoro	940 035	52	880 679	48	**1 820 714**
Sikasso	1 494 841	52	1 390 842	48	**2 885 683**
Ségou	1 308 535	51	1 282 094	49	**2 590 629**
Mopti	930 261	52	855 103	48	**1 785 364**
Tombouctou	316 753	53	277 170	47	**593 923**
Gao	257 117	49	271 825	51	**528 942**
Bamako	1 236 606	53	1 092 482	47	**2 329 088**
Total	**7 446 545**	**52**	**6 962 423**	**48**	**14 408**

Source : CPS/SDR (Rapport de l'Enquête Agricole de Conjoncture EAC 2016/2017)

En 2016 sur une population rurale de 14 408 969 habitants les femmes occupent 48% et très activent dans les activités agricoles.

Tableau2 : Activités d'embouche en 2016

Unité : Nombre

Désignation	Hommes		Femmes		Total	
	Embouche ur	Nombre de	Embouche urs	Nombre de	Embouche urs	Nombre de
Bovin	82	3 580	21	540	103	4 120
Ovin	38	2 670	17	924	55	3 594
Caprin	9	120	23	360	32	480
Réalisations	129	-	61	-	190	-
Réalisations	97	-	58	-	155	-

Source : OHVN (rapport bilan 2016)

Tableau3 : Répartition de la population par genre dans la zone OPIB en 2017

Secteurs	Population totale			Population active		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Secteur 1	3 556	3 191	6 747	2 486	2 289	4 774
Secteur 2	11 977	11 801	23 778	7 379	7 295	14 675
Secteur 3	3 138	3 077	6 215	2 388	2 356	4 743
Secteur 4	2 930	2 552	5 482	2 202	1 983	4 185
Total	**21 601**	**20 621**	**42 222**	**14 456**	**13 923**	**28 378**

Source : OPIB, Programme d'activités 2018

Tableau 4 : Situation du nombre d'exploitants hommes, femmes attributaires en zone OPIB en 2017

Secteurs	Nombre de s/secteurs	Nombre de villages encadrés	Attributaires		
			Hommes	Femmes	Total
I	2	4	705	19	724
II	2	8	892	56	948
III	2	5	650	21	671
IV	3	5	914	32	946
Total	**9**	**22**	**3 161**	**128**	**3 289**

Source : OPIB (programme d'activité 2017)

Tableau 5 : Participation des cadres / agents et formation des producteurs aux sessions de formations / séminaires et ateliers au Mali et à l'extérieur en 2017

Thème de formation	Participants		
	Homme	Femme	Total
Participation des cadres et agents aux sessions de formations / séminaires et ateliers au Mali	153	38	**191**
Participation des cadres et agents aux Séminaires et ateliers à l'extérieur	3	0	**3**
Formation des producteurs	106	25	**131**

Source : OPIB (rapport d'activité 2017)

Tableau 6 : Encadrement des organisations paysannes en 2017

Désignation	OP homme	OP femme	Total
Coopératives Agricoles	30	6	**36**
Associations	10	24	**34**
GIE	4	0	**4**
Union de coopératives agricoles	1	0	**1**
Total	**45**	**30**	**75**

Source : OPIB (rapport d'activité 2017)

Tableau 1 : Répartition des superficies aménagées par genre (hommes et femmes) en maîtrise totale de l'eau en 2017

				Unité: Nombre, Ha
Zone	**Superficie attribuée**	**Attributaires**		
		Homme	**Femme**	**Total**
Mopti Nord	929	2 830	504	3 334
Mopti Sud	704	1 463	417	1 880
Sofara	652	1 449	112	1 561
Diaka	339	988	128	1 116
Total	**2 624**	**6 730**	**1 161**	**7 891**

Source : ORM (rapport annuel 2017)

Tableau 8 : Situation des exploitants agricoles par genre (hommes et femmes) en 2017

N°	**Zones**	**Superficies disponibl**	**Attributions**			
			Superficies	**Attributaires**		
		Ha	**Ha**	**H**	**F**	**T**
1	Zone Mopti	12 581	12 559	4 939	183	5 122
2	Zone Mopti	12 024	11 826,75	4 899	727	5 914
3	Zone Sofara	4 115	3 860	1 883	50	1 933
4	Zone Diaka	6 070	4 170	1 459	105	1 564
Total ORM 2017-		**34 790**	**32 415,75**	**13 180**	**1 065**	**14 245**

Source: ORM (rapport annuel 2017)

V. La planification et budgétisation des actions genre pour l'année n+1

Cout des activités genre dans le PNISA en 2019-2020

Composantes	**Activités**	**Unités**	**2019**	**Coût Unitaire x 1000**	**2020**	Coût Unitaire x 1000
	Appui aux OPA féminines de ils/Sorgho	OPA	60	600000	60	600000
	Appui aux OPA féminines de maïs	OPA	60	600000	60	600000
	Appui aux OPA féminines de riz	OPA	10	100000	10	100000
	Appui aux OPA féminines de Blé	OPA	0	0	0	0
	Appui aux OPA féminines mangue	OPA	0	0	0	0
	Appui aux OPA féminines d'arachide	OPA	100	1000000	100	1000000
	Formation des agents du Secteur privé	nbre	10	100000	10	100000
	Formation des membres des OPA	nbre	100	1000000	100	1000000
	Formation diplômante	nbre	5	50000	0	0
	Appui aux OPA féminines de maraîchage	OPA	0	0	0	0
Investissements	Aménagement de périmètres maraîchers	unité	71	710000	73	730000
	Formation diplômante	nbre	5	50000	0	0
	Appui aux OPA féminines de karité	OPA	0	0	0	0
	Installation de Petites Unités de transformation d'amandes de karité	nbre	10	100000	0	0
	Installation de Petites Unités de valorisation de la gomme	nbre	10	100000	0	0
	Construction de magasin de l'amande de karité	nbre	50	500000	0	0
	Construction de magasin de Stockage du beurre de karité	nbre	50	500000	0	0
	Construction de magasin Stockage de la Gomme	nbre	50	500000	0	0
	Appui aux petites unités de transformation de karité	forfait	10	100000	0	0
	Appui aux petites unités de valorisation de la gomme	forfait	10	100000	0	0
	Appui aux OPA féminines de Mils/Sorgho	OPA		0		0
	Appui aux OPA féminine	nbre	25	250000	25	250000
	Appui aux coopératives et associations féminines	nbre	10	100000	10	100000
	Appui aux OPA féminines des cuirs et peaux	nbre OPA	6	60000	0	0
	Appui aux OPA féminines bétail/viande	nbre OPA	15	150000	15	150000
	Appui aux OPA féminines en équipements (fours de fumage)	OPA	76	760000	76	760000

Composantes	Activités	Unités	2019	Coût Unitaire x 1000	2020	Coût Unitaire x 1000
	unité de transformation poisson	unité	2	20000	2	20000
	Construction de fours à poisson pour les femmes	Four	200	2000000	200	2000000
	Appui aux mareyeuses	personne	100	1000000	100	1000000
	Appui aux Associations Féminines	nbre	120	1200000	100	1000000
	Appui à la vente des réseaux à gaz et de foyers améliorés	nbre	30	300000	30	300000
	Appui à la production et à la diffusion de foyers améliorés	nbre	10 000	100000000	10 000	100000000
	Appui à la production et la diffusion de briquettes combustibles	tonne	200	2000000	200	2000000
	Appui à la valorisation des produits forestiers non ligneux à promouvoir	Groupement	40	400000	40	400000
Totaux				**114 350 000**		**112 110 000**

Commentaire : Il faut dire que le PNISA est mis en œuvre à travers les activités des services du développement rural de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, des eaux et forêts et de la sécurité alimentaire et l'ensemble des projets et programmes du secteur à travers les Cinq (5) composantes. Qui sont Renforcement des capacités, investissement, production et compétitivité, recherche formation et sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le secteur compte 79 projets répartis comme suit : cinq (5) en sécurité alimentaire, 18 pour l'élevage et la pêche et 56 pour l'agriculture. Il faut dire qu'en plus des activités ci-dessus évaluées, les femmes sont dans les organisations mixtes et bénéficient aussi des activités mises en œuvre dans les autres composantes à travers l'encadrement, la profession Agricole, les collectivités etc.

Conclusion : On peut affirmer sans ambages que le genre est suffisamment prise en compte dans toutes les activités du secteur développement rural. C'est pourquoi, la Politique de développement Agricole et son plan d'action le PNISA, les Programmes et Projets du Secteur Développement Rural mettent totalement en œuvre la vision de la Politique Nationale Genre (PNG) reprise intégralement dans la PDA.

MINISTERE DU DIALOGUE SOCIAL, DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Le Mali a pris part à la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes (CEDEF) depuis septembre 1985 et a ratifié le protocole additionnel à ladite convention en septembre 2000. Pourtant, malgré la volonté des autorités d'améliorer la situation des femmes, les maliennes font encore l'objet de discriminations de fait et de droit. En outre, la situation des femmes est conditionnée par la pauvreté, le Mali occupant la 179ème position pour le développement humain, et par le poids de certaines traditions culturelles et religieuses. Le 25 septembre 2015, les États dont le Mali ont adopté un nouvel agenda de développement international, comportant un ensemble d'objectifs pour le développement durable (ODD) dans le but d'éradiquer la pauvreté, protéger la planète et garantir la prospérité pour tous d'ici l'horizon 2030 ainsi que l'agenda 2063. C'est dans ce contexte que le Document Politique Nationale Genre du Mali (PNG-Mali) est une opportunité à saisir en vue d'instaurer et préserver l'égalité des chances afin que le sexe ne soit plus un facteur de discrimination. C'est pourquoi notre département doit jouer son rôle de catalyseur eu égard à la transversalité de ses attributions et a sa position centrale dans la conception et la mise en œuvre des politiques Publiques. Pour atteindre cet objectif, il a été mis en place le comité d'institutionnalisation Genre chargé entre autre de veiller à la prise en compte des questions de genre dans la formulation des politiques Publiques au ministère chargé de la Fonction Publique.

VI. Les Enjeux –Genre ou gaps à combler

Le taux de participation des femmes aux concours d'entrée à la fonction Publique en 2018 s'est amélioré par rapport à l'année précédente, soit un taux de 53,91% contre 51,78% en 2017. Cette évolution de taux est à féliciter et encourager par le gouvernement pour permettre d'atteindre les objectifs du PNG.

Tableau 1 : Répartition des candidats au concours d'entrée à la fonction publique de l'Etat par catégorie en 2018

Unité : Nombre

Catégorie	Inscrit	Présent	Poste ouvert	Admis
	Général[1]	Général	Général	Général
A	2 799	2 464	190	187
B2	7 301	6 600	326	310
B1	14 376	13 233	111	111
C	1 323	1 249	200	189
Total	**25 799**	**23 546**	**827**	**797**

Source : *CNCFP Rapport d'activités -2018*

[1] Concours direct concernant tous les cadres conformément au Décret n°05-164/P-RM du 06 avril 2005 fixant les modalités d'application du Statut Général des Fonctionnaires, notamment en ses articles 34 et suivants.

Tableau 2: Répartition des candidats au concours d'entrée à la fonction publique de l'Etat par sexe en 2018

Unité : Nombre

Sexe	Inscrit	Présent	Admis
	Général	Général	Général
Homme	10 099	9 168	542
Femme	15 700	14 378	255
Total	**25 799**	**23 546**	**797**
% Femme	**60,86**	**61,06**	**31,99**

Source : *CNCFP Rapport d'activités -2018*

Tableau 3: Répartition des candidats admis au concours d'entrée à la fonction publique de l'Etat par centre et par sexe en 2018

Unité : Nombre

Centre	Homme		Femme		Total
	Général	%	Général	%	Général
Bamako	455	**67,61**	218	**32,39**	**673**
Kayes	20	**80,00**	5	**20,00**	**25**
Sikasso	18	**72,00**	7	**28,00**	**25**
Ségou	21	**60,00**	14	**40,00**	**35**
Mopti	14	**63,64**	8	**36,36**	**22**
Gao	14	**82,35**	3	**17,65**	**17**
Total	**542**	**68,01**	**255**	**31,99**	**797**

Source : *CNCFP Rapport d'activités – 2018*

Tableau 4: Répartition des candidats handicapés admis au concours d'entrée à la fonction publique de l'Etat par catégorie et par sexe en 2018

Unité : Nombre

Catégorie	Sexe		%	Total
	Homme	Femme	Femme	
A	1	3	**75,00**	**4**
B2	5	2	**28,57**	**7**
B1	7	7	**50,00**	**14**
C	0	0	**00,00**	**0**
Total	**13**	**12**	**48,00**	**25**

Source : *CNCFP Rapport d'activités - 2018*

Cette situation demeure un enjeu par rapport à la Fonction à la représentativité des femmes dans la fonction Publiques et dans les prises de décision puisque plus de la moitié de ces femmes sont de la catégorie B1. Au niveau du département en charge de la Fonction Publique les postes nominatifs de directeurs des services centraux et régionaux sont tous occupés par des hommes. Seulement sept (7) femmes sont chef de division contre 20 hommes. C'est au niveau des sections que les femmes sont majoritairement représentées.

I. Avancées

- La loi 92-020 du 23 septembre 1992 portant code du travail dispose qu'à conditions égales de travail, de qualification professionnelle et de rendement, le salaire est égal pour tous les travailleurs ;
- La représentation des femmes dans la fonction Publique à des postes supérieurs s'est légèrement améliorée, passant à 20 644 femmes, soit 17,6%.

Des effectifs de la catégorie A en 2017, A alors qu'en 2000 elles ne représentaient que 9% (étude Baste). La création de la section Equité –Genre au niveau de la Direction Nationale de la Fonction Publique et du Personnel (DNFPP) chargée entre autres :

- D'élaborer et mettre en œuvre les outils d'implication de l'Equité-Genre au sein de l'administration publique ;
- D'apporter un appuis-conseil aux services Publics pour la prise en compte de la dimension genre dans la gestion des carrières des agents Publics ;
- D'évaluer les résultats de l'application des mesures en Equité –Genre et d'assurer leur diffusion au sein de l'administration Publique ;
- La création auprès du département de la Cellule Nationale de Lutte Contre le Travail des Enfants (C N LT E) et qui a pour mission le retrait des enfants victimes des pires formes de travail ;
- Priorité de la femme en cas d'égalité des points au concours 'entrée à la Fonction Publique.

Ces Points ci-dessus constituent certes des avancées mais ; elles demeurent insuffisantes.

II. Stratégies de la mise en œuvre de la PNG

En perspective le comité envisage de réaliser les activités ci-dessous

ACTIVITES PREVUES	2018	2019	MONTANT C FA
Formation des membres du comité en budgétisation sensible au genre.	Non réalisée	x	904 000
Recensement des femmes cadres de l'administration occupant des postes de responsabilité	Non réalisé	x	770 000 CFA
Constitution d'une base de données de la femme Cadres de la fonction Publique		2020	Non budgétisé

Amélioration du cadre législatif du travail PROMOUVOIR L'ACTION DE LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DES ENFANTS					
Indicateurs	Réalisations		Prévisions		
	2017	**2018**	**2019**	**2020**	**2022**
Objectif 1: Rendre performant les services du travail					
Pourcentage d'Inspecteurs ou de Contrôleurs du Travail formés (dont femmes)	30(15)	41 (60)	40(25)	42(27)	45 (30)
Objectif 2 : Promouvoir les actions de lutte contre le travail des enfants					
Taux de réinsertion des enfants retirés des pires formes de travail des enfants (Filles)	40	0,00	50	60	65
Nombre d'enfants identifiés dans les pires formes de travail	-	Plus de 1000	-	-	-
Nombre d'enfants enregistrés.		300	300	135	165

III <u>Conclusion</u> : Le constat général est qu'il existe toujours un écart important entre les hommes et les femmes surtout au sommet des institutions publiques et politiques. Alors il est important d'avoir une vision commune du concept Egalité Homme/ Femmes et de la politique Nationale Genre pour bien appréhender toutes les dimensions liées à la représentativité des femmes dans les postes supérieurs et de décision.

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Le rapport-genre du MEADD a été élaboré conformément aux orientations de la politique budgétaire fixées par lettre circulaire n° 01063/ MEF-SG du 19 mars 2019, fixant le cadre budgétaire pour 2020. Il est fondé sur l'obligation de rendre compte de la prise en charge des besoins sexo-spécifiques contenus dans le plan d'actions genre et intégrés dans les budgets- programmes. Il recense ainsi les éléments des cadres de performance (programmes, objectifs et indicateurs) du budget-programmes du Ministère qui contribue à la mise en œuvre du plan d'action de la Politique Nationale Genre.

I. LES ENJEUX - GENRE

Les enjeux du genre du Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable (MEADD) portent sur les points suivants :

- l'insuffisance de la prise en compte des activités spécifiques aux femmes dans les plans d'actions des politiques en matière d'Assainissement et de Protection de l'Environnement ;
- l'absence de statistiques désagrégées hommes/femmes en matière de gestion de ressources naturelles et d'Assainissement;

Aussi, il est impossible de déterminer le manque à gagner sans avoir au préalable les statistiques désagrégées hommes/femmes du secteur.

II. LES STRATEGIES DE REDUCTION DES INEGALITES LIEES AU GENRE

2.1. Les mesures spécifiques

Au MEADD, les Projets/Programmes qui identifient les lignes directrices de la prise en compte des femmes sont : (i) Projet Gestion Décentralisée des Forêts (GEDEFOR) (Phase II), (ii) Programme de Développement Durable du Delta Intérieur du Niger (PDD-DIN) ; (iii) Projet de Gestion des Ressources Naturelles et Changements Climatiques (PGRNCC) et (iv) Projet de Gestion des Ressources Naturelles et Changements Climatiques dans les communes vulnérables des régions de Mopti et Tombouctou (PACV-MT).

Le GEDEFOR II articule sa démarche autour des actions suivantes :

- identifier, organiser et rendre compétitive les filières porteuses de produits forestiers ligneux et non ligneux ;
- renforcer le contrôle de l'accès aux ressources ligneuses à l'aide des mesures incitatives (exploitation contrôlée) et des mesures coercitives (exploitation incontrôlée) ;

- faciliter l'accès des productrices et producteurs ruraux aux prêts des caisses de crédits et d'épargne existantes dans les zones choisies ;
- Renforcer les capacités des productrices et producteurs dans la gestion des caisses associatives.

Le PDD-DIN, a organisé en 2014 l'atelier d'échanges sur l'élaboration de sa Stratégie Genre ce qui lui a permis de fixer un certain nombre de mesures à entreprendre dans le cadre de la prise en compte des femmes dans les activités du Programme.

La CTC-PDD-DIN a veillé à la prise en compte effective des femmes et des jeunes au niveau des différents organes déconcentrés, c'est à dire les cadres de concertation locaux et les commissions communales et intercommunales constituant des instances de décision, de coordination et de suivi du PDD-DIN. Le nombre de femmes au sein des organes déconcentrés de suivi du PDD-DIN est de :

- CROCSAD/Mopti : sous- commission/Economie Rurale, 33 membres dont 05 femmes
- Cadre de Concertation Locale/Mopti : 10 membres dont 04 femmes;
- Comité Intercommunal de Suivi/Mopti : 08 membres dont 03 femmes;
- Cadre de Concertation Locale/Djenné : 11 membres dont 04 femmes;
- Comité Intercommunal de Suivi/Djenné: 15 membres dont 05 femmes.

Aussi, elle a entrepris des activités de renforcement de capacités des femmes concernant l'ensemble des AGR (maraîchage, embouche paysanne, aviculture etc.) et en perspective la formation en alphabétisation fonctionnelle des membres du comité de gestion de 19 groupements de femmes des périmètres maraîchers encadrés par le programme, soit 190 femmes des Cercles de Ké-Macina, Djenné, Mopti, Ténenkou, Youwarou, Goundam et Niafunké, afin de contribuer à l'amélioration de leurs capacités techniques et organisationnelles, en vue de leur autonomisation.

A cet effet, en moyenne, 60 femmes participent au partage des bénéfices au niveau de chaque jardin maraîcher. Un minimum de 1 320 femmes sont regroupées sur 22 périmètres maraîchers implantés. 950 femmes pour d'autres types d'activités : aviculture, fabrique de savon, apiculture, embouche paysanne et micro crédit.

Quand au **Projet de Gestion des Ressources Naturelles et Changements Climatiques (PGRNCC)**, l'année 2018 a été marqué par le Financement de 207 microprojets (embouche bovine et maraîchage, l'artisanat, fabrication d'outils agricoles, pisciculture, aviculture, apiculture, arboriculture, etc.

Pour le **Projet de Gestion des Ressources Naturelles et Changements Climatiques dans les communes vulnérables des** rég**ions de Mopti et Tombouctou (PACV-MT), il s'agit de :**

- L'octroi de lots de petits matériels composés de 80 unités de daba, pelle, piques, arrosoirs, binettes, seaux et 45 brouettes à 03 associations ;
- Le renforcement de capacités de 5 conseils communaux composés de 274 élus pour intégrer la gestion des risques climatiques dans les plans communaux ;
- L'appui aux femmes de 11 communes de Tombouctou dans le développement de l'embouche de 380 petits ruminants ;
- La formation à l'adaptation au changement climatique dans la planification et la budgétisation ;
- Le renforcement de capacités en vue de relancer les AGRs dans les domaines du maraîchage et embouche d'animaux avec dotation des intrants, et équipements

2.2. Evaluation des activités genre 2018

Au niveau du Programme « **Coordination de la mise en œuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement** », les efforts sont fournis au niveau des organisations de femmes à travers le Projet de Gestion des Ressources Naturelles et Changements Climatiques (PGRNCC) et le projet de Gestion des Ressources Naturelles et Changements Climatiques dans les communes vulnérables des régions de Mopti et Tombouctou (PACV-MT).

Au niveau du programme: « **Amélioration du Cadre de Vie des populations** », les efforts de sensibilisation consentis par la DNACPN et ses démembrements à travers l'organisation des journées de salubrité par les communautés, les ONG, les GIE, les associations d'assainissement et des entreprises ont contribué à améliorer la salubrité du milieu de vie des populations en vue d'un changement de comportement. Il faut noter que, les projets et programmes comme le Projet d'Appui aux Communautés Urbaines du Mali (PACUM), l'UNICEF et la GIZ apportent des appuis dans la réalisation des caniveaux et l'aménagement des collecteurs dans les régions. Aussi, le taux de réalisation des latrines dans les lieux publics est satisfaisant grâce aux efforts de sensibilisation.

Au niveau du programme'' **Protection et conservation de la nature**'' l'appui des groupements de femmes en moyens matériels et financiers dans le cadre des activités génératrices de revenus et la gestion des ressources forestières et fauniques a été à hauteur de souhait à travers l'implication des groupements féminins dans la Gestion des Ressources Forestières et Fauniques (GRFF). Les activités ont été menées par les programmes Gestion Décentralisation des Forêts (GEDEFOR II) et Programme de Développement Durable du Delta Intérieur du Niger (PDD-DIN).

Cependant, il faut noter le faible taux d'implication des groupements de femmes dans la GRFF est lié l'insécurité généralisée au centre du pays qui est la zone d'action du PDD-DIN. Quant au taux d'admission satisfaisant des élèves du Centre de Formation Pratique (CFPF) de Tabakoro, il est le résultat de l'encadrement de proximité et le respect des périodicités des évaluations et des sorties pédagogiques.

Planification et budgétisation des actions Genre 2020

Dans le domaine de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable, les actions en genre seront mises en œuvre à travers les programmes 2 et 4 du Département.

<u>Programme 2.069</u> : Amélioration du Cadre de Vie des Populations

Objectif	Indicateurs						Activités 2020
	Libellé	Réf	Cibles				
		2017	2019	2020	2021	2022	
Réduire durablement l'insalubrité du milieu de vie des populations par des changements de comportement	**1.1 :** Pourcentage de ménages utilisant des latrines améliorées	57,05	98	100	100	10	1.1.1. Suivi de la politique et stratégie de l'Assainissement et du Contrôle des pollutions et des Nuisances 1.1.2. prise en charge du personnel de la DNACPN 1.1.3. approvisionnement en biens et services
	1.2 : pourcentage de ménages ayant construit des latrines améliorés	12	50	60	100	100	1.2.1. mission de suivi et de supervision 1.2.2. approvisionnement en biens et services

<u>Commentaire</u> : A travers ce programme, nous constatons une progression des pourcentages des ménages utilisant les latrines améliorées par contre le pourcentage des ménages abonnés à un service de ramassage d'ordures (en milieu urbain) est faible.

Programme 2.071 : Protection et conservation de la natureObjectif	**Indicateurs**						**Activités 2020**
	Libellé	**Réf**	**Cibles**				
		2017	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	
4 : Renforcer les capacités des acteurs dans la conservation et la valorisation de la Biodiversité	**INDICATEUR 4.1** Taux de réalisation des séances de CCC	100	100	100	100	100	4.1.1. approvisionnement en biens et services 4.1.2. renforcement des capacités opérationnelles des DREF.

Commentaire : de plus en plus une performance est constatée dans l'implication des groupements féminins dans la Gestion des Ressources Forestières et Faunique (GRFF) à travers les appuis financiers, les formations et les encadrements.

MINISTÈRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT SOCIAL

1- Les Enjeux genre et gaps à combler

Globalement il s'agit d'éliminer les contraintes qui nuisent au bien-être social et économique de la femme et de la fille à travers, entre autres, l'accès à un logement décent et des titres de propriété au moment des travaux de réhabilitation ou de recasement, la sécurisation foncière, l'accès de la femme à la terre et la prise en compte des femmes chefs de ménage, veuves, divorcées ou mariées dans l'attribution des logements sociaux.

2- Les Stratégies de réduction d'inégalités liées au genre

Les mesures ou stratégies spécifiques

Le Ministère de l'Urbanisme de et l'Habitat a initié et mis en œuvre un vaste programme de construction de logements sociaux. Il a aussi initié d'autres projets comme : le Projet «Villes du Mali sans Bidonvilles » et le Projet d'Appui aux Communes Urbaines du Mali (PACUM).

Concernant le 1er Projet, des actions ont été menées dans dix (10) villes du Mali. Dans ces villes le pourcentage de femmes est estimé à 70% des populations de ces localités. Dans ces Bidonvilles où les conditions de vie et de travail sont très pénibles pour les femmes et leurs enfants, des activités ont été menées pour les sensibiliser et les appuyer à accéder à des titres de propriété au moment des travaux de réhabilitation ou de recasement.

Le 4ème Projet Urbain du Mali est déjà en avance en ce qui concerne la prise en compte des femmes. Pour tous les appuis apportés aux collectivités par ce projet, le taux de 50,4% de femmes bénéficiant des avantages est fixé comme indicateur de performance.

a-Evaluation des activités genre

La PNG est mise en œuvre par le Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme à travers son programme budgétaire N°2 : « développement harmonieux des villes et réhabilitation des quartiers précaires ». L'objectif est de faciliter l'accès au logement dans un cadre viabilisé pour un grand nombre de personnes.

Compte tenu des difficultés liées aux financements de l'habitat, dû d'une part à la faiblesse des moyens financiers de l'Etat, et d'autre part à la réticence par les banques d'investir dans le financement à long terme, cet objectif n'a pas connu une amélioration significative.

PROGRAMME N°2 : DEVELOPPEMENT ET REGLEMENTATION DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT

Objectif N°1 : Faciliter l'accès au logement dans un cadre viabilisé pour un plus grand nombre de personnes						
Indicateurs	**Unité**	**Période**			**2019**	
1.1 : Taux de satisfaction des besoins en logements sociaux	%	-	-	14	25	13,4
1. 2 : Pourcentage de femmes bénéficiaires de logements sociaux	%	-	-	47	40	40,45
Objectif N° 2 : Faciliter l'adhésion des femmes aux coopératives d'habitat						
Indicateurs	**Unité**					
2.1: Pourcentage de coopérative d'habitat crées par les femmes par rapport au total de coopératives	%	0,4	1,1	1,3	10	17

3- Planification et budgétisation des actions genre

Les activités genre du département relèvent de l'objectif 3 du programme 2 qui vise à augmenter le nombre de femmes ayant accès aux logements sociaux par l'organisation des femmes en coopératives, la définition d'un quota pour les femmes dans le cadre de la distribution des logements sociaux et la sensibilisation des femmes pour leur adhésion aux coopératives d'habitat.

En conclusion, le Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme continue d'accorder une place privilégiée aux femmes dans l'acquisition des logements sociaux.

<u>Programme 2</u> : Développement harmonieux des villes et réhabilitation des quartiers précaires

Objectif	Indicateurs						Activité2020
	Libellé	Réf	Cibles				
		2018	2019	2020	2021	2022	
Faciliter l'accès au logement dans un cadre viabilisé pour un plus grand nombre de personnes	Pourcentage de femmes bénéficiaires de logements sociaux	47%	50%	40.45%	50%	50%	Evaluation de l'impact du genre dans le processus d'attribution de logements sociaux;

<u>PROGRAMME N°2</u> : DEVELOPPEMENT ET REGLEMENTATION DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT

Objectif N°1 : Faciliter l'accès au logement dans un cadre viabilisé pour un plus grand nombre de personnes						
Indicateurs	**Unité**	**Période**			**2018**	
1.1 : Taux de satisfaction des besoins en logements sociaux	%	-	-	14	25	13,4
1. 2 : Pourcentage de femmes bénéficiaires de logements sociaux	%	-	-	47	40	40,45
Objectif N° 2 : Faciliter l'adhésion des femmes aux coopératives d'habitat						
Indicateurs	**Unité**					
2.1: Pourcentage de coopérative d'habitat crées par les femmes par rapport au total de coopératives	%	0,4	1,1	1,3	10	17

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Le Mali, pays à forte composante agricole, le défi à relever en matière d'emploi est d'autant plus préoccupant en milieu urbain, où seuls 35 % des jeunes occupent un emploi (contre 66 % en milieu rural). L'inadéquation entre l'offre de travail et les profils des jeunes rend difficile l'absorption de cette force de travail supplémentaire.

Le Gouvernement à travers la formulation d'une nouvelle stratégie nationale de développement de moyen terme, traduit par le Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable couvrant la période 2019-2023 (CREDD 2019-2023) décliné en 5 axes stratégiques, met « le développement du capital humain et l'inclusion sociale » au nombre des défis à relever dans l'axe stratégique 5.

C'est pourquoi, les politiques nationales de l'Emploi et de Formation Professionnelle ciblent de façon spécifique cet axe stratégique. Aussi, le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle a conçu et mis en œuvre avec l'appui de ses partenaires des projets structurants visant à améliorer l'employabilité des jeunes hommes et femmes ; urbains et ruraux et à faciliter leur insertion socioprofessionnelle. Il s'agit notamment :

- du Projet de Formation Professionnelle, Insertion et Appui à l'Entrepreneuriat des Jeunes Ruraux **(FIER)**;
- du Projet de Développement des Compétences et Emploi des Jeunes **(PROCEJ)**;
- du Projet Amélioration de la Compétitivité des Entreprises par la Formation Professionnelle **(ACEFOR 1 et 2)** ;
- du Programme de Formation et d'Insertion Professionnelle **(MLI/022) ;**
- du Projet « Contribution à l'Insertion Professionnelle et au Renforcement de la Résilience des Jeunes en milieu Rural dans le centre sud au Mali » **(GCP/MLI/044/LUX)** ;
- du projet Insertion Professionnelle Orientée Métiers Écologiquement Responsable **(IPOMER)**.

Le Genre a été intégré dans ces différents Politiques, Programmes et Projets.

1. **Les Enjeux Genre ou Gaps à Combler** :

En matière de « développement de capital humain (femmes et hommes) apte à affronter les défis du développement socioéconomique du pays, de la réduction de la pauvreté, de l'intégration africaine et de la mondialisation », les enjeux majeurs sont :

- l'intégration de la dimension genre à tous les projets et programmes du département en solitaire ou en partenariat avec d'autres structures ;

- l'organisation des formations ciblées à l'endroit des couches vulnérables;
- l'inscription dans les plans d'actions, des activités spécifiques en lien avec le genre dans les structures du département ;
- la mise en œuvre effective du décret relatif à la promotion féminine ;
- la création de nouvelles offres de formation (Formation Initiale Qualifiante et Continue visant les métiers ruraux porteurs) ;
- le renforcement institutionnel et développement des partenariats (Conseils régionaux, et Directions Régionales de la Formation Professionnelle ; Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et Secteur Privé);
- la prise en compte des besoins de formation des femmes dans le développement des programmes de formation professionnelle;
- la promotion de l'accès des femmes à la formation professionnelle qualifiante continue et par apprentissage ;
- le développement des programmes de formation professionnelle dans les filières porteuses;
- le développement des stratégies pour augmenter le taux d'admission aux examens de fin d'apprentissage ;
- l'extension de la formation par apprentissage au secteur non formel dans lequel évolue beaucoup de femmes ;
- le développement des programmes de formation professionnelle en direction du monde rural et plus spécifiquement des femmes et des jeunes :
- la prise en compte du genre dans tous les projets du département (les cibles des projets du département sont généralement composées de 50% de femmes et de 50% d'hommes).

En matière de « Reconnaissance de la contribution des femmes au développement économique par leur insertion aux circuits productifs et l'accès égal aux opportunités d'emploi et aux facteurs de production », les enjeux majeurs sont :

- la promotion de l'entrepreneuriat rural;
- la promotion de l'entrepreneuriat féminin;
- la préparation à la création d'entreprise ;
- l'accès des femmes et des jeunes au financement ;
- l'accessibilité des services d'appui aux entreprises.

1.1. Les Enjeux genre

Les réformes économiques entreprises au Mali ces dernières décennies ont créé des défis et des possibilités d'emplois. Toutefois, leur mise en œuvre a fait de la formation professionnelle un enjeu crucial d'amélioration de l'employabilité. À ce jour, même si les indicateurs ne permettent pas de disposer d'une analyse pertinente de l'état des lieux, il parait essentiel de soutenir le secteur, en développant des cursus de qualité, en adéquation avec les besoins de ressources humaines.

À ce titre, des efforts importants dans ce sens sont en train d'être menés en matière d'emploi et de formation professionnelle pour réduire les inégalités, telles que :

- l'élaboration d'une stratégie-genre au niveau de toutes les structures du département en charge de l'emploi et de la formation professionnelle;
- la promotion de l'équité genre ;
- la maitrise des réformes institutionnelles du département ;
- la réduction du taux de chômage des femmes qui est de 11,59% contre 8,81% pour les hommes en 2016 ;
- la promotion de l'entrepreneuriat féminin ;
- le développement des programmes de volontariat pour promouvoir l'emploi des jeunes ;
- la prise en compte des besoins de formation des femmes dans le développement des programmes de formation professionnelle ;
- la promotion de l'accès des femmes à la formation professionnelle qualifiante continue et par apprentissage ;
- le développement des programmes de formation professionnelle dans les filières porteuses pour les femmes ;
- le développement des stratégies pour augmenter le taux d'admission des femmes aux examens de fin d'apprentissage ;
- l'extension de la formation par apprentissage au secteur non formel dans lequel évolue beaucoup de femmes ;
- le développement des programmes de formation professionnelle en direction du monde rural et spécifiquement les femmes.

Tableau 1 : Évolution du taux de chômage de la population selon le sexe de 2010 à 2018

Unité : Pour cent

Sexe	2010	2011	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Femmes	11,43	7,43	9,5	9,3	11,0	11,59	10,4	7,9
Hommes	6,18	6,49	5,1	7,3	8,5	8,81	8	9,4
Ensemble	8,31	6,92	7,3	8,2	9,6	10,05	9,1	8,6

Sources: ANPE/EPAM-2010, INSTAT-ONEF/EMOP-2011-2018

Tableau 2 : Évolution du taux d'emploi selon le sexe de 2010 à 2018

Unité : Pour cent

Sexe	2010	2011	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Hommes	78,06	75,14	81,6	79,3	77,9	78,1	78,8	79,1
Femmes	45,80	56,29	67,1	58,8	58,1	51,2	55,6	52,3
Ensemble	61,12	65,21	73,9	68,3	67,3	63,5	66,3	64,7

Sources: ANPE/EPAM-2010, INSTAT-ONEF/EMOP-2011-2018

Tableau 3 : Nombre total d'emplois par les secteurs public et privé et par sexe en 2018

Unité : pour cent

Sexe / Secteurs	Hommes		Femmes		Ensemble	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Public	7 750	24,0	6 024	49,3	13 774	30,9
Privé	24 561	76,0	6 185	50,7	30 746	69,1
Total	32 311	72,6	12 209	27,4	44 520	100

Source : Bulletins trimestriels de l'ONEF, 2018

Tableau 4 : Répartition des emplois par tranche d'âge par le secteur privé selon le type de contrat et par sexe

Groupe d'âge		CDD			CDI			Total Général
		F	H	Total	F	H	Total	
De 15 ans à 40 ans	15 - 24	462	1 340	1 802	272	946	1 218	3 020
	25-35	2 477	7 741	10 218	1 300	4 752	6 052	16 270
	36-40	467	2 283	2 750	270	1 393	1 663	4 413
	Sous total	3 406	11 364	14 770	1 842	7 091	8 933	23 703
Plus de 40 ans		421	3 579	4 000	344	2 061	2 405	6 405
Non déterminée		101	263	364	71	203	274	638
Total général		3 928	15 206	19 134	2 257	9 355	11 612	30 746

Source : Bulletins trimestriels de l'ONEF, 2018

LES STRATÉGIES DE RÉDUCTION DES INÉGALITÉS LIÉES AU GENRE

1.2. Les mesures spécifiques

L'expérience a prouvé que la création d'emplois est l'un des moyens les plus efficaces pour répartir équitablement les revenus et une des façons les plus durables pour lutter contre la pauvreté.

Le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnel a dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique Nationale de la Formation Professionnelle, une nouvelle vision de la formation professionnelle créatrice d'emploi à travers le Programme Décennal de Développement de la Formation Professionnelle pour l'Emploi (PRODEFPE).

Des actions ont été menées dans ce sens et plus spécifiquement, les mesures et stratégies mises en place sont essentiellement :

- le Projet FIER qui a pour finalité de contribuer à réduire la pauvreté en milieu rural dans sa zone d'intervention à travers un meilleur accès des jeunes ruraux à des opportunités d'insertion et d'emplois attractifs et rentables dans l'agriculture et les activités économiques connexes, a financé 3 782 projets répartis entre 1 929 hommes et 1 853 femmes. Le projet a ainsi permis à ces jeunes d'accéder à une activité économique permettant d'améliorer leur bien-être ;
- les acteurs des régions de Kayes, Ségou et ceux des régions de démarrage (Koulikoro et Sikasso) seront formés sur la stratégie Genre du projet FIER élaborée en 2015, une session de formation sera tenue dans chacune des régions ;
- La prise en compte systématique de l'équité genre et le suivi de l'autonomisation des femmes dans le cadre de la mise en œuvre du projet feront l'objet d'analyse et de diffusion régulière ;
- le PROCEJ sur ses différents volets a eu à réaliser les activités suivantes :
  - ✓ formation par apprentissage de type dual : 4 858 apprenants enrôlés dont 1 588 femmes en 2018 (le même effectif de 2017) ;
  - ✓ formation décentralisée de courte durée : 10 522 apprenants enrôlés dont 2 573 femmes en 2018 ;
  - ✓ entrepreneuriat des jeunes faiblement scolarisés : 6 000 jeunes enrôlés jusqu'au plan d'affaire simplifiés dont 3 120 femmes en 2018 (le même effectif de 2017) ;
  - ✓ entrepreneuriat des jeunes sortants au moins du secondaire : 485 jeunes enrôlés jusqu'au plan d'affaire dont 130 femmes en 2018 ;

- l'insertion des femmes dans les Activités Génératrices de Revenus (AGR) ;
- la formation en savonnerie exclusivement réservée aux femmes et groupes vulnérables ;
- l'appui des femmes à la création d'entreprises (PME-PMI) ;
- le quota genre retenu pour toutes les activités de l'Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE) ;
- la multiplication des centres d'apprentissage féminin ;
- le développement et la diversification des programmes de formation pour les centres d'apprentissage féminin ;
- la mise en place des mesures incitatives en faveur des filles pour l'accès à la formation professionnelle notamment dans les filières industrielles ;
- l'organisation des séminaires de formation en matière de réformes institutionnelles à l'intention des femmes ;
- le développement des stratégies pour impliquer les femmes dans l'application et la maitrise des reformes.

2. PLANIFICATION ET BUDGÉTISATION SENSIBLE AU GENRE

La politique Nationale Genre est mise en œuvre par le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle à travers 2 programmes :

Programme 2.033 : Amélioration du cadre législatif et promotion de l'emploi

Objectif 2 : Renforcer les actions de promotion et de création d'emplois, la promotion des activités privées génératrices d'emploi, le soutien aux entreprises modernes et aux micros et petites entreprises						
Indicateurs	**Unité**	**Réf**	**Cible**			**Activités 2020**
		2018	**2019**	**2020**	**2021**	
Indicateur N°2.1. Nombre d'emplois crées par les projets/programmes de promotion d'emploi et les structures du département	Nbre	-	-	10 500	10 815	**2.1.1 Activité:** Équipement des groupements de femmes (moto taxi, moulins, machine à coudre, moto pompe, kits de transformation des produits locaux)
						2.1.2 Activité: Réhabilitation de pistes rurales
						2.1.7 Activité: Création et consolidation d'AGR, MER, GIE
						2.1.8 Activité: Suivi et accompagnement d'AGR, de MER, de GIE

						2.1.14 Activité: Amélioration de 400 plans d'affaires
Indicateur N°2.2. Nombre de jeunes diplômés ayant bénéficié de stages de formation professionnelle et de stages de qualification	Nbre	5 403	6 010	3 200	3 200	**2.2.2 Activité:** Placement de 1 100 jeunes en stage de qualification professionnelle dans les entreprises privées
						2.2.3 Activité: Placement de 5 000 jeunes en stage de formation professionnelle dans les services publics, les organisations consulaires et faîtières
						2.2.4 Activité: Placement de 500 jeunes en apprentissage
						2.2.5 Activité: Placement de 500 jeunes en Reconversion/adaptation à un poste de travail
						2.2.6 Activité: Espace Orientation Jeunesse (EOJ)
Indicateur N°2.3. Nombre de personnes formées	Nbre	7 500	3 000	20 000	20 000	**2.3.1 Activité:** Formation en conduite et dotation des jeunes apprentis en permis de conduire
						2.3.7 Activité: Mise en place et fonctionnement de la formation tutorée
						2.3.12 Activité: Formation de 1 500 jeunes en CREE/Germe et finalisation de plans d'affaires
						2.3.14 Activité: Formation en Informatique des demandeurs d'emplois et des travailleurs à Bamako et dans les régions
						2.3.15 Activité: Organisation des sessions de formation en Techniques de Recherche d'Emploi (TRE)
Indicateur N°2.4. Nombre jeunes, de femmes, de migrants et de personnes handicapées soutenus et installés	Nbre	9 285	2 400	3 800	2 400	**2.4.1 Activité:** Formation et installation des PSH dans les domaines de la coiffure, couture et restauration
						2.4.2 Activité: Financement des projets des jeunes

<u>Programme 2.034</u> : Formation professionnelle

OBJECTIF N°1 : Améliorer l'accès à la formation professionnelle qualifiante continue et par apprentissage						
Indicateurs	**Unité**	**Réf**	**Cible**			**Activités 2020**
		2018	**2019**	**2020**	**2021**	
Indicateur N°1.1. Taux de progression du nombre de formés	%	36,60	10	12	12	**1.1.6. Activité**: Acquisition d'équipement et de matières-d'œuvre pour les CFP publics 2019
						1.1.8. Activité : Construction et équipement de centres de formation professionnelle (MOFA)
Indicateur N°1.2. Taux de femmes formées	%	23,02	35	35	35	**1.1.10. Activité:** Organisation de session de sensibilisation du public cible (niveau national, régional et communal)

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

1. Les Enjeux genre / Gaps à combler

La Politique Genre prend appui sur un ensemble de fondements d'ordre juridique, politique et socioculturel. Elle prend sa légitimité d'un ensemble d'instruments juridiques nationaux, internationaux et africains. La Convention sur l'Elimination de toute forme de Discrimination à l'égard des Femmes (CEDEF) consacre l'égalité dans le domaine de l'éducation et de la formation.

Les objectifs de Développement Durable consacrent la promotion de l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes. Il s'agit spécifiquement de :

- **ODD 4 :** Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie
- **ODD 5 :** Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles.

Au Mali, la promotion de l'accès équitable et inclusif à une éducation de qualité pour tous est confrontée à des contraintes qui se traduisent par le très faible taux de préscolarisation, la faible couverture de l'éducation spéciale, les inégalités de genre dans tous les ordres et types d'enseignement, les violences physiques subies par les filles, la baisse du Taux Brut d'admission surtout dans les années 2011 à 2014, les insuffisances dans l'implantation et la gestion des cantines scolaires, l'insuffisante prise en compte du volet alphabétisation fonctionnelle et éducation non formelle dans les politiques de développement de l'éducation de base, la non scolarisation et la déscolarisation, la faible capacité d'accueil dans l'enseignement secondaire (technique, professionnel et général) public, la faible proportion des filles au supérieur, l'inadéquation entre les capacités d'accueil des IES, les possibilités offertes par le marché du travail et l'augmentation des effectifs des étudiants.

Les différentes politiques en faveur de l'éducation en général et de la promotion de la scolarisation des filles en particulier, ont permis d'enregistrer des résultats significatifs au niveau national, mais l'intégration des questions de genre dans l'éducation constitue encore un défi qui doit être relevé à travers la mise en œuvre du PRODEC II adopté par le gouvernement en juillet 2019.

En effet, pour l'effectivité d'un changement en faveur de l'égalité entre les sexes, il faut une nouvelle perception du concept genre à travers la formation, la sensibilisation, l'information et l'éducation.

Tableau 1 : Evolution de quelques indicateurs de l'Education

N°	Intitulé des indicateurs	Lien/ODD	Valeur de référence	Réalisations			Valeurs cibles
			2015	2016	2017	2018	2018
1	Taux brut de scolarisation (TBS) au fondamental I	ODD4	**68,7%**	**69,8%**	**72,10%**	**76,5%**	**83%**
2	Indice de parité fille/garçon du TBA au fondamental I	ODD4	**0,85**	**0,84**	**0,85**	**0,86**	**0,88**
3	Taux d'Admission au fondamental I	ODD4	**61,8%**	**62,7%**	**68,70%**	**76,3%**	**74,5%**
4	Ratio élèves-maître (REM) au fondamental I	ODD4	**National 37**	**39**	**42**	**37**	**<37**
			Public : 44	**46**	**51**	**53**	**58**

Sources : Rapport de mise en œuvre 2018 du CREDD 2016-2018

Le TBA a nettement dépassé de 2,2 points la cible de 74,5% attendue en 2018 contre 76,3% réalisé. En dépit de ce gain, nous constatons une couverture scolaire encore en-deçà des attentes au regard de la population scolarisable dans le système ayant l'âge admis. Des stratégies sont développées pour apporter des solutions adaptées à cette contrainte.

Bien que des disparités régionales existent, une évolution favorable est observée sur le plan national, en ce qui concerne le TBS, passant de 68,7% en 2015 à 76,5% en 2018. Malgré cette progression, la cible de 83% en 2018 n'est pas atteinte.

C'est pourquoi, le système éducatif malien s'efforce de garantir l'égalité des chances d'accès à l'éducation, quelles que soient les caractéristiques et les conditions de vie des individus, dans la mesure où celles-ci ne doivent pas être des facteurs discriminants dans la scolarisation. Pour ce faire, il est utile d'identifier les disparités qui existent dans le système, puis d'essayer de comprendre les facteurs qui les expliquent de sorte à examiner les possibilités de les réduire avec les instruments appropriés dans le PRODEC II.

L'analyse fait ressortir au niveau des écoles publiques du fondamental I, un REM qui tend vers la cible 58 en 2018. Pour ce qui est de l'allocation des moyens par rapport au REM, il est apparu que la cohérence dans l'allocation des enseignants dans le 1er cycle du fondamental s'est progressivement dégradée.

En outre, du fait de la crise et de ses implications sur les déplacements des populations et des enseignants, plusieurs des enseignants qui avaient quitté leur milieu de travail pour des raisons de sécurité ne sont plus retournés, aggravant ainsi les incohérences évoquées d'avant la crise.

Il est à noter que certaines régions sont plus concernées que d'autres par le problème d'incohérence déterminé par des facteurs autres que le nombre des élèves. Ces disparités sont encore plus marquées à l'intérieur des académies et notamment entre les CAP (Centres d'Animation Pédagogique), révélant ainsi des déséquilibres non négligeables dans le déploiement des enseignants. Cela signifie que si les enseignants étaient bien répartis au niveau national, le taux d'encadrement se situerait à un niveau satisfaisant.

Par rapport à l'Indice de parité fille/garçon du TBA, on enregistre un gain de 0,1 point chaque année de 2015 à 2018 même si la cible 0,88 n'est pas atteinte, cela démontre une amélioration progressive de cet indicateur grâce à des actions menées par le département avec l'accompagnement de ses partenaires techniques et sociaux.

Tableau 2 : Statistiques des IFM en 2015-2016.

Indicateurs	Effectif	Hommes	%	Femmes	%
Personnel administratif	263	204	77,60%	59	22,40%
Personnel enseignant	554	509	92%	45	8%
Achèvement des élèves-maitre de niveau DEF	1036	774	71,80%	292	28,10%
Achèvement des élèves-maitre de niveau BAC	2265	1805	80%	460	20%

Source : MEN

Le constat général qui se dégage est la sous représentativité des filles par rapport aux garçons dans l'Enseignement normal malgré tous les efforts consentis par l'état pour minimiser les disparités filles-garçons dans le système éducatif. L'objectif d'élimination des disparités entre les sexes à tous les niveaux de l'enseignement n'est pas encore atteint dans l'enseignement Normal et demeure à cet effet un enjeu majeur.

2. Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre

a. Mesures spécifiques

Le Ministère en charge de l'Education Nationale a mis en place différentes stratégies et mesures dans le but d'améliorer l'accès et les conditions en matière d'éducation des filles. C'est mesures seront davantage renforcer à travers la mise en œuvre du PRODEC II notamment à travers son Plan d'Actions Pluriannuel Budgétisé (PAPB) 2019-2022.

En effet, la résorption des disparités dans l'éducation suppose l'atténuation progressive des iniquités de genre et des inégalités géographiques en termes d'accès, de qualité et de gestion. Pour l'atteinte de l'équité (filles/garçons, milieu rural/milieu urbain, enfants issus de milieux défavorisés/enfants issus de milieux favorisés, enfants vivant avec un handicap/ autres enfants), les stratégies suivantes sont envisagées :

(i) L'organisation de campagnes de communication et de sensibilisation sur l'obligation et la gratuité scolaires pour tous sans exclusive ;

(ii) La poursuite de la prise en charge des frais de scolarité, des manuels et des fournitures scolaires surtout pour les enfants des milieux défavorisés ;

(iii) La prise en compte de l'équité du genre dans les constructions et équipements scolaires, et l'allocation des enseignants ;

(iv) L'octroi de primes spéciales aux enseignants affectés dans les zones défavorisées ;

(v) la mise en œuvre d'actions de mobilisation sociale en faveur de l'éducation inclusive et de l'éducation spéciale ;

(vi) L'instauration de récompenses aux filles méritantes et issues de milieux défavorisés, notamment sous la forme de bourses, qui seront attribuées suivant des critères combinant le niveau scolaire de l'élève et le niveau de revenus des parents ;

(vii) L'extension des cantines scolaires, surtout dans les zones défavorisées.

Par ailleurs, la mise en œuvre de la politique nationale de scolarisation des filles (SCOFI) doit permettre d'accélérer la réduction de l'écart entre fille et garçons en matière d'éducation.

b. <u>Evaluation des activités du rapport genre 2018</u>

Durant l'année 2018, les efforts du Ministère en charge de l'éducation ont permis d'atteindre certains résultats.

Les principaux résultats, mesurés par des indicateurs de performance, se présentent par programme comme suit :

b.1 Programme 2 : DEVELOPPEMENT DE L'EDUCATION DE BASE

Objectif N°2 : Créer une dynamique d'accélération de la scolarisation des filles.						
Indicateurs de résultats	**Unité**	**Périodes**	**Evaluation 2018**			
		2015	**2016**	**2017**	**Prévisions**	**Réalisations**
2. 1. Taux de scolarisation des filles au fondamental 1	%	62,4	60,60	66,10	81,6	70,4
2. 2. Pourcentage de femmes enseignantes au fondamental 1	%	30,02	27,48	31,12	36,3	68,98

Commentaire sur l'atteinte des objectifs en 2018 :

D'une manière générale, on observe une amélioration dans la scolarisation des filles qui impacte l'indicateur relatif au pourcentage d'enseignantes. En effet, s'agissant du taux de scolarisation des filles, il est passé de 66,10% en 2017 à 70,4% en 2018, bien que des efforts restent à faire pour l'atteinte de l'objectif fixé. Aussi, le nombre de femmes enseignantes au fondamental a connu une évolution exceptionnelle entre 2017 et 2018.

b.2 Programme 3 : Développement de l'Enseignement Secondaire Général

Indicateurs de résultats	**Unité**	**Périodes**			**Evaluation 2018**	
		2015	**2016**	**2017**	**Prévisions**	**Réalisations**
Objectif N°1 : Améliorer la qualité des apprentissages au niveau de l'enseignement secondaire général.						
1.1. Taux de réussite au BAC	%	17,82	24,33	32,2	31	28,57
Objectif N°2 : Accroître l'offre de formation au niveau de l'enseignement secondaire général.						
2.2. Ratio élèves/ salle de classe	Ratio	45	43	40	40	36

Commentaire sur l'atteinte des objectifs en 2018 :

Le taux de réussite au BAC a connu une hausse successive entre 2015 et 2017 grâce notamment à l'appropriation de l'APC, à la création des IPRES pour le suivi pédagogique et l'impact des efforts dans le cadre du programme d'urgence social du Président de la république. Cependant, en 2018 l'on constate un fléchissement du taux de réussite au BAC.

Par ailleurs, l'offre de formation s'accroit en faveur de l'enseignement secondaire général comme en témoigne l'amélioration du ratio élève-salle qui passe 40 à 36 entre 2017 et 2018.

b.3 Programme 4 : Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel

Indicateurs de résultats	Unité	Cycle	Périodes			Evaluation 2018	
			2015	2016	2017	Prévisions	Réalisations
Objectif N°1 : Améliorer la qualité des apprentissages de l'Enseignement Secondaire Technique et Professionnel							
1.1 Taux d'admission par examen	**%**	CAP BT	37,65 44,50	37,43 48,18	46,06 59,16	55 60	56,41 69,15
OBJECTIF N° 03 : Améliorer l'accès des apprenants aux filières porteuses (industrielles, agro-sylvo-pastorale, TIC)							
3.2 Pourcentage de filles fréquentant les filières industrielles, agro-sylvo-pastorales, TIC	**%**		14,6	17,75	18,30	35	22,49

Commentaire sur l'atteinte des objectifs en 2018 :

La progression des taux d'admission aux différents examens de l'enseignement technique indique une amélioration de la qualité des apprentissages dans ce sous-secteur. En revanche, Malgré une intense campagne de sensibilisation, la fréquentation des filières industrielles, agro-sylvo-pastorales et TIC par les filles reste toujours en deçà des objectifs fixés.

3. Planification et budgétisation des actions du genre en 2020

Au titre de 2020, la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre sera poursuivie, au Ministère l'Education Nationale, à travers trois programmes.

Programme 2.041 : Développement de l'Education de Base

Objectifs	Indicateurs						Activités 020
	Libellé	Unité	Référence 2018	Cibles			
				2020	2021	2022	
OBJECTIF N°2 Permettre à tous les enfants en âge scolaire d'accéder à un enseignement de base gratuit et obligatoire	**2. 3 :** Nombre d'adultes inscrits dans les programmes d'alphabétisation	**Nbre**	80 992	100 000	100 000	100 000	2.3.1 Mise en œuvre des activités d'éducation non formelle
	2. 4 Proportion d'élèves bénéficiaires des cantines scolaires	**%**	5,8	6,70	7,10	7,40	2.4.1 Facilitation de la prise en charge sanitaire des élèves et des enseignants 2.4.2 Mise en œuvre du Projet Investissement Secteur Education (Construction des Cantines scolaires)
Objectif N°3 : Renforcer la scolarisation des filles	**3. 1.** Taux d'admission en dernière année du fondamental 1 pour les filles		39,8	43,1	46,6	49,1	3.1.1 Mise en œuvre de la politique nationale de la SCOFI
	3. 2 Taux brutd'Admission des filles au fondamental 1		68,2	68,7	72,0	74,2	

<u>Programme n° 2.042</u> : Développement de l'Enseignement Secondaire Général

Objectifs	Indicateurs						Activités 2020
	Libellé	Unité	Référence 2018	Cibles			
				2020	2021	2022	
Objectif N°1 Améliorer la qualité des apprentissages au niveau de l'enseignement secondaire général.	**1.2. :** Pourcentage de redoublants au secondaire général	**%**	31,40	28,70	27,30	26,00	1.2.1 Facilitation de la prise en charge sanitaire des élèves et des enseignants 1.2.2 Suivi de l'application des normes assignées (encadreur/enseignants) à l'enseignement secondaire général 1.2.3 Appui à la réparation des manuels scolaires
Objectif N°2 : Accroitre l'offre de formation au niveau de l'enseignement secondaire général.	**2.1** Nombre de lycées d'enseignement secondaire général publics construits et équipés	**%**	-	2	2	2	2.1.1 Acquisition de biens et services pour le fonctionnement des structures 2.1.2 Projet 1 Construction Equipement de lycées
	2.2. Taux brut de scolarisation au secondaire général	**%**	16,10	13,40	13,40	13,30	2.2.1 Gestion des demi-bourses des élèves orientés dans les Etablissements Privés 2.2.2 Prise en charge des frais scolaires des élèves orientés dans les Etablissements Privés 2.2.3 Entretien et réhabilitation des infrastructures au niveau de l'enseignement secondaire général 2.2.4 Acquisition d'équipements et fourniture de manuels scolaires pour le secondaire

<u>Programme n°2.043</u> : Consolidation et diversification de l'enseignement secondaire technique et professionnel

Objectifs	Indicateurs						Activités 2020
	Libellé	Unité	Référence 2018	Cibles			
				2020	2021	2022	
OBJECTIF N°2 Améliorer l'accès des apprenants aux filières porteuses (industrielles, agro-sylvo-pastorale, TIC)	**2.2** Pourcentage de filles fréquentant les filières industrielles, agro-sylvo-pastorales, TIC	%	22,49	40	45	45	2.2.1 Prise en charge des frais scolaires des élèves orientés dans les Etablissements Privés 2.2.2 Acquisition d'équipements et fourniture de manuels scolaires pour le secondaire technique et professionnel 2.2.3 Suivi de l'application des normes assignées (encadreur/enseignants) à l'enseignement technique et professionnel 2.2.4 Gestion des demi-bourses, pensions alimentaires des IFP Agro-sylvo-pastoraux et fournitures scolaires

MINISTERE DE LA SANTE

Le Mali, dans le cadre de l'édification d'une société démocratique et d'un État de droit, a entrepris un vaste chantier de réformes afin de moderniser l'État, de développer les infrastructures et le secteur productif, de consolider les réformes structurelles et de renforcer le secteur social aboutissant ainsi à la constitution du 25 Février 1992. Cette constitution a renforcée les efforts en faveur de la promotion de la femme prônant un état de droit dans lequel l'équité du genre constitue une valeur fondamentale. La population malienne est jeune et à majorité féminine (50,4%)

Le Mali a adhéré aux principes des soins de santé primaires (Alma Ata, 1978) qui reposent sur :

- l'acceptabilité des services de santé pour tous ;
- l'efficacité et l'efficience des soins de santé ;
- la réactivité des services de santé ;
- l'accès universel aux soins ;
- la coordination et la collaboration intersectorielle ;
- la participation individuelle et collective.

Il a, également, adopté et ratifié les principaux engagements internationaux en matière de santé. Il s'agit, notamment de :

- la Déclaration universelle des droits de l'Homme et du citoyen ;
- le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ;
- la Charte Africaine des droits de l'Homme et des Peuples, et le protocole relatif aux droits des femmes en Afrique ;
- la Convention relative aux droits de l'enfant ;
- la Convention relative à la lutte contre toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ;
- la plate-forme de Beijing ;
- la Déclaration du Millénaire pour le développement ;
- la Déclaration des Chefs d'Etat de l'OUA sur «la santé, base du développement» et sur le SIDA ;
- la Déclaration de Paris et de Rome sur l'efficacité de l'aide ;
- la Déclaration de Ouagadougou sur les soins de santé primaires, et les systèmes de santé en Afrique ;

- la Déclaration du Forum Mondial de Bamako sur la recherche pour la santé, le développement et l'équité ;
- la Déclaration d'Addis ABEBA sur la santé communautaire dans la Région africaine à l'issue de la Conférence internationale conjointe ONUSIDA, UNICEF, Banque Mondiale, OMS sur la santé communautaire pour garantir l'accès universel à des soins de santé de bonne qualité ;
- l'Initiative de Bamako en 1987;
- Le Scénario de Développement en trois Phases de l'OMS AFRO ;
- La Déclaration Solennelle des chefs d'Etat sur l'Egalité entre les Hommes et les Femmes ;
- La Charte Africaine des Droits et du Bien Etre de l'Enfant.

Pour la mise en œuvre des principes et valeurs mentionnés supra et de ses engagements internationaux, le Mali a pris un certain nombre de textes législatifs et a adopté des politiques nationales qui traduisent sa volonté politique en faveur de la santé. Il s'agit, notamment de :

- la Politique Sectorielle de la santé, 1990 ;
- la politique nationale de Solidarité, 1993 ;
- la Politique Nationale de Protection de l'Environnement, 1998 ;
- loi n°02-044 du 24 juin 2002 relative à la santé de la reproduction ;
- la loi d'Orientation sur la Santé (Loi n°02- 049 du 22 juillet 2002) ;
- la Loi 02-050 du 22 juillet 2002 portant loi hospitalière;
- la Politique de Protection Sociale, 2002 ;
- la Politique Nationale de la population, 2003 ;
- la Politique Nationale de Médecine Traditionnelle, 2005 ;
- la Politique Nationale de l'Eau, 2006 ;
- la Loi n°06-028 du 29 Juin 2006 fixant les règles relatives à la prévention, à la prise en charge et au contrôle du VIH/SIDA ;
- la Politique Nationale genre, novembre 2010 ;
- la politique nationale de recherche;
- la signature de conventions communautaires dans le cadre de l'abandon de la pratique de l'excision.

Au Mali la femme occupe une place importante dans la société. La participation effective de la femme au processus de développement ne se limite pas uniquement à des fonctions économiques. Elle suppose aussi la jouissance de certains droits tels que le droit à la santé, à l'éducation et au bien-être, ceux relatifs aux droits civiques et politiques et notamment le droit à la vie, aux libertés individuelles. De nos jours le gouvernement de la République du Mali

veille à sauvegarder les acquis et à mieux formuler les politiques publiques basées sur le genre, en cherchant à éliminer les disparités et les inégalités entre les femmes et les hommes, les filles et les garçons. Le Programme d'Action du Gouvernement (PAG) quant à lui met un accent particulier sur les aspects du Genre. Aussi de nombreuses activités ont été inscrites dans le PRODESS III en faveur des femmes.

1. <u>Les enjeux -genre</u> :

Les efforts déployés par le Gouvernement du Mali avec l'appui des Partenaires Techniques et Financiers ont permis d'améliorer l'état de santé de la mère et de l'enfant. Ainsi, selon les données de l'EDSM-VI, la mortalité néonatale se situe à 33 ‰ en 2018 contre 22 ‰ pour la mortalité post néonatale. Globalement, le risque de mortalité infanto-juvénile, c'est à dire le risque de décès avant l'âge de 5 ans, est de 101 ‰.

Depuis la première édition de l'Enquête Démographique et de Santé (EDSM-I 1987), on observe globalement une tendance à la baisse des risques de décès des enfants avant 5 ans. Estimé à 122 ‰ en 1995-1996, le quotient de mortalité infantile est passé à 96 ‰ en 2006 puis à 54 ‰ en 2018. Dans la même période, le quotient de mortalité infanto-juvénile a aussi diminué, passant de 238 ‰ à 191 ‰ et à 101 ‰ en 2018 tandis que le taux de mortalité maternelle est estimé à 368 pour 100.000 naissances vivantes.

Au regard des tendances ci-dessus observées, si des actions vigoureuses et courageuses ne sont pas entreprises, le rendez-vous pour les ODD, notamment l'ODD 3 relatif à la bonne santé et au bien-être ne sera pas respecté.

En perspective, les enjeux consistent essentiellement à poursuivre les actions visant l'atteinte de l'Objectif de Développement Durable (ODD3) à savoir ***« Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge ».*** Il s'agit entre autres, d'ici 2030 de :

- faire passer le taux mondial de mortalité maternelle au-dessous de 70 pour 100 000 naissances vivantes ;
- éliminer les décès évitables de nouveau-nés et d'enfants de moins de 5 ans, tous les pays devant chercher à ramener la mortalité néonatale à 12 pour 1 000 naissances vivantes au plus et la mortalité des enfants de moins de 5 ans à 25 pour 1 000 naissances vivantes au plus ;
- mettre fin à l'épidémie de sida, à la tuberculose, au paludisme et aux maladies tropicales négligées et combattre l'hépatite, les maladies transmises par l'eau et autres maladies transmissibles ;

- réduire d'un tiers, par la prévention et le traitement, le taux de mortalité prématurée due à des maladies non transmissibles et promouvoir la santé mentale et le bien-être ;
- assurer l'accès de tous à des services de soins de santé sexuelle et procréative, y compris à des fins de planification familiale, d'information et d'éducation, et la prise en compte de la santé procréative dans les stratégies et programmes nationaux.

Tableau 1 : Evolution récente de quelques indicateurs du secteur de la santé

Indicateurs	**2017**	**2018**
Indice d'assiduité à la CPN	2,2	2,3
Taux moyen de couverture en Td2 + (%)	63,06	69,79
Taux Consultation Prénatale (CPN) 4ème visite (%)	21,32	21,88
Nombre de CSCOM fonctionnels	1 314	1 368
PMA < 5 Km (%)	58	57
PMA < 15 Km (%)	81	86
Taux d'accouchement par césarienne (%)	2,7	3,6
Nombre de césarienne au Mali	25 031	31 509
Taux d'accouchements Assistés dans dans les structures sanitaires (%)	54,99	55,81
Penta3 <12mois (%)	89	95,2
Taux de prévalence contraceptive PF (%)	20,01	20,87

Source : *Rapport de mise en œuvre CREDD 2018, DHIS2*

Au regard des indicateurs présentés dans le tableau ci-dessus, il se dégage beaucoup de défis et dans divers domaines de la santé.

Dans le domaine des Soins prénataux et assistance à l'accouchement

L'indice d'assiduité à la CPN est resté presque stationnaire de 2017 à 2018 (2.2 à 2.3). On note que la région de Gao qui a enregistré le plus grand indice avec 2.9 et le plus faible à Ménaka avec 1.8. Cependant, aucune région n'a atteint l'objectif national qui est de 4. Le taux moyen de couverture en Td2 + Rappel chez les femmes enceintes est de 69,79% en 2018 contre 63,06% en 2017. Ce taux reste inférieur à celui de l'objectif national (90%). Le taux le plus élevé est observé à Bamako (78,82%) et le plus bas à Taoudénit (19,36%). Le taux d'accouchement assisté dans les structures sanitaires a connu une légère hausse de 54,99% en 2017 à 55,81% en 2018. Le plus fort taux a été observé à Bamako avec 83,92% et le plus faible taux à Taoudénit 1,64%. Le nombre de césarienne a connu une augmentation en passant de 25 031 en 2017 à 31 509 en 2018. Par rapport à la réalisation de l'année 2018 le district de Bamako a enregistré le maximum de cas (11 175) contre (20) cas à Kidal. En 2018, 82,66% des districts sanitaires ont organisé le système de référé/évacuation.

Dans le domaine de la planification familiale

La majorité des femmes n'a pas accès à des services de santé de la reproduction de qualité aux différents niveaux de la pyramide sanitaire et particulièrement au niveau communautaire où les besoins restent énormes. La situation des prestataires qualifiés (sages-femmes et infirmières obstétriciennes) reste dominée par une mauvaise répartition géographique et un déficit au plan quantitatif sur le territoire national et au niveau des districts sanitaires. Par ailleurs, bien que des bonnes pratiques et initiatives aient été mises en œuvre çà et là, il reste que celles-ci demeurent expérimentales et ne sont pas dupliquées à échelle dans le pays. La moyenne nationale de prévalence contraceptive est passée de 20,01% en 2017 à 20,87% en 2018. Les besoins non satisfaits en PF estimés à 26% restent un peu élevés, cette situation est préoccupante dans la mesure où le taux de fécondité s'élève à 6,1 enfants par femme et celui de l'accroissement de la population à 3.6%.

Dans le domaine de la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants :

La violence envers les femmes et les filles est un phénomène persistant au Mali. L'étude commanditée par le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille sur les VFF en 2002 assorti d'un plan d'action 2006-2011 a déterminé une typologie des violences d'ordre physique, sexuel, psychologique, psycho-physiologique et institutionnel.

La pratique de l'excision est très répandue, puisqu'elle concerne 91% des femmes de 15 à 49 ans. Étant donné le caractère généralisé de la pratique, les variations selon les différentes caractéristiques sociodémographiques sont très faibles. Tout au plus, peut-on souligner que la prévalence est plus faible parmi les chrétiennes et les animistes (respectivement 65 % et 77 % contre 93 % parmi les musulmanes). Par ailleurs le mariage précoce et celui des enfants semblent aussi être une pratique largement répandue au Mali.

Dans le domaine de l'état nutritionnel des femmes enceintes, des enfants et des nourrissons.

Bien que les progrès de ces dernières années aient permis d'infléchir la tendance à la baisse, les niveaux des indicateurs de la malnutrition demeurent encore élevés et indiquent clairement que la malnutrition reste encore un problème prioritaire de santé publique auquel il faut des réponses adéquates.

Le nombre total de malades admis pour Malnutrition Aigüe Global (MAG) est de 310 667 cas en 2018, dont la Malnutrition Aigüe Sévère (MAS) a représenté 51% (158 758) des cas de la MAG. Les régions qui ont enregistré plus de cas sont Mopti, Tombouctou et Kayes soit respectivement (55 537), (47 884) et (44 792).

Le taux de guérison de la MAS (Malnutrition Aigüe Sévère) des enfants pris en charge dans le programme au niveau national est de 90,66% en 2017 et s'est situé à 91,69% en 2018. Le taux de guérison le plus élevé a été enregistré à Taoudéni (95,65%) et le plus faible taux (75,83%) à Kidal.

Le taux de décès des enfants pris en charge dans le programme au niveau national a connu une augmentation de (0,73%) en 2018 contre (0,59%) en 2017. Le taux de décès le plus élevé a été observé à Sikasso (1,64%).

Quant au taux d'abandon des enfants pris en charge dans le programme au niveau national, il a connu une diminution de 8,75% en 2017 à 7,58% en 2018. Le taux d'abandon le plus élevé a été enregistré à Kidal 24,17% et le plus faible a été enregistré à Taoudéni 4,35%.

Le taux de guérison des MAM (Malnutrition Aigüe Modéré) a connu une augmentation de 82,83% en 2017 à 86,86% en 2018. L'objectif national de 75% du taux de guérison a été dépassé. Cependant, on constate une baisse du nombre d'admission des cas de MAM de 158 942 en 2017 à 151 909 en 2018. Cette situation nutritionnelle résulte, le plus souvent, de croyances socioculturelles et de pratiques alimentaires inappropriées.

2. Les stratégies de réductions des inégalités liées au genre

a. Les mesures spécifiques

Les stratégies ou meures de réduction des inégalités genre en matière de santé s'inscrivent, en général, dans le cadre du Plan Décennal de Développement Sanitaire et Social (PDDSS 2014-2023).

Les mesures envisagées par le Ministère en charge de la santé visent à améliorer les indicateurs de santé particulièrement chez la mère et l'enfant.

Pour ce faire, les principaux objectifs chiffrés sont les suivants :

- ✓ réduire le ratio de mortalité maternelle de 368 à 146 pour 100 000 naissances vivantes et le taux de mortalité néonatale de 33 à 20 pour 1 000 naissances vivantes d'ici 2020 ;
- ✓ rendre disponible et accessible les soins obstétricaux et néonataux essentiels dans 100% des structures offrant les services de SR d'ici 2020 ;
- ✓ augmenter la disponibilité et l'accessibilité des SONUB de qualité de 36% à 60% des CSCom et des SONUC de qualité dans 100% des structures de référence (CS Réf, EPH) d'ici 2020 ;
- ✓ augmenter la prévalence contraceptive de 16% à 30% en 2020 ;
- ✓ renforcer les capacités des individus, des familles, de la communauté et des collectivités pour l'amélioration de la santé maternelle et néonatale dans 95% des villages en 2020.

En vue de l'atteinte des objectifs susvisés, les mesures ou stratégies spécifiques sont :

- ✓ Renforcer l'accès aux soins prénataux et l'assistance à l'accouchement ;
- ✓ Renforcer le système de référence évacuation ;
- ✓ Repositionner la planification familiale dans les activités de la SR ;
- ✓ Préconiser des mesures efficaces visant à éradiquer les violences faites aux femmes et aux enfants ;
- ✓ Lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes.

b. Evaluation des actions genre 2018

Durant l'année 2018, les efforts du Ministère en charge de la santé ont permis d'atteindre certains résultats dont les principaux, mesurés par des indicateurs de performance, se présentent par programme comme suit :

b.1 Programme 2.54 : Soins de santé primaire et lutte contre les maladies

Indicateurs de résultats	Unité	Périodes			Evaluation 2018	
		2015	2016	2017	Prévisions	Réalisations
Objectif N°1 : ***Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile***						
1.1 Taux d'accouchements assistés	**%**	**57**	**66,03**	**66,43**	**67**	**65,77**
1.2. Taux de prévalence contraceptif	**%**	**13,17**	**29,53**	**30,01**	**16,89**	**20,87**
OBJECTIF N°2 : ***Réduire la morbidité et la mortalité liées aux maladies transmissibles, non transmissibles et les handicaps liés aux maladies -non transmissibles***						
2.1. Proportion de décès attribuables au paludisme parmi les enfants de 0 à 5 ans atteints de paludisme vu dans les Formation sanitaires	**%**	**52,47**	**19,23**	**34,99**	**15**	**41,66**
2.2. Taux de couverture vaccinale enfants moins d'1 an en Penta3	**%**	**91**	**94**	**89**	**>=90**	**95,19**
Objectif N°3 : ***Promouvoir un environnement sain en s'attaquant aux déterminants sociaux de la santé***						
3.2 Pourcentage d'infection des sites opératoire dans les CSanté de la Reproductionéf	**%**	**1,35**	**0,37**	**0,52**	**≤1**	**0,57**
Objectif N°4 : ***Augmenter l'offre et l'utilisation de services de santé de qualité, répartis de manière équitable et répondant aux besoins des populations***						
4.1. Taux d'utilisation des services (nc/hbt/an)	**%**	**0,35**	**0,40**	**0,39**	**0,40**	**0,43**
4.2. Taux de disponibilité et d'accessibilité des SONUB de qualité au niveau des CSCom	**%**	**17**	**34,10**	**24,60**	**30**	**28,4**

Commentaire sur l'atteinte des objectifs en 2018 :

Concernant le taux d'accouchements assistés, bien que la cible de 67% n'est pas atteinte mais on peut juger satisfaisant le niveau atteint qui est de 65,77%. Par rapport au taux de prévalence contraceptive la cible est atteinte voire dépassée. Cependant on constate une diminution par rapport à 2017 (30%). La performance est due à l'amélioration de la collecte des données et la multiplication des interventions en faveur de la PF. La diminution du taux par rapport à 2017 est due à l'insuffisance de financement à cause des restrictions budgétaires.

Pour la Proportion de décès attribuables au paludisme parmi les enfants de 0 à 5 ans atteints de paludisme vu dans les Formation sanitaires, la cible (15%) n'a pas été atteinte. Au lieu d'une diminution, l'indicateur a plutôt augmenté à 41,66%. Cela s'explique par l'amélioration de la collecte des données et la rupture des tests rapides dans les structures dont certains décès pourraient être attribués au paludisme sans la confirmation biologique et le recours tardif des populations aux structures de santé. Quant à la vaccination, une bonne performance a été enregistrée. L'indicateur a passé de 89% en 2017 à 95,19% en 2018. Cette performance est liée à l'effort de financement de l'Etat malien et le Partenaire GAVI, pour renforcer la vaccination dans les zones à faible couverture.

Le taux d'infection des sites opératoires dans les CSRéf, reste inférieur à un (1), lié aux efforts de sensibilisation et au respect des mesures d'hygiène hospitalière.

Le taux d'utilisation des services, a connu une amélioration. Il est passé de 0,39 à 0,43, respectivement en 2017 et 2018. La cible de 0,40 a été dépassée. Cette performance s'explique par la mise en œuvre des soins essentiels dans la communauté et l'amélioration de la collecte des données. S'agissant de la disponibilité et d'accessibilité des SONUB de qualité au niveau des CSCom, la cible n'est pas atteinte. Cela s'explique par la mobilité du personnel qualifié et l'insuffisance de formation et d'équipements pour la prise en charge correcte des patients. Cependant on note une amélioration de cet indicateur entre 2017 et 2018 (24,60 et 28,40).

b.2 <u>Programme 2.057 : Soins Hospitalier et recherche</u>

Indicateurs de résultats	Unité	Périodes			Evaluation 2018	
		2015	2016	2017	Prévisions	Réalisations
Objectif N°1 : ***Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile***						
1.1. Taux de mortalité maternelle intra-hospitalière	**%**	**1,44**	**1,75**	**1,06**	**1,20**	**1,4**
1.2 Taux de mortalité néo-natale intra-hospitalière.	**%**	**7,44**	**7,91**	**7,75**	**5**	**11,69**

Commentaire sur l'atteinte des objectifs en 2018 :

Les taux de mortalité maternelle intra-hospitalière et de mortalité néonatale précoce intra-hospitalière se sont globalement détériorer entre 2017 et 2018. Dans la réalité, ces deux indicateurs dépendent de beaucoup de facteurs exogènes aux EPH notamment la prise de décision de recours aux soins par la famille, le transfert du patient et la prise en charge dans un EPH. De tous ces facteurs seuls le dernier est imputable aux EPH.

3. <u>Planification et budgétisation des actions du genre</u>

La mise en œuvre de la Politique Nationale Genre sera poursuivie, au Ministère de la santé et de l'hygiène publique, à travers les programmes suivants :

Programme 2.054 : Soins de santé primaire et lutte contre les maladies

Objectifs	Indicateurs					Activités 2020
	Libellé	Référence 2018	Cibles			
			2020	2021	2022	
Objectif 1 : Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile	1.1 Taux d'accouchements assistés	65,77	69	70	71	1 Prise en charge de la césarienne ; 2 Mise en oeuvre du paquet minimum d'activités dans les CSCOMs ; 3 Renforcement de la capacité opérationnelle des CSRéf.
	1.2. Taux de prévalence contraceptif	20,87	21,8	24,6	27,3	1.2.1 Amélioration de la santé de la reproduction ; 1.2.2 Renforcement de la santé sexuelle et reproductive ; 1.2.3 Promotion de la communication et l'éducation en santé
	1.3. Taux de malnutrition aigüe sévère (6-59mois)	2,0	1,5	1,3	1	1.3.1 Lutte contre les maladies, malnutrition, et promotion de l'hygiène 1
Objectif 2 : Réduire la morbidité et la mortalité liées aux maladies transmissibles, non transmissibles et les handicaps liés aux maladies - non transmissibles	2.1. Proportion de décès attribuables au paludisme parmi les enfants de 0 à 5 ans atteints de paludisme vu dans les Formation sanitaires	41,66	40	37	34	2.1.1 Lutte contre les maladies, malnutrition, et promotion de l'hygiène 2
	2.2. Taux de couverture vaccinale enfants moins d'1 an en Penta3	95,19	≥90	≥90	≥90	2.2.1 Lutte contre les maladies, malnutrition, et promotion de l'hygiène 3 ; 2.2.2 Promotion de la communication et d'éducation en santé

Programme 2.057 : Soins Hospitaliers et Recherche Objectifs	Indicateurs					Activités 2020
	Libellé	Référence 2018	Cibles			
			2020	2021	2022	
Objectif 1 : Réduire la morbidité et la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile	1.1 Taux de mortalité maternelle intra-hospitalière liée à l'accouchement	1,4	1,15	1,15	1,10	1.1.1 Amélioration des soins hospitaliers 1.1.2 Réalisation d'infrastructures et d'équipements ; 1.1.3 Amélioration du Plateau Technique
	1.2 Taux de mortalité néo-natale précoce intra-hospitalière	11,69	4,5	4,5	4,3	1.2.1 Appui aux fonctionnements des EPH 1.2.2 Réalisation d'infrastructures et d'équipements
	1.3. Proportion de résultats d'études publiée sur la santé de la mère et de l'enfant	-	100	100	100	1.3.1 Promotion de la recherche 1.3.2 Appui aux fonctionnements des structures de recherches 1.3.3 Réalisation des études et recherches
Objectif 2 : Réduire la morbidité, la mortalité et les handicaps liés aux maladies transmissibles et ceux liés aux maladies non transmissibles	2.1 Proportion de décès attribuée au paludisme grave parmi les enfants de 0 - 5 ans atteints de paludisme grave dans les EPH	5,19	3,5	3,3	3,1	2.2.1 Amélioration des soins hospitaliers 2.2.2 Construction et Equipement des Hôpitaux

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

L'État malien a également entamé des actions en faveur des femmes, notamment des mesures législatives, règlementaires et administratives, parmi lesquelles on peut citer : (i) l'article 2 de la Constitution malienne qui repose sur le principe de l'égalité entre les hommes et les femmes, (ii) la convention sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes (CEDEF) en 1985 ; (iii) la Loi n° 94-009 du 22 mars 1994 portant création de la Direction Nationale de la Promotion de la Femme ; (iv) le décret n° 97-282/PRM du 16 septembre 1997 portant création du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ; (v) la Convention sur le consentement au mariage ; (vi) le Protocole de Maputo, (vii) le code de commerce ; (viii) le nouveau code pénal ; (ix) la Politique Nationale Genre avec ses six (6) Orientations Stratégiques et dix-neuf (19) Axes stratégiques ; la Loi 052 du 18 déc. 2015, instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives. Ces Lois et conventions gouvernementales ont eu évidemment des impacts positifs sur le statut de la femme, notamment celle rurale. Il est à noter aussi comme réformes :

- les réformes des finances publiques, notamment la mise en œuvre de la budgétisation axée sur les résultats.
- la Stratégie Nationale de la Planification et la Budgétisation Sensible au Genre (PBSG).
- la formulation de la troisième génération du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) 2012-2016.
- le Projet de Développement Économique et Social (PDES), qui constituait la base de l'action gouvernementale.
- les stratégies et politiques pour la prise en compte du genre dans certains domaines sectoriels, notamment la Loi d'Orientation Sociale, la Loi d'Orientation Agricole, le Code du Travail, les mesures prises pour la césarienne et le Sida, le programme vigoureux d'alphabétisation des femmes, la politique de scolarisation des filles, la Lutte contre les Violences faites aux Femmes et aux Filles.

I. Les Enjeux – Genre :

Les inégalités persistantes entre les femmes et les hommes au niveau de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Science, la problématique du genre présente plusieurs facettes, notamment les abus sexuels (viol, harcèlement sexuel, etc.) et faible représentativité des

femmes dans les postes électifs de l'administration des Institutions d'Enseignement Supérieur (IES).

De façon générale, une présence déficitaire des femmes à tous les niveaux du secteur tertiaire de l'éducation et une non-prise en compte du genre (l'Effectif d'étudiants, les activités pédagogiques, les méthodes d'enseignement, la recherche scientifique, l'administration universitaire, etc.…), voir la statistique ci-dessous :

Effectif d'étudiants du supérieur

Le système d'enseignement supérieur du Mali compte 75 590 étudiants, dont :

- 69 232 étudiants dans les universités publiques, soit 91,6% de l'effectif total (29% de femmes et 71% d'hommes) ;
- 6 358 étudiants dans les grandes écoles publiques, soit 8,4% de l'effectif total (30,7% de femmes et 69,3% d'hommes).

Tableau 1 : Évolution des effectifs des étudiants

Type et statut d'établissement	SEXE	2012 - 2013	2013-2014	2014-2015	Variation* (%)
Universités Publiques	Féminin	23 382	21 044	20 090	-14%
Masculin		55 115	52 004	49 142	-11%
Total		78 497	73 048	69 232	-12%
F*100/M		29.8	71.19	20.88	-30%
Grandes Ecoles Publiques	Féminin	1 184	1 019	1 951	65%
Masculin		4 982	4 142	4 407	-12%
Total		6 166	6 061	6 358	03%
F*100/M		**19.2**	**68.34**	**69.31**	**61%**
ENSEMBLE		**84 663**	**79 109**	**75 590**	**-11%**

II. Les Stratégies de Réduction des Inégalités

Pour une efficacité dans l'intervention pour la réduction des inégalités entre les femmes et les hommes dans le sous-secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, le département a mise en place quatre (4) stratégies de développement du genre, il s'agit de :

- ✓ Conduire une étude sur la problématique du Genre dans l'enseignement supérieur et la recherche scientifique au Mali ;
- ✓ Disséminer les résultats de l'étude sur la problématique du Genre dans l'enseignement supérieur et la recherche scientifique au Mali ;
- ✓ Plaider pour la relecture et /ou l'élaboration des Plans Stratégiques des IES avec des « lunettes genres » ;
- ✓ Plaider pour la création des bourses au mérite « Sciences » pour les filles.

Pour la réalisation de ses stratégies certaines actions ont été initiées, notamment la création d'un master en genre booster la promotion de la femme et du genre au Mali. Le master « Genre et développement » comble le vide en termes de formation diplomate en études de genre au Mali. Il contribue à la formation, à la sensibilisation aux enjeux et à la pratique de l'approche « genre et développement ». L'initiative est appuyée par plusieurs partenaires dont le Ministère de la Promotion de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, ONU-Femmes, et plusieurs ambassades. Au regard de la transversalité de la question, le Master Genre et Politiques de Développement est ouvert à tout diplômé de licence, toutes disciplines confondues. Il développe des compétences analytiques et pratiques des professionnelles susceptibles d'impulser, de mettre en œuvre et d'évaluer des actions publiques sous l'angle de la justice sociale.

D'autres actions ont été inscrit dans la feuille route au titre de l'année 2018 pour renforcer les acteurs du sous-secteur.

Tableau 1 : Suivi et évaluation de la feuille de route du cadre de concertation genre inter universitaire (CCG-IU)

Activités	**Respons**	**Structures impliquées**
Résultat I : Renforcement des capacités des acteurs et actrices de l'enseignement supérieur et de la recherche Président : USJPB, collaborateurs : ULSHB, ESJSC, INJS		
1. Formation des nouveaux membres du CCG-IU sur le genre	**USJPB**	**ULSHB, ESJSC, INJS**
2. Formation des recteurs, vice-recteurs Directeurs généraux et Directeurs adjoints des grandes écoles sur le genre	**USJPB**	**ULSHB, ESJSC, INJS**
3. Formation des enseignantes sur la thématique « genre et éducation »	**USJPB**	**ULSHB, ESJSC, INJS**
4. Formation des membres du REFUE-MA sur le genre et le leadership féminin	**USJPB**	**ULSHB, ESJSC, INJS**
5. Formation des membres du CCG-IU en technique de plaidoyer et de lobbying	**USJPB**	**ULSHB, ESJSC, INJS**
Résultat II. Information-Communication et Sensibilisation sur le Genre. Président: US collaborateurs : USTTB, IPR/IFRA, ESJSC, INFSS, CFP-STAT		
1. Organisation des séances d'information des étudiant/es sur le genre, le VIH/SIDA, les VBG, et les ODD	**US**	**USTTB, IPR/IFRA, ESJSC INFSS, CFP-STAT**
2. Mise en place d'un tableau de bord « genre » pour les IES et le MESRS à partir du SIGE Cocktail	**US**	**USTTB, IPR/IFRA, ESJSC INFSS, CFP-STAT**

III. Conclusion :

La mise en œuvre de la feuille de route n'a pas été réalisée par manque de financement. Toutefois, cet outil demeure un moyen pour diminuer l'inégalité dans le sous-secteur de l'Enseignement Supérieur et de la recherche.

MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME, ET DES DROITS DE L'HOMME

Les enjeux-genre

Le Programme Décennal de Développement de la Justice PRODEJ (2000-2009), le Plan opérationnel (2010-2014) et le PU-RSJ-MOA (Programme d'urgence pour le Renforcement du Service Public de la Justice dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord de Paix issu du processus d'Alger 2015-2018) marquent la volonté des pouvoirs publics d'inscrire les réformes de la Justice sous le prisme d'une approche programmatique avec le concours des partenaires techniques et financiers.

Des défis dans la promotion et la protection des droits de l'homme et du genre en général et la promotion de l'égalité homme femme en particulier ont été lancés par la Justice pour appuyer la Politique Nationale Genre adoptée en 2011.

Les questions des droits de l'homme et du genre constituent une des priorités et pour cela, il a en été consacré une activité dans le programme 1.009 concernant l'Administration Générale.

Sous l'impulsion du Président de la République, le redressement de la justice est devenu le socle sur lequel le nouvel Etat du Mali se bâtira.

La reforme systémique de la justice ainsi prônée a engendré le contrat de transparence entre les membres de la famille judiciaire et les autres acteurs de la société dans le but de faciliter la saine distribution de la justice au bénéfice du peuple, la promotion du droit d'accès à la justice des femmes et des hommes et le respect des engagements pour une justice performante, crédible, responsable et indépendante.

Par ailleurs, à l'analyse du genre et l'égalité homme femme démontre un déséquilibre assez important quant à la représentativité entre les hommes et les femmes dans les corps de métier de la justice. Le nombre de femmes diminue en allant vers les échelons supérieurs : Par exemple les femmes représentaient seulement 7.5% de l'effectif total des magistrats. Elles ne représentent 10.7% des effectifs des ordres professionnels. Par contre, elles sont plus nombreuses dans les échelons inférieurs où elles représentent 80,05% des auxiliaires de justice.

Répartition des magistrats en 2018 :

Structure	Homme		Femme		Total
	Nombre	%	Nombre	%	
Magistrats	494	92,5%	60	7,5%	**554**

Source : CPS Justice Rapport annuel-2018

Effectifs des ordres professionnels du secteur de la justice en 2018 :

Corps professionnels	Homme		Femme		Total
	Nombre	%	Nombre	%	
Avocats	300	92.02%	26	7.98%	**326**
Notaires	24	68.57%	11	31,43%	**35**
Huissiers/Commissaires	**96**	90.56%	**10**	9.44%	**106**
Total Général	**420**	**89.93%**	**47**	**10.07%**	**467**

Source : CPS Justice Rapport annuel-2018

Répartition des auxiliaires de justice :

Auxiliaires de justice	Homme		Femme		Total
	Nombre	%	Nombre	%	
Greffiers en Chef	29	30.52%	66	69,48%	**95**
Greffiers	53	22.64%	181	77,36%	**234**
Secrétaires des greffes et parquets	12	8.45%	130	91,55%	**142**
Total Général	**94**	**19.95%**	**377**	**80,05%**	**471**

Source : CPS Justice Rapport annuel- 2018

2. Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre

a. Mesures spécifiques réalisées

Afin de remédier à ces déséquilibres accrus au niveau des effectifs de personnel juridique et judiciaire et de corriger les disparités d'accès aux services publics et privés de la justice, des politiques, programmes et orientations ont été initiés par le Ministère de la Justice et leur mise en œuvre a démarré.

En septembre 2008, la politique d'Egalité Femme-Homme du Ministère de la Justice fut adoptée. Cette politique est axée sur l'égalité en droit et dans les faits pour les femmes et les hommes et sur l'égalité entre les femmes et les hommes aux postes et professions du système judiciaire. Elle est assortie d'un Plan d'actions et la mise en place d'un Comité Aviseur Genre dont une des missions est de promouvoir l'égalité entre hommes et femmes au sein de l'appareil judiciaire.

Par ailleurs, avec l'adoption en 2011 de la Politique Nationale Genre, le département de la justice à l'instar des autres départements a créé un point focal genre avant la création d'un comité sectoriel d'institutionnalisation de la politique nationale genre, chargé de la mise en œuvre de ladite politique et de la promotion de l'égalité et l'équité entre les hommes et les femmes.

Quant à la promotion du genre, les actions ont surtout concerné le milieu carcéral par la systématisation des quartiers séparés hommes/femmes/enfants, d'une part et l'amélioration des conditions de vie des femmes en milieu carcéral avec la distribution des « kits de dignité », toutes ces actions sont le fruit du partenariat avec la Munisma avec son projet « Prison Mandela ».

Quelques activités ont été réalisées :

- dans le cadre de la promotion et la protection des droits humains, le projet de politique nationale en matière de droits de l'Homme a été adapté au contexte actuel ;
- l'amélioration de l'accessibilité à la justice s'est traduite surtout par la mise en œuvre d'un système de communication et l'opérationnalité des Bureaux de l'Assistance Judiciaire;
- concernant l'amélioration de la prise en charge des violences basées sur le genre, le Fonds d'appui à la société civile en matière d'accès à la justice et aux droits de la personne a été lancé ;
- l'amélioration des conditions de détention avec la généralisation des quartiers ou cellules séparé(e)s.
- le renforcement de capacité en genre et violences basées sur le genre des certains acteurs de la chaine pénale avec l'appui des partenaires tels que le MJP.

b. <u>Evaluation des activités genre de 2018</u>

Le Ministère de la Justice a réalisé très peu d'activités relatives au Genre durant la période 2017-2018 dû à l'insuffisance des ressources. Il faut cependant souligner que le département a beaucoup participé aux activités genre des autres départements ministériels et institutions.

En matière de la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles, le ministère de la Justice est partie prenante du Spotlight, un programme du Systèmes des Nations Unies Co-piloté par le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale.

De même, dans le cadre de la lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits, le ministère de la Justice a participé à l'élaboration du Communiqué Conjoint signé entre le Gouvernement du Mali et le Système des Nations.

Les activités genre-sensibles sont timides au sein du Département.

En 2018, des actions significatives menées dans ce sens, concernant la promotion et la protection des droits humains et du genre sont les suivantes :

- Participation à la réalisation des études sur le renforcement de la justice pénale au Mali et sur la réforme judiciaire et pénitentiaire. DNJS

S'agissant de l'opérationnalisation de la Politique Nationale d'Accessibilité à la Justice et observance des textes relatifs à la médiation civile et pénale, des efforts ont été consentis dans la mise en œuvre :

- une lettre circulaire du Ministre de la Justice a été envoyée à l'ensemble des premiers présidents des Cours d'Appel pour la désignation des médiateurs pénaux auprès de l'ensemble des juridictions de droit commun ;
- deux guides sur les procédures judiciaires et sur la protection de la femme et de l'enfant ont été élaborés et validés en 2017, la dissémination de ces guides a été effective en 2018. La traduction en cinq langues nationales (Bamanan, Foulfouldé, Tamasheq, Arabe et Sonrhaï) a été faite et la diffusion prévue en 2019 ;
- De même, dans le cadre du Programme d'Appui à la Justice au Mali (PAJM) financé par l'Union Européenne, un programme de mise en œuvre de bureaux d'assistance judiciaire a été élaboré et sera opérationnalisé dans l'ensemble du pays.

III - Planification et budgétisation des actions du genre

La Politique Nationale Genre sera mise en œuvre au Ministère de la Justice, Garde des Sceaux à travers deux programmes :

Programme 1 : Administration Générale-Coordination et Contrôle

Objectif 2: Renforcer la lutte contre la corruption, la drogue le terrorisme et la criminalité						
Indicateur de résultats	**Unité de mesure**	**Période**			**2018**	
		2015	**2016**	**2017**	**Prévision**	**Réalisation**
2.3. Pourcentage des acteurs de la justice formés dans les domaines de lutte contre la corruption, le terrorisme et la criminalité transnationale organisée.*)*	**%**	-	-	33	45	26,26

Objectif 3: Renforcer la promotion et la protection des droits humains et du genre							
Indicateur de résultats		**Unité de mesure**	**Période**			**2018**	
			2015	**2016**	**2017**	**Prévision**	**Réalisation**
3.1 Pourcentage des acteurs de justice formé en droits humains et/ou genre / Magistrats/**rapport d'activités CPS/SJ,.CNLTPA (traite des personnes)**	**Magistrats**	**%**	**-**	**-**	**-**	**50**	**10,79**
3.1 Pourcentage des acteurs de justice formé en droits humains et/ou genre / Auxiliaires de justice/**rapport d'activités CPS/SJ,.CNLTPA (traite des personnes)**	**Auxiliaires de justice**		-	-	-	80	28
3.1 Pourcentage des acteurs de justice formé en droits humains et/ou genre / Agents de la DNAPES/**rapport d'activités CPS/SJ.CNLTPA (traite des personnes)**	**Agents de la DNAPES**					70	40

<u>Programme I</u> : Administration Générale-Coordination et Contrôle

Objectifs	Libellé	Indicateurs					Activités 2018	
		Référence	Réalisation	Cibles				
		2017	2018	2018	2019	2020		
<u>Objectif N°2</u> : Renforcer la lutte contre la corruption, la drogue, le terrorisme et la criminalité transnationale organisée	**2.3.** Pourcentage des acteurs de la justice formés dans les domaines de lutte contre la corruption, le terrorisme et la criminalité transnationale organisée.	33%	26,26 %	45%	95%	98%	**2.3.1** Projet de poursuite de l'opérationnalisation du programme national intégré de lutte contre le trafic de drogue, le blanchissement des capitaux et la criminalité transnationale. **2.3.2** Projet de sensibilisation et formation des acteurs de la justice sur la traite des personnes et les pratiques assimilées	
<u>Objectif</u> 3. Renforcer la promotion des droits humains et du genre	3.1 Pourcentage des acteurs de justice formé en droits humains et/ou genre / Magistrats/rapport d'activités CPS/SJ,.CNLTPA (traite des personnes***)***	0	51		45	50	50	**3.1.1** Projet de sensibilisation du personnel judiciaire et administratif sur les questions de droits humains et de
		0	23		40	80	80	**3.1.1** Projet de sensibilisation du personnel judiciaire et administratif sur les questions de droits humains et de

Objectifs	Libellé	Indicateurs					Activités 2018	
		Référence	Réalisation	Cibles				
		2017	2018	2018	2019	2020		
<u>Objectif N°2</u> : Renforcer la lutte contre la corruption, la drogue, le terrorisme et la criminalité transnationale organisée	**2.3.** Pourcentage des acteurs de la justice formés dans les domaines de lutte contre la corruption, le terrorisme et la criminalité transnationale organisée.	33%	26,26 %	45%	95%	98%	**2.3.1** Projet de poursuite de l'opérationnalisation du programme national intégré de lutte contre le trafic de drogue, le blanchissement des capitaux et la criminalité transnationale. **2.3.2** Projet de sensibilisation et formation des acteurs de la justice sur la traite des personnes et les pratiques assimilées	
		0	272		70	70	100	**3.1.1** Projet de sensibilisation du personnel judiciaire et administratif sur les questions de droits humains et de

<u>Analyse de la situation</u> :

L'unique activité menée et financé par le budget national a été le renforcement de capacité en genre et violences basées sur le genre du personnel d'appui du ministère de la Justice. Cependant d'autres activités ont été menées grâce à l'appui des partenaires techniques et financiers (MJP) :

- renforcement de capacité en genre et violences basées sur le genre des auditeurs de justice ;
- formation en genre et violences basées sur le genre des magistrats.

- formation sur la traite des personnes et pratiques assimilées d'officiers et d'agents de la police Judiciaire ;
- visites d'étude à l'extérieur dans le cadre de la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Système des Nations Unies, financé par Onu-Femmes.

A l'analyse que la situation, nous constatons que toutes les activités menées dans le cadre du genre au niveau du secteur de la Justice ont été financées par les partenaires. Les ressources nationales allouées pour le genre au Ministère de la Justice ne permettent pas d'avoir les résultats escomptés dans la promotion du genre et la lutte contre les Violence Basées sur le Genre, ce dernier dont l'ampleur prend de nos jours une proportion inquiétante.

Avec l'adoption de la Politique Nationale Genre, les comités sectoriels doivent déjà être opérationnels, tel n'est pas le cas au niveau du secteur de la Justice, d'où les difficultés dans la mise en œuvre du plan d'actions de la Politique Nationale Genre.

MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE

Le Ministère de l'Elevage et de la pêche prépare et met en œuvre la Politique Nationale dans le domaine de l'Elevage et de la Pêche. A ce titre l'objectif visé par le département est l'amélioration des revenus des producteurs/trices par le développement des productions animales et halieutiques.

Le cheptel malien est l'un des plus importants de la sous-région. Il est majoritairement composé de bovins avec plus de 9 millions de têtes, d'ovins-caprins avec plus de 25 millions de têtes et près d'un million de dromadaires (DNPIA, 2011).

Les sous-secteurs de l'élevage et de la pêche contribuent de manière significative à l'accroissement du PIB, à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations et à la création d'emplois.

Le faible statut social des femmes et le déficit de soutien à leurs besoins et intérêts spécifiques a grandement limité leur capacité à pouvoir sortir de la pauvreté et a entraîné des pertes de gains de productivité dans les économies locales.

1- Les enjeux- genre :

Le département de l'élevage et de la pêche est confronté à un certain nombre de défis en matière du genre parmi lesquels on peut citer :

- l'insuffisance dans le renforcement de capacités institutionnelles en genre du Ministère de l'Elevage et de la Pêche (mise en place d'une cellule genre au niveau du département);
- la forte vulnérabilité des femmes et des jeunes face aux aléas climatiques et aux crises sociale ; l'insécurité dans les régions du centre et du nord affectant les activités d'élevage et de la pêche, principales sources de revenus des femmes de ces localités ;
- le faible accès des femmes à la terre et aux intrants subventionnés;
- l'insuffisance d'implication des femmes dans les activités d'élevage surtout des bovins ;
- l'insuffisance dans la prise en compte des besoins des groupes vulnérables (femmes/ jeunes) lors de la réalisation et la gestion des infrastructures pastorales ;
- le faible niveau d'alphabétisation des femmes évoluant dans le domaine de l'élevage et de la pêche ;
- la maîtrise insuffisante des problèmes environnementaux (mauvaise utilisation des cours d'eau et pâturages, insalubrité) engendra la dégradation du cadre de vie ;
- les difficultés d'encadrement et de suivi, l'insuffisance du système d'appui conseil des femmes au niveau local due au manque de moyens matériels, financiers et humains.

2- Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre :

Le Ministère de l'élevage et de la pêche à travers ses services déconcentrés, ses projets et programmes met en œuvre plusieurs stratégies de réduction des inégalités liées au genre.

Les mesures spécifiques :

Les structures centrales/services rattachés et leurs démembrements au niveau régional et local réalisent des activités de renforcement des capacités des groupes vulnérables (femmes et les jeunes) pour réduire les inégalités liées au genre à travers :

- les formations dans les différents domaines de l'élevage et de la pêche,
- les dotations en équipements et intrants d'élevage et de la pêche ;
- la réalisation des infrastructures d'élevage et de pêche en prenant en compte les besoins spécifiques des femmes et des jeunes.

Les projets /programmes du département procèdent à l'intégration de la dimension genre depuis la conception en précisant le pourcentage de jeunes et de femmes à atteindre pendant la mise en œuvre du projet/programme.

Comme exemple on peut citer le Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel–Mali (PRAPS-Mali).

Point sur les activités réalisées en 2018

Structures/projets /programmes	Activités réalisées en 2018	Nombre de Femmes bénéficiaires
Direction Nationale des productions et industries Animales (DNPIA)	**Appui à la résilience des couches vulnérables** La distribution gratuite de noyaux de caprins (567) aux éleveurs des cercles de Mopti, Douentza, Djenné et Bandiagara	56
	Subvention Intrants d'élevage La subvention des intrants d'élevage a concerné 1 961 bénéficiaires dont **16%** femmes pour **82 836,32 tonnes** d'aliment.	313
	Formation continue La formation d'une (01) femme en Master Professionnel en Pastoralisme au centre AGRHYMET	1
	Renforcement de capacités L'acquisition de 15 tonnes de semences fourragères, 50 faux et 25 botteleuses démontables	03 groupements de femmes
	La sensibilisation/formation sur (valorisation des résidus de récoltes, techniques de rationnement, conduite du troupeau, transformation du lait et gestion de laiterie) ;	514
	La formation de 25 groupements autour de 03 centres de collecte de lait à Sikasso, Kona et Bankass	71
Direction Nationale de la Pêche(DNP)	La formation de 5 groupements féminins en technique de transformation et de conservation du poisson par OXFAM GB	200
	L'appui des OP de femmes transformatrices de poisson en fours, séchoirs et fonds de roulement. Par le PRRE/ SOS - Sahel	190
	L'installation de 805 bénéficiaires dont 20 pour cent de femmes et de jeunes sur les 199 étangs. L'empoissonnement des 199 étangs aménagés et des emprunts de San avec 402 788 alevins ainsi que la fourniture et le transport de 85 tonnes d'aliment poisson soit Pour une valeur de 97 339 266 FCFA dans le cadre du PQAA.	161
	La réalisation de 8 enclos pour une superficie 160 m^2 Par JEGE NI JABA dans la région de Mopti et l'acquisition de matériels de conservation de poisson par les mareyeuses de Bamako	100
	La Dotation de 120 ménages vulnérables de pêcheurs et pisciculteurs en équipements de pêche et de pisciculture	60
	La formation de femmes sur la pisciculture, le marketing et leur dotation en four Chorkor, le gilet de sauvetage par ONUFEMMES	300
Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel Mali (PRAPS –Mali)	Le recrutement d'une experte genre au sein du projet	1
	L'élaboration, la validation et la mise en œuvre d'un plan d'action genre	
	La mise en place d'un noyau de 20 animatrices genre au sein des structures partenaires d'exécution du PRAPS-Mali dans les 10 régions pour booster la prise en compte du genre au sein de ces structures	20
	L'identification de 31 AGR au profit femmes	115

	Dotation en **23** Kits d'embouche de petits ruminants ; **7** Kits de transformations de lait ; **1** kits d'aviculture villageoise pour 23 groupements féminines et 8 porteurs individuels.	
	La formation des membres de 25 groupements féminins bénéficiaires sur l'utilisation, la gestion durable des kits, l'hygiène de la traite manuelle et de transformation du lait local avant et après la mise en place des équipements.	108
	Accompagnement des OP des femmes pour leur participation aux différentes foires pastorale :	1130
	Formation de 11 étudiants en médecine vétérinaires à Dakar.	6
	Positionnement des femmes/jeunes dans les Comités de gestion et l'accès aux aménagements et infrastructures pastoraux.	
	Formation sur l'organisation et la structuration des organisations de femmes pasteurs et partenaires du PRAPS sur les normes OHADA	80

Le PRAPS-Mali a été conçu de sorte à intégrer les questions et besoins particuliers des femmes et des jeunes dans ses activités afin de leur accorder une attention suffisante. Il vise à toucher 132 000 femmes /jeunes d'ici 2021 sur les 440 000 bénéficiaires

Ce projet a mis en place une stratégie genre en 2016 qui s'inscrive dans la PNG et contribue à lever les défis du genre dans le domaine du pastoralisme. Cette stratégie s'articule autour des axes prioritaires suivants:

- ✓ Intégration du genre dans l'ensemble des textes du PRAPS-Mali,
- ✓ Renforcement des capacités en genre,
- ✓ Renforcement des initiatives impliquant les femmes à la base,
- ✓ Participation des femmes dans les activités du PRAPS-ML

Point sur les activités réalisées en 2018

Panification et budgétisation des actions genre pour 2019-2020

Structures	Activités programmées	Montant en milliers de FCFA	
	Objectif : Promouvoir par des pratiques durables, les filières de productions animales.	**2019**	**2020**
DNPIA	Formation de 2500 producteurs dont 200 femmes sur divers thèmes	10 901	11 228
	Appui au Projet de développement et de valorisation de la production laitière au Mali (PRODEVALAIT)	190 000	195 700
	Appui à l'amélioration de l'aviculture traditionnelle (dotation de 300 femmes et jeunes en unité wassachiè et intrants et construction de poulaillers améliorés)	280 000	288 400
	Installation de 140 Femmes/ jeunes pour la production de poulets de chair	242 500	249 775
	Installation de 100 Femmes/ jeunes pour la production d'œufs de consommation	190 000	195 700
DNP	**Objectif : Promotion des filières de production halieutiques et aquacoles et renforcement de capacités des intervenants (au moins 15% des cibles seront des femmes).**		
	Approvisionnement en glace de conservation pour les producteurs/trices (agence central poisson de Bamako)	47 500	48 925
	Appui à l'installation et à l'organisation des producteurs/trices	9 500	9 785
	Appui conseil pour le stockage et conservation du poisson frais	9 500	9 785
	Construction marché moderne poisson pour les mareyeuses	332 500	342 475
	Diffusion des techniques de pisciculture	190 000	195 700
	Diffusion des techniques de conservation et de transformation du poisson.	237 500	244 625

MINISTERE DE LA CULTURE

La culture est un secteur d'activités à part entière, qui a ses acteurs spécialisés et ses besoins spécifiques, mais aussi une matière transversale par excellence, qui entretient des liens avec tous les autres domaines de politique sectorielle. C'est également un secteur dont la vitalité ne dépend pas seulement des pouvoirs publics mais aussi et surtout du dynamisme de ses acteurs indépendants et de l'engagement de toutes les forces vives de la société en sa faveur.

Le présent rapport qui constitue la contribution du secteur culture dans la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre du Mali décrit les enjeux du genre dans le secteur de la culture, les mesures et ou les stratégies spécifiques qui ciblent les questions genre dans le département, l'évaluation des activités qui ont concerné la réduction des inégalités en 2018 et la planification et budgétisation des actions genre en 2020.

1-Les Enjeux-Genre

L'égalité des genres est une priorité pour le Ministère de la Culture dans les domaines de la conservation du patrimoine, de la création artistique et culturelle. L'égalité entre les femmes et les hommes dans la participation, l'accès et la contribution à la vie culturelle, relève autant des droits de l'Homme que des droits culturels, et elle est également une dimension importante pour garantir la liberté d'expression pour tous.

Les enjeux majeurs sont :

- l'intégration de la dimension genre à tous les projets et programmes du département ;
- l'inscription dans les plans d'actions, des activités spécifiques en lien avec le genre dans les structures du département ;
- la sensibilisation pour l'égalité des droits, les responsabilités et opportunités pour les femmes et les hommes, filles et garçons dans le domaine de conservation du patrimoine et de la création artistique et culturelle ;
- la contribution et la participation des femmes de façon égale au théâtre, au cinéma, aux arts, à la musique et au patrimoine ;
- le développement d'industries culturelles nationales ;
- l'accès et la participation à une vie culturelle libre et active ;
- le développement du dialogue interculturel à l'échelle nationale et internationale

2-Les Stratégies de réduction des inégalités liées au genre

Les mesures spécifiques :

- améliorer la circulation et le partage de l'information liée au genre ;
- assurer la protection juridique et sociale des artistes et travailleurs culturels ;

- développer tous les métiers d'art pratiqués au Mali ;
- soutenir le développement de l'emploi culturel ;
- assurer la reconnaissance et l'exercice des droits culturels des femmes ;
- améliorer l'exercice des droits culturels de l'enfant ;
- assurer la promotion culturelle de la jeunesse et valoriser ses diverses expressions culturelles.

3- Evaluation des activités genre 2018

Le Ministère de la Culture, à travers la mise en œuvre de ses programmes, a réalisé certaines activités dans le sens de la réduction des inégalités sensibles au genre. Le programme 2.049 Promotion de la création artistique et littéraire a le plus contribué à obtenir des résultats. Les tableaux suivants montrent les caractéristiques de l'aspect genre dans le département.

Programme 2.049 : Promotion de la création artistique et littéraire

Objectif N°1 : Promouvoir les arts et les lettres

Indicateur N°1.2. Taux des acteurs appuyés

Activité N 1.2.1. Renforcement de capacités des acteurs dans les professions artistiques et littéraires.

En 2018, le département a appuyé 34 acteurs et associations culturels dont 11 sont soient des acteurs féminins ou des associations féminines à coût de 18 millions

Objectif N°4 Améliorer la fréquentation des infrastructures culturelles

Indicateur N°2: Taux de réalisation des activités culturelles organisées au niveau des infrastructures

Activité 4.2.8 Parcours pédagogique

Cette activité a pour objectif de sensibiliser et informer les plus jeunes sur les potentialités et les menaces qui planent sur le continent africain. Elle a vu la participation de 240 jeunes enfants des écoles fondamentales des régions de Koulikoro, de Ségou et du District de Bamako ; Il s'agit de mettre en compétition des enfants pour éveiller leur conscience sur le continent.

Objectif N° 6: Assurer la formation des techniciens des arts et de la culture.

Indicateur N°6.2 .Taux de réalisation des activités de formation

Activité N°6.1.2. Renforcement des capacités pédagogiques de l'INA

Tableau 1: Artistes et intellectuels reçus à BlonBa pour des spectacles, des débats ou des résidences de créations en 2018

Unité : Nombre

Artistes et intellectuels	Effectif		
	Homme	Femme	Total
Musique	5	8	**13**
Théâtre	5	1	**6**
Cinéma	1	1	**2**
Danse	0	3	**3**
Festival accueilli	2	2	**4**
Total	**13**	**15**	**28**

Source : BlonBa, rapport d'activités 2018

Tableau 2: Étudiants par section et par sexe du Conservatoire des Arts et Métiers Multimédia –Balla Fasséké Kouyaté, 2017-2018

Unité : Nombre

Sexe / Sections	Garçon	Fille	Total
Arts plastiques	37	3	**40**
Danse	10	15	**25**
Multimédia	34	16	**50**
Musique	31	7	**38**
Théâtre	17	21	**38**
Design	4	8	**12**
Total	**133**	**70**	**203**

Source : CAMM-BFK, rapport CA 2017-2018

Tableau 3: Professeurs par nationalité et par sexe du Conservatoire des Arts et Métiers Multimédia –Balla Fasséké KOUYATE, 2017-2018

Statut	Maliens			Étrangers		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Professeurs	45	6	**51**	1	1	**2**
Total	**56**	**15**	**71**	**1**	**1**	**2**

Unité : Nombre *Source : CAMM-BFK, rapport CA 2017-2018*

Tableau 4: Récapitulatif des étudiants de l'Institut National des Arts par section et sexe.

Unité : Nombre

Année / Sections	2017-2018		
	Garçon	Fille	Total
Animation Socioculturelle	63	83	**146**
Art Dramatique	23	31	**54**
Arts Plastiques	56	18	**74**
Métiers d'Art	115	62	**177**
Musique	65	24	**89**
Total	**322**	**218**	**540**

Source : INA, rapport d'activités 2017-2018

Tableau 5: Personnel de l'Institut National des Arts par statut et par sexe en 2018 Unité : Nombre

Statut \ Sexe	Homme	Femme	Total
Administration	8	4	**12**
Professeurs permanents	23	3	**26**
Professeurs contractuels	0	0	**0**
Professeurs vacataires	35	5	**40**
Total	**66**	**12**	**78**

Source : INA, rapport d'activités 2016-2018

Tableau 5: Répartition mensuelle des lecteurs de la Bibliothèque Nationale par sexe en 2018 Unité : Nombre

Sexe / Mois	Homme	Femme	Total
Janvier	1494	78	**1 572**
Février	1551	111	**1 662**
mars	1675	71	**1 746**
Avril	1576	126	**1 702**
Mai	1724	107	**1 831**
Juin	1186	63	**1 249**
Juillet	1520	109	**1 629**
Août	1575	137	**1 712**
Septembre	1377	63	**1 440**
Octobre	1897	109	**2 006**
Novembre	1774	86	**1 860**
Décembre	1693	65	**1 758**
Total	**19 042**	**1 125**	**20 167**

Source : Direction Nationale des Bibliothèques et de la Documentation (DNBD),

3- Planification et budgétisation des actions genre pour 2020

En 2020, le département de la culture ambitionne de rendre encore visible les questions relatives à la réduction des inégalités dans la mise en œuvre des activités des différents programmes.

MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME

1_ Les Enjeux-Genre

Ils portent sur les points suivants :

- Appui dans le cadre du programme de renforcement des capacités des femmes actrices du secteur de l'Artisanat et du Tourisme ;
- Accroissement du taux de participation des femmes artisanes aux manifestations commerciale et promotionnelle de l'Artisanat et du Tourisme ;
- Renforcement des capacités des femmes dans le domaine du textile ;
- Développement de l'esprit d'initiative et d'entrepreneuriat féminin dans le domaine de l'Artisanat et du Tourisme ;
- Valorisation de la fonction et l'emploi des femmes.

2_ Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre

Le Secteur de l'Artisanat et du Tourisme du Mali se conjugue avec son histoire et sa géographie humaine et demeure, en nombre important, marqué par la contribution active des femmes. A cet effet, le département appuie le secteur à travers :

- Le projet : « Appui au Relèvement Economique et à la Cohésion Sociale des Femmes Transformatrices de cuirs et peaux : les Femmes Artisanes de la paix dans les régions du nord ». les activités spécifiques qui sont menées sont les suivantes :
  - Formation des femmes des groupements en techniques de tannage ;
  - Formation des femmes des groupements en techniques modernes de production ;
  - Formation des groupements de femmes en de gestion et marketing
  - Dotation en kits d'équipements et matériels ;
  - Appui à la commercialisation ;
  - Formation des membres des groupements sur le genre et les violences basées sur le genre (VBG) sur l'accord pour la paix, la résolution 1325 et sur le plan d'action National (PAN 1325)
- Le projet : « Renforcement des capacités des femmes dans le domaine du textile » à travers l'appui aux femmes de Kita dans le tissage et aux femmes de Sikasso dans le tissage et la teinture.
- Le projet : « Appui aux Femmes Opératrice Economiques du Mali à travers le Renforcement des Secteurs Productifs du Tourisme, de l'Artisanat, de l'Agroalimentaire et du Maraichage dans la région Touristique de Mopti. Le projet vise, notamment à renforcer les capacités et professionnaliser durablement les activités des femmes, opératrices

touristiques, dans les domaines de l'hôtellerie et de la restauration et mettre en adéquation les prestations touristiques proposées par les femmes et les attentes des visiteurs ; développer la chaine locale d'approvisionnement des établissements touristiques en produits frais et transformés par les femmes.

Evaluation des activités genre 2018

PROGRAMME II :

Promotion du secteur de l'Artisanat

Objectif 2 : Accroitre la productivité et la compétitivité des entreprises artisanales			
Indicateurs	Unité de mesure	2018	
		Prévision	Réalisations
2.1 Taux de mise en œuvre du programme de renforcement des capacités des acteurs du secteur de l'artisanat	%	100	75
Proportion des femmes pour l'indicateur 2.1	Appui de 10 Associations et Groupements des femmes Artisanes dans le cadre de réalisation de leur programme d'activités ; Formation de 200 femmes artisanes en techniques de Tannage, en techniques modernes de production, en Gestion et Marketing, sur le genre et les violences basés sur le genre, sur l'accord pour la paix, la résolution 1325 ; l'Appui à la commercialisation de 200 femmes Artisanes		
Objectif 3 : Assurer la promotion commerciale des produits artisanaux			
Indicateurs	Unité de mesure	2018	
		Prévision	Réalisations
3.1 Taux de participation aux manifestations commerciales et promotionnelles de l'artisanat	%	100	100
Proportion des femmes pour l'indicateur 3.1	Dans le cadre de salons et foires pour la commercialisation et la promotion de l'artisanat la participation des femmes s'élève à 47%		
Objectif 5 : Développer le secteur de l'artisanat textile			
Indicateurs	Unité de mesure	2018	
		Prévision	Réalisations
5.1 Taux de mise en œuvre des programmes de renforcement des capacités des acteurs de l'Artisanat Textile.	%	100	100
Proportion des femmes pour l'indicateur 5.1	Cinq (05) femmes en préparation tissage au centre Dakan de Kita et 16 en préparation de tissage et teinture chimique de fil à Sikasso.		

PROGRAMME III :

Promotion du secteur du Tourisme

Objectif 5 : renforcer les capacités des acteurs intervenant dans le domaine du tourisme			
Indicateurs	Unité de mesure	2018	
		Prévision	Réalisations
5.1 Taux de réalisation des sessions de formations sur le secteur du tourisme	%	100	100
Proportion des femmes pour l'indicateur 5.1	Formation en hygiène et sécurité dans la restauration collective de dix (10) opératrices et agent de l'Administration.		
5.2 Taux de réalisation de voyages d'études.	%	100	100
Proportion des femmes pour l'indicateur 5.2	Sur deux (02) agents programmés, une (01) femme a effectué un voyage d'étude au Mozambique.		

MINISTERE DE LA COMMUNICATION

1- ***Les Enjeux genre***

L'inégalité persistante entre hommes et femmes dans les domaines de la communication, de l'information et des nouvelles technologies diminue relativement grâce aux efforts entrepris dans le secteur.

La progression favorable des indicateurs que ce soit pour l'accès à la radio, à la télévision, au téléphone et à l'internet, améliore l'image de la femme dans les médias. Des avancées sont notées dans le domaine de l'information et de l'animation qui donne une image de femme élégante et moderne, impliquée dans sa profession, engagée, compétente, égale à ses collègues masculins.

Aussi, dans le domaine de la publicité et les sketchs les clichés montrant une image négative de la femme s'améliorent, ils montrent de plus en plus les femmes au centre de la décision, participatives, entreprenantes et impliquées.

La modernisation économique et sociale du Mali, à laquelle les femmes prennent une part importante, passera par l'amélioration de l'accès à Internet, un accès encadré des femmes à Internet permet de réelles perspectives d'apprentissage, et d'accès à un nombre particulièrement important de documents pédagogiques.

La répartition des effectifs de la fonction publique d'Etat selon le statut, la catégorie et le sexe du Ministère de la Communication en 2018.

Catégorie	Masculin		Féminin		Total
	Effectif	Pourcentage %	Effectif	Pourcentage %	
Fonctionnaire					
A	17	80,95	4	19,05	21
B2	5	71, 43	2	28, 57	7
B1	0	0	3	100	3
C	1	33,33	2	66,67	3
Contractuel	13	68,42	6	31,58	19
Total	36	67,93	17	32,07	53

2- ***Les stratégies de réduction des inégalités liées au genre***

- La vision sectorielle à long terme est d'accélérer le processus de développement par une utilisation accrue des TIC, grâce à un accès universel aux technologies de l'information et de la communication de qualité.

- L'objectif stratégique consiste à étendre et améliorer la qualité des infrastructures et services de communication et à assurer l'accessibilité de tout citoyen à un moyen de communication à moindre coût les principaux acteurs sont : l'Administration, les PTF, les usagers des infrastructures et moyens de communication existants, les journaux et radios privés, les syndicats et les ONG (Organisations Non Gouvernementales).

Les Partenaires Techniques évoluant dans les TIC sont la Banque Africaine de Développement (BAD) et l'Agence Française de Développement (AFD) avec le projet « Techno ». La Loi sur la Publicité adoptée et sa mise en œuvre entamée pour lutter efficacement contre les clichés dépassés, réducteurs et dégradants qui véhiculent une image négative des femmes.

3- ***Les mesures spécifiques***

a. Les réalisations majeures enregistrées au cours de l'année 2018 ont porté sur la poursuite du désenclavement intérieur et extérieur grâce à des infrastructures et services de communication dans le but d'assurer l'accessibilité de tout citoyen à un moyen de communication à moindre coût.

b. Un cadre juridique propice à la promotion des services privés de communication audiovisuelle est mis en place grâce au vote de la loi relative aux services privés de communication audiovisuelle et ses décrets d'application, l'adoption par l'Assemblée Nationale de la loi sur la publicité.

c. L'année 2018 a aussi été marquée par la poursuite de la connexion à l'Internet des communes et des écoles du Mali réalisées par l'AGETIC la promotion de l'information et de la communication assurée grâce à l'extension de la couverture TV/FM du territoire national et à la réalisation et la diffusion des paquets pédagogiques par l'ANCD.

d. La couverture du territoire national en télévision et en radio a été assurée par l'ORTM.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS :

Une analyse globale révèle que le deuxième plan d'actions 2016-2018 de la Politique Nationale Genre n'a pas connu une mise en œuvre satisfaisante.

Par ailleurs, la démarche de la planification et de la budgétisation sensible au genre est sujette à un certain nombre de difficultés qui sont : (i) la non opérationnalisation du comité de la Politique Nationale Genre, (ii) l'insuffisance des données sexo-spécifiques, (iii) le faible niveau d'appropriation du concept genre.

Les principaux défis résident dans le renforcement des capacités techniques et de l'engagement politique des décideurs. Le manque de formation en genre des acteurs, toutes catégories confondues, contribue à une inertie institutionnelle.

Au regard de ces difficultés, afin de mieux cerner la bonne mise en œuvre de la PNG, il s'avère indispensable :

- d'opérationnaliser le comité de suivi de la Politique Nationale Genre,
- d'organiser des séances de formation sur l'Indice de Développement des Inégalités des Sexes en Afrique (IDISA) à l'endroit des ministères sectoriels;
- de former les membres du comité suivi de la Politique Nationale Genre en matière de Budgétisation sensible au Genre et dans la collecte et le traitement des données sexo-spécifiques ;
- définir une stratégie appropriée pour une meilleure prise en compte des questions genre au sein de l'administration publique.

ETAT W

ANNEXE SUR LES RISQUES BUDGETAIRES

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Direction Générale du Budget

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

Déclaration sur les risques budgétaires pour l'exercice 2020

Dans le cadre de la préparation de la loi de finances 2020, le Gouvernement s'est appliqué pour la première fois à identifier et quantifier les principaux risques pesant sur les finances publiques afin de mieux les prévenir et d'en maîtriser l'impact potentiel.

Cette démarche vise à éclairer les risques liés à la gestion des finances publiques. Elle vient ainsi renforcer la transparence et la sincérité budgétaire qui s'attache à la construction du cadrage économique et budgétaire.

La présente annexe, qui en présente les principales conclusions, est purement informative et n'a aucune incidence sur les dotations inscrites dans la loi de finances. En effet, les risques budgétaires résultent de facteurs plus ou moins prévisibles pouvant entraîner un écart entre les résultats et les prévisions budgétaires.

Les risques sont analysés par rapport à quatre (04) axes, à savoir :

1. **l'exposition de l'Etat aux passifs du secteur public non financier ;**
2. **l'exposition de l'Etat au secteur financier ;**
3. **les catastrophes naturelles ;**
4. **les chocs macroéconomiques extérieurs**.

Matrice des risques pour 2020

Identification des Risques	Probabilité (%)	Impact (% du PIB)
Risque 1: Exposition de l'Etat aux passifs du secteur public non financier		
Les équilibres financiers de certaines entreprises publiques sont fragiles. L'Etat est susceptible de subventionner, voire de recapitaliser certaines entreprises.	8	2,3
Risque 2 : Exposition de l'Etat au secteur financier		
Le secteur financier est très concentré ce qui le rend fragile. Plusieurs Institutions de crédits de micro finances ou d'assurance sociales pourraient nécessiter des apurements de passifs, des recapitalisations et/ou une garantie des dépôts des épargnants par l'Etat.	24%	2,7
Risque 3 : Catastrophes naturelles		
Les principaux risques sont la sècheresse, les inondations et les risques d'invasion acridienne, qui affectent directement le secteur agricole, lequel représente environ un tiers du PIB	80%	0,2
Risques 4: Les chocs macroéconomiques extérieurs		
Le pays est exposé à la variation des cours mondiaux des principales matières premières exportées (coton, or) et importées (hydrocarbures	7%	4,2

Bamako le 1er septembre 2019

ETAT X

ANNEXE PORTANT SUR LE PLAN DE MESURE D'URGENCE BUDGETAIRE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Direction Générale du Budget

Sous Direction Préparation et Suivi du Budget

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

ANNEXE AU BUDGET D'ETAT 2020 SUR LE PLAN DE MESURE D'URGENCE BUDGETAIRE

Le plan de mesure d'urgence budgétaire s'articule autour des aspects suivants : (i) la constitution de réserve budgétaire, (ii) la fixation de plafond des dépenses et (iii) les mesures de régulation.

1. CONSTITUTION DE RESERVE BUDGETAIRE

Dans le cadre de la gestion budgétaire pour 2020, un certain pourcentage des crédits budgétaires sera conservé en vue de pallier les effets d'éventuelles dégradations des hypothèses macroéconomiques, ayant servi de base à la prévision des recettes. A ce titre, une rétention de 5% a été effectuée sur les crédits de paiement des dépenses d'acquisition de biens et services, de transferts courants et d'investissements.

Toutefois sont exclus de cette réserve budgétaire les dépenses sur financements extérieurs, les crédits inscrits en dotation et les crédits inscrits dans les programmes des ministères en charge de l'éducation, de la santé, de la défense, de la sécurité et de la justice. L'exclusion des crédits pour ces ministères est liée à la sensibilité de leur secteur d'intervention et à l'existence des lois de programmation qui doivent être entièrement reflétées dans la loi de finances.

Ainsi, dans le budget d'Etat 2020, le montant de la réserve se chiffrera à 16,637 milliards de FCFA contre un montant de 10,070 milliards FCFA en 2019.

2. FIXATION DE PLAFOND DES DEPENSES

Dans le budget d'Etat, les dépenses prioritaires sont constituées de 90% des inscriptions en faveur des secteurs sociaux, notamment l'éducation et la santé, hors financement extérieur et dépenses de sécurité sociale. En cas de régulations budgétaires, le Gouvernement s'engage à maintenir ce seuil d'inscriptions afin d'y assurer la fourniture régulière des services.

Pour 2020, les crédits affectés aux dépenses prioritaires s'élèvent à 561,000 milliards de FCFA contre 505,800 milliards de FCFA dans le budget d'Etat rectifié 2019, soit une augmentation de 55,200 milliards de FCFA.

3. MESURES DE REGULATION

Les mesures de régulation sont définies à l'article 29 de la loi de finances pour 2020, qui est libellé comme suit *: « Le Ministre chargé des Finances est responsable de l'exécution de la présente loi de finances et du respect des équilibres budgétaire et financier définis par celle-ci. A ce titre, il dispose d'un pouvoir de régulation budgétaire qui lui permet, au cours de l'exécution du budget 2020 :*

- *d'annuler un crédit devenu sans objet;*
- *d'annuler un crédit pour prévenir une détérioration des équilibres budgétaire et financier.*

En outre, le Ministre chargé des Finances peut geler ou mettre en réserve les crédits pour subordonner leur utilisation par les ordonnateurs aux disponibilités de trésorerie de l'Etat. »

Bamako, le 1er septembre 2019

SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET D'ETAT AU 30 JUIN 2019

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

_____

SECRETARIAT GENERAL

_____

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

_____

RAPPORT SUR LA SITUATION D'EXÉCUTION PROVISOIRE DU BUDGET D'ÉTAT AU 30 JUIN 2019

Septembre 2019.

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

ABG	Appui Budgétaire Général
ABS	Appui Budgétaire Sectoriel
ACI	Agence de Cessions Immobilières
AE	Autorisation d'Engagement
AFD	Agence Française de Développement
APTM	Agence pour la Promotion Touristique au Mali
BAD	Banque Africaine de Développement
BMI	Brigades Mobiles d'Intervention
BSI	Budget Spécial d'Investissement
CMDT	Compagnie Malienne de Développement du Textile
CP	Crédit de Paiement
DGB	Direction Générale du Budget
DGD	Direction Générale des Douanes
DGI	Direction Générale des Impôts
DND	Direction Nationale des Domaines
DNPD	Direction Nationale de la Planification du Développement
DNTCP	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
EDM	Energie Du Mali
EMACI	Entrepôts du Mali en Côte d'Ivoire
EMAGUA	Entrepôts du Mali au Ghana
EMAGUI	Entrepôts du Mali en Guinée
EMATO	Entrepôts du Mali au Togo
FAFE	Fonds d'Appui à l'Autonomisation de la Femme et l'Epanouissement de l'Enfant
FAFPA	Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage
FAPFo	Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts
FAPFa	Fonds d'Aménagement et de Protection de la Faune
FAPRP	Fonds d'Appui pour la Promotion de la Recherche Pétrolière
FDD	Fonds de Développement Durable
FNAA	Fonds National d'Appui à l'Agriculture
FNDS	Fonds National pour le Développement de la Statistique
LOPM	Loi d'Orientation et de Programmation Militaire
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
N-SUKALA	Nouveau Complexe Sucrier du Kala Supérieur
OMH	Office Malien de l'Habitat
PDRM	Programme de Développement des Ressources Minérales
PIB	Produit Intérieur Brut
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
SA	Société Anonyme
SOMILO	Société des Mines d'Or de Loulo
SOGEM	Société de Gestion de l'Energie de Manantali
SOTELMA	Société des Télécommunications du Mali
TAV	Taxe Ad Valorem
TCI	Taxe Conjoncturelle à l'Importation
TDP	Taxe Dégressive de Protection
TIPP	Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine

I. INTRODUCTION

Contexte macroéconomique[1]

La préparation du présent rapport s'effectue dans un contexte marqué, au niveau international, par l'essoufflement progressif de la croissance économique mondiale depuis le deuxième semestre de 2018, après une accélération généralisée de la croissance cyclique durant deux ans. Ainsi, de 3,8% en 2017, le taux de croissance a fléchi à 3,6% en 2018 et devrait encore ralentir en 2019 à 3,2%.

Cette perte de vitesse se justifie, entre autres, par : ((i) l'escalade des tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis, (ii) l'incertitude persistante liée au *Brexit*, (iii) la montée des tensions géopolitiques et (iv) l'accumulation de facteurs de vulnérabilité financières.

Dans les pays avancés, la croissance devrait ralentir de 2,2% en 2018, à 1,9% en 2019. Ce repli est en partie imputable aux effets négatifs attendus des hausses des droits de douanes en 2018 et à l'amoindrissement des effets de la relance budgétaire d'envergure aux Etats-Unis. Dans ce groupe de pays, le ralentissement de la croissance mondiale et le recul de l'inflation hors alimentation et énergie ont ravivé les tensions désinflationnistes. Ainsi, les prix à la consommation devraient passer de 2,0% en 2018 à 1,6% en 2019.

Dans les pays émergents et en développement, l'activité économique devrait ralentir en 2019 (4,1 % contre 4,5% en 2018). Ce ralentissement ne se fera pas ressentir en Afrique subsaharienne où l'expansion se poursuivra à un rythme progressif, avec des taux de croissance estimés à 3,1% en 2018 et 3,4% en 2019. Les prix à la consommation devraient y demeurer stables à 4,8%.

Dans la zone UEMOA, le taux de croissance est projeté à 6,6%, en hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2018. Quant au niveau général des prix à la consommation, il devrait augmenter et s'établir à 1,8% contre 1,0% en 2018.

Au niveau national, les perspectives macroéconomiques s'annoncent plutôt favorables en 2019. Le taux de croissance, projeté à 5,0%, est en hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2018. La variation des prix à la consommation devrait, quant à elle, enregistrer une baisse, passant de 1,7% en 2018 à 0,4% en 2019.

Situation des finances publiques

En vue de surmonter les difficultés rencontrées en 2018 en matière de mobilisation de recettes et de remettre les finances publiques sur une trajectoire viable, des mesures de politiques budgétaires soutenables, visant à maintenir le solde global proche de l'équilibre, ont été programmées en 2019, dans la loi de finances initiale, puis dans le projet de loi de finances rectificative.

En effet, le dépôt sur le bureau de l'Assemblée nationale d'un projet de collectif budgétaire, vise à prendre en charge l'impact de nouvelles mesures budgétaires sur les grandes lignes de l'équilibre budgétaire et financier, en vue de ne pas les détériorer.

[1]Source : Perspectives de l'économie mondiale, avril 2019, Fonds Monétaire International.

Ainsi, le projet de loi de finances rectificative prévoit :

- un déficit global révisé (base ordonnancement dons inclus) de **- 2,5%**, contre **-3,0%** dans la loi de finances initiale ;
- un taux de pression fiscale révisé de **15,0%**, contre **15,6%** dans la loi de finances initiale ;
- un ratio de dépenses totales et prêts nets de **22,6%** du PIB, contre **22,7%** dans la loi de finances initiale.

En termes de priorités, les choix d'allocation budgétaire demeurent adossés aux axes du Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD 2019-2023).

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi n°2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux lois de finances, le projet de loi de finances rectificative de 2019 permettra de régulariser l'encaissement de ressources additionnelles d'un montant de **12,135 milliards de FCFA** au titre de l'exercice budgétaire 2019, autorisé par le Décret n°2019-0049/P-RM du 07 février 2019.

Concernant la situation d'exécution des prévisions budgétaires rectifiées, la situation provisoire au 30 juin 2019, fait ressortir un niveau de réalisation de ressources de **39,35%** par rapport à l'objectif annuel brut révisé, qui s'élèvent à **2 414,337 milliards de FCFA**, contre **2 401,455 milliards de FCFA** dans la loi de finances initiale, soit une légère augmentation de **0,54%**, imputable à l'augmentation des prévisions de recettes budgétaires. Ce taux d'exécution correspond à des ressources mobilisées d'un montant de **950,069 milliards de FCFA**, dont **869,372 milliards de FCFA** de recettes budgétaires et **80,667 milliards de FCFA** de ressources de trésorerie.

Quant aux charges, elles ont été exécutées à hauteur de **32,35%** par rapport aux prévisions annuelles révisées qui se chiffrent à **2 736,540 milliards de FCFA**, soit un montant cumulé de paiement de **885,265 milliards de FCFA**. Sur ce montant, **717,757 milliards de FCFA** représentent des dépenses budgétaires (dont **20,60%** de dépenses en capital) et, **167,508 milliards de FCFA** de charges de trésorerie.

Ces charges sont réparties entre cent quarante-cinq (145) programmes, trois cent trente (330) actions, quatre cents cinquante-huit (458) objectifs et mille cent huit (1108) indicateurs.

II. MOBILISATION DES RESSOURCES DE L'ETAT

Les ressources inscrites au budget d'Etat sont constituées des recettes budgétaires et des ressources de trésorerie. La situation de leur recouvrement au 30 juin 2019 se présente comme suit :

Tableau 1. Situation de recouvrement des ressources de l'Etat.

	Objectif annuel révisé 2019 (en milliards de FCFA)			Réalisations au 30 juin 2019 (en milliards de FCFA)			Taux de réalisation/objectif annuel en %		
	Recettes budgétaires (1)	Ressources de trésorerie (2)	Total (3) = (1) + (2)	Recettes budgétaires (4)	Ressources de trésorerie (5)	Total (6) = (4) + (5)	Recettes budgétaires (7) = [(4) / (1)] *100	Ressources de trésorerie (8) = [(5) / (2)] *100	Total (9) = [(6) / (3)] *100
Ressources réalisées par les services d'assiette et de recouvrement									
DGD	620,977	-	620,977	287,663		287,663	46,32		46,32
DGI	910,700	-	910,700	465,130		465,130	51,07		51,07
DNTCP	35,900	94,369	130,269	17,577	34,026	51,603	48,96	36,06	39,61
DND	173,365	14,435	187,800	50,352	2,691	53,043	29,04	18,64	28,24
DGABE	-	50,000	50,000		-	-		0,00	0,00
DGDP	-	9,592	9,592		2,448	2,448		25,52	25,52
Total des ressources / service	**1 740,942**	**168,396**	**1 909,338**	**820,723**	**39,165**	**859,888**	**47,14**	**23,26**	**45,04**
Recettes des budgets annexes	**7,858**		**7,858**	**3,251**		**3,251**	**41,37**		**41,37**
Recettes des comptes spéciaux du Trésor[2]	**54,038**	**-**	**54,038**	**0,662**	**-**	**0,662**	**1,23**		**1,23**
Appuis budgétaires									
ABS	10,704	-	10,704	3,752		3,752	35,05		35,05
ABG (DONS)	76,447	-	76,447	13,388		13,388	17,51		17,51
ABG (PRETS)		102,000	102,000		-	-		0,00	0,00
Total appuis budgétaires	**87,151**	**102,000**	**189,151**	**17,140**	**-**	**17,140**	**19,67**	**0,00**	**9,06**
Produits des dons projets (BSI fin. Ext.)	**146,845**	**-**	**146,845**	**26,186**		**26,186**	**17,83**		**17,83**
Produits des emprunts projets (BSI fin. Ext.)	**-**	**89,267**	**89,267**		**41,502**	**41,502**		**46,49**	**46,49**
Recettes exceptionnelles	**17,839**		**17,839**	**1,410**		**1,410**	**7,90**		**7,90**
Total général	**2 054,674**	**359,663**	**2 414,337**	**869,372**	**80,667**	**950,039**	**42,31**	**22,43**	**39,35**

Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiette et de recouvrement, juillet 2019.

[22]Les prévisions et les réalisations de recettes des comptes spéciaux du Trésor n'incluent pas celles du Fonds de remboursement de crédits TVA (respectivement **64,691 milliards de FCFA** et **25,240 milliards de FCFA**) car, les prévisions et les réalisations de recettes de la DGD et de la DGI sont enregistrées à leurs valeurs brutes, qui intègrent les crédits TVA.

Au 30 juin 2019, les ressources du budget d'Etat ont été exécutées à **39,35%**. Les recettes budgétaires ont été réalisées à hauteur de **42,31%** tandis que les ressources de trésorerie l'ont été à **22,43%**.

2.1. RECETTES BUDGETAIRES

La prévision annuelle de recettes budgétaires est passée de **2 023,150 milliards de FCFA** dans la loi de finances initiale à **2 054,674 milliards de FCFA** dans le projet de collectif budgétaire, soit une augmentation de **1,56%**. Sur cette prévision rectifiée, les recouvrements se sont chiffrés, au 30 juin 2019, à **869,372 milliards de FCFA**, soit un taux de recouvrement de **42,31%**.

2.1.1. Mobilisation des recettes budgétaires par les services d'assiette et de recouvrement

Les objectifs de recettes assignés aux services d'assiette et de recouvrement ont diminué de **0,09%**, passant de **1 742,565 milliards de FCFA** à **1 740,942 milliards de FCFA**. Cette baisse s'explique essentiellement par celle de l'objectif assigné à la Direction générale des douanes, qui n'est pas totalement compensé par l'augmentation des prévisions de la Direction générale des impôts et de la Direction nationale des domaines.

Les recettes réalisées par les services d'assiette et de recouvrement représentent **94,40%** des recettes budgétaires recouvrées au 30 juin 2019. Leur contribution se chiffre ainsi à **820,723 milliards de FCFA** et correspond à un taux de réalisation de **47,14%** par rapport aux prévisions rectifiées des recettes budgétaires.

2.1.2. Mobilisation des recettes des budgets annexes

2.1.2.1. Prévisions

Les prévisions de recettes des budgets annexes au titre de l'exercice 2019 n'ont subi aucune modification. Elles s'élèvent à **7,858 milliards de FCFA**, contre une prévision révisée de **7,412 milliards de FCFA** en 2018, soit une augmentation de **6,02%.**

2.1.2.2. Réalisations

Sur ce montant, **3,251 milliards de FCFA** ont été réalisés au 30 juin 2019, soit un taux de recouvrement de **41,37%** par rapport à l'objectif annuel. Le détail des recouvrements par entrepôts est présenté dans le tableau 2.

Tableau 2. Situation de recouvrement des recettes des budgets annexes par entrepôts.

	Prévisions 2019 (en milliards de FCFA) **(1)**	**Réalisations au 30 juin 2019** (en milliards de FCFA) **(2)**	**Taux de réalisation** (en %) **(3) = [(2) / (1)] *100**
Entrepôts maliens au Sénégal	3,009	1,699	56,46
Entrepôts maliens en Côte d'Ivoire	1,859	0,502	26,99
Entrepôts maliens au Togo	0,623	0,249	39,94
Entrepôts maliens en Guinée	0,649	0,272	41,98
Entrepôts maliens en Mauritanie	0,810	0,258	31,85
Entrepôts maliens au Ghana	0,653	0,182	27,96
Entrepôts maliens au Bénin	0,255	0,089	34,73
Total budgets annexes	**7,858**	**3,251**	**41,37**

Source : DGB, à partir des données fournies par les entrepôts du Mali à l'étranger, juillet, août 2019.

Il ressort de la lecture du tableau 2 que les entrepôts du Mali au Sénégal, en Guinée et au Togo enregistrent les niveaux de réalisation les plus élevés par rapport aux prévisions avec respectivement **56,46%**, **41,98%** et **39,94%** de taux de recouvrement.

Les facteurs explicatifs des écarts enregistrés par rapport aux prévisions sont ci-dessous présentés pour certains entrepôts.

- **Pour les Entrepôts du Mali au Sénégal (EMASE) :**

Les réalisations au 30 juin 2019 font ressortir une augmentation de (**61,555 millions de FCFA**) par rapport aux réalisations au 30 juin 2018. Cette augmentation se justifie fondamentalement par :

- les ressources nouvelles engrangées grâce au transfert de la gestion du parking gros porteurs de M'Bao aux EMASE par le Port autonome de Dakar, d'une part ;
- le recouvrement de certaines émissions de recettes sur les exercices antérieurs et la rémunération des comptes de dépôts, d'autre part.

- **Pour les Entrepôts du Mali au Ghana (EMAGHA) :**

Les réalisations au 30 juin 2019 font ressortir un gap de (**144 millions de FCFA**) par rapport aux prévisions semestrielles et une augmentation de **65 millions de FCFA** par rapport aux réalisations au 30 juin 2018. En dehors de la subvention accordée par les EMASE, mobilisée à 50%, les autres natures de recettes ont été faiblement mobilisées.

- les recettes issues de la **redevance d'évacuation à l'importation** ont été mobilisées à hauteur de 19,55% par rapport aux prévisions annuelles et sont en augmentation de 11,044 millions de FCFA par rapport aux réalisations au 30 juin 2018 ; cette évolution est liée à une amélioration du trafic sur le corridor ;
- seulement 0,06% des recettes issues de la **redevance d'évacuation à l'exportation** ont été mobilisées ; cette évolution est liée à une amélioration du trafic sur le corridor ; ce niveau quasi nul de réalisation se justifie par le fait que les véhicules qui transportent des produits alimentaires provenant du Sénégal et du Maroc à destination du Burkina Faso ne font que transiter par l'antenne des EMAGHA à Hérémakono –Sikasso ;

- les **recettes locatives** ont été mobilisées à hauteur de 13,56% par rapport aux prévisions annuelles ; ce faible niveau de réalisation s'explique par l'échéance de paiement de ces recettes ;
- aucune réalisation n'a été effectué au titre des **produits financiers** ;
- les **produits sur les hydrocarbures** ont été mobilisées à hauteur de 5,50% par rapport aux prévisions annuelles et sont en baisse de 1,700 millions de FCFA par rapport aux réalisations au 30 juin 2018 ; cette évolution est liée à une amélioration du trafic sur le corridor ; cette baisse est due au fait que le gouvernement du Ghana, dans sa politique de réorganisation du secteur pétrolier, a mis en place un système jugé très compliqué pour les opérateurs pétroliers qui s'orientent vers les autres corridors ;
- la subvention accordée par les EMASE aux EMAGUI, mobilisée à 50%, est en augmentation de **7,528 millions de FCFA** par rapport à celle de 2018 à la même période ; cette augmentation est destinée à l'acquisition de véhicules ;
- quant aux prêts et avances accordés aux agents, ils ont été remboursés à hauteur de 4,02%, soit 7,827 millions de moins qu'en 2018 à la même période ; cette baisse s'expliquerait par le changement du taux de chancellerie qui passe de 137,10 FCFA pour 1 cédi ghanéen à 119,33 FCFA.

Par ailleurs, les EMAGHA font face à plusieurs contraintes, parmi lesquelles figurent :

- l'absence d'infrastructures et d'équipements adéquats pour l'entreposage du fret malien en import et en export, en transit par les ports du Ghana ;
- l'absence de représentations des services douaniers du Mali au Ghana, pour une meilleure collecte des informations sur le fret et la sécurisation des marchandises ; l'ouverture de la représentation est attendue aussi bien par les EMAGHA que les Autorités ghanéennes ;
- l'absence de mesures concrètes d'accompagnement des transporteurs dans le cadre du financement du renouvellement du parc des véhicules de transport de marchandises, de la mise aux normes des essieux édictés par le Règlement n°14/2005 ;
- la multiplicité des postes de contrôle ;
- la vétusté du parc auto malien sur le corridor ;
- l'absence de change monétaire entre les banques ghanéennes et maliennes
- les tracasseries sur le corridor ;
- l'absence de système informatique pour la production des documents de transport ;
- l'absence d'accord d'établissement entre le Mali et le Ghana ;
- la barrière linguistique (Français/ Anglais).

♦ **Pour les Entrepôts du Mali au Togo (EMATO) :**

Les réalisations au 30 juin 2019 font ressortir un gap de (**40 millions de FCFA**) par rapport aux prévisions semestrielles et une baisse de **54 millions de FCFA** par rapport aux réalisations au 30 juin 2018. Cette évolution est imputable à la faiblesse du trafic et des moyens de recouvrement. La situation des recouvrements par nature de recettes se présente comme suit :

- à l'instar de ceux de la même période en 2018, les **recettes locatives** ont été mobilisées à 100%, soit un montant réalisé de **66 millions de FCFA** ;
- les **recettes issues des prestations d'évacuation du fret solide** ont été réalisées à hauteur de 80,26% et sont en augmentation de **12 millions de FCFA** par rapport à 2018 ;
- les **produits financiers** ont été mobilisés à hauteur de **115,25%** des prévisions mais sont en baisse d'environ 50 000 FCFA par rapport à 2018, en raison du volume moins important des opérations ;
- aucun remboursement n'a été enregistré au titre des **prêts et avances accordés aux agents** ;
- le niveau des **recettes diverses** s'est amélioré par rapport à 2018, aussi bien en terme de valeur que de taux de réalisation (75,97% en 2019 contre 25,48% en 2018) ; cette amélioration se justifie par l'augmentation du nombre de conteneurs, bien que le trafic demeure en deçà des attentes ;
- le niveau de réalisation des **produits sur les hydrocarbures** s'est fortement dégradé par rapport à 2018, passant de 60,75% en 2018 à 13,67% en 2019, soit une baisse de 89% en valeur ; cette baisse importante s'explique par la faiblesse du trafic, en raison de création des EMABE qui constituaient une antenne des EMATO ;
- la **subvention** accordée par les EMASE aux EMATO a été mobilisée au-delà de la prévision semestrielle (123,66%).

De manière générale, la solution aux contraintes et difficultés liées à la faiblesse du trafic passe par l'intégration des EMATO au guichet unique du commerce extérieur du Togo, à l'instar d'autres pays tels que le Niger et le Burkina Faso.

♦ **Pour les Entrepôts du Mali en Guinée (EMAGUI) :**

Les réalisations au 30 juin 2019 font ressortir un gap de (**52 millions de FCFA**) par rapport aux prévisions semestrielles et une augmentation de **106 millions de FCFA** par rapport aux réalisations au 30 juin 2018. Sur les **272,436 millions de FCFA** réalisés, 36,92% représentent les ressources propres issues exclusivement de l'activité des EMAGUI.

L'évolution enregistrée par rapport à 2018 s'explique par le fait qu'au-delà des Grands moulins du Mali, opérateur historique dans l'importation du Blé, plusieurs meuneries commencent à emprunter le Port autonome de Conakry pour leur importation de Blé, notamment : les Moulins Modernes du Mali (M3) et M'Bouna SA.

En outre, les paiements sont effectués avant l'établissement de l'ordre de mission, en exécution de la lettre circulaire des EMAGUI avec la collaboration et l'aide précieuse des services douaniers guinéens.

Les contraintes rencontrées par les EMAGUI sont essentiellement liées à : (i) l'exiguïté du Port, (ii) le mauvais état du corridor et (iii) l'insuffisance des moyens d'évacuations.

Par ailleurs, une partie du trafic local (Kankan-Mandiana-Badogo-Bougouni) échappe au contrôle des EMAGUI en l'absence d'antenne.

La situation des réalisations par grandes catégories de recettes se présente comme suit :

- les **subventions** accordées par les autres entrepôts aux EMAGUI représentent la part la plus importante de ses ressources (171,360 millions de FCFA), soit 62,90ù des réalisations au 30 juin 2019 ; 81,03% de ses subventions proviennent des EMASE ;
- la **coordination des activités de transport et de transit** a généré 72,028 millions de FCFA au 30 juin 2019 ;
- quant à la gestion des installations, elle a permis de mobiliser 28,547 millions de FCFA durant le premier semestre.

2.1.2.3. Perspectives pour le troisième trimestre de 2019

Les perspectives pour le troisième trimestre de 2019 sont ci-dessous présentées par entrepôts.

♦ **Pour les Entrepôts du Mali au Sénégal (EMASE) :**

Les grands chantiers ouverts, à savoir la construction des parkings gros porteur de M'Bao, de Sandiara et de Mahinamine, augurent de bons auspices à court et moyen termes pour les EMASE, en termes de diversification des sources de revenu et d'élargissement de l'assiette des redevances.

♦ **Pour les Entrepôts du Mali au Ghana (EMAGHA) :**

Pour faire face aux contraintes sus indiquées et améliorer le niveau de recouvrement des recettes, les EMAGHA envisagent :

- solliciter une hausse de la subvention pour couvrir les charges salariales ;
- concernant la redevance d'évacuation à l'importation :
  - renforcer la collaboration avec la section achats locaux de la douane du Ghana pour cerner les achats locaux ;
  - informer, former et sensibiliser les acteurs (transitaires, transporteurs) sur les avantages et les mesures incitatives du port de Tema ;
  - plaider auprès des autorités des deux pays pour la diminution des perceptions illicites des points de contrôle ;
- informer, former et sensibiliser les acteurs (transitaires, transporteurs) sur la fréquentation du port de Tema (coton, noix, peaux, produits alimentaires etc…) pour améliorer le niveau de recouvrement de la redevance d'évacuation à l'exportation;
- informer, former et sensibiliser les acteurs (transitaires, transporteurs) sur la fréquentation du corridor pour l'achat de carburant et de gaz butane pour améliorer le niveau de recouvrement des produits sur hydrocarbures ;
- acquérir une parcelle pour construire des magasins d'entreposage, afin d'améliorer le niveau de recouvrement des recettes locatives ;
- relire le protocole d'accord de coopération en matière de transport routier entre la République du Mali et la République du Ghana et reprendre le protocole de bail entre la direction du port de Tema et les EMAGHA ;
- aménager un parking pour le stationnement des véhicules maliens ;
- créer des antennes à Bolgatanga et Koumassi pour cerner le fret liquide et solide.

♦ **Pour les Entrepôts du Mali au Togo (EMATO) :**

Les perspectives de réalisation de recettes par les EMATO pour le troisième trimestre se chiffrent à 144,335 millions de francs CFA.

♦ **Pour les Entrepôts du Mali en Guinée (EMAGUI) :**

En termes de perspectives, un accent particulier sera mis sur le contrôle du trafic local à la frontière Mali-Guinée au niveau de l'antenne de Kouremalé.

Ainsi, grâce aux effets combinés des efforts de diminution des barrières non tarifaires sur le corridor, de l'amélioration sensible du nombre de rotation des camions observée depuis le début du mois de mars et la délivrance à temps des ordres de mission d'escorte, les EMAGUI espèrent pouvoir recouvrer **263,730 millions de FCFA** durant le deuxième semestre, dont 71,200 millions de FCFA à travers la coordination des activités de transport et de transit, **30,030 millions de FCFA** à travers la gestion des installations.

2.1.3. Mobilisation des recettes des comptes spéciaux du Trésor

Les prévisions de recettes inscrites dans la loi de finances 2019 pour les comptes spéciaux du Trésor n'ont également subi aucune modification. Elles s'élèvent à **118,729 milliards de FCFA**. La situation de réalisation de ces recettes se présente comme suit :

Tableau 3. Situation de recouvrement des recettes des comptes spéciaux du Trésor.

	(en milliards de FCFA)		
Comptes spéciaux du Trésor	**Prévisions révisées 2019** (1)	**Réalisations au 30 juin 2019** (2)	**Taux de réalisation** (en %) (4) = [(2) / (1)] *100
Programme de Développement des Ressources Minérales (PDRM)	0,605		-
Fonds d'Appui pour la Promotion de la Recherche Pétrolière (FAPRP)	0,685	0,184	26,86
Fonds d'Aménagement et de Protection des Forêts (FAPFo)	1,021	-	-
Fonds d'Aménagement et de Protection de la Faune (FAPFa)	0,279	0,418	149,96
Fonds d'Appui Autonomisation Femme et Epanouissement Enfant (FAFE)	0,500		-
Fonds Financement Recherche, Formation et Promotion des Activités Minières	0,350	0,060	17,14
Fonds National d'Appui à l'Agriculture (FNAA)	5,000	-	-
Fonds Compétitif pour la Recherche et l'Innovation Technologique	2,617	-	-
Fonds de remboursement des crédits de TVA	64,691	25,240	39,02
Fonds National pour le Développement de la Statistique (FNDS)	2,981	-	-
Fonds de Développement Durable (FDD)	40,000		-
Total comptes spéciaux du Trésor	**118,729**	**25,902**	**21,82**

Source : DNTCP, août 2019.

Il ressort de la lecture du tableau 3 que le montant des recettes mobilisées à la date du 30 juin 2019 s'élève à **25,902 milliards de FCFA**, dont **25,240 milliards de FCFA** réalisés pour le compte du Fonds de remboursement de crédits de TVA ; soit un taux de réalisation de **21,82%** par rapport à l'objectif annuel. Ce niveau de réalisation est supérieur de 9 points de pourcentage à celui enregistré à la même période en 2018 et de **11,063 milliards de FCFA**, en termes de valeur.

Le taux de réalisation le plus élevé est enregistré au niveau du Fonds d'Aménagement et de Protection de la Faune (FAPFa), soit **149,96%** des prévisions.

2.1.4. Mobilisation des appuis budgétaires

Les appuis budgétaires inscrits au budget d'Etat sont constitués des dons au titre de l'appui budgétaire général (ABG) et des appuis budgétaires sectoriels (ABS).

Pour l'exercice budgétaire 2019, il est prévu de mobiliser, au titre de ces appuis, **87,151 milliards de FCFA**, au lieu de **64,782 milliards de FCFA** inscrits dans la loi de finances initiale, soit une augmentation de **34,53%**.

Les ressources inscrites dans le projet de loi de finances rectificative 2019 au titre des dons de l'ABG s'élèvent à **76,447 milliards de FCFA**, contre **56,642 milliards de FCFA** dans la loi de finances initiale, soit une augmentation de **34,97%**.

Cette augmentation se justifie par :

- le décaissement, par l'Union Européenne, du reliquat de son ABG de 2018, d'un montant de 6,887 milliards de FCFA relatif à la mise en œuvre du Contrat d'appui à la réforme de l'Etat et la consolidation de l'Etat de droit au Mali (SBC III) et celui de la réforme sectorielle du secteur de la Sécurité Alimentaire, Nutritionnelle et de l'Agriculture Durable (SANAD), dont 5,575 milliards de FCFA préalablement autorisé par le Décret n°2019-0049/P-RM du 07 février 2019 portant autorisation d'encaissement de ressources additionnelles au titre de l'exercice budgétaire de 2019 ;
- l'augmentation, du financement de la Banque Mondiale, de 6,358 milliards de FCFA ;
- l'octroi par la France au Mali d'un ABG de 6,560 milliards de FCFA préalablement autorisé par le Décret n°2019-0049/P-RM du 07 février 2019 portant autorisation d'encaissement de ressources additionnelles au titre de l'exercice budgétaire de 2019.

Quant aux prévisions de ressources de l'ABS, elles se chiffrent désormais à **10,704 milliards de FCFA**, contre **8,140 milliards de FCFA** dans la loi de finances initial, soit une augmentation de **31,50%**.

Cette augmentation s'explique par :

- le financement par l'Agence Française de Développement (AFD), à hauteur de 0,966 milliard de FCFA, du Programme d'appui à l'amélioration des finances publiques ;
- l'augmentation, du financement de la Coopération Suisse au bénéfice du Programme Partenariats pour l'Exercice d'une Gouvernance Approchée (PEGA 5), de 0,656 milliard de FCFA :

- le report des reliquats de l'ABS décentralisé de la Coopération Suisse, d'un montant de 0,408 milliard de FCFA et de celui du Canada en faveur de la santé, d'un montant de 0,534 milliard de FCFA ;

En termes de réalisation, les décaissements effectués par les partenaires techniques et financiers au titre de l'ABS se chiffrent à **3,752 milliards de FCFA,** soit un taux de réalisation de **35,05%** par rapport aux prévisions annuelles révisées. Ces décaissements ont été effectués par la coopération Suisse et le Canada.

Comparé aux décaissements réalisés à la même période en 2018, ce niveau de réalisation est en hausse de 11,17% en termes de valeur et en baisse de 10 points de pourcentage, en termes de taux de réalisation par rapport à l'objectif annuel.

En ce qui concerne les ABG, **13,388 milliards de FCFA** ont été décaissés durant le premier semestre par l'Union européenne (6,888 milliards de FCFA) et par l'AFD (6,5 milliards de FCFA).

2.1.5. Mobilisation des dons projets au titre du financement extérieur du Budget Spécial d'Investissement (BSI financement extérieur)

Pour l'exercice budgétaire 2019, des crédits d'un montant de **146,845 milliards de FCFA** ont été inscrits dans le projet de collectif budgétaire au titre des dons projets et legs, contre **136,067 milliards de FCFA** dans la loi de finances initiale, soit une augmentation de **7,92%**.

Cette augmentation provient du financement par le Luxembourg, à hauteur de 10,778 milliards de FCFA, de projets relatifs : au « Développement rural et la Sécurité alimentaire », à la « Formation et l'insertion professionnelle », à la « Décentralisation et la bonne gouvernance », au « Développement durable dans les régions de Gao et de Kidal », dans le cadre de la mise en œuvre du Programme indicatif de coopération 2015-2019.

Sur ce montant révisé, **26,186 milliards de FCFA** ont été réalisés au 30 juin 2019, soit un taux de réalisation **17,83%** par rapport à l'objectif annuel**.**

Comparé aux décaissements réalisés à la même période en 2018, ce niveau de réalisation est en hausse de 20% en termes de valeur et en baisse d'environ 9 points de pourcentage, en termes de taux de réalisation par rapport à l'objectif annuel.

La répartition de ces réalisations par ministère se présente comme suit :

Tableau 4. Répartition des dons projets par ministère.

Ministères	(en millions de FCFA)		(en %)	
	Prévisions révisées 2019 (1)	**Réalisations au 30 juin 2019** (2)	**Taux de décaissement** (3) = [(2) / (1)] *100	**Part de chaque ministère** (4)
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	5 737	19 25	33,55	7,35
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES INFRASTRUCTURES	30 247	776	2,57	2,96
MINISTERE DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	4 552	2 236	49,12	8,54
MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	954	0	0	0
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	23 327	6 383	27,36	24,38
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	5 103	548	10,74	2,09
COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	1 193	293	24,56	1,12
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	46 583	7 722	16,58	29,49
MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	5 000	3 057	61,14	11,67
MINISTERE DU COMMERCE	900	0	0	0
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION	5 589	1 492	26,70	5,70
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	17 610	1 728	9,81	6,60
MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	50	26	52,00	0,10
Total	**146 845**	**26 186**	**17,83**	**100,00**

Source : DNPD, août 2019.

Il ressort du tableau 4 que les décaissements les plus importants réalisés au titre des dons projets, en termes de valeur, ont été enregistrés au niveau des ministères de l'énergie et de l'eau (**29,49%** des décaissements), de l'agriculture (**24,38%** des décaissements), de l'aménagement du territoire et de la population (**11,67%** des décaissements).

Quant aux taux de décaissements les plus élevés, ils ont été réalisés par les ministères de l'aménagement du territoire et de la population (**61,14%** des prévisions), des maliens de l'extérieur (**52,00%** des prévisions), de l'emploi et de la formation professionnelle (**49,12%** des prévisions).

Le faible niveau de décaissement s'explique par le fait (i) qu'un nombre important de projets sont à leur phase de démarrage durant laquelle la mobilisation des ressources est lente, ainsi que (ii) le retard accusé par les gestionnaires de projet dans la transmission des données relatives aux décaissements.

Durant le troisième trimestre de 2019, il est prévu de mobiliser **64,400 milliards de FCFA** de dons projets.

2.1.6. Mobilisation des recettes exceptionnelles

Les prévisions de recettes exceptionnelles demeurent inchangées. Elles se chiffrent à **17,839 milliards de FCFA**, en baisse de **6,09%** par rapport aux prévisions de 2018. Elles sont constituées uniquement de recettes de remise et d'annulation de dette au titre de l'initiative PPTE[3].

Sur ce montant, **1,410 milliard de FCFA** a été réalisé au 30 juin 2019, correspondant à un allègement de la dette au titre de l'initiative PPTE, dont **1,297 milliard de FCFA** de principal.

2.2. RESSOURCES DE TRESORERIE

Les ressources de trésorerie sont constituées (i) des produits de cessions d'actifs, (ii) des remboursements des prêts et avances, (iii) des emprunts obligataires et (iv) des dépôts sur les comptes des correspondants. Ces ressources sont réalisées par la Direction Nationale des Domaines (DND), la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat (DGABE), la Direction Générale de la Dette publique (DGDP), et par la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP).

Dans le projet de collectif budgétaire, elles ont enregistré une baisse de **4,93%** par rapport aux prévisions initiales, passant de **378,305 milliards de FCFA** à **359,663 milliards de FCFA**.

Cette diminution nette résulte de : (i) l'augmentation, du montant du prêt d'ABG de la Banque mondiale, de 75,358 milliards de FCFA, d'une part et (ii) la réduction, de 94,000 milliards de FCFA, des prévisions de financement extérieur des projets inscrits au Budget Spécial d'Investissement (BSI), en raison du faible niveau de décaissement des ressources, observé au 31 mai 2019, d'autre part.

De manière globale, les prévisions rectifiées de ressources de trésorerie ont été réalisées, à la fin du deuxième trimestre, à hauteur de **22,43%**, soit un montant recouvré de **80,667 milliards de FCFA**.

Comparé aux ressources mobilisées à la même période en 2018, ce niveau de réalisation est en baisse de 19,49% en termes de valeur et de 11 points de pourcentage, en termes de taux de réalisation par rapport à l'objectif annuel.

Le tableau 5 présente, de manière détaillée, la situation d'exécution des ressources de trésorerie au 30 juin 2019 par rapport aux objectifs annuels.

[3]PPTE : Pays Pauvres Très Endettés.

Tableau 5. Situation d'exécution des ressources de trésorerie.

Ressources	(en milliards de FCFA) Prévisions révisées 2019 (1)	Réalisations au 30 juin 2019 (2)	Taux de réalisation (en %) (3) = [(2) /(1)]*100
Produits provenant de la cession des actifs	**64,435**	**2,291**	**4,18**
Aliénations du domaine mobilier	*0,385*	*0,219*	
Aliénations du domaine immobilier	*14,050*	*2,472*	
Recettes de privatisation	*50,000*	-	
Produits des emprunts à court, moyen et long termes	**191,267**	**41,502**	**21,70**
Produits des emprunts projets	*89,267*	*41,502*	
Produits des emprunts programmes	*102,000*	-	
Dépôts sur les comptes des correspondants	**94,369**	**34,026**	**36,06**
Remboursement de prêts et avances	**9,592**	**2,448**	**25,52**
Total ressources de trésorerie	**359,663**	**80,667**	**22,43**

Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, août 2019.

Il ressort de la lecture du tableau 5 qu'au 30 juin 2019, les produits de cessions des actifs ont été réalisés à **4,18%**, contre **12,11%** à la même période en 2018.Ces produits se répartissent entre les recettes d'aliénations d'immeubles et de titres fonciers réalisées par la DND, pour **2,472 milliards de FCFA**, ainsi que celles issues des réformes de matières et matériels effectuées par la DGABE et versées aux guichets de la DND pour **219 millions de FCFA**, soit un total de **2,291 milliards de FCFA**, contre **1,958 milliards de FCFA** à la même période en 2018.

Quant aux remboursements des prêts et avances, ils ont été recouvrés à **25,52%** à la fin du premier semestre, contre **38,84%** à la même période en 2018. L'écart, en valeur, par rapport aux réalisations de 2018 s'élève à (**1,580 milliards de FCFA**).

Sur la même période, **34,026 milliards de FCFA** ont été mobilisés à partir des dépôts sur les comptes des correspondants du Trésor sur une prévision annuelle de **94,369 milliards de FCFA**, contre **1,452 milliard de FCFA** mobilisés au 30 juin 2018.

Enfin, au titre des produits des emprunts à court, moyen et long termes, il a été enregistré, au cours du premier semestre, un décaissement de **41,502 milliards de FCFA** sur une prévision révisée de **191,267 milliards de FCFA.** Ce montant, en baisse de **55,26%** par rapport aux réalisations du premier semestre 2018, a été mobilisé uniquement au titre des produits des emprunts projets inscrits au BSI.

Le détail des réalisations, au titre des produits des emprunts projets, se présente comme suit :

Tableau 6. Répartition des produits des emprunts projets par ministère.

Ministères	(en millions de FCFA)		(en %)	
	Prévisions révisées 2019 (1)	**Réalisations au 30 juin 2019** (2)	**Taux de décaissement** (3) = [(2) / (1)] *100	**Part de chaque ministère** (4)
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	842	68	8,08	0,16
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES INFRASTRUCTURES	8 492	15 212	179,13	36,65
MINISTERE DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	3 700	3 645	98,51	8,78
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	26 530	9 844	37,11	23,72
MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE	6 313	3 531	55,93	8,51
COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	-	-		-
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	43 390	9 202	21,21	22,17
MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	-	-		-
MINISTERE DU COMMERCE	-	-		-
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	-	-		-
MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	-	-		-
Total	**89 267**	**41 502**	**46,49**	

Source : DNPD, août 2019.

Il apparait dans le tableau 6 que les décaissements les plus importants réalisés au titre des prêts projets sont été enregistrés au niveau des départements de l'équipement et des infrastructures (**36,65%** des décaissements), de l'agriculture (**23,72%** des décaissements) et de l'énergie et de l'eau (**22,17%** des décaissements).

Quant aux taux de décaissements, les plus élevés ont été observés au niveau des ministères de l'équipement et des infrastructures (**179,13%** des prévisions), de l'emploi et de la formation professionnelle (**98,51%** des prévisions), de l'élevage et de la pêche (**55,93%** des prévisions).

Durant le troisième trimestre de 2019, il est prévu de mobiliser **40,900 milliards de FCFA** d'emprunts projets.

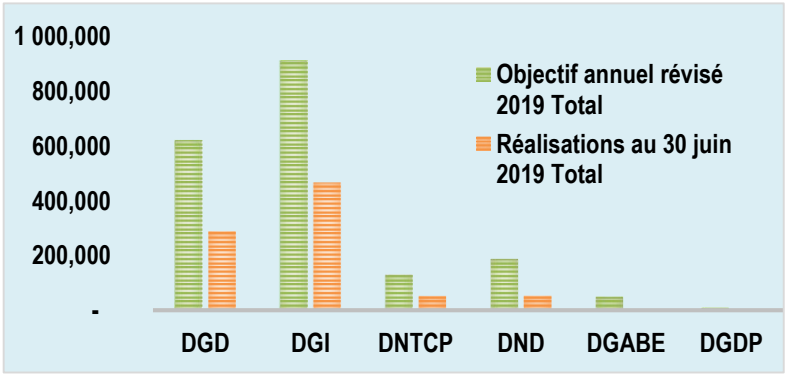
2.3. ANALYSE DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES GLOBALES PAR SERVICE

Prévues à hauteur de **1 909,338 milliards de FCFA** en valeur brute[4] dans le projet de collectif budgétaire, les ressources globales à mobiliser par les services d'assiette et de recouvrement (recettes budgétaires et charges de trésorerie), sont en légère baisse de **0,08%** par rapport aux prévisions initiales. Sur ce montant, il a été réalisé **859,888 milliards de FCFA** au 30 juin 2019**,** soit un taux de recouvrement de **45,04%.** Ces recouvrements représentent **91,20%** du total des ressources mobilisées et confirment une reprise dans la mobilisation des ressources par rapport à l'exercice 2018 (**39,53%** à la même période en 2018).

En sus des **820,723 milliards de FCFA** de recettes budgétaires sus-indiquées (***Cf. supra point 2.1.1***), elles intègrent **39,165 milliards de FCFA** de ressources de trésorerie, correspondant aux dépôts sur les comptes des correspondants, aux produits de cessions d'actifs et aux remboursements de prêts et avances.

La situation des recouvrements ainsi que la part de chaque service dans le total des ressources mobilisées sont présentées dans les graphiques 1 et 2.

Graphique 1. Situation des recouvrements par service.

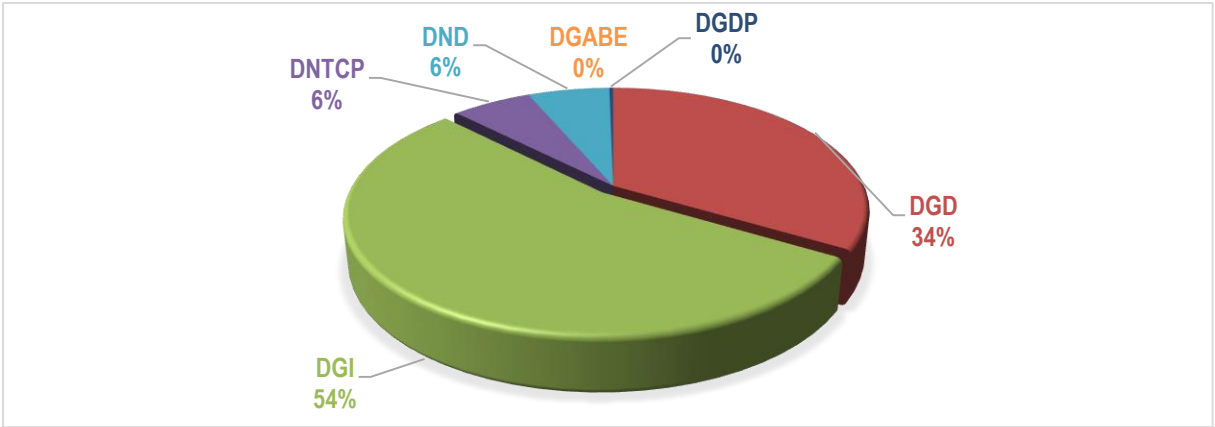


Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, juillet, août 2019.

Il apparait dans le graphique 1 que le taux de réalisation le plus élevé a été enregistré par la DGI (**51,07%**), suivie par la DNTCP (**48,96%**).

En termes de parts réalisées dans le total des ressources mobilisées par les services d'assiette au 30 juin 2019, celle de la Direction générale des impôts s'élève à **54,09%** et celle de la Direction générale des douanes à **33,45%**, comme schématisées dans le graphique 2.

Graphique 2. Part des recouvrements des services dans le total des ressources.



Source : DGB, à partir des données fournies par les services d'assiettes et de recouvrement, juillet, août 2019.

[4] La valeur brute des prévisions de ressources intègre les crédits de TVA.

DIRECTION GENERALE DES DOUANES

A. Rappel des objectifs quantifiés

Pour l'exercice 2019, les prévisions de recouvrement des recettes douanières sont été fixées, dans le projet de collectif budgétaire, à **621 milliards FCFA**, contre **689,100 milliards FCFA** dans la loi de finances initiale, soit une réduction de **9,88%**. Sur cette prévision révisée, **185 milliards FCFA** représentent les recettes sur les produits pétroliers et **436 milliards FCFA**, celles sur les autres marchandises[5].

B. Réalisations des recettes douanières

Tableau 7. Situation des réalisations de recettes douanières.

(En milliards de FCFA)

Bureaux		Réalisations au 30 juin 2018	Réalisations au 30 juin 2019	Prévisions LFI 2019	Prévisions LFR 2019
Produits pétroliers	Réalisations	68,161	90,187	220,000	185,000
	Prévisions	209,100	185,000		
	Ecarts	-140,939	-94,813		
	Couverture	**32,60%**	**48,75%**		
Produits non pétroliers	Réalisations	193,735	197,476	469,100	436,000
	Prévisions	432,000	436,000		
	Ecarts	-238,265	-238,524		
	Couverture	**44,85%**	**45,29%**		
Total	**Réalisations**	261,896	**287,663**	689,100	621,000
	Prévisions	641,100	**621,000**		
	Ecarts	-379,204	**-333,337**		
	Couverture	**40,85%**	**46,32%**		

Source : DGD, juillet 2019.

Comme l'illustre le tableau 7, sur une prévision brute révisée de recettes de **621,000 milliards de FCFA**, la DGD a réalisé **287,663 milliards de FCFA** au 30 juin 2019, soit un taux de réalisation de **46,32%**. Ce taux de réalisation est supérieur de 5 points de pourcentage à celui enregistré à la même période en 2018.

La répartition par groupe de produits est la suivante.

a. Recettes issues des produits pétroliers

Sur une prévision annuelle révisée de **185,000 milliards de francs CFA**, il a été réalisé sur les produits pétroliers, au 30 juin 2019, la somme de **90,187 milliards de francs CFA**, correspondant à un taux de réalisation de **48,75%**.

[5] Prévisions exprimées en valeurs brutes, c'est-à-dire, y compris les crédits de TVA.

Deux facteurs (volumes et prélèvement) ont eu un impact négatif sur les recettes pétrolières au deuxième trimestre 2019 :

1. les volumes TTC mis à la consommation ont certes augmenté par rapport à 2018 (459,6 millions de litres au premier semestre 2019, contre 398,1 millions de litres au premier semestre 2018), mais restent inférieurs au niveau prévisionnel de 84 millions de litres mensuels attendus en 2019 ;
2. les prélèvements fiscaux sur les produits pétroliers ont fortement chuté depuis février 2019. Ainsi, les écarts par rapport au niveau prévisionnel qui étaient de + 1,16 F CFA/L et + 4,54 F CFA/L pour le super carburant, respectivement en janvier et février 2019, tombent à - 98,16 F CFA/L en juin. Pour le gasoil, les prélèvements sont passés de - 18,48F CFA/L en janvier à - 15,74 F CFA/L en février puis à - 85,93F CFA/L en juin 2019.

b. Recettes issues des produits non pétroliers

Sur une prévision annuelle révisée de **436,000 milliards de francs CFA**, il a été réalisé sur les produits non pétroliers, la somme de **197,476 milliards de francs CFA** ; correspondant à un taux de réalisation de **45,29%**. Ce niveau de réalisation est pratiquement stable par rapport à celui enregistré à la même période en 2018.

Cependant, il est en deçà des attentes, malgré le progrès réalisé en matière d'amélioration de la prise en charge des marchandises dans les structures douanières.

Tableau 8. Situation des réalisations de recettes douanières par nature.

(En milliards de FCFA)

Droits et taxes	Réalisations janvier - juin	Perspectives juillet - décembre	Prévisions annuelles
TVA importations	162,700	188,530	351,230
Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP)	28,106	32,569	60,675
Taxes locales sur les tabacs	9,944	11,523	21,467
Taxe sur les colas	0,032	0,038	0,070
Taxe sur le sel	0,000	0,000	0,000
Impôt spécial sur les boissons	0,587	0,681	1,268
Taxes sur les balles	0,000	0,000	0,000
Taxe Dégressive de Protection (TDP)	0,000	0,000	0,000
Droits de douanes	74,799	86,674	161,473
Redevances statistiques	9,775	11,327	21,102
Intérêt de Crédit	0,261	0,303	0,564
Autres recettes en douane	0,258	0,299	0,557
Taxe Conjoncturelle à l'Importation (TCI)	0,049	0,057	0,106
Plombs et imprimés	0,003	0,004	0,007
Amendes et confiscations	0,942	1,091	2,033
Ventes en douanes	0,009	0,011	0,020
Taxe sur autres produits	0,000	0,000	0,000
Droits de magasinage et de dépôts	0,010	0,011	0,021
Recettes / exercices antérieurs	0,188	0,218	0,406
Total recettes	287,663	333,336	621

Source : DGD, juillet 2019.

Il ressort de la lecture du tableau 8 que la TVA à l'importation représente la part la plus importante des recettes douanières, soit **56,56%** des recouvrements, suivie des droits de douanes (**26,00%**) et de la TIPP (**9,77%**)

c. Mesures correctrices

Afin de rattraper le gap enregistré au cours du premier semestre et booster les réalisations de recettes douanières, la DGD a prévu de mettre en œuvre un ensemble de mesures. Il s'agit principalement de :

- renforcer le contrôle interne, dans le cadre de l'amélioration de la prise en charge des marchandises, à travers l'apurement systématique des T1 et des manifestes ;
- suivre rigoureusement la validation des T1 et l'apurement des manifestes ;
- transmettre en temps réel les données d'expédition des cargaisons à partir des représentations de Dakar et d'Abidjan ;
- renforcer le suivi de la prise en charge des marchandises aux frontières en :
    - exploitant les données transmises par les représentations à Abidjan et à Dakar ;
    - procédant à des remises documentaires douanes-douanes ;
- renforcer le contrôle de la gestion des entrepôts ;
- renforcer le contrôle de la destination privilégiée des marchandises exonérées ;
- renforcer le suivi du transir des marchandises ;
- renforcer le scanning des marchandises et l'exploitation des résultats des scanners ;
- maîtriser la base taxable ;
- renforcer le contrôle des certificats d'origine ;
- procéder au recouvrement des impayés sur exercices antérieurs ;
- poursuivre le déploiement des bases de lutte contre la fraude ;
- renforcer les moyens d'intervention des Brigades Mobiles d'Intervention (BMI) dans le cadre de la lutte contre la fraude et la criminalité organisée.

C. Perspectives de recouvrement pour le troisième trimestre 2019

Tableau 9. Situation des réalisations de recettes douanières.

(En milliards de FCFA)

Bureaux	Perspectives pour le troisième trimestre 2019			
	Juillet	Août	Septembre	Total
Produits pétroliers	16,150	16,150	16,150	48,450
Produits non pétroliers	39,215	40,136	40,001	119,352
Total	**55,365**	**56,286**	**56,151**	**167,802**

Source : DGD, juillet 2019.

Comme cela ressort dans le tableau 9, les perspectives de recouvrement de la DGD pour le troisième trimestre 2019 sont globalement fixées à **167,802 milliards de FCFA**, dont **48,450 milliards de francs CFA** sur les produits pétroliers et **119,352 milliards de francs CFA** sur les autres marchandises. Compte tenu de la révision à la baisse des prévisions de recettes douanières, la DGD a mis à jour son plan d'actions opérationnel, afin d'atteindre les objectifs révisés.

DIRECTION GENERALE DES IMPÔTS

A. Rappel des objectifs

Les objectifs de recettes assignées à la Direction Générale des Impôts (DGI) dans le projet de collectif budgétaire s'élèvent à la loi de finances 2019 s'élèvent à **910,700 milliards de francs CFA**, contre **908,700 milliards de francs CFA** dans la loi de finances initiale. Sur ce montant, il était prévu de réalisé **462,356 milliards de francs CFA** au 30 juin 2019.

B. Réalisations

En fin juin 2019, il a été réalisé **465,130 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de **100,60%.**

A la même période en 2018, la DGI avait réalisé **369,790 milliards de FCFA** sur un objectif semestriel fixé à **423,755 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de **87,27%**.

Tableau 10. Situation des prévisions et réalisations de recettes par la DGI en 2018 et 2019.

Désignation des Impôts	EXERCICE 2018			EXERCICE 2019		
	Prévisions au 30 juin (en milliards de francs CFA)	Réalisations au 30 juin (en milliards de francs CFA)	Taux de réalisation (en %)	Prévisions révisées au 30 juin (en milliards de francs CFA	Réalisations au 30 juin (en milliards de francs CFA	Taux de réalisation (en %)
Impôts directs	237,789	221,071	92,97	248,310	257,130	103,55
Impôts indirects	174,364	133,317	76,46	194,076	194,819	100,38
Enregistrements et timbre	11,602	15,402	132,75	19,97	13,18	66,00
Total	**423,755**	**369,790**	**87,27**	**462,36**	**465,13**	**100,60**

Source : DGI, juillet 2019.

De l'examen du tableau 10, il ressort qu'au 30 juin 2019, la DGI a été performante dans la mobilisation des impôts directs et indirects avec des taux de réalisations s'élevant respectivement à **103,55%** et **100,38%** par rapports aux objectifs semestriels.

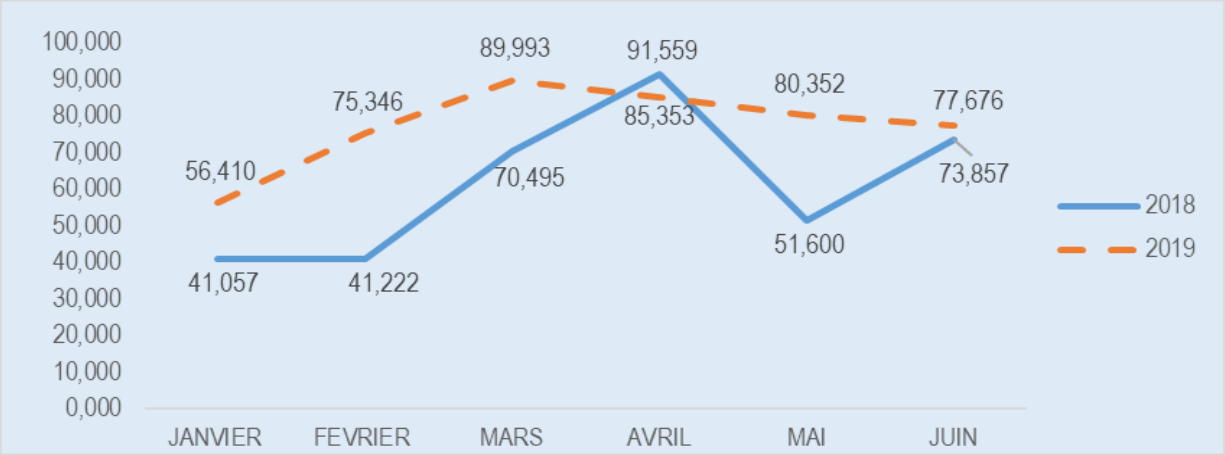
Quant aux droits d'enregistrement et de timbre, ils ont été recouvrés à 66,00%, dégageant un gap de (**6,789 milliards de FCFA**) par rapport à l'objectif semestriel.

Comparés aux montants recouvrés sur la même période en 2018 :

- les impôts directs ont dépassé leur niveau de 2018 de **36,059 milliards de francs CFA**, soit une augmentation de **16,31%** ;
- les impôts indirects ont également dépassé leur niveau de 2018, l'excédent se chiffre à **61,502 milliards de francs CFA**, soit un accroissement de **46,13%** ;

- quant aux droits d'enregistrement et timbre, ils n'ont pas atteint leur niveau de 2018, le gap constaté est de **(2,221 milliards de francs CFA)**, soit une baisse de **14,42%**.

Graphique 3. Evolution comparative des recettes fiscales mensuelles de janvier à juin 2018 et 2019.



Source : DGI, juillet 2019.

L'analyse du graphique 3 révèle que la baisse saisonnière habituellement enregistrée entre les mois d'avril et de mai (- 40% en moyenne entre 2016 et 2018) se fait moins ressentir en 2019 (- 6%).

En somme, la mise en œuvre des mesures issues des rapports d'assistance technique, notamment celles relatives à l'intensification des actions de recouvrement et au mécanisme de suivi rapproché institué par la DGI, ont beaucoup contribué à l'amélioration de la performance des structures chargées du recouvrement et, à l'atteinte des objectifs de recettes du premier semestre 2019. La DGI entend poursuivre durant les mois à venir la mise en œuvre de ces mesures et renforcer d'avantage le suivi par l'automatisation des indicateurs de gestion.

DIRECTION NATIONALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

Les objectifs de recettes assignés à la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité publique (DNTCP) dans la loi de finances initiale demeurent inchangés dans le projet de collectif budgétaire. Ils s'élèvent à **35,900 milliards de FCFA**.

A la date du 30 juin 2019, les prévisions cumulées de recettes à réaliser par la DNTCP, se chiffrent à **17,473 milliards de FCFA** dont **12,427 milliards de FCFA** d'impôts et taxes, **4,908 milliards de FCFA** provenant du PMU-Mali et **0,138 milliard de FCFA** provenant du casino.

La situation d'exécution de ces prévisions et les perspectives de recouvrement pour le troisième trimestre 2019 sont ci-dessous présentées.

A. Prévisions et réalisations de recettes au 30 juin 2019

La situation d'exécution des recettes de la DNTCP, au 30 juin 2019, se présente comme suit :

Tableau 11. Prévisions et réalisations de recettes au 30 juin 2019.

(En milliards de FCFA)

	Cumul au 30 juin 2019		Deuxième trimestre 2019						Cumul au 30 juin 2019	
			Avril		Mai		Juin			
	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation	Prévision	Réalisation
Impôts et Taxes	6,191	6,831	2,111	2,135	1,886	2,456	2,239	2,243	12,427	13,665
PMU	2,454	1,836	0,818	0,910	0,818	0,457	0,818	0,594	4,908	3,797
Casino	0,069	0,049	0,023	0,021	0,023	0,025	0,023	0,020	0,138	0,115
Total	**8,714**	**8,716**	**2,952**	**3,066**	**2,727**	**2,938**	**3,080**	**2,857**	**17,473**	**17,577**

Source : DNTCP, août 2019.

La lecture du tableau 11 indique que les recettes cumulées recouvrées par la DNTCP au 30 juin 2019 s'élèvent à **17,577 milliards de FCFA** dont **13,665 milliards de FCFA** au titre des impôts et taxes, **3,797 milliards de FCFA** de recettes provenant du PMU-Mali et **0,115 milliard de FCFA** recouvrés au niveau du casino.

Par rapport aux prévisions cumulées au 30 juin 2019, il se dégage un excédent de **104 millions de FCFA**, soit un taux de recouvrement de **100,60%**.

S'agissant des impôts et taxes, il se dégage un taux de réalisation de **109,96%**.

B. Perspectives de recouvrement pour le troisième trimestre 2019

Le tableau 12 présente les perspectives de recouvrement de recettes par la DNTCP pour le troisième trimestre de l'exercice 2019.

Tableau 12. Perspectives de recouvrement de recettes par la DNTCP au troisième trimestre 2019.

(En milliards de FCFA)

	Cumul des prévisions du deuxième trimestre 2019	Prévision du troisième trimestre 2019			Total du troisième trimestre	TOTAL
		Juillet	Août	Septembre		
Impôts et Taxes	12,427	2,241	2,036	2,082	6,359	18,786
PMU	4,908	0,818	0,818	0,818	2,454	7,362
Casino	0,138	0,023	0,023	0,023	0,069	0,207
Total	**17,473**	**3,082**	**2,877**	**2,923**	**8,882**	**26,355**

Source : DNTCP, août 2019.

Comme l'indiquent les données du tableau 12, les prévisions de recouvrement de recettes par la DNTCP pour le troisième trimestre 2019 s'élèvent à **8,882 milliards de FCFA** dont **6,359 milliards de FCFA** d'impôts et taxes, **2,454 milliards de FCFA** de recettes provenant du PMU-Mali et **0,069 milliard de FCFA** de recettes provenant du casino.

Ces prévisions sont réparties mensuellement comme suit :

- Juillet : **3,082 milliards de FCFA** ;
- Août : **2,877 milliards de FCFA** ;
- Septembre : **2,923 milliards de FCFA**.

La répartition mensuelle des perspectives de recouvrement des recettes provenant du casino au cours du troisième trimestre 2019, est de **23 millions de FCFA** par mois.

Concernant les prévisions mensuelles de réalisations des recettes du PMU-Mali, il est prévu un recouvrement de **818 millions de FCFA** pour les mois de juillet, août et septembre 2019.

En ce qui concerne le recouvrement des impôts et taxes :

- **2,241 milliards de FCFA** sont attendus en juillet ;
- **2,036 milliards de FCFA** en août ;
- **2,082 milliards de FCFA** en septembre.

La DNTCP est en train de prendre les dispositions nécessaires pour l'atteinte de son objectif de recettes au titre de l'exercice budgétaire 2019, notamment, un meilleur suivi des recettes de chancellerie et des régies dont celle des passeports.

DIRECTION NATIONALE DES DOMAINES

Les réalisations de recettes de la Direction Nationale des Domaines (DND) au premier semestre 2019 ainsi que les perspectives de recouvrement pour le troisième trimestre 2019, sont ci-dessous présentées.

A. Prévisions

Les objectifs de recettes assignés à la DND passent de **123,300 milliards de FCFA** dans la loi de finances initiale de 2019 à **187,800 milliards de FCFA,** soit une augmentation de **52,31%**. Cette prévision se décompose comme suit :

- **173,365 milliards de FCFA** de recettes budgétaires dont **37,810 milliards de FCFA** attendus durant le premier semestre ;
- **14,435 milliards de FCFA** de ressources de trésorerie dont **7,143 milliards de FCFA** attendus au premier trimestre.

B. Réalisations

Comme l'illustre les données du tableau 13, la contribution de la DND à la réalisation des objectifs de recettes du premier semestre s'est chiffrée à **53,043 milliards de FCFA,** soit un taux de réalisation de **118,00%**, contre **55,07%** à la même période en 2018.

Tableau 13. Situation de réalisation des prévisions de recettes de la DND.

(en milliards de FCFA)

Nature	Prévisions au 30 juin 2018	Réalisations au 30 juin 2018	Taux de réalisation (en %)	Prévisions au 30 juin 2019	Réalisations au 30 juin 2019	Taux de réalisation (en %)
Recettes budgétaires	**58,914**	**33,158**	**56,28**	**37,810**	**50,352**	**133,17**
Recettes fiscales	**26,912**	**18,190**	**67,59**	**23,053**	**27,741**	**120,34**
Taxe sur la plus-value de cession	0,544	0,615	113,05	0,681	0,563	82,66
Taxe sur frais d'édilité	0,180	0,147	81,67	0,180	0,174	96,54
Taxe ad valorem	19,000	12,576	66,19	18,153	20,694	114,00
Taxe d'extraction	0,120	0,019	15,83	0,103	0,083	80,53
Prélèvement honoraires greffiers	0,007	0,008	114,29	0,015	0,007	46,97
Droits d'enregistrement	6,035	3,886	64,39	3,060	4,993	163,17
Enregistrement des locations verbales	0,014	0,008	57,14	0,021	0,037	176,38
Droits de conservation foncière	0,767	0,724	94,39	0,542	0,937	172,97
Droit de timbres	0,245	0,207	84,49	0,299	0,254	85,03
Recettes non fiscales	**20,663**	**9,532**	**46,13**	**0,538**	**15,252**	**2832,60**
Redevances superficiaires	0,403	0,265	65,76	0,410	0,394	96,03
Concessions ordinaires	20,218	9,239	45,70	0,054	14,789	27312,15
Loyers administratifs	0,015	0,017	113,33	0,050	0,013	26,35
Pénalités	0,027	0,011	40,74	0,025	0,055	224,37
Produits financiers	**11,339**	**5,436**	**47,94**	**14,218**	**7,359**	**51,76**
Dividendes des autres sociétés	-	3,328		5,000	3,671	73,42
Dividendes des sociétés minières	11,339	2,108	18,59	9,218	3,689	40,02
Ressources de trésorerie	**4,856**	**1,959**	**40,34**	**7,143**	**2,691**	**37,67**
Aliénations d'immeubles et TF	4,679	1,694	36,20	6,952	2,472	35,55
Aliénations de meubles	0,177	0,265	149,72	0,191	0,219	114,75
TOTAL	**63,770**	**35,117**	**55,07**	**44,953**	**53,043**	**118,00**

Source : DND, août 2019.

a. Recettes budgétaires

La contribution de la DND à la réalisation des objectifs de recettes budgétaire au cours du premier semestre s'est chiffrée **50,352 milliards de francs CFA**, soit un taux de réalisation de **133,17%** de la prévision semestrielle.

Ce montant est supérieur de 51,86% à celui réalisé à la même période en 2018. Il représente 94,93% des ressources mobilisées par la DND, dont 55,09% de recettes fiscales, 30,29% de recettes non fiscales et 14,62% de produits financiers.

Les augmentations les plus significatives s'expliquent essentiellement par :

- la performance réalisée dans le recouvrement de la Taxe Ad Valorem (TAV), soit 114% des prévisions du semestre et 41,10% des recettes budgétaires ; cette performance s'explique par l'amélioration du suivi des déclarations de la TAV des sociétés minières ; le montant réalisé au titre de la TAV intègre 3,088 milliards de FCFA recouvrés sur les émissions de l'exercice 2018 ;
- l'amélioration du niveau de recouvrement des droits d'enregistrement, suite au redressement des prix de cession des actes de mutation présentés à l'enregistrement ;
- l'amélioration du niveau de recouvrement des produits financiers (dividendes des sociétés minières et des autres sociétés), dont les réalisations sont supérieures de 1,923 milliard de FCFA à ceux réalisé au 30 juin 2018 ; cette amélioration s'explique en partie par le recouvrement de 2 milliards de FCFA sur les déclarations de 2018, représentant le reliquat des dividendes à verser par la CMDT.
- le niveau exceptionnellement élevé des recouvrements au titre des concessions ordinaires (27312% des prévisions du semestre), provenant de la vente de la licence 4G à la SOTELMA-MALITEL.

b. Ressources de trésorerie

Les réalisations de ressources de trésorerie durant le premier semestre se sont chiffrées à **2,691 milliards de francs CFA**, contre **1,959 milliard de francs CFA** à la même période en 2018, soit un accroissement de **37,35%** et un taux de réalisation de **37,67%** par rapport aux prévisions du semestre.

Ce faible niveau de réalisation se justifie par le non versement par l'ACI du reliquat des produits issus de la vente des bâtiments, qui se chiffre à plus de **8 milliards de FCFA**. Il s'explique aussi par l'effet d'annonce de la révision des prix de cession des terrains sur le comportement des usagers.

Le niveau de recouvrement connaitra certainement une amélioration significative au cours du dernier semestre à la suite de l'adoption, le 30 janvier 2019 en Conseil des ministres, de nouveaux décrets portant fixation des prix de cession et redevances des terrains du domaine privé de l'Etat.

Pour ce faire, des instructions ont été données aux structures de recouvrement de réévaluer les anciennes autorisations de paiement sur la base des nouveaux prix et redevances et d'adresser des lettres de notification aux requérants afin, de les inviter à s'acquitter des droits et taxes dus lors de l'acquisition des titres de propriété.

Pour améliorer le niveau de recouvrement au cours du deuxième semestre, la DND envisage d'organiser des séances de travail avec les responsables de certaines sociétés telles que Orange-Mali, SOTELMA-Malitel, CMDT, SOMAGEP pour discuter des modalités de paiement des autorisations à elles notifiées dont le potentiel a été évalué à plus de **5 milliards de francs CFA.**

S'agissant des aliénations des biens meubles de l'Etat, même si l'objectif du premier semestre 2019 est atteint, les réalisations sont inférieures à leur niveau de 2018.

Cette situation s'explique par la lenteur constatée dans le traitement des dossiers de réformes des véhicules usagers de l'Etat ainsi que le manque de collaboration entre les services de recouvrement de la DND et les Présidents des tribunaux, en ce qui concerne la vente des scellés au niveau des tribunaux.

Des dispositions sont en cours pour l'instauration d'un cadre collaboration afin de réaliser les opérations de vente desdits biens.

c. Contraintes et difficultés rencontrées

Les réalisations de recettes ont été fortement impactées par un certain nombre de difficultés dont :

- le non-paiement des dividendes par certaines sociétés minières ;
- le non-paiement de l'intégralité des montants prévus sur la rubrique de la TAV par les sociétés minières ;
- le paiement de la TAV de certaines sociétés minières par compensation des crédits TVA;
- l'incidence des dispositions des conventions d'établissement de certaines sociétés minières, qui ne permettent pas à l'Etat de tirer profit de son patrimoine minier, conformément à l'article 32 du Code domanial et foncier ;
- le non-respect du paiement des dividendes prioritaires (10% du bénéfice distribuable au profit de l'État), perçus en cas de bénéfices réalisés par les sociétés minières ;
- la non- représentation de la DND dans les commissions de délivrance, de renouvellement, de transfert et de retrait des permis miniers et d'autorisation d'ouverture de carrières industrielles à travers la Division des domaines ;
- la non-comptabilisation dans les recettes de la DND du montant des acomptes de dividendes payés par PMU-MALI ;
- l'inexistence d'un cadre de concertation entre le Ministère de l'économie et des finances, le Ministère des mines et le Ministère de l'habitat et de l'urbanisme pour un meilleur suivi du secteur minier ;
- l'application de trois codes miniers qui engendre, du coup, une inégalité de traitement des sociétés minières œuvrant dans le même secteur;
- la non-implication de la DND dans les procédures de transfert et de cession de permis miniers pour lui permettre de recouvrer la plus-value de cessions réalisées sur ces transactions ;
- l'insuffisance des moyens matériels pour la mise en œuvre des activités de recouvrement de recettes.

d. Mesures correctives

Pour améliorer le niveau des recouvrements, les mesures suivantes sont envisagées :

A court terme :

- demander à l'Agence de Cession Immobilière (ACI), de procéder au paiement du reliquat du prix de cession des bâtiments administratifs vendus et les autres droits connexes dont le montant s'élève à plus de **8 milliards de francs CFA** ;
- demander aux responsables des sociétés minières et non-minières, dans lesquelles l'Etat détient des participations, de proposer aux organes délibérants desdites sociétés la distribution de dividendes en cas de réalisation de bénéfices ;
- relire la convention d'établissement de la société des mines d'or de Loulo (SOMILO) pour supprimer les dispositions de l'article 8 empêchant la distribution de dividendes ;
- instaurer un cadre de collaboration entre la DND et la DGI dans le but de mutualiser les informations sur les contribuables, en vue d'améliorer la mobilisation des recettes intérieures ;
- instaurer un cadre de collaboration entre la DND et la Direction nationale de la géologie et des mines pour renforcer le suivi des recettes provenant du secteur minier ;
- renforcer le cadre de collaboration entre la DND et l'Ordre des notaires pour un meilleur suivi des transactions foncières ;
- appliquer la loi sur la publicité foncière obligatoire en vue d'améliorer les recettes liées aux transactions foncières ;
- comptabiliser au compte du service des domaines, les recettes de redevances superficiaires et de la taxe d'extraction des carrières et de ramassage des matériaux recouvrées par la Direction nationale de la géologie et des mines ;
- organiser des missions de suivi et de contrôle de la mise en œuvre des instructions relatives au recouvrement des recettes au niveau régional et subrégional ;
- renforcer les capacités (équipements, ressources humaines, voyages d'études, formation etc.) de la DND dans le cadre de la mobilisation des recettes.

A moyen terme :

- prendre les dispositions nécessaires pour mettre en application le droit de préemption dans le cadre des transactions foncières ;
- revoir à la hausse les taux de la taxe sur la plus-value de cession immobilière au regard de l'existence du potentiel avéré dont regorge les transactions foncières ;
- rapatrier les rubriques de recettes domaniales recouvrées par d'autres services dans la nomenclature des recettes de la DND ;
- mettre en place le cadastre pour une meilleure évaluation de la valeur vénale des immeubles objets des transactions.

C. Perspectives de recouvrement pour le troisième trimestre 2019

Comme perspectives, il est attendu, au titre du troisième trimestre, un montant de **32,800 milliards de francs CFA**, réparti comme suit :

- **11 milliards de FCFA** de dividendes attendus de la part de la SOTELMA-MALITEL ;
- **8 milliards de FCFA** de dividendes attendus de la part de la société minière de Fékola ;
- **7,5 milliards de FCFA** de TAV, soit une moyenne mensuelle de recouvrement de l'ordre de **2,5 milliards de FCFA** ;
- **6,3 milliards de FCFA** de recettes sur les transactions foncières, soit une moyenne mensuelle de recouvrement de 2,1 milliards de FCFA.

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE

L'objectif de recouvrement des prêts rétrocédés pour l'année 2019 demeure inchangé dans le projet de collectif budgétaire à **9,592 milliards de FCFA**.

Sur ce montant, **2,448 milliards de FCFA** ont été mobilisés à la date du 30 juin 2019, soit un taux d'exécution **25,52%** par rapport à l'objectif annuel, contre **39%** à la même période en 2018.

L'écart considérable enregistré entre les réalisations et les prévisions est dû au non-paiement des échéances du Nouveau Complexe Sucrier du Kala Supérieur SA (N-SUKALA), qui n'arrivent pas à honorer, à bonne date, ses échéances.

Les perspectives de recouvrement du troisième trimestre 2019 se chiffrent à **3,119 milliards de FCFA**.

La Direction Générale de la Dette Publique (DGDP) continuera à recouvrer les échéances courantes de dettes et à réclamer le paiement des arriérés avec l'assistance des autres services du Ministère de l'économie et des finances.

Le tableau 14 présente la situation des recouvrements des prêts rétrocédés au premier semestre 2019.

Tableau 14. Recouvrement des prêts rétrocédés par la DGDP.

(En millions de FCFA)

ORGANISMES	janvier		février		mars		avril		mai		juin		juillet		août		septembre		octobre		novembre		décembre		TOTAL GENERAL	
	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal	Prév	Réal
BNDA				12	8	8			405	405	12						8				403		12		**848**	**425**
EDM-SA										165	125												125		**250**	**165**
SOGEM	207		1 084			1 630	910						207		1 068				892						**4 368**	**1 630**
BDM-SA							74	74											71						**145**	**74**
SOTELMA-SA							6	6											6						**12**	**6**
N-SUKALA					1 852												1 836								**3 688**	**-**
BMS-SA							142	148											139						**281**	**148**
Total	**207**	**-**	**1 084**	**12**	**1 860**	**1 638**	**1 132**	**228**	**405**	**570**	**137**	**-**	**207**	**-**	**1 068**	**-**	**1 844**	**-**	**1 108**	**-**	**403**	**-**	**137**	**-**	**9 592**	**2 448**
Cumul		**-**		**12**		**1 650**		**1 878**		**2 448**		**2 448**		**2 448**		**2 448**		**2 448**		**2 448**		**2 448**		**2 448**		**2 448**
Taux de réalisation	**0%**		**1,11%**		**88,06%**		**20,14%**		**140,74%**		**0,00%**														**25,52%**	

Source : DGDP, août 2019.

DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION DES BIENS DE L'ETAT

Les recettes de la Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat (DGABE) proviennent essentiellement des produits de vente des actifs des sociétés privatisées ou liquidées.

En 2019, il a été inscrit dans la loi des finances des prévisions de recettes de cessions d'immobilisations incorporelles de **50 milliards de FCFA** pour la DGABE. Ces prévisions demeurent inchangées dans le projet de collectif budgétaire.

Elles prennent en compte la cession :

- d'une partie des actions de la SOTELMA ;
- de l'Usine Malienne de Produits Pharmaceutiques (UMPP) ;
- des actifs de l'Hôtel Club de Sélingué.

A l'issue des travaux de la commission de privatisation de l'UMPP, créé par Décision n°2017-0025/MDI-SG du 06 juillet 2017, une seule offre a été reçue. Il s'est avéré que cette offre n'est pas avantageuse pour l'Etat. A cet égard, il a été décidé de procéder à la réalisation de la parcelle de terrain sur laquelle est bâtie l'unité.

En ce qui concerne l'Hôtel Club de Sélingué, le processus de cession est en cours. A la suite d'une consultation restreinte, un consultant a été recruté en vue de l'évaluation des actifs de l'Hôtel.

Par ailleurs, la DGABE assure le suivi de la réalisation de la vente des matières et matériels réformés. Les produits de ces ventes sont comptabilisés au compte de la DND. À la date du 30 juin 2019, un montant de **219 millions de FCFA** a été réalisé au titre de la vente des matières et matériels réformés, sur une prévision de **385 millions de FCFA**.

En termes de perspectives, il est prévu, au cours du troisième trimestre 2019, l'évaluation des actifs de l'Hôtel Club et la poursuite des travaux de la commission de privatisation de l'UMPP. Des dispositions sont également en cours pour la cession de 19% des actions de la SOTELMA.

Pour permettre à la DGABE d'avoir une meilleure visibilité sur les ressources provenant des activités qu'elle mène et une maîtrise des recettes budgétaires y découlant, il serait souhaitable que les prévisions de recettes soient portées sur les flux générés par l'ensemble des activités gérées par la structure.

Actuellement, à l'exception des produits de privatisation des entreprises publiques, toutes les autres recettes sont recouvrées au niveau des guichets de la DND et sont directement reversées au Trésor pour le compte de celle-ci.

III. EXECUTION DES CHARGES DE L'ETAT

Les charges de l'Etat sont constituées des dépenses budgétaires et des charges de trésorerie. Elles sont évaluées à **2 736,540 milliards de FCFA** dans le projet de loi de finances rectificative, contre **2 759,198 milliards de FCFA** dans la loi de finances initiale, soit une légère réduction de **0,82%**.

Sur ce montant, **32,35%** ont été exécutées, soit un montant cumulé de paiement de **885,265 milliards de FCFA**, dont **717,757 milliards de FCFA** de dépenses budgétaires et, **167,508 milliards de FCFA** de charges de trésorerie.

3.1. DEPENSES BUDGETAIRES

Les prévisions révisées de dépenses budgétaires de l'exercice 2019 se chiffrent à **2 387,742 milliards de FCFA**, contre **2 410,400 milliards de FCFA** dans la loi de finances initiale, soit une réduction de **0,94%**. Sur ces prévisions, il a été exécuté au 30 juin 2019 un montant de **710,587 milliards de FCFA**, correspondant à un taux d'exécution de **29,76%**, dont **21,11%** dans les régions et **12,15%** par les établissements publics**.**

La situation d'exécution desdites charges est présentée dans les lignes qui suivent.

3.1.1. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par budget et par nature économique

Le tableau 15 présente la situation d'exécution des dépenses budgétaires par type de budget et par nature économique.

Tableau 15. Situation d'exécution des dépenses budgétaires par budget et par nature économique.

NATURES ECONOMIQUES	PREVISIONS PLR 2019 (en milliards de FCFA)		REALISATIONS CP LFI 2019 AU 30 juin 2019		
	AE (1)	CP (2)	CP ENGAGES (en milliards de FCFA) (3)	CP LIQUIDES (en milliards de FCFA) (4)	TAUX D'EXECUTION en % (5) = [(4) / (2)]*100
Budget Général (1)	**801,184**	**2 261,156**	**887,289**	**675,917**	**29,89**
Dépenses ordinaires		**1 415,363**	**670,698**	**528,401**	**37,33**
Personnel		595,600	331,653	231,865	38,93
dont fonctionnaires des Collectivités Territoriales		158,570	86,555	77,313	48,76
Acquisitions de biens et services, dont		358,347	112,132	93,519	26,10
Matériel		121,762	41,291	31,806	26,12
Communication		47,319	17,470	15,810	33,41
Autres Dépenses		96,137	31,545	28,037	29,16
dépenses électorales		20,750	1,444	1,434	6,91
Charges financières		101,056	53,904	51,344	50,81
Transferts et subventions, dont		352,651	171,111	150,176	42,58
Bourses		17,796	8,673	7,643	42,95
Subvention Intrants		43,000	10,000	10,000	23,26
Subvention EDM-SA		75,000	30,000	30,000	40,00
Filet social		17,000	1,222	1,222	7,19
Dépenses en atténuation des recettes		7,709	1,897	1,498	19,43
Dépenses en capital	**801,184**	**845,793**	**216,592**	**147,515**	**17,44**
Dépenses d'investissement exécutées par l'Etat[6]	801,184	845,793	216,592	147,515	17,44
dont Filet social	10,000	10,000	2,356	2,107	21,07
Dépenses de transferts en capital	0,000	0,000	0,000	0,000	
Budgets annexes (2)	**2,560**	**7,858**	**2,577**	**2,238**	**28,48**
Personnel		2,004	0,744	0,717	35,79
Acquisitions de biens et services		2,471	0,753	0,750	30,37
Transferts et subventions		0,823	0,427	0,427	51,89
Dépenses en capital	2,560	2,560	0,652	0,343	13,40
Comptes spéciaux du Trésor (3)	**51,593**	**118,728**	**39,659**	**39,602**	**33,36**
Personnel		0,430	0,056	0,051	11,89
Acquisitions de biens et services		66,098	39,410	39,358	59,54
Transferts et subventions		0,608	0,180	0,180	29,66
Dépenses en capital	51,593	51,593	0,013	0,013	0,03
TOTAL GENERAL (1 + 2 + 3)	**855,337**	**2 387,742**	**929,525**	**717,757**	**30,06**

Source : DGB, août 2019.

[6] La situation d'exécution des dépenses d'investissement exécutées par l'Etat intègre celle du budget spécial d'investissement sur financement extérieur.

3.1.1.1. Budget général

Les dépenses du budget général regroupent les dépenses effectuées par les départements ministériels, les établissements publics placés sous leurs tutelles ainsi que les institutions de la République et assimilées. Elles s'élèvent à **2 261,156 milliards de FCFA** dans le projet de collectif budgétaire, contre **2 283,814 milliards de FCFA** dans la loi de finances initiale, soit une diminution de **0,99%**.

Sur ce montant, **675,917 milliards de FCFA** ont été exécutés au 30 juin 2019, soit un taux d'exécution de **29,89%**.

Ce niveau d'exécution est supérieur à celui observé à la même période en 2018 de **15,903 milliards de FCFA**, en termes de valeur et de 2 points de pourcentage, en termes de taux d'exécution.

Dépenses ordinaires

Dans le budget d'Etat de 2019, les dépenses ordinaires sont inscrites en Crédits de Paiement (CP) qui constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées au cours de l'exercice.

Les CP des dépenses ordinaires s'élèvent à **1 415,363 milliards de FCFA** dans le projet de collectif budgétaire, contre **1 357,363 milliards de FCFA** dans la loi de finances initiale, soit une augmentation de 4,27%. Cette augmentation se justifie par la hausse des dépenses de transferts et de subvention.

Sur ce montant, **37,33%**, représentant **528,401 milliards de FCFA**, ont été exécutés. Ils se déclinent en dépenses de personnel, de biens et services, de charges financières, de transferts et subventions, et celles en atténuation des recettes.

- ***Personnel :***

Les crédits de paiement des charges salariales du personnel civil et militaire de l'Etat et des fonctionnaires des collectivités territoriales se chiffrent en 2019 à **595,600 milliards de FCFA** dans le budget d'Etat de 2019. Ils ont été exécutés à hauteur de **38,93%**, soit **231,865 milliards de FCFA**, sur lesquels **33,34%** représentent des charges salariales des fonctionnaires des collectivités territoriales, soit **77,313 milliards de FCFA**.

- ***Biens et services :***

Les crédits de paiement des « biens et services » ont été exécutés à hauteur de **93,519 milliards de FCFA** représentant **26,10%** des **358,347 milliards de FCFA** inscrits au budget d'Etat 2019. Les principaux postes de dépenses sont ceux liés à l'acquisition de matériel (**34,01%**), aux autres dépenses (**29,98%**) et aux frais de communication et énergie (**16,91%**).

- ***Charges financières :***

Les crédits de paiement des charges financières servent à régler les intérêts de la dette intérieure et extérieure, qui s'élèvent respectivement à **65,709 milliards de FCFA** et **35, 347 milliards de FCFA** dans le budget d'Etat 2019. Au 30 juin 2019, ils ont été exécutés à hauteur de **50,81%**, correspondant à **51,344 milliards de FCFA**, dont **24,070 milliards de FCFA** sur la dette intérieure et **14,707 milliards de FCFA** sur la dette extérieure.

- ***Transferts et subventions :***

Evalués à **352,651 milliards de FCFA** dans le projet de collectif budgétaire, les CP des dépenses de transferts et subventions sont en hausse de **19,68%** par rapport aux prévisions de la loi de finances initiale.

Cette augmentation s'explique par :

- l'augmentation de la subvention accordée par l'Etat à EDM SA, de **45 milliards de FCFA**, en vue de :
    - l'apurement de la créance de EDM vis-à-vis de la centrale thermique Sogli Pangeba Mohamed (SOPAM Energie), pour 21 milliards de FCFA ;
    - l'apurement de la dette fiscale de EDM SA vis-à-vis de l'Etat, pour 24 milliards de FCFA ;
- l'augmentation des crédits alloués au filet social pour la prise en charge du Plan d'actions humanitaires de relèvement et de développement dans les régions du centre, à hauteur de **13 milliards de FCFA**.

Au 30 juin 2019, **150,176 milliards de FCFA** ont été exécutés sur ces prévisions révisées**,** représentant un taux d'exécution de **42,58%**. Sur ce montant, la subvention à EDM SA représente 19,98%, les bourses scolaires 5,09%, la subvention des intrants 6,66%.

- ***Dépenses en atténuation des recettes :***

Prévues pour **7,709 milliards de FCFA** et affectées au paiement des exonérations dans le cadre des conventions de financement des projets d'investissement, la situation d'exécution des dépenses en atténuation des recettes fait ressortir à la fin du premier semestre, un niveau d'exécution de **1,498 milliards de FCFA,** représentant **19,43%** des prévisions.

- ***Dépenses en capital***

Les dépenses en capital ou d'investissements sont inscrites en Autorisations d'Engagement (AE) et en Crédits de Paiement[7] (CP). Les AE constituent la limite supérieure de dépenses pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la loi de finances.

Elles se décomposent en (i) dépenses d'équipement, études et recherches des administrations publiques, (ii) dépenses d'investissements stratégiques inscrits au Budget Spécial d'Investissement (BSI) ainsi qu'en (iii) Appuis Budgétaires Sectoriels (ABS).

[7]Cf. supra point 3.1.1.1 – Dépenses ordinaires pour la définition des CP.

Dans le projet de collectif budgétaire, les AE des dépenses en capital s'élèvent à **801,184 milliards de FCFA**, contre **798,620 milliards de FCFA** dans la loi de finances initiale. Cette légère augmentation s'explique par celle des prévisions d'ABS.

Quant à leurs crédits de paiement, ils sont évalués à **845,793 milliards de FCFA** dans le projet de collectif budgétaire, contre **926,451 milliards de FCFA** dans la loi de finances initiale. Sur ce montant, **147,515 milliards de FCFA** ont été exécutés au 30 juin 2019, soit un taux d'exécution de **17,44 %**, sur lesquels **45,89%** ont été réalisés au compte du BSI financement extérieur, **35,28%** au titre des dépenses d'équipement et des investissements des administrations publiques, **18,52%** au compte du BSI financement intérieur et **0,31%** au titre des ABS.

- ***Equipement - investissement :***

Les crédits de paiement des dépenses de la rubrique « équipement-investissement » se chiffrent à **313,672 milliards de FCFA** dans le budget 2019. A la fin du premier semestre, ils sont exécutés à **16,59%**, dont une part importante pour des investissements militaires réalisés dans le cadre de la mise en œuvre des lois d'Orientation et de Programmation Militaire (LOPM) et de Programmation relative à la Sécurité Intérieure (LPSI).

- ***Budget Spécial d'Investissement (financement intérieur) :***

Les crédits de paiement des dépenses du BSI financement intérieur, représentent **285,304 milliards de FCFA** dans le budget 2019 sur lesquels **9,58%** ont été exécutés au 30 juin 2019.

- ***Budget Spécial d'Investissement (financement extérieur) :***

Les crédits de paiement des dépenses du BSI financement extérieur, représentent **236,112 milliards de FCFA** dans le projet de collectif budgétaire, contre **319,335 milliards de FCFA** dans la loi de finances initiale, soit une réduction de **26,06%**. Cette diminution nette résulte :

- du financement par le Luxembourg, à hauteur de 10,778 milliards de FCFA, de nouveaux projets, dans le cadre de la mise en œuvre du Programme indicatif de coopération 2015-2019 (***Cf. supra point 2.1.5***), d'une part ;
- la réduction, de 94,000 milliards de FCFA, des prévisions de financement extérieur des projets inscrits au Budget Spécial d'Investissement (BSI), en raison du faible niveau de décaissement des ressources, observé au 31 mai 2019, d'autre part.

Sur les crédits ainsi révisés, **28,67%** ont été exécutés au 30 juin 2019, soit **67,688 milliards de FCFA**.

La répartition de ces dépenses par ministère et par nature de financement se présente comme suit :

Tableau 16. Situation d'exécution du BSI financement extérieur.

(En millions de FCFA)

MINISTERES/ INSTITUTIONS	Prévisions LFI 2019			Prévisions révisées 2019			Etat d'exécution au premier trimestre 2019			
	Prêt	Subv.	Total	Prêt	Subv.	Total	Prêt	Subv.	Total	Taux
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	1 342	5 737	**7 079**	842	5 737	**6 579**	68	1 925	1 993	30,29
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES INFRASTRUCTURES	34 892	30 248	**65 140**	8 492	30 247	**38 739**	15 212	776	15 988	41,27
MINISTERE DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	3 950	2 950	**6 900**	3 700	4 552	**8 252**	3 645	2 236	5 881	71,27
MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	0	0	**0**	0	954	**954**	-	-	-	-
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	50 330	20 694	**71 024**	26 530	23 327	**49 857**	9 844	6 383	16 227	32,55
MINISTERE DE L'ELEVAGE TE DE LA PECHE	13 313	5 103	**18 416**	6 313	5 103	**11 416**	3 531	548	4 079	35,73
COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	0	1 193	**1 193**	0	1 193	**1 193**	-	293	293	24,56
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	79 440	25 283	**104 723**	43 390	46 583	**89 973**	9 202	7 722	16 924	18,81
MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	0	4 000	**4 000**	0	5 000	**5 000**	-	3 057	3 057	61,14
MINISTERE DU COMMERCE	0	900	**900**	0	900	**900**	-	-	-	-
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION	0	0	**0**	0	5 589	**5 589**	-	1 492	1 492	26,70
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	0	39 910	**39 910**	0	17 610	**17 610**	-	1 728	1 728	9,81
MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	0	50	**50**	0	50	**50**	-	26	26	52,00
TOTAL LOI DE FINANCES	**183 267**	**136 068**	**319 335**	**89 267**	**146 845**	**236 112**	41 502	26 186	67 688	28,67

Source : DNPD, août 2019.

3.1.1.2. Budgets annexes

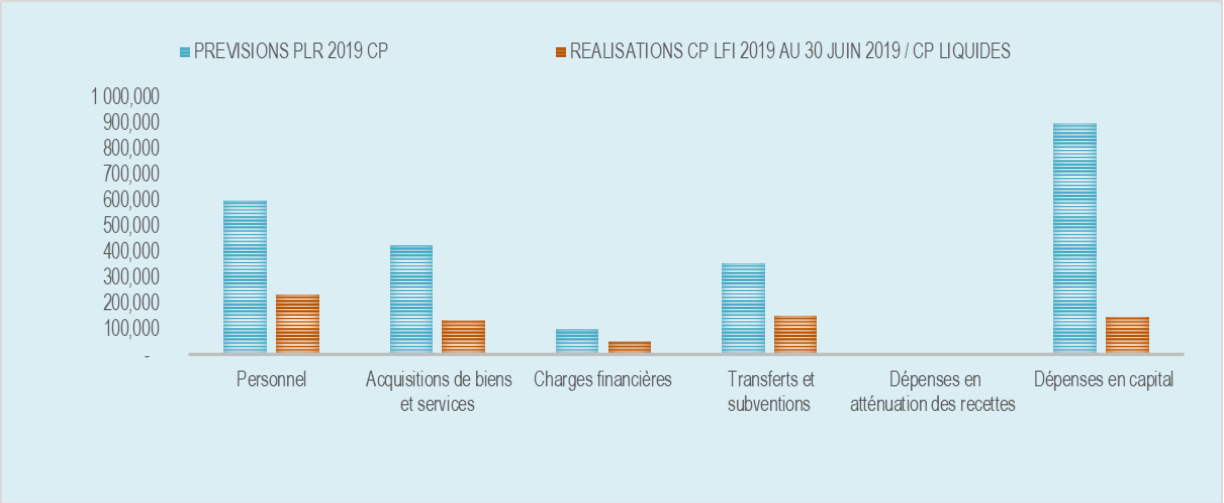
Les crédits de paiement des budgets annexes (***Cf. supra point 2.1.2***) s'élèvent à **7,858 milliards de FCFA** dans le budget d'Etat de 2019. Sur ce montant, **2,238 milliards de FCFA** ont été exécutés au 30 juin 2019, soit **28,48%** des prévisions.

3.1.1.3. Comptes spéciaux du Trésor

Les crédits de paiement des comptes spéciaux du Trésor, se chiffrent en 2019 à **118,728 milliards de FCFA** sur lesquels **33,36%** ont été exécutés, dont **99,15%** pour le remboursement de crédits TVA.

Agrégée par nature économique, la situation d'exécution des dépenses budgétaires par rapport aux prévisions annuelles révisées est présentée dans le graphique 4.

Graphique 4. Situation d'exécution du budget d'Etat au 30 juin 2019 par nature économique.



Source :DGB, août 2019.

Le graphique 4 permet d'identifier les catégories de dépenses dont les poids sont les plus importants. Il s'agit, notamment, des dépenses de personnel (**32,41%** des liquidations), des transferts et subventions (**21,01%** des liquidations) et des dépenses en capital exécutées par l'Etat (**20,60%** des liquidations). Bien qu'ayant enregistré le taux d'exécution le plus élevé (50,81%), les charges financières ne représentent que **7,15%** des crédits liquidés au 30 juin 2019.

Au niveau des régions et des établissements publics, la situation d'exécution des charges budgétaires par nature économique au 30 juin 2019 se présente comme suit :

Tableau 17. Situation d'exécution des dépenses budgétaires des régions par nature économique.

NATURE ECONOMIQUE	PREVISIONS LFI 2019 (en milliards de FCFA) (1)	PREVISIONS REVISEES 2019 (en milliards de FCFA) (1)	REALISATIONS CP AU 30 JUIN /2019 (en milliards de FCFA) (2)	TAUX D'EXECUTION en % (3) = [(2)/(1)]*100
Régions				
Personnel	241,848	241,848	117,853	48,73
Acquisition de biens et services	57,475	57,475	16,816	29,26
Transferts et subventions	12,572	12,488	4,931	39,48
Dépenses en investissement	61,264	65,889	10,376	15,75
Total Régions	**373,159**	**377,700**	**149,975**	**39,71**
Etablissements publics				
Transferts et subventions	143,338	129,993	81,775	62,91
Dépenses en capital	21,516	21,555	4,530	21,02
Total Etablissements publics	**164,855**	**151,549**	**86,305**	**56,95**
TOTAL	**538,013**	**529,248**	**236,281**	**44,64**

Source : DGB, août 2019.

Il ressort de la lecture du tableau 17 que les dépenses de personnel constituent la part la plus importante des dépenses liquidées au niveau des régions et des établissements publics au 30 juin 2019 et présentent les taux d'exécution les plus élevés.

3.1.2. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par type de programme et par dotation

Le budget d'Etat de 2019 comporte cent quarante-cinq (145) programmes, trois cent trente (330) actions, quatre cents cinquante-huit (458) objectifs et mille cent huit (1108) indicateurs.

Le niveau d'exécution de ces programmes, sans le financement extérieur du BSI, est présenté dans le tableau 18.

Tableau 18. Situation d'exécution des charges budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, par type de programme et par dotation budgétaire.

LIBELLES	PREVISIONS LFI 2019						REALISATIONS CP LFI AU 30 JUIN 2019		
	Nombre de Prog	Nombre d'actions	Nombre d'obj.	Nombre d'indic.	AE	CP	CP ENGAGES	CP LIQUIDES	TAUX D'EXECUTION
					(en milliards de FCFA)		(en milliards de FCFA)		(en %)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = [(8)/(6)]*100
Programmes de pilotage (1)	**36**	**130**	**128**	**275**	**154,595**	**632,623**	**291,553**	**184,485**	**29,16**
Personnel						171,292	115,063	69,230	
Biens et services						142,196	56,517	46,835	
Transferts et subventions						123,096	51,703	48,963	
Investissement					154,595	196,039	68,270	19,458	
Programme opérationnel (2)	**97**	**182**	**310**	**775**	**418,696**	**1 093,466**	**421,817**	**322,851**	**29,53**
Personnel						303,281	207,825	154,812	
Biens et services						107,761	38,071	29,610	
Transferts et subventions						161,045	110,692	92,704	
Investissement					418,696	521,379	65,229	45,725	
Programmes des Budgets annexes (3)	**1**	**7**	**2**	**14**	**2,560**	**7,858**	**2,577**	**2,238**	**28,48**
Personnel						2,004	0,744	0,717	
Biens et services						2,471	0,753	0,750	
Transferts et subventions						0,823	0,427	0,427	
Investissement					2,560	2,560	0,652	0,343	
Programmes Comptes spéciaux du trésor (4)	**11**	**11**	**18**	**44**	**51,593**	**118,729**	**39,659**	**39,602**	**33,36**
Personnel						0,430	0,056	0,051	
Biens et services						66,098	39,410	39,358	
Transferts et subventions						0,608	0,180	0,180	
Investissement					51,593	51,593	0,013	0,013	
Dotations (5)	**0**	**0**	**0**	**0**	**227,893**	**535,066**	**106,231**	**100,893**	**18,86**
Personnel						121,027	8,766	7,823	
Biens et services						209,445	71,434	68,415	
Transferts et subventions						68,510	8,729	8,512	
Investissement					227,893	136,084	17,302	16,142	
TOTAL (1) + (2) + (3) + (4) + (5)	**145**	**330**	**458**	**1 108**	**855,337**	**2 387,742**	**861,837**	**650,069**	**27,23**

Source : DGB, août 2019.

3.1.2.1. Programme de pilotage

Les programmes de pilotage sont des programmes d'appui visant la coordination des actions des structures et la gestion des ressources humaines, matérielles et financières mises à leur disposition.

Les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat pour la mise en œuvre de ces programmes ont augmenté de **7,76%** dans le projet de collectif budgétaire par rapport à la loi de finances initiale, passant de **587,053 milliards de FCFA** à **632,623 milliards de FCFA**. Cette augmentation est observable au niveau des transferts et subventions. Ils permettent de financer les 130 actions des 36 programmes d'administration générale.

Au 30 juin 2019, ces crédits ont été exécutés à hauteur de **184,485 milliards de FCFA,** soit **28,38 %** du total des crédits liquidés et **29,16%** des prévisions.

Comparé à celui observé à la même période en 2018, ce niveau d'exécution est en baisse, aussi bien en valeur (écart de **– 12,982 milliards de FCFA**), de part dans le total des liquidations (**30,56%** en 2018) que de taux d'exécution (**32,76%** en 2018).

Sur le montant exécuté, les charges de personnel représentent la part la plus importante des crédits liquidés pour ce type de programme (**37,53%)** et affichent le taux d'exécution le plus élevé (**40,42%**). Les dépenses d'investissement ont été exécutées à **9,93%**, avec une part de **10,55%** des liquidations. Les dépenses de transferts et subventions, représentant **26,54%** des liquidations, ont été exécutés à **39,78%**. Quant aux dépenses d'acquisition de biens et services, elles représentent **25,39%** des liquidations et ont été exécutés à **32,94%**.

3.1.2.2. Programmes opérationnels

En 2019, 97 programmes opérationnels, structurés en 183 actions, ont été prévus dans le budget d'Etat, mobilisant **1 093,466 milliards de FCFA**, soit **6,91%** de moins que dans la loi de finances initiale**.** Cette diminution est observable au niveau des crédits d'investissement.

Au 30 juin, les crédits alloués à ces programmes ont été exécutés à hauteur de **29,53%** et représentent **49,66%** du total des crédits liquidés.

A l'instar des programmes de pilotage, le niveau d'exécution observé est en baisse par rapport à 2018 de : **(14,892 milliards de FCFA)** en valeur, **2 points de pourcentage** en termes de poids. Par contre, il est en hausse de **1 point de pourcentage** en termes de taux d'exécution par rapport aux prévisions.

Sur le montant liquidé, les dépenses de personnel, exécutées à **51,05%**, sont également les plus importantes (**47,95%** des crédits liquidés). Elles sont suivies par les dépenses de transferts et de subventions, qui représentent **28,71%** des crédits liquidés et sont exécutés à **57,56%** par rapport aux prévisions. Quant aux crédits d'investissement, ils représentent **14,16%** des liquidations et enregistrent le plus faible taux d'exécution, soit **8,77%**. Les crédits d'acquisition de biens et services ne représentent que **9,17%** des crédits liquidé et ont été exécutés à **27,48%**.

Les programmes opérationnels regroupent des actions et des activités dont la mise en œuvre concourt directement à l'atteinte des objectifs des départements ministériels, institutions et assimilées.

3.1.2.3. Programmes des budgets annexes

En 2019, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat pour la mise en œuvre du programme des budgets annexes permettent de financer 7 actions.

Au 30 juin, ils ont été exécutés à hauteur de **2,238 milliards de FCFA**, soit **28,48%** et **0,34%** des crédits liquidés.

Comparé à celui observé en 2018 à la même période, ce niveau d'exécution s'est amélioré de **643 millions de FCFA** en valeur et d'environ **4 points de pourcentage** en termes de taux d'exécution.

Sur le montant total des liquidations, **33,53%** représentent des acquisitions de biens et services, **32,06%** des dépenses de personnel, **19,08%** des transferts et subventions et **15,33%** des dépenses en capital.

3.1.2.4. Programmes des comptes spéciaux du Trésor

Les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat pour la mise en œuvre des programmes des comptes spéciaux du trésor permettent de financer 11 actions des 11 programmes des comptes spéciaux en 2019.

Au 30 juin 2019, ils ont été exécutés à hauteur de **39,602 milliards de FCFA,** soit **33,36%** des prévisions et **6,09%** du total des crédits liquidés, dont **99,38%** ont servi à l'acquisition de biens et services.

Ce niveau d'exécution est en hausse par rapport à celui enregistré à la même période en 2018 (**25,663 milliards de FCFA** représentant **22,01%** de taux de réalisation et **4%** des crédits liquidés).

3.1.2.5. Dotations

Les crédits budgétaires non repartis en programmes sont ventilés en dotation. Chaque dotation regroupe un ensemble de crédits globalisés destinés à couvrir les dépenses spécifiques auxquelles ne peuvent être directement associés des objectifs de politiques publiques ou des critères de performance.

Les crédits de paiement inscrits dans le projet de collectif budgétaire pour les dotations se chiffrent à **535,066 milliards de FCFA**, contre **522,066 milliards de FCFA** dans la loi de finances initiale, soit une augmentation de **2,49%**. Cette augmentation est observable au niveau des transferts et subventions.

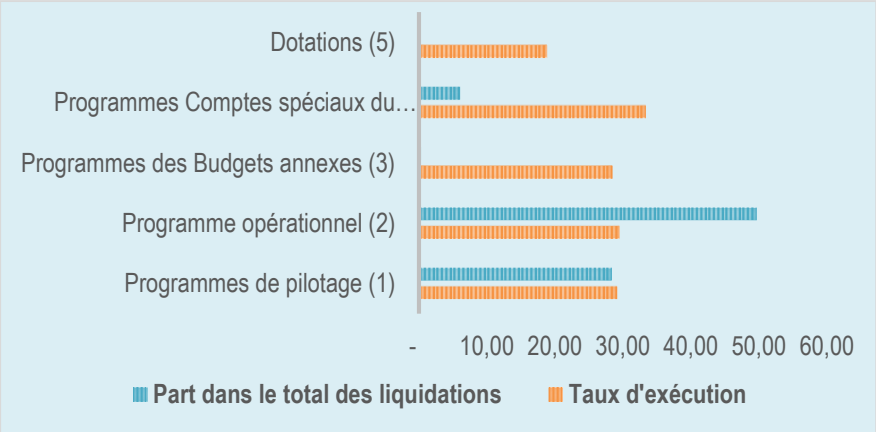
Sur les prévisions ainsi rectifiées, **100,893 milliards de FCFA** ont été exécutés, soit **18,86%** des prévisions et **15,52%** du total des crédits liquidés.

Au 30 juin 2018, il avait été observé un montant liquidé de **83,737 milliards de FCFA**, un taux d'exécution de **19,97%** et un poids de **13%** des crédits liquidés.

Au 30 juin 2019, l'acquisition de biens et services représentent **67,81%** des liquidations de crédits des dotations, suivie des dépenses en capital qui représentent **16%**.

Le graphique 5 récapitule la situation d'exécution des charges budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, par type de programme et par dotation.

Graphique 5. Situation d'exécution des charges budgétaires par type de programme et par dotation budgétaire, sans le financement extérieur du BSI.



Source : DGB, août 2019.

Il en ressort que les dépenses effectuées par les programmes opérationnels représentent près de **50%** des crédits liquidés au 30 juin 2019 tandis que le taux d'exécution le plus élevé par rapport aux prévisions est enregistré par les programmes des comptes spéciaux du trésor, soit **33,36%**.

3.1.3. Analyse de l'exécution des dépenses budgétaires par fonction

La classification fonctionnelle permet de classer les charges de l'Etat en fonction de leurs objectifs socio-économiques. Ainsi, les charges budgétaires sont réparties entre dix (10) grandes divisions de fonction.

Le tableau 19 présente la situation d'exécution des dépenses classées par fonction.

Tableau 19. Situation d'exécution des charges budgétaires par classification fonctionnelle, sans le financement extérieur du BSI.

FONCTION	PREVISIONS PLR 2019		REALISATIONS LFI AU 30 JUIN 2019			
	CP (en milliards de FCFA) (1)	POIDS CP en % (2)	CREDITS ENGAGES (en milliards de FCFA) (3)	CREDITS LIQUIDES (en milliards de FCFA) (4)	TAUX D'EXECUTION DES CP en % (5) = [(4)/(1)]*100	POIDS CP en % (6)
Services généraux des administrations publiques	592,480	24,81	223,226	192,772	32,54	29,65
Défense	277,897	11,64	162,025	87,952	31,65	13,53
Ordre et sécurité publics	145,037	6,07	69,239	45,721	31,52	7,03
Affaires économiques	596,032	24,96	107,202	88,498	14,85	13,61
dont Agriculture	254,400	10,65	36,105	30,018	11,80	4,62
Protection de l'environnement	49,887	2,09	9,158	7,363	14,76	1,13
Logement et équipements collectifs	80,767	3,38	13,183	10,516	13,02	1,62
Santé	123,422	5,17	42,756	29,166	23,63	4,49
Loisirs, culture et culte	20,760	0,87	9,658	7,470	35,98	1,15
Enseignement	375,072	15,71	182,936	140,681	37,51	21,64
Protection sociale	126,388	5,29	42,453	39,931	31,59	6,14
TOTAL	**2 387,742**	**100,00**	**861,837**	**650,069**	**27,23**	**100,00**

Source : DGB, août 2019.

3.1.3.1. Services généraux des administrations publiques

Les crédits alloués aux ***services généraux des administrations publiques*** ont augmenté de **1,29%** dans le projet de collectif budgétaire par rapport à la loi de finances initiale.

Leur taux d'exécution s'élève à **32,54%** à la date du 30 juin 2019. Ce niveau d'exécution est sous-tendu par les dépenses liées au fonctionnement des organes exécutifs et législatifs, les affaires financières et fiscales ainsi que les affaires étrangères pour **47,35%**, les opérations concernant la dette publique pour **27,02%**, les dépenses des services généraux des administrations publiques non classées ailleurs pour **17,37%,** et, dans de moindres mesures, les transferts de caractère général entre les administrations publiques, les services généraux, la recherche fondamentale et la recherche-développement. En termes de poids dans le total des crédits liquidés, ils représentent la fonction la plus importante avec **29,65%** des dépenses totales.

Avec **27,25%** de taux d'exécution et **23,70%** de poids observés au 30 juin 2018, le niveau d'exécution des dépenses de cette fonction s'est amélioré en 2019.

3.1.3.2. Défense

Le poids des dépenses liées à la défense dans le total des crédits liquidés représente **13,53%**. Leur taux d'exécution au 30 juin 2019 par rapport aux prévisions s'élève à **31,65%**.

Ce niveau d'exécution est en baisse par rapport à celui enregistré à la fin du premier semestre de 2018 (**16,66%** des crédits liquidés et **39,53%** des prévisions).

3.1.3.3. Ordre et sécurité publics

Avec un taux d'exécution de **31,52%** à la fin du deuxième trimestre, les crédits de paiement inscrits au budget d'Etat 2019 et exécutés au titre de l'ordre et de la sécurité publics concernent principalement les services de police, les dépenses des tribunaux et les autres fonctions d'ordre et de sécurité publics non classés ailleurs. Ils représentent **7,03%** des crédits liquidés au 30 juin 2019.

A l'instar des dépenses de la fonction ***défense***, celles afférentes à l'ordre et la sécurité publics enregistrent un taux d'exécution moins élevé par rapport à 2018 (**35,39%**), malgré la stabilité de leur poids dans le total des crédits liquidés.

3.1.3.4. Affaires économiques

Les crédits de paiements inscrits au budget d'Etat 2019 au titre des affaires économiques ont diminué de **5,88%** dans le projet de collectif budgétaire, par rapport à la loi de finances initiale.

Les prévisions révisées ont été exécutés au 30 juin 2019 à hauteur de **14,85%**, soit **13,61%** du total des crédits liquidés à cette date. Les postes de dépenses les plus importants sont l'Agriculture, la sylviculture, la pêche et la chasse (**33,92%**) et les affaires économiques non classées ailleurs (**36,89%**).

Ce niveau d'exécution affiche une détérioration par rapport à celui observé à la même période en 2018 (**18,14%** des prévisions et **18,77%** du total des crédits liquidés). En outre, le poids des transports dans les dépenses de cette fonction passe de **40%** en 2018 à **6%** en 2019.

3.1.3.5. Protection de l'environnement, logement et équipements collectifs, loisirs, culture et culte

Les prévisions de dépenses des fonctions de ***protection de l'environnement*** et de ***logement et équipements collectifs*** ont diminué dans le projet de collectif budgétaire, respectivement de **6,56%** et **3,64%**, tandis que celles de la fonction ***loisirs, culture et culte*** demeurent inchangées.

Au 30 juin 2019, les poids des dépenses liées à ces trois (3) fonctions sont les plus faibles (respectivement **1,13%**, **1,62% et 1,15%** du total des crédits liquidés). Quant à leurs taux d'exécution par rapport aux prévisions, ils s'élèvent respectivement à **14,76%**, **13,02%** et **35,98%**.

Comparés à l'exercice 2018, leurs poids se sont améliorés (respectivement **0,52%**, **0,85%** et **0,99%** du total des crédits liquidés observés en 2018). En termes de taux d'exécution, ceux des fonctions de ***logement et équipements collectifs*** ainsi que de ***loisirs, culture et culte*** se sont améliorés (**9,97%** et **28,90%** relevés en 2018), tandis que celui de la fonction de ***protection de l'environnement*** s'est détérioré (**37,77%** enregistré en 2018).

3.1.3.6. Santé

Les crédits alloués à la fonction ***santé*** sont en légère hausse de **0,47%** dans le projet de loi de finances rectificative, par rapport à la loi initiale.

Au 30 juin 2019, les dépenses de cette fonction représentent **4,49%** du total des crédits liquidés et enregistrent un taux d'exécution de **23,63%,** sur lesquelles **47,85%** l'ont été pour des services de santé non classés ailleurs, **23,45%** pour les services hospitaliers et **21,56%** pour les services de santé publique.

Ce niveau d'exécution est supérieur à celui relevé en 2018 (**19,43%** des prévisions et **3,74%** des crédits liquidés).

3.1.3.7. Enseignement

Les crédits de paiements inscrits au budget d'Etat 2019 au titre de l'enseignement affichent le niveau d'exécution le plus important au 30 juin 2019, soit **37,51%** des prévisions**.** Les crédits liquidés au compte de cette fonction représentent **21,64%** du total des liquidations à cette date. Les groupes de dépenses les plus importants sont l'enseignement préélémentaire et primaire (**52,78%**), l'enseignement secondaire (**25,60%**) et l'enseignement supérieur (**16,18%**).

Comparé à l'exercice 2018, ce niveau d'exécution s'est amélioré de **5,74%** en termes de montant de crédits liquidés, environ **4 points de pourcentage** en termes de taux d'exécution et **1 point de pourcentage** en termes de poids.

3.1.3.8. Protection sociale

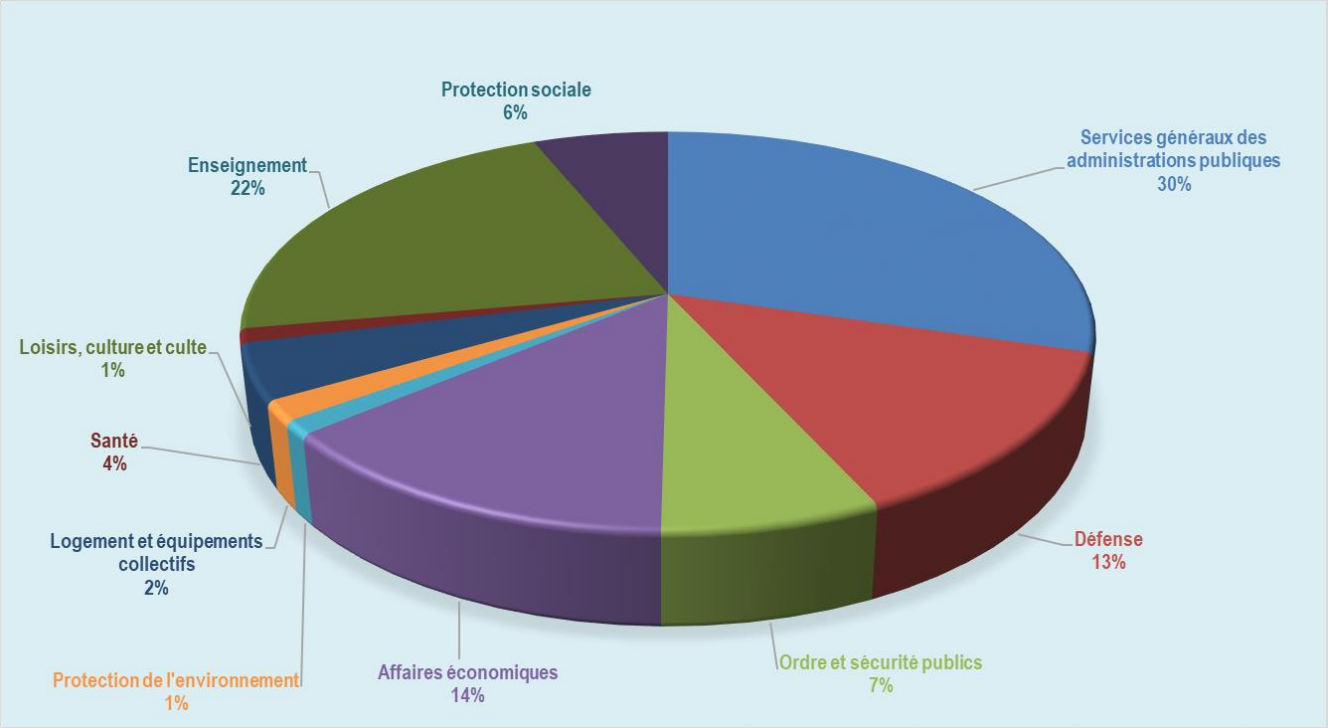
Dans le projet de collectif budgétaire, les crédits destinés au financement de la protection sociale ont augmenté de **11,47%** par rapport à la loi de finances initiale.

Avec un taux d'exécution de **31,59%** des prévisions à la fin du deuxième trimestre, ces crédits ne représentent que **6,14%** du total des crédits liquidés. Ils servent principalement à prendre en charge la vieillesse (**77,99%**).

Ce niveau d'exécution est inférieur à celui observé à la même période en 2018 (**45,41%** des prévisions et **7,02%** des crédits liquidés).

Le graphique 6, présente la part de chacune des grandes divisions de fonction dans le montant total des crédits liquidés au 30 juin 2019.

Graphique 6. Poids des CP liquidés par fonction en %.



Source : DGB, août 2019.

La lecture du graphique 6 fait apparaitre le fait que les divisions « services généraux des administrations publiques », « enseignement », « affaires économiques » et « défense », sont les plus importantes en termes de poids dans le montant total des crédits liquidés au deuxième trimestre 2019.

3.2. CHARGES DE TRESORERIE

Pour l'exercice budgétaire 2019, les charges de trésorerie de l'Etat sont évaluées à **348,583 milliards de FCFA**, contre **345,161 milliards de FCFA** dans la loi de finances de 2018, soit une hausse de **3,422 milliards de FCFA**.

De manière globale, elles ont été exécutées à hauteur de **167,508 milliards de FCFA**, soit **48,02%** des prévisions. La situation d'exécution de ces charges au 30 juin 2019 est présentée dans le tableau 20.

Tableau 20. Situation d'exécution des charges de trésorerie au 30 juin 2019.

CHARGES	PREVISIONS 2019 (en milliards de FCFA) (1)	REALISATIONS AU 30 JUIN 2019 (en milliards de FCFA) (2)	TAUX D'EXECUTION en % (4) = [(2)/ (1)]*100
Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long termes	254,429	146,322	57,51
Principal dette intérieure	142,372	*103,064*	*72,39*
Principal dette extérieure	112,057	*43,258*	*38,60*
Retraits sur les comptes des correspondants	94,369	21,186	22,45
Prêts et avances	-	-	
Total charges de trésorerie	**348,798**	**167,508**	**48,02**

Source : DNTCP, août 2019.

Les remboursements des produits des emprunts à court, moyen et long terme se chiffrent à **146,322 milliards de FCFA** dont **103,064 milliards de FCFA** de principal de la dette intérieure et **43,258 milliards de FCFA** de dette extérieure, soit un taux de réalisation de **57,51%** par rapport aux prévisions annuelles et 95,53% par rapport à celles du premier semestre. Ils représentent **87,35%** des charges de trésorerie.

En ce qui concerne les retraits sur les comptes des correspondants, ils ont été réalisés à hauteur de **21,186 milliards de FCFA.** Ce montant est composé essentiellement des dépenses effectuées par l'Office Malien de l'Habitat (OMH), l'Agence pour la Promotion Touristique au Mali (APTM), le Fonds d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (FAFPA), la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali (CCIM) et autres correspondants.

IV. CONCLUSION

L'exécution de la loi de finance 2019 au premier semestre, fait ressortir des réalisations de recettes budgétaires de **869,372 milliards de FCFA**, soit **42,31%** des prévisions et, de charges budgétaires de **717,757 milliards de FCFA**, soit **30,06%** des prévisions.

Quant aux charges de trésorerie, elles ont été exécutées à hauteur de **167,508 milliards de FCFA**, soit **48,02%** des prévisions, tandis que les ressources de trésorerie l'ont été à hauteur de **80,667 milliards de FCFA**, soit **22,43%** des prévisions.

L'analyse des réalisations de ressources fait ressortir une proportion des recettes budgétaires de **91,51%**, tandis que les ressources de trésorerie représentent **8,49%** des ressources réalisées.

L'effort de réalisation des ressources par les services d'assiettes et de recouvrement représente **90,51%** des ressources totales (recettes budgétaires et ressources de trésorerie).

Classées par nature économique, les charges de personnel représentent **32,41%** des liquidations, les transferts et subventions **21,01%,** les dépenses d'acquisition de biens et services **18,62%** et les dépenses en capital **20,60%.**

Environ **12,02%** des liquidations ont été effectuées au niveau des établissements publics et **20,89%** au niveau déconcentré, où les dépenses de personnel sont les plus importantes.

L'analyse de la situation d'exécution par type de programmes et dotations budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, révèle que **49,66%** des dépenses liquidées l'ont été au compte des programmes opérationnels, **28,38%** au compte des programmes de pilotage, **6,09%** pour les programmes des comptes spéciaux du Trésor, **0,34%** pour ceux des budgets annexes et **15,52%** au compte des dotations.

Suivant la classification fonctionnelle des charges budgétaires, sans le financement extérieur du BSI, les services généraux des administrations publiques représentent **29,65%** des crédits liquidés, la défense, l'ordre et la sécurité publics **20,56%**, l'enseignement **21,64%** et les affaires économiques **13,61%**.

Les taux d'exécution les plus importants par rapport aux prévisions ont été enregistrés au niveau des fonctions « enseignement » avec **37,51%,** « loisirs, culture et culte » avec **35,98%**, « défense » avec **31,65%** et « services généraux des administrations publiques » avec **32,54%.**

L'exécution du budget au cours du premier semestre 2019 a été marqué par l'adoption en Conseil des ministres du projet de loi de finances rectificative qui : (i) augmente le niveau global des ressources du budget d'Etat de **0,54%** et réduit celui des charges de **0,82%**. Il en résulte une amélioration du niveau prévisionnel de déficit budgétaire.

En outre, la prudence observée dans le rythme de paiement des dépenses depuis 2018 se poursuit, malgré l'amélioration du niveau de recouvrement des recettes par rapport à la même période en 2018. Le maintien de cette dynamique vise à préserver l'équilibre budgétaire et financier du budget de l'Etat.

ANNEXE 1 :

SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES PAR CLASSIFICATION PROGRAMMATIQUE ET ECONOMIQUE AU 30 JUIN 2019.

Sans le financement extérieur du BSI[1]

[1] Les crédits inscrits au BSI sur financement extérieur ne sont pas exécutées suivant les procédures nationales de gestion de la commande publique, mais celles des partenaires qui financent les projets correspondants. Leur situation d'exécution n'est donc pas retracée, en cours d'année, par le système intégré de gestion des dépenses – *PRED*.

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution des crédits budgétaires par type programme et titre au 30/06/2019

21/08/2019 20:31:01 (en milliers de francs CFA)

Type programme / Titre	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
0 Dotation					
2 Personnel	0	93 979 123	8 974 504	8 765 664	7 822 731
3 Biens et services	0	213 030 352	74 425 407	71 434 324	68 415 360
4 Transferts et subventions	0	59 581 363	10 909 410	8 729 436	8 512 415
5 Investissement	204 197 887	128 377 832	24 640 898	17 301 945	16 142 233
TOTAL	**204 197 887**	**494 968 670**	**118 950 219**	**106 231 370**	**100 892 740**
1 Programme de pilotage					
2 Personnel	0	172 334 817	122 497 368	115 062 826	69 230 046
3 Biens et services	0	141 659 250	84 978 945	56 517 037	46 834 713
4 Transferts et subventions	0	128 004 060	69 918 008	51 703 294	48 962 561
5 Investissement	161 154 850	177 704 730	90 157 052	68 269 905	19 457 554
TOTAL	**161 154 850**	**619 702 857**	**367 551 373**	**291 553 061**	**184 484 874**
2 Programme opérationnel					
2 Personnel	0	302 874 604	237 930 080	207 824 764	154 811 726
3 Biens et services	0	108 429 650	67 087 646	38 070 924	29 610 070
4 Transferts et subventions	0	187 305 922	131 140 029	110 692 296	92 703 961
5 Investissement	435 831 755	547 873 375	133 470 029	65 228 836	45 725 254
TOTAL	**435 831 755**	**1 146 483 551**	**569 627 784**	**421 816 820**	**322 851 011**
3 Programme des comptes speciaux du tresor					
2 Personnel	0	430 000	60 000	55 517	51 133
3 Biens et services	0	66 097 692	65 082 692	39 409 839	39 357 658
4 Transferts et subventions	0	608 250	304 125	180 194	180 194
5 Investissement	51 592 770	51 592 770	468 402	13 468	13 468
TOTAL	**51 592 770**	**118 728 712**	**65 915 219**	**39 659 018**	**39 602 454**
4 Programme des budgets annexes					
2 Personnel	0	1 993 000	1 011 500	744 448	717 298
3 Biens et services	0	2 353 180	1 268 375	753 072	750 367
4 Transferts et subventions	0	951 860	411 500	427 240	427 060
5 Investissement	2 559 938	2 559 938	1 397 820	652 272	342 955
TOTAL	**2 559 938**	**7 857 978**	**4 089 194**	**2 577 032**	**2 237 680**
TOTAL DU BUDGET GENERAL	**855 337 200**	**2 387 741 768**	**1 126 133 789**	**861 837 302**	**650 068 759**

ANNEXE 2 :

SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES PAR BUDGET ET PAR PROGRAMME OU DOTATION AU 30 JUIN 2019.

Sans le financement extérieur du BSI[1]

[1] Les crédits inscrits au BSI sur financement extérieur ne sont pas exécutées suivant les procédures nationales de gestion de la commande publique, mais celles des partenaires qui financent les projets correspondants. Leur situation d'exécution n'est donc pas retracée, en cours d'année, par le système intégré de gestion des dépenses – *PRED*.

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

22/08/2019 09:38:05 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
110	**ASSEMBLEE NATIONALE**					
0.001	Assemblée Nationale	1 507 529	15 795 988	9 117 162	9 077 928	8 142 397
TOTAL		**1 507 529**	**15 795 988**	**9 117 162**	**9 077 928**	**8 142 397**
120	**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**					
1.001	Formulation et coordination de l'action présidentielle	427 500	6 962 235	4 170 626	3 690 330	3 049 409
1.002	Administration générale	200 140	6 899 440	4 867 046	4 233 736	2 851 534
2.001	Sécurité et défense	190 000	655 746	308 001	253 222	233 166
TOTAL		**817 640**	**14 517 421**	**9 345 673**	**8 177 289**	**6 134 110**
130	**PRIMATURE**					
1.003	Formulation de la politique et coordination de l'action gouvernementale	95 000	6 332 972	4 689 560	3 327 765	2 464 738
1.004	Administration générale et contrôle	475 000	5 729 525	4 694 371	1 149 246	767 837
2.002	Défense des intérêts de l'Etat, des Collectivités territoriales et des Organismes personnalisés	190 000	515 750	219 575	153 964	119 733
2.032	Reformes Administratives et Institutionnelles	0	0	0	0	0
TOTAL		**2 850 417**	**12 578 247**	**9 603 506**	**4 630 976**	**3 352 308**
131	**DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS**					
2.003	Participation à la gestion des élections	14 363	503 062	401 777	324 316	313 078
TOTAL		**14 363**	**503 062**	**401 777**	**324 316**	**313 078**
140	**COUR CONSTITUTIONNELLE**					
2.004	Compétences réunies de la Cour constitutionnelle	78 243	842 350	595 657	552 893	525 171
TOTAL		**78 243**	**842 350**	**595 657**	**552 893**	**525 171**
150	**COUR SUPREME**					
2.005	Cour Suprême	394 000	2 470 383	1 577 597	1 460 215	996 876
TOTAL		**394 000**	**2 470 383**	**1 577 597**	**1 460 215**	**996 876**
155	**HAUTE COUR DE JUSTICE**					
2.056	Jugement du président de la république, des ministres et de leurs complices	0	904 447	547 787	383 465	336 457
TOTAL		**0**	**904 447**	**547 787**	**383 465**	**336 457**
160	**CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL**					
2.006	Participation à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques publiques	131 177	1 154 282	792 737	709 273	560 224
TOTAL		**131 177**	**1 154 282**	**792 737**	**709 273**	**560 224**
170	**HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**					
2.007	Représentation et Promotion des Collectivités	285 000	1 937 988	1 161 027	978 525	642 529
TOTAL		**285 000**	**1 937 988**	**1 161 027**	**978 525**	**642 529**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

22/08/2019 09:38:05 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
180	**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE**					
1.006	Administration Générale	7 637 200	42 688 852	35 046 882	26 704 729	22 616 253
2.008	Politique Exterieure et Coopération Internationale	0	613 795	561 548	520 835	200 689
2.009	Formulation, Négociation et Suivi des Accords Internationaux	0	122 859	97 838	70 593	51 421
TOTAL		**9 988 200**	**43 425 506**	**35 706 268**	**27 296 157**	**22 868 363**
185	**MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE**					
1.007	Administration Générale	38 000	800 170	525 416	361 836	344 739
2.010	Intégration Africaine	0	361 501	249 815	204 473	144 771
2.011	Gestion des Maliens de l'Extérieur	351 500	693 307	428 581	235 953	209 633
TOTAL		**439 500**	**1 854 978**	**1 203 812**	**802 262**	**699 144**
190	**BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL**					
2.012	Bureau du Vérificateur Général	142 500	3 446 439	2 550 818	2 550 818	2 455 818
TOTAL		**142 500**	**3 446 439**	**2 550 818**	**2 550 818**	**2 455 818**
192	**MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE**					
2.013	Recours pour le Citoyen, Conseil pour l'Administration	28 500	1 004 978	690 545	690 545	532 659
TOTAL		**28 500**	**1 004 978**	**690 545**	**690 545**	**532 659**
195	**COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT**					
2.014	Egal accès aux medias d'Etat	15 000	143 660	85 230	52 221	47 894
TOTAL		**15 000**	**143 660**	**85 230**	**52 221**	**47 894**
210	**MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS**					
1.008	Administration Générale	56 439 337	242 035 534	165 480 091	147 206 836	76 887 097
2.015	Gestion des Opérations Militaires	29 066 332	37 125 218	15 464 136	14 818 057	10 974 165
2.016	Inspection des Armées	15 000	324 406	154 093	146 967	146 967
2.017	Formation	45 350	765 479	391 170	380 422	340 424
2.018	Gestion des Transmissions	48 402	366 267	174 477	102 527	100 068
TOTAL		**95 253 292**	**280 616 904**	**181 663 967**	**162 654 809**	**88 448 721**
220	**MINISTERE DE LA JUSTICE**					
1.009	Administration Générale, Coordination et Contrôle	1 856 300	6 112 736	3 479 892	3 123 303	1 448 730
2.019	Politique Juridique et Judiciaire, Gestion de la Carrière et Formation	118 261	10 216 916	7 920 598	7 635 951	4 362 229
2.020	Renforcement et Modernisation des Institutions Pénitentiaires et de l'Education Surveillée	2 378 516	9 731 931	3 000 245	2 925 417	2 470 099
TOTAL		**4 193 077**	**26 061 583**	**14 400 735**	**13 684 670**	**8 281 058**
223	**OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE**					
2.094	Lutte contre l'Enrichissement Illicite	190 000	1 558 953	1 187 767	1 187 767	1 187 767
TOTAL		**190 000**	**1 558 953**	**1 187 767**	**1 187 767**	**1 187 767**
225	**MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME**					
1.041	Administration Générale	0	0	0	0	0
TOTAL		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

22/08/2019 09:38:05 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
226	**COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME**					
2.097	Protection et Promotion des Droits de l'Homme	47 500	617 150	369 125	345 375	345 375
TOTAL		**47 500**	**617 150**	**369 125**	**345 375**	**345 375**
230	**MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE**					
1.010	Administration Générale	6 384 742	21 991 074	15 244 911	11 073 258	7 238 507
2.021	Ordre et Sécurité	3 079 747	54 621 164	29 437 428	27 202 042	18 737 514
2.022	Prévention des Risques et Calamités et Organisation des Secours	5 789 937	13 660 381	8 793 548	8 421 478	3 730 232
TOTAL		**15 254 426**	**90 272 619**	**53 475 887**	**46 696 777**	**29 706 253**
235	**SECURITE D'ETAT**					
0.002	Securite d'Etat	11 500 000	9 684 445	5 095 144	5 078 659	4 959 379
TOTAL		**11 500 000**	**9 684 445**	**5 095 144**	**5 078 659**	**4 959 379**
310	**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**					
1.011	Administration Générale	24 975 000	39 347 076	11 598 872	8 691 134	4 865 813
2.023	Conception et Coordination de la Politique Budgétaire	4 945 054	10 101 026	5 383 857	3 153 571	1 727 177
2.024	Recouvrement des Recettes Fiscales	1 431 535	14 456 982	9 730 078	8 229 526	4 381 428
2.025	Contrôle et Assistance de la Gestion des Deniers Publics	847 775	6 543 084	4 559 441	3 396 602	1 953 521
2.026	Gestion de la Trésorerie, Tenue de la Comptabilité Publique et Suivi du Système Financier	1 199 442	4 878 798	3 892 807	2 209 918	1 251 147
2.027	Gestion de la Dette Publique	332 500	711 929	487 520	205 566	147 807
2.028	Coordination et Formulation des Politiques, Stratégies, Programmes Socio Economiques, Sectoriels	5 352 439	6 410 484	2 444 481	1 235 468	902 671
2.029	Gestion des Biens de l'Etat	3 420 000	4 357 556	1 357 272	1 201 613	478 012
3.001	Remboursement des Crédits TVA	0	64 690 692	64 690 692	39 264 416	39 264 416
3.009	Fonds pour le Développement Durable	40 000 000	40 000 000	0	0	0
3.012	Garanties	0	0	0	0	0
TOTAL		**87 157 398**	**191 497 627**	**104 145 020**	**67 587 815**	**54 971 991**
311	**CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES**					
2.044	Assistance au traitement à la gestion de l'information financière	0	1 031 925	638 463	540 696	433 318
TOTAL		**0**	**1 031 925**	**638 463**	**540 696**	**433 318**
312	**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)**					
2.068	Régulation de la commande publique	0	443 390	231 695	231 695	231 695
TOTAL		**0**	**443 390**	**231 695**	**231 695**	**231 695**
320	**MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**					
1.012	Administration Générale	937 750	2 199 159	1 287 691	805 981	609 591
2.030	Amélioration de la Gestion Administrative des Agents de l'Etat	328 700	952 578	580 742	375 518	310 237
2.031	Amélioration du Cadre législatif du Travail	28 207	737 438	573 847	526 821	390 435
TOTAL		**1 294 657**	**3 889 175**	**2 442 279**	**1 708 320**	**1 310 263**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

22/08/2019 09:38:05 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
323	**MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE L'EMPLOI ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE**					
1.013	Administration Générale	121 881	2 273 314	1 314 192	975 557	731 496
2.033	Amélioration du Cadre Législatif et Promotion de l'Emploi	444 969	9 010 602	1 719 429	1 416 903	1 311 154
2.034	Formation Professionnelle	967 575	4 692 390	1 739 724	1 406 296	1 336 813
2.035	Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	330 567	2 595 301	1 522 303	740 193	426 770
2.067	Civisme, Volontariat et Citoyenneté	116 500	2 032 651	1 123 337	691 294	589 723
TOTAL		**1 981 492**	**20 604 258**	**7 418 984**	**5 230 245**	**4 395 956**
328	**MINISTERE DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION ET DE LA TRANSPARENCE DE LA VIE PUBLIQUE**					
1.044	Administration Générale et Contrôle	53 786	1 165 231	731 809	530 115	365 149
2.032	Reformes Administratives et Institutionnelles	285 000	520 980	311 937	137 608	82 866
TOTAL		**338 786**	**1 686 211**	**1 043 746**	**667 723**	**448 014**
330	**MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION**					
1.014	Administration Générale et Contrôle	114 000	3 659 753	2 194 835	1 793 736	1 484 785
2.036	Administration du Territoire	16 290 985	42 884 244	20 496 847	12 119 737	9 196 932
2.037	Gestion Commune des Frontières et Coopération Transfrontalière	332 500	513 960	120 781	87 994	78 424
2.038	Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	22 860 930	31 831 704	10 861 855	5 953 731	5 622 178
2.064	Développement Régional et Local	191 000	1 721 798	1 132 099	710 409	634 130
TOTAL		**39 789 415**	**80 611 459**	**34 806 416**	**20 665 607**	**17 016 450**
334	**AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**					
2.095	Protection des Données à Caractère personnel	211 380	873 797	463 318	430 378	413 968
TOTAL		**211 380**	**873 797**	**463 318**	**430 378**	**413 968**
335	**MINISTERE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**					
1.036	Administration Générale	0	0	0	0	0
2.038	Dispositif d'Appui Technique aux Collectivités Territoriales	0	0	0	0	0
TOTAL		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
340	**MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE**					
1.015	Administration Générale	48 108	810 423	508 592	417 969	302 056
2.039	Religion et Culte	47 500	158 880	83 160	43 673	35 120
TOTAL		**95 608**	**969 303**	**591 752**	**461 641**	**337 176**
341	**MINISTERE DE LA COHESION SOCIALE, DE LA PAIX ET DE LA RECONCILIATION NATIONALE**					
1.016	Administration Générale	5 700	832 616	467 152	408 033	338 051
2.040	Renforcement du Processus de Dialogue et de Réconciliation Nationale	0	2 002 237	1 001 119	826 104	715 755
TOTAL		**5 700**	**2 834 853**	**1 468 271**	**1 234 137**	**1 053 805**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

22/08/2019 09:38:05 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
345	**MINISTERE DU DEVELOPPEMENT LOCAL**					
1.043	Administration Générale	0	0	0	0	0
2.064	Développement Régional et Local	0	0	0	0	0
TOTAL		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
380	**MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA CONCURRENCE**					
1.032	Administration Générale	38 000	1 437 494	789 254	535 679	336 635
2.083	Conception et Coordination de la Politique sectorielle du commerce et Appui à la Gestion des Marchés	1 757 544	5 571 446	2 726 212	1 484 081	1 046 467
TOTAL		**1 495 544**	**7 008 940**	**3 515 467**	**2 019 760**	**1 383 102**
400	**MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**					
1.005	Administration Générale	2 616 620	5 953 609	4 244 081	1 661 276	567 235
2.046	Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	1 456 918	13 402 850	8 425 201	7 060 692	5 406 218
3.002	Financement de la Recherche et de l'innovation technologique	2 616 620	2 616 620	0	0	0
TOTAL		**6 576 658**	**21 973 079**	**12 669 282**	**8 721 968**	**5 973 453**
410	**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**					
1.017	Administration Générale	1 388 954	35 577 229	17 475 366	12 721 364	4 588 481
1.018	Administration Générale	0	0	0	0	0
2.041	Développement de l'Education de Base	8 785 491	172 992 356	137 715 033	105 535 090	84 682 672
2.042	Développement de l'Enseignement Secondaire Général	6 984 874	18 145 785	10 693 577	6 458 039	5 210 038
2.043	Consolidation et Diversification de l'Enseignement Technique et Professionnel	22 267 891	58 063 898	46 402 999	21 680 665	20 520 782
2.045	Développement de l'Enseignement Supérieur	7 755 282	64 968 244	38 012 912	29 105 469	20 824 033
TOTAL		**48 085 683**	**349 747 512**	**250 299 888**	**175 500 626**	**135 826 006**
412	**MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**					
1.018	Administration Générale	0	0	0	0	0
2.045	Développement de l'Enseignement Supérieur	0	0	0	0	0
2.046	Développement de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique	0	0	0	0	0
3.002	Financement de la Recherche et de l'innovation technologique	0	0	0	0	0
TOTAL		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
510	**MINISTERE DE LA CULTURE**					
1.019	Administration Générale	104 500	2 300 167	1 548 508	1 135 860	805 372
2.047	Protection et Promotion de l'Héritage Culturel	632 700	1 471 997	641 144	441 354	300 036
2.048	Promotion de l'Industrie Cinématographique	760 000	1 159 504	651 881	212 555	191 019
2.049	Promotion de la Création Artistique et Littéraire	1 088 592	3 939 850	2 576 731	2 156 343	1 698 985
TOTAL		**2 585 792**	**8 871 518**	**5 418 264**	**3 946 113**	**2 995 412**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

22/08/2019 09:38:05 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
520	**MINISTERE DES SPORTS**					
1.020	Administration Générale	389 987	6 423 587	4 627 137	3 337 646	3 073 915
2.052	Développement et Promotion des activités physiques et sportives	1 014 583	2 178 255	1 081 289	785 364	638 032
2.053	Formation des Formateurs, des Cadres et des Jeunes Talents	12 307	583 045	317 422	184 863	123 912
TOTAL		**1 416 877**	**9 184 887**	**6 025 848**	**4 307 872**	**3 835 859**
525	**MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE**					
1.038	Administration Générale	0	0	0	0	0
2.035	Education, Animation et Insertion Socio-Economique des Jeunes	0	0	0	0	0
2.067	Civisme, Volontariat et Citoyenneté	0	0	0	0	0
TOTAL		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
610	**MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE**					
1.021	Administration, Coordination et Décentralisation	4 990 594	25 685 906	10 470 277	5 032 568	1 711 541
2.054	Soins de Santé Primaire et Lutte Contre les Maladies	4 209 118	35 506 078	22 356 045	19 907 389	14 889 444
2.055	Disponibilité Médicaments, Vaccins & Consommables & Accessibilité financière soins de santé	6 412	3 511 935	1 759 829	1 633 516	1 552 538
2.057	Soins Hospitaliers et Recherche	16 876 588	38 081 874	18 211 565	12 957 873	8 180 384
TOTAL		**27 622 712**	**102 785 793**	**52 797 717**	**39 531 345**	**26 333 907**
614	**HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA**					
2.058	Programme Multisectoriel de Lutte Contre le SIDA	0	2 306 907	1 189 843	1 170 816	1 088 659
TOTAL		**0**	**2 306 907**	**1 189 843**	**1 170 816**	**1 088 659**
640	**MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE**					
1.022	Administration Générale et Développement des Capacités Institutionnelles	534 282	2 048 152	1 111 451	948 208	549 801
2.059	Promotion de la Femme	1 130 994	1 874 693	1 114 791	453 032	390 049
2.060	Promotion de l'Enfant et de la Famille	598 358	1 274 034	611 697	405 940	293 570
3.003	Appui à l'Autonomisation de la Femme et à l'Epanouissement de l'Enfant	0	500 000	250 000	180 194	180 194
TOTAL		**2 241 364**	**5 696 879**	**3 087 939**	**1 987 374**	**1 413 615**
660	**MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE**					
1.023	Administration Générale	196 868	3 900 216	1 424 877	1 268 980	535 197
2.061	Renforcement de la Solidarité et de la Lutte Contre l'Exclusion	406 600	2 572 183	1 554 559	922 960	634 213
2.062	Renforcement de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire	231 063	38 099 771	33 676 101	33 242 344	32 690 708
2.063	Lutte Contre la Pauvreté	612 750	1 059 599	520 876	344 354	288 898
TOTAL		**1 447 281**	**45 631 769**	**37 176 413**	**35 778 638**	**34 149 016**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

22/08/2019 09:38:05 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
700	**MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT**					
1.024	Administration Générale	798 000	2 176 665	1 215 762	830 698	632 526
2.065	Construction et entretien des routes, Développement de la cartographie et de la topographie	139 418 666	112 025 746	20 127 128	7 495 126	720 653
TOTAL		**140 306 680**	**114 202 411**	**21 342 890**	**8 325 824**	**1 353 179**
714	**MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**					
1.025	Administration Générale	247 000	1 367 441	909 943	516 868	375 571
2.069	Amélioration du Cadre de Vie des Populations	3 807 887	5 846 981	3 536 000	1 501 708	917 248
2.070	Sauvegarde et Gestion Intégrée des Ressources du Bassin du Fleuve Niger	9 582 500	3 694 389	883 844	389 778	256 046
2.071	Protection et Conservation de la Nature	6 872 922	8 179 189	3 373 006	2 094 080	1 298 701
2.072	Coordination de la mise en oeuvre de la Politique Nationale de Protection de l'Environnement	603 250	2 981 547	377 152	173 906	84 744
3.004	Appui à l'aménagement et à la protection de la faune	170 000	278 750	139 402	10 000	10 000
3.005	Appui à l'aménagement et à la protection des forêts	676 750	1 021 250	510 625	20 000	20 000
TOTAL		**22 586 744**	**23 369 547**	**9 729 972**	**4 706 340**	**2 962 310**
720	**MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU**					
1.026	Administration Générale	332 500	76 364 222	30 996 796	30 514 693	30 364 313
2.073	Développement des Ressources Energétiques	4 257 303	33 377 331	8 331 503	4 598 038	4 350 284
2.074	Développement des Ressources en Eau	17 422 100	78 494 150	4 082 430	2 238 479	1 691 291
TOTAL		**22 011 903**	**188 235 703**	**43 410 729**	**37 351 210**	**36 405 889**
726	**MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE**					
1.027	Administration Générale	105 487	1 581 649	923 491	767 145	471 711
2.075	Développement des ressources minérales	1 884 795	2 574 802	703 518	468 200	287 999
3.007	Financement de la recherche, formation et promotion des activités minières	0	350 000	80 000	11 686	3 442
3.010	Programme de développement des ressources minérales (PDRM)	15 000	605 000	0	0	0
3.011	Fonds d'appui pour la promotion de la recherche pétrolière (FAPRP)	133 000	685 000	244 500	172 722	124 402
TOTAL		**2 138 282**	**5 796 451**	**1 951 509**	**1 419 753**	**887 554**
730	**MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION**					
1.028	Administration Générale	14 725	1 087 062	678 095	446 479	360 651
2.076	Medias et Communication Publics	1 501 000	8 030 187	5 599 427	4 333 931	3 496 019
2.077	Poste et Nouvelles Technologies	503 500	2 259 724	1 476 320	802 905	525 261
TOTAL		**2 047 145**	**11 376 973**	**7 753 842**	**5 583 315**	**4 381 931**
732	**HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION**					
2.096	Régulation de la Communication	475 000	1 463 467	1 037 760	699 668	563 650
TOTAL		**475 000**	**1 463 467**	**1 037 760**	**699 668**	**563 650**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

22/08/2019 09:38:05 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
740	**MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME**					
1.029	Administration Générale	2 169 800	4 189 200	2 708 322	1 821 723	849 245
2.078	Gestion Cadastrale et Foncière	2 375	3 198 401	2 607 407	1 501 557	1 181 318
2.079	Développement Harmonieux des Villes et Réhabilitation des Quartiers Précaires	7 229 459	10 542 104	7 827 179	7 707 587	7 317 451
TOTAL		**11 401 634**	**17 929 705**	**13 142 908**	**11 030 867**	**9 348 014**
750	**MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**					
1.031	Administration Générale et Contrôle	3 052 650	3 785 756	1 426 131	1 262 884	237 045
2.080	Population	332 500	5 444 657	254 912	94 888	68 442
2.081	Aménagement du Territoire	427 500	516 869	288 711	85 616	62 274
2.082	Collecte, Analyse, Diffusion des Données et Coordination du Système Statistique National	1 472 500	3 459 337	2 593 590	2 185 566	1 632 487
3.008	Appui au développement de la statistique	2 981 400	2 981 400	0	0	0
TOTAL		**8 266 550**	**16 188 019**	**4 563 343**	**3 628 954**	**2 000 248**
770	**MINISTERE DES TRANSPORTS**					
1.042	Administration Générale	0	505 002	291 937	157 203	114 639
2.066	Développement et sécurisation des transports	5 185 759	5 581 052	2 721 568	1 682 895	1 179 969
4.001	Développement des transports et transit des marchandises maliennes dans les ports	2 559 938	7 857 978	4 089 194	2 577 032	2 237 680
TOTAL		**8 287 644**	**13 944 032**	**7 102 699**	**4 417 130**	**3 532 288**
800	**MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL**					
1.039	Administration Générale	0	0	0	0	0
2.084	Développement du secteur industriel	0	9 000	9 000	0	0
TOTAL		**0**	**9 000**	**9 000**	**0**	**0**
812	**MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS**					
1.033	Administration Générale	142 500	1 282 201	756 296	474 156	320 630
2.084	Développement du secteur industriel	544 821	1 754 879	1 132 040	846 321	312 189
2.085	Appui au développement du secteur privé	558 125	1 501 843	397 861	305 087	288 343
2.086	Promotion et Développement de la Micro-finance	47 500	172 694	72 586	49 365	28 827
TOTAL		**1 258 845**	**4 711 617**	**2 358 782**	**1 674 930**	**949 988**
820	**MINISTERE DE L'AGRICULTURE**					
1.034	Administration Générale	6 710 000	40 650 205	28 403 029	12 741 959	11 516 387
2.087	Appui au Monde Rural	4 600 236	24 516 542	5 152 286	4 276 945	2 779 831
2.088	Aménagement et Equipement Rural	38 783 914	43 958 166	9 911 007	7 291 169	5 857 639
2.089	Recherche et Formation	617 500	4 529 183	75 053	33 727	21 272
3.006	Appui au financement de l'Agriculture	5 000 000	5 000 000	0	0	0
TOTAL		**56 211 650**	**118 654 096**	**43 541 375**	**24 343 800**	**20 175 128**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

22/08/2019 09:38:05 (en milliers de francs CFA)

Groupe de fonction / Titre de dépense		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
822	**MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE**					
1.037	Administration Générale	2 233 000	12 863 699	818 155	504 662	407 969
2.090	Développement des Productions et Industries Animales	7 242 664	5 059 468	1 457 069	1 271 277	844 159
2.091	Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	1 354 269	4 043 695	1 033 441	802 509	458 048
2.092	Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire	499 449	2 245 091	1 307 913	1 226 361	653 196
TOTAL		**10 641 382**	**24 211 953**	**4 616 578**	**3 804 809**	**2 363 372**
850	**COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE**					
2.093	Sécurité Alimentaire	10 434 010	7 752 828	3 960 917	2 619 195	2 526 170
TOTAL		**10 434 010**	**7 752 828**	**3 960 917**	**2 619 195**	**2 526 170**
860	**MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME**					
1.040	Administration Générale	50 000	683 285	430 527	379 446	300 224
2.050	Promotion du Secteur de l'Artisanat	2 439 546	2 263 246	1 187 714	639 484	255 975
2.051	Promotion du Secteur du Tourisme	113 116	420 533	252 508	80 088	124 630
TOTAL		**2 602 662**	**3 367 064**	**1 870 749**	**1 099 018**	**680 829**
990	**CHARGES COMMUNES**					
0.003	Provisions pour imprévus	214 885 935	368 432 237	63 401 309	50 738 179	49 013 951
0.004	Dette	0	101 056 000	41 336 604	41 336 604	38 777 012
TOTAL		**191 190 358**	**469 488 237**	**104 737 913**	**92 074 783**	**87 790 963**
TOTAL GENERAL		**855 337 200**	**2 387 741 768**	**1 126 133 789**	**861 837 302**	**650 068 759**

ANNEXE 3 :

SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES PAR CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE ET ECONOMIQUE AU 30 JUIN 2019.

Sans le financement extérieur du BSI[1]

[1] Les crédits inscrits au BSI sur financement extérieur ne sont pas exécutées suivant les procédures nationales de gestion de la commande publique, mais celles des partenaires qui financent les projets correspondants. Leur situation d'exécution n'est donc pas retracée, en cours d'année, par le système intégré de gestion des dépenses – *PRED*.

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2019

21/08/2019 20:37:55 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
110 ASSEMBLEE NATIONALE					
Personnel	0	2 448 000	1 958 400	1 958 400	1 022 870
Biens et services	0	10 343 469	5 641 502	5 602 268	5 602 268
Transferts et subventions	0	1 496 990	763 495	763 495	763 495
Investissement	1 507 529	1 507 529	753 765	753 765	753 765
Total	**1 507 529**	**15 795 988**	**9 117 162**	**9 077 928**	**8 142 397**
120 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE					
Personnel	0	1 720 994	1 420 730	1 220 888	849 706
Biens et services	0	11 170 187	6 847 471	6 303 394	4 910 238
Transferts et subventions	0	808 600	472 908	411 578	299 115
Investissement	817 640	817 640	604 564	241 429	75 051
Total	**817 640**	**14 517 421**	**9 345 673**	**8 177 289**	**6 134 110**
130 PRIMATURE					
Personnel	0	1 686 039	1 445 232	1 021 519	828 045
Biens et services	0	5 885 547	4 426 991	2 517 929	1 808 249
Transferts et subventions	0	2 156 244	1 273 434	984 572	689 471
Investissement	760 000	2 850 417	2 457 849	106 955	26 543
Total	**2 850 417**	**12 578 247**	**9 603 506**	**4 630 976**	**3 352 308**
131 DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS					
Personnel	0	66 816	53 453	26 726	30 214
Biens et services	0	421 883	341 992	291 675	278 286
Investissement	14 363	14 363	6 333	5 915	4 577
Total	**14 363**	**503 062**	**401 777**	**324 316**	**313 078**
140 COUR CONSTITUTIONNELLE					
Personnel	0	230 149	184 119	184 119	164 154
Biens et services	0	500 746	354 642	311 916	304 159
Transferts et subventions	0	33 212	16 606	16 605	16 605
Investissement	78 243	78 243	40 290	40 253	40 253
Total	**78 243**	**842 350**	**595 657**	**552 893**	**525 171**
150 COUR SUPREME					
Personnel	0	1 138 052	999 356	999 356	579 054
Biens et services	0	858 331	507 241	395 435	377 244
Transferts et subventions	0	80 000	64 000	60 727	35 881
Investissement	394 000	394 000	7 000	4 696	4 696
Total	**394 000**	**2 470 383**	**1 577 597**	**1 460 215**	**996 876**
155 HAUTE COUR DE JUSTICE					
Personnel	0	241 777	194 777	121 229	118 734
Biens et services	0	108 250	75 800	19 506	16 878
Transferts et subventions	0	554 420	277 210	242 730	200 845
Total	**0**	**904 447**	**547 787**	**383 465**	**336 457**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2019

21/08/2019 20:37:55 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
160 CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL					
Personnel	0	311 383	249 106	249 106	127 572
Biens et services	0	680 847	462 309	422 009	403 616
Transferts et subventions	0	30 875	15 438	15 376	15 376
Investissement	131 177	131 177	65 885	22 782	13 660
Total	**131 177**	**1 154 282**	**792 737**	**709 273**	**560 224**
170 HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
Personnel	0	757 101	605 681	605 681	343 438
Biens et services	0	789 012	454 409	319 936	280 333
Transferts et subventions	0	106 875	53 438	22 475	18 758
Investissement	285 000	285 000	47 500	30 433	0
Total	**285 000**	**1 937 988**	**1 161 027**	**978 525**	**642 529**
180 MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE					
Personnel	0	15 354 320	13 009 312	9 369 645	6 619 788
Biens et services	0	13 616 425	11 166 793	9 185 683	8 856 292
Transferts et subventions	0	4 970 434	4 287 766	3 357 793	2 192 937
Investissement	7 637 200	9 484 327	7 242 397	5 383 036	5 199 346
Total	**9 988 200**	**43 425 506**	**35 706 268**	**27 296 157**	**22 868 363**
185 MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE					
Personnel	0	327 879	309 678	262 303	199 691
Biens et services	0	872 373	486 710	313 611	277 165
Transferts et subventions	0	229 826	156 675	131 696	129 249
Investissement	389 500	424 900	250 750	94 651	93 039
Total	**439 500**	**1 854 978**	**1 203 812**	**802 262**	**699 144**
190 BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL					
Personnel	0	2 382 000	1 905 600	1 905 600	1 905 600
Biens et services	0	891 939	496 468	496 468	496 468
Transferts et subventions	0	30 000	30 000	30 000	30 000
Investissement	142 500	142 500	118 750	118 750	23 750
Total	**142 500**	**3 446 439**	**2 550 818**	**2 550 818**	**2 455 818**
192 MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE					
Personnel	0	390 378	343 913	343 913	186 027
Biens et services	0	100 107	80 086	80 086	80 086
Transferts et subventions	0	485 993	242 997	242 997	242 997
Investissement	28 500	28 500	23 550	23 550	23 550
Total	**28 500**	**1 004 978**	**690 545**	**690 545**	**532 659**
195 COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT					
Personnel	0	12 980	10 384	10 384	6 556
Biens et services	0	115 680	67 346	34 875	34 376
Investissement	15 000	15 000	7 500	6 962	6 962
Total	**15 000**	**143 660**	**85 230**	**52 221**	**47 894**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2019

21/08/2019 20:37:55 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
210 MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS					
Personnel	0	103 708 334	81 704 344	81 154 344	52 867 593
Biens et services	0	68 288 935	37 439 867	24 190 653	19 446 813
Transferts et subventions	0	886 982	442 278	375 817	375 817
Investissement	85 614 421	107 732 653	62 077 477	56 933 995	15 758 497
Total	**95 253 292**	**280 616 904**	**181 663 967**	**162 654 809**	**88 448 721**
220 MINISTERE DE LA JUSTICE					
Personnel	0	10 924 160	9 331 973	9 258 205	4 883 541
Biens et services	0	4 961 065	2 716 098	2 402 051	1 974 583
Transferts et subventions	0	875 781	422 340	308 643	313 339
Investissement	4 353 077	9 300 577	1 930 323	1 715 771	1 109 594
Total	**4 193 077**	**26 061 583**	**14 400 735**	**13 684 670**	**8 281 058**
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE					
Personnel	0	864 300	691 440	691 440	691 440
Biens et services	0	504 653	306 327	306 327	306 327
Investissement	190 000	190 000	190 000	190 000	190 000
Total	**190 000**	**1 558 953**	**1 187 767**	**1 187 767**	**1 187 767**
225 MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME					
Personnel	0	0	0	0	0
Biens et services	0	0	0	0	0
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME					
Personnel	0	250 000	200 000	200 000	200 000
Biens et services	0	319 650	145 375	145 375	145 375
Investissement	47 500	47 500	23 750	0	0
Total	**47 500**	**617 150**	**369 125**	**345 375**	**345 375**
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE					
Personnel	0	45 147 221	29 799 284	29 775 284	20 646 399
Biens et services	0	13 569 101	6 218 662	3 143 387	2 690 361
Transferts et subventions	0	1 301 871	603 331	577 787	577 787
Investissement	15 254 426	30 254 426	16 854 610	13 200 319	5 791 706
Total	**15 254 426**	**90 272 619**	**53 475 887**	**46 696 777**	**29 706 253**
235 SECURITE D'ETAT					
Biens et services	0	8 184 445	4 974 864	4 959 379	4 959 379
Investissement	11 500 000	1 500 000	120 280	119 280	0
Total	**11 500 000**	**9 684 445**	**5 095 144**	**5 078 659**	**4 959 379**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2019

21/08/2019 20:37:55 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
Personnel	0	17 491 979	14 125 134	13 748 071	8 224 443
Biens et services	0	12 407 922	8 211 503	5 024 014	3 137 534
Transferts et subventions	0	8 560 335	5 422 428	3 327 530	2 250 960
Investissement	42 503 745	48 346 699	11 695 264	6 223 783	2 094 639
Total	**47 157 398**	**86 806 935**	**39 454 328**	**28 323 399**	**15 707 575**
311 CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES					
Personnel	0	250 000	200 000	148 174	83 354
Biens et services	0	10 620	5 310	5 310	0
Transferts et subventions	0	771 305	433 153	387 212	349 964
Investissement	0	0	0	0	0
Total	**0**	**1 031 925**	**638 463**	**540 696**	**433 318**
312 AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)					
Biens et services	0	24 000	12 000	12 000	12 000
Transferts et subventions	0	419 390	219 695	219 695	219 695
Total	**0**	**443 390**	**231 695**	**231 695**	**231 695**
320 MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE					
Personnel	0	1 080 975	900 106	829 973	586 129
Biens et services	0	1 464 442	798 712	549 958	469 721
Transferts et subventions	0	49 101	7 926	6 142	6 142
Investissement	1 294 657	1 294 657	735 536	322 248	248 270
Total	**1 294 657**	**3 889 175**	**2 442 279**	**1 708 320**	**1 310 263**
323 MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE L'EMPLOI ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE					
Personnel	0	2 050 342	1 526 803	1 384 161	1 000 475
Biens et services	0	3 018 760	1 572 248	1 018 035	694 913
Transferts et subventions	0	4 165 093	3 272 628	2 702 426	2 649 562
Investissement	1 981 492	11 370 063	1 047 306	125 623	51 006
Total	**1 981 492**	**20 604 258**	**7 418 984**	**5 230 245**	**4 395 956**
328 MINISTERE DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION ET DE LA TRANSPARENCE DE LA VIE PUBLIQUE					
Personnel	0	499 285	399 428	399 428	222 649
Biens et services	0	680 389	332 775	226 145	186 697
Transferts et subventions	0	175 000	145 000	30 000	30 000
Investissement	338 786	331 537	166 543	12 150	8 668
Total	**338 786**	**1 686 211**	**1 043 746**	**667 723**	**448 014**
330 MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION					
Personnel	0	5 688 320	4 641 216	4 401 653	2 912 166
Biens et services	0	22 781 472	14 954 957	7 795 523	6 671 779
Transferts et subventions	0	6 763 490	3 865 834	3 191 825	2 887 785
Investissement	39 789 415	45 378 177	11 344 410	5 276 607	4 544 720
Total	**39 789 415**	**80 611 459**	**34 806 416**	**20 665 607**	**17 016 450**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2019

21/08/2019 20:37:55 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
334 AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL					
Personnel	0	177 393	84 772	84 772	68 362
Biens et services	0	380 524	203 206	203 206	203 206
Transferts et subventions	0	104 500	52 250	52 250	52 250
Investissement	211 380	211 380	123 090	90 150	90 150
Total	**211 380**	**873 797**	**463 318**	**430 378**	**413 968**
335 MINISTERE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
Personnel	0	0	0	0	0
Biens et services	0	0	0	0	0
Transferts et subventions	0	0	0	0	0
Investissement	0	0	0	0	0
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
340 MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE					
Personnel	0	123 323	117 644	110 225	66 023
Biens et services	0	431 330	217 568	158 827	135 528
Transferts et subventions	0	319 042	208 736	170 045	118 060
Investissement	95 608	95 608	47 804	22 544	17 564
Total	**95 608**	**969 303**	**591 752**	**461 641**	**337 176**
341 MINISTERE DE LA COHESION SOCIALE, DE LA PAIX ET DE LA RECONCILIATION NATIONALE					
Personnel	0	117 351	93 881	93 881	36 129
Biens et services	0	590 335	313 657	257 271	245 040
Transferts et subventions	0	2 121 467	1 060 734	882 985	772 636
Investissement	5 700	5 700	0	0	0
Total	**5 700**	**2 834 853**	**1 468 271**	**1 234 137**	**1 053 805**
345 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT LOCAL					
Personnel	0	0	0	0	0
Biens et services	0	0	0	0	0
Transferts et subventions	0	0	0	0	0
Investissement	0	0	0	0	0
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
380 MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA CONCURRENCE					
Personnel	0	1 127 842	940 537	937 398	516 222
Biens et services	0	1 023 270	611 872	371 965	232 941
Transferts et subventions	0	569 784	186 259	157 814	97 182
Investissement	1 795 544	4 288 044	1 776 799	552 583	536 758
Total	**1 495 544**	**7 008 940**	**3 515 467**	**2 019 760**	**1 383 102**
400 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
Personnel	0	2 627 443	1 943 881	1 381 363	403 861
Biens et services	0	1 606 140	957 423	228 905	155 761
Transferts et subventions	0	10 785 514	8 007 557	7 001 598	5 365 610
Investissement	4 073 538	4 337 362	1 760 421	110 102	48 220
Total	**3 960 038**	**19 356 459**	**12 669 282**	**8 721 968**	**5 973 453**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2019

21/08/2019 20:37:55 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
410 MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE					
Personnel	0	198 704 171	150 115 669	120 801 734	93 671 549
Biens et services	0	42 795 686	29 108 462	12 673 193	8 852 685
Transferts et subventions	0	64 781 802	41 544 175	32 506 651	25 179 735
Investissement	47 182 492	43 465 853	29 531 582	9 519 047	8 122 037
Total	**48 085 683**	**349 747 512**	**250 299 888**	**175 500 626**	**135 826 006**
412 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
Personnel	0	0	0	0	0
Biens et services	0	0	0	0	0
Transferts et subventions	0	0	0	0	0
Investissement	0	0	0	0	0
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
510 MINISTERE DE LA CULTURE					
Personnel	0	1 178 962	981 086	930 686	550 813
Biens et services	0	1 742 498	1 028 036	707 941	560 206
Transferts et subventions	0	2 669 401	1 769 668	1 392 690	1 077 290
Investissement	2 585 792	3 280 657	1 639 474	914 796	807 102
Total	**2 585 792**	**8 871 518**	**5 418 264**	**3 946 113**	**2 995 412**
520 MINISTERE DES SPORTS					
Personnel	0	888 048	668 397	641 574	341 245
Biens et services	0	4 983 044	3 991 676	3 052 322	2 914 655
Transferts et subventions	0	946 918	613 955	582 394	574 453
Investissement	1 416 877	2 366 877	751 821	31 582	5 506
Total	**1 416 877**	**9 184 887**	**6 025 848**	**4 307 872**	**3 835 859**
525 MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE					
Personnel	0	0	0	0	0
Biens et services	0	0	0	0	0
Transferts et subventions	0	0	0	0	0
Investissement	0	0	0	0	0
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
610 MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE					
Personnel	0	30 626 943	19 450 277	18 760 258	12 441 440
Biens et services	0	14 527 016	6 876 248	4 864 003	4 116 929
Transferts et subventions	0	28 040 137	18 222 368	14 301 137	9 249 521
Investissement	26 082 712	29 591 697	8 248 823	1 605 947	526 016
Total	**27 622 712**	**102 785 793**	**52 797 717**	**39 531 345**	**26 333 907**
614 HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA					
Personnel	0	116 219	94 500	91 440	58 533
Biens et services	0	88 560	44 280	38 940	38 940
Transferts et subventions	0	2 102 128	1 051 063	1 040 436	991 186
Total	**0**	**2 306 907**	**1 189 843**	**1 170 816**	**1 088 659**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2019

21/08/2019 20:37:55 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
Personnel	0	1 408 164	1 133 866	1 026 153	585 780
Biens et services	0	1 259 224	756 657	576 273	526 948
Transferts et subventions	0	295 965	206 938	144 979	93 866
Investissement	2 263 634	2 233 526	740 478	59 775	26 826
Total	**2 241 364**	**5 196 879**	**2 837 939**	**1 807 180**	**1 233 421**
660 MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE					
Personnel	0	3 058 967	2 472 969	2 302 481	1 158 260
Biens et services	0	1 314 280	627 625	457 394	403 219
Transferts et subventions	0	39 829 668	33 624 313	32 666 075	32 474 913
Investissement	1 447 281	1 428 854	451 506	352 688	112 624
Total	**1 447 281**	**45 631 769**	**37 176 413**	**35 778 638**	**34 149 016**
700 MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT					
Personnel	0	1 182 114	950 985	900 750	541 887
Biens et services	0	1 019 789	604 398	287 648	210 488
Transferts et subventions	0	598 308	454 120	376 411	247 954
Investissement	140 216 666	111 402 200	19 333 387	6 761 014	352 851
Total	**140 306 680**	**114 202 411**	**21 342 890**	**8 325 824**	**1 353 179**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
Personnel	0	3 247 434	2 709 315	2 664 454	1 593 200
Biens et services	0	1 677 954	941 715	561 951	475 697
Transferts et subventions	0	1 042 112	713 783	467 279	322 549
Investissement	21 113 559	16 102 047	4 715 132	982 655	540 864
Total	**21 739 994**	**22 069 547**	**9 079 945**	**4 676 340**	**2 932 311**
720 MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU					
Personnel	0	1 394 013	1 104 616	1 104 616	618 201
Biens et services	0	1 214 620	720 783	444 380	387 790
Transferts et subventions	0	82 329 501	34 340 181	34 268 875	34 060 975
Investissement	22 011 903	103 297 569	7 245 147	1 533 339	1 338 922
Total	**22 011 903**	**188 235 703**	**43 410 729**	**37 351 210**	**36 405 889**
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE					
Personnel	0	810 741	645 713	645 713	387 922
Biens et services	0	930 498	543 090	380 033	238 538
Transferts et subventions	0	435 510	217 755	196 282	123 810
Investissement	1 990 282	1 979 702	220 451	13 318	9 440
Total	**1 990 282**	**4 156 451**	**1 627 009**	**1 235 345**	**759 710**
730 MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION					
Personnel	0	250 204	204 268	159 746	109 907
Biens et services	0	675 733	388 549	195 998	178 433
Transferts et subventions	0	7 928 891	6 178 088	4 764 402	3 630 422
Investissement	2 019 225	2 522 145	982 937	463 169	463 169
Total	**2 047 145**	**11 376 973**	**7 753 842**	**5 583 315**	**4 381 931**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2019

21/08/2019 20:37:55 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
732 HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION					
Personnel	0	694 710	555 768	323 484	288 139
Biens et services	0	0	0	0	0
Transferts et subventions	0	293 757	188 198	182 688	136 363
Investissement	475 000	475 000	293 794	193 496	139 148
Total	**475 000**	**1 463 467**	**1 037 760**	**699 668**	**563 650**
740 MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME					
Personnel	0	3 051 304	2 459 205	2 273 401	1 423 417
Biens et services	0	1 806 359	1 069 897	710 965	526 592
Transferts et subventions	0	461 016	339 187	65 927	46 777
Investissement	9 401 634	12 611 026	9 274 619	7 980 575	7 351 227
Total	**11 401 634**	**17 929 705**	**13 142 908**	**11 030 867**	**9 348 014**
750 MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE					
Personnel	0	312 614	246 075	246 075	172 506
Biens et services	0	670 361	377 040	233 000	190 355
Transferts et subventions	0	606 876	410 609	398 055	324 617
Investissement	5 285 150	11 616 768	3 529 619	2 751 825	1 312 770
Total	**5 285 150**	**13 206 619**	**4 563 343**	**3 628 954**	**2 000 248**
770 MINISTERE DES TRANSPORTS					
Personnel	0	886 189	705 665	702 017	379 540
Biens et services	0	649 872	339 620	146 757	138 549
Transferts et subventions	0	1 052 287	854 994	704 953	670 987
Investissement	5 185 759	3 497 706	1 113 227	286 370	105 531
Total	**5 727 706**	**6 086 054**	**3 013 505**	**1 840 098**	**1 294 608**
800 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL					
Personnel	0	0	0	0	0
Biens et services	0	0	0	0	0
Transferts et subventions	0	9 000	9 000	0	0
Investissement	0	0	0	0	0
Total	**0**	**9 000**	**9 000**	**0**	**0**
812 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS					
Personnel	0	1 094 125	877 235	848 750	239 844
Biens et services	0	1 287 515	647 369	389 991	331 952
Transferts et subventions	0	1 083 660	485 216	415 169	360 919
Investissement	1 292 946	1 246 317	348 962	21 020	17 273
Total	**1 258 845**	**4 711 617**	**2 358 782**	**1 674 930**	**949 988**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
Personnel	0	5 638 136	4 533 755	4 466 988	2 492 413
Biens et services	0	2 903 723	1 787 295	1 153 575	673 537
Transferts et subventions	0	29 352 320	27 983 623	12 633 946	11 795 245
Investissement	50 711 650	75 759 917	9 236 702	6 089 291	5 213 933
Total	**51 211 650**	**113 654 096**	**43 541 375**	**24 343 800**	**20 175 128**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2019

21/08/2019 20:37:55 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE					
Personnel	0	3 264 266	2 568 892	2 568 891	1 354 327
Biens et services	0	1 638 217	952 464	612 985	511 705
Transferts et subventions	0	3 625 348	325 728	211 266	157 239
Investissement	11 329 382	15 684 122	769 494	411 667	340 100
Total	**10 641 382**	**24 211 953**	**4 616 578**	**3 804 809**	**2 363 372**
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE					
Personnel	0	221 798	177 438	177 438	90 135
Biens et services	0	145 942	91 088	45 871	40 577
Transferts et subventions	0	22 078	11 039	11 038	11 038
Investissement	10 434 010	7 363 010	3 681 352	2 384 847	2 384 421
Total	**10 434 010**	**7 752 828**	**3 960 917**	**2 619 195**	**2 526 170**
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME					
Personnel	0	432 163	339 970	332 097	175 346
Biens et services	0	684 074	384 487	323 269	295 021
Transferts et subventions	0	448 165	273 419	156 618	198 637
Investissement	2 602 662	1 802 662	872 873	287 035	11 825
Total	**2 602 662**	**3 367 064**	**1 870 749**	**1 099 018**	**680 829**
990 CHARGES COMMUNES					
Personnel	0	91 531 123	7 016 104	6 807 264	6 799 862
Biens et services	0	194 502 438	63 809 040	60 872 677	57 853 713
Transferts et subventions	0	58 084 373	10 145 915	7 965 941	7 748 920
Investissement	214 885 935	125 370 303	23 766 853	16 428 901	15 388 468
Total	**191 190 358**	**469 488 237**	**104 737 913**	**92 074 783**	**87 790 963**
TOTAL	801 184 492	2 261 155 078	1 056 129 376	819 601 251	608 228 625

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2019

21/08/2019 20:37:55 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
2 BUDGETS ANNEXES					
770 MINISTERE DES TRANSPORTS					
Personnel	0	1 993 000	1 011 500	744 448	717 298
Biens et services	0	2 353 180	1 268 375	753 072	750 367
Transferts et subventions	0	951 860	411 500	427 240	427 060
Investissement	2 559 938	2 559 938	1 397 820	652 272	342 955
Total	**2 559 938**	**7 857 978**	**4 089 194**	**2 577 032**	**2 237 680**
TOTAL	2 559 938	7 857 978	4 089 194	2 577 032	2 237 680

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution par Classification Administrative et Economique au 30/06/2019

21/08/2019 20:37:55 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Titre de dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations	Notifications	Engagements	Liquidations
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR					
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
Biens et services	0	64 690 692	64 690 692	39 264 416	39 264 416
Investissement	40 000 000	40 000 000	0	0	0
Total	**40 000 000**	**104 690 692**	**64 690 692**	**39 264 416**	**39 264 416**
400 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
Investissement	2 616 620	2 616 620	0	0	0
Total	**2 616 620**	**2 616 620**	**0**	**0**	**0**
412 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
Investissement	0	0	0	0	0
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
Transferts et subventions	0	500 000	250 000	180 194	180 194
Total	**0**	**500 000**	**250 000**	**180 194**	**180 194**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
Biens et services	0	345 000	172 500	30 000	30 000
Transferts et subventions	0	108 250	54 125	0	0
Investissement	846 750	846 750	423 402	0	0
Total	**846 750**	**1 300 000**	**650 027**	**30 000**	**30 000**
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE					
Personnel	0	430 000	60 000	55 517	51 133
Biens et services	0	1 062 000	219 500	115 424	63 243
Investissement	148 000	148 000	45 000	13 468	13 468
Total	**148 000**	**1 640 000**	**324 500**	**184 408**	**127 844**
750 MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE					
Investissement	2 981 400	2 981 400	0	0	0
Total	**2 981 400**	**2 981 400**	**0**	**0**	**0**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
Investissement	5 000 000	5 000 000	0	0	0
Total	**5 000 000**	**5 000 000**	**0**	**0**	**0**
TOTAL	51 592 770	118 728 712	65 915 219	39 659 018	39 602 454
TOTAL GENERAL	855 337 200	2 387 741 768	1 126 133 789	861 837 302	650 068 759

ANNEXE 4 :

SITUATION D'EXECUTION DETAILLEE DES DEPENSES

PAR CLASSIFICATION FONCTIONNELLE

AU 30 JUIN 2019.

Sans le financement extérieur du BSI[1]

[1] Les crédits inscrits au BSI sur financement extérieur ne sont pas exécutées suivant les procédures nationales de gestion de la commande publique, mais celles des partenaires qui financent les projets correspondants. Leur situation d'exécution n'est donc pas retracée, en cours d'année, par le système intégré de gestion des dépenses – *PRED*.

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

21/08/2019 20:44:46

Situation d'exécution des crédits budgeaires par groupes de fonctions au 30/06/2019

(en milliers de francs CFA)

Division / Groupe de fonction	Crédits budgetaires AE	Crédits budgetaires CP	Cédits Notifiés	Cédits Engagés	Cédits Liquidés
01 Services généraux des administrations publiques					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financières & fiscales, affaires étrangèr	48 199 663	200 373 564	154 399 226	110 579 379	91 274 171
01.3 Services généraux	16 276 489	43 112 974	16 401 084	12 160 562	9 949 101
01.4 Recherche fondamentale	28 500	366 171	269 657	238 400	122 499
01.5 Recherche-développement concernant des services généraux des administrations publiques	1 852 500	2 304 294	1 451 114	764 553	574 537
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	56 433 671	189 933 808	55 217 043	39 499 873	33 482 680
01.7 Opérations concernant la dette publique	490 000	140 939 566	55 263 826	54 702 973	52 088 686
01.8 Transferts de caractère général entre administrations publiques	16 653 499	18 887 240	9 443 620	5 280 245	5 280 245
TOTAL Services généraux des administrations publiques	**139 934 322**	**595 917 617**	**292 445 570**	**223 225 986**	**192 771 919**
02 Défense					
02.1 Défense militaire	55 851 144	76 971 206	59 434 369	53 084 298	10 380 866
02.2 Défense civile		1 538 000	19 000	19 000	19 000
02.4 Recherche-développement concernant la défense	50 419	73 855	41 391	20 539	28 713
02.5 Défense n.c.a.	48 492 215	201 168 455	120 876 257	108 901 297	77 522 974
TOTAL Défense	**104 393 778**	**279 751 516**	**180 371 016**	**162 025 134**	**87 951 553**
03 Ordre et sécurité publics					
03.1 Services de police	68 243	49 686 726	27 181 183	26 418 980	18 043 590
03.2 Services de protection civile	18 044 657	24 342 776	9 415 141	8 993 746	3 730 232
03.3 Tribunaux	2 047 061	18 079 753	12 214 707	11 444 023	7 039 493
03.4 Administration pénitentiaire	2 378 516	9 438 931	2 773 745	2 700 958	2 340 622
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	11 478 903	41 694 780	26 130 485	19 681 568	14 566 734
TOTAL Ordre et sécurité publics	**34 017 380**	**143 242 966**	**77 715 260**	**69 239 276**	**45 720 672**
04 Affaires économiques					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	3 566 561	28 166 245	11 348 875	7 782 424	6 279 609
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	185 444 288	253 683 818	62 216 050	36 105 194	30 018 328
04.3 Combustibles et énergie	5 245 303	26 439 186	9 368 471	5 169 413	4 675 316
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	11 997 884	10 828 561	3 099 449	2 273 477	1 163 999
04.5 Transports	169 198 753	148 966 085	25 199 437	12 539 803	5 712 911
04.6 Communications	2 720 025	12 764 409	8 353 894	6 323 030	5 165 602
04.7 Autres branches d'activité	6 433 881	9 853 614	5 158 244	2 919 525	2 426 489
04.8 Recherche-développement concernant les affaires économiques	646 000	2 413 892	1 754 648	704 806	408 970
04.9 Affaires économiques n.c.a.	20 978 500	100 184 048	34 180 630	33 384 383	32 646 495
TOTAL Affaires économiques	**406 231 195**	**593 299 858**	**160 679 698**	**107 202 056**	**88 497 718**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

21/08/2019 20:44:46

Situation d'exécution des crédits budgeaires par groupes de fonctions au 30/06/2019

(en milliers de francs CFA)

Division / Groupe de fonction	Crédits budgetaires AE	Crédits budgetaires CP	Cédits Notifiés	Cédits Engagés	Cédits Liquidés
05 Protection de l'environnement					
05.1 Gestion des déchets	6 076 435	6 076 435	4 649 432	4 000 000	4 000 000
05.2 Gestion des eaux usées	1 444 000	1 778 875	972 143	667 674	317 530
05.3 Lutte contre la pollution	290 700	317 820	160 644	136 894	137 309
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la nature	21 515 869	35 366 627	7 389 358	3 254 471	2 127 461
05.6 Protection de l'environnement n.c.a.	676 687	7 242 598	1 552 522	1 098 550	780 817
TOTAL Protection de l'environnement	**30 003 691**	**50 782 355**	**14 724 099**	**9 157 590**	**7 363 117**
06 Logement et équipements collectifs					
06.1 Logement	6 845 000	6 974 762	6 867 381	6 783 892	6 768 246
06.2 Équipements collectifs	4 562 495	7 095 489	1 822 458	1 053 558	141 235
06.3 Alimentation en eau	14 667 100	56 432 702	1 779 548	1 437 871	1 005 850
06.6 Logement et équipements collectifs n.c.a ;	5 972 175	11 536 957	6 053 569	3 908 146	2 600 751
TOTAL Logement et équipements collectifs	**32 046 770**	**82 039 910**	**16 522 957**	**13 183 466**	**10 516 082**
07 Santé					
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux		1 136 509	1 103 284	588 179	587 879
07.2 Services ambulatoires	76 000	76 000	38 000		
07.3 Services hospitaliers	14 592 629	32 898 957	15 067 742	10 866 989	6 839 860
07.4 Services de santé publique	4 230 339	16 668 994	8 530 801	7 776 696	6 288 197
07.5 Recherche-développement dans le domaine de la santé	1 045 750	4 594 273	3 036 165	2 105 606	1 492 824
07.6 Santé n.c.a.	8 006 019	66 158 608	29 383 897	21 418 217	13 957 364
TOTAL Santé	**27 950 737**	**121 533 341**	**57 159 889**	**42 755 687**	**29 166 124**
08 Loisirs, culture et culte					
08.1 Services récréatifs et sportifs	1 667 300	8 864 096	5 708 188	4 123 009	3 711 947
08.2 Services culturels	2 803 088	5 346 699	2 959 629	2 287 678	1 417 067
08.4 Culte et autres services communautaires		265 261	161 044	131 009	79 971
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	1 809 315	8 023 859	4 794 296	3 116 762	2 260 600
TOTAL Loisirs, culture et culte	**6 279 703**	**22 499 915**	**13 623 156**	**9 658 459**	**7 469 585**
09 Enseignement					
09.1 Enseignement préélémentaire et primaire	2 828 431	145 294 119	117 600 894	90 114 012	74 256 180
09.2 Enseignement secondaire	33 250 818	98 273 252	74 562 005	43 412 797	36 016 341
09.4 Enseignement supérieur	4 000 729	68 285 602	41 910 706	30 869 258	22 758 904
09.5 Enseignement non défini par niveau	782 911	1 542 543	789 085	566 754	408 244

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

21/08/2019 20:44:46

Situation d'exécution des crédits budgeaires par groupes de fonctions au 30/06/2019

(en milliers de francs CFA)

Division / Groupe de fonction	Crédits budgetaires AE	Crédits budgetaires CP	Cédits Notifiés	Cédits Engagés	Cédits Liquidés
09 Enseignement					
09.6 Services annexes à l'enseignement	2 422 392	5 749 252	2 690 339	281 434	214 667
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	9 948 370	7 551 358	1 958 792	1 286 527	92 642
09.8 Enseignement n.c.a.	5 244 892	46 085 572	24 146 262	16 405 590	6 933 862
TOTAL Enseignement	**58 478 543**	**372 781 698**	**263 658 083**	**182 936 373**	**140 680 839**
10 Protection sociale					
10.1 Maladie et invalidité		2 627 326	597 663	590 803	564 304
10.2 Vieillesse		62 761 422	31 140 953	31 140 953	31 140 883
10.4 Famille et enfants	1 409 385	9 235 150	2 615 964	1 627 537	1 136 485
10.7 Exclusion sociale n.c.a.		195 931	99 094	97 509	96 079
10.8 Recherche-développement dans le domaine de la protection sociale	479 063	822 675	448 284	311 784	190 745
10.9 Protection sociale n.c.a.	14 112 633	50 250 088	14 332 104	8 684 689	6 802 652
TOTAL Protection sociale	**16 001 081**	**125 892 592**	**49 234 061**	**42 453 275**	**39 931 149**
TOTAL GENERAL	**855 337 200**	**2 387 741 768**	**1 126 133 789**	**861 837 302**	**650 068 759**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2019

21/08/2019 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1	**BUDGET GENERAL**					
110	**ASSEMBLEE NATIONALE**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	1 507 529	15 795 988	9 117 162	9 077 928	8 142 397
Total		**1 507 529**	**15 795 988**	**9 117 162**	**9 077 928**	**8 142 397**
120	**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	522 500	7 744 126	4 752 994	4 259 178	3 178 986
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	200 140	5 919 678	4 088 695	3 546 363	2 605 278
02.5	Défense n.c.a.	0	195 337	78 031	70 092	57 730
03.6	Ordre et sécurité publics n.c.a.	95 000	365 409	277 441	183 129	175 436
04.6	Communications	0	206 556	105 355	75 369	73 522
07.4	Services de santé publique	0	815	408	408	408
08.2	Services culturels	0	85 500	42 750	42 750	42 750
Total		**817 640**	**14 517 421**	**9 345 673**	**8 177 289**	**6 134 110**
130	**PRIMATURE**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	285 000	5 162 139	4 023 687	2 762 992	1 970 468
01.3	Services généraux	0	161 334	108 324	98 204	74 588
01.5	Recherche-développement concernant des services généraux d	0	0	0	0	0
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	285 000	3 677 450	2 549 274	1 229 135	1 000 945
03.3	Tribunaux	0	19 000	9 500	7 812	7 588
03.6	Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	381 777	252 833	183 532	149 524
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	200 590	100 295	0	0
04.4	Industries extractives et manufacturières, construction	190 000	190 000	0	0	0
04.6	Communications	0	18 607	9 304	9 237	9 237
07.4	Services de santé publique	0	942	471	0	0
09.4	Enseignement supérieur	2 090 417	2 766 408	2 549 818	340 064	139 957
Total		**2 850 417**	**12 578 247**	**9 603 506**	**4 630 976**	**3 352 308**
131	**DELEGATION GENERALE AUX ELECTIONS**					
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	14 363	503 062	401 777	324 316	313 078
Total		**14 363**	**503 062**	**401 777**	**324 316**	**313 078**
140	**COUR CONSTITUTIONNELLE**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	78 243	842 350	595 657	552 893	525 171
03.3	Tribunaux	0	0	0	0	0
Total		**78 243**	**842 350**	**595 657**	**552 893**	**525 171**
150	**COUR SUPREME**					
03.3	Tribunaux	394 000	2 470 383	1 577 597	1 460 215	996 876
Total		**394 000**	**2 470 383**	**1 577 597**	**1 460 215**	**996 876**
155	**HAUTE COUR DE JUSTICE**					
03.3	Tribunaux	0	904 447	547 787	383 465	336 457
Total		**0**	**904 447**	**547 787**	**383 465**	**336 457**
160	**CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	131 177	1 154 282	792 737	709 273	560 224
Total		**131 177**	**1 154 282**	**792 737**	**709 273**	**560 224**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2019

21/08/2019 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1	**BUDGET GENERAL**					
170	**HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	285 000	1 937 988	1 161 027	978 525	642 529
Total		**285 000**	**1 937 988**	**1 161 027**	**978 525**	**642 529**
180	**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	8 671 500	41 030 203	33 964 818	26 122 716	21 699 419
01.3	Services généraux	95 000	92 664	54 117	13 993	9 797
04.6	Communications	0	11 430	6 974	2 649	2 649
07.1	Produits, appareils et matériaux médicaux	0	1 069 509	1 069 509	573 340	573 040
09.8	Enseignement n.c.a.	1 221 700	1 221 700	610 850	583 459	583 459
Total		**9 988 200**	**43 425 506**	**35 706 268**	**27 296 157**	**22 868 363**
185	**MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE L'INTEGRATION AFRICAINE**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	0	651 652	441 953	352 266	265 570
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	38 000	816 149	529 971	369 245	352 824
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	240 000	240 000	151 000	0	0
07.4	Services de santé publique	0	277	139	0	0
09.4	Enseignement supérieur	161 500	146 900	80 750	80 750	80 750
Total		**439 500**	**1 854 978**	**1 203 812**	**802 262**	**699 144**
190	**BUREAU DU VERIFICATEUR GENERAL**					
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	142 500	3 446 439	2 550 818	2 550 818	2 455 818
Total		**142 500**	**3 446 439**	**2 550 818**	**2 550 818**	**2 455 818**
192	**MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE**					
03.3	Tribunaux	28 500	1 004 978	690 545	690 545	532 659
Total		**28 500**	**1 004 978**	**690 545**	**690 545**	**532 659**
195	**COMITE NATIONAL DE L'EGAL ACCES AUX MEDIAS D'ETAT**					
04.6	Communications	15 000	143 660	85 230	52 221	47 894
Total		**15 000**	**143 660**	**85 230**	**52 221**	**47 894**
210	**MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS**					
02.1	Défense militaire	55 851 144	76 971 206	59 434 369	53 084 298	10 380 866
02.4	Recherche-développement concernant la défense	50 419	73 855	41 391	20 539	28 713
02.5	Défense n.c.a.	36 992 215	199 473 118	120 677 946	108 711 925	77 465 244
03.6	Ordre et sécurité publics n.c.a.	2 304 000	2 304 000	638 644	256 744	0
07.3	Services hospitaliers	0	641 794	319 724	319 719	319 719
07.4	Services de santé publique	0	11 860	5 634	5 634	5 634
07.5	Recherche-développement dans le domaine de la santé	10 250	10 250	4 869	4 560	4 560
07.6	Santé n.c.a.	0	683 191	324 947	93 902	89 608
09.2	Enseignement secondaire	12 562	238 763	115 038	115 030	111 919
09.7	Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	10 250	10 250	4 869	0	0
10.9	Protection sociale n.c.a.	22 452	198 617	96 538	42 459	42 459
Total		**95 253 292**	**280 616 904**	**181 663 967**	**162 654 809**	**88 448 721**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2019

21/08/2019 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
220 MINISTERE DE LA JUSTICE					
02.2 Défense civile	0	38 000	19 000	19 000	19 000
03.3 Tribunaux	1 624 561	11 678 708	8 388 160	8 075 883	4 450 158
03.4 Administration pénitentiaire	2 378 516	9 438 931	2 773 745	2 700 958	2 340 622
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	190 000	4 181 924	2 873 370	2 654 639	1 225 962
07.4 Services de santé publique	0	10 991	5 496	5 496	5 496
09.4 Enseignement supérieur	0	523 029	245 964	133 695	144 820
10.7 Exclusion sociale n.c.a.	0	190 000	95 000	94 999	94 999
Total	**4 193 077**	**26 061 583**	**14 400 735**	**13 684 670**	**8 281 058**
223 OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	190 000	1 558 953	1 187 767	1 187 767	1 187 767
Total	**190 000**	**1 558 953**	**1 187 767**	**1 187 767**	**1 187 767**
225 MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME					
03.3 Tribunaux	0	0	0	0	0
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	0	0	0	0
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
226 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME					
01.6 Services généraux des administrations publiques n.c.a.	47 500	617 150	369 125	345 375	345 375
Total	**47 500**	**617 150**	**369 125**	**345 375**	**345 375**
230 MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE					
03.1 Services de police	68 243	49 686 726	27 181 183	26 418 980	18 043 590
03.2 Services de protection civile	6 296 280	14 691 755	9 415 141	8 993 746	3 730 232
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	8 889 903	25 848 360	16 857 819	11 275 322	7 923 702
09.5 Enseignement non défini par niveau	0	45 778	21 745	8 729	8 729
Total	**15 254 426**	**90 272 619**	**53 475 887**	**46 696 777**	**29 706 253**
235 SECURITE D'ETAT					
02.5 Défense n.c.a.	11 500 000	1 500 000	120 280	119 280	0
03.6 Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	8 184 445	4 974 864	4 959 379	4 959 379
Total	**11 500 000**	**9 684 445**	**5 095 144**	**5 078 659**	**4 959 379**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2019

21/08/2019 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1	**BUDGET GENERAL**					
310	**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	33 481 214	53 918 534	32 668 017	24 487 547	13 141 263
01.3	Services généraux	5 209 939	6 673 033	2 944 322	1 261 490	840 330
01.5	Recherche-développement concernant des services généraux d	997 500	1 213 314	854 178	480 025	375 506
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	760 000	882 447	84 627	74 423	25 286
01.7	Opérations concernant la dette publique	190 000	190 000	190 000	0	0
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	142 500	9 142 500	71 250	0	0
04.3	Combustibles et énergie	712 500	1 380 519	821 323	427 068	223 600
06.2	Équipements collectifs	604 995	604 995	336 718	301 126	15 089
06.6	Logement et équipements collectifs n.c.a ;	2 850 000	2 851 954	445 644	351 644	274 002
07.4	Services de santé publique	0	596	298	0	0
09.5	Enseignement non défini par niveau	308 750	849 043	537 951	440 076	312 499
10.9	Protection sociale n.c.a.	1 900 000	9 100 000	500 000	500 000	500 000
Total		**47 157 398**	**86 806 935**	**39 454 328**	**28 323 399**	**15 707 575**
311	**CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES INFORMATIONS FINANCIERES**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	0	1 031 925	638 463	540 696	433 318
Total		**0**	**1 031 925**	**638 463**	**540 696**	**433 318**
312	**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS/DELEGATIONS SERVICES PUBLICS (ARMDS)**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	0	443 390	231 695	231 695	231 695
Total		**0**	**443 390**	**231 695**	**231 695**	**231 695**
320	**MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**					
01.5	Recherche-développement concernant des services généraux d	570 000	570 000	285 000	146 920	116 165
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	237 500	237 500	182 623	91 312	91 312
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	482 407	3 040 742	1 954 189	1 453 951	1 086 649
07.4	Services de santé publique	0	340	170	0	0
10.9	Protection sociale n.c.a.	4 750	40 593	20 297	16 138	16 138
Total		**1 294 657**	**3 889 175**	**2 442 279**	**1 708 320**	**1 310 263**
323	**MINISTERE DE LA JEUNESSE, DE L'EMPLOI ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE**					
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	1 535 535	16 932 029	5 212 519	3 746 763	3 334 616
04.9	Affaires économiques n.c.a.	0	197	99	0	0
07.4	Services de santé publique	0	623	312	312	312
08.6	Loisirs, culture et culte n.c.a.	431 707	3 379 724	2 041 350	1 388 398	983 699
09.2	Enseignement secondaire	0	95 860	47 930	18 743	18 743
09.5	Enseignement non défini par niveau	0	181 575	109 650	76 030	58 588
09.7	Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	14 250	14 250	7 125	0	0
Total		**1 981 492**	**20 604 258**	**7 418 984**	**5 230 245**	**4 395 956**
328	**MINISTERE DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION ET DE LA TRANSPARENCE DE LA VIE PUBLIQUE**					
01.5	Recherche-développement concernant des services généraux d	285 000	520 980	311 937	137 608	82 866
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	53 786	736 366	476 297	361 292	232 419
03.6	Ordre et sécurité publics n.c.a.	0	428 865	255 513	168 823	132 730
Total		**338 786**	**1 686 211**	**1 043 746**	**667 723**	**448 014**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2019

21/08/2019 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1	**BUDGET GENERAL**					
330	**MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION**					
01.3	Services généraux	1 350 000	2 880 798	1 741 223	871 225	686 150
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	13 568 416	50 146 319	22 364 671	13 908 956	10 796 352
01.8	Transferts de caractère général entre administrations publique	16 653 499	18 887 240	9 443 620	5 280 245	5 280 245
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	199 500	99 750	35 359	35 359
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	4 180 000	4 180 000	0	0	0
04.6	Communications	0	42 617	21 309	11 814	9 154
06.6	Logement et équipements collectifs n.c.a ;	2 660 000	2 660 000	960 463	450 233	161 859
07.4	Services de santé publique	0	552	276	0	0
09.8	Enseignement n.c.a.	47 500	278 502	171 011	105 265	46 249
10.7	Exclusion sociale n.c.a.	0	5 931	4 094	2 509	1 080
10.9	Protection sociale n.c.a.	1 330 000	1 330 000	0	0	0
Total		**39 789 415**	**80 611 459**	**34 806 416**	**20 665 607**	**17 016 450**
334	**AUTORITE PROTECTION DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**					
04.6	Communications	211 380	873 797	463 318	430 378	413 968
Total		**211 380**	**873 797**	**463 318**	**430 378**	**413 968**
335	**MINISTERE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**					
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	0	0	0	0
01.8	Transferts de caractère général entre administrations publique	0	0	0	0	0
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	0	0	0	0
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	0	0	0	0
09.8	Enseignement n.c.a.	0	0	0	0	0
Total		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
340	**MINISTERE DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU CULTE**					
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	47 500	137 591	72 515	38 485	35 120
08.4	Culte et autres services communautaires	0	265 261	161 044	131 009	79 971
08.6	Loisirs, culture et culte n.c.a.	48 108	566 451	358 193	292 147	222 085
Total		**95 608**	**969 303**	**591 752**	**461 641**	**337 176**
341	**MINISTERE DE LA COHESION SOCIALE, DE LA PAIX ET DE LA RECONCILIATION NATIONALE**					
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	5 700	831 567	466 628	408 033	338 051
03.3	Tribunaux	0	2 002 237	1 001 119	826 104	715 755
07.4	Services de santé publique	0	1 049	525	0	0
Total		**5 700**	**2 834 853**	**1 468 271**	**1 234 137**	**1 053 805**
345	**MINISTERE DU DEVELOPPEMENT LOCAL**					
01.3	Services généraux	0	0	0	0	0
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	0	0	0	0
Total		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2019

21/08/2019 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1	**BUDGET GENERAL**					
380	**MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA CONCURRENCE**					
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	495 544	4 800 083	2 696 547	1 829 745	1 274 919
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 000 000	1 900 000	617 500	0	0
04.9	Affaires économiques n.c.a.	0	308 504	201 243	190 015	108 183
07.4	Services de santé publique	0	353	177	0	0
Total		**1 495 544**	**7 008 940**	**3 515 467**	**2 019 760**	**1 383 102**
400	**MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**					
01.4	Recherche fondamentale	28 500	366 171	269 657	238 400	122 499
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	200 523	145 611	490	0
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	456 000	5 901 509	3 620 600	3 280 873	2 974 910
04.8	Recherche-développement concernant les affaires économique	237 500	349 168	198 439	67 323	48 601
07.5	Recherche-développement dans le domaine de la santé	285 000	1 625 835	1 059 678	871 906	562 287
09.4	Enseignement supérieur	83 750	3 954 414	2 489 682	2 049 430	1 372 247
09.5	Enseignement non défini par niveau	142 500	142 500	71 700	0	0
09.7	Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	123 500	301 488	186 080	117 807	72 714
09.8	Enseignement n.c.a.	2 553 888	6 196 988	4 411 836	1 922 638	721 197
10.8	Recherche-développement dans le domaine de la protection so	49 400	317 863	215 999	173 099	98 998
Total		**3 960 038**	**19 356 459**	**12 669 282**	**8 721 968**	**5 973 453**
410	**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**					
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	504 000	504 000	382 000	162 000	150 000
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 045	34 870	19 057	10 305	9 547
07.4	Services de santé publique	0	37 591	25 061	0	0
07.6	Santé n.c.a.	0	65 964	32 982	0	0
09.1	Enseignement préélémentaire et primaire	2 828 431	145 294 119	117 600 894	90 114 012	74 256 180
09.2	Enseignement secondaire	33 225 949	96 912 438	73 797 905	42 815 201	35 566 741
09.4	Enseignement supérieur	865 312	58 790 776	35 059 225	27 146 589	20 021 187
09.5	Enseignement non défini par niveau	133 000	94 901	21 643	16 216	12 878
09.6	Services annexes à l'enseignement	2 422 392	5 749 252	2 690 339	281 434	214 667
09.7	Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	6 683 750	4 108 750	1 760 718	1 168 720	19 928
09.8	Enseignement n.c.a.	1 421 804	38 154 851	18 910 064	13 786 148	5 574 877
Total		**48 085 683**	**349 747 512**	**250 299 888**	**175 500 626**	**135 826 006**
412	**MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**					
01.4	Recherche fondamentale	0	0	0	0	0
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	0	0	0	0	0
09.2	Enseignement secondaire	0	0	0	0	0
09.4	Enseignement supérieur	0	0	0	0	0
09.5	Enseignement non défini par niveau	0	0	0	0	0
09.7	Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	0	0	0	0	0
09.8	Enseignement n.c.a.	0	0	0	0	0
Total		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2019

21/08/2019 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1	**BUDGET GENERAL**					
510	**MINISTERE DE LA CULTURE**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financiè	0	2 700	0	0	0
01.3	Services généraux	0	11 888	5 944	5 614	5 614
07.4	Services de santé publique	0	1 888	944	944	944
08.2	Services culturels	1 273 542	3 907 953	2 184 165	1 592 806	1 109 893
08.6	Loisirs, culture et culte n.c.a.	1 044 500	3 174 365	1 854 208	1 077 927	768 738
09.2	Enseignement secondaire	0	443 146	283 710	278 961	195 026
09.4	Enseignement supérieur	267 750	1 329 578	1 089 293	989 861	915 196
Total		**2 585 792**	**8 871 518**	**5 418 264**	**3 946 113**	**2 995 412**
520	**MINISTERE DES SPORTS**					
07.4	Services de santé publique	0	476	238	0	0
08.1	Services récréatifs et sportifs	1 404 570	8 601 366	5 708 188	4 123 009	3 711 947
09.2	Enseignement secondaire	12 307	583 045	317 422	184 863	123 912
Total		**1 416 877**	**9 184 887**	**6 025 848**	**4 307 872**	**3 835 859**
525	**MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE LA CONSTRUCTION CITOYENNE**					
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	0	0	0	0
08.6	Loisirs, culture et culte n.c.a.	0	0	0	0	0
Total		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
610	**MINISTERE DE LA SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE**					
07.2	Services ambulatoires	76 000	76 000	38 000	0	0
07.3	Services hospitaliers	14 566 029	31 866 430	14 505 174	10 426 108	6 381 581
07.4	Services de santé publique	4 227 489	16 569 434	8 475 053	7 750 175	6 266 367
07.5	Recherche-développement dans le domaine de la santé	750 500	2 958 188	1 971 619	1 229 139	925 977
07.6	Santé n.c.a.	8 002 694	51 315 741	27 807 870	20 125 923	12 759 981
Total		**27 622 712**	**102 785 793**	**52 797 717**	**39 531 345**	**26 333 907**
614	**HAUT CONSEIL NAT. LUTTE CONTRE LE SIDA**					
07.6	Santé n.c.a.	0	2 306 907	1 189 843	1 170 816	1 088 659
Total		**0**	**2 306 907**	**1 189 843**	**1 170 816**	**1 088 659**
640	**MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE**					
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	142 500	142 500	71 250	0	0
07.4	Services de santé publique	2 850	26 030	13 015	12 810	8 415
07.6	Santé n.c.a.	3 325	41 765	28 255	27 576	19 115
08.1	Services récréatifs et sportifs	262 730	262 730	0	0	0
09.5	Enseignement non défini par niveau	8 661	38 746	26 396	25 705	15 551
09.7	Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	500 000	500 000	0	0	0
10.4	Famille et enfants	1 314 385	3 640 150	2 317 964	1 447 343	956 291
10.8	Recherche-développement dans le domaine de la protection so	6 913	50 248	36 979	36 854	25 721
10.9	Protection sociale n.c.a.	0	494 710	344 080	256 893	208 328
Total		**2 241 364**	**5 196 879**	**2 837 939**	**1 807 180**	**1 233 421**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2019

21/08/2019 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1	**BUDGET GENERAL**					
660	**MINISTERE DE LA SOLIDARITE ET DE L'ACTION HUMANITAIRE**					
04.9	Affaires économiques n.c.a.	142 500	142 500	0	0	0
06.6	Logement et équipements collectifs n.c.a ;	0	0	0	0	0
07.3	Services hospitaliers	26 600	390 733	242 843	121 163	138 560
07.4	Services de santé publique	0	2 897	1 449	624	624
10.1	Maladie et invalidité	0	2 627 326	597 663	590 803	564 304
10.2	Vieillesse	0	33 940 144	31 140 953	31 140 953	31 140 883
10.8	Recherche-développement dans le domaine de la protection so	422 750	454 564	195 307	101 831	66 026
10.9	Protection sociale n.c.a.	855 431	8 073 605	4 998 199	3 823 264	2 238 620
Total		**1 447 281**	**45 631 769**	**37 176 413**	**35 778 638**	**34 149 016**
700	**MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT**					
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	950 000	950 000	0	0	0
04.4	Industries extractives et manufacturières, construction	9 892 000	4 503 059	384 523	72 298	39 945
04.5	Transports	128 476 680	105 952 784	19 201 118	6 947 947	468 579
04.8	Recherche-développement concernant les affaires économique	0	0	0	0	0
04.9	Affaires économiques n.c.a.	598 500	1 871 883	1 146 246	788 561	607 386
06.6	Logement et équipements collectifs n.c.a ;	190 000	641 556	552 314	479 726	216 445
07.4	Services de santé publique	0	598	299	295	0
09.4	Enseignement supérieur	9 500	92 531	58 391	36 996	20 825
09.5	Enseignement non défini par niveau	190 000	190 000	0	0	0
Total		**140 306 680**	**114 202 411**	**21 342 890**	**8 325 824**	**1 353 179**
714	**MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**					
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	0	0	0	0
05.1	Gestion des déchets	1 576 435	1 576 435	649 432	0	0
05.2	Gestion des eaux usées	1 444 000	1 778 875	972 143	667 674	317 530
05.3	Lutte contre la pollution	290 700	317 820	160 644	136 894	137 309
05.4	Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	17 989 672	15 891 319	5 745 203	2 773 222	1 696 655
05.6	Protection de l'environnement n.c.a.	439 187	2 505 098	1 552 522	1 098 550	780 817
Total		**21 739 994**	**22 069 547**	**9 079 945**	**4 676 340**	**2 932 311**
720	**MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU**					
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	1 900 000	10 280 587	1 777 951	349 359	284 634
04.3	Combustibles et énergie	4 257 303	24 231 167	8 302 648	4 569 624	4 327 314
04.5	Transports	142 500	142 500	72 750	0	0
04.7	Autres branches d'activité	0	52 564	32 056	31 614	26 169
04.8	Recherche-développement concernant les affaires économique	332 500	332 500	281 385	0	0
04.9	Affaires économiques n.c.a.	0	76 025 198	30 712 149	30 511 493	30 361 114
05.4	Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	712 500	16 238 361	452 180	451 250	400 807
05.6	Protection de l'environnement n.c.a.	0	4 500 000	0	0	0
06.3	Alimentation en eau	14 667 100	56 432 702	1 779 548	1 437 871	1 005 850
07.4	Services de santé publique	0	124	62	0	0
Total		**22 011 903**	**188 235 703**	**43 410 729**	**37 351 210**	**36 405 889**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2019

21/08/2019 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1	**BUDGET GENERAL**					
726	**MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE**					
04.3	Combustibles et énergie	142 500	142 500	0	0	0
04.4	Industries extractives et manufacturières, construction	1 705 282	2 668 751	845 488	560 268	366 960
04.8	Recherche-développement concernant les affaires économique	47 500	47 500	5	0	0
04.9	Affaires économiques n.c.a.	95 000	1 297 700	781 517	675 077	392 750
Total		**1 990 282**	**4 156 451**	**1 627 009**	**1 235 345**	**759 710**
730	**MINISTERE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA COMMUNICATION**					
04.6	Communications	2 018 645	9 691 770	6 478 783	4 945 831	4 021 562
04.8	Recherche-développement concernant les affaires économique	28 500	1 684 724	1 274 820	637 483	360 369
07.4	Services de santé publique	0	479	240	0	0
Total		**2 047 145**	**11 376 973**	**7 753 842**	**5 583 315**	**4 381 931**
732	**HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION**					
04.6	Communications	475 000	1 463 467	1 037 760	699 668	563 650
Total		**475 000**	**1 463 467**	**1 037 760**	**699 668**	**563 650**
740	**MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME**					
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	1 980 000	1 980 000	0	0	0
04.4	Industries extractives et manufacturières, construction	24 459	1 337 104	983 349	953 617	567 451
06.1	Logement	6 845 000	6 974 762	6 867 381	6 783 892	6 768 246
06.2	Équipements collectifs	2 280 000	2 254 392	1 197 030	666 816	63 872
06.6	Logement et équipements collectifs n.c.a ;	272 175	5 383 447	4 095 148	2 626 543	1 948 444
Total		**11 401 634**	**17 929 705**	**13 142 908**	**11 030 867**	**9 348 014**
750	**MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**					
01.3	Services généraux	4 240 150	6 911 857	3 888 585	3 451 465	1 874 053
06.2	Équipements collectifs	427 500	516 869	288 711	85 616	62 274
07.4	Services de santé publique	0	927	464	0	0
09.4	Enseignement supérieur	522 500	681 966	337 584	91 873	63 921
10.4	Famille et enfants	95 000	5 095 000	48 000	0	0
Total		**5 285 150**	**13 206 619**	**4 563 343**	**3 628 954**	**2 000 248**
770	**MINISTERE DES TRANSPORTS**					
04.1	Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	17 450	175 710	102 855	60 752	36 787
04.5	Transports	450 809	2 849 629	1 925 569	1 591 857	1 244 332
04.7	Autres branches d'activité	3 055 000	855 000	427 500	174 000	0
04.9	Affaires économiques n.c.a.	0	31 268	15 634	13 489	13 489
05.4	Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	1 966 947	1 936 947	541 947	0	0
05.6	Protection de l'environnement n.c.a.	237 500	237 500	0	0	0
Total		**5 727 706**	**6 086 054**	**3 013 505**	**1 840 098**	**1 294 608**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2019

21/08/2019 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1 BUDGET GENERAL					
800 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL					
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	0	0	0	0	0
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	0	0	0	0	0
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	0	9 000	9 000	0	0
04.7 Autres branches d'activité	0	0	0	0	0
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	0	0	0	0
Total	**0**	**9 000**	**9 000**	**0**	**0**
812 MINISTERE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	47 500	172 694	72 586	49 365	28 827
04.1 Tutelle de l'économie générale, des échanges et de l'emploi	795 625	2 577 591	1 031 720	655 853	511 280
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	71 250	157 162	64 980	36 853	24 566
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	171 143	1 165 647	797 089	675 608	186 202
04.7 Autres branches d'activité	30 827	146 539	95 761	78 400	60 929
04.9 Affaires économiques n.c.a.	142 500	491 832	296 571	178 850	138 186
07.4 Services de santé publique	0	152	76	0	0
Total	**1 258 845**	**4 711 617**	**2 358 782**	**1 674 930**	**949 988**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	51 211 650	113 654 096	43 541 375	24 343 800	20 175 128
Total	**51 211 650**	**113 654 096**	**43 541 375**	**24 343 800**	**20 175 128**
822 MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	10 641 382	24 211 953	4 616 578	3 804 809	2 363 372
Total	**10 641 382**	**24 211 953**	**4 616 578**	**3 804 809**	**2 363 372**
850 COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	10 434 010	7 752 828	3 960 917	2 619 195	2 526 170
Total	**10 434 010**	**7 752 828**	**3 960 917**	**2 619 195**	**2 526 170**
860 MINISTERE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME					
04.7 Autres branches d'activité	788 116	1 095 533	590 008	81 398	124 630
04.9 Affaires économiques n.c.a.	0	14 966	7 483	7 208	5 698
08.2 Services culturels	1 529 546	1 353 246	732 714	652 122	264 424
08.6 Loisirs, culture et culte n.c.a.	285 000	903 319	540 544	358 290	286 078
Total	**2 602 662**	**3 367 064**	**1 870 749**	**1 099 018**	**680 829**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2019

21/08/2019 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction		Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
			Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
1	**BUDGET GENERAL**					
990	**CHARGES COMMUNES**					
01.1	Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	3 000 000	4 235 948	59 972	2 122	2 122
01.3	Services généraux	2 400 000	23 400 000	7 658 569	6 458 569	6 458 569
01.6	Services généraux des administrations publiques n.c.a.	38 549 266	119 297 567	20 552 411	16 089 631	14 740 824
01.7	Opérations concernant la dette publique	300 000	140 749 566	55 073 826	54 702 973	52 088 686
02.2	Défense civile	0	1 500 000	0	0	0
03.2	Services de protection civile	11 748 377	9 651 021	0	0	0
04.2	Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	59 313 951	30 375 813	3 854 592	1 660 000	1 660 000
04.5	Transports	40 128 764	40 021 172	4 000 000	4 000 000	4 000 000
04.6	Communications	0	312 505	145 863	95 863	23 966
04.9	Affaires économiques n.c.a.	20 000 000	20 000 000	1 019 689	1 019 689	1 019 689
05.1	Gestion des déchets	4 500 000	4 500 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000
06.2	Équipements collectifs	1 250 000	3 719 233	0	0	0
07.6	Santé n.c.a.	0	11 745 040	0	0	0
09.8	Enseignement n.c.a.	0	146 531	0	0	0
10.2	Vieillesse	0	28 821 278	0	0	0
10.9	Protection sociale n.c.a.	10 000 000	31 012 563	8 372 991	4 045 935	3 797 107
Total		**191 190 358**	**469 488 237**	**104 737 913**	**92 074 783**	**87 790 963**
TOTAL		**801 184 492**	**2 261 155 078**	**1 056 129 376**	**819 601 251**	**608 228 625**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2019

21/08/2019 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
2 BUDGETS ANNEXES					
770 MINISTERE DES TRANSPORTS					
04.7 Autres branches d'activité	2 559 938	7 703 978	4 012 919	2 554 113	2 214 761
07.1 Produits, appareils et matériaux médicaux	0	67 000	33 775	14 839	14 839
09.8 Enseignement n.c.a.	0	87 000	42 500	8 080	8 080
Total	**2 559 938**	**7 857 978**	**4 089 194**	**2 577 032**	**2 237 680**
TOTAL	**2 559 938**	**7 857 978**	**4 089 194**	**2 577 032**	**2 237 680**

BUDGET D'ETAT : DEPENSES 2019

Situation d'exécution des crédits par section et groupe de fonction au 30/06/2019

21/08/2019 (en milliers de francs CFA)

Type budget/Section / Groupe de fonction	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement			
		Dotations en cours	Notifications	Engagements	Liquidations
3 COMPTES SPECIAUX DU TRESOR					
310 MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES					
01.1 Fonctionment organes exécutifs & législatifs, affaires financièi	0	64 690 692	64 690 692	39 264 416	39 264 416
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	40 000 000	40 000 000	0	0	0
Total	**40 000 000**	**104 690 692**	**64 690 692**	**39 264 416**	**39 264 416**
400 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	2 616 620	2 616 620	0	0	0
Total	**2 616 620**	**2 616 620**	**0**	**0**	**0**
412 MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE					
09.7 Recherche-développement dans le domaine de l'enseignement	0	0	0	0	0
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
640 MINISTERE DE LA PROMOTION DE LA FEMME DE L'ENFANT & DE LA FAMILLE					
10.4 Famille et enfants	0	500 000	250 000	180 194	180 194
Total	**0**	**500 000**	**250 000**	**180 194**	**180 194**
714 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE					
05.4 Préservation de la diversité biologique et protection de la natur	846 750	1 300 000	650 027	30 000	30 000
Total	**846 750**	**1 300 000**	**650 027**	**30 000**	**30 000**
726 MINISTERE DES MINES ET DU PETROLE					
04.3 Combustibles et énergie	133 000	685 000	244 500	172 722	124 402
04.4 Industries extractives et manufacturières, construction	15 000	955 000	80 000	11 686	3 442
Total	**148 000**	**1 640 000**	**324 500**	**184 408**	**127 844**
750 MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE					
01.3 Services généraux	2 981 400	2 981 400	0	0	0
Total	**2 981 400**	**2 981 400**	**0**	**0**	**0**
820 MINISTERE DE L'AGRICULTURE					
04.2 Agriculture, sylviculture, pêche et chasse	5 000 000	5 000 000	0	0	0
Total	**5 000 000**	**5 000 000**	**0**	**0**	**0**
TOTAL	**51 592 770**	**118 728 712**	**65 915 219**	**39 659 018**	**39 602 454**
TOTAL GENERAL	**855 337 200**	**2 387 741 768**	**1 126 133 789**	**861 837 302**	**650 068 759**

ANNEXE 5 :

SITUATION D'EXECUTION DU FINANCEMENT EXTERIEUR DU BUDGET SPECIAL D'INVESTISSEMENT (BSI) PAR MINISTERE AU 30 JUIN 2019.

Ministère de l'Economie et des Finances
****
Direction Nationale de la Planification du Développement
****

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi
****

RECAPITULATIF DU SUIVI DU FINANCEMENT EXTERIEUR DU BSI PAR MINISTERE AU 30 JUIN 2019

(Montants en millions de FCFA)

N°	MINISTERES/ INSTITUTIONS	PREVISIONS LFI 2019			PREVISIONS PLR 2019			Etat d'éxécution au deuxième trimestre			
		Prêt	Subvention	Total	Prêt	Subvention	Total	Prêt	Subvention	Total	Taux
1	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE	1 342	5 737	7 079	842	5 737	6 579	68	1 925	1 993	30,29
2	MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DES INFRASTRUCTURES	34 892	30 248	65 140	8 492	30 247	38 739	15 212	776	15 988	41,27
3	MINISTERE DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	3 950	2 950	6 900	3 700	4 552	8 252	3 645	2 236	5 881	71,27
4	MINISTERE DE L'INNOVATION ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	0	0	0	0	954	954	0	0	0	0,00
5	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	50 330	20 694	71 024	26 530	23 327	49 857	9 844	6 383	16 227	32,55
6	MINISTERE DE L'ELEVAGE TE DE LA PECHE	13 313	5 103	18 416	6 313	5 103	11 416	3 531	548	4 079	35,73
7	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	0	1 193	1 193	0	1 193	1 193	0	293	293	24,56
8	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU	79 440	25 283	104 723	43 390	46 583	89 973	9 202	7 722	16 924	18,81
9	MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION	0	4 000	4 000	0	5 000	5 000	0	3 057	3 057	61,14
10	MINISTERE DU COMMERCE	0	900	900	0	900	900	0	0	0	0,00
11	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION	0	0	0	0	5 589	5 589	0	1 492	1 492	26,70
12	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	0	39 910	39 910	0	17 610	17 610	0	1 728	1 728	9,81
13	MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR	0	50	50	0	50	50	0	26	26	52,00
TOTAL LOI DE FINANCES		**183 267**	**136 068**	**319 335**	**89 267**	**146 845**	**236 112**	**41 502**	**26 186**	**67 688**	**28,67**

Source : DNPD, août 2019.